(Re)construire dans la division. Aspects de la vie juive à Berlin entre Est et Ouest (1945-1990)

Laurence Duchaine-Guillon

▶ **To cite this version:**

Laurence Duchaine-Guillon. (Re)construire dans la division. Aspects de la vie juive à Berlin entre Est et Ouest (1945-1990). Histoire. Université de la Sorbonne nouvelle - Paris III, 2009. Français. NNT : 2009PA030150 . tel-02895372

HAL Id: tel-02895372

https://theses.hal.science/tel-02895372

Submitted on 9 Jul 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITE PARIS III – SORBONNE NOUVELLE

ED 514 - ÉDÉAGE
ÉTUDES ANGLOPHONES, GERMANOPHONES ET EUROPÉENNES
EA 4223 – CÉREG
CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHE SUR L'ESPACE GERMANOPHONE

Thèse de doctorat

Études germaniques

Laurence DUCHAINE

(RE)CONSTRUIRE DANS LA DIVISION

ASPECTS DE LA VIE JUIVE À BERLIN ENTRE EST ET OUEST (1945-1990)

Thèse dirigée par Mme le Professeur Anne SAINT SAUVEUR-HENN

Soutenue le 30 novembre 2009

Membres du Jury :

Dominique BOUREL, Directeur de recherche au CNRS
Peter HONIGMANN, Directeur du *Zentralarchiv zur Erforschung der Geschichte der Juden in Deutschland* (Heidelberg)
Hélène MIARD-DELACROIX, Professeur à l'Université de Paris IV
Anne SAINT SAUVEUR-HENN, Professeur à l'Université de Paris III
Céline TRAUTMANN-WALLER, Professeur à l'Université de Paris III

Remerciements

Cette thèse n'aurait sans doute jamais vu le jour sans l'aide et le soutien de certaines personnes, trop nombreuses pour être citées nommément ici, mais envers qui je souhaite exprimer toute ma reconnaissance.

Mes remerciements vont bien sûr tout d'abord à Madame Saint Sauveur-Henn, qui, tout en me laissant une grande liberté d'organisation, s'est toujours montrée extrêmement disponible, et dont les encouragements et les conseils m'ont toujours été très précieux, notamment dans les périodes de doute.

Ils vont également à l'Université de Paris III, qui m'a permis d'effectuer ce travail dans des conditions idéales durant mes trois ans de monitorat, notamment grâce à la semestrialisation des cours. En particulier, les collègues de l'Institut d'Allemand d'Asnières et du CEREG m'ont offert une ambiance de travail très chaleureuse et grâce à eux, j'ai beaucoup appris sur le plan de l'enseignement et de la recherche.

Je souhaite d'autre part remercier le CIERA et ses membres très engagés et dynamiques, dont les divers séminaires méthodologiques et formations spécifiques m'ont beaucoup apporté. Le CIERA m'a également accordé une aide à la mobilité de quatre mois pour effectuer mes recherches à Berlin en 2007.

En outre, j'ai eu la chance d'assister à des séminaires au *Zentrum für Antisemitismusforschung* de la *Technische Universität* à Berlin et de participer au Colloque de doctorants de l'Institut Leo Baeck, qui m'ont donné la possibilité de mieux connaître la recherche actuelle sur les Juifs en Allemagne et ses acteurs.

Je dois également beaucoup aux témoins qui ont accepté de se prêter au jeu de l'interview et ont répondu à mes questions avec la plus grande courtoisie, en particulier Nicola Galliner, Peter Honigmann et Peter Kirchner.

Je remercie par ailleurs les archivistes du *Centrum Judaicum*, Sabine Hank et Barbara Welker, pour leur accueil amical et leurs grandes compétences.

Je suis bien sûr très reconnaissante à mes amis berlinois, Petra et Marco, ainsi que Karen et Richard, qui ont eu l'extrême générosité de m'accueillir chez eux durant mes séjours répétés à Berlin et m'ont fait découvrir leur ville dans les moindres recoins.

Ma profonde gratitude va également à tous ceux qui ont pris la peine de relire des chapitres, voire des parties entières de ce travail et m'ont fait part de leurs judicieuses remarques et de leurs indispensables corrections, tout particulièrement Vanessa et Gweltaz.

Enfin, elle va à ceux qui m'ont accompagnée quotidiennement dans le travail malheureusement encore trop solitaire qu'est la thèse, en particulier à Emmanuel, pour son assistance technique, sa grande compréhension et son soutien indéfectible.

Sommaire

Introduction 11

Première partie : Renaissance et division (1945-1953) 47

I – Renaissance d'une communauté décimée 48

II – Situation d'urgence et travail social 70

III – Entre liquidation et (re)construction 85

IV – Neutralité et unité ? 99

V – L'inexorable division 113

Deuxième partie : Aspects démographiques et sociaux 129

I – Des chiffres sous-tendus par des « identités difficiles » 130

II – Évolution comparative 142

III – Structure par âge 164

IV – Structure par sexe 179

V – Situation sociale 189

Troisième partie : Aspects institutionnels et pratiques religieuses 201

I – Statuts et organisation générale 202

II – Lieux juifs dans le Berlin divisé 213

III – Relations religieuses entre les deux Communautés Juives 233

IV – Orientations religieuses 246

V – La rupture entre les Communautés et leur base 264

Quatrième partie : Aspects politiques et idéologiques 283

I – Vision du passé et considération des Juifs dans les sociétés de RFA et de RDA 284

II – Entre loyauté et instrumentalisation 308

III – Entre intégration… 336

IV – … et marginalisation 353

V – La question d'Israël 365

Cinquième partie : Aspects culturels et identitaires 383

I – Le grand vide culturel juif dans les deux Berlin 386

II – Programme culturel des deux Communautés 404

III – Figures d'artistes et d'intellectuels juifs dans les deux Berlin 416

IV – Traces de l'héritage judéo-allemand entre Est et Ouest 433

Conclusion 459

ANNEXES 469
Sources et bibliographie 557

Liste des abréviations utilisées

ADN : Allgemeiner Deutscher Nachrichtendienst (Agence de presse centrale de RDA)

AJC : American Jewish Committee

AJDC (ou « Joint ») : American Joint Distribution Committee

BEG : Bundesentschädigungsgesetz (Loi sur l'indemnisation des victimes du régime national-socialiste)

BVJSD : Bundesverband Jüdischer Studenten in Deutschland (Association des étudiants juifs de RFA)

CJ : Communauté Juive

CV : Centralverein deutscher Staatsbürger jüdischen Glaubens (Association des citoyens allemands de confession juive, créée en 1893 à Berlin)

DEFA : Deutsche Film-Aktiengesellschaft (Société de production de films de RDA)

DIG : Deutsch-israelische Gesellschaft (Société germano-israélienne)

FDJ : Freie Deutsche Jugend (Organisation de jeunesse socialiste est-allemande)

FU : Freie Universität (Université Libre de Berlin-Ouest)

HIAS : Hebrew Sheltering and Aid Immigrant Society

HU : Humboldt-Universität (Université Humboldt de Berlin-Est)

IM : Informeller Mitarbeiter (Collaborateur informel - Agent de la Stasi)

IRO : International Refugee Organization

JKV : Jüdischer Kulturverein (Association culturelle juive)

JVHS : Jüdische Volkshochschule (Université populaire juive)

JSVB : Jüdischer Studentenverband Berlin (Association des étudiants juifs de Berlin)

LJB: Liberal-jüdischer Block (Parti de Galinski)

KH : Keren Hassejod (Action Unie d'Israël)

KKL: Keren Kayemeth Leisrael (Fonds national juif)

NKVD : Police politique de l'URSS

NVA : Nationale Volksarmee (Armée nationale populaire de RDA)

OdF : Opfer des Faschismus (Victime du fascisme)

OdN : Opfer der Nürnberger Gesetzgebung (Victime des Lois de Nuremberg)

ORT : Organisation Reconstruction Travail

RIAS : Radio International im Amerikanischen Sektor (Radio du secteur américain de Berlin)

SFB : Sender Freies Berlin (Radio de Berlin-Ouest)

SMAD : Sowjetische Militäradministration in Deutschland (Administration militaire soviétique en Allemagne)

TU : Technische Universität (Université Technique de Berlin-Ouest)

UJV: Unabhängige Jüdische Vereinigung (Union juive indépendante)

UNRRA : United Nations Relief and Rehabilitation Administration

VVN : Vereinigung für die Verfolgten des Naziregimes (Association des persécutés du régime nazi)

WIZO : Women's International Zionist Organization (Organisation sioniste internationale des femmes)

ZO : Zionistische Organisation (Organisation sioniste)

ZWFSt : Zentralwohlfahrtsstelle der Juden in Deutschland (Association centrale pour la bienfaisance des Juifs en Allemagne, siège à Francfort/M.)

Das besonders Unheimliche ist die Gewöhnung an das Widernatürliche[1].

[1] A. Kantorowicz, *Deutsches Tagebuch*, 1. Teil, Berlin (Ouest), Verlag Europäische Ideen, 1978, p. 446 : « Le plus inquiétant est que l'on puisse s'habituer à ce qui est contre nature. »

Introduction

Définition et délimitation du sujet

Placer ce travail sous le signe d'Alfred Kantorowicz, éditeur berlinois de la revue *Ost und West* entre 1947 et 1949[1], c'est se situer d'emblée au cœur de deux problématiques centrales de l'après-guerre. D'abord, celle de l'identité juive après 1945 : en effet, Kantorowicz est juif, mais pas au sens où l'entend le législateur. Jamais il n'a été membre de la communauté juive et ses liens avec la religion sont on ne peut plus distants. Toutefois, il a perdu son père à Theresienstadt, a vécu l'expérience de l'exil que tant de personnes désignées comme juives par le régime national-socialiste partagent avec lui, et reste attaché à une tradition culturelle juive-allemande qui a prospéré tout particulièrement à Berlin avant 1933. Ensuite, Kantorowicz est sans doute une des figures les plus emblématiques du conflit Est-Ouest, prouvant l'échec d'une synthèse « occidentale-orientale » sous les auspices d'une division allemande « contre nature »[2].

Ces deux problématiques sont indéniablement entrées en concurrence à Berlin, à la fois symbole par excellence de la Guerre froide et « figure tragique, porteuse d'holocauste »[3]. Le 9 novembre 1989 a incontestablement fait passer au second plan dans les mémoires allemandes le 9 novembre 1938, considéré par certains comme le point de départ de l'extermination des Juifs d'Europe. De fait, les commémorations du 70ème anniversaire de la « Nuit de Cristal » ont certes donné lieu à d'importantes manifestations en 2008, mais sans comparaison avec la célébration des vingt ans de la chute du Mur. Symboliquement, c'est tout le passé récent de l'Allemagne, l'histoire de sa division et de sa double existence, qui a en quelque sorte occulté le sort des Juifs après 1945 : les traces de la Shoah ont été littéralement enfouies sous les pierres du Mur[4]. Faire le lien entre ces deux problématiques est l'ambition de notre thèse sur les Juifs à Berlin entre 1945 et 1990, ces « oubliés » de la Guerre froide, dont on a

[1] « Est et Ouest » avec une insistance particulière sur le « et », conformément au souhait de l'auteur.
[2] Après être revenu d'exil aux Etats-Unis à Berlin en 1946, d'abord dans le secteur américain, puis en secteur soviétique, il s'établit en RFA en 1957.
[3] A.-M. Le Gloannec, *Un mur à Berlin*, Bruxelles, Complexe, 1985, p. 19.
[4] Pour reprendre l'expression de H. Freeden *in :* J. Deloffre, H.J. Meyer (Eds.), *Berlin capitale. Un choc d'identités et de cultures*, Paris, Autrement, 1992, p. 53 : « Les images des synagogues en flammes sont remplacées par des images de foules en liesse qui s'étreignent… L'histoire de l'Holocauste a été enfouie sous les pierres d'un Mur qui se désagrège. »

longtemps négligé l'étude au profit de sujets plus actuels. Elle se veut être aussi bien une contribution à l'histoire de la ville qu'à l'histoire sociale de la minorité juive, tout en incluant une réflexion sur l'histoire des deux États allemands et de leurs relations.

Tentative de définition des « Juifs » et de la « communauté juive »

Comment mener à bien cette « impossible tâche » : définir les Juifs[5] ? Il y a de quoi se décourager en effet, à entendre par exemple cette anecdote célèbre, selon laquelle si l'on demande à deux Juifs de se définir, ils donneront trois définitions différentes. Pour N. Zajde, le peuple juif, plus que tout autre, est difficile à définir car il s'agit d'un « peuple sans qualité »[6] : prisonnier d'un décalage perpétuel entre synchronie et diachronie, il possède « une identité à recréer sans cesse », « une identité de rupture, une identité qui s'impose d'évidence comme privée d'évidence »[7].

Alors, s'il peut y avoir des « Juifs non-juifs » (Isaac Deutscher), des « Juifs imaginaires » (Alain Finkielkraut), voire des « non non-Juifs » (Jean Améry), jusqu'où peut-on aller sans que l'objet n'éclate complètement sous l'effet de cette fragmentation existentielle ? On peut tenter de clarifier la situation pour notre propos en distinguant différents niveaux de définition, mais surtout en nous interrogeant concrètement sur les Juifs en Allemagne après 1945 plutôt que sur les Juifs « en général » : comme l'enseigne le Talmud, l'impossibilité de comprendre ne nous dispense pas de réfléchir…

Le problème se pose déjà au niveau le plus banal qui soit, celui de l'orthographe : dès lors que l'on se pose la question de l'identité juive dans un texte français, une difficulté inexistante en allemand se présente : faut-il écrire « un Juif » ou « un juif » ? Les usages très divergents constatés dans la recherche française tendent à prouver qu'il n'y a pas de réponse évidente à cette question et qu'en définitive, les deux orthographies sont tout aussi légitimes l'une que l'autre. Quoi qu'il en soit, cette question typographique nous introduit dès les premières lignes au cœur de la question identitaire. La convention orthographique française veut que les noms de peuples prennent la majuscule et les noms de collectivités, notamment religieuses, la minuscule. Parler des « juifs » reviendrait donc à considérer uniquement les adhérents du judaïsme en tant que religion. Toutefois, on constate qu'en pratique, les choses ne sont pas si simples : ainsi, de nombreux sociologues, tels E. Durkheim ou D. Schnapper, ont choisi

[5] N. Zajde, *Souffle sur tous ces morts et qu'ils vivent !*, Aubenas, La pensée sauvage, 1993, p. 47.
[6] *Ibid.*
[7] *Ibid.*, p. 51.

la minuscule, comme on écrit « chrétien », « musulman » ou « catholique », même si leurs études ne se limitent pas exclusivement aux Juifs de confession.

Toutefois, pour bien marquer la différence entre une définition religieuse et une définition plus sociologique des « Juifs », nous préférerons la majuscule, à l'instar d'A. Kaspi, E. Benbassa ou encore S. Veil. Ce choix devrait montrer d'une part que l'identité juive a quelque chose de particulier, d'un autre ordre par rapport aux identités chrétienne ou musulmane[8], et d'autre part que nous voulons sciemment, même si cela présente d'innombrables difficultés de méthode, tenir compte aussi des Juifs qui ne sont pas membres des communautés[9].

Dans *Identité juive, identité humaine*, Raphaël Draï propose d'opter pour la majuscule : selon lui, ce choix « présuppose que l'on reconnaisse l'existence effective d'un 'peuple' juif », une « réalité collective, entérinée par le droit hébraïque et international, liée par le sentiment d'un avenir commun accordé à une mémoire pérenne »[10]. En revanche, ceux qui contestent « toute réalité et constitution à ce peuple-là » et ne se réfèrent qu'à « une appartenance confessionnelle, secondaire ou résiduelle » se contentent de la minuscule. Or, justement, ce sentiment d'appartenir à un peuple, très présent dans l'enseignement du judaïsme, a été renforcé par la Shoah, à travers le concept de « communauté de destin » sur lequel nous reviendrons plus loin. C'est pourquoi la majuscule nous semble appropriée.

Cette vision comporte cependant le danger de présenter la composante juive de l'identité comme une dénomination primordiale, alors que bien souvent, elle n'est qu'un élément du « patchwork » identitaire constitué par la nationalité, les origines et bien d'autres critères. C'est pourquoi, lorsque cela sera possible, nous préférerons utiliser l'adjectif plutôt que le nom commun, car il a le mérite de présenter la judéité comme moins essentielle, comme étant une qualité parmi d'autres possibles. Cela rejoint d'ailleurs les considérations d'E. Morin (qui, lui, utilise la minuscule) sur le Juif dans les sociétés modernes :

---

[8] Par exemple, l'idée selon laquelle on ne peut jamais, quoi qu'on fasse, cesser d'être juif. D'après la *Halakha*, la jurisprudence juive, même lorsqu'on n'est plus un « juif », c'est-à-dire qu'on n'adhère plus au judaïsme, on ne cesse pas d'être un « Juif », c'est-à-dire un membre du peuple d'Israël. C'est donc la notion de peuple qui est discriminante ici.

[9] Par souci d'uniformité, nous renonçons à distinguer les « juifs » quand il s'agit des membres de la communauté juive puisque ceux-ci font partie intégrante des « Juifs ». En revanche, dans les citations, nous respecterons bien sûr l'orthographe choisie par les auteurs.

[10] R. Draï, *Identité juive, identité humaine*, Paris, Armand Colin, 1995, p. 10.

> Le nom juif a cessé pour lui d'être un substantif, c'est un adjectif qui le rattache à un passé de traditions perdues et de persécutions pouvant sans cesse renaître. Mais son identité est hybride, incertaine[11].

Ainsi, depuis l'assimilation, on ne saurait plus parler que de peintres et d'Allemands juifs, plutôt que de Juifs peintres ou allemands. Il ne s'agit pas que d'un euphémisme « politiquement correct », mais d'un choix résolu, fondé sur une véritable réflexion à propos du statut du substantif et de l'adjectif.

Contrairement à d'autres chercheurs, il nous a paru réducteur de nous contenter de la définition religieuse, pourtant seul critère incontestable d'appartenance. La solution la plus simple et la plus claire consisterait en effet à considérer comme Juifs tous les membres de la communauté juive. Les critères d'admission pour la période et le lieu qui nous intéressent restent fidèles à la *Halakha*[12], selon laquelle est juive toute personne née de mère juive ou convertie dans les conditions très strictes qui y sont prescrites[13]. Cette définition pourrait être retenue pour plusieurs raisons : d'abord, elle présente l'avantage d'avoir des contours précis, définis par l'autorité de la communauté juive, mais selon J. H. Schoeps, elle permet surtout de ne pas catégoriser comme juives des personnes qui se sentent peu ou pas attachées à cette composante identitaire et de ne tenir compte que de celles qui l'assument pleinement[14]. À ce titre, il s'agit de la seule définition de l'identité juive qui soit totalement irréprochable.

Cependant, elle ne nous semble pas entièrement satisfaisante pour des raisons que nous développerons tout au long de ce travail, le principal argument étant que l'on risque de méconnaître un certain nombre de personnes qui se perçoivent comme juives, mais n'ont pas la possibilité ou le désir d'entrer dans la communauté en tant qu'institution. Quelle définition adopter alors ? Comme le dit A. Kaspi, « au-delà de la définition religieuse, on tombe dans un fatras de considérations, de cas individuels, d'exceptions qui découragent toute démarche rigoureuse »[15]. Par exemple, peut-on parler de « Juifs laïques » ? Faut-il tenir compte des Juifs qui se sont convertis à une autre religion, de ceux qui ont épousé une non-Juive ? Les réponses à ces questions sont

---

[11] E. Morin, « Juif : adjectif ou substantif », *in : Le Monde,* 11.10.1989, p. 1.
[12] Voir notre glossaire situé dans les annexes (Annexe 1).
[13] R. Draï qualifie la conversion de véritable « parcours du combattant », *in* : *op. cit.*, p. 40. Les principes du judaïsme réformé, selon lequel la conversion pouvait avoir lieu même en l'absence de formalités rituelles, ou encore un enfant né de père juif pouvait être admis dans la communauté, n'ont jamais été appliqués en Allemagne entre 1945 et 1990. En outre, il faut bien voir que la conversion dépend totalement de la volonté du rabbin qui la pratique.
[14] *In* : L. Mertens, *Davidstern unter Hammer und Zirkel*. *Die Jüdischen Gemeinden in der SBZ/DDR und ihre Behandlung durch Partei und Staat 1945-1990*, Hildesheim, Zurich, New York, Olms, 1997, p. 19.
[15] *Les Juifs américains*, Paris, Plon, 2008, p. 59.

innombrables. « La définition claire, immuable, reconnue par tous de l'identité juive est une chimère qu'on poursuit. On ne l'attrapera jamais »[16].

Quoi qu'il en soit, nombre de spécialistes du judaïsme ont mis en avant la nécessité de ne pas se contenter de la définition religieuse, ainsi A. et E. Abécassis :

> Le judaïsme n'est pas seulement une religion, il n'est pas non plus une nationalité, mais une spiritualité, une vision de l'homme et de l'histoire[17].

En effet, les Juifs « n'ont jamais été qu'une communauté religieuse » [18], surtout depuis la *Haskala*, les Lumières juives : autre chose, ce « petit quelque chose juif »[19], si difficile à définir, les a unis au fil des siècles sur le plan national, social, politique et culturel. Après 1945, ce « petit quelque chose » prend une dimension radicalement nouvelle :

> Les juifs allemands de l'après-guerre n'étaient pas religieux – ils ne l'avaient jamais été – mais ils avaient acquis une nouvelle conscience de groupe, une identité commune dont le souvenir de la Shoah et le soutien à Israël étaient les assises[20].

La Shoah et Israël apparaissent effectivement comme les fondements de l'identité juive après 1945, qui viennent se superposer à la simple définition religieuse[21]. On rejoint alors la triade peuple (dont les liens ont été resserrés par la Shoah) – nation (l'État d'Israël) – religion (encore très prégnante pour certains), qui a déterminé l'identité juive depuis l'Antiquité. Mais se pose alors toujours le problème de ceux qui ne veulent pas se définir en fonction de cette triade : ceux-ci n'ont aucun concept à leur disposition[22].

Ainsi, le critère de l'autoperception nous paraît également nécessaire pour désigner quelqu'un comme « juif », même s'il n'est nullement suffisant : en effet, l'immédiat après-guerre recèle d'exemples d'imposteurs qui ont tenté de se faire passer pour juifs afin d'obtenir des avantages matériels. En outre, cela ne signifie pas pour autant que nous excluions de l'étude toute personne qui ne se perçoit pas comme juive. On perdrait beaucoup en effet à bannir Jurek Becker d'une réflexion sur l'identité juive après 1945 sous prétexte que lui-même ne se considérait pas ouvertement comme juif.

---

[16] *Ibid.*, p. 293.
[17] A. et E. Abécassis, *Le livre des passeurs*, Paris, Robert Laffont, 2007, p. 12.
[18] W. Herzberg, *Überleben heißt Erinnern. Lebensgeschichten deutscher Juden*, Berlin, Weimar, 1990, p. 431 : „Die Juden waren niemals nur eine Religionsgemeinschaft."
[19] Pour reprendre le titre d'une exposition au Musée Juif de Munich en 2008 : „Ein kleines jüdisches Etwas".
[20] O. Guez, *L'impossible retour. Une histoire des juifs en Allemagne depuis 1945*, Paris, Flammarion, 2007, p. 118. On ne peut nier qu'il existait des Juifs religieux en Allemagne de tout temps et même après 1945, mais l'auteur souligne par cette formulation extrême que dès le XIX^{e}, voire le XVIII^{e} siècle, la définition purement religieuse des Juifs était devenue obsolète.
[21] Nous aurons l'occasion d'y revenir plus longuement dans notre développement.
[22] E. Morin, *op. cit.*, p. 2.

De fait, nous avons opté pour une définition « minimale » des Juifs, pouvant englober le plus grand nombre d'entre eux, et qui n'est pas sans danger. Nous avons bien conscience en effet qu'il serait absurde de qualifier sans détour de « Juifs » des personnes totalement « laïcisées », ce qui aurait finalement aussi peu de sens que de considérer Diderot et Voltaire comme des philosophes « catholiques ». Cela n'empêche pas cependant de se demander dans quelle mesure leur origine juive a joué un rôle dans leur biographie, voire pour certains, dans leur œuvre[23]. Le second danger tient à ce que cette définition minimale peut être au bout du compte aisément amalgamée à la définition national-socialiste. Dès lors que l'on raisonne en termes d'ascendance, on court le risque de se voir prêter les plus viles intentions. En français, un tabou pèse sur le terme « ethnie » car il rappelle les critères raciaux établis par le III[e] Reich, ce qui explique qu'on lui préfère des expressions comme « personnes d'origine juive » ou encore « Juifs de généalogie » (A. Wieviorka), alors qu'aux États-Unis, un « Juif ethnique »[24] désigne une personne d'ascendance juive établie, mais ne se rattachant au judaïsme ni par la culture, ni par la religion. Toutefois, l'ascendance ne constitue toujours pas un critère de définition suffisant, comme le prouvent les rares cas de conversion au judaïsme.

Pour E. Morin, l'ultime caractéristique commune aux Juifs reste alors « la conscience d'appartenir à une lignée minoritaire, rejetée, humiliée, persécutée »[25]. Il va de soi que cette conscience s'est renforcée avec la Shoah. E. Morin va jusqu'à affirmer que « c'est le nazisme qui, en entreprenant de le massacrer, a ressuscité le peuple juif »[26]. Sans aller jusque-là, il semble qu'on puisse retenir la stigmatisation comme critère essentiel de définition. L'identité juive post-Shoah est nécessairement en lien avec les persécutions nazies et à ce titre condamnée à être une identité « négative »[27].

La notion même d'identité est un concept très décrié dans les sciences sociales, qui se voit reprocher d'être trop vague et de véhiculer de nombreux clichés. En parlant

---

[23] La définition pragmatique d'E.-V. Kotowski est très simple et convaincante, même si elle reste liée en grande partie à l'estimation subjective du chercheur : pour être considérée comme « juive », une biographie ne doit pas forcément se caractériser par l'appartenance à la religion, à un peuple, ni correspondre à la définition national-socialiste, mais il faut que l'élément « juif » « joue un rôle » dans le destin ou dans l'œuvre de telle ou telle personne. Voir : *Juden in Berlin. Biografien,* Berlin, Henschel, 2005, p. 7. Bien sûr, on peut facilement ébranler cette définition, qui n'a pas l'ambition d'être exhaustive, mais on se rapproche déjà plus d'un concept opératoire pour notre travail.

[24] *Ethnic Jew.*

[25] *In : op. cit.,* p. 1.

[26] *Ibid.,* p. 2.

[27] Voir par exemple D. Diner, „Negative Symbiose – Deutsche und Juden nach Auschwitz", *in :* M. Brumlik *et al.* (Ed.), *Jüdisches Leben in Deutschland seit 1945,* Francfort/Main, Jüdischer Verlag Athenäum, 1986, pp. 243-253.

d'identité, on risque d'une part d'« exotiser » son objet de recherche et d'oublier d'autre part que l'identité est toujours fragmentaire et situative. Plutôt que de tenter une définition théorique, il nous semble judicieux de laisser s'exprimer le poète est-allemand Wolf Biermann, déchu de sa nationalité en 1976 :

> *Ich bleibe was ich immer war*
> *Halb Judenbalg und halb ein Goij*
> *Eins aber weiß ich klipp und klar:*
> *Nur wer sich ändert, bleibt sich treu*[28].

Outre que cette strophe thématise le dilemme entre être « trop juif » aux yeux des antisémites, mais « pas assez juif » aux yeux de la communauté juive, elle introduit un élément important pour la précision de la notion d'identité. Ainsi, on ne considèrera pas l'identité dans une perspective essentialiste, comme étant une « donnée » figée une fois pour toutes, ni « les Juifs » comme un groupe homogène et toujours stable, mais au contraire comme une « ipséité »[29] garantissant la fidélité à soi-même ou l'identification collective, malgré les changements qui interviennent au cours de l'existence et malgré l'hétérogénéité fondamentale du groupe.

D'autre part, nous garderons toujours à l'esprit le concept d'« ethnicité situative » développé par T. van Rahden : selon lui, la conscience d'appartenir à la communauté juive serait pertinente uniquement dans certaines situations bien déterminées[30]. Il montre à l'exemple des Juifs de Breslau que l'identité n'est jamais exclusive, mais « situative et élément d'une pluralité d'identités »[31]. Cette conception permet de prendre en compte des identités juives plurielles, à l'intérieur desquelles chaque élément identitaire n'est pas forcément spécifiquement juif. « L'appartenance à une communauté ethnique n'exclut pas par conséquent la loyauté envers d'autres formations sociales et d'autres groupes comme la classe, le sexe, la religion, la profession ou la nation »[32].

---

[28] Je reste ce que toujours j'ai été
À moitié youpin et à moitié goy
Mais en tout cas je sais une chose
Seul celui qui change reste fidèle à lui-même.
Texte composé en 1991, dédié à Arno Lustiger. *In :* W. Biermann, *Alle Lieder,* Cologne, Kiepenheuer & Witsch, 1991, p. 440.

[29] Selon la distinction opérée par P. Ricoeur entre identité « *idem* » et identité « *ipse* ».

[30] Voir *Juden und andere Breslauer. Die Beziehungen zwischen Juden, Protestanten und Katholiken in einer deutschen Großstadt von 1860 bis 1925*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2000, p. 17.

[31] *Ibid.*, p. 328.

[32] *Ibid.*, p. 20 : „Die Zugehörigkeit zu einer ethnischen Gemeinschaft schließt demnach die Loyalität gegenüber anderen Sozialformationen und Gruppen wie der Klasse, dem Geschlecht, der Konfession, der Berufsgruppe oder der Nation nicht aus."

Toutefois, nous avons choisi de faire figurer dans le titre de ce travail le terme de « vie juive » et non d'identité. Car ce sujet traite avant tout d'un retour à la vie qui n'allait pas de soi dans la situation d'après 1945 et il n'est pas anodin de le rappeler :

> C'est à coup sûr un grand mystère. Celui de la vie même, peut-être, qui refleurit sur le sol le plus calciné. Que les Juifs aient choisi de vivre, dans les transes souvent, dans la complexité toujours, là même où *cela* eut lieu, nous paraît le plus beau témoignage de l'espérance têtue de l'homme[33].

Le thème de la vie est central pour les Juifs après 1945, comme le montre le titre de la revue française *La Vie juive* publiée entre 1946 et 1964, mettant l'accent sur la renaissance après des années marquées par la mort et la souffrance. De fait, le concept même de « vie » méritera quelques interrogations : « *Sein* » ou « *Dasein* », simple survie ou « végétation », participation active à la reconstruction de la société, production intellectuelle ou artistique, les différentes formes d'existence juive en Allemagne retiendront notre attention tout au long des pages qui vont suivre. En outre, le concept de vie juive offre une perspective concrète et dynamique qui nous permettra d'aborder des aspects très pratiques du quotidien des Juifs à Berlin entre 1945 et 1990. Cette approche nous autorisera également à considérer ces derniers comme un sujet historique à part entière, capable d'agir, et non comme un objet passif qui se contenterait de réagir[34].

Un dernier problème se présente dès lors qu'on utilise le terme de « communauté », qui constitue « presque toujours un raccourci commode plutôt que la désignation précise d'une réalité sociale »[35]. Or peut-on vraiment renoncer à l'employer ? Sur ce point, le français doit se passer d'une précieuse distinction opérée par l'allemand entre *die Gemeinde* et *die Gemeinschaft*[36] : la première désigne la communauté dans son cadre juridique, avec ses statuts, ses membres et ses institutions, tandis que la seconde s'entend au sens de collectif partageant un certain nombre de valeurs, d'activités et d'intérêts communs, comme on peut parler de « la communauté scientifique », ou encore de minorité, comme dans les expressions « la communauté noire » ou « la

---

[33] G. Perrault dans sa préface à l'édition française de l'ouvrage de P. Sichrovsky : *Naître coupable, naître victime,* Saint-Amand, Points Actuels, 1991, p. 12.

[34] J. Ehrenfreund souligne à ce titre l'importance d'une approche socioculturelle dans la lignée de R. Chartier afin de sortir les Juifs de la passivité qui leur est attribuée dans de nombreuses études historiques. *In : Mémoire juive et nationalité allemande. Les juifs berlinois à la Belle Epoque,* Paris, P.U.F., 2000, p. 57.

[35] Voir B. Wasserstein, *Les Juifs d'Europe depuis 1945. Une diaspora en voie de disparition,* Paris, Calmann-Lévy, 2000, p. 15.

[36] Pour compliquer le tout, le terme de « *Gemeinwesen* » apparaît également dans notre corpus. Voir par exemple W. Goldberg *in* : H. Broder, M. R. Lang (Eds.), *Fremd im eigenen Land. Juden in der Bundesrepublik*, Francfort/Main, 1979, p. 198.

communauté gay ». Ainsi, des personnes qui ne sont pas affiliées à la Communauté Juive de Berlin au sens de *Gemeinde* peuvent se considérer comme appartenant à la communauté juive au sens de *Gemeinschaft,* qui est alors à concevoir comme une « communauté imaginaire » au sens de B. Anderson, c'est-à-dire qui n'a pas de réalité matérielle ni juridique, mais qui n'existe que dans les consciences des générations de Juifs qui pensent y appartenir[37].

En ce sens, la Communauté Juive de Berlin en tant qu'institution peut être considérée comme un noyau, un point de référence autour duquel gravitent des électrons – plus ou moins – libres. Son rayonnement va ainsi bien au-delà du cercle restreint de ses membres. L'étude, voire la classification des individus situés à la marge nous paraît essentielle. Enfin, il faudra bien garder à l'esprit qu'une communauté juive n'est pas un groupe distinct, homogène et hermétiquement coupé du monde, mais que ses relations avec la société et la culture qui l'entourent, ou plutôt dont elle fait partie, importent tout autant.

Construire et reconstruire

Le terme allemand « *Aufbau* » est bien plus riche en connotations que son équivalent français « construction ». Il évoque les premières heures de la reconstruction d'une société « démocratique », principalement en RDA depuis la formule de « la construction du socialisme »[38], dont un des symboles est sans conteste l'*Aufbau Verlag* qui naît justement à Berlin en août 1945. Celui-ci deviendra la maison d'édition-phare de la RDA, publiant le canon des auteurs antifascistes, et sera de surcroît le seul à subsister dans l'Allemagne réunifiée. Dans son sillage fut fondée également la revue littéraire et politique mensuelle *Aufbau* publiée à Berlin par l'Association culturelle pour le renouveau démocratique de l'Allemagne (*Kulturbund zur demokratischen Erneuerung Deutschlands*), qui paraîtra jusqu'en 1958.

Mais le terme n'est pas réservé exclusivement à l'Est : difficile de ne pas penser en effet à l'*Aufbau,* le journal des exilés juifs allemands créé en 1934 à New-York. Ce titre peut se comprendre littéralement comme la « construction » d'une nouvelle vie judéo-allemande aux États-Unis. Il est donc lié à une situation d'urgence et témoigne d'une forte volonté d'adaptation et de survie. Enfin, le terme évoque les travaux pionniers de « construction » en Palestine depuis le début du XX^{e} siècle. Pour toutes ces raisons

[37] B. Anderson, *Die Erfindung der Nation. Zur Karriere eines folgenreichen Konzepts*, Fancfort/Main, New York, Campus, 2005 (Première édition en anglais, 1983).
[38] « *Aufbau des Sozialismus* », devise adoptée en 1952, signalant l'imitation du modèle soviétique.

historiques et symboliques, le terme « *Aufbau* » se prête particulièrement bien au cadre de notre étude. C'est sans doute pourquoi il est devenu un leitmotiv dans la recherche sur les Juifs après 1945, de M. Bodemann[39] à A. Nachama et J.H. Schoeps[40]. Ainsi, même si la traduction française apparaît beaucoup plus fade, nous aurons à l'esprit ces considérations quand nous emploierons le terme de « construction » ou le verbe « construire », plus propice à nos yeux à rendre compte d'un processus dynamique.

L'interrogation principale porte, nous le verrons, essentiellement sur le préfixe « re »[41]. S'agissait-il de bâtir la nouvelle vie juive, sinon à l'identique, du moins en suivant les modèles hérités du passé ou au contraire de la créer *ex nihilo* sous des auspices radicalement différents ? En d'autres termes, on sera confronté à la difficile question de l'appréhension de la césure de 1945 comme rupture ou continuité. Quoi qu'il en soit, cette construction ou reconstruction aurait dû s'accomplir par l'agrégation des forces restantes du judaïsme. Or il n'en fut rien : la division allemande n'a pas épargné la Communauté Juive, séparée en deux entités distinctes à partir de 1953.

L'Est et l'Ouest

Bien plus que de simples points cardinaux, l'Est et l'Ouest représentent de véritables paradigmes dans le monde d'après 1945, opposant deux idéologies et deux systèmes de société concurrents. Mais dans le domaine de l'histoire juive, ils évoquent aussi une réalité bien plus ancienne : l'opposition entre « Juifs de l'Est » et « Juifs de l'Ouest », c'est-à-dire celle entre deux mondes radicalement différents, qui communiquaient peu et apparaissaient étrangers l'un à l'autre, mais entre lesquels s'effectuaient d'importantes migrations. Ainsi :

> Lorsque l'on regarde l'histoire du peuple juif, on a presque l'impression qu'il en va de sa nature et de son essence profonde de balancer continûment d'Est en Ouest et d'Ouest en Est[42].

De fait, le journal de la renaissance culturelle juive publié à Berlin entre 1901 et 1923 porte précisément le titre *Ost und West*. Dans l'Europe du XIX^e^ siècle,

---

[39] M. Bodemann (Ed.), *Jews, Germans, Memory. Reconstructions of Jewish life in Germany*, Michigan, University of Michigan Press, 1996.

[40] A. Nachama, J. H. Schoeps (Eds.), *Aufbau nach dem Untergang. Deutsch-jüdische Geschichte nach 1945*, Berlin, Argon Verlag, 1992.

[41] Le terme « *Wiederaufbau* » est d'ailleurs tout autant un leitmotiv de la recherche. Voir par exemple : H. Maor, *Über den Wiederaufbau der jüdischen Gemeinden in Deutschland seit 1945*, Thèse de doctorat (non publiée), Mayence, 1961.

[42] Formule de S. Bernfeld dans l'article „Ost und West in der jüdischen Wanderung" publié dans la revue *Ost und West*, N°4, Avril 1907, p. 217. Cité par D. Bechtel, *La renaissance culturelle juive. Europe centrale et orientale 1897-1903 : langue, littérature et construction nationale*, Paris, Belin, 2002, p. 9.

l'industrialisation et le rêve d'ascension sociale ont poussé les Juifs « d'Est en Ouest » et ce « à l'intérieur même de Berlin »[43]. En effet, l'Est de Berlin était plutôt le domaine des travailleurs juifs originaires d'Europe de l'Est, alors que la bourgeoisie juive d'origine allemande se translatait vers les quartiers occidentaux au fur et à mesure qu'elle gravissait l'échelle sociale. Après 1945, le schéma est inverse : les Juifs venant d'Europe de l'Est s'établissent majoritairement à Berlin-Ouest tandis que les « Juifs allemands » constituent l'essentiel de la population juive de Berlin-Est[44]. Il importe de garder ce contexte historique en arrière-plan lorsque nous évoquerons les Juifs résidant à Berlin-Ouest et à Berlin-Est, devenus les nouveaux « Juifs de l'Ouest » et « Juifs de l'Est », clivage qui ne revêt plus alors la signification classique.

Délimitation du cadre de l'étude

Notre étude se limite à Berlin durant la période 1945-1990. Le 8 mai 1945 marque incontestablement une rupture fondamentale à la fois pour la ville, occupée, avant de se voir divisée, puis emmurée, et pour les Juifs, libérés de Hitler et de la perspective d'une mort certaine. Le *terminus ad quem* retenu est le 1er janvier 1991, date à laquelle la réunification des Communautés Juives de Berlin-Est et de Berlin-Ouest entre officiellement en vigueur. Ces quarante-cinq années sont celles de l'« impossible retour »[45] des Juifs au « pays des meurtriers », qui pouvait paraître *a priori* encore plus improbable dans l'ex-capitale du IIIe Reich.

L'intérêt de cette perspective micro-historique tient au paradoxe que représentait Berlin après 1945 : une ville et pourtant deux mondes[46]. Ainsi, en tant que partie visible du rideau de fer, la ville constituait un « microcosme Est-Ouest »[47] riche en phénomènes à observer, notamment au niveau de la vie juive. Berlin fut, de par sa situation géographique et son statut quadripartite, l'enjeu de crises répétées qui lui ont valu le surnom de « point chaud de la Guerre froide ». N'étant pas considérée juridiquement comme une partie de l'Allemagne, ni des deux Allemagnes, chaque partie de la ville s'est intégrée en quelque sorte en « contrebande » à la RDA et à la

[43] S. Gronemann : „Von Osten nach Westen – auch innerhalb Berlins" *in* : A. Ehmann *et al.* (Eds.), *Juden in Berlin 1671-1945. Ein Lesebuch*, Berlin (Ouest), Nicolai, 1988, p. 165.
[44] Voir première et deuxième parties.
[45] O. Guez, *op. cit.*
[46] Voir l'exposition „Berlin – Zwei Welten, eine Stadt" à l'Hôtel de ville de Schöneberg en 1965.
[47] A.-M. Le Gloannec, « Berlin, microcosme et enjeu », *in* : E. François (Ed.), *Berlin : Capitale, mythe, enjeu*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 1988, p. 135.

RFA, formant d'un côté une « capitale » ambitieuse et de l'autre une « île » sous perfusion, coupée de son hinterland. Il faudra donc nous garder de la tentation de regarder Berlin comme un reflet de l'Allemagne ou des Allemagnes[48].

Problématique

En 1945, une question en particulier indigne le monde juif : comment revivre en Allemagne, sur cette terre maudite ? Cette question longtemps taboue, les Juifs berlinois ont osé se la poser dès les premières années, notamment par l'intermédiaire de leur journal. Ils avaient peut-être perdu leur identité, dont on les avait dépossédés dans les camps en réduisant leur personne à un numéro, mais en tout cas pas leur volonté de vivre[49]. De fait, la spécificité de cette période tient à la (re)construction d'une identité juive sur le sol allemand après la Shoah[50], tout à fait inédite. Notre tâche est de voir comment cette (re)construction s'est effectuée à Berlin dans les conditions toutes particulières de la division. Quelles formes d'identité juive se sont créées à partir des ruines de mondes détruits et comment se sont-elles transformées au cours des décennies de division allemande ?

Nous nous demanderons donc dans quelle mesure et comment la division a pu affecter la (re)construction de la vie juive à Berlin. Les fondements de l'identité juive que sont la religion, la Shoah, le rapport à Israël et la culture, apparemment indivisibles, sont-ils pour autant restés indivisés en dépit du conflit Est-Ouest ? Dans quelle mesure la vie juive s'est-elle adaptée aux conditions de vie à l'Est et à l'Ouest ? Ces questions nous amèneront à nous demander si l'on peut observer une identité juive est-berlinoise et une identité juive ouest-berlinoise. En d'autres termes, et pour reprendre le paradigme précédemment évoqué, la Guerre froide a-t-elle créé de nouveaux « Juifs de l'Est » et « Juifs de l'Ouest » ?

Cela impliquera bien sûr de nous interroger sur leurs relations : se comportaient-ils comme des amis, des ennemis, des frères ou des étrangers les uns envers les autres ? Restaient-ils unis dans la conscience d'être juifs ou cette conscience était-elle transcendée par le clivage entre l'« *Ossi* » et le « *Wessi* »[51] ? Leur identité était-elle

---

[48] P. Bender parle même d'une « troisième Allemagne » *in : Deutschlands Wiederkehr. Eine ungeteilte Nachkriegsgeschichte 1945-1990*, Stuttgart, Klett-Cotta, 2007, p. 70.
[49] H. Galinski *in : Allgemeine*, 16.05.1986, p. 12 : „Zwar hatten sie ihre Identität verloren, aber nicht ihren Lebenswillen."
[50] M. Brumlik parle de « *Nach-Schoah-Identität* ».
[51] Allemand de l'Est et Allemand de l'Ouest.

fondée sur un rejet de l'autre et une volonté de s'en démarquer comme au temps des « Juifs de l'Est »[52] ? En tout cas, il faudra s'intéresser aux deux « chemins » pris, souvent malgré eux, par les Juifs de Berlin après 1945 en s'attardant sur leurs rares points d'intersection.

État de la recherche

Réticences à traiter le sujet

Il peut paraître superflu de rappeler l'engouement actuel, aussi bien populaire que scientifique, pour les Juifs en Allemagne[53] et, dans le sillage des vingt ans de la chute du Mur, pour Berlin et les relations interallemandes. Or, en dépit de la prolifération d'ouvrages, de films documentaires et d'expositions en rapport avec ces trois grandes thématiques, on peut s'étonner de ce que leur point de convergence n'ait jusqu'à présent donné lieu à aucune étude systématique et approfondie de grande ampleur. Différentes hypothèses peuvent être avancées pour expliquer ce manque de connexions établies à ce jour.

Tout d'abord, peut-être cette lacune tient-elle au manque d'intérêt présupposé de l'objet lui-même ? A. Kauders explique dans l'introduction de son ouvrage *Une Patrie impossible* que cette portion d'histoire juive en Allemagne a été particulièrement peu glorieuse et spectaculaire[54] : contrairement à d'autres époques, celle-ci n'a produit aucune avancée théologique digne de ce nom, aucun grand homme, tout comme elle n'a suscité aucun conflit politique, aucune crise spirituelle, ni aucun débat intellectuel. Or les Juifs eux-mêmes semblent avoir longtemps considéré leur histoire récente comme terne et dépourvue d'intérêt : ainsi, J. Geis s'est heurtée au cours de ses recherches au « désintérêt des Communautés Juives en Allemagne pour leur propre histoire »[55].

Un autre facteur, d'ordre historique cette fois, a pu jouer un rôle considérable dans le « refoulement » de cette thématique. Les phénomènes qui nous intéressent ont été

---

[52] Selon la thèse de Sh. Volkov, ce sont les « Juifs de l'Est » qui auraient poussé les Juifs allemands à se définir par un processus de « dissimilation ». La question est de savoir si l'on assiste à un phénomène similaire entre Juifs est-allemands et Juifs ouest-allemands.

[53] S. Korn parle de l'« inlassable succès » de cette problématique. „Zum Dauerbrenner ‚jüdische Identität in Deutschland'" *in :* G. Schuppener (Ed.), *Jüdische Intellektuelle in der DDR. Politische Strukturen und Biographien*, Leipzig, 1999, p. 145.

[54] *Unmögliche Heimat. Eine deutsch-jüdische Geschichte der Bundesrepublik*, Munich, Deutsche Verlags-Anstalt, 2007, p. 11 („unspektakulär").

[55] *Übrig sein – Leben „danach". Juden deutscher Herkunft in der britischen und amerikanischen Zone Deutschlands 1945-1949*, Berlin, Vienne, Philo, 2000, p. 40 („das Desinteresse der jüdischen Gemeinden in Deutschland an ihrer eigenen Geschichte").

purement et simplement « oubliés » dans le tumulte des événements de 1989-1990, caractérisés pour la communauté juive par l'arrivée massive de Juifs d'URSS. Ces derniers semblent avoir accaparé toutes les réflexions sur les Juifs à Berlin : depuis les années 1990, de nombreuses études préfèrent en effet se pencher sur leurs problèmes d'intégration, délaissant quelque peu la période antérieure.

D'autre part, un tel sujet est réputé très délicat, sans doute trop encore pour être abordé de manière sereine aujourd'hui en Allemagne. Il faut en conclure que la « normalisation » de la vie juive en Allemagne est encore de nos jours problématique, même si des efforts considérables ont été accomplis. Sur ce point, le chercheur « étranger » a sans doute une position plus confortable que le chercheur allemand, qui doit lui-même se positionner par rapport à la « question de la culpabilité » et par rapport à la RFA et à la RDA. Ainsi, on peut comprendre que de jeunes chercheurs allemands hésitent à se lancer sur le terrain hasardeux de l'histoire des Communautés Juives en Allemagne, à moins qu'ils ne soient juifs eux-mêmes. Faut-il alors être juif pour écrire l'histoire juive, en particulier après 1945 en Allemagne ? Si ce problème peut être résolu facilement en arguant que le chercheur n'a pas besoin de s'identifier avec son objet de recherche, voire que cette attitude peut le desservir, il faut sans doute y regarder de plus près. Pour A. Neher par exemple, seul un Juif est en mesure de comprendre réellement l'identité juive[56].

Force est de constater que les historiens juifs ont longtemps été les seuls à oser écrire sur les Juifs en Allemagne après 1945, comme si leur judéité leur conférait une légitimité, voire un monopole sur le sujet. Ainsi, l'immense majorité des historiens des Communautés Juives en Allemagne après 1945 sont eux-mêmes d'origine juive et ont souvent un destin fortement lié à la Shoah. C'est le cas de S. Korn, président de la Communauté Juive de Francfort, de M. Bodemann, ancien membre du « Groupe juif » de la Communauté Juive de Berlin-Ouest et professeur de sociologie, d'A. Nachama, de J. H. Schoeps et de M. Wolffsohn pour ne citer qu'eux[57]. Les chercheurs non-juifs comme R. Rürup sont plus rares, ce qui ne les empêche pas de s'être fait une solide réputation dans le champ de l'histoire juive contemporaine.

A fortiori, M. Brenner constate la difficulté à situer l'histoire juive dans l'historiographie générale[58] : dans quelle mesure l'historiographie juive est-elle une

---

[56] A. Neher, *L'identité juive*, Paris, Payot & Rivages, 1994, p. 12.
[57] Pour plus de détails concernant ces derniers, se reporter aux notices biographiques qui figurent à la fin des annexes (Annexe 19).
[58] M. Brenner et D. N. Myers (Eds), *Jüdische Geschichtsschreibung heute*, Munich, 2004, p. 25.

discipline propre ou reste-t-elle et doit-elle rester un domaine de l'historiographie générale ? M. Brenner n'est pas certain que l'on pratique l'histoire juive avec la même ouverture et la même franchise que dans d'autres domaines, ni que les non-Juifs abordent ces sujets avec le même « naturel » que leurs collègues juifs[59]. Et de fait, bien souvent, le consensus veut que l'histoire juive soit une affaire d'historiens juifs.

Enfin, le climat d'agitation permanente qui a marqué la Communauté Juive de Berlin dans les années 1990-2000 n'incite sans doute pas à mener une étude de terrain reposant en partie sur le bon vouloir de ses dirigeants ou ex-dirigeants, divisés en clans et souvent très amers, ce qui les incite à porter un regard nostalgique sur les années Galinski, voire « ostalgique » sur les années Kirchner[60]. Dans le discours juif en Allemagne aujourd'hui, on parle couramment de « situation berlinoise » (*Berliner Verhältnisse*) pour désigner un imbroglio inextricable de querelles et de conflits d'intérêts. On peut comprendre que cette situation ait détourné un certain nombre de chercheurs : il faut croire que de nombreux historiens ont vu dans ce thème pouvant susciter d'immenses controverses un danger potentiel pour leur carrière universitaire.

Cependant, malgré tous ces obstacles et ces réticences à traiter le thème des Juifs à Berlin après 1945, un tour d'horizon s'impose pour faire le point sur la recherche qui encadre ce sujet.

Études sur les Juifs à Berlin

Le succès du thème se mesure au nombre d'ouvrages de vulgarisation qui fleurissent dans les boutiques de souvenirs et de visites thématiques de la ville proposées par diverses associations. Cependant, rares sont ceux qui s'attardent sur la période 1945-1990. Or même les rétrospectives plus scientifiques sur l'histoire des Juifs à Berlin[61] se composent généralement de différentes contributions qui se focalisent sur quelques grandes périodes clés : l'établissement de la Communauté Juive à Berlin en 1671, les « Lumières juives », puis l'égalité civique des citoyens juifs en 1812, ainsi que la République de Weimar et la persécution des Juifs sous le régime national-socialiste. Puis, c'est surtout l'après-1990 et la « renaissance juive » dans le Berlin réunifié qui intéresse.

---

[59] *Ibid.,* p. 28 („Unbefangenheit").
[60] Heinz Galinski, président de la Communauté Juive de Berlin-Ouest de 1949 à 1992 et Peter Kirchner, président de la Communauté Juive du Grand-Berlin (Est) de 1971 à 1990. Voir notices biographiques.
[61] Voir par exemple R. Rürup (Ed.), *Jüdische Geschichte in Berlin. Essays und Studien*, Berlin, Hentrich, 1995 et A. Nachama, J. H. Schoeps, H. Simon (Eds.), *Juden in Berlin*, Berlin, Henschel, 2001.

En revanche, la période 1945-1990 occupe souvent une place extrêmement réduite : mises à part quelques considérations sur la reconstruction dans l'immédiat après-guerre, l'étude de la vie juive du temps des deux Berlin est peu approfondie. C'est tout juste si la division en deux communautés est évoquée. Il est d'ailleurs étonnant que l'histoire de cette séparation en 1953 soit encore si peu connue et qu'on ne soit parvenu à une version plus claire des faits qu'en 2008 avec l'exposition organisée par A. Weigelt et H. Simon au « Centrum Judaicum »[62]. En tout cas, il n'est en général fait aucune mention des relations entre les deux communautés juives, pas plus que leur histoire ne se trouve un tant soit peu comparée. Ainsi, les études ou articles portant sur Berlin et les Juifs après 1945 semblent s'arrêter dans les années 1950, comme s'il n'y avait pas d'intérêt à poursuivre au-delà. Les Juifs auraient ainsi connu en quelque sorte une « période de répit »[63] en tant qu'objets de recherche.

Enfin, les quelques ouvrages portant directement sur le sujet datent d'après 1990. L'incontournable *Jüdische Berliner* publié en 2003 est un recueil d'interviews reposant sur des questions ciblées et possède une introduction sérieuse, qui nous a servi de base de réflexion[64]. Certains acteurs de la vie juive à Berlin-Ouest et -Est se sont également tournés vers le récit historique, particulièrement P. Kirchner, H. Simon et A. Nachama, apportant des témoignages-clés que nous ne pouvons ignorer. Par ailleurs, les années 1990 ont vu se développer l'histoire des Juifs à Berlin par quartiers[65]. À côté de ces essais d'histoire locale, on trouve quelques études sociologiques portant sur un groupe en particulier, comme la thèse de G. Guttmann sur les professeurs juifs en 1993[66]. Nous pourrons tirer parti également d'un autre genre d'études pour clarifier certains points : l'enquête journalistique, comme avec l'étude de W. Kraushaar parue en 2005 sur l'attentat à la bombe contre la Communauté Juive de Berlin-Ouest en 1969[67].

---

[62] Voir A. Weigelt et H. Simon (Eds.), *Zwischen Bleiben und Gehen. Juden in Ostdeutschland 1945 bis 1956. Zehn Biographien*, Berlin, Text Verlag, 2008.
[63] *„Schonzeit"* pour S. Korn, *„Geteilte Erinnerung". Beiträge zur „deutsch-jüdischen Gegenwart*, Berlin, Philo, 1999, p. 141.
[64] U. Eckhardt, A. Nachama (Eds.), *Jüdische Berliner. Leben nach der Schoa*, Berlin, Jaron, 2003.
[65] Le premier d'entre eux, *Juden in Kreuzberg*, Berlin, Hentrich, 1991, retrace l'existence de différentes familles jusqu'en 1933. *Jüdisches Leben in Pankow*, Berlin, Hentrich, 1993, publié sous la direction d'Inge Lammel par l'Association des Antifaschistes de Berlin-Pankow, adopte une progression chronologique et consacre toute une section à la vie juive à Pankow après 1945. Quant à l'ouvrage *Juden in Treptow. Sie haben geheißen wie ihr heißt*, Berlin, Hentrich, 1993, il se base quant à lui sur des analyses de récits de vie.
[66] G. Guttmann, *Jüdische Lehrer in Berlin nach 1945*, Berlin, Technische Universität, 1993. Il y analyse la structure de la population juive à Berlin après 1945 et présente les interviews de deux personnalités juives, une de l'Ouest, une de l'Est, qui invitent à une mise en parallèle.
[67] W. Kraushaar, *Die Bombe im jüdischen Gemeindehaus*, Hambourg, Hamburger Edition, 2005.

Études sur les Juifs en RFA et en RDA

S'il existe une importante bibliographie en langue allemande sur les Juifs en Allemagne après 1945, celle-ci est encore à peine traduite en français, à de rares exceptions près comme le recueil d'interviews de V. von Wroblewsky, *Un étrange amour*[68]. Il faut attendre 2004 pour voir paraître le premier ouvrage d'une sociologue française sur la question[69], qui sera suivi en 2007 par l'étude déjà citée du journaliste indépendant O. Guez, *L'impossible retour*.

Pour bien prendre conscience du caractère problématique, voire paradoxal, des études sur les Juifs en Allemagne, cette réflexion de M. Bodemann s'avère très éclairante : « On n'a jamais autant écrit sur un groupe social en Allemagne que sur les Juifs et pourtant aucun n'a jamais été entouré d'un tel silence »[70]. Pour lui, on ne fait que parler de l'histoire des Juifs de façon tout à fait abstraite, mais on oublie de faire référence aux « Juifs bien vivants »[71]. Par exemple, il pointe du doigt un nombre important de personnalités juives en Allemagne après 1945 dont la biographie reste encore à écrire, au premier rang desquelles celle de Heinz Galinski[72].

De fait, c'est surtout une vision d'ensemble de l'histoire juive en Allemagne après 1945 qui a fait défaut jusqu'à une période très récente. À part le travail pionnier de H. Maor en 1961[73], qui sert toujours de référence, la seule rétrospective connue dans les années 1990 est celle d'E. Burgauer[74] dont les insuffisances ont été pointées du doigt par le journal *Aufbau*[75]. À partir des années 2000 et la prise de conscience de l'ignorance des Allemands en la matière, cette lacune va être comblée peu à peu, avec des études comme celles de R. Gay[76], de R. Ch. Schneider[77], de sorte que le sujet commence véritablement à être bien connu.

---

[68] V. von Wroblewsky, *Zwischen Thora und Trabant. Juden in der DDR*, Berlin, Aufbau Taschenbuchverlag, 1993.
[69] D. Bensimon, *Juifs en Allemagne aujourd'hui*, Paris, Budapest, Turin, L'Harmattan, 2004.
[70] „Über keine gesellschaftliche Gruppierung in Deutschland ist soviel geschrieben und keine dabei so beschwiegen worden wie die Juden." *In : In den Wogen der Erinnerung*, Munich, DTV, 2002, p. 9.
[71] *Ibid.* („die real existierenden Juden").
[72] La seule « biographie » existante de Galinski serait l'ouvrage de Kl. Schütz, *Heinz Galinski. Ein Berliner unter dem Davidsschild*, Berlin, Hentrich, 2004, mais il s'agit plus d'un livre-hommage, écrit par un de ses amis, que d'une réflexion critique. Aujourd'hui, on peut toutefois nuancer quelque peu le propos de Bodemann : c'est notamment l'un des grands mérites du Musée Juif de Berlin que de consacrer de nombreuses descriptions à ces personnalités.
[73] H. Maor, *op. cit.* Nombre de chercheurs regrettent que cette thèse n'ait jamais été publiée.
[74] E. Burgauer, *Zwischen Erinnerung und Verdrängung – Juden in Deutschland nach 1945*, Reinbek bei Hambourg, Rowohlt, 1993.
[75] Voir S. Rohrbacher, „Am großen Thema kläglich gescheitert", *in : Aufbau*, 21.01.1994, p. 7. Cet article sera repris quelques semaines plus tard par l'*Allgemeine*.
[76] R. Gay, *Safe among the Germans: liberated Jews after World War II*, New Haven, Yale University Press, 2002.

Par ailleurs, il faut souligner la frontière presque totalement hermétique entre les champs de recherche sur les Juifs en RFA et en RDA. L'idée d'un rapprochement n'a donné lieu qu'à un court article publié par R. Merritt en 1989 : dans celui-ci, intitulé "Politics of Judaism in the GDR", il se pose la question de la différence (ou non) dans le traitement des Juifs par les gouvernements de RDA et de RFA, en particulier à Berlin[78]. Mais cette intuition n'a jamais été plus approfondie et l'histoire des Juifs dans les deux Allemagnes se présente pour le moment sous forme de deux récits bien distincts et totalement déconnectés.

En premier lieu, l'étude des Juifs est-allemands est emblématique de la « situation insulaire » de la recherche sur la RDA. D'ailleurs, la découverte de l'existence même des Juifs en RDA est un phénomène relativement récent : c'est seulement à partir de la fin des années 1980 qu'on en a pris conscience[79]. Cette ignorance n'est pas un fait anodin. Longtemps, les Juifs de RDA ont été considérés comme pure « quantité négligeable » parfois même par des éminences du judaïsme allemand telles Ignatz Bubis prononçant cette phrase dans un de ses discours :

> La RDA, on peut l'oublier, 400 Juifs y vivaient, c'est pourquoi je ne tiendrai aucunement compte de la RDA[80].

Il y a manifestement là une prétention ouest-allemande à vouloir représenter l'ensemble des Juifs d'Allemagne. Toujours est-il que de nombreux ouvrages portant en réalité sur les Juifs en RFA s'intitulent de façon péremptoire *Juifs en Allemagne après 1945*, comme si l'Allemagne se réduisait *de facto* à la RFA. Dans le meilleur des cas, ces

---

[77] Voir son documentaire audio *„Wir sind da!" Juden in Deutschland nach 1945*, Cologne, Hörverlag, 2000, ainsi que son livre *„Wir sind da!" Die Geschichte der Juden in Deutschland von 1945 bis heute*, Berlin, Jüdische Verlagsanstalt, 2000, aux contenus différents malgré leurs titres. En 1994, au début de son enquête, Schneider constate d'étonnantes lacunes dans les connaissances des Allemands sur les Juifs en Allemagne après 1945 : « D'une part, mes auditeurs allemands n'avaient pas la moindre idée de l'histoire des Juifs en Allemagne après la guerre, d'autre part, seuls les termes 'holocauste' et 'Auschwitz' s'associaient pour eux à celui de 'Juif' » (Livret des CD 1/2, p. 5). Ce fut le point de départ de son documentaire pour la chaîne ARD diffusé en 2000.

[78] "whether or not the new governments of East and West Germany differed significantly in their treatment of Jews", *in* : *Studies in GDR Culture and Society* 9, Washington, 1989, p. 163 ; "especially in Berlin, which was the scene of the crucial battles determining both German Judaism and postwar German history", *ibid.*, p.164.

[79] Pour plus de précisions sur l'état de la recherche concernant les Juifs en RDA, se référer à notre mémoire de DEA, *Les Juifs de RDA entre instrumentalisation et prise de conscience identitaire : l'exemple du « Nachrichtenblatt des Verbandes der Jüdischen Gemeinden in der DDR »*, Lyon, 2005, pp. 5-8.

[80] „ Die DDR kann man vergessen, dort haben 400 Juden gelebt, deshalb brauche ich auf die DDR gar nicht einzugehen." *In* : G. B. Ginzel, *Der Anfang nach dem Ende. Jüdisches Leben in Deutschland 1945 bis heute*, Düsseldorf, Droste, 1996, p. 45.

ouvrages consacrent un chapitre à la RDA[81]. Parmi les travaux précurseurs, on peut citer la thèse de G.E. Thompson[82], mais aussi le recueil publié par S. Th. Arndt *et al.* dans les toutes dernières années de la RDA[83]. Mais il faut attendre le tournant des années 1990-2000 pour qu'une véritable recherche voie le jour, suite à l'ouverture des archives, dont témoignent notamment les monographies de L. Mertens[84], U. Offenberg[85] et K. Hartewig[86]. On a même l'impression que le thème, si modeste, a connu une surexploitation : aux yeux de certains, jamais on n'a tant écrit sur si peu de choses.

Les Juifs de RFA n'ont fait l'objet ni d'un tel tabou, ni d'une telle surexploitation. L'ouvrage de référence a longtemps été le recueil d'articles de M. Brumlik[87], mais qui se consacre en fait plus à la vie des Allemands avec les Juifs qu'à la vie juive elle-même. Toutefois, les descriptions de la vie juive sont généralement l'œuvre de membres des Communautés Juives, et de fait, les nombreuses contributions sur le sujet

> sont moins l'expression d'une recherche intensive qu'elles ne témoignent d'un débat actif et engagé à l'intérieur de la communauté juive pour s'autodéfinir[88].

Sans doute en réaction à ces histoires « officielles », un certain nombre d'ouvrages d'histoire orale donnent la parole à des Juifs membres ou non membres des Communautés[89]. Mais aujourd'hui, par rapport à la vague de publications sur les Juifs est-allemands, certains ont le sentiment que les Juifs de RFA ont été insuffisamment traités par rapport à la RDA proportionnellement à leur nombre.

Par ailleurs, on peut observer une différence très nette de méthode dans la manière d'aborder le thème des Juifs en RDA et en RFA. Beaucoup de chercheurs sur la RDA ont tendance à raisonner avant tout en termes de structures politiques, négligeant

---

[81] Voir l'ouvrage précédemment cité de M. Brumlik, *Jüdisches Leben in Deutschland seit 1945*, *op. cit*. E. Burgauer va plus loin dans l'analyse, même si elle parle de « Neuland DDR », *op. cit.*, p. 9.
[82] G.E. Thompson, *The political Status of the Jews in the German Democratic Republic since 1945*, University of Iowa, 1967.
[83] S.Th. Arndt, H. Eschwege *et al.*, *Juden in der DDR. Geschichte – Probleme – Perspektiven*, Sachsenheim, Burg Verlag, 1988.
[84] *Davidstern*, *op. cit.*
[85] U. Offenberg, *„Seid vorsichtig gegen die Machthaber". Die jüdischen Gemeinden in der SBZ und der DDR 1945 bis 1990*, Berlin, Aufbau-Verlag, 1998.
[86] K. Hartewig, *Zurückgekehrt. Die Geschichte der jüdischen Kommunisten in der DDR*, Cologne, Weimar, Vienne, Böhlau, 2000.
[87] *Jüdisches Leben in Deutschland seit 1945*, *op. cit.*, regroupant les interventions lors d'un colloque sur le thème « Religion et histoire du judaïsme ».
[88] S. Tauchert, *Jüdische Identitäten in Deutschland. Das Selbstverständnis von Juden in der Bundesrepublik und der DDR 1950 bis 2000*, Berlin, Metropol, 2007, p. 20 : „Die Vielfalt der Aufsätze hat allerdings vornehmlich selbstreflexiven Charakter und ist weniger Ausdruck intensiver Forschung als vielmehr einer aktiven und engagierten Selbstverständigungsdebatte innerhalb der jüdischen Gemeinschaft."
[89] Notamment H. Broder, M. R. Lang, *op. cit.*

quelque peu l'histoire sociale des Juifs, qui est restée plutôt réservée aux Juifs ouest-allemands. Ils sont peu nombreux à tenter de s'affranchir de la perspective du rapport à l'État et au parti pour parvenir à une histoire socioculturelle ou des mentalités.

Ainsi, une histoire des Juifs en Allemagne qui transcende le clivage Est-Ouest fait encore clairement défaut comme le rappelait G. Schuppener à la fin des années 1990[90]. Depuis, quelques chercheurs ont tenté de remédier à cette négligence du contexte « allemand » dans son ensemble. Ainsi, J. Illichmann a montré que la politique de la RDA à l'égard des Juifs s'était faite en grande partie par réaction à la situation ouest-allemande, par exemple en ce qui concerne les campagnes de propagande contre les anciens dignitaires nazis occupant des postes à responsabilité en RFA[91]. Cinq ans plus tard, S. Meining a proposé quelques développements sur la « Guerre froide juive »[92]. Mais il faut attendre 2007 pour que la première étude prenant en compte les réalités ouest et est-allemande de manière systématique voie le jour sous la plume de S. Tauchert[93], qui réussit à mettre en lumière les préoccupations communes des Juifs dans les deux Allemagnes. C'est dans cette nouvelle perspective que nous entendons situer notre travail.

Corpus et sources

Pour mener à bien ce projet, les sources exploitées ont été de trois types : presse, archives et témoignages. Elles ont été abordées dans une logique de complémentarité.

Presse

La presse juive allemande après 1945 constitue une source encore relativement peu étudiée et qui s'avère extrêmement précieuse, même si son intérêt a parfois été mis en doute[94]. Dans notre souci de focalisation sur Berlin, nous avons retenu trois publications

---

[90] *op. cit.*, p. 20.
[91] J. Illichmann, *Die DDR und die Juden. Die deutschlandpolitische Instrumentalisierung von Juden und Judentum durch die Partei- und Staatsführung der SBZ/DDR von 1945 bis 1990*, Francfort/Main, Peter Lang, 1997.
[92] S. Meining, *Kommunistische Judenpolitik. Die DDR, die Juden und Israel*, Münster, Hambourg, Londres, LIT, 2002, p. 194.
[93] S. Tauchert, *Jüdische Identitäten in Deutschland*, *op. cit.*
[94] Voir notamment les réserves de M. Wolffsohn, qui voit en l'*Allgemeine* un symbole de l'absurdité de l'existence juive en Allemagne après 1945. Selon lui, la lecture du journal est « ennuyeuse » et imprégnée de « l'odeur de renfermé » qui émane des Communautés Juives. *In : Meine Juden, Eure Juden*, Munich, Zurich, Piper, 1997, p. 113 : „die Lektüre dieses langweiligen Blättchens", „der Gemeindemief".

principales : le journal *Der Weg*, organe exclusif de la Communauté Juive de Berlin encore indivisée de 1946 à 1953 ; puis pour la période 1953-1990, les deux journaux des Communautés Juives de RFA et de RDA, dont les titres sont soumis à de fréquentes variations, à savoir *Die Allgemeine Jüdische Wochenzeitung* (*Allgemeine*) et *Das Nachrichtenblatt des Verbandes der Jüdischen Gemeinden in der DDR* (*Nachrichtenblatt*)[95]. Ces deux publications comportent une rubrique spécialement consacrée à Berlin, qui occupe une place essentielle dans chacune d'elle : par nécessité en ce qui concerne le *Nachrichtenblatt*, puisque Berlin était quasiment la seule communauté de RDA capable d'apporter des contributions régulières et sérieuses au journal ; par volonté pour l'*Allgemeine*, son rédacteur en chef, Karl Marx, ayant toujours mis un point d'honneur à accorder une place à part à Berlin-Ouest malgré l'ancrage du journal dans la zone d'occupation britannique depuis sa fondation en 1946.

Il faut rappeler que la presse juive allemande avait été naguère incroyablement florissante, en particulier à Berlin[96]. H. Lewy estime à soixante-cinq le nombre des publications juives en Allemagne en 1933, avec un tirage total de 1 040 000 exemplaires, dont 52 000 à Berlin[97]. Le 23 novembre 1938 marque la fin de la presse juive libre sur le sol allemand : à partir de cette date et jusqu'en juin 1943, un unique *Jüdisches Nachrichtenblatt* de deux pages est publié sous le contrôle du gouvernement national-socialiste. La renaissance de la presse juive en 1946 s'effectue dans des conditions extrêmement précaires ; elle restera très peu diversifiée jusque dans les années 1980. Après 1945, l'existence de journaux juifs est d'une valeur inestimable pour les membres de la Communauté : elle constitue une marque de leur volonté de vivre.

*1) **Der Weg***[98]

La Communauté Juive de Berlin avait lancé son premier journal exclusif en 1910[99]. Dès 1945, les nouveaux dirigeants ont jugé indispensable à la reconstruction de créer un

---

[95] Pour plus de précisions sur l'évolution des titres, se reporter à la bibliographie.
[96] Voir par exemple la liste impressionnante de titres recensée par V. Bendt *et al.* dans le *Wegweiser durch das jüdische Berlin. Geschichte und Gegenwart*, Berlin (Ouest), Nicolai, 1987, pp. 224-225.
[97] E. Dovifat (Ed.), *Handbuch der Publizistik*, Berlin (Ouest), de Gruyter, 1969, p. 508.
[98] Il existe un journal homonyme, publié à partir de 1949 en Argentine : *Der Weg. Zeitschrift für Körperpflege und zum Aufbau*. Ironie de l'histoire, celui-ci est publié entre autres par d'anciens nazis ayant fui l'Allemagne après 1945, notamment le SS Skorzény et l'aviatrice Hanna Reitsch, rendant toute confusion entre les deux journaux très dérangeante.
[99] En cela, la Communauté de Berlin était en avance sur son temps, l'époque de création de la plupart des « *Gemeindeblätter* » se situant plutôt dans les années 1920-1930.

organe fédérateur pour rassembler les Juifs de Berlin, si dispersés, aussi bien spatialement qu'en raison de leurs origines et de leurs expériences très diverses de la Shoah[100]. Lancé le 1er mars 1946, le journal *Der Weg, Zeitschrift für Fragen des Judentums*[101] s'inscrit dans la tradition des bulletins d'information locaux des communautés (*Gemeindeblätter*) et marque le début d'une véritable réflexion sur l'avenir des Juifs à Berlin : de fait, il participe activement de leur renaissance et peut être considéré comme un symbole de celle-ci. Il s'agit littéralement d'ouvrir un forum de discussion sur le « chemin » à prendre, à savoir essentiellement : faut-il rester en Allemagne ou émigrer ? En ce sens, on peut dire que la presse ne se contente pas de relater les faits, mais crée véritablement l'histoire. Son titre s'oppose très clairement à celui du journal du camp de personnes déplacées de Zeilsheim[102], *Unterwegs*, qui insiste sur l'errance de cette population[103].

Composé de quatre à six pages, voire exceptionnellement dix ou douze, ce feuillet d'une fréquence hebdomadaire est publié par les éditions « Menorah », propriété de Wilhelm Meier et Hans-Erich Fabian[104]. Ceux-ci ont obtenu leur licence[105] auprès des autorités de contrôle de l'information américaines, ainsi qu'auprès des autorités soviétiques, non sans difficulté toutefois[106]. Le journal est disponible dans tous les secteurs d'occupation de Berlin, uniquement sur abonnement, au prix de 0,60 reichsmarks, auxquels s'ajoutent les frais d'envoi. Il est financé par la publicité, les fonds personnels des éditeurs, ainsi que des subventions accordées notamment par le *Joint*[107]. Si la zone d'occupation soviétique constitue son « *hinterland* naturel »[108], il se définit cependant comme « le seul organe de presse juif qui se situe au-delà du conflit Est/Ouest »[109], accusant ainsi implicitement son rival, l'*Allgemeine*, de servir uniquement les intérêts de l'Ouest.

---

[100] Une des raisons pratiques au lancement du journal était que les élections ne pouvaient avoir lieu tant que les Juifs ne connaissaient pas les candidats.
[101] Littéralement, « Le chemin. Journal pour les questions juives ».
[102] Près de Francfort/Main.
[103] Nous ne tiendrons pas compte dans cette étude des journaux de « DP's » comme *Undser Leben. Zeitung von den befreiten Jidn in Berlin* fondé en août 1946.
[104] La licence ne pouvait être accordée en effet qu'à une personne privée, mais il y avait pour ainsi dire une « union personnelle » entre les intérêts de Meier et Fabian et ceux de la communauté. Après le départ de Fabian en 1949, c'est Hugo Hilb qui sera propriétaire des éditions « Menorah ».
[105] Numéro B218.
[106] Voir CJA, 5A1, Nr. 0050, Protocole du 25.11.1945.
[107] Voir notamment CJA, 5A1, Nr. 0005, Protocole n°29 du 19.02.1946.
[108] H.-G. Sellenthin, *Geschichte der Juden in Berlin und des Gebäudes Fasanenstraße 79/80. Festschrift anlässlich der Einweihung des jüdischen Gemeindehauses*, Berlin, Vorstand der Jüdischen Gemeinde zu Berlin, 1959, p. 106 („natürliches Hinterland").
[109] *Weg*, 18.08.1950, p. 1 : „einziges über dem Gegensatz Ost/West stehendes jüdisches Publikationsorgan".

Son but est de « traiter les problèmes juifs actuels » afin d'« éveiller la compréhension pour les problèmes spécifiques des Juifs »[110] et d'abolir le mur entre Juifs et non-Juifs. Le « chemin » doit mener de l'obscurité et de l'incompréhension à la lumière de la clarté et de la compréhension[111] suivant deux axes : horizontal, en rapprochant les hommes entre eux, et vertical, en élevant l'esprit[112]. Il ambitionne en même temps d'être une « porte sur le monde »[113] en proclamant la bonne nouvelle de la renaissance juive à Berlin au-delà des frontières, mais aussi en ouvrant de nouveaux horizons, notamment en incluant des articles issus de la presse juive étrangère.

Ses thèmes de prédilection vont des problèmes et événements religieux à des informations de politique générale susceptibles d'intéresser les Juifs : la création d'Israël y est suivie de près, de même que la législation sur les réparations et les procès de criminels nazis. Puis viennent les pages spécifiques de la Communauté Juive de Berlin, censées favoriser le contact avec les membres en leur donnant un aperçu concret de ce qui se passe dans les différents services.

À partir du 23 janvier 1948, le *Weg* paraît également à Francfort-sur-le-Main. En mai 1948, son tirage est de 10 000 exemplaires au total[114]. Les trois dernières années (1950-1953) sont marquées par une baisse substantielle de son niveau, aussi bien sur le plan qualitatif que quantitatif, due à la concurrence de l'*Allgemeine*, distribué pour la première fois dans les secteurs occidentaux de Berlin le 10 février 1950. Durant une période de transition d'un an environ, ces deux journaux ont été distribués en même temps. Mais malgré le soutien de ses plus fidèles lecteurs, le *Weg* est finalement racheté par le journal de Karl Marx en janvier 1951 et inclus dans celui-ci[115]. Cette fusion, présentée d'abord comme une solution provisoire à cause de la situation économique de Berlin, se verra cependant pérennisée. Le dernier numéro du *Weg* paraît le 16 janvier 1953[116].

---

[110] „Die jüdischen Probleme der Gegenwart behandeln"; „das Verständnis für die besonderen Probleme des Judentums wecken", *in* : *Der Weg*, 1.03.1946, p. 1.
[111] „Es soll ein Weg sein, der aus dem Dickicht der Unklarheiten und der Missverständnisse in das Licht der Klarheit und des Verständnisses führt." *Ibid.*
[112] „Eine Brücke, die alle verbindet, kurz ein Weg, der zu jedem führt, der vor allem aber geistig hinaufführt". *Ibid.*, p. 3.
[113] „Ein Tor in die Welt" selon F. Corsing. *Ibid.*
[114] *Weg*, 28.05.1948, p. 10.
[115] L'*Allgemeine* présente cette mesure comme nécessaire, le *Weg* se trouvant dans les pires difficultés économiques à cause de la situation particulière de Berlin.
[116] D'après A. Weigelt, le *Weg* aurait encore été édité au moins jusqu'en mai 1953, mais nous n'avons trouvé aucune trace de ces derniers exemplaires au cours de nos recherches. Voir A. Weigelt, H. Simon (Eds.), *op. cit.*, p. 120.

*2) **Die Allgemeine***

« Au commencement était l'idée […]. Rien d'autre » : l'idée que les survivants et les Juifs revenus dans leur pays avaient besoin, dans le chaos de l'après-guerre, d'un journal qui les aiderait à trouver leurs repères[117]. Cette idée animait un groupe de survivants juifs à Düsseldorf autour du dénommé Karl Marx[118]. La première étape de la réalisation fut de convaincre les Britanniques, qui occupaient la Rhénanie, de l'intérêt de ce journal. Le premier numéro est paru le 15 avril 1946[119], soit quelques semaines après le *Weg* : c'était alors « un produit rachitique »[120], se souviennent les rédacteurs, qui ne dépassait pas quatre pages et publié à 500 exemplaires à peine[121]. On était loin de supposer à l'époque qu'il allait perdurer au XXI^e^ siècle. Malgré les conditions déplorables et notamment le manque de papier, de courant, d'accès à l'information, pas un numéro n'a manqué : le zèle des rédacteurs, qui achetaient parfois du papier au marché noir, a permis son développement spectaculaire vu les circonstances. Au bout de trois ans, l'hebdomadaire s'était déjà considérablement épaissi et enrichi grâce à la participation de rédacteurs d'horizons de plus en plus diversifiés. Parmi ses journalistes les plus célèbres, on peut évoquer E. G. Lowenthal[122], B. Blau[123], H. van Dam, futur président du *Zentralrat*, H. Lewy, A. J. Fischer, plus tard R. Giordano, ainsi que P. Spiegel.

Son titre *Allgemeine Wochenzeitung der Juden in Deutschland* choisi en avril 1949 l'inscrit dans la tradition de l'*Allgemeine Zeitung des Judenthums* fondée par Ludwig Philippson en 1837. Il perd ainsi son caractère régional pour devenir national. En octobre 1950, son tirage s'élève à 28 000 exemplaires et il est vendu au prix de 40 Pfennigs sur abonnement et en kiosque[124]. Ses sources de financement sont alors les

---

[117] „In eigenen Sachen", *in* : *20 Jahre Allgemeine. Dokumentation und Echo*, Düsseldorf, 1966, p. 67 : „Am Anfang stand […] die Idee. Nichts sonst."

[118] À peine rentré de son exil londonien, il s'est consacré au lancement de l'*Allgemeine*. Il a longtemps travaillé seul avec sa femme Lily, Juive originaire de Berlin. Lui-même avait travaillé comme journaliste à Berlin dans les années 1920.

[119] Sous le titre *Jüdisches Gemeindeblatt für die Nordrheinprovinz und Westfalen*, qui deviendra *Jüdisches Gemeindeblatt für die britische Zone* en octobre de la même année.

[120] *Ibid. (*„ein rachitisches Produkt"*)*.

[121] *Ibid.*

[122] L'historien de six siècles de vie juive à Berlin, qui travaillait déjà comme journaliste pour le *CV-Zeitung*, le principal organe juif sous la République de Weimar. Voir notices biographiques.

[123] Jusqu'à son émigration aux Etats-Unis en 1947.

[124] Selon M. Brenner, *Nach dem Holocaust. Juden in Deutschland 1945-1950*, Munich, Beck'sche Reihe, 1995, p. 90. En 1962, le tarif passe à 50 Pf. ; en 1964 à 60 Pf. ; en 1967 à 80 Pf. ; en 1974 à 1 DM.

subventions ainsi que la publicité. À partir de 1951, il est assorti du complément mensuel *Jüdische Illustrierte*[125].

Son ambition est, « tout en se concentrant sur les thèmes juifs », de réaliser un véritable « panorama de notre époque historique »[126]. Ainsi, il s'agit de concilier actualité politique et thèmes religieux : K. Marx souligne qu'il doit rester « un organe religieux, même si le politique y domine »[127], les deux se mêlant harmonieusement selon lui. En 1961, l'année de la construction du Mur de Berlin, le journal s'autoproclame « représentatif de tout le travail qui a été fait depuis quinze ans pour les Juifs en Allemagne »[128], ignorant ainsi résolument la RDA.

La Communauté Juive de Berlin a bénéficié dès le début d'une place à part dans le journal, d'abord « parce qu'elle [était] la plus grande d'Allemagne », mais aussi parce qu'elle remplissait un certain rôle de vitrine dans l'imaginaire collectif[129]. La « page de Berlin » apparaît dès le 25 novembre 1949 sous la plume d'O. Zarek, qui la rédigera jusqu'à sa mort en 1958, puis de H.-G. Sellenthin. Le 10 février 1950, le journal paraît pour la première fois à Berlin sous le titre *Berliner Allgemeine Wochenzeitung der Juden in Deutschland*, la rédaction centrale de Düsseldorf ayant décidé de créer une filiale à Berlin.

Il se définit également comme un « journal de combat contre l'injustice »[130], c'est-à-dire contre toute résurgence d'antisémitisme, mais aussi contre le réarmement de l'Allemagne – aussi bien de la RFA que de la RDA, pour les réparations et le jugement des anciens nazis. Toutefois, il reconnaît lui-même qu'il présente des aspects « résolument conservateurs »[131] supposés indispensables lorsqu'on veut reconstruire et rassembler. S'il dit s'efforcer de faire preuve d'engagement citoyen, il refuse en revanche la « politique partisane ». Il a d'ailleurs porté un moment le titre de journal « indépendant » : *Unabhängige jüdische Wochenzeitung der Juden in Deutschland*. Toutefois, à partir de 1966, il devient la publication officielle du Conseil Central des

---

[125] Cet illustré était considéré comme un moyen populaire de rapprocher les membres des artistes et intellectuels juifs, ainsi que de montrer la vie juive dans les autres pays.
[126] R. Giordano, *Narben, Spuren, Zeugen. 15 Jahre Allgemeine Wochenzeitung der Juden in Deutschland*, Düsseldorf, 1961, p. 9 : „bei aller Konzentration auf das Jüdische ein Panorama unserer geschichtlichen Ära."
[127] *Handbuch der Publizistik, op. cit.*, p. 485 : „ein *religiöses* Organ, mag das Politische darin auch so dominieren."
[128] *Ibid.*, p. 10.
[129] *20 Jahre Allgemeine, op. cit.*, p. 71 : „Eine Ausnahmestellung nahm in den Spalten der *Allgemeinen* allerdigns seit jeher die jüdische Gemeinde zu Berlin ein, eben weil sie die größte Deutschlands ist."
[130] *Narben, Spuren, op. cit.*, p. 107.
[131] *Ibid.*, p. 389 („ausgeprägt konservativ").

Juifs en Allemagne et ne peut plus guère être qualifié d'indépendant. Au fil du temps, le journal était de plus en plus lu par les non-Juifs ainsi qu'à l'étranger et presque toutes les institutions juives du monde le recevaient[132].

Même s'il constitue le journal de référence pour notre étude, nous avons étendu ponctuellement l'étude à d'autres publications juives ouest-allemandes, par exemple *Jüdische Presse Dienst*, organe mensuel publié par le *Zentralrat* à partir de 1965[133], très fortement lié à l'*Allgemeine*[134] ; mais il faut évoquer aussi *Tribüne* à partir des années 1960 et *Semit* créé à la fin des années 1980, première publication juive qui adopte une position critique vis-à-vis des dirigeants des communautés juives[135].

Spécifiquement dédié à Berlin-Ouest, existait également un bulletin intitulé *Für unsere Mitglieder* édité par le comité de direction de la Communauté Juive de 1960 à 1973. Plus tard, il fut remplacé par le *Kulturspiegel* : publié de 1985 à 1989, celui-ci informait sur les activités « culturelles, économiques et politiques » de la Communauté et de toutes les organisations juives[136]. Gratuit, il était distribué à tous les membres. Il est devenu ensuite *Berlin Umschau* puis, en 1998, *Jüdisches Berlin*.

*3) **Das Nachrichtenblatt***

Le pendant à l'Est de l'*Allgemeine*, le *Nachrichtenblatt*, est d'une envergure bien moindre que le précédent. Lancé avec peine durant l'été 1953, le « Bulletin de la Communauté Juive du Grand-Berlin »[137] paraît d'abord sous la forme d'une simple lettre adressée aux membres afin de ne pas perdre le contact avec eux. Jusqu'en 1961, il restera, sous son apparence pauvre et irrégulière, l'organe exclusif de la Communauté Juive de Berlin-Est. À cette date, en devenant le *Nachrichtenblatt der Jüdischen Gemeinde von Groß-Berlin und des Verbandes der Jüdischen Gemeinden in der DDR*, il s'étend à toute la RDA. Il paraît tous les trimestres à l'occasion des fêtes juives de *Rosh Hashanah* (fin septembre), *Hanoukka* (en décembre), *Chavouoth* (en juin) et

---

[132] En 1958, il était déjà distribué dans quarante-neuf pays et parmi les abonnés de RFA, on comptait 60% d'abonnés non-juifs. *Narben, Spuren, op. cit.,* p. 388.
[133] Que recevaient gratuitement toutes les communautés juives de RFA.
[134] En 1966, la mort de Karl Marx met fin à cette situation de concurrence : le *Zentralrat* rachète l'*Allgemeine* après une courte période où Lily Marx publiait le journal seule. Mais les deux publications ont continué à coexister.
[135] M. Brenner remarque d'ailleurs que la revue *Semit* se nourrissait tant de la polémique à l'égard du président de la Communauté Juive de Berlin qu'elle a perdu toute raison d'être à la mort de celui-ci. *In : op. cit.,* p. 212.
[136] *Kulturspiegel*, n° 1, Octobre 1985, p. 1.
[137] *Mitteilungsblatt der Jüdischen Gemeinde von Groß-Berlin.*

Pessah (aux environs de fin mars)[138]. La mention « du Grand-Berlin et du *Verband* » n'est abandonnée qu'en 1982, signe d'une relation jusqu'alors conflictuelle entre la Communauté de Berlin et les autres communautés de RDA. Ce journal est l'unique organe de presse juif pour l'ensemble de l'Allemagne de l'Est sur toute la période 1953-1990[139].

La vente en kiosque étant proscrite, tous les membres des communautés le reçoivent gratuitement par la poste, ainsi que les « lecteurs intéressés », notamment de « l'étranger capitaliste »[140], part de lecteurs qui n'aura de cesse d'augmenter alors que la population juive de RDA décline inexorablement[141]. Le journal était financé exclusivement par les subventions de l'État.

Le « comité de rédaction » se compose de trois ou quatre représentants des différentes communautés juives, qui se réunissent avant chaque parution pour harmoniser leurs contributions. La Communauté Juive de Berlin y est toujours représentée par son président, Willi Bendit et Heinz Schenk de 1953 à 1971, puis Peter Kirchner. Malgré la censure à laquelle il était bien sûr soumis, le fait de se retrouver entre Juifs pour écrire pouvait constituer pour certains un « appui important au point de vue moral et psychique malgré la censure », structurant pour l'identité[142].

Pour E. Burgauer, le *Nachrichtenblatt* n'était qu'une « pièce de musée »[143] et pour U. Offenberg, il était si « inintéressant » que même aux yeux du secrétaire d'État aux Affaires ecclésiastiques, il était trop édulcoré[144]. Nous avons montré que ce jugement était quelque peu monolithique et qu'il fallait le revoir à travers l'analyse de l'évolution du journal[145]. Nos rencontres avec d'anciens Juifs de Berlin-Est ont confirmé l'importance de cette publication comme unique lien avec le judaïsme et à ce titre comme un « morceau de patrie »[146]. Même P. Honigmann lui atteste une certaine

---

[138] Pour plus de précisions sur ces fêtes, voir notre glossaire (Annexe 1).
[139] Il faut noter que l'*Allgemeine* fait partie des publications mises à l'index en RDA. Voir *Allgemeine*, 10.08.1973, p. 1.
[140] En 1980, sur 2000 exemplaires, une centaine prenaient la direction de Berlin-Ouest.
[141] Le tirage du journal n'évolue d'ailleurs guère en conséquence : de 1800 exemplaires entre 1961 et 1966, il passe à 2000 jusqu'en 1981, pour atteindre 2500 en 1982 et même 3000 en 1989. Voir CJA, 5A1, Nr. 0696.
[142] *Narben, Spuren, op. cit.*, p. 311 („ein wichtiger moralisch-seelischer Halt trotz der Inhaltsüberwachung").
[143] *In* : *op. cit.*, p. 336.
[144] Celui-ci exigea une amélioration substantielle du « profil politique » du journal. U. Offenberg, *op. cit.*, p. 126 : „Probleme der Gemeinden oder religiöse oder kulturelle Fragen wurden nicht erörtert – von politisch brisanteren Themen ganz zu schweigen. Das Blatt war so uninteressant, dass sogar das Staatssekretariat für Kirchenfragen eine Verbesserung des ‚politischen Profils' forderte."
[145] Voir notre mémoire de DEA, *op. cit.*
[146] Lors de notre exposé au *Jüdischer Kulturverein* en novembre 2005.

autonomie, notamment concernant ses prises de position sur Israël[147]. De là à dire que les rédacteurs maniaient toujours en connaissance de cause une « langue des esclaves » qui leur permettait de déjouer la censure, ce serait aller trop loin.

Ces trois publications ont été étudiées selon l'approche de l'analyse de contenu procédant par classification en grands champs thématiques. La confrontation entre *l'Allgemeine* et le *Nachrichtenblatt* nous a permis d'étudier la représentation de l'autre dans l'organe en question et d'établir des rapprochements. L'intérêt de l'étude de ces journaux juifs réside dans leur rareté même : ce sont pratiquement les seuls documents de l'époque qui fournissent une autoreprésentation des Juifs eux-mêmes[148] et à ce titre, ils permettent de se placer au cœur de la vie juive. Pour J. Geis, les périodiques juifs de langue allemande constituaient ainsi « un des rares lieux de prise de conscience et de position des Juifs en tant que groupe »[149]. De fait, ces journaux doivent être considérés certes comme des révélateurs, mais également comme des créateurs d'histoire.

Après 1945, cette presse juive ne peut nullement être considérée comme un phénomène de masse. Elle est destinée à un public bien spécifique, même si tous ses lecteurs, et d'ailleurs même certains de ses rédacteurs, n'étaient pas forcément juifs. Elle « porte les problèmes des communautés dans la sphère d'intérêt public »[150]. Les destinataires en étaient plus ou moins proches ; sans doute certains ne lisaient-ils jamais ces journaux, mais ceux-ci constituaient indubitablement des voix juives très importantes après la guerre.

Par ailleurs, les journaux de l'Est et de l'Ouest ne peuvent être appréhendés avec le même regard : même si la collusion entre les comités de rédaction et les organes de décision qu'étaient le *Verband* et le *Zentralrat* est évidente dans les deux cas, l'existence de la censure constitue une différence majeure entre l'Est et l'Ouest[151], élément qu'il ne faudra jamais perdre de vue dans notre analyse du *Nachrichtenblatt.*

Ainsi, une analyse critique s'impose, tout comme le croisement avec d'autres sources.

---

[147] *In :* S. Th. Arndt *et al., op. cit.,* p. 114.
[148] H.J. Schoeps souligne cet intérêt dans son introduction, *ibid.,* p. 7 („Selbstdarstellung").
[149] *Übrig sein, op. cit.,* p. 33 : „Die deutschsprachigen jüdischen Periodika waren einer der wenigen Orte der Vergewisserung und Positionsfindung von Juden als Gruppe."
[150] *Narben ,Spuren, op. cit.,* p. 320 : „Sie [...] trägt ihre Probleme in die Sphäre des öffentlichen Interesses."
[151] Voir C. Good, *Zeitungssprache im geteilten Deutschland. Exemplarische Textanalysen*, Munich, Oldenbourg Verlag, 1989.

Archives

Nous nous sommes concentré dans ce travail sur les sources de « première main », c'est-à-dire les archives des Communautés Juives de Berlin elles-mêmes. Bien entendu, il aurait été possible d'élargir la recherche aux archives municipales (*Landesarchiv Berlin*), aux archives nationales (*Bundesarchiv*) ou même à celles de la Stasi (*Gauck-Behörde*)[152]. Mais la liste des institutions pouvant contenir des documents en rapport avec les Juifs à Berlin est longue et la pléthore de dossiers à disposition nous a conduit à sélectionner uniquement les archives conservées au « Centrum Judaicum », situé sur le site de la Nouvelle Synagogue dans l'ancien Berlin-Est.

On ne peut que louer le travail de classification des archives juives lancé dans les années 1990 par les Nouveaux Länder pour essayer de compenser le retard par rapport à l'Ouest en ce domaine[153], qui facilite grandement le travail du chercheur. Il faut noter que les archives intéressantes pour la réalisation de ce sujet ne sont pas toutes encore disponibles. Ainsi, le délai officiel de trente ans nous a interdit l'accès aux archives postérieures à 1978, et concernant les dossiers personnels, ce délai est encore bien plus long[154]. En outre, nous avons eu la désagréable surprise de constater que le fonds correspondant à la Communauté Juive de Berlin-Ouest de 1953 à 1990 était très incomplet : de nombreuses archives auraient été jetées par simple « manque de place »[155], ce qui est tout de même assez regrettable.

Ces archives ont certes déjà été exploitées abondamment, notamment pour les monographies sur les Juifs en RDA. Cependant, elles ne l'ont encore jamais été dans la perspective Est-Ouest qui est la nôtre, puisque, dans son étude sur les identités juives dans les deux Allemagnes, S. Tauchert s'est appuyée sur les archives du *Zentralrat* et du *Verband* au niveau national donc, et non local.

Récits de soi

Le dernier type de source utilisé pour ce travail touche à l'histoire orale. A. Blanchet soulève en ces termes le paradoxe de l'entretien en sciences sociales :

---

[152] Concernant les Juifs de RDA impliqués dans le système de surveillance.
[153] Voir S. Jersch-Wenzel et R. Rürup, *Quellen zur Geschichte der Juden in den Archiven der Neuen Bundesländer*, dont le premier volume a été publié chez Saur en 1996.
[154] Quatre-vingt-dix ans après la mort de la personne concernée.
[155] Selon les archivistes Barbara Welker et Sabine Hank.

> L'outil, irrecevable du point de vue de l'idéal scientifique, s'avère être irremplaçable pour accéder à des connaissances dont l'intérêt scientifique est manifeste[156].

Notre intention initiale n'était pas de nous appuyer sur des entretiens. Pourtant, au fil de notre recherche, nous nous sommes aperçu qu'ils pouvaient contenir des éléments indispensables à notre réflexion et impossibles à trouver ailleurs. Par ailleurs, un travail sur la vie juive à Berlin ne pouvait en toute logique se passer d'une analyse de récits de vie, même si cette méthode est souvent décriée en raison du manque de représentativité de ces documents. Pourtant, des entretiens purement qualitatifs n'ont en principe pas vocation à être représentatifs : il s'agit simplement d'en avoir conscience et de s'y référer en connaissance de cause.

Ces « ego-documents », constitués essentiellement d'interviews et de récits autobiographiques, s'écartent parfois radicalement des prises de positions officielles, comme le prouve le recueil d'interviews de H. Broder et M. R. Lang[157]. L'intérêt des entretiens est de rendre la parole aux humbles, à ceux qui ne l'ont jamais, de faire apparaître le regard des « dominés ». En outre, ils présentent l'avantage de donner un aperçu sur de longues tranches de vie et ainsi de saisir « le développement à long terme de l'identité juive »[158].

Nous avons fait le choix de ne pas mener beaucoup d'entretiens. Il nous a paru plus judicieux d'exploiter d'abord la masse de documents recueillis par différents chercheurs et qui pour l'instant, n'ont jamais été soumis à une analyse détaillée[159]. En effet, il aurait parfois été redondant d'aller trouver des personnes déjà interviewées pour les soumettre à des questions somme toute assez similaires à celles des autres chercheurs. Par ailleurs, notre travail ne s'inscrit pas résolument dans la tradition de l'histoire orale. Les personnalités interviewées, Nicola Galliner, Peter Honigmann, Peter Kirchner et Andreas Nachama, l'ont été en tant que « spécialistes » afin d'obtenir des compléments d'informations sur des points non abordés dans la littérature secondaire. Ils l'ont été selon la méthode semi-directive avec une grille de questions adaptées à chacun, ainsi que des questions plus ouvertes qui donnaient lieu à des tranches de récits de vie.

Bien sûr, les obstacles qui se posent à l'interprétation de ces récits de soi sont multiples. Tout d'abord, le temps écoulé entre les événements vécus et le moment du récit déforme inévitablement la vision du passé, même avec la meilleure volonté.

---

[156] *Dire et faire dire. L'entretien*, Paris, Armand Colin, 1991, p. 9.
[157] *Fremd im eigenen Land*, *op. cit.*
[158] S. Tauchert, *op. cit.*, pp. 23-24.
[159] Voir les rubriques 1.5 et 1.6 de la bibliographie.

D'autre part, on peut observer une tendance à l'« exhibitionnisme du témoignage » : le thème étant à la mode, certains témoins n'hésitent pas à romancer très largement leur biographie pour faire parler d'eux. D'autre part, ceux-ci sont soumis à toutes sortes d'influence, notamment au discours majoritaire ambiant : il apparaît très clairement que les récits de vie des Juifs de RDA varient du tout au tout selon qu'ils sont interrogés avant ou après 1989[160]. Enfin, il faut évoquer une dernière difficulté spécifique à la RDA : depuis la parution d'ouvrages à la tonalité très polémique, tels ceux de M. Wolffsohn[161], qui excelle dans l'art de déconstruire les mythes fondateurs et de révéler certaines collaborations avec la Stasi, certains témoins sont devenus susceptibles et refusent désormais catégoriquement de se laisser interviewer.

Il ne faut donc pas considérer ces témoignages comme « vrais » ou comme « représentatifs », mais apprécier ce qu'ils nous offrent et qu'aucun autre document ne permet : un aperçu des pensées et des actes d'un acteur de l'époque. Ils nous ont permis en outre de mettre en lumière des réseaux, vu que de nombreuses personnes interviewées avaient des liens entre elles, et donc d'analyser la vie juive à un niveau inférieur à celui de la vie des institutions.

Notre but est donc de parvenir à un croisement des sources, faisant intervenir la presse, les archives et les récits de soi, tout en ayant conscience des intérêts et des limites de chaque type de document. Celui-ci doit permettre un jeu de miroirs entre l'Est et l'Ouest qui fait actuellement défaut.

Méthode

La vie juive à Berlin nous a semblé être un objet porteur pour la démarche de l'« histoire intégrée »[162]. Notre but n'est pas en effet d'analyser uniquement les spécificités de l'histoire des Juifs à Berlin-Est et celles de l'histoire des Juifs à Berlin-Ouest en les opposant terme à terme, mais d'étudier leurs imbrications au sein d'une histoire globale commune.

---

[160] Ceci apparaît particulièrement dans l'ouvrage de J. Borneman et J. Peck (Eds.), *Sojourners. The Return of German Jews and the Question of Identity*, Lincoln, Londres, University of Nebraska Press, 1995, pour lequel les témoins ont été interviewés une fois avant 1989, une fois après.

[161] *Die Deutschland-Akte. Juden und Deutsche in Ost und West. Tatsachen und Legenden*, Munich, Ferenczy bei Bruckmann, 1995 et *Meine Juden, eure Juden*, *op. cit.*

[162] Nous renvoyons ici à notre article « Pour une 'histoire intégrée' des Juifs à Berlin (1945-1990) » à paraître prochainement dans l'ouvrage collectif *L'histoire des minorités juives – une histoire comparable ?* aux éditions de l'Eclat.

L'« histoire intégrée » est véritablement une démarche appelée à se développer au XXI^e siècle : symboliquement, on peut d'ailleurs considérer qu'elle est née en 1999 lors du congrès « *Getrennte Vergangenheit – gemeinsame Geschichte?* »[163] sous la présidence de W. Thierse, à l'occasion des cinquante ans de la division allemande. En 2003 fut créé à l'initiative de la *Bundeszentrale für politische Bildung* un groupe de réflexion constitué d'historiens et de professeurs d'histoire, dont Ch. Kleßmann[164], chargés de repenser la présentation d'une histoire allemande commune. Le problème était d'intégrer la RDA et son héritage dans l'histoire allemande : alors que la RDA avait été massivement « historicisée » depuis 1990 dans le cadre de la *DDR-Forschung*, on pouvait désormais adopter une perspective allemande globale (*gesamtdeutsch*), qui voulait également pallier la domination de la perspective ouest-allemande.

Cette nouvelle approche part du principe qu'il est nécessaire de dépasser la simple juxtaposition de deux histoires séparées ou encore la vision de deux parallèles destinées à ne jamais se rencontrer. Considérant au contraire que les deux Allemagnes ont été « unies dans la séparation »[165], elle veut mettre en lumière les liens qui perdurent, les phénomènes de rejet, de réactivité et de concurrence. Or, si cette idée est née au départ dans un contexte pédagogique, voire politique[166], cela ne signifie pas pour autant qu'elle soit dénuée d'un réel intérêt scientifique.

L'histoire « intégrée » s'élève à la fois contre une pure histoire contrastive et une nouvelle histoire nationale : il ne s'agit pas de nier les différences, mais de reconnaître que le destin des deux Allemagnes est, dans une certaine mesure, resté lié, notamment par la langue et des caractéristiques culturelles et mentales. Toutefois, un des principes fondamentaux de l'« histoire intégrée » est que ces relations sont asymétriques. En d'autres termes, la RFA a constitué une « société de référence » pour la RDA, alors que la réciproque n'est pas vraie, comme le prouve par exemple l'étude des échanges démographiques entre l'Est et l'Ouest. Cette dimension est particulièrement importante dans le cas des Juifs à Berlin, comme nous le verrons plus loin.

---

[163] « Un passé divisé – une histoire commune ? »

[164] Voir notamment son ouvrage édité avec P. Lautzas, *Teilung und Integration. Die doppelte deutsche Nachkriegsgeschichte als wissenschaftliches und didaktisches Problem*, Bonn, Bundeszentrale für Politische Bildung, 2006.

[165] Pour tenter de traduire l'oxymore employé par A. Bauerkämper : *Gemeinsam getrennt. Deutschland 1945-1990 in Quellen*, Schwalbach/Ts, Wochenschau-Verlag, 2004.

[166] L'impulsion vient en effet de la *Bundeszentrale für politische Bildung*, soucieuse de transmettre aux jeunes Allemands une image globale du double-passé allemand afin de déconstruire les préjugés et ressentiments pouvant subsister de part et d'autre.

Il faut remarquer que la terminologie reste encore assez floue et présente de curieuses boursouflures linguistiques telles « *Verflechtung in der Abgrenzung* » (imbrication dans la démarcation) et « *asymmetrisch verflochtene Parallelgeschichte* » (histoire parallèle entrelacée de manière asymétrique), signe que la langue scientifique elle-même n'est pas encore très structurée. Comme le dit A. Wirsching, ces formules quelque peu hermétiques ne résolvent certes pas la dichotomie, mais elles ont le mérite de rendre mieux justice à l'objet que les tentatives précédentes et sont notamment plus précises que le simple terme de « relations »[167].

L'« histoire intégrée » s'inspire bien sûr de réflexions historiographiques déjà anciennes sur le comparatisme et le double-passé allemand : elle rejoint notamment les réflexions sur une histoire sociale comparative dans la lignée de H. Kaelble ou de J. Kocka. Néanmoins, les études empiriques qui ont recours à cette méthode sont encore très peu nombreuses, sans doute en raison des obstacles qu'elle présente.

Le premier risque est d'adopter une vision téléologique des événements, c'est-à-dire de les interpréter dans l'optique de la réunification. Pour y échapper, il importe de considérer chacune des deux « voies » allemandes comme tout aussi légitimes l'une que l'autre et de comprendre leur logique intrinsèque, et en particulier de penser la RDA à partir de ses origines et non de sa fin : en d'autres termes, une bonne connaissance des deux réalités est un préalable indispensable à l'élaboration de toute mise en relation.

D'autre part, comme dans toute comparaison, on court le risque de simplifier à l'extrême, d'exagérer, de minimiser ou de transformer les problèmes pour les faire entrer dans un cadre commun. Il faut donc s'efforcer de porter un regard qui soit toujours le plus différencié possible sur son objet[168]. Dans trois domaines en particulier, il faudra se garder de faire des amalgames lourds de conséquences : le déséquilibre des populations comparées, la nature du régime, qui se répercute sur le traitement des Juifs et le rapport à Israël. Enfin, il ne faudra pas chercher à hypertrophier l'importance des « passages » entre l'Est et l'Ouest qui s'avèrent peu nombreux.

Le plus grand risque de la comparaison, soulevé par M. Espagne[169], est de pétrifier les oppositions. Les Juifs à Berlin-Est et à Berlin-Ouest certes présentent des points de contact sémantiques, formels, mais aussi historiques qui justifient la comparaison et un

---

[167] A. Wirsching, „Der ‚Abschied vom Provisorium' und die Perspektiven einer integrierten Nachkriegsgeschichtsschreibung", *in :* U. Mählert et H. Möller (Eds.), *Abgrenzung und Verflechtung. Das geteilte Deutschland in der zeithistorischen Debatte*, Berlin, Metropol, 2008, p. 103.
[168] Ch. Kleßmann, P. Lautzas, *op. cit.*, p. 12.
[169] Voir notamment son article : « Sur les limites du comparatisme en histoire culturelle », *Genèses*, n°17, 1994, pp. 112-121.

relevé des points communs et des différences est incontournable, mais il ne s'agit pas de se focaliser sur les oppositions ni de s'installer dans la synchronie. Un usage critique de la comparaison historique, tel que le prône H. Kaelble[170] nous paraît répondre à ces exigences. Nous pouvons rappeler en outre que « comparer » en allemand (« *vergleichen* ») n'est pas forcément l'équivalent de « *gleichsetzen* » (mettre au même niveau, assimiler), mais peut être compris comme « *abgleichen* », c'est-à-dire soupeser, pondérer, ce qui implique que l'on travaille dans la nuance.

Ainsi, nous pensons qu'il y a un véritable intérêt heuristique à étudier simultanément l'Est et l'Ouest. Il peut paraître illégitime à première vue de vouloir mettre en relation deux entités aux contours flous que tout semblait opposer et qui n'avaient quasiment pas de contact l'une avec l'autre. Mais n'y aurait-il pas des logiques communes jusqu'à présent négligées en raison d'opposition structurelles évidentes ? Nous essaierons de dégager un socle commun au-delà des différences Est-Ouest et de voir ce qui est conditionné par le système et ce qui est au-delà. Rappelons que notre but n'est pas de niveler les différences entre le régime de la RDA et celui de la RFA, dont nous avons bien conscience et sur lesquelles nous reviendrons de manière approfondie.

Berlin apparaît comme un lieu privilégié d'expérimentation de l'« histoire intégrée » en tant que « zone-test » à la croisée de deux mondes, propice aux échanges et aux mélanges. Pour Th. Lindenberger, les relations personnelles ainsi que les contacts de toute autre nature y ont duré plus longtemps et sont restés plus intenses que dans le reste des deux Allemagnes[171]. Or, comme le rappelle H. Möller, les domaines porteurs pour la recherche en « histoire intégrée » sont justement ceux où une imbrication plus ou moins forte entre l'Est et l'Ouest a perduré ou a du moins existé pendant un moment significatif[172]. C'est bien ici, sur ce territoire-frontière, que se produisirent le plus d'échanges entre l'Est et l'Ouest et où l'on peut le mieux prendre conscience des influences réciproques et des stratégies de démarcation.

Nous mettrons ainsi en lumière des préoccupations et des problèmes identitaires communs comme la lutte pour la survie, le conflit de générations, la difficulté à se définir, la confrontation à l'antisémitisme, le vide culturel ou encore la prise de

---

[170]Voir notamment *Der historische Vergleich. Eine Einführung zum 19. und 20. Jahrhundert*, Francfort/Main, New York, 1999. Ainsi que : "Die Debatte über Vergleich und Transfer und was jetzt?", 2005, sur le site <http://hsozkult.geschichte.hu-berlin.de/forum/type=artikel&id=574>.

[171] *Herrschaft und Eigen-Sinn in der Diktatur, Studien zur Gesellschaftsgeschichte der DDR*, Cologne, Böhlau, 1999.

[172] „Demokratie und Diktatur" *in* : *Aus Politik und Zeitgeschichte*, 15.01.2007, p. 3.

conscience identitaire au milieu des années 1980 : ces évolutions semblent transcender le clivage purement national et la question du régime. Nous n'oublierons pas bien sûr l'histoire commune qui a lié les « Juifs de l'Est » et les « Juifs de l'Ouest » jusqu'en 1945, et en particulier l'expérience de la Shoah.

Plan du travail

Avant d'étudier en détail les différents aspects de la vie juive divisée, nous consacrerons la première partie à la situation en 1945 et à la reconstruction de la Communauté Juive jusqu'en 1953. En effet, il nous a paru indispensable de rappeler les circonstances de la renaissance de la vie juive à Berlin, notamment les conséquences de la Shoah, et de voir comment les divergences Est-Ouest ont mené à la division de la Communauté, malgré ses tentatives pour préserver sa neutralité.

La deuxième partie se préoccupe des aspects démographiques et sociaux de la vie juive divisée : après avoir évoqué les problèmes d'ordre statistique qui se posent au chercheur, elle propose une évolution comparative de la population juive à Berlin-Est et Berlin-Ouest, ainsi qu'une analyse de la structure par âge, par sexe et de la situation sociale des Juifs dans les deux Berlin.

Les aspects religieux et institutionnels font l'objet de la troisième partie, qui réalise un portrait des lieux juifs dans le Berlin divisé et s'attache notamment à démontrer la rupture entre les Communautés et leurs membres, liée notamment à un certain nombre d'archaïsmes.

La quatrième partie reviendra sur les contextes politiques et idéologiques de la vie juive à l'Est et à l'Ouest et cherchera notamment à caractériser le rôle et le statut des Juifs dans les deux États allemands.

Enfin, la cinquième partie traitera des aspects culturels et identitaires : partant du grand vide culturel juif dans les deux Berlin, nous y analyserons le système de références culturelles des deux Communautés, avant de nous intéresser aux représentants de la « culture juive d'après-guerre » et aux éventuelles traces de l'héritage judéo-allemand dans les deux Berlin.

Première partie : Renaissance et division (1945-1953)

Le constat de base peut paraître banal, mais il n'en est rien : en 1945, il y a encore des Juifs à Berlin, aussi bien dans le secteur soviétique que dans les secteurs occidentaux, même si le déséquilibre est patent dès le départ[1]. « Nous sommes là ! » clame R. Ch. Schneider[2]. La mention même de cette existence n'a cependant rien d'une évidence. Ainsi, Goebbels, qui avait fait de la destruction des Juifs de Berlin une affaire personnelle, avait qualifié la ville de « *judenfrei* », littéralement « libérée » de ses Juifs[3] dès le 19 mai 1943[4], prélude à la dissolution de la Communauté Juive[5], incorporée à la « *Reichsvereinigung der Juden in Deutschland* »[6]. La présence d'un reste – si infime soit-il – de population juive prouve l'échec de la « solution finale », même si à l'époque, il n'est pas encore prouvé que la vie juive ait un avenir à Berlin. Néanmoins, dans le tumulte même de l'immédiat après-guerre, de nouveaux espoirs se forment, symbolisés par le son du chofar résonnant dans les ruines de Berlin[7]. Les Juifs « échoués »[8] à Berlin après la Shoah incarnent une extraordinaire tension entre anéantissement physique et moral, traumatismes et résignation d'une part, et une incroyable volonté de vivre et de reconstruire d'autre part[9].

À vrai dire, il est assez difficile de se représenter l'ampleur de la perte et la situation catastrophique des survivants juifs : quelques chiffres et surtout des images nous aideront dans un premier temps à retracer les débuts de leur réorganisation. Puis nous verrons que la dialectique entre résignation et volonté de vivre s'incarne tout

---

[1] Selon les statistiques de la Communauté Juive, il y avait, au 1er avril 1946, 4954 Juifs dans les secteurs occidentaux contre 2868 dans le secteur soviétique de Berlin (CJA, 5A1, Nr. 0003).

[2] „*Wir sind da!*“, *op. cit.* Il reprend le slogan que scandaient les résistants du ghetto de Varsovie en yiddish (« *mir senen do* »).

[3] Un autre terme répandu dans le discours national-socialiste est « *judenrein* », qui exprime l'idée d'une purification.

[4] D'après Leonard Gross, *Versteckt. Wie Juden in Berlin die Nazi-Zeit überlebten*, Reinbek bei Hamburg, Rowohlt, 1983, p. 156.

[5] Le 28 janvier 1943, les membres du comité de direction (*Vorstand*) sont arrêtés et déportés à Theresienstadt. Le 10 juin, le bureau de la communauté juive situé dans l'Oranienburger Straße est fermé.

[6] La « *Reichsvereinigung* » succède en 1939 à la « *Reichsvertretung der Juden in Deutschland* », succédant elle-même à la « *Reichsvertretung der deutschen Juden* » créée en 1933 officiellement pour représenter les intérêts juifs auprès des autorités.

[7] Le chofar est l'instrument devenu célèbre pour avoir fait tomber les murs de Jéricho.

[8] Pour reprendre la métaphore du naufrage, très répandue parmi les témoignages de survivants (Voir par exemple P. Levi, *Les naufragés et les rescapés*, Paris, Gallimard, 1989, traduction d'A. Maugé.) M. Landmann se qualifie lui aussi de naufragé (« *Schiffbrüchiger* »), qui a eu beaucoup de chance de s'en sortir. *In* : H.J. Schulz (Ed.), *Mein Judentum*, Stuttgart, Berlin, Kreuz Verlag, 1979 (1ère édition 1971), p. 142.

[9] De manière caractéristique, l'autobiographie de Klaus Scheurenberg, rescapé des camps de Theresienstadt et de Sachsenhausen, s'intitule : « *Ich will leben* », « Je veux vivre », *Ein autobiographischer Lebensbericht*, Berlin (Ouest), Oberbaum Verlag, 1982.

d'abord dans le travail social, mais également dans le débat sur les finalités de la Communauté : est-elle promise à la « liquidation » ou doit-elle au contraire être considérée comme une première étape sur la voie de la construction *(Aufbau)* ? En outre, malgré les troubles politiques importants de cette période, la Communauté a cherché à garder une position neutre, ce qui lui a demandé beaucoup de tact, mais elle n'a finalement pas pu éviter l'inexorable division du monde en deux.

I – Renaissance d'une communauté décimée

Bien qu'il s'agisse d'un terme fort, l'adjectif « décimée » est en réalité un bien doux euphémisme pour caractériser la Communauté Juive de Berlin rescapée de douze ans de persécutions. Ce n'est même pas à un dixième de sa taille d'avant 1933 qu'elle s'est trouvée réduite, mais à moins d'un vingtième.

a) L'ampleur de la perte

« Au commencement était Auschwitz »[10] : le bilan des pertes causées par le national-socialisme au sein de la population juive berlinoise constitue sans aucun doute le fondement essentiel de son identité après 1945, tout rescapé ayant conscience de ne devoir sa survie qu'à une défaillance du système. D'après les données officielles, 55 696 Juifs berlinois ont été assassinés sous le régime national-socialiste entre 1933 et 1945[11], soit l'équivalent actuel d'une ville comme Chambéry. Pour Martin Riesenburger[12], ce chiffre ne se réduit pas à une banale donnée statistique, il véhicule « les cris de douleur des personnes assassinées, la peine et le deuil inextinguible des survivants »[13] ; lors du premier office qu'il conduit en 1945, il est surtout impressionné par le nombre des absents[14]. Tous les ans depuis 1996, au cours d'une cérémonie qui se

---

[10] D'après la formule désormais consacrée de F. Stern : *Im Anfang war Auschwitz. Antisemitismus und Philosemitismus im deutschen Nachkrieg*, Gerlingen, Bleicher, 1991.

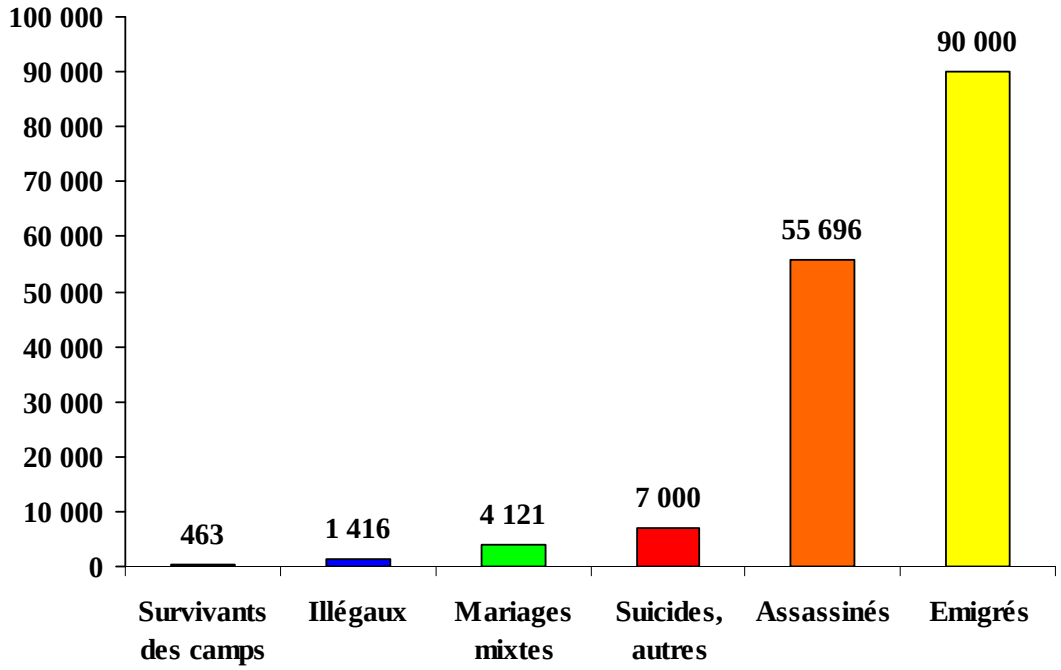
[11] Voir le *Gedenkbuch Berlins der jüdischen Opfer des Nationalsozialismus*, Berlin, Hentrich, 1995, un imposant ouvrage de 1400 pages réalisé par la *Freie Universität*, présentant une succession de noms disposés sur quatre colonnes, et mentionnant les adresses, dates et lieux de naissance, ainsi que le lieu de la mort des personnes (où dominent les « *verschollen* » et « *Schicksal ungeklärt* » - « disparu », « destin inconnu »). « Que leurs noms ne soient jamais oubliés ! » (*„Ihre Namen mögen nie vergessen werden!*"). Cet ouvrage avance le chiffre de 5990 Juifs encore en vie à Berlin le 31 mars 1945, d'après les statistiques de la « *Reichsvereinigung* ».

[12] Voir les notices biographiques.

[13] M. Riesenburger, *Das Licht verlöschte nicht*, Berlin, Hentrich, 2003, p. 99 : „Zahlen schließen in sich die Schmerzensschreie der Ermordeten, das Leid und die nie versiegende Trauer der Überlebenden."

[14] *Ibid.*, p. 80.

déroule au mois d'avril, orchestrée par une organisation juive[15], des écoliers et lycéens se relaient pour lire à voix haute les noms des victimes. L'énumération dure un peu plus de trente heures, durée éloquente, qui suggère l'immensité de la perte occasionnée pour Berlin. La ville souffre en effet aujourd'hui encore de l'absence de ses Juifs, qui avaient participé au rayonnement de sa vie économique et culturelle dans une proportion hors du commun. R. Robin y voit l'image d'une mutilation : « la douleur du membre fantôme »[16] continuerait à ronger Berlin aujourd'hui encore. Pour mieux s'en rendre compte, il faut se représenter visuellement la proportion de « ceux qui restaient » par rapport à ceux qui étaient morts ou qui avaient émigré[17].



<u>Graphique 1</u> : Destin en 1945 des membres de la Communauté Juive de Berlin en 1933[18]. (Sources : S. Jersch-Wenzel, R. Rürup)

En mai 1945, il ne restait plus, selon la plupart des estimations, que quelque 6000 ou 7000 Juifs à Berlin[19] : on mesure donc bien l'étendue de la catastrophe. 96 ou 97% des

[15] C'est l'organisation « *B'nai B'rith* » qui a initié ce projet. Cette date correspond à « *Yom Ha Shoah* », c'est-à-dire en hébreu, le jour de la commémoration de la Shoah, célébré par les Juifs du monde entier.
[16] R. Robin, *Berlin Chantiers, Essai sur les passés fragiles*, Paris, Stock, 2001, p. 296.
[17] Ces derniers apparaissent en couleurs chaudes sur le diagramme suivant (jaune, orange, rouge), tandis que les couleurs froides font apparaître les survivants. Les chiffres sont ceux de mai 1945 et ne tiennent donc pas compte des rescapés des camps rentrés à Berlin principalement dans le courant de l'été 1945.
[18] Nous avons réalisé ce graphique en croisant les chiffres de S. Jersch-Wenzel *in* : *Leistung und Schicksal*, Berlin, Berlin-Museum, 1971, p. 25, et R. Rürup, *Jüdische Geschichte in Berlin*, *op. cit.*, p. 12. En 1933, la Communauté comptait environ 160 000 membres.
[19] Voir *Der Weg*, 29.03.1946, p. 3 : il est question, dans les statistiques de B. Blau, de 5100 Juifs au 1er avril 1945, alors qu'en novembre, le chiffre atteint 7000. La fourchette varie considérablement selon les

Juifs berlinois étaient définitivement perdus pour la ville, qu'ils aient émigré comme la plupart d'entre eux (plus de 90 000 personnes[20]) ou qu'ils aient été assassinés dans les camps, ou bien qu'ils soient morts dans d'autres circonstances (il ne faut pas sous-estimer notamment l'importance du suicide[21]). R. Merritt quant à lui parle de 6556 Juifs à Berlin en août 1945[22], c'est-à-dire environ 4% de la population d'avant 1933. Mais il précise que ces chiffres ne peuvent en aucun cas être tenus pour certains. A. Königseder estime pour sa part que l'on peut parler d'une fourchette allant de 6000 à 8000 personnes selon les sources[23]. En tout cas, sur les quelque 15 000 à 20 000 survivants juifs répartis sur tout le territoire allemand, on voit que la seule ville de Berlin concentrait toujours, mais désormais à une échelle microscopique, l'essentiel, environ un tiers, de la population juive sur le territoire allemand.

Dans leur quotidien, les survivants juifs ont respiré des années durant le « parfum d'apocalypse et de néant » planant sur les ruines de Berlin[24]. Par exemple, la communauté juive indépendante *Adass Jisroel*[25], fondée en 1869, est véritablement détruite à 100% : aucun survivant n'est recensé à Berlin en 1945[26]. Des quartiers entiers, en particulier à l'Est de la ville, se sont trouvés vidés. Ainsi à Pankow, les quelque 290 survivants n'étaient pas assez nombreux pour invalider la sentence : « la vie juive était éteinte »[27]. Pour des observateurs sceptiques, comme Mario Offenberg, l'histoire des Juifs à Berlin est bel et bien finie en 1945 : « l'opération Allemagne sans Juifs peut être considérée comme réussie »[28]. Et il précise :

---

auteurs, signalant la difficulté d'obtenir des chiffres fiables à cette époque. Dans l'ouvrage de Th. Flemming et A. Steinhage par exemple, on trouve le chiffre de 5000 (*Berlin vom Kriegsende bis zur Wende 1945-1990. Jahr für Jahr: Die Ereignisse in der geteilten Stadt*, Berlin, Aron Verlag, 1995, p. 8). L'*Encyclopedia Judaica* quant à elle, estime leur nombre à 6700, voir l'article « Berlin », tome IV, New York, Macmillan, 1971, p. 639.

[20] *Der Weg*, 29.03.1946, p. 3.

[21] A. Fischer a récemment réévalué l'importance de ce qu'elle appelle le « suicide forcé », *in* : *Erzwungener Freitod. Spuren und Zeugnisse in den Freitod getriebener Juden der Jahre 1938-1945 in Berlin*, Berlin, Text Verlag, 2007. Elle parle de 1677 Juifs « suicidés » enterrés au cimetière de Weißensee, revoyant à la hausse l'estimation de Riesenburger, *in* : *Das Licht verlöschte nicht*, *op. cit.*, p. 80.

[22] "Politics of Judaism in the GDR", *op. cit.*, p. 165.

[23] A. Königseder, *Flucht nach Berlin. Jüdische Displaced Persons 1945-1948*, Berlin, Metropol, 1998, p. 26.

[24] J.-M. Palmier, *Retour à Berlin*, Paris, Payot, 1989, p. 81.

[25] Pour plus de précisions, voir troisième partie.

[26] M. Offenberg, *Adass Jisroel. Die jüdische Gemeinde in Berlin (1869-1942). Vernichtet und vergessen*, Berlin (Ouest), Museumspedagogischer Dienst, 1986, p. 17 : „Die Gemeinde ist zerstört, ihre Mitglieder sind ermordet und über die ganze Welt hinaus zerstreut."

[27] Voir I. Lammel, *Jüdisches Leben in Pankow*, *op. cit.*, p. 289 : „Jüdisches Leben war ausgelöscht".

[28] *In* : *Vernichtet und vergessen*, *op. cit.*, p. 23 : „Die Operation Deutschland ohne Juden kann als gelungen betrachtet werden."

> Tout ce qui s'est passé après 1945 fut un néant éloquent. […] Les personnes assassinées étaient mortes, celles qui étaient parties n'étaient plus là, celles qui étaient restées ou revenues pouvaient être ignorées beaucoup trop facilement[29].

Pour les rares survivants, l'existence était bien précaire : nombre d'entre eux étaient les seuls de leur famille à avoir survécu. Le *Weg* du 8 mars 1946 parle de 5640 foyers pour 7768 membres[30] : on voit donc que la plupart des survivants vivaient seuls, avec toutes les conséquences psychologiques que cela implique, notamment une « apathie », dont certains n'allaient jamais se remettre. De fait, les journaux juifs abondent en avis de recherche, parfois même jusque dans les années 1980[31].

Pour A. Königseder, ces chiffres cachent « des destins humains tragiques, de longues semaines ou de longs mois passés dans l'attente anxieuse d'un signe de vie des parents ou amis »[32]. Or, cet espoir est souvent déçu : Sonja Wolf par exemple, unique survivante de sa famille, ne pourra s'établir durablement à Berlin, la perte de ses proches ayant définitivement brisé le lien avec son milieu d'origine, et préférera émigrer en Israël[33]. À Treptow, comme ailleurs, la rupture des Juifs avec leur ancien environnement a été radicale :

> La plupart des survivants juifs de Treptow ont quitté l'Allemagne après la fin de la guerre. On ne connaît que quelques cas isolés de Juifs exilés ou déportés ayant survécu à l'Holocauste qui soient revenus à Treptow[34].

Par conséquent, chez ceux qui sont « restés », domine l'impression de n'avoir survécu que par hasard, alors qu'en toute logique ils auraient dû faire partie du groupe des morts. Les survivants se désignent eux-mêmes comme « ceux qui restent »[35], et se sentent soit coupables d'avoir survécu (*survivor syndrome*)[36], soit responsables de la mémoire de tous ceux qui ne sont plus là.

---

[29] *Ibid.,* p. 8 : „Alles, was nach 1945 folgte, war ein beredtes Nichts. [...] Die Ermordeten waren tot, die Davongekommenen weg, die Dagebliebenen oder Zurückgekommenen konnten allzu leicht übersehen werden."

[30] *Weg*, 8.03.1946, p. 3.

[31] Voir par exemple l'*Allgemeine* du 26 février 1982, p. 8.

[32] *Flucht nach Berlin, op. cit.,* p. 121 : „Hinter diesen nackten Zahlen verbargen sich tragische menschliche Schicksale, lagen bange Wochen oder Monate des Wartens auf ein Lebenszeichen der Angehörigen oder Freunde."

[33] Voir M. Becker, R. Friedmann, A. Schindler (Eds.), *Juden in Treptow*, *op. cit.*, p. 24.

[34] *Ibid*, „Die Mehrzahl der überlebenden Treptower Juden hat Deutschland nach Kriegsende verlassen. Es sind nur vereinzelt Fälle bekannt, dass ein emigrierter oder deportierter Treptower Jude, der den Holocaust überlebt hat, nach Treptow zurückgekehrt ist". Cette situation s'explique aussi par la politique d'occupation soviétique à Berlin, problème sur lequel nous reviendrons plus loin.

[35] „*die Übriggebliebenen*" (Dan Diner), „*die Bleibenden*" (Leo Sievers), „*Überbleibsel des Überbleibsels*" (Michal Bodemann).

[36] Le « syndrome du survivant » est un concept élaboré dans les années 1960 par des psychologues aux Etats-Unis, visant à expliquer les troubles du comportement des rescapés des camps de concentration. Dans de nombreux cas, les survivants se sentaient coupables de ne pas être morts comme les autres, d'où une dénégation de leur statut de victimes. Un exemple représentatif de ce syndrome est la figure d'Aron

Quoi qu'il en soit, le vide laissé par ces 96 ou 97% de disparus est incommensurable et les tentatives sont nombreuses à Berlin pour inscrire cette perte dans l'espace urbain. Le Musée juif notamment met en scène de nombreux « *voids* » censés rappeler physiquement à chaque instant le manque créé par la quasi-disparition des Juifs à Berlin : son architecte David Libeskind rend ainsi « visible l'invisibilité de l'histoire juive dans la ville »[37].

b) Des survivants miraculés

Dans ces conditions, le destin des survivants apparaît souvent comme un véritable miracle. Ainsi, le *Weg* ne se complaît pas dans l'énumération des destins les plus tragiques, mais s'efforce d'évoquer les rares événements heureux, comme le retour de Peter Dattel, le plus jeune survivant d'Auschwitz, qui rejoint sa mère à Berlin après des années de séparation[38]. Leurs retrouvailles, fêtées publiquement, deviennent le symbole de la possibilité d'une renaissance et attestent que la vie juive à Berlin en 1945 est certes « profondément décimée », mais « pas éradiquée », selon les propos d'Arnold Zweig[39]. Les Gerson, ayant survécu illégalement dans le quartier de Treptow, considèrent explicitement leur survie comme un « miracle », « une seconde vie » qui leur aurait été offerte[40], ce qui les a décidés à rester dans leur « *Kiez* »[41] pour commencer une nouvelle existence. De même, pour Ilse Rewald, ayant survécu dans l'illégalité pendant deux ans et demi, et considérée comme morte par les autorités, « le 8 mai 1945, […] je suis née pour la deuxième fois »[42].

Ce n'est sans doute pas un hasard si le premier numéro du *Weg* s'ouvre sur un poème d'Arnold Peyser intitulé « *Bereshith* », qui fait surgir la vie du chaos, dans une nouvelle genèse :

> Le monde en ruines
> Et le chaos autour de nous ! […]

Blank dans le roman de Jurek Becker, *Der Boxer*, dont nous avons traité dans *Der Holocaust und seine Folgen in den Romanen Jurek Beckers*, Paris, 2002, p. 11, qui se caractérise par une immense difficulté à parler de lui et de son passé, un caractère extrêmement introverti, une peur viscérale qu'un pogrome ne se reproduise et enfin, une volonté de changer d'identité (prénom, couleur des cheveux, etc.).

[37] *Allgemeine*, 7.06.89, p. 8. Le projet du Musée juif actuel était déjà en grande partie décidé à cette époque. La première pierre a été posée en 1992.

[38] *Weg*, 7.02.1947, p. 3.

[39] *Nachrichtenblatt*, Mars 1961, p. 2 („gründlich dezimiert", „nicht vernichtet").

[40] *Juden in Treptow*, *op. cit.*, p. 202.

[41] Terme utilisé dans le Nord de l'Allemagne et en particulier à Berlin par les habitants pour désigner leur quartier, en général relativement excentré par rapport à la ville.

[42] *In* : H. Broder et M. R. Lang (Eds.), *Fremd im eigenen Land*, *op. cit.*, p. 321 : „Am 8. Mai 1945 [...] bin ich zum zweiten Mal geboren worden."

Taille-toi dans les ruines
Une nouvelle vie[43]

De fait, c'est grâce à des interprétations religieuses que beaucoup de survivants juifs ont retrouvé le goût de la vie. Ainsi Lothar Orbach, seul rescapé de sa famille, a compris qu'une « vie nouvelle » peut être faite de « pierre morte »[44] : c'est dans un cimetière qu'il a pris conscience qu'il était le fils du peuple juif, destiné à poursuivre la tradition de ses pères, et à perpétuer le souvenir de ses frères et sœurs assassinés. De même, Hans Erich Fabian refuse de considérer les rescapés comme une « génération perdue »[45] : c'est dans ces années que va progressivement s'imposer une nouvelle définition du Juif, que nous livre le rabbin Nathan Peter Levinson, en bon élève de Leo Baeck : « être juif, c'est vivre malgré tout »[46].

Mais la thèse du miracle se nourrit également d'une tout autre interprétation, de nature politique cette fois : Berlin a été libéré par l'Armée rouge et les survivants juifs voient en elle leur salut. Le mythe du glorieux soldat soviétique qui apparaît alors est promis à une longue vie dans la future RDA. Les Russes se trouvent associés à la renaissance de la vie juive à Berlin : grâce à eux, « nous étions de nouveau des Juifs », « ils nous ont redonné notre dignité humaine »[47], peut-on lire dans le *Weg* lors du premier anniversaire de la libération. Face à une mort certaine, ce sont eux qui ont sauvé les derniers Juifs *in extremis*. Les circonstances de la « chute de Berlin » ont donc créé un lien très fort entre la puissance d'occupation soviétique et les Juifs victimes du nazisme, même si d'autres épisodes les ont plutôt éloignés[48].

Quelle que soit l'origine du miracle, la Communauté met en avant l'inébranlable activisme de ses dirigeants : on nous présente le comité de direction comme le plus jeune et le plus dynamique que la Communauté Juive de Berlin ait jamais connu[49]. Quelques miraculés se mettent ainsi immédiatement au service des intérêts juifs : on pense au chantre Oskar Ruschin, survivant d'Auschwitz, un des seuls cadres survivants

---

[43] *Weg*, 1.03.1946, p. 1 : „In Trümmern die Welt
Und Chaos um uns! [...]
Erschaffe aus Trümmern
Dir neu Dein Leben"

[44] *Weg*, 22.03.1946, p. 5.

[45] *Weg*, 16.04.1948, p. 1.

[46] „Jude sein heißt, trotzdem zu leben" *in : Weg*, 17.11.1950. On retrouve cette logique du « malgré tout » sous une autre forme chez Rudolf Schottlaender par exemple, qui titre son autobiographie : *Un Allemand malgré tout. Ma traversée du siècle*, Paris, Honoré Champion, 2003.

[47] *Weg*, 10.05.1946, p. 1 : „Wir waren wieder Juden. […] Sie reichten uns das erste Stück Brot der Freiheit und halfen uns über die ersten Tage der Verwirrung hinweg. [...] Sie gaben uns die Menschenwürde zurück."

[48] Voir le sous-chapitre V-b de cette partie.

[49] Voir l'article de H. Münzer dans la rubrique « Allgemeine Verwaltung » du *Weg* du 1.03.1946, p. 3.

de la communauté d'avant 1933, qui a transmis son savoir et son expérience à ses successeurs jusqu'à son émigration en Palestine en 1947. Heinz Galinski se voit lui aussi comme investi d'une mission et pense n'avoir survécu que pour mettre sa vie au service de la reconstruction : pour Andreas Nachama, celui-ci « puisait dans le passé sa force pour l'avenir »[50] et était l'incarnation parfaite de la formule « *Aufbau nach dem Untergang* »[51]. Estrongo Nachama, lui aussi rescapé de l'horreur, surnommé « le chanteur d'Auschwitz », se met au service de la communauté en tant que chantre dès qu'il a récupéré assez de forces en 1947 ; c'est sa mort qui mettra fin à ses fonctions en 2000.

Participant de cette révérence à la vie, le journal de la Communauté s'attarde volontiers sur les fêtes les plus gaies de la religion juive, *Hanoukka* et *Pourim*[52], dont les comptes-rendus sont souvent assortis de photos d'enfants souriants. Le premier *Pessah*, célébré entre autres à la mairie de Schöneberg par Joseph Shubow et Herbert Friedman[53], revêt une signification particulière : tout comme leurs ancêtres ont été libérés du joug des pharaons en fuyant l'Egypte, les Juifs de Berlin viennent d'être libérés de la tyrannie nazie[54]. À l'occasion de Pourim, qui donne lieu à un édifiant parallèle entre Hamann et Hitler[55], 3000 personnes se rencontrent à la mairie pour un bal et un concert, contredisant la prédiction de Goebbels selon laquelle les Juifs de Berlin ne fêteraient plus jamais Pourim à Berlin. Les *bar-mitsvoth*[56] et *brit-miloth*[57] y sont également révérées comme de véritables petits miracles. Symbole de la vie qui renaît après le pire, le premier mariage célébré par Martin Riesenburger le 29 juillet 1945 unit deux Juifs qui se sont connus à Ravensbrück après avoir survécu à Auschwitz et enduré la marche de la mort : des recherches récentes ont montré qu'il s'agissait de

---

[50] *„Erneuere unsere Tage"*. *Jüdisches aus Berlin*, Berlin, Vienne, Philo, 2001, p. 171.
[51] *Ibid*, p. 172. Voir aussi le recueil qu'il lui dédie avec J. H. Schoeps, *Aufbau nach dem Untergang, op. cit.*
[52] Voir glossaire (Annexe 1).
[53] Rabbins de l'armée américaine.
[54] Voir le récit de Harold Chaim Kempner, un soldat juif américain qui s'est trouvé à Berlin de 1945 à 1947, rapporté par Aviva Kempner : „Ein amerikanischer GI hat das befreite Berlin mit jüdischen Augen gesehen. Zeitungsberichte von Harold Chaim Kempner, einem amerikanischen GI", *in :* A. Nachama, H.J. Schoeps (Eds.), *Aufbau nach dem Untergang op. cit.*, pp. 240-241.
[55] Au mois de mars, la fête de Pourim commémore la victoire des Juifs sur Hamann, l'un des favoris du roi de Perse, qui voulait faire exterminer tout le peuple. Grâce à Dieu, à Mardochée et à la reine Esther, celui-ci a été sauvé. Le parallèle entre Hamann et Hitler est récurrent dans la presse juive d'après 1945, mais les rédacteurs ont soin de préciser qu'il ne se trouvait aucune Esther en Allemagne en 1933 pour sauver les Juifs.
[56] *Weg*, 7.01.1949, p. 9 (voir glossaire).
[57] *Weg*, 3.03.1950, p. 8. (Il s'agit de la première circoncision d'un enfant juif pratiquée dans la synagogue de la Joachimsthaler Straße.)

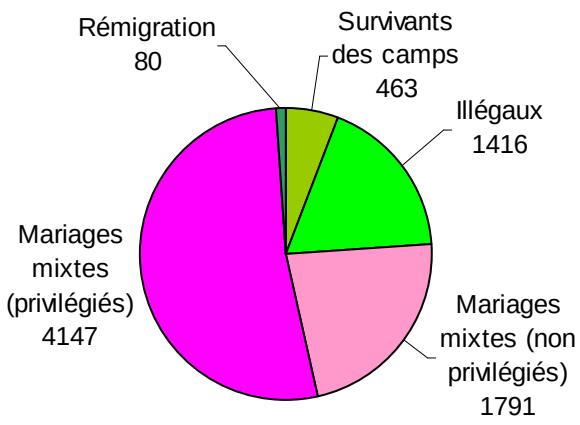
Julius Meyer et de Ruth Glückmann[58]. Dès 1948, les annonces matrimoniales font leur apparition dans le *Weg*, comme celle de cette femme de quarante-cinq ans, veuve, cherchant à refaire sa vie[59]. Ces destins illustrent bien l'étrange paradoxe de la vie juive à Berlin après 1945 : l'impossible, et même l'impensable, s'y est produit malgré tout[60], quels qu'aient pu être les doutes, les traumatismes et les rancœurs des Juifs survivants envers l'ex-capitale du III^e^ Reich et ses habitants.

c) Composition du « *She'erit hapletah* »

Les 3 ou 4% de miraculés juifs constituaient un microgroupe de rescapés « restants », le « *She'erit hapletah* » selon la formule issue de l'hébreu[61]. Il faut se garder de l'image selon laquelle les seuls survivants étaient des rescapés des camps de concentration. En réalité, le tableau était bien plus complexe : en mai 1945, se côtoyaient à Berlin les Juifs mariés à des conjoints « aryens »[62] ayant de ce fait échappé à la déportation, les Juifs ayant survécu cachés et quelques survivants des camps, mais qui ne constituaient qu'une minorité. Plus tard sont arrivés d'autres rescapés (la plupart de Theresienstadt, entre mai et août 1945) et, au cours des années suivantes, quelques « rémigrés », ces émigrés qui avaient fait le choix de revenir à Berlin, auxquels il faut ajouter enfin les « DP's », dont il sera question plus loin. Le diagramme page 56 nous montre la répartition des survivants par catégories :

---

[58] Voir A. Weigelt, H. Simon (Eds.), *Zwischen Bleiben und Gehen, op. cit.*, p. 7.
[59] *Weg*, 23.04.1948, p. 13.
[60] Voir les formules d'A. Roth et M. Frajman, « la stabilisation de l'impossible » (*in* : *Das jüdische Berlin heute. Ein Wegweiser*, Berlin, Quadriga, 1999, p. 201) et d'Olivier Guez, « l'impossible retour ». A. Kauders parle quant à lui de « patrie impossible » (*Unmögliche Heimat, op. cit.*)
[61] Elle désigne dans la Bible les Juifs qui ont échappé à la captivité durant l'exil babylonien (Voir le 2^ème^ livre des chroniques 30,6 ; le livre d'Esdras 9,13 ou encore de Néhémie 1,2. En français, ce terme est généralement traduit par « le reste sauvé », « ceux qui restent » ou « le reste que voici »). C'est un rabbin de l'armée américaine, Abraham Klausner, qui a donné ce titre aux premières listes de survivants parues en 1945. On le trouve parfois employé uniquement pour désigner les « DP's » juifs – voir le I-e.
[62] On appelait dans la langue nazie ces « aryens » qui avaient protégé leur conjoint juif des « *Judenknechte* », les « valets des Juifs ».



<u>Graphique 2</u> : Composition du groupe des survivants en 1945[63]. (Sources : M. Brenner, E. Burgauer, H. Maor, U. Offenberg)

- On voit que la grande majorité était constituée de personnes d'origine juive ayant été épargnées grâce à leur conjoint « aryen ». Ici encore, on ne peut que constater l'impossibilité d'échapper à la terminologie nazie. On appelait ces unions « mariages mixtes », « privilégiés » *(privilegierte Mischehen)* si le conjoint « aryen » et les enfants n'étaient pas membres d'une communauté juive[64], « non-privilégiés » dans le cas contraire. Les premiers ne portaient pas l'étoile (*Nichtsternträger*), alors que les seconds (*Sternträger*), nettement moins nombreux à avoir survécu, y étaient contraints. E. Burgauer parle de 1791 « *Sternträger* » et de 4147 « *Nichtsternträger* »[65], soient 5938 personnes au total, ce qui correspondrait à 76% des survivants juifs en mai 1945[66]. En quelque sorte « protégés » par leur conjoint, ils n'ont pas été déportés, mais condamnés au travail forcé dans les usines encore en activité de la ville. C'est par exemple le cas de l'avocat Bernhard Baruch, qui prendra la direction du foyer pour enfants de Niederschönhausen à la mi-1945[67]. Peter Kirchner, enfant à l'époque, a également été sauvé de cette façon parce que son père était chrétien[68]. Or, les personnes

---

[63] Nous avons réalisé ce graphique en utilisant les chiffres donnés par M. Brenner, *Nach dem Holocaust*, *op. cit.*, p. 63, E. Burgauer, *op. cit.*, p. 356, H. Maor, *op. cit.*, p. 2, et U. Offenberg, „Die jüdische Gemeinde zu Berlin 1945-1953", *in* : J. H. Schoeps (Ed.), *Leben im Land der Täter, Juden im Nachkriegsdeutschland (1945-1952)*, Berlin, Jüdische Verlagsanstalt, 2001, p. 133.

[64] Si le couple n'avait pas d'enfants, il n'était considéré comme « mariage mixte privilégié » que lorsque la femme était juive. Si c'était l'homme qui était juif, le mariage avait alors le statut de « non-privilégié ».

[65] *In : op. cit.*, p. 356.

[66] U. Offenberg parle seulement de 4121 juifs en situation de « mariage mixte » *in* : J. H. Schoeps (Ed.),*op. cit.*, p. 133.

[67] Voir *Jüdisches Leben in Pankow*, *op. cit.*, p. 290.

[68] *In :* W. Herzberg, *Überleben heißt erinnern*, *op. cit.*, p. 352.

vivant en « mariages mixtes » ou issues de ceux-ci étaient indéniablement celles qui se sentaient le moins attachées à la religion juive et à ses traditions. Bien souvent, elles étaient coupées de toute pratique religieuse et vivaient dans un environnement « assimilé » depuis leur enfance. Désormais c'étaient donc elles qui représentaient l'écrasante majorité de la population juive à Berlin, et qui allaient devoir défendre la judéité : on comprend alors l'ampleur des problèmes identitaires qui allaient se poser à la communauté. Pour le journaliste Fontheim, il s'agissait d'une situation totalement « anormale »[69]. Ce problème allait devenir un des enjeux majeurs des débats internes à la communauté : en effet, comment considérer cette majorité ? Fallait-il lui accorder les mêmes droits qu'aux autres ? Certes, il y avait des survivants juifs, mais la plupart d'entre eux étaient pour ainsi dire les « moins juifs » de tous et ils ne pouvaient jouer un rôle efficace dans la transmission des valeurs et des traditions, étant donné que souvent, ils ne les connaissaient pas.

- D'autres avaient survécu dans l'illégalité, en se cachant, généralement grâce à l'aide de personnes non-juives. Également appelés « sous-marins » (*U-Boote*) ou « clandestins » (*Untergrundler*), ils font l'objet d'une étude de L. Gross, *Les derniers Juifs à Berlin*[70]. Privés de cartes de rationnement et dépourvus de papiers, ces Juifs ont dû mettre en œuvre des précautions infinies pour « disparaître » officiellement de la surface de la ville. Ils ne doivent bien souvent leur survie qu'au courage de ceux qui les ont cachés : la comtesse de Maltzan par exemple est considérée comme une de ces « Justes »[71]. À Berlin, le phénomène était facilité par l'existence des jardins ouvriers et des petites « colonies » où l'on pouvait vivre retiré. Hans Rosenthal par exemple, raconte dans son autobiographie[72] comment il a passé plusieurs années chez Frau Jauch, dans une pièce secrète de la petite maison de la colonie « *Dreieinigkeit* » à Lichtenberg. Cette vie confinée, avec l'interdiction absolue de sortir ou de bouger[73], était ponctuée par la frayeur des bombardements. Les « illégaux » étaient également menacés par d'autres Juifs, engagés par la Gestapo pour les débusquer[74]. La banalité apparente de

---

[69] „Die Situation der Juden Berlins ist heute völlig anormal, da von den 7822 Registrierten nur etwa 40% nicht in Mischehen leben" *in* : *Weg*, 5.07.1946.
[70] *The last Jews in Berlin*, traduction de C. Holfelder-v.d. Tann : *Versteckt*, *op. cit.*
[71] C'est une figure centrale de l'ouvrage de L. Gross précédemment cité.
[72] H. Rosenthal, *Zwei Leben in Deutschland*, Bergisch Gladbach, Lübbe, 1987, pp. 54 et suiv.
[73] Qui pouvait mener facilement à l'aliénation. Ainsi, Hans Hirschel, caché par sa compagne, mène une vie bien réglée, faite de petits travaux pour ne pas sombrer dans la folie. (Cette vie est qualifiée d'« enfer », *in :* L. Gross, *op. cit.*, p. 136).
[74] Ceux-ci, baptisés les « *Fänger* », ont joué un rôle très important dans la traque des Juifs cachés à Berlin. L. Gross rapporte que les deux plus efficaces d'entre eux, Stella Kübler et Rolf Isaaksohn, auraient à eux seuls provoqué l'arrestation de 2300 juifs. *In* : L. Gross, *op. cit.*, p. 232.

cette forme de survie a souvent engendré une grande incompréhension de la part de la Communauté, pour laquelle il n'y avait là nul héroïsme visible. Ainsi, le jeune Fritz a du mal à comprendre le destin de ses parents juifs ayant survécu à Berlin dans l'illégalité : « être resté caché à Berlin, comme ça, tout bêtement », confie-t-il, désabusé par la banalité de cette stratégie, comparée aux images de persécution qu'il a en tête[75]. E. Burgauer parle de quelque 1400 personnes sauvées ainsi, soit environ 18% des survivants[76].

- Enfin, une toute petite poignée d'entre eux revenait des camps de concentration. Certains avaient, d'une part, survécu à Auschwitz, puis enduré la « marche de la mort » et avaient réussi à regagner Berlin par leurs propres moyens, comme Heinz Galinski ou Estrongo Nachama. D'autre part, Burgauer évoque 463 personnes rentrées de Theresienstadt dans les premiers jours qui ont suivi la libération. Au total, ils constitueraient environ 6% des survivants en mai 1945, chiffre assez faible qui s'explique par le fait que les rescapés des camps ne sont pas arrivés tout de suite après la fin de la guerre à Berlin. À partir de l'été 1945, il faut y ajouter environ 1200 rescapés des camps rapatriés par l'Armée rouge et accueillis pour la plupart à l'Hôpital juif de l'Iranische Straße. Ces « revenants » des camps de la mort ont tout de suite joui d'une sorte d'aura, liée au tatouage qu'ils avaient sur le bras. Il est d'ailleurs frappant de constater que la plupart des dirigeants des communautés juives d'Allemagne après 1945 étaient des survivants de camps, comme si ce vécu les plaçait *ipso facto* au sommet de la hiérarchie du « *She'erit hapletah* ». Toutefois, l'expérience concentrationnaire a souvent eu pour effet de les isoler des autres survivants, qui étaient incapables d'imaginer ce qu'ils avaient enduré.

- À ces différents groupes, il faut ajouter un très petit nombre de « rémigrés »[77], qui ne se sont jamais vraiment adaptés à leur terre d'accueil et ont décidé, malgré les réprobations des Juifs du monde entier, de rentrer dans leur ville-patrie. Leur retour s'est étalé sur plusieurs années, voire décennies, avec un pic atteint dans les années 1954-1959. Marita Krauss distingue ceux de la première heure, qui étaient surtout animés par des motifs politiques, ceux qui sont revenus pour bénéficier des réparations vers la fin des années 1950, et enfin ceux qui revenaient « au soir de leur vie » pour

[75] *In* : P. Sichrovsky, *Naître coupable, naître victime, op. cit.*, p. 150.
[76] 1416 pour U.Offenberg, *in* : *Leben im Land der Täter op. cit.*, p. 133.
[77] Le terme « *Remigranten* » n'est pas encore consacré par l'usage dans la langue allemande, même s'il est employé fréquemment par des spécialistes. En revanche, on parle assez couramment de « *Remigration* ».

vieillir au pays de leurs origines[78]. Leurs motivations sont difficiles à identifier de manière collective et relèvent souvent bien plus du hasard et de conditions matérielles que de décisions mûrement réfléchies et assumées. À Berlin en 1952, ils constituaient environ 11% des membres de la Communauté Juive[79], pourcentage relativement élevé par rapport au reste de l'Allemagne, et qui s'explique surtout par le fait que les « rémigrés » privilégiaient les grandes villes dans le choix de leur destination, à moins que cela ne tienne aux liens particuliers qui unissaient les Juifs à cette ville[80]. Mais les premières années après 1945 n'ont pas vu de phénomène de « rémigration » massive : en juillet 1947, à peine 62 personnes avaient réalisé leur projet de retour à Berlin[81]. La seule arrivée collective notable est celle des 295 rapatriés de Shanghai en août 1947 : les conditions de vie dans cette partie du monde étaient si déplorables que la proportion des candidats au retour y était bien plus importante que dans les autres pays d'exil. Cependant, même à Shanghai, la pression qu'exerçaient sur eux les autres exilés était forte : Sonja Mühlberg rapporte les insultes quotidiennes qu'a dû subir sa famille durant les deux ans qui ont précédé son retour[82]. Il faut noter que la « rémigration » juive constitue un phénomène très marginal par rapport à la « rémigration » politique : seuls 4 à 5% des Juifs ayant quitté l'Allemagne y seraient revenus, tandis qu'environ 30% des exilés politiques sont rentrés au pays[83].

Le fait marquant est que ces différents groupes de survivants manifestaient relativement peu de compréhension les uns pour les autres. Chacun avait son vécu propre et le considérait comme tout aussi « héroïque » que celui des autres, voire plus. Ainsi, les « illégaux » se sont battus pour que leurs souffrances soient reconnues au même titre que celles des prisonniers des camps, tout comme les « rémigrés » de Shanghai se sont battus de longues années pour faire valoir leurs droits[84]. Des

---

[78] „Rückkehrer am Lebensabend". Voir M. Krauss, *Heimkehr in ein fremdes Land*, Munich, Beck, 2001, au titre caractéristique, puisque Marita Krauss refuse l'idée d'un « retour » (*Rückkehr*) à proprement parler, tant les conditions avaient changé par rapport à la période d'avant l'émigration.

[79] 10,8% selon M. Brenner, *Nach dem Holocaust, op. cit.*, p. 91, c'est-à-dire environ 650 personnes.

[80] J.-M. Palmier, *op. cit.*, p. 188 : « Beaucoup de Juifs qui ont échappé à la mort, rescapés des camps de concentration, sont revenus vivre à Berlin. Souvent, en parlant avec eux, j'ai été surpris de leur amour pour cette ville ». Comme les survivants des camps évoqués par Palmier, il semble que beaucoup d'émigrés aient conservé dans leur lieu d'exil un sentiment d'attachement très fort à Berlin.

[81] M. Brenner, *op. cit.*, p. 87. (Source: „Verzeichnis der nach der Befreiung durch die Alliierten in Berlin befreiten Juden. Berlin", 1947.)

[82] A. Königseder et J. Wetzel, *Lebensmut im Wartesaal. Die jüdischen Displaced Persons im Nachkriegsdeutschland*, Francfort/Main, Fischer, 1994, p. 47.

[83] D'après M. Krauss, *op. cit.*, p. 11.

[84] Le ghetto juif de Shanghai, Hongkew, n'a été reconnu comme tel qu'en 1956, ce qui a bloqué toute demande de réparation de la part des exilés avant cette date. Sur le monument commémoratif de la déportation situé dans la cour du centre communautaire de la Fasanenstraße, le nom de Shanghai n'est d'ailleurs apparu qu'en 1997.

dissensions très fortes existaient et chaque groupe de survivants défendait ses intérêts au sein d'organisations comme le « Comité de Theresienstadt » ou le « Groupe de Shanghai » créé en août 1950. Rudolf Frauenfeld par exemple plaidait pour la cause des « illégaux » : eux aussi étaient héroïques à leur façon. Ils n'avaient certes pas connu les camps, mais une « chasse à l'homme » tout aussi éprouvante et devaient avoir leur mot à dire dans la conduite de la Communauté[85]. Margarete Reppert quant à elle rappelle les spécificités de la captivité à Theresienstadt et notamment le flou qui entoure les souvenirs des déportés, rendant très difficile un récit et donc le partage de son expérience[86]. Les différents morceaux de la mosaïque n'étaient donc pas soudés et étaient loin de constituer une unité : la « communauté de destin » était plus un mythe qu'une réalité. Le grand mérite de Galinski est sans aucun doute d'avoir su tenir compte des intérêts de tous les Juifs ayant survécu, de quelque manière que ce fût[87].

d) Les étapes d'une renaissance

Dans ces conditions, sans même encore parler du conflit Est-Ouest, l'établissement d'une communauté juive unie était loin d'aller de soi. L'immédiat après-guerre se caractérise par la réunion très spontanée des rescapés juifs, animés par leur volonté de subsistance et la recherche de leurs proches, au milieu du chaos général. En mai 1945, plusieurs offices religieux sont signalés dans différents quartiers de Berlin : dès le 6 mai, un rabbin polonais venu avec l'Armée rouge rassemble une poignée de Juifs pour prier au numéro 158 de la Kantstraße[88]. Le 11 mai, un vendredi soir, deux offices ont lieu pour célébrer le *Shabbat* : l'un à l'Hôpital juif et l'autre au cimetière de Weißensee sous la conduite de Martin Riesenburger. Mais qui avait alors la légitimité pour représenter les Juifs de Berlin ? Seule une grande figure juive comme Leo Baeck aurait eu un pouvoir intégrateur assez fort pour mener à bien cette tâche ; or son absence a provoqué des rivalités pour la direction de la Communauté. Sans coordination, les survivants se sont rassemblés autour des bâtiments appartenant jadis à celle-ci. Quatre formations entrent alors en concurrence.

- À Charlottenburg, une simple cuisine est installée, où se rencontrent des Juifs à la recherche de leurs proches disparus. Un petit groupe autour de Carl Busch, Alexander

[85] *Weg*, 22.03.1946, p. 1.
[86] Voir *Weg*, 29.03.1946, p. 4.
[87] *Weg*, 14.03.1947, p. 11.
[88] D'après A. Nachama, *Erneuere*, *op. cit.*, p. 68.

Rothholz et Ernst Wolff se donne pour tâche de restaurer la synagogue de la Pestalozzistraße. Ils prennent le nom de « Communauté Juive de Berlin, Charlottenburg, Pestalozzistraße ».

- Un autre groupement se forme autour de l'Hôpital juif à Wedding. L'hôpital joue un rôle fondamental pour les Juifs rescapés des camps de concentration après 1945 : il constitue un lieu protégé où ceux-ci peuvent se reconstruire physiquement et moralement, à l'abri du tumulte de la ville[89]. Durant le national-socialisme, il a été associé à des fonctions moins glorieuses : c'est là que se tenait l'administration de la « *Reichsvereinigung* » et en 1945, il n'y reste plus que les derniers Juifs qui avaient été chargés par les nazis d'organiser la déportation. Le docteur Walter Lustig et ses collègues se considèrent alors comme l'instance légitime pour réorganiser la vie juive à Berlin. Ils continueront d'ailleurs à employer sans aucun scrupule dans leur correspondance l'en-tête : « *Reichsvereinigung der Juden in Deutschland e.V., Berlin N65, Iranische Straße 2* »[90]. Riesenburger y était chargé du culte. En mai 1945, celui-ci réorganise les offices, les cours de religion, qui ont lieu à Weißensee, et s'occupe de la synagogue de la Rykestraße située à Prenzlauer Berg. La « *Reichsvereinigung* » est cependant touchée par le décret de la SMAD du 10 juin 1945, interdisant toutes les organisations créées par les nazis. Lustig adopte alors le nom de « Communauté Juive de Berlin-Nord »[91] sans pour autant renoncer à ses prétentions.

- Dans les anciens locaux administratifs de la communauté, situés dans l'Oranienburger Straße, est créée la « Communauté Juive de Berlin, Bezirk Stadtmitte ». Elle regroupe au départ essentiellement des « illégaux » et des survivants des camps : Moritz Bluhm, Leo Hirsch, Erich Mendelsohn et Arnold Peyser en assurent la direction. C'est cette formation qui finira par s'imposer, après l'élimination successive de ses concurrentes. Contrairement aux autres, elle ne met pas en place tout de suite de travail religieux ou social, mais s'évertue à délégitimer la « *Reichsvereinigung* » pour être reconnue elle-même comme l'héritière de la Communauté Juive d'avant-guerre.

- Enfin, il faut évoquer l'existence éphémère de la « Communauté Juive de Berlin Nord-Ouest » menée par Adolf Schwersenz, qui se réunit dans les restes de l'ancienne

---

[89] Voir le témoignage de Margrit et Alfred Jachmann, pour qui l'hôpital représentait un « bout de patrie » (« ein Stück Heimat ») et assurait la continuité de la vie juive à Berlin, dans le documentaire vidéo *85 Jahre Jüdisches Krankenhaus in Berlin-Wedding*, Förderverein « Freunde des Jüdischen Krankenhaus Berlin e.V. », Berlin, 1999.

[90] U. Offenberg *in :* Schoeps, *Leben im Land der Täter, op. cit.*, p. 134.

[91] Son premier geste est d'envoyer à Staline un télégramme de remerciement pour la libération des Juifs de Berlin.

synagogue de la Levetzowstraße et des bâtiments de la Jagowstraße, situés à Tiergarten. Le premier office a lieu le 17 mai 1945 selon le rite libéral : l'harmonium et le chœur (composé de quatre femmes et dirigé par Arthur Zepke) en font partie. Lui-même musicien, Schwersenz[92] est très apprécié pour ses talents de chanteur, même si on lui reproche de ne pas savoir lire la Torah sans *nikoud*, la ponctuation aidant à lire un texte hébreu. En août 1945, cette communauté, qui revendique son indépendance, compte déjà 305 membres[93]. La qualité de ses manifestations culturelles est reconnue unanimement[94] et l'arrondissement de Tiergarten et le Sénat de Berlin lui apportent leur soutien financier.

Le 17 juin 1945, les représentants des quatre groupes se rencontrent à l'initiative du responsable des Affaires ecclésiastiques des quartiers de Mitte et Tiergarten, Harry Dörfel. Un comité de direction unique se voit constitué sous la direction de Bluhm[95]. Cependant, la « *Reichsvereinigung* » ne voulant pas renoncer à ses prétentions, il reste inefficace. Mais Lustig est arrêté fin juin par les autorités soviétiques pour collaboration avec le régime national-socialiste et exécuté à Rummelsburg[96]. C'est la consécration du groupe de l'Oranienburger Straße : le 12 juillet, le Magistrat reconnaît officiellement la « Communauté Juive de Berlin » sous la présidence d'Erich Nelhans[97]. Le 24 juillet, il est noté dans le protocole de la séance des représentants : « il n'y a qu'une communauté juive à Berlin, dont dépendent tous les Juifs de Berlin»[98].

S'ensuit alors une phase de « rassemblement » : le groupe de l'hôpital, très affaibli, ainsi que celui de Charlottenburg se soumettent sans difficulté. En revanche, la communauté de Schwersenz continue à mener une existence autonome, malgré les ultimatums répétés du nouveau comité de direction[99]. Schwersenz devra finalement renoncer à ses fonctions, étant suspecté de détourner une partie des fonds échus à sa communauté : il rejoint alors la communauté majoritaire en novembre 1945 et devient

---

[92] Il a été chantre de la Communauté Juive de Berlin avant 1933.
[93] Selon U. Offenberg *in* : Schoeps, *Leben im Land der Täter*, *op. cit.*, p. 135.
[94] Le *Weg*, 13.12.1946, p. 4, vante par exemple l'exposé de Martin Hamburger sur la naissance de la prière actuelle et le « riche programme » de la soirée.
[95] Les membres étaient Peyser, Mendelsohn, Hirsch, Wolf, Nelhans, Schwersenz, Ehrlich et Radlauer.
[96] On note qu'une telle brutalité envers les autorités juives qui ont travaillé avec les nazis est une exception berlinoise notoire, sans doute liée directement à l'occupation russe. A. Tauber évoque par exemple une attitude beaucoup plus conciliante à Francfort, *in* : *Trumah: Juden in der Bundesrepublik Deutschland – Dokumentationen und Analysen*, Heidelberg, Winter, 2004 (Band 14), p. 138.
[97] CJA, 5A1, Nr. 0045, #7.
[98] CJA, 5A1, Nr. 0002, #3, §6 : „Es gibt nur eine Jüdische Gemeinde zu Berlin, der alle Juden Berlins unterstehen."
[99] Schwersenz refuse de reconnaître le comité de direction car celui-ci comprend encore quelques représentants de la « *Reichsvereinigung* », qu'il appelle des « fascistes juifs ». U. Offenberg *in* : Schoeps, *Leben im Land der Täter*, *op. cit.*, p. 137.

chantre de celle-ci, malgré une polémique au sujet de sa formation[100]. Jusqu'à son émigration en mars 1947, il continuera à organiser des offices à Tiergarten, mais sans dorénavant revendiquer son indépendance. La date officielle de la renaissance de la Communauté Juive de Berlin est le 20 décembre 1945. Dès lors, la vie communautaire se recrée rapidement : début 1946, on compte déjà sept lieux de culte[101] et les cours de religion se remettent en place immédiatement. De nombreuses rénovations sont en cours, même si le manque de rabbins se fait cruellement ressentir. Pour montrer le travail accompli, le *Weg* lance en 1951 une série d'articles sur les institutions rénovées : le foyer pour personnes âgées dans l'Iranische Straße, le foyer pour enfants et celui pour personnes âgées de Niederschönhausen, le jardin d'enfants, l'hôpital, les cimetières, les synagogues, ainsi que les différents services administratifs font l'objet de toutes les attentions.

Or cette renaissance serait restée lettre morte sans la reconnaissance du gouvernement de Berlin, d'abord sous contrôle allié. Les représentants officiels de la communauté juive ont permis à celle-ci de s'intégrer dans une société dont elle avait été bannie durant douze ans. La section des « Affaires juives », affiliée au « Conseil des Affaires ecclésiastiques »[102] du Magistrat[103] de Berlin, dirigée pendant des années par Siegmund Weltlinger[104], s'est vu chargée de nommer le comité directeur de la communauté juive jusqu'à ce qu'aient lieu les premières élections[105] et de représenter les intérêts des Juifs auprès du gouvernement de Berlin, c'est-à-dire de tous les Juifs de Berlin jusqu'en 1948, puis uniquement des Juifs des secteurs occidentaux[106]. U. Offenberg décrit cette instance comme « la pierre angulaire des relations entre la communauté et l'administration de Berlin-Ouest »[107]. La Communauté est reconnue comme personne morale de droit public[108] en février 1946. Ses statuts, qui définissent

---

[100] Voir CJA, 5A1, Nr. 0002.
[101] *Weg*, 1.03.1946, p. 3.
[102] *Referat für jüdische Angelegenheiten beim Beirat für kirchliche Angelegenheiten des Magistrats von Berlin*.
[103] Le terme « Magistrat » désigne en allemand l'ensemble des autorités municipales. Nous aurions pu le traduire par « municipalité », mais dans un souci de conserver le contexte berlinois, nous préférons garder le terme de « Magistrat » avec la majuscule pour le différencier du « magistrat » français.
[104] De septembre 1945 à 1967.
[105] En octobre 1945 sont ainsi désignés Münzer, Silberbusch (presqu'aussitôt remplacé par Meyer), Löwenstein et Fabian, qui assurait la présidence.
[106] À l'Est, l'instance chargée de représenter les Juifs, appelée « *Amt für Kirchenfragen* », est créée en 1950.
[107] *In* : J. H. Schoeps, *Leben im Land der Täter, op. cit.*, p. 151 : „die Schnittstelle der Beziehungen zwischen Gemeinde und Westberliner Stadtregierung".
[108] *Körperschaft des öffentlichen Rechts.*

son organisation interne ainsi que ses relations avec l'État, sont constitués en février 1947[109] et reprennent dans une large mesure le texte du 23 juillet 1847[110].

La reconnaissance de ses membres comme « victimes du fascisme » constitue également une lutte fondamentale pour la communauté : c'est le combat de Julius Meyer, un des fondateurs du haut-comité « OdF »[111] affilié au « Bureau central des affaires sociales »[112] du Magistrat dès mai 1945. La définition des ayants droit est dans un premier temps très restreinte. Le 23 juillet est prononcée une sentence sévère à l'encontre des Juifs persécutés : « ils ont tous souffert et enduré des choses très dures, mais ils n'ont pas combattu »[113]. Fin septembre, on compte quelque 2300 « victimes du fascisme » officiellement reconnues. Meyer s'engage pour que les souffrances des Juifs soient considérées avec le même sérieux que celles des résistants : le haut-comité « OdN»[114] est alors créé pour défendre leurs intérêts propres. Dès lors, le nombre de victimes reconnues passe à plus de 6000[115]. Affilié à l'OdF, il réside dans les locaux mêmes de la communauté juive situés Oranienburger Straße, créant une collaboration étroite entre les deux organisations, bientôt accusées de collusion, notamment par les victimes du nazisme protestantes. En 1947, de nouveaux critères seront introduits dans la distinction entre « combattants » et « victimes »[116]. Meyer, communiste convaincu, membre du groupe parlementaire de la VVN[117] à la Chambre du peuple de 1948 à 1953, a fortement influencé cette législation, en cherchant toujours à maintenir le contact entre les Juifs et l'occupant soviétique.

C'est seulement le 1er février 1948 qu'ont enfin lieu les premières élections de la Communauté Juive. C'est le groupe dit « libéral » (« *Jüdisch-liberaler Block* ») mené par Hans Erich Fabian et Heinz Galinski qui l'emporte, en promettant de tenir compte de toutes les orientations religieuses et culturelles des Juifs de Berlin. Inlassablement,

---

[109] Ils seront modifiés quelques fois (notamment le 28 juin et le 16 décembre 1949) jusqu'à la version définitive du 26 janvier 1950.
[110] *Gesetz über die Verhältnisse der Juden.*
[111] *Opfer des Faschismus* (victimes du fascisme). Cette organisation rassemblait tous les représentants des groupe de « persécutés » pour quelque raison que ce fût.
[112] *Hauptamt für Sozialwesen.*
[113] Paroles d'Ottomar Geschke : „Sie haben alle geduldet und Schweres erlitten, aber sie haben nicht gekämpft !" *in :* Verein Aktives Museum (Ed.), *1945: Jetzt wohin? Exil und Rückkehr… nach Berlin?* Catalogue de l'exposition à l'ancienne gare d'Anhalt du 1er mai au 15 juillet 1995, Berlin, 1995, p. 104.
[114] *Opfer der Nürnberger Gesetzgebung* (Victimes des Lois de Nuremberg).
[115] U. Offenberg *in* J. H. Schoeps, *Leben im Land der Täter, op. cit.*, p. 143.
[116] Le groupe des « combattants » se trouve ainsi élargi : il comprend désormais aussi les persécutés pour raisons raciales à condition que ceux-ci aient été détenus ou qu'ils aient survécu dans l'illégalité. Les survivants des mariages mixtes en restaient exclus.
[117] *Vereinigung für die Verfolgten des Naziregimes* (Association des persécutés du régime nazi). Créée en janvier 1948 dans le secteur soviétique de Berlin, cette association réunissait 80% des « OdF ». Sa cérémonie d'investiture a eu lieu dans les locaux de la Communauté Juive de la Joachimsthalerstraße.

c'est le même parti qui remportera toujours les élections à Berlin-Ouest. Il faut noter que le premier comité de direction se compose de 1949 à 1952 de cinq Berlinois de l'Ouest et de deux Berlinois de l'Est.

En marge des étapes de cette renaissance, un dernier groupe de Juifs a vécu les premières années après 1945 à Berlin dans des conditions tout à fait différentes.

e) L'épisode des « DP's »

Le problème des « *displaced persons* »[118], appelées « DP's », est certes limité dans le temps, puisqu'il ne se pose que jusqu'à la mi-1948, date à laquelle les camps pour personnes déplacées de Berlin ont été évacués vers le reste de l'Allemagne en raison du blocus. Il est également limité spatialement puisqu'il se pose uniquement pour les secteurs d'occupation occidentaux, le statut de « DP » n'étant pas reconnu par les autorités soviétiques. Cependant, il mérite un éclaircissement, tant leur histoire est liée à celle de la Communauté Juive de Berlin. Comme le souligne Brenner, le destin des « DP's » juifs ne peut être séparé de celui des Juifs allemands, même si les premiers n'avaient pas, à l'origine, l'intention de s'établir durablement en Allemagne[119].

On a appelé « personnes déplacées » tous ceux qui, directement à cause ou à la suite de la Seconde Guerre mondiale, ont été chassés de leur pays ou se sont enfuis[120]. Ce terme ne s'applique pas qu'aux Juifs. Beaucoup de « DP's » se sont retrouvés en Allemagne à cause de sa situation géographique centrale : A. Königseder estime leur nombre sur le sol allemand en 1945 entre 6,5 et 7 millions[121]. M. Brenner parle même de 8 millions, dont 250 000 Juifs[122]. La plupart ont été évacués rapidement (6 millions entre mai et septembre 1945), mais les personnes restantes n'étaient pas rapatriables, soit parce qu'elles ne voulaient pas retourner dans leur pays, soit parce qu'elles ne pouvaient pas physiquement entreprendre un tel voyage. De 1945 à 1948 en tout cas, le nombre des « DP's » juifs était considérable, même s'il est difficile à évaluer en raison

---

[118] L'existence de ces camps pour personnes déplacées à Berlin n'a été connue par le grand public que très tardivement : ce n'est que lors d'une exposition sur l'histoire juive en 1995 dans la Nouvelle Synagogue que le problème a été exposé pour la première fois. (Selon A. Königseder, *Flucht nach Berlin, op. cit.*, p. 12)

[119] *In : Nach dem Holocaust, op. cit.*, p. 11.

[120] J. Giere donne la définition officielle du SHAEF, l'organisation militaire centrale des alliés, dans son memorandum n°39 du 18.11.1944 : « des personnes civiles qui, pour des raisons consécutives à la guerre, se trouvent hors de leur pays ; qui, certes, veulent rentrer chez elles ou trouver une autre patrie, mais qui ne sont pas en mesure de le faire sans aide extérieure. » *In* : Fritz Bauer Institut (Ed.), *Überlebt und unterwegs*, Francfort/M ., New York, 1997, p. 13.

[121] *In* : *Flucht nach Berlin, op. cit.*, p. 7.

[122] *Nach dem Holocaust, op. cit.*, p. 10.

du caractère extrêmement instable de cette population. Étant en transit, celle-ci se trouvait en effet constamment renouvelée, comme un flux ininterrompu. La situation était particulièrement délicate à Berlin, puisque géographiquement, le « tas de ruines près de Potsdam » constituait une sorte de plaque tournante[123] pour les populations déplacées de toute l'Europe de l'Est. Anetta Kahane évoque le destin particulièrement cruel de « ces Juifs-là qui ont été relâchés des camps de concentration dans le néant de l'après-guerre allemand »[124].

La première vague d'immigration massive de « DP's » juifs se situe à l'automne 1945 et s'intensifie jusqu'en septembre 1946. La plupart d'entre eux, en provenance de Pologne, ont fui le climat d'insécurité lié à la résurgence de l'antisémitisme, qui atteint son paroxysme lors du pogrome de Kielce en juillet 1946[125]. Beaucoup de Juifs polonais ont bénéficié de l'aide de l'organisation clandestine « *Brichah* »[126] (jusqu'à sa dissolution en novembre 1946) pour passer à Berlin avant de poursuivre leur émigration vers la Palestine. La proximité de la Pologne et les contrôles soviétiques encore assez « souples »[127] dans un premier temps expliquent l'importance qu'a pu prendre le mouvement des Juifs polonais vers Berlin. Ainsi, entre juillet et novembre 1945, l'organisation a réussi à faire passer 7000 Juifs à Berlin et 16 000 entre août et novembre 1946[128].

Ainsi « réfugiés » dans l'ancienne capitale du III^{e} Reich, ce qui constitue une ironie de l'histoire assez remarquable, ils étaient placés dans des camps, et d'abord dans ceux de la communauté juive, qui offraient une capacité d'accueil relativement restreinte[129]. Devant l'afflux des réfugiés, on leur a également ouvert les portes du camp de Wittenau, en secteur d'occupation française, laissé à la direction de la Communauté Juive à partir de décembre 1945. Dans le camp pour « DP's » du Teltower Damm (qui lui, n'était pas réservé aux Juifs), on est passé d'une population de 32 Juifs en septembre 1945 à 1163 en octobre 1945 et 1632 en novembre. Devant cette croissance effrénée, les autorités américaines ont construit le camp de Düppel à proximité du

---

[123] „Durchgangsstation" pour A. Königseder.

[124] „diejenigen Juden, die aus den Konzentrationslagern ins deutsche Nachkriegsnichts entlassen wurden", *in :* A. Kahane, *Ich sehe was, was Du nicht siehst*, Berlin, Rowohlt, 2004, p. 254.

[125] Celui-ci a causé la mort de 42 Juifs, accusés d'avoir assassiné un enfant, comme au temps des procès pour meurtres « rituels ».

[126] Son nom signifie « fuite » en hébreu ; l'organisation agissait à la solde de Ben Gourion.

[127] Cette souplesse reposait en grande partie sur la corruption : les camions de la « *Brichah* » passaient facilement les contrôles militaires en échange de cartons de cigarettes.

[128] A. Königseder, *Flucht nach Berlin, op. cit.*, p. 40.

[129] 180 places pour le foyer de la Rykestraße, 160 pour l'Iranische Straße, environ 300 dans l'Oranienburger Straße (qui en fait, comptait déjà 1000 personnes en décembre 1945).

Schlachtensee[130], ouvert en janvier 1946, pouvant accueillir environ 3500 personnes : après le pogrome de Kielce, il en comptait environ 5000[131]. Celui-ci fut complété en juillet de la même année par le camp de Mariendorf (Bialik-Center) dans le quartier de Tempelhof, d'une capacité de 3000 places, déjà saturé en août avec 4200 Juifs. Ces deux derniers camps comptent parmi les plus grands de tout le territoire allemand ; chacun d'entre eux était équipé de sa propre synagogue.

Les conditions de vie dans ces camps ont été décrites dans de nombreux rapports américains et fustigées dans le *Weg*, où elles sont souvent comparées à celles des camps de concentration. Ainsi, en février 1948, Hans-Erich Fabian appelle à l'indignation générale : « Et le monde se tait ! » écrit-il, traduisant le même sentiment d'abandon qu'en 1939[132]. En particulier en août-septembre 1946, le journal publie une série d'articles sur ces « frères de religion », forcés de vivre « dans des conditions démoralisantes »[133]. Fabian, Carl Busch et Ernst Günter Fontheim consacrent de longs comptes-rendus à cette misère, qu'ils situent dans la continuité directe de l'après-1933. Fabian insiste particulièrement sur le caractère insensé de cette existence faite d'attente : « c'est une vie entre hier et demain, une vie sans aujourd'hui », « une vie dépourvue de sens »[134]. L'article de Fontheim, intitulé ironiquement « Juifs libérés », évoque une visite au camp de Tempelhof (Mariendorf), qui commence par une « impression de surpopulation épouvantable »[135]. Il y décrit les détails les plus sordides du quotidien : les chambres de vingt mètres carrés où s'entassent six à huit personnes, les enfants obligés de porter des vêtements d'adultes et l'absence de chaussures… Ce sont surtout les conditions psychologiques qui paraissent insupportables dans cette « vie qui s'écoule dans l'oisiveté et qui ronge les nerfs »[136]. Pendant des mois, voire des années après mai 1945, ces personnes déjà affaiblies par les persécutions, les camps et la guerre ont connu les barbelés, les soldats en uniforme, des conditions misérables,

[130] Les alliés se renvoyant constamment la balle à ce sujet, ce sont finalement les Américains qui ont pris l'initiative.
[131] A. Königseder, *Flucht nach Berlin, op. cit.*, p. 58.
[132] *Der Weg*, 21.02.1948, p. 1 : „Und die Welt schweigt!"
[133] W. Meier *in : Weg*, 17.05.1946, p. 2 : „Unsere Glaubensbrüder in den Camps sind weiterhin gezwungen, unter demoralisierenden Umständen zu leben."
[134] *Weg*, 16.08.1946, p.1 : „Es ist ein Leben zwischen gestern und heute, ein Leben ohne heute. Es ist ein Leben ohne Sinn, denn diese Leute können nichts beginnen."
[135] „Eindruck einer fürchterlichen Überfüllung", *ibid*, p. 3.
[136] „nervenzermürbendes, tatenloses Dahinleben", *ibid.*, p. 4.

bref, elles étaient peut-être « libérées », mais loin d'être « libres » selon un rapport américain[137]. Une remarque du commissaire Earl G. Harrisson est d'ailleurs révélatrice :

> Il semble que nous traitions les Juifs comme l'avaient fait les nazis, à la simple différence que nous ne les éliminons pas[138].

Or, malgré ce bilan tragique et leur profond abattement, la vitalité dont témoignent les « DP's » est impressionnante et se mesure aux taux de nuptialité et de natalité incroyablement forts. Dans la deuxième moitié de 1946, le taux de natalité des « DP's » juifs était le plus élevé parmi toutes les communautés juives du monde[139]. Königseder note cette envie de vivre dès le début de son étude : « pourtant, malgré toute l'adversité dont ils étaient victimes, beaucoup de survivants juifs avaient la capacité de tourner leur regard vers l'avenir avec optimisme »[140]. Ils illustraient ainsi cet « éternel pourtant » cher à Leo Baeck[141]. Le slogan « *Wir sind da* » devient d'ailleurs un symbole de leur engagement pour la vie[142]. De fait, à partir de l'automne 1946, les camps ont quelque peu perdu leur caractère de stations de transit. La vie semblait s'y établir, même si les « habitants » qui les peuplaient n'avaient d'autre objectif que d'émigrer, le plus souvent vers la Palestine ou les États-Unis. Ainsi, les camps de « DP's » ont gagné en autonomie, instaurant leurs propres tribunaux, leur police, leurs partis politiques, leurs journaux[143], de sorte qu'ils étaient complètement coupés de la société allemande. À la tête des camps, on trouvait les « *Lagerkomitees* », qui représentaient les « DP's » sur la scène publique[144]. Sur le plan culturel, ils marquèrent une brève parenthèse au cours de laquelle fut ressuscité une dernière fois le monde perdu du « *shtetl* »[145]. M. Brenner parle ainsi d'une véritable « culture derrière les barbelés »[146] avec ses langues propres

---

[137] "Report on the situation of the Jews in Germany", octobre-novembre 1945, p. 33. Cité par M. Brenner, *Nach dem Holocaust, op. cit.*, p. 18.
[138] Rapport au président daté du 30.09.1945, cité par A. Königseder, *Flucht, op. cit.*, p. 68. Ce rapport a contribué à faire du problème des « DP's » un problème politique de première importance à Washington.
[139] M. Brenner, *Nach dem Holocaust, op. cit.*, p. 148
[140] *In* : *Flucht, op. cit.*, p. 7 : „Dennoch charakterisierte viele jüdische Überlebende die Fähigkeit, trotz aller Widrigkeiten mit Lebensmut den Blick auf die Zukunft zu richten".
[141] *Das ewige Dennoch.*
[142] Il provient à l'origine d'un chant de résistance des partisans juifs, composé par Hirsch Glik, né en 1920 à Vilnus et mort à l'âge de 23 ans en 1943. Cité par F. Loeser, *Sag nie, du gehst den letzten Weg. Ein deutsches Leben,* Cologne, Bund-Verlag, 1986, p. 6.
[143] Le journal *Undser Leben* (en yiddish, qui était la langue la plus répandue dans les camps), publié d'août 1946 à mars 1948, est le plus connu d'entre eux.
[144] Ces comités étaient fédérés en un « Comité central des Juifs libérés à Berlin » (*Zentralkomitee der befreiten Juden in Berlin*), dirigé par Chaim Schwarzberg.
[145] A. Königseder observe d'ailleurs de nombreux parallèles entre les camps de « DP's » et le « Scheunenviertel » des années 1920-1930. *In : op. cit.*, p. 25.
[146] „Kultur hinterm Stacheldraht", *Nach dem Holocaust, op. cit.*, p. 28.

(le yiddish surtout, mais aussi l'hébreu[147]), ses écoles (*yeshivoth*), ses publications, ses théâtres ou encore ses clubs de sport[148]. W. Jacobmeyer a montré qu'ils pouvaient être considérés comme des « lieux de prise de conscience » de la judéité[149].

En février 1947, le nombre des « DP's » juifs avait déjà considérablement baissé : la population juive de Berlin se composait alors de 6404 Juifs dans les camps et de 7823 Juifs « à la ville », soit une répartition de 45 et 55%[150]. Cette proportion est tout à fait typique de Berlin, car dans la majorité des villes allemandes, en particulier dans le Sud, le pourcentage des « DP's » était largement supérieur à celui des Juifs de la communauté. Par la suite, le poids relatif des « DP's » n'aura de cesse de baisser : en 1949, ils ne représentaient plus que 28,6%[151] et en 1952, 16%[152].

C'est le blocus de Berlin qui a précipité la fermeture des camps[153]. Dans les autres régions de l'Allemagne, l'année 1948 a également été marquée par le départ des « DP's » en raison de l'émigration vers l'État d'Israël créé le 14 mai ; mais les camps ont continué à fonctionner plus longtemps[154]. À Berlin, le ravitaillement ne pouvant plus être assuré normalement, les alliés ont préféré évacuer les réfugiés vers le sud de l'Allemagne, en zone américaine. Entre le 23 juillet et le 1er août 1948, tout le camp de Düppel a ainsi pu être évacué par l'intermédiaire des avions utilisés pour le pont aérien, qui repartaient chargés de ces personnes une nouvelle fois « déplacées ». Les réactions des « DP's » ont été d'abord très hostiles : A. Königseder note que dans le chaos des évacuations, un Juif a été tué par un policier[155]. Le camp de Wittenau n'a pu être évacué qu'en septembre, les « DP's » ayant organisé une grève de la faim pour protester contre leur évacuation. Le *Weg* remarque ironiquement que le départ des 5500 « DP's » juifs est vécu comme un soulagement par les Berlinois[156], tandis que l'*Allgemeine* relève

---

[147] Dans les camps berlinois, la langue d'instruction utilisée dans les écoles était uniquement l'hébreu.
[148] Voir A. Königseder, *Flucht, op. cit.*, p. 62 : „[Sie entwickelten] distanziert von der deutschen Umwelt, eine eigene Gesellschaft, die alle Lebensbereiche wie Politik, Verwaltung, Polizeiwesen, Gerichtsbarkeit, Kultur, Erziehung, Berufsausbildung und Presse umfasste, ohne jedoch das Ziel einer möglichst raschen Auswanderung aus Deutschland aufzugeben."
[149] *In :* M. Brumlik (Ed.), *Jüdisches Leben in Deutschland seit 1945, op. cit.*, pp. 31-48.
[150] A. Königseder, *Flucht, op. cit.*, p. 10. Source : Yiddish Scientific Institute New York.
[151] H. Maor annonce 29,7% selon M. Brenner, *Nach dem Holocaust, op.cit.*, p. 69.
[152] Chiffres d'A. Königseder, *Flucht, op. cit.*, p. 207.
[153] C'est du moins la version officielle. Toutefois, on trouve dans les archives un document daté du 22 avril 1947 dans lequel la « liquidation » des camps berlinois est prévue, au rythme de 500 à 600 personnes par mois. CJA, 5A1, Nr. 0009, #3.
[154] Le dernier camp, Föhrenwald, situé en Bavière, ne fermera qu'en 1957.
[155] *In* : *Überlebt und unterwegs, op. cit.*, p. 199.
[156] *Weg*, 6.08.1948, p. 1 („Berlin sieht sie gern gehen"). Il faut dire que les DP's juifs, de par leur apparence de « Juifs de l'Est », cristallisaient tous les ressentiments antisémites possibles, étant accusés notamment d'être responsables du marché noir. Le *Berliner Illustrierte* du 1.06.1947 interprétait ainsi les

l'attitude exemplaire des Juifs évacués de Tempelhof à Francfort, où ils seront répartis dans quinze camps de la zone occidentale : « les Juifs sont des voyageurs patients par excellence »[157] qui ne cèdent ni à la panique ni au désespoir, selon Karl Marx.

En réalité, relativement peu de « DP's » juifs sont restés à Berlin[158] ; cependant, proportionnellement au nombre de membres de la Communauté Juive et surtout du fait de leur vitalité, leur influence a été non négligeable lorsqu'ils se sont fondus dans la population juive berlinoise. Beaucoup de chercheurs s'accordent à dire que sans eux, la reconstruction de la vie juive en Allemagne ne se serait pas faite de manière aussi intense. Il faut relativiser cette affirmation dans le cas de Berlin. Selon R. Gay, seuls 150 Juifs du secteur américain auraient choisi de rester y vivre[159]. Cependant, un certain nombre, difficile à évaluer, de « DP's » partis en 1948 sont finalement revenus à Berlin. Officiellement, 200 sont rentrés pour « affaires », mais selon l'organisation « *Joint* », ce phénomène de retour concernerait dès novembre 1948 « plusieurs centaines » de Juifs[160], sans même parler de ceux qui sont rentrés plus tard. Or, cela témoigne d'une sincère motivation puisque de cette façon, ils n'avaient alors plus aucune chance de toucher les aides accordées aux autres Juifs. A. Nachama évalue à 500 le nombre de « DP's » juifs finalement restés à Berlin[161]. Ils illustrent, malgré eux, un paradoxe. Contre leur volonté, ils ont finalement participé à la reconstruction de la Communauté Juive berlinoise en lui apportant deux éléments essentiels : des traditions religieuses marquées par une plus grande orthodoxie et surtout leur jeunesse.

Ainsi, les survivants, tous des miraculés, provenaient d'horizons très divers : l'unification des forces juives en vue d'une reconstruction commune était donc loin d'aller de soi, malgré leur incroyable volonté de vivre.

II – Situation d'urgence et travail social

Fait jusqu'alors inédit pour la Communauté Juive de Berlin, son premier rôle, à peine reconstituée, allait être de tout mettre en œuvre pour aider les survivants… à

---

initiales « DP » comme « Deutschlands Parasiten » (les parasites de l'Allemagne), cité par A. Königseder, *Flucht, op. cit.*, p. 189.

[157] *Weg*, 11.08.1948, p. 5 („Juden sind geduldige Wanderer par excellence").

[158] Selon A. Königseder, la spécificité de Berlin par rapport au reste de l'Allemagne réside dans cette faible proportion du nombre de « DP's » par rapport aux membres de la Communauté Juive. *Flucht, op. cit.*, p. 10.

[159] R. Gay, *Safe among the Germans, op. cit.*, p. 201.

[160] A. Königseder, *Flucht, op. cit.*, p. 198.

[161] A. Nachama, *Erneuere unsere Tage, op. cit.*, p. 72.

survivre. En effet, leur faiblesse physique et leur grande détresse morale pouvait laisser craindre pour leur vie s'ils n'étaient pas pris en charge immédiatement, car il y avait encore de nombreux morts au quotidien. La priorité absolue était donc au « travail social » : dès décembre 1945, la communauté juive se fixe pour tâche « essentielle » de « veiller à une amélioration du niveau de vie des Juifs » à Berlin[162]. Il faut bien comprendre le rôle de premier plan joué par les organisations d'aide internationale, sans lesquelles la renaissance de la communauté n'aurait pas été possible. Or malgré ces aides, les Juifs berlinois resteront marqués durablement par un manque de moyens perturbant la vie de la communauté durant des années. De cette époque de misère reste profondément ancrée dans les esprits une culture de la solidarité, exaltée en toutes occasions. Enfin, on peut se demander face à cette situation d'urgence quelle était la place accordée au spirituel.

a) Le rôle des organisations d'aide[163]

Elles sont arrivées relativement tard vu l'urgence de la situation : en effet, bien après le 8 mai 1945, de nombreux Juifs ont encore trouvé la mort à cause de leur état physique et des conditions sanitaires déplorables[164]. La principale et la plus connue de ces organisations est certainement le « *Joint* »[165], qui commence son travail après l'arrivée de l'armée américaine à Berlin le 4 juillet et s'installe à Zehlendorf (en zone américaine, au Sud-Ouest de Berlin) à la fin de l'année 1945. Pour A. Nachama, elle est rapidement devenue « le principal soutien » proposé aux Juifs rescapés, qui leur a « redonné » la vie[166]. Cependant, le contenu des colis était bien moindre à Berlin que dans le reste des zones d'occupation occidentales[167]. À côté du ravitaillement en

---

[162] CJA, 5A1, Nr. 0001, #1.

[163] Il faudrait mentionner également les initiatives privées, comme celle du « Pavillon Suédois » (*Schwedischer Pavillon*), ce foyer d'accueil à Wannsee créé et tenu par un Juif allemand désireux de porter secours à ses coreligionnaires jusqu'à l'ouverture du camp de personnes déplacées de Düppel en janvier 1946. Otto Weidt, qui avait déjà sauvé des Juifs de la déportation, a contribué à la reconstruction du foyer de Niederschönhausen. Ses bonnes actions ont été oubliées par la RDA ; ce n'est qu'après 1990 que le personnage sera redécouvert par Inge Deutsschkron. Mais ces faits isolés ne peuvent être comparés à l'ampleur du travail accompli par les organisations que nous évoquons ici.

[164] Dans son autobiographie, Klaus Scheurenberg évoque notamment les nombreux décès liés au typhus, *Ich will leben, op. cit.*, p. 258.

[165] Abréviation pour *American Joint Distribution Committee*. Créé lors de la Première Guerre mondiale, ce comité est en quelque sorte le bras droit de la communauté juive américaine de par le monde, chargé de subvenir aux besoins des Juifs et de les défendre dès que leurs vies sont menacées.

[166] *Erneuere unsere Tage, op. cit.*, p. 70 (*Joint* „wurde zum wichtigsten Stützpunkt der Rückgewinnung des Lebens".)

[167] Voir A. Weigelt et H. Simon (Eds.), *Zwischen Bleiben und Gehen, op. cit.*, p. 81. Cela s'explique par le fait que la ville de Berlin avait refusé que la communauté juive soit admise dans le « *Care-Committee* ».

nourriture et en vêtements, distribué sous forme des célèbres colis[168], l'organisation a mis en place un système de recherche (*Suchkartei*) pour retrouver les familles des survivants. C'est ainsi que le père de Jurek Becker par exemple parvient à retrouver son fils dans le chaos de l'après-guerre. D'innombrables controverses sont nées autour du problème des paquets distribués par l'organisation : à la une du *Weg* du 29 novembre 1946, des « erreurs dans l'organisation » sont pointées du doigt : qui reçoit vraiment ces paquets ? Si les abus ont été réels, il faut cependant constater que ce « privilège » accordé aux Juifs, dans un contexte de manque généralisé, suscitait des jalousies, voire ravivait des réflexes antisémites, devenant ainsi un véritable problème politique. En dehors de ces fonctions, le « *Joint* » a préparé les Juifs de Berlin à l'émigration, en leur proposant des cours de langues, essentiellement d'hébreu et d'anglais. En juin 1946, il aurait déjà permis à 300 Juifs berlinois de rejoindre les États-Unis[169]. Pour ceux qui restaient, l'organisation a contribué à créer des conditions de vie décentes afin que la communauté puisse se réorganiser et fonctionner de manière quasi autonome ; c'était du moins le but vers lequel elle tendait en lui accordant des subventions généreuses. En 1950, l'*Allgemeine* résume très bien les résultats obtenus grâce au « *Joint* » : celui-ci mérite « considération et remerciements », même s'il y a toujours urgence à poursuivre le travail[170].

D'autres organisations doivent également être mentionnées : la « *Jewish Relief Unit* » (JRU), son équivalent britannique, a été présente à Berlin à partir de 1946, et jusqu'à la fin mars 1950[171]. Elle disposait d'un bureau situé dans les locaux mêmes de la communauté, au 13 de la Joachimsthaler Straße. L'UNRRA[172], organisation des Nations Unies créée le 9 novembre 1943, implantée à Berlin depuis fin juillet 1945, ne s'occupait, elle, que des « DP's », pas uniquement juifs, à l'époque essentiellement des Français libérés de Sachsenhausen et Ravensbrück en attente de leur rapatriement. Puis elle s'est occupée des Juifs polonais arrivant en masse, accueillant jusqu'à 250 personnes par jour en décembre 1945[173]. Mais les moyens dont elle disposait étaient très largement inférieurs à ceux du « *Joint* ». Son but était, à côté d'une assistance sanitaire

---

[168] Hans Rosenthal note à ce propos : « Ils n'apaisaient pas seulement la faim. Ils nous comblaient de bonheur. » *In : Zwei Leben in Deutschland, op. cit.*, p. 121 („Sie linderten nicht nur den Hunger. Sie beglückten uns.")
[169] *Weg*, 21.06.1946, p. 5.
[170] *Allgemeine*, 27.01.1950, p. 5 („Anerkennung und Dank – Aber : Notrufe zu weiterer Arbeit").
[171] *Allgemeine*, 17.03.1950, p. 13.
[172] *United Nations Relief and Rehabilitation Administration*. Secours et reconstruction étaient donc ses ambitions. C'est elle qui a notamment organisé le rapatriement des exilés de Shanghai.
[173] A. Nachama *in* : R. Rürup (Ed.), *Jüdische Geschichte in Berlin, op. cit.*, p. 274.

et sociale, de préparer les Juifs à l'émigration afin que celle-ci se passe dans les meilleures conditions. À cette fin, l'accent était mis sur la formation professionnelle. En 1947, l'UNRRA est remplacée par l'IRO[174].

L'Agence juive pour la Palestine[175] quitte Berlin en janvier 1950, après un travail de trois ans et demi. Elle était installée depuis 1946 à Zehlendorf et constituait une aide précieuse à l'émigration vers la Palestine, puis en Israël, son but étant d'éveiller la jeunesse juive à la cause du sionisme dans le monde entier. Bien qu'elle ait vu son action entravée par le blocus, elle a néanmoins continué à faire émigrer des Juifs par l'intermédiaire du pont aérien. Son bilan en 1950 s'élève à 1036 personnes, dont 521 issues des secteurs occidentaux, 238 du secteur oriental de Berlin et 122 du reste de la zone d'occupation soviétique, auxquels il faut encore ajouter 95 enfants de toutes origines[176]. Il faut également mentionner la HIAS[177] et « *Vaad Hatzala* », deux institutions chargées d'organiser l'émigration vers les États-Unis pour la première, vers la Palestine pour la seconde.

À côté de celles-ci, les écoles de l'« ORT »[178], institutions juives privées d'éducation et de formation, ont également joué un rôle important dans la réinsertion professionnelle de nombreux Juifs marqués par les persécutions. Implantées dès la fin 1947 dans les camps de personnes déplacées, elles se sont installées en ville au cours de l'année 1948. Une formation dans ces écoles, qui mettaient l'accent sur l'enseignement professionnel et technique, améliorait considérablement les chances de voir sa demande d'émigration aboutir. Le compte-rendu d'une visite à l'école du camp de Düppel révèle l'excellente formation des quelque 110 élèves, dont plus de la moitié étaient des femmes[179]. Ceux-ci voulaient pour la plupart apprendre un métier qu'ils pourraient exercer à l'étranger, souvent dans l'artisanat. À part les habitants des camps pour personnes déplacées, les membres de la communauté juive et les « OdN » pouvaient également y participer gratuitement. À partir de la dissolution des camps pour

---

[174] *International Refugee Organization.*
[175] D'abord *Jewish Agency for Palestine* sous le mandat britannique en Palestine (1922-1947), puis *Jewish Agency for Israel*, cette organisation avait pour tâche de faciliter l'immigration en Palestine et de trouver du travail aux candidats.
[176] *Weg*, 17.02.1950, p. 3.
[177] *Hebrew Sheltering and Immigrant Aid Society.*
[178] Association créée en Russie vers 1880, signifiant à l'origine « Société pour le travail du commerce et de l'agriculture » ; rebaptisée « *Organization for Rehabilitation through Training* », elle se ramifie pour devenir une organisation internationale, chargée d'améliorer les chances de réussite des Juifs dans le monde entier. En France, on parle de l'« Organisation Reconstruction Travail ».
[179] *Weg*, 11.06.1948, pp. 7-8.

personnes déplacées en 1948, toutes ces associations ont pu se consacrer de façon plus approfondie à la communauté juive.

Enfin, il faut ajouter à ces institutions les « *chaplains* », aumôniers militaires de différentes religions, arrivés avec l'armée américaine : pour la religion juive, il y eut d'abord Isidore Breslau jusqu'en novembre 1945, puis Joseph Shubow, qui fonde le « *Chaplain's Center* » en janvier 1946 à Lichterfelde, et auquel succéderont Herbert Friedman d'avril à juillet 1946, puis Mayer Abramowitz jusque fin 1947[180]. Ils y ont organisé des manifestations tous les vendredis soirs ainsi que des discussions les mercredis soirs. L'organisation des étudiants juifs y élut domicile jusqu'à la fermeture du centre en mai 1948[181]. Ces aumôniers ont toujours été en étroite relation avec la communauté juive, les « DP's »[182] et l'UNRRA, assurant ainsi un lien entre les différents lieux de vie juifs de Berlin, même si officiellement, ils ne devaient pas « fraterniser » avec l'ennemi. Les rabbins américains étaient des symboles forts pour les survivants : ils étaient des Juifs libres, cultivés, en pleine santé, et leur maîtrise du yiddish leur permettait souvent de se faire accepter par la population et d'avoir un rayonnement local certain. Abramowitz déplore le fait qu'à 25 ans, sans aucune expérience, il s'est trouvé promu « rabbin en chef » de Berlin, recevant la tâche « odieuse » de déterminer qui était juif et qui ne l'était pas[183].

Si ces aides extérieures ont été bénéfiques pour l'ensemble des Juifs, et même indispensable à leur survie, elles ont aussi causé du tort à certains d'entre eux, du moins en zone soviétique, où le travail du « *Joint* » en particulier était fortement décrié, avant d'être interdit totalement[184]. Les destinataires des colis, qui se rendaient dans les

---

[180] Né en Palestine, il a vécu sa jeunesse à New York et fut ordonné rabbin en août 1944. Présent en Allemagne dès novembre 1945, il a rédigé pour les « *United Jewish Communities* », à l'âge de 82 ans, plusieurs chroniques de cette époque, que l'on peut trouver sur le site : <www.ujc.org>. Voir notamment les articles « The View From 82: The Rescued Torah and Other reminiscences » (<www.ujc.org/page.html?ArticleID=35466&page=1&print=1>) et « The View From 82: Intermarriage in Berlin… The Fraulein Kind » (<www.ujc.org/page.html?ArticleID=32200&page=1&print=1>). Lui-même a épousé une "DP" d'origine polonaise du camp de Schlachtensee à Berlin en 1947, date à laquelle il est envoyé en Autriche.

[181] Dans le cadre de la passation de pouvoir progressive du domaine militaire au domaine civil

[182] Mayer Abramowitz est notamment l'instigateur de la « *Etz Chaim Yeshiva* », l'école talmudique du camp de Düppel, ainsi que du recrutement et de la formation d'enseignants dans les camps de « DP's ».

[183] Voir "The View From 82: The Rescued Torah and Other reminiscences", *op. cit.*

[184] Il y eut néanmoins une entorse à ce règlement, rapportée par Abramowitz dans "The View From 82 : Three Momentous Events" ("1. Jews Under Soviet Domination"), <www.ujc.org/page.aspx?id=39269>. Malgré la Guerre froide, le « *Joint* », soucieux d'aider aussi les Juifs en zone soviétique, a convoqué au printemps 1947 les dirigeants des communautés juives de la zone d'occupation soviétique. Etonnamment, la SMAD a autorisé sept ou huit personnes à se rendre à Berlin, où se tenait une réunion au *Chaplain's Center*. Pour « remercier » les autorités soviétiques, le « *Joint* » aurait livré des colis à l'Est en juin 1947. Pour Abramowitz, il s'agit d'un événement « historique », car même la Croix-Rouge ne passait pas le rideau de fer à cette époque.

secteurs occidentaux pour venir les chercher, étaient soupçonnés d'être des agents à la solde de « l'impérialisme américain ». De fait, l'existence et le travail de ces organisations dans les secteurs Ouest de la ville a entraîné indéniablement « une certaine 'orientation occidentale' des activités de la Communauté »[185].

b) Un manque chronique de moyens

Or, si elles ont paré au plus urgent, elles ne sont pas parvenues à endiguer immédiatement la grande misère qui frappait la communauté. En 1946, Fabian résume la situation comme suit : « nous vivons de l'aumône qu'on a la grâce de nous accorder *via* l'aide d'urgence ou d'autres moyens sociaux »[186]. Ainsi, en janvier 1947, le parlement de la ville décide d'accorder une aide d'urgence (*Soforthilfe*) à toutes les « victimes du fascisme »[187].

Sur ce point encore, la Communauté Juive de Berlin doit faire face à une situation totalement inédite : elle ne dispose d'aucune propriété, vu que tous ses biens sont sous la tutelle des alliés, et ne perçoit pas d'impôt de la part de ses membres[188], moyen de subsistance naturel d'une communauté religieuse. N'ayant aucun espoir d'une restitution de ses biens à court terme, la communauté juive a dû se reconstruire elle-même une existence. En mai 1945, les locaux de l'Oranienburger Straße offrent un spectacle bien désolant : on n'y trouve pas même une table. On achète une machine à écrire que l'on pose sur une caisse : ainsi est né le premier bureau de la naguère si prestigieuse Communauté Juive de Berlin après 1945[189]. De fait, six ans après la « chute de Berlin », elle se trouve encore « extrêmement pauvre et vieillie »[190]. Très peu de Juifs sont en mesure de retravailler, à part quelques médecins et avocats ; dans l'ensemble, ils manquent de vêtements et de médicaments.

Le froid constitue une autre de leurs préoccupations essentielles durant les deux premiers hivers : ainsi, Artur Brauner a un souvenir terrible de l'hiver 1946-1947, cet « épouvantable hiver de famine »[191]. Pour le journal de la communauté, cet hiver-là

---

[185] A. Nachama, *Erneuere unsere Tage*, *op. cit.*, p. 73 („eine gewisse ‚Westlastigkeit' der Gemeindeaktivitäten").
[186] *Weg*, 6.12.1946, p. 1 : „Wir leben von den Almosen, die man uns gnädigst aus der Soforthilfe oder aus sonstigen sozialen Mitteln zuteilt".
[187] Cette aide supplémentaire leur sera versée jusqu'en 1951.
[188] Ce qui sera le cas jusqu'en 1951.
[189] Voir M. Riesenburger, *Das Licht verlöschte nicht, op. cit.,* p. 96.
[190] *Weg*, 5.01.1951, p. 1 („bitterarm und überaltert").
[191] „grausiger Hungerwinter", *in* : A. Brauner, *Mich gibt es nur einmal, Rückblende eines Lebens,* Munich, Berlin (Ouest), Herbig, 1976, p. 52.

représente un « danger de mort » pour les Juifs de Berlin, une « catastrophe » qui « pèse sur la conscience du monde »[192]. De fait, c'est d'abord le manque de logements qui se fait cruellement ressentir : les récits en ce sens abondent dans les journaux juifs. Rudolf Robert, rentré à Berlin en 1945, n'obtiendra un logement décent qu'après de longues tractations en 1953, huit ans plus tard[193]. La « question du logement » ou même « le combat pour un logement »[194] est régulièrement prétexte à une dénonciation en règle des autorités, dont l'aide est jugée insuffisante. Ceux qui n'ont pas d'endroit où dormir sont accueillis par exemple dans le camp de transit près de l'Hôpital juif, avant qu'il ne soit rempli par les « DP's ». Si l'on considère cette question réglée avec succès en secteur soviétique dès octobre 1946[195], dans le secteur britannique, de grosses difficultés sont encore visibles à la même date. En outre, en 1952, la situation financière de la communauté dans le « secteur démocratique », c'est-à-dire à l'Est, est décrite comme particulièrement tendue[196].

Certes, quelques succès sont parfois relevés : ainsi Carl Busch dresse en février 1947 un bilan plutôt positif d'une « année de combat contre la misère »[197]. Des travaux notables ont été effectués dans des institutions telles le foyer de l'Iranische Straße ou le foyer pour personnes âgées de Niederschönhausen, et une aide de 81 500 reichsmarks du Magistrat a pu être distribuée à 1300 personnes[198]. Deux fois par semaine, la cantine de la communauté se charge du repas du midi pour quelque 310 enfants juifs sans ressources « dans différents quartiers de Berlin »[199]. Le cimetière de Weißensee offre un exemple particulièrement explicite de la rénovation en cours : alors qu'en mars 1947, le « cimetière abandonné » constituait « l'un des plus tristes spectacles qui se présentent à nos yeux »[200], il offre trois ans plus tard « une image idyllique », avec une jardinerie en pleine effervescence[201].

La situation sociale reste toutefois dramatique durant de longues années. Ainsi, en 1949, Karl Marx se penche sur « Berlin aujourd'hui ». Il relève que, sur quelque 7500

---

[192] *Weg*, 17.01.1947, p. 1 : „Wieder in Lebensgefahr". „Jeder Jude, der in der jetzigen Katastrophe untergeht, belastet das Gewissen der Welt."
[193] *Allgemeine*, 6.02.1987, p. 8.
[194] *Weg*, 8.11.1946, p. 4.
[195] *Weg*, 7.02.1947, p. 6 : „zufriedenstellend gelöst".
[196] *Weg*, 14.11.1952, p. 1.
[197] *Weg*, 7.02.1947, p. 2 : „Ein Jahr Kampf gegen die Not".
[198] *Ibid.*
[199] *Weg*, 29.11.1946, p. 3 : „Die Gemeinde sorgt für ihre Kinder".
[200] *Weg*, 6.03.1947, p. 8, Article „Der verödete Friedhof": „Einer der traurigsten Anblicke, der sich unseren Augen bietet, ist unser jüdischer Friedhof."
[201] *Weg*, 21.04.1950, p. 8, Article „Wo schon Kastanienzweige blühen..."

membres d'une moyenne d'âge située entre 55 et 60 ans, on compte 150 personnes âgées hébergées en foyer, 80 aveugles, 120 invalides et 260 personnes atteintes de tuberculose[202]. La proportion de Juifs aveugles, handicapés ou mutilés était particulièrement importante à Berlin : ce sont eux qui ont bénéficié en priorité de l'aide de l'ORT pour tenter de se réinsérer dans la société.

À tous ces facteurs liés à la situation d'urgence vient s'ajouter la réforme monétaire de 1948[203]. De fait, les Juifs, comme les autres Berlinois, en subissent de plein fouet les conséquences. Certes, on reconnaît à l'Ouest l'intérêt d'une nouvelle monnaie forte et saine, mais celle-ci pose de nouveaux problèmes. Les Juifs, déjà « exsangues », doivent maintenant faire preuve d'une abnégation, voire d'un « héroïsme », dont on ne les imaginait plus capables[204]. A. Brauner voit par exemple le budget de son film *Morituri* réduit à un dixième de la somme initialement prévue[205]. L'histoire de ses débuts est pourtant assez emblématique du renouveau de la vie juive dans le Berlin d'après-guerre : c'est dans les conditions les plus précaires que l'on puisse imaginer, sans électricité, que le futur producteur de cinéma, a l'idée de transformer une vieille fabrique de gaz toxique de Tempelhof en studio[206]. En 1949, en plein blocus, il installe ses studios à Spandau : la « CCC »[207] est née de cette volonté inébranlable de créer sans attendre que les conditions s'améliorent. On peut certes parler de « déraison pure », mais elle est indéniablement à l'origine d'un succès incomparable[208]. Au-delà de ce cas particulier, les Juifs de Berlin dans leur ensemble ressentent la réforme monétaire comme une épreuve supplémentaire qu'on leur inflige. Bientôt surnommée le « *Spaltermark* » (le « mark diviseur »), la nouvelle monnaie va accroître considérablement le fossé entre Berlinois de l'Ouest et Berlinois de l'Est. On peut dire que le blocus a créé un fort sentiment d'appartenance, celui des « insulaires », coupés du monde, et ce y compris parmi les Juifs.

---

[202] *Allgemeine*, 17.06.1949, p. 5.
[203] Le 20 juin, le Deutsche Mark est introduit dans la « trizone » et le 24 juin à Berlin-Ouest. Les effets positifs de la réforme sont d'avoir endigué le marché noir et rempli les vitrines des magasins pratiquement du jour au lendemain, mais en contrepartie, il a fallu déplorer de nombreuses faillites et une augmentation du chômage.
[204] *Weg*, 20.08.1948, pp. 1-2, article de Fritz Eschen intitulé : „Die Berliner Juden im Währungs-Chaos" (« Les Juifs berlinois dans le chaos monétaire »).
[205] *Mich gibt es nur einmal, op. cit.*, p. 71.
[206] *Ibid.*, p. 189.
[207] *Central Cinema Company.*
[208] „blanke Unvernunft", *ibid.*, p. 189.

En 1949, le budget de la Communauté est équilibré pour la première fois[209]. Cependant, 55% des membres sont encore dépendants de l'aide sociale de celle-ci[210]. Plus tard, en 1956, la Communauté Juive de Berlin-Ouest soutenait encore financièrement 800 personnes, soit environ un sixième de ses membres, pour la plupart très âgés et malades[211]. Ce n'est qu'en 1950 que la Communauté Juive de Berlin décide d'introduire des cotisations. Jusqu'alors leur paiement était laissé à discrétion des membres. Mais devant leur manque de générosité, elle introduit un véritable impôt par l'intermédiaire du « règlement sur les cotisations »[212] qui entre en vigueur le 1er janvier 1951. Dès lors, chacun se voit exempté ou imposé à hauteur de ses revenus. Mais il faudra encore de longs mois avant que cette habitude n'entre dans les mœurs[213].

Cependant, un observateur extérieur comme Karl Marx, qui admire « l'administration modèle » de la Communauté Juive de Berlin, ne peut que souligner les performances de celle-ci vu le peu de moyens dont elle dispose et appeler les lecteurs de son journal à lui faire part de leurs dons : « nous devons l'aider »[214]. Elle était donc totalement dépendante des subventions de la municipalité ou de l'État et des dons privés, qu'il fallait encourager par tous les moyens.

c) L'exaltation de la solidarité

Dans un article au ton assez moralisateur, Leo Baeck évoque les devoirs de l'individu envers la communauté au sens large (*Gemeinschaft*)[215] : ce n'est pas un hasard si les rédacteurs du *Weg* ont choisi cette grande figure du judaïsme berlinois pour rappeler que l'individu devait se soumettre à la volonté de la communauté. L'autorité du rabbin déporté à Theresienstadt était en effet incontestable parmi les Juifs de Berlin, même depuis son exil londonien. Dès mars 1946, Fabian appelle les membres qui le peuvent à réaliser des dons[216], qui ne doivent pas être interprétés comme une

[209] *Weg*, 18.02.1949, p. 1.
[210] *Allgemeine*, 17.06.1949, p. 5.
[211] H.-G. Sellenthin, *Geschichte der Juden in Berlin*, *op. cit.*, p. 109.
[212] *Beitragsordnung*.
[213] Ainsi, en mars 1951, ils étaient encore très nombreux à ne pas avoir renvoyé leur déclaration et en novembre de la même année, sur 4900 formulaires envoyés aux membres, 800 n'avaient pas encore été retournés, tandis que 700 personnes étaient déclarées exemptées de cotisation. Dans le même temps, Galinski soulignait qu'au moins 4000 des 7000 membres étaient dans une situation financière délicate. *Allgemeine*, 9.11.1951, p.7.
[214] *Ibid.*
[215] Article « Individuum und Gemeinschaft » publié en deux parties dans les deux premières éditions du *Weg*, 1.03.1946, pp. 1-2 et 8.03.1946, p. 4.
[216] *Weg*, 8.03.1946, p. 3.

« aumône », mais comme une « aide »[217] entre gens égaux pour faire face aux difficultés de la vie quotidienne. Ces appels répétés et très insistants[218] finissent par créer le sentiment que, pour vraiment appartenir à la communauté, il faut avant tout donner de l'argent[219] ; de fait, le don est bien vite qualifié de « devoir »[220]. Mais la communauté ne cherche pas à recueillir des fonds uniquement parmi ses membres actuels ; elle compte aussi sur les anciens Juifs de Berlin qui vivent désormais à l'étranger et auraient envie de se montrer généreux. Ainsi, elle appelle tous les émigrés à donner « jusqu'à 300 DM »[221].

À partir de 1949, les bals de bienfaisance apparaissent, ainsi que la vente de timbres, deux activités qui vont devenir un rituel au sein de la Communauté Juive. Le Groupe des femmes (*Frauengruppe*) fondé par Jeanette Wolff en 1947[222] se fixe pour but premier de combattre la misère en organisant par exemple des visites de personnes seules à domicile. La première année, elles organisent une action spectaculaire qu'elles baptisent « *Rettet die Alten!* » (« Sauvez les vieux ! »)[223], campagne plus que nécessaire au vu du grand nombre de personnes âgées juives en grande difficulté. Cet encadrement personnalisé permet en particulier de briser la solitude. Le groupe des femmes tombera dans l'oubli quelques années plus tard, mais il renaîtra en 1951 pour continuer à pratiquer la « *tsedakah* », la charité juive, qui est une des vertus essentielles du judaïsme[224].

Les apports financiers proviennent également des subventions de l'État, de la municipalité[225] et de l'Association des persécutés du régime nazi (VVN) à l'Est[226] : ainsi en 1950, celle-ci met l'équivalent d'environ 3000 DM à la disposition de la Communauté pour ériger un monument aux victimes du fascisme au cimetière de

---

[217] *Weg*, 3.05.1946, p. 1.
[218] Particulièrement après la crise qui suit la réforme monétaire à Berlin, ainsi dans le *Weg*, 20.08.1948, pp. 1-2. Les Juifs berlinois se trouvent dans le « chaos monétaire » et ne peuvent plus supporter la situation, d'où l'appel pressant « Continuez à donner ! », *Ibid.*, p. 10.
[219] *Ibid.*, p. 10: il est question de « faire la preuve de son appartenance à la communauté » („Zugehörigkeit zur jüdischen Gemeinde unter Beweis stellen").
[220] „Pflicht" *in* : *Weg*, 26.11.1948, p. 10.
[221] *Weg*, 12.01.1951, p. 9.
[222] La première réunion, à l'appel de J. Wolff, se déroule en mars 1947. Après quelques mois d'activité, l'association s'épuisera en raison de l'émigration de nombreuses participantes ; ce n'est qu'en 1951 qu'elle renaîtra, avec cette fois des objectifs plus étendus : toujours le travail social, mais aussi la culture et la sociabilité juives. *Weg*, 16.02.1951, p. 2.
[223] CJA, 5A1, Nr. 411 et 412.
[224] Le mot lui-même dérive de la racine qui signifie « justice ». Traditionnellement, il est recommandé aux Juifs de donner autant que possible tant que leur niveau de vie ne se trouve pas diminué.
[225] Fin novembre 1945, la ville de Berlin avait déjà prodigué deux subventions de 100 000 et 70 000 reichsmarks à la Communauté Juive, alors qu'elle estimait ses besoins à 250 000 (CJA, 5A1, Nr. 0050).
[226] *Vereinigung der Verfolgten des Naziregimes*

Weißensee[227]. Dans ce cas, l'ambition politique est claire : le célèbre « Groupe Baum » était certes constitué de Juifs, mais qui étaient avant tout des résistants, et il fallait mettre en valeur leurs actions antifascistes. Par ailleurs, étaler la misère de la population juive au grand jour est un procédé devant lequel le *Weg* ne recule pas. En juin 1947, le journal publie un article très polémique à l'égard des autorités, intitulé « Misère juive à Berlin »[228]. Les destins de huit Juifs ont été soigneusement sélectionnés pour personnifier les douleurs du quotidien, avec des photos à l'appui, plus effrayantes les unes que les autres. On y trouve par exemple le récit de la vie d'une femme élevant seule ses six enfants dans un appartement lugubre d'une pièce et demie. La « faute » est explicitement rejetée sur la municipalité, accusée de mener des débats stériles sur les réparations alors que les nazis, toujours en possession de leurs biens, coulent des jours heureux. Or, cet article connaît un grand retentissement et entraîne immédiatement une vague de dons : deux semaines plus tard, le *Weg* se félicite du succès de son appel, qui lui a déjà valu deux dons privés à hauteur de 1000 et 5000 DM[229].

Dans ce processus, la culpabilisation joue souvent un grand rôle. C'est exactement la même stratégie qui sera mise en œuvre à partir de 1948 pour récolter des dons à l'intention d'Israël et qui perdurera par la suite dans la communauté de Berlin-Ouest. Dès la fin de la première guerre israélo-arabe, on évoque les difficultés matérielles auxquelles est confronté le jeune État hébreu. Début 1949, il est question d'une « action mondiale » pour récolter des fonds[230]. Suivent les célèbres « boîtes bleues » du KKL[231], existant depuis 1902, consacrées à la reconquête du sol palestinien et qui apparaissent dans le Berlin d'après-guerre vers la fin de l'année 1949[232].

À partir de la mise en place du système des cotisations en 1951, chaque membre qui en a les moyens doit s'acquitter de son adhésion auprès de la Communauté. Les Juifs sont désormais régulièrement exhortés à payer leur dû[233]. Quant aux

---

[227] *Weg*, 13.01.1950, p. 10.
[228] „Jüdisches Elend in Berlin", *in : Weg*, 6.06.1947, pp. 2-3.
[229] *Weg*, 20.06.947, p. 13 (le premier de la « Loge des artistes internationale », le second d'une riche Américaine).
[230] *Weg*, 11.02.1949, p. 1. Un dossier de quatre pages y est d'ailleurs consacré à Israël (son économie, son agriculture…) pour montrer au lecteur que ses dons sont indispensables à la construction du pays.
[231] *Keren Kayemet Leyisrael*, littéralement « fonds pour l'existence d'Israël ». Née en 1901 lors du V^{e} Congrès sioniste de Bâle, l'organisation avait alors pour but le rachat et le développement des terres d'Israël. Depuis la création de l'Etat hébreu, ses tâches se sont diversifiées : défrichement, reboisement, aménagement des terres, mais aussi promotion de l'éducation sioniste. Elle a repris ses fonctions à Berlin le 15 novembre 1948, sous la direction de Julius Meyer et Heinz Galinski.
[232] *Weg*, 26.08.1949, p. 6.
[233] *Weg*, 26.05.1950, p. 10 : „Zahlt Eure Beiträge, denn nur dadurch könnt Ihr am sozialen Hilfswerk unserer Gemeinde mithelfen." (« Payez vos cotisations, car c'est la seule manière dont vous pourrez participer à l'œuvre sociale de notre communauté. »)

contrevenants, ils subissent une véritable dénonciation, comme ce Monsieur Jacob Gutfeld qui renie son appartenance à la communauté juive dès lors qu'il reçoit le formulaire d'estimation de ses biens et revenus.[234] Sa lettre est publiée dans le *Weg* comme un modèle de mauvaise foi et suivie du décompte des « paquets » reçus par sa femme et lui au cours des dernières années. Cette condamnation morale a dû faire réfléchir d'autres personnes tentées d'agir ainsi. Il est vrai que nombre de Juifs peu impliqués dans la vie communautaire ont profité de leur statut pour obtenir des avantages, en nourriture notamment. Cette attitude a donné du grain à moudre au préjugé antisémite très courant après la guerre contre les Juifs comme « *Speck-Pakete-Empfänger* »[235]. Ainsi, la communauté affiche son refus de jouer le rôle d'une simple « agence de ravitaillement »[236].

Mais cette solidarité a également eu des aspects positifs : pour Estrongo Nachama, le manque de moyens a été un facteur de rapprochement entre les Juifs dans les années d'après guerre. Plus tard, explique-t-il, lorsque les gens ont commencé à avoir de l'argent, c'était « chacun pour soi »[237]. La pauvreté aurait ainsi resserré les liens entre les Juifs durant ces premières années de misère.

d) La place du spirituel et du culturel

Malgré cet ancrage dans l'actualité sociale, la communauté n'oublie pas qu'elle a par définition une fonction spirituelle à remplir, qui se double souvent d'un volet culturel. Symboliquement, si le numéro 1 du *Weg* s'intéresse aux problèmes actuels des Juifs, à l'urgence de leur situation, le numéro 2 s'ouvre quant à lui sur un article intitulé « Vie culturelle »[238]. Par ailleurs, le comité de direction note dans son bilan de l'année 1945-1946 : « parmi les membres de la Communauté Juive de Berlin règne un grand besoin d'activités culturelles »[239]. Mais il doit malheureusement déplorer le manque de personnes compétentes pour les organiser.

Ce phénomène assez paradoxal, cette soif de culture alors que l'on devrait songer en premier lieu au matériel, peut s'observer dans la population allemande dans son

---

[234] *Weg*, 16.02.1951, p. 2.
[235] Littéralement, ceux qui reçoivent des colis pleins de lard.
[236] *Weg*, 21.06.1946, p. 1 („Versorgungsanstalt").
[237] Voir interview avec M. Brenner, *in* : *Nach dem Holocaust, op. cit.*, p. 154 : „Die Gemeinde in Berlin war noch stark damals. […] Das Gemeindeleben war aktiver als später. Als alle schon Geld hatten, blieb jeder für sich, damals gab es eine richtige Gemeinschaft."
[238] F. Corsing : „Kulturelles Leben" *in : Weg*, 8.03.1946, p. 1
[239] CJA, 5A1, Nr. 0003, #2, p. 1 : „Unter den Mitgliedern der Jüdischen Gemeinde zu Berlin besteht ein großes Bedürfnis nach kulturellen Veranstaltungen."

ensemble. A. Brauner se réjouit par exemple, bien qu'il souffre encore de la faim, de pouvoir de nouveau aller au cinéma[240]. Berlin reprend en effet très vite ses habitudes de métropole culturelle. La population veut se divertir à nouveau, voire rire, même si cela est moralement répréhensible. Dans le domaine de la radio, Hans Rosenthal le note lui aussi : « l'Allemagne était affamée de pièces radiophoniques »[241]. Ainsi, moins d'un an après la catastrophe, quelques Juifs se demandent déjà comment la vie culturelle juive pourrait renaître dans le Berlin des ruines. Le programme proposé par la communauté est certes encore très modeste – création d'un « club juif » et réinstauration des loges – mais il témoigne d'un besoin de se réunir pour discuter de culture. Le numéro suivant innove en proposant un article sur « Esther dans la poésie »[242], mais les contributions d'un tel niveau restent rares dans la période 1946-1953. Il se trouve vraisemblablement peu de gens comme Leo Rhein capables d'aborder des thèmes aussi pointus. Pour les autres communautés juives d'Allemagne, Berlin joue cependant un rôle pionnier dans le domaine de l'esprit. Souvent, l'*Allgemeine* érige la communauté de Fabian en exemple : elle apparaît comme « un nouveau centre de la vie juive »[243], attractif, et qui devait être imité par le reste des communautés juives de RFA. En février 1950, date de sa première parution à Berlin, le journal y consacre un dossier photo intitulé « Berlin revit »[244]. Dès la fin de l'année 1945, Nelhans était persuadé que c'était la Communauté de Berlin qui allait initier le renouvellement de la vie juive dans toute l'Allemagne, d'où la nécessité d'y envoyer prioritairement un rabbin[245].

Mais cet élan positif ne doit cependant pas cacher le fait que les premiers pas ont été pour le moins timides dans le domaine culturel. Fin 1946, on relève « un début »[246] plutôt encourageant : vu le manque de manifestations spécifiquement juives à Berlin, la communauté juive du secteur britannique a décidé d'organiser un concert dans la synagogue de la Pestalozzistraße. La salle s'étant révélée trop petite pour accueillir tous les visiteurs, le journal invite à renouveler de telles initiatives dans d'autres lieux. À partir de 1949, le « travail culturel juif » devient une tâche à part entière du comité de

[240] *In* : *Mich gibt es nur einmal, op. cit.*, p. 52.
[241] *In* : *Zwei Leben in Deutschland, op. cit.*, p. 107 („Deutschland hungerte nach Hörspielen").
[242] *Weg*, 15.03.1946, p. 3.
[243] *Allgemeine*, 19.11.1948, p. 8 : „ein neuer Mittelpunkt jüdischen Lebens".
[244] *Allgemeine*, 10.02.1950, p. 19 : „Berlin lebt wieder auf".
[245] CJA, 5A1, Nr. 0050, protocole de la réunion des représentants du 25 novembre 1945. („Berlin ist die erste Stelle, wo ein Rabbiner ernannt werden muss, denn von hier aus wird die Wiederbelebung der jüdischen Bewegung vor sich gehen.")
[246] *Weg*, 29.11.1946, p. 6, article „Ein Anfang" : „In Berlin besteht ein Mangel an spezifisch jüdischen Veranstaltungen".

direction[247]. Son but est d'attirer le public au-delà des membres de la communauté juive. Il prévoit un cycle de conférences sur les artistes et écrivains juifs qui ont marqué Berlin. Mais bien vite, cette dynamique s'épuise et le journal lancer des appels pour trouver des contributeurs compétents[248].

Sur le plan plus strictement religieux, les manques sont également criants : la « misère religieuse » dans laquelle se trouve la communauté juive de Berlin ne saurait être « plus désastreuse »[249] et nécessite l'intervention d'aides extérieures. Ces aides en moyens religieux sont jugées tout aussi importantes que les aides matérielles. Les cours de religion ont certes été rétablis très vite, mais les distances particulièrement longues à Berlin entre les différents endroits de la ville empêchent les enfants de s'y rendre. De plus, les livres de religion font cruellement défaut. Autre détail sordide : à Weißensee, on manque de draps pour réaliser des linceuls pour les morts[250]. Des prédicateurs sont formés à la hâte pour les fêtes de *Rosh Hashanah*[251], mais c'est surtout le manque de rabbins qui est crucial, en particulier pour les conversions. Comment traiter en effet les nombreux Juifs qui avaient quitté la communauté dans l'espoir d'échapper aux persécutions nazies ? Une commission spéciale est créée pour les admissions[252]. En juin 1946, 2500 demandes d'admission avaient déjà été déposées[253]. Si toutes les demandes avaient abouti, la communauté aurait pu voir ses effectifs doubler[254] ; en effet, à son arrivée en 1950, N.P. Levinson se trouve face à 6000 demandes de conversion pour un peu plus de 6000 membres[255]. Les raisons de cet engouement sont de natures diverses : certains manifestaient une réelle conviction pour le judaïsme, d'autres avaient en quelque sorte été « convertis » au judaïsme par le national-socialisme, d'autres voulaient imiter leur partenaire, enfin quelques-uns étaient plutôt intéressés par les colis du « *Joint* »[256]. Il faut aussi tenir compte des personnes désorientées, à la recherche d'une religion quelconque, mais également des anciens nazis qui cherchaient à brouiller

---

[247] *Weg*, 14.01.1949, p. 9.
[248] Voir par exemple Weg, 21.09.1951, p. 2.
[249] *Weg*, 5.07.1946, p. 1 („religiöse Not", „unheilvoller").
[250] *Weg*, 22.11.1946, p. 8.
[251] Voir par exemple *Weg*, 11.06.1948, p. 8 : „Vorbeter-Kursus für Herren zur Vorbereitung für die Hohen Feiertage".
[252] *Aufnahmekommission.*
[253] *Weg*, 28.06.1946, p. 1.
[254] Selon M. Brenner, *Nach dem Holocaust, op. cit.*, p. 106.
[255] N. P. Levinson, *Ein Ort ist, mit wem du bist. Lebensstationen eines Rabbiners*, Berlin, Hentrich, 1996, p. 126.
[256] Hermann Simon tient à ce sujet des propos très durs : « être juif, ce n'était que des slogans pour obtenir je ne sais quels bonbons »… *In* : G. Guttmann, *Jüdische Lehrer in Deutschland*, Berlin, Technische Universität, 1993, p. 25 („Jude sein, das waren nur Schlagworte, um irgendwelche Bonbons zu bekommen").

les pistes. Seuls les candidats sérieux à la conversion étaient préparés au sein de la communauté par James Elsner. N'ayant pas les moyens de s'offrir les services d'un rabbin dans un premier temps, la communauté de Berlin se fera aider par la « *World Union for progressive Judaism* » pour se faire envoyer des rabbins libéraux : c'est ainsi que Steven Schwarzschild, puis Nathan Peter Levinson sont dépêchés à Berlin.

Schwarzschild justement, rabbin de la communauté de 1948 à 1950, estime pour sa part que la reconstruction spirituelle a été délaissée au profit du matériel : « si pour 5000 paquets, on pouvait nous donner un professeur, dix livres et un leader spirituel ! » s'exclame-t-il[257]. Il ne cache d'ailleurs pas son mécontentement à propos de la conduite morale des Juifs berlinois : il dénonce un « certain état d'esprit » qui les conduirait à accabler les autres pour leurs propres malheurs. Or, « nous sommes loin d'être des modèles ! […] Notre vie communautaire est déchirée par des luttes personnelles et autres mesquineries. Nos maisons de prière sont souvent vides. Notre sens du sacrifice laisse souvent à désirer »[258]. C'est la principale raison, ajoutée à l'intolérable antisémitisme de certaines administrations[259], qui le poussera à quitter définitivement Berlin et l'Allemagne fin mai 1950. Les rabbins venus à Berlin dans les premières années après 1945 ont tous été frappés par ce même désespoir face à la nature humaine, malgré leur optimisme de départ : Munk et Levinson ont eux aussi souffert de la situation morale de la communauté. Ce dernier a d'ailleurs eu de grandes difficultés à s'imposer à Berlin dès son arrivée, sans doute à cause de son jeune âge (29 ans) et de son style peu conventionnel pour un Juif allemand : ne portant pas la barbe et arborant le tweed… Certains lui trouvaient un air de joueur de football[260]. Par ailleurs, tout comme Schwarzschild, il fait l'expérience de l'incroyable continuité de l'antisémitisme : invité à la cérémonie de création de la société judéo-chrétienne, il est choqué par les propos d'un protestant qui affirme que les liens de fraternité ne sont possibles qu'entre gens de la même confession[261]. Il avoue avoir considéré cette période passée à Berlin comme un devoir, un service rendu à la fois à Leo Baeck et aux Juifs

---

[257] *Weg*, 8.07.1949, p. 1 : „Wenn uns für alle 5000 Pakete ein Lehrer, zehn Bücher und ein geistiger Führer beschieden wären!"

[258] *Weg*, 23.09.1949, p. 1 : „Wir sind wahrhaftig keine Heiligenbilder! [...] Unser Gemeindeleben ist zerrissen von persönlichen und anderen kleinlichen Streitigkeiten. Unsere Gotteshäuser stehen oft leer. Unsere Opferbereitschaft lässt oft zu wünschen übrig."

[259] Voir l'*Allgemeine* du 17.03.1950, p. 5. Face à l'attitude d'un certain Dr. Batzel, responsable du comité pour les réparations, qui aurait traité les victimes du fascisme de profiteurs appâtés uniquement par l'argent, le rabbin écoeuré affirme que le peuple allemand ne changera jamais et que tous ses espoirs sont déçus.

[260] *Ein Ort, op. cit.*, p. 114.

[261] Interview *in* : M. Brenner, *Nach dem Holocaust, op. cit.*, p. 159.

berlinois, mais reconnaît qu'il ne s'est jamais senti très heureux dans son ancienne patrie. En 1953, il rentre aux États-Unis, pour ne revenir s'installer durablement en Allemagne qu'en 1958, loin de Berlin[262].

Dès cette époque, le déséquilibre entre les secteurs Ouest et Est était important du point de vue spirituel et culturel. Levinson, pendant un temps seul rabbin de Berlin, avoue ne s'être rendu que quelques rares fois à l'Est[263]. Le « groupe des étudiants » constitué autour de la Joachimsthaler Straße attirait des jeunes des secteurs Est, dont Peter Kirchner, mais la réciproque n'était pas vraie. Ainsi, que ce soit sur le plan matériel ou sur le plan spirituel ou culturel, les Juifs de Berlin-Ouest apparaissaient dès les années 1945-1953 comme infiniment mieux dotés que ceux de Berlin-Est.

III – Entre liquidation et (re)construction

La Communauté Juive de Berlin, comme toutes les communautés juives d'Allemagne après 1945, a été traversée dès ses débuts par un long et intense débat sur la question : partir ou rester ? La grande figure du judaïsme berlinois, Leo Baeck, appelait lui-même de ses vœux la fin de l'histoire des Juifs sur le sol allemand[264], avant de revenir sur ses propos quelques années plus tard[265]. Dès la première édition du *Weg*, le dilemme est posé dans un article intitulé « la situation problématique des Juifs en Allemagne » :

> Pour 20 000 survivants se pose désormais la question de savoir s'il est possible de rester dans ce pays ou si l'émigration est impérative.[266]

Ce débat impliquait bien sûr des questions essentielles : fallait-il reconstruire les synagogues, faire venir des rabbins, ou au contraire préparer les gens à émigrer ? Ces deux options nécessitaient la mise en œuvre de moyens considérables.

---

[262] À partir de 1958 et après un quasi tour du monde, Levinson s'établit à Mannheim.
[263] Voir son interview *in* : M. Brenner, *Nach dem Holocaust, op. cit.*, p. 156.
[264] „Die Epoche der Juden in Deutschland ist ein für allemal vorbei" (« L'époque des Juifs en Allemagne est révolue une fois pour toutes », dit-il en décembre 1945.) Citation : J. H. Schoeps, „*Mein Weg als deutscher Jude*". *Autobiographische Notizen*, Zurich, Pendo Verlag, 2003.
[265] Par exemple, dans une interview sur la RIAS (la chaîne de radio américaine) publiée dans le *Weg* du 31.08.1951, p. 1, il évoque « l'avenir des Juifs en Allemagne » et exprime sa conviction selon laquelle « il y aura durablement des Juifs en Allemagne », l'essentiel n'étant pas leur nombre, mais leurs qualités humaines.
[266] *Weg*, 1.03.1946, p. 2 : „Vor 20 000 Überlebenden erhebt sich nun die Frage, ob es möglich ist, in diesem Lande zu bleiben, oder ob die Auswanderung zwingend ist."

a) La tentation de la « liquidation »

L'établissement durable en Allemagne, au « pays des meurtriers », était pour beaucoup impensable : il ne pouvait s'agir que d'une solution provisoire, à laquelle il fallait mettre un terme aussi vite que possible[267]. Ainsi, Erich Nelhans souligne que la Communauté Juive de Berlin n'est qu'une « petite patrie » pour les Juifs en attendant que la « grande patrie », la Palestine, cette « terre promise », leur ouvre ses portes[268]. Le principal motif évoqué pour justifier le départ est que la terre allemande est « imprégnée » du sang des Juifs et de souvenirs atrocement douloureux[269]. Le poème de Richard May, lui-même convaincu du bien-fondé de l'émigration[270], « Nous cherchons une nouvelle patrie »[271], est très révélateur de l'état d'esprit de nombreux Juifs à Berlin : ils veulent fuir le souvenir du « sang encore fumant des frères et sœurs ». Partir, mais où et comment ? Une chose est sûre : pour eux, « jamais la malédiction ne s'éteindra ».

Patrie, où te trouverons-nous ? N'y a-t-il donc
Nulle part sur la terre
Une place pour les déracinés, nulle part
Un toit ? [272]

Pour Fabian, c'est le lien définitivement coupé avec l'Allemagne qui justifie la « liquidation » des communautés juives : durant les années du national-socialisme, le pays et ses habitants sont devenus « étrangers » aux Juifs, écrit-il. « Nous n'avons plus aucun contact » avec ceux qui, en 1945, ne « compre[nnent] pas que nous soyons encore en vie »[273]. Convaincu que l'Allemagne n'a pas changé, il considère que ce pays n'a rien d'un lieu sûr pour les Juifs : il serait « malsain » d'y rester[274]. En effet, si selon

---

[267] Voir N. P. Levinson, *Ein Ort, op. cit.*, p. 106 : „Die meisten Menschen haben ihre eigenen Gründe, weshalb sie wann, wo und für wie lange leben wollen. Juden, die wieder in Deutschland wohnten, taten das mit schlechtem Gewissen. Sie redeten sich und ihren Kindern ein, dass ihr Aufenthalt hier nur von kurzer Dauer sein würde, und wenn sie nach Israel kamen, sagten sie, sie lebten in der Schweiz." (« La plupart des gens avaient leurs raisons de vouloir vivre à tel endroit, à tel moment et jusqu'à telle date. Les Juifs qui s'étaient établis à nouveau en Allemagne avaient mauvaise conscience. Ils se persuadaient et persuadaient leurs enfants que leur séjour ne serait que de courte durée, et lorsqu'ils arrivaient en Israël, ils disaient qu'ils venaient de Suisse. »)

[268] *Weg*, 1.03.1946, p. 3 : „eine kleine Heimat für jüdische Menschen [...] bis unsere große Heimat Palästina die Tore öffnet und wir das Land der Verheißung betreten."

[269] Voir notamment Fabian dans : *Weg*, 10.05.1946, p. 1 et 24.05.1946, p. 1.

[270] Il quittera d'ailleurs Berlin pour les Etats-Unis en mai 1948.

[271] *Weg*, 23.09.1947, p. 10.

[272] *Ibid.*
„Niemals erlischt der Fluch" […] „Heimat, wo finden wir dich? Ist denn
nirgend auf Erden
Für die Entwurzelten Raum, nirgend ein
Dach?"

[273] *Weg*, 9.08.1946, p. 2.

[274] *Weg*, 31.01.1947, pp. 1-2 : „Unheimliches Deutschland".

lui, les Juifs ont bien compris l'esprit de la démocratie, les Allemands en revanche en sont incapables : ils ne peuvent s'élever de la simple « obéissance » bornée à la « discipline » que requiert la vie en société[275].

Des arguments très forts ont également été énoncés par les plus hautes instances juives du monde contre l'établissement durable d'une vie juive en Allemagne après la Shoah. Le Congrès Juif Mondial refuse catégoriquement d'admettre son existence, et ce jusque dans les années 1950, voire au-delà pour les plus réfractaires à cette idée. Robert Weltsch a mis l'Allemagne au ban des nations fréquentables pour les Juifs au congrès de Montreux en juillet 1948[276]. En mars 1950, le *Weg* relève encore des propos en ce sens de la part de fonctionnaires du Congrès Juif Mondial, parmi lesquels Norbert Wollheim : « l'histoire des Juifs en Allemagne touche à sa fin »[277]. En d'autres termes, les Juifs qui étaient restés sur le sol allemand devaient affronter les foudres de l'opinion juive mondiale. Leur situation était donc bien précaire, assis qu'ils étaient entre deux chaises[278], avec d'un côté les Allemands qui étaient leurs anciens bourreaux, et de l'autre, les Juifs du monde entier qui réprouvaient leur choix[279].

Or même parmi les Juifs de souche allemande, les voix critiques étaient nombreuses. Fabian lui-même a fait le choix de l'émigration en 1949, quittant la direction de la communauté juive de Berlin pour commencer une nouvelle vie à New York. À peine arrivé dans le « nouveau monde », il envoie à la rédaction du *Weg* un compte-rendu qui évoque tous les avantages de la vie aux États-Unis[280]. Ainsi, l'émigration post-Shoah n'est pas un phénomène marginal ; en témoigne la création par la Communauté Juive d'un service pour l'émigration le 1er mars 1946[281]. Dès le mois suivant, il y avait déjà 45 candidats au départ et sur toute l'année, il y eut plus de 1000 demandes. En juillet 1947, le comité de direction publie un « mémorandum » sur « la nécessité d'émigrer vers la Palestine »[282], prétextant qu'une vie juive « normale » n'est plus possible à Berlin : la Communauté Juive considérait alors comme étant de son

---

[275] *Weg*, 2.01.1948, pp. 1-2 : article „Gehorsam und Disziplin".
[276] Warnung an die Juden, „sich nie wieder auf dem blutgetränkten deutschen Boden anzusiedeln" (Résolution de Montreux).
[277] *Weg*, 3.03.1950, p. 4 („Die Geschichte der Juden in Deutschland ist zu Ende.")
[278] H.E. Fabian emploie l'expression „zwischen den Lagern" *in* : *Weg*, 9.08.1946, p. 1.
[279] À partir de la promulgation des lois sur les réparations, un nouveau grief s'y ajoutait : ils ne restaient en Allemagne que pour profiter d'avantages matériels, trahissant leur âme pour « une saucisse » selon la formule consacrée…
[280] *Weg*, 4.11.1949, p. 8 : Fabian évoque la grande solidarité entre les Juifs de toutes origines et la facilité de trouver un emploi, les difficultés posées par la langue et le « mal du pays » n'étant pour lui que des phénomènes passagers.
[281] *Auswanderungsabteilung*, voir CJA, 5A1, Nr. 0003, #2.
[282] CJA, 5A1, Nr. 0048.

devoir de soutenir l'émigration « par tous les moyens ». La « liste d'unité nationale juive » conduite par Julius Meyer et Fritz Katten, qui plaident en faveur de la liquidation et recommandent l'émigration en Palestine, obtient 6 sièges sur 21 lors des élections de 1948. Selon un entretien conduit par Michael Brenner, même Galinski aurait promis à sa femme d'émigrer aux États-Unis ; c'est la naissance de leur fille qui les aurait fait renoncer à ce projet[283].

En conséquence, toute tentative d'émigration qui aboutit est célébrée par la Communauté comme un succès. L'arrivée du premier bateau amenant des émigrés juifs de Berlin à New York est fêtée comme un triomphe : enfin, les Juifs vont connaître la liberté[284]. De même, la millième demande d'émigration déposée à la « section pour l'émigration » est érigée en événement[285]. Ce n'est qu'en 1949 que la Communauté peut rendre hommage aux « premiers émigrants de la zone Est »[286], partis de la zone d'occupation soviétique de Berlin et arrivés le 18 janvier en Israël. En effet, jusqu'en 1948, les départs ont eu lieu essentiellement vers les États-Unis, et seuls les Juifs résidant dans la zone d'occupation américaine de Berlin pouvaient prétendre y émigrer. Mais c'est surtout la Palestine qui était en ligne de mire des Juifs. Ainsi, le destin d'une jeune Juive berlinoise « montée » en Israël a ému les lecteurs du journal à grand renfort de pathos[287], de même que celui de cet ancien « DP », Josef Fischer, pris en photo lors des retrouvailles avec sa sœur en Israël après des années de séparation[288]. Ce sont d'ailleurs surtout des jeunes qui sont partis s'y installer, les plus âgés pouvant difficilement supporter le voyage et jouer un rôle de « pionniers » en Palestine. L'émigration est par exemple devenue le sujet de discussion numéro un lors des rencontres des étudiants juifs de Berlin. Vers la mi-1948, 12 de ces 55 jeunes recensés à la Communauté avaient déjà quitté Berlin ; huit s'apprêtaient à le faire[289]. L'*alyah* de cinquante-huit enfants berlinois est illustrée par un reportage-photo très laudateur sur la vie en Israël[290]. Selon l'*Allgemeine*, il ne resterait en 1950 que 25 « étudiants juifs de Berlin », alors qu'en 1947, ils étaient 65[291]. Parmi eux, presque tous avaient des projets

---

[283] *In* : *Nach dem Holocaust, op. cit.*, p. 148.
[284] *Weg*, 7.06.1946, p. 3. Le « *Marine Flasher* » est arrivé à bon port le 20 mai 1946. „Willkommen in der Freiheit!" titrent les rédacteurs.
[285] *Weg*, 28.06.1946, p. 2.
[286] *Weg*, 28.01.1949, p. 1.
[287] *Weg*, 4.02.1949, p. 5.
[288] *Weg*, 11.02.1949, p. 13.
[289] *Weg*, 30.07.1948, p. 10.
[290] *Ibid.*
[291] *Allgemeine*, 21.04.1950, p. 11.

d'émigration, pour la plupart vers Israël. Ce n'est sans doute pas un hasard si ces étudiants avaient presque tous appris un métier technique, donc facilement « exportable » dans un pays lointain. Ainsi, la jeunesse n'envisageait pas de rester à Berlin, elle menait sa « propre vie », faite de conjectures, à l'intérieur de la communauté.

De fait, jusqu'à la création de l'État hébreu, l'impatience qui s'exprime dans le *Weg* est allée croissante et la critique envers la Grande-Bretagne, qui maintenait les portes de la Palestine fermées, s'est faite de plus en plus vive. Toute occasion était bonne pour condamner les Anglais. Dans l'article intitulé « Émigration », qui fait la une du *Weg* du 22 mars 1946, les Juifs sont exhortés à la patience :

> Freinons encore l'impatience de notre cœur, mais laissons-nous aller sans peur aux rêves d'un avenir meilleur dans un autre pays ; car ce rêve deviendra réalité.[292]

Or, dans l'attente de cette émigration, les Juifs ont vécu « leurs valises bouclées », prêts à partir, d'où leur surnom de « *Kofferjuden* ». Le mécontentement des Juifs à Berlin était bien sûr renforcé par le problème des « DP's » qui attendaient une issue à leur sort. Certes, la vague des départs s'est accélérée avec la création d'Israël, mais finalement, il y a eu beaucoup de déçus, qui trouvaient les démarches trop longues et trop épuisantes vu leur état de santé, et sont donc restés par dépit, faute de mieux.

Corollaire de cet encouragement à quitter l'Allemagne, les Juifs désireux de revenir à Berlin après leur exil sont traités comme des parias. Fabian est très clair sur ce point : « nous nous étonnons de chaque Juif qui retourne en Allemagne » et dénonce les propos de Kurt Schumacher regrettant que si peu de Juifs soient rentrés au pays[293]. De fait, le journal tente de les dissuader en leur conseillant d'attendre : la situation n'est pas encore mûre, les Allemands n'ont pas changé, ils sont « politiquement immatures » et la situation économique reste déplorable[294]. Pour illustrer ces propos, il met en avant des exemples de rapatriés qui ont éprouvé la plus grande déception du monde à leur retour à Berlin : Jakob Georg Flatow, qui a pu rentrer de Shanghai à Berlin dès mars 1947, dément les descriptions idylliques qu'on lui avait faites de la vie à Berlin. La réalité est

---

[292] *Weg*, 22.03.1946, p. 1 : „Zügeln wir noch die Ungeduld unseres Herzens, doch geben wir uns ohne Furcht den Träumen einer besseren Zukunft in einem anderen Lande hin; denn dieser Traum wird Wirklichkeit werden."
[293] *Weg*, 6.12.1946, p. 1 : „Wir wundern uns über jeden Juden, der nach Deutschland rückwandert."
[294] *Weg*, 19.07.1946, p. 1, et 14.03.1947, p. 4.

bien moins rose et le « lien avec l'Allemagne » a de toute façon été rompu par les nazis. Son seul souhait est de continuer sa route vers les États-Unis[295].

De manière générale, les « rémigrés » de Shanghai, même si l'on a conscience de la difficulté de leurs conditions de vie en Chine[296], sont plutôt mal perçus. Certes, on leur réserve à Berlin un accueil chaleureux, ce qui n'a pas été le cas à leur arrivée à Munich[297] : les organisations d'aide, le Magistrat de Berlin, la Communauté Juive et les « victimes du fascisme » ont envoyé des représentants pour accueillir les 295 rapatriés à la gare de Görlitz en août 1947[298]. Mais la Communauté avait tout de même des sentiments mitigés à leur égard. D'une part, comme tous ceux qui revenaient d'exil, ils étaient soupçonnés d'avoir mené une vie insouciante tandis que les autres souffraient le martyre sous Hitler. En outre, leurs moyens matériels étaient très limités[299] et ils allaient avoir besoin d'aide. En 1952, il est dit explicitement que tous les « rémigrés » représentent « une lourde charge financière » pour la Communauté[300]. À cette date, près de 500 Juifs en provenance de Shanghai avaient réussi à rejoindre Berlin par leurs propres moyens[301]. Galinski reconnaîtra bien plus tard que ces courageux rapatriés ont contribué, par leur poids démographique, à maintenir en vie la Communauté Juive de Berlin et que leur retour était un signe fort de renouveau dans les relations entre Juifs et Allemands.

L'acteur Ernst Deutsch avoue avoir hésité longtemps entre les deux positions : d'abord très déçu d'être rentré à Berlin après son exil aux États-Unis, il se ravise dans les années 1950 pour constater que le « fluide » spirituel qui faisait le Berlin d'avant-guerre n'avait pas complètement disparu[302]. À son image, beaucoup de Juifs berlinois

---

[295] „Erste Eindrücke eines Rückkehrers aus Schanghai" (« Premières impressions d'un rapatrié de Shanghai ») *in* : *Weg*, 10.04.1947, p. 4.

[296] La lettre du secrétaire de l'« Association des réfugiés allemands » à Shanghai du 25 septembre 1946 est perçue comme un « appel au secours » par la Communauté Juive de Berlin. Les quelque 2500 candidats au retour en Allemagne font valoir que leur statut de « victimes du fascisme » les autorise à regagner leur patrie. Voir *Weg*, 29.11.1946, p. 4.

[297] Voir le témoignage de G. Armbrüster *in* : *Leben im Wartesaal, Exil in Shanghai 1938-1947*, Berlin, Schriften des Jüdischen Museums im Stadtmuseum Berlin, 1997, p. 75.

[298] *Weg*, 19.08.1947, p. 1.

[299] L'exil à Shanghai n'a pas été celui des personnalités et des Juifs fortunés, mais au contraire un « exil des petites gens » pour reprendre l'expression de W. Benz. Il constituait bien souvent une dernière chance.

[300] *Weg*, 19.12.1952, p. 1. Il s'agit d'une prise de position officielle de la réunion des représentants le 10 décembre 1952 sur le chapitre « Probleme der Rückwanderung ». (À ce moment-là, 30 à 40 Juifs arrivaient par mois à Berlin.)

[301] Soit un quart des 2000 Juifs berlinois exilés là-bas. Voir *Leben im Wartesaal*, *op. cit.*, p. 70.

[302] *Allgemeine*, 16.02.1951, p. 9 : „Nichts mehr ist von all dem, was mich erinnern könnte", „aber das Berliner Fluidium, das einen so begeistert, erregt, ist geblieben." (« Il n'y a plus rien de ce qui pourrait constituer des souvenirs pour moi, mais le fluide berlinois qui enthousiasme tellement, qui excite, lui est resté ».)

ne savaient dire à l'époque s'ils allaient pouvoir s'affirmer et reconstruire une identité dans le Berlin de l'après-Shoah.

b) Le choix de la construction

Or, si on parle beaucoup d'émigration dans les journaux juifs, les Juifs eux-mêmes sont peu nombreux à franchir le pas. En 1946, la Communauté estimait que 75% des membres allaient émigrer[303] ; en réalité, le chiffre atteindrait au maximum 1000 personnes, soit environ 12%[304]. Parmi ceux qui sont restés ou revenus, on compte beaucoup de résignés, mais aussi de fervents adeptes de l'établissement durable en Allemagne. Un point essentiel est la spontanéité avec laquelle la reconstruction de la vie juive s'est opérée : lorsque les alliés occidentaux arrivent à Berlin le 4 juillet 1945, ils trouvent déjà une communauté juive reconstituée avec un siège administratif dans l'Oranienburger Straße[305]. En 1947, le rabbin Munk considère que la Communauté Juive n'est plus « un patient », mais « un organisme qui a le courage de vivre »[306]. Plus tard, le *Nachrichtenblatt* rappellera également « l'irrépressible envie de vivre des rares survivants »[307].

De fait, en août 1947, si ce n'est plus tôt, la Communauté Juive de Berlin est déjà persuadée qu'elle va subsister[308]. Les partisans de cette thèse arguent que la moitié des Juifs à Berlin ont une famille allemande[309] : ces « liens » ont été déterminants. Or, ceux-ci n'étaient pas uniquement de nature familiale : Richard May parle de l'« enracinement spirituel » des Juifs en Allemagne[310]. Ainsi, la culture et l'âme disparues des Juifs allemands les ont incités à rester, même s'ils ressentent une déchirure profonde. Pour l'instant, selon les propos de Schwarzschild en 1949, la relation entre les Juifs et les Allemands doit être purement pragmatique, réglée selon une sorte de « *modus vivendi* », car il est encore bien trop tôt pour envisager une réintégration complète des Juifs dans la

---

[303] CJA, 5A1, Nr. 0003, #2.
[304] Selon l'*Allgemeine* du 14.01.1949, p. 1, qui compte 1000 émigrés sur les 8000 Juifs qui constituaient alors la communauté de Berlin.
[305] A. Nachama, *Erneuere unsere Tage, op. cit.*, p. 81 : „eine vom Holocaust dezimierte, neu gegründete jüdische Gemeinde unter dem Vorsitz von Erich Nelhans" (« une nouvelle communauté juive, décimée par l'holocauste, sous la direction d'Erich Nelhans »).
[306] *Weg*, 22.08.1947, p. 3 : „Die Berliner Gemeinde ist kein Patient mehr, sondern ein lebensmutiger Organismus".
[307] *Nachrichtenblatt*, Mars 1971, p. 2 („unbändigten Lebenswillen der wenigen Überlebenden").
[308] CJA, 5A1, Nr. 0009, document du 28 août 1947. Lors d'une réunion au siège de l'AJDC, les représentants de la Communauté pronostiquent « que dans un avenir prévisible, une communauté juive subsistera à Berlin ».
[309] *Weg*, 1.03.1946, p. 2.
[310] *Weg*, 29.03.1946, p. 2 („geistig verwurzelt").

société allemande[311]. Certains sont plus pessimistes quant à un avenir à long terme : pour Erich Simon, même si l'on est passé à l'étape de la construction, il faut se préparer à une lente extinction des Juifs en Allemagne : « nous allons disparaître », écrit-il, mais nous pouvons faire en sorte que cette mort « ait lieu dans des conditions décentes »[312]. En d'autres termes, il faut améliorer le présent, mais ne pas se préoccuper des générations futures, car leur avenir est incertain.

En 1949, il semble cependant que la renaissance de la Communauté soit reconnue par tous : « ses efforts pour développer une vie culturelle créative et substantielle révèlent une force qui, malgré certains phénomènes négatifs, encourage la construction »[313]. Un épisode de l'année 1951 prouve bien que la Communauté Juive de Berlin revendique fièrement son existence sur le sol allemand. Un article de la *Jüdische Rundschau*, organe de presse juif suisse, répond sans détour par la négative à la question : « Y a-t-il encore des Juifs allemands ? »[314]. L'auteur de cet article, Kurt Kaiser-Blueth, qualifie les communautés juives en Allemagne de constructions « provisoires et hasardeuses », 75% de leurs membres étant des « Juifs du hasard ». Bref, « il n'y a plus de Juifs en Allemagne, juste une arrière-garde de gens qui leur ressemblent »[315]. Même s'il contient un fond de vérité, cet article est immédiatement attaqué comme étant une « diffamation » des Juifs en Allemagne et donne lieu à une justification de leur présence[316].

L'ambition d'éduquer les Allemands ou de participer à la construction de la démocratie en Allemagne a par ailleurs joué un rôle très important chez les Juifs à l'Est. On assiste à l'élaboration d'un véritable mythe de la première heure, relayé durant des décennies par le discours des dirigeants des communautés de Berlin. On peut établir un parallèle entre l'hymne de la RDA « *Auferstanden aus Ruinen und der Zukunft zugewandt* »[317], dont la musique a d'ailleurs été composée par Hanns Eisler, « rémigré » d'origine juive, et la représentation de la renaissance de la communauté juive dans l'imaginaire collectif[318].

---

[311] *Weg*, 5.08.1949, pp. 1-2.
[312] *Weg*, 21.10.1949, pp. 1-2 („Wir werden absterben"; „unter erträglichen Bedingungen stattfindet").
[313] *Weg*, 2.06.1949, p. 1 : „ihre Anstrengungen um ein kulturelles, schöpferisches und gehaltvolles Leben zeugen von einer Kraft, die trotz mancher negativer Erscheinungen den Aufbau vorantreibt."
[314] Cité dans le *Weg*, 6.04.1951, p. 1 : „Gibt es noch deutsche Juden ?"
[315] „Es gibt keine Juden mehr in Deutschland, nur eine Nachhut von Menschen, die ihnen ähnlich sind". Cité dans le *Weg*, 13.04.1951, p. 1.
[316] *Ibid.*
[317] « Ressuscitée des ruines et tournée vers l'avenir ».
[318] Ainsi, on peut lire dans le *Nachrichtenblatt* de décembre 1964, p. 1 : « Und neues Leben blüht aus Ruinen » (« Et une vie nouvelle jaillit des ruines »). Hanns Eisler était d'ailleurs surnommé le « Karl

Quelles qu'elles soient, les motivations des partisans du retour sont parfaitement comprises par Wilhelm Meier : ceux-ci sont animés par le « mal du pays » et ils estiment avoir un devoir à accomplir en Allemagne. Ces intentions sont tout à fait louables à ses yeux[319]. L'historien d'art Lothar Briege, exilé à Shanghai, avoue être rentré à Berlin à cause de sa « nostalgie de la krumme Lanke »[320], même si ce qu'il a trouvé à son retour l'a profondément déçu. Le destin de Henry Lewy est également très édifiant : revenu à Berlin après son exil palestinien, alors qu'aucun autre membre de sa famille n'a osé ce pas « en arrière », il plaide pour la raison.

> Pour moi, qui avais terminé mes études, Berlin était un nouveau départ. Je ne regrette à aucun moment d'avoir fait ma formation de médecin spécialiste ici. En psychologie il y a une expression qui s'appelle « rationaliser ». Tu dois être capable de « rationaliser » tes sentiments[321].

Or ce sont bien souvent des arguments de nature pragmatique qui ont joué un rôle dans l'établissement des Juifs à Berlin : beaucoup étaient trop vieux ou trop épuisés pour entreprendre une nouvelle « Odyssée ». Comme le dit Paul Spiegel : « le débat pour ou contre une judéité allemande après la Shoah était théorique. Les hommes et les événements, eux, sont pragmatiques »[322].

Dans tous les cas, nombreux sont ceux qui se félicitent d'être restés ou rentrés : pour Albert Wicznewski et sa femme, exilés à Shanghai, fêter leur noces d'or à Berlin, même si c'est au foyer pour personnes âgées, est la consécration de leur désir le plus cher, le retour dans leur ville et surtout dans leur langue[323]. Schwarzschild, qui repart profondément déçu de son séjour à Berlin, est lui aussi convaincu que l'établissement d'une communauté juive en vaut la peine[324]. Son successeur, Levinson, est également un fervent défenseur de cette conception[325]. Même Fabian, heureux d'émigrer en 1949, avait saisi le caractère durable des communautés juives en Allemagne[326]. Les propos en

---

Marx de la musique », d'après Hilde Eisler, la femme de son frère Gerhart, *in* : J. Borneman, J. Peck, (Eds.), *Sojourners, op. cit.*, p. 86.

[319] *Weg*, 7.02.1947, p. 1.

[320] *Weg*, 20.05.1949, pp. 1-2 : „Sehnsucht nach der krummen Lanke".

[321] Voir *Juden in Kreuzberg, op. cit.*, p. 308 : „Für mich, ich hatte abgeschlossen, war Berlin ja wieder ein neuer Beginn. Ich bedauere keinen Augenblick, dass ich hier meine Facharztausbildung gemacht habe. In der Psychologie gibt es einen Ausdruck, der heißt ‚rationalisieren'. Du musst Deine Gefühle ‚rationalisieren' können."

[322] M. Brumlik, *Wieder zu Hause ? Erinnerungen*, Berlin, Ullstein, 2003, p. 107 : „Die Debatte des Für und Wider eines deutschen Judentums nach der Schoah war theoretisch. Menschlichkeit und Zeitgeschehen aber sind pragmatisch."

[323] *Weg*, 10.02.1950, p. 6.

[324] *Weg*, 26.05.1950, p. 9.

[325] Voir l'article „Juden in Deutschland" dans le *Weg* du 29.06.1951, p. 1.

[326] *Weg*, 10.10.1947, p. 1. Selon lui, on ne bâtit pas des maisons là où l'on pourrait se contenter de cabanes, de même qu'on ne construirait pas des synagogues si la vie juive n'avait aucun avenir. Les

ce sens ne sont cependant pas aussi radicaux que dans l'hebdomadaire de Karl Marx à la même époque : « les communautés juives ont le devoir moral et l'obligation de continuer à exister en Allemagne. L'Allemagne a besoin de l'élément juif, a besoin de l'esprit juif »[327].

En 1951, pour la nouvelle année juive, la Communauté se fixe pour objectif de passer de l'« *Aufbau* » (la construction) à l'« *Ausbau* »[328] (l'extension). Ce nouveau ton a été donné par Nahum Goldmann, lors de sa visite à Berlin-Ouest en février 1951, où, impressionné par l'activité de la Communauté Juive, il reconnaît pleinement, en tant que représentant du Congrès Juif Mondial, le droit des Juifs à vivre en Allemagne et à recevoir secours et assistance de la part des autres Juifs du monde[329].

c) Reconstruction ou création « *ex nihilo* » ?

Le choix de l'établissement durable et de la construction implique une certaine vision de la Communauté Juive de Berlin après 1945 : fallait-il considérer qu'elle repartait « de rien », ses institutions ayant été détruites par les nazis, ce qui conforterait l'hypothèse de la rupture radicale avec le passé et de l'« heure zéro », ou au contraire qu'il y avait identité et donc continuité légitime entre la Communauté Juive d'avant-guerre et celle d'après-guerre ? En d'autres termes, faut-il voir les efforts accomplis dans la période d'après-guerre comme une « construction » *ex nihilo* ou comme une « reconstruction » de la vie juive institutionnelle à Berlin ? La difficulté à trancher sur cette question semble plaider pour une réponse située à mi-chemin, la Communauté Juive étant certes une construction inédite, mais avec un patrimoine hérité de plusieurs siècles à transmettre à la postérité[330].

Pour beaucoup, la Communauté Juive d'après 1945 n'avait plus rien à voir avec celle d'avant 1933. Levinson, convaincu que la rupture avec le passé est radicale, s'appuie sur la formule qu'il attribue à l'écrivain John Steinbeck : « *A place is not a*

---

communautés juives en Allemagne doivent enfin comprendre « qu'elles sont plus que des objets provisoires ». („dass sie mehr als nur vorübergehende Gebilde sind.")

[327] *In* : *Narben, Spuren, op. cit.*, p. 78 : „Jüdische Gemeinden sollen und müssen in Deutschland bestehen bleiben. Deutschland braucht das jüdische Element, braucht den jüdischen Geist." L'article a été écrit en novembre 1949.

[328] Propos de Galinski dans le *Weg*, 28.09.1951, p. 1.

[329] *Allgemeine*, 23.02.1951, p. 5 : „Wo immer Juden sind, haben sie ein Recht zu sein, ein Recht auf Schutz und Unterstützung. Solange Juden in Deutschland sind, haben sie ein Anrecht auf Hilfe."

[330] En tout cas en 1945, cela n'était pas clair, même pour les dirigeants de la Communauté. On s'en rend compte à la lecture d'une lettre datée du 12 décembre 1945, dans laquelle les termes « reconstruction » (*Wiederaufbau*) et « construction totalement nouvelle » *(vollkommener Neuaufbau*) sont employés de façon interchangeable. CJA, 5A1, Nr. 0001, #1.

place, a place is who you are with », signifiant que par rapport à la disparition des acteurs principaux de la vie juive, le lieu, Berlin, n'a qu'une importance secondaire. C'est d'ailleurs le titre qu'il donnera à son autobiographie[331].

> La maison dans laquelle je suis né, à l'Est de la ville, était toujours là, ainsi que la synagogue de la Rykestraße, où ma famille avait prié depuis des décennies. – Mais les gens n'étaient plus là. Les amis, les professeurs, les parents et les compagnons d'infortune, et je me rappelai alors ces mots écrits probablement par Steinbeck…[332]

> C'est une parole profondément vraie. Berlin n'était pas Berlin ; Berlin, c'étaient ses habitants. Je me demande : où sont ces gens ? Où sont les vieux et les jeunes, les enfants et les femmes, les rabbins et les sages que j'avais tant aimés autrefois ? Ils ont été cruellement arrachés à cette ville, avec brutalité et inhumanité, et ils ne sont pas revenus[333].

En outre, il faut souligner que les deux caractéristiques essentielles de la Communauté Juive d'avant 1933, à savoir, si l'on en croit A. Nachama, la volonté de moderniser le judaïsme, dans le sillage du « *Reformjudentum* », et le rejet des traditions des Juifs d'Europe de l'Est[334], n'étaient plus à l'ordre du jour en 1945. En effet, la situation était tellement grave qu'on ne pouvait se permettre d'opérer de distinctions ou de discriminations entre les traditionalistes et les modernes, de même qu'entre les « Juifs allemands » et les « Juifs de l'Est ».

D'autre part, il faut savoir que pour les « DP's » par exemple, la question de la continuité ne s'est jamais posée : pour eux, l'héritage juif de Berlin ne signifiait absolument rien. En revanche, c'est un sujet de controverse entre Levinson et Weltlinger, qui croyait fermement au « retour du bon vieux judaïsme allemand »[335], erreur fatale selon le rabbin, qui témoigne d'une inadaptation à la nouvelle réalité de la Communauté Juive après 1945 : celui-ci était mort, il fallait le recréer entièrement. Pour A. Nachama et J.H. Schoeps, il est problématique de parler de continuité : la césure de 1938 s'impose comme une rupture plus forte, le pogrome qualifié abusivement de « Nuit de cristal » ayant mis fin à une évolution commencée en 1671[336]. L'expérience et

---

[331] *Ein Ort ist nicht ein Ort, ein Ort ist, mit wem Du bist, op. cit.*

[332] *Ibid*, p. 104 : „mein Geburtshaus in (*sic !*) Osten der Stadt stand noch und die Synagoge in der Rykestraße, in der meine Familie seit Jahrzehnten gebeten hatte. – Aber die Menschen waren nicht mehr dort. Die Freunde und die Lehrer, die Verwandten und die Schicksalsgenossen. Und ich wurde an das Wort, das wohl von John Steinbeck stammt, erinnert…"

[333] Extrait de *Ein Rabbiner in Deutschland*, p. 111. Cité par M. Brenner, *Nach dem Holocaust, op. cit.*, p. 105. „Das ist ein zutiefst wahres Wort. Berlin war nicht Berlin, Berlin waren seine Menschen. Ich frage mich, wo sind diese Menschen? Wo die Alten und wo die Jungen, die Kinder und die Frauen, die Rabbiner und die Weisen, die ich einst so geliebt hatte? Sie sind grausam aus dieser Stadt herausgerissen worden, mit Brutalität und Unmenschlichkeit und sind nicht wiedergekommen."

[334] *In : Erneuere unsere Tage, op. cit.*, p. 88.

[335] N. P. Levinson, *Ein Ort, op. cit.*, p. 118.

[336] *Aufbau nach dem Untergang, op. cit.*, p. 7 : „Es ist problematisch zu sagen, dass die heutige Jüdische Gemeinde in der Tradition und Kontinuität der Berliner Gemeinde von 1938 stünde."

le traumatisme de la Shoah interdiraient donc toute continuité. De fait, la formule « créée de toutes pièces »[337] est souvent utilisée pour montrer l'ampleur de la tâche accomplie par les artisans de la (re)construction[338].

Pourtant, d'un point de vue pragmatique, cette conception ne fait pas l'unanimité, notamment lorsqu'il s'agit du problème des restitutions : les rédacteurs du *Weg* s'insurgent par exemple contre le fait de traiter les biens de l'ancienne Communauté Juive comme s'il s'agissait d'un capital « orphelin », sans « héritiers » légitimes. Ce faisant, ils sont partis du principe qu'il n'y avait pas identité entre la Communauté Juive délabrée de l'après-guerre et celle au rayonnement planétaire d'avant 1933. En effet, c'est là une implication très importante de ce débat sur la légitimité : juridiquement, pour prétendre récupérer les biens de l'ancienne communauté, il fallait être reconnu comme son successeur. La nouvelle Communauté Juive allait-elle disposer des biens « aryanisés » de celle d'avant 1933 ? Les débats à ce sujet allaient être longs et passionnés jusqu'à la signature des accords du Luxembourg le 10 septembre 1952[339] et de la Loi sur l'indemnisation des victimes (*Bundesentschädigungsgesetz*), qui entre en vigueur un an plus tard. Selon différentes sources, la Communauté Juive disposait en avril 1945 d'un compte en banque de 3 à 3,5 millions de reichsmarks au nom de la « *Reichsvereinigung* »[340]. Sellenthin parle de 70 millions en 1947[341], vraisemblablement en estimant la valeur de ses biens immobiliers. Le compte en banque était bloqué par les alliés jusqu'à l'adoption d'un règlement sur les réparations, et personne ne semblait vraiment pressé de s'en occuper.

Plus grave était encore la question de la propriété : à qui appartenaient désormais les institutions juives, ou du moins ce qu'il en restait ? La propriété juive détruite et dérobée à Berlin est estimée à 12 milliards de dollars[342]. Les accords du Luxembourg y apportent une réponse : les bâtiments encore utilisés par les communautés leur reviennent de droit, tandis que les autres sont vendus, le produit étant réparti entre la *Conference on Jewish Material Claims Against Germany* ou *Jewish Claims*

---

[337] „aus dem Nichts heraus geschaffen".
[338] Voir par exemple le *Weg*, 8.03.1946, p. 3 (Il est question des finances).
[339] Ils prévoyaient notamment le versement d'une somme de 3 milliards de DM à Israël et de 450 millions de DM à la *Claims Conference* (voir plus bas).
[340] Voir A. Nachama *in* : A. Nachama, H.J. Schoeps, *Aufbau nach dem Untergang*, *op. cit.*, p. 228, ou *in* : R. Rürup, *Jüdische Geschichte in Berlin*, *op. cit.*, p. 270.
[341] *In* : *op. cit.*, p. 98.
[342] M. Offenberg, *Vernichtet und vergessen*, *op. cit.*, p. 260.

Conference[343] (70%) et les individus juifs (30%). Or à Berlin, il semble que la progression des débats sur les restitutions ait été particulièrement rapide par rapport au reste de l'Allemagne[344], redonnant espoir à un bon nombre de Juifs, même si leur position officielle, dans le *Weg* par exemple, était très critique : retards et insuffisances étaient en effet dénoncés de manière récurrente.

Ainsi, la conception d'une continuité avec l'avant-1933 semble s'être imposée par la force des choses, en particulier sous le poids de la question des restitutions. D'autres facteurs viennent appuyer cette vision. D'abord, à la différence de l'Espagne en 1492, dont tous les Juifs sans exception avaient été chassés, l'Allemagne de 1945 n'est pas totalement « vide de Juifs »[345]. Ce reste « crée un problème psychologique et politique »[346] qu'on ne peut ignorer : ces survivants sont bien là et ils méritent toute la considération qui leur est due. Par ailleurs, une des exigences principales des nouveaux dirigeants, à l'Ouest comme à l'Est, a été de s'affranchir de la terminologie national-socialiste, chose peu aisée tant l'administration était imprégnée de ce vocabulaire ; cela témoigne de la volonté de revenir aux fondamentaux d'avant 1933 et de tirer un trait sur douze ans de persécutions. Ainsi le rabbin Munk rappelle que « lors de la reconstruction d'une communauté juive, on ne peut continuer à employer mécaniquement des résolutions et des habitudes de temps révolus »[347]. En d'autres termes, les catégorisations nazies doivent être abolies et la judéité fondée sur la seule appartenance religieuse[348], c'est-à-dire « comme avant », ce que confirmera le retour aux statuts de 1847. Il critique également l'utilisation trop répandue à son goût du terme « liquidation »[349], un mot qui selon lui, pouvait encore avoir cours en 1945, mais qui est devenu obsolète en 1949.

Ainsi, on peut conclure à une vision extrêmement ambiguë de la Communauté Juive, résumée par le paradoxe de la formule issue de la cinquième Lamentation

---

[343] Créée en 1951, la « Conférence de restitution » fédère diverses organisations juives de la diaspora et fait valoir les droits à l'indemnisation des Juifs victimes du nazisme.

[344] Ainsi est créé en 1948 le poste de „Treuhänder der Alliierten Kommandantur für das zu Gunsten des deutschen Reichs verfallene, eingezogene und beschlagnahmte Vermögen in Großberlin“ par le Magistrat.

[345] Voir l'article de H. Cohen dans l'*Allgemeine* du 1.08.1952, p. 1 : „Eine Offene Frage: der Existenzkampf der jüdischen Gemeinden in Deutschland“.

[346] *Ibid.*

[347] *Weg*, 28.11.1947, p. 1 : „Bei der Wiedererrichtung einer jüdischen Gemeinde können nicht Bestimmungen und Gepflogenheiten früherer Zeiten mechanisch zur Anwendung gebracht werden.“

[348] Voir aussi la lettre du Vorstand au Magistrat de Berlin du 11 février 1946. CJA, 5A1, Nr. 0001, #2, p. 1 („Jetzt ist der Begriff “Jude” wieder ausschließlich im religiösen Sinne zu verstehen.“) c'est-à-dire qu'un Juif est désomais quelqu'un qui est de religion juive.

[349] *Weg*, 8.07.1949, p. 2.

« Renouvelle nos jours comme autrefois »[350]. Il ne s'agit pas de retrouver ce qui a été à l'identique (ce « jadis » est bel et bien révolu), mais seulement de faire comme si on le recréait.[351] Le débat sur la question de la rupture ou de la continuité a par exemple occupé à plein temps durant deux ans une commission composée de sept rabbins, cinq allemands et deux américains, pour décider de ce que l'on devait faire des lieux juifs endommagés ou utilisés pour d'autres fonctions sous le national-socialisme[352]. Sa conclusion a été que même les synagogues détruites gardent leur caractère sacré et que l'on doit absolument « conserver » et « reconstruire » ou bien préserver les ruines comme monuments historiques. Quant aux cimetières, ils possèdent éternellement un caractère sacré. En revanche, s'il y a trop de bâtiments par rapport au nombre réel de Juifs, l'interdiction de vendre est levée. On voit donc que la position est loin d'être simple.

Dans ce débat, on voit également à quel point la Communauté de Berlin était dépendante et influençable : en effet, si le Magistrat de Berlin la reconnaît bien comme une personne juridique dotée des droits définis par le règlement de 1847[353], la Communauté Juive prend une décision surprenante en 1948. Sous la pression des organisations juives internationales, résolument opposées à l'établissement des Juifs en Allemagne, elle accepte en effet de renoncer à ce statut si chèrement acquis pour se considérer comme « nouvellement créée en 1945 »[354]. De ce fait, les restitutions auraient dû échoir à la JRSO[355] et à la JTC[356], mis à part les terrains et les biens utilisés par la Communauté. Or, paradoxalement, c'est le Magistrat de Berlin, devenu le Sénat en 1951 (donc uniquement à l'Ouest) qui a défendu les intérêts de la Communauté contre son gré[357] : la nouvelle reconnaissance de celle-ci le 3 septembre 1951 l'a replacée dans la situation initiale, en tant qu'« héritière » légitime de la Communauté d'avant 1933.

Cette grande confusion autour de la question du passé et de l'avenir prouve bien que l'identité des Juifs à Berlin en 1945 était totalement déstructurée, ce qui rendait leur organisation extrêmement vulnérable et dépendante des acteurs extérieurs. Dans ces

---

[350] Lamentation 5, 21. En allemand „Erneuere unsere Tage wie einst", d'où le titre de l'ouvrage d'A. Nachama.
[351] Voir l'analyse de M. Munk dans le *Weg*, 12.09.1947, pp. 1-2, article „Erneuerung des Judentums".
[352] Voir *Allgemeine*, 2.03.1951, p. 1, article „Zweckentfremdete Heilige Stätten" d'Ernst Landau.
[353] Le 21 février 1946, comme nous l'avons vu plus haut.
[354] „1945 neu gegründet". Voir U. Offenberg *in* : J. H. Schoeps, *Leben im Land der Täter, op. cit.*, p. 149.
[355] *Jewish Restitution Successor Organization*
[356] *Jewish Trust Corporation for Germany*
[357] Il faut souligner le rôle de premier plan joué par Weltlinger dans cette affaire.

conditions, la lutte pour le maintien de l'unité apparaît comme un combat perdu d'avance : c'est pourtant à cette impossible tâche que se sont attelés les Juifs de Berlin durant près de huit ans, poussés par un sentiment d'appartenance commune.

IV – Neutralité et unité ?

Dès sa « renaissance » en 1945, la Communauté Juive s'efforce de ne pas prendre position dans les conflits internes qui l'agitent, ni dans ceux qui concernent la vie politique en Allemagne et particulièrement à Berlin. Ainsi, dans le premier numéro du *Weg*, les rédacteurs définissent leur attitude comme « au-dessus de tous les partis et dénuée de toute prise de position »[358]. Leur journal se doit d'être « un bulletin indépendant, dont les colonnes sont accessibles à quiconque a quelque chose de valable à dire »[359] car « seule une discussion sans parti pris et non partisane ouvre la voie à la compréhension »[360]. Une extrême prudence est en effet de mise face aux nouveaux conflits qui se profilent. Cette tolérance se fait jour par exemple dans le choix laissé aux individus vis-à-vis de la question de l'émigration : le *Weg* utilise l'image des chemins qui se séparent, mais l'unité est préservée dans la « conscience d'être juif »[361]. Or celle-ci est-elle vraiment en mesure de résister aux pressions dans le Berlin d'après-guerre ? Les motifs de querelle sont nombreux en effet, de la nationalité à l'engagement politique en passant par l'orientation religieuse, même si la lutte contre l'antisémitisme constitue le dernier rempart contre la division.

a) Egalité entre les nationalités

La direction de la Communauté Juive s'est toujours efforcée de minimiser le problème des nationalités vu l'urgence de la situation sociale, alors que dans les faits, il se posait réellement : comme sous le II^{e} Reich ou sous la République de Weimar, il s'agissait surtout de l'antagonisme entre les Juifs de « souche » allemande et ceux venus d'Europe centrale, dont l'apparence, les mœurs et les pratiques religieuses différaient

---

[358] *Weg*, 1.03.1946, p. 1 („überparteilich und frei von jeder eigenen Stellungnahme").
[359] „Er will ein unabhängiges Blatt sein, dessen Spalten jedem zur Verfügung stehen, der zu den vielfältigen Problemen etwas Taugliches zu sagen weiß." *Ibid.*
[360] „Denn nur eine unparteiliche und unparteiische Diskussion ebnet den Weg zu einer Verständigung." *Ibid.*
[361] *Weg*, 31.05.1946, p. 1 : „Unsere Wege werden sich trennen, aber wir werden vereint bleiben in dem Bewusstsein, Juden zu sein."

fortement. Certes, pour le rabbin Schwarzschild, la différence entre « Juifs de l'Est » et « Juifs allemands » est « abolie une fois pour toutes » suite à la Shoah[362]. Cela rejoint les propos de Ben Gourion lors de sa visite à Munich au début de l'année 1946 : « il n'y a pas de Juifs américains, de Juifs allemands ou polonais, il n'y a que des Juifs juifs, il n'y a que des Juifs »[363]. S'épuiser dans des querelles intestines alors que l'on est un petit reste de miraculés était en effet un luxe que la Communauté ne pouvait guère se permettre, comme l'indiquent les efforts de conciliation menés par le *Weg*. Fabian défend ce point de vue en 1947 dans l'article « *Ostjudentum – Westjudentum* »[364] : le sentiment de supériorité qu'avaient les « Juifs de l'Ouest » sur leurs frères de l'Est les a poussés à une fuite en avant dans l'assimilation, qui a causé leur perte. Par ailleurs, les nazis n'ont fait aucune différence entre les uns et les autres. Pour lui, cette terminologie « Est-Ouest » ne doit plus être employée : « nous devrions éviter de chercher des différences d'origine, de mœurs et de coutumes »[365].

Or ces différences étaient bien réelles et se sont manifestées à plusieurs reprises dans des conflits ou altercations entre les « DP's » ou anciens « DP's », d'origine est-européenne, et les Juifs « allemands » membres de la Communauté. Ainsi, lors d'une réunion des représentants en 1947, Mendelsohn constate un « fossé » entre les deux, mais assure que la Communauté fera son possible pour le combler[366]. Prompts à l'action politique spectaculaire, les « DP's » juifs manifestent par exemple contre un concert de Yehudi Menuhin au *Titania-Palast* prévu le 30 septembre 1947, car le violoniste avait accepté de jouer sous la direction de Wilhelm Furtwängler, compromis avec le régime nazi, alors que sa prestation était plutôt bien acceptée par la Communauté[367]. Le musicien viendra lui-même s'expliquer devant les « DP's », cherchant le dialogue, mais en vain. Cet épisode montre bien les divergences identitaires entre les Juifs « allemands » et les Juifs d'Europe de l'Est.

Or même après la dissolution des camps de « DP's », ceux-ci continuent à semer le trouble en pratiquant le marché noir, notamment sur le Kurfürstendamm. C'était là

---

[362] *Allgemeine*, 15.07.1949, p. 7.
[363] Cité dans le *Weg*, 1.03.1946, p. 2 : „Es gibt keine amerikanischen, keine deutschen oder polnischen Juden, es gibt nur jüdische Juden, es gibt nur Juden."
[364] *Weg*, 18.04.1947, p. 1.
[365] *Ibid*, p. 2 : „Wir sollten es vermeiden, nach der Verschiedenheit in der Herkunft, in den Sitten und in den Gebräuchen zu suchen."
[366] CJA, 5A1, Nr. 0009, #6, protocole du 26 août 1947.
[367] Ainsi, Susanne Thaler estimait que cet événement culturel marquait une normalisation dans les relations judéo-allemandes et symbolisait la reconstruction. *In* : U. Eckhardt, A. Nachama, *Jüdische Berliner, op. cit.*, p. 244.

d'ailleurs un des principaux griefs des Juifs vivant à Berlin envers les Juifs des camps : par peur que cette pratique ne suscite des réactions antisémites parmi les Allemands, ils condamnaient fermement leurs « frères de religion ». Cela ne signifie pas que seuls les « DP's » étaient impliqués dans le marché noir, loin de là. Mais, surtout après la dissolution des camps, la Communauté Juive s'est sentie menacée par leur présence. Certains auraient voulu les empêcher de devenir membres, mais les statuts l'interdisaient. À la fin de l'année 1949, ce sont également les « DP's » qui manifestent contre un film jugé antisémite à Charlottenburg, causant de nombreuses bagarres, dont une impliquant plus de 1500 personnes[368]. Galinski et Levinson ont d'ailleurs réussi à canaliser leurs talents de « casseurs » dans l'affaire Werner Krauss qui se déroule fin 1950[369]. Les manifestations de la Communauté Juive et des associations de victimes ont été réprimées violemment par la police : c'est la seule fois, selon Levinson, qu'on a demandé du renfort aux « bagarreurs »[370] qu'étaient les « DP's ». Selon l'*Allgemeine*, ils auraient provoqué des « manifestations sanglantes »[371]. Ilse Rewald dénonce cette instrumentalisation des « DP's », qui parlaient à peine allemand et n'avaient jamais entendu parler de Werner Krauss, par la direction de la Communauté[372]. Toutefois, leur violence physique s'est retournée contre la communauté lors de la prédication de Levinson contre le marché noir pour *Yom Kippour* en 1951, qui lui a valu des menaces très pressantes de la part des « DP's » présents dans le public[373].

Dans d'autres communautés, les Juifs « étrangers » étaient d'ailleurs traités différemment des « Juifs allemands » : à Hanovre par exemple, les Juifs qui n'étaient pas de nationalité allemande avaient le plus grand mal à devenir membres de la Communauté. Dans d'autres villes, cette situation a mené à la création de deux communautés : à Augsburg et Francfort par exemple, l'unité ne s'est faite que tardivement à cause de ces dissensions. Mais même à Berlin où les Juifs « étrangers » avaient théoriquement les mêmes droits que les autres, la situation était tendue.

---

[368] A. Nachama, *Erneure unsere Tage, op. cit.*, p. 72.
[369] Le retour de Werner Krauss, acteur principal du film *Jud Süß* de Veit Harlan, au *Theater am Kurfürstendamm* a été ressenti par les Juifs comme une véritable provocation. Galinski voulait notamment qu'il s'excuse publiquement auprès de la communauté juive avant de recommencer à jouer.
[370] Levinson, *Ein Ort, op. cit.*, p. 116 ("Schlägertypen").
[371] 15.12.1950, p. 1 („blutige Demonstrationen").
[372] *In* : H. Broder, M. R. Lang, *Fremd im eigenen Land, op. cit.*, p. 325.
[373] *Ein Ort ist, mit wem du bist, op. cit.*, p. 116. Certains menaçaient de monter à son pupitre pour le rouer de coups.

Pourtant, comme le rappelle un article sur l'immigration des « Juifs de l'Est » à Berlin à la fin du XIX[e] siècle, « les Juifs berlinois sont originaires de Breslau »[374] : cette immigration est une longue tradition dans l'histoire de la Communauté Juive, et pour l'auteur, les immigrants finiront par s'intégrer. En somme, le bilan berlinois n'est d'ailleurs pas si négatif : en 1957, le comité directeur de la Communauté (de Berlin-Ouest) semble satisfait de la cohabitation entre « Juifs de l'Est » et « Juifs allemands ».

> À Berlin, nous pouvons dire avec fierté – et ce ne sont pas toutes les communautés d'Allemagne qui peuvent s'en vanter – que chez nous, depuis 1945, l'unité de la Communauté a été préservée ! Jamais il n'y a eu ici de différences entre les autochtones et les 'immigrés', entre les gens de l'Ouest et les Juifs de l'Est, et jamais il ne saurait y avoir et il n'y aura de telles différences. Nous qui avons survécu à l'horreur sommes toujours bien conscients du fait que nous formons, en tant que Juifs, une communauté indivisible[375].

Si ce tableau est quelque peu retouché, on doit tout de même reconnaître que les conflits n'étaient pas aussi exacerbés que dans le Sud de l'Allemagne, à Munich par exemple. Il faut dire que l'expérience que possède Berlin dans l'intégration des immigrés est-européens depuis le XIX[e] siècle était un atout que n'avaient pas les autres communautés.

b) Egalité religieuse

Dès sa refondation en 1945, la Communauté reprend son ancien statut de « communauté unitaire » (*Einheitsgemeinde*). Cette conception, définie notamment dans les statuts de mai 1860, permettait de tenir compte des différents courants du judaïsme présents à l'intérieur de la Communauté et de les traiter sur un pied d'égalité. À l'époque, la majorité des membres étaient d'orientation libérale et tentaient de conjuguer au mieux « germanité » et « judéité ». Avec l'arrivée des « Juifs de l'Est » à Berlin au XIX[e] siècle, se pose le problème de leur intégration religieuse. En effet, les Juifs venus d'Europe Centrale n'avaient pas du tout la même conception de l'identité juive que les Allemands. Ils n'avaient pas connu le passage à la « modernité » suite à la *Haskala*, les « Lumières juives ». Après 1945, le problème se pose à nouveau dans des termes similaires : les traditions des Juifs plus orthodoxes et moins « assimilés » venus

---

[374] „Berliner Juden stammen aus Breslau", *in* : *Weg*, 12.05.1950, p. 4.

[375] Article „Nach 12 Jahren" paru dans le bulletin du Vorstand *Für unsere Mitglieder. Bulletin des Vorstandes der Jüdischen Gemeinde Berlin*, Septembre 1957 :
„Mit Stolz können wir in Berlin sagen – und nicht alle Gemeinden im heutigen Deutschland können sich dessen rühmen – dass bei uns seit 1945 die Einheit der Gemeinde gewährleistet wurde! Niemals gab es hier Unterschiede zwischen den Hiergeborenen und den ‚Zugewanderten', den westlichen und den ostjüdischen Menschen, und niemals darf und wird es diese Unterschiede geben. Wir, die die

d'Europe de l'Est doivent être respectées comme celles des « Juifs allemands ». Le *Weg* rappelle que l'unité de la Communauté ne signifie pas qu'il doit y avoir une seule et même orientation religieuse, mais que les différentes tendances peuvent cohabiter dans le respect mutuel[376]. Par exemple, Nelhans lui-même était très orthodoxe, mais il fit beaucoup d'efforts pour que la synagogue libérale de la Pestalozzistraße voie le jour : habitant dans la Prenzlauer Allee, il devait marcher durant deux heures pour s'y rendre, mais son objectif premier était de maintenir l'unité religieuse de la Communauté.

Or, la situation d'urgence était *a priori* plutôt propice à la coopération. L'« harmonie » régnant au comité de direction doit beaucoup, selon le *Weg*[377], à la somme de tempéraments très différents qui se complètent, mais sans apparemment jamais entrer en conflit. Les divergences sont en réalité subsumées à l'urgence de la tâche quotidienne : peu importe que les Juifs soient plutôt libéraux ou plutôt orthodoxes, plutôt sionistes ou plutôt assimilationnistes, la priorité est de réinsérer tout le monde à la communauté juive[378]. À l'image de Levinson, d'orientation plutôt libérale, mais qui a appris durant sa jeunesse à connaître et à apprécier le judaïsme orthodoxe[379], les membres sont ainsi exhortés au respect, voire à l'estime de toutes les variantes du judaïsme. Néanmoins cette vision quelque peu idéalisée ne doit pas cacher le fait que le choix de la « communauté unitaire » s'est fait avant tout par défaut.

De fait, beaucoup d'ambiguïtés caractérisent l'orientation religieuse de la Communauté dans ses premières années : elles s'incarnent dans le discours du rabbin Munk, qui considérait l'orthodoxie comme « le refuge du véritable judaïsme », mais se disait lui-même d'obédience libérale[380]. Son successeur Schwarzschild parlera plus ouvertement de « la nécessité d'un judaïsme libéral en Allemagne »[381] en 1949. Il ne craint pas d'évoquer la question de l'orientation spirituelle que doit prendre la Communauté Juive de Berlin et estime les Juifs orthodoxes incapables de régler le problème des conjoints non-juifs, qui intéressait une grande partie des membres, vu la composition de la Communauté.

Schreckenszeiten überleben durften, sind uns stets dessen bewusst, dass wir als Juden eine unteilbare Gemeinschaft bilden." Cité par H. Maor, *op. cit.*, p. 27.

[376] *Weg*, 5.12.1947, p. 1.

[377] *Weg*, 1.03.1946, p. 3.

[378] *Weg*, 17.05.1946, p. 1.

[379] Il a fréquenté l'école de la communauté orthodoxe *Adass Jisroel*. Voir *Ein Ort, op. cit.*, p. 105.

[380] *Weg*, 27.06.1947, p. 3 („Hort des wahren Judentums").

[381] *Allgemeine*, 15.07.1949, p. 1 („Notwendigkeit eines liberalen Judentums in Deutschland").

Toutefois, les élections deviennent souvent le lieu « d'affrontements personnels et non factuels »[382]. Malgré les exhortations à la tolérance, les dissensions se font rapidement jour entre orthodoxes et libéraux. Tandis que Nelhans suivait une ligne très orthodoxe, qui s'est manifestée notamment par la création du « *Misrachi* »[383] en juillet 1946 dans le secteur américain, Julius Meyer avait une conception beaucoup plus assimilationniste du judaïsme, ce qui a conduit à un conflit au sein de la direction de la Communauté. Une des tâches des rabbins était alors de préserver cette « entente » entre les différentes conceptions religieuses. Dans son article intitulé « l'unité du judaïsme », Munk insiste sur l'unité malgré la diversité des points de vue[384]. Levinson réitère ces principes lors de sa cérémonie d'investiture : « Nous ne voulons ni d'un judaïsme libéral, ni d'un judaïsme orthodoxe, nous voulons une communauté juive »[385]. De fait, il est très difficile de savoir où se situe réellement la majorité des Juifs après 1945. Il semblerait qu'un certain retour à l'orthodoxie ait été de mise, car dans les temps difficiles, on a tendance à se raccrocher aux valeurs fondamentales et aux dogmes, mais cette hypothèse reste difficile à vérifier.

Un des conflits les plus explicites a opposé en 1949 Erich Simon, fervent libéral, à Galinski : Simon reproche alors à la Communauté de ne pas lancer de réflexion approfondie sur la question de son orientation religieuse[386]. Selon lui, la majorité des membres étant libéraux, le service responsable du culte[387] devrait être dirigé par un libéral. De plus, il dénonce la « discrimination » envers les mariages mixtes. Galinski répond que le mouvement réformiste en Allemagne est « non seulement une minorité en train de disparaître, mais aussi […] un groupement privé sans aucune importance », qui de surcroît a toujours été antisioniste, ce qu'il qualifie de « péché envers notre communauté », et il désigne pour finir le débat lancé par Simon comme un « combat contre des moulins à vent »[388]. Un point important de la controverse est la question de la langue de culte : Simon plaide pour l'introduction de l'allemand dans les offices, alors que dans la pratique, seul l'hébreu est de rigueur. Galinski lui oppose que l'allemand est

---

[382] Voir M. Brenner, *Nach dem Holocaust, op. cit.* p. 194 („Gemeindewahlen werden zu persönlichen, nicht sachlichen Auseinandersetzungen.").
[383] Regroupement de sionistes religieux au sein de l'organisation sioniste mondiale fondé à Vilnius en 1902.
[384] *Weg*, 22.08.1947, p. 3.
[385] *Weg*, 22.09.1950, p. 9 : „Wir wollen weder ein liberales noch ein orthodoxes Judentum, sondern wir wollen eine jüdische Gemeinschaft."
[386] *Weg*, 2.12.1949, p. 4, article „Ein liberales Programm".
[387] *Kultusdezernat*.
[388] *Weg*, 17.02.1950, p. 6 : „nicht nur eine verschwindende Minderheit, sondern [...] eine völlig belanglose Privatgruppe." „Kampf gegen Windmühlen".

la langue de Hitler alors que l'hébreu est devenu une vraie langue vivante depuis la création d'Israël[389], qui n'est plus réservée aux écrits. Le journal, qui s'adresse à la jeunesse, tente de prôner la tolérance et d'expliquer le pour et le contre du libéralisme : c'est une décision subjective qui doit être respectée. Mais malgré cette bonne volonté, le lecteur reste dans le vague : les rédacteurs préconisent de faire un sondage, mais n'en ont pas les moyens[390]. En d'autres termes, on connaît très mal les véritables aspirations religieuses des Juifs berlinois à cette époque. Toujours est-il que les revendications des « libéraux » se poursuivront dans les années à venir, en tout cas à Berlin-Ouest, où ils refusent d'être considérés comme « des Juifs de deuxième classe »[391] !

c) Pour une neutralité politique

Mais pour les commentateurs de l'époque, c'est surtout sur le plan politique que la Communauté Juive a été mise à rude épreuve, à cause de la division de Berlin en quatre secteurs, et qu'elle a dû faire preuve d'une forte dose de tact[392]. Si l'on en croit Schwarzschild, les Juifs auraient fait preuve d'une grande force morale pour résister aux aléas de la Guerre froide :

> Les quelques Juifs qui se trouvaient justement là où les adversaires se rencontrèrent, furent entraînés sans préavis par le courant ; leur mode de vie lui-même se trouva déterminé par les circonstances extérieures, et même leurs sympathies furent éveillées çà et là. Mais en fin de compte, ce ne furent pourtant que des rumeurs étrangères et lointaines, qui n'atteignirent pas leur cœur[393].

En d'autres termes, les Juifs berlinois auraient su passer outre ces contingences temporelles et garder leur impartialité. Cette neutralité passe d'abord par le refus d'accorder sa préférence à tel ou tel parti politique : ainsi le *Weg* répète à l'envi que religion et politique sont deux sphères qui s'excluent et qu'il n'a aucun conseil à donner aux électeurs en matière de vote. Tout Juif peut librement soutenir un parti dès lors que celui-ci n'est pas antisémite[394]. En revanche, les Juifs sont fortement incités à voter,

---

[389] *Ibid.*, p. 7.
[390] *Weg*, 21.04.1950, p. 5, article „Für und Wider des Reformgedankens".
[391] E. Simon *in* : *Weg*, 8.08.1952, p. 1.
[392] H.G. Sellenthin, *op. cit.*, p. 100 : „Die jüdische Gemeinde hatte in den folgenden Jahren alle Stürme der politischen Entwicklung der Viersektorenstadt, die bei der Blockade endgültig zu einer Zweisektorenstadt wurde, zu durchleben."
[393] S. Schwarzschild *in : Allgemeine*, 10.02.1950, p. 1. „Die wenigen Juden, die sich gerade da, wo die Gegner sich trafen, aufhielten, waren zwar fraglos mit in den Strom hineingerissen; auch ihre Lebensführung wurde von den äußeren Umständen mitbestimmt, auch ihre Sympathien wurden hier und dort geweckt. Aber eigentlich und letzten Endes waren es doch nur fremde, von weitem ans Ohr klingende Geräusche, die nicht bis ins Herz drangen."
[394] *Weg*, 26.07.1946, p. 1.

même ceux qui ont l'intention de quitter l'Allemagne[395]. C'est à l'occasion des premières élections que naît le slogan « *Wahlrecht ist Wahlpflicht* »[396] qui résume l'engagement politique de la Communauté : elle exhorte ses membres à accomplir leur devoir de citoyens sans mener de « politique partisane ». Pour les aider à voir clair, elle demande aux principaux candidats de Berlin d'exposer leur programme concernant les Juifs et l'antisémitisme et les publie dans le *Weg*[397], sans aucun commentaire afin que le lecteur conserve toute sa liberté de jugement. Mais Hans Münzer met en garde les Juifs contre toute tentative d'instrumentalisation par les partis : la plus grande méfiance est donc de rigueur[398].

La même neutralité s'impose comme une évidence au sujet du conflit Est-Ouest, qui est largement tabou dans le *Weg*. Par exemple, il n'est fait aucune mention du terme blocus, à part une fois, alors que celui-ci est presque terminé[399]. De même, que ce soit dans l'*Allgemeine* ou dans le *Weg*, la création de la RFA puis de la RDA sont quasiment passées sous silence. Ce silence était calculé. En effet, la Guerre froide ne pouvait que desservir les Juifs, particulièrement à Berlin, où ils étaient dans une situation de dépendance totale vis-à-vis des quatre alliés et craignaient qu'un nouveau conflit ne détourne l'attention de l'humanité de leurs problèmes[400]. C'est également l'opinion de Mario Offenberg[401].

L'intérêt des Juifs était bien de ne se mettre aucune puissance d'occupation à dos. En particulier, les réparations ne pourraient aboutir si les principaux négociateurs se divisaient : la Guerre froide était l'ennemie des réparations[402]. Même la reconnaissance pure et simple des statuts de la Communauté nécessitait l'accord des quatre alliés, d'où

---

[395] *Weg*, 6.09.1946, p. 1.
[396] Le droit de vote est un devoir.
[397] 17.10.1946, pp. 1-2. Les partis concernés sont le SPD, le SED, la CDU et le LDPD.
[398] *Weg*, 13.12.1946, p. 1.
[399] *Weg*, 25.03.1949, p. 13. Il faut dire qu'en zone d'occupation soviétique, on ne parlait pas de blocus, mais seulement d'incidents techniques de circulation et de communication.
[400] *Weg*, 13.02.1948, p. 1 : „Die Entwicklung nach dem zweiten Weltkrieg hat gezeigt, dass die Menschheit, durch die ernsten politischen Spannungen zwischen Ost und West irritiert, von ihrer wichtigsten Aufgabe, der Verteidigung der Menschenrechte, abgelenkt wurde." (« L'évolution depuis la deuxième Guerre mondiale a montré que l'humanité, préoccupée par les tensions politiques entre l'Est et l'Ouest, a été détournée de sa tâche principale : la défense des droits de l'homme. »)
[401] *Vernichtet und vergessen, op. cit.*, p. 8 : „Die schnell nach 1945 einsetzende Ost-West-Konfrontation, bei der die über Nacht frei und demokratisch gewordenen Deutschen (West) abermals ihre wahren Freunde im Osten ausmachen konnten, ließ die übergeordneten Zwänge entstehen, mit denen man sich und andere über die Jahre hinweg durchmogeln konnte." (« La confrontation Est-Ouest, qui s'engagea rapidement après 1945, et lors de laquelle les Alllemands (de l'Ouest), devenus libres et démocratiques du jour au lendemain, purent une fois de plus identifier leur véritables ennemis à l'Est, fit émerger de nouvelles contraintes prioritaires. »)
[402] *Allgemeine*, 27.01.1950, p. 1 : „Der kalte Krieg gegen die Wiedergutmachung".

la volonté de ne blesser aucune sensibilité. Devant les autorités soviétiques en particulier, les représentants juifs faisaient preuve d'une déférence extraordinaire. Cela a même mené à des dérives, comme le montre le véritable tabou érigé autour des disparitions mystérieuses telles celle de Nelhans, arrêté par le NKVD : dans ce cas, les autorités juives ont littéralement fermé les yeux sur une affaire grave pour ne pas s'attirer d'ennuis avec la SMAD. Arrêté de 7 mars 1948 à Berlin-Est, sa disparition n'est pas évoquée lors de la réunion des représentants le 9 mars[403]. Accusé d'avoir aidé des militaires soviétiques à passer à l'Ouest, il est condamné en août à 25 ans de camp de travail. D'abord interné dans un « *Speziallager* » (« camp spécial ») de Sachsenhausen[404], il est déporté en URSS en octobre 1948. Il meurt d'une jaunisse le 15 février 1950 et est enterré en Moldavie. En 1953, Galinski reviendra sur ce silence :

> La Communauté Juive s'est tue pendant sept ans pour maintenir aussi longtemps que possible son unité. […] Nous avons gardé le silence et peut-être qu'un jour l'histoire nous accusera de ne rien avoir entrepris[405].

Nelhans, victime juive de la Guerre froide, ne sera réhabilité qu'en 1997.

Les rédacteurs du *Weg* ont d'ailleurs refusé très longtemps de croire à cette Guerre froide, appelée souvent « la prétendue Guerre froide » : la formule de Churchill sur le « rideau de fer » est par exemple tournée en dérision lorsque les États-Unis et l'URSS parviennent à un accord sur la fin du mandat britannique en Palestine et la création d'Israël[406]. Observant de loin les conflits entre alliés et se félicitant de leurs rapprochements ponctuels, les Juifs ne se sentaient pas concernés directement par ces tensions : « nous ne sommes que des Juifs » écrit Schwarzschild dans l'*Allgemeine*.

> Nous n'avions ni la possibilité ni le droit d'être des Américains ou des Russes, ni des Allemands de l'Ouest ou des Allemands de l'Est. Nous étions et nous restons tout simplement des Juifs[407].

Ainsi, les Juifs de Berlin ne voulaient être ni de l'Ouest, ni de l'Est, ce qui fait écho aux paroles de van Dam :

> L'existence des Juifs est indépendante des conflits actuels entre l'Est et l'Ouest et elle se maintiendra en l'état quel que soit le cours pris par le conflit entre Russes et Américains ou entre communistes et capitalistes[408].

---

[403] A. Weigelt et H. Simon, *op. cit.*, p. 156.
[404] Peu de temps après 1945, le camp nazi de Sachsenhausen, situé au Nord de Berlin, a servi de lieu de détention pour les prisonniers de l'Union Soviétique.
[405] Propos tenus lors de la réunion des représentants du 12 janvier 1953, cités par A. Weigelt, *op. cit.*, p.159.
[406] *Weg*, 14.11.1947, p. 1 : „Diejenigen, die gern auf den ‚Eisernen Vorhang' hinweisen [...], sind schwer enttäuscht worden." (« Ceux qui aiment évoquer le 'rideau de fer' […] ont été lourdement déçus. »)
[407] 10.02.1950, p. 1, article „Wir sind nur Juden". „Wir konnten und wir durften weder Amerikaner noch Russen, weder Westdeutsche noch Ostdeutsche sein. Wir waren und bleiben eben nur Juden."

En dehors de la Communauté, on peut relever de nombreuses initiatives qui témoignent de ce même refus de prendre position, et en particulier celles de Rudolf Schottlaender[409], pacifiste engagé pour la réunification allemande dès 1949. Le 8 juin 1951, il écrit une lettre au président de la RFA, Theodor Heuß, pour dénoncer la Guerre froide et compose un « chant de la réunification » en 1952[410], même si bien sûr, il n'agit pas au nom de son identité juive. On peut également évoquer Alfred Kantorowicz, qui s'efforce de mettre sur pied la revue *Ost und West*, persuadé que les problèmes Est-Ouest devaient faire l'objet d'une réflexion approfondie, « être élevés de la sphère des slogans à celle de la formulation »[411]. Il parle de Berlin comme d'une unité « par nature » allant de Zehlendorf à Karlshorst et de Pankow à Lichterfelde[412]. Cette initiative paraît vite suspecte aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest[413]. Le journal est lancé à l'été 1947 après des tractations houleuses auprès des alliés. En effet, à son arrivée à Berlin en janvier 1947, il se heurte d'abord au refus du gouvernement militaire américain. Mais l'administration russe lui accorde la licence en mars 1947[414]. Il reconnaît que cette entreprise relève d'un combat digne de Don Quichotte, seul contre les grandes puissances[415]. Et de fait, l'agonie du journal ne se fait pas attendre : dès l'automne 1949, après la création de la RDA, la publication est interdite.

Ces actions, collectives ou individuelles, pour défendre l'unité semblent avoir trouvé un écho parmi la communauté juive. En observateur extérieur, Karl Marx note dans son journal que la Communauté Juive de Berlin, au milieu des « luttes fratricides » qui sévissent dans la ville en 1948-1949, fait preuve d'un esprit de « concorde » exceptionnel, ce qui est certes « incompréhensible », « mais admirable »[416]. Lors de sa première visite à Berlin en 1951, Nahum Goldmann, délégué du Congrès Juif Mondial,

---

[408] *Narben, Spuren, op. cit.*, p. 200 : „Die Existenz des Judentums ist unabhängig von den zeitnahen Auseinandersetzungen zwischen Ost und West und wird ihren Bestand erhalten, welchen Verlauf auch die russisch-amerikanische oder die kommunistisch-kapitalistische Auseinandersetzung nimmt."
[409] Voir notice biographique (Annexe 19).
[410] *Un Allemand malgré tout*, *op. cit.*, p. 74.
[411] *Deutsches Tagebuch, 1. Teil, op. cit.*, p. 347 : „aus der Sphäre der Schlagworte in die Sphäre der Formulierung erhöht werden".
[412] *Ibid*, p. 21 : „das naturgemäß einheitliche Berlin von Zehlendorf bis Karlshorst, von Pankow bis Lichterfelde".
[413] *Ibid.*, p. 143 : „Meine Konzeption, eine Brücke zwischen Ost und West zu bauen, wird von beiden Seiten verdächtigt werden."
[414] *Ibid.*, p. 320.
[415] *Ibid.*, p. 521 : „das donquichotteske Unterfangen, ins Alleingang zwischen Zug und Gegenzug der Machtblöcke zu bestehen".
[416] *Allgemeine*, 17.06.1949, p. 5 („Bruderkampf", „Eintracht"; „unverständlich […] aber bewundernswert").

tient également un discours très laudateur sur la « tempérance » et le « calme »[417] dont font preuve les Juifs berlinois face à la situation politique tendue.

Mais ce silence, cette réserve, doivent être avant tout perçus comme une stratégie de « *containment* ». Malgré la neutralité affichée, les conflits entre l'Est et l'Ouest étaient déjà latents au sein de la Communauté Juive. Ainsi, au cours du temps, le *Weg* apparaît nettement comme le défenseur du camp soviétique, tandis que l'*Allgemeine* affiche une orientation pro-occidentale. Entre les louanges sur la situation des Juifs en URSS[418], les télégrammes envoyés à l'Union Soviétique pour commémorer la Révolution d'Octobre[419], l'utilisation du terme « camarades » pour désigner ses coreligionnaires[420] ou d'une rhétorique communiste visant à désigner les Juifs comme des victimes de la lutte des classes[421], le journal de Julius Meyer ne cachait pas ses sympathies, notamment pour la VVN[422]. Il a d'ailleurs été accusé par le social-démocrate Curt Swolinsky d'être un organe de propagande communiste, ce dont bien sûr se défendent les rédacteurs[423]. Ainsi, les deux « voix » de la Communauté Juive de Berlin avant sa division sont incarnées par Meyer d'un côté et Galinski de l'autre, beaucoup plus proche de la ligne de l'*Allgemeine*. Il est d'ailleurs caractéristique que dès 1951, les deux hommes interviennent publiquement de manière séparée. Ainsi, lors de la visite de Nahum Goldmann, Freund prononce un discours en tant que représentant de la Communauté de Berlin et bras droit de Galinski, tandis que Meyer s'exprime au nom des communautés juives de RDA[424].

Mais les deux camps ne pouvaient se permettre de s'attaquer l'un l'autre frontalement : dans le tumulte de 1948, Galinski se fait le porte-parole de l'apaisement, malgré ses convictions fortement anti-communistes, ce qui lui vaudra sans doute sa grande popularité. En septembre 1948, il fait publier dans le *Weg* une page spéciale pour enjoindre les membres de la Communauté à la réserve vis-à-vis des événements politiques, insistant sur les « bonnes relations » que celle-ci entretient avec les quatre

---

[417] *Allgemeine*, 23.02.1951, p. 1 („Nüchternheit", „Ruhe").
[418] *Weg*, 31.05.1946, p. 4 : „Die Juden in Russland". Cet article part du présupposé que dorénavant, « l'expérience socialiste est reconnue comme réussie » et « l'égalité des Juifs réalisée » en URSS.
[419] *Weg*, 15.11.1946, p. 6 ou 12.11.1948, p. 10.
[420] Voir par exemple *Weg*, 16.07.1948, p. 9.
[421] *Weg*, 23.04.1948, p. 1. L'article s'intitule „Die Helden des Warschauer Ghettos" (« Les héros du ghetto de Varsovie »). „Die Juden aller Länder, die von den Nazi-Barbaren unterjocht wurden, bildeten immer nur Minderheiten, die schutzlos ihren Verfolgern ausgeliefert waren." (« Les Juifs de tous pays, qui étaient sous le joug des barbares nazis, ont toujours formé une minorité donnée en pâture à ses persécuteurs. »)
[422] Voir par exemple *Weg*, 18.06.1948, p. 3.
[423] Voir *Weg*, 19.12.1947, p. 3.
[424] *Allgemeine*, 23.02.1951, p. 5.

puissances alliées[425]. En 1949, peu avant la création de la RFA, le journal publie un communiqué en première page qui rappelle fortement le message de Walter Ulbricht à propos de la construction du Mur : personne n'a l'intention de diviser la Communauté Juive de Berlin[426]!

d) Une lutte commune contre l'antisémitisme

Le 20 septembre 1945, une loi du conseil de contrôle interallié met fin officiellement aux « *Judengesetze* », les lois sur les Juifs, et notamment aux lois de Nuremberg de 1935, qui avaient régi les relations entre Juifs et Allemands sous Hitler. L'objectif numéro un des Juifs, tel qu'il s'exprime en particulier dans le *Weg*, est de combattre les ressentiments entre Juifs et Allemands. Il s'agit d'abolir une fois pour toutes ce « mur de séparation » entre Juifs et non-Juifs[427] en tenant compte du fait que le « poison antisémite » ne peut se résorber du jour au lendemain dans la société allemande[428].

Or, s'il est un domaine dans lequel les Juifs de Berlin font preuve d'unité, c'est bien la lutte contre celui-ci. De fait, ils font preuve d'une extrême méfiance envers leurs anciens bourreaux : le peuple allemand doit apporter des preuves de sa bonne volonté[429]. Le nouveau rôle échu à la Communauté Juive est celui de « *Wächterin* », de gardienne : elle doit surveiller la société, être attentive à la moindre manifestation d'antisémitisme et la dénoncer. Il va de son devoir d'être vigilante (« *wachsam* »). Ainsi, elle ne manque pas de relever la moindre phrase à consonance antisémite dans les films qui passent au cinéma, telle « *nur keine jüdische Hast* »[430] : à entendre cette expression, on se demande, selon les auteurs, si on ne vit pas encore sous le III^e^ Reich[431]. À la lecture de l'*Allgemeine,* on peut parfois avoir l'impression que les années

---

[425] *Weg*, 10.09.1948, p. 3 .
[426] *Weg*, 1.04.1949, p. 1 : „Es gibt nur ein einheitliches jüdisches Problem, es gibt nur eine einheitliche jüdische Frage in Berlin." (« Il n'y a qu'un seul et même problème juif, il n'y a qu'une seule et même question juive à Berlin. ») Ce message sera réitéré par Galinski un an plus tard pour se défendre contre les attaques qui lui reprochaient d'avoir l'intention d'ériger une communauté indépendante à Berlin-Ouest. Voir *Allgemeine*, 8.09.1950, p. 8 : „Die Einheitsgemeinde soll bewahrt werden." (« La Communauté unitaire doit être maintenue. ») On remarque d'ailleurs que le terme « *Einheit* » est ici détourné de son sens initial.
[427] *Weg*, 1.03.1946, p. 1 („Trennwand zwischen Juden und Nichtjuden"). Il s'agit de la phrase inaugurale du journal.
[428] *Ibid.* („das antisemitische Gift").
[429] *Ibid.*, p. 2 : „Das deutsche Volk hat uns und der Welt Beweise seiner inneren Wandlung zu bringen. Aufmerksam werden wir jedes Zeichen hierfür verfolgen."
[430] « Pas de précipitation juive ».
[431] *Weg*, 22.11.1946, p. 1.

1945 à 1953 ont été un véritable « épilogue » de la période national-socialiste[432]. La Communauté se révèle également très pointilleuse au sujet des personnalités compromises sous Hitler qui occupent toujours des postes à responsabilité et veille à une application scrupuleuse de la « dénazification » : par exemple Otto Ernst, qui se présente sur les listes de la CDU alors qu'il fut commissaire pour le secteur bancaire[433], ou encore Curt Swolinsky, profiteur du régime nazi et vice-président du SPD à Berlin[434], font l'objet de violentes attaques.

Les journaux excellent dans cet art, qu'ils soient plutôt « de l'Est » ou plutôt « de l'Ouest », employant des schémas argumentatifs similaires. On relève par exemple la même ironie à propos de la banalisation des actes antisémites. Ainsi, les auteurs de méfaits au cimetière de Weißensee dans la nuit du 9 au 10 mai 1950 sont qualifiés de simples « enfants qui jouent », dans une caricature assez amère représentant des enfants en train de détruire des tombes juives[435]. Les journalistes juifs réagissent bien sûr également avec indignation à l'acquittement de Veit Harlan en avril 1949. Déjà l'année 1946 s'est avérée très décevante pour les Juifs, qui se sentent de plus en plus méfiants à l'égard de leur entourage. Fabian évoque cette « Allemagne funeste », où les Juifs ne sont toujours pas compris comme ils devraient l'être[436]. Le « chemin » qui devait mener vers les hautes sphères et à la réconciliation devient d'ailleurs « le chemin qui mène hors de l'illusion »[437]. Les actes antisémites sont bien sûr également relevés avec précision, comme les profanations de cimetières dans la Schönhauser Allee en août 1947, ainsi qu'à Oranienburg en novembre de la même année[438].

En parallèle, il faut relever un certain nombre d'efforts dans le sens « positif ». Pour Meyer, Berlin devait montrer l'exemple en la matière :

> Nous nous sommes juré de montrer au monde que la ville dans laquelle les nazis avaient pris leurs quartiers deviendrait aussi le point de départ de mesures visant à une nouvelle entente entre Juifs et chrétiens[439].

---

[432] Remarque de S. Tauchert, *op. cit.*, p. 75.
[433] *Weg*, 29.11.1946, p. 4.
[434] *Weg*, 10.01.1947, p. 4.
[435] Voir la caricature « Spielende Kinder » dans l'*Allgemeine* du 28.04.1950, p. 1.
[436] *Weg*, 31.01.1947, p. 1 („Unheimliches Deutschland").
[437] *Weg*, 14.03.1047, p. 1 : article de Fabian intitulé „Der Weg aus der Illusion".
[438] Pour plus de détails, voir la chronologie des actes antisémites (Annexe 17).
[439] *Weg*, 26.09.1946, p. 1: „Wir haben uns geschworen, der Welt zu zeigen, dass die Stadt, in der die nazi Mörder ihr Hauptquartier aufgeschlagen hatten, auch zum Ausgangspunkt von Maßnahmen zur Aufrichtung einer neuen Verständigung zwischen Juden und Christen führen wird."

En novembre 1949 est créée à Berlin la Société de coopération judéo-chrétienne[440] à l'initiative de la force d'occupation américaine : son rôle est de rapprocher les chrétiens – en réalité essentiellement les protestants – et les Juifs. Il s'agit en particulier de combattre par des arguments théologiques les préjugés envers la religion juive et notamment l'accusation de déicide. La « Semaine de la Fraternité » a lieu au début des années 1950 à Berlin et réunit d'éminentes personnalités autour de la question des relations entre Juifs et non-Juifs. Même si au fil des années[441], cette manifestation semble s'épuiser en déclarations d'intentions, il s'agit d'une initiative non négligeable à peine quatre ans après la chute du III^e^ Reich, ayant contribué à une prise de conscience dans les milieux chrétiens. En dehors de ces manifestations « rituelles », Karl Marx remarque que la Communauté Juive de Berlin parvient à réunir, lors d'une manifestation contre l'antisémitisme en 1950, les dirigeants de l'Est et de l'Ouest de la ville à une même table[442]. La Communauté Juive apparaît donc comme le lieu d'une possible compréhension entre Berlin-Est et Berlin-Ouest sur ce thème fédérateur. Préserver l'unité serait alors avant tout une stratégie contre l'antisémitisme : lorsqu'on a beaucoup d'ennemis, il faut exalter la « cohésion » et faire front commun[443].

Ce tableau est cependant contrebalancé par la dénonciation récurrente d'actes antisémites dans l'autre partie de Berlin : tandis que Meyer se consacre à la dénonciation de l'antisémitisme à l'Ouest, Galinski se plaît à accuser l'Est d'antisémitisme. Fritz Katten par exemple, proteste énergiquement contre la projection du film *Oliver Twist* à Berlin-Ouest, dont le contenu est jugé antisémite, tandis qu'il fait les louanges du film *Die Unbeugsamen* projeté à Berlin-Est, et où l'antisémitisme est puni comme un crime[444]. Les accusations de l'*Allgemeine* sont de portée plus générale, par exemple contre l'antisémitisme qui s'intensifie en Europe de l'Est[445]. Pourtant, le *Weg* insiste sur son impartialité et entend dénoncer l'antisémitisme avec autant de virulence lorsqu'il se manifeste à l'Est que lorsqu'il se manifeste à l'Ouest[446].

---

[440] *Gesellschaft für christlich-jüdische Zusammenarbeit*. La première avait été créée à Munich en 1948.
[441] La semaine de la fraternité a lieu tous les ans au mois de mars.
[442] *Allgemeine*, 17.03.1950, p. 13 : „Unter Überbrückung aller zwischen Ost und West bestehenden Differenzen saßen die Stadtväter beider Richtungen an einem Tisch, in einer Kundgebung, deren Veranstalter die Jüdische Gemeinde zu Berlin war."
[443] *Weg*, 12.05.1950, p. 1 („Zusammenhalt").
[444] *In* : A. Weigelt, H. Simon, *op. cit.*, p. 65.
[445] *Allgemeine*, 2.01.1952, p. 2.
[446] *Weg*, 11.03.1949, p. 2 : „Seien Sie versichert, dass es Dinge gibt, die uns auch im Osten Berlins und Deutschlands missfallen, und wir werden hiergegen mit der gleichen Schärfe vorgehen wie gegen das, was wir im Westen nicht billigen können." Voir également *Weg*, 18.11.1949, p. 2.

Ainsi, la neutralité de la Communauté était tout au plus de façade et l'unité proclamée se réduisait en fait essentiellement à la condamnation univoque de l'antisémitisme.

V – L'inexorable division

Dès 1949, année de la création des deux États allemands, et même septembre 1948 dans le cas de la ville de Berlin, la division est un fait. La Communauté Juive maintient néanmoins son unité durant cinq années qui restent encore relativement méconnues. En effet, même pour les plus fins connaisseurs de l'histoire de la vie juive à Berlin après 1945, l'épisode de la division de la Communauté conserve une part de mystère. Andreas Nachama avoue ne pas pouvoir identifier un facteur précis qui aurait déclenché ce processus[447]. Il nous faut donc identifier d'abord quels facteurs ont pu plaider en faveur de l'Est ou de l'Ouest, avant de constater les premiers signes d'éloignement entre « Juifs de l'Est » et « Juifs de l'Ouest », qui ont mené inéluctablement à la crise de janvier 1953.

a) L'engagement pour l'Est ou l'Ouest

Pour M. Schulz, une géographe qui étudie la répartition de la population juive à Berlin dans les années 1990, l'installation des Juifs dans les quartiers Ouest de Berlin se serait faite plus ou moins suivant des choix politiques au tournant des années 1950[448]. Il faut bien nous garder de conclure que le fait de résider à l'Ouest ou à l'Est relève dans tous les cas d'une décision consciente. En effet, nombreux sont ceux pour qui ce choix relève du pur hasard ou de la volonté de rester dans le quartier où ils ont toujours vécu. Ainsi on ne saura jamais déterminer quelle est la part de choix dans l'établissement des Juifs à l'Est ou à l'Ouest. Toutefois, il existe en théorie de nombreuses raisons objectives qui auraient pu expliquer cette décision. Elles sont liées avant tout aux différentes politiques d'occupation des alliés à Berlin entre 1945 et 1953. Une chose est sûre : dès 1945, il existe un fort déséquilibre entre les secteurs d'occupation occidentaux

[447] *In* : R. Rürup, *Jüdische Geschichte in Berlin, op. cit.*, p. 285 : „Es lässt sich […] nicht feststellen, welche die Auslöser für die Spaltung waren."
[448] *Juden in Berlin in Vergangenheit und Gegenwart*, p. 41 : „eine mehr oder weniger den politischen Umständen angepasste Migration".

et le secteur soviétique, les quartiers les plus peuplés de Juifs étant traditionnellement situés à l'Ouest[449], et celui-ci va croissant au cours de cette période.

Evoquons tout d'abord les raisons qui auraient pu pousser les Juifs berlinois à s'établir à l'Ouest plutôt qu'à l'Est : ce sont les plus évidentes et il semble qu'elles aient eu une influence considérable sur le mouvement de la population juive après 1945 à l'intérieur même de la ville de Berlin. Premièrement, comme nous l'avons déjà évoqué, la présence des organisations d'aide dans les secteurs occidentaux a naturellement rapproché les Juifs des alliés occidentaux, en particulier des États-Unis. Cependant, les Juifs se défendaient d'être à la botte de « l'Oncle Sam » et ont revendiqué dès le début une certaine indépendance[450]. La politique des réparations a été le second argument chronologiquement, mais souvent l'argument décisif pour de nombreux Juifs, même si elles se sont laissées attendre beaucoup trop longtemps aux yeux des personnes concernées. Enfin, la gestion du problème des « DP's » par les États-Unis, et notamment l'ouverture des camps, est un troisième élément qui plaide en faveur de la puissance américaine.

En revanche, un certain nombre de facteurs ont pu mener à un rejet des alliés occidentaux. Ainsi, la politique de la Grande-Bretagne en Palestine a résolument exaspéré les Juifs, en particulier les « DP's » qui n'attendaient qu'une chose : pouvoir émigrer en terre promise. De même, la politique d'immigration en Grande-Bretagne était vivement décriée, les quotas étant jugés beaucoup trop faibles. Ce reproche a également été fait aux États-Unis avant la signature du « *Displaced Persons Act* » en 1948, augmentant considérablement les quotas. Mais c'est surtout la tragédie de l'« Exodus » qui a achevé de détourner l'opinion juive de la Grande-Bretagne : le bateau, parti de Marseille avec à son bord 4500 Juifs tentant désespérément de rejoindre la Palestine et rapatriés de force à Hambourg, a ému le monde en 1947. Ainsi, dans le *Weg*, Fabian condamne fermement l'attitude britannique, expliquant que les lois ne signifient pas grand-chose pour des gens qui sont dans une telle détresse[451]. L'allié anglais était donc très mal perçu, à tel point que même la « mentalité anglaise » fait l'objet d'attaques répétées dans le journal[452]. La France, quant à elle, plutôt bien perçue par l'opinion juive, notamment en raison de son attitude « humaniste » envers les

[449] Depuis le XIX^e siècle, la population juive a en effet quitté progressivement le centre de Berlin (Mitte) pour s'établir dans les nouveaux quartiers plus bourgeois de l'Ouest (Charlottenburg, Wilmersdorf). Ceci explique également que le pourcentage de survivants soit le plus important dans ces quartiers.
[450] *Weg*, 11.03.1949, p. 2.
[451] *Weg*, 8.08.1947, p. 3.
[452] Par exemple *Weg*, 6.03.1947, p. 4.

« DP's », et reconnue comme patrie de Zola, de Sartre, de Léon Blum, ne joue cependant qu'un rôle minime par rapport aux Britanniques et aux Américains[453].

Voyons maintenant ce qui a ou aurait pu provoquer chez les Juifs vivant à Berlin un engagement pour l'Est. Nous avons vu que la libération par l'Armée rouge avait donné naissance au mythe de la (re)naissance de la Communauté Juive. Par ailleurs, sur certains points, les autorités soviétiques ont su tendre la main vers la population juive : ainsi, le SED demande à la Communauté son avis sur une future Constitution est-allemande de 1949 élaborée par Grotewohl[454], même si son avis devait finalement peser bien peu dans la balance. Par ailleurs, il est reconnu que les condamnations des anciens criminels nazis ont été beaucoup plus sévères à l'Est qu'à l'Ouest. Ainsi le procès de Sachsenhausen, qui s'est tenu à Pankow devant le tribunal militaire soviétique du 23 octobre au 1er novembre 1947, se solde par la condamnation de 14 accusés à la réclusion à perpétuité et aux travaux forcés[455]. À l'inverse, la « clémence », voire la complaisance de l'Ouest était un sujet d'indignation quotidien au sein de la population juive. Enfin, il faut souligner que les personnalités les plus engagées politiquement se sont décidées en majorité pour Berlin-Est et non pour Berlin-Ouest. Le cas de Gerhardt et Alice Zadek, qui rentrent de leur exil anglais en 1947, après deux ans d'une attente interminable, sans nouvelles de leur famille, est caractéristique : ils voulaient à tout prix rentrer « dans cette maudite Allemagne détruite »[456] dans le but de continuer la lutte de Herbert Baum, jeune résistant d'origine juive, arrêté et exécuté en 1942[457]. Même s'ils ont été pris pour « *meschugge* », c'est-à-dire fous en yiddish, la force de l'idéal a été déterminante et une telle ferveur ne se retrouve guère dans les témoignages des Berlinois de l'Ouest.

Cependant, cela ne doit pas masquer les forts désavantages, voire les dangers auxquels s'exposaient les Juifs qui s'installaient dans le secteur soviétique. D'abord, la SMAD ne reconnaissait pas le statut des « DP's » et par conséquent, les camps se situaient uniquement dans les secteurs occidentaux. La réponse soviétique au problème des personnes déplacées a en effet été radicale : en janvier 1946, les 2500 Juifs qui se trouvaient dans les foyers d'accueil de la Communauté Juive en zone soviétique devaient être transférés dans un camp situé à proximité de Prenzlau[458]. Cette annonce a

---

[453] Ce qui s'explique par le faible nombre de Juifs vivant en zone d'occupation française.
[454] CJA, 5A1, Nr. 0005. Lettre du SED datée du 15 avril 1947, accompagnée d'une brochure intitulée : « Otto Grotewohl – Deutsche Verfassungspläne ».
[455] *Jüdisches Leben in Pankow*, *op. cit.*, p. 294.
[456] A. et G. Zadek, *Ihr seid wohl meschugge*, Berlin, Dietz, 1998, p. 20 („Ja, wir würden zurückkehren in das verdammte, kaputte Deutschland").
[457] *Ibid*, p. 18.
[458] A. Königseder, *Flucht nach Berlin*, *op. cit.*, p. 50.

provoqué un mouvement de panique chez ces Juifs venus d'Europe de l'Est et ils se sont installés dans les secteurs occidentaux. Par ailleurs, les Juifs qui espéraient émigrer ne pouvaient le faire que depuis ces derniers, du moins jusqu'en 1949, et en particulier dans le secteur américain. Les autorités russes n'ont pas facilité non plus le retour des émigrés, à part d'une portion « choisie ». Les « rémigrés » de Shanghai par exemple en ont fait les frais[459]. Les rares personnes qui ont malgré tout obtenu l'autorisation de revenir ont parfois regretté amèrement leur décision. De plus, les contacts des Juifs avec les organisations d'aide américaines, relativement tolérés au départ, étaient de moins en moins bien perçus dans la zone soviétique. Dès le 12 décembre 1945, la Communauté Juive, dont certains dirigeants ont fait l'objet d'arrestations, doit justifier auprès des autorités soviétiques la présence de ces organisations en précisant qu'elles « ne servent que la bienfaisance et sont par ailleurs totalement apolitiques »[460]. En 1948, c'est Fritz Katten qui fait les frais de ses négociations avec la principale organisation américaine : il est soupçonné d'avoir organisé un transport par bateau en zone soviétique. Même s'il est relâché à l'issue de son interrogatoire, cet élément jouera un rôle important lors de sa seconde arrestation en avril 1949, où il sera accusé d'être un « agent américain »[461]. En juin 1948, le « *Joint* » ravitaillait pourtant 1400 Juifs de la zone d'occupation soviétique[462]. Même l'intervention véhémente de la Communauté Juive sous forme de pétition, ainsi que celle de Nahum Goldmann, n'ont su infléchir sa condamnation à 25 ans de travaux forcés. Katten est très clairement une autre victime des tensions entre l'Est et l'Ouest.

Enfin, si pour beaucoup de Juifs, l'arrivée de l'Armée rouge a été un soulagement, elle a failli signifier pour d'autres une mort accidentelle. En effet, les soldats russes avaient parfois peine à croire qu'il pouvait rester des Juifs à Berlin : « *Nix Juden Deutschland. Tot* » s'est entendu dire Fritz Keuger, qui a pu sauver sa vie en démontrant son aptitude à parler yiddish[463]. Une des « preuves » les plus courantes était de réciter le « *Sch'ma Israel* », exercice auquel ont dû se livrer par exemple Hans

---

[459] Voir CJA, 5A1, Nr. 0005 : une lettre de l'Association des Réfugiés allemands du 21 mars 1947 supplie la Communauté Juive d'agir auprès des autorités soviétiques qui n'ont toujours pas donné leur accord à 407 candidats au retour pour l'entrée sur le territoire de la zone russe.
[460] CJA, 5A1, Nr. 0001, #1, p. 4. („ausländische Organisationen, die lediglich der Wohlfahrt dienen, im Übrigen aber ganz unpolitisch sind.") Il est question du *Joint* et de l'UNRRA.
[461] *In* : A. Weigelt et H. Simon, *op. cit.*, p. 64 et p. 68.
[462] *Ibid.*, p. 92.
[463] *In* : L. Gross, *op. cit.*, p. 370.

Rosenthal[464] ou encore Ruth Thomas pour éviter d'être violée[465]. Par ailleurs, les soldats de l'Armée rouge ont utilisé les cimetières juifs comme des « parcs d'attraction » [466], dégradant les lieux et violant les femmes[467], sans que les plaintes portées contre eux n'aboutissent jamais. D'autres événements datés de fin 1945 montrent également que le comportement de l'occupant russe n'a pas toujours été irréprochable : l'avocat de la Communauté, Kurt Schulze, se plaint par exemple de la perquisition menée par l'inspection criminelle de Prenzlauer Berg au foyer de la Rykestraße dans la nuit du 14 au 15 novembre[468]. Sans ordre de perquisition, l'inspecteur Zepernick et ses hommes auraient confisqué une serviette contenant 76 000 reichsmarks, dont 10 000 auraient finalement disparu lors de sa restitution. Ils auraient menacé les Juifs à grand renfort d'arguments antisémites. De tels forfaits se seraient répétés au moins trois fois, et Schulze de dénoncer des pratiques qui s'apparentent à celles de la Gestapo[469]. En décembre 1945, ce sont les représentants Nelhans, Blum, Meyer et Mendelsohn qui subissent des interrogatoires quotidiens sur leurs activités au sein de la Communauté[470]. Les conséquences de ce climat de peur se font ressentir : en 1951, la synagogue de la Rykestraße est déjà décrite comme quasiment désaffectée, seul un « petit noyau » ne cédant pas à la pression continuant de s'y rendre[471]. L'espoir de la voir redevenir un jour « le centre de ralliement de tous les Juifs de Berlin »[472] semble alors un vœu pieux.

Corollaires de cette vision différente du « problème juif » à l'Est et à l'Ouest, de nombreux détails et anecdotes de la vie quotidienne montrent qu'il était sans doute plus difficile d'être juif à l'Est qu'à l'Ouest. Ainsi, lors de la distribution de la *matsah*, le pain azyme consommé traditionnellement à *Pessah*, il faut remplir de nombreuses formalités pour s'approvisionner à l'Est (dans l'Oranienburger Straße) alors qu'à l'Ouest, rien n'est exigé à part la carte de membre[473]. De même, Peter Kirchner évoque

---

[464] Hans Rosenthal est d'ailleurs l'archétype de l'engagement pour l'Ouest, à tel point qu'il considère que sa « deuxième vie » ne commence pas en 1945 comme on pourrait s'y attendre, mais en 1948, lorsqu'il quitte son travail à la « *Berliner Rundfunk* », la radio du secteur d'occupation soviétique de Berlin, pour la RIAS (*Radio im amerikanischen Sektor*).
[465] L. Gross, *op. cit.*, p. 360.
[466] U. Offenberg *in* : J. H. Schoeps, *Leben im Land der Täter*, *op. cit.*, p. 149.
[467] Voir par exemple la lettre de l'administrateur du cimetière de Weißensee à Weltlinger datée du 27 mai 1946 *in* : CJA, 5A1, Nr. 0018, #7. („In den letzten Wochen ist es wiederholt vorgekommen, dass russische Soldaten einzelne Frauen, die auf dem Friedhofsgelände Gräber besuchten, belästigten und sie zu vergewaltigen versuchten.")
[468] CJA, 5A1, Nr. 0019, #3 (Lettre de Kurt Schulze datée du 18 novembre 1945).
[469] *Ibid.*
[470] CJA, 5A1, Nr. 0063, #12-15.
[471] *Weg*, 6.04.1951, p. 2.
[472] *Ibid.*
[473] *Allgemeine*, 16.03.1951, p. 10.

les longs déplacements pour venir chercher les colis d'aide humanitaire, distribués exclusivement dans les secteurs occidentaux[474]. Ainsi, il faut bien distinguer la dimension matérielle du problème, de la dimension morale ou idéologique.

b) Premiers signes d'éloignement

À partir de 1948, année du blocus et de la division administrative de Berlin, certaines institutions juives se séparent ou se créent indépendamment à l'Est et à l'Ouest. Ainsi, le groupe « *Oneg Shabbat* » se réunit exclusivement à l'Ouest tous les jeudis, même s'il reste ouvert à tous les Juifs intéressés[475]. Par ailleurs, lors d'un voyage organisé pour les enfants de la Communauté en Suède, censé leur procurer du repos, loin de la crise qui sévit à Berlin, les neuf participants de Berlin-Ouest et les onze de Berlin-Est empruntent un chemin différent pour se rejoindre sur place, ce qui symbolise les deux voies qui se séparent très concrètement[476]. En décembre 1948, la boucherie cachère Luxemburg est priée d'établir une liste en faisant apparaître les noms de ses clients sur deux colonnes séparées : « Est » et « Ouest »[477]. Ces exemples montrent qu'il fallait bien s'adapter à la nouvelle organisation induite *de facto* par la limitation des déplacements et la séparation administrative. Néanmoins, en dehors du blocus, il semble que les Juifs aient cherché à maintenir des contacts entre l'Est et l'Ouest. Le groupe des étudiants juifs par exemple, qui se réunissait d'abord au *Chaplain's centre*, puis dans la Joachimsthaler Straße, attirait quelques jeunes du secteur soviétique, dont Peter Kirchner[478].

Or, derrière ces faits apparemment anodins se cache une politisation dont seuls les acteurs les plus engagés dans la défense des intérêts juifs ont fait l'expérience. 1948 est la date de création de la VVN, qui voit le jour en janvier à Berlin, et à laquelle la Communauté Juive incite vivement ses membres à adhérer. On estime que 80% des « OdF » environ sont alors devenus membres de la VVN[479]. Or cette organisation est tombée progressivement sous le contrôle du SED, ce qui a poussé le SPD à interdire purement et simplement à ses membres d'y adhérer. Ainsi, Jeanette Wolff quitte la

---

[474] Dans notre entretien du 22.04.2008. Mais il précise que cette difficulté supplémentaire ne constituait pas un obstacle majeur pour lui à l'époque. Il faut dire qu'il était jeune, mais pour d'autres personnes plus âgées, cela a dû constituer un véritable problème.
[475] *Weg*, 1.10.1948, p. 13.
[476] *Weg*, 13.08.1948, p. 10.
[477] CJA, 5A1, Nr. 0188, #24 (lettre datée du 16 décembre 1948).
[478] Voir notre entretien, *op.cit.*
[479] U. Offenberg *in* : J. H. Schoeps, *op. cit.*, p. 145.

VVN en juin 1948, imitée en novembre par Galinski, décision qu'il a regretté par la suite, estimant que les intérêts des victimes ne devaient pas être sacrifiés à des causes politiques. Suite à cet épisode, la rupture était donc consommée entre les dirigeants juifs de l'« Est » et ceux de l'« Ouest ». En 1950, la VVN sera considérée par la RFA comme une « organisation radicale » et une organisation concurrente créée : la BVN[480]. La commémoration de la nuit du pogrome est célébrée pour la dernière fois conjointement par la VVN et la communauté juive de Berlin le 9 novembre 1951, tandis que la manifestation annuelle des victimes du fascisme en septembre a lieu dès 1950 sans les représentants officiels des victimes juives[481]. L'association « OdF » cesse d'exister en 1950 à l'Est (elle est alors remplacée uniquement par la VVN) et en 1951 à l'Ouest (où elle est remplacée par la législation sur les « prV »[482]). 1950 voit la création du « *Amt für Kirchenfragen* »[483] affilié à la section « Affaires intérieures » du Magistrat de Berlin-Est, instance désormais chargée de gérer les affaires concernant la communauté juive dans le secteur Est. La séparation administrative de la ville a été un facteur déterminant également en ce qui concerne la législation sur les réparations. En décembre 1949, le Magistrat de Berlin-Ouest promet la ratification rapide d'un « *Entschädigungsgesetz* »[484], qui sera approuvé par la Commandanture alliée le 31 janvier 1951[485], alors que le « *VdN-Gesetz* »[486] a déjà cours à l'Est. Les différentes règlementations sur la propriété et les restitutions à l'Est et à l'Ouest ont été une cause majeure dans la division de la Communauté[487].

Par ailleurs, il faut évoquer les réactions à la création de la RFA et de la RDA. Julius Meyer par exemple s'engage dans la vie politique est-allemande en devenant député de la Chambre du peuple provisoire dans le groupe VVN en 1949. Cependant, il faut remarquer que le refus de devenir citoyens de l'un ou l'autre des deux États allemands est très marqué chez les Juifs berlinois, qui se trouvent en première ligne de la séparation. Ils regrettent d'être désormais séparés de leurs « coreligionnaires à l'Ouest de l'Elbe »[488] et craignent une dérive « néo-fasciste » en RFA[489]. Tandis que la

---

[480] *Bund der Verfolgten des Naziregimes* (Fédération des Persécutés du Régime nazi).
[481] *Weg*, 19.09.1950, p. 3 : Galinski refuse en effet « que nos morts soient utilisés à des fins politiques ».
[482] *politisch und rassisch Verfolgte*. Cette loi, votée le 20 mars 1950, stipule que pour y avoir droit, les requérants doivent impérativement habiter Berlin-Ouest.
[483] Service des affaires ecclésiastiques.
[484] Loi sur les dédommagements.
[485] Elle sera remplacée par la « *Bundesentschädigungsgesetz* », ratifié le 18 septembre 1953.
[486] Loi sur les victimes du régime nazi.
[487] Selon l'analyse d'A. Nachama *in :* R. Rürup, *op. cit.*, p. 282.
[488] „Glaubensgenossen westlich der Elbe", *in* : *Weg*, 17.06.1949, p. 1.

Communauté de Berlin reste unifiée, les communautés juives de RFA et de RDA suivent la voie logique de l'intégration dans leur nouvel État : la création du « *Landesverband* », l'organisation des communautés juives de la future RDA est préparée dès novembre 1946 dans la synagogue de la Rykestraße[490] et aura lieu à Leipzig en décembre de la même année. Meyer en devient président en juin 1952. En juillet suivant, cette organisation devient le « *Verband der jüdischen Gemeinden in der DDR* ». Toutefois, il faut noter qu'en raison du statut interallié de Berlin, la Communauté Juive de Berlin ne pouvait adhérer à cette organisation. Du côté Ouest, le *Zentralrat* est créé en juillet 1950, symbole de la volonté des Juifs à s'établir durablement en Allemagne. Galinski a insisté pour que les communautés juives de RDA y soient aussi représentées, mais si c'est théoriquement le cas, leur participation à la vie du *Zentralrat* est sérieusement compromise par des interdictions diverses : ainsi en janvier 1951, Meyer est empêché de se rendre à une session en RFA par le Comité Central du SED. Le but des autorités était donc bien d'entraver les contacts entre les institutions juives en RDA et en RFA.

Dans les faits, les « Juifs de l'Est » et « de l'Ouest » commencent à se livrer une concurrence au quotidien. Le 26 octobre 1952, la « Communauté – synagogue Rykestraße »[491] organise un bal de *Simcha-Torah*[492] et tente d'attirer le maximum de « membres de Berlin-Ouest ». Le but est, selon un courrier de Meyer lui-même, « de leur démontrer à quel point nos hommes vivent libres et sans contraintes, ainsi que sans le moindre antisémitisme dans le secteur démocratique »[493]. En décembre 1952, pour le bal de *Hanoukka* organisé de nouveau par Meyer, les représentants de l'Ouest sont également invités, mais comme s'il s'agissait de personnalités extérieures, mises sur le même plan que les présidents des Communautés de Leipzig, Halle ou Dresde[494].

Enfin, il faut évoquer la détérioration des relations au quotidien entre les différents acteurs de la vie juive à Berlin. La vision de Galinski est à cet égard très révélatrice :

---

[489] Voir l'article „Westdeutschland – wohin ?" (« Où va l'Allemagne de l'Ouest ? ») dans le *Weg* du 7.10.1947, pp. 1-2.

[490] Voir *Weg*, 15.11.1946, p. 4. *Landesverband der Jüdischen Gemeinden in der russischen Okkupationszone*. Jusqu'en 1952, le Landesverband aura son siège administratif à Berlin.

[491] Il nous paraît important de souligner cette désignation, qui mettait l'accent sur l'indépendance (toute relative dans les faits) de la partie de la communauté juive « de l'Est ». *Allgemeine*, 11.01.1952, p. 7. À l'inverse, il était encore question de « notre synagogue de la Rykestraße » dans le *Weg* du 6.05.1951, p. 2.

[492] Voir glossaire.

[493] CJA, 5A1, Nr. 0033, #1 (lettre de Julius Meyer au Magistrat du Grand-Berlin, le 22 décembre 1952) : „Es lag insbesondere daran, einen großen Teil Westberliner Mitglieder der Jüdischen Gemeinde nach dem demokratischen Sektor zu bekommen, um ihnen zu beweisen, wie frei und ungehindert und ohne jeglichen Antisemitismus unsere Menschen im demokratischen Sektor leben."

[494] CJA, 5A1, Nr. 0034, #1.

> La situation devenait de plus en plus insupportable. Nous étions observés, à chaque séance, et une vie juive comme je me l'étais imaginée ne pouvait tout simplement plus être menée à cause des instances du SED[495].

Pour le rabbin Levinson, qui s'efforçait de maintenir une vie communautaire « sans frontières »[496] malgré les difficultés politiques, les allées et venues permanentes entre l'Ouest et l'Est de la ville de 1950 à 1953 étaient une source de « tension » et de « sensations fortes »[497] dans un contexte de chasse aux espions généralisée. Son statut étant peu clair pour les autorités, il devait toujours avoir sur lui deux lettres, qu'il gardait dans deux poches différentes et montrait au gré des circonstances : l'une de Julius Meyer garantissant ses fonctions en zone soviétique et l'autre du chef de la police militaire américaine[498]. Surtout, Levinson est un des seuls témoins de l'époque à évoquer les « scènes dramatiques » qui se déroulaient au siège de la Communauté Juive, dans l'Oranienburger Straße : « on échangeait des invectives pendant des heures, on luttait sur des textes et des définitions, en sachant parfaitement ce que l'autre allait dire »[499]. Il rapporte même qu'une fois, Julius Meyer a failli faire une crise cardiaque.

À partir des années 1950, les journaux prennent également beaucoup moins de précautions dans leur discours : l'*Allgemeine* commence à sortir de sa réserve (ou de sa neutralité de façade) pour dénoncer l'attitude de la RDA face aux réparations. En mars 1950, un incident se produit : le journal ne peut être livré normalement dans la zone soviétique et le secteur d'occupation soviétique à Berlin. Karl Marx prône une intervention immédiate pour parvenir à un « échange » avec l'Est et à des « questionnements communs »[500], mais la rupture est consommée. Le 27 septembre 1951, Adenauer prononce sa célèbre déclaration sur les engagements de la République Fédérale vis-à-vis d'Israël et des Juifs, préface à la loi sur les réparations. Galinski

---

[495] Interview avec M. Brenner, *op. cit.*, p. 149 („Aber die Situation wurde immer unerträglicher. Wir wurden beobachtet, in jeder Sitzung, und ein jüdisches Leben, wie ich es mir vorgestellt habe, konnte durch die Instanzen der SED einfach nicht mehr durchgeführt werden").

[496] N. P. Levinson donnait par exemple des cours de religion à l'Est (il eut d'ailleurs Peter Kirchner comme élève) et dirigeait avec sa femme Helga le camp de vacances pour enfants de Wannsee, auquel participaient des enfants juifs de la zone d'occupation soviétique.

[497] *In : Ein Ort, op. cit.*, p. 107 („Spannung und Nervenkitzel").

[498] *Ibid.*, p. 111.

[499] *Ibid.*. („Man schrie sich stundenlang gegenseitig an, rang um Texte und Definitionen und wusste immer genau, was der Andere sagen würde.")

[500] CJA, 5A1, Nr. 0025, #3 (lettre du VVN à Julius Meyer datée du 10 mars 1950) : „Austausch mit dem Ostsektor zu gemeinsamen Fragestellungen".

rappelle aux Allemands de l'Est qu'ils ont eux aussi des obligations et tance vertement la RDA[501].

Enfin, les élections de mai 1952 révèlent les tensions Est-Ouest au sein même de la Communauté Juive : le combat entre Meyer et Galinski s'affiche au grand jour. Durant l'été 1952, une violente discorde entre le bloc « juif-libéral » et le groupe « juif-national » éclate. Ce dernier dénonce une « dictature de la fraction juive-libérale »[502], le parti de Galinski ayant réparti les postes à responsabilité entre ses membres, profitant de l'absence de deux représentants du groupe adverse. Le service du culte notamment aurait dû revenir aux « nationaux ». Trois avocats sont engagés pour faire la lumière dans cette affaire. Dans un compte-rendu de sa visite à Weltlinger, Ernst Wolff expose les suspicions qui pèsent contre Galinski : celui-ci aurait l'intention de créer une Communauté Juive séparée à l'Ouest[503], la preuve étant constituée par ses démarches auprès de Weltlinger pour obtenir la construction d'un cimetière indépendant[504]. Galinski voudrait discréditer le groupe juif-national en le faisant passer pour communiste, ce dont se défendent les « nationaux »[505], même s'ils sont tous de l'Est[506]. Un compromis n'est trouvé qu'à la fin août, Galinski étant désigné comme président et la fraction juive-nationale se répartissant les sièges de la division du culte.

On voit donc bien que la séparation prônée entre le religieux et le politique était loin d'être une réalité. Dans cette situation extrêmement tendue, il n'est pas étonnant que la « Guerre froide juive »[507] ait fini par éclater ouvertement à Berlin.

c) « L'année noire » 1953[508]

La toile de fond des événements de 1953, tragiques pour les « Juifs de l'Est », est constituée par une vague d'antisémitisme qui sévit dans le Bloc soviétique au début des

---

[501] *Allgemeine*, 12.10.1951, p. 7 : „Es sei noch einmal an dieser Stelle festgestellt, dass wir die Probleme der Judenheit in ganz Deutschland als ungeteilt und einheitlich betrachten. Was für den einen Teil Deutschlands gilt, gilt auch für den anderen."
[502] Voir CJA, 5A1, Nr. 0062.
[503] *Ibid.* (Compte-rendu daté du 27 juillet 1952) „Weiterhin erklärte Herr Weltlinger, dass er überzeugt sei, dass Herr Galinski versuche, mit aller Gewalt eine West-Gemeinde aufzuziehen, um inderselben *(sic)* sämtliche Machtpositionen auf sich zu vereinigen."
[504] Pour les Juifs vivant à l'Ouest, la question du cimetière était en effet le problème principal posé par la division, vu que tous, et surtout celui de Weißensee, étaient situés à l'Est. Nous y reviendrons plus en détail dans le chapitre III.
[505] *Ibid. :* „Galinski stellt die National-Jüdische Gruppe, da Julius Meyer Führer ist, als Kommunistisch *(sic)* hin, um damit die Bestätigung der westjüdischen Gemeinde er *(sic)* erwirken."
[506] Parmi eux, on peut citer Goldkorn, Gepner, Rothholz et le Dr. Erich Cohn.
[507] S. Meining, *Kommunistische Judenpolitik*, *op. cit.*, p. 194.
[508] K. Hartewig, *Zurückgekehrt*, *op. cit.*, p. 413.

années 1950. Une première alerte concernant l'antisémitisme à l'Est est donnée dans l'*Allgemeine* en juin 1951, lorsque 5000 Juifs de Budapest sont menacés d'expulsion[509]. La rumeur s'amplifie, inquiétant à juste titre les Juifs de RDA. Comme le dit Fabian : « nous n'avons pas envie d'être les victimes de l'antifascisme comme nous avons été celles du fascisme »[510]. En RDA, même si les mesures sont toujours restées relativement atténuées par rapport aux autres pays du Bloc soviétique, des persécutions ont eu lieu dans les années 1950. Un bon exemple de ces évictions est le cas de Josef Winternitz[511]. Il perd ses fonctions à la direction du Marx-Engels-Lenin-Institut le 21 février 1950 pour avoir opposé Staline et Lénine. Il décide de retourner en Angleterre et ne revient plus jamais en Allemagne. En 1952, Werner Goldberg, qui a participé dès 1945 à la « reconstruction de notre communauté »[512], perd de nouveau tout, « victime encore une fois de l'arbitraire politique », cette fois « des communistes »[513]. Ce n'est que sept ans plus tard qu'il prendra un nouveau départ. On pourrait citer également d'autres noms : Gustav Beutler, Alfred Dreifuß, Günter et Genia Nobel…[514] La Guerre froide joue un rôle direct dans certaines décisions de justice : en 1951, lors du procès de Josef Jubelski[515], le fait qu'il ait mené des négociations commerciales avec des « courtiers de Berlin-Ouest » est retenu contre lui comme un élément à charge[516]. Malgré l'intervention de la Communauté Juive en janvier 1952, le jugement ne sera jamais révisé et il préfèrera s'installer à l'Ouest en 1957.

Les Juifs revenus à Berlin-Est après leur émigration à l'Ouest étaient particulièrement en ligne de mire des autorités soviétiques. On pense évidemment au cas de Paul Merker, qui sans être juif lui-même, s'est beaucoup investi pour que les Juifs obtiennent réparation du gouvernement de RDA. Surnommé le « roi des Juifs », il est arrêté en 1952, puis condamné à huit ans de prison en tant qu'« agent sioniste » et réhabilité seulement en 1956. Dans son sillage, beaucoup feront l'objet au mieux d'une surveillance rapprochée et de dégradations professionnelles, au pire d'une arrestation, voire d'une exécution sommaire ou d'une déportation vers la Sibérie. Mais c'est au

---

[509] *Allgemeine*, 22.06.1951, p. 1 („Budapester Juden ausgewiesen").
[510] *Weg*, 28.05.1948, p. 3 : „Wir haben keine Lust, Opfer des Antifaschismus zu werden, wie wir Opfer des Faschismus gewesen sind."
[511] (1896-1952) Exilé de nombreuses années en Angleterre, citoyen britannique, né à Oxford. Membre du KPD. Après la guerre, il obtient un poste de professeur à Iéna (1948) puis à Berlin. Il perd son poste à cause d'une publication, *Marxismus und Nation*, où il évoque le sort des Juifs.
[512] *In* : *Mein Judentum*, *op. cit.*, p. 198 („Wiederaufbau unseres Gemeinwesens").
[513] *Ibid.*, p. 200 („erneut das Opfer politischer Willkür der Kommunisten").
[514] Voir *Leben im Wartesaal*, *op. cit.*, pp. 100-111.
[515] Voir notices biographiques.
[516] *In :* A. Weigelt et H. Simon, *op. cit.*, p. 30 („Westberliner Maklern").

tournant des années 1952 et 1953 que l'antisémitisme se fait vraiment virulent dans le Bloc soviétique.

Le premier événement notoire est à cet égard le procès Slansky en Tchécoslovaquie qui débute le 20 novembre 1952 : onze accusés, la plupart d'origine juive, sont condamnés à mort pour crimes contre l'État[517]. Le procès s'avère être un simulacre, révélateur de l'épuration qui sévit dans les dictatures communistes sous l'influence de Staline. En Tchécoslovaquie, de nombreux Juifs cherchent à s'enfuir, certains se suicident même par désespoir, comme le secrétaire de la Communauté Juive de Prague, Erik Cohen, et sa femme[518]. Les « leçons » qui sont tirées de ce procès ont de quoi faire frémir les Juifs d'Europe centrale. Celles-ci sont publiées en RDA le 4 janvier 1953 dans *Neues Deutschland*[519] et font apparaître les noms de Paul Merker et de Leo Zuckermann comme des traîtres ou des « conspirateurs » potentiels. En réaction, l'*Allgemeine* publie un article aux propos très violents à l'égard du SED, dans lequel les Juifs de l'Ouest reconnaissent « de nouveaux ennemis particulièrement dangereux dans le Bloc de l'Est »[520]. Alfred Kantorowicz note dans son journal : « Hitler, tu as fait école – pas seulement à l'Ouest […] mais aussi à l'Est »[521]. Fin décembre 1952, Staline déclare devant le PCUS que tout Juif est un ennemi potentiel à la solde des États-Unis. Le 13 janvier, sa paranoïa allant croissante, le « complot des blouses blanches » fait les gros titres de la presse russe : des médecins, la plupart d'origine juive, sont accusés d'avoir tenté d'empoisonner le « petit père ».

En conséquence, une phase active de persécution commence aussi en RDA en janvier 1953 : en quelques jours, le sort des Juifs est-allemands bascule. Nombreux sont ceux qui viennent trouver Levinson à Berlin-Ouest pour lui demander conseil[522]. Si le passage à l'Ouest a été organisé en haut lieu pour les dirigeants des communautés, celui des petites gens fut en revanche une réaction spontanée, liée à la panique, à la crainte d'un « nouveau pogrome », le souvenir de 1938 n'étant pas bien loin dans les esprits. Le 6 janvier, Julius Meyer, victime idéale de ces « purges » en tant qu'agent de liaison avec

---

[517] Parmi les principaux chefs d'accusation figurent la conspiration avec les puissances occidentales, ainsi que le soutien de Tito. La Tchécoslovaquie voulait que ce procès soit exemplaire, sans doute pour se racheter auprès de l'URSS car elle avait vendu des armes à Israël, tombé en disgrâce aux yeux de Staline après une courte phase d'« amitié » russo-israélienne.
[518] *Allgemeine*, 5.12.1952, p. 7.
[519] „Lehren aus dem Prozess gegen das Verschörungszentrum Slansky".
[520] *Allgemeine*, 9.01.1953, p. 1 („neue und außerordentlich gefährliche Feinde im Ostblock").
[521] A. Kantorowicz, *Deutsches Tagebuch, 2. Teil*, Berlin, Verlag Europäische Ideen, 1979, p. 335 : „Hitler, du hast Schule gemacht – nicht nur im Westen […], sondern auch im Osten."
[522] *Ein Ort, op. cit.*, p. 135.

le « *Joint* » et défenseur des réparations comme Merker, est interrogé sur ses contacts avec Israël et détenu durant deux jours. Lors de son interrogatoire, on lui demande d'établir une liste de tous les Juifs qui reçoivent des colis du « *Joint* » et de dénoncer publiquement la politique des réparations ouest-allemande devant les communautés juives de RDA[523]. À sa sortie, il prodigue à tous ses coreligionnaires de l'Est le conseil de quitter la RDA au plus vite. Après la publication de l'article de la *Pravda* du 13 janvier, Meyer passe à l'Ouest[524]. Il sera imité par de nombreux dirigeants et représentants des communautés juives de RDA.

Les Juifs de Berlin-Ouest sortent alors de leur réserve et exhortent leurs coreligionnaires est-allemands à venir à l'Ouest.

> Si, jusqu'à présent, nous nous sommes efforcés de maintenir l'unité de la Communauté dans l'ensemble de Berlin, c'était pour garantir à nos membres un appui moral et la possibilité d'une solidarité dans le domaine religieux. Mais si désormais, l'appartenance à la communauté juive est prise comme prétexte pour persécuter nos sœurs et nos frères, nous devons rompre le silence que nous avons gardé jusqu'alors dans l'intérêt de nos membres[525].

Une grande partie de l'administration de la Communauté se trouvait déjà dans les secteurs occidentaux et les dirigeants de l'Est ont emporté dans leur fuite de nombreuses archives encore conservées au siège de l'Oranienburger Straße. Levinson, qui avait transféré en catimini la totalité de la bibliothèque d'Est en Ouest dans les semaines précédentes[526], lance un appel le 15 janvier, auquel la direction de la communauté est fortement opposée. L'historien Joseph Wulf, ainsi que l'avocat Manek Riegelhaupt lui apportent leur soutien lors de la conférence de presse qu'il organise chez lui : le rabbin appelle les Juifs de RDA à passer à Berlin-Ouest tant qu'il est encore temps. Le lendemain, Galinski est contraint de reprendre à son compte le communiqué de Levinson. Le 19 janvier, à Berlin-Est, Willi Bendit et Martin Riesenburger dénoncent les « rumeurs » qui circulent à l'Ouest[527]. Mais il est déjà trop tard : après cet appel, quelque 400 Juifs affluent dans les jours qui suivent, pour la plupart des membres

---

[523] Voir U. Offenberg *in* : J. H. Schoeps, *Leben im Land der Täter, op. cit.,* p. 152.
[524] Il ne restera cependant pas à Berlin : en 1954, il quitte définitivement l'Allemagne pour le Brésil. La légende veut que Galinski l'ait éjecté personnellement de son bureau dans la Joachimsthalerstraße. Voir A. Nachama, J. H. Schoeps, *Aufbau nach dem Untergang, op. cit.,* p. 231.
[525] *Allgemeine,* 23.01.1953, p. 1 : „Wenn wir bis jetzt um die Einheit der Gemeinde in ganz Berlin bemüht waren, so um unseren Menschen einen sittlichen Halt und die Möglichkeit eines religiösen Zusammenhaltes zu geben. Wenn jetzt durch bewusste Verdrehungen der Tatsachen die Zugehörigkeit zur jüdischen Gemeinschaft zum Anlass genommen wird, um unsere Schwestern und Brüder zu verfolgen, dann müssen wir das Schweigen, das wir im Interesse unserer Menschen bewahrt haben, aufgeben."
[526] *Ein Ort, op. cit.,* p. 135.
[527] D'après le *Weg* du 30.01.1953, p. 1.

de la Communauté Juive de Berlin résidant à l'Est[528]. Au total, à la fin du printemps 1953, on comptabilise plus de 550 Juifs ayant mis leur projet de « passer de l'autre côté » à exécution[529]. Levinson quant à lui est congédié en mars par Galinski, à qui il reprochait de ne pas être intervenu assez tôt, pour avoir « fait de la politique américaine » et brisé l'exigence de neutralité que s'était fixé la Communauté[530]. Leo Baeck, profondément vexé par cette décision, se gardera bien d'envoyer de nouveau un rabbin à Berlin après le départ de son élève Levinson en avril 1953.

À partir du moment où l'appel est lancé, on se prépare à organiser l'accueil de ces Juifs considérés comme des « réfugiés » (*Flüchtlinge*). Un programme d'aide d'urgence est immédiatement mis en place et la Communauté multiplie les appels à l'aide à l'intention des autres communautés juives de RFA et du monde juif en général[531]. Appelés les « réfugiés de l'Est » et dépeints comme des victimes de la dictature communiste en RDA[532], ils obtiennent le statut de réfugiés politiques pour peu qu'ils n'aient pas exercé de fonctions politiques en Allemagne de l'Est. Ainsi, Julius Meyer devra justifier longuement ses activités politiques en RDA, sans jamais obtenir le statut de réfugié. D'abord hébergés dans les locaux de la Joachimsthaler Straße, ils sont ensuite accueillis dans un asile ouvert spécialement pour eux à Wannsee. Siegfried Baruch par exemple, directeur du foyer pour enfants de Niederschönhausen depuis 1950, fuit à Berlin-Ouest avec la plupart des enfants et trouve refuge là-bas. Le cas de Fritz Konicki, fraîchement rentré de Shanghai est également exemplaire : son travail dans une grande entreprise pharmaceutique étant de plus en plus surveillé en RDA, il quitte Berlin-Est en février 1953 pour la RFA, abandonnant tout derrière lui, pour la troisième fois de sa vie[533]. La plupart de ces réfugiés quitteront Berlin pour la RFA ou même pour un autre pays, mais certains resteront et viendront grossir les rangs de la Communauté Juive de Berlin-Ouest.

Les conséquences de ces événements ont été tout à fait décisives pour les deux camps : la neutralité politique étant désormais totalement brisée, les « Juifs de l'Est » et

---

[528] U. Offenberg, *in* : Schoeps, *Leben im Land der Täter, op. cit.*, p. 152.
[529] A. Nachama, J. H. Schoeps, H. Simon parlent de 570 réfugiés inscrits à la communauté juive de Berlin-Ouest entre janvier et avril 1953. *In* : *Juden in Berlin, op. cit.*, p. 231.
[530] Selon Levinson, c'est surtout le fait de perdre la seule liaison téléphonique directe encore existante entre Berlin-Est et Berlin-Ouest qui aurait posé problème à Galinski. Celle-ci aurait « servi les intérêts de la communauté – et pas seulement des intérêts d'idées… » *in* : *Ein Ort, op. cit.*, p. 136.
[531] *Allgemeine*, 23.01.1953, p. 1 : „Wir rufen alle Juden in der Welt auf, uns darin zu unterstützen, den Menschen, die jetzt aus der Ostzone und Ostberlin zu uns kommen, Hilfe zu gewähren."
[532] Ainsi, dans l'*Allgemeine* du 10.04.1953 (p. 1), ils sont appelés les « Juifs de nouveau persécutés » („die wiederverfolgten Juden").
[533] *Leben im Wartesaal, op. cit.*, p. 118.

les « Juifs de l'Ouest » allaient entrer dans une nouvelle phase, inédite, de leurs relations. Pour la première fois allaient coexister dans une même ville deux institutions différentes, non pas pour des raisons de divergences religieuses, mais à cause de la situation politique liée à la Guerre froide. En guise de représailles, le gouvernement est-allemand a d'abord fermé jusqu'à nouvel ordre toutes les institutions juives de Berlin-Est en dehors des cimetières. La Communauté Juive ne sera rouverte qu'après la mort de Staline en mars 1953, et dirigée désormais par une nouvelle instance composée essentiellement de fonctionnaires acquis à la cause du régime ainsi que de quelques informateurs de la Stasi. L'explication officielle pour la division restera jusqu'en 1990 (voire aujourd'hui encore selon certains témoignages) celle de la trahison par un certain nombre de Juifs infidèles, tentés par les avantages matériels de la vie à l'Ouest et instrumentalisés par un Galinski autocrate.

À l'Ouest, cet épisode est qualifié très durement : il donne une excellente occasion à la presse occidentale de diaboliser la RDA. Pour l'*Allgemeine,* qui commente les événements de l'hiver 1952-1953, le procès Slansky n'était rien de moins qu'un « conte de meurtre rituel moyenâgeux »[534], effet inéluctable d'une « propagande de pogrome » orchestrée par Staline[535]. Mais pour Galinski, cela n'a pas empêché la vie de la Communauté de fonctionner sans encombre[536] ; la fuite des Juifs à Berlin-Ouest est présentée comme une mesure salutaire, qui leur a sauvé la vie. La question de la responsabilité restera toujours un sujet de controverse entre les deux Communautés, qui continueront malgré tout, par des initiatives individuelles, à entretenir de fragiles relations jusqu'en 1961, c'est-à-dire jusqu'à ce que le Mur vienne inaugurer l'époque de leur « non-relation ». Il s'agit maintenant d'étudier leur « double renouveau » à partir de 1953[537], d'abord sur le plan démographique.

---

[534] On accusait souvent les Juifs de pratiquer des meurtres rituels (par exemple au prétexte qu'ils avaient soi-disant besoin de sang humain pour préparer leur pain azyme) : cette accusation permettait souvent de faire exécuter les suspects.

[535] *Narben, Spuren, op. cit.,* p. 201 : „nicht weniger als ein mittelalterliches Ritualmord-Märchen", „die Sprengwirkung von Pogrom-Propaganda".

[536] „trotz der Teilung ging das Gemeindeleben ungehindert und ungestört weiter". Voir B. Asmuss, A. Nachama, „Zur Geschichte der Juden in Berlin und das jüdische Gemeindezentrum in Charlottenburg", *in* : W. Ribbe (Ed.), *Von der Residenz zur City, 250 Jahre Charlottenburg,* Berlin (Ouest), Colloquium Verlag, 1980, p. 211.

[537] E.-V. Kotowski : „doppelter Neuanfang", *op. cit.,* p. 6.

Deuxième partie : Aspects démographiques et sociaux

Après cette esquisse de l'histoire des Juifs à Berlin jusqu'à la division de la Communauté, nous tâcherons de définir plus précisément notre objet : qui sont exactement les Juifs berlinois de l'Est et de l'Ouest entre 1953 et 1990 ? C'est-à-dire d'abord combien sont-ils et comment cette population évolue-t-elle au cours de la période ? Il s'agira aussi de s'interroger sur leur origine, leur situation familiale et sociale, toujours en gardant à l'esprit les différences, éclatantes, entre Berlin-Est et Berlin-Ouest, mais aussi en mettant en valeur leurs préoccupations communes, notamment concernant la survie de la communauté. Cette analyse démographique et sociale s'appuiera une triple démarche de réflexion.

- D'un point de vue chronologique, comment évolue la population juive à Berlin entre 1953 et 1990 : a-t-on affaire à un déclin, une stabilisation ou à une véritable renaissance ? Peut-on distinguer différentes phases, expliquer des phénomènes remarquables ?
- Sur le plan comparatif, quelles sont les différences notables entre l'Est et l'Ouest ? Quels facteurs interviennent pour expliquer l'évolution constatée ?
- Enfin, au niveau des interactions, quels mouvements de population peut-on observer entre l'Est et l'Ouest ? Quelles sont leurs incidences sur les Communautés Juives respectives ?

Cela nous amènera à soulever cinq problèmes essentiels. D'abord, nous aurons soin de faire quelques remarques préalables sur les chiffres eux-mêmes (que disent-ils, dans quelle mesure sont-ils fiables et comment peut-on les utiliser ?), car ils reflètent la grande complexité des définitions identitaires juives après 1945. Puis l'évolution comparative Est/Ouest fera apparaître des différences notables : véritable « espèce en voie de disparition »[1] à Berlin-Est, les Juifs semblent en revanche s'établir à l'Ouest, notamment grâce à l'immigration. Par la suite, nous étudierons la structure par âge et la répartition hommes-femmes. Pour terminer, nous nous intéresserons aux problèmes sociaux et aux réponses apportées à ceux-ci à l'Est et à l'Ouest.

Mais avant toute analyse, il faut bien voir d'emblée que les Juifs éprouvent une méfiance absolue envers les chiffres, statistiques ou divers recensements les concernant, pour des raisons historiques : d'abord évidemment à cause des listes de déportation, qui

[1] M. Brenner, *Nach dem Holocaust, op. cit.,* p. 201 („wie die letzten Exemplare einer aussterbenden Tierart").

sont encore présentes dans tous les esprits. Mais ce sentiment pourrait également remonter à la « *Judenzählung* » de 1916, destinée à évaluer le nombre de Juifs participant à la Première Guerre mondiale, qui est restée un très mauvais souvenir pour les Juifs allemands et que beaucoup gardent sans doute encore en tête après 1945.

I – Des chiffres sous-tendus par des « identités difficiles »[2]

L'analyse de l'évolution de la population juive de Berlin ne saurait évidemment se passer d'estimations chiffrées, qui seules permettent de reconstituer les mouvements, de modéliser la situation étudiée. Or, les données statistiques dont dispose le chercheur sont plutôt rares, très dispersées et surtout extrêmement controversées : de fait, on s'aperçoit bien vite de la difficulté à dresser un tableau année par année de la population juive de Berlin. Les sources sont généralement en contradiction et les ouvrages scientifiques ne s'accordent parfois pas entre eux. Faudrait-il alors renoncer à toute tentative de dénombrer ? N. P. Levinson semble d'avis que finalement, seule la qualité compte et non la quantité. Pour lui, le judaïsme n'est « pas une affaire mathématique, mais métaphysique » et la question « combien êtes-vous ? » semble purement illégitime[3]. Pour le chercheur cependant, cette interrogation revêt toute son importance dans une démarche de connaissance et il ne saurait se passer de ce puissant moyen d'objectivation, même imparfait.

a) Qui compter et avec quels outils ? Controverses autour d'une définition

La quantification des Juifs à Berlin dépend nécessairement de la définition que l'on donne au terme « Juif » ; or, les divers recensements effectués – les premiers l'ont été par les organisations d'aide internationale, type « *Joint* », puis par la Communauté elle-même, et ce dès 1946[4] – ne comptabilisent pas tous les mêmes personnes, surtout dans les années 1945-1950[5]. J. Borneman souligne la persistance du problème au cours de la

---

[2] D'après le titre de l'ouvrage d'A. Grosser, *Les identités difficiles,* Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1996.
[3] *Allgemeine,* 11.11.1983, p. 5.
[4] Voir le « Compte-rendu sur la situation de la Communauté Juive de Berlin et de ses membres » (*Bericht über die Lage der jüdischen Gemeinde zu Berlin und ihrer Mitglieder*), CJA, 5A1, Nr. 0003.
[5] Ainsi, le recensement du 29 octobre 1946 (*Kontrollrat-Gesetz Nr.33*) comportait une rubrique « Israélites », ce qui englobait bien plus que les seuls membres de la Communauté. Voir L. Mertens, *Davidstern, op. cit.*, p. 31.

période 1950-1990 : il est tout aussi difficile d'estimer le nombre de Juifs restés à l'Est ou à l'Ouest que de ceux qui sont rentrés d'exil durant la Guerre froide[6]. En effet, la catégorie des « Juifs » a été soumise aux interprétations les plus diverses de la part de la communauté juive internationale, ainsi que des différents alliés. Il est donc important de bien garder à l'esprit que les chiffres maniés sont déterminés en partie par des considérations politiques.

Mais il faut d'abord voir dans quelles conditions étaient réalisées les statistiques après 1945. S'il y a un terme qui caractérise la ville de Berlin au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, c'est bien le « chaos » qui régnait dans tous les domaines, et en 1953, le terme est encore d'actualité. Berlin, ville des ruines, n'a pas qu'une dimension émotionnelle ou esthétique : concrètement, c'est toute la vie quotidienne qui se trouvait paralysée. On imagine alors que recenser la population était une opération quasi impossible à réaliser[7]. L'« office pour le recensement des habitants » (*Einwohnermeldeamt*) a réalisé une première enquête dès août 1945 ; mais en octobre 1946, il a fallu en faire une autre à cause des mouvements de population. À cela s'ajoute qu'à Berlin, toutes ces données ont été divisées en 1948-1949 et conservées par Berlin-Est. Pour H. Maor, les statistiques des communautés juives en Allemagne présentent un caractère « totalement erratique » jusqu'en 1955, date où la fluctuation des « DP's » ne joue plus de rôle significatif et où les communautés juives de RFA commencent à tenir des relevés statistiques de manière régulière[8].

Pour se rendre compte de l'ampleur du désordre, il suffit de lire le rapport d'Adolf Kohn, du service pour le recensement des Juifs en Allemagne, en date du 2 octobre 1945[9]. On y apprend que les moyens utilisés pour faire savoir qu'un recensement avait lieu étaient la diffusion d'annonces dans les journaux berlinois, ainsi que les appels radiophoniques, mais on comptait aussi et surtout sur le bouche à oreille. De nombreux relais ont été mis en place dans les différents quartiers pour mener à bien ce recensement, avec questionnaires à l'appui. Mais malgré ces démarches, on ne pouvait jamais être sûr d'avoir atteint tout le monde, comme le prouvent les « rappels » répétés dans le *Weg*. Quoi qu'il en soit, les résultats obtenus en octobre 1945 donnent un total de 8000 personnes, répartis en 5800 « Juifs » et 2200 « non-Juifs », c'est-à-dire les

---

[6] *In* : *Sojourners, op. cit.*, pp. 3-4.
[7] Voir le *Landesarchiv Berlin* : „unübersichtliche Bevölkerungssituation" (B Rep. 021 : Einwohnermeldeamt Berlin).
[8] *Über den Wiederaufbau*, *op. cit.*, p. 18.
[9] „Abteilung für Registrierung und Erfassung der Juden in Deutschland". CJA, 5A1, Nr. 0139, p. 1.

protestants ou catholiques considérés comme Juifs par les nazis, ainsi que les conjoints non-juifs vivant en mariage mixte avec un Juif.

On voit donc que deux définitions concurrentes, la définition religieuse et la définition raciale, coexistaient à Berlin après 1945 ; c'est bien sûr la conception religieuse qui a fini par prendre le pas sur les critères de définition raciale, mais cela n'allait pas de soi au départ. Cela explique que certaines statistiques établissent deux colonnes différentes recensant les « Juifs de confession » et les « Juifs de race ». Un document de la Communauté Juive non daté, vraisemblablement établi entre le 31 janvier et le 18 avril 1946[10], prouve une extrême confusion à l'intérieur de la communauté elle-même. Sont recensées les deux « catégories » de « Juifs à Berlin » évoquées précédemment : les « Juifs » sans autre précision et les « Juifs de race, mais non de confession », appellation qui témoigne d'une difficulté à choisir les termes appropriés. On remarque que les estimations sont à chaque fois corrigées à la main par des chiffres inscrits au crayon de papier. Par exemple, pour la première catégorie, le chiffre de 7068 est corrigé en 7612, ce qui représente une fluctuation de presque 10%. Comme le signale A. Kaspi au sujet des Juifs américains, « ces variations ne sont pas dépourvues d'intérêt. Elles témoignent de la difficulté à élaborer une définition impeccable »[11].

Il faut dire que dans l'immédiat après-guerre, on se préoccupait peu de querelles théologiques ou sociologiques sur la définition du « Juif ». On se contentait donc soit de reprendre les anciennes catégories utilisées par les nazis, soit de compter les personnes reconnues comme juives par la Communauté officielle. Pour celle-ci, « toute personne de religion juive » était automatiquement considérée comme membre ; le règlement du 26 janvier 1950 précise que tous les Juifs résidant sur le territoire du Grand-Berlin (délimité en 1920) sont membres *de facto* « sous réserve qu'ils n'aient pas quitté la Communauté »[12]. Cela constitue une reprise pure et simple de la définition de 1847, basée sur la *Halakha*, selon laquelle est juive une personne née de mère juive ou convertie au judaïsme dans des conditions bien précises. C'est donc la composante religieuse que la Communauté faisait passer avant tout ; elle entendait ainsi mettre un terme à l'aberration national-socialiste consistant à définir des degrés de judéité en fonction des origines raciales des personnes concernées. Ces principes, posés dans les

[10] Voir CJA, 5A1, Nr. 0017.
[11] A. Kaspi, *op.cit.*, p. 58.
[12] CJA, 5A1, Nr. 0004, p. 1.

« Lois de Nuremberg » ont touché notamment beaucoup de « chrétiens » qui ne se connaissaient aucun lien avec le judaïsme avant 1933. La plus grande difficulté tient donc à l'immense confusion engendrée par le passage de la classification national-socialiste à la définition d'après-guerre. Cela donne lieu à des situations qui confinent à l'absurde : par exemple, dans le questionnaire établi par la Communauté Juive de Berlin en vue de la réadmission des membres, figure la rubrique « religion »[13].

Par ailleurs, il faut tenir compte d'une autre difficulté : la ville de Berlin présente tout au long de la période la particularité d'être « un lieu de transit pour de nombreux réfugiés et expulsés d'Europe de l'Est et d'Allemagne de l'Est »[14] de par sa situation géographique, comme nous l'avons déjà noté dans le chapitre consacré au problème des « DP's ». Cela est valable en particulier pour les réfugiés et expulsés juifs après 1953, qui ne constituent nullement une population stable. Ces données compliquent bien sûr les calculs statistiques car les mouvements de populations sont ininterrompus et représentent un flux très important. Or ce constat est valable pour la totalité de la période 1945-1990 : Olivier Guez compare ainsi la Communauté Juive de Berlin-Ouest à un aéroport, où les uns arrivent, les autres partent[15]. Cela concerne bien sûr essentiellement l'Ouest, vu que la RDA n'a jamais reçu de « DP's » ni été un pays d'immigration.

Enfin, la principale difficulté, que nous évoquions en introduction de ce chapitre, tient à ce que de nombreux Juifs refusent de s'identifier comme tels à des fins administratives ou statistiques. Cette réticence est perceptible aujourd'hui en France, où le débat a été lancé pour interdire les recensements. À Berlin, les listes de membres, (*Mitgliederkartei/Sippenkartei*) de la Communauté Juive ont été utilisées par les nazis pour organiser méthodiquement la déportation. Longtemps, on a reproché aux dirigeants de la « *Reichsvertretung* » de ne pas les avoir détruites[16]. Il faut donc tenir compte du climat de peur qui faisait hésiter certains à s'afficher comme Juifs, par crainte d'être retrouvés facilement au cas où les persécutions recommenceraient.

---

[13] Voir le document publié par H. Maor, *op. cit.* (Annexe 7).
[14] H.J. von Koerber, *Die Heimatvertriebenen und die Flüchtlinge aus der Sowjetzone in Deutschland,* Berlin-Ouest, 1954, p. 7 („ein Durchgangsraum für viele Flüchtlinge und Vertriebene aus Osteuropa und Ostdeutschland.") Le terme de « *Flüchtlinge* » se réfère aux Allemands de l'Est ou aux expulsés ayant vécu un certain temps en zone d'occupation soviétique ou RDA tandis que le terme de « *Vertriebene* » désigne les anciennes populations du Reich allemand obligées de quitter leur pays après 1945.
[15] *L'impossible retour, op. cit.*, p. 220.
[16] Voir les propos de Thomas Eckert *in* : R. Ostow, *Juden aus der DDR und die Wiedervereinigung,* Berlin, 1996, p. 152.

Quoi qu'il en soit, c'est bien le nombre de membres officiels de la Communauté Juive que nous utiliserons pour cette étude démographique. Ce chiffre nous servira de référence car il constitue le seul indice fiable dont nous disposions et qui repose sur une définition constante et objective des « Juifs ». Bien sûr, nous ne parviendrons pas à chiffrer de manière certaine tous les « Juifs » correspondant à la définition large que nous avons donnée en introduction, mais dans un premier temps, on peut se dire que ce chiffre, même s'il est imparfait, nous donne au moins une image du noyau de la population juive à Berlin, des personnes les plus impliquées dans la vie juive. Les « électrons libres » qui gravitent à sa périphérie ne sont pas forcément à exclure de notre étude, mais il semble falloir cependant renoncer à les dénombrer.

b) Les « laissés-pour-compte » ou l'impossible calcul des Juifs hors de la Communauté

Une démarche qui se contente du nombre de membres recensés officiellement a bien sûr ses limites. Ce parti pris ignore différentes catégories de personnes qui disent se sentir juives ou seraient sans doute acceptées comme membres de la Communauté si elles en faisaient la demande. On exclut ainsi un certain nombre de gens qui, de par leur vécu, leurs origines ou leur culture, font partie intégrante de la vie juive à Berlin après 1945. On pourra tenter de les prendre tout de même en considération en les qualifiant de « non-officiels » ou de « dissidents » en marge de la Communauté, qui se positionnent donc malgré tout – même négativement – par rapport à elle. Ceux-ci ont parfois joué un rôle très important sur le plan culturel, notamment à Berlin-Est dans les années 1980. Il peut donc paraître injuste de dénier à ces personnes le statut de Juifs alors qu'elles n'expriment le plus souvent qu'un désaccord avec la direction de la Communauté, et les exclure purement et simplement de notre étude reviendrait à n'accepter comme représentative de la judéité à Berlin après 1945 que la vision de quelques dirigeants. Mais on peut objecter à cela que ces « dissidents » pouvaient s'ils le voulaient manifester leur voix à l'intérieur de la Communauté en faisant le choix d'y rester comme Michel R. Lang à l'Ouest, ou d'y adhérer comme Irene Runge à l'Est[17], et qu'ils ont préféré abandonner leur lien officiel au judaïsme plutôt que de lutter pour affirmer leur point de vue.

[17] La co-fondatrice en 1986 du groupe « *Wir für uns* » et présidente du « *Jüdischer Kulturverein* » à partir de 1990.

Par ailleurs, il est certain que dénombrer les Juifs hors des communautés est une opération quasi impossible à mener. Heinz Schenk, responsable de la Communauté de Berlin-Est de 1953 à 1971, est lucide sur ce point : « un certain nombre de citoyens juifs ne pratiquant plus la religion judaïque vivent en outre en RDA sans faire partie des communautés. Nous n'avons aucunes données *(sic)* sur le nombre de ces citoyens »[18]. De même, M. Brenner parle d'un « nombre officieux de Juifs qui, pour des raisons fiscales ou idéologiques, ne sont pas membres des communautés »[19].

Toutefois, il y a eu des tentatives pour estimer cette population « invisible ». Deux groupes en particulier seraient susceptibles de faire augmenter considérablement le nombre de Juifs « officiels » à Berlin : les Israéliens vivant à Berlin-Ouest et certains Juifs de nationalité allemande qui ne voulaient tout simplement pas être membres et ont quitté la Communauté pour des raisons personnelles ou politiques, que ce soit à l'Est ou à l'Ouest. Les Israéliens étaient souvent très malvenus et considérés comme des « traîtres » à leur patrie, tout particulièrement à Berlin-Ouest, qui s'affichait comme la communauté juive de RFA la plus proche d'Israël. Réciproquement, ceux-ci n'éprouvaient nul besoin d'appartenir à la Communauté pour se sentir juifs et avaient souvent des propos très durs envers les représentants des communautés juives[20]. En 1993, les statistiques officielles recensaient 1900 habitants de Berlin en possession d'un passeport israélien[21], ce qui ne signifie pas bien sûr que l'on puisse considérer ces 1900 personnes comme juives. Pour l'époque qui nous concerne, E. Burgauer parle d'une « estimation officieuse » pouvant aller de 8000 à 20 000 pour l'ensemble de la RFA, ce qui reste une fourchette bien imprécise[22]. En 1992, Günter Ruschin, responsable du service du culte de la Communauté de Berlin-Ouest pendant de nombreuses années, estime à 3000 ou 4000 le nombre des Juifs vivant ainsi à l'extérieur de la Communauté[23], mais il faut revoir ce chiffre à la baisse pour l'avant-1990, car entre-temps, la vague d'immigration des Juifs en provenance d'ex-URSS avait commencé. On voit donc que selon les sources, les chiffres varient énormément.

Pour la RDA, la divergence entre le nombre des membres officiels et celui des Juifs non-membres est encore plus extrême. Certains parlent même d'un effectif en réalité

---

[18] *RDA-Revue*, Cahier 9, 1965, p. 7.
[19] *Nach dem Holocaust, op. cit.,* p. 197 : „eine Dunkelziffer von Juden, die aus steuerlichen oder ideologischen Gründen nicht Mitglieder jüdischer Gemeinden sind".
[20] Voir F. Oz-Salzberger, *Israelis in Berlin*, Francfort/M., Jüdischer Verlag Athenäum, 2001, p. 203.
[21] *Ibid.*, p. 9.
[22] *Zwischen Erinnerung und Verdrängung, op. cit.,* p.26. Il faudrait diviser ce chiffre par 2 ou 3 pour avoir un ordre de grandeur du nombre de Juifs « non-officiels » à Berlin.
[23] Interview *in* : G. Guttmann, *op. cit.*, p. 30.

dix fois supérieur à celui des seuls membres, parmi eux notamment Peter Kirchner, président de la Communauté de Berlin-Est de 1971 à 1990[24]. En 1973, il annonçait ainsi que 4500 Juifs pouvaient vivre en dehors de la Communauté, alors que celle-ci comptait environ 450 membres[25]. Peter Honigmann également parle de 200 membres en 1988 pour environ 2000 « citoyens d'origine juive » à Berlin-Est[26]. Andreas Poetke, membre du SED et du « *Jüdischer Kulturverein* » estime même à 3000 le nombre de Juifs à Berlin-Est en 1990[27]. Cette thèse est néanmoins contestée et il semblerait plus raisonnable de revoir ce chiffre à la baisse. Hermann Simon se montre plus modéré, estimant le nombre des Juifs « athées » ou « dissidents » entre 200 et 300 aux environs de 1990[28]. Mais il faut bien reconnaître qu'après 1953 et la vague de répression antisémite, il ne restait plus que les Juifs les plus fervents au sein des communautés juives de RDA. Ceux qui n'avaient que des liens très lâches avec la religion ou qui avaient des craintes pour leur carrière ont préféré quitter la Communauté à ce moment, comme le père de Thomas Sandberg[29], ou encore Hans Rosenthal[30], l'homonyme est-allemand du présentateur de télévision. Dans tout le Bloc de l'Est en effet, sous Staline et dans les années qui suivirent, nombreux sont ceux qui ont caché leur judéité et pratiqué leur religion en secret dans une « atmosphère de crainte confinant à la terreur »[31].

Le choix de ne tenir compte que du nombre des membres serait donc quelque peu défavorable à Berlin-Est. Il faut néanmoins reconnaître que même si l'on disposait du chiffre exact des Juifs non-membres, le déséquilibre entre l'Est et l'Ouest serait tout de même patent, et qu'en outre, le fait que les membres préfèrent ne pas revendiquer leur appartenance à la religion juive officiellement est révélateur des conditions de vie des Juifs à l'Est. Nous ne considérons donc pas que cet argument invalide la fiabilité de notre indicateur.

---

[24] Voir également R. Gay, *op. cit.*, p. 225. L'*Allgemeine* lui aussi évoque en 1987 le chiffre de 187 membres pour 2000 à 3000 personnes « d'origine juive », 23.01.1987, p. 9.
[25] *In* : Kl.J. Herrmann, "Political and Social Dimensions of the Jewish Communities in the German Democratic Republic", *in : Nationalities Papers*, Charleston (Illinois), 10. Jg, 1982, p.5.
[26] *In* : S. Th. Arndt, H. Eschwege (*et al.*), *op. cit.*, p. 104.
[27] *Allgemeine*, 11.01.1990, p. 11.
[28] Interview *in* : G. Guttmann, *op. cit.*, p.25. Il précise que ce chiffre, obtenu par le croisement entre les victimes du fascisme (« OdF »), les bénéficiaires de pensions versées au titre des indemnisations et les persécutés pour raisons raciales, est cependant « très difficile à estimer ».
[29] *In* : R. Ostow, *Juden aus der DDR und die Wiedervereinigung*, *op. cit.*, p. 117.
[30] *Ibid.*, p. 150.
[31] B. Wasserstein, *Les Juifs d'Europe*, *op. cit.*, p. 64.

c) Un déficit d'information pour Berlin-Est

Une dernière difficulté tient au manque de données chiffrées pour Berlin-Est, où le nombre de Juifs était tenu secret par les autorités[32]. Ainsi, on lit chez Mertens qu'en 1990, beaucoup de gens se sont demandé purement et simplement s'il y avait encore des Juifs en RDA[33]. N'étant pas pris en considération en tant que Juifs, mais considérés comme de simples citoyens « comme les autres » (« *Gleiche unter Gleichen* »[34]), ceux-ci n'attiraient pas particulièrement l'attention des statisticiens. Dans ce contexte, l'absence de chiffres les concernant ne surprend donc pas.

Dans les journaux, ce déséquilibre entre l'Est et l'Ouest est criant : ainsi, à la différence du *Weg*, qui regorge de statistiques, ou de l'*Allgemeine*, qui fournit pléthore d'informations surtout entre 1959 et 1979[35], le *Nachrichtenblatt* ne donne pratiquement jamais de récapitulatif de la population des communautés. Durant toute la période de sa parution, c'est-à-dire en 37 ans, on relève en tout et pour tout quatre chiffres concernant Berlin : 1279 membres en 1956[36], 987 en 1960[37], puis 850 en 1966[38] ; puis, plus rien jusqu'en 1986[39], comme si l'on avait atteint un seuil psychologique trop difficile à franchir en passant sous la barre des 1000. La première estimation paraît un peu élevée, d'autant que selon l'article, il y aurait par ailleurs 1000 Juifs en RDA et « encore au moins 3000 personnes d'origine juive », ce qui est sans doute un peu trop haut visé[40]. On trouve à la limite plus de données statistiques sur la Communauté Juive de Berlin-Est dans l'*Allgemeine*, les comptes-rendus sur la « communauté sœur » se faisant de plus en plus nombreux à partir du milieu des années 1970[41]. Ce déficit d'information a pu être compensé pour la période 1971-1990 grâce aux données établies par Peter Kirchner. Celui-ci nous a d'ailleurs indiqué qu'en 1971, il avait dû éliminer un nombre considérable de cartes de membres « fantômes » (« *Leichenkarten* ») qui ne

---

[32] E. Burgauer, *op. cit.*, p. 153. Les chercheurs qui s'y intéressaient à l'époque avaient recours à des estimations de l'*American Jewish Committee*.
[33] *Davidstern*, *op. cit.*, p. 3.
[34] Voir notamment le *Nachrichtenblatt* de septembre 1984, p. 2.
[35] Durant cette période où le relevé est pratiquement mensuel, nous avons choisi le chiffre du milieu de l'année (30 juin).
[36] *Nachrichtenblatt*, Août 1956, p. 5.
[37] *Nachrichtenblatt*, Mars 1960, p. 4.
[38] *Nachrichtenblatt*, Septembre 1966, p. 4.
[39] Lors d'une réunion de crise sur le thème « Wo sehen wir unsere Zukunft ? », le nombre de membres est évoqué à demi-mot : moins de 200 personnes. *Nachrichtenblatt*, Septembre 1986, p. 12.
[40] C'est pourquoi nous nous sommes permis, pour réaliser le graphique ci-dessous (voir graphique 3) de « corriger » ce chiffre en fonction de la tendance générale de la courbe démographique.
[41] Par exemple dans le numéro du 24 novembre 1978, p. 4, où l'on trouve le chiffre de 366 membres.

correspondaient plus à la réalité. Selon lui, les chiffres des années 1960 étaient donc exagérés[42].

Le problème est qu'il n'existe bien sûr aucun moyen de vérifier ces chiffres. On arrive parfois à de fortes divergences entre les chiffres annoncés à l'époque et ceux publiés *a posteriori*. Les premiers, ceux que l'on trouve dans les archives, les discours des présidents ou plus rarement dans le *Nachrichtenblatt*, sont bien plus élevés que ceux estimés après 1990. Par exemple, pour 1953 – année très importante puisque c'est celle de la rupture entre les deux Communautés – les archives nous donnent le chiffre de 1200 membres, tandis que Peter Kirchner, estime leur nombre à 900 juste après la division[43]. De même en 1956, le journal annonce 1279 membres, alors que pour l'année précédente, E. Burgauer n'en recense que 1100[44]. Il convient donc de prendre un maximum de distance par rapport à ces chiffres. Aussi, R. Merritt est très prudent lorsqu'il annonce les effectifs de la Communauté Juive de RDA et de Berlin-Est, puisqu'il précise que ces chiffres ne sont issus que de « publications journalistiques et autres publications à caractère non technique »[45], mais n'indique cependant pas desquelles il s'agit. Parfois, certains chercheurs ont même dû se contenter de notes manuscrites des dirigeants des communautés juives : par exemple, H. Maor a utilisé les brouillons d'Alfred Scheidemann, président de la Communauté Juive de Schwerin, lors d'une réunion du *Verband* le 31 mai 1970[46].

Les raisons de ce manque de données sont à chercher dans le cadre idéologique de l'Allemagne de l'Est : les enquêtes sur les origines religieuses ou raciales y étaient interdites, officiellement pour éviter toute discrimination. « Juif » était une catégorie inexistante dans l'administration et il ne fallait pas tenter de lui donner plus d'importance qu'elle n'en avait : Helmut Eschwege[47] en a fait les frais. En 1953, il a comparu devant un tribunal pour avoir écrit « Juif » dans la rubrique « nationalité » et non dans la rubrique « religion » sur un document officiel[48]. On sait aujourd'hui que la Stasi portait cependant une attention toute particulière à la mention de l'origine juive

---

[42] Informations recueillies lors de l'entretien du 22.04.2008.
[43] *In* : *Juden in Berlin 1671-1945, op. cit.,* p. 329.
[44] *In* : *op. cit.,* p. 359. Elle cite H. Maor, qui se fonde sur des comptes-rendus écrits du président de la communauté.
[45] "Politics of Judaism in the GDR", *op. cit.,* p. 167.
[46] Cité par E. Burgauer, *op. cit.,* p. 359.
[47] Historien de Dresde qui s'est efforcé d'attirer l'attention sur le sort des Juifs en RDA. Il a notamment publié *Kennzeichen J* sur les Juifs dans la résistance, ainsi qu'une autobiographie : *Fremd unter meinesgleichen. Erinnerungen eines Dresdner Juden.*
[48] *In* : R. Gay, *op. cit.,* p. 223.

d'une personne « surveillée ». Anetta Kahane notamment évoque un fichier du « ministère de la sécurité d'État » (MfS) consacré spécialement aux « Juifs » dans son autobiographie[49]. Par ailleurs, certains affirment l'existence de « listes noires » recensant les Juifs : selon M. Wolffsohn, de telles listes auraient été établies en 1953, 1957 et 1967[50]. Mais en public, ce détail était volontairement gommé, notamment chez les personnalités comme Anna Seghers ou Stephan Hermlin, qui ne s'exprimaient pour ainsi dire jamais sur leurs origines juives. Personne en RDA ne savait par exemple que Hermann Axen avait des origines juives.

Nous avons donc fait le choix pour cette étude démographique de raisonner à partir du nombre de membres officiels de la Communauté Juive, sachant qu'il ne s'agit que d'un indice et que son degré de fiabilité est malheureusement plus faible pour Berlin-Est que pour Berlin-Ouest. Le chercheur doit se contenter d'accepter ce qui existe et tenir compte des imperfections de ses outils. En avoir conscience permet de corriger certaines approximations. Au bout du compte, on parvient tout de même à se faire une idée assez précise et à analyser des chiffres parlants.

d) Le problème des admissions

Le nombre de membres est enfin soumis à un dernier facteur qui a son importance : la plus ou moins grande bienveillance de l'institution qui gérait les admissions. M. Brenner prétend en effet que si toutes les demandes d'adhésion au judaïsme avaient été prises en compte, la Communauté Juive de Berlin-Ouest aurait peut-être disposé d'un effectif deux fois plus important dans les années 1950[51]. Mais à l'époque, celle-ci était dépassée par l'afflux de demandes, comme le montre cette réflexion de Levinson : « dans les premières années d'après-guerre, c'était fou le nombre de personnes qui voulaient se convertir au judaïsme »[52]. Les uns voulaient se convertir par conviction, les autres par réaction au national-socialisme pour afficher leur solidarité avec les victimes, d'autres encore par pur opportunisme afin de profiter des paquets de l'aide humanitaire, ou bien en vue d'un mariage. Le nombre de demandes d'adhésion était alors tellement élevé qu'on ne savait plus qui devait être considéré comme juif. Dans l'incertitude sur

[49] *Ich sehe was, was Du nicht siehst, op. cit.*, p. 256.
[50] *In* : *Die Deutschland-Akte. Juden und Deutsche in Ost und West. Tatsachen und Legenden*, Munich, Ferenczy bei Bruckmann, 1995, p. 383.
[51] *Nach dem Holocaust, op. cit.*, p. 106.
[52] Interview réalisée par M. Brenner, *in* : *ibid.*, p. 159. („Es wollten in den ersten Nachkriegsjahren wahnsinnig viele Menschen zum Judentum übertreten.")

les critères d'admission, fallait-il se baser sur la confession religieuse ou sur l'origine ? Il faut bien voir que celui-ci était d'une grande complexité, surtout en l'absence de rabbin, particulièrement à Berlin-Ouest après le départ de Levinson. À l'Est, la situation était différente : M. Riesenburger fut *de facto* rabbin officiel de 1953 à 1965 et il semble que ces années aient été caractérisées par un traitement plutôt laxiste des demandes d'admission, de toute façon peu nombreuses.

Par ailleurs, beaucoup de personnes ayant été catégorisées comme juives sous Hitler ne pouvaient comprendre qu'on ne les considérait plus comme telles après la guerre, alors qu'elles avaient enduré les mêmes épreuves que les autres, et considéraient leur admission dans la Communauté Juive comme allant de droit. Il suffit de lire les lettres des personnes qui se sont vu refuser l'admission : incompréhension et indignation y dominent, comme dans le texte de Gertrude Sandmann daté du 8 janvier 1946[53]. Elle y conteste les critères d'admission et trouve « indécent » que l'on fasse une différence entre les « Juifs de confession »[54] et les autres. S'estimant « pleinement juive »[55], ayant porté l'étoile, elle considère que même si elle était une « dissidente » par rapport à la Communauté Juive, elle a connu le même sort que les autres et s'indigne d'une telle « injustice ». Plus tard, à l'Est, Werner Goldberg fera la même expérience : « la Communauté Juive religieuse nous a refusé en tant que 'demi-Juifs' exactement comme les autres nous avaient traités de Juifs »[56]. Une autre femme, Hedwig Schehl, qui a dû quitter la Communauté pour échapper aux persécutions et survivre dans l'illégalité, n'a même pas été autorisée à poser sa demande de réadmission et trouve le traitement qui lui est réservé proprement « monstrueux »[57]. De très nombreux candidats à la réadmission sont déçus par l'accueil qui leur est fait, comme le montre cette lettre de Margarete Göttling de Wilmersdorf, dénonçant le « scandale » des admissions[58] :

> Là-bas, on m'expliqua sur un ton autoritaire qu'on n'allait me reprendre qu'à titre probatoire dans la communauté. […] Le ton et l'accueil me rappelèrent vivement la Gestapo ; je ne me serais jamais

[53] CJA, 5A1, Nr. 0019, p. 1.
[54] „Glaubensjuden".
[55] „Volljüdin", terme directement issu de la classification national-socialiste.
[56] *In :* H. Broder, M. R. Lang, *op. cit.*, p. 201 : „Die jüdische Glaubensgemeinschaft lehnte uns als ‚Halbjuden' ebenso ab, wie die anderen uns als Juden behandelten."
[57] „ungeheuerlich" *in :* CJA, 5A1, Nr. 0019, Lettre du 28 août 1947.
[58] CJA, 5A1, Nr. 0018, #11 (Lettre du 18 novembre 1946) : „Dort wurde mir im Befehlston erklärt, dass man mich nur probeweise in die Gemeinde wieder aufnehmen würde. […] Der Ton und Empfang erinnerte mich lebhaft an die Gestapo; bei meinen Glaubensgenossen aber hätte ich ihn niemals erwartet. […] Ich habe den Eindruck, dass Herr Nelhans niemand wieder aufnehmen will. Er ist ein ironischer, herzloser Mensch, der, da er selbst anscheinend nicht betroffen war, keinerlei Verständnis für die Leiden der KZ-Häftlinge hat."

> attendue à cela de la part de mes coreligionnaires. […] J'ai l'impression que Monsieur Nelhans ne veut plus reprendre personne. C'est un homme ironique, sans cœur, qui, n'ayant apparemment pas été concerné lui-même, n'a aucune compréhension pour les souffrances des prisonniers des camps de concentration.

Pnina Navè Levinson, future femme du rabbin, juge la situation en ces termes : « les personnes concernées étaient passées au rayon X »[59]. Selon elle, il s'agit d'une des plus lourdes erreurs de la Communauté Juive, qui, par son excès de rigueur, s'est alors privée d'une solide base démographique.

À l'Est, la situation est inverse, du moins dans la première décennie : il semble en effet que le rabbin Riesenburger ait admis des personnes à entrer dans la Communauté qui n'y avaient aucun droit : protestants, enfants de parents non-juifs, et même un ancien caporal-chef de la Wehrmacht[60]. On peut citer également, même si cet exemple concerne Halle et pas Berlin, la curieuse « dérive identitaire »[61] de Karin Mylius, fille d'un officier de la Wehrmacht, Paul Loebel, qui a réussi à faire enterrer ses parents dans un cimetière juif et à devenir présidente de la Communauté Juive de Halle[62]. En résumé, on peut citer ce passage d'un texte de Jakob Hein, dans lequel il montre très bien les problèmes de catégorisation auxquels fut confrontée sa mère tout au long de sa vie :

> Avant de naître, ma mère était trop juive. Ses parents avaient été trop juifs pour pouvoir se marier en Allemagne. Son père avait été trop juif pour avoir le droit de vivre. Ma mère était suffisamment juive pour devoir être cachée dans une cave, parce que d'après la loi, elle n'avait pas le droit de vivre. Elle était trop juive pour voir une enfance un tant soit peu heureuse. Trop juive pour avoir une famille. Assez juive à la rigueur pour la Communauté Juive de Berlin-Est. Assez juive enfin pour sa grave maladie. Mais après sa mort, elle n'était pas assez juive pour le cimetière juif de Berlin[63].

On voit ainsi que même après 1945, les Juifs étaient soumis à des décisions fortement arbitraires à la faveur des circonstances chaotiques de la reconstruction.

À l'Ouest, le comité directeur de la Communauté Juive décide de publier dans l'*Allgemeine* les noms des candidats à l'admission. Ainsi, tous les membres qui lisent le journal peuvent émettre des objections si, à leur connaissance, un élément s'y oppose. On a l'impression d'assister à une sorte de « dénazification juive » orchestrée par la direction de la Communauté. Néanmoins, la situation semble évoluer au fil du temps :

---

[59] „Religiöse Richtungen und Entwicklungen in den Gemeinden", *in* : M. Brumlik, *Jüdisches Leben, op. cit.*, pp. 140-171, ici p. 149 („die Betreffenden wurden mit Röntgenaugen untersucht").
[60] Selon L. Mertens *in* : *Davidstern, op. cit.*, p. 161. D'après CJA, 5B1, Nr. 49.
[61] R. Robin, *op. cit.*, p. 337.
[62] L. Mertens, *Davidstern, op. cit.*, p. 139.
[63] J. Hein, *Vielleicht ist es sogar schön*, Munich, Zurich, Piper, 2005, pp. 152-153 : „Vor ihrer Geburt war meine Mutter zu jüdisch. Ihre Eltern waren zu jüdisch gewesen, um in Deutschland heiraten zu dürfen. Ihr Vater war zu jüdisch gewesen, um leben zu dürfen. Meine Mutter war jüdisch genug, dass sie in einem Keller versteckt werden musste, weil sie nach dem Gesetz nicht leben durfte. Sie war zu jüdisch für eine einigermaßen glückliche Kindheit. Zu jüdisch, um eine Verwandtschaft zu haben. Noch jüdisch

ainsi, les candidats à « l'entrée » dans le judaïsme sont officiellement exhortés à réaliser leur projet, surtout à partir du moment où les communautés juives commencent à craindre un déclin démographique. Les candidats invoquent souvent pour motivation un mariage, une volonté d'émigrer en Israël ou encore des raisons spirituelles. Même si la conversion n'est pas facile dans le judaïsme, N. P. Levinson recommande d'y croire : il explique que c'est à la portée de tous moyennant quelques sacrifices[64]. Mais à l'Ouest, les préjugés sont encore nombreux à l'égard de la conversion : c'est pourquoi Pnina Navè Levinson se voit obligée de rappeler qu'un Juif converti a le même statut qu'un Juif de naissance et que même Ruth était une convertie[65]. À Berlin-Est, le problème des conversions ne s'est pratiquement pas posé durant les longues années de vacance du rabbinat. Dans les années 1980, Estrongo Nachama vient parler de la conversion devant les jeunes Juifs de Berlin-Est[66], espérant sans doute susciter des vocations au sein de la micro-communauté en manque de jeunesse.

Ainsi, il était nécessaire de rappeler les nombreux obstacles à une étude statistique sur les Juifs après 1945, liés indéniablement aux « identités difficiles » de ces derniers. Malgré notre ambition d'élargir la définition aux non-membres, force est de constater que dans cette partie, nous ne pourrons nous appuyer de manière certaine que sur les membres officiels, qui nous donneront néanmoins un bon aperçu de l'évolution de la population juive dans les deux Berlin entre 1953 et 1990.

II – Évolution comparative

Ces mises en garde sur les statistiques émises, on peut procéder à l'analyse de l'évolution comparée de la population juive à Berlin-Est et -Ouest entre 1953 et 1990. Nous dresserons d'abord un bilan de la vague de fuites en 1953, avant de commenter les phénomènes marquants qui se dégagent de la lecture du graphique réalisé. Nous étudierons ensuite la composition des deux communautés et mettrons en lumière des exemples de migrations Est-Ouest et Ouest-Est, avant de dégager un bilan en 1990.

---

genug für die jüdische Gemeinde in Ostdeutschland. Jüdisch genug schließlich für ihre schwere Krankheit. Aber nach ihrem Tod war sie nicht jüdisch genug für den jüdischen Friedhof in Berlin."

[64] *Allgemeine*, 24.02.1984, p. 5.

[65] *In* : M. Brumlik, *Jüdisches Leben in Deutschland, op. cit.*, p. 168.

[66] *Allgemeine*, 4.03.1983, p. 19.

a) Situation en 1953

Juste après les événements de janvier 1953, il va de soi que la Communauté Juive de Berlin-Ouest était en position de force face à la véritable « hémorragie » qui venait de frapper la nouvelle Communauté Juive de Berlin-Est, fondée dans la hâte après la vague de fuites. Le tableau dressé par Jakob Hein illustre bien la détresse de celle-ci :

> La Communauté Juive de Berlin-Est était comme un petit radeau qui, après l'engloutissement de l'Atlantide, continuait à dériver en mer. La plupart étaient morts, quelques-uns, chanceux, avaient pu trouver refuge dans des pays lointains sur des voiliers, et sur le radeau se retrouvait un équipage minuscule et hétéroclite[67].

Rien qu'à Pankow, le quartier comptait 234 Juifs membres de la Communauté en 1945 et seulement 129 en 1954[68]. Les répercussions de la crise de 1953 ont été lourdes et durables pour celui-ci. *Neues Deutschland* publiait dès le 21 janvier un article sur « l'exclusion des agents sionistes du VVN »[69]. La version officielle de la division de la Communauté est formulée en ces termes par le nouveau comité directeur :

> Après une longue et minutieuse préparation, le comité directeur de la Communauté, élu en 1952, s'est établi à Berlin-Ouest le 16 janvier 1953, entraînant ainsi une division de la Communauté Juive de Berlin jusqu'alors unie dans le but de détruire la Communauté Juive du secteur démocratique[70].

Dans le *Mitteilungsblatt*, la crise est expliquée par la trahison de « gens sans scrupules » qui ont voulu « détruire » la vie juive à Berlin-Est, mais n'y sont pas parvenus[71]. Absolument tous ses dirigeants étaient partis et il ne restait qu'un seul de ses employés : Martin Riesenburger. Des observateurs se plaisent à souligner que le bilan démographique ne serait pas si tragique si la division n'avait pas eu lieu : ainsi Gina Formiggini, commentatrice italienne de la vie juive en RDA, attribue le déficit de naissances directement à la vague de fuites de 1953[72] et en fait donc porter la responsabilité aux « traîtres » de l'Ouest. Certaines personnalités ayant fui à l'Ouest comme Julius Meyer seront ainsi rayées des mémoires (ce qui explique notamment le

---

[67] J. Hein, *op. cit.*, p. 95 : „Die jüdische Gemeinde in Ostberlin war wie ein kleines Holzfloß, das nach dem Untergang von Atlantis auf dem Meer trieb. Die meisten waren umgekommen, wenige Glückliche hatten sich mit Segelschiffen in ferne Länder absetzen können und auf dem Floß hatte sich eine kleine, bunt zusammen gewürfelte Mannschaft eingefunden."
[68] I. Lammel, *op. cit.*, p. 309.
[69] Cité par A. Weigelt et H. Simon, *op. cit.*, p. 116.
[70] „Denkschrift und Antrag auf Wiedergutmachungshilfe zwecks Erhaltung der genutzten Gebäude sowie der Friedhöfe der Jüdischen Gemeinde von Groß-Berlin", CJA, 5A1, Nr. 0486, #3. „Nach langer, gründlicher Vorbereitung setzte sich am 16. Januar 1953 der 1952 gewählte Vorstand der Gemeinde […] nach Westberlin ab und führte damit eine Spaltung der bis dahin einheitlichen jüdischen Gemeinde in Berlin herbei mit dem Ziel, die jüdische Gemeinschaft im demokratischen Sektor zu zerschlagen."
[71] *Mitteilungsblatt*, Août-Septembre 1954, pp. 1-2.
[72] *Nachrichtenblatt*, Septembre 1962, p. 7.

tabou érigé autour de son mariage[73]) ; il restera *persona non grata* durant toute la période de la RDA.

Pendant ce temps à Berlin-Ouest, la crise et le problème des « réfugiés » de l'Est, ayant souvent quitté leur domicile les mains vides, font la une des journaux. On redoute une crise sociale et les appels à l'aide se multiplient[74]. Toutes les institutions sociales de la Communauté se mobilisent, de la commission sociale au groupe des femmes, ainsi que le *Zentralrat*, qui refuse « toute politisation de la vie communautaire juive »[75]. Nahum Goldmann se rend également sur les lieux, témoignant ainsi de la solidarité de la communauté juive internationale. Chacun se voit encouragé à construire des liens avec les réfugiés d'Allemagne de l'Est, en les invitant chez soi pour le *Séder* par exemple[76]. Le principal problème est celui du logement. Ainsi, Martin Friedländer passera plusieurs mois au foyer d'accueil de Wannsee avant de pouvoir emménager à Wilmersdorf[77]. Adolf Littig, un réfugié de l'Est arrivé le 21 février et ayant vécu quelques mois au foyer de Wannsee, qualifie néanmoins l'accueil d'« exemplaire »[78]. En mai 1953, sur 570 réfugiés de l'Est, pour la plupart âgés[79], 260 seraient déjà partis vers la RFA et 20 d'entre eux vers Israël[80]. Pour la Communauté de Berlin-Ouest, il ne serait donc resté que quelque 300 personnes à intégrer, qui n'ont pas provoqué de hausse démographique spectaculaire.

Ainsi, le point de départ de l'histoire des deux communautés juives berlinoises est marqué par un déséquilibre fondamental : tout juste un petit millier de personnes, ébranlées par un « pogrome psychologique »[81], font face à près de 4500 Juifs qui se considèrent désormais comme les sauveurs de leur frères persécutés. Mais des deux côtés, l'impression de n'être plus qu'une minorité dérisoire est toujours dominante. À Prenzlauer Berg par exemple, on compte moins d'une centaine de Juifs alors qu'ils étaient plus de 18 000 en 1933[82]. À Berlin-Ouest, la population juive représentait 0,2%

---

[73] Voir première partie.
[74] Voir l'*Allgemeine* du 23.01.1953, p. 1 : „Wir rufen alle Juden in der Welt auf, uns darin zu unterstützen, den Menschen, die jetzt aus der Ostzone und Ostberlin zu uns kommen, Hilfe zu gewähren."
[75] *Allgemeine*, 30.01.1953, p. 1 („gegen jede Politisierung des jüdischen Gemeindelebens").
[76] *Allgemeine*, 20.03.1953, p. 1.
[77] *In* : Kulturamt Prenzlauer Berg, Prenzlauer Berg Museum für Heimatgeschichte und Stadtkultur (Eds.), *Leben mit der Erinnerung. Jüdische Geschichte in Prenzlauer Berg,* Berlin, Hentrich, 1997, p. 167. Il note d'ailleurs une détérioration notable de la situation après le 17 juin 1953, le camp étant envahi par des réfugiés non-juifs qui n'étaient pas toujours animés des meilleurs sentiments à leur égard.
[78] *Allgemeine*, 29.05.1953, p. 1 (Lettre au comité de direction).
[79] *Allgemeine*, 27.03.1953, p. 2.
[80] *Allgemeine*, 8.05.1953, p. 1.
[81] Selon Margolin, *in* : Mertens, *Davidstern, op. cit.*, p. 63.
[82] *Leben mit der Erinnerung, op. cit.*, p. 3.

en 1950 selon H. Maor, cette proportion restant constante en 1959[83]. D'après B. Engelmann, les Juifs en RFA ne représentaient autour des années 1980 pas plus que les bouddhistes ayant fui le Vietnam[84]. On prend également conscience du peu de poids que pesait la religion juive en RDA en feuilletant les livres consacrés aux religions. Ainsi, dans un ouvrage de P. Fischer[85], la section portant sur la religion juive remplit à peine une demi-page, c'est-à-dire moins que celle consacrée aux Témoins de Jéhovah, pourtant interdits en RDA depuis septembre 1950. Ces chiffres sont éloquents : nous avons affaire à une communauté exsangue, moribonde, qui ne paraissait vivre qu'au travers du miroir grossissant de la propagande.

En effet, malgré ce bilan dramatique, la Communauté Juive de Berlin-Est est présentée dans le *Nachrichtenblatt* comme débordante de vie et quasiment surpeuplée : à chaque manifestation, on trouve des descriptions qui abusent de superlatifs et d'hyperboles. Les termes « *zahlreich* » (nombreux) et « *sehr gut besucht* » (très bien fréquenté) sont des classiques, comme par exemple pour les fêtes de *Hanoukka* en 1953, où la synagogue de la Rykestraße à Berlin est décrite comme pleine à craquer[86].

C'est un point commun aux deux communautés que de souligner chacune leur extraordinaire vitalité dans la presse : la santé de la vie juive[87] devient en effet un leitmotiv dans les deux publications à partir de 1953[88]. Ce sont particulièrement les enfants qui sont mis en avant : pour *Hanoukka* en 1953, le *Mitteilungsblatt* insiste beaucoup sur les 55 enfants présents, ce qui constitue une prouesse selon lui, vu les circonstances[89], tandis que l'*Allgemeine* adopte un ton triomphant lorsque le jardin d'enfants voit le jour en 1954, symbole du renouveau également[90].

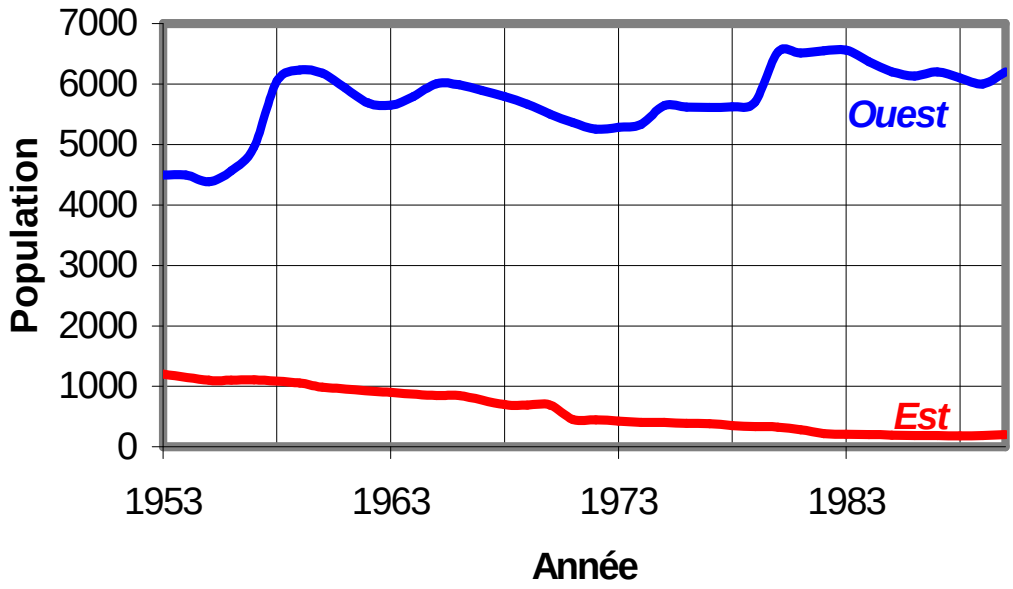
Après cette présentation de la situation en 1953, il faut essayer d'analyser l'évolution chronologique de la population juive berlinoise de l'Ouest et de l'Est.

---

[83] H. Maor, *op. cit.*, p. 74.
[84] B. Engelmann, *Deutschland ohne Juden. Eine Bilanz*, Berlin (Est), Akademie-Verlag, 1988, p. 14.
[85] P. Fischer, *Kirche und Christen in der DDR*, Berlin, Holzapfel Verlag, 1978.
[86] *Mitteilungsblatt*, Hanoukka 1953, p. 2 : „Die Beteiligung war so groß, dass ein großer Teil der Besucher nur von außen zuhören konnte". S'ensuit une longue description de l'atmosphère enjouée de l'office religieux et du bal. Ceci illustre parfaitement ce que dit U. Offenberg, *op. cit.*, p. 126 : „Die Berichte über das Gemeindeleben waren so stark geglättet, dass sie trotz abnehmender Aktivitäten und Mitgliederzahl Erfolgsmeldungen glichen." (Nous soulignons).
[87] „dass in unserer Gemeinde ein gesundes jüdisches Leben pulsiert".
[88] Voir par exemple *Nachrichtenblatt*, Décembre 1957, p. 2 ou *Allgemeine*, 3.07.1954, p. 17.
[89] *Mitteilungsblatt*, Mars 1954, p. 2.
[90] *Allgemeine*, 6.04.1954, p. 12 : le journal évoque des « ribambelles de petits garçons et de petites filles réjouis » („Scharen vergnügter kleiner Buben und Mädchen") âgés de 3 à 6 ans.

b) Stabilisation et déclin : facteurs explicatifs

Le graphique suivant, établi par nos soins, révèle d'emblée deux phénomènes incontournables : la différence d'ordre de grandeur, on pourrait dire d'échelle, entre la Communauté Juive de Berlin-Est et celle de Berlin-Ouest et la divergence dans l'évolution de la tendance générale.



<u>Graphique 3</u> : Évolution des membres des Communautés Juives de Berlin-Ouest et de Berlin-Est[91]. (Source principale : *Allgemeine*)

Avec ses quelque 6000 membres en moyenne à partir des années 1960, la Communauté Juive de Berlin-Ouest était la plus peuplée de RFA, ainsi que l'une des plus actives[92], en dépit de son isolement et de son caractère excentré. En 1969, un Juif ouest-allemand sur quatre vit à Berlin, les Juifs se concentrant dans les quartiers de Charlottenburg et Wilmersdorf. Ceux-ci sont devenus les nouveaux lieux de résidence des Juifs berlinois, qui ont délaissé les secteurs centraux à partir de la fin du XIX^{e} siècle[93]. Or, à l'échelle de la RDA, la Communauté de Berlin-Est fait elle aussi figure de modèle. On observe une énorme disparité entre Berlin-Est et les sept autres communautés juives, dont

---

[91] Réalisé à partir des indications ponctuelles des publications et auteurs suivants : *Allgemeine, Nachrichtenblatt*, E. Burgauer, M. Brenner, H. Ganther, H. Maor, R. Merritt, L. Mertens, U. Offenberg, H. Schenk, H.G. Sellenthin, *op. cit.*

[92] Dans l'*Allgemeine* du 1.01.1954, p. 16, on peut lire que Berlin est de loin la Communauté Juive la plus peuplée de RFA, à la différence de villes comme Hanovre qui n'a pu rassembler que quelque 250 Juifs.

[93] *Allgemeine*, 18.04.1969, p. 15.

certaines comptent quelques membres à peine, comme les micro-communautés de Schwerin ou de Karl-Marx-Stadt. Mais en dépit de ce point commun, leur poids relatif par rapport au pays, force est de constater que les deux communautés ne disposent pas du tout des mêmes effectifs, ce qui n'est pas sans conséquence sur leurs activités.

Plus encore, c'est vraiment l'évolution du rapport Berlin-Est/Berlin-Ouest qui est frappante : si en 1953, d'après les chiffres dont nous disposons, nous pouvons parler d'un Juif pour cinq, en 1989, on ne compte plus qu'un Juif à Berlin-Est pour trente-et-un Juifs à Berlin-Ouest. En 1960, le rapport s'établit à un pour six ; en 1970 à un pour huit ; en 1971, après le « nettoyage » de P. Kirchner, à un pour douze ; et en 1980, à un pour vingt. En 1979, la Communauté Juive de Berlin-Ouest représenterait sept fois la population juive de toute la RDA[94]. Cela prouve bien que le phénomène de régression démographique ne peut être réduit aux seules conséquences de la Shoah, contrairement aux affirmations du *Nachrichtenblatt*[95] et de nombreux Juifs de Berlin-Est[96]. Le vieillissement et le manque de renouvellement des générations est bien sûr le facteur prépondérant pour expliquer le déclin, mais il faut tenir compte aussi des raisons pour lesquelles la Communauté Juive de Berlin-Est n'a pas bénéficié d'apports démographiques comme l'Ouest. Selon P. Honigmann en effet, les circonstances de la vie juive en RDA poussaient plutôt les Juifs à quitter la communauté voire à émigrer[97].

En premier lieu, la RDA se caractérise par l'absence d'immigration. Cela est valable notamment pour les Juifs, envers lesquels elle a pratiqué une sorte d'immigration « choisie », sélectionnant rigoureusement la « crème de la crème »[98]. Cela est visible en particulier dans le cas des « rémigrés » : si les autorités ont accueilli à bras ouverts de futurs hauts fonctionnaires acquis à la cause du communisme comme Hermann Axen ou Albert Norden, elles ont refusé d'accueillir la famille de Max Wolffsohn, commerçant et juif pratiquant, trop bourgeoise à leurs yeux[99]. Même une communiste convaincue comme Salomea Genin ne réussit à entrer en RDA en 1963 qu'après avoir essuyé de nombreux refus et surtout grâce au soutien d'un « ami influent »[100]. Sa première demande déposée en 1951 ne reçoit pas même de réponse[101].

---

[94] *Allgemeine*, 21.09.1979, p. 17.
[95] C'est ce que soutient par exemple G. Formiggini *in* : *Nachrichtenblatt*, Septembre 1962, p. 7.
[96] Par exemple V. von Wroblewsky, *in* : R. Ostow, *Jüdisches Leben in der DDR*, Francfort/Main, Jüdischer Verlag Athenäum, 1988, p. 108.
[97] *In* : S. Th. Arndt *et al*., *op. cit.*, p. 105.
[98] M. Wolffsohn, *Meine Juden, Eure Juden*, *op. cit.*, p. 31.
[99] *Ibid.*
[100] „Rückkehr. Der Weg einer jüdischen Kommunistin in der DDR", *in* : *Kontinent*, 1989, n°4, p. 76.
[101] *Scheindl und Salomea. Von Lemberg nach Berlin*, Francfort/Main, Fischer, 1992, p. 149.

Carl-Jacob Danziger note également que beaucoup de ses amis émigrés en Palestine n'ont pas été autorisés à rentrer en RDA comme lui[102]. De même, l'éditeur Wieland Herzfelde n'a pu retourner à Berlin-Est à cause de ses contacts avec l'Ouest[103]. À cela s'ajoute le fait que les « rémigrés » autorisés s'inscrivaient très rarement à la Communauté Juive. Une exception notable à cet égard est le cas de l'écrivain Arnold Zweig.

Mais l'absence totale d'immigration est encore plus décisive. La RDA devient quasiment « *judenrein* », faisant ironiser certains commentateurs sur le fait que le régime communiste a réussi à mener à bien ce que Hitler n'avait pu réaliser. C'est bien sûr le cas de M. Wolffsohn qui ne recule pas devant la polémique : « Hitler n'a pas gagné [dans sa tentative d'exterminer la culture juive], grâce à la chute du communisme »[104]. Quoi qu'il en soit, M. Fassler parle de « communauté atrophiée »[105], L. Mertens de « minorité en voie d'extinction »[106] et W. Jasper de « communauté sur le déclin »[107]. Certes, il existe quelques cas isolés tels celui de Roza Berger-Fiedler, arrivée enfant de Pologne en 1957 ; Hermann Simon mentionne également l'arrivée de « quelques couples » de Moscou lors de l'émigration des Juifs soviétiques à la toute fin des années 1980[108]. Mais en somme, les effectifs se réduisent comme une peau de chagrin : E. Burgauer estime la perte à 82% entre 1955 et 1990[109].

En revanche, il y eut d'importantes vagues d'immigration à l'Ouest, la Communauté Juive de Berlin-Ouest étant la seule de RFA à enregistrer une hausse pratiquement continue de ses membres. Pour la responsable des étrangers au Sénat[110], l'immigration à Berlin-Ouest a toujours été faible et relativement constante, le principal foyer d'origine étant l'Amérique latine en ce qui concerne les « rémigrés » et les pays

---

[102] C.-J. Danziger, *Die Partei hat immer Recht,* Stuttgart, Werner Gebühr Verlag, 1976, p. 28.
[103] *1945: Jetzt wohin?, op. cit.,* p. 14.
[104] M. Wolffsohn, *Meine Juden, Eure Juden, op. cit.,* p. 44 : „Hitler hat – dem Fall des Kommunismus sei Dank – nicht gewonnen!"
[105] M. Fassler, „Versöhnung heißt Erinnerung. Juden in der DDR und Kirchlich-Jüdischer Dialog", *in* : *Kirche im Sozialismus.* 11. Jg (1985), Heft 3, Berlin (Ouest), *Kirche im Sozialismus, op. cit.,* p. 103 : „geschrumpfte Gemeinschaft".
[106] *In* : S.Th. Arndt, *op. cit.,* p. 125 : „schwindende Minorität".
[107] W. Jasper, „Schrumpfende Gemeinde unter Zionismus-Verdacht. Jüdisches Leben in der ehemaligen DDR", *in* : *Deutsche Juden – Juden in Deutschland,* Bonn, Bundeszentrale für politische Bildung, 1991, pp. 32-34.
[108] *In* : G. Guttmann, *Jüdische Lehrer, op. cit.,* p. 25.
[109] *Zwischen Erinnerung und Verdrängung, op. cit.,* p. 359. Le nombre de membres passe ainsi de 110 à 203.
[110] Die Ausländerbeauftragte des Senats (Ed.), *Von Aizenberg bis Zaidelmann. Jüdische Zuwanderer aus Osteuropa in Berlin und die jüdische Gemeinde heute,* Berlin, Verwaltungsdruckerei, 1995.

du Bloc de l'Est en ce qui concerne les « immigrés ». On peut cependant observer quelques « pics » liés à des facteurs bien précis.

- Autour de 1956, on constate une vague de retours liée sans conteste à l'entrée en vigueur de la loi sur les réparations et surtout de la clause de l'aide d'urgence, la « *Soforthilfe* », mesure réclamée par la Communauté Juive dès 1954. Intégrée en juin 1956 à la loi sur l'indemnisation des victimes du régime nazi, le « *Bundesentschädigungsgesetz* » (§141), elle garantit à tout exilé souhaitant revenir en Allemagne la mise à disposition immédiate de 6000 DM. Le BEG définit le 29 juin 1956 un « rémigré » comme suit : c'est un Allemand qui a émigré, a été déporté ou expulsé d'Allemagne dans ses frontières de 1937, entre le 30 janvier 1933 et le 8 mai 1945. Une condition importante y est fixée : son lieu de résidence doit se trouver dans la zone d'application du BEG, donc à l'Ouest.

Les effets de cette mesure sont immédiatement perceptibles dans les statistiques : de 1956 à la fin des années 1950, on observe une importante hausse des effectifs de la Communauté Juive de Berlin-Ouest. En juillet 1957, les « rémigrés » étaient au nombre de 80 ; le mois suivant, le chiffre atteignait 120[111]. En septembre 1957, la Communauté Juive dépasse les 5000 membres, seuil symbolique. Rien qu'entre octobre 1957 et juin 1958, l'*Allgemeine* dénombre 792 « rémigrés » à Berlin qui sont passés par la « *Wirtschaftsberatungsstelle* », la cellule de conseil financier de la Communauté. Galinski se félicite de cet apport démographique qui ne peut que renforcer les efforts de reconstruction de la Communauté : il est la preuve vivante que la Communauté Juive de Berlin est une « source d'énergie pour le judaïsme » dans son ensemble[112].

[111] *Allgemeine*, 6.09.1957, p. 15.
[112] *Ibid.* („Kraftquelle des Judentums").

	juil-57	nov-57	janv-58	avr-58	juin-58	juil-58	août-58	sept-58	oct-58	nov-58	févr-59
population	4953	5363	5414	5924	6045	6159	6207	6255	6304	6339	6344
écart		410	51	510	121	114	48	48	49	35	5
taux de croissance		8,3%	1,0%	9,4%	2,0%	1,9%	0,8%	0,8%	0,8%	0,6%	0,1%

Tableau 1 : Effets de la « rémigration » sur les effectifs de la Communauté Juive de Berlin-Ouest (1957-1959)[113]. (Source : *Allgemeine*)

H. Maor souligne le caractère exceptionnel de cette vague de « rémigration ». Berlin compterait selon lui 1862 « rémigrés » en 1959[114], ce qui correspond à environ 30% de la Communauté, un pourcentage de loin supérieur à celui des autres communautés ouest-allemandes. En effet, la « rémigration » juive reste généralement un phénomène marginal, ce qui s'explique notamment par le fait que jamais, de toute l'histoire de la République Fédérale, il n'y a eu d'appel officiel du gouvernement aux émigrés juifs pour qu'ils reviennent.

Quoi qu'il en soit, durant ces années, il faut compter environ 90 « rémigrés » par mois. En 1964, le chiffre ne sera plus que de 35[115]. La « rémigration » est un phénomène continu, qui perdure même jusque dans les années 1980, mais il est particulièrement sensible entre 1957 et 1959. C'est pourquoi, dès 1957, un foyer d'accueil est mis à disposition des « rémigrés » dans la Basler Straße à Zehlendorf, financé par le « *Zahlenlotto* »[116]. Van Dam note par ailleurs que le nombre des Juifs augmente autant parmi les non-membres que parmi les membres[117].

Leur choix de revenir à Berlin constitue, selon Galinski, une preuve de leur attachement à la ville et à la communauté :

> La forte rémigration est un signe de la confiance que les anciens Juifs berlinois placent dans la nouvelle Communauté Juive de Berlin et plus généralement dans leur ancienne ville-patrie[118].

[113] Réalisé à partir des chiffres donnés par l'*Allgemeine* entre juillet 1957 et février 1959 dans les pages consacrées à Berlin.
[114] H. Maor, *op. cit.*, p. 44.
[115] *Allgemeine*, 5.06.1964, p. 13.
[116] *Allgemeine*, 22.02.1957, p. 11.
[117] *Allgemeine*, 21.06.1957, p. 1.
[118] *Allgemeine*, 16.05.1958, p. 11 : „Die starke Rückwanderung ist ein Zeichen des Vertrauens, das die ehemaligen Berliner Juden der neuen jüdischen Gemeinde in Berlin und ihrer alten Vaterstadt überhaupt entgegenbringen."

D'après lui, ce phénomène ne saurait s'expliquer autrement que par le tact dont ont su faire preuve les dirigeants de Berlin[119]. Cependant, l'accueil n'a pas toujours été chaleureux[120] et certaines conditions ont été posées à leur retour : les « rémigrés » sont en effet accueillis positivement tant qu'ils ne viennent pas que pour profiter de l'argent mis à leur disposition. D'autre part, ils ne doivent pas se faire trop d'illusions sur les réparations et le « miracle économique »[121]. Galinski se fait un devoir de les ramener à la réalité lorsqu'il précise, en 1964, que tous ne pourront pas s'installer à Charlottenburg ou à Wilmersdorf[122]. Le bilan est donc nuancé : l'intégration des « rémigrés » est présentée globalement comme réussie avec des succès notables, comme celui de Herbert Zernik, mais aussi quelques échecs, comme celui de Hugo Hirsch[123].

- Par ailleurs, 1956 correspond également à la vague de troubles politiques en Hongrie[124], suite à laquelle de nombreux Juifs ont quitté leur pays et certains se sont établis à Berlin-Ouest après avoir transité par l'Autriche.

- En 1956-60, puis en 1968, les vagues d'antisémitisme qui sévissent en Pologne poussent également de nombreux Juifs à fuir à l'Ouest. En effet, après 1956, le gouvernement écarte tous les Juifs des postes à responsabilité et élabore un fichier spécial recensant les Juifs du pays[125] ; en 1968, ces derniers sont accusés d'être au cœur des émeutes estudiantines et une campagne contre les « cosmopolites » et « sionistes » est lancée. Enfin, en 1980-81 également, la situation politique précipite la fuite de Juifs polonais vers l'Ouest.

- 1968 est également synonyme d'émigration pour une bonne part des Juifs de Tchécoslovaquie : suite au « Printemps de Prague » et à la répression consécutive, 16% des Juifs, se sentant menacés, quittent définitivement le pays[126]. Il faut dire que des accusations de sionisme pesaient sur Dubcek. Sur les 2300 réfugiés à Vienne, quelques-uns viendront grossir les rangs de la Communauté Juive de Berlin-Ouest[127].

---

[119] Toujours selon Galinski dans l'*Allgemeine*, 25.08.1961, p. 13.
[120] Cependant, d'après l'*Allgemeine,* Berlin aurait fait beaucoup plus d'efforts que les autres villes de RFA, notamment avec l'appel des sénateurs Adolf Arndt en 1963 (29.03.1963, p. 2), puis Dietrich Spangenberg en 1967 (28.04.1967, p. 13).
[121] *Allgemeine*, 21.09.1956, p. 1 : „Rückkehr nach Deutschland? Zur Frage der Rückwanderung".
[122] *Allgemeine*, 5.06.1964, p. 13.
[123] Voir glossaire. Voir également dernière partie.
[124] L'insurrection de Budapest en octobre 1956, qui était dirigée contre le régime soviétique et avait pour but une amélioration de la situation sociale, a en effet été écrasée par les chars de l'URSS.
[125] Cet épisode se voit d'ailleurs qualifié de « nouvel Exodus » dans l'*Allgemeine* du 1.03.1957, p. 3.
[126] *Allgemeine*, 1.11.1968, p. 5.
[127] *Ibid.*

- Le creux des années 1972-1973, seule baisse significative au cours des années 1953-1990, est expliqué par Galinski en ces termes : il s'agit d'une époque marquée, pour toutes les religions, par de nombreux cas de personnes qui abandonnent la communauté, notamment pour des raisons spirituelles ou simplement à cause du versement de l'impôt (« *Steuerflucht* »)[128]. Le président de la Communauté dit ne pas vouloir en faire un tabou.

- À partir du milieu des années 1970 commence l'immigration de Juifs venant d'URSS. Ceux qu'Elie Wiesel a baptisé les « Juifs du silence » se voient menacés ou du moins exclus de la vie sociale en Union soviétique. Dans les années 1970-1980, leur résistance pacifique au régime va se transformer en révolte : on les appelle les « *Refuseniks* ». De nombreux Juifs ont alors le profond désir de quitter ce régime, où ils ne peuvent exprimer leur identité librement. L'*Allgemeine* se fait le porte-parole de leurs souffrances : Chtcharanski par exemple va devenir un martyr du sionisme en URSS[129] : arrêté en 1977, il est emprisonné, puis finalement échangé en février 1986 au terme d'une négociation difficile sur le pont de Glienicke entre Berlin-Ouest et la RDA, après quoi il émigre en Israël. Malgré l'interdiction d'émigrer[130], quelques autorisations sont données à partir de 1965. Ce n'est qu'au printemps 1971 que le gouvernement soviétique autorise pour la première fois une émigration massive vers Israël. La vague d'émigration atteindra son apogée en 1979 avec plus de 51 000 départs[131].

Entre mai 1973 et septembre 1980, la Communauté Juive de Berlin-Ouest enregistre ainsi 2100 arrivées. M. Wolffsohn parle d'environ 3000 immigrants russes sur l'ensemble de la période 1973-1989. Leur situation sur le territoire de Berlin-Ouest est alors relativement confuse : ils ne bénéficient pas de l'asile politique, ni de l'« *Einbürgerung* », la naturalisation (qui finit pourtant par se produire *de facto* au bout de quelques années), mais sont tout de même tolérés au nom de la responsabilité historique de Berlin dans la persécution des Juifs sous Hitler.

Dans les années 1982-1983, Moscou prend des mesures pour mettre un terme à cette émigration, ce qui se répercute immédiatement sur les effectifs de la Communauté de Berlin-Ouest. Ces nouveaux venus semblent être une véritable « fontaine de jouvence » jusque dans les années 1980[132], puis le ton change et on a plutôt l'impression

---

[128] *Algemeine*, 3.03.1972, p. 1.
[129] *Allgemeine*, 6.05.1977, p. 3.
[130] Car l'URSS craignait la fuite des cerveaux, les Juifs étant particulièrement représentés dans les professions supérieures.
[131] B. Wasserstein, *op. cit.*, p. 220.
[132] Voir par exemple *Allgemeine*, 16.05.1975, p. 13 („günstiger Strukturwandel", „sehr erfreulich").

qu'ils constituent une charge pour la Communauté dans un contexte économique difficile[133]. À cela s'ajoute le fait que de nombreux « Juifs » soviétiques qui rejoignent Berlin dans les années 1980 utilisent des moyens illégaux ou fraudent pour obtenir des avantages : ainsi, en 1980, 59 immigrés russes ont été arrêtés à Berlin-Ouest pour falsification de leurs papiers d'identité dans le but d'obtenir l'aide sociale[134]. Le Sénat de Berlin décide quant à lui de stopper l'immigration en septembre 1980. L'illégalité, tolérée jusqu'alors, n'est plus acceptée et les autorités berlinoises se montreront plus rigoureuses dans leur politique d'accueil des immigrés juifs. Toutefois, cela n'empêche pas l'*Allgemeine* de relever l'existence de 300 immigrés illégaux en 1985[135].

c) Une population très hétérogène

Y.M. Bodemann parle de « l'extraordinaire hétérogénéité de la population juive au sein des communautés mêmes »[136]. En effet, les Juifs en Allemagne après 1945 ont tous des profils et des histoires très différents les uns des autres. L'*Allgemeine* lui-même se définit comme le « porte-parole d'une communauté hétérogène […] comme l'Allemagne n'en a jamais connue »[137]. Ce tableau vaut pour la RFA, mais moins pour la RDA qui n'a accueilli ni « DP's » ni immigrés à de rares exceptions près.

Ainsi, la question de la répartition entre « Juifs de l'Est » et « Juifs de l'Ouest » est une préoccupation centrale de la Communauté de Berlin-Ouest, même si elle n'est pas souvent thématisée dans les journaux. La thèse communément admise est que la Communauté Juive de Berlin-Ouest n'avait plus rien à voir avec celle d'avant 1933, puisqu'elle ne comptait presque plus de « Juifs allemands », qui auraient été submergés par les « Juifs de l'Est » et leur culture. Ainsi, pour B. Rebiger :

---

[133] *Allgemeine,* 12.03.1982, pp. 8-9 : de manière significative, le sujet apparaît dans la rubrique « Probleme der Jüdischen Gemeinde zu Berlin ». Même s'ils ne sont plus que 45 à 50 par mois, les immigrés commencent à devenir un problème ingérable pour la communauté qui n'avait pas prévu un tel afflux et se dit à bout de ressources pour intégrer cette population. Le thème est qualifié de « problème de la plus haute importance » („das höchste Problem") (9.04.1982, p. 8) et de « problème urgent » („drängendes Problem") (7.05.1982, p. 8), alors qu'auparavant, c'étaient surtout la consolidation et le rajeunissement de la Communauté qui étaient thématisés.

[134] *Allgemeine,* 11.07.1980, p. 3.

[135] *Allgemeine,* 19.07.1985, p. 9.

[136] „die außergewöhnliche Heterogenität der jüdischen Bevölkerung in den Gemeinden selbst". *In* : M. Brumlik, *Jüdisches Leben in Deutschland seit 1945, op. cit.,* p. 53.

[137] „das Sprachrohr einer heterogen zusammengesetzten Gemeinschaft [...], wie es sie noch niemals in Deutschland gegeben hat". *Allgemeine,* 7.01.1977, p. 1.

> La Communauté se distinguait fortement de la Communauté d'avant-guerre, plutôt libérale, par la supériorité numérique des Juifs immigrés d'Europe de l'Est, pour la plupart très fervents[138].

Quelques témoignages corroborent cette vision. Karl Wolffsohn par exemple, le grand-père de Max Wolffsohn, qui avait beaucoup fréquenté la Communauté d'avant-guerre ne se reconnaît pas dans ce milieu, qu'il considérait comme « un autre monde », sentiment partagé par la majorité des « Juifs allemands » d'origine[139]. Les seuls descendants des « Juifs berlinois » auraient en fait subsisté à Berlin-Est. Ainsi, en forçant un peu le trait, on pourrait résumer la situation ainsi : les anciens « Juifs allemands » se trouvaient à Berlin-Est, mais ils vivaient le plus souvent hors de la Communauté, et les « Juifs de l'Est », fraîchement arrivés, se retrouvaient à Berlin-Ouest, ce qui s'explique très bien par les conditions d'accueil nettement plus favorables dans les secteurs occidentaux[140].

Pour séduisante qu'elle soit, cette idée correspond cependant à une vision quelque peu déformée de la réalité et sans doute dans une large mesure conditionnée par l'arrivée des immigrants soviétiques dans les années 1980. Certes, elle se vérifie tout à fait pour le quartier de Neukölln, qui n'a pas attiré de familles juives après la guerre et où seuls quelques immigrés russes et israéliens sont venus s'installer[141], mais pas pour Charlottenburg, où subsistent encore des représentants de grandes familles juives de Berlin. Par ailleurs, à l'Est, il y avait également un nombre conséquent de Polonais[142]. Toutefois, ce point reste de toute façon controversé, car de l'aveu même de Peter Kirchner et d'Andreas Nachama, on ne dispose pas de statistiques sur l'origine des membres des communautés[143].

---

[138] B. Rebiger, *Das jüdische Berlin, Kultur, Religion und Alltag gestern und heute*, Berlin, Jaron Verlag, 2002, p. 30 : „Die Gemeinde unterschied sich durch die Dominanz der zugewanderten, zumeist strenggläubigen Juden stark von der eher liberalen Vorkriegsgemeinde". Voir également M. Bodemann et H. Broder pour la RFA ; c'est également la thèse de G. Guttmann à propos de Berlin-Ouest, *in* : *Jüdische Lehrer, op. cit.*, p. 18. Selon lui, 80% de la Communauté Juive serait d'origine est-européenne à la fin des années 1980. *Ibid*, p. 25.

[139] *In :* M. Wolffsohn, *Meine Juden, Eure Juden, op. cit.*, p. 36 („eine andere Welt"; „man kann sich nicht mehr zurechtfinden").

[140] Cf les propos de Hermann Simon dans son interview par G. Guttmann, *Jüdische Lehrer, op. cit.*, p. 25 : „[Es gab] keine ‚Ostjuden' in Ost-Berlin, man ging ja nicht vom Regen in die Traufe". Les « Juifs de l'Est » ne voulaient pas « tomber de Charybde en Scylla », c'est-à-dire qu'ils n'avaient pas quitté l'Europe de l'Est et son antisémitisme pour retrouver la même situation, voire pire, en zone d'occupation soviétique.

[141] *Juden in Kreuzberg, op. cit.*, p. 295.

[142] D'après P. Kirchner, lors de notre entretien du 22.04.2008.

[143] *Ibid.* Voir également mail d'A. Nachama du 24.10.2008.

Quoi qu'il en soit, Berlin-Ouest constituait une exception notable en RFA. Le pourcentage de « Juifs allemands » y était en effet beaucoup plus élevé que la moyenne, ce qui permet à Cilly Kugelmann d'affirmer :

> Il n'y a presque pas de grandes villes allemandes où vit encore un nombre conséquent de Juifs allemands qui se sentent liés à la tradition d'avant-guerre de leur ville-patrie, mis à part peut-être à Berlin[144].

Bien sûr, l'affirmation est modalisée, mais elle met en lumière l'existence de ce tronc « juif-allemand » persistant à Berlin-Ouest. W.J. Oppenheimer confirme cette hypothèse dans son étude sur les jeunes Juifs en RFA : pour lui, Berlin-Ouest était la « communauté la plus allemande » de RFA[145].

Parmi les membres de la Communauté Juive de Berlin encore indivisée, on estime à près d'un tiers le nombre de Juifs venus d'Europe de l'Est ayant transité par les camps de personnes déplacées[146]. En avril 1946, selon un rapport de Ph. Skorneck, représentant du « *Joint* », environ 1000 personnes sur les quelque 8000 Juifs à Berlin ne seraient pas de nationalité allemande, ce qui représente quelque 12%, une petite minorité donc[147]. Pour l'année 1949, H. Maor parle d'une proportion de 28,6% de « Juifs de l'Est »[148] alors que d'autres estimations montent jusqu'à 90%[149]. On voit qu'ici encore, les chiffres sont extrêmement controversés. A. Königseder avance pour février 1947 les chiffres de 6404 Juifs dans les camps contre 7823 au sein de la Communauté, ce qui donne une répartition de 45% contre 55% environ[150]. Une chose est donc sûre : le pourcentage des « DP's » à l'intérieur de la Communauté Juive n'aurait de toute façon jamais excédé 50%. Cela remet en cause la thèse de l'envahissement des « Juifs de l'Ouest » par ceux de l'Est : en 1952, ces derniers ne représenteront plus que 16%[151]. Huit ans plus tard, en 1960, H. Maor parle de 16%

---

[144] C. Kugelmann, „Die jüdische Minderheit", *in* : C. Schmalz-Jacobsen et G. Hansen (Eds.), *Ethnische Minderheiten in der Bundesrepublik*, Munich, Beck, 1995, p. 266. („In fast keiner deutschen Großstadt leben noch genug deutsche Juden, die sich mit der Vorkriegstradition ihrer Heimatstadt verbunden fühlen, mit Ausnahme vielleicht in Berlin.")

[145] W. J. Oppenheimer, *Jüdische Jugend in Deutschland*, Munich, Juventa, 1967, p. 40 („die ‚deutscheste' Gemeinde").

[146] R. Merritt, : "Perhaps 2000 of Berlin's Jews were DPs, above all from Poland", *in :* "Politics of Judaism in the GDR", *op. cit.,* p.170.

[147] R. Gay, *op. cit.,* p.147.

[148] *Über den Wiederaufbau, op. cit.,* p. 19 : 5000 Juifs « allemands » sur 7000 et environ 2000 anciens « DP's ». La moyenne de l'Allemagne était alors de 49,3%.

[149] Ainsi M. Frajman et A. Roth prétendent que la Communauté n'aurait compté que 10% de Juifs d'origine allemande. Ce chiffre nous semble tout de même exagéré et entretient le mythe de l'extinction totale des Juifs allemands, thèse qui ne se vérifie pas, en tout cas pour Berlin. *In : Das jüdische Berlin heute. Ein Wegweiser*, Berlin, Quadriga, 1999, p. 203.

[150] *Flucht nach Berlin, op. cit.*, p. 9.

[151] *Ibid.*, p. 207.

également[152]. Cette répartition est particulièrement remarquable lorsqu'on compare la situation de Berlin avec d'autres régions d'Allemagne, notamment le Sud, où les « Juifs de l'Est » dominaient largement. Certes, les chiffres avancés par les chercheurs sont parfois en contradiction avec les souvenirs des témoins : Manfred Alpern par exemple se rappelle que les Juifs polonais étaient majoritaires à la Communauté lorsqu'il est arrivé à Berlin-Ouest en 1954[153]. Mais pouvait-on, parce que l'on se rendait à la synagogue régulièrement, avoir une idée précise de la composition totale de la Communauté ? Il semble que la perception des grands ensembles pouvait échapper aux individus qui nous ont laissé de tels témoignages.

À Berlin-Ouest, la part des « Juifs de l'Est » n'a cessé d'augmenter avec les différentes phases d'immigration. Mais ce sont surtout les immigrés russes qui font pencher la balance à la fin des années 1980. D'après l'*Allgemeine,* on pouvait compter 1300 Juifs russes au sein de la Communauté en 1978, 1500 en 1979, 2800 en 1980 - soit une proportion de 40% - et enfin 50% en 1988. Il faut noter qu'à cette date, Berlin absorbe 72% de l'immigration juive en provenance d'URSS à destination de la RFA. C'est pourquoi en 1980, les autorités de Berlin-Ouest décident de mettre un frein au mouvement. L'immigration reprend en 1982 ; elle atteindra 3000 personnes au total en 1984, ce qui représente donc près de la moitié des effectifs. Sans doute l'image que les Juifs pouvaient se faire de la Communauté était-elle conditionnée par cette impression d'envahissement ressenti à partir des années 1980 et plus fortement encore à partir des années 1990.

Il faut également évoquer les nombreux Israéliens, dont certains, même si ce n'est pas la majorité, deviennent membres de la Communauté de Berlin-Ouest. Ils affichent parfois une double loyauté comme Hellmut Stern, qui se définit comme un « Israélien convaincu » mais pourtant « malgré tout toujours berlinois »[154]. Les jeunes nés en Israël quant à eux, ont souvent un rapport à l'Allemagne très conflictuel et beaucoup voudraient rentrer dans « leur » pays[155].

En raison du grand nombre relatif de tous ces immigrés, leur intégration était un enjeu essentiel pour la Communauté. Car le clivage entre ces Juifs d'origines différentes était bien réel. Il ne s'agissait plus exactement du traditionnel conflit entre « *Jeckes* »,

---

[152] *Über den Wiederaufbau, op. cit.,* p. 30.
[153] *In* : U. Eckhardt, A. Nachaman, *Jüdische Berliner, op. cit.,* p. 30.
[154] H. Stern, *Saitensprünge,* Berlin, Transit, 1990, p. 13 : „begeisterte[r] Israeli", „trotz allem immer Berliner".
[155] *Allgemeine,* 14.06.1985, p. 5.

Juifs allemands, et « *Ostjuden* », Juifs de l'Est, tel qu'on pouvait l'observer au début du siècle, même si l'on en retrouve quelques constantes. En effet, les Juifs venus d'URSS ne correspondent pas au cliché du « Juif de l'Est » : ils ont pour la plupart été longtemps étrangers au monde juif, et comme le dit Hermann Simon, ils se composent de scientifiques, de rebelles, de socialistes…[156]. Autrement dit, il s'agit d'une population très hétéroclite, mais peu portée sur la religion. Beaucoup d'entre eux ont un excellent niveau de formation et il ne fait aucun doute qu'ils ont changé le profil de la Communauté. Cependant, ils n'étaient pas vraiment représentés dans les instances de celle-ci et n'occupaient guère de postes à responsabilité, à part quelques exceptions comme Arkadi Schneidermann, né à Minsk en 1935 et arrivé à Berlin-Ouest en 1976[157]. Cependant, pour D. Bensimon, les différences culturelles entre « Juifs allemands » et « Juifs de l'Est » se sont estompées progressivement[158].

Le caractère « anormal » de cette situation doit de plus être relativisé par le fait que la Communauté Juive de Berlin n'a jamais été homogène, loin s'en faut. D. Bourel ouvre son étude « Berlin et les juifs : une histoire d'amour et une tragédie » par le constat suivant : « le juif berlinois est d'abord d'autre part, *in partibus* »[159]. L'histoire moderne de la Communauté Juive de Berlin a en effet commencé avec l'arrivée de cinquante familles venues de Vienne en 1671. Puis ce sont les Juifs de Pologne et enfin de Russie qui sont venus sculpter le visage de la Communauté tel qu'il apparaît à la veille de la prise du pouvoir par Hitler. La part des « Juifs de l'Est » y est très importante dès le XIX^{e} siècle, ceux-ci étant employés comme main d'œuvre pour l'industrie. En 1925, ils représentaient environ un quart de la population juive de Berlin, soit près de 44 000 personnes[160]. On voit donc que les proportions d'après 1945 n'ont rien d'extraordinaire pour Berlin. Cette tradition d'immigration des « Juifs de l'Est » est d'ailleurs à l'origine d'une formule consacrée dans la Communauté Juive, employée par exemple au sujet de Leo Wittkowski, membre de la chambre des représentants : « en tant que vrai Berlinois, [il est] bien entendu né à Breslau »[161].

Quoi qu'il en soit, Berlin-Ouest démontre une capacité d'intégration surprenante[162] : la ville a besoin de l'immigration de personnes jeunes et sait faire de ses

---

[156] *In* : G. Guttmann, *Jüdische Lehrer, op. cit.,* p. 23.
[157] Voir notices biographiques.
[158] D. Bensimon, *op. cit.*, p. 55.
[159] D. Bourel, « Berlin et les Juifs : Une histoire d'amour et une tragédie », *in* : E. François (Ed.), *Berlin : Capitale, mythe, enjeu*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 1988, pp. 87-95, ici p. 87.
[160] *Ibid.*, p. 92
[161] *Allgemeine*, 1.09.1967, p. 13 : „als richtiger Berliner natürlich in Breslau geboren".
[162] H.J. von Koerber, *op. cit.*, p. 121.

réfugiés un atout. Pour H.J. von Koerber, ceux-ci sont comparables à un courant qui permet de maintenir le moulin en mouvement[163]. Faut-il y voir une expression de l'« ouverture au monde en pensée et en action » de la ville de Berlin, même divisée[164] ? Toujours est-il que la partie occidentale de la ville apparaît dans l'*Allgemeine* comme extrêmement tolérante vis-à-vis des immigrés en comparaison du reste de la RFA[165].

Ainsi, la Communauté Juive de Berlin-Ouest apparaît comme une véritable mosaïque, surtout à partir des années 1980, en comparaison de celle de Berlin-Est qui n'a guère connu d'immigration.

d) Cas de migrations inter-berlinoises

Déjà au niveau des migrations non spécifiquement juives, on constate à partir de 1948 « une fuite massive hors de la zone d'occupation soviétique »[166] qui s'intensifie jusqu'en 1953 environ. Il faut s'interroger sur leurs motivations. Beaucoup de ces migrants choisissent de rester à Berlin-Ouest car cette localisation signifie pour eux la possibilité matérielle de rester plus facilement en contact avec leurs parents ou amis restés à l'Est. L'enjeu majeur pour Berlin-Ouest est donc de démontrer sa capacité à intégrer ces populations. La « Loi de Berlin-Ouest sur les réfugiés » (*Westberliner Flüchtlingsgesetz*), adoptée fin 1950, prévoit des critères de reconnaissance élargis. En 1952 est créée à Berlin-Ouest une instance chargée de ces questions, la « *Senatsbehörde für Flüchtlingsangelegenheiten* » (Commission du Sénat pour les Affaires concernant les réfugiés) sous l'autorité du « *Senator für Sozialwesen* » (Sénateur pour les Affaires sociales). Alors que les années 1950-1951 enregistrent une migration de 60 000 réfugiés par an, le chiffre explose dans la seconde moitié de l'année 1952, passant à 88 000 sur un semestre, et atteint finalement 225 000 au premier semestre 1953[167]. Il y a donc une étroite corrélation entre le mouvement global des réfugiés et celui des réfugiés d'origine juive.

J. Borneman relève au cours des années suivantes et jusqu'à la construction du Mur « un flux constant de Juifs vers l'Ouest »[168] ; ce mouvement ne s'est tari qu'après 1961.

---

[163] *Ibid.*, p. 123.
[164] *Ibid.*, p. 122 : „jene Weltoffenheit im Denken und Handeln".
[165] Dans le numéro du 15.04.1977, p. 9, le journaliste insiste sur l'attractivité de la ville et la bienveillance des autorités.
[166] H.J. von Koerber, *op. cit.*, p. 16.
[167] *Ibid.*, p. 23.
[168] *In* : *Sojourners, op. cit.*, p. 8 ("a steady flight of Jews to the West"). R. Gay confirme cette « hémorragie » de population juive en RDA jusqu'en 1961, *in* : *Safe among the Germans, op. cit.*, p. 222.

La politique de Galinski à ce sujet a toujours été d'accueillir à bras ouverts les Juifs venant de RDA, ce qui contribuait largement à élever le prestige de sa communauté et à jeter l'opprobre sur celle de « l'autre côté ». Il semblerait que la plupart des Juifs aient été en quelque sorte rassurés par la division allemande, ce qui rejoint la thèse de Günter Grass qui interprète la division comme juste pénitence infligée à l'Allemagne pour Auschwitz. Cependant, la ville divisée et surtout le Mur choquent autant les Juifs que les non-Juifs. Peut-être rappellerait-il à certains des souvenirs de l'enfermement du ghetto ou des camps ?[169] Albert Klein, Juif berlinois marié dans la Nouvelle Synagogue de l'Oranienburger Straße, qui a vécu en Lituanie de 1939 à 1971, reconnaît qu'il fut difficile pour lui de voir la ville divisée pour la première fois[170] et qu'il évitait le plus possible de se rendre à Berlin-Est afin de ne pas voir le Mur. Hellmut Stern quant à lui revient à Berlin à peine deux mois avant l'érection du Mur : cet événement constitue un profond traumatisme pour lui qui croyait retrouver son ancienne ville-patrie[171].

Que ce soit avant ou après 1961, de nombreux Juifs de Berlin-Est, membres ou non de la Communauté, ont tenté de fuir ou de passer légalement à Berlin-Ouest. Parmi les fugitifs de 1953, on peut évoquer Martin Friedländer ou encore Arthur Brass, qui s'installent tous deux à Berlin-Ouest après avoir connu les prisons soviétiques. Quant à Anatol Rosenbaum, emprisonné lui aussi durant des années en RDA, il gagne finalement Berlin-Ouest en 1975. Thomas Eckert lui, sollicite l'aide de la Communauté Juive de Berlin-Est pour passer à l'Ouest légalement en 1983-84.

Moins tumultueux est le destin de certains acteurs ou metteurs en scène de théâtre qui, après avoir travaillé un temps à Berlin-Est, fuient la censure et optent pour la liberté d'expression en choisissant Berlin-Ouest : c'est le cas de l'actrice Anne-Marie Hirsch, qui s'installe à l'Ouest en 1961, de Herbert Grünbaum en 1964 ou encore de Curt Bois. Par ailleurs, parmi les écrivains dits « dissidents » qui ont quitté la RDA pour protester contre l'exclusion de Wolf Biermann en 1976, on trouve des auteurs d'origine juive comme Jurek Becker, qui passe de Berlin-Est à Berlin-Ouest en 1977 et va devenir le « chéri » de Kreuzberg[172]. Dans la majorité des cas, ces artistes n'étaient pas membres de la Communauté Juive.

---

[169] G. Grass a notamment fait le parallèle entre le Mur et les barbelés des camps. *In :* A.-M. Le Gloannec, *Un mur à Berlin, op. cit.,* p. 109.
[170] *In* : *Sojourners, op. cit.,* p. 68 et p. 76 : "I was deeply shocked the first time – after 30 years – that I experienced Berlin as a divided city and as the capital of the GDR."
[171] *Saitensprünge, op. cit.,* p. 155.
[172] D'après le titre de la série à succès *Liebling Kreuzberg* dont il écrit le scénario et qui sera diffusée à partir de 1986.

Même si le phénomène est clairement asymétrique, on peut noter quelques cas de migrations de l'Ouest vers l'Est : l'exemple le plus emblématique est sans doute celui d'Alfred Kantorowicz durant ses premières années passées à Berlin. Animé par la volonté de jouer les intermédiaires entre Est et Ouest, il va jusqu'à « transposer l'idéal Est-Ouest dans la sphère de [s]a vie privée : [s]on domicile devait se situer en secteur américain, [s]on lieu de travail, la rédaction du journal, en secteur soviétique »[173]. En vivant à Berlin-Ouest, d'autres « rémigrés » comme lui, parmi lesquels Anna Seghers, Wolfgang Steinitz, Jürgen Kuczynzki, Günter Stillmann ou encore Wolfgang Herzberg, ont pu « garder un pied » dans le monde « occidental » de l'émigration et espéraient secrètement que ce « grand écart » entre l'Est et l'Ouest allait durer[174]. Mais cette « lune de miel des rémigrés », comme l'appelle A. Kantorowicz, se termine peu après la création des deux États allemands : tous suivent alors l'injonction du SED de venir s'établir à l'Est. Ce mouvement d'Ouest en Est concerne aussi des « petites gens » comme Sonja Berne, qui quitte Berlin-Ouest à l'âge de dix-huit ans en 1952 pour rejoindre Berlin-Est et devenir membre de la Communauté Juive. Elle réussit apparemment à concilier religion, en s'occupant du travail social au sein de la Communauté, et citoyenneté est-allemande en s'engageant dans la FDJ.

Rudolf Schottlaender, non-membre de la Communauté, est au contraire représentatif de ces Juifs berlinois qui n'ont jamais vraiment trouvé leur place entre l'Est et l'Ouest. Il insiste dans son autobiographie sur le fait que, sans avoir jamais quitté sa ville natale, il a connu cinq États allemands : l'Empire, la République de Weimar, le III^{e} Reich, la RDA et la RFA. Professeur, ses cours se voient qualifiés à l'Est de propagande anglo-américaine, tandis qu'à l'Ouest, il est considéré comme un communiste[175]. Après un séjour à Berlin-Ouest de 1945 à 1948, il passe deux ans à Dresde, puis revient à Berlin-Ouest entre 1949 et 1961, date à laquelle il s'installe finalement à l'Est et enseigne à l'Université Humboldt. Entre « l'ignorance entretenue à dessein » au sujet des Juifs à Berlin-Est et les « outrances philosémites » de Berlin-

---

[173] *Deutsches Tagebuch, 1. Teil*, Berlin, 1978, p. 287 („[…] übertrug ich das Ost-West-Wunschbild auch in meine private Lebenssphäre: meine Wohnung sollte im amerikanischen Sektor liegen, mein Arbeitsplatz, die Zeitungsredaktion, im sowjetischen Sektor.")

[174] A. Leo, „Die Falle der Loyalität. W. Steinitz und die Generation der DDR-Gründerväter und -mütter", *in* : I. Von der Lühe *et al.*, *„Auch in Deutschland waren wir nicht wirklich zu Hause". Jüdische Remigration nach 1945*, Göttingen, Wallstein, 2008, p. 304.

[175] À Berlin-Ouest, il est exclu de l'enseignement par le sénateur Joachim Lipschitz pour avoir invité au dialogue avec l'Est. Vers 1955, on lui reprochera d'avoir ouvert le débat avec Johannes R. Becher. Enfin, il devient l'ennemi n°1 en participant au Congrès du Front National de la RDA en 1958. Voir *Un Allemand malgré tout*, *op. cit.*, pp. 63-91.

Ouest[176], il reste toujours un marginal. Son fils Rainer fera les frais de sa défiance envers le régime et sera emprisonné suite à une tentative de fuite en 1971. En 1972, celui-ci quittera définitivement la RDA pour Munich, à l'inverse de sa sœur, Irene Selle, qui réussit une brillante carrière universitaire à Berlin-Est.

Enfin, il est intéressant d'évoquer le destin des « passeurs de frontières » (*Grenzgänger*) comme Abraham Pisarek, résidant à Berlin-Ouest et membre de la Communauté Juive de Berlin-Ouest, mais réalisant ses reportages photos à Berlin-Est. De même Eva Kemlein et son mari, respectivement photographe et journaliste, habitent Berlin-Ouest et travaillent pour des journaux de Berlin-Est. De nombreux artistes mènent également une vie faite de voyages entre les deux Berlin : Alfred Balthoff, Fritz Wisten, mais aussi Camilla Spira, qui contrairement à sa sœur, fait le choix de ne pas s'établir à l'Est.

Ainsi, même pour les Juifs, qu'ils soient membres ou non des communautés, les migrations entre les deux Berlin étaient une réalité, certes plus marquée dans le sens Est-Ouest, mais pas inexistante dans le sens inverse.

e) Bilan en 1990

Les conséquences des années de division de Berlin sont encore nettement visibles après 1990 dans la répartition de la population juive. Ainsi, au début des années 2000, les quartiers de l'Ouest concentrent près de 90% de la population juive de Berlin, plus de la moitié résidant dans les quartiers de Charlottenburg, Wilmersdorf et Schöneberg[177].

Même si les prédictions les plus sombres concernant l'extinction définitive des Juifs en Allemagne ne se sont pas réalisées, le bilan démographique reste tragique : cinquante ans après la Shoah, les Juifs à Berlin représentent à peine un dixième de la population juive d'avant-guerre. Déjà en 1963, le rabbin Neufeld, citant une étude réalisée par un professeur de Yad Vashem, ne voyait guère les progrès réalisés depuis la fin de la guerre[178]. Bien sûr, on ne sait pas ce qu'il aurait dit en 1990, mais il est probable qu'il ait maintenu son affirmation. Même à l'échelle de la RFA, les Juifs constituent entre 1953 et 1990 un groupe dérisoire, une des plus petites communautés

[176] *Ibid.*, p. 105.
[177] M. Schulz (Ed.), *Juden in Berlin in Vergangenheit und Gegenwart*, Berlin, Arbeitsberichte des Geographischen Instituts (HU), Heft 54, 2001, p. 15.
[178] *Allgemeine*, 8.03.1963, p. 53.

du pays (environ 0,1% de la population totale à la fin des années 1970[179]). Fritz, un jeune Juif interviewé au début des années 1980, remarque ironiquement que plus de Juifs sont morts en un jour sous le nazisme qu'il n'y en a en RFA et que « ça ne vaudrait même pas la peine de construire un camp pour nous »[180]. Ce sentiment d'appartenir à une espèce exotique[181] était donc commun aux Juifs de l'Est et de l'Ouest pendant près de quarante ans.

Or, au tournant des années 1989-1990, un événement aussi déterminant que surprenant a lieu en RDA : les autorités est-allemandes acceptent d'accueillir le flot des Juifs russes qui se préparent à quitter l'URSS en décomposition et en proie à des manifestations d'antisémitisme virulentes. La mesure est défendue lors des discussions de la « Table Ronde » [182] et sera entérinée par un texte de Lothar de Maizière daté du 11 juillet 1990. Les Juifs peuvent dès lors arriver en RDA avec un simple visa touristique, puis, s'ils apportent la preuve de leur origine juive, ils obtiennent une autorisation de séjour. Notons que cette mesure est historique puisque c'est elle qui a engagé la future Allemagne réunifiée sur la voie de l'affirmation comme « pays d'immigration », « bris[ant] un tabou » de l'après-guerre au sujet de l'immigration juive[183]. Immédiatement, les Juifs « russes » affluent et la Communauté Juive de Berlin-Est s'organise pour mettre en place des structures d'accueil : cours d'allemand[184], collectes, traduction, réception des immigrés conjointement par les dirigeants juifs de l'Est (H. Simon) et de l'Ouest (H. Galinski)[185]. Entre avril et juillet 1990, 650 Juifs d'URSS auraient déjà trouvé refuge en RDA ; 2000 entre août et début octobre[186]. Dans un premier temps, ce sont les anciennes casernes de la Stasi et de la NVA qui sont mises à disposition. Le foyer d'accueil central créé à Ahrensfelde est certes critiqué pour les

[179] H. Broder, M. R. Lang, *op. cit.*, p. 28.
[180] P. Sichrovsky, *Naître coupable, naître victime, op. cit.*, p. 158.
[181] V. Von Wroblewsky *in :* R. Ostow, *Jüdisches Leben in der DDR, op. cit.*, p. 104.
[182] Voir notamment A. Kahane, *op. cit.*, p. 160.
[183] Voir l'exposé d'Almuth Berger, ancienne secrétaire d'Etat et chargée de la question des étrangers au Conseil des Ministres de RDA : „Ein Tabu der Nachkriegsgeschichte wurde gebrochen" dans le cadre de la conférence internationale „Ausgerechnet Deutschland! Jüdisch-russische Einwanderung in die Bundesrepublik" au Musée Juif de Francfort, le 22 mars 2009. Elle a très bien montré comment Lothar de Maizière a fait en sorte d'éviter le terme de « *Flüchtlinge* » afin de ne pas froisser Israël (car, du point de vue de l'Etat hébreu, on ne saurait parler de « réfugiés juifs » à partir de 1948, étant donné qu'Israël représente un refuge potentiel pour tous les Juifs persécutés), de même qu'il n'est nullement question dans son texte d'« Union soviétique » car il aurait été délicat en RDA de parler d'antisémitisme de la part du « grand frère ».
[184] *Allgemeine*, 16.08.1990, p. 1.
[185] *Allgemeine*, 6.09.1990, p. 10.
[186] A. Berger, *op. cit.*

conditions déplorables qu'il offre aux yeux des occidentaux, mais ceux-ci reconnaissent le grand mérite de la mesure : pas un seul de ces réfugiés juifs ne sera expulsé[187].

Après l'effondrement du régime est-allemand, le premier gouvernement de l'Allemagne réunifiée décidera de reconduire la mesure, mais en incluant des aménagements non négligeables, suivant le principe que l'Allemagne n'était pas un pays d'immigration et qu'elle ne pouvait avoir la prétention de se substituer à Israël : ainsi, tous ceux qui étaient déjà arrivés pourraient rester, mais à l'avenir, la procédure d'immigration serait beaucoup plus complexe[188]. Cette mesure sera incluse en 1991 dans la Loi sur les « réfugiés du contingent »[189], fixant des quotas et imposant que les immigrés soient répartis équitablement sur l'ensemble du territoire allemand[190].

Quant à la fusion des communautés de Berlin-Ouest et de Berlin-Est, elle est reléguée au second plan dans le tumulte de ces événements. L'impression qui domine chez les Juifs de Berlin-Est est d'avoir été purement et simplement annexés et qu'on n'a pas fait grand cas de leur identité spécifique. Mis à part Heinz Rothholz, un des seuls à croire à l'intégration des deux communautés juives, aucun dirigeant ne poursuivra son travail dans le cadre de la Communauté réunifiée : Kirchner, voyant son travail de vingt ans disqualifié du jour au lendemain, préférera se retirer. Les inquiétudes de Jalda Rebling craignant de voir « notre petite communauté engloutie »[191] sont partagées par Hans Rosenthal de Berlin-Est : « nous allons être saignés à blanc »[192]. Quant à Irene Runge, sa réponse est radicale : « *Ich bleibe ein Ossi* » (« Je reste une Allemande de l'Est »)[193]. Pour la plupart des Juifs de Berlin-Est, cette réunification n'a rien d'un « grandir ensemble ». Il faut préciser que Galinski aurait exigé une vérification de tous les membres de la Communauté Juive de Berlin-Est pour voir s'ils étaient de « vrais » Juifs selon la *Halakha*. D'après le magazine *Semit*, cette mesure a porté le coup de

---

[187] *Allgemeine*, 23.08.1990, p. 3 : „Ein neuer Start in trister Umgebung".
[188] Un simple visa touristique ne suffirait plus, il faudrait alors déposer une demande d'immigration auprès d'une ambassade allemande, qui serait ensuite examinée par le BVA (*Bundesverwaltungsamt*). Ces modifications ont bien sûr suscité déception et découragement chez les candidats à l'immigration. Toujours d'après A. Berger, *op. cit.*
[189] Cette loi fut promulguée dans les années 1980, à l'origine pour accueillir les réfugiés du Sud-Est asiatique victimes de la Guerre du Vietnam (« Boat people »).
[190] Notons qu'en 2005, avec la nouvelle Loi fédérale relative à l'immigration (*Zuwanderungsgesetz)*, la portée de la mesure sera considérablement réduite, puisque seuls seront acceptés alors les Juifs au sens halachique, c'est-à-dire nés de mère juive et donc « acceptables » pour les communautés juives allemandes.
[191] *In* : R. Ostow, *Juden aus der DDR und die Wiedervereinigung*, *op. cit.*, p. 114 („Unsere kleine Gemeinde wird einfach gescluckt."
[192] *Ibid.*, p. 155 : „Wir werden ausgesogen werden."
[193] *Ibid.*, p. 45.

grâce aux Juifs de Berlin-Est[194]. Même longtemps après la réunification de Berlin, il y a encore indéniablement un effet de seuil[195] : les Berlinois de l'Est ne se rendent pas spontanément à la synagogue à l'Ouest par exemple.

Ainsi donc, l'analyse comparée des évolutions démographiques est- et ouest-berlinoises fait apparaître nombre de facteurs révélateurs de profondes disparités entre l'Est et l'Ouest. Qu'en est-il maintenant des analyses plus détaillées, concernant la structure par âge et la structure par sexe ?

III – Structure par âge

Comme le fait remarquer H. Maor, l'ensemble de la communauté juive après 1945 « était dès le début une communauté âgée »[196]. C'est en effet une structure démographique peu propice à la survie collective qui caractérise la population juive en Allemagne après 1945, aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest. La tendance change cependant à l'Ouest à partir des années 1970. Nous verrons que le problème du vieillissement mène des deux côtés à une obsession de la survie et que la jeune génération, bien peu nombreuse, a du mal à trouver sa place.

a) Le problème du vieillissement

À Berlin-Ouest comme à Berlin-Est, la Communauté Juive regroupe essentiellement des personnes du troisième âge. En 1955, la moyenne d'âge des Juifs de Berlin-Ouest est de 48,3 ans ; en 1959, elle se situe à 50,5, la moyenne d'âge des Juifs en RFA étant alors aux alentours de 47 ans[197]. À Berlin-Est, un document fait état de 1200 membres en 1954, ce qui est sans doute un peu exagéré, pour 1100 ménages, composés pour la plupart de personnes âgées vivant seules[198]. L. Mertens pointe du doigt ce problème dans toutes ses recherches : il parle de « tendance à la gériatrisation », de « fort vieillissement »[199] à propos des Juifs en RDA. Là-dessus,

---

[194] *Semit*, n° 4, 1990, p. 8.
[195] H. Rothholz, *in* : R. Ostow, *Juden aus der DDR, op. cit.*, p. 38.
[196] *Über den Wiederaufbau, op. cit.*, p. 4 : „Die jüdische Gemeinde begann als Altersgemeinschaft". Environ 9% des Juifs en Allemagne avaient alors moins de 18 ans, 33,7% entre 18 et 44 ans et 57,3% plus de 45 ans. *Ibid.*, p. 3.
[197] Chiffres d'E. Landau *in* : H. Ganther, *Die Juden in Deutschland. 1951/52. 1958/59. Ein Almanach*, Hambourg, Gala, 1959, p. 270.
[198] „Denkschrift und Antrag auf Wiedergutmachungshilfe…", *op. cit.*
[199] *Davidstern, op. cit.*, p. 20 : „Geriatrisierungstendenz", „starke Überalterung".

même les dirigeants de la Communauté Juive de Berlin-Est sont lucides : « nous devons bien reconnaître que les communautés juives encore existantes sont marquées par le vieillissement »[200], « nous sommes devenus une petite famille de survivants très âgée »[201]. Isolement et solitude en sont les conséquences.

C'est pourquoi on essaie de resserrer les rangs : le « *Golden Age Club* » est créé à Berlin-Ouest en 1960, puis le « Club des Séniors » en 1973, qui organisent tous deux des rencontres régulières et permettent aux personnes âgées de garder une activité qui les structure. Il faut dire que si Berlin-Ouest a la réputation d'être une ville de retraités, cela est encore plus valable pour les Juifs. Dans les deux parties de la ville, les foyers pour personnes âgées deviennent les institutions centrales de la Communauté Juive. Hans Joachim Schoeps compare d'ailleurs les communautés juives d'Allemagne à de « grandes maisons de retraite »[202]. Le foyer pour personnes âgées de Berlin-Ouest compte 123 pensionnaires en 1962. À la fin des années 1970, la Communauté prévoit la construction d'un nouveau « *Seniorenzentrum* » dans la Dernburgstraße, près du Lietzensee, pour remplacer celui de l'Iranische Straße devenu vétuste. Dénommé « *Elternheim* » selon une tradition israélienne, le nouveau bâtiment contient 140 appartements pouvant accueillir 153 personnes. Le but de cette délocalisation est de rapprocher les personnes âgées du centre communautaire de la Fasanenstraße[203]. Ce projet coûtera environ 14 millions de DM[204] et se concrétisera en 1981.

Dans les journaux, on peut constater dans les pages « état civil » l'inexorable avance de la mortalité sur la natalité. Même si la règle veut que, dans la diaspora, la natalité soit toujours plus faible que la mortalité[205], le contraste est saisissant à Berlin. Ainsi, dans les années 1950-1960, on relève 30 à 40 morts par trimestre à Berlin-Est pour une quasi-absence de naissances, de *bar-mitsvoth* ou de mariages. Le journal affiche malgré lui une forte dimension nécrologique. Ainsi, dans la Communauté Juive de Berlin-Est, ce sont bien les morts qui occupent le devant de la scène. Cette situation a donné lieu aux prédictions les plus sombres : Y. Ahren estime les Juifs de RDA

---

[200] *Nachrichtenblatt,* Mars 1961, p. 2 : „Wir müssen es offen aussprechen, dass die noch bestehenden jüdischen Gemeinden überaltert sind."
[201] *Nachrichtenblatt*, Septembre 1962, p. 2 : „Wir sind eine überalterte und kleine Familie von Überlebenden geworden." Voir aussi *Nachrichtenblatt,* Mars 1968, p. 2 : „Wir werden älter und älter".
[202] Dans son article „Jüdischer Glaube und jüdisches Gesetz heute", *in* : Heinz Ganther, *op. cit.,* p. 212.
[203] *Allgemeine*, 1.09.1978, p. 4.
[204] *Allgemeine*, 14.12.1979, p. 9.
[205] Voir D. Bensimon, *op. cit.,* p. 120.

« menacés d'extinction »[206] et relève ironiquement plus qu'il y a plus de cimetières que de Juifs vivants en RDA[207].

À Berlin-Ouest également, le déficit des naissances est patent. Le tableau suivant, récapitulatif des entrées et sorties entre 1955 et 1959 montre bien que seule l'immigration garantit la stabilité démographique de la Communauté.

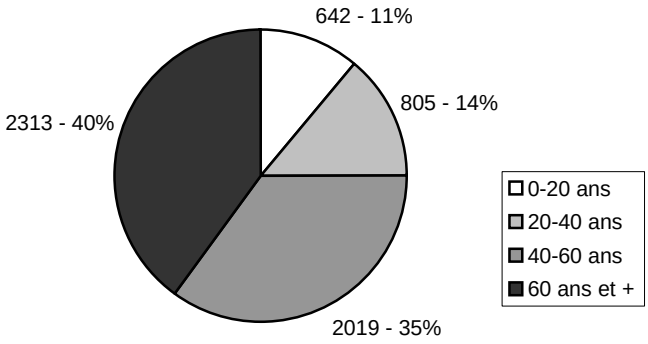
Nombre de membres au 01/04/1955		**4386**	
Gains pour la communauté		**Pertes pour la communauté**	
Naissances	40	Décès	522
Rémigration	2115	Emigration	368
Autres (déménagement, etc.)	936	Autres (déménagement, etc.)	248
sous-total	3091	sous-total	1138
Nombre de membres au 01/01/1959		**6339**	**(+1953)**

<u>Tableau 2</u> : « Statistiques de la population : peu de naissances – beaucoup de décès »[208]. (Source : E. Landau)

Si le bilan global est positif, avec un accroissement de 1953 membres, la structure par âge ne s'en trouve pas forcément améliorée. En effet, avec seulement 40 naissances pour 522 décès, le renouvellement générationnel est loin d'être assuré et les nouvelles entrées dans la Communauté concernent la plupart du temps des personnes déjà relativement âgées.

Le graphique suivant fait apparaître plus nettement les lacunes de la structure démographique de la Communauté Juive de Berlin-Ouest :

[206] Y. Ahren, „Vom Aussterben bedroht. Die Lage der jüdischen Gemeinden in der DDR", *in* : *Tribüne,* 23. Jg (1984), Heft 92, pp. 78-85.
[207] Y. Ahren, „Die DDR und die Juden. Mehr jüdische Friedhöfe als Gemeindemitglieder", *in* : *Tribüne,* 28. Jg (1989), Heft 110, pp. 199-203. Cette affirmation ne vaut toutefois que pour la Thuringe, caractérisée par un nombre particulièrement important de cimetières juifs et un nombre de Juifs particulièrement faible.
[208] D'après E. Landau, „Die Bevölkerungsstatistik: „Wenig Geburten – Viele Todesfälle" *in* : H. Ganther, *op. cit.,* p. 460 (chiffres concernant uniquement Berlin).



<u>Graphique 4</u> : Structure par âge de la Communauté Juive de Berlin-Ouest en 1958[209]. (Source : *Allgemeine*)

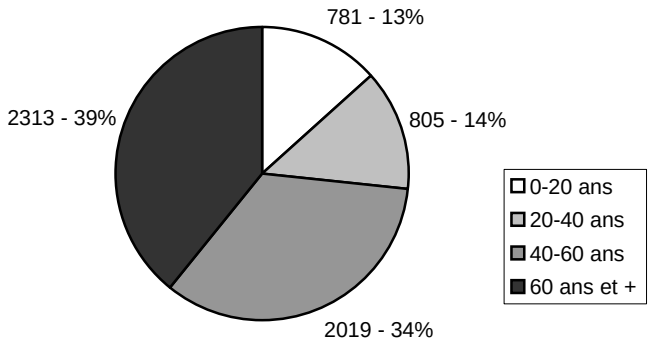
On constate une nette surreprésentation des plus de 40 ans, qui constituent près des trois quarts des membres. Le fait le plus intéressant est sans doute le commentaire de l'*Allgemeine,* qui tire une conclusion très optimiste de ces chiffres : il n'y a pas que des vieillards dans la Communauté, mais aussi une nouvelle génération de jeunes, en laquelle tous les espoirs sont placés, et ce grâce aux effets bénéfiques de l'immigration[210]. De tels résultats interdisent aux yeux du journaliste de parler de « liquidation ». Il faut dire que c'est surtout le bilan qui est remarquable : pour le mois écoulé, on comptabilise 111 entrées pour seulement 27 sorties. Mais sur ces 111 entrées, il y a 109 nouveaux arrivants pour seulement une naissance et une conversion.

Pour Berlin-Est, on dispose de quelques informations sur l'état de la Communauté au 6 janvier 1958. Les 1110 membres se répartissent alors en 892 ménages : on compte 1046 adultes et 64 enfants jusqu'à 16 ans[211]. Ces chiffres ne sont certes pas très précis, mais ils montrent que Berlin-Est devait faire face au même vide des classes d'âge les plus jeunes. Par ailleurs, M. Wolffsohn parle de 80% de retraités dans la Communauté Juive de Berlin-Est pour l'année 1959[212].

Nous avons pu réaliser un graphique semblable au précédent pour la Communauté Juive de Berlin-Ouest en 1964 :

---

[209] Réalisé par nos soins d'après les chiffres de l'*Allgemeine*, 16.05.1958, p. 11 (Total : 5924 membres).
[210] *Ibid.*
[211] CJA, 5A1, Nr. 0487, #12 (Protocole de la séance du 6.01.1958).
[212] *Die Deutschland-Akte, op. cit.,* p. 311.



<u>Graphique 5</u> : Structure par âge de la Communauté Juive de Berlin-Ouest en 1964[213]. (Source : *Allgemeine*)

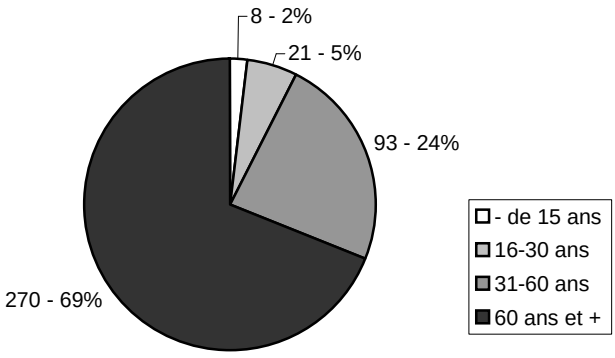
En six ans, on remarque peu de changements, si ce n'est une augmentation de la part des 0-20 ans, due à une certaine reprise des naissances. Mais les équilibres restent globalement les mêmes. À Berlin-Est, on apprend qu'à la même date, la Communauté ne compte plus que 18 Juifs ayant moins de 21 ans pour 700 membres, ce qui cause de sérieux soucis à Heinz Schenk : « S'il ne se produit pas de miracle, dans douze ans il n'y aura plus de Juifs »[214].

À la fin des années 1960, la Communauté de Berlin-Ouest commande une sur sa structure démographique afin de déterminer si la création d'une école juive serait opportune ou non[215]. Cette étude menée entre avril et octobre 1970 confirme le vieillissement important de la population juive. Les histogrammes n°1 et 2 montrent la répartition par âge des hommes de la Communauté Juive et des hommes vivant à Berlin en général à la fin de l'année 1964. Sans surprise, ils nous révèlent que les Juifs sont surreprésentés dans les classes d'âge élevé par rapport au reste de la population, alors qu'ils sont sous-représentés parmi les moins de trente ans. À cela s'ajoute une donnée nouvelle : la classe creuse des 40-50 ans dans la population globale masculine de Berlin s'explique par la guerre. Les histogrammes n° 4 et 5 présentent la structure d'âge des hommes et des femmes en 1969 : la tendance est semblable, si ce n'est que les femmes sont plus nombreuses dans les catégories d'âges les plus élevés. Enfin, le graphique n°3

[213] Réalisé d'après les chiffres de l'*Allgemeine*, 25.12.1964, p. 13 (Total : 5918 membres).
[214] Voir l'article de H.-E. Bilges dans le *Welt*, n° 247, 22.10.1968, p. 5 : „Wie leben heute Juden in Mitteldeutschland?"
[215] CJA, 5A1, Nr. 1041, pp. 22-25.

s'intéresse à la structure d'âge des émigrés et immigrés sur l'année 1969. Indéniablement, les nouveaux arrivants ont une structure démographique plus jeune que l'ensemble de la communauté, surtout dans la tranche 20-30 ans. Cependant, les classes d'âge les plus représentées sont tout de même les 60-70 ans. La conclusion du rapport est donc plutôt défavorable à la création d'une école juive à Berlin.

À Berlin-Est, en 1975, l'âge moyen des membres de la Communauté Juive se situe autour de 60 ans. Seuls 25% des Juifs ont alors moins de 30 ans[216]. Trois ans plus tard, le ton se fait plus dramatique : dans toute la RDA, on compte moins de 100 Juifs qui ne soient pas à la retraite[217]. L'auteur de l'article, A. Nachama, reconnaît toutefois que la structure d'âge de la Communauté de Berlin-Ouest est tout aussi problématique et que l'équilibre n'est assuré que par l'immigration. Le seul tableau précis que l'on puisse donner de la structure d'âge de la Communauté de Berlin-Est concerne l'été 1976 :



<u>Graphique 6</u> : Structure par âge de la Communauté Juive de Berlin-Est à l'été 1976[218]. (Source : L. Mertens)

Seuls 7,4% des membres ont alors moins de trente ans, alors que près de 70% ont plus de 60 ans, ce qui semble valider les prédictions les plus sombres. En 1988, l'âge moyen de la Communauté Juive de Berlin-Est s'établit autour de 56 ans[219], témoignant d'un rajeunissement récent dans les dernières années avant la réunification.

---

[216] *Allgemeine*, 7.03.1975, p. 15.
[217] *Allgemeine*, 29.09.1978, p. 2.
[218] Réalisé d'après les chiffres de L. Mertens, *in* : *Davidstern*, *op. cit.*, p. 113.
[219] P. Kirchner, *in :* A. Ehmann (*et al.*), *Juden in Berlin 1671-1945*, *op. cit.*, p. 330.

Il faut cependant rappeler que ce problème de vieillissement touche toutes les communautés juives d'Europe à la même époque[220]. Selon un article de William Stern, la communauté juive de Grande-Bretagne est elle aussi menacée par ce phénomène[221].

b) L'obsession de la survie

Quoi qu'il en soit, les deux Communautés Juives sont confrontées quotidiennement à l'omniprésence de la mort et à l'angoisse de l'extinction. À Berlin-Ouest, le cimetière de la Scholzplatz compte déjà 3300 tombes en 1980, alors qu'il n'existe que depuis vingt-cinq ans[222]. À Berlin-Est, la journaliste italienne G. Formiggini, pourtant fervente admiratrice de la vie juive en RDA[223], évoque une « seule ombre au tableau »[224] : le manque de naissances endémique, qui menace à terme l'existence de la Communauté. Cette situation était le principal souci de la population juive de RDA, pour qui chaque décès était vécu comme une épreuve très douloureuse, la rapprochant de son extinction[225].

Selon certains observateurs, cette angoisse a créé une atmosphère très particulière dans les communautés juives allemandes, de l'Est comme de l'Ouest, après 1945 :

> L'Holocauste a engendré chez tous les dirigeants et les penseurs juifs une obsession (le mot n'est pas trop fort) de la survie. […] La survie collective est devenue l'objectif prioritaire de la vie communautaire juive[226].

Cette obsession aurait déterminé toute l'action juive organisée depuis 1945. A-t-on affaire alors à des communautés qui ne vivent plus que pour elles-mêmes, pour démontrer qu'elles existent, c'est-à-dire sans véritable contenu spirituel, bref qu'elles survivent plus qu'elles ne vivent véritablement ? À Berlin-Ouest, on répète inlassablement la litanie de la « préservation de la substance vive »[227] et la volonté de reconstruction devient un véritable hymne communautaire[228].

---

[220] Voir B. Wasserstein, *op. cit.*, p. 11.
[221] *Allgemeine*, 20.07.1979, p. 4.
[222] *Allgemeine*, 10.10.1980, p. 9.
[223] À plusieurs reprises, elle envoie au *Nachrichtenblatt* des contributions dressant un tableau idyllique de la vie juive en RDA.
[224] *Nachrichtenblatt*, Septembre 1962, p. 7. Pour elle, cette situation s'explique uniquement par la séparation des communautés entre Est et Ouest.
[225] Voir *Nachrichtenblatt*, Juin 1968, p. 9 : „Wir werden älter und älter, Nachwuchs haben wir selten oder gar nicht, und das bedrückt uns natürlich."
[226] B. Wasserstein, *op. cit.*, p. 301.
[227] *Allgemeine*, 14.06.1974, p. 1 : „Erhaltung der Substanz".
[228] *Allgemeine*, 3.07.1954, p. 19 : „das Hohelied des Aufbauwillens".

Comme s'ils voulaient conjurer le sort, les Juifs berlinois de part et d'autre du rideau de fer n'ont de cesse d'affirmer résolument leur existence. Ainsi, le *Nachrichtenblatt* évoque la « volonté de vivre inextinguible du peu de survivants du joug fasciste »[229]. Selon ses rédacteurs, « les communautés juives, on peut le dire sans aucune exagération, voient aujourd'hui leur existence assurée sur le plan matériel et idéel »[230]. Lors du bal de *Hanoukka* en 1986, alors que la Communauté Juive de Berlin-Est ne compte guère plus de 200 membres, on relève une « foule immense », les tickets sont épuisés dès leur mise en vente, il n'y a pas assez de tables et surtout les « jeunes convives » sont venus « nombreux », ce qui peut surprendre lorsqu'on connaît les effectifs de celle-ci. « Lorsque le bal s'est terminé vers minuit, on avait de nouveau la preuve que la Communauté Juive est bien vivante »[231]. À Berlin-Ouest aussi, les démonstrations de vitalité sont parfois en décalage avec la réalité, ainsi lorsque Galinski prétend « que la Communauté Juive de Berlin, même décimée à bien des égards, retrouve peu à peu l'importance qu'elle avait jadis »[232]. Les deux communautés mettent en exergue avec le même élan les réactions des visiteurs surpris de constater leur « vie intense »[233].

Réflexe corollaire, les communautés, surtout celle de Berlin-Ouest, n'ont de cesse d'élever la voix contre les Cassandre qui prédisent leur extinction : elles mettent en garde contre ces prédictions prétendument alarmistes. Ainsi, pour Van Dam, les Juifs en Allemagne ont eu raison d'affirmer leur existence en dépit des affirmations de ceux qui les donnaient pour morts, tel le rabbin orthodoxe Grünewald[234]. À la fin des années 1960, la Communauté est particulièrement sur la défensive vis-à-vis de ce qu'elle considère comme de la « diffamation ». Le journaliste Hermann Lewy, Berlinois d'origine, s'en prend violemment à un article du journaliste britannique Leo Katcher sur

---

[229] *Nachrichtenblatt*, Mars 1971, p. 2 : „unbändigen Lebenswillen der wenigen Überlebenden des faschistischen Jochs".

[230] *Nachrichtenblatt*, Septembre 1969, p. 2 : „Die jüdischen Gemeinden sind, das kann man ohne jede Übertreibung sagen, materiell und ideell in jeder Weise gesichert."

[231] *Nachrichtenblatt*, Mars 1986, p. 14. „Als der Ball gegen Mitternacht zu Ende ging, war einmal mehr bewiesen, dass die jüdische Gemeinde lebt."

[232] *Allgemeine*, 21.05.1965, p. 13 : „dass die Jüdische Gemeinde zu Berlin langsam – wenn auch vielfach dezimiert – zu ihrer alten Bedeutung heranwachse".

[233] „Reges Leben". Le terme se trouve par exemple dans l'*Allgemeine*, 17.07.1981, p. 9, avec les exilés qui reviennent visiter Berlin ou dans le *Nachrichtenblatt*, Mars 1981, p. 10, lorsque délégation de journalistes juifs américains invitée par la « Ligue pour l'Amitié des Peuples » (*Liga für Völkerfreundschaft*) vient visiter Berlin fin octobre 1980.

[234] *Allgemeine*, 14.12.1962, p. 1 : „Die Totgesagten. Die Existenz der jüdischen Gemeinden in Deutschland". Van Dam s'offusque du fait que l'attaque vienne de son propre camp. Grünewald voudra de nouveau répondre à Van Dam, mais Karl Marx, l'éditeur du journal ne lui permettra pas de publier son texte. Voir : A. Brämer, „Zur Remigration jüdischer Geistlicher nach Westdeutschland (1945-1965)", *in* : I. von der Lühe, *op. cit.*, p. 187.

les Juifs en Allemagne intitulé « *Post mortem* », dans lequel celui-ci prédit l'extinction des Juifs en Allemagne dans un délai de trente ans[235]. Le ton de Lewy montre à quel point il est indigné et blessé par ce qu'il estime être une « insulte ». Moins d'un an plus tard, il attaque durement le livre de Bernd Engelmann, *L'Allemagne sans Juifs*, accusant l'auteur de ne pas s'être assez documenté sur la situation actuelle et de professer des « prédiction funestes »[236]. Même les thèses de Henryk Broder, reprises par la *Jüdische Rundschau* sont qualifiées d'« odieuse diffamation de la communauté juive en RFA »[237]. Selon les rédacteurs de l'*Allgemeine*, Broder veut alarmer les esprits, mais ses allégations sont fausses. Enfin, Y. Ahren remet en cause les recherches de Doris Kuschner[238] qui ne voit pas d'avenir pour les communautés juives en Allemagne. D'après lui, personne ne peut se permettre d'énoncer de telles prédictions, à moins d'être Dieu lui-même…[239]

Etonnamment, les deux communautés démontrent une unité remarquable lorsqu'il s'agit de se raccrocher à la vie : dans l'*Allgemeine*, un article de 1986 met les Juifs en RFA et en RDA sur le même plan, estimant que, s'il y a quelques années, les Juifs étaient « plus des fantômes que des êtres réels », la situation avait bien changé[240]. Mais cette unité n'est souvent qu'un prétexte pour mettre en valeur les succès de l'Ouest : il n'est pas rare en effet que Galinski pronostique la fin des Juifs en RDA[241]. Invitée à une manifestation du groupe « *Wir für uns* » à Berlin-Est, Elsa Klapheck conteste « le préjugé occidental de la mort du judaïsme en RDA »[242] et espère y mettre un terme par son article qui insiste sur le dynamisme de ce groupe de Juifs situé en marge de la Communauté religieuse. Elle parle de 2000 personnes d'origine juive à Berlin-Est et d'un important groupe de jeunes qui se rencontrent régulièrement dans la salle des fêtes de la Communauté de Berlin-Est.

Cette controverse doit être analysée à la lumière de l'attitude officielle de la Communauté de Berlin-Ouest vis-à-vis de celle de Berlin-Est : il n'est pas rare en effet d'observer dans l'*Allgemeine* une volonté de néantiser la « communauté-sœur ». Lorsqu'on lit la formule « Nous évoquons aujourd'hui leur souvenir avec fraternité et

---

[235] *Allgemeine*, 13.06.1969, p. 1 : „Wir Totgesagten".
[236] *Allgemeine*, 17.07.1970, p. 1 („Unkenrufe").
[237] *Allgemeine*, 6.01.1978, p. 2 („üble Diffamierung der jüdischen Gemeinschaft in der BRD").
[238] D. Kuschner, *Die jüdische Minderheit in der Bundesrepublik Deutschland. Eine Analyse*, Cologne, Thèse de doctorat, 1977.
[239] *Allgemeine*, 19.05.1978, p. 11.
[240] „Gewandelte Realitäten", 11.04.1986, p. 1.
[241] Ainsi dans l'*Allgemeine*, 5.09.1986, p. 4.
[242] *Allgemeine*, 22.09.1985, p. 5 („das westliche Vorurteil des Untergangs des Judentums in der DDR").

non sans douleur »[243], on ne peut s'empêcher de penser que les Juifs de Berlin-Est étaient déjà tous morts et enterrés : il y a bien là une négation pure et simple de leur existence. Galinski s'exprime plus clairement lorsqu'il rend compte de sa visite dans l'autre partie de la ville : la vie juive là-bas ne saurait souffrir la comparaison avec celle de Berlin-Ouest[244]. En d'autres termes, rappeler que l'on est soi-même plus vivant que l'autre constitue un élément essentiel dans cette obsession de la survie.

c) Le manque de jeunes et ses conséquences

Le vieillissement a pour autre conséquence une certaine léthargie au sein des activités des Communautés, les personnes âgées n'ayant souvent pas la force de se rendre aux offices religieux et aux différentes manifestations. Les perspectives d'avenir et le courage font clairement défaut. À l'Est, la transformation du foyer pour enfants de Niederschönhausen en foyer pour personnes âgées est le symbole de cette évolution démographique : la plupart des enfants ayant quitté Berlin-Est en 1953 avec le directeur, le foyer n'avait plus d'utilité en tant que tel.

La jeunesse fait tellement défaut que tous les dirigeants s'emploient à la conquérir, avec des succès plutôt mitigés. L'accent est mis dans les discours officiels sur l'implication des jeunes dans la Communauté : en effet, tous les espoirs pour une survie des Juifs à Berlin reposent sur cette génération montante très peu nombreuse. À l'Est comme à l'Ouest se développe ainsi le « *Jugendarbeit* » (travail pour, mais aussi avec la jeunesse), qui est évoqué pour la première fois en 1956 dans l'*Allgemeine*[245] : un séminaire d'une semaine réunit plus de quarante participants pour réfléchir sur les possibilités qu'ont les jeunes de s'impliquer pour la cause du judaïsme. Des associations de jeunes et des « *Jugendzentren* », centres pour les jeunes, se créent en RFA à partir du milieu des années 1950. Le « *Studentengruppe* », groupe des étudiants, mené par Heinz Makower dans les années 1950, organise des séminaires à Wannsee tous les six mois. En 1968, le BVJSD (*Bundesverband jüdischer Studenten in Deutschland*) est fondé, sous la présidence de Dan Diner. Le groupe lutte pour une solution alternative entre assimilation et émigration. À la même date est ouvert le centre pour les jeunes de la Fasanenstraße, offrant de la place à 150 jeunes : Galinski se félicitera de son travail

[243] *Allgemeine*, 25.09.1959, p. 15 : „Die tragische Entwicklung erzwang 1953 eine Spaltung unserer jüdischen Gemeinde. Die Juden im Ostsektor Berlins schufen ihre eigene Organisation; wir gedenken ihrer heute brüderlich und nicht ohne Wehmut." (Nous soulignons.)
[244] *Allgemeine*, 28.04.1972, p. 4.
[245] *Allgemeine*, 6.01.1956, p. 3.

quelques années plus tard[246]. Mais en 1979, seulement douze jeunes de 16 à 18 ans s'y rencontrent régulièrement.

Le but de ces organisations de jeunesse est de développer et de renforcer très tôt le sentiment d'appartenance à la Communauté. Le programme essaie tant bien que mal de s'adapter aux désirs et aux intérêts des jeunes : laboratoires photo, bricolage, jeux, cours d'hébreu, théâtre, organisation de fêtes, danse, excursions, sport… La « *Zionistische Jugend in Deutschland* » (Jeunesse sioniste d'Allemagne), fondée en 1959, dont le but est d'aider les jeunes à réaliser leur *alyah*, compte soixante-dix membres à Berlin en 1964[247]. Elle entre en rivalité avec le « *Jugendzentrum* », d'orientation moins ouvertement sioniste.

Uri Themal, jeune rabbin qui arrive à Berlin en septembre 1968, espère combler le vide spirituel dans lequel évoluent les jeunes de la Communauté et leur redonner le goût du judaïsme[248]. Mais il restera trop peu de temps à Berlin pour que l'on puisse tirer un bilan de son travail. En avril 1971 est fondé un nouveau groupe de jeunes entre 13 et 17 ans dirigé par Max Wolffsohn : le but est que ces jeunes ne perdent pas le contact avec la Communauté Juive après leur *bar-* ou *bat-mitsvah*, ce qui est généralement le cas[249]. En 1977 se tient à Würzburg une conférence nationale organisée par le *Zentralrat* sur l'intégration des jeunes dans la vie communautaire. On parle d'« étape importante »[250] sur la voie de l'intégration des jeunes à la Communauté, mais quelques mois plus tard, Y. Ahren estime qu'il faut aller beaucoup plus loin[251].

Ce n'est que bien plus tard qu'on prend conscience en RDA que l'avenir de la communauté juive est dans la génération montante[252]. En 1990, à peine quinze à vingt « jeunes » de Berlin-Est, âgés de 15 à 35 ans, se réunissent toutes les semaines depuis 1984 dans le cadre du « *Jugendgruppe* », le groupe des jeunes, sous la direction de Hermann Simon, puis de Heinz Rothholz. Parmi eux, seuls trois ou quatre appartiennent à la tranche d'âge des 15-20 ans, selon Gerrit Kirchner, le fils de Peter, qui a dû souvent se sentir le seul représentant de sa génération aux diverses manifestations de la Communauté[253].

---

[246] *Allgemeine*, 30.12.1977, p. 8.
[247] W. J. Oppenheimer, *Jüdische Jugend in Deutschland, op. cit.*, p. 67.
[248] *Allgemeine*, 20.09.1968, p. 28. Sur la biographie d'Uri Themal, voir les notices biographiques.
[249] W. J. Oppenheimer, *op. cit.*, p. 59.
[250] „Meilenstein" *in : Allgemeine*, 18.03.1977, p. 2 et 15.04.1977, p. 5.
[251] *Allgemeine*, 25.11.1977, p. 5 : „Jugendtagung – und was dann?"
[252] *Nachrichtenblatt*, Septembre 1986, p. 12.
[253] *In* : R. Ostow, *Juden aus der DDR und die Wiedervereinigung, op. cit.*, p. 77.

Par ailleurs, certaines initiatives de la jeunesse restent lettre morte à cause d'une grande instabilité, due sans aucun doute à la situation démographique, et ce même à l'Ouest. Ainsi, le « *Bund Jüdischer Jugend* », la fédération de la jeunesse juive, est dissout en 1987, huit ans après sa création, témoignant de la difficulté des jeunes à se fédérer. De même, la presse juive « jeune » reste locale et surtout très irrégulière : on le voit par exemple avec les publications *Cheschbon*, et *Najes*, organe de la « *Jüdische Studentenvereinigung in Deutschland* »[254], autour de 1985, et même *Babylon* fondé par M. Brumlik en 1987, qui ne rencontrent qu'un écho très limité avant 1990.

Enfin, au fil du temps, les espoirs sont placés dans les jeunes immigrés à Berlin-Ouest : on attend d'eux une revitalisation de la Communauté, ce qui est sans doute irréaliste. On mise notamment sur le *Jugendzentrum* pour les intégrer. Au début de leur arrivée, les dirigeants se félicitent de cet apport de « sang jeune ». Il est vrai que la jeunesse rend généralement l'intégration plus facile : les jeunes apprennent mieux l'allemand que leurs aînés et ils rencontrent plus fréquemment les Allemands de leur âge, à condition qu'ils ne restent pas « assis sur leurs valises mentales »[255].

Mais de manière générale, les dirigeants reprochent à la jeunesse de ne pas s'engager assez pour le judaïsme[256] et craignent, obsédés par la survie de la Communauté, qu'ils considèrent comme leur œuvre, de ne pas trouver de successeurs qualifiés[257]. Comment se profile ce véritable conflit de générations ?

d) Le conflit de générations

« *Sorge um die jüdische Jugend* », le souci pour la jeunesse juive, est un thème récurrent dans l'*Allgemeine* à partir de la fin des années 1960. Galinski est bien conscient de l'ampleur du problème : « Nous avons besoin de la jeunesse ! » titre-t-il dans un éditorial en 1970[258], avant de parler plus tard de « problème existentiel » pour la communauté juive dans son ensemble[259]. Le journal brasse des clichés du type « Mais où va la jeunesse ? »[260] et adopte souvent un ton moralisateur, tout en prétendant remettre les jeunes « dans le droit chemin »[261].

---

[254] CJA, 5A1, Nr. 0747, #1.
[255] Ch. Schatzker *in* : *Allgemeine*, 10.08.1984, p. 3 („auf geistigen Koffern").
[256] Voir par exemple *Allgemeine*, 28.01.1955, p. 14.
[257] *Allgemeine*, 11.07.1986, p. 9.
[258] *Allgemeine*, 17.04.1970, p. 1 : „Wir brauchen die Jugend".
[259] *Allgemeine*, 15.06.1979, p. 1 : „Ein existenzielles Problem. Der Generationskonflikt in der jüdischen Gemeinschaft".
[260] *Allgemeine*, 7.07.1972, p. 1 („Wohin treibt die Jugend?").
[261] *Allgemeine*, 15.06.1979, p. 1.

Or, ce conflit de générations a vraisemblablement été identifié trop tard, d'abord nié ou minimisé par Galinski le premier. Le magazine *Semit* ironise sur le manque de lucidité de celui-ci lorsqu'il répète les propos rassurants du président : « nous n'avons pas de conflit de générations, nous avons un changement de générations »[262]. Or les jeunes ne se sentaient pas du tout représentés par la personne de Galinski.

S. Tauchert propose une analyse générationnelle pour rendre compte de la situation des Juifs en Allemagne de 1945 aux années 2000. Elle distingue la première génération, celle des survivants, qui ont été directement touchés par la Shoah, de la deuxième génération, qui se caractérise par sa recherche de repères et de critères d'appartenance. Enfin, la troisième génération, constituée par les Juifs nés après 1970, est véritablement arrivée en Allemagne et consciente d'elle-même. Les divergences qu'elle observe d'une génération à l'autre sont frappantes, que ce soit à l'Est ou à l'Ouest[263].

Cette rupture profonde, qu'il nous est possible d'analyser surtout entre la première et la deuxième génération, repose avant tout sur le fossé infranchissable entre ceux qui ont fait personnellement l'expérience du national-socialisme, en particulier des camps de concentration, et les autres. Souvent, une barrière de silence s'impose entre eux, comme le symbolise la porte entre la chambre de Hans et celle de son père, condamnée par une étagère et une armoire, dans le roman *Bronsteins Kinder* de Jurek Becker[264], tout comme leurs dialogues extrêmement courts et froids. À plusieurs reprises, Hans se décrit même comme le pire ennemi de son père[265]. Nombreuses sont les familles où un tel silence s'est imposé entre les pères et les fils.

Le début de la critique ouverte contre les « pères fondateurs » de la Communauté Juive de Berlin-Ouest coïncide avec la révolte étudiante de la fin des années 1960 en RFA, phénomène inexistant en RDA. Début 1967, une première discussion virulente oppose Galinski à la « jeunesse juive » représentée par son leader Dan Metzger[266] : si beaucoup de jeunes restent en dehors des activités de la Communauté, c'est selon le président que les parents n'impliquent pas assez leurs enfants dans la vie communautaire ; en d'autres termes, il cherche d'autres interlocuteurs que cette génération contestataire parmi laquelle il se sent manifestement mal à l'aise. À

---

[262] Interview *in : Semit,* n° 1-2, 1989, p. 8.
[263] S. Tauchert, *op. cit.,* p. 15.
[264] J. Becker, *Bronsteins Kinder,* Francfort/Main, Suhrkamp, 1986, p. 218. („Zwischen meines Vaters und meinem Zimmer gab es eine nie benutzte Tür, die von seiner Seite mit einem Bücherregal und von meiner Seite mit einem Kleiderschrank verstellt war.")
[265] *Ibid.,* p. 71 („als wäre ich sein Todesfeind") et il en a la confirmation de la bouche même de son père p. 184 („Aber du bist mein Feind").
[266] *Allgemeine,* 10.02.1967, p. 9.

l'occasion du mouvement étudiant de la fin des années 1960, les jeunes Juifs ne sont d'ailleurs pas en reste. Les représentants disent le comprendre parfaitement tant qu'ils n'ont pas recours à la violence. Toutefois, la contestation ne sera jamais aussi virulente à Berlin qu'à Francfort où les étudiants Dan Diner, Micha Brumlik, Cilly Kugelmann veulent faire bouger en profondeur la Communauté.

Des initiatives sont prises pour endiguer ce phénomène de contestation, comme les rencontres entre jeunes et personnes âgées, les jeunes allant par exemple passer un après-midi au foyer pour personnes âgées de l'Iranische Straße[267] ou les « discussions des générations » organisées au centre communautaire dans les années 1980[268]. Quelques concessions sont également accordées : vers 1979, la jeune génération commence à s'exprimer avec parcimonie dans l'*Allgemeine*. Alexander Ginsburg par exemple conseille de mettre en valeur l'héritage juif est-européen, plus parlant pour les enfants de « DP's » que l'univers judéo-allemand d'avant-guerre[269], tandis qu'Adolf Michaelis recommande de changer de vocabulaire pour s'adresser aux jeunes[270]. Mais ces solutions apparaissent plus comme des béquilles que comme une véritable réponse aux problèmes de fond.

Dans l'*Allgemeine*, les rédacteurs tentent d'initier le dialogue entre les générations en publiant des courriers de lecteurs. Mais on se rend bien compte de l'impossibilité d'un tel dialogue dans deux éditions successives de mai 1980. Dans sa lettre, Eva Kura, âgée de dix-sept ans, décrit son expérience de Juive qui a effectué toute sa scolarité dans des écoles « allemandes » et a pourtant gardé son attachement à la religion grâce aux fêtes, aux rites, au groupe de jeunesse, aux voyages en Israël et aux camps de vacances. En conclusion, elle incite les Juifs à chercher le contact avec les non-Juifs[271]. La réponse de la génération plus âgée, incarnée par Sonja Arloser, cinquante-sept ans, est édifiante : celle-ci se dit choquée par les propos de la jeune fille et pointe du doigt ses nombreuses « erreurs », la principale étant de faire confiance aux « Allemands ». Les reproches sont nombreux : « Tu as choisi la vie facile »[272], écrit-elle, alors que d'autres ont eu le courage de partir en Israël. Pour finir, elle se dit déçue de la baisse du nombre d'*alyoth* chez les jeunes. On trouve un autre exemple de l'hypocrisie de ces prétendus dialogues dans le compte-rendu d'une rencontre entre les jeunes et les dirigeants de la

[267] *Allgemeine*, 7.05.1976, p. 8.
[268] *Allgemeine*, 24.02.1984, p. 9.
[269] *Allgemeine*, 28.11.1980, p. 1 : „Das Erbe des jüdischen Ostens".
[270] *Allgemeine*, 7.05.1982, p. 3 : „Mit der Jugend sprechen".
[271] Voir *Allgemeine*, 16.05.1980, p. 4.
[272] „Du hast das bequeme Leben gewählt", *Allgemeine*, 30.05.1980, p. 5.

Communauté Juive en 1984[273]. L'article met en avant les « dialogues directs » entre les participants, et pourtant, il ne contient que des citations de Galinski…

Fait intéressant, on peut observer des conflits d'identité semblables dans les deux parties de Berlin, même s'ils portent sur des contenus différents.

- À Berlin-Ouest, la deuxième génération manque cruellement de repères : elle se situe entre deux mondes, souvent la RFA et Israël, qu'elle idéalise, ou un autre pays dans le cas des « Juifs de l'Est », et se met à haïr tout ce qu'elle estime « typiquement allemand »[274]. Certes, elle a posé ses valises, mais celles-ci sont encore à portée de main au cas où un événement tragique la contraindrait à quitter le pays. Le sentiment d'être « étranger en son propre pays »[275] est typique de la deuxième génération d'après Sarah Haffner[276]. Il n'y a qu'à consulter les titres des biographies de ces jeunes Juifs dans les années 1970-1980 pour constater à quel point leurs sentiments envers l'Allemagne sont mitigés[277]. Entre eux et la Communauté, le dialogue est souvent bloqué : les dirigeants refusent complètement l'attitude de H. Broder qui pointe du doigt les problèmes, mais ne propose aucune solution pour les résoudre[278]. Toutefois, il faut remarquer que, de façon générale, les crises d'identité sont moins nombreuses chez les Juifs « allemands » que chez les enfants de « DP's » ou d'immigrés. Ces derniers vivent en effet dans le stress du provisoire, qui se manifeste par exemple chez les écoliers par de gros problèmes de concentration[279].

- À Berlin-Est, le conflit de générations, qui n'est d'ailleurs absolument pas thématisé dans le *Nachrichtenblatt*, se manifeste différemment : la jeune génération « juive » de Berlin-Est regrette profondément que ses parents l'aient éloignée de ses origines par leur engagement politique. Jalda Rebling, fille de la chanteuse yiddish Lin Yaldati, évoque très justement la différence de tonalité entre les chants engagés politiquement de sa mère et le contenu plus « doux », plus intime de ses propres chansons[280]. C'est comme si la seconde génération avait besoin de se recentrer sur soi et de reconstruire une vie intérieure et spirituelle, souvent sacrifiée à la cause du socialisme. Le cas de Barbara Honigmann est également typique : élevée dans un foyer athée et

---

[273] *Allgemeine*, 27.07.1984, p. 9 : „Plädoyer für das Engagement der Jugend".
[274] S. Tauchert, *op. cit.*, p. 17.
[275] *Fremdsein im eigenen Land*
[276] *In* : H. Broder, M. R. Lang, *op.cit.*, p. 226.
[277] Voir *ibid.* ; Lea Fleischmann, *Dies ist nicht mein Land. Eine Jüdin verlässt die Bundesrepublik*, Hambourg, Hoffmann & Campe, 1980.
[278] *Allgemeine*, 6.06.1980, p. 1.
[279] W. J. Oppenheimer, *op. cit.*, p. 15.
[280] *In :* R. Ostow, *Jüdisches Leben in der DDR, op. cit.*, p. 97.

rigoureusement communiste[281], elle éprouve le besoin de renouer avec la spiritualité de la génération de ses grands-parents.

On voit donc que le conflit des générations n'est pas un phénomène typique de la Communauté Juive de Berlin-Ouest, même s'il y est plus thématisé.

Ainsi, la structure démographique des deux Communautés Juives de Berlin met essentiellement en lumière le vieillissement de la population, même s'il est compensé par l'immigration à l'Ouest, qui se traduit dans les deux cas par une obsession de la survie et un lourd conflit de générations. L'étude de la structure par sexe semble dans une certaine mesure également révélatrice d'un certain nombre de préoccupations communes à l'Est et à l'Ouest.

IV – Structure par sexe

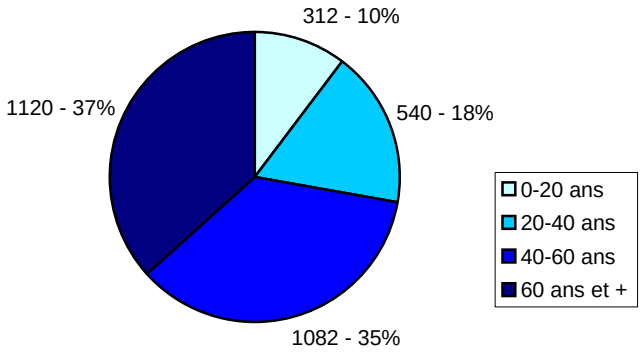
On dispose à ce sujet de très peu d'éléments dans la littérature existante et il a fallu nous contenter des chiffres glanés dans les archives, les journaux, ainsi que dans quelques études. Après avoir analysé la répartition hommes-femmes, nous aborderons un problème également capital pour la survie d'une communauté juive, celui des mariages mixtes, avant de nous interroger sur le statut des femmes dans les Communautés Juives de Berlin entre 1953 et 1990.

a) Évolution de la structure hommes-femmes

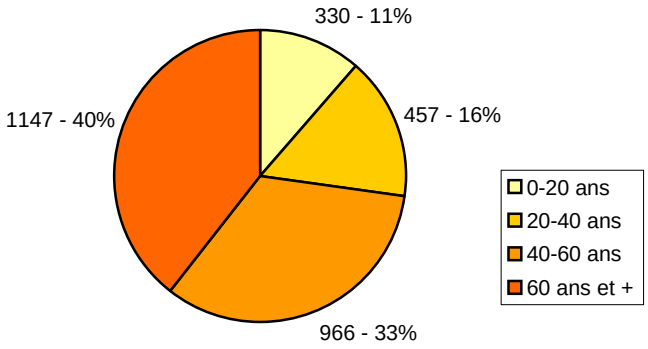
Globalement, H. Maor parle d'un « excédent d'hommes »[282] qui s'expliquerait par le fait que dans les camps, les hommes étaient plus souvent « sélectionnés » pour le travail, alors que nombre de femmes étaient envoyées directement dans les chambres à gaz avec leurs enfants. Le rapport s'établit au début des années 1960 pour l'ensemble de l'Allemagne à 100 hommes pour 87 femmes environ[283]. En 1958 en effet, on compte selon l'*Allgemeine* 3054 hommes pour 2900 femmes à Berlin-Ouest, ce qui confirme cette théorie. Le graphique n°7 a été construit avec les chiffres déjà utilisés plus haut[284],

[281] Son père, le journaliste Dr. Georg Honigmann, fondateur de l'ADN et rédacteur en chef du *Berliner Zeitung*, ne faisait aucun cas de la judéité, pas plus que sa mère, directrice du service de presse de la DEFA. Même leur éviction dans les années 1952-53 n'a pas ébranlé leur foi dans les valeurs de la RDA.
[282] *Wiederaufbau*, *op. cit.*, p. 67 : „Überschuss an Männern".
[283] *Ibid.*, p. 77.
[284] Voir graphique n°4.

mais il fait apparaître cette fois le détail hommes/femmes par tranche d'âge pour les années 1958 et 1964 :



Total Hommes : 3054



Total Femmes : 2900

<u>Graphique 7</u> : Structure par âge des hommes et des femmes de la Communauté Juive de Berlin-Ouest en 1958. (Source : *Allgemeine*[285])

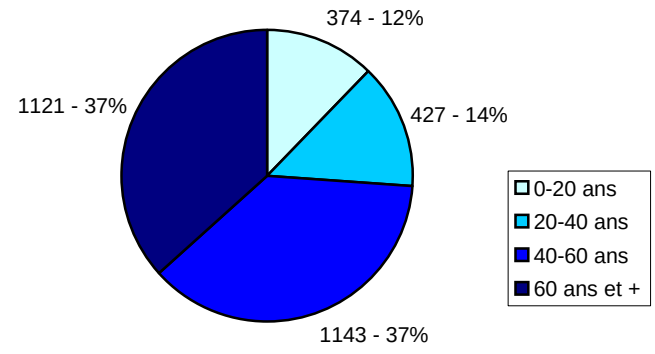
On remarque qu'il y a moins d'hommes très âgés que de femmes, ce qui est lié à l'espérance de vie plus basse des hommes, et un peu moins d'hommes très jeunes. En revanche, il y a nettement plus d'hommes en valeur absolue âgés de 20 à 40 ans (540 contre 457 femmes), ce qui pose problème pour les mariages : comment alors trouver une compagne juive pour ces hommes en âge de se marier ? En effet, ce différentiel est très important à l'échelle d'une communauté de 5000 membres.

Concernant Berlin-Est, on sait seulement qu'à la même date, les membres se répartissent en 436 hommes, 610 femmes, 30 jeunes garçons et 34 filles de moins de 16

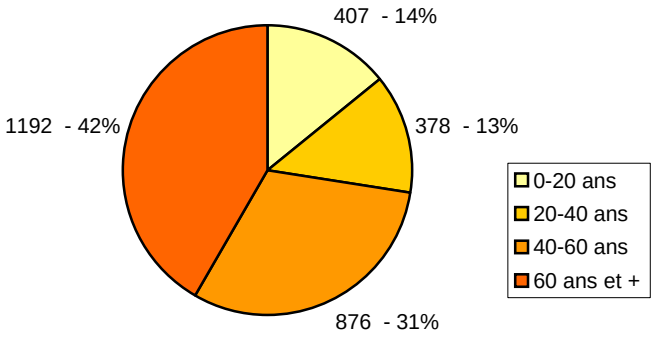
[285] Graphique réalisé par nos soins à partir des chiffres donnés dans l'*Allgemeine* du 16.05.1958, p. 11.

ans[286]. La tendance est donc inversée par rapport à Berlin-Ouest, les femmes étant nettement plus nombreuses que les hommes. Cela peut s'expliquer par le fait que les hommes craignaient davantage pour leur carrière politique ou simplement professionnelle que les femmes, s'ils restaient membres de la Communauté Juive, mais cela reste difficile à vérifier et nous ne disposons pas d'autre élément d'explication.

Le graphique n°8 représente la structure par âge des hommes et des femmes de la Communauté Juive de Berlin-Ouest en 1964. On constate une forte augmentation de la part des femmes âgées de plus de 60 ans, alors qu'il existe un important excédent d'hommes en valeur absolue dans la tranche des 40-60 ans : 1143 hommes contre 876 femmes. La différence est moins spectaculaire pour les 20-40 ans et pratiquement négligeable pour les plus jeunes.



Total Hommes : 3065



Total Femmes : 2853

<u>Graphique 8</u> : Structure par âge des hommes et des femmes de la Communauté Juive de Berlin-Ouest en 1964. (Source : *Allgemeine*[287])

[286] Protocole de la séance du 6.01.1958, *in :* CJA, 5A1, Nr. 0487, #12.
[287] Réalisé également par nos soins d'après les chiffres tirés de l'*Allgemeine* du 25.12.1964, p. 13.

M. Kliner-Fruck note qu'en 1986, cet excédent d'hommes perdure à Berlin-Ouest : ils seraient 8% de plus que les femmes d'après les statistiques de la Communauté du 30 juin 1986[288]. La seule classe d'âge où les femmes sont majoritaires est celle des plus de 70 ans. Elle tente d'expliquer ce phénomène : les hommes en exil auraient été plus tentés de rentrer en Allemagne que les femmes, ce qui s'expliquerait par l'importance qu'ils accordent à leur profession, ainsi que par leurs moins grandes capacités d'adaptation[289]. Elle cite l'exemple de Beatrice Zweig pour qui le retour en Allemagne a été très difficile : elle est tombée malade juste en quittant la Palestine, mais elle a tout de même suivi son mari, car les femmes redoutent avant tout une séparation, encore plus qu'un nouveau déracinement[290]. Elle avance également une autre explication : les femmes ne resteraient-elles pas plus volontiers que les hommes en dehors de la Communauté Juive parce que leur rôle en son sein n'est pas vraiment valorisé[291] ? Le rôle que leur confie le judaïsme traditionnel est en effet peu attirant et leur plus grand domaine de compétences se situe plutôt à l'intérieur de la famille. Par ailleurs, le travail des femmes et leur participation à la reconstruction sont généralement passés sous silence : de manière caractéristique, on ne parle que des « hommes de la première heure » bien que les organisations de femmes aient joué un rôle considérable dans la reconstruction, notamment dans le domaine de l'aide sociale. Une des tâches apparemment assignées aux femmes était en tout cas de préserver la communauté en luttant contre les mariages mixtes.

b) Le problème des mariages mixtes

Ceux-ci constituent un sujet très épineux pour les communautés juives. On s'en rend compte en étudiant sa thématisation ou plutôt son absence de thématisation dans les journaux : ainsi S. Tauchert indique qu'en 1963, le *Zentralrat* a lancé une grande discussion sur le sujet afin d'essayer d'enrayer le phénomène[292] ; or on n'en retrouve pratiquement aucune trace dans l'*Allgemeine*. Cela montre bien que les autorités juives redoutaient la polémique, craignant sans doute de passer pour intolérantes. On sait que la Communauté de Berlin-Ouest était quant à elle la championne des mariages mixtes

[288] M. Kliner-Fruck, *„Es ging ja ums Überleben". Jüdische Frauen zwischen Nazi-Deutschland, Émigration nach Palästina und Rückkehr,* Francfort/Main, New York, Campus, 1995, p. 208.
[289] *Ibid.,* p. 209.
[290] *Ibid.,* p. 17.
[291] *Ibid.,* p. 209.
[292] *Jüdische Identitäten in Deutschland, op. cit.,* p. 14.

dans les années 1960[293]. À Berlin-Est en revanche, ce n'était même pas un sujet de discussion.

Le problème des mariages mixtes et des « sorties » de la communauté juive (*Austritte*) se posait déjà du temps de la République de Weimar. Dès le premier tiers du XX^e^ siècle, des observateurs de la démographie juive craignaient un « naufrage du judaïsme » lié au processus d'assimilation[294]. D'après S. M. Loewenstein[295], l'angoisse de l'extinction était déjà présente à la fin du XIX^e^ siècle, alors même que la fertilité des femmes juives était encore élevée. Mais le vieillissement, ainsi que les nouveaux comportements reflétés par des phénomènes comme la hausse du taux de divorce ou l'augmentation des mariages mixtes, surtout en ville, qui s'avéraient très peu fertiles, ont été interprétés par les observateurs juifs de l'époque comme un désastre. F. Teilhaber par exemple pronostique dès les années 1920 « la fin des Juifs allemands » (*Der Untergang der deutschen Juden*) ; en 1931, F. Astern se demande si les Juifs allemands sont en train de disparaître[296]. Ainsi, les angoisses d'extinction de la Communauté Juive de Berlin après 1945 ne sont pas exclusivement liées à la Shoah, mais découlent également d'un sentiment d'impuissance face aux processus d'émancipation et de modernisation.

Pour parer au phénomène des mariages mixtes, les communautés juives de RFA tentent de favoriser autant que possible les rencontres entre les jeunes en âge de se marier. H.-J. Ginsburg, de la Communauté Juive de Cologne, dénonce le fait que toutes les manifestations pour la jeunesse soient en fait « plus liées au marché du mariage qu'à autre chose »[297]. À partir du milieu des années 1980, le « groupe des célibataires » (*Jüdische Singles-Gruppe*) se réunit toutes les semaines[298]. Or, quasiment toutes les organisations étudiantes de la Communauté Juive, même si elles ne poursuivent pas officiellement ce but, seraient plus à concevoir comme clubs de rencontre destinés à favoriser l'endogamie[299] que comme de véritables lieux d'ouverture. Ainsi se serait

---

[293] W. J. Oppenheimer, *op. cit.*, p. 41.
[294] I*n :* H. Maor, *op. cit.*, p. 4.
[295] "Reflections on Statistics: Hopes and Fears about Changes in the German Jewish Family, 1815-1939" *in* : *Leo Baeck Institute YearBook*, 2006, pp. 51-59.
[296] „Sterben die deutschen Juden aus?" *in* : *Gemeindezeitung für die israelitischen Gemeinden Württembergs*, 1931. Cité par S.M. Loewenstein, *ibid.*, p. 57.
[297] *Allgemeine*, 25.05.1979, p. 2 : „mehr Heiratsmarkt als alles Andere".
[298] Voir *Allgemeine*, 17.07.1987, p. 9. En juillet 1987, le groupe organise une rencontre européenne à Berlin, l'occasion pour Galinski de rappeler qu'il faut lutter contre l'assimilation.
[299] Brenner, *Nach dem Holocaust, op. cit.*, p. 211.

créée une sorte de « clique » composée des mêmes personnes ressassant toujours les mêmes idées, et cet enfermement serait néfaste à l'avenir de la Communauté.

Malgré tous ces efforts, les mariages juifs constituent une exception notable, voire un miracle, en particulier à l'Est. Dans le *Nachrichtenblatt*, de tels événements ne passent pas inaperçus en effet : le premier mariage juif a lieu le 21 février 1954 dans la synagogue de la Rykestraße et rassemble 300 personnes[300]. Puis il faut attendre le 14 juin 1981 pour voir l'improbable se produire. Ce n'est pas une, mais deux unions qui ont lieu le même jour à la Communauté de Berlin-Est[301] : celle de Mordechai et Viola Rothholz, ainsi que celle de Peter et Barbara Honigmann. Cet événement historique est décrit avec force détails dans deux éditions successives, c'est-à-dire à trois mois d'intervalle. Enfin, en juin 1988, le *Nachrichtenblatt* évoque le mariage de Hermann et Deborah Simon[302]. On est tenté de croire que ces quatre mariages sont les seuls de toute la période. Il est certes possible qu'il y en ait eu quelques-uns de plus discrets, mais sans doute pas un nombre significatif. À Berlin-Ouest, où ils sont beaucoup plus fréquents, les mariages juifs ne bénéficient pas d'autant d'attention.

La question centrale posée par le mariage mixte concerne en réalité les enfants : seront-ils juifs ou pas ? D'après la *Halakha*, si la mère est juive, les enfants sont automatiquement juifs, alors que si le père est juif mais pas la mère, ils sont considérés comme non-juifs et il leur reste alors le choix de se convertir. Mais ces règles ont été assouplies au XIX^{e} siècle : peu importait alors que le père ou la mère soit juif, l'important était que l'enfant suive les cours de religion juive à l'exclusion de toute autre religion. Cette pratique a dominé à Berlin durant des décennies et la tradition se poursuit après 1945, obéissant à la nécessité de préserver la communauté face à la menace de l'extinction.

En 1965, le rabbin Grünewald propose une réflexion sur les mariages mixtes qui ont permis aux Juifs de survivre aux persécutions national-socialistes : les femmes non-juives qui ont aidé leur mari juif à survivre sous le nazisme méritent certes d'être reconnues par la Communauté, mais selon lui, il faut désormais revenir aux principes qui avaient cours avant 1933 pour la nouvelle génération[303]. On observe donc un retour à la rigueur dans les années 1960.

---

[300] *Nachrichtenblatt*, Mars 1954, p. 6.
[301] *Nachrichtenblatt*, Septembre 1981, p. 13 et Décembre 1981, p. 10.
[302] *Nachrichtenblatt*, Juin 1988, p. 22: „Ein seltenes Ereignis in unserer Gemeinde – eine jüdische Trauung".
[303] *Allgemeine*, 30.04.1965, p. 3.

Pourtant, les récits bibliques eux-mêmes regorgent de mariages mixtes, à commencer par ceux des rois David et Salomon, qui avaient pour but de conclure des alliances stratégiques avec les peuples voisins. Le mariage mixte peut également être perçu comme un signe de la bonne intégration des Juifs à Berlin, selon l'interprétation de S. Weltlinger, qui rejoint la thèse d'A. Finkielkraut, selon laquelle il s'agirait d'un facteur de croissance et non d'une cause de déperdition :

> Epouser un conjoint non-juif ne veut pas dire abandonner sa tradition, mais au contraire, c'est vouloir porter le message, le disséminer à travers le monde. Rester juif dans un monde dont le destin nous indiffère, c'est ramener le judaïsme à un lobby[304].

Cependant, rares sont ceux qui partagent cette vision à Berlin après 1945, même parmi les Juifs les plus libéraux, qui le tolèrent tout au plus. De fait, les mariages mixtes sont condamnés dans le Talmud et par les rabbins orthodoxes. Même Levinson, d'inspiration plutôt libérale, déplore le mariage mixte au nom de la survie de la communauté, car le plus souvent, les enfants issus de ces unions ne deviennent pas des Juifs[305]. Dans la pratique, il traduit souvent un faible intérêt pour la perpétuation et la transmission de l'identité juive. Ainsi, pour H. Maor, le fort taux de mariages mixtes est le signe incontestable d'une « identification affaiblie avec le judaïsme »[306]. A. Brauner y voit le principal souci pour l'avenir du judaïsme, dépassant de loin la menace des antisémites : « cela décime le peuple juif »[307].

Le *Zentralrat* quant à lui, se lance dans une véritable lutte contre les mariages mixtes, combat qui suscite une vive polémique en 1984 lorsqu'il décide d'interdire à toute personne vivant en mariage mixte le droit d'occuper des fonctions de direction au *Zentralrat* ou dans une communauté juive[308]. Présentée comme salutaire et nécessaire à la survie de la communauté, cette mesure a entraîné de vives protestations, alors qu'à Berlin-Ouest, les statuts de la communauté correspondaient déjà au texte de la réforme.

Quelle est donc l'évolution des mariages mixtes au cours de notre période ? Pour les années 1951-1958, les statistiques publiées par H. Maor montrent déjà que l'écrasante majorité des unions conclues sont des mariages mixtes, la moyenne s'établissant à 75%, soit les trois quarts[309]. Ces données concernent toutes les

---

[304] *In : Le Monde*, 23.02.1990, p. 2.
[305] *In* : H. Koelbl, *Portraits juifs.* Paris, l'Arche, 2003, p. 135.
[306] *Über den Wiederaufbau, op. cit.*, p. 142.
[307] *In* : H. Koelbl, *op. cit.*, p. 52.
[308] *Allgemeine*, 20./27.12.1985.
[309] H. Maor, *Wiederaufbau, op. cit.*, p. 143.

communautés juives d'Allemagne de l'Ouest et non spécifiquement celle de Berlin, pour laquelle nous ne disposons pas de sources spécifiques.

	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	Moyenne
Mariages mixtes	414	268	236	195	234	222	210	230	251,1
Mariages juifs	180	61	53	63	81	54	124	63	84,9
Total	594	329	289	258	315	276	334	293	336
Mariages mixtes (%)	69,7	81,5	81,7	75,6	74,3	80,4	62,9	78,5	74,7

Tableau 3 : Proportion des mariages mixtes chez les Juifs de RFA entre 1951 et 1958. (Source : H. Maor[310])

Si l'on considère maintenant les ménages mixtes au sein de la Communauté Juive de Berlin-Ouest et non plus uniquement les unions conclues dans l'année, le résultat est un peu inférieur. Toujours selon H. Maor[311], on compte 756 ménages juifs et 1159 ménages mixtes vers 1960, soit une répartition d'environ 40 et 60%, ce qui représente tout de même une forte majorité. Même parmi les « DP's », le taux de mariage mixte est très élevé[312]. Les chiffres donnés par M. Wolffsohn pour l'ensemble de la période 1951-1994 s'élèvent à 70% : Berlin s'affiche ainsi comme la communauté juive au plus fort taux de mariages mixtes de la diaspora[313]. Cependant, il ne faut pas perdre de vue le fait qu'aux États-Unis également, le mariage mixte est considéré comme une menace existentielle par les communautés juives[314].

Une des raisons les plus pragmatiques de la hausse des mariages mixtes est bien sûr la difficulté à trouver un partenaire juif, et pas seulement pour les hommes. Lea Fleischmann se rend compte en cherchant un potentiel mari juif que les jeunes garçons juifs sont bien trop jeunes pour elle ![315] Née en 1946, elle fait partie des premiers nés après 1945 et il n'y a pas de moyen de trouver un garçon plus âgé, c'est-à-dire selon ses propos, qui soit aussi mûr qu'elle. Cela est dramatique si l'on considère que le but ultime dans la vie de toute jeune fille juive est le mariage[316].

---

[310] „Jüdische Ehen und Mischehen der Jahre 1951-1958", *in : op. cit.,* p. 143.
[311] *Ibid.,* p. 144
[312] *Ibid.,* p. 28.
[313] *Meine Juden, Eure Juden, op. cit.,*p. 223.
[314] A. Kaspi, *op. cit.,* pp. 79-80.
[315] *Dies ist nicht mein Land, op. cit.,* p. 58.
[316] *Ibid.,* p. 60.

Quant à Berlin-Est, selon Peter Kirchner, on n'y parle même plus de « mariage mixte »[317] : sans se poser de question, on enterre les conjoints non-juifs au côté de leur conjoint juif à Weißensee, ce qui est strictement interdit par la loi religieuse. Hermann Simon confirme que pratiquement tous les mariages concernant un membre de la Communauté Juive étaient des mariages mixtes[318], ce qui selon lui reflétait le libre choix des époux, qui ne se sentaient obligés envers aucune tradition.

c) Rôle des femmes dans la communauté juive

Il est intéressant d'analyser plus précisément le problème des mariages mixtes comme révélateur des inégalités hommes-femmes. Pnina Navè Levinson étudie les mariages en fonction de la religion des époux entre 1973 et 1981 d'après les données du *Jüdische Presse Dienst* ; nous en avons tiré le tableau suivant.

		1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Hommes	(%)	32,1	25,4	32,5	31,6	38,8	32,1	26,1	27,5	34,0
	nb	159	177	197	177	183	159	165	189	177
Femmes	(%)	45,1	37,2	41,3	44,4	45,5	41,8	34,7	44,8	45,5
	nb	113	121	155	126	156	122	124	116	134

Tableau 4 : Évolution des mariages juifs en RFA. (Source : P. N. Levinson[319])

Ici encore, les mariages juifs sont nettement minoritaires par rapport aux mariages mixtes. On remarque par ailleurs que les mariages mixtes sont plus fréquents chez les hommes juifs que chez les femmes juives, ce qui peut s'expliquer par le fait que les hommes sont en surnombre par rapport aux femmes. En outre, le maintien de représentations ancestrales sur le rôle de la femme dans la communauté juive a sans doute un rôle à jouer, celles-ci étant plus « vouées » que les hommes à perpétuer la tradition. De fait, même lorsqu'elles ne sont pas particulièrement attachées aux préceptes religieux, les femmes continuent de garder un sentiment du devoir envers la lignée très prononcé : Sarah Haffner, artiste, et Hazel Rozenstrauch, professeur de lettres et de sociologie, toutes deux Berlinoises de l'Ouest, évoquent cette même

[317] D'après notre entretien du 22.04.2008.
[318] Interview avec G. Guttmann, *Jüdische Lehrer, op. cit.,* p. 25.
[319] Tableau réalisé à partir des données recueillies par P. N. Levinson et présentées par année dans : M. Brumlik, *Jüdisches Leben, op. cit.,* pp. 159-167. Il s'agit ici des unions conclues dans l'année. Nous insistons sur le fait qu'il s'agit bien ici des mariages juifs et non des mariages mixtes comme dans le tableau précédent, le nombre de ces derniers pouvant être obtenu simplement par une soustraction.

responsabilité de la femme dans la transmission de l'identité juive[320]. Toutes les deux la ressentent comme une contrainte qui pèse lourd : « J'ai le devoir d'être une Juive »[321]. Néanmoins, il faut reconnaître que certains hommes tiennent le même type de discours. Ofer Frydling par exemple, jeune immigré israélien de vingt-et-un ans, qui avoue se sentir mal à l'aise en RFA, veut absolument épouser une Juive pour préserver l'identité de la communauté : il se perçoit comme le maillon d'une longue chaîne[322]. Il faut noter par ailleurs que les hommes juifs sont plus nombreux à se marier que les femmes dans l'absolu, ce qui est logique, vu le surnombre des hommes par rapport aux femmes.

Selon une étude de P. Almquist, publiée dans le magazine *Stern* en 1977, les jeunes femmes juives vivant en RFA auraient beaucoup plus de difficultés à épouser un Allemand non-juif que les jeunes Juifs une Allemande non-juive[323]. Pratiquement toutes les femmes interviewées ont en commun de vouloir épouser un Juif ou bien elles éprouvent une forme de culpabilité si elles ne vivent pas avec un Juif. Elles se réfèrent à la conservation du judaïsme, alors qu'au fond, ce fait est peut-être révélateur d'une peur des Allemands ou d'un manque d'intégration dans la société de RFA. Souvent après leur baccalauréat, on les envoie faire un « *Bräutigam-Schau* », une « revue » des maris potentiels, en Israël, pour être sûr qu'elles épouseront bien un Juif. Les familles attachent par ailleurs une grande importance à la virginité avant le mariage. Incroyablement soumises aux vœux de leurs parents, les jeunes femmes juives en RFA se reconnaissent dans le conte de la « Princesse sur un petit pois »[324]. Une des Juives qui a quitté le climat étouffant de la maison parentale parle de « *Burschenschaft* » exerçant une sorte de « terreur psychologique »[325]. De fait, les réflexions sur la condition des femmes dans l'*Allgemeine* sont souvent empreintes d'un fort conservatisme et d'ailleurs, très peu de femmes y écrivent régulièrement.

À l'Est aussi, ce sentiment est perceptible, même si les femmes, juives ou pas, semblent plus émancipées. Barbara Honigmann avoue qu'elle ne pouvait s'identifier au rôle traditionnellement assigné à la femme dans le judaïsme[326]. À Berlin-Est, une réunion du comité directeur de la Communauté, datée de 1957, fait état de la volonté

---

[320] *In* : M. Kliner-Fruck, *op. cit.*, pp. 213-214.
[321] *Ibid.*, p. 212 : „Ich habe, Jüdin zu sein".
[322] *Allgemeine*, 25.08.1989, p. 5.
[323] „Jüdische Frauen und Mädchen in der BRD. ‚Alles – nur kein deutscher Mann'", *in* : *Stern*, n° 28, 30.06.1977, pp. 30-40.
[324] *Ibid.*, p. 40.
[325] *Ibid.*
[326] *Allgemeine*, 1.09.1989, p. 5.

d'intégrer les « dames » le plus possible dans le travail collectif[327]. Dans les années 1960, il y a une femme dans le comité de direction[328]. Force est de constater qu'on ne trouve pas trace de telles réflexions à l'Ouest, même si Jeanette Wolff a occupé des fonctions de dirigeante durant de longues années. De manière générale, les structures des deux Communautés restent très patriarcales. Certes, des groupes d'intérêts se créent, comme le « groupe des femmes » à l'Ouest, mais celui-ci a du mal à affirmer son existence : il compte 500 personnes en 1959[329], mais à certaines périodes, il s'éteint tout simplement, faute de membres. Ce sont souvent les femmes des représentants qui le dirigent : Ruth Galinski ou encore Margarete Weltlinger. Leur but est avant tout social : aide aux enfants défavorisés, aux « rémigrés », aux personnes âgées et malades…

Le travail social semble justement être un « travail de femmes » : Gertie Hoffnung dirige la commission sociale de la Communauté de Berlin-Ouest de 1962 à 1990, Sonja Berne s'en occupe également pendant très longtemps à l'Est. Toutes ces femmes se sont consacrées comme des mères aux Juifs les plus démunis. Il n'est alors pas étonnant que la plupart des jeunes filles juives aient pour projet professionnel les métiers de l'aide à la personne[330].

V – Situation sociale

Huit ans après 1945, la situation sociale des Juifs à Berlin est encore loin d'être stabilisée. Pour les deux Communautés se pose désormais une question urgente : l'intégration des victimes de tous horizons dans la vie économique. Si ce thème n'est guère évoqué à l'Est, il figure parmi les tâches essentielles que se fixe la Communauté Juive de Berlin-Ouest.

a) Persistance du rôle social des Communautés

À l'Est comme à l'Ouest, les années 1953-1989 se caractérisent par une indéniable amélioration de la situation sociale des Juifs à Berlin. À Berlin-Ouest en 1955, on parle de 700 bénéficiaires des aides sociales sur 4500 membres environ, soit 15,5%, chiffre en forte baisse par rapport aux années d'immédiat après-guerre[331]. La commission

[327] „Protokoll über die Beiratssitzung am 13. Februar 1957", CJA, 5A1, Nr. 0486, #8.
[328] *Nachrichtenblatt*, Septembre 1962, p. 8.
[329] *Allgemeine*, 25.09.1959, p. 17.
[330] W. J. Oppenheimer, *op. cit.*, p. 109.
[331] *Allgemeine*, 28.01.1955, p. 14.

sociale, dirigée par Inge Marcus, note une sensible baisse des cas sociaux vers la fin des années 1950. Il faut dire que le travail social est devenu une charge moins lourde pour la communauté depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'indemnisation des victimes du nazisme en septembre 1953, qui aide les Juifs à se remettre sur pied économiquement. Néanmoins, si on note une « normalisation » des conditions de vie, ceux qui ne bénéficient pas des mesures de la BEG sont toujours dans le besoin.

Le versement de l'impôt par les membres constitue également un facteur qui aide la Communauté à remplir son rôle social. Malgré quelques réticences encore perceptibles en 1956[332], le versement de l'impôt devient une pratique courante et n'est plus sujet de débat par la suite, même lorsqu'il augmente en 1958 par exemple.

Toutefois, en 1957, Berlin est encore perçu à l'Ouest comme une « région sinistrée »[333]. Ainsi, en 1954, Galinski estime qu'il y a encore bien des efforts à faire pour « maîtriser la grande misère qui sévit dans nos rangs »[334]. Un réfugié comme Arthur Brass, sans ressources après huit ans passés dans les prisons soviétiques, bénéficie par exemple d'actions ponctuelles comme l'action d'aide pour l'hiver en 1954[335]. K. R. Grossmann avance des chiffres encore alarmants à la fin des années 1950 : 60% des membres de la Communauté Juive seraient dans le besoin, alors que seuls 40% seraient en mesure de s'assumer[336]. En 1959, une personne sur six serait encore concernée par l'aide sociale de la Communauté, soit quelque 800 personnes[337]. Par ailleurs, le problème du logement perdure : en 1974 encore, la commission sociale lance un appel urgent afin de trouver des appartements meublés vacants pour des jeunes couples juifs[338].

Elle perpétue ainsi la tradition de la bienfaisance d'avant 1933, basée sur deux fondements religieux, la *Tsedakah* (charité) et la *Gmiluth Chessed* (amour du prochain). Pour ne pas exclure les plus démunis, la Communauté de Berlin-Ouest distribue par exemple des invitations gratuites pour le bal de *Hanoukka* ou des bons d'achat pour participer aux fêtes. Les nombreux handicapés et aveugles qui ne sont pas en mesure de

---

[332] *Allgemeine,* 6.04.1956, p. 15 : Des membres menacent de quitter la communauté si les impôts ne baissent pas. Suite à cette revendication, une autorisation exceptionnelle du sénat est accordée. Mais le journal fustige les réfractaires comme cette dame qui, gagnant 450 DM de retraite, refuse de payer ses 6 DM d'impôts.
[333] *Allgemeine,* 8.02.1957, p. 12 („Notstandsgebiet").
[334] *Allgemeine,* 3.07.1954, p. 17 : „Es gilt, der großen Not in unseren Reihen Herr zu werden".
[335] *Allgemeine,* 29.01.1954, p. 15.
[336] „Die jüdischen Auslandsorganisationen und ihre Arbeit in Deutschland", *in* : H. Ganther, *Die Juden in Deutschland, op. cit,* p. 151.
[337] H.-G. Sellenthin, *Geschichte der Juden in Berlin, op. cit.,* p. 109.
[338] *Allgemeine,* 25.01.1974, p. 1.

travailler sont aidés par l'ORT et se regroupent pour fédérer leurs intérêts. L'association « *Beth Or* » par exemple, dirigée successivement par Richard Reibach, puis par Walter Danziger, aide les aveugles et les sourds à trouver des activités adaptées.

La *Zentralwohlfahrtsstelle der Juden in Deutschland*, l'organisation centrale chargée de la bienfaisance en Allemagne, reprend son œuvre après quinze années d'interruption. Fondée en 1917 et recréée en 1951, cette instance, qui reste indépendante du *Zentralrat*, doit coordonner le travail social de toutes les communautés de RFA, afin notamment de remplacer le « *Joint* » qui achève son travail à Berlin en 1965.

En RDA, la situation est apparemment bien différente : le statut de « victimes du fascisme » accorde aux Juifs certains avantages sociaux, comme le droit de prendre sa retraite cinq ans plus tôt que les autres salariés (soit à soixante ans pour les hommes et à cinquante-cinq ans pour les femmes), des congés payés allongés, la possibilité de se rendre en cure, etc. Lors d'une séance du nouveau comité de direction le 21 août 1953, les dirigeants se félicitent que, grâce à la loi relative aux « victimes du fascisme », « dieu merci, il n'y a[it] pas chez nous de personnes juives dans la misère, comme c'est malheureusement le cas dans l'Ouest de Berlin et en Allemagne de l'Ouest. »[339] Et ils critiquent vivement les citoyens juifs vivant à Berlin-Est qui se rendent à Berlin-Ouest et en reviennent avec des colis et de l'argent. Le *Nachrichtenblatt* en tire un bilan univoque dix ans plus tard : « il n'y a pas de pauvres » à la Communauté Juive de Berlin-Est[340].

Pourtant, étonnamment, à partir du milieu des années 1960, la Communauté Juive de Berlin-Ouest tente également d'aider financièrement les Juifs démunis de Berlin-Est : ainsi, tous les retraités juifs est-allemands, autorisés à se rendre à l'Ouest depuis les accords de 1963, sont invités à se présenter à la commission sociale de la Communauté[341]. On n'a cependant pas d'exemples concrets de personnes ayant bénéficié de ces aides.

Dans ses statuts du 27 novembre 1958, la Communauté Juive de Berlin-Ouest définit son rôle à trois niveaux : religieux, social et culturel, reprenant la tradition de Simon le Juste selon laquelle le monde juif repose sur trois principes, l'étude, l'office religieux et les œuvres envers le prochain. Or, selon H. Maor :

---

[339] CJA, 5A1, Nr. 0486, #2.
[340] *Nachrichtenblatt,* Septembre 1962, p. 7 : „Arme gibt es nicht."
[341] Voir notamment *Allgemeine*, 13.01.1967, p. 13.

> depuis l'époque de Simon le Juste, l'architecture des communautés s'est vraiment transformée. Au lieu de reposer sur trois piliers, le monde juif ne repose plus que sur un seul en Allemagne[342].

De fait, le rôle social des communautés ne se dément pas, au moins jusque dans les années 1960. Avec l'arrivée des immigrés russes à la fin des années 1970, le schéma se reproduit : la Communauté Juive de Berlin-Ouest est perçue par beaucoup comme une instance sociale, qui distribue des aides aux plus démunis.

b) Vie professionnelle

L'image qui se dégage des études sociologiques sur la vie professionnelle des Juifs en Allemagne (en fait, surtout en RFA[343]) fait apparaître un grand nombre de retraités ou personnes dépendantes d'aides sociales étant dans l'incapacité de travailler. À la pyramide des âges de la population juive correspond, selon H. Maor, une pyramide « inversée » de l'emploi[344], la base étant constituée par les retraités. D'autre part, une maîtrise insuffisante de la langue, une mauvaise connaissance du pays, une formation insuffisante et l'absence de grandes entreprises juives ainsi que de réseaux de contacts constituent autant de handicaps à l'établissement professionnel des Juifs à Berlin. Leur activité semble se limiter à quelques secteurs isolés comme le cinéma et le textile. Les actifs représentent seulement 20% des membres de la Communauté, chiffre exceptionnellement bas à Berlin en raison de la proportion très élevée de personnes âgées et de « rémigrés » qui éprouvent des difficultés à se réinsérer dans la vie économique[345]. La structure sociale des Juifs se trouve donc profondément bouleversée par rapport aux années d'avant-guerre, à l'époque où Artur Landsberger ne pouvait imaginer la vie économique à Berlin sans les Juifs[346]. Conformément aux Lois sur les réparations, le Sénat donne la préférence aux victimes pour certaines offres d'emploi : ainsi, la BVG, *Berliner Verkehrsbetriebe*, l'entreprise berlinoise de transports en

---

[342] H. Maor, *op. cit.*, p. 138 : „Die Architektur der Gemeinden hat sich freilich seit den Tagen Simons des Gerechten stark geändert. Statt auf drei Pfeilern scheint die jüdische Welt in Deutschland nunmehr auf einem zu ruhen."

[343] Pour Berlin-Est, on ne dispose d'aucune information sur la structure professionnelle des actifs membres de la Communauté Juive, mais on peut dire que de toute façon, l'immense majorité des Juifs étaient des retraités.

[344] *Ibid.*, p. 76.

[345] *Ibid.*, p. 85.

[346] A. Landsberger, *Berlin ohne Juden*, Bonn, Weidle, 1998, première édition : 1925. Huit ans avant la prise de pouvoir par Hitler, l'auteur imagine comment un parti antisémite prend le pouvoir à Berlin et prend des mesures pour exclure les Juifs de la société. Bien vite, il s'avère que ceux-ci étaient irremplaçables : les Allemands ne trouvent aucun compositeur pour écrire leur hymne national, la bourse fait faillite, les avocats, les éditeurs, et même les chauffeurs de taxi font défaut, bref « Berlin est mort », p. 149. Le roman s'achève par l'annulation des mesures visant les Juifs. Landsberger, voyant son scénario se réaliser, se suicidera en 1933.

commun, emploie de nombreux Juifs[347]. Cela se double des moyens mis en place par la Communauté, comme la publication d'offres d'emploi dans l'*Allgemeine* à partir de 1959.

Un certain nombre de structures sont également mises en place par la Communauté pour faciliter la réinsertion des quelques actifs juifs dans la vie économique, comme la *Wirtschaftsberatungsstelle*, instance de conseil économique, l'*Arbeitsgemeinschaft jüdischer Gewerbetreibender, Industrieller und Freier Berufe*, Association des commerçants, industriels et travailleurs libéraux juifs, créée à Munich en 1946, et élargie au niveau fédéral en 1952. La *Darlehenskasse*, une caisse de prêts à taux avantageux, est mise en place en février 1954 à Berlin : soutenue financièrement par le « *Joint* » et l'*American Jewish Committee*, elle fonctionne sur le principe d'une banque, mais il est impossible que ses clients perdent de l'argent. Elle accorde également aux Juifs des crédits qu'ils se voient normalement refuser en raison de leur état de santé. Ces prêts sont appelés de manière caractéristique *Aufbaudarlehen*, les prêts pour la reconstruction. Deux ans après sa création, elle compte déjà 124 membres. En 1960, 629 personnes lui ont emprunté de l'argent, parmi lesquelles surtout des artisans. C'est ainsi que certains ont pu se reconstruire une existence. Dans d'autres domaines, on remarque aussi des fédérations d'intérêts : par exemple l'*Arbeitsgemeinschaft jüdischer Juristen*, Association des juristes juifs, qui comporte d'ailleurs aussi des membres non-juifs, les banques privées juives, qui sont seulement au nombre de trois en RFA, dont une à Berlin, la *Berliner Privatbank AG*.

Concernant la structure des emplois des actifs, la prépondérance des métiers du commerce n'est pas démentie, surtout dans le domaine du textile. Au début des années 1960, 71,5% des actifs travaillent dans le commerce et les transports, 18,7% dans l'artisanat et l'industrie, alors que 9,8% exerceraient des professions libérales ou travailleraient dans le service public[348]. En revanche, par rapport aux années 1920, la Communauté Juive compte relativement peu de médecins et d'avocats. D'après les statistiques publiées par H. Maor, nous pouvons donner la représentation suivante pour Berlin-Ouest :

[347] *Allgemeine*, 19.09.1958, p. 11.
[348] H. Maor, *op. cit.*, p. 81.

Ouvriers	32	3,2%
Artisans	81	8,0%
Employés du commerce	126	12,5%
Employés administratifs	207	20,6%
Commerçants	307	30,5%
Professions libérales	45	4,5%
Médecins	65	6,4%
Personnel soignant	12	1,2%
Etudiants	36	3,6%
Artistes	31	3,1%
Juristes	65	6,4%
TOTAL	1007	100%

<u>Tableau 5</u> : Répartition des Juifs berlinois de l'Ouest actifs par profession. Statistique de la Communauté Juive de Berlin en 1954[349]. (Source : H. Maor)

Enfin, il faut noter une surreprésentation dans les métiers qui ont plutôt mauvaise presse : dans les milieux de la prostitution et de la drogue notamment. H. Maor rapporte que les « DP's » étaient particulièrement guettés par les tentations du marché noir et que beaucoup ont sombré dans la criminalité. Si certains sont parvenus rapidement à l'aisance économique, c'est parfois en revendant les vivres attribués par les organisations d'aide humanitaire[350]. La communauté juive s'insurge toutefois contre l'image que donne le sociologue M. Bodemann de la vie professionnelle des « Juifs de l'Est » : il insisterait beaucoup trop sur le nombre élevé de prostituées et de gérants de bars mal famés, laissant dans l'ombre la majorité des Juifs, qui se donne de la peine pour s'intégrer dans la vie professionnelle[351]. Peut-être ces représentations ont-elles été exagérées dans l'imaginaire collectif. On s'en rend compte à la lecture des réactions à l'exposition « *Leistung und Schicksal* » en 1971 à l'occasion des trois-cents ans de la fondation de la Communauté de Berlin : E.G. Lowenthal lui reproche d'accorder trop d'importance aux Juifs « marginaux » alors qu'elle évoque à peine le sort des Juifs pleinement intégrés dans la société berlinoise[352]. Dans l'ensemble, il faut d'ailleurs

[349] *Ibid.*, p. 85.
[350] *Ibid.*, p. 17.
[351] Voir la critique de l'article « Opfer zu Komplizen gemacht » par N. P. Levinson dans l'*Allgemeine* du 20.01.1984, p. 3.
[352] *Allgemeine*, 28.01.1972, p. 6.

noter que la criminalité est moindre parmi la Communauté Juive que parmi la population totale : en effet, très peu de Juifs sont en prison[353].

Enfin, la réinsertion professionnelle pouvait être entravée par un dernier facteur : la persistance de nombreux traumatismes psychologiques.

c) Traumatismes et séquelles

Aussi bien à Berlin-Est qu'à Berlin-Ouest, les Juifs sont hantés par les spectres de la Shoah : souvenirs de la déportation, des camps, de la marche de la mort, de la fuite… Encore beaucoup sont poursuivis par des cauchemars de la « Nuit de Cristal »[354]. Galinski donne le ton en 1982 à propos du 9 novembre : « Nous ne nous sommes jamais remis de ce coup dur »[355].

Cette difficulté est thématisée pour la première fois en 1979 dans l'*Allgemeine*[356] : les Juifs ont une vitalité réduite, ils souffrent de cauchemars quotidiens, éprouvent de grandes difficultés d'adaptation dans le monde du travail et même à l'intérieur du cercle familial. On déplore que les médecins ne soient pas assez formés à ce problème en RFA. H. Verleger pointe également ce problème du doigt : « après le camp, on aurait dû nous emmener voir des psychologues »[357]. Peter Kirchner, neurologue de formation, insiste au contraire sur l'orientation psychologique du suivi des victimes en RDA[358]. La parution de l'ouvrage de W.G. Niederland attire l'attention sur le « syndrome du survivant », véritable « assassinat de l'âme »[359]. Y. Ahren se joint au débat en évoquant l'incapacité à être heureux après une telle catastrophe à l'exemple de B. Bettelheim, ancien déporté à Dachau[360]. La réflexion ne se limite pas aux survivants des camps puisque les exilés voient aussi leur souffrance reconnue comme une forme de « syndrome du survivant », leur survie pouvant être considérée comme une « trahison » envers les morts[361]. On voit qu'indéniablement, la reconstruction psychologique s'annonçait plus difficile et beaucoup plus longue que la reconstruction matérielle[362].

---

[353] *Allgemeine*, 24.01.1964, p. 11.
[354] *Nachrichtenblatt*, Mars 1964, p. 1.
[355] *Allgemeine*, 19.11.1982, p. 8 : „Wir haben uns von diesem Schlag nie erholt."
[356] *Allgemeine*, 3.08.1979, p. 3 : Article „Spätschäden bei NS-Verfolgten".
[357] Berlin Geschichtswerkstatt (Ed.), *Am Wedding haben sie gelebt. Lebenswege jüdischer Bürgerinnen und Bürger*, Berlin, Metropol, 1998, p. 96 : „Nach dem Lager hätte man uns zu Psychologen bringen müssen."
[358] Dans nptre entretien du 22.04.2008.
[359] *Allgemeine*, 15.08.1980, p. 7 („Seelenmord").
[360] *Allgemeine*, 22.08.1980, p. 7 : article „Überleben als Problem".
[361] *Allgemeine*, 5.06.1981, p. 3 : „Lebendigkeit wird als Verrat empfunden".
[362] Voir *Allgemeine*, 25.11.1983, p. 13.

En avril 1953, le rabbin Levinson quitte Berlin avec la certitude que la Communauté est encore loin d'être « rétablie moralement »[363]. En particulier les « DP's » sont très perturbés psychologiquement, ce qui rend leur comportement insupportable[364], « pénible » selon Ruth Gay[365]. M. R. Lang qui fréquente la Communauté depuis 1962, estime que les membres ont une « psyché détruite » et sont pour la plupart schizophrènes[366].

Inge Borck, qui a perdu toute sa famille et a survécu seule dans l'illégalité à Berlin, se souvient : « Après la libération, j'ai vécu comme une marionnette, sans âme »[367]. Elle ne parvenait pas à comprendre pourquoi elle était en vie. Les premières fois qu'elle s'est rendue à la synagogue, elle ne pouvait s'empêcher de hurler de douleur[368]. Le poème que Salomea Genin écrit en 1986 pour Yom Kippour est également très révélateur de cette douleur plus de cinquante ans après[369]. Pour Moritz Abusch, les Juifs ont toujours l'impression de vivre « à mi-chemin entre le camp et la tombe », ils constituent, quoi qu'ils fassent, une minorité toujours en souffrance et obsédée par les traumatismes de la Shoah[370]. B. Wasserstein lui-même parle d'une « obsession quasi-morbide » de l'Holocauste, surtout perceptible à partir des années 1970[371]. On s'en rend compte face à l'étendue des problèmes psychologiques de Mario, interviewé par P. Sichrovsky : le jeune homme a toujours été tenu à l'écart de la société par ses parents et il estime que c'est un miracle qu'il ne se soit pas suicidé, son frère jumeau étant même devenu aliéné[372]. On peut également évoquer les angoisses compulsives face à un détail renvoyant directement au nazisme : ainsi, une mère devient hystérique si jamais son fils, devenu policier, oublie d'ôter son ceinturon en rentrant[373].

Enfin, parmi les comportements issus de ces traumatismes, M. Bodemann évoque le problème des relations familales entre les anciens « DP's » et leurs enfants[374]. Fait extrêmement rare dans l'histoire séculaire de l'intégration des Juifs en diaspora, les

---

[363] *Allgemeine*, 17.04.1953, p. 15 („moralisch gesund").
[364] B. Wasserstein, *op. cit.*, p. 48.
[365] *Safe among the Germans*, *op. cit.*, p. 186 ("troublesome").
[366] H. Broder, M. R. Lang, *op. cit.*, p. 267.
[367] *Jüdische Berliner*, *op. cit.*, p. 54 : „Nach der Befreiung habe ich gelebt wie eine Marionette, die sich bewegt ohne Seele."
[368] *Ibid.*, p. 59.
[369] *In* : *Salomea und Scheindl*, *op. cit.*, pp. 142-143 : le poème est structuré autour du leitmotiv „50 Jahre nicht-bemerkte Angst, 50 Jahre nicht-geweinte Tränen".
[370] Cité par B. Wasserstein, *op. cit.*, p. 180.
[371] *Ibid.*, p. 147.
[372] *In :Naître coupable, naître victime*, *op. cit.*, pp. 46-55.
[373] Interview de Tuvi, *in : ibid.*, p. 65.
[374] M. Bodemann, *In den Wogen der Erinnerung*, Munich, DTV, 2002, p. 129.

« DP's » en Allemagne auraient érigé une sorte de « cocon » autour d'eux, cherchant à se protéger de toute influence extérieure. En particulier, leurs enfants auraient été élevés dans un environnement particulièrement protégé, étouffés par un amour aveugle (« *Affenliebe* »). Paradoxalement, cette recherche de protection aurait contribué à maintenir en vie un judaïsme plus fervent que celui des « Juifs allemands » :

> L'existence juive ne put se stabiliser […] qu'en restant relativement invisible, protégée par de grands murs, comme dans un cocon[375].

Quoi qu'il en soit, la conclusion de B. Wasserstein est sans appel : « rares sont les Juifs pleinement intégrés dans la société allemande »[376]. Les « DP's » et dans une moindre mesure les « rémigrés » présentaient des difficultés spécifiques d'intégration dans la société allemande.

d) Problèmes spécifiques d'intégration des « DP's », des immigrés et de réintégration des « rémigrés »

Tout d'abord, les « DP's » étaient des éléments particulièrement difficiles à intégrer. E. Landau avait déjà identifié ce problème dès les années 1950 : ils vivaient au jour le jour, sans jamais penser s'établir en Allemagne de manière définitive[377]. Même si certains avaient tout de même développé un certain esprit d'entreprise[378], ils restaient marqués par ce que M. Bodemann appelle la « *Verweiler-Mentalität* », terme extrêmement difficile à traduire, dans lequel on entend un écho du « *Verweile doch* » de Goethe. Il désigne littéralement ceux qui « restent » dans un état d'attente, sans réellement faire d'efforts pour agir. Cette attitude se caractérise par un refus de s'intégrer à la société d'accueil et un attachement qui ne saurait être que « rhétorique » à la culture du pays d'origine. Le travail d'intégration les concernant se situe dans la continuité de l'œuvre de la Communauté Juive d'avant 1933 avec les « Juifs de l'Est ».

À l'inverse, les « rémigrés » revendiquaient ouvertement leur origine allemande, mais ce n'est pas pour autant qu'ils étaient exemptés de problèmes de (ré)intégration. Il faut préciser que la RFA montre bien des lacunes dans l'accueil des « rémigrés », obligés de se fédérer pour faire valoir leurs intérêts (le *Heimkehrerverband* est par exemple créé en 1955). Les campagnes contre les émigrés, dont fut par exemple victime

---

[375] *Ibid.*, p. 130: „Diese jüd Existenz konnte sich nur stabilisieren [...] in relativer Unsichtbarkeit und abgeschirmt hinter hohen Mauern, gleichsam wie in einem Kokon."
[376] *Ibid.*, p. 187.
[377] *In* : Ganther, *op. cit.*, p. 265.
[378] *Ibid.*, p. 267.

Willy Brandt, n'ont pas épargné les Juifs[379]. Le Sénat de Berlin essaie péniblement de compenser ces manques, d'abord en rappelant l'acteur de cabaret Hugo Hirsch en 1950, mais sa réintégration est un échec et il ne connaîtra plus le succès d'avant-guerre. En 1954, l'*Allgemeine* évoque sa vie misérable, l'impossibilité pour lui de percer dans le Berlin de l'après-guerre[380]. Des dizaines d'années plus tard, les Berlinois dressent ce constat amer : « personne ne nous a rappelés, personne ne nous a invités à revenir »[381]. À la différence, la RDA a invité très tôt les exilés à participer à la reconstruction du pays : Wilhelm Pieck a fait savoir qu'il avait besoin des émigrés, notamment dans le domaine de la presse[382]. L'Ouest était beaucoup plus hésitant et parfois, l'argument s'est même retourné contre les « rémigrés » : ainsi Albert Klein se voit reprocher d'être rentré trop tard en 1979[383]…

Le problème selon Galinski est que de nombreux « rémigrés » ne se sont jamais demandé ce qu'ils allaient faire une fois rentrés à Berlin[384]. Ils ne se sont pas rendu compte que vingt ans s'étaient écoulés et qu'ils arrivaient dans un pays qui leur était devenu étranger selon la formule de l'ouvrage de M. Krauss, « *Heimkehr in ein fremdes Land* ». À Berlin-Ouest après 1961, la situation était encore aggravée par le sentiment d'isolement et d'enfermement. Beaucoup d'entre eux étaient par ailleurs âgés, malades et bien souvent sans ressources financières. L'aide d'urgence quant à elle, a été bien vite dépensée… La « *Kontaktstelle für Rückwanderer* » affiliée au département de l'intérieur du Sénat avait pour but de les intégrer dans la vie professionnelle. Lors d'entretiens avec les autorités de Berlin, Galinski parvient à obtenir quelques avantages pour les rémigrés, par exemple des appartements mis à disposition par le sénateur Schwedtler en 1956[385]. En 1957 est décidée la création de la « *Wirtschaftskommission* » pour les aider à se réinsérer dans la vie professionnelle. Ils se voient conseillés par Ralf Loewenberg, qui s'occupe par ailleurs des réparations. Fin 1963, l'*Allgemeine* estime que l'intégration des « rémigrés » est un succès, qui s'explique en grande partie par la bonne coopération avec les autorités[386].

---

[379] Voir notamment le compte-rendu sur la campagne (*Emigrantenhetze*) contre Erwin Leiser *in* : *Allgemeine*, 26.08.1960, p. 1.
[380] Voir *Allgemeine*, 29.10.1954, p. 31.
[381] *In :* U. Eckhardt, A. Nachama, *Jüdische Berliner, op. cit.*, p. 7.
[382] Voir notamment N. Podewin, *Der Rabbinersohn im Politbüro. Albert Norden – Stationen eines ungewöhnlichen Lebens*, Berlin, Edition Ost, 2001, p. 191.
[383] *In* : J. Borneman, J. Peck, *Sojourners, op. cit.*, p. 69.
[384] *Allgemeine*, 13.06.1958, p. 12.
[385] *Allgemeine*, 2.03.1956, p. 15.
[386] Dans le dernier numéro de l'année 1963, l'*Allgemeine* constate « le succès de la rémigration » („den Erfolg der Rückwanderung").

Enfin, si l'immigration « russe » constitue un atout pour la structure démographique, elle pose également de gros problèmes d'intégration. La difficulté est double : d'une part, les immigrés ont des attentes irréalistes ; d'autre part, leur situation financière est extrêmement précaire. De nombreuses rencontres sont organisées avec les immigrés d'URSS pour tenter de rompre le silence lié à une totale « étrangeté » linguistique, religieuse, politique et culturelle. Galinski les invite régulièrement au centre communautaire de la Fasanenstraße pour les intéresser progressivement à la vie de la Communauté. En 1987 a lieu un séminaire de trois jours pour leur « transmettre les valeurs juives » avec trois professeurs venus spécialement de Jérusalem et qui parlent russe pour leur faciliter l'accès aux savoirs. On note également le rôle très important des anciens immigrés qui s'occupent de l'intégration des nouveaux arrivants : Gitta Lat, par exemple, venue de Riga à Berlin-Ouest en septembre 1974, aide la Communauté Juive à accueillir les Juifs d'URSS lors de leur arrivée au camp de Marienfelde : elle assure ainsi le lien entre les immigrés et les institutions[387].

Ces problèmes ne sont bien sûrs thématisés qu'à Berlin-Ouest : à Berlin-Est, la question des « DP's » et des immigrés ne se posait pas ; quant aux « rémigrés », ils ne bénéficiaient pas d'une aide spécifique de la Communauté, mais des aides générales proposées par l'État.

Ainsi, nous avons pu voir que, malgré les réserves initiales vis-à-vis des chiffres, qui ne prennent en compte que les membres officiels des Communautés, de nombreux phénomènes significatifs apparaissent aussi bien sur le plan de l'évolution comparative entre les deux Communautés, qu'au niveau plus spécifique des structures par âge et par sexe. Cette étude sur les aspects socio-démographiques est un bel exemple de la « stabilisation de l'impossible »[388] grâce à l'immigration à Berlin-Ouest, tandis que l'évolution à Berlin-Est se place résolument sous le signe du déclin. Cela n'empêche pas, par ailleurs, l'identification d'un grand nombre de préoccupations communes, allant de l'obsession de la survie au conflit de générations. Après avoir ainsi mieux cerné le noyau de la population étudiée, nous nous intéresserons à l'organisation de la

[387] *Von Aizenberg bis Zaidelman, op. cit.*, p. 35.
[388] A. Roth et M. Frajman, *Das jüdische Berlin heute, op. cit.*, p. 201.

vie communautaire, qui présente là encore des différences, mais aussi des similitudes entre l'Est et l'Ouest.

Troisième partie : Aspects institutionnels et pratiques religieuses

Comment s'inscrit la vie juive dans la ville après 1945 ou, pour reprendre le jeu de mots de Hermann Glaser, comment a-t-elle « *Stadt gefunden* »[1] dans le Berlin divisé ? Quels étaient les cadres institutionnels offerts pour pratiquer sa judéité à l'Est et à l'Ouest et quel usage les Juifs en faisaient-ils ? Il ne s'agit pas de constater simplement que la vie juive était plus développée à l'Ouest qu'à l'Est[2], ce qui découle naturellement de l'étude démographique précédente. Bien plus intéressants sont les phénomènes de congruence, de passage ou de perception réciproque entre les deux Communautés. Une chose est sûre : après 1953, la géographie juive de Berlin se trouve profondément bouleversée[3]. L'ancien centre historique du judaïsme, situé autour de l'Oranienburger Straße se trouve désormais en territoire soviétique et commence à tomber dans l'oubli, victime d'un véritable « sommeil de Belle au bois dormant » (*Dornröschenschlaf*) qui durera près de trente-cinq ans. Reste que pour chacune des deux Communautés de Berlin, les pertes induites par la séparation sont considérables sur le plan religieux.

Nous étudierons donc ici le fonctionnement des institutions religieuses (synagogues, cimetières, écoles de religion), des organes représentatifs de la Communauté Juive, mais aussi des groupements juifs « libres », ainsi que des organisations culturelles « associées », qui ne rassemblent pas que des « croyants ».

Nous présenterons d'abord brièvement les statuts et l'organisation générale des deux Communautés, avant de réaliser une présentation détaillée des lieux juifs à Berlin-Est et Berlin-Ouest. Puis nous analyserons les relations « religieuses » et institutionnelles entre les deux Communautés, avant d'aborder la difficile question de leurs orientations religieuses, ce qui nous conduira enfin à étudier la rupture entre les Communautés et leur base, phénomène tout aussi perceptible à l'Ouest qu'à l'Est.

---

[1] Cité par M. Schulz, *op. cit.*, p. 40.
[2] A. Nachama, J. H. Schoeps, H. Simon (Eds.), *Juden in Berlin*, *op. cit.*, p. 232 : „Das Gemeindeleben fand überwiegend in Westberlin statt."
[3] Nous renvoyons à la carte des lieux juifs dans le Berlin divisé (Annexe 8).

I – Statuts et organisation générale

En 1953, on assiste à une situation inédite dans le paysage religieux allemand. U. Offenberg nous la rappelle en ces termes :

> La Communauté Juive de Berlin était la seule communauté religieuse pour laquelle la division de l'unité institutionnelle voulue par l'État en une partie Est et une partie Ouest fut réalisée bien avant la construction du Mur[4].

En effet, les Églises ont maintenu une organisation commune jusqu'en 1969. Nous nous proposons d'étudier ici de manière comparative la structure des Communautés et leur organisation générale, ainsi que leur situation au sein des organes représentatifs des Juifs en RFA et en RDA.

a) Statuts et structure administrative

Il faut d'abord remarquer que chacune des deux Communautés est emblématique à sa manière de l'« *Alleinvertretungsanspruch* », c'est-à-dire qu'elle prétend représenter à elle seule l'ensemble des Juifs de Berlin. On s'en rend compte au travers des noms qu'elles se donnent. Ainsi, la Communauté de Berlin-Est se baptise « Communauté Juive du Grand-Berlin » (*Jüdische Gemeinde von Groß-Berlin*) : comme le « Magistrat du Grand-Berlin », elle revendique ainsi sa légitimité sur l'ensemble de la ville, les secteurs occidentaux inclus. La Communauté de l'Ouest reprend quant à elle l'appellation ancestrale « *Jüdische Gemeinde zu Berlin* », ne tenant visiblement pas compte des événements de 1953. Klaus Schütz, maire de Berlin-Ouest de 1967 à 1977, et auteur d'une biographie de Galinski, insiste sur le fait que malgré la division, « il n'y avait en fait qu'une communauté juive à Berlin. Elle était le centre spirituel pour les Juifs de la ville entière »[5]. En d'autres termes, celle de l'Est ne comptait absolument pas.

Par ailleurs, les deux Communautés de Berlin-Est et de Berlin-Ouest sont régies par la conception de la « communauté unitaire » (*Einheitsgemeinde*). Depuis le XVIII[e] siècle, cette forme d'organisation vise à éviter un éparpillement des forces vives du judaïsme. Grâce à la centralisation et à la forte institutionnalisation qui en découlent, la Communauté peut développer de nombreuses activités, notamment au niveau des tâches

[4] U. Offenberg, *Seid vorsichtig*, *op. cit.*, p. 104 : „Die Berliner jüdische Gemeinde war die einzige Religionsgemeinschaft, bei der das staatliche Ziel einer Trennung der organisatorischen Einheit zwischen Ost- und Westteil bereits lange vor dem Mauerbau erreicht war."

[5] Kl. Schütz, *Heinz Galinski*, *op. cit.*, p. 29 : „Tatsächlich gab es nur eine jüdische Gemeinde in Berlin. Sie war für die Juden in der ganzen Stadt der geistige Mittelpunkt."

religieuses, culturelles et sociales, et surtout être reconnue officiellement par l'État, condition nécessaire pour obtenir un soutien financier. En 1876, un nouveau règlement autorise toutefois les Juifs à quitter la Communauté sans pour autant renoncer à la religion juive : cette décision a été à l'origine de la création d'organisations « concurrentes » à la Communauté « officielle », comme « *Adass Jisroel* »[6]. Après la Shoah, la structure de la communauté unitaire s'est imposée comme une évidence pour rassembler les « restes » du judaïsme, mais aussi parce que le manque d'unité de la Communauté Juive est souvent invoqué comme une raison de l'échec de la résistance juive face au nazisme[7]. Mais il est intéressant de constater qu'aujourd'hui encore, c'est cette conception qui domine les communautés juives en Allemagne. Dans tous les cas, il est quelque peu paradoxal de constater qu'à Berlin coexistaient deux Communautés soi-disant « unitaires » qui menaient leur vie chacune de leur côté en prétendant représenter l'ensemble des Juifs berlinois.

D'après les statuts de la Communauté Juive de Berlin-Ouest, datés du 27 novembre 1958, celle-ci a pour tâche de « créer et soutenir toutes les institutions nécessaires à la prise en charge religieuse, sociale et culturelle de ses membres, dans l'esprit du judaïsme »[8]. Le siège de l'administration de la Communauté Juive de Berlin-Ouest se situe dans la Joachimsthaler Straße jusqu'en 1959, avec quelques bureaux dans l'Iranische Straße. Toutes ces administrations seront regroupées en 1959 lors de la construction du centre communautaire de la Fasanenstraße. Après 1953, la Communauté Juive conserve son organisation d'avant la division, c'est-à-dire qu'elle compte quatre domaines de compétences principaux : le culte, les finances, la formation, et enfin les institutions sociales[9], auxquels s'ajoutent l'« *Aufnahmekommission* », chargée des admissions et le bureau pour les réparations à partir de 1949. Ces départements se sont étendus et ont vu leurs compétences redéfinies au cours du temps, changeant parfois d'appellation.

À l'Est en revanche, dans l'Oranienburger Straße, l'administration de la Communauté s'est vue réduite à un étage du bâtiment qu'elle occupait avant l'arrivée au pouvoir des nazis. Dans le protocole d'une séance du comité de direction du 21 août

---

[6] Voir *infra*.
[7] Voir notamment A. J. et R. Merritt, "Berlin's Jews after Unification. Challenges to Community", *in :* H. Kuthen *et al*. (Eds.), *Anstisemitism and Xenophobia in Germany after Unification,* New York, Oxford University Press, 1997, p. 225.
[8] Cités par H. Maor, *op. cit.,* p. 102 : „alle Einrichtungen zu schaffen, und zu unterstützen, die zur religiösen, sozialen und kulturellen Betreuung ihrer Mitglieder im Sinne des Judentums erforderlich sind."
[9] H.-G. Sellenthin, *op. cit.,* p. 94.

1953, les Juifs de Berlin-Est se plaignent de ce qu'on leur a laissé en héritage « juste un factice », « un bâtiment délabré sans le matériel de bureau ni les dossiers nécessaires – à l'exception des archives »[10]. Or, même ces dernières seront confisquées peu de temps après par le gouvernement. D'autre part, les « traîtres » passés à l'Ouest seraient partis en laissant derrière eux 20 000 marks de dettes[11]. Bref, les Juifs de Berlin-Est ont l'impression d'avoir été dépouillés de tous leurs biens et de leur héritage. De manière caractéristique, P. Kirchner ne parle jamais de « division » ou de « séparation », mais d'« abandon » par les Juifs « de l'Ouest » ou encore de Communauté « orpheline »[12]. La répartition des pouvoirs et des tâches au sein de la Communauté a longtemps été marquée par le provisoire. La période d'« intérim » est assurée par Willi Bendit, le seul représentant de la Communauté Juive de Berlin à être resté à l'Est en 1953, Georg Heilbrunn, Israel Rothmann et Bernhard Jacobus, désignés directement par le SED.

À Berlin-Ouest, des élections ont lieu tous les quatre ans pour désigner les membres de l'assemblée des représentants (*Repräsentantenversammlung*), qui élisent ensuite le comité de direction (*Vorstand*). Il s'agit en quelque sorte du parlement et du gouvernement de la Communauté, tous deux sacrés par le rabbin. Les électeurs doivent être âgés de plus de vingt-et-un ans ; et après de longues discussions[13], les enfants issus de mariages mixtes sont autorisés à être électeurs passifs (c'est-à-dire qu'ils peuvent voter mais pas se présenter) à la condition qu'ils soient élevés dans la religion juive. Les employés de la Communauté Juive n'ont pas le droit d'être élus comme membres du comité directeur ou comme représentants. L'assemblée des représentants se compose en général de vingt-six membres. Le comité de direction quant à lui, se compose d'abord de cinq, puis de six membres. Le président de la Communauté en est le directeur[14]. Les séances se tiennent d'abord dans la Joachimsthaler Straße, puis au centre communautaire de la Fasanenstraße. Les séances de l'assemblée sont publiques sauf exception et ont lieu normalement une fois par mois. Les membres se répartissent dans les différentes commissions évoquées plus haut.

---

[10] CJA, 5A1, Nr. 0486, #1 („nur eine Attrappe", „ein baufälliges Haus ohne Aktenmaterial und Unterlagen – mit Ausnahme des Achivs - , was dringend notwendig ist").
[11] *Ibid.*
[12] Voir notre entretien du 22.04.2008.
[13] Voir *Allgemeine*, 25.03.1955, p. 12.
[14] Le président était rémunéré ou non, selon son souhait. H. Galinski l'a toujours été, ce qui est compréhensible étant donné qu'il consacrait sa vie à la Communauté (Selon Nicola Galliner dans notre interview du 18.08.2009). Les autres représentants exerçaient leurs fonctions à titre bénévole, selon V. Bendt *et al*., *Wegweiser*, *op. cit.*, p. 56.

À l'Est, la première, voire les deux premières décennies, semblent marquées par une désorganisation totale, comme si la Communauté n'arrivait pas à se remettre de la « trahison » des Juifs partis à l'Ouest. Il ne s'agit plus que d'une « communauté-tronc »[15] : par exemple, en 1955, seule la commission du culte fonctionne correctement. Le comité de direction se réunit pour la première fois en février 1957 et décide la création de trois commissions : travail social et culte (sous la direction de Martin Riesenburger), administration et personnel (gérée par Heinz Schenk) et finances (administrée par Ernst Frey). À l'automne 1957, le comité directeur n'est plus en mesure d'exercer ses fonctions suite à un certain nombre de décès et de maladies. Il faut attendre la fin de l'année 1957 pour qu'un « comité directeur provisoire » soit nommé. Au début de l'année 1958 a lieu une réunion de tous les membres (*Mitgliederversammlung*) avec pour ordre du jour « Cessation du provisoire »[16]. Le sujet récurrent y est cependant une fois de plus le « mythe fondateur » de 1953 et la trahison par l'Ouest… En janvier 1962, le comité provisoire est modifié (il se compose désormais de Heinz Schenk, qui remplace Willi Bendit), mais toujours sans être élu, alors qu'un règlement électoral avait été élaboré en 1956[17]. La question des élections constitue une différence essentielle entre l'Est et l'Ouest, du moins jusque dans les années 1970.

b) Elections

À Berlin-Ouest, la même liste, celle du « Bloc juif libéral » (Liste 1), est réélue au cours des décennies sans invariant, avec une majorité écrasante. En 1955 par exemple, il y avait 72,8% de participation, et sur les 3035 bulletins valables, on comptait 2107 voix pour la Liste 1, soit 18 sièges, 295 pour la Liste 2 dite « nationale » (3 sièges) et 633 pour « l'Union indépendante juive » (*Unabhängige Jüdische Vereinigung* – UJV, qui deviendra plus tard la « Liste démocratique ») (5 sièges)[18]. Il faut bien voir que les différences entre les partis ne recoupent pas forcément les divergences entre les sensibilités orthodoxe et libérale. Néanmoins, les tensions étaient vives à cette époque, en particulier entre la majorité et les « Indépendants », comme en témoigne la

[15] L. Mertens, *Davidstern, op. cit.*, p. 94 („Rumpfgemeinde").
[16] CJA, 5A1, Nr. 0487, #61, Document du 16 janvier 1958 („Beseitigung des Provisoriums")
[17] Mertens, *Daivdstern, op. cit.*, p. 102.
[18] *Allgemeine*, 20.05.1955, p. 10.

campagne virulente de 1955[19]. En 1957, l'UJV décide de publier son propre journal, *Opposition um jeden Preis,* « opposition à tout prix », naturellement critiqué sévèrement par l'*Allgemeine*[20]. Elle cherche en effet à se démarquer de la politique de la majorité à tout prix : ainsi, pour *Rosh Hashanah* en 1957, elle envoie de son propre chef un télégramme de vœux à la Communauté Juive de Berlin-Est dans lequel elle exprime son souhait d'une réunification prochaine[21]. Le conflit se poursuit jusqu'au début des années 1960. En novembre 1959, l'UJV va jusqu'à écrire au maire de Berlin-Ouest, Franz Amrehn, pour lui demander de ne pas ratifier les nouveaux statuts de la Communauté votés par la majorité[22].

Lors des élections de 1961, la Liste 2 disparaît, laissant face à face le parti de Galinski, qui obtient 75% des voix, soit dix-neuf représentants, et l'UJV, qui réalise un score de 25% et dispose de sept représentants. Le taux de participation s'élève alors à 63%[23]. Cette évolution est révélatrice d'une orientation vers le bipartisme à l'instar de la vie politique générale. Mais le seul moyen concret dont dispose l'UJV pour manifester son opposition consiste bien souvent à quitter la salle en claquant la porte. Franziska Pahl, membre de la Communauté, trouve d'ailleurs regrettable le fait qu'il y ait plusieurs partis en concurrence : cette division menace, estime-t-elle, l'unité des Juifs et décourage les gens d'aller voter car ils ne se retrouvent pas dans cet affrontement[24]. Or, en 1973, son vœu est exaucé : le parti de Galinski étant le seul à se présenter, les élections n'ont pas lieu et les vingt-et-un représentants sont reconduits dans leurs fonctions[25]. Ce scénario se répétera en 1977, de sorte qu'on ne peut plus vraiment parler de contre-pouvoir, même si cette situation est l'expression de la volonté générale. En 1985, la liste de Galinski comporte trente-sept noms, tandis que la « Liste démocratique » n'en contient que huit (parmi lesquels Ron Zuriel et Hellmut Stern)[26]. Comme le résume Moishe Waks, les représentants de l'opposition n'étaient guère que des « spectateurs » qui regardaient ce qui se passait à la Communauté de « derrière la

[19] *Allgemeine,* 18.11.1955, p. 15. Voir aussi la brochure de la Liste 2 intitulée „Terror des Liberal-jüdischen Blocks", où il est question de « tyrannie sans équivalent » (*Tyrannei ohnegleichen*), CJA, 5A1, Nr. 1161, #32.
[20] *Allgemeine,* 14.06.1957, p. 13.
[21] CJA, 5A1, Nr. 0489, #25, Lettre du 24 septembre 1957. S. Cohn enverra également une lettre au nom de la Communauté Juive de Berlin-Ouest.
[22] *Allgemeine,* 6.11.1959, p. 13.
[23] *Allgemeine,* 5.05.1961, p. 13.
[24] CJA, 5A1, Nr. 1165, #48, lettre du 7.01.1969.
[25] *Allgemeine,* 11.05.1973, p. 1.
[26] *Allgemeine,* 19.04.1985, p. 8.

grille »[27]. Cette répartition des pouvoirs entre les différents partis ne changera véritablement qu'après 1990.

À l'Est, aucune élection n'a lieu jusqu'en octobre 1972. La Communauté n'a donc connu aucune forme d'organisation démocratique pendant près de vingt ans. Elle est d'abord dirigée par Georg Heilbrunn, nommé directement par le SED, puis par Heinz Schenk, dans un premier temps en tant que secrétaire, puis en tant que président. En 1971, Schenk sera remplacé par Peter Kirchner, qui est élu pour la première fois par les membres en 1972[28]. Lors de cette élection sont choisis sept représentants, dont deux sont des femmes (une journaliste et une femme au foyer).

En 1955, la situation est explosive également à l'Est. Lors de la séance du 4 janvier, le ton monte à propos du refus (prétendu ?) de Riesenburger d'enterrer un mort de l'Ouest, le Dr. Schreiber, à Weißensee, refus interprété par certains comme une vengeance personnelle vis-à-vis de Galinski, qui n'aurait pas convié le rabbin à célébrer un mariage dans la Pestalozzistraße. James Jacov Rosenthal fait alors cette remarque : « je souhaite que les Juifs de Berlin-Ouest n'aient pas la joie d'apprendre ce qui se passe ici »[29]. Selon toute vraisemblance, ceux-ci savaient pertinemment ce qui se disait dans la Communauté de Berlin-Est, mais cette remarque montre à quel point les Juifs de Berlin-Est étaient conscients de leurs faiblesses et préoccupés par le regard de l'Ouest. En outre, cet épisode montre que les disputes internes faisaient partie du quotidien des deux Communautés.

c) Aspects financiers et employés

C'est sans doute sur ce point que les deux Communautés diffèrent le plus, celle de Berlin-Ouest étant infiniment mieux dotée que celle de Berlin-Est. Le budget des Communautés Juives se compose de quatre sources de revenus : les impôts, les dons, les montants rapportés par les institutions (ainsi le cimetière de Weißensee était la principale source de revenus de la Communauté Juive non encore divisée) et surtout les subventions publiques, municipales ou nationales.

Ces dernières ne se mesurent résolument pas à la même échelle à Berlin-Ouest et à Berlin-Est. Il faut dire qu'après la fuite de 1953, la SMAD avait stoppé les restitutions à

---

[27] *In* : R. Ch. Schneider, *Wir sind da, op. cit.*, p. 424 („Zaungäste des Geschehens in der Gemeinde").
[28] P. Kirchner, „Die jüdische Gemeinde in der Hauptstadt der DDR", *in* : *Emuna,* Francfort/M., 1974, p. 112.
[29] CJA, 5A1, Nr.0486, #28, 4 janvier 1955. („Ich wünsche den jüdischen Menschen in Westberlin nicht die Freude, zu erfahren, was sich hier abspielt.")

destination de la Communauté Juive, de sorte que Berlin-Est était la seule communauté de RDA à ne pas avoir récupéré ses biens, en particulier immobiliers, après la guerre. Elle était donc totalement dépendante de l'État. Entre 1951 et 1961, elle aurait obtenu 2,7 millions de marks (Est) d'aides financières[30]. Selon Kl. Herrmann[31] et P. Kirchner[32], le gouvernement de RDA mettait 170 000 marks par an à disposition de celle-ci dans les années 1970-1980. Cela représentait, selon eux, une goutte d'eau dans la mer face aux sommes astronomiques dont disposait la Communauté de Berlin-Ouest, qu'il est peu aisé d'évaluer. Toutefois, ces sommes restaient honorables vu le coût de la vie en RDA : en effet, la viande cachère par exemple, coûtait environ trois fois moins cher (proportionnellement au niveau de vie) qu'à Berlin-Ouest[33].

Par ailleurs, la Communauté de Berlin-Est recevait des aides exceptionnelles en cas de travaux de rénovation : en 1977-78 par exemple, elle obtient 600 000 marks pour la rénovation, les fondations et le toit de sa synagogue. Néanmoins, le président était souvent obligé de réclamer de l'argent au Magistrat et ses demandes n'étaient pas toujours satisfaites : elles auraient été rejetées successivement en 1950, 1953, 1956 et 1969[34]. C'est pourquoi selon ce dernier, beaucoup de Juifs de Berlin-Est regardaient l'Ouest avec envie[35]. Ainsi, le Magistrat de Berlin-Est se devait d'accorder des subventions à la Communauté s'il ne voulait pas que celle-ci se tourne vers l'Ouest ni que son territoire ne devienne vraiment « *judenrein* » : « ce qui comptait, c'était l'existence formelle de la Communauté et non la construction de la vie juive »[36]. À l'Ouest en revanche, certains parlent d'une véritable « subventionnite » (*subventionitis*) qui gangrénait la Communauté Juive, tant elle était aidée par l'État.

Concernant l'impôt, on note tout d'abord une différence de vocabulaire entre les deux Communautés : à l'Ouest, il est appelé impôt (*Steuer*) alors qu'à l'Est, on parle de contribution (*Beitrag*), l'impôt cultuel d'État n'existant pas en RDA. Chacun paie une somme en fonction de ses revenus. À titre d'exemple, à l'Ouest, en 1963, les paliers étaient définis comme suit, après une réforme censée réduire l'impôt pour les personnes aux revenus modestes[37] :

---

[30] M. Wolffsohn, *Die Deutschland-Akte, op. cit.,* p. 311.
[31] *In: op. cit.,* p. 46.
[32] Dans notre entretien du 22.04.2008.
[33] Toujours selon P. Kirchner, *ibid.*
[34] Selon M. Wolffsohn, *Die Deutschland-Akte, op. cit.,* p. 312.
[35] *Ibid.* („liebäugelten mit dem Westen").
[36] S. Meining, *Kommunistische Judenpolitik, op. cit.,* p. 203 : „Was zählte, war die formale Existenz der Gemeinde und nicht der Aufbau jüdischen Lebens."
[37] *Allgemeine,* 29.03.1963, p. 13.

- Etaient exemptés ceux qui gagnent moins de 400 DM par mois.
- Pour un revenu inférieur à 600 DM par mois, l'impôt s'élevait à 1% du revenu imposable.
- De 600 à 800 DM, il était de 1,25%.
- De 800 à 1000 DM, il était de 1,5%.
- De 1000 à 1300, de 1,75%.
- De 1300 à 1500, de 2%.
- Au-dessus de 1500, de 2,25%.

À Berlin-Est, même s'il existait également un système de contributions indexé sur les revenus des membres, rares étaient ceux qui s'en acquittaient, selon Kl. Herrmann[38]. Seuls 40% des membres payaient régulièrement leur dû en 1968[39]. Il faut dire que la Communauté ne disposait d'aucun moyen de contrôle ou de pression « légal ». Cette taxe allait de 1,5 à 12 marks (Est) par mois au début des années 1970 ; Kirchner indique que cela correspondait à 2 ou 3% du revenu moyen des membres, salaire ou retraite dans la plupart des cas[40]. En tout cas, la situation financière de la Communauté de Berlin-Est était très tendue, de l'aveu même de Peter Kirchner[41].

Les dons proviennent quant à eux soit des membres eux-mêmes ou « amis » non-juifs désireux d'aider la Communauté, soit d'envois de Juifs originaires de Berlin vivant à l'étranger et solidaires envers leur ancienne Communauté. Ils sont également le fait des visiteurs qui découvrent ou redécouvrent les institutions de la Communauté lors de leur séjour à Berlin. Nous ne disposons pas d'estimations quant aux sommes totales que ces dons représentaient.

Au niveau des apports financiers, ce sont surtout les cimetières qui constituent une source de revenus pour la Communauté. À ce titre, le fait que le cimetière de Weißensee se trouve situé à Berlin-Est a sans doute été le plus grand avantage de la Communauté Juive de Berlin-Est. Pourtant celui-ci s'est vite révélé être un cadeau empoisonné, comme nous le verrons plus loin. Par ailleurs, des activités culturelles comme les concerts, dont les entrées sont payantes, rapportent également un peu d'argent aux Communautés.

---

[38] *In : op. cit.,*. p. 46.
[39] *Ibid.*, d'après le *Welt*, n° 247, 22.10.1968, p. 5.
[40] Dans notre entretien du 22.04.2008.
[41] *Allgemeine*, 23.01.1987, p. 9.

En 1951, la Communauté de Berlin-Ouest employait 69 personnes, 86 en 1959[42] et 130 en 1980, dont six chantres et deux rabbins[43]. Un moyen utilisé pour intégrer les immigrés d'URSS à partir des années 1980 a été de les employer comme personnel de la Communauté, ce qui contribuait à les « fidéliser » et à faciliter le contact entre les membres d'origine russe et les institutions. La Communauté Juive de Berlin-Est avait bien sûr beaucoup moins d'employés (une quinzaine environ, la majorité travaillant au cimetière de Weißensee[44]) et de nombreux acteurs de la vie juive étaient des bénévoles, ne serait-ce que le président[45]. De même, la personne qui organisait les offices religieux de la Rykestraße et donnait les cours de religion pendant les périodes de vacance du rabbin ou du chantre était employée à plein temps dans une entreprise.

Au niveau du personnel religieux, on note aussi quelques différences, mais le manque de personnel qualifié représente un problème commun aux deux Communautés après 1953[46]. À l'Ouest, les rabbins sont employés de l'une des grandes synagogues, tandis que les chantres assurent une rotation entre les différents lieux de culte. La Communauté dispose également d'un boucher (*shoshet*), qui procède à l'abattage rituel du bétail (*Schächten*), d'un organiste, de nombreux employés pour les cimetières, etc. À l'Est, la fonction du *mohel*, chargé des circoncisions, est occupée par Peter Kirchner depuis les années 1960. En 1984, celui-ci réalise entre deux et quatre circoncisions de nouveau-nés par an[47]. Dans les premières années, même la Communauté de Berlin-Ouest devait faire venir le *mohel* de Strasbourg ou de Zurich et le *shoshet* de Londres[48].

Quoi qu'il en soit, sur le plan financier, on ne peut pas dire que les Communautés de Berlin-Est et de Berlin-Ouest disposaient des mêmes moyens, ce qui a bien sûr des conséquences directes sur le développement de la vie juive.

d) Relations avec le *Zentralrat* et le *Verband*

Enfin, il nous paraît essentiel de situer les Communautés Juives de Berlin par rapport aux institutions juives centrales de RFA et de RDA. En effet, elles semblent toutes les deux marquées par une position décentrée par rapport au reste de la vie juive ouest- et est-allemande. Il faut d'abord remarquer que Berlin est un cas particulier en

[42] H.-G. Sellenthin, *op. cit.,* p 105.
[43] B. Asmuss, A. Nachama, „Zur Geschichte der Juden in Berlin", *op. cit.*, 223.
[44] Selon P. Kirchner dans notre entretien du 22.04.2008.
[45] *Ibid*. Il exerçait à plein temps son métier de neurologue.
[46] Voir *infra*.
[47] *In* : R. Ostow, *Jüdisches Leben, op. cit.*, p. 30.
[48] M. Brenner, *Nach dem Holocaust, op. cit.*, p. 210.

Allemagne dès 1945 : la Communauté y a le statut de « *landesverbandsfreie Gemeinde* », c'est-à-dire qu'elle n'est pas organisée dans une association de communautés au niveau régional, mais qu'elle se confond avec celle-ci[49]. Elle bénéficie donc d'une plus grande autonomie que les communautés d'autres régions.

D'autre part, Berlin n'est en aucun cas le centre décisionnel des institutions juives à l'échelle du pays. Le *Zentralrat* a son siège à Düsseldorf, puis à Bonn, le *Verband* dans la ville de résidence de son président, c'est-à-dire d'abord Halle du temps de Hermann Baden (1952-1962), puis Dresde du temps de Helmut Aris (1962-1987), et enfin Karl-Marx-Stadt (Siegmund Rotstein). Le *Zentralrat* n'est reconnu personne morale de droit public qu'en 1963, date à laquelle il se dote de nouveaux statuts, alors que le *Verband* l'était déjà en 1952. Les statuts de ce dernier, révisés en 1959 et en 1965, le désignent comme une force sociale et politique de RDA et évoquent ses « contacts étroits » avec les autorités est-allemandes[50].

Dans les deux cas, les relations peuvent être qualifiées de tendues entre Berlin et l'institution centrale. Berlin-Est, malgré son poids démographique, ne devient jamais le centre de la vie juive en RDA, tout comme Berlin-Ouest reste à la périphérie de la RFA, même si Galinski s'est efforcé de briser cette situation insulaire. En effet, la présence de celui-ci dans le comité directeur du *Zentralrat* dès les années 1950[51] a quelque peu atténué l'isolement de la Communauté, tout comme la vice-présidence de Hans Rosenthal dans les années 1980. À l'inverse, le *Verband*, et en particulier la Communauté Juive de Leipzig, a longtemps refusé la coopération avec Berlin-Est, notamment parce que la légitimité de Riesenburger comme rabbin posait problème et que son comité directeur était considéré comme beaucoup trop proche du pouvoir. Ainsi, en 1957, le *Verband* certifie au président de la Communauté de Leipzig que Riesenburger n'exerce pas d'activité au sein du *Verband* et cherche à se désolidariser de Berlin-Est[52]. La Communauté du « Grand-Berlin » n'en deviendra membre qu'en février 1960, et les relations se trouveront facilitées sous la présidence de Helmut Aris. Cependant, les conflits ne cessent pas pour autant : en 1966 par exemple, la Communauté Juive de Berlin-Est porte plainte contre l'élection de la direction du *Verband*, qui s'est tenue un jour où Heinz Schenk était empêché[53]. Celui-ci conteste le

[49] H. Maor, *op. cit.*, p. 89.
[50] J. Illichmann, *op. cit.*, p. 197.
[51] Il a été président du *Zentralrat* de 1954 à 1963, puis de 1988 à 1992, selon A. Kauders, *op. cit.*, p. 148.
[52] CJA, 5B1, Nr. 46, #1, Lettre du 22 février 1957.
[53] CJA, 5B1, Nr. 175, #11, „Einspruch der Gemeinde Berlin gegen die Neuwahl der Verbandsleitung (Dezember 1965 – Februar 1966)".

résultat de l'élection et menace de quitter l'organisation. Il ne le fera effectivement qu'en décembre 1968, protestant contre l'élection de Karin Mylius à la présidence de la Communauté de Halle[54]. Durant quelques mois, la Communauté de Berlin reste en dehors du *Verband*, mais fait toujours partie du comité de rédaction du *Nachrichtenblatt* ; elle le rejoint finalement en 1969[55]. Un des problèmes qui se posait était l'absence de représentation proportionnelle au sein du *Verband*, de sorte que la Communauté Juive de Berlin-Est, qui rassemblait la moitié des Juifs de RDA, n'avait pas une voix de plus que la micro-communauté de Schwerin. En 1974, une violente dispute éclate par lettres interposées entre Kirchner et Aris au sujet du *Nachrichtenblatt*[56]. Le président de la Communauté de Berlin-Est critique ouvertement le niveau du journal, destiné selon lui à atterrir dans les corbeilles à papier des lecteurs[57], et notamment la suppression de la rubrique littéraire « *Die Buchbesprechung* ». Il déplore également le fait qu'Aris ait tenu à organiser une réunion du *Verband* en son absence et aimerait que la Communauté de Berlin-Est dispose de son propre organe de presse. Aris répond au jeune irrévérencieux en termes imagés, rappelant que la Communauté Juive de Berlin-Est doit rester à sa place[58].

Concernant Berlin-Ouest, l'*Allgemeine* parle en 1976 d'une atmosphère « améliorée » dans ses relations avec le *Zentralrat*[59]. Mais en juin 1984 par exemple, une controverse éclate entre celui-ci et la Communauté de Berlin au sujet des pages berlinoises du journal. Werner Nachmann, président du *Zentralrat*, voulait mettre fin à l'indépendance de la rédaction berlinoise, à la suite de quoi Hans Rosenthal a démissionné de son poste de vice-président.

Officiellement, le *Verband* est resté membre du *Zentralrat* jusqu'en 1963[60], mais dans les faits, les contacts entre les deux institutions ont toujours été très sporadiques, voire inexistants. En décembre 1956, la RDA autorise trois de ses membres à assister à une session du *Zentralrat*, mais en 1961, la rupture est consommée. Les deux

---

[54] CJA, 5B1, Nr. 188, Lettre du 2.12.1968. Ce qui le gênait n'était pas tant que Karin Mylius soit la fille d'un ancien policier parfaitement non-juif, Paul Loebel, mais qu'une femme puisse être élue à la tête d'une communauté juive.
[55] CJA, 5B1, Nr. 188, #9, Lettre d'Aris à Ringer et Rotstein, datée du 31 juillet 1969, qui explique que la communauté de Berlin-Est a demandé sa ré-adhésion le 28 juillet 1969.
[56] CJA, 5B1, Nr. 180, #12 et 13.
[57] *Ibid.*, #13, p. 14.
[58] *Ibid.*, #12, p. 2 : „Gewiss ist die Gemeinde Berlin an Mitgliederzahl die größte in der DDR, aber alle Gemeinden sind gleichberechtigt, und es kann nicht nach der Jüdischen Gemeinde von Großberlin und ihrer Pfeife getanzt werden."
[59] *Allgemeine*, 8.10.1976, p. 9.
[60] B. Rebiger, *op. cit.*, p. 31.

institutions n'auront plus de contacts jusqu'en février 1990. Les discussions sur la réunification des deux Communautés ne commencent qu'à l'été 1990. Celle de Berlin-Est apportait une « dot considérable », notamment au niveau historique et symbolique, à laquelle Galinski n'aurait renoncé sous aucun prétexte[61]. Les efforts de Kirchner pour intégrer la Communauté Est à celle de l'Ouest se révélèrent nuls : il serait plus juste de parler d'absorption que de fusion. En 1990, les institutions de la Communauté réunifiée reviennent alors à leur emplacement historique, dans l'Oranienburger Straße. Le *Verband* est quant à lui dissout en septembre 1990 et la réunification des deux Communautés prend effet à compter du 1er janvier 1991.

Au-delà des institutions, les lieux ont bien sûr une fonction essentielle dans la pratique et sans doute encore plus dans la conscience historique du judaïsme.

II – Lieux juifs dans le Berlin divisé

Nous verrons ici comment se répartissaient les cimetières, lieux de prière, d'étude et de sociabilité dans le Berlin divisé. La carte que nous avons réalisée[62] fait apparaître les deux principaux foyers du judaïsme : le centre historique de Mitte à l'Est, qui tombe en désuétude, et le nouveau centre situé à Charlottenburg, qui devient le point nodal de la vie juive berlinoise après 1945.

a) Cimetières

Puisque le cimetière est l'institution-clé de la religion juive, la première dont se soucie une communauté nouvellement établie, avant même la synagogue[63], il convient de commencer par là, d'autant plus que les cimetières sont souvent les seuls témoins restants du passé juif de la ville[64]. Les Juifs le nomment « le lieu sacré » (*der gute Ort*), censé protéger du mal, ou encore en hébreu « *Bet ha-chaim* », la maison de la vie. Un cimetière juif a pour particularité de perdurer durant des siècles, au nom du droit à la paix éternelle des morts, et ne doit pas se situer à côté d'une synagogue. Après 1945, malgré les destructions nazies, de nombreux cimetières, plus ou moins dévastés, subsistent encore à Berlin, uniquement dans le secteur soviétique.

---

[61] Mertens, *Davidstern, op. cit.*, p. 155 („reiche Mitgift").
[62] Voir Annexe 8.
[63] A. Nachama, H. Simon, *Jüdische Grabstätten und Friedhöfe in Berlin. Eine Dokumentation*, Berlin, Hentrich, 1992, p. 8.
[64] Voir A. Etzold, J. Fait, P. Kirchner, *Jüdische Friedhöfe in Berlin*, Berlin (Est), Henschel, 1987, pp. 7-8.

- Le cimetière de la Große Hamburger Straße a été complètement détruit par la Gestapo en 1943. Premier cimetière juif « officiel » de Berlin[65], créé en 1672 par Model Riess, un des premiers immigrés de Vienne, ce cimetière est utilisé par la Communauté Juive jusqu'en 1827, date à laquelle le cimetière de la Senefelderplatz (ou Schönhauser Allee) est créé pour parer au manque de place. Or, la RDA n'a pas cherché à réhabiliter son plus ancien cimetière juif. C'est d'ailleurs par une description peu flatteuse de celui-ci que Heinz Knobloch choisit de commencer son feuilleton *Herr Moses in Berlin*, paru en 1979 à l'Est, en 1982 à l'Ouest : le visiteur le prend tout d'abord pour un simple « espace vert », puis quelques inscriptions lui révèlent les événements tragiques qui s'y sont déroulés[66]. Aucune des 3000 tombes de ce cimetière n'a résisté à la période nazie. Les restes des pierres ont été enlevés par la municipalité de Berlin-Est dans les années 1970. Une seule d'entre elles a été reconstruite symboliquement en 1962, celle de Moïse Mendelssohn, un parfait inconnu pour le promeneur est-berlinois aux dires de Heinz Knobloch.

> Qu'il s'agisse d'un cimetière ou d'un espace vert, les promeneurs de chiens viennent volontiers ici. Pour la liberté de mouvement. Ici, personne ne leur fait de remontrances[67].

Le lieu se voit donc totalement désacralisé alors même que depuis 1974, il est officiellement protégé comme monument historique. V. Bendt *et al.* confirment cette impression de leur point de vue occidental : à la fin des années 1980, elles n'y trouvent qu'une « aire plutôt mal en point […], qui n'invite guère le promeneur à s'attarder »[68].

Or, c'est tout le quartier à l'entour qui reflète cette impression d'abandon. Dans l'ancien « Quartier des granges », « seuls quelques caractères hébraïques sur les façades des maisons rappellent la vie qui existait naguère ici »[69]. Aucune plaque commémorative ne mentionne l'existence d'un foyer pour personnes âgées avant 1933, ayant servi de centre de déportation sous le national-socialisme. Le groupe de personnages sculpté par Will Lammert en 1957 est en outre un sujet de controverse :

---

[65] Si l'on excepte le « *Juden-Kiewer* » de Spandau, évoqué dans un document dès 1324 et destitué de ses fonctions lorsque les Juifs ont été chassés de la ville en 1510, ses pierres tombales découvertes en 1955-56, ayant servi à la construction de la citadelle, et celui de la « *Judengasse* » (1539-1571), dont il ne reste qu'une plaque commémorative apposée en 1948 par la RDA. Au XIX[e] siècle existaient également un cimetière à Spandau (1859-1913) et à Köpenick (jusqu'en 1937), mais il n'en restait plus rien du temps de la RDA.

[66] H. Knobloch, *Herr Moses in Berlin*, Berlin, Jaron, 2006, p. 11.

[67] *Ibid.*, p. 15 : „Ob Friedhof oder Grünanlage, hierher kommen die Hundehalter gern. Wegen der Bewegungsfreiheit. Hier ermahnt sie keiner."

[68] V. Bendt *et al.*, *Wegweiser*, *op. cit.*, p. 288 : „eine etwas dürftige Anlage […], die kaum einen Spaziergänger zum Verweilen einlädt".

[69] *Ibid.*, p. 67 :„Nur ein paar verbliebene hebräische Buchstaben an den Häuserfassaden erinnern an das Leben, das hier einst war."

représentant treize femmes déportées, il était originairement destiné au camp de Ravensbrück et a été détourné de ses fonctions dans un amalgame quelque peu choquant. Selon B. Rebiger, les autorités de RDA ont fait preuve d'une grande indélicatesse en l'installant à cet endroit sans aucune explication :

> Sans réfléchir, les commettants est-allemands consacrèrent les figurines féminines aux victimes du fascisme en général, sans même essayer de créer un rapport avec le foyer pour personnes âgées et les Juifs déportés depuis ici[70].

Le cimetière de la Große Hamburger Straße et tous ses environs constituent en tout cas un héritage perdu pour les Juifs de Berlin-Ouest, lointain et inaccessible, alors qu'il est géographiquement si proche. Comme le fait remarquer le narrateur du feuilleton de Knobloch, le petit-fils de Moïse Mendelssohn, Felix Mendelssohn-Bartholdy est enterré ailleurs[71] : « loin, très loin, à une demi-heure à pied d'ici, mais seulement à vol d'oiseau et en pensée ; vous ne pouvez pas vous y rendre à pied »[72].

- Le cimetière de la Senefelderplatz a, au contraire, échappé à la destruction massive. Mais qu'a fait la RDA de cet héritage ? « C'est un monument culturel berlinois ; seulement, parfois, il n'en a pas l'air »[73]. Ce lieu, où sont enterrés des Juifs berlinois illustres tels Max Liebermann ou la famille Meyerbeer, se voit littéralement profané au quotidien :

> Et maintenant le groupe passe par là avec Munter[74], et une fois de plus, quelqu'un a jeté un vieux matelas depuis les immeubles à l'entour, pas dans la rue, mais par-dessus le mur du cimetière. Ou bien c'est un seau cabossé qui barre le chemin, ainsi que d'autres saletés. Tous ceux qui ont lu et ont encore en mémoire les mots gravés sur la pierre commémorative à l'entrée : « Ici, tu dois te taire, mais lorsque tu pars, cesse de te taire », sont indignés[75].

- Le cimetière de Weißensee constitue quant à lui, avec ses 115 000 sépultures, « la nécropole juive de la métropole berlinoise »[76], où sont enterrés Lesser Ury, Hermann Cohen, Karl Emil Franzos ou encore Herbert Baum, résistant juif, dont la dépouille y a été transférée en 1949, et qui a donné son nom à la rue du cimetière (l'ancienne

---

[70] B. Rebiger, *op. cit.*, p. 161: „Gedankenlos widmeten die ostdeutschen Auftraggeber die weiblichen Figurinen allgemein den Opfern des Faschismus, ohne überhaupt nur zu versuchen, einen Bezug zum jüdischen Altersheim und den von hier deportierten Juden herzustellen."

[71] Au cimetière de la Trinité (*Dreifaltigkeitsfriedhof*) à Kreuzberg.

[72] H. Knobloch, *op. cit.*, p. 15 : „weit entfernt, weltweit, eine halbe Fußstunde von hier, aber nur Luftlinie und in Gedanken; laufen können Sie den Weg dorthin nicht."

[73] *Ibid.*, p. 92: „Das ist ein Berliner Kulturdenkmal, es sieht nur manchmal nicht so aus."

[74] Arnold Munter, un membre du Front National de la RDA, qui faisait fréquemment visiter le cimetière.

[75] *Ibid.*, pp. 92-93. „Und nun kommt die Gruppe mit Munter dort entlang, und wieder einmal hat jemand aus den angrenzenden Häusern eine alte Matratze nicht auf die Straße, sondern über die Friedhofsmauer geworfen. Oder es liegt ein zerbeulter Eimer im Wege und anderes Gerümpel. Alle, die am Friedhofseingang die Worte aus demGedenkstein gelesen und noch im Gedächtnis haben – ‚Hier stehst du schweigend, doch wenn du dich wendest, schweige nicht' – sind empört."

[76] A. Etzold *et al.*, *op. cit.*, p. 19 : „die jüdische Nekropolis der Weltstadt Berlin".

Lothringer Straße). Inauguré en 1880 suite à la saturation des autres cimetières, il était alors, avec ses 43 hectares, l'un des plus grands cimetières juifs d'Europe. Il ne fallait pas moins de 200 jardiniers pour l'entretenir[77], ce qui témoignait de l'importance de la Communauté Juive de Berlin. À l'époque, il était situé à l'extérieur de la ville, « *janz weit draußen* » comme disaient les Berlinois[78], ce qui n'est bien sûr plus le cas au XX^e^ siècle avec l'expansion de la ville. Le cimetière de Weißensee représente sans conteste la plus lourde perte pour les Juifs de Berlin-Ouest, comme le déplore Estrongo Nachama, qui évoque le caractère tragique de l'impossibilité à y enterrer ses morts[79]. C'est d'ailleurs le premier lieu que les Juifs de Berlin-Ouest veulent visiter quand ils viennent à Berlin-Est. En octobre 1953, un monument commémoratif y est inauguré par Riesenburger, ce que saluent les Juifs de l'Ouest[80]. Jusqu'en 1955, date de la création du cimetière de la Scholzplatz à l'Ouest[81], les enterrements des Juifs de Berlin-Est et de Berlin-Ouest avaient lieu en commun à Weißensee. Jusqu'en 1961, cela était encore possible sous certaines conditions. Après la mort de Riesenburger en 1965, la communauté de Berlin-Est doit faire appel au rabbin de Berlin-Ouest pour les enterrements rituels. Hermann Simon remarque que les *taharoth* (draps utilisés pour envelopper les morts) n'étaient sans doute pas conformes à la Loi religieuse, mais que l'essentiel était de maintenir les grands principes de la religion[82].

Certains observateurs prétendent qu'il y aurait eu une sorte de « boycott » du cimetière par les Juifs de Berlin-Ouest en 1958, dont le but était d'aggraver les difficultés financières de la Communauté de Berlin-Est[83]. Quoi qu'il en soit, il est certain que celle-ci voit ses recettes diminuer sévèrement avec la baisse du nombre d'enterrements à partir de 1955, date de la construction du cimetière de la Communauté Juive de Berlin-Ouest. Le cimetière, subissant les dégradations du temps, est également victime d'actes antisémites répétés, en particulier dans les années 1950 et 1980. Il se révèle vite être un lourde charge pour la petite Communauté Juive de Berlin-Est, qui n'est pas en mesure d'assumer ses coûts d'entretien : en 1980, sur les 115 000 tombes, seules 1500 sont entretenues régulièrement[84], et ce malgré les aides

---

[77] Voir : M. Schmitz, „Steinerne Zeugen", *in : Zeit*, n°17, 22.04.1988, p. 14.
[78] B. Rebiger, *op. cit.*, p. 128, c'est-à-dire « très loin, à l'extérieur de la ville » avec l'accent berlinois.
[79] *In* : M. Brenner, *Nach dem Holocaust, op. cit.*, p. 154;
[80] *Allgemeine*, 23.10.1953, p. 15 („weihevoll, würdig und ergreifend").
[81] Qui n'est d'ailleurs pas évoqué dans l'ouvrage d' A. Etzold *et al*. sur les cimetières juifs « à Berlin », même en 1987 !
[82] *In* : G. Guttmann, *Jüdische Lehrer, op. cit.*, p. 26.
[83] M. Wolffsohn, *Die Deutschland-Akte, op. cit.*, p. 311.
[84] A. Etzold *et al*., *op. cit.*, p. 81.

réputées « généreuses » du Magistrat de Berlin ou les actions bénévoles de la FDJ ou d'institutions ecclésiastiques[85]. En 1986, P. Melcher remarque que le cimetière offre une vision de « chaos digne d'une jungle »[86]. Mais selon lui, « le gouvernement de RDA a reconnu la grande importance des cimetières juifs situés sur son territoire »[87], et de fait, il est promu « monument de l'histoire culturelle » par le Magistrat de Berlin-Est au début des années 1980. Au début de l'année 1988, une nouvelle menace plane sur le cimetière : la RDA projette de construire une voie rapide afin d'acheminer plus vite la classe dirigeante résidant majoritairement à Wandlitz à ses bureaux du centre-ville, route qui était déjà prévue depuis les années 1920, en passant à travers le cimetière, au mépris de sa protection comme monument historique[88]. C'est Honecker en personne qui interrompra les travaux, à la demande expresse de Galinski[89].

- À l'Ouest, après 1953, il ne reste à la Communauté Juive aucun cimetière historique pour enterrer ses morts. Elle en crée donc un de toutes pièces à l'extrême Ouest de la ville, dans la forêt de Grunewald, sur la Scholzplatz, près de la Heerstraße, à proximité d'un grand cimetière interconfessionnel déjà existant. Inauguré le 6 novembre 1955 par le rabbin de Hesse, Dr. Lichtigfeld, il est considéré comme un « rayon d'espoir », un nouveau départ « après tant d'années à endurer les épreuves les plus amères dans cette ville »[90]. En 1984, une urne y est enterrée, contenant de la terre et des cendres d'Auschwitz. Il donne aux Berlinois de l'Ouest la possibilité d'être indépendants de l'Est, même s'il n'a pas la même charge émotionnelle que le cimetière de Weißensee. Au fil du temps, il s'impose pourtant dans l'esprit des Berlinois de l'Ouest comme « le cimetière juif de Berlin »[91].

b) Lieux de culte

En 1932, Berlin comptait 94 synagogues et salles de prière[92] : le tableau est bien différent après 1945. Et pourtant, selon la formule d'Ödön Singer, rabbin de la Communauté de Berlin-Est de 1966 à 1969 : « une bonne communauté peut se passer

[85] *Ibid.*, p. 82.
[86] P. Melcher, *Weißensee. Ein Friedhof als Spiegelbild jüdischer Geschichte in Berlin*, Berlin (Est), Haude & Spener, 1986, p. 108 („dschungelartiges Durcheinander").
[87] *Ibid.*, p. 83.
[88] „Steinerne Zeugen", *op. cit.*, p. 14.
[89] Voir quatrième partie.
[90] *Allgemeine*, 18.11.1955, p. 15 („nach so vielen Jahren bitterster Prüfungen in dieser Stadt").
[91] *Allgemeine*, 13.11.1981, p. 8 („der jüdische Friedhof zu Berlin").
[92] Selon B. Rebiger, *op. cit.*, p. 26.

de beaucoup de choses, mais pas d'une synagogue et d'un bon *hazzan* (chantre) »[93]. La synagogue ne remplit pas exactement les mêmes fonctions que l'église dans la religion chrétienne. D'après son étymologie (en grec, réunion ; en hébreu « *Bet ha-knesset* », maison où l'on se réunit), elle constitue d'abord un lieu de rencontre entre les hommes. La synagogue diffère de l'église en ce qu'elle n'est pas un lieu sacré à proprement parler : tout Juif peut prier n'importe où et un office religieux peut parfaitement être mené par un simple membre de l'assemblée. En plus d'être un lieu de culte, elle est aussi un lieu d'enseignement où on lit la Torah et le Talmud. Chaque synagogue a sa propre direction (*Gabbai*) élue par les fidèles. On recense quatre synagogues principales à Berlin-Ouest et une à Berlin-Est.

- La synagogue de la Fraenkelufer (anciennement Kottbusser Ufer) est d'orientation conservatrice[94]. Brûlée durant la « Nuit de Cristal » et totalement détruite par les bombardements alliés, une seule aile est restée intacte. Le reste du bâtiment a été rasé en 1958-59. Le premier office s'y tient le 17 août 1945. Après des travaux de rénovation, elle est inaugurée pour les fêtes de *Rosh Hashanah* en 1953. Puis, elle est fermée pour travaux et est inaugurée pour *Pessah* en 1959. Elle offre 300 places mais reste relativement peu fréquentée : on compte environ 20 personnes pour un office de Shabbat ordinaire, ce qui s'explique par la faible population juive dans les quartiers de Kreuzberg et Neukölln.

- La synagogue de la Pestalozzistraße devient le lieu de rassemblement des Juifs d'orientation libérale. Peu endommagée durant la « Nuit de cristal », elle échappe aux bombardements et reste pratiquement intacte. Elle est toutefois rénovée en 1947. D'une capacité de 700 places, elle fait l'objet d'un succès croissant, sans doute grâce aux efforts d'Estrongo Nachama, qui faisait du porte-à-porte pour rassembler les fidèles[95]. Conçue pour comme un lieu de culte orthodoxe lors de sa construction en 1912, elle devient après 1945 la seule synagogue libérale de Berlin, et même une des seules d'Allemagne (avec Sarrebourg), faisant intervenir l'orgue et le chœur, et ayant recours à des prières raccourcies et à des textes modifiés. Mais, à la différence de la plupart des synagogues libérales, hommes et femmes sont assis séparément et participent peu aux cérémonies : le chantre ou le rabbin en est le personnage central. Si l'on a introduit

[93] *In*: A. Nachama, *Erneuere, op. cit.*, p. 17 („Eine gute Gemeinde kann auf Vieles verzichten, aber nicht auf eine Synagoge und einen guten Chasan.")
[94] Pour une caractérisation plus précise de ces courants religieux, voir *infra*.
[95] M. Brenner, *Nach dem Holocaust, op. cit.*, p. 154.

quelques éléments en allemand (*Predigt*[96] et quelques *Segenssprüche* - bénédictions), l'essentiel de l'office se tient en hébreu : on est donc loin de la conception « réformée » du judaïsme à la fin du XIX[e] siècle. Un livre de prière, contenant à la fois les textes en hébreu et leur traduction en allemand, ainsi qu'une liturgie particulière ont été réalisés pour cette synagogue[97]. Longtemps sous l'autorité de Moritz Weißmann, elle a été rénovée en 1966. Pour de nombreux Berlinois de l'Est, ne pas pouvoir se rendre à la synagogue de la Pestalozzistraße constitue indéniablement un manque : ainsi, Heinz Rothholz qui y accompagnait son père dans son enfance, regrette de ne plus pouvoir y aller. Ils étaient ainsi privés de la possibilité d'exercer leur judaïsme dans une orientation libérale[98].

- Dans la synagogue de la Joachimsthaler Straße se tient un culte particulièrement orthodoxe. Michael Munk, puis Moritz Freier y ont prêché. À l'origine, cette synagogue appartenait à la loge « *B'nai B'rith* ». Un *mikveh* (bain rituel) se trouve au sous-sol, qui retrouve sa fonction en 1959. En septembre 1960, après rénovation, elle est inaugurée une seconde fois en présence du rabbin de Hesse, Dr Lichtigfeld. Le dirigeant de la synagogue est Armin Rosenthal. Elle permet à 400 personnes de suivre l'office, mais rassemble de 60 à 80 personnes les jours de Shabbat ordinaire. Il s'agit du seul endroit en Allemagne où l'on enseigne le Talmud grâce au rabbin David Weisz, qui à partir de 1961, propose chaque soir un exposé et une discussion en lien avec celui-ci.

- La synagogue de l'Iranische Straße est plutôt conservatrice. Depuis 1981, elle est remplacée en tant que synagogue du foyer pour personnes âgées par celle de la Herbartstraße à Charlottenburg. Celle-ci ne comporte que 135 places et fait partie du complexe Jeanette-Wolff et Leo-Baeck, au rite toujours conservateur, bien qu'elle dispose d'un orgue[99]. À partir de 1981, la synagogue de l'Iranische Straße n'est plus utilisée que par les patients de l'Hôpital juif.

- Enfin, une salle pouvant servir à la prière est affiliée au centre communautaire de la Fasanenstraße créé en 1959. Pouvant accueillir jusqu'à 600 personnes, elle n'est utilisée qu'en cas de forte affluence, par exemple pour les fêtes de *Rosh Hashanah* ou certaines commémorations du 9 novembre.

---

[96] L'introduction des prêches dans le judaïsme réformé au XIX[e] siècle constitue une « imitation » des offices protestants.

[97] Voir les discussions autour de la publication d'un nouveau livre de prière unitaire libéral dans les années 1960. *Allgemeine*, 20.09.1963, p. 11.

[98] Même si cela est moins grave que la situation inverse : en effet, un Juif « libéral » peut toujours suivre un office religieux « orthodoxe » sans trop de frustrations, tandis qu'il n'est pas concevable pour un Juif « orthodoxe » d'assister à un office « libéral ».

[99] A. Nachama la qualifie d'ailleurs de « libérale » dans son mail du 24.10.2008.

- La Communauté Juive de Berlin-Est a hérité quant à elle de plusieurs synagogues prestigieuses dont une seule est remise en état du temps de la RDA. La synagogue de la Rykestraße à Prenzlauer Berg, relativement épargnée lors de la « Nuit de Cristal », puis utilisée comme entrepôt par les nazis[100], était la seule à fonctionner au sortir de la guerre. C'est elle qui a vu le premier office religieux le 13 juillet 1945 et le premier mariage juif le 29 juillet 1945[101]. À partir de 1946, la grande salle est fermée pour travaux. Le 30 août 1953, elle est inaugurée solennellement, après une reconstruction importante, encore entreprise par la communauté unie. Dans son discours, peu conventionnel pour une synagogue, Israël Rothmann fait les louanges de l'URSS et de la RDA, lors d'une cérémonie à laquelle assistent notamment Arnold Zweig et Robert Havemann[102]. Seul lieu de culte juif de Berlin-Est, elle est baptisée par Martin Riesenburger le « temple de la paix » (*Friedenstempel*).

Inaugurée en 1904, il s'agissait alors de la plus grande synagogue d'Allemagne (offrant environ 2000 places), au départ de rite conservateur, mais avec un chœur masculin et sans séparation entre les hommes et les femmes, conçue afin d'accueillir les Juifs qui affluaient d'Europe de l'Est[103]. La petite communauté de Berlin-Est ne l'utilisait qu'exceptionnellement, se contentant de la petite salle située à l'entrée, moins difficile à chauffer. La synagogue souffrait en effet d'un manque de fréquentation endémique. Le culte devait bien entendu être adapté aux circonstances : ainsi, le *minian*, quorum de dix hommes ayant atteint leur majorité religieuse, nécessaire pour qu'un office religieux puisse avoir lieu, ne se composait généralement que de trois ou quatre hommes. Ce fut malgré tout la seule synagogue d'Allemagne de l'Est à organiser une cérémonie à chaque *Shabbat* : même si celle-ci était de qualité assez médiocre, elle maintenait au moins une « fiction pour les plus âgés, qui se rappelaient alors ce que pouvait être un office religieux »[104], l'essentiel étant qu'il y ait un office, même sans rabbin ou chantre. On y suivait un rite conservateur, les hommes et les femmes y étant séparés, mais pas de manière très stricte selon Hermann Simon[105]. Les concerts qui y avaient lieu une ou deux fois par an constituaient des moments forts dans la vie communautaire, faisant intervenir très souvent Estrongo Nachama ou encore le chœur

---

[100] Selon certains, également d'écurie, mais H. Simon conteste cette hypothèse (*In : Die Synagoge Rykestraße 1904-2004*, Berlin, Hentrich, 2004, p. 44).
[101] *Ibid.*, p. 46.
[102] CJA, 5A1, Nr. 486, #5.
[103] H. Simon, *Die Synagoge Rykestraße, op. cit.*, p. 10.
[104] H. Simon *in* : G. Guttmann, *Jüdische Lehrer, op. cit.*, p. 26 („der Gottesdienst war mehr so eine Fiktion für die Älteren, die dann zurückdachten, wie Gottesdienst sein konnte.").
[105] *Ibid.*, p. 27.

synagogal de Leipzig. Fin février 1957, le *mikveh* y attenant est inauguré. Les hommes de bonne volonté jouaient le rôle de chantres, même s'ils n'avaient en général aucune formation spécifique, le chantre Paul Hecht ayant émigré aux États-Unis dans les années 1950[106] : on peut citer parmi eux Moritz Spitzer, Alfred Schneidemann ou encore Sally Simoni. Oljean Ingster, un économiste qui était chantre et prédicateur bénévole, n'avait pas le droit de s'absenter de son travail le samedi : le Secrétariat d'État aux Affaires ecclésiastiques a dû intervenir auprès son employeur pour lui permettre d'officier le samedi[107]. A. Etzold a été durant des années le *gabbaï* de la synagogue et a obtenu du Magistrat en 1987 la restauration d'un objet de culte très précieux : une lampe éternelle[108]. En 1976 et en 1986-87, la synagogue a bénéficié d'importants travaux de rénovation, toujours financés par le Magistrat. Classée monument historique en septembre 1977, elle reste un objet de nostalgie pour certains Berlinois de l'Ouest habitués à se rendre à ses offices, comme Albert Meyer, qui se souvient être allé, enfant, écouter Levinson prier dans cette synagogue au début des années 1950[109]. Après 1990, les habitants déploreront qu'elle soit placée sous contrôle policier, ce qu'elle n'avait jamais connu du temps de la RDA.

- Quant aux plus anciennes synagogues, celles qui ont été plus gravement endommagées par les nazis ou par les bombardements, leurs traces ont disparu définitivement du paysage berlinois. À l'Est, c'est le cas de la synagogue de la Heidereutergasse : endommagée lors de la « Nuit de Cristal », puis détruite par les bombardements, elle est rasée dans les années 1960 alors qu'elle aurait pu être reconstruite. Comme le fait remarquer Heinz Knobloch, « celui qui ne sait rien de tout cela doit penser que le parking a toujours été là »[110]. Située au croisement de la Spandauer et de la Karl-Liebknecht-Straße, son emplacement est masqué par les grands immeubles de style « *Plattenbau* ». La synagogue réformée de la Johannisstraße, inaugurée en 1854 et appelée le « Temple », située également à Mitte, a été rasée tout de suite après la guerre. À l'Ouest, d'autres synagogues ont connu le même sort : celle de la Lützowstraße (dans le quartier de Tiergarten), libérale, en 1954, celle de la Lindenstraße (libérale) à Kreuzberg en 1956, tout comme celle (orthodoxe) de la

---

[106] H. Simon, *Die Synagoge Rykestraße, op. cit.,* p. 55.
[107] I. Avidan: „Ein Leben wie auf einem Holzfloß", *in* : *Das Parlament,* n° 39, 20.09.2004, Rubrique „Panorama".
[108] H. Simon, *Die Synagoge Rykestraße, op. cit.,* p. 47.
[109] *Ibid.,* p. 6.
[110] H. Knobloch, *op. cit.,* p. 167: „Wer von alledem nichts weiß, denkt wohl, den Parkplatz hat es hier schon immer gegeben."

Münchener Straße à Schöneberg (où est apposé un monument commémoratif de Gerson Fehrenbach en 1963), ainsi que deux édifices à Wilmersdorf (situés Prinzregentenstraße et Markgraf-Albrecht-Straße, détruits respectivement en 1958 et 1959) et enfin, bien sûr, la ruine de la synagogue de la Fasanenstraße[111].

- La « Nouvelle synagogue » de l'Oranienburger Straße, œuvre d'Eduard Knoblauch et d'August Stüler, inaugurée en 1866, symbole de l'épanouissement de la vie juive à Berlin[112], ne retrouve pas ses fonctions du temps de la RDA. Détruite non pas lors de la « Nuit de Cristal » (elle fut préservée d'un incendie par le commissaire de police Wilhelm Krützfeld à qui Heinz Knobloch a consacré un ouvrage[113]), mais lors des bombardements alliés en novembre 1943, elle est détruite à l'été 1958, sauf la façade, qui reste à l'état de ruine comme monument commémoratif. En 1966, une plaque commémorative y est apposée : elle mentionne bien la « Nuit de Cristal » mais sans aucune explication et sans utiliser de guillemets[114]. Knobloch remarque ironiquement qu'une pancarte appartenant au « maître-potier Emil Krüger » y détonne et éclipse le panneau commémoratif[115]. Pour Leon Brandt, la ruine était un « Eldorado pour les rats et les immondices »[116].

Cette synagogue connaît néanmoins une renaissance inattendue dans les dernières années de la RDA : en juillet 1988, Berlin-Est décide de créer la « Fondation Nouvelle Synagogue – Centrum Judaicum », un centre de recherche et d'expositions, qui est devenu aujourd'hui un des principaux centres du judaïsme berlinois. À cette fin, la loi est-allemande a dû être modifiée car le « *Stiftungsgesetz* », la loi sur les fondations, avait été abolie en RDA[117]. L'institution devient ainsi indépendante, sous la conduite de Hermann Simon, Heinz Galinski faisant également partie du comité directeur. La première pierre est posée le 10 novembre 1988, lors d'une cérémonie à laquelle assiste Honecker en personne. La découverte d'une lampe éternelle (*ner tamid*) le 19 octobre

---

[111] Pour les synagogues de la Communauté « *Adass Jisroe*l », voir le IV-d de cette partie.
[112] Avec ses 3000 places, la synagogue aux ornements prestigieux était deux fois plus grande que l'église de l'empereur Guillaume (*Gedächtniskirche*) ; jamais une telle somme n'avait été dépensée pour construire une synagogue en Allemagne, témoignant de l'ancrage des Juifs dans le pays et particulièrement dans sa capitale. C'est pourquoi elle a été la cible de virulentes attaques antisémites, notamment de la part de Treitschke.
[113] *Der beherzte Reviervorsteher: Zivilcourage am Hackeschen Markt*, Berlin, Morgenbuch-Verlag, 1990. Wilhelm Krützfeld (1880-1953) n'a été honoré qu'à titre posthume en 1992.
[114] B. Rebiger, *op. cit.*, p. 78.
[115] H. Knobloch, *op. cit.*, p. 288. Suite à cette remarque de Knobloch, cette pancarte disparaîtra, prouvant que son livre a eu des effets concrets sur le paysage juif de Berlin-Est.
[116] L. Brandt, „Für sie ist die Geschichte schon am Ende" *in : Tagesspiegel*, 17.06.1971, p. 3 : „ein Dorado für Ratten und Unrat".
[117] B. Rebiger, *op. cit.*, p. 78.

1989 lors des travaux de reconstruction, vraisemblablement utilisée par les nazis pour consolider le béton afin que la ruine ne s'écroule pas, fut considérée comme un véritable miracle, symbole de la subsistance de la vie juive « malgré tout »[118]. La Nouvelle synagogue ne sera finalement inaugurée que le 7 mai 1995.

c) Lieux d'enseignement et d'étude

L'enseignement et l'étude occupent une place toute particulière dans le judaïsme. Après la destruction du Temple, c'est la Torah qui est devenu l'élément central de la religion, et son étude la principale préoccupation des Juifs. « Torah » signifie même littéralement « enseignement, leçon ». C'est pourquoi il y a traditionnellement, dès le Moyen-âge, très peu d'analphabètes parmi les Juifs. L'idéal d'un apprentissage tout au long de la vie dominait même encore après la Shoah et l'érudit était infiniment respecté. Dans les années 1930, la Communauté Juive de Berlin entretenait 22 écoles générales et 49 écoles religieuses[119], qui ont toutes été fermées définitivement en juillet 1942.

Nous avons vu que les cours de religion ont été réorganisés dès 1945. À l'Est, après 1953, ils eurent lieu de manière régulière jusqu'à la mort de Riesenburger en 1965. Ensuite, ce fut « très sporadique » selon les propos d'Hermann Simon[120]. Le problème était que les enfants venaient une ou deux fois par curiosité, puis ils abandonnaient, leurs parents n'insistant pas pour qu'ils reçoivent une éducation juive. Le chantre Oljean Ingster s'est employé à réintroduire l'enseignement religieux : ses élèves étaient surtout des garçons, mais ceux-ci étaient si peu nombreux qu'il lui était impossible d'établir des groupes de niveau. Souvent, la préparation à la *bar-mitsvah* était laissée à discrétion des familles[121]. Selon Hermann Simon, seules deux *bat-mitsvoth* auraient eu lieu durant toute la période 1953-1990[122]. À Berlin-Est, ce n'étaient pas des professeurs de religion qualifiés qui enseignaient comme à l'Ouest. La division a même parfois interrompu ou été un obstacle à la formation religieuse des jeunes. Jusqu'en 1961, Hermann Simon a par exemple suivi les cours de religion dans l'Iranische Straße et il regrette que cela se soit terminé de façon abrupte juste avant sa *bar-mitsvah*[123]. Il ira

[118] *Ibid.*, p. 80.
[119] *Ibid.*, p. 94.
[120] *In* : G. Guttmann, *Jüdische Lehrer, op. cit.*, p. 28.
[121] *Ibid.*
[122] *Ibid.*
[123] *In* : I. Wiltmann, *Jüdisches Leben in Deutschland. Siebzehn Gespräche*, Francfort/Main, Suhrkamp, 1999, p. 268.

finalement trouver Riesenburger pour qu'il l'y prépare et la cérémonie aura lieu dans la synagogue de la Rykestraße le 28 avril 1962[124].

À l'Ouest, l'enseignement proposé est plus conséquent. En 1955, on dénombrait une centaine d'enfants inscrits aux cours de religion[125] et en 1959, ils étaient 150. En 1956, les cours de religion, en tant qu'activité « extrascolaire », ont lieu en trois endroits de la ville : Fraenkelufer, Iranische Straße et Sybelstraße. Ils seront réunis en 1959 au centre de la Fasanenstraße, comportant six salles de classe. Pour initier les jeunes à la pratique religieuse, on organise des offices religieux spécialement pour eux[126]. La crèche fondée en 1946 change de locaux en 1971 pour emménager dans la Delbrückstraße, où est construit le premier bâtiment juif d'Allemagne après 1945. En 1959, l'enseignement de la religion juive est introduit dans cinq écoles publiques de la ville, obtenant ainsi le même statut que l'enseignement protestant et catholique[127]. Les premières *bat-mitsvoth* ont lieu à Berlin-Ouest en décembre 1963, la préparation étant possible depuis 1960[128].

Un des problèmes qui se pose pour les cours de religion est que le nombre d'enfants juifs originaires d'Europe de l'Est est plus important que celui des enfants juifs « allemands », ce qui suppose une adaptation des méthodes d'enseignement, notamment au niveau linguistique. De plus, à Berlin comme dans toutes les grandes villes, se pose le problème des grandes distances à parcourir. Par ailleurs, l'enseignement dispensé se situe bien souvent à des années-lumière de ce que les enfants connaissent par l'intermédiaire de leurs parents. Dans l'immense majorité des cas, ils ne sont pas initiés aux traditions juives et les colonies de vacances sont le seul moment de l'année où ils mangent cachère. E. Landau critique cette attitude des parents qui ne pratiquent ni les rites juifs ni ne transmettent les traditions dans leur foyer : « beaucoup [d'enfants] sont élevés dans une sorte de vide religieux et judéo-culturel »[129]. Sur ce point, le parallèle avec l'Est s'impose.

Pour un enseignement religieux de qualité, la Communauté Juive de Berlin-Ouest a fait appel à des professeurs de religion israéliens, auxquels s'est intéressé Gerhard Guttmann, premier enseignant de religion juive dans les écoles publiques de la ville à

---

[124] *Ibid.*, p. 265.
[125] *Allgemeine*, 11.03.1955, p.11.
[126] Dès 1954 à Berlin-Ouest selon l'*Allgemeine*, 6.01.1954, p. 70.
[127] H.-G. Sellenthin, *op. cit.*, p. 108.
[128] *Allgemeine*, 29.01.1960, p. 13.
[129] *In* : H. Ganther, *op. cit.*, p. 272 : „Viele werden in einer Art religiösen und jüdisch-kulturellen Vakuums erzogen."

partir de 1959, dans sa thèse[130]. Possédant déjà une grande expérience à leur arrivée à Berlin, ces hommes et ces femmes enseignaient la religion, l'histoire biblique ou encore l'hébreu. Par exemple, Baruch Fernbach et Ora Guttmann ont apporté un tribut considérable au maintien de la vie juive à Berlin[131]. Très appréciée par ses élèves[132], cette dernière se souvient du premier cours de religion qu'elle a donné en 1957 dans une salle de l'Hôpital juif pour seulement deux enfants[133].

L'école religieuse, créée en 1980, accueille quant à elle les enfants de 7 à 13 ans l'après-midi à raison de deux heures par semaine. Si elle a l'avantage de créer un « milieu juif », en revanche, ce temps consacré à la religion doit être pris sur les temps de loisir et cela en décourage certains[134]. À l'inverse, l'école juive à plein temps permet aux enfants de s'imprégner des valeurs juives dans le quotidien scolaire. La première école primaire juive verra le jour en 1986 dans la Bleibtreustraße. Adoptant la méthode de l'observation participante, Micha Barkol a analysé l'importance de la création de cet établissement sur fond de crise religieuse dans la diaspora[135]. Selon lui, la raison principale de la construction de cette école est de « préserver la Communauté de l'assimilation complète »[136], bien que cette raison n'ait pas été évoquée explicitement dès le début. La construction d'une école primaire juive se justifie par l'arrivée des immigrés d'URSS en âge d'avoir des enfants. À la première rentrée en 1986, l'école compte 25 élèves, quatre professeurs et deux éducateurs[137].

La « *Jüdische Volkshochschule* », Université populaire juive, fondée en 1962, est un cas particulier : elle est la preuve que la Communauté Juive attire des gens au-delà du cercle restreint de ses membres. Cette université populaire suit la ligne voulue par Galinski d'une « maison communautaire ouverte » aussi aux non-Juifs, le but étant qu'ils puissent s'informer sur le judaïsme, car l'information est considérée comme le meilleur rempart contre les préjugés. Proposant des cours d'hébreu, d'histoire ou de littérature en rapport avec le judaïsme, elle dispense également des cours d'allemand pour les immigrés. S'y succèdent différents orateurs : rabbins de la Communauté ou

---

[130] *Jüdische Lehrer*, *op. cit.*
[131] *Ibid*, p. 65.
[132] Voir notamment le témoignage de Jessica Jacoby *in* : J. Borneman, J. Peck, *Sojourners*, *op. cit.*, p. 230.
[133] *Allgemeine*, 24.09.1982, p. 12.
[134] G. Guttmann, *op. cit.*, p. 9.
[135] *The social aspect of the process of establishing a Jewish Day School in West-Berlin (1985-1987) in light of the crisis of contemporary Jewish life in the diaspora*, Dissertation, FU Berlin, 1989.
[136] *Ibid*, p. 272.
[137] *Allgemeine*, 26.09.1986, p. 4.

extérieurs, professeurs, écrivains, etc. Parmi ces noms illustres, on relève notamment le psychologue et ancien résistant juif Gad Beck. Elle organise également des voyages d'étude en Israël. Fait important, en 1980, plus de 50% des étudiants inscrits ne sont pas juifs[138]. Elle reprend ainsi la tradition de la « *Freie Jüdische Volkshochschule* » fondée en 1919 à Berlin. Quelques mois à peine après son ouverture, elle compte déjà 215 élèves ; en 1981, ils seront 14 000[139]. Cependant, les dirigeants, dont le premier est H.G. Sellenthin, regrettent que les membres de la Communauté ne fassent pas plus usage de cette institution.

À Berlin-Est, un tel lieu de formation et de rencontre faisait cruellement défaut. Même si vers 1975, Peter Kirchner aurait voulu réaliser un centre communautaire dans la Rykestraße sur le modèle de l'Ouest, ce projet est resté lettre morte[140]. La Communauté a dû se contenter de la « salle festive » ou « salle culturelle » (*Kulturraum*) qui fait son apparition dans les locaux de l'Oranienburger Straße en 1960[141]. À partir des années 1980, celle-ci était d'ailleurs plus fréquentée que la synagogue. Mais il était par exemple impossible d'y apprendre l'hébreu car il n'y avait pas d'enseignant compétent à Berlin-Est : Ruth Benario a dû ramener un livre d'hébreu de Berlin-Ouest à son petit-fils intéressé par le judaïsme[142]. La seule possibilité d'apprendre cette langue était de s'inscrire en faculté de théologie ou dans une école confessionnelle chrétienne P. Honigmann évoque avec amertume ce « vide culturel juif » en RDA[143]. Thomas Sandberg ne cache pas non plus son désarroi : « nos connaissances sont trop faibles » résume-t-il[144], une impression confirmée par Barbara Honigmann : « Je ne savais même pas ce qu'était *Yom Kippour* et encore moins ce que cela signifiait »[145].

Au-delà des écoles, il faut également évoquer les bibliothèques, qui jouent un rôle de premier plan dans la formation intellectuelle individuelle. Dès 1952, alors que la Communauté n'était pas encore divisée, des efforts ont été entrepris pour reconstruire l'immense fonds détruit ou dispersé par les nazis. Puis, il y eut le « rapatriement » des

---

[138] B. Assmuss, A. Nachama, *op. cit.*, p. 220.
[139] *Allgemeine*, 9.04.1982, p. 9.
[140] M. Wolffsohn, *Die Deutschland-Akte*, *op. cit.*, p. 318.
[141] *Nachrichtenblatt*, Septembre 1960, pp. 1-2.
[142] Interview *in*: J. Borneman, J. Peck, *op. cit.*, p. 51.
[143] *In* : S. Th. Arndt *et al*., *op. cit.*, p. 116 („das jüdische Vakuum in der DDR").
[144] „Von New-York nach Ostberlin. Wie Juden in der DDR leben", *in* : *Die Zeit*, n° 17, 22.04.1988, p. 14.
[145] Citation tirée de *Damals, dann und danach, in :* „Die Geschichten der anderen", *Berliner Zeitung*, 16./17.06.2007, p. 4 : „Ich wusste nicht einmal, was Jom Kippur war, und noch weniger, was es bedeutete."

livres par Levinson dans la Joachimsthaler Straße en 1953. En février 1958, ce fonds, qui n'est pas encore accessible au public, déménage dans la Pestalozzistraße. Il faut attendre 1960 pour que la bibliothèque de l'Ouest trouve définitivement sa place au centre communautaire de la Fasanenstraße. À cette date, sous la direction de George Hamel, elle compte déjà 4000 volumes et est abonnée à 30 périodiques[146]. Un an plus tard, elle compte 4600 volumes ; en 1966, pas moins de 10 000 et 50 abonnements[147] ; en 1980, 32 000 volumes. Les nouvelles acquisitions sont régulièrement publiées dans l'*Allgemeine* pour donner envie au lecteur potentiel de les lire. Au cours des décennies, la bibliothèque a pu s'accroître en particulier grâce aux donateurs étrangers, notamment sous la direction de Jürgen Landeck. Véritable « salle du trésor du savoir juif », dépassant « toutes les attentes »[148], elle se veut l'héritière de la première bibliothèque créée en 1902 et acquiert une renommée mondiale, attirant aujourd'hui encore des chercheurs de tous horizons.

La bibliothèque de la Communauté Juive de Berlin-Est, longtemps inexistante, fait sensation dans le petit monde juif lorsqu'elle ouvre à son emplacement historique en 1977 :

> La Communauté Juive de Berlin avait autrefois une bibliothèque qui comportait près de 100 000 livres. Il n'en est pas resté grand-chose : comment aurait-ce pu être possible ? C'est pourquoi ce fut un événement culturel remarquable, quoique peu remarqué par le grand public, lorsque, en 1977, fut rouverte une bibliothèque de la Communauté Juive de Berlin[149].

Ayant nécessité trois ans d'efforts (bénévoles) de la part de Renate Kirchner, l'épouse du président de la Communauté, elle compte 1650 livres lors de son ouverture, le 9 novembre 1977. Heinz Knobloch fait partie du comité directeur de la bibliothèque, constitué en 1979. Parrainée par la fondation *Germania Judaica* de Cologne et cofondée par Heinrich Böll, elle obtient des aides substantielles en provenance de la RFA. En 1979, le Secrétariat d'État aux affaires ecclésiastiques accorde à la Communauté une autorisation exceptionnelle d'importer de la littérature en provenance de « l'étranger capitaliste »[150]. Ainsi, grâce à de nombreux dons, notamment de Juifs à l'étranger, elle

---

[146] *Allgemeine*, 15.01.1960, p. 15.
[147] *Allgemeine*, 17.06.1966, p. 13.
[148] *Allgemeine*, 15.01.1971, p. 13 : „Schatzkammer jüdischen Wissens. Gemeindebibliothek übertrifft alle Erwartungen".
[149] H. Knobloch, *op. cit.*, p. 288 : „Die jüdische Gemeinde hatte früher eine Bibliothek mit rund 100 000 Bänden. Davon ist kaum etwas übrig geblieben, wie denn auch. Insofern war es ein öffentlich zwar kaum wahrgenommenes, jedoch bemerkenswertes kulturelles Ereignis, als im November 1977 wieder eine Bibliothek der Jüdischen Gemeinde von Berlin eröffnet wurde."
[150] *Ibid.*

compte 3374 ouvrages en 1982 pour 466 lecteurs[151]. Fait rare, elle entretenait même des relations avec la bibliothèque de la Communauté de Berlin-Ouest[152]. Elle a par ailleurs réussi à acquérir l'*Encyclopedia Judaica* que même la *Staatsbibliothek* ne possédait pas.

L'importance de cette bibliothèque dans la quête identitaire des Juifs est-allemands est avérée, notamment dans la biographie de Barbara Honigmann[153]. Pour Jalda Rebling, comme pour de nombreux enfants d'anciens émigrés juifs, le chemin vers la Communauté passe « non pas par la synagogue, mais par la bibliothèque »[154] ; en ce sens, elle constitue un pont entre les non-membres et la Communauté. Pour P. Kirchner, la bibliothèque de l'Oranienburger Straße avait l'avantage d'être un lieu silencieux, propice à l'étude, à la différence de la bibliothèque de la Fasanenstraße où l'on est sans cesse interrompu par le va-et-vient et le manque de discrétion des lecteurs[155]. Après la réunification, elle deviendra une « branche » de la bibliothèque de la Fasanenstraße conservant sa place dans l'Oranienburger Straße, et sera définitivement fermée en 2006.

d) Lieux de sociabilité

Le lieu-clé de la sociabilité juive à Berlin-Ouest est sans conteste la « maison communautaire » (*Gemeindehaus*), appelée aussi « centre culturel » (*Kulturzentrum*). Inspirée d'une conception anglo-saxonne, elle se veut être à la fois un lieu de rencontre pour les membres de la Communauté et une ouverture sur le monde non-juif. Elle signifie donc un dépassement du cadre strictement religieux. On peut très bien y voir par exemple de jeunes élèves berlinois que l'on sensibilise aux dangers du néonazisme.

Selon les dirigeants de l'époque : « ce centre culturel va donner des bases solides à la lutte pour le renouvellement spirituel de notre existence tout comme à notre vie sociale »[156]. L'année 1959 représente à cet égard une date charnière dans le mythe fondateur de la Communauté Juive de Berlin-Ouest : le 27 septembre, deux ans jour pour jour après l'accord passé avec le Sénat, est inauguré le centre communautaire dans la Fasanenstraße, sur l'emplacement de l'ancienne synagogue édifiée en 1912 par l'architecte Hessel et détruite durant la « Nuit de Cristal ». La construction mêle le

[151] *Ibid.*, p. 361
[152] *Nachrichtenblatt*, Mars 1981, p. 15.
[153] Voir notamment le DEA de Ch. Mariotte, *La quête de l'identité dans l'œuvre de Barbara Honigmann*, Paris, Mémoire de DEA de l'Université de Paris 3, 2002.
[154] *Allgemeine*, 12.05.1989, p. 4.
[155] Voir notre entretien du 22.04.2008 („Ort der Stille").
[156] *Allgemeine*, 25.09.1959, p. 15: „Dieses Kulturzentrum wird das Ringen um die geistige Erneuerung unseres Seins wie auch unser gesellschaftliches Leben auf solide Grundlage stellen."

nouveau et l'ancien, en faisant apparaître quelques éléments qui rappellent la synagogue originelle. Ainsi, le fronton d'entrée, ainsi que les colonnes ont été récupérés et intégrés dans la façade. D'après S. Korn, c'est le premier bâtiment juif en Allemagne après 1945 qui inclut explicitement la destruction et la commémoration en tant que motifs architecturaux[157]. La présence des trois coupoles, aux proportions réduites par rapport à 1912, doit également rappeler l'ancienne synagogue. Pour H.-G. Sellenthin, l'auteur d'un livre-hommage rédigé pour l'occasion, cette construction vient clore brillamment la période de « reconstruction » de la Communauté Juive : désormais, plus personne ne remettra en cause la présence des Juifs sur le sol berlinois[158]. En 1962, elle devient propriété pleine et entière de la Communauté Juive de Berlin. Depuis 1987, un monument commémoratif représentant un rouleau de Torah, œuvre de Richard Heß, orne la cour d'entrée.

Le centre communautaire comprend de nombreux bureaux administratifs, une salle de conférence, la JVHS, la bibliothèque, le restaurant et un foyer avec de nombreuses vitrines, présentant des collections de pièces de monnaie juives anciennes, d'objets de culte légués par Siegfried Baruch, ainsi qu'une petite exposition sur l'histoire de la Communauté. Il héberge également un grand nombre de groupes d'intérêts. Nous avons déjà évoqué le « *Jugendzentrum* », le groupe des femmes, des étudiants, les organisations caritatives, etc. Il faut également évoquer la ZO, organisation sioniste, dont la branche berlinoise est créée en 1954, et de la WIZO, l'organisation sioniste mondiale des femmes juives, créée en 1958. Celles-ci organisent des rencontres mensuelles à l'occasion de conférences ou d'activités sociales. Elles aident en particulier les institutions qui organisent des collectes pour les enfants israéliens. Le sport y est également présent : l'association « *TUS Makkabi* » fondée en 1970, a pour ambition de renouer avec la tradition d'avant-guerre. Mais les activités proposées sont très peu variées et comme le dit Leon Brandt… il n'y a même pas de terrain de football[159]. Par ailleurs, cette équipe de football ne comprenait plus un seul joueur juif en 1985[160].

Les loges sont également un élément de la vie juive à Berlin-Ouest. L'ordre « *B'nai B'rith* », littéralement « fils de l'Alliance », a été créé en 1843 aux États-Unis sur le

---

[157] Salomon Korn, „Zur Geschichte der Synagogal-Architektur in der Nachkriegszeit“ *in* : J. H. Schoeps (Ed.), *Aufbau nach dem Untergang*, *op. cit.*, p. 201.
[158] *Die Geschichte der Juden in Berlin*, *op. cit.*, p. 6.
[159] *In* : H. Broder, M. R. Lang, *op. cit.*, p. 71.
[160] M. Barkol, *op. cit.*, p. 97.

modèle des loges maçonniques. Berlin est le berceau des loges « *B'nai B'rith* » en Allemagne : la première y est ouverte en 1882. Après 1945, la première à voir le jour, fondée en 1959 par Wilhelm Grzyb et dirigée par le rabbin Manfred Lubliner à partir des années 1970, prend le nom de Leo Baeck. Elle se compose essentiellement d'anciens « rémigrés ». La seconde sera la loge Janusz Korzack, installée à l'occasion de Pourim en 1967. Elle regroupe plutôt des anciens « DP's » ou des Juifs originaires d'Europe de l'Est. Par exemple, le rabbin Cuno Lehrmann, Artur Brauner et Alexander Stern en sont membres. Ils s'efforcent de coopérer avec la loge Leo Baeck. L'*Allgemeine* affiche le programme des loges à partir des années 1960. Les deux dernières loges sont fondées en 1980 et 1981 : la loge Raoul Wallenberg et la loge Simon Dubnow, qui rassemblent essentiellement des Juifs russes. Les quatre loges maintiennent le contact avec l'organisation mondiale « *B'nai B'rith* » et agissent sur le plan politique, social et culturel, leur raison d'être étant fondamentalement la bienfaisance.

Enfin, les commerces spécialisés constituent un lieu de la vie juive à Berlin-Ouest. « *Kosher Deli* » est l'un des plus anciens magasins d'alimentation rouverts après la Shoah, tout comme « *Schalom* » ouvert en 1965 dans la Wielandstraße. Le restaurant de la Communauté, « *Arche Noah* », souffre d'un manque de fréquentation endémique, d'où l'appel du comité directeur en 1959 : le « cher membre » se voit invité à fréquenter plus souvent le restaurant, afin que celui-ci devienne « une maison pleine de vie »[161]. Le restaurant cachère de Josef Lerner dans la Dahlmannstraße à Charlottenburg est mentionné dans l'*Allgemeine* au début des années 1960. On relève également l'agence de voyages juive « *Globus* » dans la Brandenburgische et la Berliner Straße, spécialisée dans les voyages à destination d'Israël. Enfin, les librairies juives font leur apparition aux alentours du Kurfürstendamm : « *Erew* », rouverte en 1958, était une ancienne librairie juive de Berlin qui a dû fermer en 1933. La librairie « *Salamander* »[162] quant à elle fait son apparition dans les années 1980 à côté de la synagogue de la Joachimsthaler Straße.

À Berlin-Est, aucun lieu de sociabilité comparable n'existait pour les Juifs. Le restaurant où se rencontraient les membres de la Communauté Juive, loin d'être cachère, s'appelait « *Moskau* »… Pour certains, la seule activité en lien avec la

[161] *Allgemeine*, 9.10.1959, p. 9 : „Es soll ein lebendiges Haus werden!"
[162] Fondée à Munich en 1982 par Rachel Salamander, une ancienne « DP ».

Communauté Juive consistait à aller chercher leur *matsah* une fois par an[163]. Juste après 1953, Berlin-Est avait d'ailleurs essayé de produire son propre pain azyme pour ne pas que les Juifs soient dépendants de l'Ouest : l'opération s'est déroulée dans une fabrique de gaufres, l'entreprise d'État « *Kobold* ». Or les Juifs, peu confiants dans son respect de la *cacherouth*, ont préféré aller tout de même se ravitailler à Berlin-Ouest[164]. Par ailleurs, Sally Simoni dénonce le fait que les autorités cherchaient à les détourner par tous les moyens de leurs pratiques rituelles : « Je suis venu pour commander mes *matsoth*. On m'a proposé une place pour aller voir un film sur Ernst Thälmann »[165]… La boucherie « cachère », située à Prenzlauer Berg dans l'Eberswalder Straße, a rencontré de nombreuses difficultés à s'implanter. D'abord, il faut mentionner qu'elle n'était pas assez cachère aux yeux des orthodoxes[166]. Ensuite, la Communauté a eu toutes les peines du monde à trouver un *shoshet*[167]. Durant l'année 1953, mais sûrement aussi les années suivantes, les Juifs qui tenaient à la *cacherouth* ont dû se contenter de manger des carpes pour les fêtes de *Pessah* et de *Pourim*[168]. La boutique est passée de main en main dans les années 1950, incapable d'assurer un ravitaillement continu. Enfin, une solution de fortune a été trouvée : la boucherie a étendu ses services au personnel musulman des ambassades arabes situées à Berlin-Est. Le *shoshet* venait deux fois par mois de Hongrie pour procéder à l'abattage et à la préparation rituels de la viande. Les membres de la Communauté Juive ne pouvaient s'y approvisionner qu'un seul jour par semaine[169]. On dispose de peu d'informations sur les boucheries cachère à Berlin-Ouest : on sait juste qu'elles étaient au nombre de trois en 1959, et qu'en 1983, il en existait toujours au moins une dans la Goethestraße. Dans tous les cas, on observe ici un déséquilibre patent entre les Juifs de Berlin-Ouest et de Berlin-Est au niveau des pratiques rituelles quotidiennes que permettaient les institutions.

e) Un cas particulier : l'Hôpital juif

Situé à Wedding dans l'Iranische Straße, l'Hôpital juif est une institution qui remonte à 1914. Il doit son prestige à des médecins de renom, comme le docteur Uri

---

[163] M. Menge, „Von new York nach Ost-Berlin, *op. cit.,* p. 14.
[164] Selon U. Offenberg, *Seid vorsichtig*, *op. cit.*, p. 98.
[165] CJA, 5A1, Nr. 0486, Séance du 2 février 1955, #47, p. 12 : „Ich bin hierher gekommen, um meine Mazzoth zu bestellen. Man hat mir eine Filmkarte zum Ernst-Thälmann-Film angeboten."
[166] H. Simon *in* : G. Guttmann, *op. cit.*, p. 26.
[167] Voir glossaire.
[168] CJA, 5A1, Nr. 0486, protocole du 21 août 1953, #8.
[169] Indication de P. Honigmann dans notre entretien du 27.03.2007.

Schachtel. Déjà à l'époque, il se caractérisait par un « esprit d'entraide » entre les différentes confessions[170]. Plus qu'une clinique, il s'agissait d'une véritable institution scientifique et d'une référence culturelle pour les Juifs de Berlin. Ainsi, Hermann Simon est très fier d'y être né et insiste sur la symbolique du lieu[171]. Ce fut un des derniers lieux juifs à subsister dans le Berlin nazi, avec le cimetière de Weißensee.

Dans l'immédiat après-guerre, il abrite pendant un certain temps l'administration de la Communauté. Le 22 juillet 1954, la Communauté Juive signe un accord avec l'administration française occupant le secteur de Wedding-Reinickendorf, qui lui cède la propriété pleine et entière de l'établissement en échange d'un million de DM[172]. À l'époque, Galinski estimait déjà qu'il serait très difficile pour la Communauté de gérer seule cette institution prestigieuse ; la décennie suivante lui a donné raison.

Au niveau religieux, on n'y mangeait certes pas cachère ni ne respectait les jours fériés, mais une synagogue attenante permettait aux malades de continuer à pratiquer leur foi. De 145 lits de fortune en 1945 à 420 en 1951, l'hôpital s'est agrandi, même si certains services sont fermés au fil du temps. L'Hôpital juif reste par ailleurs un lieu de contact entre l'Est et l'Ouest : jusqu'en 1961, les patients de l'Est y sont accueillis aux mêmes conditions que ceux de l'Ouest. Le *Pflegeheim*, centre de convalescence situé juste à côté de l'hôpital, est baptisé Hermann Strauß, du nom d'un médecin déporté et assassiné au camp de Theresienstadt. En face, il y avait dès 1902 un foyer pour personnes âgées avec une salle de prière ; celui-ci est également remis en fonction après 1945.

En 1963, l'hôpital est transformé en corporation de droit public de la ville de Berlin, la Communauté ne parvenant plus à assumer seule ses frais de fonctionnement. Le conseil d'administration se compose désormais de deux membres de la Communauté Juive et de cinq représentants de la ville. Ainsi, la Communauté obtient cinq millions de DM, ainsi qu'une compensation pour deux années d'exercice déficitaire, tout en maintenant sa présence, même symbolique, au sein de l'administration[173]. Suite à cet accord, les travaux de modernisation dureront seize ans. La Communauté a seulement conservé la synagogue, le *Pflegeheim* et un étage du bâtiment situé à l'entrée. En 1963,

---

[170] D. Hartung-von Doetinchem, R. Winau : *Zerstörte Fortschritte. Das jüdische Krankenhaus in Berlin*, Berlin-Ouest, Hentrich, 1989, p. 9 : „der Geist einer überkonfessionellen Hilfsbereitschaft" (Propos de Galinski).
[171] *In :* I. Wiltmann, *op. cit.*, p. 263.
[172] *Allgemeine*, 11.01.1963, p. 13.
[173] *Ibid*, p. 229.

l'hôpital emploie 298 personnes ; en 1986, plus de 500, pour la plupart non-juives[174]. D'ailleurs, à cette date, il n'y avait plus que 7% de patients juifs. Cette transformation en une fondation était le seul moyen de conserver le nom de l'institution et de perpétuer ainsi une tradition prestigieuse, ce qui montre l'intérêt des autorités municipales pour la Communauté Juive.

Ainsi, les lieux juifs étaient très inégalement répartis dans le Berlin divisé : si les cimetières étaient l'apanage de l'Est, les synagogues étaient plutôt celui de l'Ouest. Quant aux lieux de formation et de sociabilité, on constate indéniablement un important retard de l'Est sur l'Ouest, qui s'est inévitablement soldé par un profond déficit identitaire des Juifs de Berlin-Est.

III – Relations religieuses entre les deux Communautés Juives

À partir de 1953, les deux communautés n'avaient *a priori* plus rien à voir entre elles : A. Nachama propose de les comparer à deux communautés protestantes de Zehlendorf et de Wedding par exemple[175]. M. Schulz estime quant à elle que leur histoire s'est déroulée « de manière totalement séparée »[176]. Pourtant, les frontières étaient-elles aussi étanches qu'on le prétend ?

a) De l'indifférence…

La « Guerre froide juive »[177] entre les deux communautés se manifestait d'abord par une ignorance ostentatoire à l'égard de tout ce qui se passait de l'autre côté du « rideau de fer ».

Il faut d'abord rappeler que ces relations d'indifférence étaient marquées par une profonde asymétrie. Alors que les Juifs de l'Ouest pouvaient lire régulièrement dans l'*Allgemeine* des reportages sur les Juifs à Berlin-Est, surtout à partir des années 1970, le *Nachrichtenblatt* n'a jamais publié une ligne d'information sur la Communauté Juive de Berlin-Ouest. Jusqu'en 1961, les horaires des offices religieux à la synagogue de la Rykestraße étaient publiés dans l'*Allgemeine*, alors que l'inverse n'était pas vrai pour le *Nachrichtenblatt*. Cependant, il faut noter qu'à Berlin-Est, les Juifs n'étaient pas si

[174] *Ibid.*, p. 232.
[175] Dans son mail du 24.10.2008.
[176] M. Schulz, *Juden in Berlin*, *op. cit.*, p. 11.
[177] S. Meining, *op. cit.*, p. 194.

coupés du monde occidental que dans le reste de la RDA : ils pouvaient par exemple écouter clandestinement la RIAS et notamment la « *Schulfunk* » afin de se documenter sur la vie juive à Berlin-Ouest.

La Communauté de Berlin-Ouest affichait son indifférence par une négation pure et simple de l'existence de sa voisine. Ainsi, dans les années 1957-58, elle semblait beaucoup plus préoccupée par le conflit divisant la majorité et l'opposition en son sein que par la division Est-Ouest : ainsi, elle se félicite de « l'unité » retrouvée lorsque les uns et les autres dansent ensemble au bal de *Hanoukka* sans même évoquer les « autres » restés à l'Est[178]. Après 1961, on observe une curieuse tendance des rédacteurs de la rubrique berlinoise de l'*Allgemeine* à se tromper dans l'orthographe de la « Ryckestraße » (*sic !*)[179] : on se demande s'il faut y voir un oubli innocent ou un lapsus révélateur du refoulement de ce qui se trouve en secteur soviétique.

En contrepartie, la déception et le sentiment d'abandon sont caractéristiques des témoignages de Berlinois de l'Est. Pour Gerrit Kirchner, « ils [les Juifs de Berlin-Ouest] ne s'intéressaient pas à nous »[180]. Sonja Berne, quant à elle, regrette l'absence de contacts avec la Communauté Juive de Berlin-Ouest, qui serait plus le fait de la direction de la Communauté que de sa base[181]. Cela est confirmé par l'impression qu'avait Irene Runge de Galinski : « il était toujours correct et poli, mais il a bien fait savoir qu'il ne voulait rien avoir à faire avec nous »[182]. Même Peter Honigmann estime que les Juifs de Berlin-Ouest, qui avaient, eux, la possibilité de venir plus facilement à l'Est, ne le faisaient que très rarement : ils ne cherchaient visiblement pas le contact, trop engoncés dans leurs préjugés contre les « communistes », à l'inverse de ce qui pouvait se passer entre les États-Unis et l'URSS par exemple[183]. Ce désintérêt semble avoir profondément blessé les Juifs de Berlin-Est.

À cela s'ajoute le fait que, conformément à la logique des blocs, les contacts se tissaient plutôt avec des communautés très éloignées en termes de distance qu'avec les voisins directs. On oublie trop facilement aujourd'hui qu'un Berlinois de l'Est pouvait passer sa vie sans voir Berlin-Ouest. Seuls les retraités bénéficiaient d'une autorisation de séjourner pendant trente jours par an à l'étranger. Ainsi, Peter Honigmann n'a

---

[178] *Allgemeine*, 3.01.1958, p. 11.
[179] Voir *Allgemeine*, 12.04.1974, p. 9 ou 11.04.1980, p. 4.
[180] *In* : R. Ostow, *Jüdisches Leben, op. cit.*, p. 75 : „Sie waren an uns nicht interessiert".
[181] *Ibid*, p. 50.
[182] *In* : R. Ch. Schneider, *Wir sind da, op. cit.*, p. 363: „Er war immer korrekt und höflich, hat aber klar gemacht, dass er nichts mit uns zu tun haben will."
[183] Voir notre entretien du 27.03.2007.

découvert Berlin-Ouest qu'en quittant la RDA en 1984. Quant à Käte P. Leiterer, elle avoue ne jamais y être allée de sa vie jusqu'à la réunification[184]. Par conséquent, lorsque la Communauté Juive de Berlin-Est avait besoin de soutien, elle se tournait le plus souvent vers d'autres pays soviétiques et non vers Berlin-Ouest. Une relation toute particulière s'est ainsi développée avec la Communauté Juive de Budapest, qui est devenue son interlocutrice privilégiée. Ainsi, elle se ravitaillait en produits cachère auprès de la Hongrie. Quant au vin cachère, il venait de Roumanie. En 1959, ce sont les Juifs tchèques qui se voient qualifiés de « coreligionnaires » (littéralement « frères de religion ») dans le *Nachrichtenblatt*[185] et non les Berlinois de l'Ouest. Selon Peter Honigmann, ces relations suscitaient l'incompréhension et la colère des Juifs de Berlin-Ouest[186].

b) … au mépris

D'après Konstantin Münz, il s'est produit avec la Guerre froide à Berlin une situation jusqu'alors inédite dans l'histoire juive : « il y eut de bons Juifs et de mauvais Juifs », « subitement, tel Juif était plus juif qu'un autre »[187]. Certes, ce schéma n'est peut-être pas sans précédent dans l'histoire des Juifs en Allemagne : on pense notamment au conflit entre les Juifs assimilés et les « Juifs de l'Est » immigrés, mais il est intéressant de voir dans quelle mesure il s'applique aux relations entre Juifs de RFA et Juifs de RDA.

Déjà au niveau individuel, deux personnages ouest-allemands ont cristallisé les ressentiments à l'Est : Heinz Galinski et Hans Rosenthal. Ce dernier, surnommé le « guerrier froid » en raison de ses positions anticommunistes[188], et par conséquent tombé en disgrâce durant l'*Ostpolitik*, est victime d'un scandale orchestré par la RDA visant à le faire passer pour homosexuel. Cet événement aurait pu mettre fin à sa carrière médiatique, tout comme la véritable campagne de diffamation de la RDA menée contre lui en 1961[189]. Quant à Galinski, il apparaît au travers des dossiers de la Stasi comme un sioniste et un anticommuniste forcené[190] : c'est d'ailleurs la raison pour

---

[184] *In* : J. Borneman, J. Peck, *op. cit.*, p. 205.
[185] *Nachrichtenblatt*, Septembre 1959, p. 2.
[186] *In* : S. Th. Arndt *et al*., *op. cit.*, p. 116.
[187] *In* : J. Borneman, J. Peck, *op. cit.*, p. 246 : "then here existed in Germany what had never existed in world Jewry, namely, that there were good Jews and bad Jews. [...] One was suddenly more Jewish than the other."
[188] H. Rosenthal, *Zwei Leben in Deutschland*, *op. cit.*, p. 195.
[189] *Ibid.*, p. 202 („Rufmordkampagne").
[190] Selon M. Wolffsohn, *Die Deutschland-Akte op. cit.*, p. 102.

laquelle le Secrétariat aux affaires ecclésiastiques estimait en 1982 qu'un « élargissement des contacts avec la Communauté Juive de Berlin-Ouest » ne « pouvait être autorisé »[191]. Ainsi, Galinski et Rosenthal étaient indéniablement les deux plus « mauvais » Juifs pour la Communauté Juive de Berlin-Est.

En contrepartie, le mépris de l'Ouest envers l'Est s'est cristallisé en la personne de Martin Riesenburger, à qui la Communauté Juive de Berlin-Ouest ne reconnaissait pas le statut de rabbin. Il avait été prédicateur de 1945 à 1953, mais il ne possédait pas, selon elle, la *smicha* attestant de cette fonction. D'autres, comme A. Nachama prétendent en revanche qu'il avait obtenu cette qualification dans les années 1930 mais qu'il n'en restait pas de trace[192]. Lors de la cérémonie organisée lors de son décès dans la synagogue de la Pestalozzistraße, l'*Allgemeine* évoque d'ailleurs la mort du « président » et non du « rabbin » de la Communauté Juive de Berlin-Est, détail lourd de sens[193]. Mais c'est également toute la communauté qui était parfois visée : ainsi, le rabbin Lubliner refusait catégoriquement de se rendre « chez les communistes », attitude dénoncée par Peter Kirchner, car il ne s'agissait pas, selon lui, de « communistes », mais avant tout de Juifs comme eux[194]. De plus, l'animosité entre Kirchner et Galinski n'a pas contribué à resserrer les liens dans les années 1970-1980.

L'angle d'attaque le plus utilisé par l'Ouest contre l'Est est l'état de délabrement des institutions. Régulièrement, la Communauté Juive de Berlin-Ouest fait remarquer l'absence d'entretien de celles-ci, en particulier au cimetière de Weißensee. Les accusations de Vera Bendt *et al.* vont très loin : la décrépitude du cimetière est à leurs dires « aussi peu un processus naturel que la barbarie passée n'a été une catastrophe naturelle »[195], amalgamant ainsi régime communiste et régime nazi. En 1975, c'est une véritable campagne de dénigrement que lance l'*Allgemeine* avec un article au titre provocateur : « Visite dans la jungle de Weißensee »[196]. La Communauté de Berlin-Est répond vivement à ce qu'elle considère comme des « contre-vérités » (*Unwahrheiten*) et envoie un contre-témoignage publié dans l'*Allgemeine*[197].

---

[191] *Ibid.*
[192] Voir notre échange de mails du 26.10.2008.
[193] *Allgemeine*, 30.04.1965, p. 14. En revanche, Raoul Loewenberg, qui lui consacre une rubrique nécrologique (28.05.1965, p. 13), insiste sur ses mérites : le sauvetage des Torah durant la guerre, son investissement dans la reconstruction et sa contribution au maintien de la vie juive à Berlin-Est. Il va jusqu'à lui accorder le titre de « Landesrabbiner », mais seulement entre guillemets…
[194] Entretien du 22.04.2008.
[195] V. Bendt *et al.*, *Wegweiser*, *op. cit.*, p. 344 : „Dies ist so wenig ein Naturvorgang wie die vergangene Barbarei eine Naturkatastrophe war."
[196] *Allgemeine*, 17.10.1975, p. 4 : „Besuch im Dschungel von Weißensee".
[197] *Allgemeine*, 14.05.1976, p. 6.

L'Ouest se plaît également à souligner les dysfonctionnements de la mémoire est-allemande : c'est le cas par exemple au sujet du foyer pour personnes âgées. « Le centième anniversaire du foyer pour personnes âgées dans la Große Hamburger Straße le 11 novembre 1983 a été ignoré », soulignent les auteurs du *Guide du Berlin juif* publié en 1987[198]. La Communauté Juive de Berlin-Est véhicule quant à elle l'image d'un Berlinois de l'Ouest attaché uniquement aux biens matériels. Ainsi, elle estime que les Juifs de Berlin-Ouest ne se rendent à l'Est que pour boire et manger pour pas cher lors des soirées dansantes[199]. Par ailleurs, la thèse de la culpabilité de l'Ouest dans le processus de séparation perdure jusqu'en 1990, voire au-delà. Enfin, la vie à Berlin-Ouest est dépeinte comme dangereuse pour les Juifs, qui auraient mieux fait, selon le *Nachrichtenblatt,* de rester ou de déménager à l'Est[200].

L'angle d'attaque politique est également utilisé couramment : tandis que l'Ouest parle de propagande et de dictature en RDA, l'Est évoque le fascisme et le néofascisme en RFA. Ainsi, on peut lire dans l'*Allgemeine* en 1954 qu'« on assiste à l'Est à une nouvelle propagande antijuive aux caractéristiques en partie connues, en parties inédites »[201]. De même, lors de la cérémonie de commémoration du 9 novembre en 1960 au centre communautaire de la Fasanenstraße, le sénateur Lipschitz ne manque pas de lancer la polémique sur les conditions de vie des Juifs dans la « nouvelle dictature à l'Est »[202]. Plus tard, le Mur est également la cible des sarcasmes de l'*Allgemeine* : il dégraderait l'« air berlinois », tout en faisant « saigner la ville »[203]. Par ailleurs, dans les années 1980, le fait d'appeler une loge du nom de Raoul Wallenberg, diplomate suédois qui avait sauvé la vie à de nombreux Juifs, disparu en 1945 et décédé dans les prisons soviétiques, peut également être interprété comme un symbole fort vis-à-vis de l'Est. En contrepartie, à Berlin-Est, Riesenburger se fait le champion de la propagande contre l'Ouest. Il faut dire qu'il avait des intérêts personnels à fomenter la division, puisque seul l'Est, et même particulièrement Berlin-Est, le reconnaissait comme rabbin. Lors d'une journée de commémoration en l'honneur des victimes du fascisme à Weißensee en 1959, il ironise dans le *Nachrichtenblatt* sur l'inexistence d'une telle manifestation à Berlin-Ouest :

---

[198] V. Bendt *et al.*, *Wegseiser, op. cit.,* p. 265.
[199] Voir la séance du comité directeur du 4 janvier 1955, CJA, 5A1, Nr. 0486 (Remarque de London).
[200] *Nachrichtenblatt,* Novembre 1965, p. 1.
[201] *Allgemeine,* 1.01.1954, p. 5: „Schon läuft wieder im Osten eine antijüdische Propaganda mit teils bekannten, teils neuen Vorzeichen".
[202] *Allgemeine,* 18.11.1960, p. 9.
[203] *Allgemeine,* 1.06.1962, p. 3 („Berliner Luft", „der die Stadt bluten lässt").

> Quiconque parmi les survivants de la terreur nazie […] souhaite vivre une commémoration dans la dignité doit venir […] à Berlin-Est[204].

Ainsi, les reproches étaient indéniablement partagés.

Il faut évoquer enfin les occasions manquées de collaboration entre les deux communautés. Par exemple, à la fin de l'année 1956, le surintendant protestant Heinrich Grüber, connu pour ses efforts de réconciliation entre Juifs et Allemands, propose que des jeunes de Berlin-Est et de Berlin-Ouest coopèrent pour remettre en état les tombes dégradées du cimetière de Weißensee ; or selon *l'Allgemeine,* la Communauté de Berlin-Est refuse, d'une part à cause du « danger » physique pour les jeunes, et d'autre part pour « des raisons religieuses », ce qui apparaît comme un faux prétexte et dissimule mal son manque d'envie de coopérer avec la Communauté Juive de Berlin-Ouest[205]. Des décennies plus tard, Kirchner accusera Galinski d'avoir toujours refusé que les jeunes de la Communauté de Berlin-Ouest participent aux travaux d'entretien du cimetière. Selon ses propos, Kirchner aurait dû recourir à un stratagème pour que Galinski accepte finalement de prêter main forte à la Communauté de Berlin-Est en mai 1987 : il lui demander son aide en présence de Diepgen, le maire de Berlin-Ouest, lors d'une visite commune à Weißensee[206]. Ainsi, dans certains cas, on ne saurait à qui attribuer la faute à l'un plus qu'à l'autre.

c) Une réunification souhaitée, mais sans compromis

Certes, de part et d'autre, des voix se sont élevées dès la séparation en 1953 pour que les deux communautés se réunissent. Ainsi, on peut lire dans le *Nachrichtenblatt* :

> Nos portes sont ouvertes à tous les hommes qui aiment sincèrement la paix, peu importe qu'ils soient de l'Est ou de l'Ouest[207].

Mais ces déclarations d'intention ont rarement été concrétisées : en effet, les auteurs de tels appels n'étaient bien souvent prêts à aucune concession. Par exemple, en février 1955, le point suivant est classé troisième à l'ordre du jour d'une séance du comité de direction de la Communauté Juive de Berlin-Est : « Quelles mesures peuvent être prises pour approfondir les relations avec nos coreligionnaires de Berlin-Ouest dans le but de

---

[204] *Nachrichtenblatt,* Avril 1959, p. 2 : „Wer von den Überlebenden des Naziterrors […] das Verlangen hat, eine Gedenkfeier im würdigen Rahmen zu erleben, der muss […] nach Ostberlin gehen."
[205] *Allgemeine,* 23.11.1956, p. 16.
[206] Voir notre entretien du 22.04.2008.
[207] Eté 1953, p. 2: „Unsere Thüren sind geöffnet für alle ehrlichen friedliebenden Menschen, gleichgültig ob aus Ost oder West".

créer une communauté unitaire avec pour siège le 28 de l'Oranienburger Straße ? »[208]. En d'autres termes, la Communauté Juive de Berlin-Est voulait l'unité, mais une unité « est-berlinoise ». Elle propose d'ailleurs d'inviter le comité directeur de l'Ouest pour aborder la question, mais Riesenburger est catégoriquement opposé à toute négociation avec celui-ci. La rencontre ne se produit effectivement qu'en décembre 1956 : Cohn, Weißmann et Wollstein se rendent à Berlin-Est dans l'espoir de rétablir l'unité au moins dans certains domaines du culte. Le comité de direction provisoire de Berlin-Est évoque un certain nombre de conditions : que l'*Allgemeine* soit disponible à l'Est, ce qui suppose, selon les termes employés, que le journal cesse toute campagne de « diffamation » (*Hetze*) contre la RDA[209], que les chantres de l'Ouest viennent à l'Est, et toute une série d'autres mesures tout aussi irréalistes. La séance se passe prétendument « dans une bonne entente mutuelle »[210], mais vu les conditions posées, il est évident que rien de concret n'en ressort. Certes, la Communauté de Berlin-Est envoie deux membres du comité directeur assister à la pose de la première pierre du centre de la Fasanenstraße en 1957, mais les contacts officiels s'arrêtent là[211]. Et même si dans une lettre de remerciement adressée par le comité directeur de Berlin-Est à Estrongo Nachama, Cuno Lehrmann, Arthur Zepke et au chantre Dawidowicz pour leur participation à l'enterrement de Riesenburger en 1965, l'« appartenance commune des Juifs à l'Est et à l'Ouest » est mise en avant[212], le rapprochement attendu par certains reste lettre morte durant des années, voire des décennies.

Toutefois, il est difficile d'estimer quel était véritablement le souhait des Juifs dans les années 1950-1960 et dans quelle mesure ils se conformaient aux instructions du gouvernement. En 1955, les tractations de la Communauté de Berlin-Est envers celle de Berlin-Ouest étaient étroitement surveillées et contrôlées[213]. Le 12 avril 1957, un simple coup de téléphone du Magistrat suffit à censurer définitivement l'expression « *Schwestergemeinde* » (communauté-sœur) dans le *Nachrichtenblatt*[214]. Personne ne semble avoir alors protesté. De fait, la réunification ne semblait voulue par aucune des

---

[208] CJA, 5A1, Nr. 0486, #43, Séance du 2 février 1955: „Welche Maßnahmen können ergriffen werden, um die Beziehungen zu unseren Glaubensbrüdern in Westberlin zu vertiefen mit dem Ziel ‚Herstellung einer einheitlichen Gemeinde mit dem Sitz Oranienburger Straße 28'".
[209] Afin d'être acceptable aux yeux des censeurs est-allemands.
[210] CJA, 5A1, Nr. 0487, #7, Séance du 13 décembre 1956 („in einem guten beiderseitigen Einvernehmen").
[211] *Nachrichtenblatt,* Décembre 1957, p. 3. Il s'agit quasiment du seul élément de la vie juive à Berlin-Ouest évoqué dans le journal de l'Est.
[212] CJA, 5A1, Nr. 0488, #61, Lettre du 21.04.1965.
[213] Mertens, *Davidstern, op. cit.,* p. 63.
[214] CJA, 5A1, Nr. 0487, #20.

deux Communautés, trop occupées à agir en organisations « citoyennes » et respectueuses de leurs devoirs nationaux :

> La direction des deux communautés plaçait la politique de leurs gouvernements avant la solidarité religieuse, sociale et historique qui aurait dû plaider en faveur d'une coopération. Il fallut attendre les années 1970 pour qu'elles entretiennent de nouveau des rapports – distancés[215].

Enfin, à l'Ouest, en 1955, la connexion avec l'Est est même utilisée comme argument électoral par la Liste 1 : « notre but est de créer un centre de la vie juive équivalent au nôtre pour nos coreligionnaires du secteur démocratique »[216]. On voit donc que la réunification religieuse ne passait qu'après un certain nombre de préoccupations d'autre nature. Toutefois, il faut bien rester conscient de la difficulté extrême à exercer les fonctions de président d'une communauté juive en Allemagne après 1945, ce qui vaut pour Galinski et sans doute encore plus pour Kirchner[217] : ainsi, les vives critiques émises notamment par U. Offenberg envers les dirigeants des communautés juives de RDA, qu'elle accuse de s'être laissés manipuler par le pouvoir, nous paraissent parfois bien sévères.

d) Les « passeurs »

Toutefois, les deux Communautés n'ont pas vécu totalement dans l'ignorance l'une de l'autre. Certains phénomènes de passage sont évoqués par P. Melcher :

> Aussi différents que soient les chemins pris par la Communauté Juive de Berlin-Est et celle de Berlin-Ouest, leurs relations ne s'en trouvent pas pour autant totalement coupées.[218].

La rupture des relations officielles est par ailleurs d'autant plus étonnante qu'elle n'a pas été voulue par les membres des Communautés[219] et qu'un certain pragmatisme s'y opposait.

Notons d'abord que, selon M. Wolffsohn, les Juifs résidant à Berlin-Est pouvaient, s'ils le souhaitaient, rester membres de la Communauté Juive de Berlin-Ouest[220], ce qui restait théoriquement possible jusqu'en 1961[221]. En 1960, l'*Allgemeine* se félicite que « même des visiteurs juifs et non-juifs de la partie Est de Berlin trouvent le chemin de la

---

[215] U. Offenberg, *Seid vorsichtig, op. cit.*, p. 105.
[216] CJA, 5A1, Nr. 1161, #31: „Es ist unser Ziel, auch unseren Glaubensbrüdern im Demokratischen Sektor einen gleichwertigen Mittelpunkt jüdischen Lebens zu schaffen."
[217] C'est notamment le point de vue de Nicola Galliner. Voir notre interview du 18.08.2009.
[218] P. Melcher, *op. cit.*, p. 113: „So verschieden die Wege der Ost- und West-Berliner Gemeinde sind, so sind die Verbindungen doch nicht völlig durchschnitten."
[219] U. Offenberg, *Seid vorsichtig, op. cit.*, p. 104.
[220] *Die Deutschland-Akte, op. cit.*, p. 311.
[221] Toutefois, nous n'avons pas trouvé de témoignage qui faisait explicitement état de cette situation.

Fasanenstraße »[222]. Ceux-ci semblent s'informer avec beaucoup d'intérêt sur la vie juive à Berlin-Ouest. Cette situation permettait à Galinski de s'informer et de conserver un certain contrôle sur les affaires de l'Est. C'est pourquoi le Mur a été perçu par la direction de la Communauté Juive de Berlin-Est comme une protection face à l'ingérence de celui-ci et a introduit *de facto* une période de normalisation. Pourtant, certains regrettent l'époque d'avant le Mur : ainsi, Kirchner avoue qu'il était agréable de participer aux manifestations juives dans les deux parties de la ville tant que le Mur n'était pas encore là. Il appartenait au groupe d'étudiants juifs de Berlin-Ouest et s'est rendu à leurs réunions jusqu'en 1959. À l'inverse, Galinski aimait se promener dans Berlin-Est où il n'avait pas besoin d'être accompagné en permanence par des gardes du corps et des policiers[223].

Quelques uns ont pu, au quotidien, conserver des relations familiales ou amicales tout au long de la période, avec bien sûr toujours une asymétrie fondamentale : ceux de l'Ouest pouvaient se rendre à l'Est, mais pas l'inverse, à moins d'être retraités. Jürgen Landeck, le bibliothécaire de la Communauté Juive de Berlin-Ouest, a ainsi conservé des contacts permanents avec ses amis juifs à Berlin-Est[224] et s'estimait heureux de ne pas connaître le même sort qu'eux. Dans le sens inverse, Anetta Kahane avait un oncle[225] et une tante à Berlin-Ouest, de même que ses grands-parents, qui tenaient le cinéma « *Capitol* ». Quand ceux-ci venaient à Berlin-Est, les enfants les emmenaient au lieu de pèlerinage obligé : le cimetière de Weißensee[226]. Thomas Sandberg avait quant à lui un grand-oncle à Berlin-Ouest, Gerhard Kohn, le directeur du département du culte jusqu'en 1961, avec qui il avait peu de contacts. Il y avait également des « passeurs de frontières » comme Regina Gutermann, infirmière au foyer pour personnes âgées, qui se déplaçait tous les jours de son domicile à Berlin-Ouest pour venir travailler à Niederschönhausen, et ce jusqu'à la construction du Mur[227]. En 1962, elle est remplacée par Grete Simoni. Cependant, malgré ces contacts ponctuels, la plupart des familles ont

---

[222] *Allgemeine*, 5.08.1960, p. 10 : „erfreulich, dass auch jüdische und nicht-jüdische Besucher aus dem östlichen Teil Berlins den Weg in die Fasanenstraße finden."
[223] *Ibid*, p. 321
[224] J. Landeck *in :* H. Broder, M. R. Lang, *op. cit.*, p. 254.
[225] D'ailleurs très critique vis-à-vis des « amis communistes » de son frère à l'Est. Il s'est d'ailleurs beaucoup réjoui lorsque Peter Kahane, frère d'Anetta, lui a raconté qu'il avait entendu des paroles antisémites dans la NVA, l'Armée Nationale Populaire est-allemande. Voir : A. Reich, „Die Geschichten der anderen. Juden erzählen aus ihrem Leben in der DDR", *in* : *Berliner Zeitung*, 16./17.06.2007, p. 5. Cette anecdote montre bien à quel point les familles juives pouvaient être divisées entre Est et Ouest.
[226] *In:* R. Ch. Schneider, *Wir sind da, op. cit.*, p. 297.
[227] I. Lammel, *Jüdisches Leben in Pankow, op. cit.*, p. 292.

été « divisées, dispersées et disloquées, littéralement entre deux mondes »[228]. Ainsi, « le choix de conceptions de vie différentes a impitoyablement séparé de nombreuses familles juives »[229].

Sur le plan matériel, on peut remarquer que, même s'il avait sans doute des préjugés à l'égard de l'Est, Galinski a aidé la Communauté Juive de Berlin-Est quand il le pouvait, offrant par exemple une photocopieuse[230], une tronçonneuse pour le cimetière de Weißensee ou des livres de prière pour la synagogue.[231] On en trouve une autre preuve dans une lettre de la Communauté de Berlin-Est qui remercie Berlin-Ouest pour la *matsah* livrée pour *Pessah*[232]. En décembre 1970, Heinz Schenk adresse un télégramme à Galinski pour les 25 ans de la renaissance de la Communauté de Berlin, dans lequel il exprime son espoir « que la vie juive puisse un jour se développer dans un Berlin unifié »[233]. À partir de 1978, l'aide financière pour les retraités juifs de l'Est est mise en place. Elle représente une somme de 10 000 DM par an et permet aux Juifs âgés de Berlin-Est de venir s'habiller dans certains magasins de l'Ouest[234]. Galinski estime que l'occasion de lier des contacts avec les Juifs « de l'Est » a toujours été saisie lorsqu'elle s'est présentée et il se veut officiellement un passeur entre l'Est et l'Ouest. Ainsi, peu après la construction du Mur, il déclare :

> Nous n'avons jamais oublié les gens à l'Est de la ville ni en zone soviétique. Là où il fallait lier des contacts entre les hommes, là où ceux-ci ont été possibles, chaque occasion a été saisie volontiers et avec joie, selon le sens du devoir juif[235].

D'après lui, le fait de résider à l'Ouest ou à l'Est n'est qu'un hasard et tous les Juifs de Berlin doivent rester conscients qu'ils forment une seule et même « communauté de destin ».

---

[228] J. Borneman, J. Peck, *Sojourners, op. cit.*, p. 288 : "parts of families divided, dispersed and dislocated, literally in between two worlds".

[229] F. Oz-Salzberger, *Israelis in Berlin, op. cit.*, p. 97 : „Die Entscheidung für divergierende Lebenskonzepte hat viele jüdische Familien unerbittlich gespalten."

[230] *Nachrichtenblatt*, Mars 1988, p. 28. C'est la première et seule fois que le journal évoque un cadeau de Berlin-Ouest.

[231] Mail d'A. Nachama du 24.10.2008.

[232] *Allgemeine*, 13.04.1956, p. 15.

[233] *Allgemeine*, 1.01.1971, p. 10 : „dass sich jüdisches Leben einmal in einem geeinten Berlin entfalten möge".

[234] Indication de P. Kirchner dans notre entretien du 22.04.2008. Pour lui, il ne s'agissait là que de sommes dérisoires et l'Ouest aurait pu, à son avis, faire bien plus, mais c'est le rejet du communisme qui dominait selon lui. Ailleurs, il qualifie cette aide de « minimale » et même « nulle » de la part du *Zentralrat*, *in :* U. Eckhardt, A. Nachama, *Jüdische Berliner, op. cit.*, p. 168 : „Die materielle Unterstützung aus dem Westen war minimal, eine offizielle Zuwendung seitens des Zentralrats der Juden gab es nicht".

[235] *Allgemeine*, 25.08.1961, p. 13 : „haben wir aber niemals die Menschen im Osten der Stadt vergessen und auch nicht in der Zone. Wo es galt, menschliche Kontakte aufzunehmen, wo diese ermöglicht wurden, ist jede Gelegenheit aus jüdischer Verantwortung gerne und freudig wahrgenommen worden."

Le « rabbin rouge » a, pour sa part, joué un rôle très ambivalent. À côté de ses dénonciations de la vie juive à l'Ouest, Martin Riesenburger a continué à se rendre à l'Ouest pour y officier jusqu'en 1961[236]. Il travaillait en effet volontiers avec Estrongo Nachama, avec qui il entretenait une profonde relation d'amitié. Andreas Nachama raconte ainsi que sa famille a pu venir se recueillir sur les tombes des grands-parents au cimetière de Weißensee même après 1961 en empruntant la « Riesenburger-Tor »[237].

Le personnage-clé de la connexion entre les Juifs de Berlin-Ouest et de Berlin-Est est sans conteste Estrongo Nachama. Là encore, l'ironie de l'histoire veut que ce soit un chantre grec[238], survivant d'Auschwitz, ressemblant à un squelette lors de son arrivée à Berlin[239], qui assure un lien vivant entre les deux Berlin. Il consacrait une journée par semaine de son emploi du temps à Berlin-Est. Par exemple, il animait les après-midis du foyer pour personnes âgées et a assisté notamment aux noces d'argent des Simoni. Cette aide rassurait les Juifs de Berlin-Est qui pouvaient se dire en cas d'urgence : « Ne vous faites pas de souci, Nachama va venir ». En particulier, les concerts qu'il donnait dans la synagogue de la Rykestraße ont laissé un souvenir impérissable chez les membres de la Communauté de Berlin-Est, qui se sont profondément attachés à lui. Or, malgré ce dévouement extraordinaire, il n'est presque jamais évoqué dans le *Nachrichtenblatt*. En revanche, il était rare qu'il pût officier à Berlin-Est durant les grandes fêtes religieuses, étant déjà engagé à Berlin-Ouest.

Le rabbin Ernst Stein, arrivé à Berlin-Ouest en 1975, a également assuré la liaison de manière non officielle jusqu'à ce qu'il obtienne un visa permanent pour l'Est vers le milieu des années 1980. C'est par exemple lui qui a assuré le mariage de Peter et Barbara Honigmann en 1981, assisté par le chantre, lui aussi venu de l'Ouest, Abraham Rettig. Il fallait alors remplir un dossier auprès de Klaus Gysi qui envoyait ensuite une invitation officielle. Stein aurait cependant été choqué de devoir s'acquitter des 25 DM de change obligatoire pour être autorisé à se rendre à Berlin-Est, et, pour apaiser sa colère, les mariés se seraient empressés de lui rembourser la somme[240]. Il semble que la RDA ait cherché à cacher cette aide de l'Ouest, mauvaise pour son image[241].

---

[236] D'après A. Nachama dans la préface de *Das Licht verlöschte nicht, op. cit.,* p. 36.
[237] *Ibid.*
[238] Son passeport grec lui facilitait considérablement les déplacements entre les deux Berlin.
[239] Selon M. Riesenburger, *Das Licht verlöschte nicht, op. cit.*, p. 95.
[240] Indication de P. Honigmann lors de notre entretien du 27.03.2007. Il faut dire que la somme d'argent à échanger avait augmenté à la fin de l'année 1980, ce qui laissait craindre à l'*Allgemeine* un recul du rapprochement entre les deux communautés (24.10.1980, p. 9).
[241] S. Tauchert, *op. cit.*, p. 220. Elle interprète notamment le fait qu'Ernst Stein n'ait pas obtenu de visa permanent jusqu'en 1987 environ comme une preuve de cette volonté de ne pas ébruiter l'affaire.

Quoi qu'il en soit, ces trois acteurs de la vie juive à Berlin après 1945 peuvent être considérés comme des facteurs d'unité : par leur action, ils ont préservé quelques liens entre les deux communautés et ont tout au moins maintenu envisageable la perspective de leur réunification future.

e) Le tournant des dernières années

Incontestablement, les deux communautés se rapprochent dans la seconde moitié des années 1980. On assiste alors à un renversement de situation : Galinski, qui jusqu'alors était l'incarnation même de la « Guerre froide juive », devient une sorte d'ambassadeur auprès de la RDA. Sa réputation de « conscience morale de Berlin » semblait avoir de l'influence, même à Berlin-Est : « on lui déroulait le tapis rouge lorsqu'il se rendait 'chez les cocos' »[242]. Pour *Rosh Hashanah* en 1987, il exprime ainsi la responsabilité qu'il éprouve à l'égard des Juifs de Berlin-Est :

> C'est une relation d'un type bien particulier qui unit notre communauté à la petite communauté juive dans la partie Est de la ville. Aucun mur ne saurait nous séparer d'hommes et de femmes qui ont partagé notre destin et dont le passé est marqué par les mêmes souffrances que le nôtre[243].

Ce n'est qu'en février 1988 que Galinski prononce sa première allocution devant la Communauté Juive de Berlin-Est, trente-cinq ans après la division[244]. Mais en 1980 déjà, la commémoration en commun des cent ans du cimetière de Weißensee avait eu lieu à Berlin-Est, et Kirchner et Galinski avaient, à cette occasion, récité ensemble le *kaddish*, preuve irréfutable de leurs valeurs communes[245]. Les visites à Berlin-Est, au cours desquelles Kirchner jouait le guide touristique, se sont faites plus fréquentes[246]. En septembre 1983, Galinski envoie ses vœux à Kirchner pour *Rosh Hashanah*. Nous avons déjà évoqué le rôle du président de la Communauté Juive de Berlin-Ouest dans l'arrêt de la construction de la voie rapide à Weißensee en 1986. Un an plus tard, il est invité à l'Est pour les 750 ans de la ville de Berlin, notamment au Palais Ephraïm, nouvellement reconstruit « pour ainsi dire en interaction entre les deux parties de la

---

[242] M. Wolffsohn, *Die Deutschland-Akte, op. cit.,* p. 98 : „Heinz Galinski bekam den roten Teppich ausgelegt, wenn er zu den 'roten Socken' ging."

[243] *Allgemeine,* 25.09.1987, pp. 8-9 : „Eine ganz besondere Art von Beziehung verbindet unsere Gemeinde mit der kleinen jüdischen Gemeinde im Ostteil dieser Stadt. Es gibt keine Mauern, die uns von Männern und Frauen trennen könnten, deren Schicksal das unsrige war, deren Vergangenheit von gleichen Leiden gezeichnet wurde wie unsere eigene."

[244] Le 28 février 1988 précisément, pour commémorer la « *Fabrikaktion* », au cours de laquelle de nombreux travailleurs juifs avaient été faits prisonniers. *Allgemeine,* 11.03.1988, p. 9.

[245] *Allgemeine,* 26.09.1980, p. 8.

[246] Voir par exemple *Allgemeine,* 9.10.1981, p. 9.

ville »[247]. Par ailleurs, Galinski a eu des contacts privilégiés avec le rabbin Neuman, venu des États-Unis pour officier à Berlin-Est en 1987[248]. Dans les débats sur la reconstruction de la Nouvelle Synagogue en 1988, il s'est également imposé comme « médiateur interallemand »[249] : ainsi dans l'*Allgemeine*, il est question d'une « coopération qui dépasse les frontières »[250] au sein de la fondation « Nouvelle Synagogue – Centrum Judaicum ».

L'année 1988 est marquée par une avalanche de rencontres entre les dignitaires des communautés juives dans le cadre des commémorations du cinquantième anniversaire de la « Nuit de Cristal ». En juin 1988, Galinski rencontre personnellement Honecker, puis Kurt Löffler, le secrétaire d'État aux Affaires ecclésiastiques, s'affichant ainsi comme « un médiateur entre l'Est et l'Ouest » d'envergure nationale[251]. Mais il faut rappeler que ces relations se nouaient bien souvent sur fond d'espionnage, notamment par l'intermédiaire de Peter Kirchner lui-même, connu par les services de la Stasi sous le nom de l'IM « Burg ». En outre, il est intéressant de constater qu'après les festivités de 1988, entre novembre 1988 et novembre 1989, les relations entre les deux communautés connaissent un « arrêt brutal »[252].

Enfin, ce tableau du rapprochement entre « Juifs de l'Est » et « Juifs de l'Ouest » dans les dernières années serait incomplet sans une mention de la coopération entre Andreas Nachama et Hermann Simon. Ces deux Juifs passionnés d'histoire se sont rencontrés pour la première fois lors d'un concert dans la synagogue Rykestraße en 1982[253]. C'est en 1987, lors de l'organisation des festivités pour les 750 ans de la ville de Berlin, qu'ils évoquent pour la première fois, dans le Berlin encore divisé, l'exposition « *Jüdische Lebenswelten* » qui se tiendra finalement après la réunification en 1992[254]. À l'époque, ils projettent notamment de réaliser une documentation commune sur le cimetière de Weißensee. Enfin, et surtout, l'exposition « *Und lehrt sie: Gedächtnis!* », qu'ils coordonnent en 1988, crée littéralement « une première brèche

---

[247] *Allgemeine*, 17.07.1987, p. 8. En effet, des éléments de la façade du palais, conservés à Berlin-Ouest depuis des travaux d'aménagement qui avaient eu lieu en 1935, avaient été mis à la disposition de Berlin-Est par R. v. Weizsäcker en 1983 pour permettre la reconstruction du monument à son emplacement historique, dans le Nikolaiviertel.
[248] Voir *infra*.
[249] M. Wolffsohn, *Die Deutschland-Akte*, *op. cit.*, p. 334 („deutsch-deutscher Zwischenhändler").
[250] *Allgemeine*, 7.07.1989, p. 9 („Grenzüberschreitende Zusammenarbeit der Jüdischen Gemeinde").
[251] *Allgemeine*, 7.10.1988, p. 8.
[252] M. Wolffsohn, *Die Deutschland-Akte*, *op. cit.*, p. 337.
[253] A. Nachama, *Erneuere*, *op. cit.*, p. 182.
[254] A. Nachama, H. Simon, *Jüdische Grabstätten*, *op. cit.*, p. 5. En effet, ceux-ci estiment que le concept de l'exposition „Jüdische Lebenswelten" était irréalisable du temps de la RDA, car il nécessitait de

dans le mur »[255]. Retraçant les grandes lignes de l'histoire de la Communauté Juive de Berlin, incluant notamment la période du national-socialisme, l'exposition a lieu d'abord à Berlin-Est au Palais Ephraïm du 16 octobre au 11 décembre 1988, puis à Berlin-Ouest au *Martin-Gropius-Bau* du 25 janvier au 5 mars 1989. Selon A. Nachama, elle a su redonner vie au « dialogue pratiquement éradiqué entre les Communautés de Berlin-Est et de Berlin-Ouest »[256]. Pour Irene Runge, l'exposition symbolise une « normalité croissante dans les relations Est-Ouest »[257]. Indéniablement, ces deux personnalités furent des éléments intégrateurs entre l'Est et l'Ouest.

Ainsi, même s'il n'y a pas eu de relations étroites ni de solidarité particulièrement intense entre les Communautés Juives de Berlin-Est et de Berlin-Ouest comme ce fut le cas entre les Églises, on ne peut ignorer ni l'existence de « passeurs » dévoués à la cause juive, ni le développement de contacts plus officiels dans les années 1980.

IV – Orientations religieuses

Considérant le principe de la communauté unitaire (*Einheitsgemeinde*), Mario Offenberg estime que le « choix » de cette structure relève de l'hypocrisie : vu la situation démographique de la communauté juive après 1945, il n'y avait de toute façon aucune alternative possible[258]. Comment se positionnaient les différents « courants » du judaïsme à l'intérieur de cette forme de communauté et comment peut-on, si ce n'est définir, du moins décrire le judaïsme berlinois à l'Est et à l'Ouest après 1945 ? L'image communément admise est que les Juifs de Berlin-Ouest étaient « plus religieux et moins engagés politiquement » que les Juifs de Berlin-Est[259]. Cela se vérifie par exemple dans la famille d'Anetta Kahane : lorsque sa tante de Berlin-Ouest venait à Berlin-Est, les enfants étaient sommés de « ne pas lui dire qu'il y a du porc dans le goulasch »[260]. De même dans la famille de Thomas Sandberg, l'aîné, né à Berlin-Ouest, est circoncis,

---

nombreux voyages pour visiter les lieux juifs ; or le temps limité pour les visites à l'Est était de 30 jours. *In : Erneuere*, *op. cit.*, p. 226.

[255] *Ibid.*, p. 183 : „Sie schlug in der Endzeit der DDR ein erstes großes Loch in die Mauer".

[256] A. Nchama, *Ibid.*, p. 183 („den über Jahrzehnte nahezu abgerissenen Dialog zwischen der Ost- und Westerliner Gemeinde").

[257] *Nachrichtenblatt*, Juin 1989, p. 3 : „zunehmende Normalität in den Ost-West-Beziehungen".

[258] *In* : *Vernichtet und vergessen*, *op. cit.*, p. 11.

[259] M. Frajman, A. Roth, *op. cit.*, p. 205.

[260] A. Kahane, *in* : R. Ch. Schneider, *Wir sind da*, *op. cit.*, p. 328.

alors que lui-même né plus tard à Berlin-Est, ne l'est pas[261]. Cependant, ces stéréotypes nécessitent un approfondissement.

a) Une sécularisation grandissante

Tout d'abord, les deux Communautés Juives semblent marquées par un phénomène qui les affecte autant l'une que l'autre, et qui n'est pas nouveau : la sécularisation. H. Nothmann nous rappelle la situation religieuse des Juifs après 1945 en Allemagne : depuis des décennies, déjà bien avant Hitler, « il était clair que le judaïsme en Allemagne s'était transformé, passant d'une communauté religieuse à une communauté qui n'était plus que sociologique ou du moins nationale »[262]. Ainsi, et à plus forte raison encore après 1945, les « attaches religieuses » semblent bien moins importantes pour la majorité des Juifs que certains liens sociaux. La preuve en est que l'*Allgemeine* se préoccupe beaucoup plus de thèmes profanes (réparations, combat contre l'antisémitisme, Israël) que religieux : c'est pourquoi il manque en Allemagne, toujours selon Nothmann, « une authentique source d'information » sur le judaïsme[263]. Pour l'Est, le même constat s'impose à propos du *Nachrichtenblatt*. Il voit également dans les nouveaux centres communautaires un moyen de « rassembler le faible nombre de Juifs encore existants autour de manifestations culturelles plutôt que de susciter un véritable recueillement religieux »[264].

Ce phénomène s'inscrit bien sûr dans le cadre plus large d'abandon croissant de la foi et des pratiques religieuses, même s'il faut bien sûr opérer une distinction de taille entre la RDA « athée » et la RFA « chrétienne ». Dans un éditorial de l'*Allgemeine*, G. Breitbach estime que la société allemande, même à l'Ouest, a été « sécularisée sans pitié »[265] ; J. Simon se montre lui aussi très pessimiste, rappelant que, comme toutes les religions, le judaïsme traverse une crise de la foi[266] :

> Les Juifs ont cessé de considérer le judaïsme comme quelque chose qui leur est propre, qui a de la valeur et pour lequel il vaut la peine de renoncer à beaucoup de choses agréables et attrayantes.

---

[261] *In :* R. Ostow, *Juden aus der DDR und die Weiderverienigung*, *op. cit.*, p. 117.
[262] *In* : H. Ganther, *Juden in Deutschland*, p. 231: „Schon Jahrzehnte vor Hitler war offenkundig, wie sich das Judentum in Deutschland aus einer Religionsgemeinschaft in eine nur soziologische oder allenfalls nationale Gemeinschaft umwandelte."
[263] *Ibid.*
[264] *Ibid.*, p. 232 : „Sie dienen häufig eher der Zusammenführung der spärlichen Anzahl noch vorhandener Juden zu kulturellen Veranstaltungen als der eigentlichen religiösen Andacht."
[265] *Allgemeine*, 1.06.1984, p. 1 („erbarmungslos säkularisiert").
[266] *Allgemeine*, 13.08.1965, p. 1 : „Die Juden haben aufgehört, Judentum als etwas Eigenes, Wertvolles zu betrachten, wofür es sich lohnt, auf Manches zu versichten, was angenehm und verlockend ist."

Dans les faits, la pratique religieuse se trouve dans le meilleur des cas réduite à une fête du vendredi soir ou bien à une thérapie consolatrice dans le malheur. Pour lui, c'est l'enseignement religieux qui est le plus problématique : il est loin de suffire à ce que les Juifs comprennent le sens des prières et des rites, d'où un abandon croissant de ceux-ci. Par ailleurs, l'héritage des traditions, qui devrait circuler dans les familles, ne se transmet pas ; on considère la religion comme une doctrine contraignante et non comme un mode de vie justifié. Il faut bien reconnaître que sur ce point, l'Ouest ne se distingue pas fondamentalement de l'Est.

Ce détournement de la religion s'explique, dans le cas particulier du judaïsme, par le fait que les Juifs ayant survécu en « mariage mixte » sont les plus nombreux après 1945 : or, comme nous l'avons vu, ils n'étaient pas les plus concernés par la religion. Même si Hitler a éveillé chez certains une conscience juive, celle-ci ne leur a pas donné pour autant la maîtrise et la connaissance des fondements du judaïsme. En outre, ce ne sont pas non plus les « rémigrés » qui ont entraîné un regain de la vie religieuse. Mis à part les survivants des camps, occupant souvent les postes les plus importants dans les communautés juives en Allemagne après 1945, seuls les « DP's » auraient donc su préserver une religion « bien plus originelle et vivante »[267] : ce sont finalement eux qui auraient « re-judaïsé » les communautés juives allemandes. Ils imposent par exemple l'usage de mots issus de leur univers, souvent yiddish, comme le terme *Chawwer* (collègue, camarade), et sont considérés par les Juifs « allemands » comme les experts en matière religieuse, même si l'on ne peut identifier pour autant de vrais « leaders » parmi eux[268]. À Berlin-Est également, les Juifs de l'Est, malgré leur nombre extrêmement réduit, étaient les plus assidus à la synagogue[269].

À cela s'ajoute un problème de nature théologique : beaucoup de Juifs ont perdu toute foi en Dieu depuis la Shoah. Le concept même de Dieu est en effet devenu problématique : les catégories traditionnelles de la théologie ne parviennent pas à expliquer la Shoah, et il semble qu'il faudrait accepter que Dieu ne soit pas tout-puissant, ce qui ébranle la foi de nombreux fidèles[270]. Lorsque le rabbin Isaac Neuman arrive à Berlin-Est en 1987, il trouve les Juifs de la petite communauté « trop aigris »,

---

[267] H. Maor, *op. cit.*, p. 15 : „weit ursprünglicher und lebendiger".
[268] *Ibid.*, p. 21.
[269] P. Honigmann dans notre entretien du 27.03.2007.
[270] Pour caractériser la théologie juive après Auschwitz, M. Wolffsohn emploie le terme d'« abîme » (*Abgrund*) *in : Meine Juden, Eure Juden*, *op. cit.*, p. 50.

obnubilés par la Shoah et la mort[271], à la fois marqués par le génocide et par un esprit de « puritanisme » et d'austérité propre à l'Allemagne protestante.

Par conséquent, les offices religieux sont très peu fréquentés. Selon W.J. Oppenheimer, ce sont d'ailleurs les Juifs berlinois qui se rendent le moins à la synagogue en Allemagne de l'Ouest, avec 19% des membres qui avouent ne « presque jamais » y aller[272]. En 1959, sur environ 6300 Juifs à Berlin-Ouest, environ 250 assistaient toutes les semaines au Shabbat, soit 4%[273]. Galinski déplore ce désintérêt de la plupart des membres pour les questions religieuses et pour le travail réalisé par la Communauté. Il va jusqu'à regretter le temps de l'immédiat après-1945 où tout le monde retroussait ses manches pour participer à la reconstruction[274]. En 1960, l'*Allgemeine* dénonce l'attitude des Juifs qui renvoient comme des « colporteurs » les chantres de la Communauté Juive qui se déplacent chez eux spécialement pour leur souhaiter leur anniversaire ou tout autre événement[275]. Le rabbin Cuno Lehrmann publie même dans l'*Allgemeine* un « jeu » de questions-réponses américain intitulé : « pourquoi gardes-tu tes distances avec la synagogue ? », démontant une à une les raisons qui pourraient dissuader les Juifs de se rendre aux offices religieux[276]. La Communauté de Berlin-Ouest semble donc souffrir des mêmes symptômes que les États-Unis. À l'Est également, Martin Riesenburger appelle fréquemment les membres à un recentrage sur la religion dans le *Nachrichtenblatt*. Les rédacteurs du journal regrettent explicitement que beaucoup de membres ne fréquentent la synagogue que lors des grands jours de fête[277]. En effet, les « Juifs de trois jours » comme Julius Hans Schoeps à l'Ouest, constituent la majorité dans les deux Berlin[278]. Hans Joachim Schoeps, le père de ce dernier, parle d'une « situation post-juive »[279] : le Juif d'après 1945 est un homme moderne qui préfère le journal à la Torah et le cinéma à la *Halakha*. Selon lui, cela expliquerait pourquoi les communautés juives en Allemagne après 1945

[271] M. Schmitz, „Jetzt weht ein freier Geist. Die Juden in der DDR: Neubeginn auf den Trümmern einer zerstörten Tradition", *in* : *Die Zeit*, n° 17, 22.04.1988, p. 14 ("zu verbittert").
[272] W. J. Oppenheimer, *Jüdische Jugend, op. cit.*, p. 53.
[273] H. Maor, *op. cit.*, p. 105.
[274] *Allgemeine*, 2.09.1960, p. 15 : „Prüfen wir uns!". Voir également 15.06.1973, p. 13: „Aktivierung des religiösen Lebens nötig".
[275] *Allgemeine*, 11.11.1960, p. 13.
[276] *Allgemeine*, 16.09.1966, p. 13. (Voir annexe 10).
[277] *Nachrichtenblatt*, Septembre 1983, p. 2.
[278] J. H. Schoeps, *Mein Weg als deutscher Jude, op. cit.*, p. 46.
[279] *In* : H. Ganther, *op. cit.*, p. 214.

ont choisi d'être « fondamentalement orthodoxes »[280], le seul précepte valable, car le judaïsme avait alors besoin d'un retour aux fondements originels.

L'étude d'Oppenheimer révèle également que les pratiques religieuses quotidiennes étaient extrêmement peu suivies : selon celle-ci, environ 90% des Juifs interrogés ne respectaient pas la *cacherouth*[281]. En effet, à l'instar de Günter Kunert, beaucoup de Juifs berlinois évoluent :

> dans un « juste milieu » marqué par le judaïsme, où, à côté d'une ressemblance de destins, la manière de penser et de parler créait un sentiment d'élection ; parler de sécurité aurait déjà été trop. Il s'agissait juste de la proximité humaine entre ceux qui avaient été débarqués du même radeau sur une plage sinistrée. À vrai dire, c'était un mode d'existence qu'on avait peine à désigner comme « vie juive », même si l'on célébrait les jours fériés en conséquence et si l'on achetait de temps en temps de la *matsah* de Hongrie chez le boucher juif de Berlin-Est – nullement parce que la viande était cachère, mais parce qu'elle était meilleure et qu'il ne fallait pas faire la queue aussi longtemps qu'ailleurs[282].

Même Hans Rosenthal, qui était pourtant un représentant officiel de la Communauté Juive de Berlin-Ouest, se définissait comme « croyant » mais pas « au sens strict »[283]. En 1978, sa décision de ne pas annuler son émission « *Dalli-dalli* » le jour du 9 novembre fait polémique au sein de la Communauté Juive, qui lui reproche d'avoir pris une décision « de mauvais goût » et l'accuse de « servilité » envers des nécessités contingentes[284]. Mais la direction de la Communauté déclare l'affaire classée en janvier 1979[285].

À partir de 1967, H.J. Schoeps parle d'une « historisation » et d'une « déjudaïsation » croissantes qui ont donné naissance à des « pseudo-Juifs areligieux »[286]. La fixation sur la Shoah et sur Israël aurait ainsi été une cause de l'éloignement du troisième pilier de l'identité juive : la religion. Nombreux sont ceux qui n'ont le sentiment d'être juifs qu'en tant que membres d'une « communauté de destin » : les Zadek par exemple[287]. La référence à Israël et l'identification avec l'État

---

[280] *Ibid*, p. 229.
[281] W. J. Oppenheimer, *Jüdische Jugend, op.cit.*, p. 49.
[282] „Rohstoff, unsichtbar", *in* : J. H. Schoeps (Ed.), *Aufbau nach dem Untergang, op. cit.*, p. 250. „in einem jüdisch geprägten ‚Juste Milieu', wo außer Schicksalsähnlichkeit auch die Art des Denkens und Sprechens so etwas wie ein Gefühl von Aufgehobensein herstellte; von Geborgenheit zu sprechen, wäre schon zuviel gewesen. Es handelte sich nur um die menschliche Nähe jener, die vom gleichen Floß an einen verwüsteten Strand gespült worden waren. Freilich: Eine Daseinsweise, die man kaum als „jüdisches Leben" bezeichnen kann, auch wenn man die entsprechenden Feiertage erinnerte, Matze aus Ungarn und hin und wieder beim jüdischen Schächter in Ost-Berlin einkaufte – keineswegs, weil das Fleisch koscher war, sondern weil es besser war und man nicht so lange anstehen musste wie anderswo."
[283] H. Rosenthal, *Zwei Leben in Deutschland, op. cit.*, p. 286 („gläubig aber nicht streng").
[284] H. Broder *in :* H. Broder, M. R. Lang, *op. cit.*, p. 93 („Geschmacklosigkeit", „Servilität").
[285] *Allgemeine*, 12.01.1979, p. 9.
[286] J. H. Schoeps, *Mein Weg als deutscher Jude, op. cit.*, p. 254 („areligiöse Möchtegernjuden").
[287] A. et G. Zadek, *Ihr seid wohl meschugge, op. cit.*, p. 235.

hébreu entrent indéniablement en concurrence avec la religion. Pour B. Wasserstein, « le soutien à Israël devient quasiment une nouvelle religion pour les Juifs de la diaspora »[288]. Les Juifs de Berlin-Ouest en sont très représentatifs : si l'engagement spirituel semble décliner, en revanche, le militantisme pro-israélien et surtout la collecte de fonds pour l'État hébreu deviennent une nouvelle façon, laïque, de vivre son identité juive. Or, ce dernier facteur n'était pas valable pour Berlin-Est.

D'autres enfin semblent pleinement conscients que l'existence du judaïsme est menacée et vont de temps en temps à la synagogue pour resserrer les rangs de la communauté, comme Michael Stone, qui porte l'étoile de David et se rend régulièrement à la synagogue de la Pestalozzistraße[289]. Il avoue qu'il ne connaît pas bien les cérémonies, ni ne sait lire l'hébreu, et éprouve par conséquent des difficultés à suivre les offices religieux, mais il fait preuve d'une volonté inébranlable. Toutefois, malgré son désir d'identification avec les Juifs de Berlin, il quitte finalement la Communauté, ne pouvant supporter la « triple loyauté » qu'elle exige de chacun : envers le judaïsme, envers l'ordre démocratique et libéral de la RFA, et surtout envers Israël[290].

Enfin, certains vont à la synagogue juste par curiosité : c'est ainsi que Wolfgang Herzberg, que personne n'avait jamais vu jusqu'alors à la Communauté de Berlin-Est, est pris pour un Berlinois de l'Ouest lors de sa première visite à la synagogue de la Rykestraße à l'âge de 16 ans en 1960[291]… Au cours de cette visite, on lui propose immédiatement un trafic de cigarettes. Parmi les Juifs de RDA, le fait de se rendre à la synagogue peut d'ailleurs constituer une forme de fuite vis-à-vis du régime, voire l'expression d'une certaine « dissidence » : ainsi Stefan Heym avoue « s'être rendu parfois à la synagogue pour les Jours fériés », « mais c'était une forme de protestation »[292]. En d'autres termes, on ne peut parler dans ce dernier cas d'éveil du sentiment religieux.

Etonnamment, la sécularisation n'est pas prise au tragique par les autorités juives : elle est à leurs yeux beaucoup moins dangereuse que les mariages mixtes et peut être contrée par un simple renouvellement des formes religieuses[293]. Levinson considère par

---

[288] B. Wasserstein, *op. cit.*, p. 119.
[289] *In :* H. Broder, M. R. Lang, *op. cit.*, p. 369-370.
[290] *Ibid*, p. 370.
[291] *In* : J. Borneman, J. Peck, *op. cit.*, p. 164.
[292] H. Gellermann, *Stefan Heym. Judentum und Sozialismus. Zusammenhänge und Probleme in Literatur und Gesellschaft*, Berlin, Wissenschaftlicher Verlag, 2002, p. 171 : „Ich bin manchmal, an hohen Feiertagen, in die Synagoge gegangen, in der DDR-Zeit. Aber es war eine Form von Demonstration."
[293] *Allgemeine*, 16.04.1971, p. 1, article „Jugend und Religion".

exemple que la sécularisation n'est pas une cause de disparition du judaïsme[294]. Pour le chantre J. Stolberg, un moyen de redonner aux Juifs le goût d'assister aux offices religieux serait de moderniser la liturgie afin de la rendre plus attrayante, car elle seule est capable de toucher les cœurs[295]. Il faut ainsi créer une ambiance joyeuse qui donne envie de se rendre à la synagogue. Cette dernière doit par ailleurs s'adresser également à ceux qui ne la fréquentent pas en renouvelant ses conceptions d'avant 1933 :

> Nous ne pouvons pas simplement reprendre là où nous avons arrêté en 1933. […] Si nous voulions essayer de copier ou de reconstruire le judaïsme d'alors, nous n'obtiendrions qu'une image déformée et artificielle[296].

Stolberg affiche ainsi ses orientations libérales, voire réformistes. Mais cette attitude d'ouverture à la modernité a peu été suivie en réalité.

Malgré ce phénomène de sécularisation massive, les Juifs religieux existent bel et bien à Berlin-Ouest, mais aussi à Berlin-Est. En effet, certains, comme Michael Landmann[297] ou Artur Brauner, font passer leur identité juive au premier plan depuis la Shoah. La kippa sur la tête de Max Wolffsohn prouve, selon Andreas Nachama, qu'il existe encore des « Juifs allemands conscients » de leur appartenance au judaïsme[298] : reste à tenter de les situer parmi les différents courants de la religion juive.

b) Orthodoxes, conservateurs ou libéraux ?

La *mézouzah*, orientée diagonalement, puisque les rabbins n'arrivaient pas à trancher entre position verticale et horizontale[299], pourrait bien être un symbole du judaïsme tel qu'il apparaît après 1945 : un « juste milieu » qui tente de satisfaire tous les membres de la communauté en cherchant des compromis. Mais même si la conception « unitaire » officielle veut que la dichotomie entre orthodoxes et libéraux ne corresponde plus à la réalité[300], la diversité des pratiques religieuses et le manque d'unité réelle est un signe caractéristique des Communautés Juives à Berlin après la Shoah.

---

[294] *In* : I. Wiltmann, *op.cit.*, p. 145.
[295] *Allgemeine*, 21.04.1961, p. 15.
[296] *Ibid.* („Wir können nicht einfach dort aussetzen, wo wir 1933 aufgehört haben. […] Wollten wir versuchen, das deutsche Judentum von damals zu kopieren oder zu rekonstruieren, wir würden ein verkrampftes Zerrbild erhalten.")
[297] Voir H.J. Schulz, *Mein Judentum, op. cit.*, p. 142.
[298] A. Nachama, *Erneuere, op. cit.*, p. 205 („bewusste deutsche Juden").
[299] J. Petuchowski : „Aus der Geschichte erwachsen: Die jüdische Pluralität heute", *in* : H.-H. Henrix, *Jüdische Liturgie. Geschichte – Struktur – Wesen*, Fribourg, Bâle, Vienne, Herder, 1979 p. 19.
[300] *Allgemeine*, 16.04.1971, p. 1.

Traditionnellement, on a recours à trois catégories pour définir le judaïsme : l'orthodoxie, le libéralisme et, pour ainsi dire à mi-chemin entre les deux, le conservatisme. Mais il ne suffit pas de citer ces trois courants, il faut aussi décrire les orientations spirituelles et les pratiques religieuses qu'ils impliquent. D'abord, on a souvent tendance à confondre piété avec orthodoxie. Or l'intensité de la ferveur ne recoupe pas le concept d'orthodoxie, qui concerne la forme du rite. En outre, il faut souligner que l'Allemagne et les États-Unis par exemple n'ont pas les mêmes conceptions de ces différents courants. Ainsi, ce que les Américains appellent « conservateur » serait plutôt l'équivalent de « libéral » en Allemagne. Mais il faut bien reconnaître que ces catégories ont perdu de leur pertinence au XX^{e} siècle. De fait, même un érudit comme Hermann Simon renonce à employer ces concepts : « qu'est-ce qui est libéral, qu'est-ce qui est orthodoxe ? »[301] se demande-t-il lui-même.

L'« orthodoxie », qui préfère se dire « fidèle à la Torah », prétend être la seule vraie représentante du judaïsme. Elle se caractérise par un principe intangible : c'est Dieu qui a révélé la Torah, et la question du « comment » ne se pose pas. En d'autres termes, la liturgie ne saurait être adaptée au mode de vie des hommes à travers les siècles, elle reste immuable. Les implications sur la vie quotidienne sont nombreuses : la synagogue doit être suffisamment proche du domicile pour que l'on puisse s'y rendre à pied le jour du *Shabbat* ; la séparation des hommes et des femmes est appliquée strictement. Parfois, on peut trouver un microphone dans les synagogues orthodoxes allemandes, ou bien un homme et une femme assis côte à côte, mais il ne s'agit là que de modifications mineures[302]. Parmi les Juifs orthodoxes à Berlin après 1945, on peut citer David Weisz, rabbin à Berlin-Ouest durant trente-quatre ans. Formé en Grande-Bretagne, il arrive à Berlin en 1961 et officie principalement dans la Joachimsthaler Straße. S'il sait inclure l'actualité dans ses prêches, il considère Moses Mendelssohn comme un hérétique[303]. Mais pour J. Petuchowski, l'orthodoxie juive elle-même est loin d'être un courant unitaire[304] : même entre les Juifs orthodoxes d'Europe de l'Est, il y aurait des différences considérables. Dans ce contexte, il est donc difficile de définir précisément les contours de l'orthodoxie dans le Berlin d'après-guerre.

---

[301] *In* : I. Wiltmann, *op. cit.*, p. 273 : "Was ist liberal, was ist orthodox?".
[302] H-H. Henrix et W. Licharz (Eds.), *Welches Judentum steht welchem Christentum gegenüber?* Francfort/Main, Haag + Herchen Verlag, 1985, p. 111.
[303] A. Nachama, *Erneuere*, *op. cit.*, p. 216.
[304] *In :* H.-H. Henrix, *Jüdische Liturgie*, *op. cit.*, p. 20.

Au tournant du XVIII[e] et du XIX[e] siècle se pose la question de savoir si Dieu se manifeste seulement dans les documents hérités d'un âge ancien ou s'il se manifeste également dans le temps présent. Le judaïsme réformé, dont l'émergence est indissociablement liée au processus d'intégration des Juifs à la société allemande, soutient avec vigueur la seconde hypothèse et entreprend de changer radicalement les principes de la liturgie. Le courant libéral berlinois, incarné par Abraham Geiger, était caractéristique de la plupart des communautés juives allemandes au début du XX[e] siècle. Leo Baeck en était un des principaux représentants. Ce courant préconisait l'application de méthodes scientifiques pour étudier les sources rabbiniques mais aussi bibliques. Selon cette conception de la religion, les lois morales prédominent sur l'observance des interdits et la révélation de Dieu ne se limite pas à l'événement particulier du don de la Torah sur le Mont Sinaï. Les principales caractéristiques de la liturgie réformée sont l'utilisation de l'allemand comme langue de culte, le raccourcissement des prières, le remplacement du terme « le rédempteur » (*der Erlöser*) par « la Rédemption » (*die Erlösung*), ainsi que l'introduction de nouvelles prières en rapport avec le temps présent. À la suite de ce mouvement de réforme radical, l'orthodoxie organise une sorte de « contre-réforme » et prône un retour aux sources. On voit donc que ces « courants » sont relatifs et doivent être mesurés à l'aune de ce qui a déjà existé auparavant. En tout cas, le judaïsme réformé tel qu'il existait au XIX[e] siècle est révolu après 1945 : tout au plus peut-on parler de judaïsme d'inspiration « libérale ».

À Berlin-Ouest, toutes les synagogues étaient plutôt orthodoxes, sauf celle de la Pestalozzistraße[305]. Après trois ans passés à Berlin, Levinson reconnaît d'ailleurs être devenu plus conservateur[306] qu'il ne l'était aux États-Unis, même si dans cette synagogue, il suivait le rite libéral. Selon lui, « se rattacher à d'anciennes traditions ne fut possible qu'à Berlin où il existait une communauté libérale avec une majorité libérale dirigée par Heinz Galinski »[307]. À ses yeux, le groupe des orthodoxes était moins écouté : par exemple, lors de manifestations importantes dans la vie de la Communauté, c'étaient les libéraux qui « donnaient le ton ». On estime à 80% le nombre de membres suivant le rite libéral en 1980[308]. Cette situation est bien différente

[305] Selon N. P. Levinson *in :* I. Wiltmann, *op. cit.*, p. 123.
[306] *Ibid.*, p. 126.
[307] *Ibid.*, p. 128: „Das Anknüpfen an alte Traditionen war nur in Berlin erfolgreich, wo eine liberale Gemeinde mit einer liberalen Hauptfraktion unter Heinz Galinski bestand."
[308] B. Asmuss et A. Nachama, *op. cit.*, p. 222. Voir aussi le discours de Heinz Galinski dans l'*Allgemeine*, 6.09.1957, p. 15.

d'autres villes de RFA, où l'orthodoxie régnait, bien que la majorité des membres aient été libéraux. Estrongo Nachama, qui a profondément marqué l'histoire de la synagogue de la Pestalozzistraße en la dotant d'une liturgie propre, a cependant éprouvé des difficultés d'adaptation liées aux différences dans la façon de prier en Grèce et en Allemagne : ici, il ne fallait pas balancer tout le corps comme son père le lui avait appris[309]. En somme, les pratiques des Juifs berlinois après 1945 étaient marquées, selon H. Maor[310], par « une grande diversité, mais au fond la forme de l'office religieux allemand libéral s'est maintenue », caractérisée par la prononciation ashkénaze de l'hébreu, l'absence de livres unifiés, l'utilisation modérée d'orgues ou d'harmoniums et l'introduction de quelques rares prières en allemand.

D'ailleurs, l'orgue est-il toujours le critère distinctif entre « orthodoxes » et « libéraux » après 1945 (alors qu'en France, même dans les synagogues les plus « orthodoxes », l'orgue avait parfaitement droit de cité jusqu'en 1975) ? L'interdiction de l'orgue chez les orthodoxes découle du principe selon lequel la synagogue ne doit pas imiter le Temple de Jérusalem (détruit en 70), qui se caractérisait par la présence de nombreux instruments de musique. Les orthodoxes, croyant encore à la reconstruction du Temple, interdisent l'orgue à la synagogue, alors que les libéraux le plébiscitent car sa présence permet d'esthétiser les cérémonies religieuses. Les orthodoxes invoquent deux autres raisons d'interdire l'orgue : l'interdiction de travailler le jour du *Shabbat* et le refus d'imiter les cérémonies chrétiennes. Dans la Pestalozzistraße, il y a bien sûr un orgue, doublé d'un orgue électronique acheté en 1961. Mais pour les autres synagogues, rien n'est évident. Dans la Rykestraße par exemple, on observe un flottement lors de la reconstruction de la synagogue en 1952-1953. La « dispute autour de l'orgue » (*Orgelstreit*) est résolue de la façon suivante : on ne construit pas d'orgue dans la synagogue, mais un emplacement est laissé vide, au cas où la Communauté de Berlin-Est viendrait à changer d'avis[311]. L'orgue y sera introduit en 1962 par Martin Riesenburger, passionné de musique, mais à sa mort, trois ans plus tard, il ne sera plus utilisé. Un harmonium sera finalement installé à partir de 1973, suscitant beaucoup d'enthousiasme parmi les membres[312]. On voit donc à quel point l'identité religieuse était incertaine, même au sujet des pratiques les plus quotidiennes.

---

[309] Interview dans l'*Allgemeine*, 23.09.1977, p. 9.
[310] H. Maor, *op. cit.*, p. 106: „eine große Vielfalt, doch hat sich im Wesentlichen die Form des deutschen liberaljüdischen Gottesdienstes erhalten".
[311] H. Simon, *Die Synagoge Rykestraße, op. cit.*, p. 23.
[312] *Nachrichtenblatt*, Septembre 1973, p. 14.

À Berlin-Est, la Communauté incarnait ce que Hermann Simon appelle la mouvance « conservatrice-traditionnelle »[313] : c'est du moins la tendance qui était représentée lors des offices religieux. Kirchner utilise pour sa part l'adjectif « traditionnel »[314]. La synagogue de Berlin-Est avait adopté ce rite bien particulier, situé « entre orthodoxie et libéralisme », ce qui faisait dire aux fidèles qu'ils suivaient un rite « typique de la Rykestraße »[315]. Les offices se déroulaient presque exclusivement en hébreu, ce qui était vraiment paradoxal vu qu'il n'était pas enseigné à la Communauté. Néanmoins, selon Kirchner, la majorité des membres étaient plutôt libéraux[316], ce qui a conduit la direction de la synagogue à faire quelques concessions, comme par exemple l'abandon du « *Kol Nidré* »[317]. Quant aux « orthodoxes », ils étaient très peu nombreux[318]. Dans l'ensemble, régnait à l'Est un esprit d'adaptation aux circonstances de la vie juive en RDA, c'est-à-dire d'abord à la situation démographique, ainsi qu'à la place attribuée à la religion juive dans la société. Hermann Simon évoque l'exemple de sa famille : « chez nous, le ménage était cachère pour l'essentiel, c'est-à-dire qu'il n'y avait que de la viande cachère », mais si par hasard, la boucherie était fermée, il fallait acheter sa viande ailleurs[319]. Cela correspond à la définition donnée par Kirchner du traditionalisme : attachement à la tradition pour les grands principes, mais application moins stricte dans la vie quotidienne, car les circonstances ne permettaient tout simplement pas un suivi des règles à la lettre[320].

c) Une difficile coexistence

Il est donc difficile d'identifier une ligne de force et pour cause : Y. Ahren estime que ces trois courants, représentatifs du judaïsme au XIX^{e} siècle, voire encore au début du XX^{e} siècle, sont tombés dans l'oubli après 1945, nivelés par un retour massif de

---

[313] *In :* G. Guttmann, *op. cit.*, p. 27.
[314] Notamment dans notre entretien du 22.04.2008.
[315] H. Simon, *Die Synagoge Rykestraße, op. cit.*, pp. 23 et 57. Le débat sur le rite a animé les fidèles de la Rykestraße dans les premières années après 1945 : les orthodoxes avaient ajouté un pupitre pour lire la Torah au milieu de la synagogue, ce qui a provoqué la colère de Riesenburger, estimant que le « ring de boxe » devait être enlevé : ce fut le cas lors de la rénovation. Il affichait ainsi une orientation plutôt libérale, selon Simon, *ibid*, p. 49.
[316] Voir notre entretien du 22.04.2008.
[317] Titre et premiers mots d'une déclaration en araméen (« Tous les vœux ») servant de prélude à l'office du soir de *Yom Kippour*. Texte extrêmement solennel, il a été remplacé dans le livre de prières du judaïsme réformé à la fin du XIX^{e} siècle soit par des psaumes, soit par le cantique *O Tag des Herrn* (« Ô jour du Seigneur ») composé par le rabbin Leopold Stein.
[318] *Ibid*. („Der Kreis derer, die Orthodoxie mit sich abmachten – Sie verstehen, was ich meine -, die orthodox waren, ohne dass sie alle anderen gestört haben, der war sehr klein.")
[319] *Die Synagoge in der Rykestraße, op. cit.*, pp. 27-28.
[320] Entretien du 22.04.2008.

l'orthodoxie[321]. Il déplore notamment les nombreuses concessions faites aux « DP's » qui ont joué en faveur d'une renaissance de la branche orthodoxe du judaïsme. J. Petuchowski parle quant à lui d'un « office religieux orthodoxe d'inspiration germano-polonaise » dominant en Allemagne[322], qui se caractérise généralement par le renoncement à l'orgue et aux prières en allemand, ou par l'instauration de cloisons pour séparer les hommes et les femmes. Bien souvent, les plus libéraux critiquent l'influence des Juifs d'Europe de l'Est qui auraient empêché le judaïsme libéral « à la berlinoise » de progresser au-delà de son niveau des années 1930[323]. La cause principale de cette « stagnation religieuse » ? Pour Y. Ahren, l'ignorance de la majorité des Juifs allemands en matière de judaïsme[324]. Le niveau de connaissances était très bas en RDA, comme nous l'avons déjà évoqué, mais également en RFA, que Y. Ahren qualifie de « désert » en matière de judaïsme[325]. Selon lui, la tradition religieuse a été négligée au profit de l'engagement politique de la Communauté, de la préservation du souvenir des morts ou encore d'Israël : c'est une « *cut flower culture* » privée de ses racines. Mais on peut également avancer une autre explication : en temps de crise aiguë, il semblerait que, quelle que soit la religion, les croyants aient tendance à se rapprocher des valeurs les plus fondamentales, telles qu'elles apparaissent dans le courant orthodoxe du judaïsme.

Cette situation a entraîné pour beaucoup un rejet du judaïsme. Susanne Thaler rapporte que son père a quitté la Communauté Juive de Berlin-Ouest car celle-ci était trop orthodoxe à son goût et les Juifs de l'Est y décidaient trop de choses[326]. De fait, si beaucoup se désintéressent de la religion, c'est avant tout parce que les rites leur sont inconnus, à la fois en raison de leur manque de connaissances et de la surreprésentation des « Juifs de l'Est » au sein de la Communauté[327]. À l'Est, W. Herzberg ne supportait pas l'ambiance qui régnait dans la synagogue de la Rykestraße, trop déterminée à son goût par les Juifs polonais[328]. Michel R. Lang, à Berlin-Ouest depuis 1962, aurait aimé lui aussi se rendre à la synagogue le soir du *Shabbat*, mais « les rites des immigrés politiques et russes » lui paraissaient « étrangers », voire « moyen-âgeux »[329]. Les

---

[321] *In* : M. Brenner, *Nach dem Holocaust, op. cit.*, p. 208.
[322] H.-H. Henrix, W. Licharz, *op. cit.*, p. 103 („orthodox jüdischer Gottesdienst polnisch-deutscher Prägung").
[323] A. Nachama, *Erneuere, op. cit.*, p. 88.
[324] *Ibid*, p. 210.
[325] *In* : P. Sichrovsky, *op. cit.*, p. 224.
[326] *In* : U. Eckhardt, A. Nachama, *Jüdische Berliner, op. cit.*, p. 238.
[327] H. Broder, M. R. Lang, *op. cit.*, p. 23.
[328] W. Herzberg, *Überleben, op. cit.*, p. 429.
[329] *In* : H. Broder, M. R. Lang, *op. cit.*, p. 265.

« Juifs de l'Est » ont en effet cherché à recréer l'univers qui leur était familier : la prononciation de l'Europe centrale, les mélodies plaintives, une certaine agitation durant les offices[330], autant d'éléments qui étaient totalement étrangers aux Juifs « allemands » et ont détourné ceux-ci de la synagogue.

Même à Berlin-Est, c'est un problème qui se pose, notamment vis-à-vis du personnel religieux venu de Hongrie et imprégné de traditions d'Europe centrale. Ainsi, le chantre Béla Janosi, venu de Budapest en 1963-1964, a connu de sérieux problèmes d'adaptation. Certes, les dirigeants de la Communauté lui reconnaissent des qualités, mais selon eux :

> il ne fait pourtant preuve d'aucune capacité d'adaptation au rite qui prévaut ici et qui est exercé depuis des années au Temple de la paix[331].

Et ils citent l'exemple de la musique de Louis Lewandowski, considérée comme un emblème du judaïsme libéral à Berlin et totalement ignorée par le chantre hongrois. Par ailleurs, on estimait que celui-ci n'était pas assez bon musicien pour continuer à exercer ses fonctions et qu'il ne parlait pas assez bien allemand. Jakob Hein rapporte également à quel point le chantre Oljean Ingster, originaire de Pologne, qui a officié à partir de 1966 dans la Rykestraße, lui paraissait étranger :

> Lorsque ma mère et moi fîmes notre apparition pour la première fois, il n'y avait que le vieux chantre. Pour les fêtes juives, il mettait le vêtement traditionnel, passait un châle de prière fabriqué dans un tissu lourd et vieux, et chantait des chants à consonance étrangère, tandis que nous étions assis dans la seule synagogue intacte, dans la Rykestraße, et l'écoutions, fascinés. Je me suis toujours demandé de quel monde il venait, parce qu'il semblait ne rien avoir en commun avec le mien. L'immense majorité des gens présents ne connaissaient pas ses chants et suivaient la cérémonie sans mot dire[332].

On peut cependant estimer que cette impression d'étrangeté est due avant tout au manque de connexions du jeune témoin avec le monde juif, vu qu'O. Ingster avait vécu la majeure partie de sa vie en Allemagne. À cela, on peut ajouter que même Hermann Simon trouvait les offices religieux « ennuyeux » lorsqu'il était jeune, parce qu'il ne les comprenait pas[333].

---

[330] P.N. Levinson *in* M. Brumlik : *Jüdisches Leben in Deutschland seit 1945, op. cit.,* p. 148.
[331] CJA, 5A1, Nr. 0503, # 2 : „Es fehlt ihm jedoch jegliche Anpassungsmöglichkeit zu einem und dem hier bestehenden Ritus, wie er im Friedenstempel seit Jahren durchgeführt wird."
[332] J. Hein, *Vielleicht ist es sogar schön, op. cit.,* pp. 97-98 : „Als meine Mutter und ich zum ersten Mal dort erschienen, gab es nur den alten Kantor. Zu den jüdischen Feiertagen zog er traditionelle Kleidung an, legte einen Gebetsschal aus schwerem alten (*sic*) Stoff um und sang fremdartige Lieder, während wir in der einzigen intakten Synagoge in der Rykestraße saßen und ihn fasziniert betrachteten. Ich fragte mich immer, aus welcher Welt er kam, weil er mit meiner überhaupt nichts zu tun zu haben schien. Die allermeisten Anwesenden kannten die Lieder des Kantors nicht und verfolgten stumm die Zeremonie."
[333] *In* : I. Wiltmann, *op. cit.,* p. 268.

Toutefois, la majorité des membres semblent rejeter tout autant les évolutions libérales que le retour à la rigueur orthodoxe. Ainsi, lorsque le rabbin Neuman, fraîchement arrivé des États-Unis à Berlin-Est en 1987, appelle pour la première fois une femme à lire la Torah, il s'attire les foudres de la Communauté, en particulier des dirigeants. Il se défend cependant d'avoir été brutal : il n'aurait pas voulu introduire d'un seul coup un « office égalitaire », mais aurait simplement invité les femmes assises au dernier rang à se mettre sur un côté de la salle de prière plutôt qu'à l'arrière[334]. « Je n'étais pas là pour réformer la Communauté, pour faire d'eux des Juifs libéraux ou conservateurs ou orthodoxes, mais pour renforcer le sentiment de communauté »[335]. Cela a fonctionné avec la famille Laske, qui s'est rendue de plus en plus souvent à la synagogue, attirée par les pratiques modernes du nouveau rabbin[336]. Mais s'il plaisait beaucoup aux plus jeunes, en revanche les plus âgés avaient du mal à accepter ce changement. Le rabbin quittera la RDA en avril 1988 avec sa nouvelle femme, Eva Grünstein, fille d'un haut fonctionnaire du régime est-allemand, suite notamment à de fortes dissensions avec la Communauté Juive et avec le régime est-allemand. Certains estiment d'ailleurs que le rabbin n'était pas suffisamment préparé à ce qui l'attendait dans un pays communiste[337].

Ainsi, les dissensions sur les orientations religieuses sont considérables dans les deux communautés, même si elles rarement thématisées clairement. Mais la « scission » la plus visible, et même la plus médiatisée, au cours des dernières années est sans doute la recréation de la Communauté néo-orthodoxe *Adass Jisroel*.

d) L'épisode *Adass Jisroel*[338], curieuse « intrigue de cour avec Honecker dans le rôle principal »[339]

Créée en 1869 en réaction aux influences libérales au sein de la Communauté majoritaire de Berlin, la Communauté *Adass Jisroel*, fondée par Esriel Hildesheimer, est reconnue officiellement en 1885. Esra Munk, neveu de ce dernier et père de Michael Munk, y fut rabbin de 1900 à 1938. *Adass Jisroel* fut dissoute par la Gestapo en

---

[334] *In* : R. Ch. Schneider, *Wir sind da, op. cit.*, p. 372.
[335] *Ibid*, p. 372 : „Ich war nicht da, um die Gemeinde zu reformieren, um liberale oder konservative oder orthodoxe Juden aus ihnen zu machen, sondern um das Gemeinschaftsgefühl zu stärken."
[336] „Von new York nach Ostberlin", *op. cit.*, p. 14.
[337] Voir notre entretien avec N. Galliner du 18.08.2009.
[338] Signifie littéralement « Communauté Israël ».
[339] H. Broder, *Erbarmen mit den Deutschen*, Hambourg, Hoffmann & Campe, 1993, p. 100 : „höfische Intrige mit Honecker in der Hauptrolle".

décembre 1939[340] ; en 1945, il n'en reste plus que des ruines en quête d'héritiers. À la faveur de circonstances plus politiques que religieuses, Mario Offenberg, petit-fils d'un des cofondateurs et citoyen de Berlin-Ouest, va parvenir à imposer sa reconstruction… à Berlin-Est. Il faut dire que la Communauté disposait de biens situés désormais de part et d'autre du Mur.

À partir des années 1980, M. Offenberg se met à dénoncer la disparition des traces de la Communauté dans le Berlin d'après-guerre, comme celles de la synagogue Levetzowstraße dans le quartier de la Hanse (à Berlin-Ouest), ayant servi de lieu de « rassemblement » pour la déportation des Juifs berlinois. Démolie en 1955-56 alors qu'elle n'était que très peu endommagée, son destin n'intéresse plus personne, mis à part les quelques anciens membres survivants et leurs familles dispersés dans le monde. « Pendant 40 ans, on pouvait y passer sans rien percevoir du passé de ce lieu »[341]. Une « *Association Adass Jisroel* » a bien été créée en 1949 à Charlottenburg, mais elle est fut dissoute en 1962, faute de membres[342]. À côté de la synagogue se tenaient également une maison communautaire et une école. La « liquidation » s'est poursuivie[343] selon M. Offenberg, puisqu'aucun héritier n'a jamais entendu parler des biens d'*Adass Jisroel* « confisqués » par les nazis. Après avoir d'abord revendiqué cette succession, la Communauté Juive de Berlin s'est finalement rétractée, et le terrain de la Siegmundshof fut loué à l'entreprise Hans Nickel pour 30 DM par mois en 1953[344].

Des décennies plus tard, le 9 novembre 1985, M. Offenberg organise une manifestation sur les lieux de l'ancienne synagogue, Siegmundshof 11, au cours de laquelle un monument dû à Hans-Martin Quell est érigé. Galinski, qui partage avec Kirchner la même hostilité à l'égard d'Offenberg, brille par son absence, alors que le public découvre pour la première fois l'existence de cette synagogue[345]. En 1986, M. Offenberg obtient du Sénat qu'une exposition ait lieu à Berlin-Ouest, organisée par le Musée de Berlin, le « *Landesarchiv Berlin* » et le « *Museumspädagogischer Dienst* » de la ville. Selon ses dires, elle aurait eu lieu uniquement parce que les autorités de

---

[340] B. Rebiger, *op. cit.*, p. 28.
[341] *Ibid*, p. 17 : „konnte man vierzig Jahre lang gehen, ohne etwas von der Vergangenheit des Ortes wahrnehmen zu müssen".
[342] H. Broder, *Erbarmen mit den Deutschen*, p. 87.
[343] *Ibid.*, p. 256 („Fortwährende Liquisierung").
[344] *Ibid.*, p. 264.
[345] „'Tradition plus Aufklärung' – Die israelitische Synagogengemeinde Adass Jisroel zu Berlin", *in* : W. Dressen (Ed.), *Jüdisches Leben*, Berliner Topografien n° 4, Museumspädagogischer Dienst Berlin, Verlag Ästhetik und Kommunikation, Octobre 1985, p. 88.

Berlin commençaient à craindre que cette affaire ne lui vaille une mauvaise réputation[346].

Quant aux bâtiments de la Communauté situés à Berlin-Est, la plupart en fait, ils n'ont pas plus été pris en considération : l'ancienne synagogue située à Mitte est détruite en 1967, l'ancien siège de l'administration occupé par une agence publicitaire ; les autres ruines ont été démolies dans les années 1970[347]. Mais le plus tragique est sans doute le destin du cimetière de la Communauté *Adass Jisroel*, fondé en 1880, situé lui aussi à Weißensee, dans la Wittlicher Straße. Alors que seule la grande halle du cimetière avait été détruite par les bombardements, la ruine est restée en l'état, abandonnée jusqu'au milieu des années 1970. Depuis le départ en retraite de son gardien, Arthur Sterr, en 1974, la Communauté Juive de Berlin-Est ayant décidé de fermer « provisoirement » le cimetière - dans les faits durant onze ans -, les tombes restantes sont tombées en ruines. Par ailleurs, il y eut de nombreux actes de vandalisme durant ces années, sur lesquels on aurait, toujours selon M. Offenberg, littéralement fermé les yeux[348]. Il dénonce la RDA qui s'est approprié sans aucun droit une partie du terrain en 1984. Affilié au cimetière, il y avait également un hôpital juif, le « *Israelitisches Krankenheim* », situé dans l'Elsasser Straße : après 1945, il fut occupé successivement par la préfecture de police de Berlin, puis par la direction de la *Reichsbahn*, sans qu'aucune plaque commémorative ne rappelle son passé[349]. Un seul médecin juif de cet hôpital est d'ailleurs revenu à Berlin après la guerre : le docteur Fritz Hirschfeld.

Ainsi, M. Offenberg conclut son plaidoyer pour la réinstauration d'*Adass Jisroel* en accusant les deux Communautés Juives de Berlin de n'avoir aucune « conscience de la continuité historique »[350] de la vie juive dans la ville. Mais l'Est s'est dans une certaine mesure racheté à ses yeux : c'est en effet Erich Honecker qui a sauvé le cimetière en s'engageant à le reconstruire en novembre 1985, accédant à la demande de « l'héritier » de la Communauté. La reconstruction s'effectue en un temps record et la cérémonie d'ouverture a lieu dès le 26 juin 1986 devant une part des survivants et de leurs descendants. Faut-il y voir comme D. Dagan, qui écrit pour le quotidien israélien *Ha'aretz*, une preuve de « l'inclination du chef d'État de RDA pour les Juifs »[351] ? À

---

[346] Voir : M. Offenberg, *Vernichtet und Vergessen, op. cit.*, p. 3.
[347] *Ibid.*, p. 17.
[348] *Ibid.*, p. 19.
[349] *Ibid.*, p. 168.
[350] *Ibid.*, p. 269.
[351] *Ha'aretz*, 3.03.1986, cité par M. Offenberg, *in* : *Ibid.*, p. 294.

peine quelques mois plus tard, Honecker sauve de nouveau le cimetière de justesse d'une « profanation », la construction de nouveaux immeubles étant prévue aux alentours. Quelques années plus tard, la Communauté *Adass Jisroel* sera légalisée officiellement en RDA, sans prendre en compte aucun avis de la Communauté « unitaire » de Berlin-Est…

Le « cas » Mario Offenberg est en général interprété comme une démonstration d'intolérance de la part de la Communauté Juive de Berlin-Ouest et surtout de Galinski, présenté comme réfractaire au pluralisme religieux. Henryk M. Broder, que l'on ne peut pourtant pas accuser de collusion avec les autorités juives de Berlin-Ouest, a cependant établi une version contradictoire dans *Erbarmen mit den Deutschen*[352] (« Pitié pour les Allemands ») : il définit M. Offenberg comme « le prototype du Juif de gauche intellectuel et actif politiquement », ayant soutenu une thèse en 1975 sur « le communisme en Palestine » et à l'époque bien éloigné de la religion ; l'OLP lui décerne d'ailleurs un prix pour l'un de ses films[353]. Or, quelques années plus tard, c'est en tant que Juif orthodoxe qu'il monte au créneau devant les autorités de Berlin-Est, se référant à ses racines judéo-berlinoises. Alors que les Juifs est-allemands devaient se soumettre habituellement à de nombreux « rituels de sujétion » face au pouvoir[354], H. Broder note que M. Offenberg obtenait sans problème des rendez-vous avec les plus hauts dignitaires de l'État[355] :

> Il était autorisé à passer les postes-frontière entre Berlin-Est et Berlin-Ouest sur la voie réservée aux diplomates sans être inquiété par des contrôles, il a réussi à faire loger ses parents aux frais de l'État dans la maison des invités du gouvernement pendant des mois, il envoyait ses lettres et ses télégrammes directement à Honecker et entrait dans le bureau de de Maizière sans être arrêté à l'entrée[356].

En juin 1988, le comité directeur de la nouvelle Communauté *Adass Jisroel* est constitué : il se compose en réalité de… Mario Offenberg et de son père, Ari Abraham, le troisième membre prévu, Samuel Auerbach, n'ayant pas pu venir d'Israël pour l'occasion[357] (alors que les statuts de 1882 mentionnent bien que seuls les Juifs résidant à Berlin peuvent être membres de la Communauté et que le père et le fils ne peuvent

---

[352] *op. cit.*
[353] *Ibid,* p. 86.
[354] „Unterwerfungsrituale", *in* : *Ibid.,* p. 88.
[355] „Nur im Falle einer nicht mehr vorhandenen jüdischen Gemeinde legte die DDR einen wilden Philosemitismus an den Tag", *ibid.*
[356] *Ibid,* p. 109 : „Er durfte die Grenzübergänge zwischen Ost- und Westberlin auf der Diplomatenspur passieren, ohne von Kontrollen belästigt zu werden, er schaffte es, seine Eltern auf Staatskosten im Gästehaus der Regierung auf Monate einzuquartieren, er schickte seine Briefe und Telexe gleich an Honecker und marschierte zu de Maizière rein, ohne dass er im Vorzimmer aufgehalten wurde."
[357] *Ibid.,* p. 90.

faire partie en même temps du comité directeur) : une « entreprise familiale » donc[358] ? La Communauté ne compte alors aucun membre, pas même ses dirigeants, puisque M. Offenberg était citoyen de Berlin-Ouest. Ce dernier se voit confier les pleins pouvoirs par les dix-sept anciens membres et confirmé dans ses droits par son avocat, Lothar de Maizière[359]. Ainsi, dans sa précipitation à reconnaître une communauté juive avant la RFA, la RDA semble ainsi avoir oublié de procéder à quelques vérifications élémentaires.

C'est finalement le 18 décembre 1989 que la RDA reconnaît tous ses droits à la Communauté[360]. Le « tournant » de 1989-1990 s'avère être une chance pour les Offenberg, à qui on ne demande aucun compte. En 1990, la Communauté reçoit 2,9 millions de DM et 42 000 dollars de soutien[361]. L'arrivée des Juifs russes à Berlin constitue une nouvelle aubaine : dès 1990, environ 200 d'entre eux s'inscrivent immédiatement à la Communauté *Adass Jisroel*, moins « bureaucratique » que les deux autres Communautés. La Communauté de Berlin-Ouest refusera toujours de la reconnaître comme l'héritière légale de la communauté fondée par Hildesheimer[362], certains descendants d'anciens membres lui ayant certifié par écrit que M. Offenberg était un imposteur[363]. Il est difficile de voir clair dans cette affaire ; toujours est-il qu'Edgar Miles Bronfman, le président du Congrès Juif Mondial, ne lui accordait également aucune crédibilité. Mais Honecker ne percevait pas ces différences dans le monde juif : pour lui, un Juif était un Juif, et il entendait s'attirer leurs faveurs dans les dernières années d'existence de la RDA[364].

Après 1990, le Sénat du Berlin réunifié ne reconnaîtra d'abord pas la Communauté ; puis, suite à une décision du Tribunal constitutionnel de Karlsruhe, elle sera finalement reconnue « corporation de droit public » suite à de longues négociations, en 1997.

Ainsi, le débat sur les orientations religieuses, d'ailleurs pratiquement inexistant, n'était en réalité pas toujours de nature strictement religieuse. Mais ce qui semble dominer, à l'Est comme à l'Ouest, c'est le fossé entre les dirigeants des Communautés

---

[358] Expression de Galinski („Familienunternehemen").
[359] *Ibid.*, p. 92.
[360] *Ibid.*, p. 94.
[361] *Ibid*, p. 98.
[362] Galinski s'est d'ailleurs senti étiqueté par Mario Offenberg comme un « Ceaucescu juif », selon les propos de Broder, *ibid.*, p. 112. M. Offenberg l'aurait en outre accusé de diriger la Communauté comme s'il s'agissait d'un parti stalinien.
[363] *Ibid*, p. 113.
[364] Sur les raisons de ce changement d'attitude, voir la quatrième partie.

et les simples membres, qui mène à des tentatives de recherche d'une vie juive en dehors des institutions officielles.

V – La rupture entre les Communautés et leur base

Après 1945 s'opèrent de grands changements dans la vie communautaire à l'Est comme à l'Ouest. Les dirigeants spirituels s'effacent au profit des présidents et représentants, tandis que les Communautés semblent se fermer à toute évolution – ce qui est contraire à la tradition de modernité de la Communauté Juive de Berlin avant 1933 – et cause naturellement d'amères déceptions chez les membres. Même si certains voient encore dans ces Communautés une sorte de famille, d'autres cherchent à se fédérer à la marge de celles-ci.

a) « Crépuscule des rabbins » et âge d'or des « fonctionnaires juifs »

L'après-1945 semble marqué par une très nette baisse d'influence du personnel religieux au profit d'une nouvelle « classe » de dirigeants : les « fonctionnaires » juifs. Il faut d'abord bien prendre conscience du manque criant qu'a représenté l'absence de rabbin dans les deux Communautés Juives de Berlin. Le « manque de rabbin » (*Rabbinermangel*) ou « problème de rabbin » (*Rabbinerproblem*) devient une expression consacrée, de 1953 à 1960 à l'Ouest, et de 1969 à 1990 environ à l'Est[365]. S'il est particulièrement aigu à Berlin, ce phénomène touche bien d'autres pays à la même époque, notamment la France[366]. On peut évoquer différentes raisons à ce phénomène, l'exil arrivant largement en tête. Dans le cas de l'Allemagne, s'ajoute le rejet du « pays des bourreaux » et dans le cas de Berlin, il faut prendre en compte les conditions de vie plutôt inquiétantes imposées par la Guerre froide quotidienne. Pour A. Ginsburg, un autre facteur explicatif réside dans les salaires et retraites particulièrement peu attractifs qui leur étaient proposés[367]. Quoi qu'il en soit, le désespoir est tel que la Communauté de Berlin-Ouest va jusqu'à passer des annonces dans différents journaux juifs du monde entier pour recruter un rabbin[368].

---

[365] Voir la liste des rabbins (Annexe 9)
[366] *Allgemeine*, 7.09.1979, p. 4.
[367] „Politik danach – Jüdische Interessenvertretung in der Bundesrepublik", *in* : M. Brumlik, *Jüdisches Leben in Deutschland seit 1945, op. cit.*, p. 111.
[368] Voir notamment *Allgemeine*, 9.10.1959, p. 9.

Le fait est qu'il n'y a plus, à Berlin, de conduite spirituelle forte comme du temps de Leo Baeck ou de Malvin Warschauer. Selon H. Maor, en 1953, « à l'Est, on s'est débrouillé en 'nommant' un prédicateur rabbin »[369], qui peine à trouver une légitimité en dehors de la Communauté de Berlin-Est. Levinson a par exemple reproché à Martin Riesenburger de ne pas savoir lire un texte hébreu sans *nikoud*[370]. D'autres l'auraient même observé en train de lire un livre en hébreu à l'envers[371], ce qui paraît tout de même peu probable. Cependant, pour Hermann Simon, ce rabbin « de fortune » a toujours assumé sa « responsabilité juive » et a joué un rôle irremplaçable au quotidien[372] : ses prières radiophoniques notamment ont marqué les mémoires. Par ailleurs, il bénéficiait d'une aura due à son héroïsme sous le national-socialisme[373] et à sa conviction que jamais il n'abandonnerait la Communauté[374].

Après sa mort, la Communauté de Berlin-Est aura du mal à lui trouver un successeur : l'époque était loin où Berlin possédait le plus grand séminaire rabbinique d'Europe et Berlin-Est. Les projets de Wilfried Fink et de Peter Honigmann ne se sont pas concrétisés. Le premier avait entrepris une formation rabbinique au séminaire de Budapest ; tous les espoirs des Juifs de RDA reposaient alors sur lui, le *Nachrichtenblatt* suivant l'évolution de sa formation quasiment au jour le jour. Mais le candidat au rabbinat se suicide en 1970 sans que le journal ne lui rende aucun hommage. Quant à Peter Honigmann, il aurait souhaité effectuer sa formation à Heidelberg, où la *Hochschule für Jüdische Studien* venait d'être fondée en 1979, mais les autorités de RDA n'étaient pas prêtes à pousser les concessions aussi loin pour obtenir un rabbin[375].

De 1966 à 1969, Ödön Singer a officié pour la Communauté de Berlin-Est. Les portraits du rabbin hongrois, plus connu à la Stasi sous le sigle de « IM Reb », sont peu flatteurs : il semble s'être surtout illustré par son goût prononcé pour l'argent, les

---

[369] H. Maor, *op. cit.*, p. 104 : „In der Ostzone half man sich, indem man einen Prediger zum Rabbiner ‚ernannte'".
[370] N. P. Levinson, *Ein Ort, op. cit.*, p. 127. (Le *nikoud* est la ponctuation utilisée pour savoir comment se prononcent les consonnes.)
[371] S. Meining, *Kommunistische Judenpolitik, op. cit.*, p. 204. Il s'agit du rabbin américain Gunther Plaut.
[372] Préface de *Das Licht verlöschte nicht, op. cit.*, p. 30 („in jüdischer Verantwortung").
[373] Il aurait caché 560 rouleaux de Torah, (*in : Ibid*, p. 84) et a contribué à ce que la « lumière » du judaïsme ne s'éteigne jamais à Weißensee. („Unser eiserner Wille, das Licht des Judentums nicht verlöschen zu lassen." *Ibid.*, p. 86).
[374] *Ibid.*, p. 57 : „Ich werde diese Gemeinde nicht verlassen."
[375] À partir d'octobre 1988, les Allemands de l'Est pouvaient obtenir une autorisation spéciale pour étudier dans cette école, mais le premier candidat ne sera envoyé qu'en mai 1989. D'après L. Mertens, *Davidstern, op. cit.*, p. 150.

voitures et les vêtements de l'Ouest, ainsi que pour sa fainéantise[376]. Après son départ, ce sont les chantres qui se sont efforcés de compenser l'absence de rabbin, notamment Oljean Ingster, déjà évoqué. Enfin, c'est le rabbin américain Neuman qui officie quelques mois à peine à Berlin-Est en 1987-1988. Isaac Neuman, né en Pologne, survivant des camps, puis, émigré aux États-Unis, fut le dernier rabbin de la petite communauté : il n'est pas resté en fonctions plus de huit mois. Il démissionne en mai 1988, comparant le vocabulaire des journaux de RDA à celui du *Völkischer Beobachter*[377]. Toutes les autres périodes ont été marquées par l'intervention de rabbins « invités » (*Gastrabbiner*) : les plus fidèles ont été Laslo Salgo (de Hongrie) en 1978, Curtis Cassell (de Grande-Bretagne) en 1981, Ernst Lorge (des États-Unis) en 1984-1985. Ceux-ci venaient aux frais de l'AJC, essentiellement pour les fêtes. Cet apport extérieur, même ponctuel, avait le mérite de maintenir en vie un certain nombre de rites.

À l'Ouest, ce sont surtout les années 1953-1960 qui furent difficiles après le départ de Levinson. En attendant désespérément un rabbin, les chantres, comme Leo Roth ou Israël Leibovits ont tenté de combler ce manque. Parmi les rabbins invités, on comptait Joachim Prinz, David Kahana : ce dernier, originaire de Pologne, résidant à Tel-Aviv et passant souvent ses vacances à Berlin, a joué le rôle d'un intermédiaire précieux entre Berlin et Israël. On peut évoquer encore notamment Max Nussbaum de Hollywood et Georg Salzberger de Londres. En 1957, il y eut un court « épisode Goldstein », mais qui semble être tombé dans l'oubli[378]. C'est en 1961 que le rabbin Cuno Lehrmann devient enfin le premier rabbin de la Communauté de Berlin-Ouest ayant la ferme intention de s'y établir. Il sera suivi peu de temps après par David Weisz[379]. Ainsi, en 1966, la Communauté dispose de deux rabbins et de six chantres.

Outre ce « problème de rabbin » endémique, il manque aux Communautés, selon E. Landau, « des dirigeants juifs qui seraient à même de tirer les masses de leur léthargie et de les influencer spirituellement »[380]. C'est ce problème que pointent du doigt de nombreux témoins interviewés par H. Broder et M.R. Lang : ainsi, Jürgen

---

[376] M. Wolffsohn, *Die Deutschland-Akte*, *op. cit.*, pp. 88-89.
[377] Article de Luc Rosenzweig dans *Le Monde* du 4.05.1988, p. 2.
[378] En effet, Isaak Goldstein reste à peine quelques mois à Berlin. Il aurait accordé une interview au *Deutsche Soldatenzeitung*, dans laquelle il se prétendait « grand-rabbin » alors que cela ne correspondait pas à sa fonction. Voir *Allgemeine*, 18.03.1960, p. 11. En 1960, un jugement du Tribunal d'instance est prononcé à son encontre : il aurait corrompu des membres de la Communauté pour qu'ils votent pour lui. Voir *Allgemeine*, 15.07.1960, p. 13.
[379] Voir liste des rabbins (Annexe 9).
[380] *In* : H. Ganther, *op. cit.*, p. 275 : „keine jüdische Führerschaft, die geeignet wäre, die Massen aus ihrer Lethargie herauszureißen und geistig zu beeinflussen."

Landeck regrette l'absence d'intellectuels juifs dans la direction de la Communauté de Berlin-Ouest. Pour lui, les dirigeants ne sont que des « exécutants », qui se préoccupent avant tout de leur renommée[381] et ont certes œuvré pour la reconstruction matérielle, mais ne peuvent aller au-delà. Pour H. Elsberg, le vide spirituel se ressent dans les activités de la Communauté Juive : certes, on peut y observer des talents d'organisation, beaucoup de courage à l'œuvre, mais pas cette « atmosphère de fine spiritualité », les membres voyant dans le bien-être matériel « l'alpha et l'oméga » de leur quête personnelle[382]. La majorité des dirigeants étant des commerçants, L. Mertens n'est pas étonné qu'ils soient de bons administrateurs mais non des « leaders spirituels »[383]. Mais n'est-ce pas faire preuve d'un certain élitisme dans la situation qui était celle d'après 1945 ? Ces « fonctionnaires juifs » ont au moins eu le mérite de défendre l'existence des communautés juives en Allemagne, promises sinon à la « liquidation ». Par ailleurs, jusque dans les années 1930, les populations juives originaires d'Europe de l'Est fournissaient les moyens humains dont la Communauté avait besoin sur le plan religieux : rabbins, professeurs, chantres, etc.[384]. Or ce « réservoir » venait d'être anéanti par le national-socialisme et aucune des deux Communautés de Berlin ne pouvait compter sur lui désormais, à part dans quelques cas isolés.

En outre, le rôle et la conception du rabbin ont fondamentalement changé par rapport à l'avant-guerre. Les rabbins ne sont plus les « *rebbe* » à la fois ministres du culte et maîtres spirituels qui dirigent une communauté de fidèles : ils s'occupent désormais d'affaires sociales, politiques et culturelles. Selon Levinson :

> Le rabbin ne représente plus la voix du Sinaï, la parole prophétique du judaïsme, mais la minutie de l'artisan-boucher[385].

Le statut du chantre a lui aussi profondément changé : auparavant, le *hazzan* était essentiellement chanteur et musicien, maîtrisant l'art de la cantilation[386], chargé d'embellir les offices religieux. Mais désormais, il s'occupe aussi de l'éducation des enfants, de la Torah, de la prière…[387] Le plus grand souci est que, en l'absence d'une

---

[381] H. Broder, M. R. Lang, *op. cit.*, p. 254 („Renommier-Gestalten").
[382] *Ibid*, p. 110 („feingeistige Atmosphäre", „das A und O ihres Lebens").
[383] L. Mertens, *Davidstern, op. cit.*, p. 22 („geistige Führer"). Selon lui, Peter Kirchner fait exception à la règle.
[384] L. Heid: „"Die Pestbeule Deutschlands" – Bedingungen ostjüdischen Lebens in Berlin zwischen Weltkrieg und Novemberrevolution", *in* : W. Dreßen, *op. cit.*, p. 24.
[385] *Allgemeine*, 10.10.1986, p. 5 : „Der Rabbiner repräsentiert nicht mehr die Stimme vom Sinai, das prophetische Wort des Judentums, sondern die minutiae des Fleischerladens."
[386] Voir glossaire (définition du chantre).
[387] *Allgemeine*, 16.12.1977, p. 5.

école en Europe, la tradition liturgique peut être difficilement maintenue et tombe peu à peu en désuétude.

Le rabbin est par ailleurs un simple employé de la Communauté qui doit obtenir l'approbation du comité de direction pour exercer ses fonctions. Or, selon Pnina Navè Levinson, les présidents des communautés auraient ainsi usurpé progressivement le rôle du rabbin[388]. Le renvoi de Nathan Peter Levinson en 1953 constitue selon A. Brämer « un authentique conflit de compétences entre le rabbinat et la direction de la Communauté »[389] : on assiste en effet à la lutte de l'ecclésiastique contre le politicien. Selon M. Wolffsohn, à partir du renvoi de Levinson, le rabbin va être relégué dans sa « tour d'ivoire » au profit du président de la Communauté[390]. On assiste à un véritable « culte de la personnalité » autour de Galinski[391] et, dans une moindre mesure, de Kirchner[392].

Ainsi, à Berlin-Est également, les conflits entre une direction trop présente et un rabbinat déconsidéré se font jour, même si jusqu'en 1965, Martin Riesenburger a été un « leader » plus charismatique que Heinz Schenk. Mais le rabbin Neuman en revanche, s'est souvent plaint de la position de Kirchner, qui était soucieux de conserver une autorité chèrement acquise :

> Dès le début, Kirchner ne voulait pas de rabbin. Il aurait préféré que les domaines temporel et spirituel de la synagogue restent sous sa direction[393].

Selon lui, le président de la Communauté bénéficiait de privilèges tels qu'il ne pouvait qu'être hostile au changement : une voiture française, un bel appartement, parfois un visa pour Berlin-Ouest[394]. Il avait en outre une grande influence sur le *Nachrichtenblatt* et entendait décider lui-même du déroulement des offices religieux malgré sa compétence – aux yeux de Neuman – limitée en la matière. M. Wolffsohn le qualifie d'ailleurs de « président autoritaire dans un état autoritaire »[395]. Cette vision ne fait toute fois pas l'unanimité : on trouve par exemple chez L. Mertens la description d'une

---

[388] *In :* M. Brumlik, *Jüdisches Leben, op. cit.,* p. 151.
[389] *In* : I. von der Lühe *et al., „Auch in Deutschland waren wir nicht wirklich zu Hause, op. cit.,* p. 185 („ein genuiner Kompetenzstreit zwischen Rabbinat und Gemeindeführung").
[390] *Meine Juden, Eure Juden, op. cit.,* p. 52.
[391] Voir annexe 11.
[392] Voir A. Kauders, *Unmögliche Heimat, op. cit.,* p. 182. Cependant, le « culte de la personnalité » en RDA concernait plus encore Helmut Aris, président du *Verband*, que Kirchner.
[393] Interview d'I. Neuman *in* : R. Ch. Schneider, *op. cit.,* p. 377 : „Kirchner wollte von Anfang an keinen Rabbi. Er hätte es vorgezogen, wenn der weltliche und geitliche Bereich der Synagoge auch weiterhin unter seiner Leitung gestanden hätten."
[394] *Ibid,* p. 378.
[395] M. Wolffsohn, *Die Deutschland-Akte, op. cit.,* p. 307 : „der autoritäre Vorsitzende der Gemeinde in einem autoritären Staat".

« démocratie au sein de la Communauté » établie par la personne même de Peter Kirchner depuis l'instauration des élections en 1972[396]. En tout cas, la situation de conflit devait s'avérer trop difficile à supporter pour le rabbin Neuman, et le départ de celui-ci doit être considéré comme le résultat de profondes divergences de vues avec la ligne officielle. Devenu « *persona non grata* » suite à une critique de la Communauté de Berlin-Est sur un plateau de télévision ouest-allemand, il a vite compris qu'on ne lui faciliterait pas la tâche s'il décidait de rester en RDA et a préféré rentrer aux États-Unis[397].

Ainsi donc, les rabbins devaient souvent s'incliner devant les présidents. C'est un premier élément de la rupture entre les Communautés et leur base. Un second élément semble être la manière dont étaient dirigées les institutions.

b) Déceptions de part et d'autre du « rideau de fer » : autoritarisme et archaïsmes

Dès 1959, H. Ganther identifie très bien le problème des Juifs en Allemagne après 1945 :

> Partout où il y a des personnes juives, il y a certes eu reconstruction des communautés juives, mais il n'y avait plus de vie communautaire à proprement parler. Partout, il manquait le contact entre la Communauté et les membres[398].

Il constate ainsi la dislocation de la « *Gemeinde* » et de la « *Gemeinschaft* ». De fait, bien souvent, les seules personnes actives au sein d'une Communauté se réduisent aux membres du Comité directeur et aux représentants[399].

À Berlin plus particulièrement, le premier facteur de distanciation réside dans l'attitude autoritaire des présidents des Communautés Juives, qui ont pu faire douter bien des contemporains quant au caractère démocratique de celles-ci. Dans le cas de Galinski, son autoritarisme était de notoriété publique, comme en témoigne cette devinette qui circulait à son égard : quel souverain vivant a-t-il connu le règne le plus long, excepté l'empereur Hirohito[400] ? Selon J.H. Schoeps, beaucoup de querelles et de conflits étaient atténués par la main de fer de Galinski : son « système » a plus ou moins

---

[396] L. Mertens, *Davidstern*, *op. cit*, p. 79 („innergemeindliche Demokratie").
[397] *In* : R. Ch. Schneider, *op. cit.*, p. 381.
[398] H. Ganther, *op. cit.*, p. 8 : „dass überall, wo es jüdische Menschen gab, jüdische Gemeinden zwar wieder ins Leben gerufen waren, aber dass es ein eigentliches Gemeindeleben nicht gab. Überall vermisste man den Kontakt zwischen Gemeinde und Mitgliedern."
[399] *Allgemeine*, 9.03.1984, p. 1.
[400] M. Wolffsohn, *Meine Juden, Eure Juden, op. cit.*, p. 58.

bien fonctionné durant près de quarante ans, refoulant totalement les conflits internes au nom de la sacro-sainte unité[401]. Pour Moishe Waks, membre de l'opposition, il était très difficile de s'affirmer face à ce personnage qui incarnait la reconstruction et jouissait d'une aura incontestable. Par ailleurs, il possédait le don « de faire apparaître comme siennes les idées des autres »[402]. L'opposition, et notamment l'UJV, l'a fait apparaître comme un dictateur dans les années 1950[403], mais force est de reconnaître que cette stratégie de dénigrement a échoué. Même si elle pouvait paraître excessive, l'autorité de Galinski était bien fondée et elle apparaissait comme légitime.

Leon E. Bieber parle quant à lui des « moyens despotiques » mis en œuvre par le président : celui-ci ne supportait aucune critique, surtout envers Israël, et tenait peu compte de l'avis de ses collaborateurs[404]. En septembre 1958 par exemple, se tint une réunion de tous les directeurs des synagogues, des chantres et des professeurs, afin d'engager une réflexion sur la manière d'amener plus de Juifs à fréquenter la synagogue. On devait y discuter de l'organisation des offices religieux dans chaque synagogue pour que chacun y trouve son compte. Mais à la lecture de l'article, on a l'impression que Galinski est le seul à parler et que seul son point de vue compte[405]. La critique de Leon Brandt, directeur du centre communautaire de 1960 à 1967, est encore plus acerbe : selon lui, les Juifs n'étaient pas seulement menacés par les « *radikalinskis* », extrémistes de droite, mais aussi par les « *Galinskis* », terme devenu générique, qui ne prenaient nullement en compte l'avis de la jeunesse ou des immigrés[406]. Il l'accuse même de ne pas avoir organisé d'élections depuis dix ans[407]. Pour M. Wolffsohn cependant, même si l'attitude autoritaire de Galinski était un fait, celui-ci aurait néanmoins toujours respecté scrupuleusement les règles de la démocratie[408]. En d'autres termes, s'il était là, c'est parce que les membres de la Communauté l'avaient choisi et lui renouvelaient leur confiance à chaque élection.

D'autres furent rebutés par l'atmosphère peu accueillante de la Communauté : M.R. Lang par exemple s'est senti rejeté par des dirigeants au comportement hautain, mais n'a pas voulu céder à la facilité en quittant la Communauté, par respect pour son

---

[401] J. H. Schoeps, *Mein Weg als deutscher Jude, op. cit.,* p. 252.
[402] *In* : I. Wiltmann, *op. cit.,* p. 424.
[403] CJA, 5A1, Nr. 1161, #10 („Diktatur des Einzelnen").
[404] *In* : H. Broder, M. R. Lang, *op. cit.,* p. 54 („despotische Mittel").
[405] *Allgemeine,* 14.10.1958, p. 15.
[406] *Ibid,* p. 69.
[407] *Ibid.,* p. 70. En réalité, les élections n'ont pas eu lieu car sa liste était la seule à se présenter, comme nous l'avons vu plus haut.
[408] M. Wolffshon, *Die Deutschland-Akte, op. cit.,* p. 321.

identité juive[409]. Il reprochait à Galinski son arrogance et sa présomption, ainsi qu'une certaine schizophrénie, incapable qu'il était de se positionner entre l'Allemagne et Israël. Il y a donc indéniablement un problème d'identification entre les Juifs de Berlin-Ouest et leurs représentants. Ceux-ci ont été qualifiés de « Juifs de Nachmann » ou encore de « Juifs de métier »[410], menant une existence aristocratique loin des membres de la Communauté. Pour L. Brandt :

> ils possèdent la mentalité presque maladive d'un type de fonctionnaire qui a fait de sa position la base de son existence et qui défend celle-ci à vie par tous les moyens dont il dispose[411].

Cependant, il conclut sur un paradoxe : la Communauté est pour lui, de ce fait, une « *fremde Heimat* », une sorte de patrie étrangère, mais elle reste tout de même une « *Heimat*… », tout comme un amour malheureux, reste un amour tout de même – ce qui n'est pas sans rappeler « l'amour à sens unique » souvent évoqué pour caractériser la « symbiose judéo-allemande »[412].

À l'Est, les relations entre les dirigeants et la base de la Communauté sont elles aussi empreintes d'abus d'autorité, mais qui se révèlent bien plus graves, vu que ceux-ci étaient orchestrés par l'État. M. Schmitz résume en ces termes l'arrivée au pouvoir des dirigeants des communautés juives de RDA : « ils s'imposèrent par des putsch au sein des comités de direction et y régnèrent avec une autorité stricte »[413]. Toutefois, il reconnaît que sous Kirchner, la démocratie s'est mise en place, notamment par le biais des élections. Selon U. Offenberg, neuf membres de la Communauté de Berlin-Est auraient adressé en février 1961 une lettre de plainte à Heinz Schenk pour dénoncer l'absence d'élections. Or cet acte aurait eu pour seule conséquence la transmission de la liste des « rebelles » en haut lieu…[414] Salomea Genin ne cherche pas à nuancer : pour elle, les deux Communautés Juives (de Berlin-Est et de Berlin-Ouest) étaient tout aussi « dictatoriales » l'une que l'autre, ce qui explique pourquoi elle se sentait paradoxalement plus en confiance au sein des églises protestantes[415].

---

[409] H. Broder, M. R. Lang, *op.cit.,* p. 265.
[410] „Nachmann-Juden", „Berufsjuden".
[411] *Ibid,* p. 73 : „Sie besitzen die fast krankhafte Mentalität eines Funktionärtyps, der seine Position zur eigenen Existenzbasis ausbaute und diese mit allen Mitteln seiner Macht auf Lebenszeit verteidigt."
[412] *Ibid.,* p. 72.
[413] M. Schmitz, „Jetzt weht ein freier Geist", *op. cit.,* p. 16 : „Sie putschten sich in die Gemeindevorstände und regierten mit autoritärer Strenge."
[414] U. Offenberg, *Seid vorsichtig, op. cit.,* p. 102.
[415] *In :* R. Ch. Schneider, *op. cit.,* p. 78 („festgefahrene, diktatorische Strukturen").

Thomas Eckert dénonce quant à lui les difficultés à être admis à la Communauté Juive de Berlin-Est : il compare celle-ci à une secte ou une loge[416] et déplore par ailleurs l'absence de cours d'hébreu. Ruth Benario ne s'est jamais sentie à l'aise non plus dans cette Communauté à laquelle elle adhère dès 1954 pour « maintenir la tradition »[417] : il lui a toujours manqué une véritable « connexion » avec ces gens qui ne partageaient pas ses valeurs. Cela rappelle l'expérience d'Albert Klein, pour qui la Communauté Juive de Berlin-Ouest n'a été d'aucune aide lors de son arrivée en 1979 : « je fis quelques expériences ici qui ne m'ont pas vraiment plu »[418]. En effet, la Communauté lui fait comprendre qu'il est revenu d'exil trop tard et qu'elle ne peut rien faire pour lui. Lorsqu'il se rend au Séder, il n'a pas l'impression que les gens appartiennent à la même communauté, mais ressent plutôt une « atmosphère très froide »[419]. Susan éprouve le même sentiment d'abandon lorsqu'elle se voit rejetée de la synagogue car elle n'avait pas réservé de places à temps[420]. Jessica Jacoby s'est elle aussi sentie totalement ostracisée lorsque, revenue de deux mois passés en Israël à l'âge de seize ans, elle a cherché à exprimer sa déception suite à des expériences négatives – notamment une tentative de viol : elle n'a trouvé aucun interlocuteur au sein de la Communauté[421]. Il faut dire qu'à cette époque, elle vivait à Berlin-Ouest avec une famille palestinienne… La Communauté Juive de Berlin-Ouest a d'ailleurs déçu nombre d'Israéliens par son attitude inquisitrice[422] : ainsi, Michael et Anna n'ont pas supporté longtemps de se voir sans arrêt interrogés sur les raisons pour lesquelles ils avaient quitté Israël et de se sentir suspectés de trahison[423].

De fait, la rigidité et le manque d'ouverture à l'évolution semblent bien être les causes principales de la rupture entre « *Gemeinde* » et « *Gemeinschaft* », et ce dans les deux Berlin. Konstantin Münz définit ainsi la Communauté de Berlin-Est comme « trop orthodoxe », « trop doctrinaire »[424] : selon lui, si elle ne fait pas un effort d'ouverture, elle réalisera elle-même sa « solution finale »[425]. Parallèlement, les communautés juives de RFA ont fonctionné durant des décennies avec des rabbins et des livres de religion

---

[416] *In* : R. Ostow, *Jüdisches Leben in der DDR, op. cit.,* p. 157.
[417] *In* : J. Borneman, J. Peck, *op. cit.,* p. 50.
[418] *Ibid*, p. 69 ("I experienced quite a bit here that was not very pleasant.")
[419] *Ibid.,* p. 73.
[420] *In* : P. Sichrovsky, *op. cit.,* p. 202.
[421] *In* : J. Borneman, J. Peck, *op. cit.,* p. 236.
[422] P. Sichrovsky, *op. cit.,* p. 245.
[423] *Ibid*, p. 245.
[424] *In* : J. Borneman, J. Peck, *op. cit.,* p. 253.
[425] *Ibid.*

formés ou édités avant la Shoah, dans la tradition de Leo Baeck pour les libéraux et de Samson Raphaël Hirsch pour les orthodoxes : il y avait donc inévitablement des anachronismes[426]. Ainsi, sur le plan religieux, les Juifs d'Allemagne suivaient une liturgie en vigueur au début des années 1930, sans aucune possibilité d'évolution, comme aux États-Unis ou en Israël. Pour A. Nachama, cette stagnation a créé une situation déplorable, le religieux et le spirituel se trouvant relégués au troisième plan derrière un « israélisme » areligieux et une identification « historique » avec la Shoah[427].

Il faut dire que, pour B. Rebiger notamment, Galinski « était radicalement opposé à tout mouvement de réforme dans les communautés juives, par exemple en ce qui concerne l'office religieux »[428]. De manière générale, on peut observer à Berlin-Est comme à Berlin-Ouest une grande hostilité aux réformes : si quelques concessions sont faites (comme l'ouverture des cimetières le jour du Shabbat et les jours fériés, l'introduction des *bat-mitsvoth*, l'échange des alliances pendant le mariage), sur certains points en revanche, la direction de la Communauté reste campée sur des positions résolument opposées au progrès. Ainsi, Pnina Navè Levinson estime normal que des petites filles puissent chanter au sein d'un chœur d'enfants juifs[429], mais cette attitude est dénoncée par un rabbin qui préconise de régler ces questions au cas par cas[430]. Elle dénonce d'ailleurs fréquemment l'attitude réactionnaire des Communautés. En 1978 par exemple, elle critique violemment le fait de ne pas compter les femmes parmi les membres du *minian*[431]. Selon elle, on préfère voir dépérir les offices religieux plutôt que de faire appel à la participation active des femmes. Elle explique que dans une situation d'urgence, coller de cette façon à la tradition revient à s'autodétruire. Sur ce point, les Communautés de Berlin-Ouest et de Berlin-Est sont tout aussi « archaïques » l'une que l'autre. Dans son article sur les problèmes du judaïsme en Allemagne après 1945, elle évoque les trois points suivants[432] :

---

[426] A. Nachama, *Erneuere*, *op. cit.*, p. 64.
[427] *Ibid.* : „Das führte dazu, dass ein areligiöser Israelismus und ein auf historische Rezeptionen der Shoah bezogenes Gemeindeleben das Jüdische in der Bundesrepublik weit mehr kennzeichnete, als spirituelles, religiöses Erleben."
[428] B. Rebiger, *op. cit.*, p. 54 : „Er war ein strikter Gegner von Reformbestrebungen in den Gemeinden, zum Beispiel beim Gottesdienst."
[429] *Allgemeine*, 29.04.1977, p. 4.
[430] *Allgemeine*, 3.06.1977, p. 5.
[431] *Allgemeine*, 27.01.1978, p. 9 : „Gottesdienste verstümmeln – oder Frauen mitzählen?"
[432] *In* : M. Brumlik, *Jüdisches Leben in Deutschland seit 1945*, *op. cit.*, p. 141.

- Les communautés juives vivent dans une quasi-autarcie par rapport au reste du monde et ne bénéficient ainsi d'aucune impulsion pour évoluer avec leur temps : elles sont comme « sur une île », coupées des évolutions qui s'opèrent partout ailleurs.
- Que ce soit dans la branche orthodoxe ou libérale, il y a un grand vide spirituel marqué par une absence d'évolution[433]. L'office religieux berlinois « n'a fait jusqu'à maintenant que reproduire ce qui était pratiqué depuis un demi-siècle »[434].
- Par ailleurs, la Communauté aurait « oublié » certaines des valeurs libérales qui ont fait son identité depuis le XIX[e] siècle. « Il est curieux de constater l'importance d'une pseudo-orthodoxie en tant facteur social dans les milieux juifs bourgeois fortunés »[435]. Elle parle notamment de l'influence de « la secte des Loubavitch »[436], prêchant par exemple une abstinence sexuelle de deux semaines par mois et une utilisation régulière du *mikveh*. Sa principale revendication est qu'on réintroduise au plus vite l'éducation libérale mise à mal après 1945.

Peut-être cette stagnation religieuse est-elle à mettre sur le compte d'une absence de conflits entre les différentes tendances au sein de la Communauté ? En effet, ce sont eux qui, normalement, font évoluer le judaïsme, par débat contradictoire. Or celui-ci est totalement étouffé au nom du maintien de l'unité érigé en priorité absolue. À moins que la spiritualité n'ait été délaissée au profit de la reconstruction matérielle ? En RFA, la communauté juive semblait beaucoup plus concernée par les problèmes liés aux réparations que par des questions cultuelles, tandis que la RDA considérait la vie juive avant tout comme un problème logistique, en termes de reconstruction de synagogues et de calendriers juifs[437]. Nathan Peter Levinson est encore plus sévère que sa femme : pour lui, les restes de pratiques religieuses auraient dégénéré en une sorte de « magie »[438], la plupart des membres ne comprenant pas la signification des rites, des fêtes et des formules employées. Le très faible savoir et la très grande hétérogénéité seraient deux facteurs qui ont entravé la vie religieuse. Mais on pourrait lui objecter, avec Helmut Eschwege, qui observe la même situation à l'Est : n'était-ce pas déjà la même chose avant 1933 et peut-être même au siècle précédent[439] ? Il semble que

---

[433] *Ibid,* p. 142 („Weiterentwicklung").
[434] *Ibid.* „verharrte bislang auf der Reproduktion von dem, was vor einem halben Jahrhundert üblich war".
[435] *Ibid.,* p. 144 : „Merkwürdig ist der Stellenwert von Pseudo-Orthodoxie als gesellschaftlicher Faktor im jüdischen Besitzbürgertum."
[436] *Ibid.,* p. 153.
[437] S. Tauchert, *op. cit.,* p. 214.
[438] *Allgemeine,* 21.07.1978, p. 5, article „Magie und Religion".
[439] Cité par S. Tauchert, *op. cit.,* p. 211.

certains acteurs de la vie religieuse après 1945 aient eu tendance à mythifier quelque peu le passé.

Quoi qu'il en soit, on peut conclure qu'il y avait une inadéquation fondamentale entre le programme des Communautés et les attentes d'une partie de celles-ci après 1945. Les années d'après-guerre sont marquées par des luttes de pouvoir et un manque de démocratie patent au sein même des Communautés Juives. Au travers de ces conflits, souvent étouffés, c'est finalement le concept de « communauté unitaire » qui est remis en question, mais il faut attendre le milieu des années 1980 pour que le débat soit formulé explicitement en ces termes dans l'*Allgemeine* sous la plume d'une lectrice[440].

c) Une atmosphère familiale ?

Cependant, selon l'avis de certains, les institutions communautaires créent une aire de confort et de confiance. Sans doute faut-il voir dans cette quête de sécurité une conséquence de la Shoah, la Communauté étant censée offrir une protection contre le monde extérieur. Toujours est-il que, pour Hermann Simon par exemple, la Communauté Juive de Berlin-Est offrait un cadre bien particulier de par sa petite taille : il évoque un sentiment de convivialité, d'être « entre soi », qui a disparu après la réunification[441]. Pour Jeannette également, la Communauté Juive a été comme une famille de substitution après de longues années d'errance, et ce même si elle a rencontré des difficultés pour prouver son appartenance[442]. Eva Grünstein, quant à elle, a fait une demande d'adhésion en 1985 et a alors découvert que ses parents étaient membres depuis 1949 et y avaient inscrit leurs enfants[443]. Elle avoue avoir été très bien accueillie, sans doute à cause de son histoire familiale. Même à Berlin-Ouest, ce sentiment d'appartenir à une famille est présent : Andreas Nachama exprime son affection envers « Heinzchen » ou « Ha Gué »[444], trouvant que la sévérité de Galinski lui conférait des airs de bon père de famille. À ses yeux, il est « devenu une institution, mais resté un homme »[445]. Certes, on a ici le point de vue d'un ami de la famille Galinski. Pourtant, ce témoignage n'est pas isolé : si beaucoup participaient à la vie communautaire, c'est

[440] *Allgemeine*, 22.06.1984, p. 4.
[441] *In* : G. Guttmann, *op. cit.*, p. 26.
[442] *In* : P. Sichrovsky, *op. cit.*, p. 269.
[443] *In* : R.Ch. Schneider, *op. cit.*, p. 393.
[444] A. Nachama, *Erneuere*, *op. cit.*, p. 171.
[445] *Ibid.*, p. 174.

finalement parce qu'ils considéraient la Communauté Juive comme un chez-soi, à l'abri d'un environnement hostile et impersonnel[446].

Par ailleurs, il ne faut pas oublier que, malgré la sécularisation croissante, certains ont trouvé tardivement le chemin de la Communauté Juive. Anatol Rosenbaum rapporte que sa première impression de la Communauté Juive de Berlin-Est a été négative : vieille et minuscule, elle ne l'a pas attiré au premier abord[447]. Cependant, malgré l'accueil froid qui lui a été réservé, il considère que Heinz Schenk, qu'il connaît depuis 1957, a été son principal soutien durant ses démêlés avec la justice est-allemande[448] et s'en est fait un véritable allié. À Berlin-Est, on retiendra surtout les quelques vocations tardives de Juifs à la recherche de leurs racines : Hans Rosenthal par exemple redevient membre de la Communauté Juive en 1986 après l'avoir quittée dans les années 1950[449]. On pourrait multiplier les exemples de ce « retour » dans le giron de la Communauté. Pour Christiane Hein, la femme de l'écrivain Christoph Hein, la situation est un peu particulière : elle trouve un véritable « chez elle » au sein de cette Communauté dont elle devient membre en 1989 : pour elle, celle-ci représente même une forme d'émancipation, car là, ce n'est pas son mari, mais elle qui est au centre de l'attention[450].

Cette atmosphère familiale a bien sûr également des aspects négatifs : les Communautés se révèlent être des structures patriarcales, qui manquent d'ouverture sur l'extérieur. À propos de l'Est, Olivier Guez parle de cercles très fermés, petit-bourgeois et conformistes, qui ne vivaient en RDA que par accident et n'adhéraient pas forcément aux valeurs du socialisme[451]. Il évoque la méfiance des membres de la Communauté envers les non-membres, qui avait pour effet de les souder et de les isoler, comme s'ils vivaient en exil au sein de la société est-allemande. I. Runge dénonce quant à elle cette communauté très traditionaliste et repliée sur elle-même, cherchant à tout prix à maintenir « des principes et des concepts conservateurs »[452]. À l'Ouest aussi, la Communauté a tendance à se replier sur elle-même et à vivre en marge de la société,

---

[446] Voir A. Kauders, *Unmögliche Heimat, op. cit.*, p. 161.
[447] A. Rosenbaum, *Die DDR feiert Geburtstag, und ich werde Kartoffelschäler*, Berlin, Lichtig Verlag, 2006, p. 58.
[448] *Ibid*, p. 157.
[449] Voir notices biographiques.
[450] „Von New York nach Ostberlin", *op. cit.*, p. 14.
[451] O. Guez, *op. cit.*, p. 232.
[452] *In :* R. Ostow, *Jüdisches Leben, op. cit.*, p. 70 : „das starre Festhalten an konservativen Prinzipien und Begriffen".

selon M. Bodemann[453]. Sans doute faut-il considérer cet attachement aux traditions, similaire à l'Est et à l'Ouest, comme le seul moyen d'assurer la survie de la Communauté. E. Burgauer va même plus loin en supposant que les Juifs cherchaient de cette manière à compenser leur ignorance en matière de judaïsme[454]. Quoi qu'il en soit, ce mode de fonctionnement, qui excluait pratiquement toute forme d'identification autre que religieuse au judaïsme, devait se révéler insatisfaisant pour de nombreux membres.

d) Alternatives à la Communauté

Toutes ces raisons ont poussé certains Juifs, à l'Ouest comme à l'Est, à chercher des alternatives à la Communauté. Eva Grünstein, qui commence sa quête identitaire vers 1984, ne trouve aucune réponse à ses interrogations au sein de la Communauté, malgré sa première impression positive. Après avoir expliqué à Hermann Simon qu'elle avait un père juif-allemand et une mère juive de l'Est, elle rapporte que sa seule réponse a été de lui dire qu'elle « avait un problème » [455]. Comme elle, des Juifs de Berlin-Est et de Berlin-Ouest ont tenté de se fédérer pour apporter des réponses à ces questions identitaires.

En 1982 est fondé à Berlin-Ouest le « groupe juif » (*Jüdische Gruppe*) qui se positionne contre l'invasion du Liban par Israël et s'affiche en opposition directe à la ligne officielle de la Communauté. Ainsi, la possibilité d'une identité juive alternative à Berlin-Ouest se trouve créée. Il s'agit du premier regroupement d'intellectuels juifs, souvent de gauche, à adopter une position critique vis-à-vis d'Israël et à se tenir à distance de la Communauté Juive et de l'autorité « pontificale » du *Zentralrat*. M. Bodemann en est une des figures de proue ; le groupe comprend également des personnes engagées dans le mouvement pour la paix comme Fritz Teppich. Opposé radicalement au conformisme et au conservatisme de la majorité dirigeante, influencé par le groupe de Francfort, il revendique la liberté de penser le judaïsme en dehors du « corset de la communauté unitaire ». Pour lui, il existe d'autres façons d'être juif, même après 1945[456]. M. Bodemann met par exemple en avant le rôle essentiel des

---

[453] *In* : R.Ch. Schneider, *op. cit.*, p. 442 („abgekapselt").
[454] E. Burgauer, *op. cit.*, p. 148 : „eine Gemeinschaft, in der sehr oft fehlendes Wissen mit gutem Willen oder mit dogmatischen Haltungen [...] kompensiert worden war", „eine Form des Judentums, in der für eine nichtreligiöse Identifikation kaum Raum zu sein schien." (« une Communauté, dans laquelle le manque de connaissances était souvent compensé par la bonne volonté ou par des positions dogmatiques », « une forme de judaïsme qui ne laissait pas beaucoup de place à une identification non-religieuse ».)
[455] R.Ch. Schneider, *op. cit.*, p. 390.
[456] M. Bodemann *in* : R.Ch. Schneider, *op. cit.*, p. 440.

intellectuels juifs comme lui-même ou M. Wolffsohn pour faire progresser le judaïsme et qualifie le mode de direction imposé par Galinski de « patronage bureaucratique »[457]. Cependant, certains ne trouvent pas non plus leur place dans ce mouvement progressiste, comme Jessica Jacoby, qui le juge homophobe[458]. Elle s'oriente vers un groupe plus marginal, « *Der Schabbeskreis* », constitué de femmes juives et non-juives, où elle peut dialoguer librement.

L'esprit de contestation du « Groupe juif » se retrouve également chez les membres de « *Wir für uns* », créé au printemps 1986 à Berlin-Est, l'atmosphère des dernières années de la RDA ayant permis l'existence de ce genre de forum. Ce groupement n'est pas, dans un premier temps, une association : il se compose simplement de connaissances invitées par Irene Runge et les membres fondateurs de manière informelle. Pour eux, le judaïsme représente un héritage avant tout culturel, qu'il faut aborder sur un mode sécularisé. Leurs thèmes de prédilection sont l'identité juive, l'antifascisme, l'exil. Les jours fériés y sont également célébrés, et leur histoire étudiée. Le principe était que les participants devaient s'enseigner mutuellement les pratiques et la culture juive, étant donné l'absence de professeurs. L'ambiance y était visiblement plus chaleureuse qu'à la Communauté[459]. Ceux qu'on appelait les « nouveaux » représentaient ainsi une véritable concurrence pour la Communauté officielle. C'est pourquoi P. Kirchner et H. Simon en particulier éprouvaient quelques réserves à leur égard. Pour H. Simon, une association culturelle juive est d'une autre nature qu'une Communauté Juive, qui nécessite un engagement réel de la part de ses membres et où on ne peut se contenter de venir parce qu'on est « intéressé »[460]. Les membres du groupe « *Wir für uns* » étaient essentiellement des membres du SED. Käte P. Leiterer résume très bien leur vision des choses : « nous avons des sentiments qui peuvent être qualifiés de juifs, mais nous sommes surtout communistes »[461]. Toutefois, même le rabbin Ernst Stein de Berlin-Ouest s'y est rendu peu de temps avant 1990 pour faire des exposés devant ce public sensible aux problèmes identitaires juifs.

Tout comme Mario Offenberg, Irene Runge a su profiter habilement de la situation de flou juridique induite par la réunification. Refusant catégoriquement de fusionner avec l'Ouest, les membres du groupe ont réussi à créer, début 1990, l'Association

---

[457] *Ibid.*, p. 441 („bürokratische Patronage").
[458] *In* : J. Borneman, J. Peck, *op. cit.*, p. 236.
[459] I. Runge *in* : R.Ch. Schneider, *op. cit.*, p.362 („eine Art Küchenatmosphäre").
[460] *In*: H. Broder, M. R. Lang, *op. cit.*, p. 60 et suiv.
[461] *In* : J. Borneman, J. Peck, *op. cit.*, p. 209 : "We have our feelings which may be Jewish, but we are mostly communist."

culturelle juive (*Jüdischer Kulturverein*), qui confère à l'ancien groupe « *Wir für uns* » un statut indépendant. Elle se revendique même comme l'héritière de la Communauté Juive de Berlin-Est, promise à devenir partie intégrante de la Communauté de Galinski[462]. En d'autres termes, elle se veut le lieu de rassemblement des anciens Juifs de Berlin-Est. Après 1990, l'Association prendra une orientation plus orthodoxe, sans doute sous l'effet de l'immigration des Juifs russes qui s'inscrivent en masse au JKV, invitant des rabbins et fonctionnaires juifs ultra-orthodoxes. Parallèlement, il faut bien voir que le JKV est devenu également un lieu de discussion politique proche du PDS, les sujets abordés fournissant toujours une occasion de critiquer l'Allemagne réunifiée. Ainsi, on peut se demander si certaines adhésions sont vraiment motivées par le sentiment identitaire juif. Marcus Wolf par exemple semble avoir cherché à faire oublier son passé d'agent de la Stasi en manifestant sa proximité avec le judaïsme orthodoxe au sein de l'Association dirigée par I. Runge.

Or, « *Wir für uns* » a eu aussi ses détracteurs : Eva Grünstein reproche ainsi à I. Runge une certaine forme d'autoritarisme, donnant le ton à elle seule[463] et ayant refusé d'admettre dans son groupe tous ceux qui avaient fait une demande d'émigration à l'Ouest[464]. I. Runge n'était d'ailleurs pas vraiment favorable à une ouverture aux personnes dont la mère n'était pas juive, car elle craignait que les chrétiens ne viennent les envahir par curiosité[465]. Par ailleurs, les Juifs de la Communauté ont reproché aux « nouveaux » de vouloir se donner des « allures » avec leur judaïsme, à l'instar de Gregor Gysi[466], qui voyait le vent tourner et espérait sans doute qu'on oserait moins lui reprocher son passé est-allemand s'il manifestait ouvertement ses origines juives.

« *Wir für uns* » n'était d'ailleurs pas la seule formation alternative à la Communauté de Berlin-Est, même si les autres sont beaucoup moins connues : Salomea Genin a également fondé dans les années 1980 un « salon » dans son appartement à Mitte. Mais en réalité, ses visiteurs étaient à peu près les mêmes gens que les membres du groupe « *Wir für uns* »[467]. Pour elle, la Communauté de Berlin-Est était par ailleurs trop bourgeoise et, curieusement, trop tournée vers l'Ouest :

---

[462] *In* : R.Ch. Schneider, *op. cit.,* p. 363 : „Wir haben quasi die Ostberliner Gemeinde fortgesetzt." (« Nous avons quasiment pris la suite de la Communauté de Berlin-Est. »)
[463] *Ibid*, p. 391.
[464] *Ibid.*, p. 392.
[465] „Von New York nach Ostberlin", *op. cit.*, p. 14.
[466] M. Wolffsohn, *Die Deutschland-Akte*, *op. cit.,* p. 56 („kokettieren").
[467] *In :* R. Ch. Schneider, *op. cit.*, p. 306.

> J'étais allée quelques fois à la Communauté et j'avais remarqué qu'elle était très influencée par l'Ouest. Je voulais simplement la rapprocher du socialisme[468].

> C'était une association qui faisait des choses normalement impossibles : inviter des conférenciers de l'Ouest, organiser des fêtes de Pourim avec distribution de sucreries de l'Ouest pour les enfants, […] posséder une bibliothèque qui n'avait pas d'armoire interdite[469].

D'ailleurs, elle y fut reçue, selon ses dires, avec beaucoup de froideur, parce qu'elle était considérée comme une communiste convaincue[470]. Pourtant, qu'elle le veuille ou non, elle appartient à cette Communauté[471]. Son salon n'existera que durant un an et demi ; elle y met fin en février 1989, déçue par le conformisme des participants[472].

Il faut mentionner enfin un dernier mouvement, qui n'a pas débouché sur la création d'un groupe à proprement parler, mais qui était en quête d'alternatives à la Communauté de Berlin-Est. Celui-ci recherchait surtout un approfondissement religieux selon A. Nachama[473], le niveau de la Communauté en ce domaine ne les satisfaisant pas. En effet, dès la fin des années 1970, des Juifs en quête spirituelle organisent des rencontres informelles sous l'influence de Barbara et Peter Honigmann, en toute discrétion, pour ne pas éveiller la suspicion des autorités est-allemandes. Ils s'efforcent d'apprendre l'hébreu entre eux et créent ainsi une nouvelle dynamique religieuse, quelque peu « clandestine ». Mais pour les Honigmann, le seul remède possible à la vie juive trop artificielle, trop officielle et manquant d'authenticité de Berlin-Est, a finalement été de quitter la ville et le pays. Il ne s'agissait nullement pour eux d'un passage de RDA en RFA : ils n'ont jamais pensé à Berlin-Ouest comme alternative possible et ont préféré s'installer à Strasbourg, qui héberge une Communauté beaucoup plus dynamique. Or, il est intéressant de constater que Vincent von Wroblewsky, pourtant beaucoup moins fervent que les Honigmann et non-membre de la Communauté, partageait l'idée que Berlin-Ouest n'était pas une alternative valable à Berlin-Est du point de vue de la vie juive[474]. Ainsi, les regards des Juifs est-allemands semblaient tournés vers d'autres espaces que la RFA, finalement peu attractive à leurs yeux.

---

[468] *Ibid,* p. 312: „Ich war ein paar Mal in die jüdische Gemeinde gegangen und hatte festgestellt, dass die sehr westlich beeinflusst ist. Und ich wollte sie einfach dem Sozialismus näher bringen."
[469] *Ibid.*, p. 314: „ein Verband, der Sachen macht, die sonst nicht möglich sind: Redner aus dem Westen, Purimfeier, wo Westsüßigkeiten für die Kinder ausgeteilt wurden […], eine Bibliothek, die keinen Giftschrank hatte".
[470] *Ibid.*, p. 314 („rote Socke").
[471] *Ibid.*, p. 313: „ich gehöre in die Gemeinde, ob ich will oder nicht."
[472] *Ibid.*, p. 322.
[473] A. Nachama, *Erneuere*, *op. cit.,* p. 64.
[474] *In* : R.Ch. Schneider, *op. cit.*, p. 350.

À l'issue de cette présentation des alternatives juives à la Communauté, il faut se demander avec Y. Ahren si l'on ne peut pas y voir un « indice du début de pluralisation de la vie juive » [475] que l'on pourra observer dans les années 1990-2000. Mais ces tendances restaient encore très marginales, et surtout, elles étaient rejetées par la direction des Communautés. On devrait finalement parler à leur sujet de communautés « uniformes » plus qu'« unitaires ». Dans tous les cas, cette analyse des aspects religieux et institutionnels a montré que, malgré le concept de « communauté unitaire », la division des Juifs à Berlin ne suivait pas uniquement l'axe Est-Ouest. Ainsi, pour Irene Runge, « la méfiance juive se mêlait à la méfiance Est-Ouest » [476], tout comme s'y ajoutait la méfiance entre « orthodoxes » et « libéraux » ou encore entre Juifs d'origines différentes. On voit bien à quel point la vie juive à Berlin était traversée de tensions, et pas seulement entre les deux Communautés rivales. Cependant, la vie interne des communautés juives telle qu'elle a été abordée ici apparaît comme nettement sous-développée en comparaison du rôle que celles-ci pouvaient jouer sur le plan politique dans les deux sociétés allemandes d'après-guerre[477].

[475] *In* : M. Brenner, *Nach dem Holocaust, op. cit.,* p. 213.
[476] *In* : R.Ch. Schneider, *op. cit.,* p. 362 : „Es vermischte sich das jüdische Misstrauen mit dem Ost-West-Misstrauen".
[477] M. Frajman, A. Roth, *Das jüdische Berlin heute, op. cit.,* p. 206.

Quatrième partie : Aspects politiques et idéologiques

Le fait de vivre sous deux régimes différents a eu inévitablement des implications sur les identités juives berlinoises après 1945. Ainsi, les conditions de vie à l'Ouest et à l'Est semblent profondément ancrées dans les esprits des membres des Communautés Juives de Berlin, mais également des Juifs non membres. Comment définir alors le « contrat social » unissant les Juifs à « leur » Allemagne ? Quel était leur rapport à la RDA et à la RFA, mais également à l'idée de l'« Allemagne » dans son ensemble, à Berlin, ainsi qu'à Israël, élément-clé de l'identité juive après 1948, étant entendu qu'il ne saurait y avoir « une voix juive » uniforme, mais de nombreuses opinions politiques différentes, voire inconciliables ? Dans quelle mesure les Juifs à Berlin se sont-ils laissés prendre au jeu de la Guerre froide, voire « utiliser », et y avaient-ils un intérêt ? Logiquement, ce chapitre se situe à un niveau plus macroscopique : en effet, il semble difficile de parler de la position des Juifs dans la société à un niveau local et non national. Cependant, à chaque fois qu'une spécificité berlinoise apparaîtra, nous aurons soin de la souligner.

Cette réflexion s'articulera essentiellement autour du concept de « loyauté », défini comme une attitude honnête, non contestataire vis-à-vis de l'État. Or, le pas est vite franchi de la loyauté à l'instrumentalisation, comprise comme un ensemble de procédés mis en œuvre par tel ou tel régime politique par calcul stratégique, afin de réaliser des ambitions totalement extérieures aux préoccupations des Juifs. Ainsi, l'instrumentalisation des Juifs par l'État constitue un leitmotiv de la recherche sur les Juifs en RDA[1], alors même que certains « Juifs de l'Ouest » mettent en avant des dérives assez similaires en RFA.

C'est sans doute sur ce point qu'une « histoire intégrée » semble le plus difficile à réaliser. En effet, ici apparaissent les principales divergences entre l'Est et l'Ouest : les deux Allemagnes prennent littéralement deux chemins opposés dans leur traitement des Juifs après 1953, qui découle logiquement de leur traitement du passé et de leurs

[1] À ce titre, il est d'ailleurs intéressant de remarquer que l'ouvrage de J. Illichmann s'ouvre sur la maxime kantienne, invitant à ne pas considérer l'individu comme un moyen, mais comme une fin : „Handle so, dass du die Menschheit sowohl in deiner Person, als in der Person eines jeden anderen jederzeit als Zweck, niemals als Mittel brauchest" (*op. cit.*, p. 3), tandis qu'U. Offenberg met en exergue une citation du rabbin Gamliel III : „Seid vorsichtig gegen die Machthaber, denn sie ziehen den Menschen nur aus Eigennutz zu sich heran : sie erscheinen wie Freunde zur Zeit, da man ihnen nützt, stehen aber dem Menschen nicht bei in der Zeit seiner Not." (*op. cit.*, p. 2) « Méfiez-vous de ceux qui ont le pouvoir, car s'ils attirent l'homme vers eux, c'est seulement dans leur intérêt propre : ils apparaissent comme des amis tant qu'on leur est utile, mais ils ne sont d'aucun secours lorsque l'homme est dans la peine ».

idéologies respectives. De fait, le concept d'asymétrie s'illustre particulièrement dans ce chapitre.

Il semble donc nécessaire de rappeler d'abord brièvement, dans une perspective comparative, le rapport des deux États allemands à leur passé national-socialiste et le statut des Juifs qui en découle. Nous verrons ensuite comment le pas de la loyauté à l'instrumentalisation est franchi aisément, et ce dans les deux sociétés, même si les implications sont différentes. Puis il s'agira de mettre en lumière les facteurs d'intégration et de marginalisation au sein des sociétés respectives. Enfin, la question du rapport à Israël sera abordée, toujours dans la perspective des relations Est-Ouest.

I – Vision du passé et considération des Juifs dans les sociétés de RFA et de RDA

Quels éléments de culture politique influencent la vision des Juifs dans les deux États allemands ? Pour schématiser, il semble que l'on assiste à une concurrence entre deux visions du passé, symbolisées par l'opposition entre antifascisme d'un côté et réparations de l'autre[2]. S'il faut mettre en lumière le « mythe de l'antifascisme »[3], qualifié parfois de « tare congénitale » de la RDA[4], il faut cependant voir pourquoi les Allemands de l'Est, et en particulier les Juifs, y étaient attachés. Pour le Hans Rosenthal est-allemand, en effet, « mieux vaut un antifascisme imposé par le haut que pas d'antifascisme du tout »[5].

a) Traitement du passé national-socialiste et rapport à la Shoah

En forçant le trait, on pourrait dépeindre la RFA comme une société de « coupables » ou pour le moins de « suiveurs », ayant refoulé leur passé nazi et la RDA comme une société de « victimes » et de « résistants » autoproclamés. Nul doute que cette description est caricaturale, mais il est surtout intéressant de voir à quelles dérives ces positions fondamentales, conscientes ou non, ont pu conduire. Le traitement du

[2] On trouve cette opposition notamment chez J. Illichmann, *op. cit.*, p. 48 : les deux visions du passé auraient une signification tout aussi problématique consistant à se légitimer soi-même („eine ähnlich fragwürdige selbstlegitimatorische Bedeutung").
[3] Voir l'ouvrage de Th. Flierl, *Mythos Antifaschismus. Ein Traditionskabinett wird kommentiert*, Berlin, Kulturamt Prenzlauer Berg und Museum Faschismus und Widerstand, 1992.
[4] L. Mertens, *Davidstern*, *op. cit.*, p. 313 („einer der Geburtsfehler der DDR").
[5] *In* : R. Ostow, *Juden aus der DDR und die Wiedervereinigung*, *op. cit.*, p. 144 : „Besser ein von oben verordneter Antifaschismus als gar keiner".

passé dans les deux États allemands a déjà fait l'objet de nombreuses études que nous ne pouvons nous permettre d'analyser de manière approfondie ici[6] ; il s'agit juste de voir quelles leçons ceux-ci ont tirées de leur interprétation du III^e^ Reich et quelles en ont été les conséquences pour les Juifs.

La RFA se définissait comme le successeur légitime du Reich, mettant ainsi en avant sa prétention à être l'unique État allemand, ce qui la chargeait d'un lourd fardeau moral en termes de responsabilités. Malgré tout, son système politique se voulait en rupture totale avec l'Allemagne nazie et avait été pensé de façon à ne pas reproduire les erreurs de la République de Weimar. On sait que le traitement ou la « maîtrise du passé », la « *Vergangenheitsbewältigung* », est un processus qui a été long à se mettre en place, en tout cas bien trop long aux yeux des Juifs. Dans les années 1950, de nombreux Allemands se posaient en victimes, la faute étant rejetée sur un nombre très restreint de fonctionnaires nazis. Mais à partir des années 1960-1970, c'est incontestablement la Shoah qui est venue occuper le devant de la scène dans la représentation du III^e^ Reich, les Juifs devenant les « victimes de première classe »[7] de la RFA à mesure que le sentiment de culpabilité commençait à se répandre dans l'ensemble de la société. Etonnamment, de nombreux observateurs s'accordent à dire que c'est la projection de la série américaine *Holocauste* en 1979 qui aurait joué un rôle déclencheur dans la prise de conscience de masse. Dans tous les cas, l'analyse du national-socialisme fut un processus long et difficile à se mettre en place, mais profond.

En RDA, le refoulement semble être aussi un trait caractéristique du traitement du passé[8], mais d'une autre manière, sous couvert d'un antifascisme érigé au rang de véritable dogme, qui ne présente pas d'évolution notable au fil du temps. Or, si les Juifs étaient assurés d'une rupture totale avec le national-socialisme, ils ne trouvaient qu'une place très marginale dans ce concept, que K. Hartewig qualifie justement

---

[6] Nous renvoyons notamment aux ouvrages de J. Danyel (Ed.), *Die geteilte Vergangenheit: Zum Umgang mit Nationalsozialismus und Widerstand in beiden deutschen Staaten*, Berlin, Akademie Verlag, 1995, et J. Herf, *Zweierlei Erinnerung. Die NS-Vergangenheit im geteilten Deutschland*, Berlin, Propyläen-Verlag, 1998.

[7] Expression de T. Anthony *in : Ins Land der Väter oder der Täter? Israel und die Juden in Deutschland nach der Schoah*, Berlin, Metropol, 2004, p. 61 („Opfer erster Klasse").

[8] Voir par exemple *Nachrichtenblatt*, Septembre 1990, pp. 22-23 (il est question d'un exposé intitulé „Der Holocaust im Geschichtsunterricht") : „Es ist leider eine traurige Wahrheit, dass in der DDR – ganz im Gegensatz zur Bundesrepublik – dieses Thema ganz einfach keines war." (« C'est malheureusement une triste vérité de dire qu'en RDA, au contraire de ce qui s'est passé en RFA, ce thème n'était jamais abordé. »)
À l'inverse, l'*Allgemeine* n'hésite pas à évoquer le refoulement comme un phénomène commun aux deux Allemagnes. *In* : *Allgemeine*, 11.11.1988, p. 12 („Verdrängung – ein gesamtdeutsches Phänomen").

d'« antifascisme sans Juifs »[9]. Comme l'indique Ch. Trilse-Finkelstein, tout ce qui avait trait à la persécution des Juifs n'était pas « véritablement tabou », mais se fondait dans « le concept général d'antifascisme »[10], ce qui impliquait une part importante de refoulement de l'identité juive.

Considérés comme des victimes passives, souvent bourgeoises, à la différence des communistes et des résistants qui, eux, s'étaient battus contre le joug fasciste, ils n'apparaissaient finalement que comme des « victimes de deuxième classe »[11], bien moins mis à l'honneur que leurs concitoyens communistes. La différence entre les victimes et les résistants marquait profondément les esprits, mais avait une incidence également sur le plan financier : concrètement, les Juifs recevaient 300 marks (Est) de moins par mois que les résistants. Bien évidemment, la question ne se posait pas pour les Juifs qui s'étaient engagés dans le parti communiste et avaient été persécutés à double titre : « ici, nous sommes les vainqueurs » s'exclame ainsi Clara Berliner[12].

> Lorsqu'on est combattant contre le fascisme, on jouit en RDA d'un statut politico-social dont on ne peut sans doute que rêver dans d'autres pays[13] !

Stephan Hermlin voit bien quel intérêt le régime pouvait tirer de cette vision de l'histoire, même s'il s'en rend compte un peu trop tard sans doute, dans les dernières heures de la RDA :

> Chaque citoyen de RDA pouvait désormais s'estimer être un vainqueur de l'histoire. En flattant le peuple de la sorte et en lui ôtant toute culpabilité, il était plus facile de le diriger[14].

Par ailleurs, la spécificité de la persécution des Juifs sous Hitler se voit occultée. La conception du fascisme de la RDA étant fondée sur la lutte des classes, la dimension raciale du national-socialisme s'en trouve négligée. En effet, l'explication officielle du national-socialisme se limitait alors à la formule de G. Dimitroff[15], selon laquelle en

---

[9] K. Hartewig, *Zurückgekehrt, op. cit.,* p. 431.

[10] *In* : V. v. Wroblewsky, *op.cit.,* p. 32 („nicht gerade unterdrückt", „ging im allgemeinen Antifaschismusbegriff unter").

[11] Selon l'expression de J. Forthmann, *„Opfer zweiter Klasse". Zum Shoah-Gedenken in der DDR,* Dissertation, Hambourg, 2002.

[12] Clara Berliner *in* : R. Ostow, *Jüdisches Leben, op. cit.,* p. 190 : „Hier sind wir die Sieger."

[13] *Ibid,* pp. 118-119 : „Als antifaschistischer Widerstandskämpfer hat man in der DDR einen politisch-gesellschaftlichen Status, von dem man bestimmt in anderen Ländern nur träumen kann!"

[14] Cité par R. Ostow, *Jüdisches Leben, op. cit.,* p. 191 : „Jeder Bürger der DDR konnte sich nun als Sieger der Geschichte fühlen. Dadurch, dass man dem Volk diese Schmeichelei sagte und es entlastete, war es dann auch leichter zu regieren."

[15] Formulée ainsi en 1933 : « la dictature ouvertement terroriste des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins et les plus impérialistes du grand capital financier ». *In* : *Kleines politisches Wörterbuch,* Berlin (Est), Dietz Verlag, 1983 (première édition 1967), p. 257.

tant que fascisme[16], il n'était que la forme suprême et l'aboutissement ultime du capitalisme[17]. D'autres interprétations mettant en avant le caractère raciste des persécutions contre les Juifs, comme celle de l'historien de Dresde Helmut Eschwege[18], auraient fait concurrence à l'antifascisme officiel et « détourné l'attention » du modèle marxiste d'interprétation de l'histoire[19]. Ainsi, il est question dans le *Nachrichtenblatt* de « 'question raciale' chimérique »[20].

Un des effets « pervers » de l'antifascisme est l'alignement complet de la RDA sur l'URSS ; et de fait, beaucoup de difficultés identitaires rencontrées par les Juifs de RDA semblent liées en partie à cette transposition systématique et extrêmement problématique. Ainsi, on peut remarquer que, la coïncidence des dates faisant se succéder immédiatement l'anniversaire de la Révolution d'Octobre et celui de la « Nuit de Cristal », cette dernière a souvent tendance à être reléguée au second plan dans le *Nachrichtenblatt*[21], ce qui peut étonner de la part d'une publication juive. On assiste ainsi à une sorte d'identification non distancée à l'URSS, la RDA ayant tendance à se présenter comme un pays victime, voire vainqueur, et non comme un ancien État agresseur.

Cette erreur grossière de perception de l'histoire est à l'origine d'une véritable schizophrénie chez les Allemands de l'Est, en particulier dans la « seconde génération », qui en sont venus à considérer qu'ils étaient tous sans exception des opposants à l'Allemagne nazie[22]. Or, malgré tous les efforts de la RDA pour suivre l'idéologie du « grand frère russe » et la politique du Pacte de Varsovie, elle n'était pas

---

[16] La RDA ne faisait d'ailleurs aucune différence de nature entre le national-socialisme et le fascisme italien par exemple.

[17] Dans son article « La 'disparition'. Les historiens allemands et le fascisme », Enzo Traverso a d'ailleurs montré que la majorité des historiens de RFA avaient renoncé à utiliser le concept de « fascisme » à cause de l'usage immodéré qui en était fait en RDA. Cette « disparition » du terme dans l'historiographie ouest-allemande sur le III^{e} Reich est présentée comme le corollaire de la reconnaissance de la singularité historique du national-socialisme et de ses crimes. Or, pour Traverso, il aurait été fécond de s'appuyer sur le concept de fascisme, qui n'est pas selon lui qu'un simple « slogan » (*Schlagwort)* mais un véritable concept (*Begriff*). *In* : *Matériaux pour l'histoire de notre temps,* n°68, Octobre-Décembre 2002, Nanterre, Association des amis de la BDIC et du Musée (Ed.), pp. 20-23.

[18] Il s'est battu pour une meilleure reconnaissance des Juifs en RDA en se consacrant à l'histoire juive, en réaction au climat général de dénigrement des spécificités juives de la Shoah, et a contribué à revaloriser l'image des Juifs comme simples victimes passives. Selon l'*Allgemeine* du 1.07.1988, p. 4, il était considéré comme un « enfant terrible » en RDA.

[19] J. Käppner, *Erstarrte Geschichte. Faschismus und Holocaust im Spiegel der Geschichtswissenschaft und Geschichtspropaganda der DDR,* Hambourg, Ergebnisse-Verlag p. 209.

[20] *Nachrichtenblatt,* Août 1961, p. 9 („die illusionäre ‚Rassenfrage'").

[21] Ainsi, dans le *Nachrichtenblatt* de mars 1984, le 68ème anniversaire de la Révolution d'Octobre est mentionné avant et donne lieu à un article bien plus long que les 46 ans de la « Nuit de Cristal ».

[22] On pense à l'inquiétude du jeune fils de Jurek Becker, demandant à son père si Hitler avait effectivement l'intention d'envahir la RDA… *In* : Colin Riordan (Ed.), *Jurek Becker*, Cardiff : University of Wales Press, 1998, p. 16.

en mesure de s'affranchir totalement de sa responsabilité historique face au génocide des Juifs. C'est donc tout le rapport au passé et au nazisme qui se trouve faussé. Selon K. Hartewig, en « universalisant » ainsi le national-socialisme, la RDA a purement et simplement « déconnecté » ce phénomène historique de sa propre histoire et créé une rupture radicale entre les deux[23]. Quoi qu'il en soit, le *Nachrichtenblatt* est pris entre de nombreuses contradictions, très bien résumées par la formule de P. Honigmann : « la RDA doit faire face à la fois à son passé allemand et aux conséquences du présent soviétique » [24], équation qui n'était assurément pas simple à résoudre, en particulier pour les quelques citoyens Juifs est-allemands. Une des conséquences très concrètes de cette vision opposée du passé national-socialiste est que, contrairement à ce qui se passait en RFA, les Juifs de RDA ne pouvaient êtres exemptés de service militaire : l'armée est-allemande étant considérée comme n'ayant aucun lien avec la *Wehrmacht,* ils devaient l'accomplir durant dix-huit mois, au même titre que les autres citoyens[25].

À partir des années 1980, un nouveau regard est porté par certains rédacteurs du journal sur le traitement de la période national-socialiste en RDA. Ainsi, dans le *Nachrichtenblatt* de juin 1986, on relève des critiques d'Irene Runge et de Peter Kirchner à l'égard de l'histoire officielle, arguant que seule l'étude du comportement des millions de « suiveurs » pourrait aider à comprendre le processus de « fascisation » de tout un peuple. Ils dénoncent ouvertement l'attitude consistant à rejeter toute la responsabilité de la Shoah sur la RFA[26]. Si la censure a laissé passer de telles remarques, c'est que la presse est-allemande avait connu un vent de libéralisation sous l'influence de la Perestroïka. En effet, lorsque Peter Kirchner avait osé émettre les premières critiques sur le traitement du passé en 1979, il avait été convoqué sans détour chez le secrétaire d'État aux Affaires ecclésiastiques, Hans Seigewasser, pour un

---

[23] „Sie spaltete den Nationalsozialismus von der eigenen Geschichte ab, indem sie ihn als Faschismus universalisierte." *In* : *op. cit.*, p. 434. Elle fonde son analyse sur le modèle proposé par R. M. Lepsius, qui compare les trois manières distinctes dont la RFA, la RDA et l'Autriche se rapportent à leur passé. Celui-ci parle d'un modèle d'externalisation pour l'Autriche (qui explique le national-socialisme par un facteur extérieur : l'*Anschluss*), d'internalisation pour la RFA (qui recherche des facteurs d'explication dans sa propre société) et enfin d'universalisation à propos de la RDA, qui, en subsumant le national-socialisme dans le concept de fascisme, tend à nier la spécificité allemande du phénomène, et du même coup à ne pas se sentir concernée.

[24] *In* : S. Th. Arndt et al., *op. cit.*, p. 102 : Die DDR hat sowohl mit der deutschen Vergangenheit als auch mit den Konsequenzen der sojwetischen Gegenwart fertig zu werden."

[25] Certains témoignages révèlent d'ailleurs une atmosphère chargée d'antisémitisme dans les rangs de la NVA. Voir Peter Fischer *in :* V. von Wroblewsky, *op. cit.*, p. 35. Il évoque notamment les chants nazis et les intimidations du type : « Tu vas voir, on va rallumer les fours d'Auschwitz ».

[26] *Nachrichtenblatt,*, Juin 1986, p. 4. I. Runge : „Ich hatte in der Diskussion mehrfach den Eindruck, als würde das Thema Faschismus allein aus der Sicht der Juden und Antifaschisten im Widerstand gesehen." P. Kirchner : „Wir leben in der DDR mit dem Bewusstsein, dass die Nazis im Westen sind. Damit ist die Frage scheinbar erledigt. Aber es reicht nicht aus, nur so zu argumentieren."

entretien de « recadrage »[27]. En 1986, toujours dans le même numéro du *Nachrichtenblatt*, c'est cette fois un lecteur qui réclame un questionnement plus profond sur les origines du fascisme[28].

Enfin, un passé plus récent, la vague de persécutions antisémites de 1952-1953, a été érigée en véritable tabou durant toute la durée du régime. Levinson, Meyer, Katten, Nelhans et bien d'autres encore se sont vus ainsi rayés de l'histoire de la Communauté Juive de Berlin. Il faut attendre le tournant de 1989-90 pour que les Juifs règlent leurs comptes avec la RDA à ce sujet : l'éditorial de septembre 1990 comporte une dénonciation en règle des événements de 1953, qualifiés de dérive de la « période stalinienne »[29]. Et c'est seulement le 12 avril 1990 que la RDA reconnaît ses erreurs envers les Juifs sous forme d'une déclaration de la députée Sabine Bergmann-Pohl à la Chambre du peuple :

> Nous demandons pardon aux Juifs du monde entier. Nous demandons pardon au peuple d'Israël pour l'hypocrisie et l'hostilité de la politique officielle de la RDA envers l'État d'Israël et pour la persécution et l'avilissement de concitoyens juifs même après 1945 dans notre pays[30].

Une confession qui vient « quarante ans trop tard » selon le *Nachrichtenblatt*[31]…

Après cet aperçu du traitement du passé dans les deux États allemands, il faut nous intéresser plus en détail à la considération des « citoyens juifs » dans chacun des deux États allemands ; mais auparavant, nous évoquerons très rapidement les grands principes ancrés dans les Constitutions, à première vue assez semblables à l'Est et à l'Ouest, qui, comme nous le verrons plus tard, se révèleront en totale contradiction avec la pratique dans le cas de la RDA.

b) Des grands principes, en apparence communs, ancrés dans les Constitutions

Dans les deux États allemands, les grands principes « démocratiques » suivants constituent, du moins en théorie, la base des relations entre les Communautés Juives et

---

[27] „Akzeptanz oder Widerspruch" *in :* G. Ginzel, *op. cit.*, p. 115.
[28] *Nachrichtenblatt,* Juin 1986, p. 7. Il ajoute que l'on devrait aussi répondre aux « questions désagréables » et « prendre au sérieux les gens qui posent des questions embarrassantes ».
[29] *Nachrichtenblatt*, Septembre 1990, p. 2. L'utilisation de ce terme à cette époque montre bien que l'attitude des Communautés Juives avait profondément changé par rapport à l'édition de février 1956, p. 5, qui certifie qu'il n'y a jamais eu d'antisémitisme en RDA, « pas même au début de l'année 1953 ».
[30] „Wir bitten die Juden in aller Welt um Verzeihung. Wir bitten das Volk Israel um Verzeihung für Heuchelei und Feindseligkeit der offiziellen DDR-Politik gegenüber dem Staat Israel und für die Verfolgung und Entwürdigung jüdischer Mitbürger auch nach 1945 in unserem Lande." Cité par J. Illichmann, *op. cit.*, p. 9.
[31] *Nachrichtenblatt*, Juin 1990, p. 2.

l'État. Néanmoins, il faut remarquer que de prime abord, la Loi fondamentale se distingue tout de même des Constitutions de la RDA, qu'il s'agisse de celle de 1949, de 1968 ou de 1974, par la référence à Dieu incluse dans le préambule, selon laquelle le peuple allemand est responsable devant Dieu et devant l'humanité[32]. Cette référence constitue bien sûr un indice de l'attitude de chacun des deux États allemands vis-à-vis de la religion.

Mais en dépit de celle-ci, les principes fondamentaux des Constitutions se rapportant explicitement à la religion semblent étonnamment similaires. Chacun des deux États garantit tout d'abord le principe de liberté religieuse, aussi bien au niveau des croyances que des pratiques : l'article 4 de la Loi fondamentale[33] rejoint sur ce point l'article 20, §1 de la Constitution est-allemande de 1974 par exemple. Celui-ci reconnaît par ailleurs l'égalité de tous les citoyens indépendamment de leur race, leur origine sociale ou leur « confession religieuse »[34]. Ainsi, la parité entre les différentes confessions était également garantie dans les deux États allemands. Et le fait est que les Communautés Juives étaient reconnues, en RFA comme en RDA, comme personnes morales de droit public, au même titre que les autres Églises.

Dans chacun des deux États, la distinction entre les domaines d'influence de l'Église et de l'État se trouve également opérée, selon le principe qu'« il n'existe pas d'Église d'État »[35], avec pour corollaire le principe de non-intervention réciproque d'une sphère à l'autre. Dans les faits, en RFA, l'État accepte de financer les Églises en échange de leur participation aux tâches sociales et culturelles de la diaconie, selon le principe de subsidiarité ; en RDA, l'Église est subventionnée et en même temps contrôlée par l'État, qui pose des limites à l'organisation du culte et aux activités culturelles. Ainsi, les communautés religieuses se voyaient confinées au strict exercice du culte.

---

[32] „Im Bewusstsein seiner Verantwortung vor Gott und den Menschen" *in :* M. Niehuss, U. Lindner (Eds.), *Deutsche Geschichte in Quellen und Darstellung,* Vol. 10 : „Besatzungszeit, Bundesrepublik und DDR 1945-1969", Stuttgart, Reclam, 1998, p. 176.

[33] „ (1) Die Freiheit des Glaubens, des Gewissens und die Freiheit des religiösen und weltanschaulichen Bekenntnisses sind unverletzlich. (2) Die ungestörte Religionsausübung wird gewährleistet." *Ibid.,* p. 178.

[34] R.A. Müller (Ed.), *Deutsche Geschichte in Quellen und Darstellung,* Vol. 11 : „Bundesrepublik und DDR 1969-1990", Stuttgart, Reclam, 1996, p. 226 : „Jeder Bürger der Deutschen Demokratischen Republik hat unabhängig von seiner Rasse, seinem weltanschaulichen oder religiösen Bekenntnis, seiner sozialen Herkunft und Stellung die gleichen Rechte und Pflichten. Gewissens- und Glaubensfreiheit sind gewährleistet. Alle Bürger sind vor dem Gesetz gleich."

[35] „Es besteht keine Staatskirche", article 137 de la Constitution de Weimar repris textuellement dans l'article 140 de la Loi fondamentale. *In : Grundgesetz für die Bundesrepublik Deutschland,* Baden-Baden, Nomos, 2001 (9ème édition).

Par ailleurs, les deux États allemands ont élaboré un certain nombre de mesures antidiscriminatoires censées garantir la sécurité morale nécessaire aux minorités : en RFA, l'article 3 alinéa 3 condamne toute discrimination, qu'elle soit négative ou positive, relative à la race, au sexe, à la religion, etc.[36] En RDA, l'article 6 de la Constitution de 1949 protège les citoyens de toute discrimination au nom de l'égalité entre tous, l'enfreinte de ces règles relevant de la législation pénale[37]. Toutefois, on remarque que ces garanties sont littéralement noyées dans des formules qui visent avant tout à protéger les organisations « démocratiques » de l'État. En 1968, ce même article 6 précise par ailleurs que le nazisme est définitivement éradiqué[38], critère de sécurité morale essentiel pour les Juifs.

Toutefois, une restriction de taille apparaît dans l'article 39, §1 de cette même Constitution. Celui-ci garantit certes le droit de toute communauté religieuse à affirmer ses croyances et à pratiquer sa religion, mais uniquement « en accord avec la Constitution »[39], ce qui posera naturellement d'importants problèmes d'interprétation. En effet, la Constitution garantit certes la « liberté de croyance et de conscience » (*Glaubens- und Gewissenfreiheit*), mais à la seule condition que la religion ne soit pas « détournée à des fins anticonstitutionnelles et politiques » ; la restriction de la liberté réside donc dans l'interprétation que l'on donne à cette phrase. En pratique, être « en accord avec la Constitution » signifiait notamment rompre tout lien avec les communautés religieuses ouest-allemandes, ce qui explique la séparation des Églises protestantes en 1969. Or, dans le cas de la communauté juive, c'était chose faite depuis longtemps. Ainsi, J.H. Schoeps estime que celle-ci remplissait une « fonction de modèle » pour les autres communautés religieuses en RDA au niveau politique et idéologique[40]. Parfaitement respectueux de l'ordre établi, les Juifs semblaient incarner

---

[36] *Geschichte in Quellen und Darstellung, Vol. 10, op. cit.,* p. 178 : „Niemand darf wegen seines Geschlechtes, seiner Abstammung, seiner Rasse, seiner Sprache, seiner Heimat und Herkunft, seines Glaubens, seiner religiösen oder politischen Anschauungen benachteiligt oder bevorzugt werden."

[37] *Ibid,* p. 358 : (2) „Boykotthetze gegen demokratische Einrichtungen und Organisationen, Mordhetze gegen demokratische Politiker, Bekundung von Glaubens-, Rassen-, Völkerhass, militaristische Propaganda sowie Kriegshetze und alle sonstigen Handlungen, die sich gegen die Gleichberechtigung richten, sind Verbrechen im Sinne des Strafgesetzbuches."

[38] *Geschichte in Quellen und Darstellung, Vol. 11,* p. 219 : „(1) Die Deutsche Demokratische Republik hat getreu den Interessen des deutschen Volks und der internationalen Verpflichtung aller Deutschen auf ihrem Gebiet den deutschen Militarismus und Nazismus ausgerottet […]".

[39] *Ibid,* p. 229 : „(1) Jeder Bürger der Deutschen Demokratischen Republik hat das Recht, sich zu einem religiösen Glauben zu bekennen und religiöse Handlungen auszuüben. (2) Die Kirchen und andere Religionsgemeinschaften ordnen ihre Angelegenheiten und üben ihre Tätigkeit aus in Übereinstimmung mit der Verfassung und den gesetzlichen Bestimmungen der Deutschen Demokratischen Republik."

[40] „politisch-ideologische Vorbildfunktion der jüdischen Gemeinde" *in :* S. Th. Arndt et al., *op. cit.,* p. 7.

un idéal d'harmonie entre religion et État, ainsi que d'application de l'antifascisme et de la démocratie.

Toutefois, on peut observer qu'en RFA également, la Loi fondamentale pose des limites aux communautés religieuses : l'article 140, reprenant la Constitution de Weimar, pose le droit des communautés religieuses à régir leurs affaires « dans les limites du droit en vigueur »[41]. Comme on le voit, ces grands principes constitutionnels ne disent donc pas grand-chose du traitement effectif des communautés juives dans les deux systèmes. Leurs principes généraux semblent même assez similaires. C'est pourquoi, au-delà de ces considérations très générales, il faut voir plus en détail quel était le statut réel des Juifs dans chacun des deux États. En RDA tout d'abord, il semble que les Constitutions successives présentaient avant tout « un caractère déclamatoire », pour reprendre l'expression de H. Möller[42].

c) « *Judentum im Sozialismus* » ?

Peut-on parler d'un « judaïsme dans le socialisme » comme l'ont fait les Églises protestantes, et plus tard l'Église catholique, en RDA, avec la formule de 1971 « *Kirche im Sozialismus* » d'ailleurs très controversée[43] ? Il faut bien voir d'une part que la communauté juive, même à Berlin, n'a en aucune façon mené de réflexion théologique approfondie sur la position qu'elle devait adopter sous le régime est-allemand : elle n'en avait tout simplement pas les moyens vu sa situation démographique et institutionnelle après les événements de 1953. C'est seulement à la fin des années 1980 que de tels questionnements ont commencé à se faire jour.

D'autre part, il est bien évident que la masse critique est déterminante sur ce point : même s'ils ne représentaient que 20 à 30% de la population[44], les chrétiens de RDA avaient un poids significatif dans la société contrairement à la « quantité négligeable » que représentaient les Juifs. Alors que l'avis ou la dissidence des premiers pouvait avoir

---

[41] Article 137, alinéa 3 : „innerhalb der Schranken des für alle geltenden Gesetzes". *In : Grundgesetz für die Bundesrepublik Deutschland,* 2001, *op. cit.*, p. 242.
[42] H. Möller *in :* U. Wengst, H. Wentker, *Das doppelte Deutschland. 40 Jahre Systemkonkurrenz,* Berlin, Links, 2008, p. 28 : „Die DDR-Verfassung hatte deklamatorischen Charakter".
[43] Voir S. Le Grand, « 'Kirche im Sozialismus' : fortune d'une formule » *in : Revue d'Allemagne,* Tome 27, Octobre-Décembre 1995, pp. 563-579. Elle montre notamment que la formule retenue est secondaire par rapport « à la définition de l'Église en tant que communauté de témoignage et de service ». *Ibid.*, p. 565. De même, elle insiste sur l'ambiguïté du terme « socialisme » : fallait-il entendre l'idéal socialiste ou la société concrète régie par l'Etat socialiste ? *Ibid.*, p. 567.
[44] C. Talandier parle de 26,7% de la population est-allemande en 1990. *In* : *Au-delà des murs. Les Églises évangéliques d'Allemagne de l'Est, 1980-1993,* Genève, Labor et fides, 1994, p. 17.

une importance pour le régime, celui ou celle des derniers lui était bien égal, sauf peut-être à partir du moment où sa réputation sur la scène internationale était en jeu. S'il y a eu par exemple un véritable conflit idéologique entre les Églises et l'État à propos de la « *Jugendweihe* », cette « communion civile » introduite en 1954, par laquelle le jeune adolescent s'engageait à mettre sa vie au service de la société, il n'en allait pas du tout de même pour la *bar-* ou la *bat-mitsvah*. Aurait-on dû s'inquiéter des quatre ou cinq *bar-mitsvoth* qui avaient lieu chaque année parce qu'elles faisaient concurrence au sacrement civil ? Par ailleurs, les quelques rares adolescents juifs de Berlin-Est ne refusaient pas de faire leur « *Jugendweihe* » de sorte qu'ils combinaient les sacrements civil et religieux sans y voir de contradiction[45].

Cependant, le débat de fond reste similaire : comment une communauté religieuse, de surcroît minuscule, peut-elle trouver sa place dans un État, voire une « théocratie athée »[46] pratiquant une virulente propagande antireligieuse ? Il est certain que, comme les Églises chrétiennes, les communautés juives de RDA ont dû « s'arranger » avec le régime si elles ne voulaient voir leur existence remise en cause et bénéficier d'une certaine marge de manœuvre[47]. Mais par ailleurs, les communautés juives n'auraient-elles pas eu des relations plus étroites avec le pouvoir est-allemand, alors qu'une grande partie des Églises chrétiennes est entrée en « dissidence » ? Les Juifs n'avaient-ils pas plus d'affinités avec les dirigeants communistes du fait de leur histoire commune de persécution, alors que les Églises chrétiennes présentaient une parenté idéologique avec la démocratie ouest-allemande, dont un des principaux partis porte le nom de « chrétien », et pouvaient avoir des heurts avec le pouvoir communiste ? Une chose est sûre : les communautés juives étaient loin d'incarner cette dynamique d'espoir et de changement dont parle C. Talandier à propos des Églises[48] et leur autonomie était très limitée ; elles présentaient plutôt l'image, et en particulier à Berlin-Est, de groupes inféodés au pouvoir, bref totalement « dans » le socialisme, mais plutôt par contrainte que par adhésion véritable.

---

[45] Ainsi, Gerrit Kirchner a fait sa *bar-mitsvah* et sa *Jugendweihe*. Voir notre entretien du 22.04.2008 avec Peter Kirchner.
[46] F. Loeser *in* : *Die unglaubwürdige Gesellschaft. Quo vadis, DDR?* Cologne, Bund-Verlag, 1984, p. 58 („atheistische Theokratie").
[47] Une manière de « s'arranger » ainsi avec la RDA était de dire que lorsqu'il y a un pouvoir, celui-ci est voulu par Dieu. C. Talandier, *Au-delà des murs, op. cit.*, p. 39.
[48] *Ibid*, p. 15.

On touche ici à la question des relations entre judaïsme et socialisme, problématique essentielle du XX^e siècle[49]. Pour de nombreux Juifs de Berlin-Est comme Jalda Rebling, le socialisme et le judaïsme sont unis dans leurs « grands idéaux humanistes »[50]. En effet, on assiste à un affichage de valeurs communes notamment dans le *Nachrichtenblatt*. Mais les affinités entre judaïsme et socialisme semblent également d'ordre historique. Dominique Bourel constate ainsi une sorte de filiation entre le Juif et le révolutionnaire[51] :

> Les fils de rabbin deviennent en une génération des révolutionnaires professionnels. À celui qui a lu le livre d'Isaïe, la pensée de Marx est bien familière !

Cette tradition semble s'être perpétuée au-delà de la Shoah : on pense en effet aux nombreux Juifs issus du « quartier des granges » qui sont devenus des militants communistes : Gittel Weiß, Mischket Liebermann, fille d'un rabbin ultra-orthodoxe, Salomea Genin et Max Kahane. Même parmi ceux qui sont nés ailleurs, on peut observer cette filiation : Anna Seghers était issue d'une famille juive orthodoxe, de même qu'Albert Norden, le « fils du rabbin au Politbüro »[52]. En outre, la tradition des Juifs révolutionnaires comme Rosa Luxemburg et Leo Trotzki pèse indiscutablement dans l'imaginaire collectif.

Cependant, il ne faut pas perdre de vue le fait qu'avant 1933, beaucoup de Juifs allemands « entrés en bourgeoisie »[53] étaient foncièrement anticommunistes[54] et que la RDA a magnifié l'attitude des révolutionnaires à l'égard des Juifs. En effet, la propagande officielle a fait remonter la lutte contre l'antisémitisme à une tradition ancrée dans les valeurs du mouvement ouvrier depuis le XIX^e siècle. E. Burgauer parle à cet égard d'une opération de « cosmétique historique » ayant profondément embelli l'attitude du KPD envers les Juifs, notamment sous la République de Weimar[55]. Mais la révolution finit par dévorer ses propres enfants : en 1953, cette solidarité légendaire est brisée, et les Juifs sont considérés comme des alliés de l'Occident. Selon

---

[49] Voir notre développement dans le mémoire de DEA, *op. cit.*, pp. 48-55. Nous y avons étudié l'exaltation d'idéaux communs (paix, espoir, humanisme, justice), relayée par la superposition des discours religieux et politique dans le *Nachrichtenblatt*, avant de constater que tout ceci était sous-tendu par des divergences idéologiques profondes – une sorte de « malentendu réciproque » en quelque sorte… selon l'expression de Ch. Trilse-Finkelstein, *in* : V. v. Wroblewsky, *op. cit.*, p. 55 („gegenseitiges Missverständnis").
[50] *In* : R. Ostow, *Jüdisches Leben, op. cit.*, p. 88.
[51] *In* : E. François (Ed.), *Berlin : Capitale, mythe, enjeu, op. cit.*, p. 92.
[52] N. Podewin, *Der Rabbinersohn im Politbüro, op. cit.*
[53] Pour reprendre la formule de Daniel Azuélos.
[54] Voir B. Engelmann *in* : H. Broder, M. R. Lang, *op. cit.*, p. 25.
[55] *In* : *op. cit.*, p. 199.

B. Wasserstein, ce sont justement les purges staliniennes (1949-1953) qui ont fait disparaître de la scène européenne la figure du Juif révolutionnaire, marquant ainsi la fin d'une tradition politique profondément enracinée, en Allemagne tout particulièrement[56]. L'*Allgemeine* se fait le relais de cette disparition : entre 1953 et 1958 environ, le journal véhicule des nouvelles alarmantes du Bloc de l'Est[57], apportant la preuve que marxisme et judaïsme sont incompatibles.

Toutefois, il est indéniable que l'expérience des persécutions nazies a créé une solidarité entre victimes juives et communistes. Ainsi, pour beaucoup de Juifs, le communisme était perçu comme la seule alternative sûre au fascisme. Honecker était avant tout considéré comme un résistant, qui avait été emprisonné durant le national-socialisme et qui ne pouvait donc pas vouloir de mal à d'anciens camarades d'infortune. Malgré tout, Hans Noll estime que « l'égalité d'intérêts entre les communistes et les Juifs est une idée fixe » qui a entraîné de graves dérives[58]. Irene Runge expliquera en 1989 que cet amalgame a constitué un frein non négligeable à la quête identitaire des Juifs est-allemands[59].

Néanmoins, il existait bien un socle d'affinités dans lequel la RDA pouvait puiser pour exalter le lien entre socialisme et judaïsme. On ne sera donc pas étonné que certains Juifs de RDA voient en Moïse le premier des socialistes[60]. De telles analogies étaient d'ailleurs promues, sans doute inconsciemment, par le SED lui-même : Walter Ulbricht n'avait-il pas en effet instauré personnellement les « dix commandements de la morale socialiste »[61] ? Enfin, le *Nachrichtenblatt* considère la RDA comme la réalisation des idées du grand penseur juif de la tolérance religieuse, Moïse Mendelssohn, qui préconisait la neutralité de l'État dans les affaires religieuses et le renoncement de la religion à toute incursion dans la sphère du pouvoir[62]. Le philosophe

---

[56] B. Wasserstein, *op. cit.*, p. 76.
[57] Voir par exemple *Allgemeine*, 21.01.1955, p. 3 et 16.05.1958, p. 8.
[58] „Die ‚Interessengleichheit zwischen Kommunisten und Juden' ist eine fixe Idee" *in* : „Früchte des Schweigens. Jüdische Selbstverleugnung und Antisemitismus in der DDR" *in* : *Deutschland-Archiv*, 22. Jg (1989), Heft 7, pp. 769-778, ici p. 770.
[59] *Nachrichtenblatt*, Mars 1989, p. 17 : „Für uns gab es eine Bremse hinsichtlich der eigenen Identitätssuche: [die Tatsache], dass Jude zum Synonym für KZ wurde und somit zu einer identischen Empfindung mit den Kommunisten führte."
[60] Voir l'interview de J. Ch. Trilse-Finkelstein, *in* : Wroblewsky, *op. cit.*, p. 45.
[61] Ces véritables lois morales, énoncées lors du V^{ème} congrès du SED en 1958, commençaient toutes par la formule „Du sollst". F. Loeser note qu'à la différence de Moïse, Ulbricht n'a pas fait que transmettre les commandements divins ; il en était également le créateur – différence de taille entre la foi religieuse et la croyance en le communisme. *In :* F. Loeser, *Sag nie, du gehst den letzten Weg. Ein deutsches Leben*, Cologne, Bund-Verlag, 1986. En 1971, Honecker mettra un terme à l'usage de ces commandements.
[62] Voir *Nachrichtenblatt*, Décembre 1985, p. 2 : „In der DDR erscheinen die Ideen des Philosophen und Humanisten Moses Mendelssohn realisiert."

ne voyait aucune contradiction entre l'intégration sociale et la vie religieuse d'après les commandements juifs ; au contraire, il pouvait y avoir une parfaite harmonie, à condition que les Juifs se comportent en « loyaux citoyens ». Tout dépend bien sûr du sens que l'on donne à « loyal », toujours est-il que la référence à Mendelssohn devait justifier non seulement l'existence d'idéaux communs entre judaïsme et marxisme, mais aussi la réalisation de ceux-ci dans le cadre de la RDA.

Mais en pratique, il existait de profondes incompatibilités entre le judaïsme et le socialisme est-allemand, de sorte qu'il était très difficile, sinon impossible, d'afficher au grand jour une « double loyauté » en RDA. La première difficulté tient naturellement à l'attitude du marxisme à l'égard des religions en général. Considérée, selon la formule célèbre, comme « l'opium du peuple », la religion appartient dans la critique marxiste au monde « perverti »[63], qui est le signe distinctif de la société bourgeoise et capitaliste, et ne sert qu'aux exploiteurs à se maintenir au pouvoir. Marx parle notamment d'une « nationalité chimérique » ou d'une « secte religieuse »[64], dont l'humanité doit s'émanciper. Les Juifs en particulier doivent s'affranchir de la religion s'ils veulent obtenir l'égalité des droits civiques. Elle doit donc être combattue fermement, pour ne pas dire abolie purement et simplement. Ainsi, le témoignage de Clara Berliner est sans détour : « je suis marxiste et communiste et en tant que telle, je n'ai aucun lien avec la religion »[65], ce qui ne l'empêche pas d'être membre de la Communauté Juive de du Grand-Berlin pour préserver les traditions de sa famille. Mais là encore, idéologie et pratique divergent, car une telle théorie n'était pas applicable dans le monde d'après 1945, d'une part à cause du souvenir encore très vivace des persécutions sous le nazisme, et d'autre part parce que la RDA ne se considérait encore que comme l'étape préliminaire[66] avant d'atteindre l'État socialiste. Ainsi, l'attitude du SED à l'égard des religions peut être qualifiée de compromis[67].

Alors que les auteurs du *Nachrichtenblatt* considèrent que la liaison entre judaïsme et socialisme est assurée par l'intermédiaire de Marx, lui-même d'origine juive[68], ce lien est totalement démythifié à l'Ouest, où Marx est présenté comme un antisémite

---

[63] *Verkehrte Welt.*
[64] Voir A. Timm, *Hammer, Zirkel, Davidstern. Das gestörte Verhältnis der DDR zu Zionismus und Staat Israel.* Bonn : Bouvier Verlag, 1997, p. 25.
[65] *In* : R. Ostow, *Jüdisches Leben, op. cit.,* p. 111 : „Ich bin Marxistin und Kommunistin und als solche nicht religiös gebunden."
[66] *Vorstufe.*
[67] Voir E. Burgauer, *op. cit.,* p. 165.
[68] *Nachrichtenblatt*, Août 1956, p. 2.

notoire[69], cependant que l'autre Karl Marx, - ironie de l'histoire - rédacteur en chef de l'*Allgemeine,* estime que la « double loyauté » est parfaitement réalisée en RFA[70]. De même, peu après les événements de janvier 1953, H. Torren nie l'existence d'une quelconque affinité entre judaïsme et « bolchévisme »[71], s'appuyant en particulier sur le reproche fait aux Juifs de ne penser qu'à la recherche de leur propre profit. Cette ignorance résolue des aspects peu laudatifs pour les Juifs de l'œuvre de Marx[72] est très représentative d'un certain aveuglement des dirigeants des communautés juives de RDA, prêts à tout accepter du socialisme, du moins officiellement. Le SED étant, malgré les restrictions émises, résolu à appliquer les principes marxistes, il considère que « la question juive » doit se régler d'elle-même par l'assimilation complète des Juifs[73], (ce qui peut d'ailleurs expliquer la position de Galinski, favorable à l'intégration mais non à l'assimilation), voire que celle-ci n'existe pas, étant censée disparaître d'elle-même avec le capitalisme, au même titre d'ailleurs que l'antisémitisme. En RDA, le Juif est avant tout un être humain, et la judéité a tendance à être niée au nom de l'égalité entre les hommes[74]. On peut en conclure qu'il n'y a donc pas, en pratique, d'affinité particulière entre judaïsme et socialisme, du moins dans les conditions particulières de l'Allemagne de l'Est, dans le sens où l'un favoriserait le développement de l'autre, mais au contraire plutôt exclusion ou solution par le renoncement à l'une des composantes identitaires.

La thèse de Th. Haury[75] est même beaucoup plus tranchée, puisque celui-ci va jusqu'à démontrer l'existence d'une « affinité structurelle » entre l'idéologie de domination de type marxiste-léniniste et les modes de pensée antisémites. Sans aller aussi loin, on peut cependant constater avec K. Hartewig que l'identité de citoyen est-allemand s'est fondée, notamment lors de la vague antisémite de 1953, sur des mesures

---

[69] Voir l'article de l'*Allgemeine* intitulé „Der Judenfeind Karl Marx" *in* : *Allgemeine,* 18.03.1983, p. 7.
[70] *Allgemeine,* 17.10.1958, p. 1.
[71] *Allgemeine,* 23.01.1953, p. 1.
[72] La question de l'antisémitisme dans l'œuvre de Marx, qui publie son essai *Zur Judenfrage* en 1843, est un sujet de controverse. Cependant, on ne peut ignorer certaines de ses thèses, notamment celle selon laquelle la seule raison d'être des Juifs serait l'argent, le profit personnel. Il va même jusqu'à soutenir que le Dieu des Juifs est l'argent. Voir E. Burgauer, *op. cit.*, p.166.
[73] En cela, il suit fidèlement la ligne de son ancêtre, le KPD.
[74] Ceci rappelle de nombreux témoignages où les interviewés se revendiquent avant tout comme des humains à part entière. L'interview de Hilde Eisler, l'épouse de Gerhard Eisler, en dit long sur ce sentiment d'égalité : "The GDR gave me the feeling for the first time in my life that I am a citizen with equal rights. […] I feel I am an absolutely equal member of this society. I feel secure and safe." *In* : *Sojourners, op. cit.*, p. 97. C'est un sentiment partagé par beaucoup, notamment A. et G. Zadek, *in : Ihr seid wohl meschugge, op. cit.*, p. 233.
[75] Th. Haury, *Antisemitismus von links. Kommunistische Ideologie, Nationalismus und Antizionismus in der frühen DDR,* Hambourg, Hamburger Edition, 2002.

d'exclusion par rapport aux Juifs, qu'elle présente comme le « modèle d'une soumission politique »[76], puisqu'il s'agissait pour le régime de se débarrasser de concurrents potentiels sous prétexte de leur judéité. Elle évoque une « stigmatisation » profondément traumatisante[77] des Juifs par ces événements, qui ont instauré une relation au Parti fondée sur la crainte de se voir exclus et marginalisés. Cette conception est défendue à l'époque par P. Dittmar, qui publie dans l'*Allgemeine* à partir de 1976 de véritables pamphlets sur le traitement des Juifs en RDA[78].

On voit donc que la proclamation de valeurs et de grands idéaux communs ne suffit pas à faire des Juifs des alliés du régime, mais que leur traitement incite plutôt à les voir comme des aliénés, au sens étymologique du terme, c'est-à-dire comme des personnes que l'on a rendues ou qui se sont rendues étrangères à elles-mêmes. Faudrait-il alors plutôt parler d'un « ghetto à l'intérieur du socialisme »[79] malgré une adhésion de façade aux valeurs de celui-ci ?

En effet, face à une liberté religieuse toute relative, comment s'organiser et pratiquer sa religion dans les limites attribuées par l'État ? Quelques pragmatiques ont su y apporter une réponse, mais ils sont peu nombreux. Pour Hermann Simon, la religion relevait strictement du privé et chacun avait le choix, même en RDA, de la pratiquer ou non :

> Lorsqu'on vit sa vie sans se poser de questions, cela est accepté, même dans un environnement communiste[80].

Pour Peter Kirchner, il s'agissait de petits arrangements quotidiens avec l'État :

> Pour les dignitaires de la Communauté, il était nécessaire de s'arranger d'une façon ou d'une autre avec l'État, afin de permettre la survie de la Communauté[81].

Ainsi, la possibilité de rester à l'Est en tant que Juif existait bel et bien, même lorsqu'on n'était pas communiste ni membre du Parti, comme le père de Heinz Rothholz[82], qui se disait tout de même attaché à l'Allemagne de l'Est en tant qu'État antifasciste. « Dans

---

[76] „Das Lehrstück einer politischen Unterwerfung", *in* : *op. cit.*, p. 357.
[77] *Ibid*, p. 315.
[78] Voir par exemple *Allgemeine*, 24.06.1977, pp. 1-2 : il y dénonce les méthodes de propagande est-allemandes visant à assimiler Israël aux nazis. Et de fait, il emploie le même type de comparaisons, qualifiant lui-même le style de *Neues Deutschland* comme identique à celui du *Stürmer*.
[79] C. Talandier pose la question « Église dans le socialisme ou ghetto à l'intérieur du socialisme » *in* : *Au-delà des murs, op. cit.*, p. 65.
[80] *In* : I. Wiltmann, *op. cit.*, p. 267 : „Wenn man sein Leben selbstverständlich lebt, wird es akzeptiert, auch in einer kommunistischen Umgebung."
[81] *In* : R. Ostow, *Juden aus der DDR, op. cit.*, p. 22 : „Für die Verantwortungsträger in der jüdischen Gemeinde bestand die Notwendigkeit, sich mit dem Staat in irgendeiner Form zu arrangieren, um das Überleben der Gemeinde zu ermöglichen."
[82] *Ibid.*, p. 33.

ma poitrine battaient deux cœurs : un cœur juif et le cœur d'un citoyen de RDA »[83], explique-t-il, mais rares sont les Juifs de Berlin-Est à avoir supporté cette situation jusqu'à la fin sans conflit identitaire.

Ainsi, même si la communauté juive apparaît officiellement comme une force « dans » le socialisme, notamment par le consensus sur un certain nombre de valeurs, il semble que, comme l'Église, elle ait seulement été tolérée par l'État, mais qu'elle était en fait loin de constituer un partenaire capable de défendre son point de vue.

d) Les Juifs dans « l'État-Globke »[84]

Autant pour les « Juifs de l'Est », le socialisme a pu être une tentation et leur donner l'impression de se situer pleinement « dans » la société, autant certains aspects du rapport au passé en RFA semblaient discriminants ou du moins requéraient, ici encore, de nombreux « arrangements » de la part des « Juifs de l'Ouest ». Il faut dire que la RFA n'a pas été, du moins dans les années 1950, assez systématique dans son traitement des « coupables » ou « anciens nazis », attitude dénoncée fermement aussi bien par les Juifs ouest-allemands que par la RDA. Ceux-ci s'insurgent contre une justice inefficace, une continuité des personnes jusque dans les plus hautes sphères de l'État et ce qu'il est convenu d'appeler la « restauration » sous Adenauer. Par exemple, au niveau de la justice, la RDA aurait jugé 12 881 personnes pour participation à des crimes de guerre ou contre l'humanité entre 1945 et 1990, alors que le chiffre ne s'élève qu'à 6494 en RFA[85]. Ces critiques ont été parfaitement intériorisées par les citoyens est-allemands d'origine juive, comme le montre la profession de foi antifasciste de Hilde Eisler :

> Le fait que ce fût un pays antifasciste fut naturellement décisif. Ici, [le fascisme] était vraiment éradiqué totalement, jusqu'à la moindre racine, la moindre branche. En tout cas, les nazis sont tous partis. Et ceux qui ont été attrapés ont été condamnés à mort. Les criminels de guerre et ceux [qui avaient occupé des postes à] responsabilité furent jetés en prison ou en camps de concentration pour un long moment, à l'inverse de ce qui se passait en RFA[86].

---

[83] *Ibid.*, p. 40 : „In meiner Brust schlugen zwei Herzen: ein jüdisches und das Herz eines DDR-Bürgers".
[84] „Der Globke-Staat" est l'un des nombreux surnoms donné à la RFA par la propagande est-allemande. Cette formule fait référence à Hans Maria Globke, commentateur des Lois de Nuremberg, parvenu aux fonctions de secrétaire d'Etat sous Adenauer. Il faut remarquer qu'on ne trouve aucun surnom du même registre dans la presse juive de l'Ouest pour désigner la RDA.
[85] Selon J. Illichmann, *op. cit.*, p. 29.
[86] *In* : J. Borneman, J. Peck, *op. cit.*, p. 94 : "That this was an antifascist state was, naturally, decisive. Here [fascism] was truly totally eradicated, every root and branch. In any case, the Nazis all ran away. And those [who had served in positions of] authority were [put] in prisons or concentration camps, in contrast to the Federal Republic."

Il est intéressant de voir que les plaintes des Juifs de Berlin-Ouest rejoignent, quant aux arguments de fond, les campagnes de diffamation de la RDA, même si leurs accusations restent beaucoup moins violentes que celles-ci[87]. Ainsi, l'*Allgemeine* parle de trop grande « mansuétude » à l'égard des néonazis[88].

En RDA, les campagnes de propagande contre Heinrich Lübke, surnommé le « constructeur de camps de concentration », (*KZ-Baumeister*, expression d'ailleurs reprise par les Juifs de Berlin-Est[89]), Theodor Oberländer, ancien dirigeant d'une « unité spéciale » impliquée dans des massacres de Juifs en Pologne, devenu ministre de 1953 à 1960, et surtout Hans Maria Globke, qualifié de « meurtrier des Juifs » (*Judenmörder*) connurent un grand retentissement. Elles furent essentiellement l'œuvre de deux citoyens est-allemands d'origine juive : Albert Norden et Gerhart Eisler, un « propagandiste passionné »[90], qui suscitait « toujours plus de polémique » contre la RFA aux dires mêmes d'un de ses collaborateurs[91]. Le chancelier Kurt Georg Kiesinger, qui reçut une gifle mémorable de Beate Klarsfeld le 7 novembre 1968 au Palais des congrès de Berlin, s'est vu également qualifié sans détour d'« ancien nazi » (*Alt-Nazi*), symbolisant, selon le *Nachrichtenblatt*, l'expansion de « l'hydre nazie » en RFA[92]. En 1956, une grande manifestation a lieu à la *Volksbühne* à Berlin-Est pour protester contre la présence d'anciens nazis dans les hautes instances de l'État ouest-allemand. Sous le slogan « Contre les assassins des Juifs et les héros de pogromes », elle rassemble des personnalités d'origine juive, qu'ils soient membres de la Communauté Juive comme Martin Riesenburger, ou non, comme Stephan Hermlin et Helene Weigel[93]. Il faut noter que parallèlement, à l'Ouest, quasiment jamais une accusation ne filtrait sur la présence d'anciens nazis dans l'Armée nationale populaire par exemple[94].

De manière générale, les Juifs de l'Ouest sont présentés par la presse de l'Est comme des victimes de « l'État de Bonn – refuge des meurtriers » qu'il faut sauver absolument :

---

[87] Nous aimerions ici prolonger les réflexions de S. Tauchert qui mentionne les occurrences de reproches similaires autour du thème du « pays des meurtriers » (*Land der Mörder*) *in : Jüdische Identitäten, op. cit.*, p. 110.
[88] *Allgemeine*, 9.11.1979, p. 3 : „Nachsicht mit Neonazis".
[89] Voir le discours de Georg Heilbrunn, CJA, 5A1, Nr. 0490, p. 6.
[90] A. et G. Zadek, *Ihr seid wohl meschugge, op. cit.*, p. 58 : „ein leidenschaftlicher Propagandist".
[91] *Ibid*, p. 63 *:* „immer mehr Polemik".
[92] *Nachrichtenblatt*, Mars 1967, p. 14 („Nazi-Hydra").
[93] *Mitteilungsblatt*, Août 1956, p. 3 („Gegen Judenmörder und Pogromhelden").
[94] Voir M. Wolffsohn, *Meine Juden, Eure Juden, op. cit.*, p. 135 : il évoque le cas de Vincenz Müller, qui n'aurait quitté l'Armée est-allemande qu'en 1958. Parmi les anciens nazis membres du SED, il cite ailleurs Jakob Holz, Helmut Börwald, Karl-Heinz Bartsch. *In : Die Deutschland-Akte, op. cit.*, p. 36.

> Nous, citoyens de RDA, mettons tout en œuvre pour aider nos frères ouest-allemands à contrer le fascisme et à maintenir la paix[95].

Dès 1953, les représentants de la Communauté Juive de Berlin-Est expriment leur inquiétude pour les Juifs de Berlin-Ouest et de RFA :

> Pensez s'il vous plaît qu'une grande partie de ces bêtes nazies occupent de nouveau des postes à responsabilité à Berlin-Ouest et en Allemagne de l'Ouest et qu'elles décident du sort de nos semblables[96].

En 1962, la Communauté Juive de Berlin-Est en appelle à toutes les communautés juives du monde pour que Hans Globke, secrétaire d'État à la chancellerie de 1953 à 1963, et Wolfgang Fränkel, occupant un poste important au ministère de la justice, se retrouvent sur le banc des accusés[97]. Toutes ces campagnes ont recours à une rhétorique accusatrice également présente dans le *Nachrichtenblatt*, qui évoque une « ambiance de pogrome » lors des élections à Berlin-Ouest[98], ou encore un « Eldorado de milliers de criminels nazis »[99] à propos de la RFA. La RDA a même organisé des procès par contumace contre Oberländer en 1960, Globke en 1963 et Lübke en 1964. Lors du procès Globke à Berlin-Est, la Communauté Juive en profite pour rappeler ses principes, en adéquation totale avec ceux de son pays :

> Plus de guerre ! C'est la Loi fondamentale de notre État, la RDA, où nous, citoyens juifs, pouvons d'ailleurs vivre sans souci pour notre existence et dans la liberté de conscience, ce que nous faisons réellement.[100]

Or, les « Juifs de l'Ouest » partageaient cette indignation au sujet des anciens bourreaux occupant des postes à responsabilité. Ainsi, Globke est qualifié ironiquement dans l'*Allgemeine* de « fonctionnaire le plus fidèle d'Adenauer »[101]. Mais leurs doléances restent tout de même bien en-deçà des accusations est-allemandes : par exemple, l'élection de Lübke à la présidence fédérale a été plutôt bien accueillie par les dirigeants de la Communauté Juive, qui rappellent l'emprisonnement de celui-ci sous le

---

[95] *Nachrichtenblatt,* Décembre 1963, p. 9 : „Der Bonner Staat – Refugium der Mörder". „Wir Bürger der DDR werden alles tun, um unseren westdeutschen Brüdern zu helfen, den Faschismus zu verhindern und den Frieden zu erhalten."

[96] CJA, 5A1, #2 (protocole du 21 août 1953) : „Denken Sie bitte daran, dass ein großer Teil dieser nazistischen Bestien heute wieder in Westberlin und in Westdeutschland in verantwortlichen Positionen sitzen und über das Wohl unserer Mitmenschen entscheiden."

[97] *Nachrichtenblatt,* Septembre 1962, p. 6 („Judenmörder Globke und Fränkel auf die Anklagebank!").

[98] *Nachrichtenblatt,* Hanoukka 1954, p. 6 („Pogromsstimmung"): Plus loin, on peut lire : „Wüste antisemitische Anpöbelungen, Drohbriefe, Beschimpfungen, Beschmutzungen der Häuser und Geschäfte standen wieder auf der Tagesordnung."

[99] *Nachrichtenblatt*, Avril 1965, p. 2.

[100] N*achrichtenblatt,* Septembre 1963, p. 4 : „Das ist das Grundgesetz unseres Staates, der DDR, in dem auch wir jüdischen Men ohne Sorge um Existenz, in Gewissensfreiheit leben können und wirklich leben." On remarquera au passage la référence ironique à la Loi fondamentale, tournée en dérision.

[101] *Allgemeine,* 8.06.1951, p. 1 : „Dr. Adenauers treuester Beamter".

régime nazi, fermant les yeux sur les aspects plus sombres de sa biographie[102]. Par ailleurs, l'attitude des représentants juifs, tels Marx, Van Dam ou encore Galinski, envers Globke est également très controversée : pour Ralph Giordano, ils auraient dû se battre plus, comme ils le faisaient habituellement sur les sujets sensibles comme l'antisémitisme ou les réparations, afin qu'il soit destitué de ses fonctions[103]. Ils n'auraient pas assez protesté et se seraient ainsi rendus « complices » de la « paix avec les nazis » généralisée en RFA, jouant le rôle de véritables « Juifs de cour »[104]. *Semit* prend également Galinski à parti sur ce sujet, qui n'aurait jamais fait preuve d'une réelle indépendance vis-à-vis du pouvoir ouest-allemand[105]. Une fois de plus, il faut sans doute rappeler à quel point la fonction de président d'une communauté juive en Allemagne après 1945 pouvait être délicate.

Les attaques de la RDA connaissent leur apogée dans la décennie 1956-1966 et s'inscrivent dans le travail de sape général visant à nuire à la RFA. Des brochures sont éditées, qui témoignent du nombre effrayant d'anciens nazis encore en fonctions dans la justice par exemple[106]. Elles sont orchestrées par Albert Norden, précédemment évoqué, qui arrivera à pousser à la démission Theodor Oberländer en 1969, le *Stern* et le *Spiegel* ayant contribué à propager ces thèses en Allemagne de l'Ouest. Mais c'est surtout le débat sur la prescription des crimes nazis (*Verjährungsdebatte*), appelée « l'amnistie générale » par les Juifs de RDA[107] (où une loi sur la non-prescription a été votée le 1er septembre 1964) qui a constitué l'apogée de l'offensive idéologique de la RDA contre la RFA. S. Meining expose à ce sujet sa théorie de la « massue fasciste », consistant à accuser systématiquement de fascisme la RFA. Il s'agit pour lui d'un dévoiement de l'antifascisme utilisé comme une arme redoutable dans la lutte idéologique contre la RFA[108]. On ne peut nier que cette propagande touchait un point sensible de la République de Bonn. Selon M. Bodemann, ces campagnes auraient même eu un effet positif sur la prise de conscience de la nécessité de la « maîtrise du passé » en RFA[109]. L'*Allgemeine* qualifie quant à lui le débat sur la prescription en termes beaucoup plus

---

[102] *Allgemeine*, 10.07.1959, p. 1.
[103] *In* : H. Broder, M. R. Lang, *op. cit.*, pp. 185-186.
[104] *Ibid.*
[105] *Semit*, n° 3, 1990, pp. 6-7.
[106] Ainsi, en 1959 paraît une documentation sur 800 personnes « qui sont aujourd'hui au service d'Adenauer », par exemple le secrétaire d'Etat Toeplitz. *In* : *Mitteilungsblatt*, Avril 1959, p. 4. On peut également évoquer la liste des juges et procureurs nazis en RFA éditée par Norden en 1957, de même que son célèbre « *Braunbuch* » paru en 1965.
[107] *Nachrichtenblatt*, Décembre 1964, p. 2 („die geplante Generalamnestie").
[108] „Faschismuskeule" *in : Kommunistische Judenpolitik, op. cit.*, p. 202.
[109] M. Bodemann, *In den Wogen der Erinnerung, op. cit.*, p. 66.

mesurés d'« épreuve du feu de la démocratie »[110] et se félicite de la décision finale, consistant à repousser le délai de quatre ans à 1969, date à laquelle les crimes nazis seront finalement déclarés imprescriptibles.

Derrière le miroir déformant de la propagande, le problème de fond se pose réellement : à force de faire de l'anticommunisme la priorité absolue, le gouvernement fédéral s'est certainement montré inconséquent dans son traitement des anciens nazis. Ainsi, la préparation systématique des grands procès contre les coupables des camps d'extermination ne commença qu'après 1958, date de la création de l'office central pour l'examen des crimes nazis à Ludwigsburg, au moment où la plupart des grands procès étaient déjà finis en RDA. Un constat s'impose pour R. Giordano : la RFA ne peut pas être qualifiée d'État antifasciste[111]. Aux yeux des victimes, le laxisme dont ses dirigeants ont fait preuve dans le traitement des coupables constitue une seconde humiliation : R. Giordano parle à cet égard de « seconde faute » des Allemands[112].

Certains Juifs désespèrent même de voir un jour changer les choses : « c'est toujours la même Allemagne » regrette H. Broder, faisant référence à l'Allemagne nazie[113]. Pour Ossip Kurt Flechtheim, la culture politique de la RFA reste encore très marquée jusque dans les années 1970 par des traditions et des forces de droite ou réactionnaires, ce qui le rend sceptique quant à la situation des Juifs[114]. Cela rejoint la conception de Lea Fleischmann de l'autorité en RFA[115]. Toutefois, R. Giordano n'accuse pas la RFA en bloc : pour lui, en RDA comme en RFA, il existe des « mauvais Allemands », la seule différence est « qu'ici on a caché le 'mauvais Allemand' sous le manteau d'un amour du prochain démocratique, et là-bas sous celui d'un amour du prochain socialiste »[116]. En d'autres termes, chacun des deux États allemands aurait fait à sa manière la « paix avec les nazis »[117].

Mais pour d'autres, comme Arie Goral, le plus difficile à supporter est que la situation se pérennise sans que quiconque réagisse :

---

[110] *Allgemeine*, 28.02.1964, p. 6 („Bewährungsprobe der Demokratie").
[111] H. Broder, M. R. Lang, *op. cit.*, p. 171.
[112] R. Giordano, *Die zweite Schuld oder von der Last, Deutscher zu sein*, Hambourg, Zurich, Rasch und Röhring, 1987.
[113] H. Broder, M. R. Lang, *op. cit.*, p. 91 : „Es ist immer noch dasselbe Deutschland."
[114] *Ibid.*, pp. 132-137 : „Heute noch skeptischer als 1962". L'interview date de la fin des années 1970.
[115] Ainsi, les jeunes élèves allemands lui apparaissent comme des « sujets avec une mentalité de sujets », *in : Dies ist nicht mein Land*, *op. cit.*, p. 188 : „Untertanen mit einer Untertanenhaltung".
[116] „[…] dass hier der Mantel der demokratischen, dort der sozialistischen Nächstenliebe über den hässlichen Deutschen gebreitet worden ist", *ibid.*, p. 171.
[117] *Ibid.*, p. 178.

> Ce qui est monstrueux là-dedans, c'est que tout cela est devenu tout naturel et que plus personne ne s'en offusque[118].

Ainsi en RFA, la justice envers les bourreaux reste un rêve lointain pour de nombreuses victimes. Ce sentiment d'injustice est profondément enraciné chez de nombreux témoins comme Mario :

> Pour « nettoyer » l'Allemagne de ses Juifs, il a fallu qu'ils les rassemblent, qu'ils les déportent, qu'ils les assassinent. Pour être dénazifiés, il a suffi qu'ils disent « bonjour » le matin, chez le boulanger, au lieu de « Heil Hitler ! »…[119]

On peut néanmoins nuancer le tableau en ce qui concerne Berlin, relativement épargné par la recrudescence des partis néonazis ; là, le DRP ne connut pas de succès comme en Rhénanie-Palatinat et en Basse-Saxe. La justice y est également réputée plus sévère envers les néonazis que dans le reste de l'Allemagne : ainsi, lors d'un procès contre 10 accusés qui voulaient recréer le NSDAP, de lourdes peines de prison sont distribuées, ce dont se félicite le journal[120]. Mais les Juifs de Berlin-Ouest réagissaient bien sûr à ce qui se passait dans l'ensemble de la RFA.

e) Réparations et compensations : entre privilèges et marginalisation

Il s'agit là d'un thème extrêmement complexe, dont nous analyserons ici essentiellement les répercussions directes pour les Juifs à Berlin. En bref, on peut dire qu'à l'Ouest, le concept de « réparations » comprend quatre volets : la restitution collective de biens et d'argent aux communautés juives et à la *Conference on Material Claims Against Germany,* les dédommagements à des personnes individuelles, les accords signés avec Israël, et enfin, une certaine attitude vis-à-vis du traitement du passé, incluant notamment la politique mémorielle. La RDA, qui refusait le terme de « réparations »[121] a néanmoins accordé quelques compensations matérielles à ses citoyens juifs et surtout la garantie morale qu'ils pouvaient vivre en toute liberté et en toute sécurité.

Il faut bien voir que, même pour les témoins de l'époque, la législation ouest-allemande sur les réparations était si complexe que l'*Allgemeine* éditait régulièrement

---

[118] A. Goral, „Kein Weg in Deutschland", *in* : „*An der Grenzscheide: Kein Weg als Jude und Deutscher?"* Münster, Hambourg, LIT, 1994, p. 10 : „Das Ungeheuerliche daran ist, dass es schon ganz natürlich wurde, und sich kein Mensch mehr darüber wundert."
[119] *In* : P. Sichrovsky, *op. cit.*, p. 55.
[120] *Allgemeine*, 17.08.1979, p. 2.
[121] Le terme apparaissait toujours entre guillemets ou était assorti de l'adjectif « prétendues » ou « soi-disantes » (*so genannte Wiedergutmachung*).

un « supplément réparations » (*Wiedergutmachungsbeilage*) pour les personnes concernées. La Loi sur l'indemnisation des victimes, signée en juillet et entrée en vigueur en octobre 1953, a par ailleurs connu de nombreuses modifications et sa maîtrise exigeait souvent une formation de juriste de haut niveau. Considérées comme inadaptées, insuffisantes ou encore comme prétexte au refoulement du passé, elles furent néanmoins une condition *sine qua non* de la réintégration économique des Juifs dans la société ouest-allemande[122] ainsi qu'une avancée irréfutable sur le plan symbolique.

À ce sujet, la Communauté Juive de Berlin-Ouest se montre toujours très laudatrice quant à l'engagement dont fait preuve la municipalité de Berlin dans la politique des réparations : dans l'*Allgemeine* par exemple, « le travail exemplaire » du bureau chargé des réparations est souligné à maintes reprises[123]. Berlin semble toujours avoir eu un temps d'avance sur la RFA, et selon une anecdote célèbre, c'est peut-être parce que « *Wiedergutmachung* » s'entend en berlinois « *Wiederjudmachung* », posant une équivalence implicite entre l'existence des réparations et celle des Juifs eux-mêmes.

Il faut bien sûr prendre en compte le point de vue des détracteurs des réparations, nombreux parmi les Juifs. Pour R. Giordano, c'est « une taupinière au pied du Mont Cervin »[124] ; pour Lea Fleischmann, une « aumône »[125]. Ils ne sont pas les seuls à dénoncer leur insuffisance. Rudolf Schottlaender estime avoir reçu tout juste assez pour s'acheter « un beau tapis » ; son dossier n'aurait pas été soutenu par Galinski, vu qu'il n'était pas membre de la Communauté Juive[126]. Mais c'est surtout leur principe même qui est décrié. Arie Goral refuse de parler de « réparations » et les qualifie lui aussi de « soi-disantes réparations », exactement comme le fait la RDA[127]. Le terme est également décrié en Israël. En effet, l'argument principal de leurs détracteurs est qu'on saurait « réparer » les crimes commis envers des hommes et envers toute une culture, et surtout pas avec de l'argent.

> Le texte et la pratique des « réparations » sont devenus le symbole funeste du passé récent refoulé et du présent non maîtrisé de l'Allemagne[128].

---

[122] Voir par exemple le témoignage de Thea Wolffsohn *in :* O. Guez, *L'impossible retour*, *op. cit.*, p. 77.
[123] Voir par exemple *Allgemeine*, 23.01.1959, p. 10 („Vorbildliche Arbeit des Berliner Entschädigungsamtes").
[124] „wie ein Maulwurfshügel am Fuße des Matterhorns", *in* : H. Broder, M. R. Lang, *op. cit.*, p. 180.
[125] L. Fleischmann, *Dies ist nicht mein Land*, *op. cit.*, p. 71 („Almosen").
[126] R. Schottlaender, *Un Allemand malgré tout*, *op. cit.*, p. 78.
[127] A. Goral, *op. cit.*, p. 152 („so genannte Wiedergutmachung").
[128] *Ibid.*, p. 152 : „Wort und Praxis der ‚Wiedergutmachung' wurden zum Menetekel der verdrängten jüngsten Vergangenheit und unbewältigten Gegenwart Deutschlands."

Selon lui, elles auraient même causé plus de tort à la communauté juive qu'elles n'auraient aidé de gens, empêtrés dans leurs démarches administratives, obligés de mener de nouveau un combat pour leur existence contre la bureaucratie[129] et considérés comme des profiteurs par la société allemande ainsi que par les Juifs vivant en Israël. Certains comme Karl Wolffsohn, rentré à Berlin en 1954 et décédé en 1957, ne verront jamais leur demande aboutir. Par ailleurs, les victimes qui veulent bénéficier des réparations sont souvent obligées d'avoir recours à un avocat spécialisé dans ces questions, ce qui leur revient cher. Or, le seul véritable gagnant serait finalement la RFA :

> Les prétendues réparations n'ont été bénéfiques qu'à la République Fédérale d'Allemagne, qui s'est acheté, au moyen de ces « réparations » étalées dans le temps, une place dans la société des « nations civilisées »[130].

Bien sûr, ce sont là des cas extrêmes, mais ils aident à comprendre le désespoir ou l'exaspération des victimes face à des procédures interminables.

À Berlin-Est, une fois passée la vague de persécutions de 1953, les compensations envers les communautés juives se sont manifestées par des aides généreuses de l'État, qui voulait éviter à tout prix que la RDA ne devienne « *judenrein* ». D'importants programmes de rénovation ont été lancés pour les synagogues, dont les Églises ne pouvaient que rêver. Le Magistrat de Berlin en particulier est souvent révéré comme étant particulièrement « généreux »[131]. Tous les ans, celui-ci débloque 150 000 marks juste pour l'entretien du cimetière de Weißensee, ce qui n'est cependant apparemment pas suffisant[132]. Toutefois, à l'Ouest non plus, le Sénat de Berlin ne lésine pas sur les moyens : en 1960, il met 37 500 DM à disposition de la communauté pour l'entretien du centre communautaire de la Fasanenstraße ; en 1961, 50 000 DM.

Mais surtout, les Juifs est-allemands bénéficient d'avantages sociaux non négligeables par rapport au reste de la population : ils peuvent prendre leur retraite cinq ans plus tôt, qui s'élève à 600 marks par mois en 1965[133] et à 1350 marks en 1982, soit

---

[129] Nous renvoyons ici à la caricature „Mensch, ärgere Dich nicht" publiée dans le *Jüdische Illustrierte* que nous avons reproduite en annexe (Annexe 12). Même si ce document date de 1951, alors que la BEG n'était pas encore entrée en vigueur, les difficultés avec la bureaucratie allemande pour l'obtention des réparations n'étaient pas terminées pour autant.

[130] A. Goral, *op. cit.*, p. 153 : „Die so genannte Wiedergutmachung brachte nur einem Gewinn: der Bundesrepublik Deutschland, die sich mit der in Raten zögernd zugestandenen ‚Wiedergutmachung' die Aufnahme in den Bund der „zivilisierten Völkergemeinschaft" erkaufte."

[131] Voir notamment *Nachrichtenblatt*, Eté 1953, p. 3 („dank der finanziellen Hilfe des Magistrats von Groß-Berlin").

[132] L. Mertens, „Die Kinder Mose im Staate Marx", *in* : J. H. Schoeps (Ed.); *Aufbau nach dem Untergang, op. cit.*, p. 286.

[133] H. Schenk, *in* : *R.D.A. Revue, op. cit.*, p. 8.

l'équivalent de trois retraites moyennes[134]. Ils ont en outre accès à des soins dans des maisons de repos, des facilités à trouver un logement et bénéficient gratuitement des transports en commun. Ils font ainsi l'objet d'une attention particulière, car à travers eux, le SED voulait démontrer que la liberté religieuse, la justice et l'antifascisme existaient vraiment en RDA. Le responsable de la Communauté de Berlin-Est, Heinz Schenk, estime ce traitement largement supérieur aux réparations matérielles de la RFA :

> La politique de paix conséquente de la RDA témoigne d'un véritable sens des responsabilités et offre ainsi la meilleure des réparations[135].

Certaines personnalités juives proches du pouvoir jouissaient même de privilèges « aristocratiques » : on pense à Irene Runge, qui habitait une superbe villa à Pankow et avait son chauffeur particulier, de même qu'à Wolfgang Steinitz, dont le fils avait d'ailleurs du mal à supporter ces « honneurs ». Ces personnalités d'origine juive bénéficiaient également de certains passe-droits, comme la possibilité de se rendre en Israël, des opportunités professionnelles et surtout, un accès facilité aux autorités politiques. Ainsi, en RDA, les « réparations » se voulaient avant tout « morales » : au premier rang de celles-ci figurait l'assurance de paix et de sécurité. Comme le formule Arnold Zweig en 1959, la RDA fait preuve « d'une claire volonté d'apporter des réparations morales »[136]; pour Fritz Teppich, « en RDA, il y a eu des réparations politiques, alors qu'en RFA, il n'y a eu que des réparations matérielles »[137].

Finalement, il n'y eut jamais de réparations en tant que telles en RDA. L'*Allgemeine* semble d'ailleurs suivre avec délectation l'état stationnaire de l'avancement de cette législation depuis l'annonce faite par le gouvernement est-allemand le 6 octobre 1949[138]. Quelques vagues promesses sont certes prononcées à ce sujet en 1973, puis de nouveau en 1976 : le 22 novembre 1976 en effet, la RDA annonce à la *Claims Conference* qu'elle lui a fait un virement d'un million de dollars. La réponse de Nahum Goldmann ne se fait pas attendre : le 6 décembre 1976, la *Claims Conference* retourne la somme à la RDA en qualifiant ce procédé de don « ridiculement

---

[134] Kl. Herrmann, *in : Nationalities Papers, op. cit.*, p. 44.
[135] H. Schenk, *in* : *RDA-Revue, op. cit.*, p. 9.
[136] *Mitteilungsblatt,* Avril 1959, p. 4 : „klaren moralischen Wiedergutmachungswillen".
[137] *In :* D. Dambitsch, *Im Schatten der Shoah. Gespräche mit Überlebenden und deren Nachkommen,* Berlin, Vienne, Philo, 2002, p. 103 : „In der DDR hat es eine politische Wiedergutmachung gegeben, während es in der Bundesrepublik bloß eine materielle gegeben hat."
[138] Voir notamment *Allgemeine*, 1.04.1955, p. 2 ; 8.04.1966, p. 1 ; 5.01.1973, p. 1 ; 17.09.1976, p. 2.

modeste et insultant »[139]. Mais le thème n'apparaît publiquement qu'en 1988, notamment lors de la rencontre entre Galinski et Honecker le 6 juin[140], puis entre Edgar Miles Bronfman, le président du Congrès Juif Mondial, et Honecker le 18 octobre, au cours de laquelle elles sont censées être « en cours de concrétisation »[141]. Ce n'est qu'en septembre 1989 que les détails sur la somme à verser seront évoqués par le ministre des affaires étrangères Oskar Fischer et le rabbin Israel Miller, représentant de la *Claims Conference*[142]. Mais ce retournement de position, bien tardif il faut le dire, ne conduira à aucune mesure concrète avant l'effondrement de la RDA.

En conclusion, quelle que soit leur nature, les réparations ou compensations ont créé une situation contradictoire pour les Juifs, réintégrés dans la société, sur le plan matériel ou moral, mais en même temps enviés par le reste de la population : ainsi, pour Peter Honigmann, « des protestations inconscientes contre les privilèges juifs [étaient] perceptibles »[143]. Nombre d'entre eux étaient ainsi prisonniers de cette alternative entre privilèges et rejet[144].

II – Entre loyauté et instrumentalisation

À Berlin-Ouest comme à Berlin-Est, il semble que les Communautés Juives aient établi des liens très étroits avec les autorités, à l'échelle locale ou nationale. Ainsi, l'*Allgemeine* publie le message suivant à l'occasion de *Rosh Hashanah* en 1984 :

> La communauté juive de RFA est, malgré son faible effectif, une partie intégrante de la société allemande, toujours prête à coopérer[145].

Dans le *Nachrichtenblatt* également, on trouve des messages similaires. Or, cette « coopération » apparemment volontaire ne serait-elle pas plutôt le signe d'une soumission ?

---

[139] I. Deutschkron, *Israel und die Deutschen. Das besondere Verhältnis*, Cologne, Verlag Wissenschaft und Politik, 1983, p. 195.
[140] L'*Allgemeine* du 10.06.1988, p. 1, parle de la « disposition de principe » (*grundsätzliche Bereitschaft*) de la RDA à accorder des réparations aux victimes de la Shoah.
[141] *Nachrichtenblatt*, Décembre 1988, p. 6 („im Prozess der Konkretisierung").
[142] M. Bodemann et R. Ostow, http://www.ajcarchives.org/AJC_DATA/Files/1990_9_CentralEurope.pdf, p. 371.
[143] *In :* s; Th. Arndt *et al.*, *op. cit.*, p. 107 : „Ein unterschwelliges Murren gegen jüdische Privilegien ist vernehmbar."
[144] Voir notamment W. Herzberg, *Überleben*, *op. cit.*, p. 428.
[145] Cité par M. Bodemann *in : Jews, Germans, Memory*, *op. cit.*, p. 34 : „Die jüdische Gemeinschaft in der Bundesrepublik ist ein loyaler, trotz ihrer kleinen Zahl zur Mitarbeit bemühter Teil der deutschen Gesellschaft."

a) Profession de foi antifasciste et adhésion distancée à la démocratie occidentale

Le jugement porté par les Juifs sur « leur » Allemagne fait apparaître un contraste saisissant entre l'Est et l'Ouest. Alors qu'en RDA, les témoignages relèvent d'un certain triomphalisme, en RFA, on observe beaucoup plus de retenue et de critiques. Bien évidemment, il ne s'agit pas d'évaluer la sincérité de ces propos, mais de les prendre en considération comme des documents reflétant les jugements des Juifs sur une époque et un système.

Ainsi, les propos élogieux vis-à-vis de la RDA ne manquent pas. Dès 1955, Georg Heilbrunn, un des membres du comité de direction provisoire de la Communauté s'exprime en ces termes : « en RDA, notre vie et notre Communauté religieuse voient leur existence garantie par la Constitution »[146]. La plupart des Juifs de RDA dont on possède des témoignages se déclarent en parfaite harmonie avec l'État, comme le prouve cette « déclaration des citoyens de RDA de confession juive » publiée en mars 1968, à l'occasion du 50ème anniversaire de la Révolution russe d'octobre 1917 :

> Nous […] sommes résolument attachés aux principes chers à notre État, notre RDA, ce qui est bon pour elle est bon pour nous, son combat est notre combat[147].

On ne saurait imaginer profession de foi plus convaincue. Evidemment, les Juifs les plus critiques n'avaient pas voix au chapitre, mais ils se sont exprimés la plupart du temps *a posteriori*, c'est-à-dire soit après 1989, soit après avoir quitté la RDA.

Selon Thomas Jung, les Juifs voyaient réalisée en Allemagne de l'Est la possibilité d'une « symbiose pacifique »[148] : en contrepartie de la sécurité qui leur était garantie par l'État, les citoyens juifs de RDA ont fait preuve dès le début d'une participation active à la bonne marche du pays, en d'autres termes d'un soutien au SED. Ainsi, dès le premier numéro du journal en 1953, la Communauté Juive de Berlin-Est exhorte tous les Juifs qui n'ont pas encore « confiance en nous et en notre gouvernement » à s'engager en

---

[146] *Mitteilungsblatt*, Novembre 1955, p. 1 : „In der DDR ist unser Leben und unsere Glaubensgemeinschaft durch die Verfassung gesichert."

[147] *Nachrichtenblatt*, Mars 1968, p. 13 : „Wir […] stehen fest zu den Prinzipien, die unserem Staate, unserer DDR, eigen sind, ihr Wohl ist unser Wohl, ihr Kampf ist unser Kampf."

[148] *In* : Th. Jung, *Widerstandskämpfer oder Schriftsteller sein… Jurek Becker – Schreiben zwischen Sozialismus und Judentum; eine Interpretation der Holocaust-Texte und deren Verfilmungen im Kontext*, Osloer Beiträge zur Germanistik. Vol. 20, Francfort/Main, Berlin, Peter Lang, 1998, p. 82 („pazifistische Symbiose"). Il est intéressant de constater que l'on voit ressortir ici le mythe de la « symbiose judéo-allemande », même après 1945.
Pour Gina Formiggini, cette relation dépassait la simple « entente cordiale » : elle décrit une « atmosphère chaleureuse qui unit les communautés juives et le gouvernement de RDA ». Entre eux, il

faveur de ce dernier[149]. Par son soutien au SED, la Communauté Juive revendique son rôle actif dans la société, au-delà de la religion[150]. On ne s'étonne plus dès lors de cette formule d'une Juive est-allemande en 1984 : « je soutiens notre État à cent pour cent »[151]. Pour elle, il n'y a d'ailleurs aucun conflit entre son appartenance à la Communauté et à la FDJ. Susanne Rödel quant à elle ne se sent ni juive, ni allemande, mais « citoyenne de la RDA »[152]. Pour Hilde Eisler, l'important est d'être, pour la première fois de sa vie, considérée comme une citoyenne à part entière, avec les mêmes droits que les autres[153]. Tout ce que les Juifs demandent est de continuer à pouvoir vivre sous ces auspices :

> Une chose seulement est sûre : que notre État, la République Démocratique Allemande, dans laquelle nous sommes parfaitement intégrés et où nous pouvons mener une vie sûre et tranquille, va encore de renforcer[154].

À cet égard, il faut également mentionner le panégyrique publié dans le *Nachrichtenblatt* à l'occasion du vingtième anniversaire de la création de la RDA[155].

Mais les signes les plus visibles d'une adhésion sans failles au régime sont sans doute les prises de position politiques du journal, dont on peut citer quelques exemples. En juin 1968, les rédacteurs appellent les lecteurs à voter « oui » au référendum sur la nouvelle Constitution de la RDA[156] ; on peut à juste titre se demander ce qui justifie une telle incitation de la part d'une publication à caractère religieux. De même, en juin 1981, il appelle à voter pour le candidat du Front national de RDA[157]. Même si l'on connaît aujourd'hui le mode de fonctionnement des élections en Allemagne de l'Est et

---

n'y aurait pas que des politesses formelles, mais « une sympathie authentique ». *Nachrichtenblatt*, Juillet 1965, p. 4.

[149] *Mitteilungsblatt*, Eté 1953, p. 2 : „[Wir wollen] auch allen denjenigen die Augen öffnen, die bei uns, im demokratischen Teil Berlins oder in der DDR ihr Heim und ihren gesicherten Lebensabend gefunden haben, die aber immer noch zweifelten und das restlose Vertrauen zu uns und zu unserer Regierung bisher noch nicht gewonnen hatten." Il est intéressant de relever ici l'équivalence de fait qui est posée entre « nous », la Communauté Juive, et « notre gouvernement ».

[150] Voir *Mitteilungsblatt*, Hanoukka 1954, p. 3 : „Wir haben nicht nur versucht, das religiöse Leben würdevoll zu gestalten, sondern haben auch die gesellschaftlichen Ereignisse in dem letzten Monat beachtet und uns überall dort eingeschaltet, wo es notwendig war, als jüdische Gemeinschaft in den Vordergrund zu treten."

[151] Sonja Berne, *in* : R. Ostow, *Jüdisches Leben*, *op. cit.*, p. 48.

[152] *In* : J. Borneman, J. Peck, *op. cit.*, p. 138.

[153] *Ibid.*, p. 97.

[154] *Nachrichtenblatt*, Septembre 1975, p. 2 : „Nur eines ist jedoch gewiss: dass unser Staat, die Deutsche Demokratische Republik, in dem wir fest integriert sind und ein gesichertes, ungestörtes Leben führen können, sich weiter festigen und stärken wird."

[155] Voir « Eloge de la RDA » (Annexe 13).

[156] *Nachrichtenblatt*, Juin 1968, p. 5.

[157] Organisation regroupant l'ensemble des partis au pouvoir et les organisations de masse, qui servait en fait à masquer le système de parti unique. U. Offenberg par exemple dénonce cette apparence de pluralisme qu'elle qualifie de « farce propagandiste » („propagandistische Farce"), *in* : *Seid vorsichtig*, *op. cit.*, p. 164.

que l'on considère que ces incitations ne changeaient pas grand-chose aux résultats, il n'en reste pas moins que cet engagement politique du journal participait de la propagande générale.

À l'Ouest, les Juifs semblent faire preuve de beaucoup moins d'enthousiasme pour le système politique de la RFA. La meilleure preuve en est sans doute la faible participation des Juifs aux premières élections du Bundestag[158]. Les réticences déjà évoquées face à l'« État-Globke »[159] expliquent certainement en grande partie cette tiédeur. Par ailleurs, même les Juifs qui semblent disposés à croire que la nouvelle Allemagne a fondamentalement changé craignent que cette démocratie n'ait pas de moyen de défense notamment face à l'antisémitisme[160]. À l'occasion du trentième anniversaire de la Loi fondamentale, la position de la Communauté Juive résume bien l'attitude de celle-ci vis-à-vis de la RFA : elle pointe du doigt les « succès », mais annonce qu'elle attend encore davantage de « progrès »[161]. Bien sûr, l'existence de voix critiques est également et surtout la marque d'un régime ouvert.

Cependant, dans la pratique, la confiance en la RFA grandit imperceptiblement. Dès la fin des années 1950, H. Ganther note que la RFA gagne de plus en plus l'adhésion des citoyens juifs[162]. Mais c'est seulement vingt ans plus tard, en 1971, que Galinski affirme officiellement le principe d'« adhésion de la Communauté Juive à la démocratie parlementaire », qui devient récurrent dans l'*Allgemeine*, et de « partenariat »[163], qui suppose des relations d'égal à égal. En 1979, à l'occasion du vingtième anniversaire du centre communautaire de la Fasanenstraße, Galinski revient sur les débuts de cette « confiance dans les chances de la démocratie » : « comme la plupart des Berlinois, nous étions d'avis que la liberté est plus importante que l'unité »[164]. Les Juifs de RDA se sont fixé un ordre de priorités inverse : l'unité et surtout la paix viennent en premier, et seulement dans un second temps, la liberté. A. Kauders estime pour sa part que la démocratie est devenue en RFA « un élément de la conscience juive » à part entière, un peu comme du temps de la République de

---

[158] A. Kauders, *Unmögliche Heimat, op. cit.*, p. 96.
[159] Voir *supra*.
[160] E. Landau, *in* : H. Ganther, *Juden in Deutschland, op. cit.*, p. 257 : „Sind die Kräfte der Demokratie nicht zahnlos?" (« Les forces de la démocratie sont-elles dépourvues de dents ? »)
[161] *Allgemeine*, 25.05.1979, p. 1.
[162] H. Ganther, *op. cit.*, p. 5.
[163] *In : Leistung und Schicksal, op. cit.*, p. 6 : „Bekenntnis der Jüdischen Gemeinde zur parlamentarischen Demokratie" ; „partnerschaftliche Beziehungen".
[164] *Allgemeine*, 12.10.1979, p. 3 : „Vertrauen in den Chancen der Demokratie" – „Wie die Mehrzahl der Berliner waren wir der Auffassung, dass Freiheit wichtiger ist als Einheit."

Weimar[165]. Les Juifs auraient établi un lien entre leur identité propre et le succès de la République de Bonn[166], validant ainsi la célèbre formule de Mc Cloy dans l'immédiat après-guerre selon laquelle le traitement des Juifs serait la « pierre de touche » des progrès de l'Allemagne en matière de démocratie[167].

Ces déclarations sont confirmées par certains témoignages comme celui de Tuvi, policier à Berlin-Ouest : « la guerre a fait changer les gens et la RFA est aujourd'hui l'une des meilleures démocraties du monde occidental »[168]. Au cours d'un séjour en Israël, il s'oppose d'ailleurs fermement aux Juifs qui lui reprochent de vivre au « pays des meurtriers »[169]. Pour Léon E. Bieber, qui, après quatorze ans passés à Berlin-Ouest, se considère comme la preuve vivante qu'une intégration des Juifs en Allemagne après 1945 est tout à fait possible, ce sont les événements de 1967-68 qui ont fait de lui une « partie intégrante de la réalité allemande »[170]. Cette expérience d'une adhésion nationale par l'intermédiaire du mouvement étudiant est partagée par Sarah Haffner, qui dit avoir abandonné l'identification avec l'Angleterre, puis avec Israël, et créé des liens avec la RFA à partir de 1968, ce qu'elle estimait impensable auparavant[171]. Quant à Ronnie Golz, son expérience est encore plus radicale : « Le mouvement étudiant a changé ma vie », c'est lui seul qui l'a motivé à rester vivre en Allemagne[172]. Cependant, ces témoignages positifs ne doivent pas éclipser la désillusion vécue par certains après leur participation au mouvement étudiant. Edith par exemple reproche à beaucoup de ses adeptes de déguiser leur antisémitisme sous des « logiques fallacieuses » du type « nous sommes de gauche, et quand on est de gauche, on ne peut pas être antisémite ! »[173]. « Pour eux, Galinski était un type d'extrême-droite et Israël un État fasciste », s'indigne-t-elle[174].

Enfin, on peut émettre une dernière hypothèse : ne serait-ce pas justement en réagissant aux attaques de l'Est que les « Juifs de l'Ouest » se sont forgé une confiance en leur gouvernement ? Un exemple tiré de l'*Allgemeine* en 1958 peut être interprété en

---

[165] A. Kauders, *op. cit.,* p. 128 („Element jüdischen Selbstverständnisses").
[166] *Ibid.,* p. 145.
[167] Cité par M. Brenner, *Nach dem Holocaust, op. cit.,* p. 114.
[168] *In* : P. Sichrovsky, *op.cit.,* p. 70.
[169] *Ibid.,* p. 72 : « Il fallait voir ces gens qui venaient de pays parfaitement totalitaires comme le Chili, l'Argentine ou la Russie se mettre à me donner des leçons de démocratie et de liberté ! »
[170] „Mit ihnen zusammen wurde ich Bestandteil deutscher Wirklichkeit", *in* : H. Broder, M. R. Lang, *op. cit.,* p. 52.
[171] *Ibid.,* p. 228.
[172] „Die Studentenbewegung hat mein Leben verändert." *In :* K. Karcagi, *Wunde Wurzeln. Lebensläufe,* Düsseldorf, My Favourite Book, 2001, p. 20.
[173] *In* : P. Sichrovsky, *op. cit.,* pp. 119-121.
[174] *Ibid.*

ce sens. Le 20 décembre 1957, *Neues Deutschland* publie un article sur les profanations de cimetières en RFA, intitulé « Les nazis peuvent sévir sans entraves »[175]. D'après l'*Allgemeine,* il s'agit d'une « contrefaçon indescriptible »[176], visant uniquement à délégitimer le gouvernement fédéral. Dans la suite de l'article, le journaliste s'emploie à défendre celui-ci, rappelant toutes les mesures prises en faveur des Juifs en RFA depuis 1949. De telles réponses montrent bien que, même si l'adhésion à la République de Bonn était plutôt « molle » de la part des citoyens juifs, ceux-ci savaient la défendre lorsqu'elle était remise en cause. À l'inverse, on peut dire également que c'est par « la démarcation explicite par rapport à la RFA » que les Juifs de RDA ont affirmé leur identité[177]. Il va de soi en effet que l'affirmation de son attachement à l'un des deux États allemands passe systématiquement par un dénigrement de l'autre, même si cela est plus prégnant à l'Est qu'à l'Ouest.

b) Des Juifs patriotes ? L'utilisation du concept de « *Heimat* »

À l'Est comme à l'Ouest, il semble que le mythe du Juif qui, après avoir souffert des persécutions, se sacrifie une seconde fois pour se mettre au service de sa « patrie » et reconstruire son pays ait été abondamment utilisé, voire surexploité, notamment dans le discours politique[178].

Tout d'abord, il apparaît plus simple pour les Juifs de s'identifier à la RFA ou à la RDA qu'à l'Allemagne, dont la « révocation » constatée par Hans Mayer[179], est durable dans les consciences juives. L'expression « *Heimat* », désignant, plus que la « patrie » française, qui serait plutôt l'équivalent de « *Vaterland* », le lieu où l'on se sent « chez soi », est d'ailleurs difficile à employer dans l'absolu, de l'aveu même de nombreux témoins habitués à l'usage dévoyé qui en était fait sous le national-socialisme[180] : ainsi l'Allemagne serait vraiment devenue une « patrie impossible » pour les Juifs, selon l'expression d'A. Kauders. Inge Borck par exemple, a beau n'éprouver aucune haine à l'égard des Allemands, elle ne peut identifier l'Allemagne comme sa « *Heimat* », terme qu'elle réserve à Israël[181].

---

[175] *Allgemeine*, 3.01.1958, p. 12 : „Die Nazis können ungehindert wüten".
[176] *Ibid. :* „unbeschreibliche Falschmünzerei".
[177] S. Tauchert, *op. cit.,* p. 115 : „Explizite Abgrenzung von der Bundesrepublik war Bestandteil jüdischer Identität in der DDR."
[178] M. Bodemann, *Jews, Germans, Memory, op. cit.*, p. 41.
[179] Voir H. Mayer, *Der Widerruf. Über Deustche und Juden*, Francfort/Main, Suhrkamp, 1994.
[180] S. Tauchert montre que le rapport des Juifs à « l'Allemagne » était tout aussi fragile en RDA qu'en RFA. *In : op. cit.,* p. 125.
[181] *In* : U. Eckhardt, A. Nachama, *Jüdische Berliner, op. cit.,* p. 58.

En témoigne l'attitude de la plupart des Juifs à l'égard de la division allemande, considérée comme une garantie de paix et de sécurité en Europe, voire comme une juste punition pour l'Allemagne. Pour Jürgen Kuczynski par exemple, la division allemande est nécessaire, il en fait la condition de possibilité même de l'établissement des Juifs sur le sol allemand[182]. Chez d'autres domine la peur qu'une Allemagne trop forte ne soit dangereuse pour les minorités et que le nationalisme allemand ne resurgisse. Ainsi, les voix juives en faveur d'une « réunification » se sont vite tues, malgré la revendication des « Juifs de l'Est » lors des manifestations du 1er mai en 1954 :

> Suppression des frontières entre les secteurs et entre les zones ! Tout pour la paix et la création de l'unité de notre pays – les Allemands à une même table ![183]

De fait, « l'unification n'a jamais été un but prioritaire » pour les Juifs est- et ouest-berlinois[184], ce que confirment les témoins : Hilde Eisler redoute plus que tout l'unification[185], de même que Jessica Jacoby[186]. Susanne Rödel estime qu'elle quitterait l'Allemagne si cela venait à se produire, notamment parce qu'elle a très peur que l'antisémitisme ne vienne de l'Ouest[187]. Ces craintes n'étaient sans doute pas dénuées de fondement puisqu'en 1990, Berlin-Est est la cible de nombreux actes antisémites nécessitant pour la première fois une protection policière[188]. À cet égard, le *Nachrichtenblatt* n'oublie pas son rôle d'avertisseur[189] :

> Méfions-nous que, dans l'ivresse de l'unification et des grands sentiments nationaux, des idéologies nationalistes ou même national-socialistes issues d'un passé obscur, ne se développent[190].

Pour l'*Allgemeine*, il est certain que les droits de l'homme passent avant toute réunification et les « nationalistes » qui la veulent à tout prix n'ont pas conscience du danger[191]. La plus grande inquiétude des rédacteurs du journal ouest-allemand est de

---

[182] J. Borneman, J. Peck, *Sojourners, op. cit.*, p. 130.
[183] *Mitteilungsblatt*, Juin 1954, p. 3 : „Beseitigung der Sektoren- und Zonengrenzen! Alles für den Frieden und die Schaffung der Einheit unseres Vaterlandes – Deutsche an einen Tisch!"). Voir également l'édition de Rosh Hashana 1954, pp. 1-2.
[184] J. Borneman, J. Peck, *Sojourners, op. cit.*, p. 24 .
[185] *Ibid.*, p. 98.
[186] *Ibid.*, p. 241.
[187] *Ibid.*, p. 145. Pourtant, après 1990, elle n'a jamais mis son projet à exécution.
[188] R. Ostow, *Juden aus der DDR und die Wiedervereinigung, op. cit.*, p. 12. Le *Nachrichtenblatt* de Septembre 1990, p. 2, évoque notamment la profanation des tombes de Brecht et Helene Weigel, expliquant cet acte par une contamination de l'extrémisme de droite directement importé de Berlin-Ouest.
[189] Voir *infra*.
[190] *Nachrichtenblatt*, Septembre 1990, p. 2 : „Achten wir darauf, dass sich im Taumel der Vereinigung und großer nationaler Gefühle daraus nicht nationalistische oder sogar nationalsozialistische Ideologien einer dunklen Vergangenheit entwickeln."
[191] *Allgemeine*, 11.07.1986, p. 1.

voir la signification du 9 novembre 1938 disparaître au profit du 9 novembre 1989, bref de voir la commémoration du génocide laisser place à une fête nationale allemande[192].

En revanche, pour d'autres, surtout à l'Ouest, même si on ne peut parler d'« euphorie », l'unification allemande apparaît comme une « chance à saisir »[193]. La caricature publiée par le magazine *Semit* montre un Galinski qui pousse le chancelier Kohl dans les bras de la RDA, représentée sous les traits de Sabine Bergmann-Pohl[194]. Le journal le soupçonne de vouloir s'imposer comme « chef » des Juifs de toute l'Allemagne réunifiée « dans l'ombre de son chancelier Kohl »[195]. Dans le numéro suivant de *Semit*, M. Bodemann lui reproche d'être « encore plus rapide que Kohl » dans le processus-éclair de réunification[196] et n'hésite pas à parler d'« *Anschluss* » au sujet de la quasi-annexion de la Communauté Juive de Berlin-Est par celle de Berlin-Ouest. Ainsi, les Juifs de l'Ouest, ou du moins sa direction, entendaient s'accaparer le monopole de la nouvelle « patrie » réunifiée.

Mais qu'en était-il de la « patrie » avant 1990 ? Comme le souligne S. Tauchert, le terme de « *Heimat* » restait surtout réservé à la région en RFA, alors qu'il était largement répandu en RDA pour désigner le pays entier, tout comme son équivalent « *Heimstatt* »[197]. Cette thématique est véritablement structurante dans le *Nachrichtenblatt* et le discours officiel est-allemand utilise toute la gamme des nuances que permet la langue entre « *Heim* », « *Heimat* » et « *Heimstatt* ». En revanche, le grand absent, aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest, est le mot « *Vaterland* » beaucoup trop teinté de nationalisme et faisant directement écho à la période national-socialiste[198].

Le terme « *Heimat* » est employé pour la première fois dans le *Nachrichtenblatt* de décembre 1963, reprenant un extrait du journal *Neue Zeit*[199] du 13 novembre 1963, dans lequel Riesenburger s'exprime à l'occasion du 25ème anniversaire de la « Nuit de Cristal » à Dresde : « Notre patrie est ici, en RDA »[200]. Cette formule était appelée à

---

[192] *Allgemeine*, 8.11.1990, p. 1 : „Der Anfang einer neuen Verdrängung?" (Voir annexe 14).
[193] *Allgemeine*, 26.07.1990, p. 11.
[194] *Semit*, n° 3, 1990. (Voir annexe 15).
[195] *Ibid.*, p. 17 : „Im Schatten seines Kanzlers Kohl will Galinski am Blitzkrieg gegen die DDR teilnehmen und zumindest am Ende als gesamtdeutscher Juden-Boss dastehen."
[196] *Semit*, n° 4, 1990, p. 8: „Galinski noch schneller als Kohl? Vom rasanten Tempo, mit dem die jüdische Gemeinde von Berlin-Ost wiedervereinigt wird."
[197] S. Tauchert, *op. cit.*, p. 104.
[198] Le « *Café Vaterland* » était d'ailleurs connu à Berlin-Ouest comme un lieu de rassemblement de néonazis.
[199] L'organe officiel de la CDU en RDA.
[200] „Unsere Heimat ist hier, in der DDR", *Nachrichtenblatt*, Décembre 1963, p. 18.

devenir un leitmotiv du discours des Juifs sur la RDA[201]. Quant au terme de « *Heimstatt* », il est employé en alternance avec « *Heimat* », sans que l'on puisse y voir de véritable nuance[202] : le glissement de sens ainsi introduit entre le lieu d'origine et le refuge que l'on trouve est significatif. De cette manière, les citoyens montraient que leur appartenance à la RDA n'était pas acquise passivement, mais activement désirée. Quoi qu'il en soit, le *Nachrichtenblatt* s'affiche ostensiblement comme la vitrine de la « véritable patrie des Juifs ». Pour Stephan Hermlin, malgré l'orientation plutôt internationaliste du socialisme en RDA, le patriotisme n'en était pas moins une valeur positive, en tant qu'héritage de la Révolution française[203], d'autant plus qu'il s'agissait d'un patriotisme « antifasciste ».

Thomas Eckert montre d'ailleurs qu'il était en réalité très facile de s'identifier à un État qui se contentait de prétendre être la vraie patrie des Juifs, et que l'adhésion de ceux-ci aux valeurs du régime ne reposait nullement sur des fondements solides[204]. De fait, la Communauté Juive de Berlin-Est semble s'être totalement identifiée à l'édification du socialisme en RDA, dont elle fête l'anniversaire le 7 octobre[205]. Pour son dirigeant, Heinz Schenk :

> Les citoyens juifs de la RDA ont trouvé au sein de cet État, leur État, une véritable patrie où ils peuvent vivre dans la paix, la sécurité et l'entière égalité des droits[206].

On retrouve cette exaltation du thème de la patrie dans ce qu'il convient d'appeler les « prières patriotiques » publiées dans le journal. Ainsi, on trouve clairement une prière à l'intention de la RDA, rédigée par le rabbin Ödön Singer :

> Bénis ce pays, la République Démocratique Allemande, sur le point de fêter son vingtième anniversaire, ses habitants, les hommes et les femmes qui portent la responsabilité de ce pays[207].

---

[201] Le comité de rédaction la reprend à son compte dès septembre 1964 dans la rubrique « *Unsere Meinung* » à l'occasion des 15 ans de la RDA. On peut également citer Heinz Schenk, qui, dans le bilan qu'il dresse de la vie juive en RDA (*Nachrichtenblatt,* Septembre 1966, p. 5), parle de « *wahre Heimat* » (vraie patrie), introduisant ainsi le subtil sous-entendu selon lequel il y aurait de « fausses » patries des Juifs, comprenons la RFA ou Israël.

[202] Il est par exemple employé dans le *Nachrichtenblatt* de mars 1964, p. 1 : „humanistische Heimstatt". Herbert Ringer le reprendra à l'occasion des commémorations pour le 30ème anniversaire de la « Nuit de Cristal » en novembre 1968. *In* : K. Hartewig, *Zurückgekehrt, op. cit.*, p. 5.

[203] Voir S. Hermlin *in* : H. Koelbl, *op. cit.*, p. 163.

[204] *In* : R. Ostow, *Jüdisches Leben, op. cit.*, p. 151 : „Jeder kann sich also fast bedingungslos mit dem Staat identifizieren."

[205] Voir *Mitteilungsblatt,* Hanoukka 1953, pp. 1-2.

[206] H. Schenk, *in* : *RDA-Revue, op. cit.*, p. 9.

[207] „Segne dieses Land, die Deutsche Demokratische Republik, die vor ihrem 20. Jahrestag steht, ihre Bevölkerung, die Männer und Frauen, die die Verantwortung für dieses Land tragen." *Nachrichtenblatt,* Septembre 1969, p. 4.

En RFA, même si un Michael Wolffsohn se définit ostensiblement comme un « patriote juif allemand », le patriotisme des Juifs trouve en général des expressions plus mesurées. De fait, ceux-ci ne s'identifient en aucune façon à la fête nationale fixée le 17 juin, dont il n'est jamais question dans l'*Allgemeine*. Cependant, la fidélité à la RFA passe par d'autres moyens, comme l'engagement citoyen : ainsi selon Jeanette Wolff, « être un bon Juif, c'est être un bon citoyen »[208].

Mais rares sont ceux qui désignent la RFA comme leur « patrie ». La plupart d'entre eux semblent réserver cette appellation à la ville de Berlin. Cet attachement s'explique très bien par le fait que la capitale du III^e^ Reich n'a jamais été une ville acquise à la cause du national-socialisme, mais au contraire a beaucoup œuvré pour la paix, et dont la volonté de vivre ou survivre est inébranlable. En cela, la ville partage des caractéristiques communes avec ses habitants juifs. C'est du moins le point de vue d'Alfred Kantorowicz[209]. Ce dernier reconnaît d'ailleurs qu'on pourrait le suspecter de « patriotisme local », mais il ne cherche pas à s'en défendre. A. Brauner, pourtant Berlinois d'adoption, serait, quant à lui, prêt à tout pour sauver Berlin-Ouest, la « ville de ses rêves », si elle était menacée par une attaque soviétique[210]. On retrouve cet enthousiasme chez Albert Klein par exemple[211], tout comme chez Ilse Rewald : « Ma patrie était et sera toujours Berlin ! »[212]. Lors des élections municipales de 1979, la Communauté Juive exprime sa solidarité avec la ville : « nous nous sentons directement concernés par les problèmes de Berlin »[213]. Il est d'ailleurs étonnant de constater que lors des « squats » d'immeubles par des « *Instandbesetzer* », des « occupants-rénovateurs », liés à la mouvance alternative, la Communauté Juive soutient la ville et s'identifie à elle et aux « problèmes de générations » qu'elle traverse[214].

À l'Est, cette « berlinophilie » est moins prononcée qu'à l'Ouest, même si Heinrich Simon prétend être revenu avant tout à Berlin et non en Allemagne[215]. Quant à Hermann Simon, il analyse les raisons qui font de Berlin-Est un lieu privilégié en RDA :

---

[208] *In* : *Allgemeine*, 7.01.1977, p. 1 : „ein guter Jude sein, heißt auch ein guter Staatsbürger zu sein".
[209] A. Kantorowicz, *Deutsches Tagebuch, 1. Teil, op. cit.*, pp. 447-451. („Berlins Friedenstüchtigkeit", „Lebenswille", „Lebensmut").
[210] A. Brauner, *Mich gibt es nur einmal, op. cit.*, p. 187.
[211] *In* : J. Borneman, J. Peck, *op. cit.*, p. 76.
[212] „Meine Heimat war und ist Berlin!" *in* : H. Broder, M. R. Lang, *op. cit.*, p. 322.
[213] *Allgemeine*, 9.03.1979, p. 12: „Wir fühlen uns von allen existentiellen Problemen Berlins direkt mitbetroffen."
[214] *Allgemeine*, 2.10.1981, p. 13.
[215] *In* : *Jüdische Berliner, op. cit.*, p. 224 : „Ich bin primär nach Berlin zurückgekehrt, nicht nach Deutschland."

> Berlin (Est) a toujours été différent de la province de RDA et beaucoup plus ouvert, déjà par le fait qu'on pouvait recevoir ici pas moins de trois stations de télévision de Berlin-Ouest[216].

Ainsi donc, la patrie est un thème difficile pour les Juifs, qui n'hésitent cependant pas à l'utiliser ostensiblement dans le cas de la RDA, témoignant semble-t-il une fois encore d'un rapport au passé beaucoup moins problématisé qu'en RFA, où l'on peut observer un patriotisme beaucoup plus local.

c) Traditions d'« amitié » entre les Communautés Juives et les autorités

La loyauté des « fonctionnaires juifs » envers les garants des deux États se manifeste par un certain nombre de gestes et attitudes à l'échelle nationale comme à l'échelle locale, aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est. Il semble que la Communauté Juive de Berlin-Ouest ait néanmoins été beaucoup plus écoutée que celle de Berlin-Est, même si de l'avis de nombreux témoins, ce « partenariat » n'était qu'un leurre.

Dans la pratique, la coopération a toujours été étroite entre la Communauté Juive et la ville de Berlin-Ouest, ce qui se traduit par des rencontres régulières entre le président de la Communauté et les représentants de la ville : ainsi, toutes les rencontres entre le Sénat et la Communauté semblent se dérouler « dans l'état d'esprit de sympathie habituel »[217]. À Berlin-Est également, l'« atmosphère cordiale qui unit les Communautés Juives et le gouvernement de RDA » est proverbiale, et il ne s'agit pas, selon le *Nachrichtenblatt*, que de « politesses formelles », mais d'« une véritable cordialité des deux parties »[218]. Cependant, d'après P. Kirchner, les relations directes n'étaient pas si courantes :

> En RDA, il n'y avait jamais eu de relations aussi étroites et de consultations réciproques comme c'était le cas par exemple en RFA, tout particulièrement du temps de Heinz Galinski[219].

Seul le *Verband* pouvait solliciter des entretiens directs avec le secrétaire d'État aux Affaires ecclésiastiques ; les Communautés ne pouvaient le faire qu'en cas d'exception. Les rencontres avec le chef de l'État étaient encore plus rares : ainsi, durant toute la

---

[216] *In* : I. Wiltmann, *op. cit.*, p. 268.
[217] „in dem traditionell freundschaftlichen Geist" *in* : *Allgemeine*, 11.03.1977, p. 8. Il s'agit d'une rencontre entre Galinski et Klaus Schütz.
[218] *Nachrichtenblatt*, Juillet 1965, p. 4 („herzliche Atmosphäre, welche die jüdischen Gemeinden und die Regierung der DDR verbindet"; „nicht formelle Höflichkeiten", „eine echte Herzlichkeit beider Teile").
[219] „Akzeptanz oder Widerspruch" *in* : G. Ginzel, *op. cit.*, p. 115 : „So enge Verbindungen und gegenseitige Konsultationen, wie sie zum Beispiel in der Bundesrepublik bestanden, hatte es in der DDR niemals gegeben."

durée de sa présidence, Kirchner n'a rencontré Honecker que quatre fois, c'est-à-dire finalement autant que Galinski.

À l'Ouest, les rapports d'« amitié » se font même personnels. Ainsi, les relations entre Galinski et les maires successifs de Berlin-Ouest peuvent être qualifiées de privilégiées, surtout lors des mandats de Klaus Schütz (1967-1977), passionné par les questions juives, qui deviendra d'ailleurs ambassadeur en Israël de 1977 à 1981. Avant lui, Willy Brandt, qui inaugure le centre communautaire en 1959, est considéré comme « un des meilleurs amis » de la Communauté[220]. Mais l'événement le plus marquant dans les relations entre la Communauté et la ville reste sans conteste la signature du traité du 9 janvier 1971, dans lequel le Sénat reconnaît « la nécessité de l'existence d'une Communauté Juive ». En juillet 1970, les Églises protestantes et catholique avaient signé un traité semblable, de sorte que la Communauté Juive avait désormais un statut identique à celles-ci.

> Il n'y a encore jamais eu de tel accord entre la municipalité et une Communauté Juive. Nulle part en RFA, en Europe, et même, pour autant que je sache, dans le monde entier, il n'existe de traité semblable. Berlin est le seul Land de RFA qui ait passé un tel accord et se porte ainsi garant de l'existence de la Communauté Juive[221].

Ce traité sera complété en 1974 par une aide financière revue à la hausse[222].

Malgré quelques dissensions entre Sénat et Communauté au sujet des immigrés illégaux dans les années 1980, la période 1953-1990 se caractérise par une ambiance amicale, parfois à l'excès, comme lors de « décorations » remises en cascade au président Galinski. En 1984 par exemple, E. Diepgen « paie » littéralement à Galinski le titre honorifique de docteur *honoris causa* de l'Université Bar-Ilan de Tel-Aviv, selon l'expression de Michael Wolffsohn[223]. En contrepartie, une chaire consacrée à l'histoire des Juifs à Berlin et en Prusse est créée au sein de l'Université, subventionnée à hauteur de 100 000 DM par le Sénat de Berlin. Cette même année, l'Assemblée fédérale (*Bundesversammlung*) nomine Galinski, sur proposition du SPD de Berlin-Ouest, pour qu'il participe à l'élection du président fédéral[224]. Enfin, le président de la Communauté

---

[220] H.-G. Sellenthin, *op. cit.*, p. 110.
[221] H. Galinski, *in* : A. Nachama, J. H. Schoeps (Eds.), *Aufbau nach dem Untergang*, *op. cit*, p. 71: „Solch eine Vereinbarung hat es noch niemals zwischen der Stadtregierung und einer jüdischen Gemeinde gegeben. Es gibt auch in anderen Ländern der Bundesrepublik, ja auch in Europa und, soweit wie ich weiß, andernorts in der Welt kein vergleichbares Abkommen. Berlin ist das einzige Land der Bundesrepublik, das eine solche Vereinbarung getroffen hat und damit die Existenz der Jüdischen Gemeinde gewährleistet."
[222] Notamment en raison du vieillissement des membres et de la baisse substantielle des revenus issus des impôts. *Allgemeine*, 6.09.1974, p. 1.
[223] „Diepgen kauft Galinski den Ehrendoktor", *in* : *Meine Juden, Eure Juden*, p. 64.
[224] *Allgemeine*, 13.04.1984, p. 9.

Juive joue presque le rôle d'un ambassadeur, ou du moins d'un conseiller personnel, en accompagnant Diepgen lors de sa visite en Israël en 1984[225].

Or, ces liens d'amitié ne se limitent pas à Berlin-Ouest. « J'étais très lié au chancelier Konrad Adenauer, ainsi qu'au président Theodor Heuss, qui a contribué à ce que le centre communautaire de la Fasanenstraße voie le jour »[226] confesse Galinski. Le premier président fédéral est d'ailleurs honoré dans toutes les synagogues de Berlin-Ouest pour ses 70 ans en 1954[227] et en 1959, pour ses 75 ans, une prière lui est même dédiée[228]. Galinski était aussi un allié légendaire du chancelier Helmut Kohl : ce dernier affirmait même publiquement que c'était grâce au président de la Communauté Juive de Berlin que la RFA avait retrouvé son rang sur la scène internationale[229]. Cette connexion lui sera d'ailleurs vivement reprochée par le magazine *Semit*, pour qui aucun Juif n'aurait jamais dû cautionner la politique du « trait tiré sur le passé » pratiquée par Kohl. Galinski se voit par exemple reprocher sa promptitude à accepter le 9 novembre comme jour de la fête nationale : il est traité sans détour de « Juif de cour »[230] et se voit désigné comme « le représentant de Kohl à Berlin »[231].

En ce qui concerne la « communauté-sœur », A. Nachama note la « forte dépendance » de celle-ci « vis-à-vis des dirigeants de Berlin-Est »[232]. De fait, l'étroite relation entre le gouvernement et les Communautés Juives de RDA fait de ces dernières de véritables relais du SED ; or, Berlin-Est est souvent présentée comme la communauté la plus proche du pouvoir en RDA[233]. Il faut noter avant toute chose que de nombreux membres, en particulier les dirigeants de celles-ci avaient presque tous, à l'instar de Heinz Schenk, leur carte de membres du Parti[234]. Cela s'exprime dans le *Nachrichtenblatt* par des appellations comme « camarade » ou « ami »[235] échangées entre les responsables de l'État et des Communautés Juives. Klaus Gysi, secrétaire

---

[225] *Allgemeine*, 30.11.1984, p. 9.
[226] H. Galinski, *in* : A. Nachama, J. H. Schoeps (Eds.), *Aufbau nach dem Untergang, op. cit.*, p. 65: „Mit Bundeskanzler Konrad Adenauer verband mich vieles, auch mit dem Bundespräsidenten Theodor Heuss, der dazu beigetragen hat, dass dieses Gemeindehaus in der Fasanenstraße Wirklichkeit wurde."
[227] *Allgemeine*, 5.02.1954, p. 13.
[228] Voir „Für den Bundespräsidenten" (Annexe 16).
[229] *In :* Kl. Schütz, *Heinz Galinski, op. cit.*, p. 42.
[230] *Semit*, n° 3, 1990, pp. 4-5 („Hofjude").
[231] *Ibid.*, p. 7.
[232] A. Nachama, *Erneuere, op. cit.*, p. 65 : „starke Abhängigkeit von den Ostberliner Machthabern".
[233] Par exemple par U. Offenberg, *Seid vorsichtig, op. cit.*, p. 96. Elle estime même que la Communauté Juive de Berlin-Est était quasiment une « section des affaires juives » du SED („eine Abteilung für jüdische Angelegenheiten" der SED).
[234] En revanche, ce n'était pas le cas de Peter Kirchner, ni de Hermann Simon.
[235] Ainsi, on peut relever dans le *Nachrichtenblatt* de décembre 1956 : « Kamerad Willy Bendit » (p. 3), en contrepartie, le secrétaire d'Etat aux Affaires ecclésiastiques, Hans Seigewasser est appelé « Kamerad und Freund » dans le *Nachrichtenblatt* d'avril 1962 (p. 5).

d'État aux Affaires ecclésiastiques de 1979 à 1988, est appelé « l'ami, le camarade antifasciste, le partenaire de combat dans la construction de la République »[236].

De fait, l'attitude des Juifs de RDA telle qu'elle se manifeste dans le journal relève bien d'une « mentalité de sujets »[237]. C'est ce que prouve l'omniprésence des messages de dévouement et de soumission, qui occupent véritablement une place de premier plan dans la composition du journal[238]. En effet, les souhaits et félicitations en tous genres remplissent des pages entières : que ce soit pour la nouvelle année, les anniversaires des dignitaires du Parti[239], les commémorations ou les fêtes religieuses. Rien que l'énumération des destinataires de ces messages avec le détail de tous leurs titres honorifiques occupe parfois plus de place que le texte lui-même : L. Mertens parle sans détour de flagornerie[240].

L'*Allgemeine* n'est pas exempt non plus de messages de félicitations, notamment à l'occasion des anniversaires de personnalités comme Adenauer[241] ou Weizsäcker[242]. Une page entière est consacrée à la mort du sénateur Joachim Lipschitz en 1961 dans deux éditions différentes[243]. On est bien sûr très loin du *Nachrichtenblatt*, mais le style n'est pas exempt non plus d'une certaine tendance à la flatterie.

Des deux côtés, on observe un étrange ballet de décorations, les chefs d'État honorant les citoyens juifs, les Juifs honorant les chefs d'État : Riesenburger obtient l'Ordre du Mérite de la patrie (*Vaterländischer Verdienstorden*) d'argent en 1956, puis d'or en 1961, date à laquelle il obtient également le titre de docteur de l'Université Humboldt. En 1964, pour les quinze ans de la RDA, Heinz Schenk est décoré de la même distinction, en même temps que deux autres présidents de Communautés Juives. Kurt Cohn reçoit l'Etoile d'or de l'amitié entre les peuples (*Stern für Völkerfreundschaft*), la plus haute distinction de RDA, en 1984. À Berlin-Ouest, le prix

---

[236] *Nachrichtenblatt*, Mars 1988, p. 5 : „der Freund, der antifaschistische Kamerad, der Mitstreiter beim Aufbau der Republik".

[237] (*Untertanengeist*) Ce terme, issu du roman de Heinrich Mann *Der Untertan* rendrait compte du caractère spécifiquement allemand de la subordination, mélange de respect de l'ordre établi et de désir quasi masochiste d'être dominé.

[238] L. Mertens, *Davidstern, op. cit.*, p. 212 : „Insgesamt gesehen standen […] die konstanten Ergebenheitsadressen an den sozialistischen Staat und seine Führung im Vordergrund der Berichterstattung".

[239] Notamment O. Grotewohl, *Nachrichtenblatt*, Juin 1954, p. 2 ; W. Pieck, *Nachrichtenblatt*, Février 1956, p. 2, où il est même question d'amour envers le président : „Aus Liebe und Verhehrung zu unserem Staatspräsidenten führte die Jüdische Gemeinde von Großberlin [...] eine große öffentliche Feier durch, die mit Musik und Gesang festlich umrahmt war."

[240] L. Mertens emploie le terme „byzantinische Huldigungen", qui rappelle justement le monde de la cour. *In* : *Davidstern, op. cit.*, p. 212.

[241] *Allgemeine*, 6.01.1956, p. 1.

[242] *Allgemeine*, 19.05.1985, p. 9.

[243] *Allgemeine*, 19.11.1965, p. 13 et 22.12.1961, p. 13.

Heinrich Stahl de la Communauté Juive est décerné pour la première fois à Joachim Lipschitz en 1956, tandis qu'Adolf Schoyer reçoit la Croix du mérite de première classe (*Bundesverdienstkreuz erster Klasse*) en 1957, de même que Siegfried Cohn en 1967, Hans Rosenthal en 1971 et Andreas Nachama en 1987. Pour Galinski, lui-même détenteur d'innombrables titres, dont celui de « citoyen d'honneur de Berlin » en 1987, ces distinctions sont le signe d'une connexion particulière entre la ville et la Communauté Juive. « Nous n'avons pas reconstruit seulement le Berlin juif, nous avons aidé à reconstruire la ville en ruines » estime-t-il[244]. Quant à Ossip Kurt Flechtheim, il sera un des seuls à refuser l'honneur de la « Croix du mérite » en 1979.

Au nom de l'amitié ou de la réconciliation judéo-allemande, les Juifs à l'Ouest ont parfois tendance, du moins officiellement, à soutenir les agissements de la RFA pour des faits « inexcusables ». A. Silbermann a ainsi étudié leur réaction à l'annonce des résultats de ses enquêtes sur la persistance de l'antisémitisme en 1976, montrant que 15 à 20% de la population avait une attitude ouvertement antisémite et que 30% avait des préjugés latents[245]. L'*Allgemeine*, relayant le discours des « fonctionnaires juifs », remet totalement en question ce sondage, contestant des pourcentages bien trop élevés et critiquant les méthodes employées par le sociologue[246]. Silbermann est effaré de cette réaction, qui prouve, selon lui, une loyauté sans bornes envers la RFA, une « tendance à l'apaisement »[247] et un manque de militantisme de la part des dignitaires juifs. « Ils se complaisent dans la sécurité conférée par la citoyenneté qui leur a été reconnue par l'État », ce qui n'est pas exempt d'illusions sur le « partenariat » entre pouvoir et Communauté Juive[248].

À l'Est, la collusion va même beaucoup plus loin. Il est assez remarquable d'observer que les Juifs eux-mêmes semblent avoir intériorisé cette image de sujets, ainsi lorsqu'ils parlent de véritable « cour » faite par les Communautés Juives aux responsables de l'État[249]. Les signes extérieurs d'amitié ne sont que la partie visible d'un comportement de sujétion caractéristique de la RDA, mais particulièrement

---

[244] *In* : *Aufbau nach dem Untergang, op. cit.,* p. 82: „Wir bauten nicht nur das jüdische Berlin wieder auf, sondern halfen beim Wiederaufbau der zertrümmerten Stadt überhaupt."
[245] *In* : H. Broder, M. R. Lang, *op. cit.*, p. 361.
[246] *Allgemeine*, 9.07.1976.
[247] *In* : H. Broder, M. R. Lang, *op. cit.*, p. 365 („appeasement-Tendenz").
[248] *Ibid.*, p. 368 : „Sie wiegen sich in der Sicherheit ihrer vom Staate anerkannten Staatsbürgerschaft."
[249] *Nachrichtenblatt,* Décembre 1970, p. 4 : „So begann nun die Gratulationscour mit Vertretern der Regierung durch den Staatssekretär für Kirchenfragen Hans Seigewasser." Il s'agit d'une réception organisée par la communauté juive de Berlin pour les 60 ans de Heinz Schenk. Quelques pages plus loin, il est question de la « *Gratulationscour* » pour les 65 ans de Seigewasser, témoignage d'une parfaite réciprocité entre communauté et autorités. *Ibid.*, p. 8.

prononcé à Berlin-Est. L'infiltration de la Communauté Juive par la Stasi en constitue la meilleure preuve. Pratiquement tous les membres du comité de direction ont travaillé à un moment ou à un autre pour les services secrets est-allemands, à commencer par ses présidents[250].

Mais cet enrôlement dans les services de l'État ne garantissait pas pour autant que les Communautés Juives puissent faire valoir leurs intérêts plus facilement, au contraire. P. Kirchner estime par exemple que, lorsque la Communauté de Berlin-Est protestait contre le contenu d'un texte aux accents antisémites, ses plaintes n'étaient pas entendues[251]. À l'inverse, Galinski semblait toujours trouver une oreille attentive auprès du Sénat de Berlin et même auprès du gouvernement de Bonn. Les deux Communautés ne disposaient donc pas des mêmes chances. Toutefois, cette vision des choses est remise en cause par certains Juifs critiques envers l'establishment comme Arie Goral : pour lui, Galinski criait fort, mais n'était pas entendu, tel une Cassandre impuissante à changer le cours des choses en RFA[252]. Pour R. Ch. Schneider également, les Juifs n'étaient pas assez visibles ou du moins pas assez vus par la société : « Nous sommes là, mais personne ne nous voit »[253].

Ainsi, on peut conclure, malgré les témoignages officiels d'« amitié », à une relative impuissance des Communautés Juives, surtout à l'Est, dont les membres et les dirigeants devaient se contenter d'une « attitude de subalternes »[254]. Il s'agissait bien de s'oublier soi-même et de taire ses intérêts en tant que Juif[255] pour la cause du socialisme. Les Communautés Juives constituaient ainsi en quelque sorte « l'idéal-type » de la communauté religieuse en RDA[256], avec à leur tête des personnalités fiables et peu portées à la contestation. Ainsi, P. Kirchner est défini par le rabbin I. Neuman comme « un bon laquais du régime »[257]. Quoi qu'il en soit, dans les deux cas, la loyauté des Juifs envers leur gouvernement en fait des cibles privilégiées de tentatives d'instrumentalisation.

---

[250] Ce point fait l'objet d'accusations virulentes chez U. Offenberg, *Seid vorsichtig*, *op. cit.*, pp. 160-163. Elle relève dans un premier temps la collaboration de Willi Bendit, de Heinz Schenk, de M. Riesenburger, plus tard du rabbin Ödön Singer, ainsi que de Peter Kirchner.
[251] *In :* „Akzeptanz oder Widerspruch“ *in :* G. Ginzel, *op. cit.*, p. 113.
[252] A. Goral, *op. cit.*, p. 154.
[253] „Wir sind da, aver keiner sieht uns“, *in : Wir sind da!“ Juden in Deutschland nach 1945*, CD 2.
[254] U. Offenberg, *Seid vorsichtig*, *op. cit.*, p. 140 : „subalterne Haltung“.
[255] K. Hartewig parle d'une nécessité de « sacrifice de soi-même » (*Selbstaufgabe*) *in* : *Zurückgekehrt*, *op. cit.*, p. 393.
[256] U. Offenberg, *Seid vorsichtig, op. cit.*, p. 164, par opposition aux Églises protestantes notamment.
[257] *In* : I. Wiltmann, *op. cit.*, p. 377 („guter Lakai des Regimes“). Il faut bien sûr mettre cette désignation sur le compte de l'animosité qui existait entre les deux hommes.

d) Des Juifs courtisés et instrumentalisés pour les besoins de la Guerre froide

La première caractéristique du « Juif de cour » est d'être protégé par le pouvoir du souverain dont il dépend, grâce à un contrat qui en fixe les modalités (*Schutzbrief*, le terme étant d'ailleurs devenu dans l'usage actuel synonyme d'assurance, d'assistance). En échange, il s'acquitte d'un certain nombre de tâches, essentiellement dans le domaine financier. L'image du « Juif du cour » semble assez appropriée pour décrire la situation dans les années 1953-1990, à un niveau métaphorique bien sûr. À l'Est, l'État est considéré par les Communautés Juives comme le garant de leur sécurité. Celles-ci se disent entourées « d'un véritable et réel sentiment de sécurité »[258] et s'en remettent totalement aux autorités de ce nouvel État antifasciste dans lequel elles ont placé tous leurs espoirs :

> Nous nous plaçons sous la protection du gouvernement, qui refuse que les hommes soient persécutés à cause de leur foi, qui respecte toutes les religions et soutient toutes les communautés religieuses[259].

À l'Ouest, on retrouve la même recherche de protection, surtout lors de situations extrêmes, comme lors de la vague d'attentats de 1980 à Bologne, Munich et Paris. « À nous seuls, nous n'avons aucun pouvoir ! » estiment les rédacteurs de l'*Allgemeine*, et c'est la raison pour laquelle les Communautés doivent faire confiance à l'État pour être protégées[260].

Mais cette protection implique une contrepartie : le « Juif de cour » est au service de son souverain, qui n'est pas toujours animé des meilleures intentions à son égard. Ainsi, la communauté juive de RDA « devint pour de nombreuses années un instrument de la gouvernance communiste »[261]. Il semble qu'à l'Est comme à l'Ouest on puisse identifier des formes d'instrumentalisation de la communauté juive, même si les fins et l'ampleur du phénomène étaient bien différentes.

Ainsi, M. Bodemann s'est intéressé au rôle joué par les Juifs dans l'État ouest-allemand. Il soutient la thèse selon laquelle les Juifs ont mené un « travail idéologique »

---

[258] *Nachrichtenblatt*, Mars 1967, p. 1 : „ein echtes und wahres Gefühl der Sicherheit".
[259] CJA, 5A1, Nr. 0486, #1 (protocole du 30 août 1953) : „Wir vertrauen uns dem Schutz der Regierung an, die nicht will, dass Menschen um ihres Glaubens willen verfolgt werden, und die jede Religion achtet und jede Religionsgemeinschaft unterstützt."
[260] *Allgemeine*, 10.10.1980, p. 1 : „Wir selbst sind machtlos!"
[261] U. Offenberg, *op. cit.*, p. 82 : „[Sie] wurde für viele Jahre zu einem Instrument der kommunistischen Herrschaft".

(*moral labour*), concept emprunté au sociologue américain E. C. Hugues, pour le compte de la RFA, sans en avoir conscience[262].

> Le travail idéologique des Juifs consiste, pour l'Allemagne, dans leur rappel du souvenir de l'Holocauste, mais aussi d'événements de l'histoire allemande depuis la fondation du Reich en 1870-71 jusqu'à 1933[263].

À ses yeux, les Juifs étaient « largement marginalisés par la société » et « instrumentalisés par l'État » aussi bien en politique intérieure qu'extérieure[264]. Pour lui, il ne fait aucun doute que, dès le début, « Adenauer a instrumentalisé le facteur juif et israélien à d'autres fins, politiques »[265], notamment lors de sa déclaration du 27 septembre 1951, annonçant la législation sur les réparations. Le gouvernement, cherchant un contrepoids au national-socialisme, mais voulant éviter toute collusion avec les forces de gauche, aurait jeté son dévolu sur les religions et notamment la minorité juive, considérée comme apolitique. Cela s'inscrit dans la tentative de « rechristianiser » ou plutôt de restaurer le sentiment religieux en RFA, cette religiosité étant considérée comme un rempart contre le communisme. Les Juifs auraient donc été en quelque sorte des piliers de l'« ordre moral » édifié par Adenauer durant la Guerre froide. Il est intéressant de constater que les dirigeants communistes faisaient exactement le calcul inverse : une Allemagne chrétienne ne pouvait que repousser les Juifs et les rapprocher de l'État antifasciste. Quoi qu'il en soit, c'est la première fois dans l'histoire de l'Allemagne que les conservateurs s'efforçaient d'apparaître comme les alliés des Juifs.

De fait, il est indéniable que la jeune RFA cherchait une légitimation morale, surtout vis-à-vis de l'extérieur : l'attitude amicale envers les Juifs constituait alors « un instrument de l'intégration morale et politique à l'Ouest, un facteur déterminant de la politique étrangère »[266]. Or, pour J. Borneman, cette thèse vaut aussi pour la RDA, même si la RFA aurait été gagnante dans cette course à la reconnaissance internationale :

---

[262] „Staat und Ethnizität : Der Aufbau der jüdischen Gemeinden im Kalten Krieg", *in* : M. Brumlik, *Jüdisches Leben seit 1945*, *op. cit.*, p. 52.

[263] M. Bodemann, *In den Wogen der Erinnerung*, *op. cit.*, p.18 : „Die ideologische Arbeit der Juden besteht für Deutschland in ihrem Erinnern, sowohl an den Holocaust wie auch an die Ereignisse der deutschen Geschichte seit der Reichsgründung 1870/71 bis 1933."

[264] M. Bodemann *in :* M. Brumlik, *op. cit.*, p. 52 : „von der Gesellschaft weitgehend marginalisiert und innen- wie außenpolitisch vom Staat instrumentalisiert".

[265] *Ibid.*, p. 60 : „dass Adenauer den jüdischen und israelischen Faktor für andere politische Zwecke instrumentalisierte".

[266] F. Stern, *in* : M. Bodemann (Ed.), *Jews, Germans, Memory*, *op. cit.*, p. 93 : "It was an instrument for the moral and political integration of West Germany into the West, a salient factor of foreign policy."

> Au moyen de politiques caractérisées par l'antifascisme à l'Est et les réparations à l'Ouest, les deux États allemands, mais surtout la RFA, gagnèrent du prestige et une légitimation dans la communauté internationale[267].

Vis-à-vis de l'étranger, les Juifs devaient en effet apporter la preuve que l'antifascisme et la liberté religieuse étaient respectés, ce qui devait garantir à la RDA une certaine image de marque[268]. Ainsi, M. Richarz n'hésite pas à parler de point commun entre les deux États allemands :

> Dans les deux États allemands, la présence des Juifs est considérée comme une preuve du dépassement de ce passé [national-socialiste] et de l'édification d'un État démocratique. Les deux gouvernements mettent constamment des moyens financiers à disposition des communautés juives à des fins culturelles ou sociales. La politique envers la minorité juive revêt avant tout un caractère symbolique[269].

L'attitude des deux Allemagnes envers les Juifs aurait donc le même sens sur le plan symbolique, et ce malgré une différence de niveau dans l'application de ces principes.

S. Meining analyse en termes particulièrement imagés ce rôle de vitrine que remplissaient les Juifs en RDA : il parle de « feuilles de vigne antifascistes »[270], destinées donc à cacher l'immontrable aux yeux du monde. Pour Leon Brandt, les membres de la Communauté Juive de Berlin-Est ne sont que des « pseudo-Juifs que personne ne connaît, et qui pourtant ont leur utilité »[271]. Comme l'a montré R. Ostow, en RDA, les Juifs étaient érigés en véritables « monuments antifascistes », bien visibles, dont la fonction était de certifier la rupture de l'État avec le passé[272]. L. Mertens confirme cette thèse, estimant que les autorités avaient tendance à matérialiser leurs gestes envers la communauté juive sous forme d'institutions[273], telles la Nouvelle Synagogue et le « Centrum Judaicum » déjà évoqués.

---

[267] J. Borneman, *in* : *Ibid*, p. 145 : "Through policies earmarked as antifascist in the East and Wiedergutmachung in the West, both German States, but especially the Federal Republic, gained prestige and legitimation in the international community."

[268] „der Ausweis für Antifaschismus und vorgebliche Religionsfreiheit", *in* : U. Offenberg, *Seid vorsichtig, op. cit.*, p. 9.

[269] *In :* M. Brumlik, *Jüdisches Leben, op. cit.*, p. 26 : „In beiden deutschen Staaten gilt die Anwesenheit von Juden als Beweis für die Überwindung dieser [nationalsozialistischen] Vergangenheit und für die Errichtung eines demokratischen Staates. Beide Regierungen stellen den jüdischen Gemeinden kontinuierlich finanzielle Mittel für kulturelle und soziale Zwecke zur Verfügung. Die Politik gegenüber der jüdischen Minorität hat primär symbolischen Charakter."

[270] „Antifaschistische Feigenblätter", *in* : *Kommunistische Judenpolitik, op. cit.*, p. 194.

[271] L.Brandt, „Für sie ist die Geschichte schon am Ende" *in : Tagesspiegel,* 17.06.1971, p. 3 : „Pseudo-Juden, die niemand kennt und die dennoch ihre Wirkung haben."

[272] R. Ostow, "Imperialist Agents, Anti-Fascist Monuments, Eastern Refugees, Property Claims: Jews as Incorporations of East German Social Trauma, 1945-1994", *in* : M. Bodemann, *Jews, Germans, Memory, op. cit.*, p. 233.

[273] L. Mertens, *Davidstern, op. cit.*, p. 201 : „Die politisch Verantwortlichen an der Spitze des Staates dekorierten ihre antifaschistische Haltung gerne mit Institutionen".

Par ailleurs, la RDA a incontestablement instrumentalisé certains écrivains d'origine juive, qualifiés de « poètes utiles » par M. Wolffsohn[274], pour légitimer la RDA et du même coup, ôter tout crédit à la RFA : il évoque le « mémorandum du Conseil National » contre la résurgence du fascisme à l'Ouest, signé par d'illustres « citoyens d'origine juive » comme Stefan Heym, Arnold Zweig et Stephan Hermlin à la fin des années 1950. Peter Edel prononce d'ailleurs un discours édifiant à l'occasion de la journée de commémoration des victimes du fascisme le 12 septembre 1965 :

> Nous, citoyens de RDA, pouvons affirmer, en toute bonne conscience et avec fierté, même en ce jour grave : ici, ceux qui méritent les honneurs se voient honorés comme il se doit ! […] Ici, il n'y a pas de profanations de pierres tombales, comme là-bas, où un président fédéral s'arroge le droit, en tant qu'ancien administrateur de camp de concentration, d'user de formules rhétoriques pour les victimes de Bergen-Belsen[275].

Il est indéniable que, dans sa quête de légitimité, la RFA n'a pas eu recours à de tels stratagèmes : en d'autres termes, elle n'était pas tant fixée sur sa rivale que ne l'était la RDA. Une fois de plus, la comparaison se révèle asymétrique.

En effet, à l'Ouest, on ne peut manifestement rien observer de tel, encore moins au niveau des « petites gens », dont les propos étaient également instrumentalisés à l'Est. Ainsi, quelque temps avant la commémoration de la « Nuit de Cristal » en 1978, le secrétaire d'État en charge des Affaires ecclésiastiques, Hermann Kalb, écrit un message injonctif à son collègue Rudi Bellmann, dans lequel il insiste sur le fait que les participants juifs avaient intérêt à « démontrer leur attachement à l'État socialiste de RDA » et à désigner celle-ci comme leur « patrie » (*Heimstatt*) dans la brochure prévue pour décembre[276]. En d'autres termes, les déclarations « juives » étaient dictées par le haut.

Dans la logique de la Guerre froide, les Communautés Juives ont été instrumentalisées à l'extrême pour discréditer l'adversaire sur le plan moral. Les Juifs de l'Est et de l'Ouest deviennent ainsi de loyaux sujets de l'un ou de l'autre camp et subissent indéniablement des pressions. Pour la RFA, la loyauté signifie être bien disposé à l'égard des Allemands et coopérer dans la lutte contre le communisme[277] : on

---

[274] „nützliche Poeten" *in : Die Deutschland-Akte*, *op. cit.*, p. 21.
[275] *Nachrichtenblatt*, Décembre 1965, p. 3 : „Wir, Bürger der DDR, können reinen Gewissens und stolz auch an diesem ernsten Tage bekennen: Hier ist Ehre gegeben denen, denen Ehre gebührt! […] Hier gibt es keine geschändeten Grabsteine, wie dort, wo ein Bundespräsident als ehemaliger KZ-Verwalter sich nicht scheut, scheinheilige Floskeln für die Opfer von Bergen-Belsen zu drechseln."
[276] BAAP, Do-4, Staatssekretär für Kirchenfragen, Nr. 450, cité par L. Mertens *in* : *Davidstern*, *op. cit.*, p. 109 : „ihre Verbundenheit mit dem Staat bekunden".
[277] Voir R. Robin, *op. cit.*, p. 43.

attend des Juifs qu'ils fassent front contre le « danger commun du communisme », propos d'ailleurs repris à leur compte par les Juifs eux-mêmes[278].

Pour D. Charbit, à l'Est comme à l'Ouest, on s'efforce de rappeler les sommets de la relation judéo-allemande par des « opérations idéologiques au rabais »[279]. Les Juifs sont ainsi exhortés à justifier les positions et les mesures politiques de leur camp. À l'Est, cela signifie par exemple légitimer l'existence du Mur. L'argument est tout trouvé : celui-ci constitue non seulement un rempart contre l'impérialisme, mais aussi contre l'antisémitisme[280]. Le 15 mai 1961, les dirigeants de la Communauté Juive de Berlin-Est sont reçus par le secrétaire d'État aux Affaires ecclésiastiques, Hans Seigewasser. Il en ressort la proclamation suivante contre la résurgence du fascisme en RFA, où Berlin-Ouest est qualifié de :

> centre dangereux et menaçant de la provocation honteuse pour la guerre, de l'espionnage et de la diversion contre les pays socialistes[281].

En d'autres termes, tous les maux sont à Berlin-Ouest et le Mur constitue un rempart nécessaire. L'adage « *Gute Zäune sichern gute Nachbarschaft* » (de bonnes grilles garantissent de bonnes relations de voisinage) se répand banalement parmi la population, et le Mur devient finalement une habitude.

D'autre part, la seconde moitié des années 1980 est marquée par un revirement complet de la politique est-allemande vis-à-vis des Juifs. La recherche a prouvé abondamment que, parmi les motivations qui ont poussé Honecker à se rapprocher des Juifs, le rêve d'une invitation à la Maison Blanche en vue d'obtenir la « clause de la nation la plus favorisée »[282] a été déterminant[283]. Pour le comprendre, il faut se souvenir que la situation économique de l'Allemagne de l'Est était des plus dramatiques dans ses dernières années d'existence. La crise devenant insurmontable, le gouvernement était prêt à conclure les alliances les plus inopinées pour obtenir des avantages commerciaux. Ainsi, les regards de Honecker se tournaient vers les États-Unis, qui avaient noué des

---

[278] K. S. Pinson, „Der Antisemitismus der Nachkiregszeit", *in* : H. Ganther, *op. cit.*, p. 189 („gemeinsame kommunistische Gefahr").
[279] *In :* D. Aberdam (Ed.), *Berlin entre les deux guerres : une symbiose judéo-allemande*, Paris, l'Harmattan, 2000, p. 51.
[280] Le *Nachrichtenblatt* légitime par exemple, même à demi-mot, le Mur. *Nachrichtenblatt*, Août 1961, p. 2.
[281] *Nachrichtenblatt*, Août 1961, p. 5 : „ein gefährliches, bedrohliches Zentrum der schändlichen Kriegsprovokation, Spionage und Diversionstätigkeit gegen die sozialistischen Länder".
[282] Qui comportait de nombreux avantages économiques concernant les échanges commerciaux, notamment une augmentation des exportations est-allemandes aux Etats-Unis sans barrières douanières.
[283] Voir notamment A. Timm, *op. cit.*, p. 303. Elle cite un décret du Politbüro daté du 25 octobre 1988 : „Einflussmöglichkeiten des Jüdischen Weltkongresses sind für eine Normalisierung der Beziehungen DDR-USA zu nutzen, einschließlich der Gewährung der Meistbegünstigungsklausel."

relations diplomatiques avec la RDA en 1974. Cette thèse est corroborée par le voyage aux USA de Hermann Axen à l'été 1988. La course à la Maison Blanche fut sous-tendue par des opérations de séduction auprès des Juifs, à commencer par ceux de RDA[284].

Contre toute attente, ces visées économiques ne sont d'ailleurs pas complètement tues dans le *Nachrichtenblatt* : citant les propos du Ministre des Affaires étrangères Oskar Fischer, lors de la visite de Bronfman du 16 au 18 octobre, le journal nous informe ainsi que les échanges avec les États-Unis ne représentent que 0,3% du commerce extérieur de la RDA, ce qui est très regrettable[285]. En tout état de cause, on peut se demander quel rapport ces données ont à voir avec la vie juive en RDA. Il faut souligner que cette stratégie reposait sur un raisonnement que l'on peut suspecter d'antisémitisme, puisqu'elle partait du principe que le « lobby juif » international avait « son mot à dire » auprès des autorités américaines[286]. Ce n'est sans doute pas un hasard si les chercheurs ont recours à des métaphores du domaine du jeu pour caractériser ces calculs stratégiques : Burgauer parle ainsi de la « carte juive » jouée par le SED[287], les Juifs n'étant qu'une « mise » dans le jeu de poker de celui-ci[288]. L'affaire « *Adass Jisroel* » s'inscrit également dans ce contexte, de même que les festivités organisées en 1988, que nous évoquerons ci-après.

En résumé, il apparaît que les Juifs en RFA et en RDA ont été courtisés par les gouvernements successifs. Peut-on alors leur reprocher de s'être laissés séduire par le pouvoir ? Les « victimes » se sont-elles rendues « complices » de la manipulation comme le prétend M. Bodemann[289] ? Sur ce point, H. Broder répond que les Allemands ont les Juifs qu'ils méritent. M. Wolffsohn estime quant à lui qu'ils sont tout simplement humains, avec leurs qualités et leurs défauts. Il semble en tout cas bien hasardeux de vouloir leur faire un procès vu les circonstances de l'après-1945.

---

[284] L. Mertens, *Davidstern, op. cit.*, p. 275. Selon lui, Honecker misait également sur un autre groupe de population, les Mormons, qui constituaient une petite minorité en RDA, essentiellement localisée en Saxe, et qui se sont vus également courtisés par le Parti vers la fin des années 1980. Voir *ibid.*, p. 292.
[285] *Nachrichtenblatt*, Décembre 1988, p. 4.
[286] U. Offenberg parle de « la légende de la toute-puissance des Juifs », *in* : *Seid vorsichtig, op. cit.*, p. 211 („die Legende von der Allmacht der Juden").
[287] *In* : *Zwischen Erinnerung und Verdrängung, op. cit.*, p. 223.
[288] „Juden als Einsatz im SED-Westpoker". *Ibid.*, p. 221.
[289] *In* : M. Brumlik, *Jüdisches Leben in Deutschland seit 1945, op. cit.*, p. 64.

e) L'« épidémie commémorative »[290] de 1988

La commémoration du cinquantième anniversaire de la « Nuit de Cristal » constitue incontestablement le moment où l'instrumentalisation des Juifs atteint son paroxysme, aussi bien à Berlin-Ouest qu'à Berlin-Est. Au cours de l'année 1988, on relève environ 10 000 actes de commémorations dans toute la RFA[291] : ces célébrations ont donné lieu à de vives critiques, notamment de la part de Dan Diner, pour qui la Shoah n'est pas un phénomène « datable », dont les responsables se limiteraient aux quelques SS facilement identifiables qui ont participé au pogrome[292]. En RDA également, l'idylle subite entre les Juifs et l'État donne lieu à des commentaires acides : même le *Berliner Zeitung* ironise sur la « découverte » soudaine des Juifs par les autorités[293]. L'« hypertrophie »[294] des commémorations fait d'ailleurs l'objet de bons mots très intéressants, comme l'expression « *Judenfestspiele* »[295]. Un Juif berlinois de l'Est y voit une nouvelle épreuve infligée à la Communauté Juive : « *Wenn wir det denn och noch überlebt haben!* » s'exclame-t-il[296]. Ainsi, les commémorations de l'année 1988 semblent illustrer parfaitement la formule de l'*Allgemeine* : « Les Juifs de RDA, objets de démonstration – Un phénomène commun aux deux Allemagnes »[297].

Il faut noter que c'est la première fois que les commémorations se déroulent à l'Est et à l'Ouest de manière non pas strictement séparée, mais complémentaire. Ainsi, l'année 1988 constitue aussi un tournant dans les relations Est/Ouest. Déjà lors de la rencontre entre Galinski et Kurt Löffler, secrétaire d'État aux Affaires ecclésiastiques, le 7 septembre 1988, la nécessité de « consolider les points communs » avait été mise en avant : celle-ci devait se manifester notamment par l'organisation de « manifestations parallèles » entre Berlin-Est et Berlin-Ouest[298]. Lors de son discours au *Deutsches Theater* à Berlin-Est le 8 novembre, Galinski plaide même pour « un jour de commémoration allemande » valable pour l'Est comme pour l'Ouest, car à ses yeux,

---

[290] S. Schreiner, cité par L. Mertens, *in* : *Davidstern, op. cit.*, p. 103 („Gedenkenepidemie").
[291] *Ibid.*, p. 182.
[292] *Allgemeine*, 11.11.1988, p. 5.
[293] *Berliner Zeitung*, 18/19 février 1989, p. 9 : „Hat die DDR erst jetzt die Juden entdeckt?"
[294] J. Forthmann, *op. cit.*, p. 96. On remarque d'ailleurs à ce sujet que les chercheurs ont recours à des métaphores médicales, qui font apparaître les événements de 1988 comme une véritable pathologie.
[295] Parodie des « *Weltfestspiele (der Jugend und Studenten)* », manifestations de masse organisées pour la jeunesse à intervalles irréguliers dans les capitales de différents pays, socialistes la plupart du temps. Cité par A. Timm, *in* : *op. cit.*, p. 310.
[296] « Si nous survivons encore à tout ça… » transcrit avec l'accent berlinois, *in* : L. Mertens, *Davidstern, op. cit.*, p. 182.
[297] *Allgemeine*, 11.11.1988, p. 12 : „Juden in der DDR als Demonstrationsobjekt – Ein gesamtdeutsches Phänomen".
[298] *Allgemeine*, 16.09.1988, p. 1 („Festigung der Gemeinsamkeit"; „Parallelveranstaltungen").

« ce n'est finalement qu'une question de hasard si l'on vit aujourd'hui à l'Ouest ou à l'Est », alors que « la responsabilité est indivisible »[299].

Concrètement, la Communauté de Berlin-Est invite pour la première fois le « Groupe juif » de Berlin-Ouest à participer à un séminaire commun dans le cadre de la préparation de l'événement. Il sera suivi par un séminaire organisé par la JSVB fin novembre, où le « contact entre les Communautés à l'Est et à l'Ouest » figure à l'ordre du jour et auquel participent Peter Kirchner et Hermann Simon[300]. Mais, même malgré le consensus qui semble régner, la polémique contre le voisin ne fait pas défaut : ainsi, les Juifs de RDA contestent aux Juifs de RFA le droit de se profiler comme des « moralistes de luxe »[301].

La préhistoire de la commémoration du 9 novembre est révélatrice de l'ampleur des manifestations de 1988. Alors qu'à l'Est, ces commémorations ont plutôt fait défaut jusqu'en 1978, elles sont devenues au fil du temps en RFA une sorte de « rituel d'État »[302]. M. Bodemann identifie trois phases successives : le silence, même s'il n'était pas total, dans les années 1950-1960, le retour des commémorations dans les années 1970 et, à partir des années 1990, environ, une véritable « industrie du souvenir »[303]. Il semble qu'on assiste plus ou moins à la même évolution en RDA, même si la première phase y est sans doute plus longue, la première commémoration de grande ampleur de la « Nuit de Cristal » ayant lieu en 1978. Quoi qu'il en soit, on peut observer une appropriation pure et simple de cet événement par l'État est-allemand, qui prétend l'avoir toujours commémoré comme il se devait : ainsi, on lit dans le *Nachrichtenblatt* que « la commémoration des victimes du fascisme a toujours été un élément constitutif des principes antifascistes de la RDA »[304].

En 1988, c'est la première fois en RDA que les manifestations commémorant la « Nuit de Cristal » sont organisées par l'État et non laissées aux soins du *Verband* et des Églises protestantes[305]. Littéralement toute la population de RDA a été mobilisée pour

---

[299] *Allgemeine,* 18.11.1988, p. 7 („Für einen Tag der gesamtdeutschen Besinnung"; „es ist letztlich eine Frage des Zufalls, wer von uns heute im Westen und wer im Osten lebt"; „die Verantwortung ist unteilbar").
[300] *Kulturspiegel*, n° 29, Novembre 1988, p. 5.
[301] I. Runge *in* : *Nachrichtenblatt*, Septembre 1988, p. 7 („Moralisten de luxe").
[302] M. Bodemann, *In den Wogen der Erinnerung, op. cit.*, p. 16 („Staatsritual").
[303] "Reconstructions of History: From Jewish Memory to Nationalized Commemoration of Kristallnacht in Germany", *in* : M. Bodemann, *Jews, Germans, Memory, op. cit.*, p. 180 : "industry of remembering".
[304] *Nachrichtenblatt*, Mars 1989, p. 10 : „Das Gedenken an die jüdischen Opfer des Faschismus ist immer ein wesentlicher Bestandteil des antifaschistischen Selbstverständnisses der DDR gewesen."
[305] Encore en mars 1981, on pouvait lire dans le *Nachrichtenblatt* : „Dagegen war eine Kenntnisnahme dieses Gedenktages durch staatliche Institutionen leider nicht zu verzeichnen." (p. 13).

ces « festivités ». Evoquant l'enchaînement d'inaugurations en tous genres (plaques commémoratives, stèles dans les cimetières, pléthore de discours), L. Mertens parle d'un « événement politique d'une portée considérable pour la société tout entière »[306]. La rencontre entre Honecker et les dirigeants des Communautés Juives de RDA le 2 juin 1988 avait déjà prouvé que les Juifs étaient désormais considérés comme des interlocuteurs de choix. Le *Nachrichtenblatt* souligne à cette occasion le caractère profondément « amical » de l'entrevue et de « l'action commune » menée par le gouvernement et les Communautés dans une atmosphère « de camaraderie et de confiance »[307]. La visite d'Edgar Miles Bronfman[308], le président du Congrès Juif Mondial, en RDA a considérablement amplifié ces effets : faisant la une des plus grands quotidiens du monde entier, et naturellement relayé par le *Nachrichtenblatt*[309], cet événement montre que le Congrès Juif Mondial n'est plus considéré comme une organisation sioniste et impérialiste, mais comme un allié potentiel dans le rapprochement souhaité avec Washington. P. Kirchner remarque d'ailleurs avec ironie qu'« [ils sont] devenus une sorte d'objet de prestige »[310].

C'est également dans ce contexte qu'est prise la décision de reconstruire la synagogue de l'Oranienburger Straße et de créer le « Centrum Judaicum » en juillet 1988. Ce nouveau centre de recherche sur les Juifs constituait une solution au problème des archives confisquées à la Communauté de Berlin-Est en 1953, prétendument pour les protéger contre l'humidité des caves, et conservées par le ministère de l'Intérieur. La restitution de ses archives à la Communauté Juive dans le cadre de la Fondation donnait l'impression que le Parti cherchait à « réparer » les erreurs passées sans vraiment les reconnaître[311]. Le conseil d'administration, élu en novembre, se compose de membres de toutes nationalités, en majorité originaires de pays capitalistes, afin d'obtenir des fonds et d'améliorer l'image de la RDA à l'étranger, notamment aux États-Unis. Même si l'on ne peut nier l'apport du « Centrum Judaicum » sur le plan culturel, il faut considérer sa création avant tout comme un événement à caractère politique. Dans les

[306] „Ein politisches Ereignis von gesamtgessellschaftlicher Bedeutung", *in* : *op. cit.*, p. 182.
[307] *Nachrichtenblatt*, Septembre 1988, p. 25 : „zu einem freundschaftlichen Gespräch"; „das kameradschaftliche und vertrauensvolle Zusammenwirken der staatlichen Organe und der gesellschaftlichen Organisationen mit dem Verband der jüdischen Gemeinden in der DDR".
[308] Du 16 au 18 octobre 1988, c'est-à-dire comme prélude aux commémorations.
[309] *Nachrichtenblatt*, Décembre 1988, pp. 3-6.
[310] Cité par S. Meining, *Kommunistische Judenpolitik, op. cit.*, p. 220 : „Wir sind zu einer Art Prestigeobjekt geworden."
[311] L. Mertens, *Davidstern, op. cit.*, p. 144.

mois qui suivirent la pose de la première pierre, Hermann Simon déplore d'ailleurs la lenteur de l'avancement des travaux[312].

Par ailleurs, les festivités du 9 novembre sont l'occasion de décerner des titres de mérite à de nombreuses personnalités juives[313]. Cette avalanche de distinctions, remises parfois à des personnes fortement décriées quelques années auparavant, paraît pour le moins suspecte à U. Offenberg, qui parle d'une véritable « inflation» et n'y voit qu'un « intérêt officiel de conjoncture »[314]. Galinski, l'ennemi juré, déjà reçu avec les honneurs dus à un chef d'État par Honecker le 6 juin, reçoit ainsi l'Etoile d'or de l'amitié entre les peuples, plus haute distinction de RDA, de même que Bronfman[315]. Pour J. Dachauer du magazine *Semit*, Galinski a d'ailleurs largement contribué à « rendre cachère » le gouvernement Honecker, participant lui aussi finalement à la stratégie d'instrumentalisation des Juifs est-allemands[316]. Ses « péchés de jeunesse », sous-entendu sa responsabilité dans la division de 1953, furent en effet apparemment oubliés du jour au lendemain à Berlin-Est[317].

Parallèlement, les subventions allouées aux Communautés Juives est-allemandes connaissent une augmentation substantielle, eu égard à la situation financière de la RDA : alors qu'en 1982, 450 000 marks leur étaient alloués, en 1989, cette somme atteint 607 000 marks[318]. À la même époque, un procès contre de jeunes « néonazis » fait grand bruit à Berlin-Est[319]. En mars 1988, quelques jeunes Allemands de l'Est, dont Franz Lehmann (dont le nom et l'adresse sont immédiatement publiés par le *Berliner Zeitung*) saccagent une dizaine de pierres tombales à Weißensee aux cris de « *Heil Hitler* » et « *Scheißjuden* ». A. Leo ironise en disant que ce méfait ne changeait pas grand-chose à l'aspect chaotique du cimetière. Ils sont conduits au procès, qui débute dès le 27 juin 1988, enchaînés les uns aux autres, avec des menottes qu'ils gardent durant toute l'audience et un bandeau sur les yeux[320]. Lehmann est condamné à six ans et demi de prison. Dans leur défense, les jeunes diront avoir agi par curiosité,

---

[312] *Ibid.*, p. 197.
[313] Le *Nachrichtenblatt* de mars 1989 en dresse la liste pp. 11-12.
[314] *In* : *Seid vorsichtig*, *op. cit.*, p. 238 et p. 241 : „Ordensinflation", „offizielles konjunkturelles Ereignis".
[315] *Nachrichtenblatt*, Décembre 1988, p. 3.
[316] *Semit*, n° 2, 1990, p. 16 : „Galinski hat sich bei der Koschersprechung der Honecker-Mielke-Riege nicht wenig Sporen verdient."
[317] *Ibid.*, p. 17 : „Verflüchtigt waren dessen Jugendsünden, die Spaltung der 1953 noch einheitlichen Jüdischen Gemeinde zu Berlin."
[318] *Ibid.*, p. 130.
[319] A. Leo, *Umgestoßen. Provokation auf dem Jüdischen Friedhof in Berlin Prenzlauer Berg 1988*, Berlin, Metropol, 2005.
[320] *Ibid.*, p. 113.

considérant la Communauté Juive comme « un groupuscule qui ne se laissait approcher par personne »[321]. La lourdeur de la peine ne peut s'expliquer que par les circonvolutions du régime de Honecker pour obtenir bonne presse dans le monde juif.

À Berlin-Ouest, les mesures prises envers les Juifs n'atteignent pas une telle ampleur. Mais ce n'est sans doute pas un hasard si c'est justement en 1988 que la « Kinkelstraße » de Spandau retrouve son nom d'avant 1938 : « Jüdenstraße »[322]. Malheureusement pour la RFA, c'est également la même année qu'éclate le scandale Nachmann, qui vient considérablement mettre à mal l'image des Juifs en Allemagne[323]. Un autre scandale éclate en plein milieu des « festivités » : le discours de Philipp Jenninger au Bundestag le 9 novembre 1988 est resté dans les mémoires comme un exemple canonique de l'absence de tact du régime ouest-allemand envers les Juifs[324]. Au départ, Galinski avait été proposé comme orateur par les Verts, mais au dernier moment, l'idée a été écartée au profit du président du Bundestag, député de la CDU. L'*Allgemeine* s'est alors indigné de ce qu'à l'Est, l'honneur de monter à la tribune de la Chambre du peuple était laissé au représentant du *Verband*, Siegmund Rotstein, alors qu'à l'Ouest, on ne semblait pas disposé à laisser la parole à un Juif[325]. Mais c'est surtout le contenu du discours qui a paru intolérable : cherchant à expliquer, sans doute maladroitement, pourquoi l'Allemagne s'était laissée entraîner sur la pente du national-socialisme et de la Shoah, il a notamment qualifié les années 1933-38 de « fascinantes ». Ce faisant, il est allé beaucoup trop loin dans l'empathie et ses propos ont été interprétés comme s'il y adhérait lui-même. Sa démission, qui intervient quelques jours plus tard, n'a pas réussi à apaiser les consciences. L'*Allgemeine* critique sa maladresse et le « choix irraisonné de mots sélectionnés dans le dictionnaire de l'inhumain », qui ont fait de lui un véritable « représentant » du peuple allemand non encore débarrassé de ses convictions antisémites[326].

De fait, on peut estimer que, dans la course au prestige de novembre 1988, l'État est-allemand a été le grand vainqueur[327]. En effet, U. Offenberg évoque une réelle

---

[321] *Ibid.*, p. 31 : „ein kleines Grüppchen, das nichts an sich ranlassen wollte".
[322] *Allgemeine*, 30.09.1988, p. 9.
[323] Le président du *Zentralrat* Werner Nachmann avait détourné des sommes considérables issues de l'argent des réparations.
[324] Sur ce point, voir notamment R. Robin, *op.cit.*, pp. 89-90.
[325] *Allgemeine*, 4.11.1988, p. 4.
[326] *Allgemeine*, 18.11.1988, p. 1, article „Der Repräsentant" („seine ahnungslose Wahl von Begriffen aus dem Wörterbuch des Unmenschen").
[327] *Allgemeine*, 18.11.1988, p. 5.

concurrence entre les deux États allemands dans la célébration de l'événement[328]. Pour éviter de devoir « partager » ses invités avec l'Ouest, la RDA a d'ailleurs choisi d'avancer les festivités au 8 novembre afin qu'elles ne se chevauchent pas avec celles de la RFA. Cette dernière, déjà affaiblie par la montée de l'extrême-droite et de l'antisémitisme, le scandale de Bitburg et les indélicatesses de Kohl, s'est trouvée totalement dépassée par sa rivale après le scandale Jenninger.

« L'épidémie commémorative » n'aura pourtant pas eu que des effets négatifs, notamment en RDA : même Gershom Scholem est très impressionné par les manifestations du Conseil d'État et de la Chambre du peuple, en particulier par le discours de Honecker en hébreu[329]. Mais surtout, l'ensemble de la population prend soudain conscience que les Juifs existent encore, et même qu'ils ont une histoire et que celle-ci commence bien avant 1933. S. Meining confirme la naissance d'un intérêt de plus en plus prononcé pour les questions juives en analysant l'évolution des projets de recherche et des demandes de journalistes étrangers pour réaliser des articles sur les Juifs en RDA[330]. Les commémorations ont également été un moyen de faire connaître les études sur les Juifs, comme les travaux d'I. Runge et K. Pätzold ou de R. Schuder et R. Hirsch, *Der gelbe Fleck*[331] : on peut donc observer une popularisation non négligeable de cette thématique, et ce même chez certains jeunes[332]. En outre, les historiens semblent tenir un discours plus nuancé, notamment lorsqu'ils invitent à la prudence par rapport à la formule selon laquelle l'antisémitisme serait « éradiqué » en RDA[333]. E. Burgauer note d'ailleurs que c'est la vie quotidienne dans son ensemble qui s'est nettement améliorée pour les Juifs après 1988, soudain perçus en tant que tels[334]. À Berlin-Ouest également, de nombreuses expositions ont pour effet de sensibiliser la population au sort des Juifs, notamment à Neukölln : « *Zehn Brüder waren wir gewesen* » et « *Aus Nachbarn wurden Juden* », ainsi qu'à l'Académie des Arts : « *Vor aller Augen* ».

---

[328] U. Offenberg, *Seid vorsichtig*, *op. cit.*, p. 236.
[329] *Ibid.*, p. 190.
[330] S. Meining, *op. cit.*, pp. 221-222. D'après ses données, on serait passé de 15 sujets de recherche proposés en 1982 à 81 en 1988 ; pour les journalistes, on note le chiffre de 94 demandes en 1985 contre 242 en 1988 (130 en 1987, ce qui montre vraiment la rupture en 1988).
[331] *Nachrichtenblatt*, Décembre 1988, p. 27. L'article, intitulé « anerkennende Würdigung », explique que les auteurs ont reçu le prix national pour l'art et la littérature à l'occasion du 39ème anniversaire de la RDA.
[332] *Nachrichtenblatt*, Septembre 1988, p. 35. Dans la rubrique consacrée à la Communauté d'Erfurt, on relève un intérêt particulièrement fort chez les jeunes pour le judaïsme. Le journal ajoute avec une naïveté certaine : « ceci est particulièrement sensible en cette année de 50ème anniversaire du pogrome ».
[333] Voir les propos de Wolfgang Herzberg dans le *Nachrichtenblatt* de mars 1989, p. 18.
[334] *In* : *op. cit.*, p. 234 : „Ihr Leben hatte sich dadurch tatsächlich verändert."

La Communauté Juive de Berlin-Est reconnaît pour sa part avoir eu beaucoup de mal à gérer l'immensité du dispositif : P. Kirchner estime qu'elle ne se sentait pas « à la hauteur » d'un tel événement et que cela lui procura « de nouveaux soucis »[335]. R. Kirchner parle quant à elle d'une « euphorie commémorative généralisée »[336], et I. Runge s'interroge sur le sens de manifestations d'une telle ampleur, s'affirmant résolument contre une politique qui serait tentée de faire du « commerce commémoratif » [337]. Quoi qu'il en soit, pour le *Nachrichtenblatt,* le bilan de ces festivités est positif :

> L'attitude fondamentalement antifasciste de la RDA a atteint depuis l'année dernière une nouvelle qualité dans la mise à l'honneur des victimes du peuple juif, notamment une attitude différenciée eu égard à la situation politique tendue au Proche-Orient[338].

Cette conclusion sera pourtant largement retouchée en 1990 :

> Il est de notoriété publique que novembre 1988 a dégénéré en un spectacle carnavalesque, dans la course des deux Allemagnes pour la plus belle commémoration de la Nuit de pogrome[339].

La RDA a certes incontestablement remporté la « bataille commémorative » de 1988, mais ni ses citoyens juifs ni le monde juif dans son ensemble n'étaient dupes quant à la sincérité de ses motivations.

III – Entre intégration…

À l'Est comme à l'Ouest, les Juifs ne constituaient pas une masse critique suffisante pour jouer un rôle politique significatif dans la société ; néanmoins, à un niveau plus symbolique, ils exerçaient une sorte de fascination sur les Allemands de l'Est et de l'Ouest. Quels étaient alors leurs rapports avec ceux-ci : peut-on aller jusqu'à parler d'intégration dans chacune des sociétés allemandes ou faut-il au contraire leur réserver le terme de « ghetto » ? Le rôle bien particulier des communautés juives dans

---

[335] *Nachrichtenblatt,* Mars 1989, p. 4 : „dass die extreme Wendung zu einem allgemeinen Interesse geführt habe, dem sich die kleine jüdische Gemeinde nicht gewachsen fühle und das ihr ‚neue Sorgen' bringe."

[336] *Ibid.*, p. 20 : „die allgemeine Gedenkeuphorie".

[337] Son article s'intitule „Gedenkpolitik oder Politik der Denkenden ?" *Nachrichtenblatt,* Décembre 1988, pp. 4-8.

[338] *Nachrichtenblatt,* Septembre 1989, p. 2 : „Die antifaschistische Grundhaltung der DDR hat seit dem vergangenen Jahr in der Würdigung der Opfer des jüdischen Volkes eine neue Qualität erhalten. Eingeschlossen ist darin eine differenzierte Auseinandersetzung mit der brisanten politischen Situation im Nahen Osten."

[339] *Nachrichtenblatt,* Juin 1990, p. 6 : „Der November 1988 uferte bekanntlich zum peinlich karnavalesken Spektakel, dem Gerangel beider Deutschländer um die schönste Gedenkveranstaltung der Pogromnacht aus."

les deux sociétés, la reprise du dialogue judéo-allemand sous l'impulsion des Églises, de même qu'une présence non négligeable des Juifs dans la sphère politique et la sphère médiatique, semblent indiquer une intégration indéniable, même si elle reste relative.

a) Gardiens du souvenir, avertisseurs et experts en « relations publiques »

Que ce soit à l'Est ou à l'Ouest, les Juifs semblent remplir une fonction bien particulière dans les sociétés allemandes d'après-guerre : ils entretiennent le « *Zakhor* », l'injonction à se souvenir, rappelant en toute occasion la mémoire de leurs frères disparus. Ce rôle de « gardiens du souvenir » se double d'une fonction d'avertissement (*Mahnung*) et de surveillance face à toute dérive fasciste. Enfin, ils « communiquent » afin d'informer sur le judaïsme et les Juifs, mais aussi de combattre les préjugés, même si cette dernière composante est plus présente à l'Ouest qu'à l'Est.

Ainsi, les Juifs de RDA et de RFA apparaissent comme des « gardiens du souvenir »[340], qui luttent pour que la mémoire des morts soit entretenue. Il s'agit pour eux de « contrer l'oubli »[341]. Ils forment une unité avec les disparus, dont ils se font pour ainsi dire les représentants sur terre. De fait, nombreux sont ceux qui, comme Albert Klein, ont l'impression d'avoir une mission à accomplir auprès des jeunes Berlinois de l'Ouest :

> Je pensais que je pouvais remplir certaines tâches que je m'étais fixées. Je voulais montrer à la jeunesse d'ici ce qui s'était passé[342].

Un peu plus loin, il parle de « devoirs » des vivants envers les morts[343]. À l'Est aussi, le *Nachrichtenblatt* indique d'emblée sa vocation commémorative : il veut à la fois perpétuer le souvenir, « son contenu doit, sans rien omettre, rappeler l'époque terrifiante qui est derrière nous et la dépeindre »[344]. Pour Joachim Käppner, le rôle des communautés juives se limitait à cela en RDA : elles « avaient le droit de commémorer

---

[340] „Wächter der Erinnerung" (Dan Diner), *in* : M. Brumlik (Ed.), *Jüdisches Leben in Deutschland seit 1945*, p. 247.
[341] *Allgemeine*, 11.02.1977, p. 1 : „Dem Vergessen wehren".
[342] *In* : J. Borneman, J. Peck, *Sojourners, op. cit.*, p. 71 : "I thought that I could fulfill certain tasks that I had set for myself. I wanted to show the youth here what had happened."
[343] *Ibid.*, p. 75 ("duties").
[344] *Nachrichtenblatt*, Juin 1963, p. 2 : „Unser *Nachrichtenblatt* muss der große Mahner sein, sein Inhalt muss ohne Unterlass an die hinter uns liegende furchtbare Zeit erinnern und sie schildern."

le souvenir de leurs victimes, mais elles ne devaient pas poser de questions embarrassantes quant à la nature des persécutions national-socialistes »[345].

En outre, les « gardiens du souvenir » étaient toujours sur la défensive, vivant dans la crainte d'hypothétiques persécutions. Le témoignage de Susan, née en 1947 à New York, est éloquent :

> Il me faut rechercher une position de compromis, me permettant à la fois de vivre ici avec ma famille, d'y avoir un foyer, tout en restant suffisamment vigilante pour savoir comprendre un jour qu'il est temps que je parte[346].

Ainsi, le rescapé ne connaît jamais de répit : il ne peut trouver le calme, ni un simple lieu de repos[347]. En d'autres termes, il a perdu le sentiment élémentaire de sécurité nécessaire à toute intégration[348]. Toutefois, cette angoisse et cette préparation à la fuite ont diminué au fil du temps.

Se contenter de ce rôle de gardiens de la mémoire n'est cependant pas suffisant : Arie Goral estime qu'un tel comportement confine l'individu dans un isolement extrême[349]. Souvent d'ailleurs, les Juifs sont les seuls à se souvenir[350]. Lors du cinquantenaire de la « Nuit de Cristal », les Juifs sont lucides sur ce point : « qui doit en parler et avertir si ce n'est pas nous, quelques Juifs de RDA ? »[351]. Ainsi, le devoir du survivant est, selon Helmut Eschwege d'être vigilant (*wachsam*) et de s'engager politiquement pour éviter que le pire ne se reproduise[352]. Par conséquent, la communauté juive joue également le rôle d'une gardienne (*Wächterin*) chargée de veiller sur la conscience allemande. En RFA, ce thème décline dans les années 1970, au profit du discours sur la normalisation des relations judéo-allemandes. Certains ironisent sur cette fonction de « chien de garde » (*Wachhundfunktion*)[353] chargé d'aboyer dès qu'un événement pouvait laisser craindre un danger potentiel. On pense également à l'image du boxeur, assez fréquemment employée dans la littérature, chez Jurek Becker par exemple : le bon boxeur n'était pas celui qui se battait effectivement,

---

[345] J. Käppner, *Erstarrte Geschichte, op. cit.*, p. 206 : „Sie durften ihrer Opfer gedenken, aber keine lästigen Fragen über das Wesen der nationalsozialistischen Verfolgungen stellen."
[346] *In* : P. Sichrovsky, *op. cit.*, p. 205.
[347] H. Abosch *in* : H. Broder, M. R. Lang, *Fremd im eigenen Land, op. cit.*, p. 29 : „ein Mahner, ein Unruhiger, ein Unbehauster".
[348] *Ibid.*, p. 30.
[349] „Kein Weg in Deutschland", *in* : *An der Grenzscheide, op. cit.*, p. 11 : „Diese Haltung als Mahner und Warner würde ihn aber in die extremste Isolierung führen."
[350] Voir R. Henkys, „Nur Opfer erinnern sich", *in* : *Kirche im Sozialismus*, 12. Jg (1986), Nr 4, pp. 147-148.
[351] *Nachrichtenblatt*, Juin 1988, p. 2 : „Wer soll darüber sprechen und mahnen, wenn nicht wir wenigen jüdischen Menschen in der DDR?"
[352] *In* : R. Ostow, *Jüdisches Leben, op. cit.*, p. 187.
[353] *Allgemeine*, 17.05.1985, p. 3.

mais celui qui était prêt à se défendre en cas d'agression. De la même manière, les Juifs devaient savoir se battre et se tenir prêts à réagir à tout moment, sans pour autant forcément utiliser leurs armes.

À l'Ouest, Galinski, véritable « conscience de la nation »[354], remplit ce rôle inlassablement, alarmant par exemple sur le fait que « l'esprit maléfique est toujours parmi nous »[355], terme d'ailleurs utilisé aussi bien en RDA qu'en RFA[356]. La lutte contre ceux qui vivent « continuellement dans le passé » (*die Ewiggestrigen*) fait également partie de cette fonction[357]. Les Juifs apparaissent ainsi comme les sismographes des dangers qui planent sur la société : personnalités au passé trouble, résurgence du fascisme, persécution des Juifs dans le monde, etc. Arnold Zweig met par exemple en garde contre les armes nucléaires dans une lettre envoyée à la Communauté Juive de Berlin-Est à l'occasion de la journée pour les victimes du fascisme (*OdF-Tag*) :

> Si nous laissons passer les premiers signes, l'Allemagne sera réduite à néant dans une Nuit de Cristal d'ampleur cosmique[358].

Toutefois, il semble qu'à l'Est, le sismographe détecte uniquement les « secousses » qui se produisent à l'Ouest, par exemple comme lorsque le *Nachrichtenblatt* met en garde contre une rencontre de l'organisation néonazie « *Stahlhelm* » à Berlin-Ouest en décembre 1955[359].

Sur le dernier point, concernant les « relations publiques », les Communautés Juives de l'Est et de l'Ouest divergent : la conception politique de la Communauté Juive à l'Ouest s'oppose à son confinement à un rôle purement religieux à l'Est. À Berlin-Ouest, plus qu'une simple organisation religieuse des Juifs, « elle est surtout la corporation politique qui défend leurs intérêts généraux », notamment sur la question des réparations[360]. Ainsi, Galinski était « un facteur dans la vie publique de Berlin »[361]. Sa devise était la suivante : « je n'ai pas survécu à Auschwitz pour me taire »[362]. Dans une interview avec A. Nachama en 1982, il résume ainsi ses positions[363] :

---

[354] M. Wolffsohn, *Meine Juden, Eure Juden, op. cit.*, p. 58 : „das Gewissen der Nation".
[355] *Allgemeine*, 13.06.1975, p. 1 : „Der Ungeist ist noch unter uns".
[356] Voir par exemple *Nachrichtenblatt*, Juin 1973, p. 12. Il s'agit bien sûr du « démon » ouest-allemand.
[357] *Nachrichtenblatt*, Mars 1964, p. 1 ou *Allgemeine*, 14.08.1981, p. 4.
[358] *Mitteilungsblatt*, Novembre 1955, p. 2 : „Wenn wir nicht die ersten Anzeichen beachten, kann ganz Deutschland in einer kosmischen Kristallnacht zu Grunde gehen."
[359] *Mitteilungsblatt*, Février 1956, p. 1.
[360] Bulletin „Für unsere Mitglieder", septembre 1957, cité par H. Maor, *op. cit.*, p. 102 : „sie ist vielmehr auch die politische Körperschaft, die ihre Gesamtinteressen vertritt."
[361] Kl. Schütz, *Heinz Galinski, op. cit.*, p. 32 : „ein Faktor im öffentlichen Leben Berlins".
[362] *Ibid.*, p. 42 : „Ich habe Auschwitz nicht überlebt, um jetzt zu schweigen".
[363] *In* : J. H. Schoeps, *Aufbau nach dem Untergang, op. cit.*, p. 67: „Ich war und bin der Meinung, dass nach dem, was geschehen ist, eine jüdische Gemeinde sich nicht aus dem politischen Geschehen

> J'étais et suis toujours d'avis qu'après ce qui s'est passé, une communauté juive ne peut se retirer de la vie politique. […] [Elle] ne peut pas être apolitique. Dès les premières années, et malgré la résistance de certains, j'ai fait de ma fonction une fonction politique, non pas au sens d'une politique partisane – c'est là toute la différence ! […] Cela veut dire que nous prenons position et élevons notre voix chaque fois que nous croyons devoir le faire.

Il définit ainsi une sorte d'autorité morale de la Communauté Juive, dont le poids politique est en fait bien plus considérable que son importance numérique ne le laisserait supposer. Il incite les lecteurs à accomplir leur devoir de citoyens en votant pour les partis démocratiques[364]. Pour lui, les « relations publiques » (*Öffentlichkeitsarbeit*) sont la priorité absolue, afin de réaliser deux buts : « l'information » et « l'éradication des préjugés »[365]. Ainsi, les membres de la Communauté de Berlin-Ouest participent à de nombreuses émissions de radio de la SFB ou de la RIAS, afin de « rendre le judaïsme transparent à notre entourage » et à « détruire les préjugés existant depuis des siècles en apportant un esprit éclairé »[366]. En d'autres termes, la Communauté Juive de Berlin-Ouest « ne vit pas dans une tour d'ivoire, l'histoire ne fait pas un crochet autour de nous »[367].

C'est exactement l'inverse qui semble caractériser la Communauté Juive de Berlin-Est. Salomea Genin confirme que celle-ci n'avait aucune « tâche sociale » à accomplir[368]. Pour Anetta Kahane, « on ne parlait pas du judaïsme, qui était ravalé à la seule pratique religieuse »[369], comme si la RDA essayait de rendre la vie juive invisible[370]. Ainsi, l'infléchissement culturel donné par Kirchner aux activités de la Communauté à partir de 1971 a été mal perçu par les autorités de RDA, qui considéraient que le rôle des communautés religieuses n'était pas d'organiser des « lectures de poètes » (*Dichterlesungen*)[371]. Le moindre exposé devait être annoncé

---

heraushalten kann. […] (Sie kann) nicht unpolitisch sein. Ich habe bereits damals, in den ersten Jahren, gegen den Widerstand vieler aus meinem Amt ein politisches Amt gemacht, nicht ein parteipolitisches – das ist der große Unterschied! […] Das heißt, dass wir Stellung nehmen und unsere Stimme erheben, wann immer wir glauben, das tun zu müssen."

[364] *Allgemeine*, 15.02.1963, p. 8.

[365] J. H. Schoeps, *Aufbau nach dem Untergang*, *op. cit.*, p. 74: „im Hinblick auf Aufklärung und Beseitigung von Vorurteilen".

[366] M. Frajman, A. Roth, *Wegweiser*, *op. cit.*, p. 9 : „das Judentum der Umwelt transparent zu machen, mit der eigenen gefestigten Identität in aufklärerischer Arbeit die seit Jahrhunderten bestehenden Vorurteile abzubauen."

[367] J. H. Schoeps, *Aubau*, *op. cit.*, p. 78: „Die Jüdische Gemeinde hier lebt nicht im Elfenbeinturm, um uns macht die Geschichte keinen Bogen."

[368] S. Genin, „Rückkehr. Der Weg einer jüdischen Kommunistin in der DDR", *in* : *Kontinent*, 15. Jg. (1989), n° 4, p. 78 : „gesellschaftliche Aufgabe".

[369] A. Kahane, *op. cit.*, p. 37: „Über Judentum wurde nicht gesprochen, es wurde zu einer schlichten Religionspraxis herunterdefiniert."

[370] *Ibid.*, p. 52.

[371] CJA, 5B1, Nr. 188 (Réponse à Eugen Gollomb du secrétaire d'Etat aux Affaires ecclésiastiques à l'été 1983).

deux mois auparavant auprès du secrétaire d'État. Même si, selon Kirchner, « il était toujours possible d'organiser une vie culturelle à côté de la vie religieuse »[372], sa voix était bien moins audible dans le discours public que celle de Galinski l'Ouest. Fin 1989, le *Nachrichtenblatt* règle ses comptes avec la RDA et avoue que le confinement dans cette sphère religieuse a été difficilement supportable :

> Ceux qui ont survécu et qui sont revenus en RDA ont refoulé, au nom de leur attitude politique, toute identification avec leurs origines juives – un fait pas toujours compréhensible pour nous, qui ne considérions pas le judaïsme exclusivement comme une attache religieuse[373].

Pour Jürgen Landeck, qui avait des amis juifs à l'Est, la principale différence entre leur vie et la sienne résidait dans la limitation de la liberté d'expression ; il déplore néanmoins le fait que les Juifs de l'Ouest n'en aient pas fait assez usage[374].

Premier signe de leur intégration, les Juifs jouaient donc un rôle essentiel en tant que « gardiens du souvenir » et « avertisseurs » dans les sociétés de RFA et de RDA. En revanche, les interventions de la Communauté Juive dans la sphère publique étaient bien plus fréquentes à l'Ouest qu'à l'Est.

b) Reprise du dialogue judéo-allemand

Deuxième signe d'intégration, B. Wasserstein évoque « l'indiscutable amélioration qu'ont connue les relations des Juifs d'Europe avec la société qui les entoure »[375]. A. Brauner confirme cette impression, estimant que la communication entre Juifs et non-Juifs est « exemplaire » en RFA dans les années 1970[376]. Cependant, pour P. Honigmann, en aucun cas on ne peut parler de normalisation entre Juifs et Allemands[377]. En quoi consiste alors cette amélioration relative ?

Tout d'abord, il semble que les efforts des Églises, en particulier protestantes, se situe à la base de la reprise du dialogue judéo-allemand. Les « Sociétés de coopération judéo-chrétienne » ont toujours agi selon deux mots-clés : humanité et tolérance, se fixant pour tâche de mettre en valeur les points communs entre les deux religions à

---

[372] „Akzeptanz oder Widerspruch“ *in* : G. Ginzel, *op. cit.*, p. 94 : „Es war zu jeder Zeit möglich, neben dem religiösen auch ein kulturelles Leben zu organisieren, das ausschließlich jüdische Aspekte im Mittelpunkt hatte.“

[373] *Nachrichtenblatt*, Décembre 1989, p. 2 : „Jene, die überlebten und in die DDR zurückkehrten, verdrängten um ihrer politischen Haltung willen jegliche Identifikation mit ihrer jüdischen Herkunft – nicht immer verständlich für uns, die Judentum auch nicht ausschließlich als religiöse Bindung verstanden.“

[374] *In* : H. Broder, M. R. Lang, *op. cit.*, p. 254.

[375] B. Wasserstein, *op. cit.*, p. 302.

[376] *In* : H. Broder, M. R. Lang, *op. cit.*, p. 77.

[377] *In* : S. Th. Arndt *et al*., *op. cit.*, p. 109.

partir du socle qu'est la Bible.[378]. Leur travail a nettement été favorisé après le concile de Vatican II (1962-1965), qui remet en question les accusations traditionnelles de l'Église catholique envers les Juifs, notamment l'accusation de déicide. À Berlin-Ouest, la Société de coopération judéo-chrétienne doit beaucoup à ses illustres présidents, qui disposaient d'une certaine influence auprès des autorités et jouissaient d'une grande popularité : Siegmund Weltlinger de 1949 à 1970, Jeanette Wolff de 1970 à 1976, Herbert A. Tworoger de 1976 à 1981, et enfin Klaus Scheurenberg de 1982 à 1990. Dès 1958, un groupe des jeunes est créé sur le même modèle. À partir de 1983, le « cercle de travail permanent des Juifs et des chrétiens » (*Ständiger Arbeitskreis der Juden und Christen*) se réunit dans les locaux de la JVHS. À cette date, Berlin-Ouest a d'ailleurs acquis la réputation d'être « le centre des activités pour l'entente judéo-chrétienne. Là, ces organisations proposent des exposés ouverts à tous sur l'antisémitisme ou sur l'attitude de l'Église face au national-socialisme »[379]. Or, il est indéniable que ce mouvement d'introspection, initié par les Églises, s'est répercuté dans le reste de la population.

Cependant, ces organisations ouest-allemandes ont également été fondées dans l'espoir d'endiguer le danger communiste et athée[380]. Ainsi, on ne trouve au départ aucun résistant socialiste ou communiste parmi leurs membres[381]. Certains mettent en doute leur efficacité, comme F. Böhm, qui voit en elles une réunion de « quelques associatifs entreprenants et quelques vieilles dames philanthropes[382], nullement représentatifs de la majorité des Allemands. La « Semaine de la fraternité », qui se tient à Belin depuis 1951, consiste en une succession d'événements solennels, voire pompeux, devenus un rituel dépourvu de sens. Arie Goral critique violemment les Juifs qui se prêtent à ce rituel[383], véritable « diktat » de l'Allemagne fédérale[384]. Il se demande quel est l'intérêt d'une fraternité qui ne dure qu'une semaine, alors qu'elle est loin d'être réalisée au quotidien.

---

[378] *Allgemeine,* 23.09.1983, p. 8: „Ruf eines Zentrums für Aktivitäten im Sinne christlich-jüdischer Verständigung".
[379] *Allgemeine,* 10.02.1961, p. 11 : il s'agit d'un exposé sur le national-socialisme le 30 janvier, jour anniversaire de l'accession au pouvoir de Hitler.
[380] H. Ganther, *op. cit.*, p. 381.
[381] *Ibid.*
[382] „Der Antisemitismus und die Deutschen" *in* : *ibid.*, p. 198 : „ein paar betriebsame Vereinsmeier und einige menschenfreundliche alte Damen".
[383] „Achtung! Vorsicht! Brüderlichkeit!" *in*: *An der Grenzscheide, op. cit.,* pp. 70-74.
[384] *Ibid.*, p. 70.

> Vous placardez le mot « fraternité », mais en réalité, vous voulez dire adaptation et soumission. Par ce trafic d'indulgences fraternel, vous voulez vous affranchir à nos dépens d'un règlement de comptes avec l'histoire[385].

Ainsi, la « fraternité » ne serait dans ce cas rien d'autre qu'une sorte de commerce des indulgences permettant aux Allemands de s'acheter une bonne conscience. Or, même les représentants officiels de la Communauté Juive, qui saluent d'habitude cette initiative, pointent du doigt en 1968 sa tendance à devenir un rituel figé : serait-ce plutôt la « semaine du sourire figé »[386] ? La « Semaine de la fraternité » est également une occasion de récolter des fonds pour Israël. À cet égard, son succès atteint son apogée durant la Guerre des Six jours en 1967, où des offices ont lieu en commun avec les protestants et les catholiques. Mais malgré ces dérives de la « Semaine de la fraternité », on peut dire que globalement en RFA, les activités judéo-chrétiennes ont contribué à réduire les préjugés en remplissant un véritable rôle de sensibilisation.

En RDA également, les Églises se sont efforcées d'instaurer un dialogue avec les rares Communautés Juives, que l'on peut qualifier de relativement réussi, surtout sur le plan local. C'est sans doute l'*Arbeitsgemeinschaft Kirche und Judentum*, créée à Leipzig à l'initiative du pasteur Th. Arndt qui fut la plus méritante. Néanmoins, à Berlin-Est aussi, des rencontres entre Juifs et protestants ont vu le jour dans la communauté protestante de l'Église Sainte-Sophie dans le quartier de l'Oranienburger Straße : l'*Arbeitsgemeinschaft Juden und Christen* (Groupe de travail des Juifs et des chrétiens) aurait été instaurée par Johannes Hildebrandt vers 1975[387], c'est-à-dire une dizaine, voire une quinzaine d'années après Berlin-Ouest. Cette coopération fut très précieuse pour la Communauté Juive de Berlin-Est, car elle a contribué à briser son isolement social : en particulier, les Églises ont mis en place avec elle des commémorations, comme celle de la « Nuit de Cristal » en 1978. Dans les années 1980, des rencontres entre Juifs et protestants ont lieu presque tous les week-ends dans la synagogue de la Rykestraße[388].

L'influence de ces échanges sur l'amélioration des relations entre Juifs et Allemands a été démontrée par les chercheurs. Pour J. Illichmann en particulier, le rapprochement entre Juifs et chrétiens aurait été à la base d'une nouvelle réflexion sur le

---

[385] *Ibid.*, p. 73 : „Ihr plakatiert ‚Brüderlichkeit', meint aber Anpassung und Unterwürfigkeit. Mit diesem Brüderlichkeits-Ablass auf unsere Kosten wollt ihr Euch freikaufen von der Rechenschaft von der Geschichte."
[386] „Woche des erstarrten Lächelns", *in* : *Allgemeine*, 15.03.1968, p. 1.
[387] P. Kirchner, „Akzeptanz oder Widerspruch" *in :* G. Ginzel, *op. cit.*, p. 113.
[388] *Nachrichtenblatt*, Mars 1981, p. 13.

passé national-socialiste en RDA : il s'agirait en quelque sorte de la première tentative d'écrire l'histoire « par le bas ». En outre, le *Nachrichtenblatt* insiste sur le fait que le dialogue ne s'établit pas en premier lieu au niveau des institutions, mais bien plus au niveau individuel, chaque personne étant elle-même dépositaire d'une conscience collective qu'elle porte en elle et véhicule automatiquement en prenant part à la discussion[389]. Le journal souligne également qu'il n'y a pas besoin de compétences particulières pour participer à ce dialogue, l'essentiel étant d'être motivé, de se tenir suffisamment informé et d'accepter de reconnaître les limites de sa propre religion[390]. Les discussions se déroulent sur la base commune qu'est la Bible, censée rappeler que les deux religions partagent les mêmes racines. En particulier, les incompréhensions entre Juifs et Chrétiens, qualifiées de « querelles de famille »[391], doivent figurer à l'ordre du jour, comme le problème de la légitimité de Jésus comme Messie, l'accusation de déicide envers le peuple juif, la question de la conservation de la Torah ou de son remplacement par les Evangiles. Parallèlement, il s'agit de mettre en avant les points communs entre les deux religions[392], le but étant bien sûr d'arriver à une meilleure compréhension réciproque et à une abolition des préjugés pouvant subsister des deux côtés. Pour reprendre une image issue d'un article du *Nachrichtenblatt*, les lumières de *Hanoukka* et celles de Noël ne doivent en aucun cas se concurrencer : on doit au contraire prendre conscience du fait que sans les unes, les autres n'auraient jamais existé, et qu'elles peuvent briller toutes les deux sans se gêner en aucune façon[393].

À un niveau plus concret, l'échange passe par des visites de synagogues, effectuées notamment par des jeunes gens qui préparent leur confirmation, afin « d'élargir leur connaissance des autres confessions »[394], mais également par la participation des protestants aux commémorations pour les victimes juives, ou l'intervention de l'organisation « *Aktion Sühnezeichen* » dans les cimetières juifs, de jeunes chrétiens se portant garants de la préservation de l'héritage juif. On voit là une illustration du principe selon lequel le dialogue interreligieux ne doit pas opposer simplement des

[389] *Nachrichtenblatt*, Mars 1974, p. 16.
[390] *Ibid.*, p. 17.
[391] *Nachrichtenblatt*, Décembre 1984, p. 4.
[392] *Nachrichtenblatt*, Mars 1975, p. 16.
[393] Voir la prière de l'ancien rabbin de Magdebourg, Dr. George Wilde, „Ein Zwiegespräch zwischen dem Chanukkahlicht und Weihnachtslicht", *Nachrichtenblatt*, Décembre 1974, pp. 3-4.
[394] *Nachrichtenblatt*, Septembre 1971, p. 12. Ceux-ci sont d'ailleurs souvent décrits comme étant animés par une soif de savoir très intense, posant de nombreuses questions et s'intéressant à tout (*Nachrichtenblatt*, Juin 1978, p. 16).

concepts figés, mais des personnes bien vivantes, ayant besoin d'échanger leurs points de vue[395]. L'« *Aktion Sühnezeichen* », créée en 1958 dans les deux Berlin au sein de l'Église protestante, s'occupe essentiellement de l'entretien des mémoriaux dans les camps de concentration et des cimetières juifs. Cette association de bénévoles, qui s'emploient à la réconciliation entre Juifs et Allemands et à la paix, a pu étendre son action aux deux États allemands car l'Église n'était pas divisée entre Est et Ouest dans le Berlin-Brandebourg, et ce jusqu'en 1969.

L'*Allgemeine* estime pour sa part que le dialogue judéo-chrétien à l'Est, même s'il enregistre des succès, n'est « pas comparable » en intensité avec ce qui se passe à l'Ouest[396]. Toutefois, au-delà de cette concurrence, le dialogue judéo-chrétien donne parfois au contraire l'occasion de rompre les dissensions entre Est et Ouest, ainsi lors du séminaire international des chrétiens et des Juifs à Budapest en novembre 1985. C'est la première fois que le séminaire a lieu dans un pays soviétique et il donne lieu à « une rencontre amicale entre l'Est et l'Ouest »[397]. En 1988, Galinski félicite l'EKD et la BEK[398] pour leur déclaration commune à l'occasion du 9 novembre, dans laquelle les Églises de RFA comme de RDA reconnaissent leurs responsabilités dans la persécution des Juifs[399].

Ainsi, les Églises ont indiscutablement joué un rôle pionnier dans l'instauration du dialogue judéo-allemand. M. Bodemann voit un symbole de l'extension de ce dialogue à l'ensemble de la société dans l'évolution des titres du magazine édité par la Communauté de Berlin-Ouest, symptomatique pour lui de cette intégration réussie : en 1984, elle lance le *Kulturspiegel*, comme pur reflet d'elle-même ; cette publication devient *Umschau* en 1989, comme si la Communauté faisait le geste de regarder autour d'elle. Enfin, en 1998, avec le lancement de *Jüdisches Berlin,* la Communauté réunifiée atteindra l'étape où elle se considère comme une partie indivisible de la ville[400].

---

[395] *Nachrichtenblatt*, Mars 1974, p. 17 : „Ein Gespräch ist nicht zwischen Begriffen, sondern nur zwischen lebendigen Menschen möglich."
[396] *Allgemeine*, 13.01.1989, p. 4 („jedoch nicht mit der Intensität im Westen vergleichbar").
[397] *Nachrichtenblatt*, Mars 1966, p. 3 („ein freundschaftliches Treffen zwischen Ost und West").
[398] *Evangelische Kirche in Deutschland*, Organisation des Églises protestantes en RFA, et *Bund der Evangelischen Kirchen*, Fédération des Églises protestantes en RDA.
[399] *Allgemeine*, 3.06.1988, p. 4.
[400] M. Bodemann, *In den Wogen, op. cit.*, p. 190.

c) Présence des Juifs dans la sphère politique

Les deux témoignages suivants nous font prendre conscience du peu de visibilité des Juifs dans la société allemande, perçus uniquement en rapport avec la Shoah, l'antisémitisme ou Israël :

> Des Juifs, les jeunes Allemands n'en voient guère qu'à la télé, et encore ; et des sportifs jamais. Ils ignorent tout des Juifs, n'en voient jamais, et ce qu'ils savent, c'est, au grand maximum, qu'on les a exterminés sous Hitler[401].

> Nous ne sommes plus qu'une poignée, une espèce exotique en voie de disparition, avec un autre système de pensée, d'autres mœurs ; on ne s'avise plus de notre existence qu'à l'occasion de telle ou telle déclaration antisémite ou lorsque la politique d'Israël se trouve sur la sellette[402].

Pourtant, les Juifs ne paraissent pas si invisibles que cela dans les deux Allemagnes, et encore moins dans les deux Berlin. Il faut se demander d'abord quelle a été leur participation à la vie politique du pays ou du Land : en d'autres termes, y a-t-il eu des « Juifs de pouvoir » en RFA et en RDA ?

Il semble tout d'abord que leur statut d'anciennes victimes et la « conscience morale » qu'ils incarnaient, leur conférait une crédibilité sur un grand nombre de sujets d'actualité : à la fois « représentants des victimes, avocats généraux des réparations, garants de l'image de l'Allemagne à l'étranger, spécialistes du dialogue judéo-chrétien, instance de conscience morale, critiques éminents de littérature et de culture »[403], leur opinion comptait aux yeux des Allemands. Pourtant, bien qu'ils aient eu « la parole », ils ont été très peu nombreux à monter au créneau en politique.

Certes, on peut citer quelques exemples de Juifs berlinois qui se sont investis dans la vie politique berlinoise ou allemande : à l'Ouest, Jeanette Wolff, engagée pour le SPD dès sa jeunesse et participante active à la reconstruction de la vie politique berlinoise après 1945, parallèlement celle de la Communauté Juive. Elle a ainsi mené une vie marquée à la fois par « la Bible et Bebel » selon le titre de la biographie de H. Lamm[404], soulignant l'éthique sociale de la religion juive : les Commandements sociaux de la Torah étaient pour elle des modèles de changements sociaux. Dans les années de Guerre froide, elle résiste aux pressions du SED et s'engage en faveur de la démocratie occidentale. Députée à Berlin de 1946 à 1951, puis au Bundestag de 1952 à

---

[401] David *in* : P. Sichrovsky, *op. cit.*, p. 137.
[402] Fritz *in* : *ibid.*, p. 158.
[403] „Stellvertreter der Opfer, Generalanwälte der Wiedergutmachung, Pfleger des deutschen Images im Ausland, Spezialisten des christlich-jüdischen Dialogs, moralische Gewissensinstanzen, oberste Kultur- und Literaturkritiker", *in : Trumah, Juden in der Bundesrepublik Deutschland – Dokumentationen und Analysen*, Heidelberg, Winter, 2004 (Vol. 14), Vorwort.
[404] H. Lamm, *Jeanette Wolff. Mit Bibel und Bebel*, Bonn, Verlag Neue Gesellschaft, 1980.

1961, elle ne cessera de revendiquer sa judéité, faisant tout pour améliorer le contact entre les Juifs et la société ouest-allemande. Elle est considérée comme une des voix les plus importantes à s'élever contre la résurgence de l'antisémitisme et pour l'application des réparations en RFA. Elle reçoit notamment le prix Leo Baeck en 1975. Martin Friedländer s'engage également avec ferveur pour le SPD, reprenant l'argument de Galinski : « Je n'ai pas survécu à Auschwitz pour me taire »[405]. Quant à Susanne Thaler, elle porte les couleurs du FDP. Il faut ajouter qu'en tant qu'électeurs, les Juifs de Berlin-Ouest se positionnent traditionnellement au centre-gauche d'après les enquêtes d'opinion réalisées à l'époque[406].

Mais ces exemples restent des cas isolés : à l'Ouest, on compte très peu de personnalités charismatiques d'origine juive. E. Burgauer met cela sur le compte d'un « comportement de profil bas »[407], indice d'une faible intégration. Pour d'autres en revanche, c'est moins leur faible nombre qui pose problème, que le fait qu'ils ne soient pas écoutés. Ainsi, même les représentants juifs « titrés » les plus influents dans la société auraient un pouvoir plus symbolique que réel. Pour H.J. Ginsburg notamment, ils n'auraient qu'une influence très réduite sur les décisions prises par le Land de Berlin ou par la RFA[408] :

> Les Juifs jouent un rôle marginal dans la vie politique de l'Allemagne fédérale, et leurs positions, symboliques, tiennent plus de la représentation que de l'exercice du pouvoir[409].

Pour conforter cette thèse, M. Bodemann évoque de nombreux exemples où les représentants des Communautés Juives n'ont pas été écoutés : ainsi, lors de la visite de Kohl et Reagan au cimetière de Bitburg en 1985, ils n'ont absolument pas été consultés[410]. Ce cas serait typique de la perte d'influence politique de la communauté juive à l'ère des « fonctionnaires juifs », par rapport à l'immédiat après-guerre. Pour M. Wolffsohn également, le *Zentralrat* « est plus une souris qui couine qu'un lion qui rugit »[411]. Enfin, pour M. Bodemann, le paradoxe réside dans le fait que les Juifs ne sont pas reconnus comme « ethnos ». Or, selon lui, c'est justement la reconnaissance de la

---

[405] *Leben mit der Erinnerung, op. cit.,* p. 187 : „Ich habe nicht Auschwitz überlebt, um den Mund zu halten."
[406] M. Wolffsohn, *Meine Juden, Eure Juden, op. cit.,* p. 49.
[407] E. Burgauer, *op. cit.,* p. 98 („low-profile-Verhalten").
[408] *In* : M. Brumlik, *Jüdisches Leben in Deutschland seit 1945, op. cit.,* p. 111.
[409] *Ibid :* „Die Juden spielen im politischen Leben der Bundesrepublik eine marginale Rolle, und ihre Positionen sind symbolisch, haben mehr mit Repräsentation als mit Machtausübung zu tun."
[410] M. Bodemann, *Jews, Germans, Memory, op. cit.,* p. 37.
[411] M Wolffsohn, *Meine Juden, Eure Juden, op. cit.,* p. 197 : „Der Zentralrat ist eher eine piepsende Maus als ein brüllender Löwe".

différence et son acceptation qui mène à la véritable intégration[412]. On voit donc que les avis divergent quant à la représentation des Juifs dans la sphère politique à l'Ouest ; qu'en est-il en RDA et plus particulièrement à Berlin-Est ?

Au premier abord, on compte de nombreuses personnalités d'origine juive à la tête de l'État est-allemand, occupant des postes-clés de l'administration. Mais, dans la totalité des cas, ces hauts-fonctionnaires comme Hermann Axen (cofondateur de la FDJ et membre du Politbüro à partir de 1970), Alexander Abusch (membre du Comité Central du SED, vice-ministre de la culture, puis vice-président du Conseil des ministres), ou encore Hilde Benjamin (membre du Comité Central du SED et ministre de la justice), pour ne citer qu'eux, ont passé leur judéité sous silence[413]. Il s'agit des véritables pères-fondateurs de la RDA, devenus des « apparatchiks » dévoués à la cause du régime, sans états d'âme pour leurs origines juives. Pour V. von Wroblewsky, ce trait tiré sur les origines est cohérent : tous les « rémigrés » jouant un rôle politique en RDA étaient « en première ligne des communistes juifs et non des Juifs humanistes »[414].

Il faut noter cependant que, pour le président de la Communauté Juive de Berlin-Est, leur judéité est significative :

> De nombreux citoyens juifs occupent des postes importants dans l'appareil d'État, dans l'économie, de même que dans les partis et organisations démocratiques. Ils prennent une part active à l'édification de la société socialiste[415].

Or, aucun membre de la Communauté Juive de Berlin-Est n'a joué de rôle politique significatif en RDA : pour avoir accès à ces fonctions, il fallait quitter la Communauté.

> En tant que Juif pratiquant, on fait certes partie d'une minorité respectée en RDA, mais on est en dehors de la vie publique[416].

Ainsi, les membres des Communautés menaient une existence en marge de toute activité politique, alors qu'ils étaient toujours représentés par le biais d'un « Juif alibi » afin de montrer qu'ils n'avaient pas totalement disparu[417]. Lors des manifestations officielles, il était également toujours bien vu que quelques Juifs se trouvent au premier rang, en tant que « figurants de luxe »[418].

---

[412] M. Bodemann, *In den Wogen der Erinnerung, op. cit.,* pp. 7-9.
[413] Pour plus de précisions sur leur carrière, voir les notices biographiques.
[414] *In* : R. Ostow, *Jüdisches Leben, op. cit.,* p. 102 : „in erster Linie jüdische Kommunisten und nicht humanistische Juden".
[415] H. Schenk, *in* : *RDA-Revue, op. cit.,* p. 9.
[416] Maya Stilmann *in :* V. v. Wroblewsky, *op. cit.,* p. 191: „Als praktizierender Jude ist man zwar in der DDR Teil einer geachteten Minderheit, steht jedoch außerhalb des öffentlichen Lebens."
[417] *Ibid.,* p. 201.
[418] L'expression est d'Irene Runge. Citée par E. Burgauer, *in* : *op. cit.,* p. 207.

Par ailleurs, mis à part quelques membres de la Communauté, personne ne savait en RDA que de nombreux hauts-fonctionnaires étaient des « Juifs repentis ». De fait, en 1969, paraît un ouvrage présentant les biographies de près de cent personnalités de la classe dirigeante de RDA[419] : K. Hartewig note que, malgré la surreprésentation des Juifs communistes parmi celles-ci, leur origine juive n'était indiquée que pour deux d'entre elles[420]. De même, le célèbre groupe de résistants baptisé d'après son leader Herbert Baum, était constitué de Juifs, mais ce « détail » n'était jamais souligné[421]. Comme le rappelle Anetta Kahane :

> Il arrivait rarement que les Juifs apparaissent dans la presse en RDA, et c'était alors en tant que victimes. Mais en public, il n'y avait pas de personnes juives […] comme si on voulait cacher pour toujours le souvenir d'une vie juive antérieure.[422]

En conclusion, l'engagement politique n'était possible en RDA qu'au prix d'un renoncement à la judéité, tandis que les Juifs représentés sur la scène politique en RFA se voyaient cantonnés à un rôle symbolique. On peut se demander si « le temps de la sujétion » était vraiment passé[423], comme l'affirme l'*Allgemeine* en 1989avec un certain triomphalisme. Il semble plutôt que les Juifs hésitaient à s'engager en politique, signe d'un malaise profond, sans doute lié à leur rapport problématique à l'Allemagne.

d) Présence des Juifs dans la sphère médiatique

Si le rôle des Juifs dans la sphère politique prête à discussion, en revanche, il semble que, même après 1945, ceux-ci conservent une certaine visibilité dans un de leurs domaines traditionnels de prédilection, qui n'est pas sans rapport avec le pouvoir : la presse, et plus généralement les médias. Bien évidemment, Berlin n'est plus la « Mecque de la presse juive » comme elle l'était avant 1933, mais il en subsiste quelques traces à l'Est comme à l'Ouest.

En RDA, on note tout d'abord que les principaux organes de presse étaient dirigés par des fonctionnaires d'origine juive, sans même parler de l'*Informationsamt*, véritable

---

[419] *Antifaschisten in führenden Positionen der DDR*, Dresde, Zeit im Bild, 1969.
[420] K. Hartewig, *op. cit.*, p. 248.
[421] Ceci fut d'ailleurs l'objet d'une polémique lorsque le monument à la gloire de ces héros fut inauguré le 8 Mai 1981 et que leur judéité fut passée sous silence : le *Nachrichtenblatt* regrette cette indélicatesse, qu'il qualifie de grave « manquement » (*Versäumnis*), Juin 1981, p. 12. Mais à part quelques Juifs isolés, personne ne s'en offusquait en RDA.
[422] A. Kahane, *op. cit.*, p. 221 : „Nur selten tauchten in der DDR-Publizistik Juden als Opfer auf. Öffentlich aber existierten keine jüdischen Personen […], als wolle man eine Erinnerung an einst existierendes jüdisches Leben für immer verbergen."
[423] *Allgemeine*, 20.10.1989, p. 5 : „Die Zeit des Duckens ist endlich vorbei."

centre de la propagande, dirigé par Gerhart Eisler. Il était assisté dans cette tâche par Hermann Axen et Albert Norden. Ce dernier aurait même retouché sa biographie, faisant passer son père, rabbin, pour un révolutionnaire[424]. Tous trois reniaient leurs origines juives avec la même conviction. À un niveau inférieur, on trouvait le journaliste Gerhard Zadek, qui lui, s'est efforcé de revaloriser l'héritage juif : en 1981, il obtient par exemple une modification de la plaque commémorative destinée à Herbert Baum située au Lustgarten, précisant cette fois les origines juives des membres du groupe de résistance[425]. On peut mentionner encore Günter Stillmann, qui connaît une carrière brillante : après une formation auprès de Georg Honigmann au *Berliner Abendzeitung* de 1949 à 1953, il travaille pour le *Wochenpost* pendant dix ans, puis pour le *Neue Berliner Illustrierte* pendant seize ans. On peut évoquer également des femmes d'origine juive qui se sont fait un nom dans le journalisme : Lilly I. Becher au *Neue Berliner Illustrierte* jusqu'en 1951, de même que Hilde Eisler, la femme de Gerhart, cofondatrice du *Wochenpost* et rédactrice en chef de *Magazin* de 1955 à 1976. Là encore, la judéité ne joue aucun rôle dans leur biographie et encore moins dans leurs activités professionnelles.

Comparé à cela, l'engagement des Juifs dans les médias en RFA paraît bien faible, même si la censure n'existe pas[426]. Pour A. Kauders, ils se replient sur leur existence privée, et de fait, il y a très peu de personnalités imposantes parmi eux[427]. Cela doit être nuancé pour Berlin : quel Berlinois pourrait en effet oublier Hans Rosenthal, le « Hänschen », présentateur vedette du divertissement ? Mais même lui, cet exemple d'intégration parfaite, quittait toujours l'Allemagne pour les fêtes de Noël, afin que ces enfants ne souffrent pas de la différence avec les autres, et éprouvait toujours une petite gêne lorsqu'il commandait un taxi pour se rendre à la Communauté Juive[428].

Par ailleurs, les « papes de la presse allemande »[429], Ullstein et Mosse, ont disparu. Le prestige du *Berliner Tageblatt* et de la *Weltbühne,* où écrivait Tucholsky, ne seront plus égalés. Certes, Rudolf Ullstein, quatrième fils de Leopold Ullstein, rentre d'exil en Angleterre pour reprendre la maison d'édition avec son neveu Karl Heinz Ullstein, rentré d'exil aux États-Unis. Il la dirige jusqu'à la fin des années 1950 et relance notamment en 1952 le *Berliner Morgenpost*, qui devient le premier journal par

[424] N. Podewin, *op. cit.*, p. 9.
[425] U. Eckhardt, A. Nachama, *Jüdische Orte in Berlin*, *op. cit.*, p. 49.
[426] S. Bahr, *in* : H. Ganther, *op. cit.*, p. 211.
[427] A. Kauders, *op. cit.*, pp. 12-13.
[428] H. Rosenthal, *op. cit.*, p. 288.
[429] G. Reinhardt *in* : H. Koelbl, *op. cit.*, p. 320.

abonnement à Berlin-Ouest. Mais la maison n'atteint jamais la situation économique d'avant-guerre et accumule les dettes. À la fin des années 1950, la majorité des actions sont vendues à Axel Springer et Ullstein se retire en 1964, à l'âge de 89 ans.

De manière indirecte, les médias détenus par le groupe Springer constituent sans doute la tribune la plus accessible pour les Juifs ouest-allemands, en particulier de Berlin-Ouest. On ne saurait ignorer en effet l'amitié légendaire entre Galinski et Springer. La réconciliation entre Juifs et Allemands faisait partie intégrante de la politique de la maison d'édition. Tout employé devait signer une clause selon laquelle il s'engageait à ne pas critiquer Israël[430]. Lors de son voyage à Jérusalem en 1966, Springer, contemplant la ville encore divisée, s'identifie à son maire, Teddy Kollek : « Je suis comme vous, moi aussi, je suis assis devant le Mur et j'attends »[431]. De fait, tous deux apparaissent comme « deux sentinelles au bout du monde occidental. Et tous les deux, ils regardent vers l'Est »[432]. Le parallèle entre la Jérusalem et le Berlin divisés constitue un élément identificatoire de premier plan pour les Juifs de Berlin-Ouest, mais l'*Allgemeine* n'abuse pas de cette analogie, sans doute parce que la confusion historique serait trop grossière : à Jérusalem, le Mur sépare bel et bien deux nations différentes, ce qui n'est pas le cas à Berlin. Mais peut-être ce rapprochement artificiel pouvait-il permettre d'une certaine manière de dépasser les contentieux entre l'Allemagne et Israël[433] ? Ainsi, Springer pouvait apparaître parfois comme une sorte d'ambassadeur entre Juifs et Allemands.

En 1966 est créée à Berlin la « Maison Axel Springer », gratte-ciel de vingt étages, bien connu pour diffuser en continu des informations aux Berlinois de l'Est. Mais l'*Allgemeine* voit avant tout dans ce nouveau bâtiment un « pont entre Berlin et Jérusalem »[434], inauguré par des visiteurs israéliens, dont l'ambassadeur Asher Ben-Nathan, sous l'œil attentif de 500 personnalités. En 1969, la « bibliothèque Springer », intégrée au musée d'Israël, est inaugurée à Jérusalem[435]. La Communauté Juive de Berlin-Ouest ne manque jamais une occasion de rappeler cette connexion : en 1977, à l'occasion des 65 ans d'Axel Springer, elle lui adresse toutes ses félicitations et le

---

[430] Henryk Broder s'insurge contre cette mesure *in* : H. Broder, M. R. Lang, *op. cit.*, p. 26.
[431] Cité par F. Oz-Salzberger, *Israelis in Berlin*, *op. cit.*, p. 125 : „Denn ich bin wie Sie. Auch ich sitze an der Mauer und warte."
[432] *Ibid.*, p. 126 : „Zwei Wachsoldaten am Ende der westlichen Welt. Und beide blicken sie nach Osten".
[433] *Ibid..*, p. 127 : „Die Analogien zwischen Jerusalem und Berlin waren letztlich willkürlicher, blinder, opportunistischer Art. Aber vielleicht war das der einzige Weg, die trennenden Gegensätze […] zu suspendieren."
[434] „ein Brückenschlag von Berlin nach Jerusalem", *in* : *Allgemeine*, 14.10.1966, p. 4.
[435] *Allgemeine*, 4.04.1969, p. 6.

remercie pour son « engagement plein d'abnégation et constant pour Israël »[436]. Un an plus tard, il obtient la médaille d'or Leo Baeck et en 1983, il est le premier à recevoir le titre honorifique d'« ami de Jérusalem »[437]. Enfin, lorsque Galinski est nommé docteur de l'Université Bar-Ilan de Tel-Aviv, la fête en son honneur a lieu dans la « Maison Springer »[438].

Springer s'appuyait notamment sur des « rémigrés » juifs comme Ernst Cramer, employé du groupe depuis 1958. Homme de confiance et principal conseiller jusqu'à la mort de Springer en 1985, celui-ci devient vice-rédacteur en chef du *Welt*, puis éditeur du *Welt am Sonntag* à partir de 1981, date à laquelle il devient président de la Fondation Axel Springer. Il obtient de nombreuses décorations de la part de l'État (Croix du mérite), de la Communauté Juive (Médaille Leo Baeck), comme du Land de Berlin (Ordre du mérite).

On ne peut nier que Galinski a su utiliser cette connexion avec le groupe Springer pour s'imposer sur la scène médiatique de Berlin-Ouest et même de toute la RFA. Il entre dans la catégorie des Juifs « visibles » sur la scène médiatique évoqués par M. Bodemann, au même titre que Ralph Giordano ou Marcel Reich-Ranicki. Pour lui, ce phénomène est tout aussi dérangeant que le repli des Juifs sur la sphère privée, car il ne saurait y avoir d'alternative saine entre l'invisibilité et ce qu'il appelle crument de la « prostitution »[439]. A. Ginsburg fut l'un des plus vifs opposants à ce côté « poissonnier » du président de la Communauté de Berlin-Ouest, dont il dénonce « l'agitation incessante pour obtenir l'attention du public »[440]. Le magazine *Semit* adresse des reproches similaires à Galinski lors de la session du Congrès Juif Mondial à Berlin en 1990, sa prestation étant jugée comme un « show médiatique », plus que comme la représentation des intérêts des Juifs[441]. Considérant cette situation, M. Wolffsohn, toujours enclin à la provocation, estime qu'il n'est absolument pas antisémite de dire que certains Juifs (et non pas tous les Juifs, là est la nuance) « ont trop d'influence dans les médias »[442].

Ainsi, l'intégration des Juifs dans les deux sociétés allemandes a pu être démontrée à quatre niveaux, mais jamais de manière indiscutable. Nous avons analysé leur rôle

---

[436] *Allgemeine*, 6.05.1977, p. 8 („selbstlosen und steten Einsatz für Israel").
[437] *Allgemeine*, 1.07.1983, p. 3 („Freund Jerusalems").
[438] *Allgemeine*, 25.11.1983, p. 4
[439] M. Bodemann, *In den Wogen der Erinnerung, op. cit.*, p. 151.
[440] Voir H.-J. Ginsburg : „marktschreierisch", „stetes Heischen nach öffentlicher Aufmerksamkeit" *in : Trumah, op. cit.*, p. 23.
[441] *Semit*, n° 3, 1990, p. 4 („Medienshow").
[442] M. Wolffsohn, *Meine Juden, Eure Juden, op. cit.*, p. 56 : „zu viel Einfluss in den Medien haben."

bien spécifique, leur présence en politique, mais surtout dans les médias, et sans doute le point plus important, leur considération acquise dans la base de la société par la reprise du dialogue judéo-allemand, initié par les Églises. Quels sont maintenant les facteurs de marginalisation qui font des Juifs des « hôtes » permanents de la société ?

IV – … et marginalisation

Comme prélude à ce chapitre, considérons l'expression consacrée par le langage politiquement correct, aussi bien en RDA qu'en RFA, « *unsere jüdischen Mitbürger* » (nos concitoyens juifs). Celle-ci est à double-tranchant : d'un côté, elle assure les Juifs de la reconnaissance de l'État dans lequel ils vivent, faisant passer leur citoyenneté avant leur judéité, comme dans le titre de l'association *Centralverein deutscher Staatsbürger jüdischen Glaubens*. De l'autre, le « Mit » marque une séparation indéniable entre la communauté du « nous » et des éléments extérieurs qui viendraient s'y ajouter[443]. Comme le souligne E. Benizri, personne n'aurait l'idée de parler de « concitoyens protestants ou catholiques »[444]. De même, M. Wolffsohn refuse l'expression « *Staatsbürger mosaischen Glaubens* » (citoyens de confession mosaïque) destinée à éviter le terme « Juif »[445]. Ces circonvolutions autour de la désignation des Juifs sont révélatrices d'une certaine « mise à distance » de la société allemande, que M. Bodemann estime « infinie »[446]. Sans aller jusque-là, il s'agit d'analyser les facteurs de méfiance des Juifs à l'égard de la société allemande.

a) Persistance de l'antisémitisme

Tout d'abord, l'antisémitisme est loin d'être « éradiqué » dans les sociétés allemandes d'après-guerre, même si son existence était officiellement niée en RDA[447], puisque selon le *Nachrichtenblatt*, « il n'y a d'antisémitisme que là où il y a du

---

[443] Voir l'analyse d'O. Romberg *in :* O. Romberg, S. Urban-Fahr, *Juden in Deutschland nach 1945: Bürger oder „Mit"-Bürger?* Francfort/Main, Tribüne-Verlag, 2000.
[444] Interview *in* : M. Brumlik, *Zuhause keine Heimat ? op. cit.*, pp. 54-55: „meine Empörung darüber, dass uns auch Politiker öffentlich den Status als jüdische **Mit**bürger und **Mit**bürgerinnen zuordnen."
[445] *In* : I. Wiltmann, *op. cit.*, p. 223.
[446] M. Bodemann, *In den Wogen, op. cit.*, p. 167 : „Ihre Entfremdung von der deutschen Gesellschaft war unendlich".
[447] Voir l'exposition „Das hat's bei uns nicht gegeben: Antisemitismus in der DDR" à Lichtenberg en 2007. Cette exposition a d'ailleurs créé la polémique, la Mairie de Lichtenberg, de tendance Linkspartei/PDS, ayant été accusée d'avoir délibérément placé certains panneaux dans des endroits peu accessibles. Voir *Berliner Zeitung*, 21./22.04.2007, p. 21.

fascisme »[448]. En bon élève de la propagande est-allemande, il va jusqu'à réfuter l'indéniable, certifiant qu'il n'y a jamais eu d'antisémitisme en RDA, « même pas au début de l'année 1953 »[449]. Les événements de 1953 sont d'ailleurs érigés en véritable tabou : par exemple, on constate que, dans le témoignage de Hilde Eisler daté d'avant 1990, les mesures discriminatoires prises à l'encontre de son mari sont totalement occultées, alors qu'elles apparaissent lors de sa seconde interview après 1990[450]. Dans le *Nachrichtenblatt*, on peut ainsi lire que l'antisémitisme n'est qu'une stratégie de diversion, et qu'il ne s'agit pas d'un problème de race, mais d'une question sociale, qui ne se pose plus dans les pays socialistes[451]. Et si Jalda Rebling a connu des manifestations d'antisémitisme en RDA, c'était évidemment avant 1961, puisqu'à partir de cette date, le Mur protégeait les Juifs est-allemands de ce mal venu de l'Ouest[452]. La formule « éradiqué à la racine »[453], qui revient comme un leitmotiv dans les discours officiels sur l'antisémitisme, ne sera condamnée qu'en 1990 dans le *Nachrichtenblatt*[454] où elle est qualifiée de formule toute faite, vide de sens.

En RFA, si la lutte contre l'antisémitisme est annoncée haut et fort comme une priorité du gouvernement (mais nullement comme un objectif atteint), son éradication est loin d'être un fait, et ce, même si la majorité des Juifs affirment ne jamais avoir été directement la cible d'un acte ou d'une parole antisémite[455], ce qui accrédite la thèse d'un antisémitisme latent. De fait, l'environnement ouest-allemand est perçu comme hostile par la majorité des Juifs. Le NPD[456] apparaît en 1964, douze ans après l'interdiction DRP[457], prouvant que les mécanismes de défense contre les partis aux idées « dangereuses » pour l'État et la Constitution peuvent être contournés.

Parmi les actes antisémites qui frappent la Communauté Juive de Berlin-Ouest, on peut évoquer la bombe déposée dans la synagogue de la Joachimsthaler Straße en 1966[458] : à cette occasion, Galinski parle d'un « attentat contre la réputation de la

---

[448] *Nachrichtenblatt*, Eté 1953, p. 2 („Nur, wo Faschismus ist, ist Antisemitismus").
[449] *Nachrichtenblatt*, Août 1956, p. 5.
[450] *In* : J. Borneman, J. Peck, *op. cit.*, p. 98.
[451] *Nachrichtenblatt*, Décembre 1963, p. 9 (il s'agit d'un exposé de Walter Schmidt sur Theresienstadt) : „Die nazistischen Oberhäupter züchteten den Antisemitismus, um von den kapitalistischen Schindern abzulenken. Gerade die sozialistischen Staaten beweisen, dass die Juden- bzw. Rassenfrage ein soziales Problem ist, das durch die Beseitigung der Ausbeutung gelöst wurde."
[452] *In* : R. Ostow, *Jüdisches Leben*, *op. cit.*, p. 85.
[453] *Mit der Wurzel ausgerottet.*
[454] *Nachrichtenblatt*, Septembre 1990, p. 2 („leere Floskel").
[455] Voir par exemple le témoignage d'A. Brauner *in* : H. Broder, M. R. Lang, *op. cit.*, p. 80.
[456] *Nartionaldemokratische Partei Deutschlands.*
[457] *Deutsche Reichspartei.*
[458] *Allgemeine*, 15.07.1966, p. 1 : „ein Anschlag auf den Ruf der deutschen Demokratie".

démocratie allemande ». Il y eut également des attaques contre des restaurants et des magasins, ou des dégradations commises à l'encontre des institutions et des lieux de mémoire juifs. À l'Est, l'antisémitisme se manifeste surtout par les profanations au cimetière de Weißensee[459]. Plus que les actes eux-mêmes, c'est la réaction, ou plutôt l'absence de réaction à ceux-ci qui révolte les Juifs de l'Ouest comme K. Ossip Flechtheim : lorsqu'il se promène dans le quartier paisible de Dahlem, il est horrifié de voir tant de croix gammées, et pourtant, personne ne s'en offusque ni n'aurait l'idée de les effacer[460].

L'antisémitisme devient le cheval de bataille de l'offensive idéologique de la RDA contre la RFA. Lors de la vague d'inscriptions à caractère antisémite qui sévit dans toute la RFA en 1959-1960[461], et dont Berlin-Ouest reste relativement préservé, certains événements antisémites ont été orchestrés par la Stasi pour accréditer la propagande est-allemande[462]. Le *Nachrichtenblatt* semble adopter en général une attitude plus défensive, faisant de la RDA la victime de la propagande ouest-allemande, notamment à la suite de fausses allégations dans la presse, ainsi dans *l'Allgemeine* : la Communauté de Berlin-Est se défend contre une rumeur de profanations de tombes au cimetière de Weißensee[463], lancée par le journal ouest-allemand pour « calomnier » la RDA.

Néanmoins, deux dangers bien réels pouvaient constituer une menace pour les Juifs en RDA : les « skinheads » vers la fin de la période, et surtout la politique agressive envers Israël. Christoph Trilse-Finkelstein est un des rares témoins qui ait fait l'expérience de l'antisémitisme : tous les ans, dans la nuit du 9 novembre, un carreau de son logement à Lichtenberg est cassé systématiquement de 1978 à 1984, la dernière année à coup de saucisses[464]. Mais pour Irene Selle, la plupart des Juifs n'avaient absolument pas conscience de ce danger, qu'elle n'a réalisé qu'en découvrant le dossier de la Stasi où son père était qualifié de « *Staatsfeind* », d'ennemi de l'État en raison de sa judéité[465].

---

[459] Voir la liste des événements antisémites (Annexe 17).
[460] *In* : H. Broder, M. R. Lang, *op. cit.*, pp. 135-136.
[461] *Schmierwelle.* Celle-ci a particulièrement affecté la ville de Cologne.
[462] Cette thèse est déjà présente dans l'*Allgemeine* du 13.03.1959, p. 2. Elle est aujourd'hui accréditée de manière quasi unanime.
[463] *Nachrichtenblatt*, Mars 1972, p. 8 : „Offensichtlich besteht die Absicht, die Institutionen der Jüdischen Gemeinde zu verunglimpfen und im Rahmen einer gegen die Regierung der DDR gerichteten Kampagne zu verleumden."
[464] *In* : V. v. Wroblewky, *op. cit.*, p. 35.
[465] Voir son interview *in* : *ibid.*, p. 82 : „Wir wussten gar nicht, wie bedroht wir waren".

L'erreur de la RDA est sans conteste d'avoir tiré un trait sur le passé, niant toute continuité entre l'avant et l'après-1945. Or, les effets de la propagande nazie ne pouvaient disparaître du jour au lendemain. Mais il faudra attendre les années 1989-1990 pour que les Juifs de RDA le reconnaissent : dans l'éditorial du *Nachrichtenblatt* de mars 1990, les rédacteurs remarquent que l'antisémitisme, la haine raciale et la xénophobie « ont grandi en toute tranquillité »[466] dans l'ex-« véritable patrie des Juifs ».

À l'inverse, la lecture de l'*Allgemeine* pourrait faire penser, surtout dans les années 1950, que la RFA était totalement « refascisée » et que le danger d'extrême-droite était omniprésent. Il n'en reste pas moins que la lutte incessante de Galinski contre la résurgence de l'antisémitisme, même si elle pouvait parfois paraître alarmiste, est un legs essentiel de la politique de la Communauté Juive de Berlin-Ouest entre 1953 et 1990.

Selon F. Stern, on peut certes observer un « continuum antisémite » après 1945, mais il serait faux de réduire les relations entre Juifs et Allemands à ce phénomène[467]. Ainsi, il faut mentionner la réaction de la population aux actes antisémites : en 1982, après l'attentat contre un restaurant juif à Wilmersdorf, les Berlinois de l'Ouest organisent spontanément une marche silencieuse qui rassemble près de 6000 personnes[468]. La population berlinoise n'était donc pas totalement insensible à la résurgence de l'antisémitisme, en tout cas à l'Ouest. Pour ce qui est de Berlin-Est, la réaction de la population à l'antisémitisme ne saurait être estimée, puisque celui-ci n'existait pas, du moins officiellement.

b) Philosémitisme

Apparemment plus « sympathique » que l'antisémitisme, une nouvelle tendance se développe après 1945, apparemment surtout en Allemagne de l'Ouest. Mais pour F. Stern, il ne s'agit que d'une inversion de l'antisémitisme :

---

[466] *Nachrichtenblatt*, Mars 1990, p. 2 : „Jahrzehntelang versuchte man immer wieder, den Antisemitismus als mit der Wurzel ausgerottet hinzustellen. […] Heute müssen wie erkennen, dass Antisemitismus, Rassenhass und Ausländerfeindlichkeit in aller Stille gewachsen sind."
La célèbre formule selon laquelle l'antisémitisme aurait été « éradiqué à la racine » est d'ailleurs qualifiée de « fleur de rhétorique vide de sens » dans le *Nachrichtenblatt* de septembre 1990, p. 2, ce qui permet de relever une contradiction flagrante avec l'édition de mars 1974, où l'on insistait bien sur le fait qu'il ne s'agissait nullement de « paroles creuses, non [ce sont] des faits bien réels » (p. 2).
[467] „German-Jewish relations in the Postwar Period: The Ambiguities af Antisemitic and Philosemitic Discourse", *in* : M. Bodemann (Ed.), *Jews, Germans, Memory*, p. 151 („antisemitisches Kontinuum").
[468] *Allgemeine*, 29.01.1982, p. 1.

> L'ancien ennemi juif se vit transformé en une personne abstraite – celle-ci devait désormais être aimée. Anti s'est transformé en philo[469].

En effet, une certaine prévenance envers les victimes de Hitler était de bon ton en RFA, et faisait même partie de la culture politique des Allemands de l'Ouest. Au départ, les intentions étaient certes louables, comme par exemple celles du groupe des étudiants germano-israélien (*Deutsch-israelische Studentengruppe*) de la FU, créé en 1957, qui affichait pour ambition d'éviter à tout prix que le passé ne se reproduise. Mais, le phénomène devenant une mode, il entraîne de nouvelles dérives. Dès 1962, H.G. Sellenthin était bien conscient du contraste entre les honneurs réservés à la communauté juive et les discussions de comptoir qu'il pouvait entendre dans les cafés[470].

Pour F. Stern, nombre d'expressions philosémites, comme la « contribution » des Juifs à la culture et à la science allemandes ont en réalité empêché une réelle confrontation avec le passé et le rôle des Juifs dans la société contemporaine :

> Les professions de foi, résolutions et actes symboliques philosémites ont masqué les véritables problèmes de la relation judéo-allemande[471].

Beaucoup de Juifs sont sceptiques face à « l'habitude répandue de citer les grands Juifs de revue, de Freud aux concertistes virtuoses, en passant par Kafka »[472]. Hazel Rosenstrauch note elle aussi que cet « amour » ne recule pas devant certaines distinctions : « quand ils sont communistes, on aime moins les Juifs »[473], estime-t-elle en faisant référence à son amie Silvia Gingold, enseignante juive, qui a été licenciée en raison de son engagement communiste.

Le but non avoué de ce philosémitisme est indéniablement, pour les Allemands, de se débarrasser de leur mauvaise conscience. Le discours politique de la RFA en est littéralement inondé, surtout dans les deux premières décennies. Jeannette, interviewée par P. Sichrovsky, se voit par exemple traitée en classe comme « une sorte d'alibi juif » par sa maîtresse, qui recherche tout le temps son approbation, sans doute pour expier

---

[469] *In : Jews, Germans, Memory, op. cit.,* p. 90 : "The former Jewish enemy was transformed into an abstract person – one who now had to be loved. Anti was switched to philo."
[470] *Allgemeine*, 30.03.1962, p. 13, „Anti- und Philosemitismus".
[471] *Jews, Germans, Memory, op. cit.,* p. 160 : „Philosemitische Bekenntnisse, Bekundeungen und Symbolhandlungen überdeckten die wirklichen Probleme im deutsch-jüdsichen Verhältnis."
[472] P. Almquist, *in* : *Stern, op. cit.,* p. 36 („die beliebte Zitierung der großen Parade-Juden von Freud über Kafka bis zu den Konzert-Virtuosen").
[473] *In* : H. Broder, M. R. Lang, *op. cit.,* p. 344 : „Als Kommunisten mögen sie [die Westdeutschen] die Juden weniger."

son sentiment de culpabilité[474]. Or, cette vision idéale ne correspond pas du tout à l'image réelle des Juifs. S. Wolffsohn[475] :

> après 1945, nous les Juifs, nous fûmes, du moins en RFA, pratiquement canonisés. Les diables présumés se transformèrent en anges.

Le philosémitisme serait donc finalement avant tout « une thérapie allemande pour un mal allemand » selon l'expression de Ludwig Marcuse[476]. Pour Shelly Kupferberg, les Juifs étaient ainsi « utilisés comme des poubelles pour la mauvaise conscience de certains Allemands »[477].

Mais à l'Est aussi, il semble qu'une certaine forme de philosémitisme se manifeste parfois. S. Genin parle d'une « sympathie élastique »[478] qui l'exclut en douceur du reste de la société. Arie Goral emploie une image tout à fait similaire pour la RFA. Ce que l'antisémitisme n'est pas parvenu à faire, le philosémitisme l'a accompli :

> Priver le Juif de sa liberté aussi bien intérieurement qu'extérieurement, l'enfermer dans un ghetto où il est contraint de suivre sans critiquer et de se taire en bon conformiste, l'entourer des murs capitonnés de l'oubli, de l'optimisme, des illusions et des parois judéo-chrétiennes vaporeuses de la fraternité. Tout cela selon la devise : nous réparons, alors toi aussi, sois bon avec nous[479].

Un autre sentiment de malaise provient de l'évitement du terme « Juif », remplacé par des périphrases du type « citoyen de RDA d'origine juive »[480] . Le problème est qu'à force, on ne sait plus ce que désigne le mot. Le *Nachrichtenblatt* abonde de ces expressions qui semblent accorder aux Juifs des lettres de noblesse[481]. Hans Noll s'indigne du fait que ce mot ne soit jamais prononcé, et par conséquent, la réalité qu'il recouvre, ignorée[482]. De fait, se développe un tabou, une « véritable allergie » au terme « Juif »[483].

---

[474] *In* : P. Sichrovsky, *op.cit.*, p. 269.
[475] M. Wolffsohn, *Meine Juden, Eure Juden, op. cit.,* p. 9 : „Nach 1945 wurden wir Juden, zumindest in Westdeutschland, geradezu heilig gesprochen. Aus den vermeintlichen Teufeln wurden Engel."
[476] Citée par F. Stern, *ibid.*, p. 162 („eine deutsche Therapie für einen deutschen Schmerzen").
[477] K. Karcagi, *op. cit.*, p. 275 („Abfalleimer für das schlechte Gewissen mancher Deutschen").
[478] S. Genin, „Rückkehr", *op. cit.*, p. 81 („gummiwandige Freundlichkeit").
[479] „Kein Weg in Deutschland", *in* : *An der Grenzscheide*, *op. cit.*, p. 8 : „den Juden innerlich und äußerlich unfrei zu machen, ihn in ein Ghetto des kritiklosen Mitmachens und des konformistischen Dazuschweigens zu zwingen, ihn mit den Wattemauern des Vergessens, des Optimismus und der Illusionen und den christlich-jüdischen Nebelwänden der Brüderlichkeit zu umstellen. Das alles etwa nach der Devise: wir machen es wieder gut, also sei du uns gut."
[480] „DDR-Staatsbürger jüdischer Herkunft". Voir Irene Selle, *in* : V. v. Wroblesky, *Zwischen Thora und Trabant, op. cit.*, p. 96: „In der DDR ist mit begegnet, dass das Wort „Jude" gemieden wurde."
[481] Par exemple, „Bürger der DDR jüdischen Glaubens" (*Nachrichtenblatt*, Mars 1968, p. 12) ou encore „Hebräer der DDR" (*Nachrichtenblatt*, Septembre 1962, p. 7).
[482] „Früchte des Schweigens", *op. cit.*, p. 769: „Noch in den siebziger Jahren haben Wörter wie „Jude" oder gar „Judentum" im Sprachgebrauch der DDR kaum existiert, mehr noch, sie waren unaussprechlich."
[483] *Ibid.*, p. 772 („regelrechte Allergie").

Parallèlement à ces réactions d'évitement, on peut observer certains passe-droits car on avait peur de toucher au « Juif ». Anetta Kahane était gênée de ce traitement de faveur : « j'avais des droits alors que les autres avaient des devoirs »[484]. Hilde Eisler, en tant que femme de haut-fonctionnaire, jouissait d'une liberté de voyager, même à l'Ouest, quasiment sans entraves[485], à tel point qu'on pouvait se demander si elle était une citoyenne égale aux autres ou privilégiée. Hans Rosenthal (de Berlin-Est) a par exemple pu se rendre en Israël très souvent à partir de 1965[486], ce qui restait interdit à la majorité de la population. En tout cas, ces privilèges se sont vite révélés à double-tranchant. Heinz Rothholz en a bien conscience :

> En tant que Juif, on avait ses privilèges, non pas parce qu'on nous aimait, mais parce qu'on nous craignait[487].

En 1988, lors des commémorations de la « Nuit de Cristal », on assiste à une inflation de ce philosémitisme de circonstance. Anetta Kahane insiste sur son côté artificiel :

> C'était gênant de voir le philosémitisme se répandre soudain en RDA. […] Ces réparations cosmétiques de façade ont apporté quelques fioritures folkloriques à l'œuvre hideuse de l'antisémitisme socialiste. Ce qui était juif devint chic. Ce romantisme soudain autour du Quartier des granges m'a beaucoup agacée. Je le trouvais hypocrite et repoussant[488].

Salomea Genin confirme cette médiatisation de l'amitié envers les Juifs dans les dernières années : en 1988, elle a été littéralement assaillie de demandes d'interviews dans lesquelles elle devait raconter ses souvenirs du Quartier des granges. « Le 'souvenir de 1938' tournait à plein régime dans tous les médias »[489]. Or, même à l'Ouest, Hellmut Stern s'est lui aussi senti confiné dans le rôle du « Juif de service » lors des commémorations de 1988[490].

En tout cas, qu'il s'agisse d'antisémitisme ou de philosémitisme, le problème est similaire à la base : on hait ou on aime « le Juif » parce qu'on ne le connaît pas et qu'on éprouve une certaine peur face à lui.

---

[484] *In* : V. v. Wroblewsky, *op. cit.,* p. 137 : „Ich durfte, die anderen mussten."
[485] *In* : J. Borneman, J. Peck, *op. cit.*, p. 97.
[486] *In* : R. Ostow, *Juden aus der DDR und die Wiedervereinigung*, *op. cit.*, p. 157.
[487] *Ibid,* p. 35 : „Man hatte als Jude seine Privilegien, nicht weil man uns mochte, sondern weil man uns fürchtete."
[488] A. Kahane, *op. cit.,* pp. 144-145 : „Es war peinlich, wie in der DDR plötzlich der Philosemitismus ausbrach. […] Diese Schönheitsreparaturen an der Fassade brachten ein paar folkloristische Verzierungen auf das hässliche Machwerk des sozialistischen Antisemitismus. Jüdisches wurde chic. Mir ging diese plötzliche Scheunenviertelromantik furchtbar auf die Nerven. Ich fand sie verlogen und abstoßend."
[489] *In :* „Rückkehr", *op. cit.*, p. 84 : „Das ‚Erinnern an 1938' lief in allen Medien auf allen Touren."
[490] H. Stern, *Saitensprünge, op. cit.* p. 170.

c) Sentiment d'étrangeté

Mais au-delà de ces deux phénomènes, liés directement aux attitudes des Allemands, la plupart des Juifs évoquent un sentiment d'étrangeté lorsqu'ils parlent de leur intégration en Allemagne. La formule consacrée de la « symbiose négative », empruntée par Dan Diner à Hannah Arendt dans une lettre à Karl Jaspers en 1946[491], constitue la toile de fond nécessaire pour comprendre ce sentiment ambivalent. Les ouvrages autobiographiques parus entre 1945 et 1990 ont d'ailleurs des titres révélateurs : on pense bien sûr au *Fremd im eigenen Land* de Broder et Lang[492], mais également à *Dies ist nicht mein Land* de Lea Fleischmann[493] et à *Fremd unter meinesgleichen* de Helmut Eschwege[494], même si ces deux derniers ne se rapportent pas directement à Berlin.

M. R. Lang dresse sans doute le portrait le plus pertinent des Juifs en Allemagne dans les années 1970 :

> Ils se sont plus ou moins acclimatés ; extérieurement, ils se distinguent à peine de leur environnement, et pourtant, ils sont déracinés[495].

Ce déracinement se mesure par exemple à leur désintérêt pour tous les sujets de société qui touchent à l'avenir de l'Allemagne comme l'écologie, les syndicats ou les campagnes électorales. Ils préfèrent parler de sujets qui ne concernent qu'eux. Ainsi, dans son étude sur la jeunesse juive en RFA, W. J. Oppenheimer constate que les relations entre Juifs et non-Juifs se limitent essentiellement à la sphère professionnelle ou économique[496], alors que, dans les autres domaines, les Juifs préfèrent rester « entre eux ». Plus les Juifs sont nombreux à vivre au même endroit, plus ce phénomène se trouve renforcé, ce qui est le cas dans l'importante Communauté Juive de Berlin-Ouest. C'est pourquoi, en 1984, Werner Nachmann, président du *Zentralrat*, invite les Juifs à ne pas se comporter comme des « auditeurs libres » ou de simples « stagiaires » qui ne vivraient que provisoirement en RFA, dans son article « les Juifs – citoyens de RFA »[497].

---

[491] „Negative Symbiose – Deutsche und Juden nach Auschwitz", *in* : Brumlik, *Jüdisches Leben in Deutschland seit 1945*, pp. 243-257.
[492] « Etrangers en leur propre pays ».
[493] « Ce n'est pas mon pays ».
[494] « Etranger parmi mes semblables ».
[495] „Sie haben sich mehr oder weniger akklimatisiert, unterscheiden sich nach außen kaum von ihrer Umwelt und sind dennoch entwurzelt." *In* : H. Broder, M. R. Lang, *op. cit.*, p. 267.
[496] W. J. Oppenheimer, *Jüdische Jugend in Deutschland*, *op. cit.*, p. 125.
[497] *Allgemeine*, 10.02.1984, p. 1.

Or, cette thématique n'est pas absente totalement en RDA, même si on ne la trouve pas dans les discours officiels. Mais on pense au poème de Günter Kunert « Der ungebetene Gast »[498], évoquant le passage d'un hôte silencieux dont la présence est gênante. Les Juifs apparaissent ainsi comme des corps étrangers qui, de surcroît, ne font que rappeler le malheur dans la société allemande. B. Engelmann reprend la même image : les Juifs auraient le « statut d'hôtes privilégiés », mais en aucun cas un sentiment d'« appartenance complète au peuple et à la communauté de destin des Allemands »[499].

Ainsi, Leon Brandt parle au nom des Juifs non intégrés en RFA, caractérisant la relation entre Juifs et Allemands de « coexistence anormale » ou de « situation sans avenir »[500]. Selon lui, l'existence « sur des valises » (*Koffer-Existenz*) s'est établie durablement et ce manque d'intégration n'est autre que le résultat de l'attitude fermée des communautés juives :

> Au cours de leur existence de trois décennies, les communautés juives d'Allemagne n'ont aidé en rien ou presque les Juifs à acquérir ce sentiment à la fois politique et social qui permet l'identification citoyenne et qui confère à la stabilité de la vie juive en Allemagne également la sécurité nécessaire[501].

À Berlin-Est également, Konstantin Münz a le sentiment de ne pas rentrer pas dans les cadres : il se voit comme une « vache dans une écurie »[502]. Pour Hans, le protagoniste de *Bronsteins Kinder*, aucune conciliation n'apparaît possible entre judéité et adhésion aux valeurs du régime est-allemand : tôt ou tard, il est placé devant l'alternative « être un bleu ou un jaune », c'est-à-dire l'obligation de choisir entre le socialisme, symbolisé par la couleur bleue des chemises de la FDJ, et le judaïsme, représenté lui par la couleur jaune de l'étoile de David[503]. Autrement dit, le dilemme pour les Juifs d'Allemagne de l'Est consiste à trouver une place dans la société sans renoncer à une part d'eux-mêmes.

Pour Arie Goral, le problème est que le Juif ne peut ni ne veut oublier[504]. De fait, ils sont nombreux à refuser toute fraternisation avec les Allemands, ce qui est paradoxal vu

---

[498] G. Kunert, *Der ungebetene Gast*, Berlin, Weimar, Aufbau, 1966, p. 8.
[499] *In* : H. Broder, M. R. Lang, *op. cit.*, p. 23 : „Status von privilegierten Gästen", „keine vollständige Zusammengehörigkeit mit der Volks- und Schicksalsgemeinschaft der Deutschen".
[500] *Ibid.*, p. 65 : („anormales Miteinander", „Zustand ohne Zukunft").
[501] *Ibid.*, p. 71 : „Die jüdischen Gemeinden Deutschlands haben im Verlauf ihrer Existenz von drei Jahrzehnten nichts oder wenig dazu beigetragen, den Juden hier jenes politische wie gesellschaftliche Gefühl zu vermitteln, das staatsbürgerliche Identifizierung ermöglicht und der Beständigkeit des jüdischen Lebens in Deutschland auch die erforderliche Sicherheit verleiht."
[502] *In :* J. Borneman, J. Peck, *op. cit.*, p. 255.
[503] „ob du ein Blauer bist oder ein Gelber" *in* : Jurek Becker, *Bronsteins Kinder, op. cit.*, p. 282.
[504] „Kein Weg in Deutschland", *in* : *An der Grenzscheide, op. cit.*, p. 7: „Es ist der Jude, der nicht vergessen kann, will und darf."

leur décision de rester en Allemagne. Le père de Mario par exemple, désireux de se venger des Allemands, se lance, dès son retour, dans une « lutte à mort contre tout ce qui se rattache au nationalisme allemand, à l'antisémitisme, au nazisme »[505]. Il donne à ses enfants des prénoms italiens et choisit de garder le statut d'apatride. Dès que ceux-ci sont en âge d'aller à l'école, il leur inculque qu'ils sont « différents » des autres : ils acquièrent ainsi peu à peu la certitude d'appartenir à une minorité persécutée, entourée d'ennemis[506]. La conséquence ne se fait pas attendre : « nous étions des enfants calmes, isolés, serviables, dociles comme des petits robots »[507]. Même si cette expérience est extrême, elle contient sans doute un fond de vérité généralisable.

En RFA, le sentiment d'étrangeté a trouvé son expression dans le mythe des « valises », qui concerne surtout les anciens « DP's ». En effet, les Juifs originaires d'Europe de l'Est se sentent encore plus étrangers dans l'Allemagne d'après 1945, qui doit faire ses preuves à leurs yeux : ils sont plus tentés que les autres Juifs de considérer tous les Allemands comme des meurtriers. Pour M. Bodemann, il s'agit d'un « groupe particulier d'étrangers avec une mentalité spécifique » : ils sont « ceux qui séjournent durablement »[508]. Ce groupe se caractérise par son ethnocentrisme et refuse obstinément de devenir un élément constitutif de la société qui les entoure. De fait, ils restent, malgré leur insertion économique réussie, des marginaux et de simples spectateurs de la vie en RFA. Pour M. Bodemann, leur réussite matérielle s'explique par le fait que les « DP's » voulaient accumuler du capital pour quitter le pays au plus vite. Même s'ils vivent en Allemagne depuis trente ans, ils auraient gardé cette mentalité et l'auraient transmise à leurs enfants. Or pour de nombreux observateurs, cette attitude relève de l'hypocrisie : en réalité, ils se sont relativement bien intégrés et font seulement comme s'ils ne l'étaient pas[509]. Même Kurt Ossip Flechtheim a toujours tenu à sa fille un discours similaire : la famille vivait à Berlin-Ouest, mais les valises étaient toujours prêtes en cas d'urgence[510]. Marion Ruth Thimm au contraire, était persuadée que ses parents ne quitteraient jamais l'Allemagne[511]. Ce sentiment d'étrangeté semble donc s'être altéré au fil des générations.

---

[505] Mario *in* : P. Sichrovsky, *Naître coupable, op. cit.*, p. 49.
[506] *Ibid.*, p. 51.
[507] *Ibid.* „Eine besondere Gruppe von Fremden und mit einer spezifischen Mentalität: die Verweiler".
[508] M. Bodemann, „Mentalitäten des Verweilens. Der Neubeginn jüdischen Lebens in Deutschland", *in* : J. H. Schoeps (Ed.), *Leben im Land der Täter*, p. 24.
[509] B. Engelmann, *in* : H. Broder, M. R. Lang, *op. cit.*, p. 27 : „gut eingelebt, auch wenn einige von ihnen immer noch so tun, als säßen sie auf gepackten Koffern".
[510] Interview *in* : J. Borneman, J. Peck, *op. cit.*, p. 186.
[511] *Ibid.*

Ainsi, à bien des égards, les Juifs berlinois se sentaient étrangers en leur propre pays. Ce problème a été beaucoup moins thématisé à l'Est, ce qui s'explique d'une part par le poids de la censure, et d'autre part par le faible nombre de « DP's » qui y vivaient et qui étaient les plus exposés à ce sentiment.

d) Dissidence

Enfin, les Juifs semblent manifester d'une autre façon leur non-intégration à la société allemande : par leur entrée en dissidence contre le système dans lequel ils vivent. Le phénomène est traditionnellement évoqué en rapport avec la RDA, mais on peut également en observer des manifestations à l'Ouest.

Il y a tout d'abord les « pacifistes » qui s'indignent de la division allemande et plus encore de la construction du Mur, comme E.-J. Aufricht ou R. Schottlaender. Ce dernier milite contre le réarmement de la RFA et la Guerre froide. Ces « réconciliateurs » au sens péjoratif du terme (« *Versöhnler* ») sont bien souvent considérés comme des dissidents aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est. Alfred Kantorowicz est par exemple suspecté des deux côtés, se voyant reprocher son côté « petit-bourgeois » à l'Est et son engagement communiste à l'Ouest[512]. Il exprime sa dissidence en refusant de signer la résolution de la RDA légitimant l'invasion de la Hongrie par l'URSS en novembre 1956 et par sa fuite à Berlin-Ouest en 1957. Heinz Brandt quant à lui, exprime son désaccord avec la RDA suite au 17 juin 1953 et fuit à l'Ouest en 1958. Arrêté en 1961 à Berlin-Ouest par la RDA, il sera relâché en 1964 suite à une pétition d'ampleur internationale.

D'autre part, il est frappant de constater que parmi les « dissidents » traditionnellement identifiés en RDA, beaucoup sont d'origine juive, même s'ils ne se définissent pas ouvertement comme tels, à commencer par Wolf Biermann ou Jurek Becker, à la différence près que celui-ci est parti volontairement, alors que Biermann a été déchu de sa nationalité. Franz Loeser quittera la RDA plus tard, en 1983, emportant matière à deux livres polémiques, dont *Die unglaubwürdige Gesellschaft. Quo vadis DDR ?* Il se rend compte qu'il subit une manipulation de l'Ouest ayant pour but de l'amener à discréditer publiquement la RDA. Ainsi, la dissidence par rapport à l'un des États allemands constituait du pain béni pour l'autre, même si les dissidents instrumentalisés de la sorte n'étaient, dans la plupart des cas, pas disposés à rentrer dans ce jeu.

---

[512] *Deutsches Tagebuch, Teil 2, op. cit.*, p. 259 („kleinbürgerliches Versöhnlertum").

En outre, les Juifs en RDA passent pour ceux qui posent des « questions mal intentionnées »[513] : Jurek Becker ainsi que Salomea Genin[514] ont fait l'expérience de ce préjugé, qui n'est pas sans rappeler l'époque du national-socialisme. En d'autres termes, ils passent pour des trouble-fête de l'ordre établi. Bien souvent, ils conservent cette position dérangeante, même une fois passés à Ouest : A. Kantorowicz emploie ainsi l'image du hérisson qui se met en boule[515]. Même parmi les « petites gens », des Juifs ont été considérés comme dissidents en RDA, ainsi Heinz Rothholz, surveillé par la Stasi après avoir aidé son frère Schlomo à s'enfuir en RFA : il fut estampillé « ennemi de l'État » dans son entreprise[516]. De nombreuses personnes de l'Ouest fréquentaient par ailleurs son magasin, devenu une galerie en 1988[517].

Bernt Engelmann peut être considéré quant à lui comme un dissident de l'Ouest. Membre du SPD ouest-allemand, il entretient des contacts avec le *Schriftstellerverband* de l'Est et travaille pour la Stasi (sous le nom de code « IM Albers »). Il publie d'ailleurs son étude *Deutschland ohne Juden* sur les Juifs en Allemagne après 1945 à *l'Akademie-Verlag* de Berlin-Est et non en RFA.

Enfin, on peut observer un autre phénomène : le rapprochement du judaïsme traditionnel comme acte de protestation en RDA. Pour Eva Grünstein par exemple, l'entrée à la Communauté Juive de Berlin-Est a vraiment été perçue comme un acte de rébellion contre l'identité imposée en RDA, en particulier vis-à-vis de son père[518]. C'est également le cas de Barbara Honigmann[519]. Ainsi, le retour vers le judaïsme dans les dernières années n'est sans doute pas exempt d'une certaine lassitude des conditions de vie en RDA. De même que les Églises protestantes, il pouvait constituer une sorte de « niche », de refuge : Thomas Eckert parle d'un « agréable échappatoire » pour les frustrés du régime[520]. En outre, beaucoup quittent le parti dans les dernières années comme Maya Stillmann en mai 1989[521]. Parmi ces « dissidents de la dernière heure », on compte également Stephan Hermlin, qui avertit face à la renaissance de l'antisémitisme en RDA[522]. Ils illustrent très bien cette tendance constatée par E. Morin

---

[513] „die mit den spitzfindigen Fragen".
[514] *In :* „Rückkehr", *op. cit.*, p. 78.
[515] „Igelstellung" *in : Deutsches Tagebuch, 1. Teil, op. cit.*, p. 515.
[516] *In* : Ostow, *Juden aus der DDR..., op. cit.*, p. 34.
[517] *Ibid.*, p. 35.
[518] *In* : I. Wiltmann, *op. cit.*, p. 392.
[519] Voir M. Wolffsohn, *Meine Juden, Eure Juden, op. cit.*, p. 105 : „Judaisierung als Protest".
[520] *In* : R. Ostow, *Jüdisches Leben, op. cit.*, pp. 162-163 („ein angenehmer Ausweg", „eine Zufluchtstätte für alle, die von der DDR-Politik oder vom Marxismus frustriert sind").
[521] *In* : V. v. Wroblewsky, *op. cit.*, p. 188.
[522] Voir notamment *Allgemeine*, 12.08.1988, p. 3.

à partir des années 1970 dans les pays communistes : sous le coup de la désillusion, « des intellectuels démarxisés se convertissent à la Thora »[523]. En 1989, les « Juifs de l'Ouest » feront d'ailleurs les louanges de leurs « frères de l'Est », impressionnés par le courage dont ceux-ci ont fait preuve pendant les événements de l'automne[524]. Durant le « tournant » en effet, de nombreux Juifs participent aux manifestations et aux négociations sur l'avenir de la RDA, par exemple au sein du « Nouveau Forum », comme Anetta Kahane[525], prouvant leur volonté de réformer en profondeur la société est-allemande.

Ainsi, les facteurs de marginalisation, tels qu'antisémitisme, philosémitisme, sentiment d'étrangeté et dissidence sont très répandus parmi les Juifs à Berlin. Mais ces échecs ne doivent pas faire oublier que « sur le plan politique et économique », la minorité juive a su s'intégrer comme aucune autre à la société allemande[526].

V – La question d'Israël

Pour clore cette partie consacrée aux aspects politiques et idéologiques, il apparaît indispensable d'évoquer, même si c'est de façon succincte, les relations qu'entretenaient les deux Allemagnes avec l'État d'Israël. Nous verrons ensuite dans quelle mesure le conflit israélo-palestinien rejaillit sur les Juifs berlinois. D'autre part, Israël apparaît comme un élément identitaire de premier ordre pour les Juifs après 1945, et la solidarité avec celui-ci se développe de façon intense à l'Ouest, tandis que les Juifs de l'Est cherchent des moyens pour contourner les interdits. Enfin, dans les deux cas, ces rapports d'amour-haine avec Israël ne vont pas sans une part de mythification, pouvant conduire finalement à une certaine schizophrénie.

a) Aperçu des relations entre Israël et les deux Allemagnes

Tout d'abord, comme nous l'avons déjà évoqué, l'attitude d'Israël envers l'Allemagne, qu'elle soit de l'Ouest ou de l'Est, se résume bien souvent au mépris envers le pays des meurtriers, bien que la plupart des Israéliens portant de tels jugements n'aient pas été directement victimes de l'Holocauste. Ainsi, il était question

---

[523] E. Morin, « Juif : adjectif ou substantif ? », *op. cit.*, p. 2.
[524] *Allgemeine*, 17.11.1989, p. 1 („politische Reife und Zivilcourage").
[525] *Ibid.*, p. 3.
[526] M. Bodemann, *In den Wogen*, *op. cit.*, p. 168 : „politisch und wirtschaftlich in die deutsche Gesellschaft eingebettet".

de « mise au ban » (*Bannfluch*) de l'Allemagne dans l'immédiat après-guerre. Pour Livneh, le consul d'Israël à Munich, les Juifs restés en Allemagne après la Shoah n'étaient qu'un « déchet » (*Abfall*)[527]… alors même que dans la langue national-socialiste, il était question de « rebut » (*Abschaum*). Encore en 1996, le président Ezer Weizman s'étonnait que des Juifs puissent vivre en Allemagne.

Du côté allemand, une fois encore, RFA et RDA prennent des chemins radicalement opposés, même si au départ, la naissance d'Israël est saluée par les soviétiques, Staline espérant se faire un allié au Proche-Orient. Mais cette courte phase de reconnaissance, marquée par la solidarité de Grotewohl, qui avait annoncé des réparations envers l'État hébreu[528], ne s'est guère étendue au-delà de l'année 1949.

Par la suite, les relations entre Israël et les Allemagnes ont été dictées par le jeu des alliances allant de pair avec la Guerre froide, et notamment la « doctrine Hallstein ». En effet, si la RFA reconnaissait Israël, automatiquement, les pays arabes auraient reconnu la RDA, ce que Bonn voulait éviter absolument. Les Accords du Luxembourg de 1952 ont bien sûr constitué une étape-clé dans le rapprochement entre la RFA et Israël. Mais les relations diplomatiques entre les deux États ne seront finalement scellées que le 7 mars 1965 sous Ludwig Erhard. Entre-temps, on peut toutefois noter quelques améliorations des relations germano-israéliennes. Le Sénat de Berlin a développé beaucoup de projets d'aide envers l'État hébreu : ainsi, les dix ans d'Israël sont fêtés en grande pompe dans la salle « Ernst Reuter » de la mairie[529]. On relève également la participation d'Israël à la « Semaine Verte », grand rassemblement agricole international, à partir de 1962, ainsi que l'organisation de la « Semaine israélienne » au célèbre *KaDeWe* à partir de 1964. La reconnaissance officielle d'Israël constituait par ailleurs une des revendications fondamentales de la Communauté Juive de Berlin-Ouest : ainsi, en août 1962, celle-ci organise une manifestation avec le soutien de H. Grüber et de l'« *Aktion Sühnezeichen* », qui se solde par la signature d'une pétition en faveur de l'instauration de relations diplomatiques[530].

Michael Wolffsohn identifie sept phases successives dans les relations entre la RFA et Israël[531] : la négociation sur les réparations (1949-1953), la lutte pour l'instauration des relations diplomatiques (1953-1965), le début d'une certaine « routinisation »

---

[527] M. Wolffsohn, *Meine Juden, Eure Juden, op. cit.*, p. 175.
[528] I. Deutschkron, *op. cit.*, pp. 184 et suiv.
[529] *Allgemeine*, 26.09.1958, p. 5.
[530] *Allgemeine*, 31.08.1962, p. 2.
[531] „Die deutsch-israelischen Beziehungen", *in* : M. Brumlik, *Jüdisches Leben, op. cit.*, p. 88.

(1965-1969), l'ère Brandt-Scheel, marquée par la visite historique de Willy Brandt en Israël en 1973 (1969-1973), le trouble des relations dû au conflit israélo-palestinien et au choc pétrolier (1973/74-1977), le gel des relations sous Schmidt et Begin (1977-1983), et enfin le rapprochement entre Israël et la RFA (1983-1989), Kohl se rendant en Israël en 1984, de même que Weizsäcker en 1985. Mais selon l'historien, les relations RFA-Israël forment en réalité un triangle, la troisième force en présence étant les Juifs ouest-allemands.

En RDA, le changement d'attitude envers Israël se fait ressentir vers 1950, suivant le revirement de la politique étrangère de Moscou. Il n'y aura jamais de relations diplomatiques entre Israël et le « second État allemand », alors même qu'elles ont existé entre l'URSS et l'État hébreu jusqu'en 1967. Il faut d'ailleurs noter que la RDA est le seul État du Bloc soviétique à ne jamais avoir noué de relations diplomatiques avec Israël. Certes, les relations entre les deux États connaîtront des améliorations dans les années 1980, avec par exemple en 1986, la participation de la RDA au Congrès Mondial Juif à Jérusalem, mais l'histoire des relations entre Berlin-Est et Tel-Aviv est marquée avant tout par la « non-relation ».

À partir de l'entrée en vigueur de la législation ouest-allemande sur les réparations, Israël et la RFA sont considérés à l'Est comme un « axe des revanchistes » qu'il faut combattre par tous les moyens. La RDA soutient des groupes affiliés directement à l'OLP et leur fournit des armes. Les camps d'entraînement de l'OLP situés sur le territoire est-allemand resteront d'ailleurs en service jusqu'à la chute du régime[532]. Ce fait donne lieu à des dénonciations fréquentes de la part des journalistes de *l'Allgemeine.* A. Stiller qualifie par exemple Berlin-Est de « tribune de propagande de l'OLP »[533]. Lors de la Guerre de Suez en 1956, Israël est accusé par la RDA d'utiliser les réparations de la RFA pour mener la lutte armée contre les pays arabes. Ce faisant, il semble qu'elle tente de détourner l'opinion publique de la crise politique en Hongrie[534].

En 1965, les pays arabes rompent les uns après les autres leurs relations diplomatiques avec la RFA et en 1969, la RDA inaugure des relations avec ceux-ci, alors que la « doctrine Hallstein » tombe en désuétude. En 1971, puis en 1973, Yasser Arafat se rend à Berlin-Est avec une délégation de l'OLP, suscitant une vague d'indignation à Berlin-Ouest et dans toute la RFA : l'*Allgemeine* s'insurge contre les

[532] F. Oz-Salzberger, *op. cit.*, p. 128.
[533] *Allgemeine*, 7.10.1983, p. 4 : „PLO Propagandatribüne Ost-Berlin".
[534] Selon I. Deutschkron, *op. cit.*, p. 190.

honneurs réservés au « chef des terroristes », dignes d'un « grand homme »[535]. Arafat signe avec Honecker un traité de « libération » de la Palestine, consistant pour la RDA à livrer des armes à l'OLP. Quelques semaines plus tard, Galinski accuse : « Berlin-Est devient une base pour les terroristes »[536]. À partir de 1974, la représentation de l'OLP s'installe à Berlin-Est et se voit élevée au rang d'ambassade[537]. Invité par le Comité Central du SED, Arafat effectuera une nouvelle visite officielle à Berlin-Est en 1978, à une date symbolique, le 10 novembre, ce qui fut perçu comme une provocation, alors même que les Églises tentaient de tirer la date de la « Nuit de Cristal » de l'oubli. Enfin, le 18 novembre 1988, la RDA reconnaît, avant même Moscou, un État palestinien, véritable affront envers Israël une semaine seulement après les commémorations en grande pompe de la « Nuit de Cristal »[538].

L'attitude de la RDA à l'égard d'Israël peut être qualifiée d'extrêmement hostile : le meilleur exemple en est sans doute la représentation d'Israël dans les médias. J. Illichmann constate qu'un pic de propagande contre Israël est atteint dans la presse est-allemande après la Guerre de 1973[539]. La RDA est paradoxalement le pays du Bloc de l'Est le plus hostile envers l'État d'Israël. Or, on ne peut s'empêcher de voir une certaine contradiction entre la formule selon laquelle l'antisémitisme serait éradiqué à la racine et la politique anti-israélienne du régime, dictée en grande partie par le positionnement de la RDA sur l'échiquier politique international, mais également par un certain nombre d'incompatilités idéologiques. Le mépris de Honecker à l'égard de l'État hébreu s'exprime par exemple dans son refus de répondre à une lettre que Nahum Goldmann lui adresse le 29 mai 1975[540]. Les « Juifs de l'Ouest » se montrent naturellement très critiques vis-à-vis de cette politique antisioniste de Berlin-Est, comme dans l'article intitulé « *Schießbefehl und internationaler Terrorismus* » instituant une équation entre le terrorisme international et l'ordre de tirer sur quiconque tenterait de passer la frontière de la RDA[541].

Pourtant, dans le sillage du revirement de la politique de Honecker vis-à-vis des Juifs, un groupe se constitue à Berlin-Est le 5 janvier 1990 pour créer une « Société RDA-Israël » à l'initiative d'Angelika Timm. Elle se fixe pour buts la reconnaissance

---

[535] *Allgemeine*, 10.08.1973, p. 1 : „Terroristenführer", „große Mann".
[536] *Allgemeine*, 7.09.1973, p. 1 : „Ostberlin wird zum Terroristenstützpunkt".
[537] I. Deutschkron, *op. cit.*, p. 197.
[538] L. Mertens, *Davidstern*, *op. cit.*, p. 195.
[539] *In* : *op. cit.*, p. 230.
[540] *Ibid.*, p. 194.
[541] *Allgemeine*, 13.08.1976, p. 1

de l'imbrication de l'histoire allemande et israélienne, la diffusion d'une image moins négative d'Israël dans les médias, la reconnaissance de la culpabilité de la RDA dans la Shoah, ainsi que l'engagement à combattre toute discrimination raciale. Mais pour P. Kirchner, il s'agit là encore d'un « abus de l'État » soucieux de retoucher en vitesse l'image d'Israël si mise à mal durant des décennies[542]. Le 22 janvier 1990, des citoyens de RDA sont reconnus pour la première fois comme des « Justes » par des représentants de Yad Vashem pour avoir aidé des Juifs à échapper à la déportation en 1943[543]. Mais la RDA n'aura jamais le temps d'instaurer des relations avec l'État hébreu avant sa chute.

b) Rejaillissement du conflit israélo-palestinien sur la vie des Juifs à Berlin

L'engagement de la RFA pour Israël et de la RDA pour les pays arabes dans le conflit au Proche-Orient ne fut pas sans incidence pour les Juifs à Berlin, qui en ressentirent les conséquences dans leur vie quotidienne.

À Berlin-Ouest, le conflit se traduit avant tout par l'émergence d'une nouvelle forme d'antisémitisme, qui n'est pas le fait de néonazis, mais de sympathisants de la cause palestinienne. L'antisionisme de gauche confine en effet parfois à l'antisémitisme pur et simple. De fait, la peur de l'extrême-gauche se fait ressentir à partir des années 1970. La Communauté Juive de Berlin-Ouest est exposée à divers attentats imputables au conflit israélo-arabe : en 1969, une bombe est déposée dans le centre communautaire de la Fasanenstraße. Par chance, elle n'explose pas, à cause d'une défaillance de la minuterie, mais elle aurait pu faire des ravages, vu que des nombreux membres de la Communauté s'étaient rassemblés pour commémorer le 9 novembre[544]. Selon W. Kraushaar, les commanditaires de l'attentat seraient les « Tupamorows de Berlin-Ouest », un groupe radical dans la mouvance de la RAF. Mais cet attentat est resté très longtemps non élucidé.

En 1974, des incidents à la TU poussent la Communauté Juive à réagir : des étudiants « radicaux » sont accusés d'inciter à la haine contre Israël et de pratiquer une véritable « terreur mentale »[545]. En réaction à cette dénonciation, Galinski est diffamé dans un tract pro-palestinien en tant que « chef de file des sionistes », de connivence

---

[542] *In :* R. Ostow, *Jüdisches Leben, op. cit.,* p. 25 („Missbrauch durch den Staat").
[543] *Nachrichtenblatt,* Juin 1990, p. 25.
[544] Voir W. Kraushaar, *Die Bombe im jüdischen Gemeindehaus, op. cit*.
[545] *Allgemeine,* 16.08.1974, p. 3 : „Gegen Meinungsterror an Berlins TU".

avec « les réactionnaires de la CDU »[546]. En 1975, le même Galinski reçoit un colis piégé, qui encore une fois, n'a pas l'effet escompté. La RAF, qui revendique l'attentat, accuse alors le président de la Communauté Juive de Berlin d'être « un agent du régime sioniste, qui déverse quotidiennement des tonnes de bombes sur des camps palestiniens »[547]. On relève d'autres attentats à l'explosif en octobre 1978 contre le bâtiment administratif de la Communauté et un magasin juif d'épicerie fine de Charlottenburg : la première n'a pas explosé, mais l'autre a fait des dégâts matériels[548]. À partir des années 1970, Galinski ne peut plus se déplacer sans garde du corps ni voiture blindée[549] et en 1982, toutes les institutions juives de Berlin-Ouest sont placées sous surveillance policière. Pour P. J. Blumenthal, cette protection rapprochée est synonyme d'une « déprimante existence de ghetto »[550]. Toutefois, même à l'intérieur de la Communauté Juive, certains ne cachent pas leur rejet de la politique israélienne : ainsi, les enfants de Kate P. Leiterer portent le foulard palestinien sans complexes[551].

Parallèlement (puisqu'ici, ce sont bien deux conceptions parallèles de l'histoire qui s'imposent), à Berlin-Est, la Communauté Juive doit faire face aux attaques antisionistes de la RDA, en particulier dans la presse. En effet, la politique d'hostilité du régime envers Israël et les sentiments des Juifs est-allemands, éprouvant malgré tout un attachement, voire une certaine fascination pour Israël, entraient dans une large mesure en contradiction. Ainsi, cet intérêt ne pouvait s'exprimer qu'à mots couverts : J.H. Schoeps relate un épisode de ses visites à Berlin-Est à la fin des années 1980. Après un exposé, les questions du public n'étaient pas posées directement, mais écrites sur un morceau de papier amené à la tribune, afin que l'auteur de la question ne soit pas mis en danger. Une question a particulièrement marqué l'historien ouest-allemand : « Le sionisme est-il vraiment un mouvement impérialiste? »[552]. Cette anecdote montre bien à quel point l'idéologie officielle pouvait être décevante pour les Juifs, qui attendaient d'autres réponses. Cependant, en contrepartie, même si l'antisionisme est-allemand est notoire, les Juifs n'étaient pas pour autant en danger en RDA, bien au

[546] D'après l'*Allgemeine* du 13.12.1974, p. 2.
[547] *Allgemeine*, 29.08.1975, p. 1 : „weil er ein Agent des Zionistenregimes ist, das täglich tonnenweise Bomben über palästinensischen Lagern abwirft".
[548] *Allgemeine*, 20.10.1978, p. 1. Voir également la liste des événements à caractère antisémite (Annexe 17).
[549] A. Nachama, „Der Mann in der Fasanenstraße", *in* : *Aufbau nach dem Untergang, op. cit.*, p. 39.
[550] *Allgemeine*, 22/29.12.1989, p. 1 („deprimierendes Ghettodasein").
[551] *In* : J. Borneman, J. Peck, *op. cit.*, p. 215.
[552] J. H. Schoeps, *Mein Weg als deutscher Jude, op. cit.*, p. 170.

contraire. P. Honigmann estime que la RDA était sans doute un des États au monde dans lequel les Juifs étaient le plus en sécurité[553].

Le conflit israélo-palestinien n'était donc pas sans incidence sur la vie quotidienne des Juifs à Berlin : à l'Ouest, il se traduisait directement par la menace d'attentats perpétrés pour la cause palestinienne, alors qu'à l'Est, il ne représentait qu'un danger « psychologique », qui s'exprimait sous la forme d'un antisionisme virulent bloquant le mécanisme d'identification à l'État hébreu. Il faut bien voir que ce dernier constituait un repère essentiel pour les Juifs après la Shoah, et ce même à l'Est.

c) Un élément identitaire de premier plan

Avec la création d'Israël apparaît une nouvelle forme d'identité juive dans la diaspora, de sorte qu'E. Morin parle de « communication ombilicale » entre identité juive et identité israélienne[554]. L'État hébreu se présente comme un lieu de refuge potentiel pour les Juifs du monde entier et leur confère un nouveau sentiment de sécurité, en particulier pour les Juifs vivant dans des États où ils sont menacés. Une ère nouvelle s'ouvre donc pour eux, même à Berlin. Il n'y a qu'à voir la proclamation de la Communauté Juive de Berlin, encore unie à l'époque, à l'annonce de la création d'Israël :

> L'État juif est créé. Un peuple sans patrie a retrouvé son pays. Par ses propres moyens et en dépit de toutes les résistances, un désir vieux de deux mille ans est devenu réalité. C'est un tournant dans l'histoire de notre ancien, et pourtant toujours jeune peuple qui est atteint[555].

Ainsi, Israël est devenu un véritable « point de repère »[556]. Pour les Juifs de Berlin-Ouest, l'adjectif « *nationaljüdisch* » a littéralement changé de sens : il ne se rapporte plus à l'Allemagne, mais à Israël, d'où un certain désintérêt pour la vie communautaire et une fascination pour la lointaine Palestine. L'identification est si poussée que pour E.L. Ehrlich, un Juif qui, en 1988, n'a pas de contacts avec Israël, n'est rien d'autre qu'une « caricature »[557]. En 1959 est d'ailleurs lancé, comme supplément à l'*Allgemeine*, l'« *Israel-Forum* » et de manière générale, les nouvelles de l'État hébreu occupent une place prépondérante dans le journal tout au long de la période. Ainsi, les

---

[553] P. Honigmann *in :* Th. Arndt *et al.*, *op. cit.*, p. 105.
[554] « Juif : adjectif ou substantif ? », *op. cit.*, p. 2.
[555] *Weg*, 21.05.1948, p. 1 : „Der jüdische Staat ist geschaffen. Ein Volk ohne Heimat hat sein Land wiedergefunden. Aus eigener Kraft, allen Widerständen zum Trotz, wurde eine zweitausendjährige Sehnsucht Wirklichkeit. Ein Wendepunkt in der Geschichte unseres alten, ewig jungen Volkes ist erreicht."
[556] *Allgemeine*, 26.06.1981, p. 12 („Orientierungspunkt Israel").
[557] *Allgemeine*, 6.05.1988, p. 1 („eine Karikatur").

Juifs de Berlin-Ouest sont pleinement conscients d'appartenir au *yichouv*, à la population d'Israël.

Or, quel est le sens du « sionisme » après la création de l'État hébreu en 1948 et quelle dose de « sionisme » est-elle possible sans tomber dans l'incitation à la haine envers les États rivaux d'Israël ? Il semble que les Juifs d'Allemagne, en particulier à l'Ouest, soient pris dans de nombreuses contradictions à ce sujet. En effet, le sionisme a apparemment atteint son but, la création d'un État juif en Palestine ; après 1948, il s'oriente vers la conservation et la défense d'Israël, ainsi que vers son développement économique et culturel. Les Juifs de la diaspora sont nombreux à participer à cette nouvelle forme de soutien. L'organisation sioniste d'Allemagne (ZOD), fondée en 1959, compte 70 membres à Berlin-Ouest en 1964[558] : son but est que les jeunes réalisent leur *alyah* entre dix-sept et dix-neuf ans. Mais dans la pratique, un très faible pourcentage de jeunes réalisent effectivement ce projet : en 1964, sur 370 membres en Allemagne, seuls 30 sont partis, dont 20 avaient déjà vécu en Israël.

Mais pour certains, l'identification à Israël ne va pas de soi, surtout dans la seconde génération. Parmi les représentants de celle-ci, on peut parler d'une prise de conscience tardive de la judéité, lors de la Guerre des Six jours en 1967 : J. H. Schoeps à l'Ouest et S. Genin à l'Est relatent tous les deux la même expérience[559]. D'autre part, après l'invasion du Liban en 1982, des voix critiques se font entendre de la part des Juifs de RFA, même dans la Communauté Juive de Berlin-Ouest, venant ébranler l'identification avec Israël.

À Berlin-Est, même si le gouvernement rejette officiellement l'État hébreu et sa politique, la Communauté Juive ne renonce pas pour autant à toute identification avec le peuple israélien : elle-même souligne d'ailleurs la différence entre les deux[560]. Néanmoins, celle-ci ne se permettra aucune critique directe sur l'attitude de la RDA envers Israël avant l'automne 1989. Après 1952, le drapeau israélien, qui avait jusqu'alors flotté fièrement sur le bâtiment de l'Oranienburger Straße, n'est plus jamais réapparu à Berlin-Est : un symbole d'espoir et un élément d'identification s'évanouissaient alors pour les Juifs est-allemands. Il faut tout de même souligner que le

[558] W. J. Oppenheimer, *op. cit.,* p. 67.
[559] Voir J. H. Schoeps, *Mein Weg als deutscher Jude, op. cit.,* p. 244, et S. Genin *in : Kontinent, op. cit,* p. 79.
[560] *Nachrichtenblatt,* Décembre 1982, p. 2.

Nachrichtenblatt évoque pour la première fois l'existence de l'État hébreu… en 1966[561] !

Pourtant, les Juifs de Berlin-Est n'ont jamais tout à fait perdu leur intérêt pour Israël. I. Runge note en 1986 : « l'histoire d'Israël est liée à l'histoire allemande du temps présent »[562] et elle décrit la curiosité des Israéliens pour l'autre Allemagne. Réciproquement, les Juifs de RDA n'ont jamais cessé d'éprouver une certaine fascination pour Israël. Sophie Marum dit avoir toujours ressenti une certaine curiosité pour la vie de l'État hébreu et de ses habitants[563]. Une autre Berlinoise de l'Est tient ses propos, toutefois après 1990 : « Là-bas, on peut être juif sans se cacher. C'est le seul pays du monde où il en va ainsi »[564].

Ainsi, Israël apparaît comme un élément-clé de l'identité juive, à l'Est comme à l'Ouest, à la différence près que cet attachement devait s'exprimer par des moyens différents selon le code « idéologique » de chaque État.

d) Echanges et solidarité

On peut se demander en quoi consistaient concrètement, pour les Juifs de Berlin, les échanges et la solidarité envers Israël ? Il va de soi que nous évoquerons ici essentiellement des exemples de l'Ouest, avant de voir par quels biais détournés les Juifs de Berlin-Est pouvaient manifester leur solidarité envers l'État hébreu.

Il faut d'abord évoquer l'engagement des membres de la Communauté de Berlin-Ouest pour le développement économique d'Israël. On appelle les « *askanim* » ceux qui réalisent un travail bénévole pour la Communauté ou des dons d'argent pour celle-ci ou à destination d'Israël. D'autre part, il est rare de trouver un Juif à Berlin-Ouest qui ne soit allé au moins une fois en Israël. La promotion de l'*alyah* est également un point essentiel malgré ses succès mitigés. En avril 1961, le comité berlinois pour l'*alyah* des enfants et des jeunes obtient le prix Heinrich-Stahl de la Communauté Juive, prouvant une fois de plus à quel point cette pratique était encouragée.

Un point important dans le rapprochement entre Berlin-Ouest et Israël concerne la mise en place de jumelages entre les différents quartiers et des villes israéliennes : le

---

[561] *Nachrichtenblatt*, Mars 1966, p. 6.
[562] *Nachrichtenblatt*, Mars 1986, p. 7 : „Die Geschichte Israels ist an deutsche Zeitgeschichte gefesselt."
[563] *In :* V. v. Wroblewsky, *op. cit.*, p. 37.
[564] Maya Stillmann, *in* : V. v. Wroblewsky, *op. cit.*, p. 196 („Dort darf man Jude sein, ohne sich zu verstecken. Es ist das einzige Land der Welt, wo es so ist.")

premier est conclu entre Charlottenburg et Or-Yehuda en 1966, puis entre Steglitz et Bialik, Zehlendorf et Sderot, Tempelhof et Naharia, à l'initiative de Klaus Scheurenberg, Wedding et Holon, Neukölln et Bat Yam, et enfin, le dernier, entre Wilmersdorf et Kamiel en 1985. Les participants de ces échanges ont ainsi des facilités pour visiter le pays étranger dans un cadre convivial. La première visite d'étudiants israéliens à Berlin-Ouest a lieu en septembre 1959. La société israélo-allemande (*Deutsch-israelische Gesellschaft*, DIG) créée en 1966, est également une pierre angulaire de l'amélioration des relations entre les deux pays.

L'augmentation du tourisme en Israël est également symptomatique d'une amélioration des rapports israélo-allemands, tout comme d'un intérêt croissant pour l'État hébreu : rien qu'entre 1986 et 1987, le nombre de touristes ouest-allemands en Israël augmente de 30%[565]. Parallèlement, c'est à partir de 1987 que les Juifs est-allemands obtiennent l'autorisation de rendre visite à leur famille en Israël, même si celle-ci n'est pas accordée à tous[566].

Un point essentiel de la solidarité envers Israël concerne bien sûr les dons d'argent. En 1955, le *Zentralrat* vote une résolution selon laquelle chaque communauté juive doit accomplir son « devoir honorifique » (*Ehrenpflicht*) envers l'association *Keren Hasseyod* indépendamment des dons individuels[567]. Les actions *Magbith* commencent en 1958-59 et deviennent un événement annuel, voire une véritable « tradition » de la Communauté[568]. Ainsi apparaît une nouvelle figure dans la diaspora que l'on pourrait appeler le « Juif du carnet de chèques ». En conséquence, les communautés juives de RFA sont souvent décriées comme de véritables « bureaux d'encaissement » au service d'Israël[569].

Pour inciter les membres à participer, l'*Allgemeine* fait appel à leur générosité, mais n'hésite pas non plus à culpabiliser les réfractaires aux dons. La double-page intitulée « Israël pour tous les Juifs – tous les Juifs pour Israël »[570] résume bien cette solidarité inconditionnelle. Durant les premières années de la reconstruction, c'est Carl Busch qui coordonne toutes les actions « sionistes », que ce soit du KKL, du KH, de la *Jugend-Alijah*, de la WIZO et de la ZOB. Les organisations sionistes vont même jusqu'à publier

---

[565] D'après M. Bodemann *in* :
<http://www.ajcarchives.org/AJC_DATA/Files/1990_9_CentralEurope.pdf> , p. 358.
[566] *Ibid.*, p. 372.
[567] *Allgemeine*, 18.03.1955, p. 1.
[568] *Allgemeine*, 1.04.1977, p. 9.
[569] A. Silbermann *in :* J. H. Schoeps, *op. cit.*, p. 255 („Inkassostellen Israels").
[570] *Allgemeine*, 15.01.1960, pp. 4-5 : „Israel für jeden Juden – jeder Jude für Israel".

dans le journal les listes des donateurs avec la somme qu'ils ont donnée, souvent en établissant un classement dégressif. L'habitude de faire un don est tellement répandue que les membres sont parfois victimes de fausses collectes[571]. Ces actions atteignent leur paroxysme durant la Guerre des Six jours : les Juifs sont appelés à faire de « vrais sacrifices » et à ne pas se contenter de sommes dérisoires. Un exemplaire du *Jüdische Illustrierte* y est entièrement consacré. Le Sénat de Berlin lui-même participera à hauteur de 100 000 DM[572]. Pour les trente ans d'Israël, celui-ci mettra de 650 000 DM à disposition de l'État hébreu[573]. Pour M. Wolffsohn, il s'agit d'une attitude méprisable, consistant à compenser le sang versé avec de l'argent :

> Les millions de victimes sont compensés avec des millions de marks. Ecœurant commerce des indulgences[574].

Lors de la Guerre du Liban, on peut observer jusqu'où va la solidarité de la Communauté Juive de Berlin-Ouest, qui condamne tout amalgame entre nazis et Israéliens, en particulier bien sûr dans la presse est-allemande. Le 13 juin 1982, des Allemands de l'Ouest organisent une manifestation en faveur des Palestiniens devant l'ambassade d'Israël à Bonn : ils demandent l'arrêt des massacres et la reconnaissance de l'OLP. La Communauté Juive de Berlin-Ouest décide d'organiser une contre-manifestation qui a lieu – date symbolique – le 17 juin, lors de laquelle elle affirme résolument son soutien à Israël. Pour Shila Khasani, ce soutien sans faille n'est rien d'autre qu'une expression du manque d'identification des Juifs avec la RFA[575]. Le 6 juillet, quarante-trois Juifs berlinois rédigent une déclaration contre l'invasion du Liban, qu'ils publient dans l'*Allgemeine.* Immédiatement, la Communauté Juive intervient pour apporter ses corrections : trente-quatre d'entre eux ne seraient pas de « vrais » Juifs et par conséquent, leurs propos n'auraient aucune incidence[576]. Ainsi, toute critique envers la politique israélienne est refusée en bloc par la direction de la Communauté : c'est ce qui poussera Leon Bieber à quitter celle-ci[577].

Bien entendu, pour les Juifs de Berlin-Est, les contacts concrets et la solidarité avec Israël et ses habitants étaient bien plus limités. Pour P. Kirchner, les jeunes

---

[571] *Allgemeine*, 4.03.1960, p. 9.
[572] *Allgemeine*, 9.06.1967, p. 1.
[573] *Allgemeine*, 19.05.1978, p. 3.
[574] M. Wolffsohn, *Meine Juden, Eure Juden, op. cit.,* p. 59 („Blut mit Geld ausgewogen"). „In Millionen Mark werden die Millionen Opfer fiskalisch-bürokratisch ausgewogen. Widerwärtiger Ablasshandel."
[575] „Eine Minderheit in der Minderheit. Das politische Engagement der links orientierten Juden der Frankfurter *Jüdischen Gruppe*", *in* : *Trumah, op. cit.,* p. 64.
[576] *Ibid*, p. 65.
[577] *In :* H. Broder, M. R. Lang, *op. cit.,* p. 54.

n'éprouvaient d'ailleurs aucun désir de vivre en Israël[578]. De fait, il n'y avait pas d'activités pour la jeunesse orientées vers le sionisme comme à Berlin-Ouest. Mais certains Juifs de Berlin-Est, en particulier des personnalités ou artistes, ont eu l'occasion de s'y rendre, et leurs témoignages sont très révélateurs d'un attachement « contre nature » envers l'État hébreu. Ainsi, lorsque Jalda Rebling y donne un concert pour la première fois, elle trouve les Israéliens très accueillants et le public beaucoup plus sensible à ses chansons que dans n'importe quel autre pays du monde[579]. Mais il ne faut pas perdre de vue que seule une poignée de Juifs autorisés à se rendre à l'Ouest, les « *Reisekader* », pouvaient s'y rendre. P. Kirchner par exemple a bénéficié de ce statut particulier à partir de 1976. Ruth Benario y est allée quatre fois entre 1956 et 1984 pour voir son frère, ce qui supposait des appuis « haut placés »[580].

À un niveau plus modeste, c'est en décembre 1980 que la première famille juive de RDA est autorisée à émigrer en Israël[581]. Pour les Laske, la découverte de l'État hébreu en 1986-1987 marque le début de l'identification au judaïsme. Mais c'est surtout dans les deux dernières années d'existence du régime que ces projets se concrétisent. Ainsi, le vœu le plus cher de Kathrin Singer est de découvrir ce pays, qu'elle estime très semblable à la RDA[582]. À la veille de l'unification allemande, le *Nachrichtenblatt* se plaît même à rêver à d'improbables échanges entre la RDA et l'État hébreu :

> Parallèlement à des échanges plus intenses entre scientifiques et artistes, il semble que des échanges intenses entre les jeunes de RDA et l'État d'Israël soient souhaitables et urgents[583].

Pour Rafael Scharf-Katz, ses deux semaines passées en Israël en 1990 ont été un « voyage de rêve » : « après l'atterrissage, j'ai embrassé la terre israélienne avec un sentiment de fierté »[584]. Il s'émerveille en visitant un foyer pour enfants, mais aussi devant l'architecture, la gastronomie, les sites sacrés de Jérusalem, et se recueille devant le mémorial de Yad Vashem, impressions qu'il souhaite transmettre aux lecteurs du journal. Ainsi donc, la politique hostile de la RDA envers Israël n'avait pas réussi à briser totalement le lien entre les Juifs et l'État hébreu.

---

[578] *In* : R. Ostow, *Jüdisches Leben,* p. 35 : „Unsere Jugendlichen sind nicht von dem Wunsch beseelt, in Israel leben zu können."
[579] *In* : R. Ostow, *op. cit.,* p. 93.
[580] *In* : J. Borneman, J. Peck, *op. cit.* ,p. 52.
[581] I. Deutschkron, *op. cit.,* p. 198.
[582] *In* : V. v. Wroblewsky, *op. cit.,* p. 154.
[583] *Nachrichtenblatt,* Septembre 1990, p. 9 : „Neben dem intensiveren Austausch von Wissenschaftlern und Künstlern erscheint ein intensiver Jugendaustausch zwischen der DDR und dem Staat Israel wünschenswert und dringlich."
[584] *Nachrichtenblatt,* Juin 1990, p. 16 : „Nach der Landung habe ich mit dem Gefühl des Stolzes den israelischen Boden geküsst."

Dans les dernières années, on sent à la lecture du *Nachrichtenblatt* un réel bonheur chez les Juifs qui ont bénéficié du privilège de poser le pied en Terre Sainte. Pour la première fois, Irene Runge prononce le terme de « famille » à propos des Juifs du monde entier, allant jusqu'à représenter l'État d'Israël comme une patrie de cœur[585] : on prend la mesure de l'évolution par rapport au temps où seule la RDA pouvait prétendre être la patrie des Juifs. Ainsi, l'université d'été des étudiants juifs d'Europe, qui se tient en France en 1987, est l'occasion de poser ouvertement le problème de l'*alyah* et de ses motivations, ce qui aurait été absolument tabou en un temps peu éloigné où l'on traquait les sionistes[586]. Avec cette nouvelle attitude vis-à-vis de l'État hébreu, les Juifs est-allemands retrouvent enfin accès à un pan entier de leur identité[587]. Par suite, le *Nachrichtenblatt* se fait même l'écho des nouvelles revendications de la Communauté Juive, au premier rang desquelles la reconnaissance officielle d'Israël[588], espoir qui n'aboutira jamais, comme nous l'avons déjà vu.

Quoi qu'il en soit, dans les deux cas opposés de l'Est et de l'Ouest, il semble que l'attitude officielle envers l'État hébreu ait mené à des dérives identitaires pour les Juifs aussi considérables l'une que l'autre.

e) Entre rejet et identification forcenée : deux facettes d'une schizophrénie

Finalement, il semble qu'on puisse opposer deux attitudes tout aussi excessives dans le rapport des Juifs « de l'Est » et « de l'Ouest » à Israël : identification et rejet à outrance donnent lieu en effet à une véritable schizophrénie à l'intérieur des Communautés Juives. Pour certains, il ne s'agit que d'une dichotomie entre Israël et l'Allemagne, qui se résout simplement : ainsi, Artur Brauner considère l'Allemagne, ou plutôt Berlin, comme une « *Heimat* » et Israël comme un « *Vaterland* »[589]. Pour Heinz Rothholz, l'Allemagne, ou du moins la RDA, est son « chez-lui », le lieu où il réside,

---

[585] *Nachrichtenblatt*, Mars 1986, p. 6 : „Eine Woche lang in Jerusalem, eine Woche Familienleben. 24 Stunden am Tag."

[586] *Nachrichtenblatt*, Décembre 1987, pp. 10-12. Le titre de cet article signé Irene Runge est d'ailleurs très provocateur par rapport à la tradition antisioniste de la RDA : « Israël je t'aime – diaspora mon amour ! » (en français dans le texte).

[587] E. Burgauer constatait en effet que l'hostilité de la RDA à l'égard d'Israël privait les Juifs est-allemands d'un « facteur d'identification élémentaire ». *In* : *op. cit.*, p. 195.

[588] *Nachrichtenblatt*, Décembre 1989, p. 2.

[589] *In* : H. Broder, M. R. Lang, *op. cit.*, p.76.

tandis qu'Israël est sa « patrie », pour laquelle il éprouve une attirance irrépressible[590]. Mais pour beaucoup, le rapport à Israël n'est pas si facile.

À l'Ouest, l'identification à Israël va manifestement trop loin : ainsi, David a l'impression d'être considéré comme un extra-terrestre lorsqu'il avoue devant la Communauté qu'il n'a pas envie d'aller en Israël après son baccalauréat. « En quoi Israël me concerne, moi ? », s'étonne-t-il[591]. L'identification déraisonnée de la Communauté Juive à l'État hébreu commence à peu près à l'époque de la division entre Est et Ouest. Selon M. Wolffsohn, dès la fin décembre 1952, celle-ci s'est engagée dans « un concours du meilleur sioniste »[592]… à ceci près qu'elle oubliait la composante essentielle du sionisme : l'émigration vers Israël. Les Israéliens appelaient cette forme de « sionisme » un « sionisme de salon » ; M. Wolffsohn parle quant à lui d'« israélisme »[593]. Quant à Ronnie Golz, il dénonce le « prêche du sionisme » comme étant « le plus grand mensonge » de la Communauté Juive envers elle-même[594]. Il l'attribue d'ailleurs à un manque de lucidité de la plupart des membres : « si Israël est représenté ainsi, c'est à cause des compétences intellectuelles défaillantes des membres de la Communauté »[595]. Pour Paula Almquist, le rapport des Juifs en RFA à Israël est « une relation totalement irrationnelle, un amour-haine chargé d'émotions »[596], bref, une relation purement passionnelle, qui ne va pas sans rappeler les auspices de la « symbiose judéo-allemande ». Dan Diner relève lui aussi cette part d'irrationnel lorsqu'il parle de « béquille psychologique » ou d'« ersatz d'identité »[597].

Dans les faits, cette identification passionnelle se traduit par un rejet du contexte allemand et une focalisation sur le contexte israélien. A. Kauders observe sur les murs des Communautés Juives ouest-allemandes de nombreux portraits de Ben Gourion ou de Moshe Dayan, mais très peu de documents relatifs à l'histoire juive locale[598]. J.H. Schoeps parle quant à lui d'une « fixation sur Israël » et d'un dévouement sans

---

[590] *In* : R. Ostow, *Juden aus der DDR, op. cit.,* p. 44 : „Deutschland ist mein Zuhause – wo ich wohne. Israel ist meine Heimat – wo ich mich hingezogen fühle."
[591] *In* : P. Sichrovsky, *op. cit.*, p. 137
[592] M. Wolffsohn, *Meine Juden, Eure Juden, op. cit.,* p. 200: „ein Wettbewerb um den besseren Zionismus".
[593] *Ibid.*, p. 228.
[594] *In :* K. Karcagi, *op. cit.*, p. 30 („die Predigt vom Zionismus", „die größte Selbstlüge des Judentums").
[595] *Ibid. :* „Es ist die mangelnde intelllektuelle Kompetenz der Gemeindemitglieder, dass es so dargestellt wird."
[596] *In : Stern, op. cit.*, p. 37 : „ein völlig irrationales Verhältnis, eine gefühlsbeladene Hassliebe".
[597] „psychologische Stütze", „Identitätsersatz" *in :* M. Brumlik (Ed.), *Jüdisches Leben in Deutschland seit 1945, op. cit.*, p. 257.
[598] A. Kauders, *op. cit.*, p. 116.

condition[599]. La préparation à l'*alyah* était démente, l'intérêt pour le folklore et les bazars ne se démentait pas. La première génération ne remet aucunement en cause cet ordre de priorités ; c'est seulement dans la seconde que la critique commence à poindre à partir de 1968 et atteint son apogée dans les années 1980, surtout après la Guerre du Liban. La BJSD prône par exemple un rapport moins émotionnel envers l'État hébreu. Néanmoins, ces voix critiques se font relativement peu entendre à Berlin, par rapport à Francfort notamment, où le groupe constitué par Micha Brumlik, Dan Diner et Cilly Kugelmann s'insurge contre l'ordre établi.

Bien entendu, cette attitude était fermement dénoncée à l'Est : Kl. Herrmann qualifie purement et simplement les actes de la direction de la Communauté ouest-berlinoise de « lobbying pour les intérêts d'Israël »[600]. Ainsi, officiellement, les Juifs se devaient de suivre la ligne politique de leur État, en loyaux citoyens : J. Kuczynski considère par exemple Israël comme « un État réactionnaire »[601], « raciste et arrogant »[602]. C.J. Danziger, S. Genin, I. Stillmann se déclarent résolument antisionistes ; quant à Stefan Heym, il considère qu'Israël n'est pas une solution aux problèmes des Juifs en Allemagne[603]. Même la presse juive, du moins jusque dans les années 1980, se fait le relais de la propagande anti-israélienne. De fait, dans l'édition de mars 1981, le *Nachrichtenblatt* se fait le défenseur des droits des Palestiniens, et critique violemment le gouvernement israélien, accusé de mener une politique d'expansion plutôt que de stabilisation territoriale[604]. En 1982, suite aux événements de Beyrouth, les membres du comité de rédaction manifestent leur indignation par rapport à l'attitude de l'armée israélienne[605]. Ceux-ci justifient leurs condamnations par le fait que ce n'est pas parce que les Juifs ont enduré la Shoah qu'ils peuvent tout se permettre[606].

Si l'on compare cela avec les manifestations d'un certain attachement envers Israël, tel que nous l'évoquions plus haut, on voit bien la position difficile qu'occupait le *Nachrichtenblatt*, de même que les dirigeants des communautés est-allemandes. Le

---

[599] J. H. Schoeps, *Mein Weg als deutscher Jude*, *op. cit.*, p. 254 („Israelfixierung").
[600] *In* : *Nationalities Papers*, *op. cit.*, p. 49.
[601] *In* : J. Borneman, J. Peck, *op. cit.*, p. 131.
[602] *Ibid.*, p. 132.
[603] S. Tauchert, *op. cit.*, p. 137.
[604] *Nachrichtenblatt*, Mars 1981, p. 2 : „Man hatte vergessen, dass die Araber auch Anspruch auf dieses Territorium hatten." „Die Unfähigkeit der israelischen Regierung, sich gegen chauvinistische Entwicklungen wie die Siedlungsbewegung Gusch Emunim durchzusetzen, schuf neue Hindernisse."
[605] *Nachrichtenblatt*, Décembre 1982, p. 2.
[606] *Nachrichtenblatt*, Décembre 1983, p. 6 : „Juden werden nicht *de facto* entschuldigt, weil sie den Holocaust erlebt haben."

malaise était profond pour l'ensemble de la communauté juive concernant l'attitude à adopter vis-à-vis d'Israël, ce qui peut expliquer bien des retenues ou des sous-entendus. De fait, le thème d'Israël devient un véritable tabou : selon P. Kirchner, les dirigeants étaient sommés de ne pas s'exprimer sur ce point afin d'éviter de créer une « situation conflictuelle » à l'intérieur des Communautés ou entre celles-ci et les autorités, mesure qu'il trouve finalement heureuse[607]. En d'autres termes, les Juifs auraient sans doute eu leur mot à dire sur la question d'Israël, mais ils étaient tenus de ne pas le faire, et, comble de la soumission, ils étaient reconnaissants à l'État de ne pas les laisser s'exprimer sur le sujet. Hermann Simon juge quant à lui la politique de la RDA envers Israël « pesante » pour les Juifs[608] et confirme que le sujet était de toute façon « écarté », ce qui finalement, à ses yeux aussi, simplifiait les choses[609].

Pour de nombreux Juifs, comme Arnold Zweig se pose alors un véritable dilemme : comment concilier sionisme et fidélité à la RDA ? Ils ont par exemple refusé de signer la « déclaration des citoyens juifs de RDA en juin 1967», condamnant l'« agression israélienne », à l'instar de H. Schenk, en signe de protestation. Mais ce refus était dérisoire face aux grands noms qui figuraient parmi les signataires. Pour H. Lamm, il s'agit ni plus ni moins d'une « tragédie », du « dilemme de l'intellectuel » face à un régime autoritaire[610].

Néanmoins, pour d'autres, la question du Proche-Orient aurait constitué un petit espace de liberté pour les Juifs de RDA : il s'agissait du seul thème sur lequel ils n'étaient pas totalement obligés de corroborer les thèses promulguées par l'État. Ainsi, Peter Honigmann pense déceler une once de « langue des esclaves » (*Sklavensprache*) dans les rares passages du *Nachrichtenblatt* consacrées à Israël[611]. Il faut bien reconnaître que celle-ci est ténue, mais on ne peut la nier totalement et son existence prouve une fois de plus à quel point les Juifs de RDA étaient pris dans des contradictions identitaires proches de la schizophrénie. En septembre 1973, à propos d'un livre sur le conflit au Proche-Orient, Kirchner manifeste pour la première fois le sentiment d'attachement des Juifs de RFA comme de RDA à Israël :

---

[607] *In* : R. Ostow, *Jüdisches Leben, op. cit.*, p. 44.
[608] *In* : I. Wiltmann, p. 274 („bedrückend").
[609] *Ibid*, p. 274.
[610] *Allgemeine*, 15.09.1967, p. 1 („Tragödie", „das Dilemma des Intellektuellen").
[611] *In :* S. Th. Arndt, *op. cit.*, p. 114. Sur ce point, le langage du journal se différenciait nettement du « jargon habituel du parti » selon l'auteur. („Im Allgemeinen beschränkt man sich darauf, im viermal pro Jahr erscheinenden *Nachrichtenblatt* über Israel in einer vom sonst üblichen Partei-Jargon abweichenden Sprache zu sprechen.")

> On ne peut nier que, pour les Juifs vivant dans les deux États, c'est un problème profondément émotionnel[612].

L'allusion est discrète, disséminée dans une critique littéraire, mais elle est lourde de conséquences : pour S. Tauchert, cet article du président de la Communauté Juive de Berlin-Est n'en constitue pas moins un « tournant dans le discours juif officiel sur Israël en RDA »[613], celui-ci osant pour une fois s'émanciper du discours majoritaire.

On peut donc conclure que, même si elle s'exprime sous des formes très différentes à l'Est et à l'Ouest, une certaine schizophrénie caractérise les Juifs de Berlin sur la question du rapport à Israël.

En conclusion, nous avons pu constater dans cette partie que, comme à toutes les époques historiques, ce sont deux dangers principaux qui se posent à l'intégration des Juifs dans la société : l'isolement, caractéristique du ghetto, qui peut être lié à des facteurs externes (antisémitisme, philosémitisme) ou internes (sentiment d'étrangeté, dissidence), et l'assimilation à outrance, qui, dans le cas précis des Juifs à Berlin, les pousse à être « plus allemands » que les Allemands (de l'Est et de l'Ouest), ce qui est à double-tranchant. D'une part, ils jouissent en effet d'une pleine intégration, voire parfois de certains privilèges ; mais d'autre part, ils sont ainsi exposés à la menace de l'instrumentalisation, particulièrement développée durant la Guerre froide et la course à la légitimité entre les deux Allemagnes.

---

[612] *Nachrichtenblatt,* Septembre 1973, p. 18 : ‚Es kann nicht übersehen werden, dass es für die in den beiden Staaten lebenden Juden ein zutiefst emotionales Problem ist."

[613] S. Tauchert, *op. cit.*, p. 140 („ein Wendepunkt im offiziellen jüdischen Israeldiskurs der DDR").

Cinquième partie : Aspects culturels et identitaires

Le dernier aspect essentiel de la reconstruction de la vie juive à Berlin concerne la culture et s'articule autour de cette question centrale : peut-on parler d'une renaissance de la culture juive à Berlin entre 1945 et 1990 ? Cette interrogation suppose d'infinies précautions, puisque l'ambition de « rattraper » le niveau atteint avant 1933 ne saurait être qu'une illusion. Il s'agit plutôt de (re)construire autrement et pour ainsi dire « en miniature » une culture juive *post-Shoah*.

Mais d'abord, y a-t-il une « culture juive » ? Cette question se pose avec toute son acuité lorsqu'il s'agit par exemple de constituer une collection pour un musée juif ou de rassembler des pièces pour une exposition à thématique juive. Le même dilemme se pose aux éditeurs qui conçoivent des anthologies de « littérature juive ». Doit-on alors prendre en considération les œuvres produites par des artistes juifs, quels que soient leur style et leurs sujets de prédilection, ou au contraire la représentation d'objets, de motifs ou encore de thèmes ayant trait au judaïsme, peu importe que leurs auteurs soient juifs ou non ? On entendra ici la culture au sens étroit du terme, comme créativité ou productivité artistique, en tâchant de ne pas parler de « contribution » (*Beitrag*) mais de « participation » (*Anteil*) des Juifs à la culture, ou aux cultures, allemande(s) d'après 1945[1]. C'est pourquoi nous privilégierons la première définition, tout en tentant de voir dans quelle mesure ces artistes ou intellectuels juifs se sont préoccupés de l'identité juive. Il est bien évident que nous ne pourrons, dans le cadre de ce travail, traiter les biographies et les œuvres de chaque auteur de manière approfondie. Notre but est plutôt de montrer comment, malgré la situation dramatique de l'existence juive en Allemagne après 1945, des artistes et des intellectuels d'origine juive, qui avaient d'ailleurs une conscience très variable de leur judéité, se sont investis dans la reconstruction culturelle des deux Berlin, dans les domaines les plus divers de l'esprit. Mais il s'agira dans cette partie de voir aussi quels systèmes de références culturelles se sont fabriqués les Juifs à l'Est et à l'Ouest, qui ne sont pas sans conséquences sur le plan identitaire.

Toutefois, est-il bien légitime de s'interroger sur le rôle des écrivains et artistes d'origine juive dans l'histoire de la littérature par exemple ? Comme le souligne M. Reich-Ranicki, jusqu'alors, ces « anthologies » ont été surtout le fait d'antisémites

[1] L'*Allgemeine,* 27.05.1988, p. 8, insiste sur cette différence de vocabulaire, car l'expression « contribution », comme nous l'avons vu plus haut, supposerait que les productions culturelles des Juifs soient en quelque sorte extérieures à la culture allemande.

notoires[2]. Lorsqu'il s'est agi pour lui de participer à une exposition sur les écrivains juifs en 1969, il s'est demandé si ce critère était pertinent, puisque d'une part, il n'existe pas de définition fiable des « Juifs » et que d'autre part, leur style, leur écriture, leur art ne sauraient présenter des caractéristiques particulières et clairement identifiables comme « juives »[3]. Ainsi, il faut renoncer à la tentation d'identifier une « école juive », notion récusée notamment par A. Finkielkraut[4]. En revanche, la plupart des critiques s'accordent à dire qu'il existe bien une « sensibilité », une sorte d'« intersubjectivité mystérieuse »[5] propre aux artistes et intellectuels d'origine juive. Pour l'époque qui nous concerne, cette sensibilité se rattache naturellement à la Shoah en tant que thème « producteur de culture » et à la question incontournable soulevée par Adorno : comment faire de l'art après Auschwitz, de surcroît lorsqu'on est juif ?

Comment alors sélectionner ceux qui ont redonné vie à la culture à Berlin-Est et Berlin-Ouest après 1945 ? Parmi les critères de choix de ces écrivains, artistes ou intellectuels juifs, il était impossible de ne retenir que le critère religieux. Il a même fallu parfois prendre en considération des auteurs qui, eux-mêmes, ne se considéraient pas explicitement comme juifs. Tous ceux qui apparaissent ici ont cependant un point commun : ils « ont enrichi, d'une manière ou d'une autre, la mémoire juive, la spiritualité, la vie sociale, économique, politique et intellectuelle du peuple juif »[6]. M. Reich-Ranicki est d'avis lui aussi que l'on peut produire de la culture juive sans le vouloir :

> Que ces écrivains aient voulu quitter le judaïsme ou non, leur origine, leur situation et leur rôle au sein de la société non-juive ont profondément marqué leur originalité, leurs complexes et leur ambition – et partant, leur œuvre aussi naturellement[7].

Bien sûr, chacun d'entre eux a sa personnalité et il serait absurde de vouloir les réduire à un dénominateur commun. Cependant, selon M. Reich-Ranicki, quels que soient leur succès et leur reconnaissance sociale, ces écrivains ont pour spécificité de rester malgré tout « des marginaux et des personnages de second plan »[8]. Or, cette situation marginale

---

[2] M. Reich-Ranicki, *Über Ruhestörer. Juden in der deutschen Literatur,* Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1989, p. 14.
[3] *Ibid.*, p. 39.
[4] « L'écrivain ne décline pas son identité », *in* : *Magazine littéraire,* Avril 2008, n°474, p. 64 (Dossier « Les juifs et la littérature »).
[5] *Ibid.*, p. 65.
[6] A. et E. Abécassis, *Le livre des passeurs. De la Bible à Philip Roth, trois mille ans de littérature juive,* Paris, Robert Laffont, 2007, p. 12.
[7] M. Reich-Ranicki, *op. cit.*, p. 25 : „[…] ob diese Schriftsteller das Judentum verlassen wollten oder nicht, ihre Herkunft, ihre Lage und ihre Rolle innerhalb der nichtjüdischen Gesellschaft haben ihre Eigenart, ihre Komplexe und ihren Ehrgeiz mitgeprägt – und somit natürlich auch ihr Werk."
[8] *Ibid.*, p. 36 : „Außenseiter und Randfiguren sind sie trotzdem".

ne serait-elle pas justement garante de leur indépendance intellectuelle et artistique dans le contexte de politisation extrême de la culture durant la Guerre froide ? Quoi qu'il en soit, ils seraient beaucoup plus unis par leur « souffrance du judaïsme » que par leur judéité elle-même[9]. Ainsi, faut-il considérer Günter Kunert, dont le père juif est mort à Auschwitz alors qu'il n'était qu'un petit enfant, et qui fut élevé par sa mère non-juive, comme un écrivain « juif » ou dont l'œuvre présente une « composante juive » ? Oui, selon Marcel Reich-Ranicki, qui se réfère à ses poèmes centraux thématisant l'Holocauste[10].

Une autre difficulté tient au critère géographique : que veut dire exactement être « de Berlin » pour un artiste ou un scientifique ? Est-ce forcément y résider ? Dans le cas de comédiens ou de chanteurs, souvent en tournée à travers le pays, voire le monde, ou de professeurs invités, qui contribuent indéniablement à l'enrichissement de la culture, il semble qu'un élargissement du critère purement administratif s'impose. On a donc considéré qu'être « de Berlin » signifiait soit s'y rendre un nombre significatif de fois, soit que la ville représente une « *Heimat* », une « *Wahlheimat* » ou en tout cas une « étape » importante dans la biographie de la personne concernée. Ainsi, on retiendra par exemple Elisabeth Bergner, même si elle n'est pas à proprement parler une « rémigrée » à Berlin, parce que ses apparitions répétées sur les scènes berlinoises et les réactions du public montrent bien qu'elle « faisait partie » intégrante du Berlin d'après-guerre. En revanche, nous avons exclu Mascha Kaléko, qui ne fait que quelques séjours à Berlin, dont un de neuf mois en 1958, mais ne publie rien de significatif durant cette période. Elle fait plutôt partie du Panthéon perdu des Juifs berlinois.

Bien sûr, on pourra objecter que ce critère est réducteur : quelle est la légitimité de l'entité « Berlin » sur le plan culturel par rapport à l'Allemagne ? En effet, cela nous force à exclure de l'étude un nombre significatif d'artistes et intellectuels juifs de RFA ou de RDA n'ayant que peu de liens avec Berlin : Victor Klemperer, qui a passé sa vie à Dresde, Ernst Bloch, Hans Mayer… Marcel Reich-Ranicki[11] lui-même manque à l'appel. Toutefois, réaliser une telle anthologie dépasserait largement le cadre de ce travail véritablement centré sur la ville de Berlin divisée. Par ailleurs, ce choix se justifie par les tentatives des alliés, puis dans un second temps, des deux Allemagnes, de

[9] *Ibid.*, p. 50.
[10] *Ibid.*, p. 53.
[11] Il n'est revenu que pour un court moment à Berlin en 1957.

faire de leur secteur de Berlin une véritable « vitrine » sur le plan culturel. Et de fait, la ville, même divisée, s'est rapidement reconstruit une réputation :

> En souvenir de l'âge d'or de la République de Weimar, Berlin apparaissait toujours comme un symbole du rayonnement culturel[12].

Quelle est donc la place occupée par les Juifs dans cette reconstruction culturelle ?

Nous aurons d'abord soin de rappeler à quel point la culture juive est détruite et combien l'ampleur de cet anéantissement rend la (re)construction difficile. Puis, nous analyserons les systèmes de références culturelles des deux Communautés Juives, qui font apparaître des différences de taille, mais également de fortes similitudes. En gardant cet arrière-plan à l'esprit, nous essaierons d'identifier les producteurs juifs de culture dans les deux Berlin et de mieux cerner leurs différents profils, même si cette démarche, nous en avons bien conscience, est forcément réductrice. Enfin, nous nous demanderons si les traces de l'héritage judéo-allemand sont présentes majoritairement à Berlin-Est, comme ont tenté de le montrer certains chercheurs.

I – Le grand vide culturel juif dans les deux Berlin

Les témoignages de ceux qui ont bien connu la culture juive à Berlin avant 1933 sont éloquents. C'est en ces termes que s'exprime par exemple le philosophe Michael Landmann :

> Malgré les rémigrés, c'est quasiment une Allemagne sans Juifs. En particulier Berlin, dont la vie culturelle avait été marquée par les intellectuels et artistes juifs, n'était plus l'ancien Berlin.

Revenu à Berlin après 1945, il avait l'impression de « parcourir des ruines »[13]. Cela ne l'empêchera pas de s'y établir, à la différence de Gershom Scholem, qui prend conscience lors de son voyage à Berlin en 1946 qu'il ne pourra jamais revenir vivre dans ce lieu à la culture dévastée[14]. Pour Ronnie Golz, ce sont même les intellectuels juifs dans leur ensemble qui ont disparu de Berlin[15]. Il s'agit de voir comment le vide laissé par les Juifs se répercute sur la vie culturelle dans le Berlin divisé.

---

[12] H. Glaser, *Deutsche Kultur 1945-2000,* Munich, Vienne, Carl Hanser Verlag, 1997, p. 112 : „Berlin erwies sich weiterhin, in Erinnerung an die goldenen Jahre der Weimarer Republik als Topos kultureller Strahlkraft".

[13] „Es ist, trotz der Rückkehrer, faktisch ein Deutschland ohne Judentum. Insbesondere Berlin, dessen kulurelles Leben durch jüdische Intellektuelle und Künstler mitgeprägt gewesen war, ist nicht mehr das alte Berlin. […] Ich wanderte auf Ruinen", *in* : H. Broder, M. R. Lang, *op. cit.,* p. 143.

[14] F. Oz-Salzberger, *Israelis in Berlin, op. cit.,* p. 34.

[15] K. Karcagi, *op. cit.,* p. 30.

a) Une « culture née des ruines » [16]

La déchéance du Musée juif de Berlin, ouvert en janvier 1933 dans l'Oranienburger Straße, quelques jours seulement avant l'accession de Hitler au pouvoir, peut être considérée comme le symbole de la « culture berlinoise évanouie » pour reprendre la formule de H. Knobloch[17]. Fermé peu de temps après son ouverture, il est pillé quasiment en totalité durant la guerre. Le reste des collections qu'il abritait est transféré après 1945 dans le musée de la ville de Berlin situé à l'Ouest, dans la Lindenstraße[18]. Le *Weg* rappelle que de nombreux trésors contenus dans ces collections ont été volés, cassés, détruits ; il n'en reste que des « souvenirs qui vont s'effacer de plus en plus »[19]. On sait qu'il n'y aura pas de musée juif à part entière à Berlin durant toute la période 1945-1990, que ce soit à l'Est ou à l'Ouest. À l'image de cette perte, de nombreux repères de la culture juive du Berlin d'avant 1933 sont réduits quasiment à néant et ne seront toujours pas reconstruits en 1990, voire ne le seront sans doute jamais.

Tout d'abord, l'extraordinaire productivité culturelle juive qui s'est manifestée à Berlin dans la seconde moitié du XIX^e^ et le premier tiers du XX^e^ siècle est désormais révolue :

> Une culture spécifique judéo-berlinoise apparut. […] Cette culture était à part. Elle a aujourd'hui irrémédiablement disparu. Il n'est resté guère plus qu'un faible souvenir de ces années où Berlin était une métropole culturelle judéo-allemande, voire judéo-européenne, admirée dans le monde entier, à la croisée de l'Est et de l'Ouest[20].

Ainsi, Berlin semble avoir perdu sa vocation de carrefour entre l'Est et l'Ouest, qui était sans doute l'élément essentiel du développement de la culture juive. H. Noll confirme cette impression :

> Le rayonnement bien particulier de Berlin […] avait en tout cas disparu à jamais […] d'abord parce qu'il manquait les Juifs, sans qui le Berlin intellectuel n'était pas concevable. […] Un fleuve s'était tari, autrefois nourri par des sources issues des quatre points cardinaux, par la rigueur du Nord et la gaieté du Sud, par la misère de l'Est et le faste sépharade[21].

---

[16] J.-M. Palmier, *op. cit.*, p. 296.
[17] *Herr Moses in Berlin*, *op. cit.*, p. 289 („verklungene Berliner Kultur").
[18] À l'emplacement où sera construit le Musée juif actuel.
[19] *Weg*, 23.09.1947, p. 7 : „Erinnerungen, die immer mehr verblassen werden".
[20] A. Nachama, J. H. Schoeps, H. Simon (Eds.), *Juden in Berlin*, *op. cit.*, p. 7 : „Eine spezifisch Berliner-jüdische Kultur entstand. […] Diese Kultur war einzigartig. Sie ist heute unwiderruflich verschwunden. Geblieben ist nicht viel mehr als eine schwache Erinnerung an jene Jahre, in denen Berlin eine weltweit bewunderte deutsch-jüdische, wenn nicht sogar eine europäisch-jüdische Kulturmetropole zwischen Ost und West war."
[21] H. Noll, *Berliner Scharade*, Hambourg, Hoffmann & Campe, 1987, pp. 27-28 : „die besondere Ausstrahlung Berlins […] das jedenfalls war für immer dahin.[…] Schon weil die Juden fehlten, ohne die das geistige Berlin gar nicht denkbar war. […] Ein Strom war versiegt, einstmals gespeist aus den Quellen aller vier Himmelsrichtungen, aus nördlicher Strenge und südlichem Frohsinn, aus östlichem Zores und sephardischer Pracht."

Interrogé sur ses impressions de l'Allemagne en 1989, après un exil de près de cinquante ans, Hans Sahl formule cette réponse édifiante : « ce qui manque en Allemagne, ce sont les Juifs », et d'évoquer leur prédisposition à manier la langue allemande dans tous les domaines, qualité irrémédiablement éteinte[22]. Erwin Leiser se montre tout aussi nostalgique :

> Si je ne veux pas me raconter d'histoires, je dois bien admettre que la culture juive a disparu d'Allemagne. Elle a été brutalement éradiquée le 10 novembre 1938. Les nazis voulaient non seulement anéantir les Juifs, mais aussi leur esprit et leurs livres. Et ils y sont largement parvenus. Ils ont réussi à exterminer physiquement et psychiquement le judaïsme allemand. Les Juifs qui vivent aujourd'hui en RFA ou en RDA ne sont pas, pour la plupart, des Juifs allemands[23].

De fait, pour J. Geis, on ne peut plus parler de culture juive allemande en l'absence de Juifs allemands : en effet,

> avec la liquidation et la persécution de ces personnes, c'est aussi leur culture qui a été détruite irrémédiablement. Il n'y a pas de culture sans les personnes correspondantes[24].

Edgar Hilsenrath, qui partage cette conviction, en déduit logiquement que les écrivains juifs allemands sont inexistants en Allemagne après 1945 : « il n'y a pas d'auteurs juifs allemands. D'où sortiraient-ils ? Le judaïsme allemand a été anéanti »[25]. Pour lui, il ne reste parmi les Juifs sur le sol allemand que des retraités et quelques trafiquants pratiquant le marché noir, ainsi que des immigrés peu disposés à s'investir dans la vie culturelle d'un pays qu'ils estiment « étranger »[26]. Toutefois, remarquons qu'il ne s'inclut pas dans cette description puisqu'il se définissait lui-même quelques années plus tôt comme « un Juif de culture allemande »[27].

Lorsqu'on évoque l'absence de producteurs juifs de culture allemande, on pense bien sûr tout de suite aux grands noms d'émigrés qui ne sont jamais revenus à Berlin : Fritz Lang reste jusqu'à sa mort à Los Angeles, tout comme de nombreux Juifs berlinois du monde du cinéma, de sorte qu'Artur Brauner se demande légitimement ce que serait devenu Hollywood sans les Juifs de Berlin[28]. Il faut bien sûr évoquer d'autres personnages illustres comme Albert Einstein, Bruno Walter et Arnold Schönberg, qui

---

[22] D. Dambitsch, *Die Stimmen der Geretteten,* Audio-Verlag, 2002, CD 2, Piste 5 : „Es fehlen die Juden in Deutschland."
[23] *In :* H. Koelbl, *Portraits juifs, op. cit.,* p. 256.
[24] J. Geis, *Übrig sein, op. cit.,* p. 20 : „denn mit der Liquidierung und Vertreibung dieser Menschen ist auch ihre Kultur unwiederbringlich zerstört. Kultur ohne die entsprechenden Menschen gibt es nicht."
[25] Interview *in : Allgemeine,* 18.10.1990, p. 5 : „Es gibt keine deutsch-jüdischen Autoren. Woher soll es sie geben? Das deutsche Judentum ist vernichtet worden."
[26] *Ibid.*
[27] *Allgemeine,* 19.05.1978, p. 6.
[28] A. Brauner, *Mich gibt es nur einmal, op. cit.,* p. 139.

feront le choix de s'établir aux États-Unis ; Otto Klemperer quant à lui ne reviendra qu'épisodiquement à Berlin.

On ne peut bien sûr pas oublier non plus les artistes et intellectuels juifs qui ont connu un destin plus tragique : Kurt Tucholsky, qui se suicide en 1935, de même que Walter Benjamin, lors de sa fuite en Espagne en 1940. La peintre Charlotte Salomon, arrêtée dans le Sud de la France, est assassinée à Auschwitz en 1943 ; le chef d'orchestre Kurt Singer, déporté de Hollande, meurt à Theresienstadt en 1944 ; enfin, Georg Hermann, le poète surnommé le « Fontane juif » de Berlin, est assassiné à Auschwitz en 1943.

Mais il faut également penser aux petits artisans de la culture juifs, sans doute moins célèbres, mais qui ne sont plus là pour dynamiser la vie culturelle et dont l'absence se fait cruellement ressentir au quotidien. Pour Hans Noll, le « Juif de culture », incarné par un dandy comme Daniel Ellenbogen, manque dans la société cultivée de Berlin :

> Même Daniel Ellenbogen ne pouvait pas être remplacé ; lui aussi faisait partie intégrante de Berlin, cette apparition de noblesse morbide, le monocle posé sur un œil en forme d'amande, habillé impeccablement en costume et manteau du soir, le foulard de soie drapé d'une manière qui trahissait le libre penseur, la chemise ornée de perles, de la brillantine dans les cheveux, un symbole de la ville qui avait fait son éducation, un Juif prussien, un bourgeois qui éprouvait des sentiments aristocratiques[29].

On ne sait pas ce qu'il est devenu. La liste des noms pourrait ainsi être allongée à l'infini, avec par exemple, dans le journalisme, Lutz Weltmann, le « Stiller de notre époque » selon l'*Allgemeine*[30]. Très populaire dans le Berlin des années 1920, notamment pour ses critiques littéraires dans le *Berliner Tageblatt*, il choisit de rester dans son pays d'exil, l'Angleterre, d'où il écrit parfois des contributions pour l'*Allgemeine*. Mais on déplore sa présence à Berlin. De même, Walter Zadek, fameux journaliste du *Berliner Tageblatt*, restera en Palestine. D'autres, oubliés, n'ont pas été réhabilités, même après 1990 : on pense par exemple à Hans Davidsohn (Jakob van Hoddis), auteur de poèmes expressionnistes qui thématisaient la vie de l'homme dans la grande ville. Selon A. Nachama et U. Eckhardt, cette figure de proue de la vie littéraire de Berlin est morte, oubliée de tous, en déportation en avril 1942 et son œuvre a été

[29] H. Noll, *Berliner Scharade, op. cit.*, p. 28 : „Selbst Daniel Ellenbogen war nicht zu ersetzen, ein Stück Berlin auch er, eine Erscheinung von morbider Noblesse, das Monokel in mandelförmig geschnittenem Auge, untadelig in Frack und Abendmantel gekleidet, den Seidenschal auf eine Art drapiert, die den Freidenker verriet, Perlen im Hemd und Brillantine im Haar, ein Symbol der Stadt, die ihn gebildet hatte, ein preußischer Jude, ein aristokratisch fühlender Bourgeois."
[30] *Allgemeine*, 17.02.1961, p. 2 : „Ein Stiller unserer Zeit".

totalement refoulée dans le Berlin d'après-guerre[31]. Il y aurait donc encore beaucoup à redécouvrir de cet univers culturel dont on a perdu les traces.

Il faut évoquer enfin l'échec du retour pour certains : le destin de Walter Wicclair en est emblématique. Né en Silésie, l'acteur et metteur en scène naturalisé américain, ancien directeur du Théâtre Gerhard Hauptmann avant 1933, repart à Los Angeles après avoir tenté de recommencer une carrière à Berlin en 1957. Sa « *Danse de la mort* » à la *Kongresshalle* fut un échec total. Malgré son immense succès lors d'une soirée Feuchtwanger à la Communauté Juive de Berlin-Ouest, il quitte Berlin deux ans plus tard, ce que regrette profondément l'*Allgemeine* :

> Aujourd'hui, Wicclair tourne de nouveau le dos à Berlin, avec le sentiment, selon ses propos, de « ne plus être utile ici ». […] Il est regrettable […] que Berlin ait laissé repartir cet homme qui s'est mis entièrement au service du théâtre dans son pays d'émigration[32].

Le fils de Max Reinhardt, Gottfried (1913-1994), a lui aussi préféré demeurer aux États-Unis après une expérience décevante à Berlin. En effet, lors de son séjour en Europe en 1954, au cours duquel il a réalisé plusieurs films à Berlin, notamment pour Artur Brauner, il a vite compris qu'il ne pourrait rester y vivre[33] :

> Dieu sait à quel point Berlin était, durant les années vingt et trente, une métropole passionnante ; mais l'expérience de New York et de Los Angeles fut extrêmement positive. […] Le Berlin que j'ai connu, celui où j'ai quand même passé les dix-neuf premières années de ma vie, n'existe plus. Le Berlin d'aujourd'hui ne manque du reste pas d'intérêt, mais il n'a absolument rien à voir avec celui où j'ai grandi[34].

Ainsi, de nombreux « rémigrés » furent déçus de ce qu'ils retrouvaient à Berlin et qui ne correspondait plus à leurs souvenirs de jeunesse.

Mais au-delà du manque de « producteurs » de culture, c'est aussi l'absence de spectateurs juifs qui se fait cruellement ressentir selon le comédien Willi Schmidt[35]. Ceux-ci jouaient en effet le rôle de censeurs émettant des critiques de haut niveau, ce qui contribuait à améliorer considérablement la qualité des représentations théâtrales. G. Reinhardt confirme cette impression : les Juifs remplissaient, selon ses termes, une fonction de « frottement », d'« évaluation », finalement plus importante à ses yeux que leur « contribution » à tel ou tel domaine de la culture :

---

[31] U. Eckhardt, A. Nachama, *Jüdische Orte in Berlin, op. cit.,* p. 29 : „sein Werk, Leben und tragisches Ende […] gehören zu den bis heute vergessenen Kapiteln deutscher Kulturgeschichte, die nach dem Ende des Nationalsozialismus […] nicht wieder belebt wurden."

[32] *Allgemeine,* 27.05.1960, p. 16 : „[…] kehrt Wicclair Berlin jetzt wieder den Rücken, in dem Gefühl, ‚dass ich hier nicht mehr gebraucht werde'. […] Es ist bedauerlich, dass Berlin diesen dem Theater mit ganzer Seele dienstbaren Mann wieder in sein Émigrationsland zurückgehen ließ."

[33] *In :* H. Koelbl, *op. cit.,* p. 317.

[34] *Ibid.,* pp. 317-318.

[35] *In* : *Berlin Capitale, op. cit.,* p. 22.

> L'important n'était pas le nombre de Juifs qui se trouvaient sur la scène, mais les Juifs qui étaient dans la salle. Quand les nazis sont arrivés au pouvoir, le fait qu'il y ait moins de Juifs sur scène a eu moins de conséquences que le fait qu'ils étaient moins nombreux dans le public. Avant Hitler, lors de la première d'une pièce, les Juifs, qu'ils soient simples spectateurs ou critiques professionnels, jouaient un grand rôle. C'est à eux que l'on s'affrontait. L'ambiance était électrique. Cette tension a cruellement manqué par la suite, quand le public a été débarrassé des Juifs. La vie culturelle est alors très rapidement devenue de la nourriture sans sel[36].

Ainsi, on peut évoquer, pour ne citer que lui, le critique littéraire Alfred Kerr, la référence à Berlin en matière de critique, établi en Angleterre à partir de 1935 et qui s'éteint en 1948 lors d'un voyage en Allemagne. Le monde théâtral berlinois d'après 1945 déplore la disparition de son talent.

De même, les universitaires juifs sont rares après 1945 : pour M. Wolffsohn, « les professeurs juifs dans les universités allemandes sont une sorte d'espèce exotique »[37]. L'anecdote est restée célèbre selon laquelle « *Herr Doktor* » était « un prénom juif fort répandu durant la République de Weimar »[38]. Ce n'est bien sûr plus le cas après 1945, les Juifs ayant été exclus de l'université durant de longues années. Par ailleurs, combien de carrières de médecins et d'avocats ont-elles été avortées ? Erna Proskauer aurait dû devenir juge, mais elle n'y est jamais parvenue après 1945 et n'a jamais obtenu réparation pour cela[39]. Les médecins juifs après 1945 à Berlin, c'est-à-dire ceux qui exerçaient déjà en 1933, atteignent vite l'âge de la retraite : le Dr. Oscar Rosenberg, de l'Hôpital juif, prend sa retraite en 1961, comme le fait, à la fin des années 1950, le Dr. Georg Friedländer, décoré de la Croix du mérite de RFA en 1956. Même s'ils ont au moins pu transmettre leur savoir à la génération montante, ils ne seront pas remplacés par des Juifs, en particulier au sein de l'Hôpital juif de Berlin, qui n'en porte plus guère que le nom.

En outre, il faut bien voir qu'après le court épisode des camps de « DP's », caractérisé par la renaissance de la culture du « *shtetl* », la culture juive d'Europe de l'Est est totalement anéantie[40], le meilleur symbole étant l'extinction de la langue yiddish. La Shoah représente une ombre portée sur la survie de l'univers yiddishophone depuis 1945 ; les écrivains qui l'utilisent encore sont des auteurs à « la langue

---

[36] *In :* H. Koelbl, *op. cit.*, pp. 318-319.
[37] M. Wolffsohn, *Meine Juden Eure Juden, op. cit.*, p. 93 : „Jüdische Professoren sind an Deutschlands Universitäten so etwas wie Exoten."
[38] D. Bourel, *op. cit.*, p. 87.
[39] Voir son autobiographie *Wege und Umwege. Erinnerungen einer Rechtsanwältin*, Berlin (Ouest), Verlag Dirk Nishen, Berliner Geschichtswerkstatt 6, 1989.
[40] Voir B. Wasserstein, *op. cit.*, p. 26, de même que l'article de J. Woile-Kalkbrenner, „Verlorengegangenes Ostjudentum", *in* : *Allgemeine*, 27.03.1970, p. 3.

arrachée »[41]. Toutefois, on pourrait objecter que cette langue calcinée a une résonance qui va bien au-delà de ses locuteurs disparus.

Il est également symptomatique que très peu de Juifs arrivés à Berlin après 1945 se soient investis dans le domaine culturel. Cette absence de productivité est liée une fois de plus au syndrome des « valises » : en effet, pourquoi créer de la culture dans un pays où l'on ne veut pas rester ? Les quelques exceptions de « Juifs de l'Est » s'étant illustrés à Berlin (Est ou Ouest) entre 1945 et 1990 sont infimes : Artur Brauner est unique, comme il le dit si bien lui-même…[42]

b) Des traces effacées

Or, ce n'est pas seulement le bilan de douze années de national-socialisme qui est en cause ici. On peut également pointer du doigt l'attitude des deux États allemands, en tout cas dans les premières décennies. M. Brenner formule en ces termes les négligences de la part de la RFA comme de la RDA, aussi peu conscientes l'une que l'autre – du moins dans un premier temps – de l'héritage qu'elles avaient encore à défendre en termes de culture juive :

> Après la guerre, l'héritage de Mendelssohn et de Heine, de Freud et d'Einstein devait rester orphelin, tout comme les ruines des synagogues ont dû laisser la place à des parkings et à des espaces verts[43].

Ainsi, le traitement de l'héritage culturel judéo-allemand semble ne pas avoir été assez conséquent. Sans doute les deux États allemands étaient-ils trop préoccupés par la reconstruction matérielle pour s'intéresser à ces aspects d'importance secondaire ; sans doute avait-on aussi oublié la valeur que représentait cet héritage pour l'Allemagne, après douze ans de propagande national-socialiste et dans le contexte de la Guerre froide. Comme le dit assez ironiquement B. Engelmann, le pire n'était pas l'incommensurable perte sur le plan culturel, mais le fait que les Allemands n'avaient « l'air de ne rien regretter »[44].

À l'Ouest, on peut bien sûr évoquer l'absence de préservation de certaines synagogues, supprimées sans scrupules et dont parfois aucune plaque commémorative

---

[41] R. Ertel, « Assimilation et désassimilation, un geste fondateur », *in* : *Le Magazine littéraire*, Avril 2008, p. 73.
[42] A. Brauner, *Mich gibt es nur einmal*, *op. cit.*
[43] H. Knobloch, *Herr Moses in Berlin*, *op. cit.*, p. 9 : „Nach dem Krieg sollte das Erbe Mendelssohns und Heines, Freuds und Einsteins verwaist bleiben, sollten die Ruinen der Synagogen Parkplätzen und Grünflächen weichen."
[44] B. Engelmann, *Deutschland ohne Juden*, *op. cit.*, p. 421 : „Die Bürger scheinen gar nichts zu vermissen."

ne rappelle le souvenir[45]. Mais l'exemple le plus édifiant est sans doute la lenteur avec laquelle la reconstruction du Musée juif s'est accomplie. Les tergiversations sur la question sont, selon Th. Lackmann, caractéristiques de l'inertie due au philosémitisme ambiant et de la « politique provinciale berlinoise », isolée du centre décisionnel de Bonn[46]. La Communauté Juive de Berlin-Ouest souhaitait « des expositions vivantes », notamment afin d'intéresser les jeunes, et refusait catégoriquement « un monument figé dans la pierre ». Celui-ci devait montrer « ce que ce Berlin a représenté et représente aujourd'hui encore pour la symbiose judéo-allemande »[47]. Il était attendu avec impatience depuis 1971, date de l'exposition « *Leistung und Schicksal* » retraçant l'histoire de la Communauté Juive de Berlin depuis 1671, qui s'était tenue dans les locaux du Musée de la ville de Berlin-Ouest. La « Société pour un Musée juif à Berlin » est créée en février 1976. Après une exposition en 1978 consacrée au « futur Musée juif » dans la Lindenstraße, la « section juive » du Musée de Berlin ouvre finalement en 1979. En 1984, elle s'installe au *Martin-Gropius-Bau.* Puis de longues discussions s'ensuivront sur l'intégration du Musée juif au Musée de Berlin ou non. Certes, le vœu de la Communauté sera exaucé, mais pas avant 1999, voire 2001, date d'ouverture de l'exposition permanente du Musée juif actuel[48].

À Berlin-Est également, il y a eu des tentatives pour recréer un musée juif, notamment en 1961, mais toutes se sont heurtées au refus des autorités. Celle de Salomea Genin s'est soldée par un cuisant échec, alors même qu'un tel musée aurait pu redorer l'image de la RDA, au moment où celle-ci était en quête de reconnaissance internationale. En avril 1975, la journaliste envoie son projet à Rudi Bellmann, directeur du groupe de travail chargé des questions ecclésiastiques au Comité Central du SED[49]. Celui-ci approuve le projet, validé ensuite par la secrétaire d'État, la « camarade Jannot », qui autorise Salomea Genin à se lancer dans la réalisation. En 1977, après deux années de travail, celle-ci présente à la secrétaire d'État une liste des personnes juives à contacter pour obtenir leur appui. Le refus est catégorique, au prétexte que la plupart des personnes mentionnées n'étaient pas de « vrais Juifs » au sens du SED,

---

[45] Voir *supra*.
[46] Th. Lackmann, *„Jewrassic Park" Wie baut man (k)ein jüdisches Museum in Berlin,* Berlin, Vienne, Philo, 2000, p. 131.
[47] *Allgemeine,* 18.02.1977, p. 6 : „kein steingehauenes Denkmal, sondern lebendige Ausstellungen"; „was dieses Berlin für die deutsch-jüdische Symbiose bedeutet hat und noch heute bedeutet".
[48] Et ce malgré les plaintes répétées de Galinski auprès du Sénat. Voir par exemple *Allgemeine,* 23.08.1985, p. 9.
[49] S. Genin, „Rückkehr", *op. cit.*, p. 78.

c'est-à-dire des membres de la Communauté Juive[50]. S. Genin en tire la conclusion que la RDA se situe toujours dans la droite ligne de 1953. Le projet est enterré et sa conceptrice désabusée, comme la plupart des Juifs est-allemands qui ont tenté de sauver la culture juive avant que celle-ci ne devienne subitement à la mode à la fin des années 1980.

D'autre part, la culture juive « de l'Est » est fortement mise à mal dans le Bloc soviétique. Bien sûr, son extinction est due essentiellement au national-socialisme, mais aussi, dans une mesure non négligeable, au « nivellement communiste », soucieux d'effacer toute distinction de religion ou d'origine, au nom d'un égalitarisme poussé à l'extrême[51]. Par ailleurs, à la source même, un danger menace la culture juive de l'Est, en particulier d'expression yiddish : « le peu de culture yiddish qui reste en URSS est étouffé » selon B. Wasserstein[52]. La RDA elle aussi est marquée par l'interdiction de nombreuses productions culturelles juives est-européennes : le 10 juillet 1977 par exemple, un « événement théâtral extraordinaire » se produit au Théâtre du Palais à Berlin-Est : la représentation d'un groupe invité de Bucarest durant six jours. Mais aucune publicité n'est faite et la prestation ne connaît qu'un succès en demi-teinte[53]. Autre exemple d'« étouffement », en 1982, un groupe de théâtre juif venu de Moscou est interdit de représentation à Berlin-Est parce qu'Arafat séjourne au même moment dans la ville[54]. Le « Quartier des granges » à Berlin-Est voit lui aussi ses traces effacées au quotidien :

> Rien n'en est resté […]. Il manque des indications et des plaques commémoratives expliquant la topographie. Tout ce qu'il reste, c'est le souvenir d'une culture anéantie[55].

À côté de ce « nivellement » imposé par la doctrine soviétique, l'attitude quelque peu négligente de l'Ouest est bien sûr sans commune mesure.

Cependant, il faut bien voir que la situation de la culture juive en RDA n'a jamais été aussi menacée qu'en URSS, où la vie culturelle juive a été réprimée à partir de la fin de l'année 1948 : les artistes et intellectuels étaient arrêtés, la presse, le théâtre, les maisons d'édition éradiqués[56]. Même si après la mort de Staline, la vague

---

[50] *Ibid.*, p. 79.
[51] M. Brenner, *Nach dem Holocaust, op. cit.*, p. 29 : „kommunistische Gleichmacherei".
[52] B. Wasserstein, *op. cit.*, p. 75.
[53] H. Knobloch, *op. cit.*, p. 215 („ein außergewöhnliches Theaterereignis").
[54] P. Honigmann, *in* : S. Th. Arndt *et al.*, *op. cit.*, p. 112.
[55] U. Eckhardt, A. Nachama, *Jüdische Orte, op. cit.*, p. 33 : „Nichts davon ist geblieben [...]. Es fehlen Hinweise und Gedenktafeln mit erklärender Topographie. Was bleibt, ist allein die Erinnerung an eine vernichtete Kultur."
[56] Voir *Allgemeine*, 6.09.1963, p. 1 : „Jüdische Kultur in der Sowjetunion".

d'antisémitisme cesse, tout ce qui a été fermé et interdit à cette époque ne sera jamais recréé. Seules quelques petites concessions furent faites, permettant par exemple l'existence de journaux en yiddish, mais elles ne sont pas significatives. Les rares Juifs encore soucieux de leur identité étaient contraints de devenir des « Juifs du silence »[57] et, selon B. Wasserstein, il était vain de vouloir faire revivre ce qui était considéré officiellement comme une « culture morte »[58].

Quoi qu'il en soit, cette absence de préservation de la culture juive touche aussi les classiques judéo-allemands. Ainsi, V. von Wroblewsky évoque non sans ironie les ravages de la « dénazification » sur le plan culturel en RDA : il rapporte que sa mère, employée à la bibliothèque de Kleinmachnow, a réussi à sauver *in extremis* un ouvrage de… Tucholsky, destiné à la poubelle, alors même que ses livres avaient été brûlés par les nazis.

> L'ignorance des censeurs dénazifiants n'avait d'égal que leur manque d'humour. Ils avaient cru préserver la Nouvelle Allemagne du chauvinisme, du militarisme et de l'expansionnisme en éliminant justement un des livres qui en faisait la meilleure critique[59].

Or, la sensibilité pour cette perte augmente avec le temps, surtout dans les années 1980, et celle-ci va se retourner contre le régime est-allemand. Juste après l'effondrement de la RDA, Galinski n'hésitera pas à employer à son tour une véritable « massue communiste », en réaction à la « massue fasciste » utilisée par la RDA contre la RFA, dénonçant une destruction pure et simple de la culture juive par les régimes du Bloc soviétique[60].

À l'inverse, à l'Ouest, la situation des classiques judéo-allemands semble s'améliorer au fil du temps. En 1948, on déplorait de ne plus pouvoir trouver une seule édition de Martin Buber en Allemagne :

> Des barbares animés par la bêtise et par la haine les [ses écrits] ont déchirés, brûlés, mis au pilon, et il ne nous est resté que le nom de Martin Buber[61].

Mais la situation va vite changer, notamment avec les cours de L. Goldschmidt et J. Bloch dans le cadre de la JVHS[62]. Ce dernier contribuera beaucoup à faire connaître

---

[57] Selon la formule d'Elie Wiesel.
[58] B. Wasserstein, *op. cit.*, p. 203.
[59] *In* : *Berlin Capitale*, *op. cit.*, p. 36.
[60] *In :* A. Nachama et G. Sievernich, *Jüdische Lebenswelten. Dokumentation einer Ausstellung*, Berlin, Jüdischer Verlag, Suhrkamp, 1992, voir l'introduction : „die dort jahrzehntelang herrschenden totalitären Regimes haben versucht, [die jüdische Kultur] auszutilgen" („Kommunismus-Keule").
[61] *Weg*, 6.02.1948, p. 5 : „Zerrissen, verbrannt, eingestampft haben sie dumme und böse Barbaren, und so ist uns allein Martin Bubers Name geblieben."
[62] Tout le programme des cours de la JVHS se trouve en ligne sur le site : <http://jvhs.tesobe.com/>.

les grands penseurs juifs dans le Berlin des années 1960, notamment Franz Rosenzweig et Hermann Cohen, dégageant ainsi les traces de la culture juive passée. L'*Allgemeine* souligne que ses cours connaissent toujours beaucoup de succès[63]. Quant à Gershom Scholem, il vient lui-même à la JVHS, à la fin de l'année 1982, pour y présenter son livre *De Berlin à Jérusalem* ; en 1984, il fait un exposé sur la musique juive et en 1987 sur la mystique juive. On voit donc que les traces d'une culture éteinte pouvaient être retrouvées lorsque la volonté de renouer des contacts était présente.

c) La « muséalisation » d'une culture

Un autre obstacle se pose à la reconstruction de la culture juive berlinoise d'après-guerre : les Juifs se trouvent en quelque sorte transformés eux-mêmes en objets culturels, en reliquats du passé, bref en véritables « pièces de musée »[64], selon l'expression de L. Mertens. Le regard extérieur y contribue beaucoup : ainsi, les visiteurs s'extasient plus volontiers sur les ruines et les cendres que sur les institutions restaurées et sur la nouvelle vie des Juifs. Sonja Berne partage cette impression que la Communauté de Berlin-Est est devenue une sorte de « musée »[65].

Or, ce sentiment n'est pas réservé à l'Est. Pour Th. Lackmann, « les Juifs sont notre musée »[66] ; ils sont les témoins « de la difficulté de la RFA à faire de la politique avec des victimes vivantes »[67] « au pays de la culture fantôme »[68]. M. Bodemann fait le même constat, particulièrement à Berlin, véritable « capitale de la commémoration », ce qu'il explique par sa situation coupée de la RFA : la ville en retire selon lui une force symbolique décuplée. Heidi Stern trouve quant à elle que les membres de la Communauté Juive de Berlin-Ouest ressemblent à des « fossiles », à la différence des Juifs bien vivants de France ou de Grande-Bretagne[69].

Cette vision des Juifs et de leur culture les amène à vouloir faire revivre des traditions d'un autre âge, au premier rang desquelles la langue yiddish, qui refait son apparition dans les années 1960-1970 et connaît un franc succès auprès d'un public même non-juif. De manière quelque peu artificielle, le « Juif de l'Est » yiddishophone

---

[63] *Allgemeine*, 13.05.1969, p. 13.
[64] L. Mertens, *Davidstern, op. cit.*, p. 182 : „Museumsstücke".
[65] R. Ostow, *Jüdisches Leben, op. cit.*, p. 51.
[66] Th. Lackmann, *op.cit.*, p. 93 : „Die Juden sind unser Museum".
[67] *Ibid. :* „Von der bundesrepublikanischen Schwierigkeit, mit lebenden Opfern Politik zu machen".
[68] *Ibid.*, p. 96 : „im Land der Phantomkultur".
[69] K. Karcagi, *op. cit.*, p. 188.

redevient ainsi le symbole d'une sorte d'innocence perdue pour le Juif occidentalisé[70], ce qui explique sans doute que sa revivification soit plus intense à l'Est qu'à l'Ouest[71].

> La vie du *shtetl* est aujourd'hui magnifiée : avec le recul du temps, on croit y reconnaître cette vie d'une totale pureté juive, si différente de la vie métissée juive-allemande, germano-américaine, juive-américaine, etc. Une vie totalement juive, on ne la rencontre plus aujourd'hui qu'en Israël[72].

Ainsi, les « Juifs de l'Est » apparaissent comme des ancêtres mythiques, qui ne se sont pas laissés corrompre par le confort de l'assimilation et, par conséquent, ne peuvent être accusés d'avoir pactisé avec les forces du mal. Symboliquement, la première recension du *Nachrichtenblatt* est consacrée à *Téviè le laitier* de Scholem Aleichem[73]. Peter Kirchner développe pour sa part des réflexions sur la langue et la littérature yiddish à partir de 1972. À ses yeux, les auteurs yiddish ont toujours su s'adresser au simple peuple et le divertir, à l'inverse des auteurs juifs de langue allemande, dont la lecture était réservée à un public cultivé[74]. Jakob L. Perez est ainsi décrit comme « un combattant courageux contre les ténèbres », ce qui n'est pas sans rappeler la terminologie antifasciste de la RDA[75]. Renate Kirchner organise des lectures en yiddish accompagnées de chansons dans la bibliothèque de la Communauté, par exemple pour les personnes âgées[76]. Ainsi, à partir des années 1970, toute la Communauté Juive de Berlin-Est était littéralement plongée dans l'univers yiddish.

À Berlin-Ouest, on n'ignorait pas non plus les traditions yiddish, mais il semble qu'on les ait redécouvertes plus tard et surtout qu'on en ait fait un élément moins central de la judéité. En 1963, le « feuilleton » de l'*Allgemeine* est consacré aux *Récits de ghetto* de J.L. Perez, traduits du yiddish en allemand, puis une série s'intéresse à la littérature yiddish en 1964. Plus tard, ce sont surtout des interprètes israéliens qui diffusent cette langue à la Communauté Juive, ainsi que les traditions liées, sous forme de chants et de pièces de théâtre notamment. L'événement le plus marquant à cet égard est sans doute la visite du groupe « *Anatevka* » de Shmuel Rodensky au *Theater des Westens* en 1969, prestation très médiatisée et parrainée par Klaus Schütz[77]. Le succès est tellement grand que le spectacle sera d'ailleurs rejoué en 1982. Entre-temps, la

---

[70] R. Ertel, *op. cit.*, p. 72.
[71] Cette situation peut paraître paradoxale puisque les « Juifs de l'Est » étaient majoritairement présents à Berlin-Ouest ; cependant, malgré leur importance numérique, ce n'étaient pas eux qui fixaient les programmes culturels de la Communauté Juive, mais plutôt les Juifs de souche allemande.
[72] E. Leiser *in* : H. Koelbl, *op. cit.*, p. 263.
[73] *Allgemeine*, Août 1956, p. 7.
[74] *Nachrichtenblatt*, Mars 1973, pp. 8-10.
[75] H. Eschwege *in* : *Nachrichtenblatt*, Mars 1976, p. 4 : „mutige Kämpfer gegen die Finsternis".
[76] Voir *Nachrichtenblatt*, Juin 1982, p. 11.
[77] *Allgemeine*, 17.01.1969, p. 13.

comédie musicale va faire l'objet de deux reprises à Berlin : vers la fin de l'année 1969, les « *Stachelschweine* », groupe d'humoristes de cabaret, la reprennent en la parodiant. En 1971, c'est à Berlin-Est qu'elle est reprise sous son titre original *Der Fiedler auf dem Dach*, cette fois au *Komische Oper*, où elle devient, dans la mise en scène de Felsenstein, un véritable « opéra populaire » selon la formule de Heinz Elsberg, qui y voit même une critique politique :

> Quand les habitants chassés du village juif de l'Est Anatevka avouent sans gêne à la fin combien ils se réjouissent de pouvoir désormais émigrer à Jérusalem, c'est une audace très louable, eu égard à la prise de position polémique par rapport à Israël, d'autant plus que des associations d'idées se font également avec la situation des Juifs vivant actuellement en Union soviétique[78].

On voit donc comment les trois versions d'une même œuvre yiddish, appartenant à une culture « morte », peuvent s'enrichir de significations et même passer de l'Ouest à l'Est.

À partir de 1966, à Berlin-Ouest, la JVHS propose également un cycle d'exposés sur la culture yiddish organisé par David Kohan, thématique reprise par Jacob Allerhand à partir de 1976. En 1980, le séminaire annuel des jeunes du *Zentralrat* à Hambourg est consacré au monde juif perdu de l'Europe de l'Est, comme nous l'avons vu plus haut. Il réunit des conférenciers venus du Bloc de l'Ouest comme de l'Est. Peu de temps après, l'intérêt pour le monde perdu du « *shtetl* » devient une mode : on parle beaucoup du « Quartier des granges » et du personnage de Téviè le laitier. En 1982, les cours de yiddish sont ceux qui remportent le plus de succès à la JVHS[79]. Commentant cette renaissance du yiddish aussi bien en RFA qu'en RDA, H. Lamm remarque d'ailleurs que ce sont surtout des non-Juifs qui l'apprennent[80]. Faut-il y voir une certaine tentation mortifère ou l'expression d'une culpabilité, que les Allemands non-juifs auraient cherché à expier par tous les moyens ? En tout cas, cet intérêt est un fait avéré, aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est.

On peut même percevoir un regard assez envieux du côté occidental lorsque paraît *Des Rebben Pfeifenrohr. Humoristische Erzählungen aus dem Jiddischen* aux éditions *Eulenspiegel* à Berlin-Est en 1984, un « délice littéraire venu de Berlin-Est » avec des illustrations d'Anatoli Kaplan, faisant revivre le monde du « *shtetl* » selon H. Lamm,

---

[78] *Allgemeine*, 30.04.1971, p. 18 : „Wenn die aus dem ostjüdischen Dorf Anatevka vertriebenen Bewohner am Schluss ungeniert bekennen, wie sie sich freuen, nun nach Jerusalem auswandern zu können, so ist das im Hinblick auf die polemische Einstellung Israel gegenüber ein beachtliches Wagnis; zumal sich außerdem noch zwangsläufig Gedankenassoziationen zur gegenwärtigen Situation der in der Sowjetunion lebenden Juden aufdrängen."
[79] *Allgemeine*, 1./8.01.1982, p. 12.
[80] *Allgemeine*, 15.04.1983, p. 9.

qui espère voir l'ouvrage paraître prochainement à l'Ouest[81]. On pourrait même envisager un certain mimétisme de l'Ouest par rapport à l'Est sur ce point. Ainsi, la même année, Berlin-Ouest prend sa « revanche » en invitant Roman Vishniac, qui vient présenter ses clichés à la Communauté Juive lors de l'exposition que lui consacre l'Académie des Arts de Berlin-Ouest : le photographe est vraiment l'un des derniers représentants vivants du monde perdu des « Juifs de l'Est ».

Sur un autre point, la concurrence entre l'Est et l'Ouest est avérée. Les premières « Journées de la culture yiddish » ont lieu à Berlin-Est en juin 1987[82]. Le but de cette manifestation est de faire prendre conscience aux Allemands de l'Est qu'il ne s'agit pas d'un simple dialecte, mais d'une langue à part entière, non sans parenté avec l'allemand. L'initiative en revient à Jalda Rebling et Jürgen Rennert, qui ont d'abord rencontré beaucoup d'incompréhension en RDA. Le slogan de la première année s'intitule « *Das Lied ist geblieben* », « le chant est resté », symbolisant le fait que si les auteurs sont morts, leurs œuvres sont éternelles. La deuxième édition a lieu fin janvier 1988. Or, cette pratique semble déteindre sur Berlin-Ouest, où les « Journées de la culture juive » sont organisées depuis novembre 1987. La coïncidence des dates est loin d'être anodine. Leur but est de « populariser la culture juive » à Berlin[83]. En 1989, elles sont justement centrées sur la culture yiddish[84].

Cependant, un problème survient après deux éditions des « Journées de la culture yiddish » : la RDA semble alors avoir épuisé tout ce qu'elle pouvait présenter sur le sujet. On évoque alors deux idées pour sortir de l'impasse : soit inviter des spécialistes étrangers[85], soit étendre la thématique du festival à la culture juive en général, comme cela se fait à Berlin-Ouest. Elles termineront en 1990 sur une impression d'essoufflement. Il faut bien voir que ces journées de la culture yiddish présentent une vision folklorique et quelque peu « muséifiée » du passé. Tout le monde semble communier dans les incantations de ce monde perdu sans vraiment voir le lien avec la vie juive en Allemagne après 1945. Même Peter Zacher, rédacteur du *Nachrichtenblatt*, en a conscience :

---

[81] *Allgemeine*, 5.10.1984, p. 9 : „Literarische Kostbarkeit aus Ostberlin".
[82] *Nachrichtenblatt*, Juin 1987, pp. 10-12.
[83] *Kulturspiegel*, n° 27, Juin 1988, p. 2 : „die jüdische Kultur zu popularisieren".
[84] *Allgemeine*, 19.05.1989, p. 9.
[85] Les spécialistes de littérature yiddish en RDA étaient Hubert Witt et Werner Günzerrodt (*Nachrichtenblatt*, Juin 1988, p. 12).

> Je me demande si nous ne donnons pas une image fausse, nostalgique ou bien trop gentillette en éveillant l'impression que la culture juive consisterait exclusivement dans le yiddish[86].

Elles ont pourtant lieu jusqu'en 1990 et rencontrent un écho retentissant parmi la population berlinoise. Faut-il y voir la « conséquence d'une nostalgie du *shtetl* » ou un « besoin de se confronter au fascisme »[87] ? Toujours est-il que la culture yiddish « muséifiée » devient un véritable phénomène de mode à Berlin. Certes, elle n'atteint sans doute pas encore l'ampleur du *Hackesches Theater* dans les années 2000, mais il est certain que cet engouement commence à poindre à la fin des années 1980 en RDA.

d) Une « culture juive sans Juifs »[88] ?

Enfin, ce bilan plutôt pessimiste de la culture juive à Berlin après 1945 ne serait pas complet sans évoquer le fait que la culture juive apparaît de plus en plus comme une « affaire » de non-Juifs. Ainsi, de nombreux pans des réalisations culturelles « juives », ou du moins à thématique « juive », sont en réalité l'œuvre de non-Juifs, mais surtout l'intérêt, la « demande » de culture juive, pour parler en termes économiques, provient essentiellement de ces derniers. Bien sûr, il va de soi que les Juifs ne sont pas censés avoir un quelconque monopole culturel sur certains sujets, mais il est intéressant de constater que ce ne sont pas eux qui produisent en priorité la culture « juive », à tel point qu'E. Beck-Gernsheim se demande :

> La culture juive est-elle devenue un spectacle réservé aux Allemands, dans une certaine mesure purement aryen ?[89]

De fait, selon M. Brenner, les librairies juives et les restaurants cachère « sont devenus les lieux de rencontre à la mode des intellectuels chics berlinois »[90]. Pour lui, les « Journées de la culture juive » et les nombreuses expositions consacrées au « tribut » des Juifs à la culture berlinoise en font partie. Si cette tendance se vérifie surtout après 1990, elle est déjà en germe dans les années 1980. De fait, on assiste à un renversement de situation par rapport à l'avant-1933 :

---

[86] *Nachrichtenblatt*, Juin 1988, p. 14 : „Ich frage, ob wir nicht ein falsches, nostalgisch geprägtes und gar zu heimeliges Bild zeichnen, wenn wir den Eindruck erwecken, als bestünde jüdische Kultur ausschließlich im Jiddischen."

[87] *Nachrichtenblatt*, Juin 1990, p. 6 : „Folge einer modisch aufkommenden Städtel-Nostalgie", „Drang zur Faschismusbewältigung"?

[88] M. Brenner, *Nach dem Holocaust*, *op. cit.*, p. 217 : „Jüdische Kultur ohne Juden?"

[89] E. Beck-Gernsheim, *Juden, Deutsche und andere Erinnerungslandschaften. Im Dschungel der ethnischen Kategorien*, Francfort/Main, Suhrkamp, 1999, p. 233 : „Ist jüdische Kultur nun zu einer Veranstaltung nur für die Deutschen geworden, gewissermaßen rein arisch?"

[90] M. Brenner, *op. cit.*, p. 217 : „sind die 'in'-Treffpunkte der intellektuellen Berliner Schickeria geworden".

> Si, autrefois, les Juifs allemands étaient soucieux de paraître plus allemands que les Allemands, ce sont désormais certains non-Juifs qui essaient d'être plus juifs que les Juifs[91].

L'imposture de Karin Mylius[92] est pour lui un très bon exemple de la perversion de cette tendance, qui est visible également à l'Ouest. D. Bensimon confirme ce paradoxe :

> La culture juive prospère dans ce pays. Elle est produite et consommée, sinon appréciée, par des non-Juifs[93].

On sent une pointe d'ironie dans sa remarque : les non-Juifs ne seraient-ils pas en mesure d'apprécier la culture juive ? S'y intéresseraient-ils uniquement pour se racheter une conscience alors qu'ils n'ont ni les compétences, ni la légitimité requises pour s'y adonner ?

L'auteur qui illustre le mieux cette tendance est sans doute l'écrivain est-berlinois Heinz Knobloch, que nous avons déjà évoqué à plusieurs reprises. Non-Juif, arrivé à Berlin en 1935 avec ses parents, il réussit ce qu'aucun Juif berlinois n'est parvenu à faire à la même époque : faire réfléchir les Berlinois de l'Est sur le destin des Juifs et leur héritage. Combien y avait-il de Juifs dans leur quartier ? Que sont-ils devenus sous le nazisme ? Ce sont autant de questions qu'il parvient à éveiller dans les esprits. Il participe en outre à des lectures à la Communauté Juive à partir de 1981 et même parfois à l'Ouest : ainsi, il est interviewé en 1985 par le journaliste de l'*Allgemeine* A. J. Fischer[94] et vient faire deux lectures à la JVHS en 1989. Son œuvre est également reconnue en haut lieu puisqu'il reçoit le prix Lion Feuchtwanger de l'Académie des Arts de RDA et le *Friedensbuchpreis* en 1986. Il a notamment contribué à ce qu'une plaque commémorative soit installée sur la Bebelplatz en souvenir de l'autodafé du 10 mai 1933 : à ce sujet, la Communauté Juive de Berlin-Ouest lui exprime sa gratitude[95]. En 1988, il publie *Berliner Grabsteine*, ouvrage qui donne lieu à des « escapades riches en découvertes à travers Berlin-Est et Berlin-Ouest »[96] : il peut donc être considéré comme un « passeur » non-juif de culture juive entre l'Est et l'Ouest.

On peut évoquer également des écrivains comme Franz Fühmann (1922-1984), chrétien lui aussi, vivant à Berlin-Est et que l'on peut qualifier de non-conformiste par rapport au régime. Il a consacré une partie de son œuvre au sort des Juifs, comme dans

---

[91] *Ibid.*, p. 220 : „Waren einst die deutschen Juden darauf bedacht, deutscher zu erscheinen als die Deutschen, so versuchen nun manche Nichtjuden, jüdischer zu sein als die Juden."
[92] Voir *supra* (p. 212).
[93] D. Bensimon, *op. cit.*, p. 69.
[94] *Allgemeine*, 18.10.1985, p. 8.
[95] *Allgemeine*, 6.11.1981, p. 8.
[96] *Allgemeine*, 4.03.1988, p. 23 : „entdeckungsreiche Streifzüge durch Ost- und West-Berlin".

le récit *Das Judenauto*. En 1982, il donne une interview à l'*Allgemeine*[97], dans laquelle il exige plus d'efforts dans le traitement du passé national-socialiste de la part de la RDA. Le journal ouest-allemand se souvient également de Johannes Bobrowski (1917-1965), auteur chrétien de RDA, qui a su comprendre les problèmes des Juifs avec finesse, sans jamais tomber dans les travers du philosémitisme[98]. Son roman *Levins Mühle*, est notamment emblématique de son intérêt pour la thématique juive. On pourrait bien sûr citer d'autres exemples, mais il nous a semblé intéressant d'évoquer surtout les auteurs non-juifs reconnus par l'*Allgemeine*[99] et qui, étonnamment, sont tous est-allemands. Dans le *Nachrichtenblatt*, ils sont beaucoup plus rares.

Jürgen Rennert, poète d'expression yiddish évoqué précédemment, est également un cas typique de producteur de culture juive non-juif. Il a en effet appris le yiddish tout seul avec une grammaire[100]. Devenu traducteur du yiddish vers l'allemand, il peut être considéré comme un des plus fins connaisseurs de cette langue en RDA. Toujours à propos du yiddish, on remarque que, lors des cérémonies du 9 novembre 1988, au sein du groupe de musique yiddish qui joue en public, seuls deux des onze musiciens est-allemands sont juifs[101]. Salomea Genin évoque également le groupe « *Aufwind* » constitué de cinq musiciens non-juifs qui chantent en yiddish dans les années 1980[102]. À Berlin-Ouest, le problème ne se pose pas, puisque dans ce domaine, ce sont souvent des artistes venus d'Israël qui font vivre cette culture.

Dans le domaine de la musique, l'exemple le plus probant est sans doute celui du chœur synagogal de Leipzig, qui donne régulièrement des concerts à Berlin-Est, notamment au *Staatsoper* en 1970 : même le rabbin N. P. Levinson en fait l'éloge et regrette qu'il n'existe pas de telle institution en RFA[103]. Créé en 1951 sous le nom de « *Leipziger Oratorienchor* » par Werner Sander, un protestant de Leipzig, il change de nom en 1962 et sera dirigé à partir de 1972 par Helmut Klotz. Il se réclame de la tradition de Louis Lewandowski et constitue une fierté nationale pour les Juifs de RDA, identification paradoxale vu que le nombre de Juifs membres du chœur était très réduit.

Enfin, dans le monde du cinéma, le premier film allemand d'après-guerre consacré au génocide, *Die Mörder sind unter uns*, est l'œuvre de Wolfgang Staudte en 1946.

---

[97] *Allgemeine*, 13.08.1982, p. 6.
[98] *Allgemeine*, 14.04.1978, p. 7.
[99] A l'inverse, puisque le *Nachrichtenblatt* ignorait résolument toute culture venant de l'Ouest (voir *infra*), nous n'avons pas d'exemples d'auteurs de RFA.
[100] H. Knobloch, *Herr Moses in Berlin, op. cit.*, p. 231.
[101] R. Ostow *in :* <http://www.ajcarchives.org/AJC_DATA/Files/1990_9_CentralEurope.pdf> , p. 373.
[102] *In : Wir sind da, op. cit*, p. 320.
[103] *Nachrichtenblatt*, Septembre 1981, p. 18.

F. Stern a montré que le cinéma de la DEFA s'était beaucoup intéressé aux thématiques juives et présentait, contrairement à une opinion communément répandue, des similitudes avec les films ouest-allemands et autrichiens[104]. De même, le premier film à thématiser la vie dans un camp de concentration est *Nackt unter Wölfen* produit par la DEFA en 1963 par Frank Beyer, d'après le roman de Bruno Apitz, véritable « bestseller » dans les premières années de la RDA, également écrit par un non-Juif.

Ainsi, des pans entiers de la culture juive recréée à Berlin après 1945 ne sont pas l'œuvre de Juifs, qui se voient en quelque sorte « dépossédés » de leur héritage. Pour R. Robin, « cette culture juive allemande rénovée est principalement produite par des non-Juifs pour un public non-juif » ; elle représente un « nouveau type de culture artificiellement fabriquée », un « nouveau type de simulacre »[105]. Le plus inquiétant dans ce phénomène est que « les Juifs sont à la mode » certes[106], mais combien de temps va durer cette tendance ? Vue ainsi, la renaissance de la culture juive observée à Berlin dans les années 1990-2000 pourrait bien n'être qu'une apparition éphémère.

Or n'y a-t-il pas encore des Juifs à Berlin capables de revivifier un héritage culturel de plusieurs siècles, et d'autre part, la culture ne serait-elle pas finalement aussi un dialogue avec les morts et avec leurs œuvres ? Le « *Yiskor* » hébreu ne signifie pas seulement une injonction à se souvenir des morts assassinés, mais aussi à se rappeler la mémoire des « ancêtres ». De fait, malgré les vides impossibles à combler, un espoir est peut-être permis : la littérature juive a peut-être été détruite par les nazis, mais l'art poétique, lui, ne passe pas, comme le proclame l'*Allgemeine*[107]. Comment alors faire revivre l'héritage judéo-allemand dans le Berlin divisé ? Faut-il considérer la production culturelle et scientifique juive à Berlin après 1945 comme une simple « réminiscence » d'un univers perdu[108] ou bien y a-t-il une « continuité vivante et critique » entre l'avant et l'après-1933[109] ? Mais il faut déjà voir quel bilan on peut tirer du « travail culturel » à l'intérieur des Communautés Juives de Berlin entre 1953 et 1990. La culture juive y apparaît comme essentiellement fondée sur la nostalgie de la « symbiose » judéo-berlinoise des années 1920.

---

[104] *In :* M. Zuckermann (Ed.), *Zwischen Politik und Kultur. Juden in der DDR*, Göttingen, Wallstein Verlag, 2002, p. 145.
[105] R. Robin, *op. cit.*, p. 336.
[106] *Ibid.*, p. 337.
[107] *Allgemeine*, 6.03.1959, p. 61 : „Zerstörte Literatur, unzerstörbare Dichtung".
[108] C'est notamment la thèse de G. Scholem ou de D. Diner.
[109] Comme l'affirme F. Stern *in :* F. Stern, M. Gierlinger (Eds.), *Die deutsch-jüdische Erfahrung. Beiträge zum kulturellen Dialog*, Berlin, Aufbau-Verlag, 2003, p. 12 : „Die Wissenschaft von Kultur und

II – Programme culturel des deux Communautés

La place occupée par la culture dans les journaux est révélatrice de l'attitude des Communautés face à la dimension culturelle de la vie juive. La rubrique « *Kultur* » apparaît dans le *Weg* à la fin de l'année 1950[110]. À l'Est, on ne trouve pratiquement aucune mention de la vie culturelle durant au moins dix ans, de 1953 à 1964 environ, la critique littéraire mise à part[111] ; la véritable césure intervient en 1971 avec l'arrivée de Peter Kirchner à la rédaction du *Nachrichtenblatt*. Dans l'*Allgemeine*, la culture est un thème essentiel dès les années 1950.

a) Revivification du Panthéon judéo-allemand

Ce Panthéon est bien sûr « imaginaire », mais il constitue une sorte de ciment identitaire pour les Juifs berlinois après 1945, qu'ils soient de l'Est ou de l'Ouest. Le point commun le plus évident est que les deux communautés s'emploient à revivifier l'héritage culturel judéo-allemand et en particulier judéo-berlinois.

Moïse Mendelssohn est évidemment la figure incontournable de ce Panthéon d'auteurs qui évoquent l'âge d'or de la culture juive à Berlin. J. Ehrenfreund a montré que M. Mendelssohn avait déjà fait l'objet d'une « panthéonisation » par les Juifs allemands au XIX^{e} siècle, tout comme le *Nathan* de Lessing[112]. En septembre 1965, Mendelssohn est par exemple mis à l'honneur par Martin Riesenburger dans le *Nachrichtenblatt* à l'occasion de son 235ème anniversaire[113]. À Berlin-Ouest, la société Mendelssohn est créée en 1967, et de nombreux membres de la Communauté Juive y adhèrent. En 1979, le Sénat de Berlin-Ouest crée le prix Moïse Mendelssohn, qui récompense des talents dans le domaine littéraire, philosophique, ou encore un engagement particulier pour la tolérance : parmi les membres du jury figurent des représentants de la Communauté Juive. Enfin, en 1986, Berlin-Ouest inaugure le « sentier Mendelssohn » (*Mendelssohn-Pfad*) qui mène du bâtiment Martin-Gropius à la gare de Hambourg. En 1979, paraissent deux ouvrages sur le philosophe, que commente

---

Geschichte der Juden beginnt im Heutigen, sie ist kein Nachklang untergegangener Welten, sondern lebendige und kritische Fortführung historischer Erfahrungen."

[110] *Weg*, 3.11.1950, p. 5.

[111] Les premières recensions font leur apparition en 1956 dans le *Nachrichtenblatt* alors que la « *Buchbesprechung* » existe dans l'*Allgemeine* depuis 1951, ce qui confirme l'importance accordée au livre dans la tradition juive, même dans les conditions de l'après-1945.

[112] J. Ehrenfreund, *op. cit.*, p. 111.

[113] *Nachrichtenblatt*, Septembre 1964, p. 8.

H.J. Ginsburg dans son article « Moïse Mendelssohn entre Est et Ouest »[114]. Il évoque *Herr Moses in Berlin*, un livre qui rend la RDA « plus sympathique » aux yeux de l'Ouest, ainsi que la biographie plus scientifique de J.H. Schoeps, *Moses Mendelssohn*. Ce dernier viendra d'ailleurs faire des exposés à la Communauté Juive de Berlin-Est à partir de 1987 sur des grandes figures de ce Panthéon judéo-allemand, par exemple David Friedländer[115], assurant la transmission de son héritage entre Ouest et Est. Ainsi, on peut observer une concurrence stimulante entre l'Est et l'Ouest au sujet du philosophe emblématique des Lumières juives à Berlin. Une dernière anecdote illustre cette concurrence : la Communauté Juive de Berlin-Ouest possédait un buste de Mendelssohn datant de 1890[116], tandis que celle de Berlin-Est possédait une copie de celui-ci : on ne saurait en déduire automatiquement que la culture juive authentique était à l'Ouest et que l'Est se contentait d'en produire de pâles copies, mais l'anecdote est tout de même intéressante sur le plan symbolique.

Au-delà de Moïse Mendelssohn, c'est tout un Panthéon judéo-allemand que semblent vouloir faire revivre les deux Communautés par la référence à un socle indivisible d'artistes et d'intellectuels juifs allemands. Parmi les références communes incontournables, on peut relever Felix Mendelssohn-Bartholdy, Giacomo Meyerbeer, Heinrich Heine, Max Reinhardt, le peintre Hermann Struck, ainsi que Jakob Wassermann : il est d'ailleurs édifiant de constater que de nombreux ouvrages s'inspirent du titre de son œuvre autobiographique *Mein Weg als Deutscher und Jude* paru à Berlin en 1922. J.H. Schoeps par exemple manifeste la possibilité d'une continuité de ce chemin après 1945[117], tandis que M. Brumlik insiste sur la rupture entre les deux époques[118].

Il ne saurait bien sûr s'agir de faire un relevé exhaustif des occurrences de ces auteurs, mais le fait est qu'aussi bien les Juifs de Berlin-Est que ceux de Berlin-Ouest se sont vus comme les héritiers de ces grands noms, ayant pour devoir de faire en sorte que leur legs ne tombe pas dans l'oubli. On retrouve une même sorte de concurrence entre les deux parties de la ville à propos de l'héritage de Max Reinhardt : en effet, deux rues portaient son nom, l'une à Berlin-Est, l'autre à Berlin-Ouest. Dans les Communautés

---

[114] *Allgemeine*, 21./28.12.1979, p. 4 : „Moses Mendelssohn zwischen Ost und West".
[115] *Nachrichtenblatt*, Juin 1988, p. 17.
[116] Voir H. Knobloch, *Herr Moses in Berlin, op.cit.*, p. 330 : Ce buste, ancien objet d'exposition au Musée juif de Berlin en 1933, fut sauvé des nazis et caché pendant vingt-cinq ans. En 1964, il fait sa réapparition dans le hall d'entrée du centre communautaire de la Fasanenstraße. H. Simon évoque quant à lui la copie de ce buste dans le *Nachrichtenblatt*, Juin 1980, p. 12.
[117] J. H. Schoeps, *„Mein Weg als deutscher Jude", op. cit.*
[118] M. Brumlik, *Kein Weg als Deutscher und Jude*, Munich, Luchterhand, 1996.

Juives, Franz Kafka est également révéré aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est : c'est même Max Brod en personne qui vient parler de lui à la Communauté Juive de Berlin-Ouest en 1954[119]. Son centième anniversaire ne passe pas inaperçu, ni à Berlin-Ouest, ni à Berlin-Est, comme le rappelle l'*Allgemeine* qui relève avec enthousiasme toutes les nouvelles éditions est-allemandes de ses œuvres[120].

À l'Ouest, tout cela s'inscrit dans un contexte de mise en valeur du répertoire juif dans les institutions culturelles de la ville, ce qui n'est pas le cas à l'Est : par exemple Schönberg est joué au *Deutsche Oper* en 1959, tout comme Meyerbeer en 1960. En outre, l'Orchestre Philharmonique de Berlin, traditionnellement composé de nombreux musiciens juifs[121], accueille souvent des chefs d'orchestre invités de nationalité israélienne, comme George Singer en 1958 et surtout Daniel Barenboim dès 1963[122], ce qui suscite beaucoup de fierté de la part des Juifs berlinois. Yehudi Menuhin fait également partie des « amis » les plus fidèles de la « Philharmonie », dont il dirige l'Orchestre notamment durant la saison 1964-65 et à l'occasion de nombreux concerts du Nouvel An. La Communauté Juive estime qu'il est le meilleur symbole de la réconciliation judéo-allemande[123]. En outre, il obtient la Plaque Ernst Reuter en 1980 et le Prix Moïse Mendelssohn en 1986. De fait, la Communauté Juive est très liée aux « philharmonistes » : ainsi, lors des cent ans de l'Orchestre en 1982, elle rend un hommage solennel aux musiciens[124]. En 1987, les « Journées de la culture juive » sont ouvertes par un concert de musique juive à la Philharmonie, où joue notamment le clarinettiste juif argentin Giora Feidman. Enfin, en 1989, un concert y est organisé sous la direction de Barenboim, pour lequel des Allemands de l'Est obtiennent des billets gratuits. C'est une image très symbolique de voir les Allemands de l'Est et de l'Ouest réunis sous la baguette d'un chef d'orchestre juif[125]. Mais la Philharmonie n'est pas la seule institution de Berlin-Ouest à s'intéresser aux talents juifs. Ainsi, en 1979, Gideon Rosengarten, intendant de l'Orchestre Symphonique de Berlin-Ouest, décide de réorganiser « le programme culturel juif »[126]. À l'Est, on n'observe rien de tel, même si

---

[119] *Allgemeine*, 8.10.1954, p. 7.
[120] *Allgemeine*, 28.10.1984, p. 5. Il est juste troublant de constater que cet article apparaît dans la Rubrique « Politik » et non dans la rubrique « Kultur ».
[121] Cette tradition se trouve perpétuée après 1945 par des musiciens comme Hellmut Stern et Léon Spierer, dans des proportions beaucoup moins importantes bien sûr.
[122] D. Barenboim dirigera aussi maintes fois l'orchestre du *Deutsche Oper*, notamment au début des années 1980.
[123] *Allgemeine*, 2.07.1982, p. 8.
[124] *Allgemeine*, 2.07.1982, p. 8.
[125] *Allgemeine*, 17.11.1989, p. 7.
[126] *Allgemeine*, 22.06.1979, p. 8 : „Veranstaltung des jüdischen Kulturprogramms".

Kurt Sanderling, le chef de l'Orchestre Symphonique de Berlin-Est, était d'origine juive. En contrepartie, les Juifs semblent avoir reçu en héritage un certain amour de Berlin. Par exemple, en 1977, les personnes âgées du foyer juif de Berlin-Ouest vibrent lors de la projection de films des années 1920, particulièrement *Berlin 1927, Sinfonie einer Großstadt*[127].

Parmi les auteurs contemporains, certains connaissent également un succès partagé à l'Est et à l'Ouest : les journaux juifs de RDA et de RFA consacrent une place non négligeable dans leurs colonnes à Nelly Sachs, et plus étonnant, à Elie Wiesel et même Saul Bellow. Mais c'est certainement Anne Frank qui constitue la référence incontournable dans les deux communautés. La première représentation théâtrale adaptée du *Journal* a lieu le 1er octobre 1956 au *Schlosspark-Theater*. Pour H. Lamm, cette œuvre a eu dans l'Allemagne d'après-guerre un effet comparable à la série *Holocauste* en ce qu'elle a ouvert les yeux sur le génocide à la génération de l'après-guerre. Il attribue ces succès au fait qu'il est « plus facile de parler au cœur qu'à l'esprit »[128].

Certains choix d'auteurs peuvent d'ailleurs surprendre de la part du *Nachrichtenblatt* : beaucoup de « Juifs de culture » y sont en effet évoqués, alors qu'ils étaient plutôt représentatifs d'une certaine bourgeoisie, la *Bildungsbürgertum*. Faut-il y voir une affirmation de soi de la part des auteurs, peu disposés à se laisser imposer des limites culturelles par le régime[129] ? Puiser dans le répertoire classique pouvait être un moyen très efficace de déjouer la censure. La référence à Kafka peut en effet être considérée comme un exemple canonique de ce « sens de soi » : comment ne pas voir dans *Le Procès* une métaphore de l'écrasement de l'individu par le pouvoir ?

Enfin, il faut voir que sur certains points, Berlin-Est n'était pas en mesure de relever la concurrence avec Berlin-Ouest. Ainsi en 1979, la véritable bataille que se livrent les deux Allemagnes autour du centième anniversaire d'Einstein est indéniablement gagnée par les Juifs de l'Ouest : face à des événements d'ampleur nationale à l'Ouest, comme la révérence du président de la République fédérale en personne et une conférence internationale à la JVHS, à l'Est, l'intervention de Peter

---

[127] *Allgemeine*, 29.04.1977, p. 9.
[128] *Allgemeine*, 8.06.1979, p. 3: „ein Augenöffnen für die Nachkriegsgeneration"; „das Herz ist leichter ansprechbar als das Gehirn".
[129] Au sens du „*Eigen-Sinn*" évoqué par Thomas Lindenberger dans *Herrschaft und Eigen-Sinn in der Diktatur. Studien zur Gesellschaftsgeschichte der DDR*, Cologne, Bölhau, 1999. Littéralement, le « sens de soi », concept forgé par Alf Lüdtke, permet de saisir la multiplicité des comportements individuels face au régime dictatorial de la RDA, qui pouvaient défendre leurs intérêts personnels sans s'opposer de manière frontale au régime.

Honigmann intitulée « Einstein, un Juif », se voit annulée, étant jugée trop polémique par les autorités, même devant le cercle restreint des membres de la Communauté Juive[130].

Ainsi, à y regarder de plus près, cet apparent éclectisme des Communautés Juives ne doit pas cacher l'orientation politique des choix d'artistes, surtout à l'Est.

b) Des choix conditionnés

Il apparaît très vite que le choix des auteurs mis en valeur par les journaux est tout de même conditionné dans une certaine mesure par l'appartenance à la RDA ou à la RFA, même si cette dernière est beaucoup plus ouverte face à la création artistique de l'État « concurrent » que l'inverse : ainsi, l'*Allgemeine* entend porter le même intérêt aux « romans de l'Est et de l'Ouest »[131]. En 1977 paraît une étude intéressante de H. Lamm qui compare la proportion d'auteurs juifs représentés dans deux anthologies de la vie intellectuelle, l'une de RDA, éditée à Leipzig en 1976, l'autre de RFA, éditée à Francfort-sur-le-Main en 1953[132]. Le journaliste ne cherche nullement à mettre l'Ouest en valeur et à dénigrer l'Est ; il termine au contraire sur une louange des deux anthologies. En tout cas, son article prouve que ce ne sont pas les mêmes auteurs qui sont mis à l'honneur à l'Ouest et à l'Est.

Et de fait, certains auteurs juifs allemands considérés aujourd'hui comme des « classiques » sont parfois purement et simplement oubliés à l'Est ou à l'Ouest : nous avons déjà évoqué Kurt Tucholsky, à qui un lieu commémoratif est consacré à Berlin-Ouest en 1983, alors que l'Est continue à ignorer résolument ses œuvres. Parmi les auteurs contemporains, Paul Celan semble connu exclusivement à l'Ouest, de même que Franz Werfel, Elias Canetti, Rose Ausländer, Ralph Giordano ou encore Hilde Domin. Marc Chagall connaît également plus de succès à l'Ouest qu'à l'Est, en tant que « martyr » de l'URSS : il est décrit comme « le plus juif de tous les peintres »[133] et ses vitraux font souvent l'objet de commentaires de la part de l'*Allgemeine*[134].

---

[130] *In :* S. Th. Arndt *et al., op. cit.,* p. 118 : „Der Jude Einstein durfte selbst in der Jüdischen Gemeinde kein Thema sein."
[131] *Allgemeine*, 9.03.1962, p. 39 : „Romane aus Ost und West".
[132] *Allgemeine*, 4.03.1977, p. 6 : „Deutscher Geist aus westlicher und östlicher Sicht". Pour l'Ouest, il relève Walter Benjamin, Heinrich Heine, Siegmund Freud, Edmund Husserl, Karl Kraus, Karl Marx, Max Scheler, Arnold Schönberg et Georg Simmel. À l'Est, Ludwig Börne, Karl Marx, Franz Kafka, Else Lasker-Schüler, Rosa Luxemburg et Karl Kraus.
[133] *Allgemeine*, 1.07.1977, p. 7 : „der jüdischste aller Maler".
[134] Voir notamment *Allgemeine*, 11.11.1977, p. 9.

De même, des émigrés comme Walter Mehring ne trouvent voix au chapitre qu'à l'Ouest. La première de sa pièce *Der Kaufmann von Berlin* au *Theater am Kurfürstendamm* en 1979 est évoquée dans l'*Allgemeine*, qui lui consacre en outre une interview en 1980[135]. L'auteur du poème « Emigrantenchoral » a pour ainsi dire refusé de choisir entre l'Est et l'Ouest en s'installant à Zurich, ne se sentant chez lui que dans la langue allemande, et il avoue n'avoir plus aucune attache avec Berlin. Il évoque par ailleurs les tentatives de la RDA[136] comme de la RFA de « l'acheter » pour lui garantir une retraite aisée, ce qu'il a refusé toujours énergiquement. En conséquence, la RDA l'a toujours ignoré ostensiblement.

D'autre part, en RDA, les artistes choisis se voient comme investis d'une mission sociale : Max Liebermann devient par exemple pour le *Nachrichtenblatt* le « peintre du prolétariat »[137]. Ainsi, le journal met littéralement ses œuvres au service de l'idéologie. On peut observer la même tentative d'appropriation de Franz Kafka en tant qu'artiste représentatif du socialisme : selon le journal, l'auteur décrit dans ses œuvres « la conspiration de la classe dirigeante contre les Juifs »[138], ceux-ci étant assimilés *de facto* au prolétariat. Mais à l'Ouest aussi, la mise en valeur de la « contribution juive » à la culture allemande est sélective : l'*Allgemeine* se réfère volontiers à Walther Rathenau, mais pas à Rosa Luxemburg. De fait, c'est une « idéalisation sélective » qui a lieu selon les besoins du moment[139].

En outre, certains écrivains juifs de Berlin-Est semblent plus mis à l'honneur par la Communauté de Berlin-Ouest. C'est le cas d'Arnold Zweig : que ce soit lors de la première de son *Bonaparte à Jaffa*, écrit en Palestine en 1934, en 1955[140], ou encore lors d'une interview par Hans Lamm en 1966[141], la parole de l'écrivain semble compter beaucoup pour les « Juifs de l'Ouest ». H. Lamm estime qu'il s'agit d'un des auteurs juifs allemands les plus importants encore en vie et respecte entièrement son choix de vivre en RDA. En 1977, le même H. Lamm va jusqu'à fêter les « quatre-vingt-dix ans », de l'auteur alors que celui-ci est mort depuis dix ans : il lance alors un appel aux éditeurs ouest-allemands à publier ses œuvres[142]. En 1978, il n'oublie pas d'ailleurs de

---

[135] *Allgemeine*, 19.09.1980, p. 7.
[136] Déjà dans les années 1950, Ernst Bloch lui avait proposé de venir s'y installer.
[137] *Nachrichtenblatt*, Juin 1972, p. 6.
[138] *Nachrichtenblatt*, Mars 1984, p. 5 : „die Verschwörung der herrschenden Klasse gegen das Judentum".
[139] S. Tauchert, *Jüdische Identitäten*, *op. cit.*, p. 160 : „selektive Idealisierung".
[140] *Allgemeine*, 1.04.1955, p. 12.
[141] *Allgemeine*, 10.11.1966, p. 3.
[142] *Allgemeine*, 4.11.1977, p. 7.

mentionner la parution d'une biographie de l'écrivain en RDA[143]. De la même façon, la poétesse tchèque survivante de Theresienstadt Dagmar Hilarova est découverte avec un temps d'avance par Berlin-Est[144], mais elle suscite le même enthousiasme à l'Ouest[145].

Fait encore plus surprenant, des événements culturels qui se sont produits à Berlin-Est sont évoqués dans l'*Allgemeine* et pas dans le *Nachrichtenblatt*. Ainsi, en octobre 1957, la visite et la prestation du théâtre juif d'État de Varsovie à Berlin-Est est passée sous silence dans le journal de l'Est. De même en 1977, la représentation du théâtre de Bucarest au *Theater am Palast* à Berlin-Est n'est pas évoquée dans le *Nachrichtenblatt* alors qu'elle suscite des louanges de la part de l'*Allgemeine*[146].

Ainsi, les Communautés Juives se caractérisaient par deux systèmes de références culturelles distincts, conditionnés par le régime, la « sélection » étant surtout visible à l'Est.

c) Une pauvreté difficilement masquée

Malgré les « impératifs » culturels et le positivisme dont font preuve les dirigeants des Communautés, la culture juive a eu beaucoup de difficultés à se remettre sur pied en leur sein : la reconstruction ne pouvait simplement se décréter comme un programme politique. Pourtant, dès l'immédiat après-guerre, la Communauté Juive de Berlin ne doutait pas d'être en mesure de succéder à celle d'avant 1933, même si cela signifiait « créer une nouvelle vie culturelle » qui ne devait pas se contenter de glorifier le passé, mais s'efforcer de « remplir le présent avec nos forces culturelles actuelles »[147]. Hitler n'ayant pas réussi à anéantir totalement les forces du judaïsme, il existait encore des poètes, des acteurs, des musiciens, des écrivains, des journalistes en mesure de contribuer à créer des « valeurs propres » à cette époque.

En 1954, Otto Zarek, président de la commission culturelle de Berlin-Ouest, réitère les « devoirs culturels de la Communauté Juive » dans le Berlin divisé : il concède que 4500 membres est certes un chiffre dérisoire par rapport à l'avant 1933, mais ce n'est pas selon lui une raison pour désespérer et renoncer à la reconstruction de la culture. En centralisant les différentes offres culturelles, la Communauté devrait selon lui arriver à

---

[143] *Allgemeine*, 1.12.1978, p. 7.
[144] Voir *Nachrichtenblatt*, Décembre 1963, p. 6. Elle est évoquée pour la première fois dans l'*Allgemeine* en 1968.
[145] Voir *Allgemeine*, 17.05.1968, p. 7.
[146] *Allgemeine*, 2.09.1977, p. 7 : „Erfolgreiches Gastspiel in Ostberlin".
[147] *Weg*, 19.11.1948, p. 1 : „um nicht das kulturelle Leben mit dem Lorbeer des Gewesenen zu beschatten, sondern die Gegenwart mit unseren heutigen kulturellen Kräften zu erfüllen".

élaborer un programme plus conséquent[148]. Il démissionnera à la fin de l'année 1955 pour devenir attaché de presse des « *Städtische Bühnen Berlins* », tout en restant ponctuellement conseiller culturel de la Communauté Juive jusqu'à sa mort en 1958[149]. Dix ans plus tard, Galinski plaide de nouveau pour une « intensification du travail culturel » de la Communauté[150] : d'après lui, la culture juive doit être comprise au sens large et les manifestations organisées accessibles à tous, quel que soit le niveau de formation. On retrouve encore ce ton injonctif chez le jeune Andreas Nachama en 1978 : selon ses propos, l'Allemagne a besoin désormais d'une réinstallation « intellectuelle » des Juifs[151]. Tout cela ne va pas sans un certain auto-encensement des activités de la Communauté, surtout depuis la création du centre de la Fasanenstraße[152].

À l'Est, on n'observe aucun triomphalisme en matière de politique culturelle, ce qui découle directement de la conception de la Communauté Juive comme organisation strictement religieuse et non culturelle. De fait, les offres spécifiques pour les Juifs à Berlin-Est en matière de culture sont bien maigres : on peut évoquer le parrainage entre le *Friedrichstadt-Palast* et le foyer pour personnes âgées de la Communauté conclu en octobre 1955. Les personnes âgées avaient droit à un billet par mois pour se divertir dans le célèbre cabaret, qui garantissait également des animations au foyer[153]. D'autre part, il n'y avait pratiquement jamais d'expositions à la Communauté de Berlin-Est, à la différence de Berlin-Ouest, où les expositions temporaires se succédaient au centre communautaire : sur *Rosh Hashanah* en 1961, sur Anne Frank en 1969 ou encore sur Martin Buber en 1979…

Cependant, sous la présidence de Peter Kirchner, la situation change. Il semble d'ailleurs que le nouveau président ait essayé de s'inspirer, dans la limite des moyens disponibles et de la marge de manœuvre laissée à la communauté, de la vie culturelle juive de Berlin-Ouest. Kirchner lui-même avoue avoir tenté d'imiter ce que Galinski avait réalisé[154]. Ainsi, tous les talents dont dispose la Communauté sont mis à contribution pour susciter l'intérêt pour la culture juive, même parmi les non-membres. Chacun vient donc parler de sa spécialité lors des manifestations culturelles de la Communauté Juive, comme V. von Wroblewsky sur l'œuvre de Sartre, en particulier

---

[148] *Allgemeine*, 1.07.1955, p. 12 : „Kulturaufgaben der jüdischen Gemeinde".
[149] H.-G. Sellenthin, *op. cit.*, p. 108.
[150] *Allgemeine*, 17.01.1964, p. 13 : „Intensivierung der Kulturarbeit".
[151] *Allgemeine*, 29.09.1978, p. 27 : „intellektuelle Reetabliierung der Juden in Deutschland".
[152] Ainsi, on lit par exemple dans l'*Allgemeine* du 25.05.1959, p. 15 : „das jüdisch-kulturelle Leben ist in Berlin rege".
[153] *Allgemeine*, 17.10.1955, p. 3.
[154] Voir notre entretien du 22.04.2008.

ses *Réflexions sur la question juive*, qui suscitent un grand intérêt parmi les membres. Chercheur à l'Institut de philosophie à partir de 1967, profondément existentialiste, il est le traducteur de Sartre en allemand. Membre de l'Académie des Sciences de Berlin-Est, il s'intéresse au judaïsme dans les années 1980 et se rapproche de la Communauté Juive par l'intermédiaire de « *Wir für uns* ». En d'autres termes, chacun se fait le professeur de tous pour pallier l'absence de culture juive en RDA.

Toutefois, dans certains cas, le ressassement de thèmes très spécialisés prouve que les rédacteurs n'avaient pas le luxe de choisir les contributions qu'ils publiaient : ils acceptaient en fait tout ce qui se présentait. Ainsi, on est étonné de trouver tant de contributions sur la numismatique dans le *Nachrichtenblatt* : il faut dire que c'était la marotte de Heinrich Simon, un des membres les plus actifs de la Communauté, et par conséquent, les membres de la Communauté Juive de Berlin-Est étaient repus d'articles sur les différentes pièces de monnaie depuis l'Antiquité, pouvant parfois présenter un rapport avec les Juifs, mais parfois aucun. On peut en dire de même au sujet de l'histoire des médecins juifs depuis l'Antiquité relatée par le Dr. Erich Cohn, qui noircit des pages de juin à décembre 1973 avec son feuilleton sur la médecine juive, dans lequel il évoque le destin de Maïmonide, de Freud, etc. Preuve de la fonction de « remplissage » de ces contributions culturelles, le même feuilleton est publié une nouvelle fois à l'identique au cours de l'année 1976. L'ouvrage de Rudolf Schottlaender sur les médecins juifs berlinois persécutés sous le national-socialisme connaîtra le même sort, publié une première fois en décembre 1973[155], puis à nouveau dans l'édition de juin 1974[156].

Enfin, une dernière difficulté se pose plus spécifiquement à la Communauté Juive de Berlin-Ouest pour organiser son programme culturel : les intérêts des membres divergent fortement selon leur origine. Les uns sont plus attirés par la sphère culturelle juive de l'Est, tandis que les autres préfèrent les traditions « occidentales »[157]. Pour les dirigeants, il est très difficile de trouver une programmation qui satisfasse tout le monde. En effet, les Juifs originaires d'Europe de l'Est ne sont sans doute pas aussi sensibles au Panthéon judéo-allemand ; cette culture leur apparaît quelque peu élitiste et surtout inconnue. De fait, ils se tiennent souvent en marge des manifestations culturelles de la Communauté. Cependant, cette dernière remarque ne change en rien l'avance

[155] *Nachrichtenblatt*, Mars 1974, p. 13.
[156] *Nachrichtenblatt*, Juin 1964, pp. 5-6.
[157] *Allgemeine*, 2.01.1959, p. 9. Toutefois, il faut préciser que les manifestations culturelles de la Communauté Juive de Berlin-Ouest étaient surtout fréquentées par des Juifs de souche allemande.

incontestable du programme culturel de la Communauté Juive de Berlin-Ouest sur celui de la Communauté de Berlin-Est, suprématie encore renforcée par l'influence de la culture juive en Israël, qui fait défaut en RDA.

d) Contacts avec la culture juive en Israël

L'histoire du dialogue entre Berlin et Jérusalem remonte symboliquement à 1783 avec l'écrit de Moïse Mendelssohn *Jerusalem oder über die religiöse Macht und Judentum*[158]. C'est alors la pleine époque des Lumières. Ce dialogue sera poursuivi au cours des siècles, ponctué d'œuvres-phare comme celles de Gershom Scholem, dont la vie et la carrière sont si bien résumées dans le titre de son autobiographie *De Berlin à Jerusalem*. Qu'en est-il de l'héritage de ces échanges séculaires après 1945 ?

Il faut d'abord bien voir que c'est un véritable point noir de l'histoire des Juifs à Berlin-Est, comme dans toute la RDA : l'histoire de la fondation d'Israël par exemple est bannie des programmes d'histoire[159] et tout ce que les enfants ou étudiants apprennent en cours au sujet de l'État hébreu est qu'il s'agit d'une « agence américaine »[160]. En outre, le peu de contact avec les Juifs des autres pays du monde signifie inexorablement un appauvrissement culturel pour la Communauté Juive de Berlin-Est. Ainsi, certains témoins comme Sonja Berne se sentent « coupés de la culture juive en dehors de la RDA »[161]. Cette absence d'échanges a duré jusqu'en 1976 au moins, date à laquelle les Juifs de RDA ont commencé à se rendre aux réunions du Congrès Juif Mondial. Mais concrètement, la possibilité d'échanges culturels avec l'État hébreu commencera tout juste à être entrevue lors du tournant de 1989-90.

À Berlin-Ouest, la situation est totalement différente. Dès les années 1950, de nombreux artistes israéliens, peintres, chanteurs, écrivains, se produisent à la Communauté Juive ou plus largement à Berlin, ouvrant un univers culturel totalement inaccessible à Berlin-Est. Parmi leurs productions culturelles, on peut notamment évoquer les pièces d'auteurs israéliens qui sont jouées dans les théâtres de la ville, comme celles d'Ephraïm Kishon en 1964 au *Hansa-Theater*. En outre, lors du Festival international du film à Berlin en 1971, c'est Israël qui est à l'honneur, ce qui permet aux Berlinois de découvrir un cinéma bien vivant, qui ne se complaît pas dans la nostalgie

[158] F. Oz-Salzberger, *op. cit.,* p. 112.
[159] J. Hein, *Vielleicht ist es sogar schön, op. cit.,* p. 101.
[160] C.J. Danziger, *Die Partei hat immer recht, op. cit.,* p. 50.
[161] *In :* R. Ostow, *Jüdisches Leben, op. cit.* , p. 50.

du passé. À partir des années 1980, de nombreux films israéliens, en particulier de Tel-Aviv sont représentés à la Berlinale. En 1972, c'est l'Orchestre philharmonique d'Israël qui joue pour l'ouverture des 21èmes *Berliner Festwochen* ; il s'agit de son premier concert en Allemagne. Il est de nouveau invité à Berlin en 1983, où les musiciens sont reçus officiellement par le Sénat[162]. Fait important, qui prouve que Berlin n'a pas totalement perdu son aura dans le monde juif : après 1968, de nombreux étudiants en musique quittent Israël pour venir y poursuivre leurs études[163]. En outre, dans les années 1980, le Sénat de Berlin lance un grand programme d'invitations à destination de scientifiques et écrivains israéliens[164]. On peut évoquer d'autre part les contacts noués par des historiens berlinois avec d'anciens émigrés en Israël : ainsi, J.H. Schoeps établit des relations avec Walter Grab, Marianne et Leo Koppel[165].

Au sein de la Communauté Juive, c'est bien l'*Israelkunde*, l'étude de l'État d'Israël, qui attire le plus de monde à la JVHS. Dès 1962, Fritz Kempe y consacre de nombreux séminaires. Il évoque des sujets aussi variés que les Archives centrales de l'histoire juive à Jérusalem ou le développement de l'agriculture. Régulièrement, l'*Allgemeine* fait le point sur les dernières publications de Yad Vashem. Le journal contribue également à populariser de nombreux écrivains israéliens comme le poète David Rokeah, qui vient même discuter avec les membres de la Communauté en 1984[166], ou encore Amos Oz à partir des années 1980. Le peintre Ernst Grünbaum expose également fréquemment ses toiles dédiées à la terre d'Israël, soit à la Communauté Juive, soit dans des salles municipales ou des lycées. Enfin, le politologue de Jérusalem Shlomo Avineri publie des articles dans l'*Allgemeine* pour expliquer le conflit israélo-arabe en pleine guerre du Liban[167] : on voit donc que les Berlinois de l'Ouest étaient en contact avec de nombreuses facettes de la vie culturelle et intellectuelle israélienne, point de référence incontournable pour la culture juive après la Shoah.

Parfois, on peut même avoir l'impression que la Communauté de Berlin-Ouest ne croit à une culture juive possible qu'en Israël. C'est en tout cas ce qu'affirme le rabbin Cuno Lehrmann lors des *Berliner Festwochen* de 1968 dans son discours d'ouverture consacré à la littérature juive :

---

[162] *Allgemeine*, 16.09.1983, p. 8.
[163] F. Oz-Salzberger, *Israelis in Berlin*, *op. cit.*, p. 39.
[164] F. Oz-Salzberger, *Israelis in Berlin*, *op. cit.*, p. 40.
[165] J. H. Schoeps, *Mein Weg als deutscher Jude*, *op. cit.*, p. 246.
[166] *Allgemeine*, 16.11.1984, p. 8.
[167] *Allgemeine*, 1.10.1982, p. 8.

> L'art poétique juif a beau s'être développé partout, son incarnation authentique n'est possible de nouveau aujourd'hui qu'en Israël[168].

D'autre part, il semble que la Communauté ait tendance à considérer tout ce qui vient d'Israël comme relevant de la culture : ainsi, on peut trouver une information sur le changement de direction dans la compagnie aérienne « El Al » dans la rubrique « Kultur » de l'*Allgemeine*[169].

À Berlin-Est, les rares manifestations culturelles en rapport avec Israël connaissent un succès non négligeable dans les années 1980. Ainsi, en 1981, W. Kaufmann, auteur de *Drei Reisen ins Gelobte Land* vient présenter son livre à la Communauté Juive. C'est une des seules fois où un exposé est suivi d'une discussion, tant l'intérêt du public est grand[170]. Quelques conférenciers sont même prêts à venir spécialement d'Israël pour mieux faire connaître l'État hébreu aux Juifs est-allemands, comme Walter Grab en 1982[171]. On pourrait y voir une volonté de combattre certains préjugés et de redorer l'image d'Israël auprès des Juifs de RDA si certaines de ces publications n'étaient pas directement au service de l'antisionisme : ainsi, l'ouvrage de Rudolf Hirsch *Patria Israel*, dont l'action se déroule durant la période national-socialiste, se caractérise par une vision particulièrement critique du mouvement sioniste en Palestine[172].

Ainsi, les références culturelles des Juifs de Berlin-Est et de Berlin-Ouest différaient de manière significative, même si elles gardaient pour base un Panthéon judéo-allemand indivisible. Mais au-delà du strict programme culturel des communautés, quels étaient les créateurs de culture juive dans le Berlin d'après 1945 ? En dépit du grand vide culturel juif dans le Berlin d'après-guerre, certains commentateurs croient encore à la reconstruction possible d'une culture juive *post-Shoah* en Allemagne, mais sous des auspices radicalement différents d'avant 1933. Qu'en est-il à Berlin entre 1945 et 1990 ?

---

[168] *Allgemeine*, 18.10.1968, p. 13 : „Mag auch überall jüdische Dichtung entstanden sein, so ist ihre authentische Inkarnation heute nur in Israel wieder möglich."
[169] *Allgemeine*, 8.09.1978, p. 6.
[170] *Nachrichtenblatt*, Juin 1981, p. 11.
[171] *Nachrichtenblatt*, Juin 1982, p. 8.
[172] *Nachrichtenblatt*, Mars 1983, p. 14.

III – Figures d'artistes et d'intellectuels juifs dans les deux Berlin

Malgré les réserves évoquées dans le premier chapitre, Berlin aurait tout de même joué un rôle pionnier dans les deux Allemagnes : selon Paul Spiegel, la ville divisée aurait ainsi vu naître « les premières esquisses d'une culture juive d'après-guerre »[173]. Quelles impulsions pour un renouveau peut-on observer à l'Est et à l'Ouest et quels en sont ses acteurs ? Nous tenterons d'analyser leurs apports de manière synthétique, tels qu'ils apparaissent à travers le filtre du *Nachrichtenblatt* et surtout de l'*Allgemeine*. Après un relevé le plus exhaustif possible – mais sans doute encore incomplet –des auteurs d'origine juive ayant exercé leur activité créatrice à Berlin, nous verrons que l'on peut dégager quatre grandes figures-types de l'artiste ou de l'intellectuel juif berlinois, parfois au-delà des clivages Est-Ouest.

a) « Inventaire »

Tous les écrivains, artistes ou scientifiques que nous citerons ici ont un rapport à la judéité, même s'il est lointain ou s'ils le renient publiquement ; ils ont vécu une partie significative de leur vie à Berlin, éprouvent parfois un attachement particulier à la ville, et ont enrichi chacun à leur manière la vie culturelle de RDA ou de RFA, voire les deux. Il est intéressant pour nous d'analyser comment ils se confrontent plus ou moins directement à la Shoah dans leurs œuvres[174] et comment ils se positionnent par rapport à la division allemande.

Après le bilan peu optimiste sur les ruines de la culture juive à Berlin, on pourrait imaginer le nombre d'intellectuels et artistes d'origine juive réduit à une poignée de personnes à peine. Et pourtant, il n'en est rien : la liste est très longue, comme le montre le relevé que nous avons effectué dans l'*Allgemeine* et dans le *Nachrichtenblatt*[175]. Une notice biographique étant consacrée à chacune de ses personnalités en annexe, nous ne nous attarderons pas sur leur biographie dans les analyses qui vont suivre.

À la lecture de cet « inventaire », deux éléments frappent d'emblée : premièrement, le théâtre est incontestablement le domaine qui attire le plus d'artistes d'origine juive,

[173] P. Spiegel, *Wieder zu Hause? Erinnerungen*, Berlin, Ullstein, 2003, p. 194 („die ersten Ansätze einer jüdischen Nachkriegskultur").
[174] Voir D. Hoffmann (Ed.), *Handbuch zur deutsch-jüdischen Literatur des 20. Jahrhunderts*, Paderborn, Munich, Vienne, Zurich, Schöningh, 2002, p. 402.
[175] Voir annexe 18.

en particulier à l'Ouest ; deuxièmement, le déséquilibre entre l'Est et l'Ouest en matière de littérature est patent[176].

Tout d'abord, les metteurs en scène et comédiens d'origine juive sont en effet très nombreux à être revenus à Berlin. Des acteurs déjà célèbres dans les années 1920, comme Ernst Deutsch ou Tilla Durieux, font un retour triomphal dans le Berlin d'après-guerre, et se partagent entre Est et Ouest selon leurs convictions ou tout simplement selon les aléas de la vie. La tentation du retour en Allemagne était plus forte parmi les acteurs ou metteurs en scène de théâtre que de cinéma, ce qui s'explique très certainement par le rapport à la langue allemande. Elisabeth Bergner par exemple, malgré ses succès outre Manche et même outre Atlantique, s'est vu reprocher de ne jamais avoir réussi à atténuer son accent allemand. Mais pourquoi les Juifs ont-ils toujours joué un si grand rôle au théâtre ? L'*Allgemeine* tente d'apporter une réponse à cette question à l'occasion de la mort de Fritz Kortner en 1970 : sûrement parce que ceux-ci ont toujours vécu dans une certaine relation de conflit avec leur entourage, exactement comme le fait l'homme de théâtre au quotidien. La scène devient alors le tribunal de la société[177], illustrant la conception politique du théâtre de Piscator. Le théâtre apparaît d'ailleurs très nettement comme l'art de prédilection de la presse juive. Ceci semble témoigner d'un lien qui ne serait pas tout à fait rompu entre culture d'avant-guerre et culture d'après-guerre. Dès 1946, le *Weg* commentait le programme des scènes berlinoises, en particulier lorsqu'il s'agissait d'auteurs juifs[178].

Dans le domaine du théâtre, une différence apparaît entre l'Est et l'Ouest : le cabaret, art léger, très en vogue dans le Berlin des années 1920, et dans lequel se sont particulièrement illustrés des artistes d'origine juive, n'est plus guère pratiqué qu'à Berlin-Ouest. Considéré comme art bourgeois par excellence, il est plutôt tombé en désuétude à Berlin-Est[179]. La Communauté Juive de Berlin-Ouest était très amatrice de ce divertissement. Une des raisons évoquées à cet engouement est que les personnes ayant enduré les pires souffrances avaient besoin de divertissements légers[180]. En 1960, une séance de « cabaret juif », reprenant notamment des textes de Tucholsky et de Mehring, attire plus de six-cents spectateurs au centre communautaire de la

[176] Nous reviendrons plus en détail sur ce phénomène dans les sous-chapitres suivants.
[177] *Allgemeine*, 24.07.1970, p. 11.
[178] Voir par exemple *Weg*, 29.03.1946, p. 6 : „Jüdische Autoren, jüdische Probleme auf Berliner Bühnen".
[179] Avec toutefois une exception notable : le cabaret *Die Distel* (« le chardon »), ouvert en 1953 à Berlin-Est, près de la gare de Friedrichstraße, censé concurrencer *Die Stachelschweine* (« les porc-épics ») et *Die Insulaner* (« les insulaires ») à Berlin-Ouest. De 1963 à 1968, il est dirigé par Georg Honigmann. Plusieurs fois, les autorités ont tenté de le fermer, mais n'y sont pas parvenues.
[180] *Allgemeine*, 11.01.1963, p. 14 („Kleinkunst").

Fasanenstraße, dont beaucoup de non-Juifs[181]. Parmi les derniers représentants de cet art en voie de disparition, on compte Annemarie Haase, membre de l'ensemble *Jüdisches Kabarett*, qui se produit parfois à la Communauté Juive, restant fidèle à la « vieille école », ainsi que Herbert Zernik, lui aussi « un des derniers grands artistes juifs de cabaret » et un « Berlinois pur jus », revenu de son exil aux États-Unis en 1958[182].

Une autre remarque s'impose : ces producteurs de culture sont, pour l'immense majorité d'entre eux, des « rémigrés ». Il faut croire que leur expérience de l'exil les a prédisposés à devenir des « passeurs de culture » et à importer en Allemagne des éléments culturels empruntés à leur pays d'accueil. Ainsi, on peut évoquer P. Lilienthal qui s'illustre dans le domaine du septième art à Berlin-Ouest. Après son exil en Uruguay, il vient faire ses études à la *Deutsche Film- und Fernsehakademie* à partir de 1956 et réalise dans les années 1970 de nombreux films sur l'Amérique du Sud et ses problèmes, utilisant ainsi son expérience de l'exil pour faire connaître cette partie du monde aux Allemands sous un nouveau jour. Pour O. Guez, P. Lilienthal appartient de ce fait à une génération d'antifascistes qui a dépoussiéré la vieille Allemagne et l'a guidée vers la modernité[183]. Le politologue Ernst Fraenkel peut être également considéré comme un acteur de la « westernisation »[184] de la culture ouest-allemande : ancien juriste sous la République de Weimar, il est appelé à Berlin par Otto Suhr en 1951. Il devient d'abord chargé de cours à la *Deutsche Hochschule für Politik*, puis professeur de politologie à la FU, où il enseignera de 1953 à 1967. En 1964, il fonde l'Institut John Fitzgerald Kennedy spécialisé dans les études nord-américaines. Son expérience d'émigré, en particulier son analyse du système politique des États-Unis, est donc essentielle pour comprendre son parcours scientifique à Berlin.

Afin de présenter les apports de ces différents producteurs et passeurs juifs de culture à Berlin, nous avons choisi de les regrouper de manière synthétique par grandes « figures-types », qui se sont esquissées à la lecture des journaux. Nous ne pourrons bien entendu donner qu'un aperçu infime de la contribution de chacun à une « culture juive d'après-guerre », ce qui pourrait donner lieu à des études futures. C'est pourquoi nous nous concentrerons sur quelques exemples d'auteurs ou de scientifiques bien précis, en ayant bien conscience du fait que toute typologie est forcément réductrice.

---

[181] *Allgemeine*, 27.05.1960, p. 16.
[182] *Allgemeine*, 11.01.1963, p. 14 : „Einer der letzten großen jüdischen Kabarettisten"; „„ein waschechter Berliner".
[183] O. Guez, *op. cit.*, p. 135.
[184] Pour reprendre l'expression d'A. Doering-Manteuffel.

b) Les « Cassandre »

À la manière de l'héroïne de l'*Iliade* qui avait reçu le don divin de prédire l'avenir, mais que personne ne voulait croire, il semble que le message délivré par un certain nombre d'artistes et d'intellectuels juifs en avance sur leur temps, en particulier dans leurs efforts concernant la « maîtrise du passé », n'aient pas été écoutés ou entendus par la société dans laquelle ils vivaient.

Le cas le plus emblématique de ces « Cassandre » nous semble être celui de Joseph Wulf à Berlin-Ouest. « L'historien de la Shoah »[185], rescapé d'Auschwitz, était obsédé par l'idée que la Shoah ne se reproduise plus. De fait, il a consacré toute son énergie à comprendre le national-socialisme et à l'expliquer aux Allemands. L'auteur du *Troisième Reich et les Juifs* avec Leon Poliakov en 1955, a écrit au total dix-huit ouvrages sur le thème. Son mérite a certes été reconnu en haut lieu, puisqu'il reçoit la Médaille Carl von Ossietzky en 1964 et se voit nommé professeur émérite de la FU en 1970. Il est également reconnu par les Communautés Juives de RFA, qui lui décernent le Prix Leo Baeck en 1960-61 et le Prix Heinrich Stahl en 1967[186]. La Communauté Juive de Berlin-Ouest rend hommage, notamment en 1965[187], à son engagement « inébranlable au service de l'histoire du temps présent »[188].

Mais force est de constater que son combat pour la mémoire des Juifs disparus n'a malheureusement pas eu beaucoup d'effets sur la population allemande[189], échec qui explique certainement en partie son suicide en 1974. En effet, ses travaux n'ont pas été reconnus par la société, sans doute encore trop immature pour s'intéresser à l'histoire de la Shoah. Mais la Guerre froide n'était pas étrangère non plus à ce rejet :

> C'était le temps de la Guerre froide et de l'anticommunisme ; dans ce temps-là, tout travail sur le passé national-socialiste était jugé non seulement superflu et contraire à l'esprit du temps, mais aussi nuisible politiquement[190].

En d'autres termes, Joseph Wulf était un esprit éclairé, sensible à la cause juive, victime de la situation politique.

---

[185] *Allgemeine*, 25.10.1974, p. 7.
[186] Le prix Leo Baeck est décerné par le *Zentralrat*, le prix Heinrich Stahl par la Communauté Juive de Berlin.
[187] Voir *Allgemeine*, 7.05.1965, p. 13.
[188] *Allgemeine*, 6.02.1970, p. 13 : „Unermüdlich im Dienst der Zeitgeschichte".
[189] J. March *in* : *Allgemeine*, 25.07.1980, p. 8.
[190] G. Schoenberner, *Joseph Wulf. Aufklärer über den NS-Staat, Initiator der Gedenkstätte Haus der Wannsee-Konferenz*, Berlin, Hentrich & Hentrich, 2006, p. 7 : „Es war die Zeit des Kalten Krieges und des Antikommunismus, in der jede Auseinandersetzung mit der NS-Vergangenheit nicht nur als überflüssig, sondern als politisch schädlich erachtet wurde."

Un autre facteur a d'ailleurs précipité sa fin tragique, qui fait de lui l'emblème du conflit entre mémoire et politique quotidienne. C'est en effet à lui qu'il faut attribuer la paternité du concept de la « Villa Wannsee ». Mais à son époque, le projet échoue pour des raisons politiques[191] : Klaus Schütz ne voulait pas transformer la villa, qui abritait alors un foyer pour enfants, en un musée, car la mesure aurait été très impopulaire[192]. Ainsi, le projet le plus cher de l'historien échoue justement à cause de « ce mécanisme de refoulement contre lequel Wulf s'est battu tout au long de sa vie »[193]. Il finit sa vie dans des conditions de pauvreté dégradantes[194] et, lorsque son projet est finalement repris en 1986, il ne se trouve personne pour rappeler que l'idée venait de lui[195]. Ce n'est que bien après sa mort que certains pourront dire qu'il a véritablement « transformé la République » de Bonn[196].

Il n'est pas le seul à avoir fait l'expérience de l'immaturité de la société ouest-allemande et de son refus de se confronter au passé. L'écrivain Edgar Hilsenrath, ce « Juif errant des temps modernes »[197] en a également fait les frais lors de la parution de son premier roman, *Nacht*[198], dans lequel il retrace son expérience du ghetto. En avril 1964, il signe un contrat avec l'éditeur Kindler, qui éprouve quelques réticences à publier le livre. Celui-ci décide de lancer une enquête auprès d'historiens et critiques littéraires de RFA et des États-Unis pour savoir si la publication n'aurait pas des effets « nuisibles »[199]. Il redoutait en particulier une recrudescence de l'antisémitisme, vu que Hilsenrath mettait en scène les conditions de vie du ghetto, où les Juifs étaient les exécutants de leur propre extermination et apparaissaient de fait comme des « criminels ». Alors que les critiques américains ont estimé qu'il s'agissait d'un « document unique jusqu'à présent, qui devait absolument être publié »[200], les Allemands de l'Ouest, parmi lesquels des « fonctionnaires juifs », estimaient que publier ce roman était trop dangereux. Ainsi, c'est d'une certaine manière le philosémitisme, poussé à l'extrême, qui a, sinon empêché, du moins retardé la publication de *Nacht*. La « pression du tabou » fut si forte que seuls 1250 exemplaires

---

[191] N. P. Levinson, *Ein Ort, op. cit.,* p. 133.
[192] A. Nachama *in : Wir sind da, op. cit.,* p. 409.
[193] *Allgemeine,* 25.10.1974, p. 7 : „an eben jenem Verdrängungsmechanismus, gegen den Wulf Zeit seines Lebens kämpfte".
[194] G. Schoenberner, *op. cit.,* pp. 41-42.
[195] Voir notamment *Allgemeine,* 12.09.1986, p. 9.
[196] G. Schoenberner, *op. cit.,* p. 21.
[197] O. Guez, *op. cit.,* p. 174.
[198] *La Nuit.*
[199] D. Hoffmann, *op. cit.,* p. 427.
[200] *Ibid.* : „ein bislang einzigartiges Dokument […], das unbedingt gedruckt werden sollte".

furent publiés, dont à peine 700 disponibles dans le commerce[201], alors que le tirage fut bien plus important à l'étranger. Hilsenrath a vécu cette expérience comme une véritable « persécution après-coup »[202].

L'auteur a d'ailleurs sans doute cherché à thématiser ces déconvenues dans son second roman *Der Nazi und der Frisör*[203], écrit dans une verve satirique, qui lui a valu la célébrité. D'abord paru dans une version anglaise en 1971, ce roman n'est disponible en Allemagne qu'en 1977, aux éditions Braun, qui en publient 10 000 exemplaires et rééditent *Nacht* l'année suivante. On y trouve un véritable règlement de comptes avec les philosémites convaincus, qu'il égratigne avec des tirades comme celles-ci :

> L'esprit des temps nouveaux est philosémite. C'est un horrible fantôme avec des yeux humides, qui finiront par sécher un jour. Quand ? [204]

En 1978, l'*Allgemeine* lui consacre une rétrospective le dépeignant sous les traits d'une « Cassandre » des temps modernes, que personne n'a voulu écouter en son temps[205], oubliant qu'en 1964, c'est le rédacteur en chef du journal lui-même qui avait appuyé Kindler dans sa décision de ne pas publier son premier roman[206].

Enfin, de manière plus anecdotique, les efforts de Hellmut Stern en faveur de la réconciliation entre Israël et l'Allemagne sont emblématiques de ce manque d'écoute des « Cassandre » juives. Fin juin 1961, il revient s'établir à Berlin-Ouest pour entrer dans l'Orchestre Philharmonique sous la direction de Karajan ; il devient premier violon dès 1962. À partir de 1967, il s'est régulièrement engagé pour que l'orchestre se rende en Israël. Mais ses partenaires israéliens ont toujours été très réservés, notamment à cause du passé de Karajan[207]. Cette tournée en Israël tant désirée ne pourra se faire avant 1990, après la mort du chef d'orchestre. Il s'agit donc ici plutôt d'un manque de maturité de la part d'Israël que de la part de la société ouest-allemande.

c) Les « exilés »

Ces artistes et intellectuels d'origine juive incarnent un passé définitivement révolu ou un « ailleurs » utopique et leur attachement à ces traditions perdues ou à ce lieu

---

[201] *Ibid.*, p. 428 : („der Tabudruck").
[202] *Ibid.*, p. 428 („Nachverfolgung").
[203] *Le Nazi et le barbier.*
[204] *Der Nazi und der Frisör*, Cologne, Braun, 1977, p. 161 : „Der neue Zeitgeist ist philosemitisch. Ein Schreckensgespenst mit nassen Augen, die eines Tages trocknen werden. Wann?"
[205] *Allgemeine*, 15.09.1978, p. 7.
[206] D. Hoffmann, *op. cit.*, pp. 427-428.
[207] H. Stern, *Saitensprünge, op. cit.*, p. 242.

étranger en fait des figures tragiques à leur manière. En d'autres termes, ils vivent comme retirés, à l'écart de la société, tant sur le plan spatial que temporel : ils sont des « exilés » d'un autre lieu ou d'un autre temps que celui dans lequel ils vivent physiquement.

C'est sans doute Arnold Zweig qui représente le mieux cette figure de la culture juive après 1945. Il est pratiquement le seul « rémigré » est-allemand qui thématise explicitement sa judéité. Il apparaît comme le type même du « Juif allemand », pétri des lectures de Buber et de Landauer, qui expose dans son salon une ménorah et un masque de Goethe[208]. Durant son exil en Palestine, il a rencontré de grandes difficultés identitaires, mais celles-ci ne sont pas résolues pour autant à son retour à Berlin. « Son identité d'Allemand et son sionisme personnel se sont révélés là-bas aussi pratiquement inconciliables »[209]. Cette aporie semble se traduire dans ses œuvres par une dimension bien particulière : comme le montre A. Bodenheimer, celles-ci se déroulent toujours en d'autres lieux et en d'autres temps que ceux de la RDA[210], comme si Zweig ignorait délibérément la société dans laquelle il vivait :

> Le fait que Zweig s'intéresse longuement à la thématique juive, qui n'était guère un objet d'actualité en RDA, peut être considéré comme un symptôme du fossé entre lui et la société de RDA[211].

En effet, il n'adhérait nullement à la vision officielle de la Shoah comme conséquence du capitalisme et de l'impérialisme. Ainsi, il refusait d'être mis au service d'une idéologie et d'une politique, et apparaissait comme « en retard » par rapport à cette nouvelle société. De fait, durant sa vie en RDA, il ne commence pas de nouveau projet narratif, mais se consacre à des romans commencés à Haïfa : *Die Feuerpause* (1954), *Die Zeit ist reif* (1957), *Traum ist teuer* (1962). Le *Nachrichtenblatt* n'hésite pas cependant à faire de Zweig le « père-fondateur du roman de société socialiste en langue allemande »[212] dans une tentative d'annexion de l'écrivain assez caractéristique du journal.

À Berlin-Ouest, on retrouve un tel exemple d'« exilé » dans le domaine de l'histoire, en la personne d'Amos Funkenstein. Venu d'Israël à Berlin en 1957, il

---

[208] *Allgemeine*, 10.11.1966, p. 3.
[209] *Ibid,* p. 436 : „Sein Selbstverständnis als Deutscher und sein persönlicher Zionismus erwiesen sich auch dort als praktisch unvereinbar."
[210] A. Bodenheimer *in : Zwischen Politik und Kultur*, *op. cit.*, p. 134.
[211] *Ibid. :* „Zweigs fortdauernde Beschäftigung mit dem Judentum, das sonst in der frühen DDR kaum ein aktueller Gegenstand war, kann als symptomatisch für den Graben zwischen ihm und der Gesellschaft der DDR betrachtet werden."
[212] *Nachrichtenblatt*, Mars 1988, p. 20 : „der Stammvater des sozialistischen Gesellschaftsromans in deutscher Sprache".

enseigne l'histoire antique et la philosophie à la FU. Son érudition et son attitude d'honnête homme font de lui, aux yeux de F. Oz-Salzberger, une « erreur chronologique »[213]. Elle le qualifie de « dernier grand érudit juif-allemand, un héritier intelligent, aimable et ironique de Hermann Cohen et de Franz Rosenzweig »[214], bref, en quelque sorte un « fossile » qui aurait pris l'empreinte d'une époque révolue et l'aurait transmise dans la période de l'après-1945.

Enfin, au sein même des communautés religieuses, ceux qui ont tenté de faire renaître la musique cantorale sur la terre brûlée qu'était l'Allemagne, et se sont fortement appuyés sur des traditions perdues, étaient en quelque sorte « en exil » eux aussi. On assiste en effet à une revivification de la tradition berlinoise de la musique synagogale dans le sillage de Louis Lewandowski, s'appuyant sur le chœur et l'orgue, principalement à l'Ouest avec Estrongo Nachama, mais aussi à l'Est avec Martin Riesenburger jusqu'en 1965. En ce domaine, l'importance des « passeurs » de traditions est extrêmement importante : Riesenburger avait lui-même connu le Berlin d'avant-guerre et Nachama avait été formé par Leo Gollanin, survivant après la guerre. Vu que Nachama se produisait également à l'Est, les Juifs de Berlin-Est ont profité tout autant de son art que les Berlinois de l'Ouest, compensant quelque peu l'absence de Riesenburger. Même s'ils n'ont pas été reconnus à leur juste valeur par l'industrie du disque[215], ils ont cependant contribué à défendre une tradition musicale ancestrale, chère aux Juifs de Berlin, au risque de paraître en décalage complet avec leur temps.

Mais ce sont sans doute les journalistes juifs de l'*Allgemeine* qui apparaissent le plus comme les représentants d'une tradition berlinoise d'un autre âge. Ainsi, Martin Hamburger est décrit comme le « sénior des journalistes berlinois », « lié indissociablement à la ville de Berlin et à son destin »[216]. On pourrait en dire autant d'Otto Zarek, rédacteur culturel du journal. Ernst Gottfried Lowenthal, ou « EGL », le « chroniqueur de l'histoire judéo-allemande »[217] symbolise lui aussi la tradition de la presse juive berlinoise des années 1930, du temps ou il était rédacteur pour le *CV-Zeitung* et le *Zeitschrift für die Geschichte der Juden in Deutschland*. Ces journalistes sont indéniablement les derniers représentants de ces « Juifs-allemands » qui sont

---

[213] F. Oz-Salzberger, *Israelis in Berlin*, *op. cit.*, p. 55 : „ein chronologischer Irrtum".
[214] *Ibid. :* „den letzten großen deutsch-jüdischen Gelehrten, einen klugen, liebevollen und ironischen Erben Hermann Cohens und Franz Rosenzweigs".
[215] Voir *Allgemeine,* 3.05.1968, p. 13. Sur ce point, E. Nachama a cependant eu plus de chance que M. Riesenburger.
[216] *Allgemeine*, 2.03.1961, p. 13 : „Senior der Berliner Journalisten", „untrennbar mit der Stadt Berlin und ihrem Schicksal verbunden".
[217] *Allgemeine*, 4.01.1980, p. 5 : „Chronist deutsch-jüdischer Geschichte".

censés ne plus exister après 1945. On pourrait en dire de même au sujet de Heinz Elsberg, né « au beau milieu du quartier des journaux à Berlin »[218], d'un père rédacteur en chef, et dont les pratiques journalistiques sont restées inchangées dans le Berlin d'après 1945.

Une variante des « exilés », situés « en dehors » de leur époque sur le plan chronologique, est constituée par ceux qui restent résolument « en dehors » de leur lieu de vie. Ainsi, Jeannette Lander, auteur germano-américaine juive d'origine polonaise au style atypique, installée à Berlin-Ouest depuis 1960[219], paraît à l'aise dans ce qui lui est étranger. Son roman, en partie autobiographique, *Auf dem Boden der Fremde*[220], publié en 1972, symbolise ce sentiment d'être toujours « ailleurs » (*Entfremdung*) : son héroïne, Yvonne, a pour caractéristique principale de se sentir partout inadaptée. Lors d'une interview qu'elle accorde à H. Broder et M. R. Lang à la fin des années 1970, J. Lander avoue préférer rester « en dehors » de la société, c'est ce qui la rendrait créative : « je me sens chez moi à l'étranger, il n'y a que là que je me sens bien ». Pour elle, insécurité rime avec liberté[221] et elle n'éprouve ces sensations que dans le Berlin emmuré.

La peintre Sarah Haffner semble partager ces impressions. Arrivée enfant à Berlin-Ouest, elle s'y est longtemps sentie « étrangère ». Elle se décrit elle-même comme une marginale, une simple « spectatrice » de la vie berlinoise[222], qui a besoin de cette situation extérieure pour être créative. Cela ne l'empêche pas par ailleurs d'être active dans la société, en s'engageant notamment dans la lutte pour les droits des femmes ; mais pour exercer son art, elle a besoin de conserver ce sentiment d'étrangeté.

Nous voyons ici que nous retrouvons des thèmes déjà abordés sur le plan des rapports « politiques » entre Juifs et société : marginalité, sentiment d'étrangeté, engagement ou dissidence, mais cette fois dans le domaine de la culture.

---

[218] *Allgemeine*, 14.10.1983, p. 9 („mitten im Berliner Zeitungsviertel").
[219] Découverte récemment par K. Schubert, „'Jude sein ist Mensch sein'? Neue Forschungstendenzen in der deutsch-jüdischen Kulturwissenschaft und die frühen Romane von Jeannette Lander", *in* : *Zeitschrift für Germanistik*, 2, 2004, pp. 359-372.
[220] *Sur le sol étranger.*
[221] *In :* H. Broder, M. R. Lang, *op. cit.*, p. 259 : „In der Fremde bin ich zu Hause. Nur als Fremde fühle ich mich wohl. […] Die Unsicherheit ist Freiheit."
[222] Voir son autobiographie *Eine andere Farbe. Geschichten aus meinem Leben*, Francfort/Main, Fischer, 2003.

d) Les « engagés »[223]

À l'opposé des « exilés », qui ont besoin d'être en dehors de la société pour être créatifs, on peut identifier un troisième type d'artiste ou d'intellectuel d'origine juive à Berlin : l'« engagé ». La définition sartrienne de l'écrivain engagé, qui doit prendre part à l'histoire et être « en situation dans son époque », semble correspondre à un grand nombre d'écrivains de Berlin-Est, ce qui ne surprend guère, vu que Sartre dénonce une conception bourgeoise de la littérature, dans laquelle l'écrivain serait irresponsable vis-à-vis de la société. Si l'on considère en effet les intellectuels comme des « personnes qui, ayant acquis quelque notoriété par des travaux qui relèvent de l'intelligence, abusent de cette notoriété pour sortir de leur domaine et se mêler de ce qui ne les regarde pas »[224], on rejoint alors la « situation » bien particulière des artistes de RDA « entre politique et culture », pour reprendre l'expression de M. Zuckermann.

Si l'on tente de cerner une spécificité des écrivains d'origine juive en RDA, on pourrait dire que leur identité juive se voyait « marginalisée, pour ne pas dire éteinte »[225] et qu'ils avaient au contraire une identité « imposée » d'écrivains socialistes engagés pour la construction d'une nouvelle Allemagne. De fait, de nombreuses voix juives ont été intégrées dans le grand récit antifasciste, mais cet engagement se combine de différentes manières avec l'identité juive.

Parmi ces « engagés », certains sont véritablement perçus comme des « traîtres » par la communauté juive. L'exemple le plus accompli d'écrivain antifasciste d'origine juive est sans conteste Anna Seghers, qui a abandonné son nom juif « Netty Reiling » en 1924-1925 pour un nom plus allemand. Malgré son reniement obstiné de l'identité juive, on ne peut ignorer qu'une part de son œuvre est marquée par celle-ci[226]. Cependant, cette composante est totalement absente de ses œuvres écrites en RDA :

---

[223] Nous évoquons dans ce sous-chapitre uniquement les « engagés » en faveur du régime ; ceux qui s'engagent au contraire pour dénoncer celui-ci, que l'on qualifie généralement de « dissidents », feront l'objet du sous-chapitre suivant

[224] Les citations de Sartre proviennent de : Patrick Wagner, « La notion d'intellectuel engagé chez Sartre », *Le Portique* [En ligne], Archives des Cahiers de la recherche, Cahier 1 2003, mis en ligne le 17 mars 2005. URL : http://leportique.revues.org/index381.html.

[225] *Ibid.*, p. 431 („marginalisiert, wenn nicht gar erloschen").

[226] Nous renvoyons ici à l'ouvrage de M. Haller-Nevermann, *Jude und Judentum im Werk Anna Seghers'. Untersuchungen zur Bedeutung jüdischer Tradition und zur Thematisierung des Antisemitismus in den Romanen und Erzählungen von Anna Seghers*, Francfort/Main, Peter Lang, 1997. L'auteur commence par souligner qu'Anna Seghers a elle-même écrit une étude sur le rapport de Rembrandt à la judéité en 1924.

> Elle refuse de se souvenir, de commémorer, et ainsi de se confronter avec le génocide perpétré de manière rationnelle par les Allemands envers les Juifs[227].

En effet, dans ses œuvres, la Shoah passe toujours au second plan, pour laisser place à une héroïsation des combattants contre le fascisme, comme dans *Das Siebte Kreuz.* Les journalistes de l'*Allgemeine* n'hésitent pas à critiquer vivement cette communiste qui a complètement refoulé ses origines juives, ne thématise pas la Shoah dans ses œuvres et, de surcroît, a reçu le Prix Staline de la Paix[228]. Ainsi, on peut dire qu'elle est liée « de manière antithétique » à ses origines juives[229] : dans une certaine mesure, elle s'est « identifiée à la manière de penser antijuive de « son » État »[230].

Un autre « traître », ayant délaissé l'identité juive au profit de son engagement politique, apparaît sous les traits de Jan Koplowitz, écrivain et cinéaste. Son œuvre la plus célèbre, *Bohemia – Mein Schicksal*, achevée en 1979, retrace le destin de sa famille. Le film *Hotel Polan und seine Gäste*, tourné à partir de ce livre entre 1980 et 1982, suscite une importante polémique avec la Communauté Juive de Berlin-Ouest. Il est en effet diffusé en 1984, sous forme de série télévisée, en RFA et en Autriche[231]. Dans les deux pays, elle provoque l'indignation des représentants juifs. Galinski estime que le film atteint le même niveau que la propagande national-socialiste[232], certains dialogues étant jugés ouvertement antisémites. Le parler yiddish y serait caricaturé, les Juifs pieux représentés comme des avares intéressés uniquement par l'argent. Il faut savoir que les Allemands de l'Ouest ont pourtant vu une version corrigée par rapport à celle diffusée en RDA. Koplowitz, qui a approuvé le scénario du réalisateur David Kröger, est accusé à l'Ouest de ne pas avoir réagi et la télévision d'avoir osé diffuser ce film[233]. L'affaire rebondit encore lorsque l'historien est-allemand Helmut Eschwege écrit une lettre à l'*Allgemeine,* dans laquelle il prétend que Koplowitz « a beaucoup nui aux Juifs en RDA » sans que personne n'ait osé protester[234]. Selon lui, même Helmut Aris, président du *Verband*, aurait condamné cet « abject ouvrage antisémite »[235]. Ainsi, il a fallu la protestation des Juifs de l'Ouest pour révéler les doléances des Juifs de l'Est.

---

[227] *Ibid.*, p. 193 : „Sie verweigert das Erinnern, das Gedenken und damit die Auseinandersetzung mit dem von den Deutschen arbeitsteilig begangenen Völkermord an den Juden."
[228] *Allgemeine*, 28.03.1952, p. 9.
[229] M. Haller-Nevermann, *op. cit.*, p. 253.
[230] *Ibid.*, p. 258 : „mit der antijüdischen Denkweise ‚ihres' Staates identifiziert".
[231] Le « Centrum Judaicum » possède de nombreux dossiers à ce sujet, qui ne seront accessibles qu'en 2014.
[232] *Allgemeine*, 23.03.1984, p. 4.
[233] *Allgemeine*, 6.04.1984, p. 3. Le journaliste remarque ironiquement que celle-ci aurait mieux fait de diffuser *Jud Süß*, au moins, elle n'aurait pas eu de droits à payer à la RDA.
[234] *Allgemeine*, 4.05.1986, p. 4 („hat und Juden hier in der DDR sehr geschadet").
[235] *Ibid.* („dieses antisemitische Machwerk").

Dans tous les cas, cet épisode a fait apparaître Koplowitz comme une figure négative pour la communauté juive de l'écrivain engagé.

Bien plus proche de ses origines juives, Peter Edel s'est lui aussi engagé pour la cause de la RDA. Sa femme et son père ont été assassinés en déportation. Lui-même a survécu à sept camps de concentration, dont Auschwitz. Il fut chargé de lancer une publication juive après la division de la Communauté Juive de Berlin à l'Est[236], projet qui n'a jamais abouti. Son investissement pour la Communauté Juive prend différentes formes : il vient parfois au cimetière de Weißensee pour faire des discours ou lors de commémorations. La Communauté lui rend d'ailleurs un long hommage lors de sa mort[237]. Dans son compte-rendu de la première du *Journal* d'Anne Frank aux *Kammerspiele* du *Deutsches Theater* pour le *Nachrichtenblatt* en 1958[238], l'écrivain prête sa voix aux accusations de fascisme contre l'Ouest : selon lui, les événements relatés dans le *Journal* d'Anne Frank font directement écho à la situation présente en RFA. De même, son livre *Die Bilder des Zeugen Schattmann* qui paraît en 1969, juste avant les vingt ans de la « Nuit de cristal », est une dénonciation explicite du cas Globke en RFA. Le roman porte le sous-titre « Un roman sur le passé et le présent allemand » et son héros, Frank Schattmann, est un ancien déporté vivant à Berlin-Est qui est invité à témoigner lors du procès Globke. L'Allemand de l'Ouest y est représenté comme cynique, insensible au problème des Juifs[239], et la dénonciation de la RFA est sévère notamment dans cette pointe d'ironie à propos du :

> sourire de velours des dignitaires qui se font passer pour les extraordinaires *amis des Juifs* et qui organisent des « Semaines de la fraternité », tout en laissant les associations de SS se rassembler[240].

L'auteur reçoit le prix national de RDA pour cette œuvre. Pour le critique littéraire H. Plavius, c'est « à sa manière un document de notre présent socialiste »[241].

Dans d'autres domaines, l'engagement pour l'État s'est manifesté par une conception politique de l'art. Hanns Eisler se voulait par exemple un représentant de la « musique politique ». Il croyait à la « construction d'une culture musicale nouvelle », qu'il concevait comme une musique de protestation contre le fascisme et le capitalisme[242]. Pour lui, cette nouvelle forme de musique devait être une « musique

---

[236] CJA, 5A1, Nr. 0487, #3 (protocole du 19 février 1957).
[237] *Nachrichtenblatt,* Septembre 1983, p. 24.
[238] *Mitteilungsblatt,* Avril 1958, p. 4.
[239] *Die Bilder des Zeugen Schattmann,* Berlin (Est), Verlag der Nation, 1969, p. 560.
[240] *Ibid.,* p. 702 : „das samtige Lächeln der sich so ungemein *judenfreundlich* gebenden Würdenträger, die ‚Wochen der Brüderlichkeit' veranstalten und gleichzeitig SS-Verbände sich sammeln lassen".
[241] *Nachrichtenblatt,* Septembre 1972, p. 9.
[242] H-J. Nagel *in : Zwischen Politik und Kultur, op. cit.,* p. 235 : „Aufbau einer neuen Musikkultur".

appliquée » au théâtre, au cinéma, à la télévision... Entre 1948 et 1961, il met dix-sept pièces de Brecht en musique. Sa *Symphonie allemande*, conçue comme une provocation, et portant le sous-titre *Symphonie de camp de concentration,* jouée pour la première fois en 1959 au *Staatsoper,* est entendue à Berlin-Ouest près de vingt-cinq ans plus tard[243]. Récompensé par le Prix national en 1958, il est enterré en face de Brecht au cimetière des personnalités de Dorotheenstadt et donnera son nom à une des plus prestigieuses écoles supérieures de musique, la *Hochschule für Musik* en 1964.

L'acteur Gerry Wolf avait une conception similaire du théâtre et entendait mettre son art dramatique au service de la politique. Son ambition était de « donner de nouveaux repères [aux Allemands] humainement et politiquement ». Il travaille à la *Volksbühne* notamment avec Fritz Wisten, mais trouvant l'orientation du théâtre trop peu révolutionnaire, il s'engage pour la télévision est-allemande. Au cinéma, il prête ses traits à des personnages juifs comme dans *Nackt unter Wölfen* et *Jakob der Lügner*. Dans les années 1980, il réalise en outre un disque de chants yiddish[244], signe qu'il n'avait pas perdu, malgré son engagement, tout contact avec ses origines juives.

Enfin, une dernière forme d'engagement peut être observée dans le domaine de l'architecture. Parmi les architectes qui ont reconstruit Berlin-Est en effet, deux des plus importants sont d'origine juive[245]. Kurt Liebknecht, le neveu de Karl, est un des premiers architectes à revenir à Berlin en secteur soviétique. Après son exil en URSS, il travaille à partir de 1946 à l'*Institut für Bauwesen* et devient le premier président de la *Bauakademie,* nouvellement créée en 1951. Il fait de son expérience d'émigré un atout en s'inspirant de l'architecture soviétique pour ses réalisations en Allemagne de l'Est. Il n'a aucun contact avec sa famille en RFA pour causes de visions politiques divergentes[246]. Mais l'architecte qui a sans doute changé le plus le visage de Berlin-Est est Richard Paulick. Il avait travaillé pour Gropius dans les années 1920 avant de s'exiler à Shanghai, où il fut un des rares émigrés à rester travailler jusqu'en 1949. En 1950, il rentre à Berlin-Est et participe aux grands travaux de reconstruction de la ville, notamment à la création de la Stalinallee avec Hermann Henselmann, qui devient la Karl-Marx-Allee en 1961, ou même de l'avenue Unter den Linden, puisqu'il est chargé de restaurer des monument aussi célèbres que le *Staatsoper,* le *Kronprinzessinnenpalais*

---

[243] *Allgemeine,* 10.05.1983, p. 6.
[244] *Ibid.,* p. 74.
[245] Nous nous référons ici à la contribution d'A. Mint et B. Nicolai : „'Lasst Euch sagen, dass Deutschland Eurer [nicht] bedarf.' Zur Problematik der Architekten-Remigration in die beiden Teile Deutschlands" *in* : *„Auch in Deutschland waren wir nicht wirklich zu Hause", op. cit.,* pp. 313-338.
[246] *In :* K. Liebknecht, *Mein bewegtes Leben,* Berlin-Est, Verlag für Bauwesen, 1986, p. 192.

ainsi que la *Schinkel-Bauakademie*. En outre, il planifiera la construction de nombreux immeubles de type « *Plattenbau* » à Berlin-Est, comme dans toute la RDA. Ainsi, nous avons là deux acteurs engagés de la reconstruction de Berlin-Est au sens le plus concret du terme.

e) Les « dissidents »

La dernière grande figure-type est celle du « dissident ». Elle relève également de la définition sartrienne de l'engagement, les « dissidents » étant finalement des « engagés », mais contre le régime. Pour reprendre la distinction de Hannah Arendt, les premiers seraient des « engagés-parvenus » et les seconds des « engagés-parias ». Traditionnellement plus utilisé dans la recherche sur la RDA, le terme semble pouvoir se prêter également à l'Ouest, même si les exemples y sont manifestement plus rares. Nous avions déjà évoqué la dissidence comme facteur de marginalisation au sein de la société : il s'agit de voir maintenant comment elle se répercute sur le plan culturel.

Dans la seconde génération d'écrivains est-allemands d'origine juive, qui deviennent productifs sur le plan littéraire à partir des années 1970, il semblerait que la dissidence s'exprime de façon ouverte et se traduise finalement par le passage à l'Ouest : ainsi, Wolf Biermann, Günter Kunert, Jurek Becker et Thomas Brasch quittent Berlin-Est à la fin des années 1970. Le déclencheur de cette vague de départs d'intellectuels est sans conteste l'affaire Biermann. Wolf Biermann, le « troubadour juif-allemand », bien qu'il ne se définisse pas lui-même comme juif[247], est en effet déchu de sa nationalité en 1976 lors d'un concert à Cologne et se voit interdire de regagner la RDA[248]. Kunert, Becker et Brasch font partie des signataires d'une pétition contre cette décision. Ces écrivains, qui étaient déjà reconnus en RDA (sauf peut-être Thomas Brasch), peuvent être considérés comme « autonomes » au sens de Bourdieu, c'est-à-dire que, malgré les circonstances politiques, ils accordent le primat à leur projet artistique, et s'opposent ainsi aux écrivains « hétéronomes », soumis à une influence extérieure, dont les « engagés » évoqués précédemment sont sans doute les plus représentatifs[249]. Il est intéressant de constater la forte représentation des écrivains

[247] F. Oz-Salzberger, *op. cit.*, p. 95 : „der deutsch-jüdische Troubadour".
[248] Depuis 1965, il avait l'interdiction totale de publier en RDA.
[249] Nous nous appuyons ici sur certaines analyses de S. Goepper, *Polémiques de la « seconde dissidence ». Les prises de position d'un sous-champ d'auteurs de RDA émigrés en RFA lors de la « querelle littéraire interallemande » des années 1990*, Thèse de doctorat, Université Lyon 2, 2008.

d'origine juive parmi les dissidents en RDA, même s'il serait sans doute trop hâtif de relier cette dissidence à leur seule judéité.

Jurek Becker, honoré par le Prix national en 1975, faisait incontestablement partie des privilégiés en RDA, bénéficiant du statut de « *Reisekader* ». Néanmoins, il y a toujours paru « suspect »[250]. En 1976, il proteste contre l'exclusion de Wolf Biermann et de Reiner Kunze *du Schriftstellerverband* et du SED et passe à Berlin-Ouest à la fin de l'année 1977, mais tout en restant citoyen de la RDA[251]. Jurek Becker est véritablement un des premiers écrivains de RDA à écrire sur l'Holocauste du point de vue des victimes, à mi-chemin entre socialisme et interrogations identitaires sur la judéité. À la différence de Stefan Heym par exemple, on ne retrouve pas d'idée messianique chez lui et par conséquent, il ne croit pas pouvoir changer la société. Surveillé par la Stasi, il règle ses comptes avec la RDA dans *Irreführung der Behörden*.

Le parcours de Thomas Brasch est assez similaire, sans doute même encore plus marqué par la dissidence : entre 1968 et 1970, il fait deux ans de prison pour avoir protesté contre la répression du « Printemps de Prague » par les troupes soviétiques, un coup dur pour son père Horst Brasch, haut-fonctionnaire du SED. Beaucoup de ses pièces parues en RDA entre 1970 et 1976 n'y ont jamais été jouées. S'il connaît plus de succès à l'Ouest, il y reste incontestablement un dissident. En effet, pour un critique littéraire : « Brasch refuse les deux systèmes de société allemands, le socialiste autant que le capitaliste »[252].

Un dissident plus tardif, Hans Noll, quitte Berlin-Est pour Berlin-Ouest en 1984. Enfermé durant un an dans un asile psychiatrique pour avoir refusé d'accomplir son service militaire, il dénonce fermement le refoulement de l'identité juive en RDA. Chercheur à la FU à partir de 1988, il est d'ailleurs très significatif qu'il consacre ses recherches à la littérature de RDA en tant que partie intégrante de la politique du SED à l'égard des deux Allemagnes : on observe de sa part une tentative de délégitimer le régime est-allemand une fois passé à l'Ouest.

Franz Loeser n'est pas animé par les mêmes intentions lorsqu'il tourne le dos à la RDA dans les années 1980 : il refuse justement que sa « dissidence » ne soit exploitée par les médias de l'Ouest comme un succès pour le clan occidental. Philosophe, il vient

---

[250] Voir sa nouvelle „Der Verdächtige" *in* : *Aus der ersten Zukunft,* Francfort/Main, Suhrkamp, 1980.
[251] Il le restera jusqu'en 1989, tout comme Günter Kunert. La RDA voulait ainsi éviter l'éclat de scandales supplémentaires.
[252] G. Kaynar *in : Zwischen Politik und Kultur, op. cit.,* p. 211 : „Brasch lehnt beide deutschen Gesllschaftssysteme, das sozialistische sowie das kapitalistische, ab."

s'installer à Berlin-Est en 1956 après des études aux États-Unis et en Angleterre, où ses opinions communistes lui valaient un certain ostracisme. A Berlin-Est, il enseigne à la HU, devient fonctionnaire du parti, ainsi que membre de la présidence du Conseil de la paix : en bref, il considérait la RDA comme sa patrie. Cependant, au bout de vingt-cinq ans de régime socialiste, il ne supporte plus le climat d'oppression. En 1980, il est mis à la retraite et décide alors de passer à l'Ouest, projet qu'il mettra à exécution en 1983. Il devient célèbre en RFA grâce à sa publication *Die unglaubwürdige Gesellschaft. Quo vadis, DDR?*, ouvrage très provocateur à l'égard du régime du SED, où l'on relève des expressions satiriques, le Politbüro se voyant qualifié de « conseil des dieux »[253] ou encore la formule « se tromper est humain, avoir raison est digne du parti »[254]. Ainsi, certains écrivains d'origine juive ont joué un rôle essentiel dans la montée de la contestation contre le régime.

À l'Ouest, on peut évoquer enfin un cas de dissident qui entre ouvertement en conflit avec le régime ouest-allemand, mais ne quitte cependant jamais la RFA. Ossip Kurt Flechtheim, considéré comme le précurseur de la discipline « *politische Weltkunde* »[255], dont les fondements sont posés dans son ouvrage *Fundamentals of political Science*, paru en 1952 et traduit en allemand en 1958. On peut dire que lui aussi a bénéficié de son expérience d'émigré aux États-Unis pour enrichir la société ouest-allemande[256]. Cette discipline se fixe pour ambition non seulement de décrire et d'analyser, mais aussi de montrer le chemin de la démocratie. Contrairement à beaucoup de scientifiques, de surcroît très marqués à gauche, Flechtheim n'a jamais renié sa judéité, même si elle ne se situe pas au cœur de son œuvre. Toutefois, ses opinions politiques, très marquées à gauche, lui ont valu de nombreuses déconvenues au cours de sa carrière et seule l'intervention de son ami Franz Neumann lui a permis de mener une brillante carrière à Berlin-Ouest. Il faut noter que jamais il n'a obtenu de chaire de professeur et a dû se contenter de charges de cours. Il doit attendre 1989 pour être nommé professeur émérite de la FU. Membre du SPD de 1952 à 1962, mais très critique envers celui-ci, il dénonce les tendances « restauratrices » en RFA, telles le conformisme, la « renazification » ou le réarmement. Il considérait néanmoins que la ville de Berlin-Ouest était politiquement plus tolérante que la RFA, d'où son choix d'y

---

[253] F. Loeser, *Quo vadis, op. cit.*, p. 84 : „Rat der Götter".
[254] *Ibid.*, p. 87 : „Irren ist menschlich, Recht haben ist parteilich!"
[255] Cette « sience politique » fait partie des disciplines obligatoires enseignées au lycée en RFA.
[256] M. Kessler, „Ossip Kurt Flechtheim. Ein politischer Wissenschaftler im westlichen Nachkriegsdeutschland" *in* : *„Auch in Deutschland waren wir nicht wirklich zu Hause"*, *op. cit.*, p. 248.

rester. Pour M. Kessler, ce sont des « rémigrés » comme lui qui ont contribué au développement d'une opinion publique libérale à Berlin-Ouest[257]. Sans eux, 1968 ne serait pas explicable.

Enfin, un dernier cas paraît se situer à la limite entre dissidence et engagement pour le régime. Il semblerait en effet que l'écrivain est-allemand Stefan Heym puisse être considéré comme un « engagé » dans ses prises de position publiques[258], mais un « dissident » dans certaines de ses œuvres. Même s'il ne supportait pas qu'on le qualifie de Juif, son œuvre recèle de collusions entre judéité et socialisme. Or, celle-ci est considérée dans une certaine mesure comme subversive à l'égard de la RDA, en particulier son *König-David-Bericht*. Pourtant, la censure ne s'est apparemment pas offusquée de ce commentaire du *Nachrichtenblatt* :

> Le roman laisse apparaître des généralisations qui valent pour presque toutes les historiographies dans les États autoritaires et sont ainsi d'une grande actualité[259].

Les rédacteurs juifs étaient-ils si intimement persuadés que la RDA n'avait rien d'un « État autoritaire » que la remarque n'avait rien de mal intentionné ? L'État a-t-il vraiment pu ne pas se sentir visé et s'agit-il là d'une démonstration de la « langue des esclaves » dont le *Nachrichtenblatt* pouvait parfois faire preuve ? Selon H. Gellermann, le roman était clairement révélateur du combat de Stefan Heym contre les autorités de RDA :

> Il est tentant de lire ce roman comme une allégorie, déguisée sous le manteau de l'histoire, des conditions politiques et culturelles de la RDA, ce qui a d'ailleurs été le cas généralement[260].

Ainsi, l'historien Ethan d'Esra, chargé par le roi Salomon d'écrire un récit à la gloire de son père David, jouit de nombreux privilèges à la cour, mais il doit faire preuve d'une « manière de penser très souple »[261]. Salomon lui prodigue même le conseil suivant : « Peut-être serait-il sage, Ethan, que tu castres ta pensée »[262]. Au fur et à mesure qu'il découvre les mauvais penchants du roi David et que des témoins gênants disparaissent, Ethan se voit exposé à une pression de plus en plus forte. Certains parallèles avec la

---

[257] Voir „Ossip Kurt Flechtheim. Ein politischer Wissenschaftler im westlichen Nachkriegsdeutschland" *in : „Auch in Deutschland waren wir nicht wirklich zu Hause"*, *op. cit.*, p. 268 („liberale Öffentlichkeit").
[258] Ainsi, il voyait en la RDA « sa vraie patrie ». Propos recueillis par Kl. W. Jonas, *in* : *Allgemeine*, 5.01.1979, p. 6.
[259] *Nachrichtenblatt*, Mars 1974, p. 12 : „Der Roman lässt Verallgemeinerungen erkennen, die gleichsam auf alle Geschichtsschreibungen in autoritativen Staaten zutreffen und damit hochaktuell sind."
[260] H. Gellermann, *op. cit.*, p. 51 : „Es liegt nahe, diesen Roman als eine historisch verkleidete Allegorie auf die politischen und kulturellen Verhältnisse in der DDR zu lesen, als die er zumeist auch anerkannt wurde."
[261] „biegsame Denkungsart" *in : Der König-David-Bericht*, Leipzig, Reclam, 1989, p. 13.
[262] *Ibid*, p. 51 : „Vielleicht wäre es ratsam, Ethan, du kastrierst dein Denken".

RDA s'imposent, comme le système de surveillance omniprésent. Lorsqu'il sent que c'est sa vie qui est menacée, l'historien préfère se taire : celle-ci lui est plus précieuse que la vérité historique. Ainsi, la dissidence identifiable dans les œuvres de Heym serait en contradiction avec sa vie sociale, manifestant la difficulté pour un écrivain à trouver sa place « entre politique et culture ».

À l'issue de cette étude typologique, il reste un déséquilibre fondamental : la nette prédominance des écrivains d'origine juive, même dissidents, à Berlin-Est par rapport à Berlin-Ouest. Faut-il en déduire que la RDA serait « l'ultime refuge d'une symbiose judéo-allemande en sursis »[263] ? Nous tenterons maintenant de discuter, dans le cas particulier de Berlin, cette thèse qui a été esquissée dans la recherche.

IV – Traces de l'héritage judéo-allemand entre Est et Ouest

Il faut replacer ces réflexions sur les apports des producteurs de culture d'origine juive dans le contexte de la concurrence entre Berlin-Est et Berlin-Ouest, ces deux « villes-fragments qui ont copié pendant quarante ans ce qui se faisait ailleurs »[264]. Deux cultures totalement différentes en ont-elles résulté ? L'Est prend-il en quelque sorte sa revanche sur ce point ? Nous exposerons tout d'abord la thèse de la persistance de traces de l'héritage judéo-allemand à l'Est, avant d'en voir les limites : en effet, celui-ci connaissait d'une part son lot de difficultés à l'Est, et d'autre part, il semble que la position de l'Ouest ait été quelque peu sous-estimée. Cela nous invitera à reconsidérer les apports des artistes et intellectuels juifs au-delà du clivage Est-Ouest et à évoquer pour finir les germes culturels semés à cette époque, qui parviendront à maturité dans le Berlin réunifié.

a) Une réincarnation de la culture « juive-allemande » à l'Est ?

Dans *Zwischen Politik und Kultur,* M. Zuckermann s'étonne qu'on ne se soit pas plus intéressé aux Juifs du temps de la RDA tant ils étaient représentés parmi les élites politiques, mais aussi culturelles et scientifiques[265]. En effet, de nombreuses biographies restent encore dans l'ombre, même dans le domaine littéraire.

---

[263] S. Combe *in :* D. Aberdam (Ed.), *Berlin entre les deux guerres, op. cit.,* p. 130.
[264] B. Grésillon, *Berlin,métropole culturelle,* Paris, Belin, 2002, p. 4.
[265] M. Zuckermann, *Zwischen Politik und Kultur, op. cit.,* pp. 8-9 : „Gleichwohl verwundert dies einigermaßen, wenn man bedenkt, wie viele Juden […] an den kulturellen, geistigen und politischen Eliten der Ex-DDR Teil hatten."

Cette surreprésentation, qui s'oppose au nombre minuscule de Juifs membres des Communautés Juives, pourrait s'expliquer d'abord par les raisons démographiques déjà évoquées : le fait que la majorité des Juifs de RDA soient des « Juifs allemands », qui ne connaissent pas tous les problèmes d'intégration des « DP's » ou des immigrés, constitue en effet un facteur essentiel. Pour M. Bodemann par exemple : « la judéité est-allemande est la dernière survivante, en termes de culture, de la judéité allemande d'avant-guerre »[266]. Il parle d'une « classe moyenne intellectuelle disproportionnée » ainsi que d'une « remarquable tradition littéraire et savante »[267] que l'on ne retrouvait nullement en RFA. De fait, il estime que les Juifs de RDA sont « beaucoup plus ancrés que leurs homologues ouest-allemands dans l'ancienne tradition judéo-allemande de l'ancienne bourgeoisie de culture »[268], même si cela peut surprendre à première vue. Il prédit même aux auteurs juifs de RDA qu'ils auront un rôle culturel de premier plan à jouer dans l'Allemagne réunifiée[269].

D'autre part, il est certain que le programme de reconstruction de la RDA a attiré un grand nombre de « rémigrés » dans le domaine intellectuel et artistique, parmi lesquels des Juifs, même s'ils ne faisaient pas passer cette composante identitaire au premier plan. Le projet d'un nouvel humanisme, qui voulait reprendre l'« authentique » culture allemande, dégagée des miasmes du nazisme, a certainement séduit beaucoup d'intellectuels et de créateurs, en particulier d'origine juive, plus frappés que d'autres par le national-socialisme.

L'attitude par rapport aux « rémigrés » a également été déterminante. Comme nous l'avons déjà mentionné, Berlin-Ouest fut toujours en retard par rapport à l'Est pour « rappeler » les émigrés, malgré son avance incontestable sur le reste de la RFA : cela est très net dans le cas des Académies des Arts[270]. Il y eut d'autre part des initiatives isolées : ainsi, l'intendant du *Deutsches Theater*, situé à l'Est, Gustav von Wangenheim, rappelle des acteurs comme Albert Bassermann et Fritz Kortner dès la fin des années 1940[271]. L'attitude de Berlin-Ouest envers les « rémigrés » n'a profondément changé

---

[266] *In* : *Jews, Germans, Memory, op. cit.,* p. 23 : "East German Jewry is the last remnant, in cultural terms, of prewar German Jewry."
[267] *Ibid. :* "a disproportionaly large intellectual middle class", "an outstanding literary and scholarly tradition".
[268] *Ibid.,* p. 40 : "Jews from the former GDR are far more deeply rooted than are their counterparts in the West in the old German-Jewish tradition of the old *Bildungsbürgertum*."
[269] *Ibid. :* "they will constitute an intellectual Jewish stratum of some significance."
[270] *1945: Jetzt wohin ? op. cit.,* p. 13. 1950 pour Berlin-Est et 1956 pour Berlin-Ouest. Six ans ne paraissent certes pas faire une grande différence à l'échelle de la période étudiée, mais beaucoup de candidats au retour ont pu se décider durant ces années.
[271] Même si ceux-ci s'établiront finalement à l'Ouest.

que dans les années 1970 avec des mises à l'honneur, plaques commémoratives, etc., mais la plupart des « rémigrés » étaient alors soit décédés, soit déjà établis à l'Est.

Toutes ces raisons font qu'on a parlé récemment de la présence plus marquée en RDA qu'en RFA de l'héritage de la « symbiose judéo-allemande ». Le colloque « Berlin entre les deux guerres : une symbiose judéo-allemande ? » s'est notamment intéressé à cette question[272]. Un des représentants de cette mythique « symbiose », Victor Klemperer[273], comme d'autres écrivains communistes d'origine juive, se serait « bricolé, à l'Est, une identité tenant à distance et l'Allemagne et le judaïsme. Une illusion qui prit fin, brutalement, en novembre 1989 »[274]. Il semble avoir cru pouvoir retrouver en RDA le monde spirituel disparu d'avant 1933. R. Robin porte un regard similaire sur Victor Klemperer : « il se veut un héritier de la symbiose judéo-allemande, complètement anachronique après-guerre »[275] - ce qui rejoint la figure de l'« exilé » évoquée précédemment, notamment dans le cas d'Arnold Zweig.

Or, force est de constater que, si des auteurs de l'Est comme Klemperer ou Zweig paraissaient plus proches de la « symbiose judéo-allemande » que d'autres auteurs de l'Ouest, c'est justement parce que l'assimilation était plus profonde en RDA qu'en RFA. E. Beck-Gernsheim rappelle bien que leur attachement au judaïsme était « plutôt sous-développé »[276] à la différence des « DP's », qui eux, auraient été en mesure de faire revivre une culture juive moins sécularisée, mais qui se sont peu investis dans la reconstruction culturelle de l'Allemagne. Ainsi, pour B. Wasserstein, le facteur spirituel et religieux tel qu'il apparaissait dans la culture d'Europe de l'Est avant 1933 a été éradiqué après 1945[277], mais la culture juive profane persiste : elle donne lieu à des productions qui « sont à des années-lumière de cet univers culturel juif doté d'une extraordinaire cohérence interne qui existait en Europe orientale jusqu'au début du XX^{e} siècle »[278]. De celui-ci, il ne semble rester qu'un attachement à un passé révolu et déjà flou, qui « ne peut servir de fondement à un engagement dans le présent, à une identité collective vivante »[279]. Si l'on peut parler de reconstruction de la culture par des auteurs

---

[272] *In : Berlin entre les deux guerres, op. cit.*
[273] Nous ne l'avons pas relevé dans notre « liste » car il a vécu essentiellement à Dresde, ne se rendant à Berlin-Est après 1945 que pour y accomplir des tâches politiques ou universitaires. Néanmoins, il semble que les propos suivants de S. Combe se vérifient également dans le cas d'Arnold Zweig.
[274] S. Combe, *ibid.*, p. 130.
[275] R. Robin, *op. cit.*, p. 300.
[276] E. Beck-Gernsheim, *op. cit.*, p. 235 („eher unterentwickelt").
[277] *Les Juifs d'Europe, op. cit.*, p. 306.
[278] *Ibid.*
[279] *Ibid.*

juifs à Berlin, il faudra donc entendre par là une culture « judéo-allemande » que se sont réapproprié des auteurs d'origine juive totalement assimilés.

Avant de discuter cette thèse, il faut déjà poser quelques limites à l'utilisation du terme de « symbiose ». Il ne s'agit pas bien sûr de nous lancer ici dans le débat qui a opposé tenants et détracteurs de la thèse de la « symbiose judéo-allemande », terme créé par F. Rosenzweig et repris par H. Cohen. Pour L. Baeck également, l'Allemagne de la fin du XIX^{e} siècle aurait constitué un troisième « âge d'or » du judaïsme, après l'hellénisme et la culture sépharade avant l'Inquisition. Mais le terme fut fermement critiqué par G. Scholem qui voyait dans le prétendu « dialogue judéo-allemand » plutôt un monologue[280] : pour ce dernier, la « symbiose » ou le « dialogue » judéo-allemand n'aurait été qu'un leurre inventé de toutes pièces par les Juifs pour se persuader de leur intégration dans la société et de leur enracinement dans la culture allemandes, et qui les aurait finalement menés à leur perte[281]. Ce débat nous mènerait trop loin. Nous proposons plutôt, à l'instar de R. Robin[282], de considérer comme un fait établi l'élaboration d'une culture judéo-allemande spécifique et particulièrement prolixe depuis le XVIII^{e} siècle, mais surtout à partir de la seconde moitié du XIX^{e} siècle et jusqu'en 1933. Pour désigner tout ce qui se rapporte à cette ancienne « symbiose » culturelle, elle propose l'adjectif composé « juif-allemand », le trait d'union se faisant l'expression d'une identité double, mais harmonieuse, ce qui n'est définitivement plus le cas après 1945. Pour éviter les polémiques autour du terme « symbiose », on l'emploiera donc entre guillemets ou bien on lui préfèrera les termes d'héritage culturel judéo-allemand ou juif-allemand.

Les traces de cet héritage étaient-elles donc plus visibles à Berlin-Est qu'à Berlin-Ouest ? On trouve en effet de nombreux indices d'une survivance possible des traces de la culture juive-allemande à l'Est et non à l'Ouest. Ainsi, F. Stern remarque que, dans le cinéma d'après-guerre, il existe une profonde différence entre l'Est et l'Ouest. Les « DP's », les Israéliens d'origine judéo-allemande ou les Juifs américains sont totalement absents des films de la DEFA, qui se concentrent essentiellement sur des personnages de Juifs allemands. « Dans ces films, l'Oranienburger Straße est plus

---

[280] *In :* J. Ehrenfreund, *op. cit.*, p. 61.
[281] Voir *Fidélité et utopie – essai sur le judaïsme contemporain*, Poitiers/Ligugé, Calmann-Lévy, Collection « Diaspora », 1978. Nombreux sont ceux qui, après 1945, adhèrent à la thèse de G. Scholem, notamment Dan Diner.
[282] R. Robin, *op. cit.*, p. 299.

proche que Tel-Aviv ou Manhattan »[283]. À l'inverse, la culture juive à l'Ouest semble se tourner vers de nouveaux modèles : Israël et les États-Unis.

Dans le domaine de la littérature, il est certain que la production des auteurs est-allemands d'origine juive rappellerait plus la tradition d'avant-guerre que celle des auteurs de RFA. Ainsi, M. Reich-Ranicki relève un net déficit de l'Allemagne de l'Ouest en ce domaine[284]. M. Wolffsohn note lui aussi cette plus grande propension de la littérature est-allemande à se rattacher à des traditions passées de la littérature judéo-allemande[285]. On en prend conscience en considérant le déséquilibre fondamental entre les écrivains d'origine juive à Berlin-Est et à Berlin-Ouest. On pense aussi à la véritable « colonie d'écrivains et d'artistes » située à Pankow, dont certains éléments-moteurs étaient d'origine juive :

> Ensemble, avec leurs collègues non-juifs, il prirent part au développement nouveau d'une culture allemande humaniste et progressiste marquée par un caractère fortement antifasciste[286].

D'autres centres culturels informels regroupant notamment des artistes et intellectuels juifs virent également le jour à Berlin-Est : la maison culturelle (*Kreiskulturhaus*) « Erich Weinert » dans la Breite Straße, la « petite galerie » dans la Berliner Straße. Enfin, la maison d'Arnold et Beatrice Zweig était devenue « un centre de la vie spirituelle avec de nombreux invités étrangers »[287] : un phénomène qui n'est pas sans rappeler l'esprit des salons berlinois sur le modèle de celui d'Henriette Herz, où l'on pouvait observer un véritable brassage entre Juifs et non-Juifs.

D'autre part, certains créateurs de culture juifs berlinois de l'Est sont pleinement conscients que leur tâche est de transmettre l'héritage séculaire des « Juifs-allemands » : ainsi, Peter Honigmann serait un descendant de la famille de Walter Benjamin, voire de Heine. Cette filiation presque biologique et en tout cas spirituelle fait dire à Barbara Honigmann dans *les Iles du passé* : « comme Peter (et tous les Juifs allemands) […], je suis en mesure de prouver ma parenté avec Heinrich Heine »[288]. Elle explique dans ce

---

[283] *In : Zwischen Politik und Kultur*, *op. cit.*, p. 154 : „Im Unterschied zu einigen westdeutschen Filmproduktionen sind in DEFA-Filmen jüdische *displaced persons*, Israelis deutsch-jüdischer Herkunft oder amerikanische Juden kein Thema. Das Gewicht liegt auf deutschen Juden und auf vielfältigen Fragen des Dazugehörens, der Identität und der Verantwortung. Oranienburger Straße ist in diesen Filmen näher als Tel Aviv oder Manhattan. Kurz, jüdische Themen sind vor allem deutsch-jüdische Themen."

[284] *In :* D. Hoffmann, *op. cit.*, p. 431.

[285] M. Wolffsohn, *Meine Juden, Eure Juden, op. cit.*, p. 100.

[286] I. Lammel, *op. cit.*, p. 298 : „Schriftsteller- und Künstlerkolonie". „Sie nahmen gemeinsam mit den nichtjüdischen Kollegen an der Neuentwicklung einer humanistischen und fortschrittlichen deutschen Kultur Teil, die durch einen starken antifaschistischen Charakterzug geprägt war."

[287] *Ibid. :* „ein Mittelpunkt des geistigen Lebens mit vielen internationalen Gästen".

[288] *Les îles du passé*, Nîmes, Chambon, 1999, p. 35.

livre autobiographique que lorsqu'elle était adolescente, elle fréquentait un groupe composé de Juifs ou plutôt de personnes d'origine juive et que cette judéité, dont il ne restait parfois que des traces à peine perceptibles, « était le plus fort facteur de cohésion entre nous, une sorte de magie qui nous unissait de façon mystérieuse »[289]. Plus tard, Dans l'appartement de ses amis Max et Doris Kahane, respectivement journaliste et peintre, elle essayait, durant leurs longs séjours à l'étranger, de vivre en communauté, dans une sorte de véritable « petite colonie d'artistes »[290]. D'ailleurs, ses amis la surnommaient à l'époque « la Gertrude Stein du Prenzlauer Berg »[291]. On pense également à Hermann Simon, qui revendique son appartenance à une famille juive implantée à Berlin depuis plus de trois-cents ans[292].

Enfin, la RDA serait elle-même pionnière dans la « renaissance juive » observable à Berlin dans les années 1990-2000 et en particulier dans la redécouverte de la culture juive d'Europe de l'Est : celle-ci aurait commencé dès les années 1980, alors qu'il a fallu attendre la réunification pour la voir percer à l'Ouest. Jalda Rebling en est convaincue :

> Il y avait un intérêt pour la culture yiddish. Tout l'univers du klesmer, qui est apparu à l'Ouest au début des années 1990, nous l'avions dix ans plus tôt en RDA[293].

Cette analyse confirmerait nos observations sur la présence plus prononcée de la culture yiddish dans le *Nachrichtenblatt* que dans l'*Allgemeine.*

Ces observations ont donné lieu à des réflexions plus poussées chez W. Herzberg dans son étude sur Gerry Wolf, qui mériteraient d'être approfondies dans des études futures sur différents artistes de RDA d'origine juive :

> Concernant l'importance des survivants et des « rémigrés » juifs pour la politique et la culture en RDA, je pars du principe que la judéité des survivants juifs […] a joué un rôle déterminant, voire constitutif sur le plan conceptuel et identitaire dans ces deux domaines, qui a été jusqu'à présent méconnu et sous-estimé[294].

---

[289] Cité dans : Die Geschichten der anderen, *Berliner Zeitung*, 16./17.06.2007, p. 4 : „dieses Jüdische war der strärkste Zusammenhalt zwischen uns, eine Magie, die uns geheimnisvoll verband".
[290] *Ibid.*, p. 119.
[291] *Ibid.*, p. 56.
[292] *In :* A. Nachama, *Erneuere unsere Tage, op. cit.*, p. 183.
[293] V. Roggenkamp, „Als holländische Jüdin in der DDR. Jalda Rebling erinnert sich an ihre Mutter" *in* : *Jüdische Allgemeine Wochenzeitung*, 19.07.2001, p. 15 : „Es gab ein Interesse an jiddischer Kultur. Die ganze Klesmerei, die im Westen Anfang der neunziger Jahre begann, hatten wir in der DDR zehn Jahre früher."
[294] W. Herzberg, „Der Schauspieler Gerry Wolf. Ein Beispiel kollektiver Erfahrungsgeschichte jüdisch-deutscher Remigranten" *in : Zwischen Politik und Kultur, op. cit.*, p. 78 : „Was nun die Bedeutung jüdischer Überlebender und Remigranten für Politik und Kultur in der DDR betrifft, gehe ich davon aus, dass das ‚Jüdische' der jüdischen Überlebenden […] sehr wohl in der Politik und Kultur der DDR eine entscheidende, ja eine konstitutive konzeptionelle und Identität stiftende Rolle spielte, die bis heute verkannt und unterschätzt wird."

Cette thèse est audacieuse, car il est difficile de montrer que cet apport est lié spécifiquement à leur judéité. Mais son argumentation mérite que l'on s'y attarde. Selon lui, il y aurait eu en RDA une « floraison artistique et intellectuelle juive-allemande de gauche » totalement absente en RFA, qui aurait puisé ses racines dans l'histoire judéo-allemande et en particulier dans la culture politique de la République de Weimar, tout comme dans la culture de l'exil, deux traditions fortement ancrées dans la culture de RDA[295]. Ainsi, les artistes d'origine juive peuvent être conçus comme « des stimulateurs et des multiplicateurs intellectuels extrêmement importants de l'histoire de la RDA »[296]. Sans eux, l'histoire et même l'identité est-allemande reste incompréhensible. Herzberg fonde sa théorie sur trois hypothèses :

- Tout d'abord, les « citoyens d'origine juive » de la génération des pères-fondateurs constituaient un noyau actif d'intellectuels antifascistes au sein du Parti. Véritables modèles pour la société et pour les intellectuels, ils n'en étaient pas moins instrumentalisés par l'État, comme nous l'avons vu dans la quatrième partie.
- Ensuite, et en particulier dans la seconde génération, ils sont les premiers à avoir engagé la contestation et revendiqué la démocratisation de la RDA. Ainsi, ils apparaissent comme des :

> pionniers qui ont rendu publique la conscience culturelle et politique de la crise et ont mis en valeur le besoin de réformes démocratiques et antistaliniennes. Depuis l'affaire Biermann, ils symbolisaient, souvent par leur départ ou par leur résistance, le début de la fin de la RDA sur le plan intellectuel[297].

Cette connexion entre judéité et dissidence par rapport à la RDA, que S.L. Gilman qualifie d'« opposition culturelle »[298], nous paraît être une idée essentielle à approfondir dans de futures études.

- Enfin, après les événements de 1989-1990, ce sont eux qui auraient donné l'impulsion nécessaire au travail sur l'héritage de la RDA.

> Il est grand temps de reconsidérer de manière critique l'apport spécifique, non négligeable, des survivants juifs et de leurs familles à l'histoire politique et culturelle est-allemande d'après-guerre

---

[295] *Ibid.*, pp. 78-79 : „eine ‚Blüte linker jüdisch-deutscher Kunst und Intellektualität', die weit in die jüdisch-deutsche Geschichte und vor allem in die politische Kultur der Weimarer Republik und die politische Émigrationskultur zurückging und mit der Politik- und Kulturentwicklung der DDR als außerordentlich stark, ja konstitutiv vernetzt war."

[296] *Ibid.*, p. 79 : „außerordentlich wichtige intellektuelle Impulsgeber und Multiplikatoren von DDR-Geschichte".

[297] *Ibid.* : „Vorreiter, die kulturelles und politisches Krisenbewusstsein öffentlich machten und den demokratischen, antistalinistischen Reformanspruch zur Geltung brachten. Seit der Biermann-Ausbürgerung symbolisierten sie, vielfach durch Weggang und Widerstand, den intellektuellen Anfang vom Ende der DDR."

[298] *In : ibid., op. cit.*, p. 157 („kulturelle Opposition").

> comme une tentative légitime d'écrire une histoire alternative à la RFA avec Auschwitz en toile de fond[299].

Sans cela, on risque, selon l'auteur, de trahir leurs biographies ainsi que leurs motivations, et de marginaliser leur judéité, voire de les diffamer.

Ces observations et ces réflexions prouvent au moins que la RDA n'a pas totalement détruit l'identité juive, et en particulier juive-allemande, comme cela lui est souvent reproché. On s'aperçoit ici à quel point il est réducteur de limiter l'analyse de la RDA à la théorie du totalitarisme. Pour autant, Berlin-Est ne fut pas le havre de paix ni le paradis pour artistes juifs pour lequel elle a voulu se faire passer. La coexistence étroite entre culture et État ne constituait-elle pas aussi un risque pour les artistes ?

b) Désarrois des derniers représentants de la « culture juive-allemande » à l'Est

On peut émettre une première réserve quant à la renaissance – embryonnaire – de la « symbiose judéo-allemande » à Berlin-Est ayant trait au système est-allemand : c'est une évidence de dire que la politique culturelle de la RDA était doctrinaire et marquée par la censure, mais on a cependant parfois tendance à l'oublier. La culture y était au service de l'État : les producteurs de culture avaient le devoir de modifier en profondeur la société. Cette tâche est devenue pesante pour tous les artistes et intellectuels est-allemands, mais peut-être plus encore pour ceux d'entre eux qui étaient d'origine juive et qui voyaient cette composante de leur identité marginalisée au quotidien.

> En RDA, la politique et la culture étaient dans une situation de tension constante, qui devenait de plus en plus forte au fil du temps. […] Ainsi, ils étaient souvent pris en tenailles, comme beaucoup en RDA, entre leurs tentatives d'affirmation intellectuelle et les contraintes politiques de l'adaptation[300].

Rappelons en effet que la publication de nombreuses œuvres a été retardée à cause des contraintes qui pesaient sur le monde littéraire en RDA. Certes, Arnold Zweig a cherché à réveiller la conscience juive, mais il faut souligner le fait que son *Bilanz der deutschen Judenheit*, datant de 1934 n'est publié pour la première fois après la guerre

---

[299] W. Herzberg *in : ibid.*, p. 81 : „Es ist wohl an der Zeit, den spezifischen, nicht zu unterschätzenden Beitrag jüdischer Überlebender und ihrer Familien zur ostdeutschen politischen und kulturellen Nachkriegsgeschichte als den legitimen Versuch einer Alternativgeschichte zur Bundesrepublik auf dem Hintergrund von Auschwitz in neuer Weise kritisch zu würdigen."

[300] W. Herzberg *in : Zwischen Politik und Kultur, op. cit.*, p. 80 : „Politik und Kultur standen in der DDR in einem ständigen inneren Spannungsverhältnis, das im Laufe der Zeit immer stärker zunahm. […] Dabei pendelten sie vielfach, wie viele in der DDR, zwischen den Versuchen intellektueller Selbstbehauptung und politischen Anpassungszwängen."

qu'en 1961. Des simples retards aux interdictions pures et simples de publier, il semble que les œuvres des héritiers de la « symbiose judéo-allemande » aient eu quelques difficultés à imposer leur marque dans le paysage littéraire est-allemand. Dans le cas de Stefan Heym, pourtant proche d'Ulbricht, puis de Honecker, la recherche d'un éditeur est-allemand pour le *König-David-Bericht* dure deux ans, de 1971, date de sa parution à l'Ouest, à 1973[301]. Jurek Becker a, quant à lui, attendu dix ans pour voir son idée de *Jabob le Menteur*, d'abord écrit sous forme de scénario, se réaliser en 1969.

En outre, chez ce dernier, le contexte de production est-allemand semble avoir constitué un frein non négligeable à la création artistique. C'est du moins ce qu'a montré M. Reich-Ranicki à propos de son roman *Der Boxer* paru en 1976. Le critique littéraire estime cette œuvre beaucoup moins réussie que *Jacob* et en attribue la faiblesse aux conditions d'écriture en RDA et à l'essoufflement de l'écrivain devant lutter continuellement contre la censure. L'histoire se déroulerait dans un « lieu vide, indéfini », il lui manquerait une « toile de fond » crédible, la RDA, qui n'est esquissée que de façon « parabolique » par l'auteur afin ne pas tomber sous le coup de la censure[302]. Jurek Becker aurait ainsi mis en scène le problème d'être une « victime du fascisme » et rien d'autre, ce qui aurait rendu l'intrigue assez pauvre. Becker lui-même s'est exprimé sur ses difficultés à exercer le métier d'écrivain à Berlin-Est : s'il a quitté la RDA, c'est finalement moins pour des raisons purement politiques que parce qu'il espérait pouvoir travailler plus librement comme « écrivain » à l'Ouest, sans avoir besoin d'être constamment un « résistant » contre le pouvoir[303]. En d'autres termes, on pourrait dire que l'engagement nuirait pour certains à la qualité littéraire de leur travail. Ainsi, on peut constater à travers l'exemple de Jurek Becker l'étendue des contraintes qui pesaient sur l'écrivain en RDA, de surcroît de « sensibilité » juive.

Jurek Becker a eu la chance de continuer à être apprécié en RDA après son passage à l'Ouest. Ce n'est pas le cas d'A. Kantorowicz : en 1957, son nom est définitivement rayé de toutes les anthologies de littérature est-allemandes[304]. Lui-même tiendra ces propos : « Là où les fonctionnaires ont la parole, les muses n'ont plus qu'à se taire »[305].

---

[301] Ce fut déjà le cas pour *Ferdinand Lassalle*, paru en 1969 à l'Ouest et en 1973 à l'Est.
[302] M. Reich-Ranicki, „Plädoyer für Jurek Becker – aus Anlass seines misslungenen Romans *Der Boxer*" *in : Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 19.02.1977, p. 12: „Aber der Geschichte Blanks fehlt dieser Hintergrund fast ganz: Sie spielt sich nahezu in einem luftleeren Raum ab.[…] Unübersehbar sind daher im *Boxer* die vielen Lücken, Sprünge und Aussparungen".
[303] Th. Jung, *Widerstandskämpfer oder Schriftsteller sein, op. cit.*
[304] B. Baerns, *Ost und West – Eine Zeitschrift zwischen den Fronten. Zur politischen Funktion einer literarischen Zeitschrift in der Besatzungszeit (1945-1949)*, Münster, Fahle, 1968, p. 67.
[305] *Deutsches Tagebuch, op. cit., 1. Teil,* p. 661. „Wo Funktionäre reden, haben die Musen zu schweigen."

Dès la fin de l'année 1949, date d'interdiction de son journal *Ost und West*, il dit avoir voulu rester confiné « dans la tour d'ivoire de la science »[306], afin de ne plus devoir prendre position publiquement en tant qu'écrivain. On retrouve là les réticences de Becker. Bien sûr, ce ne sont pas des expériences spécifiquement juives, mais c'est un fait qu'elles ont touché tout autant les écrivains d'origine juive.

Pour d'autres artistes, la RDA pouvait décider du jour au lendemain, selon les circonstances politiques, de leur mort artistique. Ainsi, à partir de la Guerre des Six jours, la chanteuse Lin Jaldati n'a plus signé aucun contrat car sa musique juive, que l'on supposait en lien avec Israël, s'est vu mise au ban. De plus, elle avait refusé de signer la déclaration officielle contre Israël, ce qui la rendait suspecte aux yeux des autorités. Sa fille Jalda Rebling parle même d'une « quasi interdiction de travailler » qui a duré jusqu'en 1975 environ[307]. La situation était bien différente dans les années 1980, le contexte politique incitant plutôt à considérer Lin Jaldati comme une « Juive faisant office de modèle »[308].

Enfin, certaines œuvres de l'esprit n'y ont même pas vu le jour, victimes de la censure ou, plus couramment encore, des fameux « ciseaux dans la tête », cette autocensure que tous les auteurs pratiquaient de manière plus ou moins consciente[309]. Force est de constater que les professionnels de l'histoire juive sont pour la plupart issus de Berlin-Ouest et non de Berlin-Est. D'une part, nous avons déjà vu que la conception antifasciste de la RDA avait tendance à occulter la spécificité juive des persécutions nazies. Ainsi, pour J. Käppner, les recherches sur la Shoah étaient littéralement entravées par la RDA[310]. D'autre part, le seul véritable « historien de l'histoire juive en RDA » selon R. Ostow[311], Helmut Eschwege, était originaire de Dresde et dépasse donc le cadre de notre étude, mais lui aussi fut confronté à de nombreuses interdictions de publier. En RDA, l'histoire juive peut même apparaître comme une histoire « de commande » : ainsi, on demande à Rudolf Schottlaender, dont ce n'est pas le domaine de spécialité, puisqu'il est professeur de langues anciennes à la HU, de rédiger, en tant que Juif, un « mémorial de la science juive berlinoise persécutée », pour lequel il

[306] *Ibid.*, p. 668 („im Elfenbeinturm der Wissenschaft").
[307] „Als holländische Jüdin in der DDR", *op. cit.*, p. 15 : „Nach dem Krieg in Israel 1967 hatte Lin in der DDR faktisch Berufsverbot."
[308] „Vozeige-Jüdin der DDR", *ibid.*
[309] Les auteurs du *Nachrichtenblatt* en particulier ont insisté sur l'importance de ce phénomène.
[310] *In* : *Erstarrte Geschichte, op. cit.*, p. 206.
[311] *Allgemeine*, 1.07.1988, p. 4.

obtient une petite allocation[312]. Finalement, son ouvrage ne sera jamais publié au motif que les « sionistes » auraient pu en tirer profit[313].

Les travaux de recherche de Salomea Genin peuvent également être considérés comme révélateurs du refoulement de l'identité juive : « Je voulais écrire un mémoire de fin d'études sur la question juive », explique-t-elle[314]. La réponse a été immédiate : personne de compétent ne pouvait l'encadrer pour traiter un tel sujet. Son premier directeur, Rudi Goguel, un des auteurs de *Juden unterm Hakenkreuz*, est décédé au tout début de ses travaux. Sa seconde directrice, Marie Simon, dont elle suit les cours de philosophie à la HU, lui conseille d'abandonner : ce n'était pas le moment de s'intéresser à un tel sujet. « J'écrivis un mémoire sur le mouvement féministe aux États-Unis »…[315] Ainsi, avant le retournement spectaculaire des années 1980, la culture juive et en particulier juive-allemande bénéficiait de peu d'intérêt.

Bien sûr, l'*Allgemeine* a toujours montré, voire amplifié l'existence de la censure à l'égard des artistes et des thèmes juifs en RDA. Ainsi, il est intéressant de remarquer que, dans le cas d'écrivains est-allemands, ses rédacteurs thématisaient systématiquement le rapport de ceux-ci au pouvoir et se réjouissaient dès lors qu'ils pouvaient percevoir une pointe de dissidence dans leurs œuvres. On le voit également dans l'analyse que fait Willi Haas de la situation du théâtre allemand, qu'il juge catastrophique après 1945. Sa première explication est que « Berlin manque », notamment en raison du « manque » de Juifs évoqué plus haut. Par ailleurs, toujours selon ses propos, à l'Ouest, on consacre trop d'énergie à l'économie et pas assez à l'esprit. Mais d'un autre côté, il estime qu'à l'Est, les dramaturges sont muselés et qu'ils ne peuvent s'exprimer étant donné les conditions politiques régnant en RDA : « le réalisme socialiste ne vaut pas mieux que l'art wilhelminien », conclut finalement le journaliste[316].

Sans aller jusqu'à cette vision quelque peu caricaturale, on doit néanmoins conclure de ces différents éléments que, si l'on pouvait encore déceler des traces de la « symbiose judéo-allemande » à Berlin-Est après 1945, ce phénomène était largement entravé par le régime est-allemand, peu sensible à cet héritage.

---

[312] R. Schottlaender, *Un Allemand malgré tout, op. cit.*, p. 96.
[313] *Ibid.*, p. 104.
[314] „Rückkehr", *op. cit.*, p. 79. „Ich wollte eine Diplomarbeit zur Judenfrage schreiben."
[315] *Ibid. :* „Ich schrieb eine Diplomarbeit zur feministischen Bewegung in den USA."
[316] *Allgemeine*, 17.01.1958, p. 7 : „Sozialistischer Realismus ist nicht besser als wilhelminische Kunst".

c) Des traces également présentes à l'Ouest

À l'opposé, un des reproches souvent adressés à la RFA en matière de culture est que les Allemands de l'Ouest seraient préoccupés avant tout par leur confort matériel et par un individualisme « désintéressé » de la culture, en particulier les Juifs, plus préoccupés par les réparations et la reconstruction matérielle que par la préservation de l'héritage judéo-allemand. Comme le dit M. Wolffsohn, « les poètes lyriques ont rarement construit des maisons »[317]. Si, autrefois, le judaïsme allemand était mené par une « aristocratie de l'esprit », il ne serait plus mené en RFA que par « une aristocratie de l'argent »[318]. Dans cette perspective, le déficit de Berlin-Ouest par rapport à Berlin-Est serait patent. L'esprit serait concentré à l'Est tandis qu'à l'Ouest, la culture apparaît plus comme gérée, administrée, que comme authentique. Nous verrons cependant que le cliché du « miracle économique »[319] n'épuise pas toute la réalité de la culture juive telle que nous avons pu l'observer pour Berlin, même s'il faut garder à l'esprit que Berlin-Ouest n'est pas représentatif de la RFA.

Ainsi, on pourrait objecter à la thèse de la survivance de la culture judéo-allemande à l'Est que la « symbiose » ne se mesure pas qu'en termes de littérature : le développement des arts et de la culture sont un critère d'évaluation à côté de la démographie et de l'intégration dans la société[320]. Sur ces deux derniers plans, nous avons vu que la RDA ne remplissait pas les conditions. On peut donc incontestablement parler de mythe. Mais d'autre part, en ce qui concerne le critère de la culture à proprement parler, on s'aperçoit que Berlin-Ouest n'est peut-être pas le parent pauvre de la culture juive qu'on pourrait croire. De fait, si l'on regarde au-delà du champ littéraire, on s'aperçoit que le déséquilibre entre l'Est et l'Ouest n'est pas si grand.

Ainsi, dans le monde du théâtre, on pourrait là aussi avoir l'impression que la « symbiose judéo-allemande » renaît de ses cendres. Le retour (total ou partiel) de nombreux anciens acteurs d'origine juive du théâtre de Max Reinhardt en est sans doute le symbole le plus éloquent. Bien sûr, tous ne s'établiront pas définitivement à Berlin-Ouest, comme E. Bergner ou F. Kortner, mais ils continueront à y exercer leur art. En

---

[317] M. Wolffsohn, *Meine Juden, Eure Juden, op. cit.*, p. 193 : „Lyriker haben selten Häuser gebaut."
[318] *Ibid.*, p. 54 („Aristokratie des Geistes, Aristokratie des Geldes").
[319] Décrié dès les années 1960 par le rabbin Grünewald par exemple, qui constate une véritable « obsession » pour le miracle économique. Voir *Allgemeine,* 26.01.1962, p. 2 : „Unsere Gegenwart ist wirtschaftswunderbesessen".
[320] *In :* D. Aberdam, *op. cit.* (Introduction).

1954 par exemple, E. Bergner joue à la *Komödie am Kurfürstendamm*, rappelant au journaliste de l'*Allgemeine* « la magie passée du théâtre berlinois des années 1920 »[321].

Les prestations de ces « rémigrés » constituent, pour les survivants juifs de Berlin-Ouest, une véritable madeleine de Proust qui les transpose dans les « années dorées » d'avant Hitler. Curt Bois joue par exemple au *Schlosspark-Theater* dans la comédie *Der Abstecher* : pour l'*Allgemeine*, c'est « une soirée théâtrale comme autrefois à Berlin »[322]. Cette nostalgie nous fait prendre conscience de l'importance pour les Berlinois de la réapparition sur scène des grands acteurs d'avant 1933. Lors de la prestation de Curt Bois en tant que Puntila au *Schiller Theater*, la Communauté Juive lui exprime son attachement : « la soirée appartient à Curt Bois, que nous aimons comme toujours »[323].

Mais l'homme de théâtre juif le plus révéré à Berlin après 1945 est sans conteste l'acteur Ernst Deutsch, acteur d'origine autrichienne, venu poursuivre sa carrière à Berlin en 1917 avant de connaître l'exil. Son nom symbolise presque à lui seul la « symbiose judéo-allemande » et son apport à la culture berlinoise d'après-guerre est indéniable :

> Ernst Deutsch a réussi comme nul autre à redonner vie aux grandes traditions des théâtres berlinois après son retour d'émigration[324].

De fait, la ville lui décerne la Plaque Ernst Reuter à l'occasion de ses soixante-dix ans en 1960. Klaus Schütz lui rend hommage après sa mort, estimant que son interprétation du personnage de *Nathan* resterait toujours vivante dans l'esprit des Berlinois. En effet, en 1955, Otto Zarek établit un compte-rendu élogieux de la première du *Nathan* au *Schiller-Theater*[325]. Peu de temps après, une soirée est consacrée à Ernst Deutsch pour son 65ème anniversaire à la Communauté Juive, avec qui ce dernier était très lié, sans en être membre[326]. Elle rassemble les Juifs berlinois, unis à la « vraie tradition intellectuelle allemande », et prouve qu'ils ne se retranchent pas dans un « ghetto spirituel »[327]. En 1959, l'acteur accorde une interview à l'*Allgemeine*, dans laquelle il

---

[321] *Allgemeine*, 19.03.1954, p. 7 : „Berliner Theater wie einst. Elisabeth Bergners triumphales Comeback"; „der einstige Zauber des Berliner Theaters der zwanziger Jahre".
[322] *Allgemeine*, 1.06.1962, p. 14 : „ein Theaterabend wie früher in Berlin!"
[323] *Allgemeine*, 7.05.1965, p. 14 : „Der Abend gehört Curt Bois, den wir lieben wie stets und je."
[324] *Allgemeine*, 4.04.1969, p. 13 : „Ernst Deutsch hat es wie kaum ein anderer verstanden, die großen Traditionen der Berliner Theater nach der Rückkehr aus der Émigration wieder lebendig werden zu lassen."
[325] *Allgemeine*, 29.04.1955, p. 8.
[326] *Allgemeine*, 7.10.1955, p. 15 : „Ernst-Deutsch-Abend".
[327] *Ibid :* „wahren deutschen Tradition"; „geistiges Ghetto".

revient longuement sur cette connexion[328]. L'acteur est d'ailleurs qualifié par la Communauté Juive, fière de compter une telle personnalité parmi son réseau, de « Juif sans équivoque »[329].

Sans doute s'agit-il plus d'une simple nostalgie que d'une véritable renaissance de la « contribution » juive-allemande au théâtre. Toujours est-il que ces hommes et ces femmes de théâtre d'origine juive font partie intégrante de la vie culturelle du Berlin d'après-guerre.

Mais le théâtre n'est pas le seul domaine dans lequel l'Ouest « rattrape » son retard apparent sur l'Est. Dans le domaine des études juives également, le Berlin de « l'âge d'or » du judaïsme se voit recréé, nécessairement partiellement, à l'Ouest et non à l'Est. L'essor de la « science du judaïsme », la *Wissenschaft des Judentums*, était en effet un autre symbole de la « symbiose judéo-berlinoise »[330]. Bien sûr, en 1945, Berlin n'est plus le « quartier général » de la science juive comme c'était le cas avant 1933[331] : à l'époque, la *Hochschule für die Wissenschaft des Judentums* et le Séminaire rabbinique formaient les élites mondiales du judaïsme. Tout cela appartient désormais au passé. Mais malgré tout, la ville joue un rôle pionnier dans la timide renaissance de cette science en Allemagne (de l'Ouest), et ce jusqu'à l'ouverture de la *Jüdische Hochschule* à Heidelberg en 1979. Ainsi, en 1965, la ville de Berlin-Ouest est considérée par E.G. Lowenthal comme innovante en ce domaine[332]. Comme le souligne B. Rebiger, reprenant une réflexion de G. Scholem, l'ironie de l'histoire veut que ce soit seulement après la Shoah,

> une fois que tous les chercheurs juifs avaient été chassés d'Allemagne ou assassinés, qu'on commença à établir des chaires de judaïstique dans les universités (ouest-)allemandes[333].

---

[328] *Allgemeine,* 27.02.1959, p. 10.
[329] *Allgemeine,* 7.10.1955, p. 15 *:* „eindeutig Jude".
[330] Le terme « *Judaistik* » s'est développé dans le vocabulaire allemand à partir du début du XX^e^ siècle (B. Rebiger, *op. cit.,* p. 98). Il n'est rien d'autre que la continuation de la « science du judaïsme » initiée à Berlin par Leopold Zunz au milieu du XIX^e^ siècle. L'idée fondatrice de ce dernier était de remplacer l'étude « servile » de la tradition juive par une analyse scientifique et historico-critique de celle-ci. Il avait puisé ces réflexions à la fois dans les Lumières juives et dans les théories historico-philosophiques chrétiennes d'August Wolf par exemple. L'étude du judaïsme s'est donc émancipée pour devenir une véritable science dont l'objet était le judaïsme (*Wissenschaft vom Judentum*) et qui pouvait tout aussi bien occuper des chercheurs non-juifs. Les études judaïques utilisent encore actuellement des méthodes philologiques, historiques, théologiques et sociologiques pour analyser les phénomènes de la vie juive.
[331] D. Bourel, *op. cit.,* p. 92.
[332] *Allgemeine,* 4.06.1965, p. 20 : „Jüdische Thematik an deutschen Universitäten".
[333] B. Rebiger, *op.cit.,* pp. 98-99 : „Erst nach der Schoa, als alle jüdischen Wissenschaftler aus Deutschland vertrieben oder ermordet waren, begann die Einrichtung von judaistischen Lehrstühlen an den (west)deutschen Universitäten."

D'après cette citation, il va de soi que ce n'était pas le cas en RDA. On peut certes émettre des réserves quant à ce nouveau cursus : M. Wolffsohn parle de « chaires créées pour satisfaire à l'exigence des réparations »[334], en d'autres termes, ayant pour unique fonction de donner une occupation à quelques Juifs « rémigrés ». D'autre part, il faut souligner que la plupart de ces programmes d'études étaient suivis la plupart du temps par des non-Juifs. Cependant, le retour de certains grands noms de la science juive et la formation d'une nouvelle génération d'érudits, même non-juifs, par leur intermédiaire n'est pas négligeable pour la préservation de la culture et des traditions juives.

Ainsi, Jakob Taubes, grand-rabbin et philosophe, ayant enseigné à l'école talmudique de New York durant l'exil, crée l'*Institut für Judaistik* au sein de la FU au début des années 1960. Son enseignement étant essentiellement oral, il a laissé très peu d'écrits, mais il a eu une grande influence sur ses élèves, notamment Jan Assmann en Allemagne. La chaire d'études judaïques, pour laquelle s'engage également le philosophe M. Landmann est considérée comme établie en 1964 : il s'agit de la première du genre en Allemagne après 1945. Taubes a par ailleurs su jeter des ponts entre la science juive à l'Université et la Communauté Juive de Berlin : ainsi, dès 1964, il vient parler à la JVHS de thématiques juives, comme la législation sociale des Hébreux. Cependant, il regrette amèrement que les études juives aient remplacé les Juifs de chair et d'os en Allemagne après 1945 et que leur culture ne relève plus que du « musée »[335].

Parmi les professeurs de l'Institut, on peut évoquer Marianne Awerbusch, qui dirige l'Institut d'études judaïques de la FU de 1978 à 1982. Originaire de l'Université hébraïque de Jérusalem, où cette discipline joue un grand rôle, elle est revenue s'établir dans sa ville de naissance en 1967. Soucieuse elle aussi de garder le contact entre Université et Communauté, elle vient expliquer en quoi consiste la discipline qu'elle enseigne lors d'un séminaire de la JVHS[336]. Parmi les professeurs invités de la FU, il faut également évoquer Ernst Ludwig Ehrlich (1921-2007) qui fut l'un des derniers élèves de Leo Baeck à la *Hochschule für die Wissenschaft des Judentums*. Après 1945, il choisit de rester vivre dans son pays d'exil, la Suisse, sans pour autant cesser de s'intéresser à la vie juive en Allemagne, sur laquelle il écrira deux ouvrages majeurs après 1990. Il est indéniablement un des artisans du développement de la science du

[334] M. Wolffsohn, *Meine Juden, Eure Juden, op. cit.*, p. 97 („Wiedergutmachungslehrstühle").
[335] *In :* H. Broder, M. R. Lang, *op. cit.*, p. 144.
[336] *Allgemeine*, 5.03.1976, p. 4 : „Was bedeutet Judaistik heute?"

judaïsme en Allemagne. Autre invité prestigieux, Martin Buber se rend en personne à la FU en 1956, à une époque où Israël voyait d'un mauvais œil l'existence des Juifs en Allemagne. Le fait de se déplacer à Berlin constitue donc un symbole fort de son attachement à la ville.

Parmi les étudiants qui ont suivi le cursus de l'Institut, Vera Bendt, convertie au judaïsme, s'est fait un nom dans le domaine. Après une thèse sur l'intégration des Juifs en Ethiopie, elle devient directrice de la section juive du Musée de Berlin. « L'œuvre de sa vie » est, selon Th. Lackmann, le Musée juif de Berlin[337], mais elle sera finalement évincée de la présidence du Musée car la place devait revenir à un « international ».

Les professeurs invités ont d'autre part joué un rôle clé. Ils ne reviennent certes pas « personnellement », mais « en tant que médiateurs d'informations et d'opinions qui viennent de loin »[338] : ainsi, Hermann Levin Goldschmidt (1914-1998), fondateur de la *Jüdisches Lehrhaus* à Zurich en 1952, vient enseigner à la FU de 1953 à 1956, puis dans les années 1960 et donne en parallèle des cours à la JVHS. Cette connexion entre Communauté et Université, qui faisait totalement défaut à l'Est, est vraiment une caractéristique essentielle de la culture juive à Berlin-Ouest. On ne pourrait oublier non plus le nom de Ludwig Marcuse, qui fait le voyage depuis son domicile de Californie à la FU vers la fin des années 1950 pour enseigner aux jeunes Berlinois la philosophie et la littérature.

Mais le personnage clé de l'histoire juive à Berlin-Ouest après 1945 est incontestablement le professeur Adolf Leschnitzer, invité à la FU entre 1952 et 1972. Il s'agit d'un des derniers témoins de l'époque de la culture judéo-allemande, exilé aux États-Unis. Celui-ci se voit nommé « professeur honoraire d'histoire des Juifs en Allemagne » par la FU en 1955[339]. Il a considérablement marqué l'enseignement de l'histoire des Juifs à Berlin et formé toute une génération d'historiens : Monika Richarz, Stefi Jersch-Wenzel, auteur à partir de 1977 d'articles dans le cadre d'une série sur les Juifs dans l'histoire de Berlin éditée par la Commission historique de Berlin, Julius Hans Schoeps, Amos Funkenstein, Konrad Kwiet, ainsi que Reinhard Rürup. Tous ont publié des œuvres pionnières sur les Juifs en Allemagne, notamment après 1945. Le talent pédagogique de Leschnitzer est légendaire parmi ses élèves : pour Reiner

[337] *„Jewrassic Park", op. cit.*, p. 89.
[338] I. von der Lühe (Ed.), *„Auch in Deutschland waren wir nicht wirklich zu Hause", op. cit.,*, p. 12 : „als Vermittler von Nachrichten und Meinungen aus der Ferne".
[339] *Ibid.*, p. 207.

Bernstein, c'était le seul professeur avec qui le contact passait[340]. Sellenthin partage cette admiration : il parle du caractère « extrêmement vivant »[341] de ses cours, bien éloignés du traditionnel ton académique. Quant à Julius Hans Schoeps, c'était le seul professeur qui ne l'ennuyait pas[342]. C'est lui qui tient le discours d'inauguration de la JVHS en mars 1962, insistant sur la continuité avec l'avant-1933 et centré sur le thème « Berlin, théâtre de l'histoire juive »[343]. Vers la fin de sa carrière, il se prononce pour la création d'une instance de recherche sur l'histoire des Juifs à Berlin, projet qui ne verra pas le jour immédiatement[344].

En effet, il faudra attendre les années 1980 pour que celui-ci voie le jour, dans le cadre de la TU, avec le *Zentrum für Antisemitismusforschung*. Galinski n'aura de cesse de dénoncer fermement le retard pris par le projet[345]. D'abord dirigé par le professeur Herbert Strauß, venu lui aussi des États-Unis, l'institut de recherche est essentiel pour l'étude de l'histoire des Juifs en Allemagne, bien que l'axe primordial concerne les préjugés à l'égard des minorités en général. Ici aussi a été formée une génération d'historiens spécialistes des Juifs en Allemagne et le centre sert surtout de relais avec le grand public.

Qu'en était-il des études juives en RDA ? Comme nous l'avons vu, il n'y existait aucun cursus universitaire à part entière, ni de centre de recherche, et les archives étaient de toute façon en possession de l'État. Certains, comme Heinrich Simon, auraient souhaité créer un département spécialisé au sein de la HU, mais ces projets ont été largement entravés. Le Secrétariat d'État pour l'enseignement supérieur lui a recommandé de s'intéresser plutôt à la philosophie arabe…[346] Il bâtira néanmoins les études d'« hébraïstique » à la HU au sein de la faculté de philosophie, où lui-même et son épouse Marie Simon donneront des cours de philosophie en rapport avec le judaïsme. Mais à part cette tentative de défense de la culture juive à Berlin-Est par des intellectuels juifs convaincus, aucun épisode semblable n'est connu en RDA.

En conclusion, certains domaines réputés typiques de la « symbiose judéo-allemande » à Berlin ont été ressuscités non pas à Berlin-Est, mais à Berlin-Ouest,

---

[340] *In* : Broder, Lang, *op. cit.*, p. 39.
[341] *Allgemeine*, 3.08.1956, p. 11 : „äußerste Lebendigkeit".
[342] J. H. Schoeps, *„Mein Weg als deutscher Jude*, *op. cit.*, p. 70.
[343] *Allgemeine*, 23.02.1962, p. 14 : „Berlin – ein Schauplatz jüdischer Geschichte".
[344] *Allgemeine*, 1.05.1970, p. 14.
[345] Voir notamment *Allgemeine*, 13.08.1982, p. 8.
[346] Heinrich Simon *in : Jüdische Berliner, op. cit.*, p. 226.

posant des limites à la thèse d'une réincarnation de la culture juive-allemande plus prononcée à l'Est qu'à l'Ouest.

d) Tentatives pour faire revivre la culture judéo-allemande au-delà du clivage Est-Ouest

On peut estimer pourtant que cette concurrence est certes bien réelle, mais que les derniers héritiers de la culture juive-allemande ont parfois su mettre leurs œuvres au service d'une culture « allemande »[347] par-delà des frontières étatiques. En cela, ils auraient poursuivi une tâche que les Juifs ont menée à bien depuis le XIX[e] siècle au moins, et en laquelle H.-E. Fabian croyait encore en 1947 : « Les Juifs en Allemagne étaient des médiateurs entre l'Est et l'Ouest » [348]. Fabian est persuadé que, même après 1945, les Juifs ont maintenu cette tradition. Etait-ce encore le cas après la division, même si le paradigme avait totalement changé ?

En 1971, lors d'un exposé à la Communauté Juive de Berlin-Ouest, Alfred Kantorowicz insiste sur l'existence possible d'une « littérature allemande » au-delà des frontières, qui ne serait tout de même pas exempte d'une certaine rivalité entre l'Est et l'Ouest[349]. Toujours est-il qu'à ses yeux, il est absurde de dire qu'un écrivain est « de l'Est » ou « de l'Ouest », ou en tout cas de réduire son œuvre à cette composante[350]. Dans les faits, Kantorowicz ne voit pourtant qu'une seule véritable exception au clivage Est-Ouest : Brecht, qui connaît un succès retentissant à l'Est, mais dont les pièces sont aussi jouées à l'Ouest. Quels seraient, en ce qui concerne les producteurs de culture juive à Berlin, les ponts entre Est et Ouest qui permettraient de justifier l'adage « une nation culturelle sous forme de deux États » ? Nous analyserons ici le travail de ces « passeurs », tout de même relativement rares, qui ne commence pas avant les années 1970, voire 1980.

Le plus fort symbole de la persistance de ce rôle de médiateurs est sans doute constitué par les rencontres entre écrivains et artistes de l'Est et de l'Ouest. En décembre 1981 a lieu à Berlin une importante rencontre, réunissant des intellectuels de l'Est et de l'Ouest, autour de la question de la paix dans le monde menacée par le conflit Est-Ouest. L'initiative en revient notamment à Stephan Hermlin, qui incarne très bien

---

[347] Au sens de „*gesamtdeutsch*".
[348] *Weg*, 2.05.1947, p. 2 : „Das Judentum in Deutschland war der Mittler zwischen dem Osten und dem Westen."
[349] *Allgemeine*, 17.09.1971, p. 35 : „gesamtdeutsche Literatur".
[350] A. Kantorowicz, *Deutsches Tagebuch. 1. Teil, op. cit.*, p. 328.

ce pont entre l'Est et l'Ouest, étant membre à la fois de l'Académie des Arts de Berlin-Est et, depuis 1976, de Berlin-Ouest. B. Engelmann note qu'au moins un quart des participants à cette rencontre pour la paix sont d'origine juive-allemande : Konrad Wolf, Stefan Heym, Jurek Becker, Erich Fried, etc.[351] Il y voit une preuve que la tradition judéo-allemande pacifiste de la République de Weimar n'est peut-être pas tout à fait éteinte et que, parmi ceux qui sont prêts à jouer le rôle de médiateurs entre l'Est et l'Ouest, on trouve encore de nombreuses personnalités d'origine juive.

Chronologiquement, c'est sans doute Fritz Wisten qui fut le premier véritable « passeur » entre Est et Ouest : jusqu'en 1961, il réussit à travailler à l'Est tout en résidant à Berlin-Ouest. Dès 1945, il revient jouer au *Deutsches Theater* à Berlin, où il avait fait partie du « *Jüdischer Kulturbund* ». C'est lui qui met en scène *Nathan le Sage* lors de la cérémonie de réouverture du *Deutsches Theater* organisée par les alliés le 7 septembre 1945, avec Paul Wegener dans le rôle-titre. L'assistant de Fritz Wisten, Christoph Groszer se souvient de cet événement culturel majeur, considéré comme le point de départ de la renaissance théâtrale en Allemagne, plaçant la figure du Juif, symbole de sagesse et de tolérance, au cœur de la culture d'après-guerre :

> Jamais je n'ai entendu la parabole du récit des anneaux avec une telle résonance et aussi adaptée à notre temps que dans sa mise en scène[352].

En août 1946, Fritz Wisten prend la direction du *Theater am Schiffbauerdamm*. Il obtient le Prix national de deuxième classe en 1952. Toutefois, il s'est toujours efforcé de ne s'engager ni pour l'Est ni pour l'Ouest et a toujours cru en la réunification :

> Wisten était un passeur de frontières dans le Berlin divisé, parce que ce qu'il y avait en commun à tous les hommes passait pour lui avant les affrontements politiques[353].

Suite à un conflit avec Brecht, il doit lui céder la place au *Theater am Schiffbauerdamm* : en 1954, après avoir remis le théâtre à neuf, il le quitte pour la *Volksbühne*. À la fois acteur, metteur en scène et intendant de théâtre, il reçoit le Prix Goethe de la ville de Berlin-Est en 1957. Pourtant, il se montrait souvent déçu par le manque d'intérêt du Magistrat de Berlin-Est pour la culture[354]. Par ailleurs, à Berlin-Est, lui et son équipe, essentiellement composée de Berlinois de l'Ouest, étaient vus comme des étrangers :

---

[351] B. Engelmann, *Deutschland ohne Juden*, *op. cit.*, p. 62.
[352] *Drei Leben für das Theater*, p. 154 : „Nie hörte ich die Parabel der Ring-Erzählung so tief und auf unsere Zeit bezogen wie in seiner Inszenierung."
[353] *Ibid*, p. 7 : „Wisten war Grenzgänger im geteilten Berlin, weil ihm das Gemeinsame der Menschen vor den politischen Gegensätzen galt."
[354] *Ibid.*, p. 127.

> Nous étions des Berlinois de l'Ouest, cela transparaissait dans notre comportement, dans notre manière de nous exprimer[355].

Sa dernière mise en scène, *Ravensbrücker Ballade* de Hedda Zinner, se déroule dans l'ombre de la construction du Mur. À la fin de la saison, Wisten, malade, démissionne et choisit finalement de s'établir à Berlin-Ouest, où il n'aura pas la force de recommencer une carrière théâtrale.

Plus tard, une fois le Mur construit, d'autres artistes d'origine juive s'inscriront dans cette même tradition de médiation : Jurek Becker par exemple semble aussi apprécié à l'Ouest qu'à l'Est. Même avant son passage à l'Ouest, il est très remarqué par les critiques ouest-allemands, dont Marcel Reich-Ranicki qui publie une recension célèbre sur son premier roman[356] et le fait connaître auprès du public ouest-allemand. D'autre part, après son passage à l'Ouest, il reste très apprécié à l'Est : ainsi, son roman *Bronsteins Kinder* fait l'objet d'une recension très positive dans le *Nachrichtenblatt*[357]. Günter Kunert est lui aussi considéré traditionnellement comme un représentant de la littérature des deux États allemands. En RDA, il obtient le prix Heinrich-Mann en 1962 et le prix Johannes-R.-Becher en 1973, et plus tard d'autres prix à l'Ouest. Suite à sa signature de la pétition en faveur de Biermann, il est exclu du SED et en 1979, grâce à un visa multiple, il quitte la RDA, avec laquelle il conserve toutefois des liens assez forts.

À leur instar, les émigrés de RDA en RFA (*Übergesiedelte*) occupent une position difficilement classable entre un champ Est et un champ Ouest clairement délimités. S. Goepper formule l'hypothèse selon laquelle cette mauvaise intégration pourrait justement constituer le terreau de l'indépendance intellectuelle et artistique de ces dissidents[358]. En effet, ces auteurs, en rupture avec la RDA, étaient également isolés en RFA. Vu nos analyses sur la marginalisation des Juifs[359], on ne peut que conforter cette hypothèse en ce qui concerne les dissidents d'origine juive.

Certains de ces auteurs ont même su faire jouer la concurrence entre les deux États allemands pour se faire connaître aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest. En effet, un scandale autour d'un livre non publié à l'Est était souvent synonyme de succès retentissant à l'Ouest. D'autre part, un auteur est-allemand qui s'était déjà fait connaître en RFA avait

---

[355] *Ibid.*, p. 128 : „Wir waren Westberliner, das ging schon aus unserem Benehmen, unserer Ausdrucksweise hervor."
[356] *Allgemeine*, 18.12.1970, p. 7 : „Das Prinzip Radio".
[357] *Nachrichtenblatt*, Juin 1988, p. 31.
[358] S. Goepper, *op. cit.*, p. 22.
[359] Voir quatrième partie.

plus de chances d'être édité en RDA, qui essayait de limiter alors le scandale. C'est le cas de Stefan Heym, qui s'est toujours exprimé dans les médias ouest-allemands, ce qui le rendait en quelque sorte « intouchable » à l'Est. De fait, son œuvre *Ahasver* a pu être publiée sans problème en RDA en 1981, car il s'était déjà fait un nom à l'Ouest. Vu de l'Ouest, l'écrivain apparaît comme un « chercheur de vérité dérangeant dans l'Allemagne divisée »[360] autrement dit assis « entre deux chaises ». En 1988, il confie dans une interview à l'*Allgemeine* qu'il souhaiterait un socialisme sachant se passer de murs[361], mais il est d'avis qu'on a beaucoup fait pour les Juifs en RDA et que les retraites des victimes du fascisme constituent une forme de réparations[362]. Il dit ne jamais avoir songé à venir s'établir à l'Ouest car il n'aurait pas su quoi écrire et avait besoin de la « surface de frottement » qu'offrait la RDA[363]. Heym peut donc être considéré comme un écrivain de l'Est découvert par l'Ouest, dont les romans ont été ignorés ostensiblement par la critique littéraire est-allemande.

Il est intéressant de constater également que certains ne renoncent pas à leurs contacts culturels avec le bloc « ennemi », malgré les innombrables difficultés techniques que cela supposait. Ainsi, le musicien Paul Dessau, fils de chantre, qui commence à travailler avec Brecht en 1942 aux États-Unis, devient célèbre dès son retour à Berlin-Est en 1948, particulièrement connu pour ses opéras. Il est par ailleurs l'auteur de nombreuses œuvres au contenu « juif », notamment un « *Haggada-Oratorium* », écrit en 1934-1936 et revu en 1961, dont le texte a été composé par Max Brod. Bien qu'il ne soit pas croyant, il trouve son identité dans l'héritage de la tradition culturelle juive[364]. Toujours discret dans son travail et réservé vis-à-vis du pouvoir, il apparaît comme une autorité respectée en RDA ayant toutefois de plus en plus de difficultés à surmonter le conflit entre communisme et tradition juive. Le fait marquant de sa biographie est qu'il a toujours essayé de conserver, tant bien que mal, son cercle d'amis et de collègues à l'Ouest, auquel appartenait notamment Arnold Schönberg, dont il utilise parfois la technique du dodécaphonisme pour ses propres œuvres[365]. Ici encore, le passeur de culture était d'origine juive.

---

[360] *Allgemeine*, 8.04.1983, p. 7 : „ein unbequemer Wahrheitssucher im geteilten Deutschland"; „zwischen den Stühlen".
[361] *Allgemeine*, 8.04.1988, p. 7.
[362] *Allgemeine*, 21.20.1988, pp. 7-8.
[363] H. Gellermann, *op. cit.*, p. 79 („Reibungsfläche").
[364] *Ibid.*, p. 230.
[365] *Ibid.*, p. 232.

Mais le changement le plus important dans les rapports culturels entre l'Est et l'Ouest intervient sans doute lors des 750 ans de la ville de Berlin en 1987, placés sous le slogan « Une ville – deux mondes ». Même si Honecker et Diepgen ne participent à aucune manifestation commune, ils assistent à deux fêtes « dont les contenus et les buts révèlent des points communs et des différences »[366]. Berlin, emblème de la division du monde, ne doit plus apparaître aux yeux du monde comme la ville de la confrontation, mais comme celle de la « médiation », la « capitale de la tolérance »[367]. Les festivités, orchestrées à l'Ouest par U. Eckhardt et A. Nachama (ce qui n'est pas anodin), s'ouvrent sur une exposition consacrée à Max Reinhardt à la Communauté Juive le 10 mai. C'est en outre à cette date que naît l'idée d'installer l'exposition « Topographie de la Terreur » à quelques pas du Mur seulement[368]. Mais le fait le plus marquant est sans doute la représentation de *Nathan le sage* en plein air au Tiergarten dans la semaine du 16 au 23 août. On a l'impression que le Nathan de Lessing regarde par-dessus le Mur à un endroit stratégique : non loin de la porte de Brandebourg. E. Eckhardt emploie la métaphore d'une marche « le long du Mur 'des Lamentations' » que constitue la frontière Est-Ouest[369].

e) Les jalons d'une culture judéo-allemande « réunifiée »

Beaucoup de commentateurs de la vie juive à Berlin sont d'avis que la « renaissance » culturelle ne commence qu'après 1990, sous l'impulsion de l'arrivée massive des Juifs soviétiques. Si ce facteur est évidemment essentiel, il ne faut pas oublier toutefois que l'époque qui nous intéresse, cette « période de transition » qui s'est paradoxalement installée dans la durée, contient elle aussi des germes de la culture « post-tournant ». Dans son introduction à l'étude de J. Ehrenfreund, rédigée en 2001, E. François s'exprime ainsi :

> Sous une autre forme, l'héritage judéo-allemand continue, en effet, de vivre dans l'Allemagne et le Berlin d'aujourd'hui[370].

---

[366] Der Beauftragte des Senats von Berlin für die 750-Jahr-Feier 1987, *750 Jahre Berlin 1987*, p. 1 : „zwei Feiern, deren Inhalte und Zielsetzungen Gemeinsames und Trennendes bekunden."
[367] *Ibid.*, p. 2. „Vermittlung", „Hauptstadt der Toleranz".
[368] *Ibid.*, pp. 30-31. L'exposition passera d'ailleurs d'Ouest en Est en 1988.
[369] *Ibid.*, p. 83.
[370] J. Ehrenfreund, *op. cit.*, p. XIV.

Il faut donc en conclure que cet héritage avait été préservé d'une manière ou d'une autre entre 1945 et 1990 ; il n'est pas réapparu subitement en 1990, même si la réunification a ouvert des perspectives nouvelles d'épanouissement de la vie culturelle.

Tout d'abord, malgré toutes les critiques que l'on a pu adresser à l'« épidémie commémorative » de 1988, une de ses principales réalisations, le « Centrum Judaicum » constituera indéniablement un centre de recherche incontournable sur l'histoire et la culture juives en Allemagne au XXI^{e} siècle. Pour Hermann Simon, c'est assurément l'œuvre de toute une vie et on ne peut nier qu'elle s'est concrétisée en RDA, invalidant la thèse selon laquelle il aurait été impossible de pratiquer la culture « juive » sous ce régime. Cette réalisation constitue véritablement le fondement d'une nouvelle vie intellectuelle juive dans le quartier de l'Oranienburger Straße, qui va se développer dans les années 1990-2000, tout comme la rénovation de la Nouvelle Synagogue, devenue un symbole du Berlin réunifié.

Le *Jüdischer Kulturverein* apparaît lui aussi comme une réalisation de la « *Wende* ». Comme nous l'avons vu, on peut considérer qu'il constitue en quelque sorte le dernier rempart de l'identité juive est-allemande. Mais la réunification rime aussi avec une politisation de ce dernier, qui affiche ouvertement ses sympathies pour le PDS. Symbole d'une certaine « ostalgie », cette association constitue une preuve de la difficulté à réunifier les « deux cultures allemandes » ou plutôt à « intégrer » la « culture est-allemande » à « la culture allemande » sans l'étouffer sous la « culture ouest-allemande ». Avec le recul de près de vingt ans, on peut estimer qu'elle est parvenue à préserver cet héritage, mais sans doute au prix d'une radicalisation et d'une déviation par rapport à ses buts initiaux, qui étaient la familiarisation avec l'histoire et la culture juives, ainsi que la recherche des racines.

D'autre part, c'est pendant la période 1945-1990 que se forment de nombreuses grandes pointures de la recherche historique : les élèves-historiens déjà évoqués précédemment produiront une œuvre considérable dans les années 1990-2000. Cette intense production a bien été préparée durant les années de la division allemande. On peut par exemple évoquer J. H. Schoeps, instigateur d'un cursus d'« études juives » à l'Université de Potsdam après 1990, qui connaît aujourd'hui un franc succès. Il est également l'initiateur du *Moses Mendelssohn Zentrum* de Potsdam, ouvert en 1994. On n'observe ici aucun effet de seuil entre l'Est et l'Ouest : l'historien ouest-allemand n'hésite pas à implanter ces institutions très importantes dans l'ex-RDA, ce qui est peu courant dans le monde scientifique dans l'immédiat après-1990.

Par ailleurs, chez de nombreux écrivains ayant vécu à Berlin durant les années de la division, cette expérience est devenue une source d'inspiration essentielle pour leurs livres publiés dans les années 1990-2000 : Barbara Honigmann et Jakob Hein en sont sans doute les meilleurs représentants. Chez Barbara Honigmann, on trouve une volonté farouche de sauver les restes d'un héritage culturel que sa famille a négligé au profit du communisme. Cette quête identitaire devient un sujet littéraire très fécond, notamment dans *Les Iles du passé*, écrit en 1999[371]. La vie juive à Berlin-Est et le refoulement de l'identité juive constituent également la trame du *Roman d'une enfant* paru en 1987 en RFA[372]. Or, même installée à Strasbourg, il est certain que l'écrivain continue à écrire pour un public allemand et à enrichir de ce fait la culture allemande.

Parmi les derniers arrivés à Berlin, il faut encore évoquer Inge Deutschkron, dont la pièce *Ab heute heißt du Sara* au Grips-Theater, adaptée de son autobiographie *Ich trug den gelben Stern*, connaît un succès retentissant. C'est le directeur du théâtre, Volker Ludwig, qui s'est déplacé à Tel-Aviv pour lui proposer d'adapter la pièce de théâtre de son roman[373]. La première a lieu le 9 février 1989. Sa pièce a véritablement marqué la première génération d'élèves berlinois d'après la réunification. L'auteur raconte avec émotion comment les Berlinois lui ont demandé de rester à Berlin et de ne pas repartir en Israël[374].

Enfin, nous ne pouvons clore cette étude sans évoquer très brièvement un nouveau phénomène qui voit le jour à partir des années 1980 : les immigrés venus d'URSS se mettent eux aussi à produire de la culture. Certes, cette tendance est encore peu perceptible en 1989, mais les deux décennies suivantes confirment à quel point elle va être déterminante pour le Berlin réunifié. Ainsi, Wladimir - ou Peter - Kaminer arrive à Berlin-Est en juin 1990. « Picaro post-soviétique »[375] qui promène son regard moqueur sur l'Allemagne contemporaine, il deviendra lui aussi un « passeur » entre la culture « de l'Est » (celle de l'URSS) et celle « de l'Ouest ». Si, comme la plupart de ceux qu'on appelle les « Russes » à la Communauté Juive de Berlin, il n'a pas vraiment de lien avec l'héritage juif, il semble éprouver du moins une certaine curiosité pour celui-ci.

---

[371] *Les îles du passé, op. cit.,* p. 14.
[372] Sous le titre *Roman von einem Kinde*, Darmstadt, Neuwied, Luchterhand, 1987.
[373] *In : Wir sind da, op. cit.*, p. 191.
[374] *Ibid.*, p. 192.
[375] O. Guez, *op. cit.*, p. 268.

Ainsi, ces producteurs de culture originaires de Berlin-Est ou de Berlin-Ouest, ou « d'adoption », ont ouvert un nouveau chapitre de l'histoire juive allemande après 1990[376].

De ces réflexions sur le rôle des Juifs dans la culture de l'Est et de l'Ouest à Berlin, on peut tirer au moins une conclusion sûre : tous ces écrivains, artistes et intellectuels exemplifient à leur manière « le combat, le débat avec eux-mêmes, que les Juifs en Allemagne ont à mener en permanence »[377]. « Différents les uns des autres, ils témoignent tous que la symbiose judéo-allemande est bien une chose du passé »[378]. En effet, il serait illusoire de croire à une renaissance de la culture judéo-allemande d'avant-guerre à l'identique, étant donné l'ampleur des dévastations nazies. Comme le résume M. Wolffsohn, l'Allemagne ou plutôt les Allemagnes après 1945 sont restées « sans Prix Nobel juifs »[379].

Cependant, force est de constater que toute création artistique et intellectuelle juive ne s'est pas arrêtée après Auschwitz. Le potentiel créatif juif de la ville n'a pu se régénérer qu'avec beaucoup de peine et sans toujours beaucoup de succès dans les conditions de la Guerre froide. Mais les Juifs à Berlin, aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest, ont réussi à préserver une infime partie de leur héritage de la « symbiose judéo-allemande » et même à créer les embryons d'une culture radicalement nouvelle, qui arrivera à maturité après la réunification.

En cela, il faut remarquer que les artistes et intellectuels d'origine juive se détachent nettement, à de rares exceptions près, de la communauté juive uniforme et silencieuse. Le « noyau » démographique étudié dans la première et la deuxième partie est en réalité bien peu représenté dans le domaine de la culture, qui reste souvent le fait de Juifs situés à la marge de la communauté, qui ne fréquentent nullement le « milieu juif » de la ville. D'autre part, cette culture semble se limiter en grande partie à l'apport des « rémigrés ». Cela est bien compréhensible dans les conditions d'après 1945, en particulier en ce qui concerne les « DP's » : comme le dit M. Wolffsohn, « les Juifs devaient-ils, à peine sortis des camps de concentration, se ruer en masse dans les

[376] Nous renvoyons à la thèse de doctorat de Christian Mariotte sur les écrivains juifs contemporains en Allemagne (dont Maxim Biller et Rafael Seligmann), qui est en cours d'achèvement.
[377] O. Guez, *op. cit.*, p. 317.
[378] *Ibid.*
[379] M. Wolffsohn, *Meine Juden, Eure Juden, op. cit.*, p. 85 („ohne jüdische Nobelpreisträger").

bibliothèques ? »[380]. Tous ne pouvaient pas, bien sûr, être des érudits, après les années d'enfer qu'ils avaient vécues. Il faut toutefois reconnaître que la situation est paradoxale : finalement, ce sont ceux qui auraient été le plus en mesure de transmettre l'héritage d'une culture juive dont ils étaient restés assez proches, les « DP's », qui se sont le moins investis sur le plan culturel, tout simplement parce qu'ils n'en avaient pas les ressources suffisantes. Et ce sont ceux qui, au contraire, étaient les plus éloignés des traditions juives qui ont préservé une infime partie ou plutôt un pâle souvenir de la « symbiose judéo-allemande ».

Quoi qu'il en soit, la culture apparaît sans doute comme le seul domaine dans lequel la situation de concurrence est à peu près équilibrée entre l'Est et l'Ouest. La surreprésentation des écrivains d'origine juive-allemande à Berlin-Est est bien réelle, ce qui doit sans doute être mis sur le compte des rapports complexes entre intégration et création artistique : la culture est sûrement affectée par le fait que les Juifs vivant en RDA n'assument pas totalement leur identité, mais c'est peut-être précisément ce malaise qui se révèle être producteur de sens. Par ailleurs, on a toujours prêté aux Juifs dans la littérature le rôle de « trouble-fête »[381] par rapport à l'ordre établi, rôle dans lequel ils pouvaient particulièrement s'illustrer en tant que « dissidents ». Cependant, si ce déséquilibre se vérifie dans le champ littéraire, il ne faut pas oublier que dans d'autres domaines, la revivification de la culture juive est plutôt un fait occidental et que, d'autre part, de nombreux artistes et intellectuels d'origine juive ont réussi à perpétuer la tradition ancestrale de « passage » entre l'Est et l'Ouest, contribuant ainsi à préserver une certaine unité de la culture allemande, bref, à assurer le lien entre Est et Ouest malgré la division étatique.

[380] *Meine Juden, Eure Juden, op. cit.,* p. 175 : „Sollten Juden unmittelbar anch den Konzentrationslagern direkt in die Bibliotheken strömen?"
[381] *Ruhestörer*. Nous renvoyons aux analyses de M. Reich-Ranicki évoquées précédemment.

Conclusion

Ainsi, comme tous les Allemands, et à plus forte raison encore les Berlinois de l'Est et de l'Ouest, les Juifs se sont « habitués » à la situation totalement « contre nature » provoquée par la division. Inquiétante et étrange sans doute, cette adaptation aux circonstances les plus extraordinaires est pourtant le fait de la « vie » même. S'ils ont toléré cette situation, même après 1961, c'est simplement « parce qu'ils vivaient au quotidien et qu'au fond le mur n'était qu'une anomalie supplémentaire dans cette ville anormale » ; en d'autres termes, et aussi surprenant que cela puisse paraître, « on s'accoutumait au mur »[1].

Toutefois, pour eux qui, dans la majorité des cas, ne pouvaient se résoudre sans conflit identitaire à vivre au « pays des meurtriers », la présence des alliés d'abord, puis l'existence de deux États allemands ont, dans une certaine mesure, semblé offrir des garanties de protection contre l'« Allemagne », associée à de douloureux souvenirs et dont la réunification n'était souhaitée que par quelques nostalgiques du rapprochement Est-Ouest comme A. Kantorowicz ou R. Schottlaender. Quoi qu'il en soit, séparés en deux entités institutionnelles distinctes dès 1953, les Juifs de Berlin ont vu leurs derniers contacts définitivement rompus avec la construction du Mur en 1961. Leur histoire se place ainsi sous le signe d'une double absurdité : la Shoah et la division du monde en deux, particulièrement palpable à Berlin. Pour les Juifs après 1945, ces deux problématiques étaient donc liées de manière intrinsèque : il s'agissait de (re)construire – autant que faire se pouvait – dans la division.

Nous avons vu tout au long de ce travail qu'il était bien imprudent de prétendre apporter une réponse définitive à la question de la rupture ou de la continuité. Autant au niveau juridique qu'au niveau démographique ou encore culturel, on ne peut affirmer résolument que les Juifs à Berlin après 1945 ont simplement poursuivi la tradition de la Communauté Juive d'avant-guerre, mais il est également exclu de parler de renouveau complet ou de création *ex nihilo*. C'est pourquoi la graphie « (re)construire » nous paraît véritablement incontournable : même si elle est peu esthétique, elle a au moins le mérite d'attirer l'attention sur le problème et d'introduire les paradoxes que nous avons abordés par le biais de formules comme « Renouvelle nos jours comme autrefois » ou encore « l'invention de la tradition ». Pour reprendre la métaphore utilisée par

[1] A.-M. Le Gloannec, *Un mur à Berlin, op. cit.*, p. 118.

D. Libeskind au cœur même de l'architecture du Musée juif de Berlin, l'articulation entre les affres de la Shoah et les siècles d'histoire juive à Berlin ne saurait être figurée que par un escalier étroit et pénible à gravir, signe d'une fragile liaison malgré l'immensité du désastre : en d'autres termes, la continuité n'est pas évidente, mais la rupture ne saurait être totale.

D'autre part, l'étude de ce groupe social aux contours flous, extrêmement hétérogène et de surcroît divisé de manière artificielle, peut finalement être considérée comme une tentative de contribution à une « histoire des identités ambiguës » pour reprendre la formule de J. Ehrenfreund[2]. Ambiguës, les identités juives berlinoises après 1945 le sont à plus d'un titre. Ce « reste » de survivants se compose en effet de personnes issues d'horizons très divers (de par leur nationalité, leur rapport à la religion, leur expérience de la Shoah), dont la seule judéité n'est pas, nous l'avons vu, un critère suffisant pour pouvoir parler d'un groupe cohérent. Et pourtant, quel que soit leur vécu, les Juifs à Berlin après la Shoah ont bel et bien existé, et nous avons voulu rendre compte de cette réalité de la manière la plus pragmatique qui soit en nous intéressant à différents aspects de leur vie. Contrairement à ce que beaucoup pensaient, la Communauté Juive de Berlin n'était pas en train de vivre ses derniers jours en 1945, même si de profonds bouleversements ont affecté l'identité juive à cette époque. On voit ainsi que l'histoire des Juifs ne se limite pas à l'exil et à l'extermination : elle a des prolongements après 1945, et ce même en Allemagne, et même à Berlin. Ce travail constitue une preuve de plus, s'il en fallait, du « droit » des Juifs à « l'existence » sur le sol allemand, pour reprendre les propos de H. van Dam en 1953[3].

Pour réaliser cette étude, nous avons tenté de dépasser la dichotomie observée dans la recherche entre l'histoire des Juifs en RFA et l'histoire, découverte plus récemment, des Juifs en RDA. Ainsi, nous avons tenté de prendre en considération le contexte allemand dans son ensemble, en poursuivant les réflexions de J. Illichmann, mais surtout de S. Tauchert, dans le cas spécifique de Berlin. Nous espérons ainsi avoir commencé à combler une lacune invraisemblable de la recherche, que soulignait déjà W. Wippermann en 1992 :

> Ce qui est véritablement impardonnable, c'est que jusqu'à présent, il n'a été entrepris aucune étude d'envergure sur l'histoire de la Communauté Juive berlinoise[4].

---

[2] *Mémoire juive et nationalité allemande, op. cit.,* p. 1.
[3] *Allgemeine,* 25.09.1953, p. 1 : „Das Recht zum Dasein. Zur Selbstbehauptung der jüdischen Gemeinden in Deutschland".
[4] *In : Berlin capitale, op. cit.,* p. 164.

Pourtant, de nombreuses études se sont intéressées à la Communauté Juive de Berlin après 1945, mais toujours en intégrant leurs résultats soit dans le récit des Juifs en RFA, soit dans celui des Juifs en RDA sans voir les liens, réputés trop ténus, entre les deux.

À l'issue de notre réflexion, les apports d'une histoire « intégrée » nous paraissent indéniables. On a pu constater que ces deux récits n'étaient pas de simples parallèles destinées à ne jamais se rencontrer, mais qu'ils présentaient de nombreuses imbrications et intersections, même si celles-ci s'inscrivent dans un rapport d'asymétrie fondamental, l'Ouest influençant visiblement plus l'Est que la réciproque. Cette approche a mobilisé quatre démarches essentielles : la comparaison (à travers la recherche systématique de ressemblances et de différences), l'analyse évolutive en termes de parallèles, l'étude des relations de coopération et de concurrence, et enfin l'influence des transferts, généralement plus nombreux dans le sens Ouest-Est que dans le sens inverse.

Sans doute cette démarche est-elle appropriée parce que, d'une part, les Juifs de RDA constituent un objet de recherche déjà massivement « historicisé » : il s'agit en effet d'un thème tellement restreint qu'aujourd'hui, à l'issue de la vague de publications sur le sujet au tournant des années 1990-2000, il est désormais bien connu, et on ne risque pas d'ignorer leurs spécificités. Par ailleurs, plus que tout autre groupe de population, les Juifs sont concernés au premier chef par le rapport de chacune des deux Allemagnes à son passé national-socialiste, angle d'approche essentiel et qui n'a sans doute pas fini d'être exploité. Cependant, les limites d'une telle démarche se posent naturellement en termes d'équilibres : n'aurait-il pas été plus judicieux de comparer deux communautés juives de taille similaire dans les deux Allemagnes ? Il semble qu'on aurait alors perdu ce qui fait la spécificité de Berlin : une zone-test et à ce titre sans doute un des meilleurs champs d'expérimentation de l'« histoire intégrée ». En effet, tous les phénomènes de passage que nous avons mis en lumière, notamment sur les plans religieux et culturels, y étaient particulièrement développés et cet apport compense à notre sens la différence de taille entre les deux objets mis en relation, qui est d'ailleurs très révélatrice du statut des Juifs dans les deux États.

Nous nous sommes efforcé de penser cette histoire non pas à partir de sa fin, mais à partir de ses origines : ainsi, nous avons considéré les deux « chemins » pris par les Juifs après 1953, voire plus tôt pour certains, comme deux voies tout aussi légitimes l'une que l'autre, en analysant en détail les motivations qui avaient pu jouer en faveur de l'Est ou de l'Ouest. Ce faisant, on est parti du principe que la RDA ne se réduisait pas à ses structures autoritaires, mais que la réalité vécue par les citoyens pouvait être

tout autre. Cela souligne la nécessité d'une approche socioculturelle qui ne se focalise pas uniquement sur l'opposition entre deux régimes politiques. Bien sûr, nous n'avons pas voulu « gommer » la différence fondamentale entre démocratie et dictature, ce qui ressort essentiellement de la quatrième partie, mais nous avons voulu adopter une vision globale, la seule susceptible de mettre en valeur un socle de valeurs et de préoccupations commun aux Juifs de Berlin-Ouest et de Berlin-Est. Il est à souhaiter que cette démarche, qui semble intéresser de plus en plus de chercheurs, conduise à d'autres études dans les années à venir. Ce serait sans doute une issue au problème de la « situation insulaire » de la recherche actuelle sur la RDA.

Pour mettre en œuvre cette démarche comparative et croisée, nous nous sommes appuyé sur des sources de l'Est et de l'Ouest, qui là encore, présentaient un profond déséquilibre. Mais d'une certaine manière, la complémentarité entre les différents types de sources a permis d'en déjouer les effets : ainsi, la forte disparité entre les archives de la Communauté Juive de Berlin-Ouest et celles de Berlin-Est, bien plus conséquentes, a pu être compensée par l'abondance de l'*Allgemeine* en détails quotidiens par rapport au *Nachrichtenblatt,* plus « avare » d'informations. D'autre part, le fait que les journaux pouvaient refléter (mais aussi construire) uniquement le point de vue des dirigeants a pu être neutralisé par l'analyse des récits de vie qui redonnent la parole aux plus humbles, même s'il faut se garder de considérer ces derniers comme étant représentatifs de l'ensemble de la population étudiée.

En outre, ce travail a été l'occasion de démontrer que les journaux juifs d'après-guerre n'étaient pas si dépourvus d'intérêt que certains pouvaient l'affirmer. On ne peut d'ailleurs que constater la multiplication d'études fondées sur ces périodiques, comme la thèse de Lara Niemer sur la constitution de l'image des Juifs et non-Juifs à travers de la presse juive allemande après Auschwitz, réalisée à l'Université de Münster[5], ou encore celle de Hendrik Niether sur la Communauté Juive de Leipzig après 1945, pour laquelle il s'appuie notamment sur le *Nachrichtenblatt*[6]. Cette tendance devrait encore s'accentuer avec la numérisation croissante de ces journaux : le projet « *compactmemory* » n'est certes pas encore parvenu à numériser le texte des préiodiques juifs au-delà de l'année 1938, mais il va très certainement s'étendre à la

[5] „Der deutsch-jüdische Diskurs nach Auschwitz. Eine historische Diskursanalyse zur öffentlichen Selbst- und Fremdkonstruktion von Juden und Nichtjuden am Material der *Allgemeinen Wochenzeitung der Juden in Deutschland* von 1946-1989". A paraître prochainement.
[6] Thèse en cours à l'Université de Iéna, commencée en 2007.

période postérieure[7]. D'autre part, il faut signaler la mise en ligne toute récente de l'*Allgemeine* pour les années 1946 et 1947, appelée à se poursuivre dans les années à venir. Il va de soi que l'analyse de textes numérisés permettrait des résultats bien plus parlants, notamment en termes de statistiques ou de relevés, ces derniers étant dans notre étude malheureusement soumis à de possibles oublis. D'autre part, sans doute pourra-t-on encore beaucoup apprendre sur les Juifs à Berlin entre Est et Ouest lorsque les archives du « Centrum Judaicum » relatives à la période 1978-1990 seront accessibles.

Quoi qu'il en soit, le travail sur ces différents types de sources, abordées dans une logique de complémentarité, nous a ouvert des perspectives, puisque nous sommes passé de la vision interne des Communauté Juive de Berlin avec les archives, aux publication juives à destination d'un public essentiellement juif, mais pas seulement ; enfin, avec les récits de vie et la littérature, nous avons eu accès à une tranche de vie de ceux qui se situaient en marge des institutions et ne participaient à la communauté juive qu'en tant que communauté « imaginaire ».

En corrélation avec cet élargissement des sources, nous avons proposé une définition très ouverte des « Juifs », partant du principe que ceux-ci ne constituaient pas qu'une communauté religieuse, mais aussi une « communauté de destin » et de culture. Cette extension s'est révélée nécessaire pour rendre justice à toutes les personnes stigmatisées en raison de leurs origines juives ou attachées d'une manière ou d'une autre à la culture judéo-allemande. Certes, ce choix pose problème puisque des pans entiers de ce travail restent largement dépendants de la Communauté Juive en tant qu'institution. En effet, il fallait bien présenter des statistiques pour donner une idée des contours du groupe dont il était question. Or, comme nous l'avons vu dans la deuxième partie, celles-ci ne sont réalisables qu'à partir du nombre de Juifs membres des Communautés. De même, il était inévitable de présenter la vie interne, le fonctionnement des institutions et les conflits au sein de la Communauté elle-même. Tout cela nous a donné une image relativement précise du noyau des Juifs à Berlin et nous avons toujours eu soin de montrer comment les Juifs « non-officiels » se positionnaient par rapport à celui-ci, notamment en analysant les profondes ruptures entre les Communautés et leur base. Enfin, c'est également en fonction de l'histoire des

[7] Voir <www.compactmemory.de>.

institutions que nous avons déterminé la césure de 1953, qui nous semblait permettre la présentation la plus claire des faits.

Mais la césure de 1953 se justifie également par d'autres facteurs : le problème des « DP's », qui ne constitue qu'un épisode de l'après-guerre, la décision de s'implanter durablement sur le sol allemand et le renoncement à la « liquidation », qui s'impose à partir de cette date, et surtout la mort de Staline, qui marque une ère nouvelle pour les Juifs dans les pays du Bloc soviétique après « l'année noire ». D'autre part, en RFA, 1953 est l'année de l'entrée en vigueur de la Loi sur l'indemnisation des victimes juives, qui modifie résolument les conditions de vie des Juifs. Ainsi, nous avons choisi de consacrer la première partie à un bilan d'après-guerre et à la renaissance de la Communauté Juive de Berlin jusqu'à sa division. Il était en effet indispensable de rappeler l'ampleur de la destruction de la communauté et la situation d'urgence caractéristique des premières années. Nous avons montré comment les Juifs ont été les victimes, souvent malgré eux, de l'évolution politique à Berlin, malgré leur engagement apparent pour l'unité et la neutralité.

Dans les parties suivantes, consacrées à quatre aspects essentiels de la vie juive à Berlin, nous avons remarqué que le fait de vivre à Berlin-Est ou à Berlin-Ouest a profondément modifié la manière dont était perçue l'identité juive, et même l'articulation entre judéité et germanité. Les nouvelles identités juives-allemandes se sont formées en interaction dynamique entre Est et Ouest et entre les différents modèles sociaux d'intégration proposés par la RDA et la RFA.

Ainsi, au niveau démographique, on a pu observer un net déséquilibre entre Berlin-Est et Berlin-Ouest, qui est allé croissant jusqu'en 1990. Le « climat » qui régnait dans chacun des deux régimes n'y est bien sûr pas étranger, le facteur le plus déterminant pour l'évolution démographique restant bien sûr l'immigration à Berlin-Ouest, source de rajeunissement, mais également cause d'hétérogénéité de la population. Il est intéressant de constater que malgré ces fortes divergences, les deux Communautés ont été animées par des préoccupations similaires, au premier rang desquelles l'angoisse de l'extinction et l'obsession de la survie. Mais nous avons pu mettre en lumière également des convergences au sujet du rôle des femmes dans la communauté ou du conflit de générations. Sur le plan social, il est plus difficile d'établir une comparaison en raison du manque d'informations dont nous disposons pour l'Est, mais on peut retenir que dans les deux Berlin, les Juifs engagés dans la vie active étaient plutôt en minorité.

Après avoir donné une image plus précise du groupe de population étudié, nous nous sommes employé à dégager un portrait des lieux et institutions juifs dans le Berlin divisé. Il en ressort que, malgré un avantage considérable de l'Est, éminemment mieux doté sur le plan « historique » et « symbolique », cet héritage n'a pas été suffisamment mis en valeur. La vie juive s'est développée de façon beaucoup plus intense à l'Ouest, dynamisant le pôle d'activité encore visible aujourd'hui autour de la Fasanenstraße. On retrouve ainsi au niveau des Communautés Juives le contraste relevé par Heiner Müller entre le triste et le délabré à l'Est et le pimpant et l'astiqué à l'Ouest. Au niveau des relations entre les Juifs de Berlin-Est et de Berlin-Ouest, on pourrait dire finalement qu'ils étaient plus des frères, empreints d'un rapport fondé sur la raison et de la conscience d'une origine commune, que des amis unis par l'adversité. Quoi qu'il en soit, il est indéniable qu'ils n'ont pas mis en œuvre tous les moyens possibles pour maintenir les contacts. Mais si la solidarité n'était pas toujours présente, il faut tout de même rendre hommage au dévouement des « passeurs » comme Estrongo Nachama. Le fait marquant est la rupture entre les Communautés et leur base et la recherche d'identités juives alternatives dans les deux Berlin, qui passe par des questionnements semblables sur leurs racines. Dans les deux cas, les Communautés se sont voulues trop homogènes, elles ont refusé la pluralité sous prétexte d'être « unitaires ». Vingt ans plus tard, la réunification accomplie, ce reproche est toujours d'actualité…

Cette étude très locale a été suivie par une partie plus macrohistorique. Il était en effet nécessaire de s'interroger sur le statut des Juifs dans chacun des deux États allemands, et ce aussi bien au niveau des textes officiels que du ressenti des individus. Celui-ci oscille indéniablement entre intégration et marginalisation, même si cette dernière était beaucoup plus radicale en RDA. Dans les deux cas, on a pu noter une indéniable amélioration des relations entre les Juifs et la société qui les entoure. Parallèlement, les Juifs ont été instrumentalisés pour des besoins idéologiques : ils constituaient en effet une caution morale essentielle dans la quête de légitimité des deux États allemands, si bien que la politique a bien souvent pris le pas sur le lien historique, culturel et social. Mais là encore, l'instrumentalisation n'a bien sûr jamais atteint le même niveau en RFA qu'en RDA. Dernière différence de taille entre l'Est et l'Ouest, le rapport à Israël, véritable tabou pour les Juifs de Berlin-Est, semble pourtant avoir mené dans les deux cas, à des relations empreintes d'une certaine schizophrénie.

Enfin, la partie consacrée aux aspects culturels de la vie juive dans les deux Berlin a surtout été centrée sur des Juifs qui n'étaient pas membres des Communautés. Après

avoir rappelé les conséquences de la destruction nazie sur le plan culturel, nous avons élaboré une comparaison des systèmes de références culturelles des deux Communautés, qui présentent indéniablement des similitudes, même si ces références sont parfois « idéologisées ». Puis nous nous sommes intéressé aux créateurs de culture eux-mêmes, en tentant de synthétiser leurs apports à la société en une sorte de typologie, qui mériterait sans doute d'être approfondie dans de futures études. C'est un paradoxe, mais la tradition de la culture juive-allemande semble avoir été préservée après 1945 par les moins religieux de tous[8]. Certaines thèses ont pu nous inviter à penser que sur le plan culturel, l'Est prenait sa revanche sur l'Ouest avec un nombre considérable d'auteurs d'origine juive. Mais nous avons vu que leur créativité ne s'exerçait pas sans entraves et que l'Ouest possédait aussi ses atouts. Reste sans doute à redéfinir le lien entre judéité et dissidence qui est apparu à plusieurs reprises dans les deux dernières parties. Pour conclure, on semble assister à Berlin dans la période 1945-1990 à la naissance, encore embryonnaire, d'une « autre » culture juive en Allemagne : une « tradition » réinventée, dont les germes ont été semés durant les années de division et qui parviennent seulement aujourd'hui à maturité.

En définitive, les identités juives de l'Est et de l'Ouest étaient donc bien marquées. Mais il semble qu'au-delà de l'anecdote, on ne puisse aller véritablement jusqu'à parler de nouveaux « Juifs de l'Est » et « Juifs de l'Ouest » si différents que l'étaient les habitants du *shtetl* et les Juifs-allemands. La division n'a sans doute pas suffi à effacer leur sentiment d'appartenance commune, lié surtout à la Shoah. Pour reprendre l'idée de démarcation présente chez Sh. Volkov, ce sont plutôt les « Juifs russes » arrivés massivement à Berlin en 1990, voire dès les années 1970 à l'Ouest, qui auraient poussé les Juifs d'Allemagne à se redéfinir. Ces questions identitaires s'inscrivent en effet dans des processus à long terme et sans doute l'« épisode » de la RDA fut-il trop court et trop proche de la Shoah pour créer véritablement de nouveaux « Juifs de l'Est » et « Juifs de l'Ouest ». On touche de nouveau ici à une question extrêmement difficile : faut-il considérer la RDA comme un « épisode » ou une « époque » à part entière de l'histoire allemande[9] ? Il n'est pas anodin que ce soit justement un écrivain est-allemand d'origine juive, Stefan Heym, qui formule son inquiétude de voir la RDA devenir une « note de bas de page » de l'histoire, finalement engloutie dans le récit des

[8] Ce qui était d'ailleurs déjà le cas sous la République de Weimar.
[9] Voir P. Bender, *Episode oder Epoche? Zur Geschichte des geteilten Deutschland*, Munich, DTV, 1996.

« vainqueurs » occidentaux. C'est encore une raison pour laquelle l'approche de l'histoire « intégrée » se justifie à nos yeux.

Enfin, à l'échelle européenne, il n'est pas non plus anodin de constater que le retour de Berlin sur la carte des grands centres juifs d'Europe s'est paradoxalement opéré sans qu'on le remarque, à ce moment-là, dans la division. C'est donc que la (re)construction entamée dès l'après-1945 a porté ses fruits : la « renaissance juive » observée de nos jours à Berlin a bien eu sa préhistoire et n'a pas eu lieu comme par enchantement avec l'arrivée des immigrés russes après 1990. Il n'était pas inutile de rappeler ses prémices afin de relativiser cette opinion reçue. D'autre part, au point de vue Est-Ouest, Berlin symbolise bien « en miniature » une transformation fondamentale qui s'opère en Europe après 1945 : pour la première fois depuis le Moyen-âge, l'Europe occidentale compte plus de Juifs que l'Europe orientale. Cette situation tout à fait inédite n'est pas sans incidence sur les équilibres de la population juive dans le monde. Comme le dit B. Grésillon, « on n'a jamais fini d'écrire sur Berlin »[10]…

[10] *In : Berlin. Métropole culturelle, op. cit.,* p. 319.

ANNEXES

Annexe 1 - Glossaire franco-allemand des principaux termes du judaïsme[1]

Alyah *(Alija)* : Littéralement « Montée ». Immigration en terre d'Israël, considérée comme un devoir religieux pour les Juifs de la Diaspora.

Bar-mitsvah (*Bar-Mizwa)* : Littéralement « fils de la Loi ». Cérémonie au cours de laquelle un jeune garçon juif de treize ans obtient la majorité religieuse. Désigne également le garçon lui-même.

Bat-mitsvah *(Bat-Mizwa*) : Littéralement « fille de la Loi ». Chez les non-orthodoxes, cérémonie correspondante pour les jeunes filles âgées de douze ans.

Brit-milah (*Brit Mila*) : Circoncision pratiquée chez les nouveau-nés le 8ème jour après la naissance en signe de l'alliance avec Dieu.

Cachère (*koscher*) : Qui est conforme à la « Cacherouth », c'est-à-dire au code alimentaire du judaïsme, dont le principe fondamental est de séparer la viande et le lait.

Chantre (*Kantor*) : Dit également « hazzan » (*Chasan*) en hébreu. Personne chargée de chanter et de conduire la prière à la synagogue, qui maîtrise la cantilation (art de donner l'intonation musicale adéquate et d'encourager par la voix la ferveur des fidèles).

Chavouoth *(Schawuoth)* : Fête commémorant le don de la Torah et des Dix Commandements sur le Mont Sinaï, appelée aussi « fête des semaines ».

Chofar (*Schofar*) : Instrument de musique fabriqué à partir d'une corne de bélier, qui annonce la fin du jeûne le jour de Yom Kippour.

Diaspora (*Diaspora*) : Littéralement « dispersion » en grec. Désignation collective pour les Juifs vivant en dehors de l'État d'Israël.

Gabbaï (*Gabbai*) : Personne chargée du déroulement de l'office religieux dans une synagogue attitrée. Poste honorifique.

Halakha (*Halacha*) : Jurisprudence juive regroupant les lois, sentences et prescriptions religieuses.

Hanoukka (*Chanukka*) : La « fête des lumières ». Commémore la réinauguration du temple après le soulèvement des Maccabées.

Holocauste (*Holocaust*) : Mot issu du grec, désignant un sacrifice par le feu. En raison de cette connotation sacrée, la communauté juive lui préfère le terme de « Shoah »[2].

Kaddish (*Kaddisch*) : Prière dédiée à la sanctification du nom divin.

---

[1] N.b. : L'orthographe de ces mots peut varier légèrement selon la transcription de l'hébreu (ou d'autres langues) retenue.

[2] Voir notamment Galinski *in : Allgemeine*, 19.08.1988, p. 1.

Keren Hasseyod (*Keren Hassejod*): Littéralement Action Unie d'Israël. Association créée en 1920, chargée de récolter des fonds pour Israël.

Keren Kayemeth Leisraël (*Keren Kajemet Leisrael)*: Fonds national juif créé en 1907.

Kiddoush (*Kiddusch)* : Courte bénédiction prononcée sur un verre de vin lors du Shabbat ou d'un jour de fête.

Kippa *(Kippa*) : Couvre-chef porté par les hommes juifs à la synagogue ou au cimetière, en permanence par les plus orthodoxes.

Klesmer (*Klezmer*) : Musique instrumentale traditionnelle des Juifs yiddishophones d'Europe de l'Est.

Matsah (*Mazza*) : Pain azyme consommé durant les fêtes de Pessah.

Ménorah (*Menora*) : Chandelier traditionnellement à sept branches, symbole du peuple juif.

Mézouzah (*Mesusa*) : Capsule contenant des fragments de textes sacrés, accrochée à droite de la porte des pièces d'une habitation juive.

Mikveh (*Mikwe*) : Bain rituel servant à la purification du corps et de l'âme.

Minian (*Minjan*) : Nombre minimal d'hommes exigé pour que la prière puisse se dérouler : un quorum de dix hommes âgés d'au moins treize ans est nécessaire.

Mohel (*Mohel*) : Homme chargé de pratiquer la circoncision selon la tradition juive.

Pessah (*Pessach*) : La Pâque. Commémore la libération du peuple hébreu de l'esclavage en Égypte.

Pogrome (*Pogrom*) : Désignation d'origine russe pour la persécution des Juifs. Émeute dirigée contre la communauté juive et par extension contre toute communauté ethnique.

Pourim (*Purim*) : Fête qui commémore la délivrance par Esther des Juifs de Perse, promis à l'extermination par le vizir Haman.

Rosh Hashanah (*Rosch Haschana*) : Fête de la nouvelle année, qui a lieu le premier jour du mois de Tishre (septembre-octobre), et marque le début d'une période de pénitence de dix jours avant Yom Kippour.

Séder (*Seder*) : Littéralement « ordre », c'est-à-dire le déroulement de la cérémonie de Pessah. Désigne le repas rituel pris les deux premiers soirs de la fête de Pessah (seulement le premier soir en Israël).

Shabbat (*Schabbat*): Fête hebdomadaire qui rappelle le repos de Dieu le 7ème jour de la création. Dure du vendredi soir au samedi soir (au coucher du soleil).

Sh'ma Israël *(Sch'ma Israel)* : Littéralement, « Écoute, Israël ». Prière par laquelle les Juifs expriment leur croyance en un Dieu unique, devenue la prière centrale des offices matinaux et vespéraux.

Shoshet (*Schoschet)* : Boucher chargé d'égorger (*schächten*) l'animal et de découper la viande dans le respect de la Cacherouth.

Shoah (*Schoa*) : Mot hébreu signifiant « destruction », « catastrophe ». Terme le plus utilisé dans le monde juif pour désigner le massacre des Juifs par les nazis.

Simcha-Torah (*Simcha-Thora) :* Fête qui marque la fin d'un cycle de lecture de la Torah. Elle a lieu juste après Souccoth au mois de Tishre. Elle est devenue un symbole identitaire très fort pour les « refuseniks » d'URSS qui la fêtaient dans les rues en signe de protestation contre le pouvoir.

Siddour (*Siddur*) : Signifie « ordre ». Livre de prières regroupant l'ensemble des prières journalières ainsi que les textes des principales fêtes. Il contient également des textes liturgiques, des bénédictions et des extraits du Pentateuque (terme qui désigne les cinq premiers livres de la Bible).

Shtetl (*Schtetl*) : Mot yiddish désignant une petite ville à majorité juive d'Europe de l'Est.

Smicha (*Smischa)* : Document officiel certifiant qu'un rabbin a la légitimité pour exercer ses fonctions.

Souccoth (*Sukkot*) : Fête des cabanes, en souvenir des cabanes construites à la hâte lors de la fuite d'Égypte.

Talmud (*Talmud*) : Littéralement, l'enseignement (*Lehre*). Compilation des discussions rabbiniques se rapportant à la Halakha.

Torah (*Torah*) : Peut désigner soit les cinq premiers livres de la Bible, soit l'ensemble des textes légaux, éthiques et religieux fondant le judaïsme.

Tsedakah *(Tsedaka) :* Principe de l'« aumône » dans le judaïsme qui dérive d'une racine signifiant en hébreu « la justice ».

Yekkés (*Jeckes*) : Désignation pour les Juifs allemands.

Yom Ha Shoah (*Jom Ha Schoa)* : Jour de commémoration de la Shoah en Israël.

Yom Kippour *(Jom Kippur*) : Jour du grand pardon, jour férié le plus important du calendrier juif. Chaque Juif demande pardon à Dieu pour ses péchés commis envers lui. La cérémonie est introduite par le « Kol Nidré ».

Annexe 2 - Chronologie Est-Ouest des événements marquants pour les Juifs à Berlin

Communauté unie (Mai 1945 – Janvier 1953) :

	ÉVÉNEMENTS NATIONAUX OU INTERNATIONAUX	ÉVÉNEMENTS COMMUNAUTÉ JUIVE
1945	**Fin Mai** : Création du comité « OdF » à Berlin. **24 août** : Rapport Harrisson sur les conditions de vie des « DP's ». **20 septembre** : Le *Kontrollrat* supprime les « *Judengesetze* ». **21 septembre** : Berlin reconnaît les Juifs comme « OdF ». **1er décembre** : Ouverture du camp de Wittenau. **7 décembre** : Première de *Nathan le Sage* au *Deutsches Theater*.	**Mai** : Premiers offices religieux. **17 juin** : Rencontre des représentants des 4 « CJ ». **Juin-juillet** : Nelhans président de la CJ. **28 juillet** : 1ère *bar-mitsvah* (Iranische Str.). **29 juillet** : 1er mariage juif, célébré par Riesenburger (Rykestraße). **20 décembre** : Refondation officielle de la CJ.
1946	**12 janvier** : Ouverture du camp de Düppel. **Juillet** : Pogrome de Kielce en Pologne. **26 juillet** : Ouverture du camp de Mariendorf.	**Février** : CJ reconnue personne morale de droit public. **Mars** : 1ère édition du journal *Der Weg.* **Juin** : Création de la troupe de théâtre « *Baderech* » (camp de Schlachtensee). Ouverture de la crèche dans la Joachimsthaler Straße **Août** : 1ère édition du journal *Undzer Lebn* (camps de « DP's »).
1947	**30 septembre** : Protestation des « DP's » juifs contre le concert de Y. Menuhin sous la direction de Furtwängler.	**Février** : Nouveaux statuts de la CJ. **Juin :** Arrivée de Michael Munk, 1er rabbin. **Juillet** : Création de l'association des étudiants juifs de Berlin. **Août** : Retour de 295 émigrés de Shanghai. **Septembre** : Inauguration de la synagogue Pestalozzistr.
1948	**14 mai** : Création d'Israël. **Juin :** Début du blocus de Berlin suite à la réforme monétaire. **23 juillet – 1er août** : Evacuation du camp de Düppel. **Septembre** : Evacuation du camp de Wittenau.	**Février** : Elections CJ. Victoire du « Groupe libéral »

	6 septembre : Installation de l'assemblée municipale (Ouest) à Schöneberg. **Novembre** : Division administrative de Berlin (le 30 novembre est créé le « *demokratisches Magistrat* » à Berlin-Est).	
1949	Création de la Société judéo-chrétienne de Berlin. **Mai** : Fin du blocus. Proclamation de la RFA (23 mai). **7 octobre** : Proclamation de la RDA.	**Avril** : Galinski président de la CJ.
1950	**19 juillet** : Création du *Zentralrat der Juden in Deutschland.*.	Fermeture du foyer pour enfants de Niederschönhausen.
1951	Création de la *Claims Conference*. **Janvier** : *Berliner Entschädigungsgesetz.*	**1er janvier** : Entrée en vigueur des cotisations de la CJ. **Février** : Visite de Nahum Goldmann. **Août** : Visite de Leo Baeck.
1952	**10 septembre** : Accords du Luxembourg. **Décembre (RDA)** : le *Verband der Jüdischen Gemeinden in der DDR* (créé en juillet) est reconnu personne morale de droit public.	**Février** : 1ère « Semaine de la fraternité » à Berlin.
1953	**Janvier** : Evénements antisémites en RDA suite au procès Slansky.	**14 janvier** : Appel de Levinson aux Juifs de RDA. **15 janvier** : Appel de Galinski. Janvier-avril : Fuite de nombreux Juifs est-allemands à Berlin-Ouest.

Communauté divisée (Janvier 1953 – Décembre 1990) :

	ÉVÉNEMENTS NATIONAUX OU INTERNATIONAUX	COMMUNAUTÉ JUIVE DE BERLIN (OUEST)	COMMUNAUTÉ JUIVE DU GRAND-BERLIN (EST)
1953	**Septembre (RFA)** : Entrée en vigueur de la *Bundesentschädigungsgesetz.*	**29 janvier** : Visite de Nahum Goldmann.	**21 janvier** : Constitution d'une « direction provisoire » ; Riesenburger promu rabbin. **28 août** : Réouverture de la synagogue Rykestraße après rénovation. **11 octobre** : Inauguration du monument pour les Juifs persécutés par les nazis au cimetière de Weißensee.
1954	**Janvier** : Conférence des ministres des Affaires étrangères des quatre alliés à Berlin. **Novembre** : Le *Zentralrat* devient membre du Congrès Juif Mondial.	**Juillet** : Création de la branche berlinoise de l'organisation sioniste d'Allemagne (ZOD). **15 décembre** : création de la *Darlehenskasse.*	
1955		**Mars** : Inauguration du nouveau Kindergarten. **Août** : Refondation de la loge *B'nai B'rith.* **Novembre** : Ouverture du cimetière de la Schlozplatz.	**15 novembre** : rencontre entre deux délégations des communautés.
1956	Mort de Leo Baeck. **(RFA)** Entrée en vigueur de l'aide d'urgence aux « rémigrés » juifs.	Création du prix Heinrich Stahl, décerné pour la première fois à Joachim Lipschitz **Octobre** : Première du *Journal d'Anne Frank* au Schlosspark-Theater.	
1957		**Février** : création du comité « *Jugend-Aliyah* » et ouverture du foyer Leo Baeck.	Sculpture de W. Lammert inaugurée dans la Große Hamburger Straße.
1958	**Fin novembre** : Début de la « Crise de Berlin ».		Heinz Schenk nommé président de la « direction provisoire » de la CJ.

1959	Création de *Germania Judaica* par Heinrich Böll à Cologne. **(RFA)** Création de la Jeunesse Sioniste d'Allemagne. **Décembre** : Dégradation de la synagogue de Cologne et vague de profanations en RFA.	**27 septembre** : Ouverture du centre communautaire Fasanenstraße. Création de la loge Leo Baeck.	
1960			**Février** : la CJ devient membre du *Verband*.
1961	**12-13 août** : Construction du Mur.		La HU décerne à Riesenburger le titre de docteur et il devient « *Landesrabbiner* ».
1962		**Mars** : Création de la JVHS.	**Janvier** : Nouvelle constitution de la « direction provisoire », président : Heinz Schenk. La tombe de Moses Mendelssohn est mise en valeur (au cimetière de la Große Hamburger Straße).
1963	**23 mars** : Adolf Arndt (Sénateur des arts et sciences) appelle les émigrants au retour. **27 juin** : Discours de Kennedy à Berlin. **(RDA)** Procès Globke par contumace devant le Haut Tribunal. **17 décembre** : 1er accord sur les laissez-passer.		Le *Verband* est exclu du *Zentralrat*.
1964	Création de l'« Institut de judaïstique» à la FU. **9 septembre** : Autorisation pour les retraités est-allemands de se rendre un mois par an en RFA.		

1965	**7 mars** : Début des relations diplomatiques RFA-Israël. Débat au Bundestag sur la prescription des crimes nazis.		**14 avril** : Mort de Riesenburger.
1966		**Juillet** : Incendie criminel au siège de l'administration Joachimsthaler Straße.	**Janvier** : Dr. Ödön Singer rabbin.
1967	**Juin :** Guerre des Six jours.	**Avril** : Création de la loge Janusz Korczak.	**Juin** : Article de protestation dans *Neues Deutschland* contre la politique d'Israël, signé par des citoyens juifs de RDA.
1968	**Mars (RFA)** : Création de l'Association des étudiants juifs sur le plan fédéral.		
1969	**(RFA) :** Annulation de la prescription des crimes nazis. Programme de Klaus Schütz pour la visite de Berlin par les émigrés. **Octobre** : Brandt chancelier.	**9 novembre** : Tentative d'attentat contre le centre communautaire Fasanenstraße et dégradations de tombes et de plaques commémoratives.	**Octobre** : Départ de Singer.
1970		Création du « TUS Makkabi Berlin e.V. ».	
1971	**Janvier** : Rétablissement des communications téléphoniques entre Berlin-Ouest et Berlin-Est. **3 septembre** : Accord quadripartite sur le statut de Berlin.	**Janvier** : Accord avec le Sénat de Berlin. Déménagement de la crèche dans la Delbrückstraße. **Septembre - novembre** : Exposition « *Leistung und Schicksal* ». **12 septembre** : L'Orchestre philharmonique d'Israël ouvre les 21èmes *Berliner Festwochen*.	**Juin** : Peter Kirchner président.
1972	**21 décembre** : Traité fondamental.		Premières élections à la CJ.
1973	**18 septembre** : Admission des deux Etats allemands à l'ONU. **Octobre :** Guerre du Kippour.		

1975	Résolution de l'ONU assimilant le sionisme à « une forme de racisme et de discrimination raciale ».	Création de l' « Association des Amis du Musée Juif ». Visite de Golda Meir à la CJ. **20 août** : Attentat contre Galinski.	
1976	**27 juin** : Détournement d'Entebbé.	Visite de Teddy Kollek.	
1977			Ouverture de la bibliothèque Oranienburger Straße.
1979	**22-26 janvier** : Diffusion de la série « Holocauste » (RFA). Création de la *Hochschule für jüdische Studien* à Heidelberg.		
1980		Limitation de l'immigration des Juifs russes. Création de la loge Raoul Wallenberg.	Ouvrage *Jüdische Friedhöfe in Berlin* écrit en collaboration avec les deux CJ.
1981	**13-15 décembre** : Rencontre des écrivains des deux Allemagnes à Berlin.	Construction du complexe Herbartstraße (foyers pour personnes âgées et synagogue). Création de la loge Simon Dubnow.	**8 mai** : Monument commémoratif au Lustgarten à la mémoire du Groupe Baum. **Septembre** : Le rabbin C. Cassell officie pour *Rosh Hashanah.*
1982	Création du *Zentrum für Antisemitismusforschung* (TU).	Création du « Groupe juif ».	
1983			
1984		Galinski reçoit le titre de docteur de l'Université Bar-Ilan (Tel-Aviv).	**Septembre** : E. M. Lodge de Chicago pour *Rosh Hashanah.*
1985	**Mai 1985** : Visite de Reagan au cimetière militaire de Bitburg. Scandale dans la communauté juive de RFA.		
1986	**9 novembre** : Conférence à Berlin-Ouest (*Haus der Kirche*) sur les Juifs en RDA.	**Janvier** : Visite de Shimon Peres à Berlin. **Septembre** : Ouverture de la 1ère école primaire juive à Berlin depuis 1942. **29 juin – 21 septembre** : Exposition sur *Adass Jisroel.*	**26 juin** : Réouverture du cimetière restauré de la Communauté *Adass Jisroel*. Création du groupe « Wir für uns ».

1987	Festivités pour les 750 ans de Berlin.	**Avril** : Inauguration d'une plaque commémorative à la gare de Grunewald. **Mai-juin** : Exposition sur Max Reinhardt. **Novembre** : « Journées de la culture juive ». Galinski nommé citoyen d'honneur de Berlin.	Premières « Journées de la culture yiddish ». Monument à la mémoire de Herbert Baum à Weißensee. **Septembre** : Isaac Neuman prend ses fonctions de rabbin.
1988	Berlin « capitale culturelle » de l'Europe. Scandale Nachmann.	Création du « Treffpunkt 88 », lieu de rencontre pour les séniors. **6 juin** : Rencontre Galinski-Honecker.	**Mai** : Départ de Neuman **4 juillet** : Fondation du « Centrum Judaicum » **16 octobre-11 décembre** : Ouverture au Palais Ephraïm de l'exposition « *Und lehrt sie : Gedächtnis !* » **10 novembre** : Début des travaux de restauration de la Nouvelle Synagogue.
1989		**25 janvier-5 mars** : Même exposition au *Martin-Gropius-Bau*. **Avril** : Le Prix Heinz Galinski est décerné pour la 1ère fois à Siegfried Lenz.	**18 décembre** : Reconnaissance d'*Adass Jisroel* par la RDA.
1990	**12 avril** : Déclaration sur les Juifs à la Chambre du peuple de la RDA. **Mai** : Réunion du Congrès Juif Mondial à Berlin-Ouest (pour la première fois en Allemagne depuis 60 ans).	**6 février** : Première rencontre entre le *Verband* et le *Zentralrat.*	**22 janvier** : Création du JKV. **Mars** : Création de la Société « RDA-Israël ». **10 mars** : Inauguration de la synagogue *Adass Jisroel.* **27 mars** : Arrivée du Dr. Esriel Ebner, nouveau rabbin d'*Adass Jisroel.* **Septembre** : Dissolution du *Verband*.

Annexe 3 - Un exemple de couverture de l'*Allgemeine*

Stimmen zur jüdisch-deutschen Verständigung (Seiten 3, 4, 5)

ALLGEMEINE

WOCHENZEITUNG DER JUDEN IN DEUTSCHLAND

VI. JAHRGANG — NUMMER 25 DÜSSELDORF, DEN 28. SEPTEMBER 1951 PREIS: 40 PFENNIG

5712 JAHR DER BESINNUNG JAHR DER ENTSCHEIDUNG?

Karl Marx:

Das jüdische Volk hat in seiner wechselvollen Geschichte schon manches Neujahrsfest mit Sorgen begangen; manch Rosch haschonoh aber gab ihm auch Anlaß, mit sicherer und begründeter Hoffnung dem neuen Jahre entgegenzublicken.

Wir dürfen das diesjährige Rosch haschonoh, das nach neuer Rechnung auf den 1. Okt. fällt, begrüßen als den Beginn eines Jahres, das im Zeichen der Besinnung, des deutschen Volkes steht! Diese Hoffnung geben uns nicht nur die Neujahrsbotschaften des Präsidenten der Deutschen Bundesrepublik, Prof. Heuß, die des Bundeskanzlers Dr. Adenauer und die des Führers der stärksten Oppositionspartei, der SPD, Dr. Schumacher, sondern auch der Widerhall, den die Aktion „Friede mit Israel" des Direktors der Staatlichen Pressestelle der Hansestadt Hamburg, Senatsdirektor Lueth und des ehemaligen Hauptschriftleiters der „Welt", Rudolf Küstermeier, in weitesten Kreisen des deutschen Volkes gefunden hat.

Wir hoffen aber noch mehr: wir hoffen, daß in Kürze die Erklärung der deutschen Bundesregierung erfolgen wird, auf die wir so lange gewartet haben und welche geeignet sein dürfte, nach Inhalt und Formulierung das zukünftige Verhältnis zwischen Deutschen und Juden positiv zu beeinflussen. Gewiß — und mit Recht — werden jüdische Stimmen fragen: Warum so spät? Diese Frage ist selbstverständlich, es ist aber auch zu bedenken, daß die Bundesregierung nicht immer konnte, wie sie wollte — welche außer einer totalitären Regierung kann das überhaupt? Es ist aber andererseits auch klar, daß die Bundesregierung, welche erst vor kurzem ihre nahezu volle Souveränität erhalten hat, erst nach Erlangung dieser Souveränität Erklärungen von derart weittragender Bedeutung abzugeben im Stande ist. Daß es so ist, beweist ja gerade die Tatsache, daß kurze Zeit nach Erlangung der Selbständigkeit in Verwaltung und Entscheidungsfreiheit jene Erklärung erfolgt.

Nach Redaktionsschluß erreicht uns die Nachricht, daß das Bundeskabinett am Dienstag eine Erklärung über die jüdische Frage und die künftigen Beziehungen der Bundesrepublik zum Staate Israel gebilligt hat. Bundeskanzler Dr. Adenauer wird diese Erklärung in einer der kommenden Sitzungen des Bundestages abgeben. Wie wir weiter erfahren, wird die Erklärung eine feierliche Kundgebung des deutschen Volkes zur Frage der moralischen und materiellen Wiedergutmachung der an den europäischen Juden durch das Naziregime begangenen Verbrechen darstellen. Im Namen aller Parteien wird der Alterspräsident Paul Loebe die Zustimmung des Bundestages und die Kundgebung des Parlamentes bestätigen. Gegebenenfalls werden wir über die Erklärung und Sitzung des Bundeshauses in einer Sonderausgabe berichten.
D. Red.

Bei unbefangener Betrachtung der innerdeutschen Entwicklung der letzten Monate muß auffallen, daß zwischen dem fraglos vorhandenen Wiedergutmachungswillen der Bundesregierung und der Aktion Lueth-Küstermeier ein innerer, man möchte sagen: entwicklungsgeschichtlich aus einer inneren Notwendigkeit heraus korrespondierender Zusammenhang besteht. Die Aktion „Friede mit Israel", die aus dem Bedürfnis der anständigen Kreise und Kräfte des Volkes, den unklaren Schwebezustand im humanitären Sinne zu konsolidieren, kommt, begegnet den aus gleichfalls menschlich anständiger Gesinnung und real-politischen Erwägungen der Bundesregierung eingeleiteten Bemühungen, welchen eigentlich erst der in der Lueth-Küstermeierschen Aktion zu Tage getretene Volkswille die in einem demokratischen Staatswesen nun einmal notwendige Legalität verschafft hat. Wir können nicht anders als diese Entwicklung positiv zu bewerten, zumal wir wissen, daß bei den führenden Männern der Wille zur moralischen Wiedergutmachung seit Beginn der Bundesrepublik dagewesen ist. Und wir glauben auch hoffen zu dürfen, daß der gleichfalls feste Wille zur materiellen Erfüllung und ihrer rechtlichen Sicherung durchgeführt werden wird.

Einen Beweis für das Vorhandensein des ausdrücklich nicht zur Debatte stehenden Gründen nur zeitlich gehemmten Wiedergutmachungswillens stellt ohne Frage unser erstes Interview mit dem Bundeskanzler dar, wenn auch freilich gerade diesem von vielen jüdischen Kreisen nicht die Bedeutung beigemessen wurde, die es tatsächlich hatte — und welche sich in Kürze erweisen wird. Die damalige Geste des Anerbietens von 10 Millionen DM war ein erstes Zeichen des von uns wohl verstandenen guten Willens. Denn Dr. Adenauer zögerte nicht, in seiner Bundestagserklärung zuzugeben, daß diesem Anerbieten ein lediglich symbolischer Charakter innewohne, nämlich die konkret ausgedrückte Verpflichtung gegenüber dem jüdischen Volk — keineswegs eine Abfindung. Damals war zudem Dr. Adenauer gar nicht im Stande, einen höheren Wert für zu liefernde Waren zu nennen, weil einfach die Bundesrepublik zu jener Zeit nicht berechtigt war, ohne die Hohe Kommission überhaupt Reparationsverpflichtungen anzuerkennen.

Gleich einem der positiven späteren Entwicklung vorgesetzten Doppelpunkt muß heute die wenige Wochen nach dem Angebot Dr. Adenauers vom Bundespräsidenten gefundene Formulierung der „Rotzfrechheit" erscheinen. Denn in ihr liegt doch nichts anderes als das, was den wenigen führenden Männern klar war, nun in Gestalt einer eingängigen Formulierung ins Volk zu tragen: denn wer Scham empfindet, der ist sich seiner persönlichen und als Glied eines Ganzen auch seiner kollektiven Verantwortung bewußt.

Die Kundgebungen, die wir in dieser Ausgabe veröffentlichen, sind uns zugestellt worden von Männern, Parteien und Organisationen — darunter die Massenorganisation des Deutschen Gewerkschaftsbundes — mit allein sechs Millionen Mitgliedern — welche die überwiegende Mehrheit des deutschen Volkes repräsentieren. Sie werden, daran zweifeln wir nicht, im Auslande ein positives Echo für Deutschland hervorrufen. Denn die Worte aller Kundgebungen stellen eine deutliche Absage an jene unbelehrbaren Gruppen und

(Fortsetzung auf Seite 2)

Hochkommissar McCloy: „Zufriedenheit und Glück"

Staatspräsident Weizmann: „. . . friedlicher Aufbau"

Rabbiner Dr. Leo Baeck: „Zuversicht"

Bundespräsident Heuß: „Neubeginn . . ."

Bundeskanzler Dr. Adenauer: „Völlige Gleichberechtigung"

Botschaft des Zentralrates

„Frieden, Frieden und dennoch kein Frieden!" Das waren einst die Worte Jeremias' in einer anderen Zeit der Bedrängnis des jüdischen Volkes. Blicken wir heute zurück an der Wende des Jahres 5711 unserer Zeitrechnung, so ist unser Herz voller Unruhe und großer Sorge. Es gibt noch immer keine Beweise der Tat dafür, daß die Lehre aus der Katastrophe gezogen wurde, die die Anzahl der in Deutschland lebenden Juden von 600 000 auf 25 000 verminderte und Millionen von Menschen das Leben kostete. Wir wollen aber bei der Vorbereitung der Hohen Feiertage nicht mit anderen wegen ihrer Taten oder Unterlassungen rechten. Es gibt nur einen Weg, der uns immer wieder in den Epochen der schwersten Not gewiesen wurde: der Härte im Leiden, der Selbstreinigung, der Besinnung und der Gemeinsamkeit. Das ist der Sinn dieser Feiertage, daß wir in Erkenntnis der eigenen Unzulänglichkeit zum Frieden mit Gott und uns selbst gelangen.

Die überlebenden Juden in Deutschland als Zeugen des verheerenden Zusammenbruchs aller menschlichen Werte im zweiten Weltkriege, richten in gemeinsamem Gebet zum Ewigen die demütige und flehende Bitte, daß der Welt endlich der wirkliche Friede beschert und erhalten sein möge. Dieser Friede kann aber nur durch Handlungen der Versöhnungsbereitschaft und der Vernunft errungen werden.

Wir gedenken in diesen Tagen mit tiefer Trauer der unabreißbaren Reihe der jüdischen Märtyrer, unserer Angehörigen und Freunde, die leiden und frühzeitig sterben mußten, weil sie zu uns gehörten. Die Erinnerung an sie verpflichtet uns auf eine Haltung der Würde und Unbestechlichkeit, die unserer historischen Tradition angemessen ist.

Im Bewußtsein der Einheit des jüdischen Volkes, zu dem wir uns voll Stolz bekennen, gehen unsere Wünsche und Grüße zunächst heraus an den Zuschuß in Israel und seinen Konsul, an die jüdischen Gemeinschaften in der ganzen Welt, die Auslandsorganisationen, an alle Männer und Frauen, die in verantwortungsvoller Arbeit der jüdischen Gemeinschaft dienen, und alle in Deutschland wohnhaften Juden und ihre Familien.

Im Geiste menschlicher Verbundenheit übermitteln wir unsere freundschaftlichen Grüße an alle Opfer des Nationalsozialismus, die mit uns gelitten oder heroischen Widerstand geleistet haben und an alle diejenigen Persönlichkeiten, die ihren guten Willen durch Tat und Wort unter Beweis gestellt haben."

Zentralrat der Juden in Deutschland
Das Direktorium.

Der geistige Führer des Judentums:

Wir sprechen nicht von dem Jahr, das nun beginnt, sondern von dem neuen Jahr. Eine neue Zeit, eine bessere und frohere, so beten wir, soll nun anheben, für uns und für alle. An anderem Tage als die Menschen rings um uns her begehen wir Juden unsere heiligen Zeiten, und so auch unser Neujahr, wir suchen unseren eigenen Weg zu Gott. Aber das, was unsere Bestimmtheit und Bestimmung ist, kann von den Bahnen der Menschheit nicht losgelöst werden. So ist es unsere alte große Idee, die mit jedem Rosch haschonoh neu werden will: wir stehen auf Erden in der Menschheit und für die Menschheit . . .

Wir stehen auf Erden. Aber es ist das wundersame biblische Gleichnis, daß Gott uns „auf Adlersflügeln trägt und uns zu ihm hinkommen läßt", daß „unter uns die ewigen Arme sind". Aber noch ein anderes Bild könnte vor uns hintreten: der Sturmvogel der Weltgeschichte scheint das jüdische Volk zu sein. Denn wenn über der Menschheit sich dunkles Gewölk zusammenzieht und das Gewitter über sie hereinbricht, immer und überall hat das jüdische Volk, oft fast prophetisch, dies geahnt und es vor den anderen erfahren. Oft ist ein solcher Gedanke von unseren Dichtern und Denkern ausgesprochen worden.

In unseren Tagen ist es wiederum so erlebt worden. Die Bewegung, die das jüdische Volk in den letzten zwei Generationen innerlich und äußerlich erfaßt hat, die neuen Gedanken und Hoffnungen, von denen es ergriffen wurde, der Zug der Wanderungen nach dem Westen hin, die Siedlung und schließlich die Staatsgründung auf dem Boden des Landes Israel, diese Verlagerung der Mittelpunkte — all das konnte und kann auch wie ein Sturmzeichen der Weltgeschichte erscheinen. Wie eine Ahnung des Kommenden kann es dünken.

Aber damit tritt zugleich jene große Gewißheit in uns ein, die Gewißheit der Bestimmtheit und Bestimmung, die Gewißheit, „getragen zu sein". In solcher Zuversicht begrüßen wir das Jahr, welches kommt, als ein neues Jahr und sagen einander in jener tiefen Symbolik: „Zu einem guten Jahre mögest du eingeschrieben werden!"

Unseren Brüdern und Schwestern in Deutschland, Alt und Jung, sei dieser Wunsch, der alles enthält, heute dargebracht.

L. Baeck

Rabbiner Dr. Leo Baeck

Allgemeine, 28.09.1951 (Edition de Düsseldorf). On reconnaît le visage de Leo Baeck (photo du milieu), ainsi que sa signature (document du bas).

Annexe 4 - Un exemple de couverture du *Berliner Allgemeine*

DER WEG

BERLINER ALLGEMEINE

unabhängige jüdische Wochenzeitung

XXVI. JAHRGANG — NUMMER 40 | BERLIN, DEN 1. OKTOBER 1971 | PREIS 80 PFENNIG F 1689 C

Unglaubwürdige Verteidigung

Betrachtungen zu einer Gratulationscour / Von Ralph Giordano

„Mein Führer, meine Treue zu Ihnen wird unabdingbar sein. Ich werde daher alle weiteren Versuche unternehmen, um Sie in Berlin zu entsetzen. Wenn das Schicksal mich dennoch zwingt, als der von Ihnen bestimmte Nachfolger das Deutsche Reich zu führen, werde ich diesen Krieg so zu Ende führen, wie es der einmalige Heldenkampf des deutschen Volkes verlangt." Dem Manne, der dieses Bekenntnis noch in den letzten Tagen des zweiten Weltkrieges ablegte, Karl Dönitz, hat die in Hamburg erscheinende Tageszeitung „Die Welt" aus Anlaß seines 80. Geburtstages an zwei Tagen drei publizistische Ovationen dargebracht, deren Rechtfertigungsgesinnung wir hier untersuchen wollen.

Von den Autoren — Manfred R. Beer und Walter Gorlitz — hat letzterer im Regionalen Fernsehprogramm des NDR noch ein zweites Bekenntnis zu Dönitz abgelegt, mit jenem Trotzgesicht vor der Kamera, das gewohnlich Kinder aufzusetzen pflegen, wenn sie ihre Sache ohne das Bewußtsein eines reinen Gewissens vertreid gen. Dönitz, ein „Soldat ohne Furcht und Tadel", habe das „Primat Politik" eben anerkannt. Wir erlauben uns, in merkwürdigen Form von Absolution hinzuzusetzen, das es das Primat der nationalsozialistischen Politik war, und deshalb: Wenn es anerkennungs-, ja verehrungswürdig ist, daß Dönitz angeblich nicht nach dem Charakter des Systems fragte, dessen Primat er sich unterordnete, dann mußte solche Haltung nach der Gorlitzschen Logik natürlich auch morgen wieder im Falle eines Falles ebenso anerkennungs- und verehrungswürdig sein. Wie glatt würde eigentlich waren potentielle Militars dieses Schlages heute als Demokraten? Vor allem aber, wie sieht es mit der intellektuellen Redlichkeit der publizistischen Verfechter dieser These aus?

Denn wir wollen hier nicht die liebevoll geschilderten Einzelheiten der Gratulationscour unter die Lupe nehmen, deren gespenstischen Eindruck das Fernsehen festhielt, noch wollen wir den seltsamen Aufrechnern auf den Leim kriechen, die da Dönitz applaudieren, daß er Millionen von deutschen Flüchtlingen dank seiner Marine aus einer Situation rettete, zu der er in seiner Eigenschaft als einer der eifrigsten und unbelehrbarsten Hitleranhänger in der Militärhierarchie des Dritten Reiches seinen Beitrag geleistet hatte. Im Lichtkegel unseres Interesses steht nicht die anachronistische Person des ehemaligen Großadmirals von gestern, sondern Charakter und Zugehörigkeit der politischen Richtung, aus der ihm heute diese Verteidiger erwachsen sind.

Wir wenden unsere Aufmerksamkeit zunachst ihren Mitteln zu. Sie bestehen, erstens, darin, alles belastende Material, all das, was Dönitz als einen der bedingungslosesten Getolgsmanner Hitlers auswiest, wegzulassen. Dazu gehorten selbstverstandlich auch die Beitrage, die Dönitz zum Antisemitismus geleistet hat, besonders jenen, den er in seiner Eigenschaft als Nachfolger Hitlers veröffentlichte: Wie gut es sei, daß der Nationalsozialismus in seiner nunmehr eingetretenen Krise der [illegible] sei, Dönitz' Vergangenheit zwingt Verteidiger also zur Unterschlagung.

Wir weisen, zweitens, auf ein anderes notorisches Element hin, das die Verteidiger voll entfalten: den Versuch, den Kampf der Hitler-Wehrmacht von ihrem politischen und historischen Fundament loszureißen und in einen bakenkreuzfreien Raum zu stellen, den man vielleicht in Orden kratzen kann, den es in der Wirklichkeit aber nie gegeben hat.

Wir erklaren deshalb hier noch einmal in voller Übereinstimmung mit der Geschichte und gegen alle verfalschenden Interpretationen, daß die Wehrmacht, und zwar alle ihre Waffengattungen, das Schwert in den Handen der NS-Führung war, das machtigste Eroberungsinstrument, über das Hitler verfugte und das er aufgebaut hatte, der außenpolitische Vollstrecker seiner Weltherrschaftsplane. Wir erklaren weiter, daß der Vernichtungsapparat des Reichssicherheitshauptamtes genau so weit reichte, wie die Knobelbecher der deutschen Armeen das Hakenkreuz exportierten. Das war vor allem tragisch für die überfallenen Volker. Die Tragik für den deutschen Soldaten aber bestand in dem Mißbrauch seines subjektiven Glaubens, für das Vaterland zu kampfen, indes die objektive Wirklichkeit darin bestand, daß er für die Ziele eines Verbrecherregimes Leiden, ausstehte und empfing. Karl Dönitz hat viele Bücher geschrieben. Nicht eine Zeile aber weist darauf hin, daß er diese Tragik je begriffen hat.

Das zweite Mittel seiner Verteidiger von heute ist also die Geschichtsfalschung der konstruierten Trennung von „Schwertarm" und „Schwert" — sie steht in ihrer Infamie der Dolchstoßlegende nicht nach. Und hier stellt sich die Frage nach der demokratischen Glaubwurdigkeit der Dönitz-Verteidiger und ihrer politischen Richtung.

Woher ruhrt ihr Anspruch nach demokratischer Legitimation? Man braucht nicht lange zu suchen — er ruhrt in ihrem Selbstverstandnis aus ihrer Haltung zum Kommunismus, dessen System sie als totalitar bezeichnen. Hier wird ein indiziöser Widerspruch sichtbar. Das Modell Dönitz demonstriert nur noch einmal, wie weit seine Verteidiger die Rechtfertigung im eigenen Lande zu treiben bereit sind. Sie differenzieren bis in die höchsten Range der Militarhierarchie hinein, aus der dann dieser eine der „Nachfolger" wurde. Bei dieser Gelegenheit mochten wir darauf hinweisen, daß Walter Gorlitz sein Bekenntnis zu Dönitz, von Manstein, Guderian usw. mühelos mit seinem Bekenntnis zu den Opfern des 20. Juli unter einen Hut zu bringen vermag. Wir werden hingegen vergebens danach fahnden, eine solche Bereitschaft gegenüber dem kommunistischen System und seiner Geschichte zu entdecken, die stalinistische und poststalinistische Gesellschaft im Osten mit soviel Nachsicht und Verstandnis interpretiert zu sehen. Es offenbart sich vielmehr die außerste Unfähigkeit, der absolute Unwille, das Sowjetgeschichte und das Sowjetsystem zu differenzieren. Die Nachsucht gegenuber dem Totalitarismus der nationalen Geschichte wird erganzt durch die Differenzierungsabstinenz gegenuber dem politischen Hauptgegner.

Genauer: Differenzierungsbereitschaft gegenüber einem verbrecherischen System, dessen welt-geschichtliches Ende vom 8. Mai 1945 eben seiner volligen Undifferenzierbarkeit entsprach; und Differenzierungswiderwille gegenuber jenem fremden System, das sich nicht nur bereits heute in einer evolutionaren Etappe befindet, deren die immobile Verbrecherstatik des NS-Regimes niemals fahig gewesen ware, sondern von dessen Regenerierbarkeit auf Grund seiner volligi anderen historischen und soziologischen Herkunft als der des Faschismus uberhaupt die ganze Hoffnung der Menschheit auf Frieden, Koexistenz und internationale Zukunft abhangt.

Die demokratische Unglaubwurdigkeit der Verteidiger ergibt sich aus der nachprufbaren, jahrzehntelang geübten Praxis, den eigenen Totalitarismus im Interesse seiner hohen und höchsten Repräsentanten aufzuschlusseln und zu differenzieren, das fremde System aber zu pauschalisieren. Die Ingredienzien sind: die deutschen Verbrechen entweder zu verschweigen oder ihren Anteil bei der Behandlung der Epoche des Dritten Reiches zu reduzieren — bei primärer Aggression gegen die politischen Verbrechen des Gegners.

König Hussein erteilt den Guerillas neue Absage

König Hussein von Jordanien hat in einer scharfen Absage an die Palästinaguerillas angekündigt, daß er nur noch Guerillaaktionen in den israelisch besetzten Gebieten zulassen werde. Als Antwort auf neue Drohungen seitens der Guerillaorganisationen mit Anschlagen sagte Hussein in einer Rede vor Offizieren und Soldaten von Artillerieeinheiten: „Wir lassen uns von niemandem in die Knie zwingen."

Die durch Vermittlung Saudiarabiens und Agyptens zustandegekommene „Versöhnungskonferenz" zwischen Jordanien und den Guerillas in der saudiarabischen Regierungsstadt Dschiddah ist abgebrochen worden, weil keine Gesprächsbasis gefunden werden konnte. Wann sie fortgesetzt wird, ist noch unbekannt.

Ist der Geheimdienstchef der „Palästina-Befreiungsarmee" (PBA), Rachman Baradai, von seinen eigenen Getolgsleuten zu Tode gefoltert worden oder wahrend eines Verhörs an einem Herzschlag gestorben? Ein Sonderausschuß soll nach Mittei[illegible] aus Beirut die Klärung der Todesumstande untersuchen. Der Streit um diese Frage hat die „Befreiungsarmee" entzweit und droht sich zu einem Konflikt in der gesamten Guerillafront auszuweiten. „PBA"-Stabschef Oberst Osman Haddad, dem sein eigener „PBA"-Oberkommandierender Brigadegeneral Jahja Mord an Baradai vorwirft, hat in einer in Beirut verbreiteten Erklärung behauptet, Baradai sei wahrend Haft und Verhör durch seine, Haddads, Anhanger an einem Herzschlag gestorben.

Jerusalem-Resolution des Weltsicherheitsrates stößt in Israel auf scharfe Ablehnung

Ohne Gegenstimmen und bei Enthaltung Syriens hat der Weltsicherheitsrat nach langer und erregter Debatte in der Nacht zum vergangenen Sonntag Israel aufgefordert, keine weiteren Maßnahmen zu treffen, die den arabischen Status der Altstadt von Jerusalem andern könnten, und alle bereits getroffenen Maßnahmen wieder rückgangig zu machen. Mit „größtmöglicher Deutlichkeit" führte der Sicherheitsrat Israel vor Augen, daß alle in Jerusalem bereits getroffenen administrativen und legislativen Maßnahmen rechtsunwirksam seien. Generalsekretar U Thant wird in der Entschließung ersucht, dem Weltsicherheitsrat binnen sechzig Tagen uber die Lage in Jerusalem zu berichten.

Syrien hatte auf Bitten Frankreichs, Italiens und der USA eine Reihe von Zusatzantragen, mit denen die Resolution verschärft werden sollte, wieder zurückgezogen. Lediglich ein syrischer Antrag, daß Israel auch bereits getroffene Maßnahmen rückgangig machen solle, wurde aufgenommen.

Mit der Entschließung endete eine Jerusalemdebatte, die zehn Tage zuvor mit einer jordanischen Beschwerde uber Versuche Israels begonnen hatte, durch Eingemeindungen den Stadtbezirk Jerusalems zu vergrößern. Kurz vor der Abstimmung ergab sich in der Debatte ein außerordentlich heftiges Wortgefecht zwischen dem sowjetischen Chefdelegierten Jakob Malik und dem israelischen UNO-Botschafter Josef Tekoah. Malik hatte das israelische Vorgehen in den besetzten arabischen Gebieten als „rassistisch und hitleristisch" bezeichnet, Tekoah revanchierte sich mit Hinweisen auf die Situation der sowjetischen Juden. Dies erregte Malik, der in einem polemischen Ausbruch den Zionismus als rassistische Ideologie bezeichnete und ihn auf eine Stufe mit dem Faschismus stellte. Tekoahs Hinweis auf die Ermordung von sechs Millionen Juden durch den Nationalsozialismus im zweiten Weltkrieg quittierte Malik mit der Feststellung, in der Sowjetunion habe es zu keiner Zeit Millionen Kriegsopfer gegeben. Malik steigerte sich zu der Aufforderung, Tekoah solle „seine lange Nase nicht in den sowjetischen Garten stecken", denn die Geschichte zeige, daß dies nicht bekommlich sei.

Israel hat die von Jordanien beantragte Debatte als Manöver bezeichnet, mit dem Jordanien die Aufmerksamkeit der Weltöffentlichkeit von seinen inneren und innerarabischen Schwierigkeiten ablenken wolle. Die neuen Eingemeindungsmaßnahmen begründete Tekoah in der Debatte mit dem Recht der modernen Großstadt Jerusalem auf gesundes Wachstum und organische Entwicklung. Israel stieß im Weltsicherheitsrat auf viel Kritik. Die Delegierten Frankreichs, Belgiens, Polens, Argentiniens, Italiens und Somalias vertraten den Standpunkt, daß der Status von Jerusalem erhalten bleiben müsse.

Das israelische Kabinett hat am Sonntagabend nach seiner Routinesitzung die Aufforderung des Weltsicherheitsrates zurückgewiesen, in Jerusalem keine weiteren Maßnahmen zu treffen, die den arabischen Status der Altstadt von Jerusalem andern konnten. In einer Verlautbarung hieß es, die israelische Politik in dem vereinigten Jerusalem werde nicht geandert. „Israel wird die Entwicklung Jerusalems zugunsten aller seiner Einwohner fortsetzen. Israel wird die Rechte aller Religionen und ihrer heiligen Statten respektieren sowie weiterhin allen Religionen freien Zugang zu ihren Statten gewahren", betonte die Regierung. Diese Politik diene der fruchtbaren Entwicklung der Beziehungen zwischen allen Religionen und Sekten in Jerusalem, wurde in der Verlautbarung unterstrichen. Zu der Möglichkeit der Entsendung einer UNO-Sonderkommission nach Israle zur Untersuchung der Lage in Jerusalem wurde erklärt, die israelische Regierung werde auf keinerlei Verhandlungen mit irgendwelchem politischen Faktor über die Frage Jerusalems eingehen.

Sadat wieder nach Moskau

Der agyptische Prasident Sadat will in der ersten Oktoberhalfte zum zweiten Mal in diesem Jahr nach Moskau fahren. Wie bekanntgegeben wurde, sind fur den Besuch „einige Tage" vorgesehen. Über den Themenkreis wurde nichts angegeben. Angesichts der neuen entscheidenden Verhandlungen uber das Nahostproblem hinter den Kulissen der UNO-Vollversammlung sehen politische Beobachter in Kairo der neuen Moskaureise Sadats mit besonderem Interesse entgegen. Sadat war zum letzten Mal im Marz zu einem viertägigen geheimen Besuch in Moskau, der erst zwei Monate später bekannt wurde.

Machtkampf in Syrien?

In der syrischen Führungsspitze ist nach Informationen aus Damaskus ein Machtkampf ausgebrochen. Er soll sich zwischen Staatschef Assad, Regierungschef Chlefawi und Innenminister Sasa abspielen. Sasa hat angeblich einen wirkungsvollen Polizei- und Geheimdienstapparat als persönliches Machtinstrument aufgebaut, mit dem er Chlefawi auszuschalten und auch gegenuber Assad mehr Einfluß zu erlangen versuche. Chlefawi soll, wie in Damaskus weiter verlautete, auf den Posten eines Beauftragten beim kunftigen standigen Sekretariat der Dreiunion Syrien-Agypten-Libyen abgeschoben werden. An seine Stelle soll der jetzige Außenminister Chaddam treten.

Gespräche in New York

Bundesaußenminister Walter Scheel hat am vergangenen Montag in New York mit einem Besuch beim Präsidenten der UNO-Vollversammlung, dem indonesischen Außenminister Adam Malik, eine dicht gedrangte Gesprachsrunde am Rande der Versammlung eröffnet. Scheel hatte am ersten Tag seines Aufenthalts auch bereits Zusammenkünfte mit dem sowjetischen Außenminister Gromyko, mit UNO-Generalsekretar U Thant sowie mit dem israelischen Außenminister Eban. Außer den zweiseitigen Gesprächen mit den Außenministern der vier Großmächte ist auch ein Treffen mit dem Generalsekretar der Araberliga, Hassuna, vorgesehen. Hassuna ist durch einen Liquboschuß vom 11. September ermedigt, mit Scheel Gespräche über die Normalisierung der Beziehungen zwischen Bonn und den arabischen Staaten zu fuhren.

Washington setzt Bemühungen fort

Außenminister Rogers sprach mit U Thant, Jarring und Gromyko

Die diplomatischen Bemühungen der USA um die Wiedereröffnung des Suezkanals gehen weiter, erklarte der amerikanische Außenminister William P. Rogers am vergangenen Wochenende in New York. Rogers sagte nach einer Begegnung mit Generalsekretar U Thant und dem UNO-Nahostvermittler Gunnar Jarring, Israel und Agypten hatten die USA gebeten, die Suche nach einer Losung fortzusetzen.

Rogers hat nach Mitteilung gutunterrichteter Kreise vom sowjetischen Außenminister Gromyko eine Zusicherung erhalten, daß sich die Sowjetunion in diesen diplomatischen Bemühungen um eine Teilregelung im Nahostkonflikt nicht einmischen werde. Rogers hatte Gromyko im Verlauf einer dreistündigen Unterredung über den Stand der amerikanischen Anstrengungen im Nahen Osten unterrichtet. Rogers soll dabei den amerikanischen Wunsch, daß sich die Sowjetunion aus den bilateralen Kontakten der USA mit den Konfliktstaaten Agypten und Israel heraushalten möge, deutlich gemacht haben. Gromyko habe dies zur Kenntnis genommen und erkennen lassen, daß die Sowjetunion diese Kontakte nicht behindern werde.

„Agypten bereitet Abenteuer vor"

Im Nahen Osten gibt es nach Ansicht des amerikanischen Senators Henry M. Jackson zunehmende Beweise dafur, daß Agypten ein neues militarisches Abenteuer plant. Jackson erklarte in Washington, der Waffenstillstand sei ernsthaft gefahrdet. Er forderte die Nixon-Regierung auf, Israel 500 Millionen Dollar Militarhilfe zu gewahren, die Halfte dafur für „Phantom"-Dusenjager.

Jackson, einer der möglichen Präsidentschaftsbewerber der Demokratischen Partei, unterstrich, „Wir haben Beweise für umfangreiche agyptische Übungsprogramme, die darauf abzielen, Operationsplane für eine Invasion über den Suezkanal unter Beteiligung von bis zu 100 000 agyptischen Soldaten zu vollenden." Am Westufer des Kanals seien Rampen für Pontonbrucken gebaut worden, und eine Reihe von Brucken lagen entlang des Kanals bereit. Nach Angaben des Senators gibt es außerdem Beweise dafur, daß „SAM"-Raketen sowjetischer Herkunft dicht an den Kanal gebracht wurden.

Das amerikanische Außenministerium bestritt die Darstellung des Senators. Ein Sprecher erklarte in Washington, es gebe keinerlei Anhaltspunkte für eine solche Bedrohung. Für einen Angriff Agyptens auf das Ostufer des Suezkanals waren auch umfangreiche Vorbereitungen für amphibische Landeoperationen notwendig. Solche Aktionen einschließlich der Bewegung der entsprechenden Ausrustung seien von Agypten seit Jahren immer wieder geprobt worden. Aus der Wiederholung dieser Manover konne man daher noch nicht auf eine bevorstehende Aggress an schließen. Die USA wurden nach wie vor dafur Sorge tragen, daß das Machtgleichgewicht im Nahen Osten aufrecht erhalten werde.

Berliner Allgemeine, 1.10.1971. Le journal porte encore la mention « *Der Weg* », avec lequel il a fusionné en 1951.

Annexe 5 - Un exemple de couverture du *Nachrichtenblatt*

Nachrichtenblatt, Septembre 1988.

Annexe 6 - Un exemple de couverture du *Kulturspiegel*

Kulturspiegel, Février 1989.

Annexe 7 - Questionnaire de la Communauté Juive de Berlin en 1946

F[illegible]gebogen der Jüdischen Ge[illegible]einde zu Berlin

Körperschaft des öffentlichen Rechts (ANLAGE II)

Name: ..... **Vornamen:** .....
(Rufname unterstreichen)

geboren am: ..... **Geburtsort:** ..... **Staat:** .....

Wohnung: .....

ledig - seit wann verheiratet - verwitwet - geschieden: .....
(Nichtzutreffendes durchstreichen)

Sternträger ab ..... bis ..... **Religion:** .....

Mischehe: ja — nein **Illegal gelebt:** von ..... **bis** .....

Staatsangehörigkeit früher: ..... jetzt: .....

Aus welchem Lager entlassen: ..... wann: .....

Wohnort 1933: ..... **Sind beide Elternteile Volljuden:** ja — nein

1939: ..... **Name des Vaters:** .....

nach 1945: ..... **Name der Mutter:** .....

letzter Wohnsitz: .....

Tag und Ort Ihrer standesamtlichen Trauung: .....

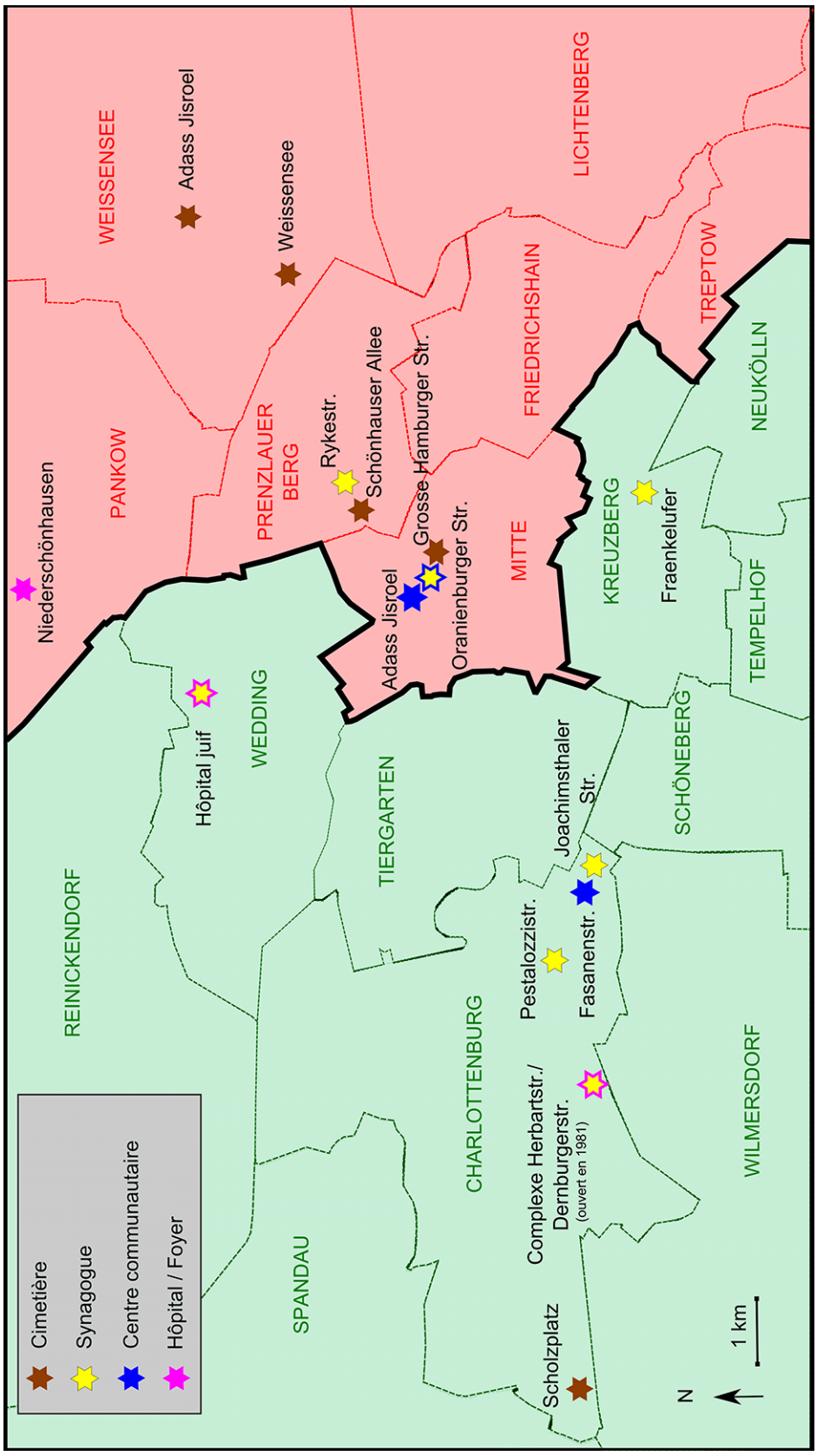
Tag und Ort Ihrer religiösen Trauung: .....

Von welcher Rel.-Gemeinschaft wurde die Trauung vollzogen: .....

Unter welcher Religion bei Behörden gemeldet bis 1945: .....

Source : H. Maor, *Über den Wiederaufbau der Jüdischen Gemeinden in Deutschland, op. cit.*, Anlage II.

Annexe 8 - Lieux juifs dans le Berlin divisé



Réalisation : L. Duchaine, E. Guillon

Annexe 9 - Liste des rabbins ayant officié à Berlin

Rabbins de la Communauté Juive de Berlin encore indivisée :

- Dr. Michael Munk (1947-1950), orthodoxe.
- Steven Schwarzschild (1948-1950), libéral.
- Dr. Moritz Freier (1950-1952), orthodoxe.
- Nathan Peter Levinson (1950-1953), libéral.

Rabbins de la Communauté Juive de Berlin-Ouest :

- Isaak Goldstein (bref épisode en 1957).
- Dr. Cuno Lehrmann (1961-1971), libéral.
- David Weisz (1961-1995), orthodoxe.
- Uri Themal (1968-1969), libéral.
- Manfred Lubliner (1971-1980), libéral.
- Ernst Stein (1980-1997), libéral.

Rabbins de la Communauté Juive de Berlin-Est :

- Dr. Martin Riesenburger (1953-1965).
- Dr. Ödön Singer (1966-1969).
- Isaac Neuman (Septembre 1987- Mai 1988), libéral.

Annexe 10 -- Exhortation à fréquenter la synagogue

Warum bleibst Du der Synagoge fern?
Ein amerikanisches Frage- und Antwortspiel

Weil es regnet? Du gehst auch zur Arbeit, wenn es regnet.

Weil es heiß ist? Auf dem Golfplatz ist es auch heiß.

Weil es kalt ist? Die Synagoge ist geheizt.

Weil Du arm bist? Dort wird kein Eintrittsgeld erhoben.

Weil Du reich bist? Sei dankbar für diesen Segen.

Weil Dich niemand eingeladen hat? Du gehst ins Kino ohne Einladung.

Weil sie scheinheilig sind? Den gleichen Menschen begegnest Du auch sonst täglich.

Weil Du kleine Kinder hast? Du nimmst einen Babysitter, wenn Du ins Kino gehst.

Weil Deine Kleidung nicht elegant ist? Ist die Synagoge etwa ein Modesalon?

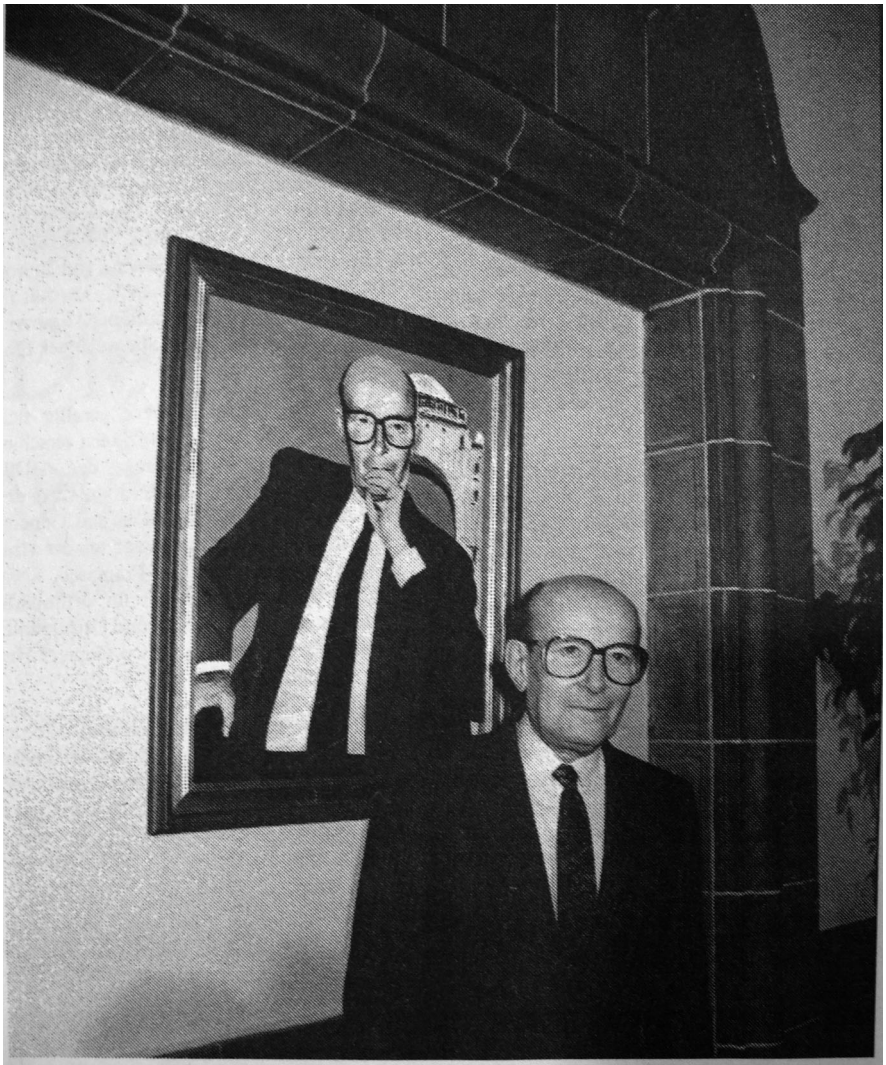
Weil Deine Synagoge Geld braucht? Das braucht auch der Gemüsehändler.

Weil noch viel Zeit ist, später einmal zu gehen? Sei dessen gar nicht so sicher.

Gilt dieser Dialog nur für amerikanische Verhältnisse?

Source : *Allgemeine*, 16.09.1966, p. 13. Jeu de questions-réponses proposé par le rabbin de Berlin-Ouest Dr. Cuno Lehrmann.

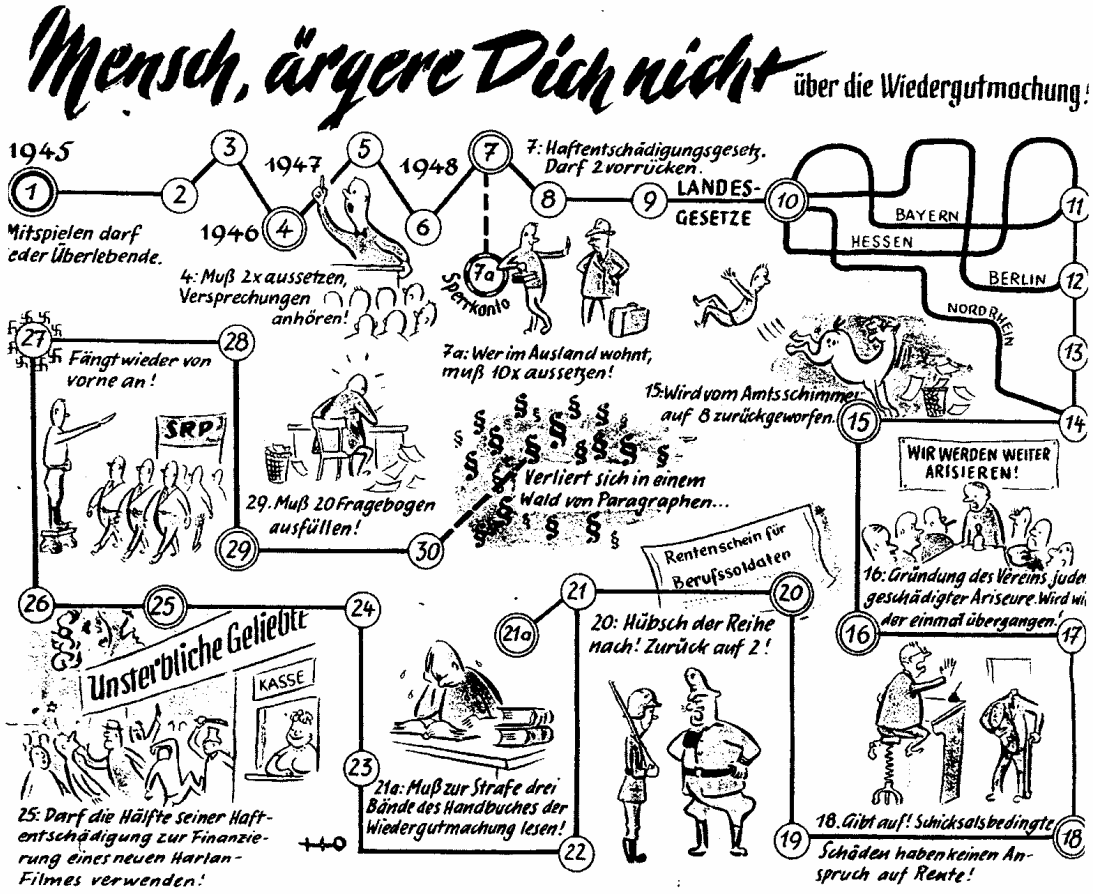
Annexe 11 - Heinz Galinski



Nachdenklicher Blick vom Abbild auf das Vorbild: Heinz Galinski vor seinem Porträt (Maler Reinhold Timm) im Jüdischen Gemeindehaus Berlin Foto: Schneider

Source : *Allgemeine,* 22.02.1990, p. 11.
Légende : « Regard songeur de la copie sur le modèle : Heinz Galinski devant son portrait (peint par Reinhold Timm) au centre communautaire juif de Berlin ».

Annexe 12 - Réparations : le parcours du combattant



Source : *Jüdische Illustrierte*, n°10, Juin 1951.

Annexe 13 -« Eloge » de la RDA

7. Oktober 1949 – 7. Oktober 1969
20 Jahre Deutsche Demokratische Republik

Bei uns

wird das kostbare Vermächtnis, das uns unsere teuren Toten hinterließen, gehütet und in Ehren erfüllt;

sind wir Bürger jüdischen Glaubens in jeder Hinsicht und Beziehung vollkommen gleichberechtigt;

ist dies in der Verfassung, an der wir selbst mitgearbeitet haben, fest verankert;

dient alles, ohne Unterschied der Konfession und Weltanschauung dem großen Ziele: Frieden und Völkerfreundschaft;

sind wir darin alle vereint, unter der bewährten Führung der Partei der Arbeiterklasse, in der Nationalen Front des demokratischen Deutschland;

gibt es auf Grund der gegebenen Verfassung keinerlei Diskriminierung in Glaubensfragen;

kann jeder gläubige Bürger frei und ungehindert seinem Kultus nachgehen;

werden Kriegshetze, Rassenhetze, damit also auch Antisemitismus, strengstens bestraft;

gibt es Gesetze, die jede Verjährung von Verbrechen gegen die Menschlichkeit ausschließen;

hat der wahre Humanismus seine Heimstatt.

Unsere Deutsche Demokratische Republik, und wir Bürger jüdischen Glaubens sind darin der gleichen Auffassung, steht fest auf der Grundlage friedlicher Politik, auf dass niemals mehr von deutschem Boden ein Krieg ausgehe. Wir alle kennen nur eines, das Leben zu lieben, es zu behüten und zu beschützen.
Darum aber auch erheben wir wenigen überlebenden Zeugen einer furchtbaren Vergangenheit immer wieder warnend und mahnend die Stimme, wachsam zu sein, damit niemals mehr die blutige Hydra des Faschismus ihre Köpfe erheben kann. Wir meinen daher auch, dass wir uns mit allen Kräften dagegen stemmen, dass drüben in Westdeutschland Verbrechen gegen die Menschlichkeit unter die Verjährung fallen sollen, dass eben diese Personen, die an diesen Verbrechen beteiligt waren, oft frei und ungestört herumlaufen, ja sogar hohe Pensionen beziehen, und dass es dort schon wieder so weit ist, dass Nachfolgeorganisationen der ehemaligen Nazis und deren Ideologie, vor allem die NPD, sich wieder formieren konnten, so wie sie es durch ihre Untaten am 20. Juli am Ehrenmal Plötzensee bekundeten.

Darum dieser unser Appell an das Gewissen der Welt, auf dass endlich und überall die Kriegsfackel verlösche und das große, jüdische Wort „Scholaum – Frieden“ seine Erfüllung findet.

In diesem Sinne

ist all unsere Arbeit;

sind wir in vielen Organisationen vertreten;

sind wir als Aktivisten der ersten Stunde oft Träger hoher Auszeichnungen;

haben wir es damals bekundet, für ein besseres Dasein zu kämpfen;

ist dies bei uns, in der Deutschen Demokratischen Republik, Wirklichkeit geworden;

haben wir im Ausland viel Freunde gewonnen, die mit uns darin gemeinsam tätig sind;

hält das Nachrichtenblatt unseres Verbandes die Verbindung mit allen Schwestern und Brüdern und Freunden in der Welt aufrecht;

setzt der Verband der Jüdischen Gemeinden in der Deutschen Demokratischen Republik seine ganze Schaffenskraft ein;

versichern alle Bürger jüdischen Glaubens in der Deutschen Demokratischen Republik unserer Regierung und der ganzen friedliebenden Welt, ihre stete Kraft im Kampf gegen alle Erscheinungen des Neofaschismus einzusetzen;

schreiten wir vorwärts auf dem Wege des Sozialismus;

helfen wir alle mit, in und für den Staat, wo des Wortes höchste Bedeutung Vollendung findet:

„Hier bin ich Mensch, hier darf ich’s sein.“

„Es lebe der 20. Jahrestag der Deutschen Demokratischen Republik!“

Das Redaktionskollegium.
Publié dans le *Nachrichtenblatt* de septembre 1969, p. 2.

Annexe 14 - 9 novembre 1938 et 9 novembre 1989

9. November: Spiegelungen zweier Zeiteinschnitte

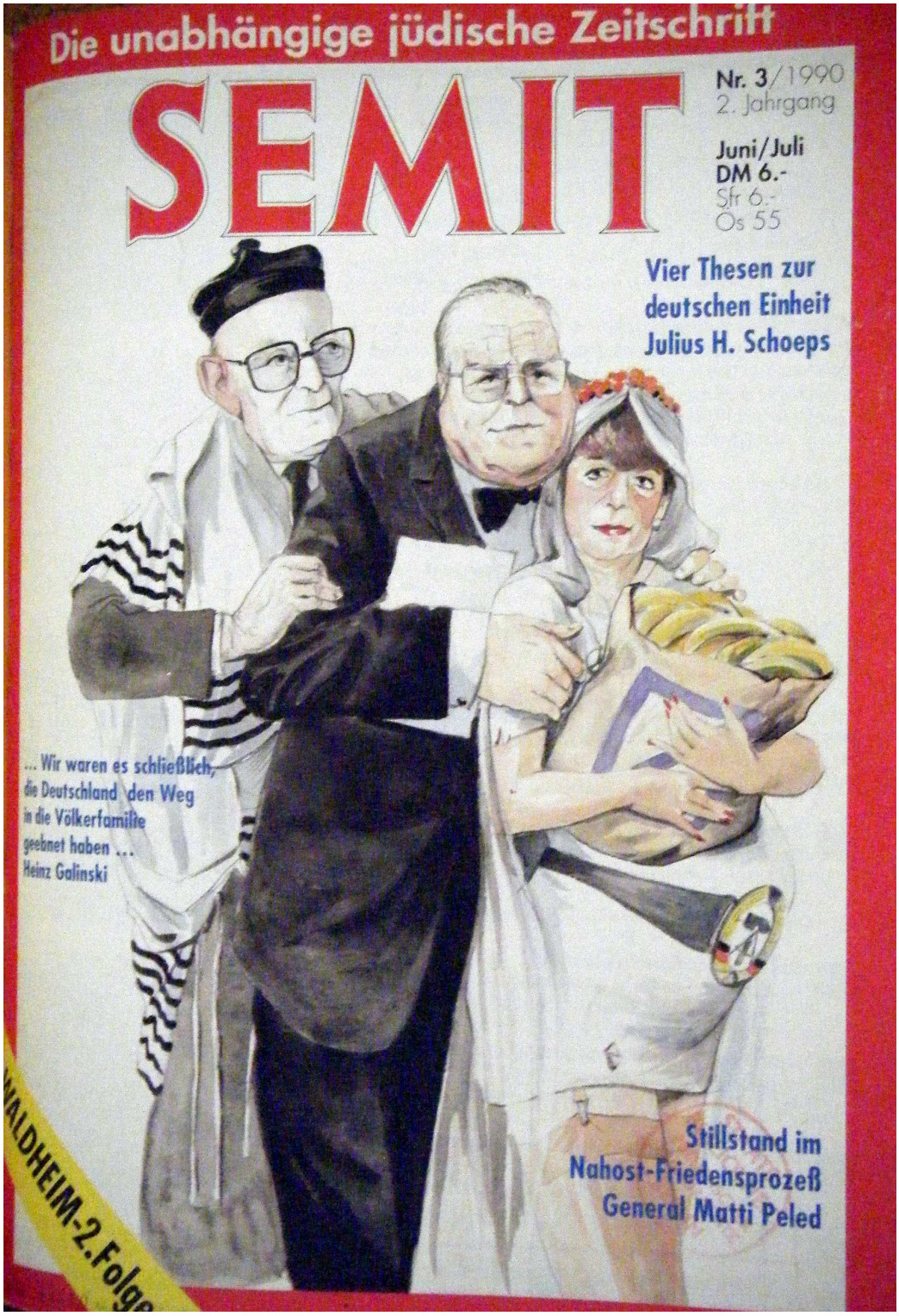
Während die Mauer in Berlin vor einem Jahr unter lautem Jubel aufgebrochen wurde, hatte die Zerstörung jüdischen Besitzes und Lebens vor 52 Jahren neue Barrieren errichtet, die auch heute noch als emotionaler Keil zwischen den betroffenen Völkern sitzt. Die verödete Beziehung hat Barbara Greul-Aschanta im Rahmen der Mauerbemalung einer Künstlerinitiative im Ostteil Berlins auszudrücken versucht. Der ursprüngliche Anstrich blieb zum großen Teil erhalten.

Ein „deutsches" Bild hat die Künstlerin folgerichtig ihr Werk genannt. Und: Die deutsche Geschichte sowie die Frage nach der Zukunft seien damit auf ein Kürzel gebracht. Beziehungsreich - Durchbruch und „Kristallnacht" darstellend - sind im Mittelteil Spiegelscherben in die Wand integriert.

Die Ausstellung gehört zu einer mehrere Kilometer langen Reihe, die demnächst auf Tournee gehen soll. Über Reaktion kann die Frankfurter Malerin schon jetzt nicht klagen. Zahlreiche Beschädigungen in den letzten Wochen, Schmierereien und Kommentare, beweisen, daß die Aussage des Kunstwerks formell verstanden, doch oftmals innerlich nicht bewältigt wurde. Foto: Schneider

Source : *Allgemeine,* 8.11.1990, p. 1.
(Titre : « 9 novembre : reflets de deux césures historiques »). L'article évoque une initiative artistique mettant en parallèle la « Nuit de Cristal » et la chute du Mur. Au milieu des deux pans de mur, ce sont des débris de miroir que l'on aperçoit. L'artiste, Barbara Greul-Aschanta, a qualifié son œuvre d'image « allemande ».

Annexe 15 - Galinski, champion de la réunification



Semit, n° 3, 1990.

Annexe 16 - Prière en l'honneur du président de la RFA

Für den Bundespräsidenten

Das Reich aller Ewigkeit erhalte und bewahre, behüte und segne den Herrn Bundespräsidenten. Seine Menschlichkeit wirke auf immer weitere Kreise dieses Landes; seine Kraft der Besinnung sei Ansporn diesem Volk; seine gläubige Geduld lasse das erzieherische Werk nicht zuschanden werden und schaffe hier und heute eine Provinz des Friedens und der Versöhnung. Wir alle aber mögen befreit werden von der traurigen Klugheit der Philister, die nur an die ewige Wiederkehr zu glauben vermag. Unser Herz und unser Blick seien dem Kommenden, dem Zukunftsweisenden aufgetan, so schwer es auch in dem Verwirrenden des Tages zu erkennen sein mag.

Source : H.-G. Ganther, *op. cit.*, p. 16.
Cette prière fut prononcée dans toutes les synagogues de RFA à l'occasion des soixante-quinze ans du président Theodor Heuß en 1959.

Annexe 17 - Chronologie des événements à caractère antisémite à Berlin (1945-1990)[1]

16 décembre 1945 : Cambriolage à l'Hôpital juif (vol de viande et de charcuterie, de sirop).

Début 1946 : Viols au cimetière de Weißensee.

16 février 1946 : Lettre de menaces contre la CJ.

Juin 1948 : Au début du blocus, J. Wolff fait l'objet d'insultes et de violences à caractère antisémite (*Weg,* 18.06.1948).

1948 : Profanations de tombes au cimetière de la Schönhauser Allee.

Nuit du 9 au 10 mai 1950 : Dégradations au cimetière de Weißensee (suite aux revendications de J. Meyer concernant les réparations).

1959 : Profanations au cimetière de Weißensee.

Novembre 1961 : Attaque au gaz lacrymogène durant une projection du film *Exodus* au *Titania-Palast* (Berlin-Ouest).

Juillet 1965 : Vague d'inscriptions à caractère antisémite dans toute la RFA, dont à Wilmersdorf.

16 janvier 1966 : Attaque contre un restaurant juif à Wilmersdorf.

Juillet 1966 : Bombe trouvée après l'office dans la synagogue de la Joachimsthaler Straße. (Commentaire accusateur dans le *Nachrichtenblatt* de décembre 1966).

1966 : Tentative d'incendie criminel au centre communautaire de la Fasanenstraße.

Avril 1969 : 42 tombes profanées à Berlin-Est.

9 novembre 1969 : Bombe dans la Fasanenstraße. Inscriptions antisémites sur la Steinplatz et à Schöneberg.

Février 1971 : Profanations au cimetière de Weißensee (environ 80 tombes).

Septembre 1973 : Lors d'une exposition à la Tour de la radio (Berlin-Ouest), le stand d'Israël est attaqué.

Été 1975 : Tentative d'attentat contre Galinski, revendiqué par la RAF, au moyen d'un colis piégé.

[1] La liste n'est nullement exhaustive.

Mars 1977 : Tombes renversées à Weißensee.

Octobre 1977 : Croix gammées sur la Colonne de la victoire (Berlin-Ouest) et autres inscriptions antisémites à Kreuzberg et Charlottenburg,

Mars 1978 : Croix gammées sur les tombes du cimetière de la Schönhauser Allee.

Octobre 1978 : Attentats avortés contre le siège administratif de la CJ dans la Fasanenstraße et contre un magasin à Charlottenburg.

Février 1979 : Suite à la projection de la série télévisée *Holocauste*, de nombreux appels téléphoniques et lettres au contenu antisémite parviennent à la CJ de Berlin-Ouest et à la rédaction de l'*Allgemeine.*

Nuit du 4 au 5 juillet 1979 : Profanations au cimetière de la Heerstraße.

15 janvier 1982 : Attentat contre le restaurant israélien « Mifgash » à Wilmersdorf. Vingt-cinq personnes blessées, un bébé tué.
Marche silencieuse à Berlin en réaction à cet événement.

Mars 1988 : 200 tombes profanées au cimetière de la Schönhauser Allee.

Janvier 1989 : Trois lieux de mémoire juifs sont profanés à Berlin-Ouest par le groupe d'extrême-droite « *Bewegung 20. April* »[2].

[2] Le 20 avril est la date d'anniversaire de Hitler.

Annexe 18 - Relevé des artistes et intellectuels d'origine juive dans les deux Berlin (*Allgemeine* et *Nachrichtenblatt*)[1]

	Berlin-Ouest	**Berlin-Est**	**Est et Ouest**[2]
Littérature	Edgar Hilsenrath Jeannette Lander	Peter Edel Vera Friedländer Stephan Hermlin Stefan Heym Jan Koplowitz Anna Seghers Friedrich Wolf Arnold Zweig	Jurek Becker Wolf Biermann Thomas Brasch Barbara Honigmann[3] Alfred Kantorowicz Günter Kunert Hans Noll Rudolf Schottlaender
Musique	Leo Blech Leo Gollanin Hugo Hirsch[4] Estrongo Nachama Hellmut Stern Leon Spierer	Paul Dessau Hanns Eisler André Herzberg Lin Jaldati Ernst H. Meyer Jalda Rebling Kathinka Rebling Martin Riesenburger Kurt Sanderling	
Théâtre	Ernst-J. Aufricht *Elisabeth Bergner* Curt Bois[5] *Michael Degen*[6] Ernst Deutsch Tilla Durieux Valeska Gert Heinz Goldberg Hugo Hirsch Lotti Huber *Fritz Kortner*[7] Rudolf Nelson Hans Sanden Camilla Spira George Tabori Herbert Zernik	Wolfgang Langhoff Hans R. Rodenberg Steffie Spira Helene Weigel Gerry Wolf[8]	Herbert Grünbaum Annemarie Haase Wolfgang Heinz Martin Rosen Fritz Wisten
Cinéma	Artur Brauner *Erwin Leiser* Peter Lilienthal	Alfred Balthoff[9] Peter Kahane Konrad Wolf	

[1] *En italiques : personnes ne résidant à Berlin que par intermèdes (professeurs invités, comédiens), mais ayant tout de même enrichi de manière significative la vie culturelle berlinoise.*
[2] Il ne s'agit pas toujours d'un passage de Berlin-Est à Berlin-Ouest : ainsi dans le cas de Kunert, qui quitte Berlin-Est pour le Schlesvig-Holstein.
[3] Également metteur en scène et peintre.
[4] Également réalisateur de cinéma.
[5] Également acteur de cinéma.
[6] *Idem.*
[7] Également réalisateur de cinéma.
[8] Également présentateur de télévision.

Télévision	Hans Rosenthal		Gerhard Löwenthal
Beaux-arts	Fritz Ascher Ephraim Habermann[10] Sarah Haffner Gabriel Heimler	René Graetz Ingeborg Hunzinger Doris Kahane Beatrice Zweig	Sabine Noll
Photographie	Fritz Eschen Helga Simon	Eva Kemlein	Abraham Pisarek
Architecture	Bruno Paul Julius Posener	Richard Paulick	Kurt Liebknecht
Science du judaïsme	Marianne Awerbusch Jacob Taubes		
Histoire	Amos Funkenstein Hans Herzfeld *Adolf Leschnitzer* Andreas Nachama Michael Wolffsohn Joseph Wulf	Wolfgang Herzberg Alfred Meusel Hermann Simon	Peter Honigmann[11]
Philosophie	Michael Landmann *Herbert Marcuse*	Heinrich Simon Marie Simon J. Trilse-Finkelstein Vincent Wroblewsky	Franz Loeser Rudolf Schottlaender
Science politique	Ossip K. Flechtheim Ernst Fraenkel Richard Löwenthal		
Sociologie, économie	Ronnie Golz	Anetta Kahane Jürgen Kuczynski Irene Runge	
Autres sciences	Georg Friedländer (méd.) Walter Hirsch (méd.) Leo Gordon (méd.) Harry Itzig (méd.) Oscar Rosenberg *(id.)* Roman Skoblo *(id.)* Otto H. Warburg (*id.*)	Samuel M. Rapaport (Biochimie) Hans Rosenthal (Dr.) (Biologie) Irene Selle Wolfgang Steinitz (Volkskunde)	
Journalisme	Martin Hamburger Hans E. Hirschfeld E. G. Lowenthal Otto Zarek	Salomea Genin Kurt J. Goldstein Rudolf Hirsch Georg Honigmann Max Kahane Herbert Sandberg[12]	Hermann Lewy Andreas Sinakowski

[9] Également acteur de théâtre.
[10] Également photographe.
[11] Également connu dans le domaine scientifique dans les années 1970.
[12] Caricaturiste dans des journaux satiriques.

Annexe 19 - Notices biographiques[1]

ABUSCH, Alexander : (1902, Cracovie - 1982, Berlin-Est)
(Pseudonymes : Ernst Reinhar(d)t, Ernst Bayer)
Journaliste, écrivain et homme politique de RDA.
Engagement communiste dès son plus jeune âge. Rédacteur de *Die rote Fahne*.
Exil en France en 1933. Internement en 1939-40, puis fuite et engagement dans la Résistance. Exil à Mexico fin 1941, où il rejoint Paul Merker et fonde avec lui le *Freie Deutsche Bewegung* et devient rédacteur de *Freies Deutschland*.
Retour à Berlin en juillet 1946, où il adhère SED. Rédacteur en chef de l'*Aufbau.*
Membre de l'Académie des Arts en 1956, du Comité Central du SED en 1957. 1956-1961 : Vice-ministre de la culture de RDA. 1961-1971 : Vice-président du Conseil des Ministres.

ALLERHAND, Marek : (1882, Chelm, Pologne - 1964, Berlin-Ouest)
Commerçant.
Camps de concentration en Pologne d'où il parvient à s'échapper, puis survie dans l'illégalité.
Arrivée à Berlin après 1945. Représentant de la CJ. Sioniste. Fondateur du Groupe des étudiants juifs.

ALMEKIAS-SIEGL, Samy :
Chantre de la CJ de Berlin-Ouest à la fin des années 1980.

ALPERN, Julius : (? - 1969, Berlin-Ouest)
Avant 1933, commerçant en textile.
Exil en Palestine avec sa femme et ses enfants.
Retour en 1956 à Berlin-Ouest. Travaille dans les assurances. Représentant de la CJ, actif pour le KKL.

ALPERN, Manfred : (1931, Berlin - 2005, Berlin)
Exil en Palestine en 1939.
Retour en 1954 à Berlin-Ouest. En 1957, émigration aux États-Unis, mais retour trois ans plus tard à cause du mal du pays.
Membre de la CJ. Employé au cimetière juif de la Scholzplatz et *gabbaï* de la synagogue Pestalozzistraße.

ALT, Robert : (1905, Breslau - 1978, Berlin-Est)
Instituteur à Neukölln avant la guerre.
De 1941 à 1945, détenu à Auschwitz.

---

[1] Ces notices biographiques n'ont pas pour objectif de « concurrencer l'état civil » et ne sauraient par conséquent prétendre à l'exhaustivité. Elles doivent apporter des renseignements complémentaires, qui auraient alourdi considérablement le développement, sur des personnes citées dans la thèse. Par ailleurs, toutes les personnes présentes ici ne sont pas forcément citées dans le corps du texte. Les informations les concernant pourront servir de base de données à de futurs chercheurs pour appréhender les trajectoires des Juifs à Berlin entre 1945 et 1990. Les informations ont été relevées uniquement dans les sources publiées (presse, recueils d'interviews, biographies) et se concentrent autant que possible sur la période 1945-1990. Contrairement à E.-V. Kotowski, *op. cit.*, p. 7, nous avons décidé d'inclure les biographies des personnes non décédées, partant du principe que les informations les concernant ne sont pas à caractère confidentiel, ayant été publiées.

En 1946, retour à Berlin où il est nommé professeur des universités (dans le domaine de la pédagogie). Travaux sur les rapports entre éducation et société.

ANGRESS, Werner, Thomas : (né en 1920 à Berlin)
Historien.
Émigration en 1937 en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, puis aux États-Unis. En 1941, retour en Europe en tant que soldat de l'Armée américaine. Devient citoyen américain en 1943.
Après 1945, études en Californie, où il devient enseignant-chercheur.
À partir des années 1980, il fait de longs séjours tous les ans à Berlin-Ouest et à l'automne 1988, il s'y installe durablement pour sa retraite.

APPEL, Werner :
Employé du cimetière de Weißensee, puis de la Scholzplatz à partir de 1955.

APT, Max : (1869, Silésie - 1957, Berlin-Ouest)
(Pseudonyme : Maximilian Parmon)
Juriste. Cofondateur du CV en 1893.
Exil en Grande-Bretagne de 1938 à 1953.
Retour en 1954 à Berlin-Ouest.

ARONOWITSCH, Felix : (1910 - ?)
Originaire d'Europe de l'Est. Ghetto.
De 1946 à 1948, directeur du Comité des Juifs libérés d'Allemagne et de la culture au camp de « DP's » de Schlachtensee. Cofondateur du KKL à Berlin en 1948.
Sa femme Julia, née en 1919, est la fondatrice du groupe WIZO en 1949.

ASCHER, Fritz : (1893, Berlin - 1970, Berlin-Ouest)
Peintre expressionniste.
Survit dans l'illégalité.
Membre du *Berufsverband Bildender Künstler Berlins* de 1946 à 1980.
Exposition à la galerie Springer en 1969.

AUFHÄUSER, Siegfried : (1884, Augsburg - 1969, Berlin-Ouest)
Employé du commerce, journaliste et syndicaliste. Député au Reichstag de 1921 à 1933.
Exil à Prague en 1933, puis à New York.
Retour à Berlin-Ouest en 1951. S'engage dans la reconstruction des syndicats.
Président du Syndicat des employés allemands de 1952 à 1959.

AUFRICHT, Ernst Josef : (1898, Beuthen, Haute-Silésie - 1971, Cannes)
Comédien et directeur de théâtre.
Il commence sa carrière à Dresde, puis est engagé dans différents théâtres de Berlin à partir de 1923. En 1928, il ouvre le *Theater am Schiffbauerdamm* où il produit *L'opéra de quat' sous* de Brecht et Weill.
Exil en Suisse, en Tchécoslovaquie, puis en France en 1933 et à New-York en 1941, où il se convertit au catholicisme.
Retour à Berlin-Ouest en 1953.

AWERBUSCH, Marianne : (1917, Berlin - 2004, Berlin)
Exil en Palestine en 1939, où elle fonde une école pour handicapés.

Retour en 1966 à Berlin-Ouest, où elle poursuit ses études d'histoire médiévale à la FU. Professeur à la FU à partir de 1974 ; directrice de l'Institut d'études hébraïques et juives de 1978 à 1982.

AXEN, Hermann : (1916, Leipzig - 1992, Berlin)
Journaliste et homme politique de RDA.
Engagement communiste dès 1932. Prison de 1935 à 1938. Fuite en France, interné au camp du Vernet de 1940 à 1942. Transféré à Auschwitz (*KPD-Lagergruppe*) puis à Buchenwald en 1945.
En 1946, retour à Berlin Adhésion au SED. Cofondateur de la FDJ. Rédacteur en chef de *Neues Deutschland* de 1956 à 1966. Membre du Politbüro à partir de 1970.
Fuite à Moscou en novembre 1989, puis quelques mois de prison à Berlin en 1990.

BALTHOFF, Alfred : (1905, Haute-Silésie - 1989, Vienne)
(Pseudonyme : Alfred Israel Berliner)
Acteur de théâtre et de cinéma.
Arrivée à Berlin au début des années 1930. Membre du *Jüdischer Kulturbund* en 1933. Survit au nazisme dans l'illégalité.
Dès 1945, il se produit de nouveau dans les théâtres berlinois, aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest. Il interprète le rôle de l'artiste juif Kurt Bernstein dans le film de la DEFA *Ehe im Schatten* (1947). Puis, il s'établit à Düsseldorf et enfin à Vienne.

BARUCH, Bernhard :
Avocat.
Survit grâce à son « mariage mixte privilégié » à Pankow.
En 1945, il devient directeur du foyer pour enfants de Niederschönhausen, ainsi que du foyer pour personnes âgées, tâche qu'il accomplira jusqu'en 1947.

BARUCH, Siegfried : (1901, Poznan - 1973, Wiesbaden)
Enseignant. Arrivée à Berlin dans les années 1930.
Déporté en 1942 à Theresienstadt et en 1944 à Auschwitz.
Retour à Berlin en 1945.
En mars 1947, il remplace Bernhard Baruch (avec lequel il n'a aucun lien de parenté) à la direction des foyers pour enfants et pour personnes âgées de Niederschönhausen.
En 1953, il fuit à l'Ouest avec la plupart des enfants du foyer. À Wannsee, il met en place une structure d'accueil et devient professeur de religion de la CJ de Berlin-Ouest.
En 1966, il s'établit à Wiesbaden.

BECHER, Lilly Irene : (1901, Nuremberg - 1978, Berlin-Est)
(Née Korpus, Femme de Johannes R. Becher)
Journaliste et traductrice.
Entre au KPD en 1919. Exil en 1933 en France, puis en 1935 à Moscou.
Retour à Berlin en 1945. Elle devient rédactrice en chef du *Neue Berliner Illustrierte* jusqu'en 1951. Engagée dans le *Frauenbund* et la *Gesellschaft für deutsch-sowjetische Freundschaft*.

BECK, Gad : (né en 1923 à Berlin)
Psychologue.
Résistance à partir de 1933, puis chef d'une organisation sioniste clandestine en 1944.
De 1945 à 1947, il est représentant des intérêts juifs à Berlin auprès de la SMAD, puis il émigre en Palestine en 1947.

Études de psychologie à Tel-Aviv et travail dans une organisation d'immigrés.
En 1979, retour à Berlin-Ouest où il dirige la JVHS, poste qu'il occupe jusqu'en 1989.

BECKER, Jurek : (1937 ?, Lodz - 1997, Berlin)
Écrivain et auteur de scénarios.
Enfance dans le ghetto de Lodz, puis dans les camps de concentration de Ravensbrück et Sachsenhausen.
En 1945, son père le retrouve et ils s'installent dans le secteur soviétique de Berlin.
Études de philosophie. Écrivain à partir de 1960.
En 1977, il quitte Berlin-Est et s'installe à Berlin-Ouest.

BECKMANN, Sonja (Dr.) : (née en 1952 à Berlin-Köpenick)
Membre du SED à partir de 1970.
Études au département « Agriculture, forêt et agronomie » du Magistrat de Berlin-Est. Puis présentatrice d'une émission de jardinage.

BENARIO, Ruth : (Berlin, 1910 - ?)
Exil dès 1932 dans plusieurs pays de l'Est, dont l'URSS.
Retour à Berlin-Est (Pankow) en 1954.
Traductrice. Retraite en 1965.
Membre de la CJ dès 1954.

BERGNER, Elisabeth : (1897, Galicie - 1986, Londres)
(Née Elisabeth Eittel)
Actrice de théâtre et de cinéma. Engagée par Max Reinhardt en 1923.
Émigration en Angleterre en 1938. Carrière dans le cinéma anglais, puis américain.
Retour en Allemagne en 1954. À partir de 1970, mises en scène à Berlin.
Plaque Ernst Reuter en 1983.

BERLINER, Clara : (1915, Berlin - ?)
Communiste. Exil à Paris en 1933, puis à Moscou de 1935 à 1956 avec son mari, juif lui aussi. Devient infirmière.
Retour à Berlin-Est en 1956.

BERNE, Sonja : (née à Berlin en 1934)
Survit au nazisme protégée par son père chrétien. Baptisée en 1942.
Conversion au judaïsme après la guerre. Quitte Berlin-Ouest pour Berlin-Est en 1952.
Elle suit les cours de Riesenburger, devient membre de la CJ de Berlin-Est, se marie selon la tradition juive en 1958, puis élève ses trois enfants dans le respect du judaïsme.
Elle s'occupe de travail social au sein de la CJ et de la FDJ.

BERNSTEIN, Reiner (Dr.) : (né en 1939 à Berlin)
Historien et journaliste.
Études d'histoire, de politique et de journalisme à la FU à partir de 1959. Promotion en 1968-69. Recherches sur l'histoire juive, Israël et le Proche-Orient.
Quitte Berlin en 1969.

BIBRO, Felix : (1903, Hohensalza, Poznanie - 1985, Haïfa)
Après le baccalauréat, il s'installe à Berlin. Avocat. Sioniste.
Émigration en Palestine en 1933. Devient avocat en Israël en 1953.

En 1961, retour à Berlin-Ouest. Employé au Tribunal de grande instance. Représentant de la CJ à partir de 1965, puis membre du comité directeur. Vice-président de la loge Leo Baeck.
Émigration en Israël dans les années 1970.

BIEBER, Leon E. : (né en 1943 à La Paz)
Études de sciences sociales à Jérusalem, puis à Berlin-Ouest à partir de 1964.
Enseigne au *Lateinamerika Institut* de la FU de 1970 à 1978.
Retour en Équateur en 1978.

BIERMANN, Wolf : (né en 1936 à Hambourg)
Père juif et communiste assassiné à Auschwitz.
Poète et chansonnier.
Quitte Hambourg en 1953 pour s'installer à Berlin-Est où il est employé au *Berliner Ensemble*. Rencontre avec Hanns Eisler en 1960. Interdit de publication en RDA à partir de 1965 et déchu de sa citoyenneté en 1976, il s'installe en RFA.

BLECH, Leo : (1871, Aix-la-Chapelle - 1958, Berlin-Ouest)
Chef d'orchestre et compositeur.
À partir de 1906, directeur de l'opéra de Berlin, baptisé *Staatsoper Unter den Linden* en 1926.
Exil en URSS à partir de 1937. Dirige l'Orchestre de Riga jusqu'en 1941. Puis, de Stockholm de 1941 à 1949.
En 1949, retour à Berlin où il dirige l'opéra de Charlottenburg (*Städtische Oper*) jusqu'en 1953.

BLEIBERG, Salomon : (1911, Galicie - ?)
Issu d'une famille très orthodoxe. Études dans une *yeshiva*.
S'enfuit du ghetto de Cracovie. Vit à Stettin jusqu'en 1949, puis vient s'installer à Berlin-Ouest. *Baal Koré*[2] de la synagogue Fraenkelufer à partir de 1955.
Femme Hedwig, deux fils Michael et Benno.

BLUMENTHAL, Siegfried (Dr.) : (1898, Deutschkrone - 1974, Berlin-Ouest)
Directeur d'un Tribunal de grande instance.
Avocat à Berlin à partir de 1925. Détenu quelques mois à Sachsenhausen en 1938. Après sa libération, exil en Palestine. Retour fin 1950 à Berlin-Ouest. S'engage pour la législation sur les réparations. Observateur lors des élections de la CJ. Membre de l'ordre *B'nai B'rith*.

BODEMANN, Michal Y. :
Professeur de sociologie à Toronto. Professeur invité à la FU en 1983-1984 et 1987-1988. Membre du « Groupe juif ». Auteur de plusieurs ouvrages sur les Juifs en RFA.

BOIS, Curt : (1901, Berlin - 1991, Berlin)
Acteur de théâtre et de cinéma.
Exil à New York en 1933.
Retour à Berlin-Est en 1950, d'abord au *Deutsches Theater*, puis au *Berliner Ensemble*.

[2] Homme chargé de lire chaque semaine un passage du Pentateuque à la synagogue, sans être chantre pour autant.

En 1953, départ à Berlin-Ouest. Engagé au *Schiller*- et au *Schlosspark-Theater* à partir de 1959.

BORCHARDT, Alfred : (1900, Deutschkrone - ?)
Commerçant. Arrêté dès 1933. Survit à Berlin dans l'illégalité, puis camp de concentration.
Participe à la reconstruction de la CJ dès 1945. Membre du comité de direction de la synagogue de la Fraenkelufer. Obtient le titre honorifique de « doyen » de la CJ en 1971.

BORCHARDT, Ernst : (1894, Deutschkrone - 1955, Berlin-Ouest)
(Frère d'Alfred)
Déporté dans plusieurs camps, puis survit dans l'illégalité.
Dès 1945, il se met au service de la CJ. Président du KKL et du Fonds National Juif de 1948 à 1954.

BORCK, Inge : (née à Berlin)
(Née David)
Survit dans l'illégalité chez une non-Juive, alors que ses parents sont déportés à Auschwitz.
Très croyante, elle s'engage pour la reconstruction de la CJ dès 1945. Membre de l'Association « TUS Makkabi ».
Mariée avec un non-Juif.

BORENSTEIN, Nathan : (1908, ? - 1981, Berlin-Ouest)
Commerçant. Venu en 1927 de Lodz à Berlin. En 1936, il retourne à Lodz, puis est déporté à Auschwitz et Buchenwald.
Retour à Berlin en 1945. Actif dans la CJ de Berlin-Ouest. Vice-président de la loge Janusz Korczak. Enterré au cimetière de la Scholzplatz.

BRANDT, Heinz : (1909, Poznan - 1986, Francfort/Main)
Journaliste et homme politique.
Communiste d'origine juive. Vit à Cologne depuis les années 1920, puis études à Berlin. Camps de concentration de 1934 à 1945 (a participé au soulèvement de Buchenwald).
Retour à Berlin-Est, où il devient membre du « Haut-comité pour les victimes du fascisme » et du SED. Soutient les manifestants lors du soulèvement du 17 juin 1953.
Fuite en RFA en septembre 1958. En juin 1961, il est enlevé à Berlin-Ouest et emprisonné en RDA. Libéré en 1964 à la suite d'une campagne internationale.
Retour à Francfort/Main, où il devient rédacteur d'un journal syndicaliste. Contact Participe à la création des « Verts », dont il démissionne en 1980.

BRANDT, Leon : (né en 1926 à Berlin)
1940-1945 : ghetto d'Izbica, d'où il s'enfuit pour survivre ensuite dans l'illégalité.
1949-1957 : Israël, puis un an aux États-Unis.
Retour à Berlin-Ouest en 1958-1959. Dirige le centre communautaire de la Fasanenstraße entre 1960 et 1967. Puis rédacteur et journaliste de télévision.

BRASCH, Horst : (1922, Berlin - 1989, Berlin-Est)
(Père de Thomas)
Exil en Grande-Bretagne en 1939. Converti au catholicisme.

En 1946, retour en zone d'occupation soviétique. Membre du SED, puis du Comité Central à partir de 1963. Vice-ministre de la culture de RDA de 1965 à 1969.
Suite aux agissements de son fils, il est démis de ses fonctions en 1969.
1971-1975 : Formation à la *KPdSU –Hochschule* à Moscou. Retour à Karl-Marx-Stadt en 1975.
Quatre enfants : Thomas (1945-2001, écrivain), Klaus (1950-1980, comédien), Peter (1955-2001, écrivain) et Marion (née en 1961, journaliste).

BRASCH, Thomas : (1945, Grande-Bretagne - 2001, Berlin)
Écrivain et metteur en scène.
Arrivée à Berlin-Est en 1946 avec ses parents.
En 1960, il est exclu de son école de journalisme à Leipzig. En 1968, il proteste contre l'occupation de la Tchécoslovaquie, ce qui lui vaut deux ans de prison.
En 1976, il s'installe à Berlin-Ouest.

BRASS, Arthur : (1898, Berlin - ?)
Études de droit jusqu'en 1933.
Responsable du cimetière de Weißensee durant la guerre, il aurait sauvé près de 500 rouleaux de Torah.
Après huit ans de prison soviétique (1945-1953), il devient directeur du Tribunal de grande instance à Berlin-Ouest.

BRAUNER, Artur : (né en 1918 à Lodz)
(Pseudonyme d'Abraham Brauner)
Fuite de la famille en 1939 vers l'URSS. Puis, ses parents émigrent en Israël, lui à Berlin, où il survit caché.
Fonde la « Central Cinema Company » en 1946. Trois ans plus tard, il ouvre ses studios à Spandau. Il réalise *Morituri* en 1948 qui, malgré son échec auprès du public, est entré dans la légende comme premier film d'après-guerre sur les camps de concentration.
Obtient l'Ours d'or en 1956 pour *Vor Sonnenaufgang*. Producteur de plus de 200 films, dont plusieurs (21) sur le thème de l'Holocauste (par exemple *Sie sind frei*, *Dr. Korczak*, présenté pour la première fois à Tel-Aviv en 1974 ou *Hitlerjunge Salomon* en 1990).
Membre de la CJ dès la première heure.

BRAUNER, Maria :
(Sa femme)
Juive originaire de Lemberg. Travaux forcés puis survit dans l'illégalité à Varsovie grâce à de faux papiers. Rencontre son mari à Stettin juste après la guerre.
Mariage civil le 28 février 1947 à Zehlendorf.
Ils auront quatre enfants, dont Alice (née en 1976), Jessica et Sammy.
Chargée des affaires sociales au sein de la CJ.

BRENNER, Alexander (Dr.) : (né en Pologne actuelle)
Baccalauréat en Sibérie en 1945.
Arrivée à Berlin en 1946. Études de chimie à Erlangen et promotion à la TU. Devient directeur du laboratoire de radiochimie de l'Office fédéral pour la santé à Berlin.
En 1971, il est envoyé comme attaché scientifique à l'Ambassade à Moscou
De 1982 à 1990, attaché scientifique à l'Ambassade d'Allemagne RFA en Israël.
D'orientation orthodoxe, il sera élu président de la CJ en 2001.

BRUCKNER, Ferdinand : (1891, Vienne - 1958, Berlin-Ouest)
(Pseudonyme de Theodor Tagger)
Fondateur du *Renaissance-Theater* en 1923, qu'il dirige jusqu'en 1928.
En 1933, émigration en France, puis en 1936 aux États-Unis.
En 1951, retour à Berlin-Ouest, au *Schiller*- et au *Schlosspark-Theater*.

BUKOFZER, Ernst (Dr.) : (1891, Berlin - 1988, Berlin-Ouest)
Juge à Berlin à partir de 1921. Employé du tribunal d'instance à Schöneberg de 1928 à 1935.
Travail forcé de 1941 à 1945.
1945-1956 : Directeur du Tribunal d'instance de Schöneberg. S'occupe d'affaires liées à la législation sur les réparations.
Un de ses fils émigre en Israël.

BURAS, Leon : (1910 - ?)
Émigration en 1936 à Prague, puis en Perse et en URSS. Là, il est accusé d'espionnage et incarcéré.
Premier « rémigré » d'URSS à la CJ de Berlin-Ouest en 1954-55 après dix-huit ans de prison.

BUSCH, Carl : (1904, Bucovine - 1970, Berlin-Ouest)
Arrivée à Berlin en 1923.
Travail forcé, puis survit à Berlin dans l'illégalité durant deux ans.
Fait partie du 1er comité de direction de la CJ. Directeur de nombreuses organisations sionistes (KKL, Keren Hasseyod, *Jugend-Aliyah*, WIZO, ZO jusqu'en 1964).

CAMNITZER, Emil : (1894, Prusse occidentale - ?)
Arrivée en 1923 à Berlin, où il ouvre une maison d'expédition.
Internement à Sachsenhausen en 1938, puis émigration en Bolivie, où il ouvre un hôtel.
Retour en 1961 à Berlin-Ouest pour des raisons de santé. Bénévole pour la CJ, il s'occupe essentiellement de la synagogue de la Pestalozzistraße et de la loge Leo Baeck.

CHOTZEN, Elsa : (1887 - 1982, Berlin-Ouest)

CHOTZEN, Eppi : (1907 - 1992, Berlin)
Fils d'Elsa.

COHN, Erich (Dr.) : (1909, Berlin - 1995, Berlin)
Études de médecine, puis exil en Italie à partir de 1933. Devient médecin et assistant d'un professeur d'université à Pise. Arrêté en 1940, il est déporté dans un camp près de Naples, puis à Auschwitz en 1944.
Retour à Berlin en novembre 1945 où il installe son cabinet en secteur soviétique. Membre de la CJ. Auteur de nombreux articles sur les médecins juifs dans le *Nachrichtenblatt.*
Mariage juif avec Nelly. Retraite en 1970. Enterré au cimetière de Weißensee.

COHN, Kurt (Dr.) : (1899, Glogau/Oder - 1987, Berlin-Est)
Juriste. Membre du comité de direction du CV de 1928 à 1938.
1938-1939 : Buchenwald. 1939 : Exil en Grande-Bretagne. 1940 : déportation et internement en Australie.

Retour en 1947 à Chemnitz, où il exerce son métier de juge. À partir de 1972, conseiller bénévole de la CJ de Berlin-Est, dont il est membre depuis 1949. Membre du comité de direction de 1979 à 1982. En 1986, il obtient l'Etoile d'or de l'amitié entre les peuples.

COHN, Siegfried : (1884, ? - 1971, Berlin-Ouest)
Survit grâce à son mariage mixte. Travail forcé à Berlin.
Membre de la CJ. Représentant depuis 1947, membre du comité de direction de 1953 à 1957. En 1959, il devient responsable du foyer pour personnes âgées de la CJ.
Obtient la Croix du mérite de RFA en 1967.

CRAMER, Ernst : (né en 1913 à Augsburg)
Cofondateur du *Bund Deutsch-Jüdischer Jugend* en 1933. Après le 9 novembre 1938, il est interné six semaines à Buchenwald. Émigration aux États-Unis en 1939. Retour en Allemagne en tant que soldat américain en 1945.
Carrière de journaliste, d'abord au *Neue Zeitung* (Munich), puis à partir de 1958, au sein du groupe Springer, d'abord à Hambourg, puis à Berlin vers 1967. Devient le bras droit d'Axel Springer jusqu'à la mort de ce dernier en 1985.
Membre de la CJ, mais peu pratiquant.

DANZIGER, Carl-Jacob : (1909, Berlin - 1992, ?)
(Pseudonyme de Joachim Chaim Schwarz)
Écrivain. Fils de commerçants juifs.
Exil en Palestine en 1934. Retour en 1950 à Berlin-Est en tant qu'écrivain engagé pour le socialisme. Carrière politique entravée en raison de ses contacts avec Israël.
En 1960, il quitte la presse et se consacre à l'écriture.

DANZIGER, Walter : (1903 - ?)
Commerçant.
Travail forcé à Berlin durant le national-socialisme.
Participe à la reconstruction de la CJ en 1945. Représentant de la CJ de Berlin-Ouest. Conseiller des « persécutés pour raisons raciales » au Sénat de Berlin-Ouest.

DEGEN, Michael : (né en 1932 à Chemnitz)
Acteur de théâtre et de cinéma.
Survit dans l'illégalité à Berlin. Atteint de jaunisse, il est soigné par le Dr. Cohen à l'Hôpital juif en 1945.
Commence sa formation théâtrale en 1946 au *Deutsches Theater*.
Émigration en Palestine en 1949, où il retrouve son frère et obtient la nationalité israélienne.
Retour à Berlin-Est en 1951 au *Berliner Ensemble*.
Puis, contrats en RFA. A travaillé notamment avec Peter Zadek et George Tabori. Connu pour ses rôles dans des séries télévisées à partir des années 1980.

DESSAU, Paul : (1894, Hambourg - 1979, Königswusterhausen, RDA)
Chef d'orchestre et compositeur. Petit-fils d'un chantre. Engagé au *Städtische Oper* en 1925, sous la direction de Bruno Walter.
Exil en France en 1933 et aux États-Unis en 1939, où il commence à travailler avec Brecht.
En 1948, retour à Berlin-Est où il travaille au *Berliner Ensemble*.

Auteur de mélodies juives, notamment pour la chanteuse Lin Jaldati[3].

DEUTSCH, Ernst : (1890, Prague - 1969, Berlin-Ouest)
(Pseudonyme d'Ernest Dorian)
Comédien, il choisit de s'établir à Berlin en 1917 après être passé par Vienne et Dresde. Il joue notamment au *Deutsches Theater*.
Exil à New York en 1933, puis à Hollywood.
Retour à Vienne en 1947 et à Berlin-Ouest en 1951 (*Schiller-Theater*).

DEUTSCH, Ludwig :
Directeur de la commission des finances de la CJ de Berlin-Ouest en 1957.

DREIFUß, Alfred :
Émigration à Shanghai. Retour en 1947. Arrêté en 1950, libéré en 1952.
Dramaturge.

DURIEUX, Tilla : (1880, Vienne - Berlin-Ouest, 1971)
(Pseudonyme d'Ottilie Godeffroy)
Comédienne. Une des premières actrices dirigées par Max Reinhardt. Mariée avec Paul Cassirer, qui se suicide en 1926.
Exil à Prague en 1933, puis à Zagreb en 1941, où elle entre en résistance.
En 1952, elle vient s'installer à Berlin-Ouest et joue au *Schlosspark-Theater* ainsi qu'au *Theater am Kurfürstendamm*. Son talent est reconnu aussi bien en RDA qu'en RFA. Elle obtient la Croix du mérite de RFA en 1960.

ECKERT, Thomas (Dr.) : (né en 1953 à Berlin-Est)
Parents et grands-parents rentrés d'exil aux États-Unis en 1949.
Journaliste. Membre du SED.
Devient membre de la CJ en 1982 dans l'espoir de pouvoir émigrer à l'Ouest. Trouve du travail au cimetière de la Schönhauser Allee. Passage à Berlin-Ouest en 1983-84 avec le soutien de la CJ. Après une promotion en sciences politiques à l'Institut Steinheim de Duisburg, il travaille à RFB.

EDEL, Peter : (1921, Berlin - 1983, Berlin-Est)
(Pseudonyme de Peter Hirschweh)
Dessinateur et écrivain. Fils d'un commerçant juif.
Travail forcé de 1940 à 1943, puis camps d'Auschwitz, Sachsenhausen et Mauthausen (où il a réalisé de nombreux dessins).
1945-1947 : Bad Ischl, puis Berlin-Ouest. En 1949, passage à Berlin-Est.
Journaliste pour la *Weltbühne* jusqu'en 1951, puis pour les pages culturelles de la *BZ am Abend*. Membre du SED et du groupe des « combattants antifascistes » depuis 1953.
Écrivain indépendant à partir de 1964. 1972 : membre du PEN de RDA. 1978 : président du *Schriftstellerverband*.
« IM » pour la Stasi à partir de 1977.

EHLERT, Helga : (née en 1923 à Leipzig)
Émigration en Angleterre.
Retour à Dresde en 1949, où elle quitte la CJ.
Traductrice, interprète et professeur d'anglais. Entre au SED en 1968.

[3] Voir *infra.*

Arrivée à Berlin-Est en 1979 où habite son fils. En 1983, elle décide de se convertir à nouveau au judaïsme.

EHRLICH, Hugo (Dr.) : (1882, Riga - ? , Berlin-Ouest)
Fils de rabbin, arrivé à Berlin après 1918.
Membre du comité de direction de la CJ dans les années 1950.

EINHORN, Ernst : (1892, Bavière - 1961, Berlin-Ouest)
Commerçant, puis chef d'entreprise.
Directeur de la gestion du personnel de la CJ de Berlin-Ouest.

EISLER, Gerhart : (1897, Leipzig - 1968, Arménie)
Journaliste et haut-fonctionnaire de RDA.
Sa famille s'installe à Vienne en 1901, où il passe son enfance. Il prend part à la Première Guerre mondiale en tant que soldat, puis officier. En 1918, il s'engage pour le communisme et part à Berlin en 1921, où il travaille pour le KPD.
Exil à Prague, puis à Paris. 1939-41 : camps d'internement français, puis exil « forcé » aux États-Unis, après un court internement à Ellis Island.
En 1946, il est accusé par les États-Unis d'être un espion soviétique et arrêté. Grâce au succès de l'action « *Let Eisler go* » initiée par Thomas Mann et Yehudi Menuhin, il est relâché.
Retour en juin 1949 à Berlin-Est.
De 1949 à 1952, il dirige le « service d'information » du gouvernement de RDA. En décembre 1952, il est évincé et envoyé en province. Il n'est réhabilité qu'en 1956 et devient directeur-adjoint, puis directeur du « Comité d'État pour la radio ».

EISLER, Hanns : (1898, Leipzig - 1962, Berlin-Est)
(Frère de Gerhart)
Compositeur. Études auprès de Schönberg et Webern à Vienne.
Arrivée à Berlin en 1924. Engagement communiste. Travaille avec Brecht, Weinert et Busch.
Exil en 1933 au Danemark, puis aux États-Unis en 1939, et à Hollywood en 1942.
En 1948, il est expulsé des États-Unis, se rend à Vienne, puis à Berlin-Est en 1950. Il enseigne à la *Berliner Hochschule für Musik*, qui prendra son nom en 1964.
Il a composé la mélodie de l'hymne de la RDA, pour lequel il a obtenu le Prix national.

EISLER, Hilde : (1912, Galicie - 2000, Berlin)
(Née Rothstein, femme de Gerhart)
Journaliste. Arrive en 1930 à Berlin, où elle travaille pour le *Marx-Engels-Verlag.*
Membre du KPD. Arrêtée en 1935 pour haute trahison, elle est expulsée en Pologne.
Exil à Paris en 1937, où elle rencontre Gerhart, puis en 1941 aux États-Unis.
Expulsée elle aussi, elle rentre en juin 1949 à Berlin-Est. Devient membre de la CJ.
Rédactrice en chef de la revue *Magazin* de 1954 à 1976.

EISNER, Freia : (1907, Munich - 1989, Berlin-Est)
(Reconnue par Kurt Eisner, qui a épousé sa mère en 1917)
Fille d'écrivains d'origine juive.
Émigration en 1933, d'abord en Suède, en France, puis en Angleterre, où elle donne des cours privés d'allemand et de français. Baptisée en 1941, elle suit une formation de carmélite.

Retour en RFA en 1948. En 1975, elle vient à Berlin-Est pour y retrouver sa sœur, Ruth Strahl. Elle est enterrée au cimetière de Weißensee.

EISNER, Hermann : (1897, Silésie - 1977, Berlin-Ouest)
Avocat. Directeur de la brasserie « Engelhardt » depuis 1922. Exil aux États-Unis en 1938.
Retour à Berlin-Ouest en 1947, où il reprend la tête de son entreprise, restituée dans les années 1950.

ELSBERG, Heinz : (1918, Berlin - 1986, Berlin-Ouest)
Journaliste pour l'*Allgemeine* et correspondant pour l'*Aufbau*.

ENGLANDER, Heinz : (1907, Berlin - ?)
Exil en Palestine, puis aux États-Unis.
Retour à Berlin-Ouest dans les années 1960 pour des raisons de santé. Patient de l'Hôpital juif.

ESCHEN, Fritz : (1900, Berlin - 1964, Melk/Danube)
Formation de commerçant et journaliste autodidacte. Survit au nazisme grâce à son « mariage mixte privilégié ».
Après 1945, il travaille comme reporter-photo pour de nombreux journaux berlinois. Il a notamment immortalisé les premières heures de la FU à Dahlem.
Il quitte la CJ en 1950 pour cause de conflit avec Galinski.

FABIAN, Hans Erich (Dr.) : (1902, Bromberg - 1974, New York)
Juriste, défenseur des intérêts juifs depuis 1919.
1943-1944 : Camp de Theresienstadt, puis ramené à Berlin par la Gestapo pour assurer la gestion financière des biens de la *Reichsvereinigung*.
Éditeur du journal *Der Weg*, président de la CJ de 1946 à 1949, date de son émigration aux États-Unis.

FEDER, Ernst : (1881, Berlin - 1964, Berlin-Ouest)
Juriste et journaliste. A travaillé de 1919 à 1931 pour le *Berliner Tageblatt*. Cofondateur du DDP[4] en 1918. Grand défenseur de la République de Weimar.
Exil en France en 1933, puis au Brésil en 1941.
En 1957, il revient à Berlin-Ouest.

FISCHER, Peter (Dr.) : (né en 1944 à Londres)
Arrivée en 1946 à Berlin-Est. Informateur de la Stasi.
Secrétaire du *Verband* de l'été 1989 à l'automne 1990.
En 1990, il devient membre du *Zentralrat* et référent pour les affaires des communautés juives dans les nouveaux Länder.

FISCHER-MARUM, Andree : (née en 1940 à Toulouse)
Exil au Mexique. Retour à Berlin-Est en 1947.
Membre du « Jüdischer Kulturverein ».

FLECHTHEIM, Lili : (? , Berlin - 2004, Berlin)
(Née Faktor, femme d'Ossip Kurt)

[4] Deutsche Demokratische Partei.

FLECHTHEIM, Ossip Kurt (Dr.) : (1909, Nikolayev, Russie - 1998, Kleinmachnow)
Juriste, politologue, fondateur de la futurologie.
Sa famille russe, assimilée, s'installe à Münster en 1910. En 1927, il quitte la CJ pour rejoindre le KPD, qu'il quitte en 1932-33. Devient docteur en droit.
Exil en 1935 en Suisse et en France, en 1939 aux États-Unis, où il noue des contacts avec l'« Ecole de Francfort ».
Retour en 1951 à Berlin-Ouest. Professeur de science politique à la FU de 1961 à 1974 et directeur de l'Institut Otto Suhr. Président durant de longues années de la Ligue Internationale des Droits de l'Homme. Engagement pour le SPD et les Verts.

FONTHEIM, Günter :
A survécu dans l'illégalité à Berlin. Ami d'enfance de Levinson.
Journaliste pour le *Weg*.

FOSS, Harry :
Organiste de la synagogue Pestalozzistraße de 1971 à 1996.

FRAENKEL, Ernst : (1898, Cologne - 1975, Berlin-Ouest)
Fils d'une famille de commerçants juifs. Avocat et politologue.
Participe à la Première Guerre mondiale. Membre du SPD depuis 1921.
Émigration aux États-Unis en 1939. À partir de 1945 conseiller des États-Unis en Corée du Sud.
Retour en 1951 à Berlin-Ouest à l'initiative d'Otto Suhr. Professeur de politologie à la FU de 1953 à 1967. Fonde en 1963 l'Institut Kennedy pour les études Nord-américaines.

FREIER, Moritz (Dr.) : (1889, Poznan - 1969, Suisse)
Rabbin et philologue. Fait ses études à Breslau avant de devenir rabbin de la synagogue de la Rykestraße en 1926.
Émigration en Grande-Bretagne en 1939.
Retour à Berlin-Ouest en 1949, où il devient rabbin de la CJ en 1950. En 1952, il part en Suisse où il prend sa retraite.

FREIER, Recha : (1892, ? - 1984, Suisse)
(Femme de Moritz Freier)
Par sa participation à la « *Jugend-Alijah* », elle a encouragé l'émigration de nombreux jeunes en Palestine.

FREUND, Hans (Dr.) : (1901, Kattowicz - 1959, Berlin-Ouest)
Famille de commerçants. Survit dans l'illégalité à Berlin.
Fuite à Berlin-Ouest le 25 janvier 1953 avec sa femme, où il devient représentant de la CJ.

FRIEDLÄNDER, Georg (Dr.) : (1873, Berlin - ?)
Exil à Shanghai.
Retour à Berlin en 1947. Médecin jusqu'en 1956. Croix du mérite de RFA.

FRIEDLÄNDER, Bernhard :
Famille originaire de Poznanie installée à Prenzlauer Berg.

De retour de camp de concentration en 1945 à Berlin, il est arrêté par les autorités soviétiques en 1946 pour espionnage. Déporté dans un camp en Sibérie, il ne revient qu'en 1955.

FRIEDLÄNDER, Martin : (1920, ? - 1995, Berlin)
(Fils de Bernhard)
Camps d'Auschwitz et Mauthausen.
Retour à Berlin en août 1945. Reste à Berlin-Est jusqu'en 1953, puis fuit à l'Ouest (Wilmersdorf).
Membre du SPD. Juif pratiquant, enterré à Weißensee.

FRIEDLÄNDER, Vera : (née en 1928 à Woltersdorf, près de Berlin)
(Pseudonyme de Veronika Schmidt)
Écrivain de RDA.
Victime de travail forcé en tant que « demi-juive ».
Après 1945, études de germanistique à la HU, où elle devient professeur. 1976-1981 : professeur à Varsovie. 1981 : Prix Jakob et Wilhelm Grimm. 1981-86 : professeur de germanistique à la HU.
En 1990, elle crée une école de langue pour les immigrés juifs.

FUNKENSTEIN, Amos : (1937, Palestine - 1995, Californie)
Arrivée à Berlin-Ouest en 1957. Historien. Professeur à la FU.

FÜRST, Edith : (1904, Königsberg - 1997, Berlin)
Arrivée à Berlin dans les années 1920. S'occupait du foyer pour enfants juifs, puis du jardin d'enfants avant la guerre (1939-1942).
Survit dans l'illégalité, puis est déportée à Ravensbrück fin 1944.
Après 1945, directrice d'un foyer pour enfants à Falkensee (Est).

GALINSKI, Heinz : (1912, Marienburg, Prusse-Orientale, aujourd'hui Malbrok en Pologne - 1992, Berlin)
Commerçant en textile et fonctionnaire de la CJ.
Arrivée à Berlin en 1937. Travail forcé jusqu'en 1943, date de sa déportation à Auschwitz. Marche de la mort et libération à Bergen-Belsen en avril 1945.
Retour à Berlin en juillet 1945. Reconstruction de la CJ, dont il sera président de 1949 à sa mort.
Cofondateur du *Zentralrat*, dont il sera président de 1988 à 1992.

GALINSKI, Ruth : (née en 1921 à Dresde)
(Née Weinberg). Parents de nationalité polonaise et d'expression yiddish.
Mariage juif à Varsovie en 1939. Son mari décédé en 1943, elle survit dans l'illégalité avec de faux papiers.
Après 1945, elle passe un an à Cracovie, puis elle retrouve la trace de sa famille à Berlin où elle réussit à se rendre en corrompant les douaniers. Ses parents émigrent en Argentine et elle épouse Heinz Galinski (en tant qu'apatride, car le mariage entre un Allemand et une Polonaise était interdit).

GALLINER, Nicola :
Née à Londres. Arrivée à Berlin-Ouest en 1969.
Responsable des affaires culturelles de la CJ. Directrice de la JVHS à la fin des années 1980. Organisatrice du Festival du film juif de Berlin depuis 1995.

GENIN, Salomea : (née en 1932 à Berlin)
Parents juifs polonais, très pauvres, arrivés à Berlin en 1928.
Exil avec sa mère en 1939 en Australie, où elle reste vingt-cinq ans. Engagement communiste dès 1944.
1951 : Visite aux « *Jugendfestspiele* » de Berlin-Est, puis de nouveau en 1954. En attendant l'autorisation d'immigrer en RDA, elle reste à Berlin-Ouest, où elle obtient des réparations. Travaille pour la Stasi de 1961 à 1982.
Arrivée en 1963 en RDA. Journaliste, puis traductrice. Adhésion au SED, qu'elle quitte en 1989.
En 1972, elle entre à la CJ et commence des études de philosophie.
En 1983, lors d'un voyage en Australie, un de ses fils décide de rester à Berlin-Ouest.
En 1986, elle fait partie des fondateurs du groupe « Wir für uns ».

GERSON, Bruno : (? - 1960, Berlin-Est)
Originaire de Treptow. Survit caché à Berlin avec sa femme.
Ils décident de rester dans leur quartier après 1945.

GERSON, Helene : (? - 1989, Berlin-Est)
(Sa femme).
Protestante, elle se convertit au judaïsme et devient membre de la CJ pour épouser son mari. Elle finit sa vie au foyer pour personnes âgées de Niederschönhausen.

GERT, Valeska : (1892, Berlin - 1978, Kampen, RFA)
(Pseudonyme de Valeska Samosch)
Actrice, notamment au *Deutsches Theater*.
Émigration en Angleterre, puis à New York.
Retour en Suisse en 1947, puis à Berlin-Ouest en 1949. Elle fonde le cabaret « Bei Valeska », qui doit fermer à cause de conflits avec le Sénat de Berlin, puis « Hexenküche » en 1950, qui connaît peu de succès et ferme en 1956. Elle se retire alors sur l'île de Sylt.

GLÜCK, Leo : (1888, Hongrie - ?)
Études à Breslau, où il devient rabbin.
Émigration.
Vient s'installer à Berlin-Ouest en 1949. Prédicateur dans les années 1950.

GLÜCKMANN, Ruth :
Rescapée d'Auschwitz, elle épouse Julius Meyer en 1945.

GOLDBERG, Heinz : (1891, Königsberg - 1969, Berlin-Ouest)
Metteur en scène, scénariste et producteur.
Jusqu'en 1933, il a dirigé différents théâtres berlinois.
Puis émigration en URSS, Autriche, Suisse, France et enfin en Grande-Bretagne (1939).
Retour en 1956 à Munich et en 1963 à Berlin-Ouest.

GOLDBERG, Werner : (1919, Berlin - 2004, Berlin)
Parents protestants. Lui-même baptisé, il découvre en 1933 que son père est originaire d'une famille juive de Prusse orientale. Considéré comme « *Mischling ersten Grades* », il est renvoyé de la Wehrmacht en 1940 (après avoir figuré sur une affiche de propagande comme « soldat allemand idéal »). Il reste à Berlin où on l'aide à survivre.

Après 1945, il s'engage dans la vie politique berlinoise et participe à la reconstruction de la CJ. En 1952, il est victime des persécutions soviétiques et passe à l'Ouest.
1959-1979 : Membre de la Chambre des députés de Berlin.

GOLDBERG, Wolf : (1896 - ?)
Déporté au camp de Janowska.
Retour à Berlin en 1946.
À partir de 1952, représentant de la CJ de Berlin-Ouest (il incarne un judaïsme traditionnel).

GOLDSTEIN, Kurt Julius : (1914, Dortmund - 2007, Berlin)
Communiste, émigration dès 1933 au Luxembourg, puis en France et en Palestine. Guerre d'Espagne, camps d'Auschwitz et de Buchenwald entre 1941 et 1945.
À sa libération, il devient secrétaire du KPD à Weimar, puis dans la Ruhr.
En 1946, il vient à Berlin-Est où il travaille pour le SED. De 1957 à 1969, il travaille comme journaliste.
En 1976, il devient président du comité d'Auschwitz. Nombreuses distinctions.

GOLLANIN, Leo : (1872, Riga - 1948, Berlin-Ouest)
Chantre depuis 1924 à la Nouvelle Synagogue de l'Oranienburger Straße, il reprend ses fonctions après 1945 et forme notamment Estrongo Nachama. Enterré au cimetière de Weißensee.

GOLZ, Ronnie : (né en 1947 en Angleterre)
Père berlinois, mère tchèque.
Vit en Allemagne depuis 1960. Professeur d'économie à la FU à partir de 1970. En 1973, il la quitte pour la *Fachschule für Wirtschaft* où il reste jusqu'en 1978. Accusé d'appartenir à la RAF, il décide de devenir chauffeur de taxi. Passe souvent la frontière entre Berlin-Est et Berlin-Ouest grâce à son passeport britannique. Entre au « Groupe juif de Berlin » en 1982. Spécialiste de l'histoire de Berlin depuis la division.

GORDON, Leo (Dr.) :
Médecin, responsable de l'Hôpital juif au sein de la CJ de Berlin-Ouest à la fin des années 1950.

GOTTLIEB, Berta (née Böhm) et Denny : (Respectivement 1899 - 1982, Berlin-Est et 1893, Berlin - 1962, Berlin-Est)
Émigration à Shanghai, où ils se rencontrent. Lui est commerçant (vendeur de cravates).
Retour à Berlin en 1947. De nouveau dans le commerce, il devient « *Reisekader* » en 1957.

GRAETZ, René : (1908, Berlin - 1974, Graal-Müritz, RDA)
Sculpteur et dessinateur. Émigration en Suisse, en France, puis en Grande-Bretagne, déportation au Canada.
Retour à Berlin (zone soviétique) en 1946. Membre du SED. Voyage d'étude en Israël en 1956.
Créateur du monument commémoratif de Sachsenhausen, il obtient le Prix national de la RDA en 1959 et le Prix Käthe Kollwitz en 1973.

GRÜNBAUM, Herbert : (1903, Berlin - 1981, Berlin-Ouest)
Acteur, metteur en scène et directeur de théâtre.

Exil en Palestine en 1939, où il dirige un groupe de théâtre dans un kibboutz.
En 1954, retour à Berlin-Est, où il dirige la *Volksbühne*.
En 1960, il passe à Berlin-Ouest au *Schiller*- et au *Schlosspark-Theater*. Travaille également pour la télévision et la radio.

GRÜNSTEIN, Eva : (née en 1946 en URSS)
Fille de Herbert Grünstein, fonctionnaire du SED. Mère originaire d'une famille juive orthodoxe de Bessarabie. Parents se rencontrent en URSS. Eva et son frère sont nés là-bas.
Retour en 1948 à Berlin-Est.
Découverte du judaïsme dans les années 1980. Elle épouse le rabbin Isaak Neuman et le suit aux États-Unis en 1988.

GÜTZLAFF, Ruth : (1906, près de Fulda - ?)
Arrivée à Berlin en 1925. Son mari se suicide en 1938. Ses enfants et frères et sœurs émigrent. Elle rencontre son second mari, non juif. Mariage en 1943. Travail forcé, puis elle survit grâce à de faux papiers « aryens ». Enfants nés en 1941 et 1944. À la suite d'un bombardement, elle quitte Berlin pour la campagne.
Retour à Berlin-Est en 1949.

GUTTMANN, Micha : (né en 1947)
Avocat et journaliste.
De 1986 à 1988, membre du comité directeur du *Zentralrat* et de 1988 à 1992, secrétaire général.

GUTTMANN, Ora : (née en 1931 à Haïfa)
Arrivée à Berlin-Ouest en 1957 avec son mari. Professeur de religion. Commence à travailler pour la CJ de Berlin-Ouest en 1957. Études à la FU.

GYSI, Gregor : (né en 1948 à Berlin-Est)
(Fils de Klaus Gysi et Irene Gysi, née Lessing)
Avocat et homme politique.
Études de droit à la HU jusqu'en 1970, puis il devient un des rares avocats de RDA à exercer en libéral. Il défend notamment Robert Havemann et Bärbel Bohley.
Promotion en 1976. Membre du SED depuis 1967.
En novembre 1989 il s'engage pour la reconnaissance juridique du « Nouveau forum ».

GYSI, Klaus : (1912, Berlin - 1999, Berlin)
Homme politique et journaliste.
Entre au KPD en 1931. Émigration en France en 1939, puis internement. Revient à Berlin et survit dans l'illégalité.
Après 1945, il devient d'abord maire de Zehlendorf, puis passe à Berlin-Est. Ministre de la culture de la RDA de 1966 à 1973, puis ambassadeur en Italie et à Malte. Ministre des Affaires ecclésiastiques entre 1979 et 1988, il s'engage pour la restitution des biens immobiliers de la CJ.

HAAS, Hedy :
Chanteuse yiddish.
Émigration aux États-Unis. Retour à Berlin-Ouest en 1961, où elle se produit dans un cabaret du Kurfürstendamm.

HAASE, Annemarie : (1900-1971)
(Pseudonyme d'Annemarie Hirsch)
Actrice de cabaret à Berlin dans les années 1920-1930.
Émigration en Angleterre en 1936.
Retour à Berlin en 1947, où elle travaille au *Deutsches Theater* et au *Berliner Ensemble*. En 1961, elle passe à Berlin-Ouest, travaille au *Hebbel-Theater* et au *Theater am Kurfürstendamm,* plus tard à la *Schaubühne*. Fait partie de l'ensemble *Jüdisches Kabarett* dans les années 1960.

HABERMANN, Ephraim : (né en 1933 à Berlin)
Exil en Palestine.
Retour à Berlin-Ouest à la fin des années 1950. Peintre et photographe.

HAFFNER, Erika : (1899, Berlin – 1969, Berlin-Ouest)
(Née « Hirsch »)
Grands-parents juifs convertis dès 1859, mais pourtant persécutée.
Vit avec Sebastian Haffner (né Raimund Pretzel), un non-Juif, à Berlin à partir de 1934.
Émigration en Grande-Bretagne en 1938, mariage. Internement à l'Isle of Man en 1940-1941, puis installation à Londres. En 1948, la famille obtient la nationalité britannique.
Retour à Berlin-Ouest en 1954 à l'initiative de son mari, journaliste, malgré son aversion pour l'Allemagne.

HAFFNER, Sarah : (née en 1940 à Cambridge)
(Fille d'Erika et de Sebastian Haffner)
Enfance à Londres et à Berlin-Ouest à partir de 1954. Vers 1958, elle commence à s'intéresser au judaïsme.
Artiste peintre. Active dans le mouvement de contestation étudiante.
1969-1971 : séjour à Londres. En 1971, elle revient à Berlin où elle enseigne à la *Fachschule für Erzieher*. Elle fonde la première « Maison des femmes » de RFA.

HAMBURGER, Martin : (1876, Berlin - 1962, Berlin-Ouest)
Journaliste pour le *Berliner Tageblatt*.
Déporté à Buchenwald, puis émigration à Shanghai en 1938.
Retour à Berlin, où il travaille pour le *Telegraf* ainsi que pour l'*Allgemeine*. Membre de la CJ. Croix du mérite de la RFA. Enterré au cimetière juif de la Heerstraße.

HARTOCH, Werner (Dr.) : (1902 - 1963, Berlin-Ouest)
Exil en 1937 à Sao Paolo. Mariage avec Klara.
Retour à Berlin-Ouest en 1956. Devient expert au service du Sénat de Berlin chargé de l'indemnisation des victimes sur proposition du sénateur Lipschitz. Membre de la CJ.

HEILBRUNN, Georg : (1887-1971)
Camp de Sachsenhausen.
Retour à Berlin-Est. Président d'honneur de la synagogue Rykestraße.

HEIMLER, Gabriel : (né à Paris en 1964)
Peintre de nationalité française et hongroise. Vit depuis 1987 à Berlin-Est.

HEIN, Christiane :
Femme de Christoph Hein (non juif).
S'intéresse au judaïsme à partir de 1985, membre du groupe « Wir für uns ».

HEIN, Jakob : (né en 1971 à Berlin-Est)
Fils de Christiane et Jakob. Écrivain.

HEINZ, Wolfgang : (1900, Pilsen, Autriche-Hongrie - 1984, Berlin-Est)
(Pseudonyme de Wolfgang Hirsch)
Acteur. Premier engagement à Eisenach en 1917. Puis, il joue à Berlin au *Deutsches Theater* et au *Schauspielhaus*. Entrée au KPD en 1930. Fuite en Autriche en 1933, puis à Zurich, où il reste jusqu'en 1946. Joue à Vienne jusqu'en 1956.
Puis, il vient à Berlin-Est pour jouer au *Deutsches Theater*, dont il devient directeur de 1963 à 1969. A joué notamment dans le film *Professor Mamlock* en 1960.
Entrée au SED en 1963. Président de l'Académie des Arts de 1968 à 1974.
Citoyen d'honneur de Berlin en 1963.

HENDRIK, John : (1904, Berlin - 2004, Berlin)
Ténor et présentateur radio.
Exil en Grande-Bretagne en 1933, où il travaille à la BBC, puis aux États-Unis en 1936, où il obtient la naturalisation en 1942.
En 1957, il revient à Berlin-Ouest, où il est engagé par la RIAS.

HERMLIN, Stephan : (1915, Chemnitz - 1997, Berlin)
(Pseudonyme de Rudolf Leder). Issu d'une famille juive bourgeoise.
Écrivain et traducteur.
Exil en Palestine en 1936, puis en France en 1937. Internement en 1943, puis fuite en Suisse.
En 1945, retour à Francfort/Main, puis en 1947 à Berlin (zone soviétique).
Membre de l'Académie des Arts de Berlin-Est et, à partir de 1976, de Berlin-Ouest.
Prix Heinrich Heine en 1948 et 1972. Prix national en 1950, 1954 et 1975. Prix du meilleur traducteur en 1956. Prix J.R. Becher en 1987.

HERTZ, Paul : (1888, Worms - 1961, Berlin-Ouest)
Membre du SPD depuis 1905, il s'exile en 1933.
En 1950, il revient à Berlin-Ouest à la demande d'Ernst Reuter. Il devient sénateur chargé de l'application du plan Marshall.

HERZBERG, André : (né en 1955)
Mère juive berlinoise originaire de Prenzlauer Berg, émigrée en 1939 en Angleterre. Père originaire de Hanovre, également émigré en Angleterre en 1939 grâce au banquier Rothschild. Retour à Berlin-Est en 1947.
Enfance à Berlin-Est, sans éducation juive particulière, mais il allait à la synagogue. Entre à la CJ après son service militaire. Musicien, fondateur du groupe de rock « Pankow ».

HERZBERG, Wolfgang : (né en 1954)
(Frère d'André)
1ère visite de la synagogue de la Rykestraße en 1971 environ.
Étudie l'histoire. Prend conscience du manque de recherches sur l'histoire juive.

HERZFELD, Hans : (1892, Halle - 1982, Berlin-Ouest)
Historien et professeur.

Jusqu'en 1933, il fait partie du DNVP, adhère à l'organisation « Stahlhelm » et aux SA, dont il sera exclu en 1936 à cause de ses origines juives. Arrêté en 1943, mais relâché, il finira la guerre dans l'illégalité.
Professeur à Fribourg de 1946 à 1950. De 1950 à 1960, il enseigne à la FU et fonde la « Commission historique » de Berlin.

HEYM, Stefan : (1913, Chemnitz - 2001, Tel-Aviv)
(Pseudonyme de Helmuth Flieg)
Journaliste et écrivain.
Émigration en 1933, d'abord à Prague, puis aux États-Unis, où il devient rédacteur en chef du *Deutsches Volksecho*. De 1943 à 1945, il est sergent dans l'Armée américaine.
Retour en Europe en 1950 et en RDA en 1952. Il écrit d'abord pour le *Berliner Zeitung*.
En 1979, il est renvoyé du *Schriftstellerverband* et ne sera réadmis qu'en novembre 1989.

HILB, Hugo : (1900 - 1957, Berlin-Ouest)
Rédacteur du *Weg*.

HILSENRATH, Edgar : (né en 1926 à Leipzig)
Fils de commerçants juifs.
Déporté dans le ghetto roumain de Mogilev-Podolsk, libéré en mars 1944. Il rejoint alors la Palestine, puis la France en 1947 et les États-Unis en 1951.
Il s'installe en 1975 à Berlin-Ouest.

HIRSCH, Hugo : (1884, Birnbaum, Poznanie - 1961, Berlin-Ouest)
Arrivé à Berlin en 1904. Compositeur d'opérettes, de comédies musicales.
Émigration à Londres en 1933, puis en Belgique et à Paris où il reste jusqu'en 1950.
Retour à Berlin-Ouest en 1950 sur invitation du Sénat de Berlin. Reçoit la Croix du mérite de RFA en 1955.

HIRSCH, Joseph, dit « Jupp » : (1906 - 1974, Berlin-Ouest)
Déporté dans les camps de Theresienstadt et d'Auschwitz, où il a perdu une jambe.
Retour à Berlin, où il est employé par la CJ en mai 1946. Directeur du foyer pour personnes âgées de Berlin-Ouest à partir de 1949.

HIRSCH, Rudolf : (1907, Krefeld - 1998, Berlin)
Journaliste et écrivain.
Résistant, il émigre en 1937 en Palestine, où il rencontre Arnold Zweig.
En 1949, il rentre à Berlin-Est et adhère à la CJ.
De 1963 à 1966, il est dépêché à Francfort/Main comme correspondant de la RDA lors des procès d'Auschwitz.

HIRSCH, Walter (Dr.) :
Médecin, spécialiste en pédiatrie. Exil en Palestine.
Retour à Berlin dans les années 1960. Chercheur à l'Institut Max Planck de la FU.

HIRSCHBERG, Hermann : (1899, Bartschin, Poméranie - 1959, Berlin-Ouest)
Directeur de l'administration de l'Hôpital juif. De 1945 à 1950, directeur d'un centre de formation pour apprentis. Représentant et membre du comité directeur de la CJ.
Enterré dans l'allée d'honneur du cimetière de la Heerstraße.

HIRSCHBERG, Jacques : (1903, Berlin - ?)
Interné à Buchenwald en 1938, il s'exile en Bolivie à sa libération.
En 1957, il rentre à Berlin-Ouest. Employé au service social de la CJ.

HIRSCHEL, Hans : (? - 1975, Berlin-Ouest)
Éditeur et écrivain.
Caché de 1942 à 1945 par sa compagne, Maria von Maltzan, à Wilmersdorf. Ils se marient en 1947, divorcent en 1949 et se remarient en 1972.

HIRSCHFELD, Fritz (Dr.) :
Ancien médecin de l'hôpital de la Communauté *Adass Jisroel*. Chef de l'Hôpital juif de l'Iranische Straße pendant la guerre.
Retour à Berlin-Lichtenberg en 1945, puis à Pankow en 1946.
Accusé de collaboration, il est arrêté par le NKVD en juillet 1946.

HIRSCHFELD, Hans Emil : (1894, Hambourg - 1971, près de Berne)
Journaliste et homme politique, membre du SPD.
Exil en France en 1933, puis à New York en 1940.
En 1949, il revient à Berlin-Ouest. Il dirige de 1950 à 1960 le service de la presse et de l'information et, de 1961 à 1970, le club de la presse de Berlin.

HOFFNUNG, Gertrud : (1902, Breslau - ?)
Surnommée « Gertie ». Arrive à Berlin à l'âge de dix ans.
Exil en Palestine en 1937, où elle rencontre son second mari, le banquier Ludwig Hoffnung.
Retour en 1951 à Berlin-Ouest, où elle s'engage pour la jeunesse dans la CJ. Travaille depuis 1962 au service social. Nommée « doyenne » de la Communauté en 1982.

HOLZER, Charlotte Erika : (1909, Berlin - 1980, Berlin-Est)
(Née Abraham)
Infirmière.
Membre du groupe de résistance Herbert Baum. Elle travaille à l'Hôpital juif jusqu'en 1944, puis elle survit cachée à Potsdam.
En 1945, elle revient à Berlin et s'établit à l'Est.

HOLZER, Richard : (1911, Berlin - 1975, Berlin-Est)
(Son mari depuis 1947).
Membre également du Groupe Baum. Il fuit en Hongrie en 1942 où il est arrêté par les soviétiques.
Il revient en 1946 à Berlin et travaille dans le commerce extérieur de la RDA.
Tous deux sont enterrés au cimetière de Weißensee.

HONIGMANN, Barbara : (née à Berlin-Est en 1949)
Dramaturge et metteur en scène jusqu'en 1975, puis écrivain et peintre.
Devient membre de la CJ en 1977.
Émigration à Strasbourg en 1984.

HONIGMANN, Georg : (1903, Wiesbaden - 1984, Weimar)
(Père de Barbara Honigmann).
Journaliste et directeur de cabaret.

Exil en Grande-Bretagne en 1933 (agent pour les services de renseignements soviétiques).
En 1946, il rentre à Berlin-Est et travaille pour différents journaux est-allemands. Membre du SED, très peu concerné par le judaïsme.

HONIGMANN, Peter : (né en 1952 à Berlin-Est)
(Mari de Barbara Honigmann).
Études de physique à la HU de 1970 à 1974. Membre de l'Académie des Sciences de RDA. Puis, il se tourne vers l'histoire.
Membre du comité de direction de la CJ de Berlin-Est de 1981 à 1984, date de son émigration à Strasbourg, où il se consacre aux études talmudiques et devient directeur des Archives centrales pour l'étude de l'histoire des Juifs en Allemagne à Heidelberg.

HUBER, Lotti : (1912, Kiel - 1998, Berlin-Ouest)
(Pseudonyme de Lotti Goldmann)
Actrice et danseuse.
Après avoir été internée au camp de Moringen en 1937, elle émigre en Palestine, puis à Chypre et enfin à Londres, où elle se marie.
En 1965, elle revient à Berlin-Ouest, où elle ouvre une école de mannequinat et joue de nouveau quelques rôles.

HUNZINGER, Ingeborg : (1915, Berlin - 2009, Berlin)
(Née Franck, grand-mère de l'écrivain Julia Franck). Mère juive.
A étudié la sculpture à Berlin et travaillé dans l'atelier de Käthe Kollwitz. Communiste.
Exil en Sicile en 1939, puis survit dans l'illégalité avec son mari et ses jeunes enfants dans la Forêt Noire, chez des paysans.
En 1949, retour à Berlin-Est, où elle entre à la *Kunsthochschule* de Weißensee. Elle devient professeur. Membre du *Klub der Kulturschaffenden* fondé par son père.
Entre à la CJ qu'en 1968. Ses trois enfants passent à l'Ouest.

INGSTER, Oljean : (né en 1928 à Proszowice, dans le Sud de la Pologne actuelle)
Rescapé de huit camps de concentration, il se retrouve à Schwerin après la « Marche de la mort » depuis Ravensbrück. Il y reste durant quinze ans.
Chantre de la CJ de la synagogue de la Rykestraße à partir de 1966. Une des rares personnalités à avoir obtenu à la fois l'Ordre du mérite patriotique (VVO) de la RDA puis la Croix du mérite de RFA.

ISRAEL, Willi :
Commerçant, membre du SED et de la CJ de Berlin-Est.
Directeur du foyer pour personnes âgées de Niederschönhausen après la fuite de Siegfried Baruch à l'Ouest en 1953.

ISRAELOWICZ, Hans : (né en 1924 à Berlin)
Caché durant la guerre dans l'atelier d'Otto Weidt.
Après 1945, membre de la CJ de Berlin-Est.

ITZIG, Harry (Dr.) : (1894 - ?)
Médecin à Danzig. Émigration à Shanghai.
Retour à Berlin en 1945. S'occupe de la synagogue Pestalozzistraße et de la Fondation Hôpital juif.

JACHMANN, Alfred : (1927, Poméranie - 2002)
Arrivée à Berlin en 1939, travail forcé. Déportation à Auschwitz en 1943, marche de la mort. Transporté à Berlin en novembre 1945.
En 1947, il devient cuisinier au foyer pour personnes âgées de la CJ de Berlin-Ouest. Jusqu'en 1960, il est gérant des institutions sociales.
En 1961, il quitte Berlin pour venir diriger le foyer pour personnes âgées de Francfort/M.

JACOBI, Hans : (1921, Berlin - 1987, Berlin-Ouest)
Émigration en Colombie.
Retour à Berlin-Ouest en 1957. Employé de la CJ dans le service social, puis le service de la jeunesse jusqu'à sa retraite en 1986.
(Femme Ruth, fils Simon).

JACOBY, Jessica : (née en 1954 à Berlin-Ouest)
Petite-fille du réalisateur Veit Harlan. Père juif, mère (fille de Veit Harlan), convertie au judaïsme. Membre de la CJ.
Recherches sur les chants yiddish.

JALDATI, Lin : (1912, Amsterdam - 1988, Berlin-Est)
(Pseudonyme de Rebekka Billeslijper, famille juive d'origine sépharade)
Devient danseuse dans les années 1930. En 1937, rencontre avec Eberhard Rebling, qu'elle épousera en 1942. À partir de 1938, ils organisent des soirées, notamment à Berlin, alliant la danse aux chants yiddish.
Membre du parti communiste, elle devient résistante et doit vivre dans l'illégalité. En juillet 1944, elle est déportée à Westerbork, puis à Auschwitz et à Bergen-Belsen.
Après sa libération, elle retrouve sa famille, avec qui elle viendra se fixer définitivement à Berlin-Est en 1952. À partir des années 1980, ses filles l'accompagnent au chant (Jalda) et au violon (Kathinka).

JANOWER, Günther :
Un des fondateurs du « Groupe des Boliviens » à la CJ de Berlin-Ouest.

JOKL, Anna Maria : (1911, Vienne - 2001, Jérusalem)
Psychothérapeute, écrivain et traductrice.
Arrivée à Berlin pour ses études théâtrales en 1927.
Exil à Prague en 1933, puis à Londres en 1939, où elle travaille dans un foyer d'accueil pour enfants de réfugiés.
À partir de 1945, elle fait des études de psychologie à Londres et à Zurich.
Elle tente ensuite de s'installer en RDA, mais elle est expulsée en 1950.
Elle vient s'établir à Berlin-Ouest, où elle vivra de 1951 à 1965, avant d'émigrer à Jérusalem.

JONES, Israela : (née en 1962 en Israël)
(Née Vardi)
Traductrice. Vit à Berlin-Ouest depuis 1986, où elle est venue faire ses études.

JUBELSKI, Josef : (1888, Breslau - 1959, Berlin-Ouest)
Arrivé à l'âge de quatre ans à Berlin, il fait son apprentissage dans la confection et participe à la guerre de 1915 à 1918. Fondateur de l'entreprise « Berliner & Jubelski

Damenmantelkonfektion » en 1920, il épouse une non-Juive, qui lui permettra d'échapper à la déportation.
Après 1945, il recrée son entreprise à Birkenwerder (Est), mais il est rapidement accusé de n'avoir pu survivre qu'en se compromettant avec le régime nazi. En 1949, il est exclu de la VVN et déchu de son statut de « victime du fascisme ». Après de longs procès, il s'installe avec sa femme à Berlin-Ouest en 1957.

KAHANE, Anetta : (née en 1954 à Berlin-Est)
Fille de résistants et émigrés. A vécu en Inde (1957-1960) et en Amérique latine (1963) du fait de la carrière de son père, correspondant pour *Neues Deutschland*.
Commence à s'intéresser au judaïsme à l'adolescence. Etudie les civilisations d'Amérique latine. 1er voyage en 1979. Traductrice. Enseigne le portugais à la HU.
Dans les années 1980, elle se rapproche de la CJ, où elle ne sera pas admise, et adhère au groupe « Wir für uns ».
Mariage avec Hans, qui quitte la RDA. Fille éduquée dans la religion juive.
A effectué quelques missions pour le compte de la Stasi.

KAHANE, Doris : (1920, Berlin - 1976, Berlin-Est)
(Née Machol. Petite-nièce de Viktor Klemperer. Mère d'Anetta, femme de Max.)
Dessinatrice et peintre.
Exil en Espagne en 1933, puis en France en 1936. Arrêtée à Marseille, elle est condamnée au travail forcé, mais échappe à la déportation.
En octobre 1945, elle revient à Berlin, épouse Max en 1951. (trois enfants).
De 1951 à 1955, elle étudie à la *Konsthochschule* de Weißensee.

KAHANE, Max : (1910, Hanovre - 2004, Berlin)
Journaliste. Membre du KPD.
Exil à Prague en 1933, participe à la guerre d'Espagne, puis est interné dans un camp français, dont il s'enfuit et il entre dans la Résistance.
En 1945, il rentre à Berlin et fait partie des fondateurs de l'ADN en 1946.
Il travaille d'abord au *Berliner Zeitung* puis pour *Neues Deutschland*, qui l'envoie comme correspondant en Inde et au Brésil.

KAHANE, Peter : (né en 1949 à Berlin-Est)
(Frère d'Anetta)
Producteur et scénariste.

KAISER, Helga :
Survit dans l'illégalité à Berlin.
Directrice de la crèche de la CJ de Berlin-Ouest de 1957 à 1985.

KANAL, Jerzy : (né en 1921 à Blaski, Pologne)
Ghetto de Varsovie, puis camps de concentration de Maïdanek et Auschwitz.
Après 1945, séjours à Prague (où il rencontre sa femme), Munich et Paris.
Membre de la CJ de Berlin-Ouest à partir de 1953. Élu à la chambre des représentants en 1964, membre du comité de direction à partir de 1969.
Successeur de Galinski à la direction de la CJ de 1992 à 1997.

KANTOROWICZ, Alfred : (1899, Berlin - 1979, Hambourg)
(Pseudonyme : Helmuth Campe)
Écrivain, journaliste et essayiste.

Membre du KPD. Émigration en France, puis aux États-Unis.
En 1946, retour à Berlin où il lance la revue littéraire *Ost und West*, dont la publication sera interdite en 1949. Devient membre du SED en 1950. Professeur à la HU, sceptique face aux événements de 1953 et à l'intervention soviétique en Hongrie en 1956.
En août 1957, il passe à Berlin-Ouest. Là, il doit attendre neuf ans pour qu'on lui reconnaisse le statut de réfugié. Il contribue à faire avancer les recherches sur la littérature de l'exil et notamment à faire connaître Heinrich Mann.

KATTEN, Fritz : (1898, Frankenberg/Eder - 1964, Düsseldorf)
Études d'ingénieur à Munich, Marbourg et Vienne, avant de venir se fixer à Berlin en 1920. Son entreprise de textile est dissoute en 1938.
Travail forcé durant les années de nazisme (*Sternträger*). Survit dans l'illégalité à partir de janvier 1943, aidé par un ami.
En 1945, officier de police en secteur soviétique et membre du comité directeur de la CJ. Arrêté par les soviétiques en octobre 1948, il est relâché en novembre. De nouveau arrêté en avril 1949 il est cette fois condamné à vingt-cinq ans de travaux forcés pour espionnage. Libéré en 1956, il s'établit à Berlin-Ouest où sa famille s'était réfugiée en 1953.

KATZENSTEIN, Alfred (Dr.) : (1915, Mönchengladbach)
Psychothérapeute.
Arrêté en 1933, puis relâché. Émigration en France, puis en Hollande, guerre d'Espagne, internement dans un camp français, puis exil à New York, où il devient espion pour l'armée américaine. Études de psychanalyse dans le Kansas.
Retour en RFA en 1952, passage en RDA en 1954, puis à Berlin-Est en 1958. Chaire à l'Université de Iéna en 1963.

KATZENSTEIN, Ursula (Dr.) : (1916, Berlin)
(Sa femme). Également psychothérapeute.
Émigration en Palestine, puis en France, et enfin aux États-Unis. Retour en 1954 en RDA, puis en 1958 à Berlin-Est.

KAUFHOLD, Marianne :
Après 1945, école de commerce à Wedding. Interprète pour l'armée américaine à Dahlem. Puis, secrétaire pour la *Berliner Rundfunk*.
Après son mariage, déménagement à l'Est. Membre du SED.

KAUL, Karl Friedrich : (1906, Poznan - 1981, Berlin-Est)
Juriste, professeur d'université et écrivain.
Membre du KPD, camp de concentration, puis exil en Colombie en 1937.
En septembre 1945, retour en Allemagne (zone soviétique). Devient membre du SED. Avocat autorisé à plaider devant les tribunaux de l'Ouest (a par exemple essayé d'empêcher l'interdiction du KPD devant le Tribunal constitutionnel de Karlsruhe). Partie civile dans le procès d'Auschwitz et de Treblinka.
En 1960, il devient professeur et obtient en 1965 un poste de professeur de l'histoire du droit à la HU. Animateur de la série télévisée « Fragen Sie Professor Kaul ».
Prix national de RDA en 1960, Ordre du mérite de la patrie en 1971, Ordre Karl Marx en 1981.

KEMLEIN, Eva :
(Née Grauke, descendante lointaine de Meyerbeer).

A survécu dans l'illégalité avec son compagnon, le comédien et auteur juif Werner Stein (décédé en 1963). Tous deux socialistes et peu religieux.
Après 1945, photographe pour le *Berliner Zeitung*, mari journaliste.

KIRCHNER, Gerrit (Dr.) : (né en 1966 à Berlin-Est)
(Fils de Peter)
Membre de la CJ, actif dans le groupe des jeunes. Neurologue.

KIRCHNER, Peter (Dr.): (né en 1935 à Berlin, à l'Hôpital juif)
Mère juive pratiquante (orthodoxe) et père chrétien.
Education juive au foyer pour enfants de Niederschönhausen, puis école juive en 1941-42. Survit dans l'illégalité avec son père à Neustadt/Dosse.
Retour en 1945 à Berlin, baccalauréat en 1954, études de médecine à la HU, promotion en 1959. Neurologue. Épouse une Juive également issue d'un mariage mixte. Mohel, puis président de la CJ de Berlin-Est à partir de 1971.
Informateur de la Stasi de 1977 à 1989.

KLEIN, Albert : (1903, Berlin - ?)
Exil à Vienne, puis en Lituanie de 1939 à 1971. Puis, il passe sept ans en Israël.
Tentative de venir à Berlin-Est en 1959, mais demande rejetée.
S'installe à Berlin-Ouest en 1979.

KLEIN, Hermann : (1886 - ?)
Enfance à Berlin. Déporté à Theresienstadt. Retour en 1945.
Prédicateur, aumônier et professeur de religion d'orientation libérale dans les années 1950.

KNEPLER, Georg : (Vienne, 1906 - Berlin, 2003)
Musicien. Vient à Berlin en 1931 pour travailler avec Brecht et Eisler.
Exil en Grande-Bretagne en 1933.
En 1946, retour à Vienne, puis en 1949 à Berlin-Est où il dirige la *Hochschule für Musik Hanns Eisler*, avant d'enseigner à la HU.

KOEPPEN, Hedwig : (1871 - environ 1960, Berlin-Ouest)
Exil. Depuis 1946, résidente du foyer pour personnes âgées de Berlin-Ouest.

KOPLOWITZ, Jan : (1909, Basse-Silésie - 2001, Berlin)
(Pseudonyme : Jonny Gulliver)
Écrivain et cinéaste.
Retour d'émigration en Grande-Bretagne à Berlin (secteur soviétique) en 1947.
Employé au Ministère de la culture.
1977 : Prix Heinrich Mann, 1980 : Prix Lion Feuchtwanger.

KORMES, Karl : (1915, Berlin)
Membre d'organisations sionistes et communistes avant 1933. En 1934, il est expulsé vers la Pologne. Prisonnier suite à la guerre d'Espagne. À partir de 1944, travail pour les États-Unis (OSS) à Alger.
Retour à Berlin en juin 1945, où il devient interprète.
Entre au SED. Conflits en 1951, exclu du Parti en 1953. Réhabilité en 1955.
1960-81 : Diplomate de RDA en Roumanie, Yougoslavie et Équateur.

KROLL, Siegfried : (? - 1973, Berlin-Ouest)
(Fils d'un chantre). Notaire et avocat.
Exil au Danemark, puis en Suède. Vit à Copenhague de 1945 à 1954, puis s'installe à Berlin-Ouest.
S'occupe des affaires juridiques de la CJ de Berlin-Ouest. Président de la loge Leo Baeck. Représentant jusqu'en 1971.

KUCZYNSKI, Jürgen : (1904, Ebersfeld bei Wuppertal - 1997, Berlin)
Études à Berlin, promotion en 1925. Membre du KPD. 1926-1929 : séjour aux États-Unis, puis de nouveau à Berlin.
Exil en Grande-Bretagne de 1936 à 1945, cofondateur du *Freier deutscher Kulturbund*.
Retour à Berlin-Est en 1945. Membre du SED.
1946-1956 : Professeur d'économie à la HU. Membre de la Chambre du peuple.

KUNERT, Günter : (né en 1929 à Berlin)
(Mère juive, membre de la CJ)
Après 1945, études de graphisme interrompues à Berlin-Est. Entre au SED en 1948.
1972-1973 et 1975 : Professeur invité aux États-Unis (Austin) et en Angleterre (Warwick).
Signataire de la pétition contre la déchéance de nationalité de Wolf Biermann en 1976, il est exclu du parti en 1977. Autorisé à quitter la RDA pour plusieurs années en 1979, il s'installe durablement dans le Schlesvig-Holstein.
Il obtient deux prix littéraires prestigieux en RDA. Depuis 1976, il fait partie de l'Académie des Arts de Berlin-Ouest.

KUPFERBERG, Shelly : (née en 1975 à Tel-Aviv)
(Petite-fille de Walter Grab, le fondateur de l'Institut d'Histoire Allemande de l'Université de Tel-Aviv).
Arrivée à Berlin-Ouest à l'âge d'un an.

LANDECK, Jürgen : (1923, Magdebourg - 1993, Paris)
Exil en Palestine en 1939. Participe aux campagnes militaires de 1948 et 1956.
Retour à Berlin-Ouest en 1964, où il dirige la bibliothèque de la CJ jusqu'à sa mort.

LANDER, Jeannette (Dr.) : (née en 1931 à New York)
Études d'anglais et d'allemand à l'Université Brandeis. Vit deux ans à Berlin-Ouest de 1950 à 1952, puis retourne à New York. BA en 1957.
Depuis 1960, elle vit à Berlin-Ouest. Études à la FU. Thèse sur William Butler.
Ecrit des nouvelles, des articles, des documentaires, des romans à thématique juive.

LANDMANN, Michael (Dr.) : (1913, Bâle - 1984, Haïfa)
Ecrit un « Divan juif-allemand » qui ne sera jamais publié. À partir de 1946, professeur à l'Université de Bâle.
À partir de 1951, professeur de philosophie à la FU. Fait partie du comité de direction des « Amis de l'Université hébraïque de Jérusalem ». Exposés dans les loges et à l'Université Populaire Juive. S'engage pour la création d'une chaire de judaïstique à la FU. *Alyah* en 1980.

LANG, Michel R. : (né en 1940 en France)
Journaliste, écrivain, traducteur.

Arrivée en 1959 à Berlin-Ouest, où il travaille pour le *Berliner Morgenpost*. Membre de la CJ. Conflits avec la direction de celle-ci.

LANGE, Gertrud et Leo :
Exil en Australie, retour en 1953 à Berlin-Ouest. Fêtent leurs noces d'or en 1955.

LANGHOFF, Wolfgang : (1901, Berlin - 1966, Berlin-Est)
Acteur de théâtre, metteur en scène et intendant.
Membre du KPD. Arrêté en 1933, puis relâché. Émigration en Suisse en 1934.
Retour en Allemagne en 1945, d'abord à Düsseldorf.
En 1946, il reprend le *Deutsches Theater* de Berlin (zone soviétique). Membre de l'Académie des Arts de RDA. Il se retire en 1963 pour cause de conflits avec le SED.

LASKE, Margarete :
Membre de la CJ de Berlin-Est à la fin des années 1980. Découvre la religion et les pratiques juives lors d'un voyage chez des parents en Israël en 1987.

LEHMANN, Edmund : (1896, Berlin - 1972, Berlin-Ouest)
Mariage avec une non-Juive en 1926, qui se convertit au judaïsme.
Chantre de la CJ de Berlin depuis 1914-1915, jusqu'en 1942. Protégé par son épouse considérée comme « aryenne », il est condamné au travail forcé.
Après 1945, professeur de religion et prédicateur à Berlin-Ouest. Auteur de nombreux exposés à la CJ.

LEHMANN, Mia : (1909, Czernowitz)
Départ pour la Belgique dans les années 1920, où elle adhère au parti communiste.
Arrivée à Berlin en 1932, où elle obtient la citoyenneté allemande en 1933 grâce à un mariage blanc. Arrêtée en 1934 et relâchée en 1936. Émigration en Angleterre en 1939, où elle se marie.
Retour en 1947 à Berlin-Est.

LEHRMANN, Cuno (Dr.) :
Rabbin libéral de Berlin-Ouest de 1961 à 1971.

LEIBOWITZ, Israel : (1913, Roumanie)
Camp de travail. Puis, s'installe en Israël. En 1963, il est appelé à Francfort.
Chantre de la CJ de Berlin-Ouest à partir de 1972, en particulier dans la synagogue de la Joachimsthaler Straße. À la fois chantre, shoshet et mohel.

LEISER, Erwin : (né en 1923 à Berlin)
Cinéaste.
Exil en Suède en 1938. Études de littérature à partir de 1943.
Après la guerre, journaliste en Suède, dont il obtient la nationalité en 1949.
Premier documentaire *Mein Kampf* en 1959, qui connaît un grand succès dans plusieurs pays. Vit à Zurich à partir de 1962.
1966-1969 : Directeur artistique de la *Deutsche Film- und Fernsehakademie Berlin*.

LEITERER, Käte P. :
Arrivée à Berlin-Est en 1954. Membre du SED et de la CJ.

LESCHNITZER, Adolf (Dr.) : (1899, Poznanie - 1980, New York)
Germaniste et historien. Exil aux États-Unis.
À partir de 1952, professeur « invité » à l'institut Friedrich Meinecke de la FU.

LESCHNITZER, Franz : (1905, Poznanie - 1967, Berlin-Est)
(Frère d'Adolf)
Écrivain. Communiste. Exil en URSS.
Retour à Berlin-Est en 1959. Écrivain et traducteur du russe vers l'allemand.

LEVIE, Louis A. : (1890, Hollande - ?)
Arrivée à Berlin en 1921. Mariage avec Jenny Schall. Retourne en Hollande en 1933, survit dans l'illégalité de 1942 à 1945.
Après la guerre, il vit à Utrecht, puis revient à Berlin en 1958. A partir de 1967, il réside au foyer pour personnes âgées.

LEVINE, Herbert S. (Dr.) : (né en 1944 à New York)
Thèse à Yale en 1969. Assistant à la FU à partir du milieu des années 1960 en sciences politiques.

LEVINSON, Peter Nathan (Dr.) : (né en 1921 à Berlin)
(Né sous le nom de « Lewinski »)
Bar-mitsvah en novembre 1934 à la Nouvelle Synagogue. Formation à la *Hochschule für die Wissenschaft des Judentums*, dirigée par Leo Baeck en 1940-1941.
Émigration en 1941, en passant par l'URSS et le Japon, aux États-Unis, où il est diplômé en 1948 (suit les cours d'Eugen Täubler).
Rabbin à Berlin de 1950 à 1953, d'inspiration libérale. Fille née en 1952 à l'Hôpital juif de Berlin. En avril 1953, il quitte la CJ. Après un séjour au Japon, il s'installe en 1961 à Mannheim, puis dans le Bade et enfin à Heidelberg.
Première femme Helga Heimberg (mariage en 1947), décédée en 1968, puis remariage avec Pnina Navè-Levinson (Paula Fass) en 1970.

LEWIN, Jakob : (né en 1927)
Arrêté à Dresde en 1949, il revient à Berlin-Ouest en 1955, alors que sa femme se trouve toujours en détention en URSS.

LEVINSTEIN, Kurt : (1877, Berlin - 1956, Berlin-Ouest)
Élève, puis professeur au Lycée français de Berlin. Philologue et directeur d'école.
Renvoyé en 1935, il refuse d'émigrer et enseigne jusqu'en 1942 dans des écoles privées juives. Grâce à sa femme « aryenne », il échappe à la déportation.
Après 1945, il s'engage pour la reconstruction du Lycée français, qu'il dirige jusqu'à sa retraite en 1951.

LEVY, Dani : (né en 1957 à Bâle)
Acteur et réalisateur de cinéma. Arrivée à Berlin en 1980.

LEWY, Henry :
Famille originaire de Kreuzberg, parents décédés très tôt. *Bar-mitsvah* à la synagogue Kottbusser Ufer (aujourd'hui Fraenkelufer). Études de médecine. Part faire un tour du monde en 1938, qui s'achèvera par un exil en Palestine.
Retour à Berlin en 1945, où il obtient un emploi à l'Hôpital juif.

LEWY, Hermann : (1903, Berlin - 1983, ?)
(Pseudonymes : Eduardo Sanchez, Israel Weyl)
Éditeur, antiquaire et journaliste. Émigration en 1939 (Belgique, France, Portugal et États-Unis).
Retour à Berlin en 1946 (secteur soviétique). Directeur des éditions « Rütten und Loening ».
En 1958, il s'enfuit en RFA (Düsseldorf) et devient rédacteur de l'*Allgemeine* en 1959, puis son rédacteur en chef en 1964. Il prend sa retraite en 1980.

LIEBERMANN, Mischket : (1905, Galicie - 1981, RDA)
Arrivée en 1914 à Berlin dans le « Quartier des granges ».
Fille de rabbin. Communiste. S'intéresse au théâtre, Alexander Granach l'introduit dans le milieu. En 1926, engagement au *Deutsches Theater*. Long voyage en URSS à partir de 1927 (Minsk, Moscou, puis Sibérie).
Elle revient en RDA avec le statut de « cadre ». Donne des cours dans une « école antifasciste ». Employée ensuite au Ministère de la culture. Nombreuses distinctions.

LIEBKNECHT, Kurt : (1905, Francfort/M. - 1994, Berlin)
(Neveu de Karl)
Exil en URSS. Victime de l'épuration stalinienne en 1938 ; libéré quelques années plus tard, il participe à la reconstruction de Stalingrad.
Retour à Berlin en 1946 : travaille d'abord à l'Ouest, à l'*Institut für Bauwesen* dirigé par Hans Scharoun. En 1951, il devient le premier président de la *Bauakademie* à Berlin-Est.

LIFSCHITZ, Gerd : (né en 1935 à Berlin)
Survit dans l'illégalité chez une non-Juive.
Membre de la CJ de Berlin-Ouest. *Bar-mitsvah* en 1948.

LILIENTHAL, Peter : (né en 1929 à Berlin)
Metteur en scène et scénariste.
Exil avec ses parents en Uruguay en 1939. Après son baccalauréat, il étudie l'histoire de l'art, la musique et le droit à Montevideo.
De retour à Berlin-Ouest en 1956, il étudie à la *Hochschule für bildende Künste* et réalise son premier film en 1959. À partir de 1964, il travaille surtout pour la SFB.
Film *David* en 1979, pour lequel il obtient l'Ours d'or.

LOESER, Franz (Dr.) : (1924, Breslau - 1990, ?)
Écrivain et philosophe.
Exil en Grande-Bretagne en 1938. Études aux États-Unis, puis de nouveau en Angleterre à cause du Mac Carthysme.
En 1956, arrivée en RDA. Professeur de philosophie à la HU. Membre du SED et du *Friedensrat*.
1980 : Mise en retraite forcée. 1983 : fuite en RFA.

LOEWE, Siegmund : (1885, Berlin - 1962, Berlin-Ouest)
Physicien et industriel.
Émigration en 1938 aux États-Unis.
Retour à Berlin. Fondateur et propriétaire de l'entreprise Loewe.

LOEWENBERG, Rolf : (1909, Berlin - 1976, Berlin-Ouest)
Travail forcé, puis survit dans l'illégalité.
En 1949, il crée le service « Droit et réparations » de la CJ de Berlin-Ouest. Enterré au cimetière de la Scholzplatz.

LOSCHINSKI, Ernst : (1903, ? - 1965, Berlin-Ouest)
Commerçant. Survit dans l'illégalité.
Après 1945, représentant de la CJ de Berlin-Ouest, où il s'occupe des affaires juridiques, puis financières. Membre du comité de direction de la *Darlehenskasse*, de la synagogue Pestalozzi et le la loge Leo-Baeck. Enterré dans le rang d'honneur du cimetière de la Scholzplatz.

LOWENTHAL, Ernst Gottfried (Dr.) : (1904, Cologne - 1994, Berlin)
(Pseudonymes : Ernst Gottfried, H. Istor)
Journaliste et historien.
Travaillait pour le *CV-Zeitung* et fut, de 1930 à 1938, rédacteur en chef du *Zeitschrift für die Geschichte der Juden in Deutschland.*
Émigration en Grande-Bretagne en 1939.
Retour à Düsseldorf en 1946 en tant que directeur de la *Jewish Relief Unit*. De 1956 à 1965, il édite le journal *Jüdische Sozialarbeit* et publie régulièrement dans l'*Allgemeine.*
En 1969, il vient s'installer définitivement à Berlin-Ouest et travaille sur l'histoire des Juifs (biographies).

LÖWENTHAL, Emmi : (1923, Poméranie)
Membre du Groupe Baum à partir de 1941. Recueillie par des chrétiens qui la cachent.
1962-1977 : Physiothérapeute à Berlin-Ouest.

LÖWENTHAL, Gerhard : (1922, Berlin - 2002, Wiesbaden)
Journaliste et présentateur de télévision.
Survit au camp de Sachsenhausen.
Après 1945, retour à Berlin. Études à la HU, puis il passe à l'Ouest et devient reporter pour la RIAS. En 1963, il travaille pour ZDF à Bruxelles.
Adversaire farouche de la gauche, de la RDA et de l'*Ostpolitik*.

LÖWENTHAL, Julius : (1882, ? - 1967, Berlin-Ouest)
Commerçant à Berlin (textile). Survit dans l'illégalité avec sa famille.
S'occupe des finances de la CJ de Berlin-Ouest. Membre du comité directeur de la CJ ainsi que de la synagogue Pestalozzistraße. Reprend ses activités dans le textile.

LÖWENTHAL, Richard : (1908, Berlin - 1991, Berlin)
(Pseudonyme : Paul Sering. Marié depuis 1960 avec Charlotte Herz, née Abrahamsohn.)
Journaliste et politologue.
Membre du KPD. Exil à Prague, à Paris, Puis en Grande-Bretagne.
En 1945, il devient membre du SPD. Correspondant pour « Reuters » et journaliste pour *The Observer*.
En 1961, il est appelé à l'institut Otto-Suhr de la FU, où il travaille jusqu'en 1974. Nombreux programmes de recherche sur le développement de l'Europe de l'Est. Cofondateur du *Bund Freiheit der Wissenschaft*.
1978 : Plaque Ernst Reuter, 1983 : Croix du mérite de RFA.

LUBLINER, Manfred : (1910, Halle - ?)
Études au Séminaire rabbinique de Breslau. Rabbin de Cottbus en 1935.
Émigration à Santiago du Chili, où il officie jusqu'en 1971.
Puis, retour à Berlin-Ouest. Rabbin (libéral) de 1972 à 1980.

LUSTIG, Walter : (1891-1945)
Médecin juif à l'hôpital de l'Iranische Straße.
1943-1945 : collaboration avec la Gestapo.
Disparu et probablement fusillé le 31 décembre 1945 par les occupants soviétiques.

MAIENTHAL, Josef : (? – 1974, Berlin-Ouest)
Officiant de la synagogue Pestalozzistraße.
Survit grâce à son mariage mixte. Au service de la CJ, d'abord bénévolement, puis comme employé depuis 1959.

MAKOWER, Heinz :
Directeur du groupe d'étudiants dans les années 1950.
Organisateur du *Jugendseminar* à Wannsee.

MANDERMANN, Heinrich : (1922, Varsovie)
Issue d'une famille hassidiste. Sioniste.
1939-1945 : URSS, puis retour à Varsovie, où il devient secrétaire au Comité central des Juifs polonais.
Arrivée à Berlin en 1947, s'établit à l'Ouest.

MARCUS, Inge : (née en 1922 à Berlin)
Émigration en Grande-Bretagne. Rencontre son mari à Paris en 1947. Enfants nés là-bas.
Retour à Berlin-Ouest en 1951. Membre de la CJ depuis 1955. Représentante et membre du Groupe des femmes.
Fils Mario devenu rabbin à Berne.
Mari Gerhard né en 1921 à Berlin. Exil en Suisse. Puis, travaille à Paris. Revient en 1950 à Berlin-Ouest. Depuis 1962, membre du KH et de la loge Leo Baeck.

MARCUSE, Herbert : (1898, Berlin - 1979, Starnberg)
Philosophe et sociologue, grand penseur du mouvement étudiant de 1968.
Issu d'une famille juive assimilée de Berlin. Études auprès de Heidegger et Husserl.
En 1933, émigration aux États-Unis. Professeur à l'Université de San Diego.
En 1965, il revient comme professeur invité à la FU.

MARUM, Sophie : (1910, Vienne – 2003, Berlin)
Enfance en Silésie, membre du KPD à partir de 1928. Études de germanistique, philosophie et psychologie à Francfort/Main.
Émigration à Vienne en 1933, puis en France, et enfin au Mexique en 1942. « Rémigration » en 1947 à Berlin (zone soviétique). Membre du SED. Crée l'Institut central de pédagogie de RDA.

MAY, Richard :
Travail forcé durant le national-socialisme (mariage mixte non privilégié).
Rédacteur pour le *Weg* et représentant de la CJ. Émigre en 1948.

MEIER, Wilhelm :
Survivant de camp de concentration.
Rédacteur principal du *Weg*.

MENDELSOHN, Emma : (1907 - ?)
Survivante d'Auschwitz, où son mari est décédé.
Employée de la CJ de Berlin-Ouest de 1946 jusqu'en 1957 au moins.

MEUSEL, Alfred (Dr) : (1896, Kiel - 1960, Berlin-Est)
Historien et sociologue.
Engagement socialiste au sortir de la Première Guerre mondiale, durant laquelle il est blessé. Études à Kiel, promotion sur Marx. Professeur à partir de 1925, déchu de son statut à partir de 1933.
Émigration en Grande-Bretagne, où il fait beaucoup de recherche, en particulier sur les émigrés allemands dans différents pays. Membre du KPD à partir de 1937.
Retour à Berlin en 1946, où il devient professeur d'histoire à la future HU.
Cofondateur du *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft.* Directeur du Musée d'histoire allemande de Berlin-Est.

MEYER, Erich (Dr) : (1898, ? - 1972, Berlin-Ouest)
Parent avec Levinson. Père d'Albert Meyer (président de la CJ de Berlin en 2004-2005).
Avocat à Berlin depuis 1923. Travail forcé, puis survit caché par sa femme Cilly. Employé à la CJ de Berlin-Ouest depuis 1958 (affaires juridiques).

MEYER, Ernst Hermann : (1905, Berlin - 1988, Berlin-Est)
Compositeur, musicien et haut fonctionnaire de RDA. Ami et collaborateur de Hanns Eisler.
Émigration en Grande-Bretagne en 1933.
Retour à Berlin-Est en 1948, où il devient professeur de sociologie de la musique à la HU. À partir de 1971, il est membre du Comité Central du SED.

MEYER, Julius : (1909, Krojanke, Pologne actuelle - 1979, Sao Paulo)
Arrivée à Berlin en 1935. Membre du KPD. Travail forcé chez Siemens de 1941 à février 1943, puis déporté à Auschwitz, où sa femme et son fils sont tués. Ensuite, camps de Ravensbrück et Wöbbelin.
Septembre 1945 : fondateur de l'Association des victimes du fascisme (OdF) à Berlin. Représentant de la CJ.
Devient membre du SED en 1946. 1948-1953 : Membre de la fraction « VVN » à la Chambre du peuple.
Fuite à Berlin-Ouest en janvier 1953, puis au Brésil en 1954.

MEYER, Rahel : (1876, ? - 1964, Berlin-Ouest)
Camp de Theresienstadt de 1943 à 1945.
Infirmière à l'Hôpital juif.

MICHAELIS, Georg : (1893, Berlin - ?)
Banquier. Exil en France de 1938 à 1945.
Retour à Berlin-Ouest en 1949 où il fonde avec Hans Weber la Banque Weber.

MOSSE, Marta : (1884, Berlin - 1977, États-Unis)
Juriste.
Déportée à Theresienstadt en 1943.
Retour à Berlin en 1945. Employée à la préfecture de police de Berlin-Ouest. Démission en 1953. Émigration aux États-Unis.

MÜHSAM, Kreszentia : (1884, Bavière - 1962, Berlin-Est)
(Femme du poète Erich Mühsam, pendu en 1934 après l'incendie du Reichstag.)
Exil en URSS. Persécutée au cours des purges staliniennes, elle est condamnée en 1936 à huit ans de travaux forcés.
En 1946, la RDA s'oppose à son retour à Berlin. Libérée en 1954, elle est renvoyée à Berlin-Est en 1955, malade et commençant à perdre la raison.
Elle s'est toujours engagée pour la conservation et la publication des œuvres de son mari. À partir de 1959, elle reçoit de hautes distinctions.

MUNK, Michael : (1905, Berlin - 1984, Jérusalem)
Fils du rabbin Esra Munk, successeur d'Esriel Hildesheimer à la Communauté *Adass Jisroel* de 1900 à 1938.
Exil aux États-Unis en 1938.
En 1947-48, il est envoyé comme rabbin à Berlin et a également en charge les camps pour personnes déplacées. En 1948, il retourne aux États-Unis.

MÜNZ, Konstantin : (né en 1954 au goulag)
Père réhabilité en 1956. Sa famille regagne alors Berlin-Est.
Études de journalisme à Leipzig. Employé au service de presse international de RDA.
Rapprochement de la CJ dans les années 1970.

MÜNZER, Hans (Dr.) : (? - 1967, Berlin-Ouest)
Avocat et notaire. Survit à Berlin dans l'illégalité.
Fait partie du premier comité de direction de la CJ après 1945.

NACHAMA, Andreas (Dr.) : (né en 1951 à Berlin-Ouest)
Études d'histoire et de « *Judaistik* » à Berlin. Promotion : 1981.
De 1973 à 1994, assistant du rabbin Louis Fischer au *Chaplain's Center* de l'armée américaine à Berlin. Nombreux ouvrages et articles sur les Juifs à Berlin.
Président de la CJ de Berlin de 1997 à 2000. Rabbin en 2000.

NACHAMA, Estrongo : (1918, Salonique - 2000, Berlin)
Déporté à Auschwitz en 1943, puis transféré à Sachsenhausen en 1945. Seul survivant de sa famille.
Reste alité jusqu'en février 1946 à l'Hôpital juif de Berlin.
Chantre de la CJ de Berlin-Ouest de mai 1947 à 1998.
Croix du mérite en 1987 décernée par E. Diepgen.

NACHAMA, Lilli :
(Née Schlochauer)
A survécu dans l'illégalité chez les Wertheim.
Participe à la reconstruction de la vie religieuse après 1945. Rencontre Estrongo en 1948. Mariage en 1965 dans la synagogue de la Pestalozzistraße.

NATHANSON, Ruth :
Exil à Shanghai.
Retour à Berlin en août 1947 avec son mari (décédé de maladie en 1950) et ses deux fils.

NELHANS, Erich : (1899, Berlin - 1950, URSS)
Issu d'une famille juive berlinoise très religieuse.
Survit dans l'illégalité à Berlin durant deux ans.
Président de la CJ à sa refondation en juillet 1945 jusqu'en novembre 1947.
Accusé de pratiquer le marché noir et d'avoir des contacts avec la « *Brichah* », il est arrêté en mars 1948 par le NKVD et condamné à vingt-cinq ans de camps de travail. Déporté à Brest-Litovsk. Il n'a été réhabilité qu'en 1997.

NELSON, Rudolf : (1878, Berlin - 1960, Berlin-Ouest)
(Pseudonyme de « Lewysohn »)
Compositeur, directeur de cabaret. Tucholsky a écrit des textes pour lui.
Créateur du « Chat noir » en 1907 et du *Nelson-Theater* en 1921 (Kurfürstendamm).
Exil en Suisse. Interné plusieurs semaines à Westerbork en 1940, puis relâché.
Retour à Berlin-Ouest en 1949 où il dirige les « *Nelson-Revue-Gastspiele* ».

NEUMAN, Isaac : (né en 1923 en Pologne)
Travail forcé de 1939 à 1943, puis camps d'Auschwitz et de Mauthausen. Plusieurs années d'hospitalisation. Émigration aux États-Unis en 1950. Études de théologie à Cincinnati. Rabbin en 1958, notamment dans une communauté réformée à Champaign dans l'Illinois.
Rabbin à Berlin-Est durant huit mois (septembre 1987 à mai 1988), alors qu'il est déjà retraité. Retour aux États-Unis en mai 1988.

NOBEL, Genia : (1912, Moscou - 1999, ?)
(Née Schmerling)
En 1924, sa famille s'installe à Berlin. Engagement pour le KPD. Mariage en 1934. Arrêtée avec son mari en 1936.
Exil à Shanghai en 1939. Retour à Berlin en 1947.
Journaliste, elle travaille en RDA pour *Neues Deutschland*, puis, de 1952 aux années 1970, pour le magazine *Einheit*.

NOBEL, Günter : (1913, Poznanie - 2007, Berlin)
(Mari de Genia. Fils de rabbin.)
Sa famille s'installe également en 1924 à Berlin. Engagement pour le KPD. Exil à Shanghai.
Après leur retour à Berlin-Est, il travaille pour le SED, dont il est exclu en 1952.
Réhabilité à la fin des années 1950, il entre au Ministère des affaires étrangères.

NOLL, Hans : (né en 1954 à Berlin-Est)
(Fils de l'écrivain Dieter Noll. Marié à la peintre Sabine Kahane).
Écrivain et journaliste.
Jungpionnier, *Thälmann-Pionnier*, membre de la FDJ, puis du SED.
Études de mathématiques, puis d'art graphique (*Kunsthochschule* Weißensee 1975-80).
Membre de l'Académie des arts. Enfermé dans un asile psychiatrique en 1980 pour avoir refusé de faire son service militaire.
En 1984, il s'installe à Berlin-Ouest.

Émigration en Israël en 1989, où il obtient la nationalité israélienne en 1998.

NORDEN, Albert : (1904, Haute-Silésie - 1982, Berlin-Est)
Journaliste et homme politique de RDA.
Fils de rabbin, il a totalement rompu avec la religion. Membre du KPD et journaliste pour le *Rote Fahne.*
Exil à Paris en 1933, aux États-Unis en 1941.
Retour à Berlin en 1946, où il devient membre du SED.
En 1949, il est promu directeur du « *Presseabteilung im Amt für Information* ».
À partir de 1953, il enseigne à la HU. En 1958, il entre au Politbüro.

NOTOWICZ, Nathan : (1911, Tyczyn, Pologne actuelle - 1968, Berlin-Est)
Professeur de musique et compositeur.
Émigration aux Pays-Bas en 1933.
Retour à Berlin en 1945. Devient professeur de musique à Berlin-Est en 1950.
Revêt plusieurs fonctions politiques et culturelles en RDA.

OFFENBERG, Mario : (né en 1946 à Tel-Aviv)
Après son service militaire dans l'armée israélienne, il vient s'installer avec ses parents en Allemagne. Études à la FU, thèse de doctorat et professeur à l'institut Otto-Suhr.
Recréateur de la Communauté *Adass Jisroel* à la fin des années 1980.

OPPENHEIMER, Erich (Dr.) : (1896, Berlin - ?)
Dentiste.
Survit dans l'illégalité à partir de 1943.
Après 1945, il se remet au service de la CJ de Berlin (Ouest), dont il devient représentant, puis membre du comité directeur.

PASZTOR, Laszlo : (né en 1934 à Budapest)
Chantre.
Exil en Suède. Postes en Autriche, Suède, Hollande, Hongrie et Allemagne.
Arrivée à Berlin-Ouest en 1987. Dirige le chœur de la CJ à partir de 1989 (Pestalozzistraße). Concerts partout dans le monde.
Femme Eva membre du Groupe des femmes.

PAUL, Bruno : (1874, Seifhennersdorf - 1968, Berlin-Ouest)
Architecte, designer.
Réalisateur de nombreux bâtiments à Berlin, où il vit de 1907 à 1934.
De 1934 à 1945, il survit dans l'illégalité à Düsseldorf.
En 1954, il reçoit la Croix du mérite et devient membre en 1955 de l'Académie des Arts de Berlin-Ouest.

PAULICK, Richard : (1903, Rosslau/Elbe - 1979, Berlin-Est)
(Pseudonyme : Peter Winslow)
Architecte.
Études à Dresde et à Berlin ; ingénieur et assistant de Walter Gropius à partir de 1927.
Exil en Chine en 1933. À partir de 1942, professeur à Shanghai.
Retour à Berlin-Est en 1950. Conseiller spécial pour la reconstruction du centre historique de Berlin : participe à la reconstruction du *Staatsoper* (1952), du *Prinzessinnenpalais* (1961), du *Kronprinzenpalais* (1967-1969).

PISAREK, Abraham : (1901, environs de Lodz - 1983, Berlin-Ouest)
Arrivé en Allemagne en 1919. Vit en Palestine de 1924 à 1928.
À partir de 1929, photographe de presse à Berlin. Interdiction d'exercice en 1933. Survit au nazisme à Berlin grâce à sa femme non-juive, Berta.
Après 1945, réinstallation à Reinickendorf, mais travaille à Berlin-Est comme traducteur pour la SMAD et comme reporter photo. Il devient le photographe de la zone d'occupation soviétique.
Après 1960, il se consacre essentiellement à la photographie du monde du théâtre à Berlin-Ouest.
Sa fille, Ruth Gross, gère ses archives à Berlin.

PLOOG, Inge : (1906, Bad Driburg - 1989, Berlin-Est)
(Née Schuster. Pseudonyme : Ilse Waldmüller)
Arrivée en 1928 à Berlin. Lectrice dans différentes maisons d'édition. Échappe à la déportation grâce à son mari « aryen », condamnée au travail forcé.
Rédactrice et lectrice au *Kinderbuchverlag* à Berlin-Est à partir de 1949.

POLAK, Karl : (1905-1963)
Juriste.
Exil en URSS.
En 1946, retour à Berlin en tant que chef du département de la justice du SED. Participe à l'élaboration de la Constitution de la RDA.
À partir de 1949, professeur à Leipzig. Disgrâce du parti, mais protégé par Ulbricht.

POSENER, Julius : (1904, Berlin - 1996, Berlin)
Architecte et historien de l'architecture.
Père peintre, mère issue d'une grande famille d'entrepreneurs juive (Oppenheim).
Exil en Palestine, puis notamment en Malaisie.
Retour en 1961 à Berlin-Ouest. Professeur d'histoire de l'architecture à la *Hochschule der Künste*.

PRESSMANN, Simon : (1892, ? - 1962, Berlin-Ouest)
Un des « hommes de la première heure », il a notamment participé à la reconstruction de la synagogue de la Joachimsthaler Straße.

PREUß, Richard (Dr.) : (1887, Silésie - ?)
Études à Berlin. Première Guerre mondiale. Procureur général.
Mariage mixte, travail forcé.
De nouveau juriste à Berlin après 1945. Croix du mérite de RFA.
Surveille les élections à la CJ et membre du Tribunal d'honneur de celle-ci.

PRINZ, Gertrud : (1891, Saxe - ?)
Arrivée en 1896 à Berlin.
Camp de Theresienstadt, où elle perd son fils.
Après 1945, retour à Berlin avec son mari, qui meurt en 1949. S'investit dans la reconstruction de la CJ, notamment en aidant les personnes âgées et malades. Membre du Groupe des femmes de la CJ de Berlin-Ouest.

PROSKAUER, Erna : (1903, Bromberg - 2001, Berlin)
(Née Aronsohn)
Sa famille s'installe en 1921 à Berlin.

Avocate et notaire. Mariage en 1930 avec l'avocat Max Proskauer.
Exil en Palestine en 1934. Ils se reconvertissent, lui en commerçant, elle en blanchisseuse. Max fait une tentative de suicide.
Retour à Berlin-Ouest en 1953, voulu par son mari. Séparation en 1960. À la mort de Max en 1968, elle reprend son bureau et s'occupe essentiellement de problèmes de réparations.
Croix du mérite en 1955. Enterrée au cimetière juif de la Scholzplatz.

RADVANYI, Ruth (Dr.) : (née en 1928 à Berlin)
(Fille d'Anna Seghers)
Émigration en 1933 en France, puis au Mexique en 1941. Études de médecine à Paris à partir de 1946. De 1954 à 1991, pédiatre à Berlin-Est.

RADZIEWSKI, Hans : (né en 1924 à Berlin)
Arrêté en 1938, travail forcé en 1941. Déportation à Auschwitz en 1943. Libéré en Bavière fin avril 1945. Reste à l'hôpital de Straubing jusqu'en septembre 1945. Ses projets d'émigration échouent à cause de la tuberculose.
En 1957, il s'installe à Berlin-Ouest. De fin 1959 à fin 1960, il travaille pour l'*Allgemeine* à Berlin, puis, de 1966 à 1981, au service social de la CJ.

RAPAPORT, Samuel Mitja (Dr.) : (1912, Russie - 2004, Berlin)
Biochimiste.
Jeunesse à Vienne. Entre au KPÖ en 1934. Émigration en 1937 aux États-Unis. Retour à Vienne en 1950.
En 1952, il répond à l'appel de la HU à Berlin-Est. Jusqu'en 1978, il est professeur de biochimie et directeur de l'Institut de chimie physiologique et biologique.
A beaucoup contribué au développement de la biochimie en RDA.

REBLING, Jalda : (née en 1951 à Amsterdam)
(Fille de Lin Jaldati)
Actrice et chanteuse. Arrivée à Berlin-Est avec ses parents en 1952.
Non membre de la CJ, mais « relation très étroite » avec celle-ci.
Chante en yiddish depuis 1979.
Directrice du projet « *Tage der jiddischen Kultur* » à Berlin de 1987 à 1997.

REBLING, Kathinka : (née en 1941)
(Sœur de Jalda)
Études de musique (violon), dont quelques années à Moscou dans les années 1960.

RETTIG, Abraham :
Chantre à Berlin-Ouest dans les années 1970-1980. Se déplace à l'Est.

REWALD, Ilse : (1918, Berlin - 2005, Berlin)
Travaux forcés, puis survit deux ans et demi dans l'illégalité à Berlin avec son mari.
Reste à Berlin (Ouest).
En 1958, elle écrit un mémorandum sur les Berlinois qui lui ont sauvé la vie. Fait de nombreux exposés sur l'époque nazie dans les écoles.

RIEDE, Kurt et Hella :
Survivent cachés à Wittenau.
Après 1945, Kurt s'occupe des finances de la CJ (Ouest).

RIESENBURGER, Lucie Klara : (1901, Meißen - 1999, Berlin)
(Née Linke, femme de Martin Riesenburger)
Elle se convertit au judaïsme pour épouser Martin. En 1942, elle renie sa conversion et sauve son mari de la déportation en tant qu'« aryenne ».

RIESENBURGER, Martin (Dr.) : (1896, Berlin - 1965, Berlin-Est)
Études à la *Hochschule für die Wissenschaft des Judentums*. Mais on ignore s'il y obtint sa *smicha*. Très doué pour la musique.
Il survit au cimetière de Weißensee en continuant clandestinement à exercer le culte, et parvient à sauver de nombreux objets de culte (560 rouleaux de la Thora).
Simple prédicateur jusqu'en 1953, il devient le rabbin officiel de Berlin-Est. Surnommé le « rabbin rouge », il obtient le titre de docteur de l'Université Humboldt en 1961 et devient rabbin pour toute la RDA.

ROBERT, Rudolf : (né en 1922 à Berlin)
Camps de concentration de Buchenwald, Auschwitz (où il rencontre Galinski) et Sachsenhausen.
À vingt-trois ans, il revient à Berlin et s'engage pour la reconstruction de la CJ. Depuis 1951, employé au service des réparations de la CJ (Ouest). Depuis 1964, représentant de celle-ci. Depuis 1969, membre du comité de direction. Également membre du comité de direction de la ZWFSt, de la synagogue Pestalozzistraße et de la fondation « Hôpital juif ».

RÖDEL, Susanne : (née en 1945 en Angleterre)
Arrivée à Berlin-Est en 1947.
Employée aux éditions Hentschel.

RODENBERG, Hans Rudolph : (1895, Lübbecke - 1978, Berlin-Est)
(Pseudonymes : Hans Berg, Rudolf Müller, Curt Baumann)
Metteur en scène, comédien et intendant de théâtre.
Exil en URSS en 1932.
En 1948, il devient directeur du *Berliner Theater der Freundschaft* à Berlin-Est.
De 1952 à 1957, il dirige les studios de la DEFA à Potsdam.
Puis, il enseigne la dramaturgie à l'école de cinéma de Potsdam et fait partie du conseil d'État et de la Chambre du peuple.

ROSEN, Martin : (1907, Berlin - 1981, Berlin-Ouest)
Comédien, chanteur, joueur de trombone, il travaille dans de nombreux théâtres de Berlin.
D'abord condamné au travail forcé, il survit ensuite dans l'illégalité, mais est arrêté et déporté à Auschwitz en 1944.
En 1945, engagement au *Hebbel Theater*, puis au *Theater am Schiffbauerdamm*, au *Deutsches Theater*, etc.
En 1961, il part au Schlesvig, puis revient vivre à Berlin-Ouest en 1969, où il se produit notamment à la *Freie Volksbühne* et au *Theater des Westens*.

ROSENBAUM, Anatol (Dr.) : (né en 1939 à Moscou)
(Parents Nelly et Ernst Held, en exil depuis 1932, communistes.)
Retour en 1949 à Berlin-Est. Rejoint la CJ dans les années 1960.

Arrêté en décembre 1968 comme « agent sioniste » et incarcéré à Hohenschönhausen, puis à Rummelsburg et à Cottbus (*Strafantstalt für Staatsfeinde*), il est libéré en janvier 1971.
En septembre 1975, il vient s'installer à Berlin-Ouest avec son fils. Atteint d'une leucémie (probablement due aux conditions de vie dans les prisons est-allemandes) en 2001, il reçoit une transplantation d'un Israélien.
En 2005, la famille reprend le nom de « Rosenbaum ».

ROSENBERG, Georg : (1897 - ?)
Membre de la CJ de Berlin-Ouest. Fondateur de la *Darlehenskasse*.

ROSENBERG, Oscar (Dr.) : (1884, Poznanie - 1963, Berlin-Ouest)
Études en Allemagne après son baccalauréat. Pédiatre. Devient chef du service pédiatrie à l'Hôpital juif. Déporté à Theresienstadt en 1943.
Médecin-chef de l'Hôpital juif après 1945, retraite en 1961.

ROSENSTRAUCH, Hazel (Dr.) : (née en 1945 à Londres)
Enfance à Vienne.
Études de sociologie, de philosophie et de littérature à la FU à partir de 1965.
Rédactrice (notamment du magazine *Gegenwart*), journaliste, lectrice, principalement à Berlin-Ouest.

ROSENTHAL, Hans : (1925, Berlin, Hôpital juif - 1987, Berlin-Ouest)
Éducation juive. Parents morts tous les deux au tournant des années 1940.
Travail forcé à partir de 1942, épargné par la « *Fabrikakion* ». Puis, il survit dans l'illégalité. Il a perdu toute sa famille.
Après 1945, il travaille d'abord à la radio : *Berliner Rundfunk* (Est), puis RIAS à partir de 1948. Il découvre le « quizz », qui lui vaudra son immense succès.
À partir des années 1960, présentateur de télévision (SFB), pendant un certain temps à Munich (WDR, SDR). De nouveau à Berlin, il lance « Dalli-dalli » en 1971.
Membre de la chambre des représentants de la CJ depuis 1954, puis président de celle-ci en 1971. Croix du mérite de RFA en 1972.
Deux enfants : Birgit (née en 1950) et Gert (né en 1958).

ROSENTHAL, Hans (Dr.) : (né en 1924 à Berlin)
(Fréquente la même école que son homonyme à Prenzlauer Berg)
Survit d'abord protégé par sa mère, « aryenne » malgré sa conversion au judaïsme, puis à partir de 1943, dans l'illégalité.
Après 1945, il reste en secteur soviétique. D'abord membre de la CJ, il la quitte en 1951-52 par conviction politique. Il y retournera en 1986.
Carrière de biologiste à la HU. Membre du SED, autorisé à se rendre à l'étranger, même capitaliste, mais pas à Berlin-Ouest.
Membre fondateur de la *Deutsche Israel-Gesellschaft* en 1989.

ROSENTHAL, James, Jacov : (1903-1997)
Membre de la CJ de Berlin-Est.

ROSENZWEIG, Max (Dr.) : (1888, Zielenzig - 1967, Berlin-Ouest)
Arrivée à Berlin en 1898. Avocat. Exil en Palestine de 1935 à 1952.
Retour à Berlin-Ouest. Membre du comité de direction de la CJ depuis 1961.
Fait partie du comité de direction de l'Hôpital juif en 1963.

ROSSMANN, Fritz : (1889, Poznanie - ?)
Arrivée à Berlin avec ses parents en 1892. Exil en Chine.
Retour à Berlin en 1945. Membre du KKL, travail social pour la CJ de Berlin-Ouest.

ROTH, Leo : (1921, Graz - 2004, ?)
Exil en Grande-Bretagne, puis en Australie et à Shanghai, où il retrouve ses parents. En 1951, il retourne en Angleterre, puis passe quatre ans à Vienne.
Chantre de Berlin-Ouest depuis 1957.

ROTHHOLZ, Alexander : (1904, Poznanie - ?)
Commerçant. Arrivée à Berlin avant 1933. A sauvé durant la guerre des objets de culte de la synagogue de la Pestalozzistraße.
A contribué à la reconstruction de la synagogue après 1945.
Femme Sonja décédée en 1968.

ROTHHOLZ, Heinz : (né en 1946 à Berlin, secteur soviétique)
Élevé dans la tradition juive par son père.
Commerçant.
Cours de religion chez Martin Riesenburger. Ami avec Estrongo Nachama. Directeur du Groupe des jeunes, puis membre du comité directeur de la CJ de Berlin-Est dans les années 1970.

ROTHMANN, Israël : (1903 - ?)
Membre de la CJ de Berlin-Est, il tient le discours d'inauguration de la synagogue Rykestraße en 1953.

ROTTER, Fritz : (1900, Vienne - 1984, Ascona, Suisse)
Compositeur de chansons populaires. Arrivée à Berlin dans les années 1920, où il crée également de nombreuses musiques de films.
Émigration en Autriche en 1933, puis en Grande-Bretagne en 1936, et aux États-Unis en 1937, où il travaille avec Franz Werfel, Fritz Korner et Fritz Lang.
Retour à Berlin-Ouest en 1951. En 1952, il obtient le Prix du film de RFA.
Retraite en Suisse.

RUNGE, Irene (Dr.) : (née en 1942 à New York)
Retour de sa famille à Berlin-Est en 1949.
Études d'économie et de sociologie à la HU, promotion en 1979. Devient membre de la CJ en 1976 et du comité de direction en 1983.
Informatrice de la Stasi.
Fondatrice du Groupe « Wir für uns » en 1986, qui devient le « Jüdischer Kulturverein » en 1990.

RUSCHIN, Günter : (né en 1924)
Travail forcé, puis camp d'Auschwitz en 1943.
Retour à Berlin en 1945. Émigration au Chili en 1947.
Retour à Berlin-Ouest en 1971 avec sa femme et leurs deux fils. Chantre à partir de 1972 et responsable du service du culte de la CJ.

RUSCHIN, Oskar :
Chantre de la CJ de Berlin. Survivant d'Auschwitz.

En 1945, il retourne à Berlin, où il aide notamment Riesenburger à instaurer une école religieuse. En 1947, il émigre en Palestine.

SACHS, Fritz : (1881-1956)
Vient s'établir comme commerçant en 1930 à Berlin. Survit dans l'illégalité.
Après 1945, engagement pour la reconstruction de la CJ, dont il devient représentant. Également *gabbaï* de la synagogue Pestalozzistraße. Création des offices pour les jeunes et du chœur.

SACHS, Siegfried : (1899, Berlin - 1986, Berlin-Est)
Apprentissage de commerçant. Après la Première Guerre mondiale, il devient commerçant de rue. Émigration en 1939 avec sa femme Gertrud (née Kohn).
Retour en février 1947 à Berlin-Est. Commerçant, puis gérant du cinéma « Central » à Berlin-Biesdorf.

SACK, Walter : (né en 1915 à Berlin)
Il s'engage très jeune pour le communisme. Membre du Groupe Baum.
Émigration en Suède en 1939, où il rencontre sa future épouse, Ingeborg.
Retour à Berlin en 1946 avec un groupe d'émigrés communistes. Travaille d'abord pour le SED. Sa femme le rejoint en 1947. En 1951, il est exclu du parti, puis travaille pour la chambre des artisans de Berlin.
Maire du quartier de Treptow de 1961 à 1963 et de 1967 à 1974.

SALOMON, Paul (Dr.) : (1886, Poznan - ?)
Études de médecine à Berlin et Fribourg. En 1920, il ouvre un cabinet à Moabit.
Exil à Shanghai en 1939 où il se marie pour la seconde fois.
S'installe à New York en 1950 et à Berlin en 1958 pour sa retraite.

SANDBERG, Herbert : (1908, Poznan - 1991, Berlin)
Dessinateur et caricaturiste.
Études à Breslau, puis travail pour des journaux berlinois entre 1928 et 1933. Engagement communiste. Interné dès 1934 dans la prison de Brandebourg, il est prisonnier au camp de Buchenwald de 1938 à 1944.
Directeur de l'*Ulenspiegel* (1945-1950), auteur d'esquisses de Brecht et de la chronique « Der freche Zeichenstift » dans la revue *Das Magazin* (1954-1990).
Réalise de nombreux décors de théâtre entre 1947 et 1961 avec sa femme Eugenie.
Rédacteur en chef du journal *Bildende Kunst* de 1954 à 1957.
Professeur à Leipzig à partir de 1970. Membre de l'Académie des Arts de RDA.

SANDBERG, Thomas : (né à Berlin-Est en 1952)
Père très orthodoxe.
Photographe et designer. Engagement communiste.
Cofondateur du groupe « Wir für uns ». Devient membre de la CJ de Berlin-Est en 1988.

SANDEN, Hans : (1891, Berlin - 1967 Berlin-Ouest)
Comédien et metteur en scène.
Émigration en France en 1938, où il est interné, mais il parvient à fuir en Suisse.
En 1951, retour à Berlin-Ouest, où il joue à la *Komödie* et au *Theater am Kurfürstendamm*.

SANDERLING, Kurt : (né en 1912 en Prusse-Orientale)
En 1926, sa famille s'installe à Berlin. Baccalauréat et études de musique. Il commence sa carrière au « Städtische Oper », mais est renvoyé en 1933.
En 1935, émigration en Suisse, puis en URSS. Chef d'orchestre à Moscou et Leningrad à partir de 1937. En 1940, il devient citoyen d'Union soviétique. En 1941, il prend la direction de l'Orchestre philharmonique de Leningrad exilé à Novosibirsk. Retour à Leningrad en 1944. Après la guerre, concerts à travers l'Europe, à Berlin pour la première fois en 1956.
Retour à Berlin-Est en 1960 en tant que chef de l'Orchestre symphonique. Membre de l'Académie des Arts. Nombreuses distinctions en RDA.

SCHACHNE-KOSUSZEK, Lucie : (née en 1918 à Berlin)
Issue d'une famille juive non religieuse.
Émigration en Angleterre.
Retour à Berlin en 1946.
Devient rédactrice du *Weg* en juin 1949 et représentante de la CJ à partir de 1950.
Retour à Londres pour la naissance de sa fille.

SCHAUL, Dora : (Née en 1913 à Berlin)
(Née Davidson)
Émigration en France en 1933, puis en Hollande, où elle devient membre du KPD. Internement en France, mariage avec Alfred Benjamin. S'enfuit et s'engage dans la résistance. Mort de son mari en 1942.
Retour à Berlin en 1946. De 1947 à 1968, elle travaille au SED. Épouse Hans Schaul en 1951.

SCHAUL, Hans : (1905, Poznanie - 1988, Berlin-Est)
Juriste. Études à Berlin, où il devient avocat en 1932.
Exil en France en 1933 avec sa première femme, l'écrivain Ruth Rewald. Participation à la Guerre d'Espagne, puis internement en Afrique du Nord. Sa femme et sa fille sont déportées en 1942. En 1944, il fuit en URSS et y devient professeur pour les prisonniers de guerre, puis à la « Antifaschule ».
Retour à Berlin-Est en 1948, où il devient professeur d'économie, puis rédacteur en chef du journal *Einheit*[5] jusqu'en 1972. Membre du Comité Central du SED.

SCHENK, Heinz : (1910, ? - Berlin-Est, 1971)
Enfance à l'orphelinat juif de Berlin (Pankow). Devient menuisier au service de la CJ de Berlin (1934-1937). Buchenwald 1940-1944, puis camp de Magdeburg.
Membre du KPD, puis du SPD. Retour à Berlin-Est en 1949.
Membre du comité de direction de la CJ de Berlin-Est à partir de 1953, secrétaire général en 1958, puis président en 1962.
Informateur de la Stasi à partir de 1960.
1970 : Ordre du mérite patriotique en bronze.

SCHEURENBERG, Klaus : (1925, Odebruch - 1990, Berlin)
Sa famille s'installe en 1927 à Berlin.
Travaux forcés, déportation à Theresienstadt en mai 1943, puis à Wulkow, un camp de Sachsenhausen, de 1944 à 1945. Retour à Berlin (secteur occidental) avec ses parents.

[5] « Unité »

D'abord commerçant dans le textile, puis dans les assurances. S'occupe beaucoup de ses parents, détruits par leur expérience de la Shoah.
Initiateur du jumelage entre Tempelhof et Nahariya en 1970, pour lequel il obtient la Croix du mérite en 1972.
Membre du comité de direction de la CJ et, depuis 1981, de la « Société de coopération judéo-chrétienne ».
Promotion en 1985 sur le thème « L'Holocauste comme facteur économique ».

SCHNEIDEMANN, Alfred : (1905-1972)
Chantre de la synagogue Rykestraße.

SCHNEIDERMANN, Arkadi : (né en 1935 à Minsk)
Ne pouvant servir dans l'Armée soviétique en raison de ses origines juives, il émigre en Israël en 1971.
Arrivée à Berlin-Ouest en 1976.

SCHOEPS, Julius Hans (Dr.) : (né en Suède en 1942)
Fils de Hans Joachim[6] et Dorothee[7] Schoeps (qui ont fui Berlin en 1938 et se sont rencontrés en Suède).
En 1946, le père rentre en Allemagne avec ses enfants, il s'établit à Erlangen.
Études à Berlin-Ouest à partir de 1964 : théâtre, germanistique et histoire à la FU. Membre de la CJ de Berlin-Ouest et de la direction de l'Association étudiante. Mais il renonce bien vite à ces fonctions.
1969 : promotion à Erlangen.
Cofondateur de l'Institut Steinheim à Duisburg, ouvert en 1986.
De 1997 à 2001, il sera représentant de la CJ de Berlin.

SCHOTTLAENDER, Rainer : (né en 1949)
(Fils de Rudolf Schottlaender)
Difficultés d'adaptation à l'école est-allemande en 1961. Renvoyé de l'école à dix-huit ans, il passe tout de même son baccalauréat et étudie la physique.
Arrêté au cours d'une tentative de fuite en 1971, il passe un an et demi à la prison de Cottbus. Amnistié en décembre 1972, il décide de s'installer à Munich.

SCHOTTLAENDER, Rudolf : (1900, Berlin - 1988, Berlin-Est)
(Fils d'un commerçant juif en textile.)
Elève de Husserl et de Heidegger. Romaniste (auteur de la première traduction de Proust en allemand). A survécu dans l'illégalité à Grunewald.
1946-48 : professeur dans un lycée à Tegel, puis à Dresde. Fuite à Berlin-Ouest en 1949, où il est suspecté d'être communiste et n'obtient que des postes de professeur en lycée. Il est même exclu de l'enseignement durant deux ans.
En 1960, il obtient un poste pour enseigner les langues anciennes à l'Université Humboldt ; il part vivre à l'Est en 1961. Retraite en 1966.
Enfants : Irene (Selle) et Rainer.

SCHOYER, Adolf : (1872, Berlin -1961, Bad Kissingen)
Entrepreneur dans l'industrie du métal.

---

[6] Il se définissait comme « juif, prussien et conservateur » tentant de concilier son appartenance à l'Allemagne et à la religion juive.
[7] Descendante de la famille Mendelssohn-Bartholdy et de David Friedländer.

Membre de la CJ avant 1933, dans la mouvance orthodoxe.
Exil en Grande-Bretagne en 1938.
Retour à Berlin (Ouest) en 1946. En 1947, il met en garde les émigrés juifs allemands contre un retour en Allemagne dans la revue *Aufbau*. Dirige la *Darlehenskasse*.
Croix du mérite de RFA en 1957.

SCHWARZSCHILD, Steven S. : (1924, Francfort/M - 1990, États-Unis)
Exil aux États-Unis en 1939. Ordonné rabbin en 1948, il est alors envoyé à Berlin.
Il repart en mai 1950, quittant définitivement l'Allemagne pour les États-Unis, où il sera rabbin puis professeur.

SCHWEIGER, Ralph : (? - 1981, Berlin-Ouest)
À partir de 1975, directeur du service des relations publiques de la CJ de Berlin-Ouest. Collaborateur le plus proche de Galinski.

SCHWERSENZ, Adolf (Dr.) :
Fondateur de la « Communauté Juive de Berlin-Nord-Ouest ». Puis chantre de la synagogue de la Pestalozzistraße.
Émigration en 1946 aux États-Unis.

SCHWERSENZ, Anna : (1863 - ?)
Camp de Theresienstadt.
Après la guerre, résidente du foyer pour personnes âgées de Berlin-Ouest.

SEGHERS, Anna : (1900, Mayence - 1983, Berlin-Est)
(Pseudonyme de Netty Radvanyi, née Reiling)
Écrivain.
Thèse de doctorat en 1924 sur les Juifs dans l'œuvre de Rembrandt. Mariage avec le philosophe Laszlo Radvanyi en 1925, puis installation à Berlin, où elle décide de quitter la CJ. 2 enfants, Peter et Ruth.
Membre du KPD à partir de 1928. Émigration à Paris en 1933, puis à Mexico en 1943. Fonde avec Abusch le *Freies Deutschland*.
Retour en Europe en 1947 ; elle choisit Berlin-Est en 1950. Présidente du *Schriftstellerverband* de 1952 à 1978.

SELBIGER, Fritz : (1904, Berlin - 1989, Berlin-Est)
À partir de 1927, il travaille comme vitrier dans l'entreprise de son père, qu'il reprend en 1932. En 1938, travail forcé (chez Kodak et Fritz Müller). Survit dans l'illégalité avec sa mère à Berlin.
Après 1945, il redevient vitrier à son compte à Pankow et prend sa retraite en 1962.
Enterré au cimetière de Weißensee.

SELLE, Irene : (née en 1947 à Berlin-Reinickendorf, Ouest)
(Fille de Rudolf Schottlaender)
Elle a quatorze ans quand son père s'installe définitivement en RDA, juste après la construction du Mur en 1961.
Promotion à la HU. Recherches à l'Académie des Sciences.

SIMON, Heinrich (Dr.) : (né en 1921 à Berlin)
Exil en Palestine en 1939, soldat dans l'armée britannique.

Retour en octobre 1947 à Berlin pour retrouver son amie. Mariage. Études à la HU. Promotion commune avec sa femme, Marie, en philosophie en 1951.
Membre du SED et de la CJ.

SIMON, Helga : (née en 1928 à Berlin)
Elle survit avec sa mère en Prusse-Orientale grâce à de faux papiers. En janvier 1945, elles reviennent en tant qu'expulsées vers Berlin. Au cours du voyage, sa mère est tuée. En 1947, arrivée à Berlin, où elle fait la connaissance de Heinz Galinski. Celui-ci l'encourage à reprendre ses études d'infirmière à l'Hôpital juif, puis découvre son talent pour la photographie.
Photographe attitrée de la CJ de Berlin-Ouest depuis 1952.

SIMON, Hermann (Dr.) : (né en 1949 à l'Hôpital juif de Berlin)
(Fils de Marie et Heinrich)
Historien. 1957-59 : cours de religion à Berlin-Ouest. Études à la HU. Promotion en 1976. Spécialiste de numismatique.
Dirige le club des jeunes de la CJ. Vice-président de la CJ de Berlin-Est de 1985 à 1990/91.
Depuis 1988, il dirige la Fondation « Centrum Judaicum ».

SIMON, Marie (Dr.) : (1922, Berlin - 1998, Berlin)
(Femme de Heinrich, née Jalowicz).
Philosophe.
Passe son baccalauréat à l'école de la CJ de Berlin.
Travail forcé chez Siemens de 1940 à 1942, puis fuite en Bulgarie où elle entre dans la résistance.
Retour à Berlin en 1946, études à la HU. Après sa promotion en 1951, elle y devient professeur de philosophie. Membre du SED.
En 1984, elle publie avec son mari *Die Geschichte der jüdischen Philosophie*[8].

SIMONI, Margarete : (1921, Berlin - 1993, Berlin)
(Femme de Sally, née Schattke).
Ses parents et elle cachent la famille Simoni à partir de 1942. Elle se convertit au judaïsme pour épouser Sally selon la tradition juive.
Directrice du foyer pour personnes âgées de Niederschönhausen de 1962 à 1981.

SIMONI, Sally : (1905-1989)
Caché par la famille Schattke, puis déporté à Theresienstadt au début de l'année 1945.
Atelier de couture à Pankow. Membre du comité de direction de la CJ. Chantre de la synagogue Rykestraße.

SINAKOWSKI, Andreas :
Écrivain et journaliste à Berlin-Est.
A travaillé pour la Stasi de 1979 à 1985 avant de passer à l'Ouest.

SINGER, Ödön (Dr.) : (? - 1969)
Camp d'Auschwitz ; après sa libération, vit à Budapest. Séjour en Israël en 1956.
Rabbin de Berlin-Est de 1965 à 1969.

[8] « L'histoire de la philosophie juive »

Conflits avec la direction de la CJ en raison de ses activités extérieures : cours de langues, offices radiophoniques…
Informateur de la Stasi.

SINGER, Rudolf : (1915, Hambourg - 1980, Berlin-Est)
(Pseudonyme : Rudi Welsch)
Journaliste et haut fonctionnaire de RDA.
Membre du KPD dans les années 1930. Exil et internement en Suisse.
Retour en 1945 d'abord à Düsseldorf, puis en 1951 en RDA. De 1952 à 1963, il travaille puis dirige le journal *Freiheit* à Halle. En 1963, il devient directeur de l'agitation au Comité Central du SED. De 1966 à 1971, il est rédacteur en chef de *Neues Deutschland*.
À partir de 1967, il fait partie du Comité Central et est élu député à la Chambre du peuple en 1971.

SKOBLO, Roman :
Médecin. Membre de la CJ de Berlin-Ouest.

SOMMERFELD, Adolf : (? , Kolmar, Poznanie - 1964, Suisse)
Fonde une entreprise de bâtiment à Berlin au début du siècle, qui réalise notamment le quartier Onkel Toms Hütte à Neukölln.
Émigration en 1933 en Palestine, puis en Angleterre. Retour en 1945 en tant qu'Andrew Sommerfield. Il reprend la direction du groupe.

SPIERER, Leon : (né en 1928 à Berlin)
Famille originaire de Kiev.
Exil en 1933 à Luxembourg, en 1936 à Buenos Aires. Séjours à Londres et à Stockholm. Retour en 1963 à Berlin-Ouest, où il entre à l'Orchestre philharmonique comme violoniste.

SPIRA, Camilla : (1906, Hambourg - 1997, Berlin)
Actrice très célèbre dans les années 1920-1930 à Berlin.
Considérée comme « demi-juive », elle se réfugie en 1938 aux Pays-Bas avec son mari et ses deux enfants. Elle survit au camp de Westerbork et rentre à Berlin en 1947.
Elle s'établit à l'Ouest (Dahlem) et joue au *Hebbel-Theater*.
Après quelques rôles pour la DEFA, elle refuse de s'installer à l'Est, contrairement à sa sœur Steffie.

SPIRA, Stefanie (Steffie) : (? - 1995, Berlin)
Actrice de Berlin-Est.

SPITZER, Moritz : (1885-1964)
Chantre de la synagogue de la Rykestraße.

STEIN, Ernst :
Exil en Grande-Bretagne en 1940. Formation de rabbin à Londres à partir de 1971.
Rabbin libéral de Berlin-Ouest de 1980 à 1997.

STEINITZ, Wolfgang : (1905, Breslau - 1967, Berlin-Est)
Linguiste et spécialiste de « *Volkskunde* » (étude des cultures populaires régionales).
Membre du KPD. Exil en Estonie, en Russie, puis à Stockholm en 1937.

En 1946, il rentre à Berlin, où il devient professeur à la HU. Membre de l'Académie des Sciences en 1951. 1954-58 : Comité Central du SED.

STERN, Alexander : (1901, Budapest - 1977, Berlin-Ouest)
(Originaire d'une famille de rabbins).
Vient en Allemagne dans sa jeunesse. Retourne en Hongrie en 1933.
Camp de travail, puis déportation en URSS. Contacts avec Raoul Wallenberg.
Retour en 1957 à Berlin-Ouest. Représentant de la CJ, puis membre du comité de direction. *Gabbaï* de la synagogue Joachimsthaler Straße. Noces d'argent en 1969 avec sa femme Magda.
Propriétaire d'un hôtel sur le Kurfürstendamm.

STERN, Heidi : (née en 1957 à Cuba)
Parents en Israël depuis 1960. Vient en 1984 à la *Hochschule der Künste* de Berlin-Ouest pour terminer ses études. Peintre.

STERN, Hellmut : (né en 1928 à Berlin)
Exil en Chine en 1938 (Harbin).
Émigration en Israël en 1949 (*Israel Philharmonic Orchestra*), puis aux États-Unis. Retour à Berlin en juin 1961 où il devient 1er violon de l'Orchestre philharmonique. Ses parents le rejoignent. Ils reprennent contact avec d'anciennes connaissances et visitent régulièrement les manifestations culturelles de la CJ (concerts et pièces de théâtre).
Membre du SPD.

STEUER, Ludwig (Dr.) : (1893, ? - 1956, Berlin)
Médecin. À partir de 1943, radiologue à l'Hôpital juif. Durant la Guerre, il continue à exercer à l'Hôpital juif.

STILLMANN, Günter : (1912, Berlin - 1986, Berlin-Est)
Communiste. Émigration en Palestine en 1940. Famille décimée.
Retour à Berlin en 1948. Travaille à l'Est en habitant à l'Ouest, puis déménage en 1949.
Journaliste.

STILLMANN, Ilse :
(Femme de Günter, elle aussi d'origine juive. Se rencontrent en 1935, se marient en 1949 à Berlin.)
Membre du Groupe Baum.
Après 1945, lectrice au *Kinderbuchverlag*.

STILLMANN, Irene : (née en 1911 à Berlin)
Quitte la CJ à l'adolescence. Entre au KPD en 1932.
Travaille au « Palästina-Amt » jusqu'en 1941, puis travail forcé et illégalité à partir de mi-1943.
Après 1945, elle travaille au Magistrat de Berlin-Est.

STILLMANN, Kurt : (né en 1916 à Berlin)
(Frère de Günter).
Renvoyé de l'école en 1933, il commence un apprentissage de jardinier et devient membre du mouvement sioniste « *Hachschara* », qui prépare son émigration en Palestine. Arrivée à Haïfa en 1937. Participe à la construction d'un kibboutz et devient membre de la *Hagganah*. Devient ouvrier à Tel-Aviv en 1940.

Retour à Berlin-Est en 1950, après des difficultés bureaucratiques. Sa seconde femme, Rachel, le rejoint en 1951. Jusqu'en 1953, il tient un commerce, mais il doit y renoncer suite à l'affaire Slansky. Jusqu'en 1960, il vit de petits gagne-pain.
De 1960 à 1981, représentant dans le commerce extérieur et la diplomatie.

STILLMANN, Maya : (née en 1958 à Berlin-Est)
(Fille de Günter).
Études d'architecture et d'urbanisme. 1986-1989 : Employée à l'Institut pour la préservation des monuments.

STOLBERG, Julius :
Chantre de la CJ de Berlin-Ouest dans les années 1960.

STONE, Michael : (1922, Berlin - 1993, Berlin)
Écrivain, journaliste et critique littéraire.
Émigration en 1938 à Vienne, puis en Angleterre. Il obtient la nationalité britannique.
Retour à Berlin-Ouest en 1962. A été membre de la CJ, mais l'a quittée pour cause de conflit avec la direction.
Critiques littéraires et cinématographiques pour le *Tagesspiegel*.

SÜßKIND, Georg (Dr.) : (1893, Poznan - 1979, Berlin-Ouest)
Arrivée à Berlin en 1908. Employé de banque et courtier. Conseiller fiscal depuis 1945.
A survécu dans l'illégalité et participé à la reconstruction de la CJ. Membre du comité de direction dans les années 1960 et de la loge Leo-Baeck. Croix du mérite en 1971. Enterré au cimetière de la Scholzplatz.

SÜSSKIND, Rita (dite « Lala ») :
(Née Rubin)
Baccalauréat à Berlin en 1966. Membre de la jeunesse sioniste.
Mariage avec Artur en 1969. Présidente de la WIZO. Deviendra présidente de la CJ de Berlin en 2008.

TABORI, George : (1914, Budapest - Berlin, 2007)
Auteur de théâtre, scénariste, romancier.
Juif hongrois de naissance, détenteur d'un passeport britannique.

TAUBES, Jacob : (1923, Vienne - 1987, Berlin-Ouest)
(Fils d'un grand-rabbin).
Rabbin et philosophe de la religion, grand connaisseur du Talmud.
Émigration aux États-Unis, où il enseigne à l'école talmudique de New York.
Appelé en 1963 à la FU, il y enseigne et fonde l'*Institut für Judaistik* : il en est le directeur de 1966 à 1979. À partir de cette date, il est professeur invité à la Maison des Sciences de l'Homme à Paris.

TEPPICH, Fritz : (né en 1918 à Berlin)
Dès l'enfance, membre de « *Kadimah* ». Émigration en 1933 à Paris, puis en Grande-Bretagne, en Belgique. Participe à la Guerre d'Espagne. Internement en France. Fuite en 1942. Vit dans l'illégalité, puis en prison au Portugal.
Retour à Berlin en 1946. Journaliste. Travaille pour le *Berliner Zeitung* et l'ADN, mais habite Berlin-Ouest. Membre du « Groupe juif de Berlin » (Ouest).

THALER, Susanne :
(Fille de Hermann Eisner et de Camilla Spira)
Exil en 1938 aux Pays-Bas. Camp de Westerbork.
Retour à Berlin (Ouest) en mai 1947.
Père membre de la CJ, mais qu'il quitte aussitôt après leur retour.
Elle-même adhère à la CJ. Membre du FDP.

THEMAL, Uri : (né en 1940)
Survivant de la Shoah. Vit en Israël de 1949 à 1956. Puis, il passe son bac à Berlin-Ouest et dirige l'Association des jeunes de la CJ. Mariage en 1965 avec Barbara. Entre 1965 et 1968, il étudie au Leo-Baeck-Collège de Londres pour devenir rabbin. Orientation libérale.
Rabbin de Berlin-Ouest à partir de septembre 1968 en parallèle avec son métier de journaliste, durant environ un an.
Puis émigration en Nouvelle-Zélande.

THIMM, Marion Ruth : (née en 1946 aux États-Unis)
Vit à Berlin-Ouest par intermèdes.

TICHAUER, Horst : (né en 1920 à Berlin)
Enfance à Berlin. Employé dans le commerce. Membre de la Jeunesse sioniste.
Fuite en URSS. Nombreux camps soviétiques de 1939 à 1952.
Rapatrié en RDA, il s'installe à Treptow. Mariage en 1953, naissance d'une fille en 1954. Il retravaille dans la confection.

TICHAUER, Shlomo : (né en 1935 en Palestine)
Inscrit de force par son père à la TU, il vient étudier à Berlin-Ouest en 1957. Ingénieur et professeur de religion à la CJ depuis 1962. Se rend parfois à Berlin-Est pour donner des cours.

TRILSE-FINKELSTEIN, Christoph (Dr.) : (né en 1932 à Breslau)
(Pseudonyme Jochanan à partir des années 1980)
Philosophe et écrivain. Jeunesse à Vienne. Illégalité, puis membre du mouvement des partisans en Yougoslavie. Après 1945, études en Autriche, puis à Francfort/Main (auprès d'Adorno), et en RDA à partir de 1956 (auprès de Mayer et Bloch). En 1958, il s'installe en RDA.
Découvre sa judéité à la fin des années 1970. Vient à Berlin-Est dans les années 1980. Membre du groupe « Wir für uns ».

TWOROGER, Herbert A. : (1919, ? - 1981, Berlin-Ouest)
Travail forcé. Après 1945, il travaille pour l'Agence juive à Berlin (jusqu'en 1950). Directeur du Groupe de jeunes à partir de 1948. Représentant de la CJ durant vingt ans. En 1971, il est conseillé municipal à Steglitz. Enterré au cimetière de la Scholzplatz.

ULLSTEIN, Karl : (1903, Berlin - 1964, Berlin-Ouest)
(Neveu de Rudolf, petit-fils de Leopold)
Exil aux États-Unis. De retour à Berlin, il s'efforce de reconstruire la maison d'édition à Tempelhof, qui est restituée à la famille en 1952.

ULLSTEIN, Rudolf : (1874, Berlin - 1964, Berlin-Ouest)
Apprentissage d'éditeur, puis employé dans l'entreprise familiale en 1901.

Exil en Grande-Bretagne en 1939, puis à New York.
Retour à Berlin-Ouest. Il redevient directeur de l'imprimerie « Ullstein » à Tempelhof jusqu'à la fin des années 1950, puis elle est rachetée par Axel Springer.

VERLEGER, Helga :
A survécu à Wedding. Après 1945, secrétaire au camp de « DP's » de Schlachtensee.
Mariage en novembre 1948 avec un survivant d'Auschwitz. Déménagement à Falkenstein (RDA). En 1949, suite à une demande d'émigration en Israël, son mari est arrêté. En 1951, elle part pour le Wurtemberg.

WALLENBERG, Hans : (1907, Berlin - 1977, Berlin-Ouest)
Journaliste.
Exil aux États-Unis en 1937.
Retour à Berlin en 1945, où il fonde l'*Allgemeine Zeitung.* Puis, il devient chef du *Neue Zeitung* avant d'être nommé conseiller personnel d'Axel Springer.
En 1976, il fait partie des fondateurs de la « Gesellschaft für ein Jüdisches Museum Berlin »[9].

WARBURG, Otto Heinrich (Dr.) : (1883 - 1970)
Médecin et chimiste.
En 1950, il participe à la réouverture de l'Institut Max Planck à Berlin-Ouest.

WARSE, Max (Dr.) : (né en Haute-Silésie)
Arrivée à Berlin dans sa jeunesse, puis exil en Australie en 1939.
Chantre et prédicateur de la CJ de Berlin-Ouest à partir de 1958, il se définit comme Juif libéral.

WEIGEL, Helene : (1900, Vienne - 1971, Berlin-Est)
Actrice et intendante de théâtre.
Dans les années 1920, elle joue à Francfort/Main, puis arrive à Berlin en 1922/23. Jusqu'en 1925, elle travaille au *Deutsches Theater* de Max Reinhardt. Mariage avec Brecht en 1928.
Émigration à partir de 1933 à Moscou, Paris, en Suède, Finlande et aux États-Unis.
Retour en 1948 à Berlin-Est avec Brecht, où ils fondent le *Berliner Ensemble*.
Cofondatrice et membre de l'Académie des Arts de RDA.

WEINBAUM, Hans : (Leicester, 1902 - 1962, Berlin-Ouest)
Enfance à Breslau. Devient commerçant, puis chef d'entreprise.
Émigration en Angleterre.
Arrivée à Berlin après 1945. Représentant de la CJ. Membre du comité de direction de la synagogue Pestalozzi.

WEIß, Gittel : (1903, Galicie - ??)
Enfance dans le « Quartier des granges ». Devient communiste.
Survit à Berlin grâce à son mari aryen.
Après 1945, elle travaille comme sténographe et secrétaire aux éditions « Volk und Wissen », puis comme secrétaire de Hilde Benjamin, dans le domaine de la justice. Son mari, Kurt, revient d'un camp d'internement français en 1947.
Leur fils âgé de seize ans se suicide en 1959.

[9] « Société pour un Musée Juif à Berlin ».

WEIßMANN, Moritz : (1883 - ?)
Représentant de la CJ de Berlin-Ouest, *gabbaï* de la synagogue Pestalozzistraße.

WEISZ, David : (1890 - ?)
Exil en Grande-Bretagne, études à l'école talmudique de Gateshead. Retour en 1960.
Rabbin orthodoxe de Berlin-Ouest (Joachimsthaler Straße) pendant trente-quatre ans (1961-1995).

WELTLINGER, Siegmund : (1886, Hambourg - 1974, Berlin-Ouest)
Banquier, puis journaliste.
Détenu deux mois à Sachsenhausen en 1938, il survit ensuite dans l'illégalité.
Référent pour les Affaires juives au sein du Magistrat dès 1945.
Cofondateur et premier président de la « Société de coopération judéo-chrétienne » de Berlin (1949-1970). Membre de la CDU, député de Berlin de 1959 à 1967. Croix du mérite en 1966.
Obtient la plaque Ernst Reuter en 1971. Enterré au cimetière de la Scholzplatz.

WINTERNITZ, Josef : (1896, Oxford –1952, ?)
« Exil » en Angleterre (1939-1948) mais en tant que citoyen britannique. Retour à Berlin après 1945.
Historien. Professeur d'économie à l'Université de Berlin (secteur soviétique).
Activité de publication très intense, notamment sur la question agraire. Ne devient pas directeur de l'Institut Marx-Engels-Lénine comme prévu (1950). Il retourne en Angleterre (mais pas de rupture ouverte avec le Parti).

WISTEN, Fritz : (1890, Vienne - 1962, Berlin-Ouest)
(Pseudonyme de Moritz Weinstein).
Comédien, metteur en scène et intendant de théâtre.
Début de carrière à Eisenach et Stuttgart ; en 1933, il rejoint le « Jüdischer Kulturbund » à Berlin, qu'il dirigera de 1939 à 1941. Camp de concentration en 1938, mais il est relâché et il évite la déportation grâce à son mariage avec l'actrice Gudrun Widmann. Survit à Berlin. Court internement avec sa femme en 1942, mais ils sont relâchés. Travail forcé de 1942 à 1945.
Après 1945, il est engagé au *Deutsches Theater* de Berlin et rouvre le théâtre par une mise en scène de *Nathan le sage*. En 1946, il prend la direction du *Theater am Schiffbauerdamm*. Il reçoit le Prix Goethe de la ville de Berlin en 1957.

WITKOWSKI, Leo : (1902, Breslau - ?)
Survit dans l'illégalité à Berlin avec sa femme. S'engage pour les réparations. Représentant de la CJ et de la ZO Berlin.

WITTKOWSKI, Margarete : (1910, Poznan - 1974, Singen)
Communiste, économiste et femme politique.
Fille d'un commerçant juif, engagée dans le mouvement sioniste jusqu'en 1931, elle émigre en Suisse en 1933 et en Grande-Bretagne en 1939, où elle dirige le mouvement du KPD en exil et écrit des livres avec Jürgen Kuczynski.
En 1946, elle rentre à Berlin, adhère au SED, dont elle devient membre du Comité Central en 1954. Membre de la Chambre du peuple de 1952 à 1958, puis de 1963 à 1967.

D'abord journaliste économique, elle se consacre à la politique. Présidente de la banque d'État de 1967 à 1974. En 1950, puis en 1958, elle est démise de ses fonctions.

WOLF, Friedrich : (1888, Neuwied - 1953, Lehnitz bei Oranienburg)
Écrivain et médecin.
Arrêté en 1931. Exil en France en 1933, puis en URSS. Écrit *Professor Mamlock* en 1933, qui devient une lecture obligée en RDA.
Retour à Berlin-Est en 1945. Membre du *Kulturbund*. Cofondateur de la DEFA en 1946.

WOLF, Gerry (Gerhard) : (né en 1920 à Brême)
Issu d'une famille assimilée, bien que son grand-père paternel fût un rabbin orthodoxe.
Dans les années 1930, il vient à Berlin, où il adhère au groupe juif de gauche « Kameraden ». Exil en Angleterre en 1934.
En 1947, il met fin à son vœu d'émigration en Palestine et rentre à Berlin (Est) où il est engagé à la *Volksbühne*. Il travaille ensuite pour la télévision est-allemande, puis pour la DEFA, où il se lie d'amitié avec Konrad Wolf.

WOLF, Konrad : (1925, Hechingen - 1982, Berlin-Est)
(Fils de Friedrich et frère de Markus).
Exil en France en 1933, puis en Suisse et en URSS. Il devient citoyen soviétique en 1936 et entre dans l'Armée rouge en 1942.
En 1945, c'est en tant que lieutenant qu'il revient à Berlin.
En 1946, il devient le référent culturel de la SMAD et travaille pour le *Berliner Zeitung*.
À partir de 1949, il fait des études de cinéma à Moscou.
En 1955, son premier film *Einmal ist keinmal* est produit par la DEFA. En 1981, il devient membre du Comité Central du SED. La *Hochschule für Film und Fernsehen* de Potsdam adopte son nom en 1985.

WOLF, Markus : (1923-2006)
École du Komintern (1942-1943), puis membre du KPD.
Retour à Berlin le 30 avril 1945 avec les premiers groupes communistes allemands. Travaille pour la *Berliner Rundfunk*.
Espion le plus célèbre de RDA. Démissionne officiellement de ses fonctions en février 1987. Se rapproche de la CJ en 1988.

WOLF, Sonia : (? - 1986, Tel-Aviv)
Famille originaire de Treptow.
1958 : arrivée à Berlin-Est avec son mari letton.
Difficultés d'intégration en RDA et émigration en Israël.

WOLFF, Herta : (née en 1914)
(Née Berger)
Jeunesse à Berlin jusqu'en 1940, date de son émigration à Shanghai avec son mari et leur bébé. Second fils né là-bas en 1948. En 1949, ils émigrent en Israël.
Retour à Berlin en 1950 (vœu de son mari). Membre de la CJ. Active dans la WIZO.

WOLFF, Jeanette : (1888, Bocholt - 1976, Berlin-Ouest)
(Née Cohn)
Études à Bruxelles, devient éducatrice, puis journaliste.
En 1910, elle épouse le commerçant Hermann Wolff de Dortmund. Ils ont trois filles.

En 1919, elle devient représentante socialiste de Bocholt. En 1933, elle est arrêtée, puis relâchée en 1935. Elle crée une pension privée.
Le 9 novembre 1938, son appartement est détruit, son mari arrêté. Elle est placée dans une « Judenhaus ». En 1942, elle est déportée au ghetto de Riga, puis dans différents camps. Seule une de ses filles survivra avec elle.
En 1946, elle s'établit à Berlin et devient député au parlement régional, toujours pour le SPD. Députée au Bundestag de 1951 à 1961. Puis elle se consacre entièrement aux affaires de la CJ.

WOLFFSOHN, Karl : (? - 1957, Berlin-Ouest)
(Grand-père de Michael Wolffsohn).
Exil en Palestine. Retour en décembre 1949 à Berlin.

WOLFFSOHN, Max : (né en 1919)
Commerçant. Photographe.
Exil en Palestine en 1939. Retour à Berlin-Ouest en 1954 avec sa femme Thea et son fils Michael. S'engage activement dans la CJ à partir de 1960. Élu à la chambre des représentants en 1965. Membre de la loge Leo Baeck.

WOLFFSOHN, Michael (Dr.) : (né en 1947 à Tel-Aviv)
Retour à Berlin-Ouest en 1954.
1967-1970 : service militaire en Israël.
Études d'histoire, de science politique et d'économie à la FU de Berlin. Promotion en 1975. Historien et professeur à Munich à partir de 1981. Quitte la CJ.

WROBLEWSKY, Vincent von (Dr.) : (né en 1939 à Clermont-Ferrand)
Parents communistes.
Philosophe et traducteur.
Arrivée à Berlin-Est à l'âge de dix ans avec sa mère. Études de romanistique et de philosophie à la HU. De 1967 à 1991, assistant à l'Académie des Sciences.1975 : promotion sur Sartre.
Membre du SED.
Deux filles : Rachel et Sarah.

WULF, Jenta : (? - 1973, Berlin-Ouest)
Femme de Josef. Issue d'une célèbre famille de rabbins.
Grandes connaissances du judaïsme.
Décédée de maladie. Dépouille transférée en Israël par son mari juste avant son suicide.

WULF, Joseph : (1912, Chemnitz - 1974, Berlin-Ouest)
Issu d'une riche famille de Cracovie.
Études à l'école talmudique.
Membre d'un groupe juif de résistance. Survit à Auschwitz de 1941 à 1945. Après la marche de la mort, il s'installe un moment à Paris (où il travaillait pour le journal yiddish *Unser Wort*), puis vient à Berlin, où son père possédait quelques maisons (mais situées à l'Est).
Auteur de nombreux livres sur le national-socialisme. Échec de son projet d'un centre de documentation à la villa Wannsee. Suicide en 1974.

ZADEK, Alice (1921-2005) et Gerhard (1919-2005) :
Issus tous deux de familles d'ouvriers juifs berlinois.

Exil en Angleterre en 1939. Fille Eva née en 1943.
Retour de Manchester à Berlin-Est en 1947.
Gerhard travaille d'abord comme journaliste sous la direction de Hermann Axen, pour le *Junge Welt* (journal de la FDJ), puis sous la direction de Gerhart Eisler. En février 1952, il est destitué et envoyé à Schwerin. En février 1955, retour à Berlin : il devient directeur d'une entreprise, puis secrétaire du parti.
Alice est d'abord couturière, puis dirige deux entreprises de confection qui exportent à l'étranger. Mais elle aussi perd son poste. De retour à Berlin, elle retravaille dans la confection. En 1969, elle entre dans les services du SED.
Entrée à la CJ dans les années 1980.

ZADEK, Ignatz (Dr.) : (?, Berlin - 1959, Berlin-Ouest)
Famille originaire de Kreuzberg.
Après 1945, directeur d'un hôpital à Rudow jusqu'en 1957.

ZANDER, Georg : (1894 - ?)
Participe à la Première Guerre mondiale. Interné en camp en 1938. Puis responsable de la *Reichsvertretung*. Travail forcé.
Après 1945, employé par le Magistrat, puis par le Sénat de Berlin dans le domaine des transports. Retraite en 1960.

ZAREK, Otto : (1898 ? - 1958, Berlin-Ouest)
Arrivée à Berlin en 1925. Écrivain. Émigration à Vienne, Budapest, puis en Angleterre en 1938.
Retour à Berlin (Ouest) en 1954. Devient le « conseiller culturel » de la CJ. Journaliste pour l'*Allgemeine.*

ZERNIK, Herbert : (1903 - 1972 ?, Berlin-Ouest)
Comédien et pianiste. Exil en 1939 à Shanghai où il tient un théâtre germanophone avec sa femme Else. Après 1945, émigration aux USA.
Retour à Berlin-Ouest en 1958, où il renoue avec le cabaret et participe à de nombreuses manifestations au centre communautaire.

ZUCKERMANN, Leo : (1908, Lublin - 1985, Mexico)
Études de droit à Bonn et Berlin. Membre du SPD, puis du KPD.
Émigration en France en 1933 puis à Mexico en 1941.
Retour en Allemagne en juillet 1947 avec l'aide de la CJ de Berlin, à laquelle il adhère immédiatement, bien qu'il ne soit pas religieux. Travaille à une loi sur les réparations.
Membre du SED, il participe à l'élaboration de la Constitution de la RDA. Étroitement surveillé à partir de 1950, il démissionne de son poste de secrétaire d'État.
En août 1952, lui et sa femme quittent la CJ.
Ils quittent la RDA en décembre 1952, puis partent à Mexico en 1953.

ZWEIG, Arnold : (1887, Glogau, Silésie - 1968, Berlin-Est)
Enfance marquée par la religion et les traditions juives.
En 1933, il figure sur la liste des douze auteurs les plus nuisibles pour l'Allemagne et il émigre d'abord en France, puis en Palestine.
Retour en 1948 à Berlin-Est, sur invitation de Johannes R. Becher. Membre de la Chambre du peuple jusqu'en 1951.
Membre de la CJ.

ZWEIG, Beatrice : (1892, Berlin - 1971, Berlin-Est)
(Cousine éloignée et épouse d'Arnold à partir de 1916). Peintre.
Deux fils : Michael et Adam.

Sources et bibliographie

I – Sources

(non publiées)

1.1. Archives du « Centrum Judaicum »

Findbücher :

JERSCH-WENZEL, Stefi et RÜRUP, Reinhard (Eds.), *Quellen zur Geschichte der Juden in den Archiven der neuen Bundesländer*. Munich, Saur.
- Vol. 1 : *Eine Bestandsübersicht*, 1996.
- Vol. 3 : *Staatliche Archive der Länder Berlin, Brandenburg und Sachsen-Anhalt*, 1999.
- Vol. 6 : *Stiftung „Neue Synagoge – Centrum Judaicum“*, 2001.
- Vol. I & II : „Jüdische Gemeinde zu Berlin 1945-1990”, 2002.

1.1.1. Fonds 5A1 : „Jüdische Gemeinde zu Berlin nach 1945“

A. Jüdische Gemeinde zu Berlin 1945-1953 :

Vorstand : 0001 à 0039, 0041, 0042, 0044 à 0053, 0055, 0058, 0059, 0062 à 0065, 0124, 0139.

Kultus: 0160, 0165 à 0174, 0178, 0179, 0181 à 0183, 0188, 0189, 0194, 0196, 0197, 0207.

Aktion „Rettet die Alten“ : 0411,0412.

Hans-Erich Fabian : 0454 à 468.

Recht und Wiedergutmachung : 0454 à 0468.

Der Weg: 0469, 0472, 0478.

Frauengruppe: 0482 à 0485.

B. Jüdische Gemeinde von Groß-Berlin (Ost) 1953-1990

Vorstand : 0486 à 0492.
Kultus : 0502, 0503, 0508, 0686, 0687.
Nachrichtenblatt : 0696 à 0700.

C. Jüdische Gemeinde zu Berlin (West) 1952-1990

Jüdische Studentenvereinigung in Berlin : 0747.
Vorstand : 1037, 1039 à 1041, 1044, 1161, 1163 à 1166.

1.1.2. Fonds 5B1: „Verband der Jüdischen Gemeinden in der DDR (1952-1990)“

Verwaltung 1952-1962 : 0004, 0007, 0014-0017, 0045-0046, 0071, 0089, 0141.
Verwaltung 1962-1990 : 0175, 0180, 0184, 0188, 0196, 0243.

1.1.3. Fonds 6 : Nachlässe und Personenfonds

6.2. Fritz Selbiger (2, 3, 12, 20).
6.4. Freia Eisner (6 à 9, 14, 23).
6.6. Dr. Erich Cohn (16, 33, 41, 42, 49, 69).
6.7. Denny Gottlieb und Berta Gottlieb, geb. Böhm (1, 5, 6).
6.11. Siegfried Sachs (7).
6.15. Hans Rosenthal (3 à 6).

1.2. Entretiens

Avec Nicola Galliner, le 18/08/2009 à Berlin.
Avec Dr. Peter Honigmann, le 27/03/2007 à Heidelberg.
Avec Dr. Peter Kirchner, le 22/04/2008 à Berlin.
Echange de mails avec Dr. Andreas Nachama les 24 et 26/10/2008.

(publiées)

1.3. Presse

1.3.1. Presse juive est- et ouest-allemande 1945-1953

Der Weg. Zeitschrift für Fragen des Judentums, Berlin, Menorah-Verlag, 1946-1953.

Jüdisches Gemeindeblatt für die Britische Zone, Düsseldorf, 1948.

Jüdisches Gemeindeblatt. Allgemeine Zeitung der Juden in Deutschland, Düsseldorf, 1948-1949.

1.3.2. Presse juive en RDA

Nachrichtenblatt der Jüdischen Gemeinde von Groß-Berlin, Berlin, 1953-1960.

Nachrichtenblatt der Jüdischen Gemeinde von Groß-Berlin und des Verbandes der Jüdischen Gemeinden in der DDR, Halle, puis Dresde, 1961-1982.

Nachrichtenblatt des Verbandes der Jüdischen Gemeinden in der DDR, Dresde, puis Karl-Marx-Stadt, 1982-1990.

1.3.3. Presse juive en RFA

Allgemeine Wochenzeitung der Juden in Deutschland, Düsseldorf, 1949-1966.

Allgemeine Unabhängige Jüdische Wochenzeitung et *Berliner Unabhängige*, Düsseldorf, 1966-1973.

Allgemeine Jüdische Wochenzeitung, Düsseldorf, 1973-1977 ; 1990-1991.

Berliner Allgemeine Jüdische Wochenzeitung, Berlin, 1977-1989.

GIORDANO, Ralph (Ed.), *Narben, Spuren, Zeugen. 15 Jahre Allgemeine Wochenzeitung der Juden in Deutschland*, Düsseldorf, Verlag *Allgemeine Wochenzeitung der Juden in Deutschland*, 1961.

Kulturspiegel, Jüdische Gemeinde zu Berlin, 1985-1989.

Semit. Zeitschrift für Politik, Gesellschaft und Kultur, 1988-1990.

Tribüne, 1962-1990.

20 Jahre Allgemeine. Dokumentation und Echo. Düsseldorf, Verlag der *Allgemeinen Wochenzeitung der Juden in Deutschland*, 1966.

1.4. Publications officielles

Der Beauftragte des Senats von Berlin für die 750-Jahr-Feier 1987 (Ulrich ECKHARDT), *750 Jahre Berlin*, Berlin, 1987.

Presse- und Informationsamt des Landes Berlin, *Information 2/85: die Jüdische Gemeinde zu Berlin*, Berlin, Thormann & Goetsch, 1985.

Verband der Jüdischen Gemeinden in der DDR (Ed.), *Antisemitismus in Westdeutschland. Judenfeinde und Judenmörder im Herrschaftsapparat der Bundesrepublik*, Dresde, 1967.

Zentralrat der Juden in Deutschland (Ed.), *Leo Baeck. Aus Anlass der Festveranstaltung vom 23. Mai 1973 in Berlin*, Düsseldorf, Tischler & Schäffer, 1973.

85 Jahre Jüdisches Krankenhaus in Berlin-Wedding, Video des Fördervereins „Freunde des Jüdischen Krankenhauses Berlin e.V", 1999.

1.5. Récits autobiographiques

AUFRICHT, Ernst Josef, *„Erzähle, damit du dein Recht erweist". Aufzeichnungen eines Berliner Theaterdirektors*, Francfort/Main, Berlin (Ouest), Propyläen-Verlag, 1966.

BECKER, Jurek, „Mein Judentum", *in* : HEIDELBERGER-LEONARD, Irene (Ed.), *Jurek Becker*, Francfort/Main, Suhrkamp, 1997, pp. 15-24.

BLUMENTHAL, Michael W., *Die unsichtbare Mauer. Die 300jährige Geschichte einer deutsch-jüdischen Familie*, Munich, Vienne, Carl Hanser Verlag, 1999.

BRANDT, Heinz, *Ein Traum, der nicht entführbar ist. Mein Weg zwischen Ost und West*, Francfort/Main, Fischer, 1985 (1ère édition 1967).

BRAUNER, Artur, *Mich gibt es nur einmal. Rückblende eines Lebens*, Munich, Berlin (Ouest), Herbig, 1976.

DANZIGER, Carl-Jacob, *Die Partei hat immer Recht*, Stuttgart, Werner Gebühr Verlag, 1976.

DEGEN, Michael, *Nicht alle waren Mörder. Eine Kindheit in Berlin*, Berlin, List, 2006 (1ère édition 1999).

ESCHWEGE, Helmut, *Fremd unter meinesgleichen. Erinnerungen eines Dresdner Juden,* Berlin, Links, 1991.

FLEISCHMANN, Lea, *Dies ist nicht mein Land. Eine Jüdin verlässt die Bundesrepublik*, Hambourg, Hoffmann & Campe, 1980.

FRIEDLÄNDER, Vera, *Späte Notizen,* Berlin (Est), Verlag Neues Leben, 1982.

GENIN, Salomea, „Rückkehr. Der Weg einer jüdischen Kommunistin in der DDR", *in* : *Kontinent*, 15. Jg. (1989), n° 4, pp. 76-86.

GENIN, Salomea, „Wie ich in der DDR aus einer Kommunistin zu einer Jüdin wurde", *in* : Wolfgang BENZ (Ed.), *Das Exil der kleinen Leute. Alltagserfahrung deutscher Juden in der Émigration,* Munich, Beck, 1991, pp. 309-321.

GENIN, Salomea, *Scheindl und Salomea. Von Lemberg nach Berlin*, Francfort/Main, Fischer, 1992.

GOLDMANN, Nahum, *Das jüdische Paradox. Zionismus und Judentum nach Hitler*, Francfort/Main, Athenäum, 1988 (1ère édition 1978).

HAFFNER, Sarah, *Eine andere Farbe. Geschichten aus meinem Leben,* Francfort/Main, Fischer, 2003 (1ère édition 2001).

JALDATI, Lin et REBLING, Eberhard, *„Sag nie, du gehst den letzten Weg"*, Berlin (Est), Buchverlag der Morgen, 1986.

KAHANE, Anetta, *Ich sehe was, was du nicht siehst. Meine deutschen Geschichten,* Berlin, Rowohlt, 2004

KANTOROWICZ, Alfred, *Deutsches Tagebuch,* Berlin (Ouest), Verlag europäische Ideen, 1. Teil, 1978 ; 2. Teil, 1979.

KUCZYNSKI, Jürgen, *Dialog mit meinem Urenkel. Neunzehn Briefe und ein Tagebuch,* Berlin (Est), Weimar, Aufbau-Verlag, 1989.

KUNERT, Günter, *Erwachsenenspiele. Erinnerungen,* Munich, DTV, 2001 (1ère édition 1997).

LEVINSON, Nathan Peter, *Ein Ort ist, mit wem du bist. Lebensstationen eines Rabbiners*, Berlin, Hentrich, 1996.

LIEBERMANN, Mischket, *„Aus dem Ghetto in die Welt"*, Berlin (Est), Verlag der Nation, 1977.

LIEBKNECHT, Kurt, *Mein bewegtes Leben,* Verlag für Bauwesen, Berlin (Est), 1986.

LOESER, Frank, *Sag nie, du gehst den letzten Weg. Ein deutsches Leben*, Cologne, Bund-Verlag, 1986.

NOLL, Hans, *Der Abschied. Journal meiner Ausreise aus der DDR,* Hambourg, Hoffmann & Campe, 1985.

PROSKAUER, Erna, *Wege und Umwege. Erinnerungen einer Rechtsanwältin,* Berlin (Ouest), Verlag Dirk Nishen, Berliner Geschichtswerkstatt 6, 1989.

RIESENBURGER, Martin, *Das Licht verlöschte nicht*, Berlin, Hentrich, 2003 (1ère édition 1960).

ROSENBAUM, Anatol, *Die DDR feiert Geburtstag, und ich werde Kartoffelschäler*, Berlin, Lichtig Verlag, 2006.

ROSENTHAL, Hans, *Zwei Leben in Deutschland,* Bergisch Gladbach, Lübbe, 1987.

SCHEURENBERG, Klaus, *„Ich will leben". Ein autobiographischer Lebensbericht,* Berlin (Ouest), Oberbaum Verlag, 1982.

SCHOEPS, Julius Hans, *„Mein Weg als deutscher Jude". Autobiographische Notizen*, Zurich, Pendo Verlag, 2003.

SCHOTTLAENDER, Rudolf, *Un Allemand malgré tout. Ma traversée du siècle,* Paris, Honoré Champion, 2003, traduction de Jean-Paul Colin (1ère édition *Trotz allem ein Deutscher. Mein Lebensweg seit Jahrhundertbeginn,* Fribourg en Brisgau, Herder, 1986).

SPIEGEL, Paul, *Wieder zu Hause? Erinnerungen*, Berlin, Ullstein, 2003.

STERN, Hellmut, *Saitensprünge*, Berlin, Transit, 1990.

STILLMANN, Günter, *Berlin – Palästina und zurück. Erinnerungen,* Berlin (Est), Dietz Verlag, 1989.

TEPPICH, Fritz, *Der rote Pfadfinder. Der abenteuerreiche Weg eines Berliner Juden durch das 20. Jahrhundert,* Berlin, Elefanten Press, 1996.

WEIß, Gittel, *Ein Lebensbericht*, Berlin (Est), Interessengemeinschaft für Denkmalpflege, Kultur und Geschichte der Hauptstadt Berlin, 1982.

ZADEK, Alice et Gerhard, *Ihr seid wohl meschugge*, Berlin, Dietz Verlag, 1998.

1.6. Recueils d'interviews ou de biographies

BORNEMAN, John et PECK, Jeffrey M. (Eds.), *Sojourners. The Return of German Jews and the Question of Identity,* Lincoln, Londres, University of Nebraska Press, 1995.

BRODER, Henryk M. et LANG, Michel R. (Eds.), *Fremd im eigenen Land. Juden in der Bundesrepublik*, Francfort/Main, Fischer Taschenbuch Verlag, 1979.

BRUMLIK, Micha (Ed.), *Zuhause, keine Heimat? Junge Juden und ihre Zukunft in Deutschland*, Gerlingen, Bleicher Verlag, 1998.

DAMBITSCH, David, *Im Schatten der Shoah. Gespräche mit Überlebenden und deren Nachkommen*, Berlin, Vienne, Philo, 2002.

ECKHARDT, Ulrich et NACHAMA, Andreas (Eds.), *Jüdische Berliner. Leben nach der Schoa*, Berlin, Jaron, 2003.

GINZEL, Günther B., *Der Anfang nach dem Ende. Jüdisches Leben in Deutschland 1945 bis heute*, Düsseldorf, Droste Verlag, 1996.

HERZBERG, Wolfgang, *Überleben heißt Erinnern. Lebensgeschichten deutscher Juden*, Berlin, Weimar, Aufbau-Verlag, 1990.

JÜRGENS, Franz J., *„Wir waren ja eigentlich Deutsche". Juden berichten von Émigration und Rückkehr*, Berlin, Aufbau, 1997.

KARCAGI, Katalin, *Wunde Wurzeln. Lebensläufe*, Düsseldorf, My Favourite Book, 2001.

KOELBL, Herdelinde, *Portraits juifs*. Paris, l'Arche, 2003, traduction de Bernard Bloch et Bernard Chartreux (1ère édition *Jüdische Portraits*, Francfort/Main, Fischer, 1989).

OSTOW, Robin, *Jüdisches Leben in der DDR*, Francfort/Main, Jüdischer Verlag Athenäum, 1988.

OSTOW, Robin, *Juden aus der DDR und die Wiedervereinigung*, Berlin, Wichern-Verlag, 1996.

SCHNEIDER, Richard Chaim, *„Wir sind da!" Die Geschichte der Juden in Deutschland von 1945 bis heute*, Berlin, Ullstein, 2000.

SCHULTZ, Hans Jürgen (Ed.), *Mein Judentum*, Stuttgart, Berlin, Kreuz Verlag, 1979 (1ère édition 1971).

SICHROVSKY, Peter, *Naître coupable, naître victime*, Saint-Amand, Points Actuels, 1991, traduction d'Alain Brossat et de Klaus Schuffels (1ère édition *Wir wissen nicht was morgen wird, wir wissen wohl was gestern war: Junge Juden in Deustchland und Österreich*, Cologne, Kiepenhauer & Witsch, 1985).

VON WROBLEWSKY, Vincent, *Zwischen Thora und Trabant. Juden in der DDR*, Berlin, Aufbau Taschenbuchverlag, 1993.

WILTMANN, Ingrid, *Jüdisches Leben in Deutschland. Siebzehn Gespräche*, Francfort/Main, Suhrkamp, 1999.

1.7. Littérature

BECKER, Jurek, *Jakob der Lügner*, Berlin (Est), Weimar, Aufbau, 1969.

BECKER, Jurek, *Der Boxer*, Francfort/Main, Suhrkamp, 1979 (1ère édition 1976).

BECKER, Jurek, *Bronsteins Kinder*, Francfort/Main, Suhrkamp, 1986.

EDEL, Peter, *Die Bilder des Zeugen Schattmann*, Berlin (Est), Verlag der Nation, 1969.

HAFFNER, Sarah, *Graue Tage, grüne Tage*, Berlin (Ouest), Mariannenpresse, 1982.

HEIN, Jakob, *Vielleicht ist es sogar schön*, Munich, Zurich, Piper, 2005.

HEYM, Stefan, *Der König-David-Bericht*, Leipzig, Reclam, 1989.

HILSENRATH, Edgar, *Nacht. Roman*, Aix-la-Chapelle, Rimbaud Verlag, 2004 (1ère édition 1964).

HILSENRATH, Edgar, *Der Nazi und der Friseur*, Köln, Braun, 1977.

HONIGMANN, Barbara, *Roman von einem Kinde*, Darmstadt, Neuwied, Luchterhand, 1987.

HONIGMANN, Barbara, *Les îles du passé*, Nîmes, Chambon, 1999.

HONIGMANN, Barbara, *Eine Liebe aus nichts*, Reinbek bei Hamburg, Rowohlt, 2000.

KNOBLOCH, Heinz, *Herr Moses in Berlin. Auf den Spuren eines Menschenfreundes*, Berlin, Jaron Verlag, 2006 (1ère édition 1979).

KUNERT, Günter, *Der ungebetene Gast*, Berlin, Weimar, Aufbau, 1966.

KUNERT, Günter, *Stilleben*, Munich, DTV, 1992 (1ère édition 1983).

KUNERT, Günter, *Berlin beizeiten*, Munich, Carl Hanser Verlag, 1987.

LANDER, Jeannette, *Auf dem Boden der Fremde*, Francfort/Main, Insel Verlag, 1972.

LANDSBERGER, Artur, *Berlin ohne Juden*, Bonn, Weidle Verlag, 1998.

NOLL, Hans, *Berliner Scharade*, Hambourg, Hoffmann & Campe, 1987.

II – Études et documents

2.1. Études générales

2.1.1 Sur l'Allemagne / les deux Allemagnes

BAUERKÄMPER, Arnd (Ed.), *Gemeinsam getrennt. Deutschland 1945-1990 in Quellen*, Schwalbach/Ts., Wochenschau-Verlag, 2004.

BAUERKÄMPER, Arnd, SABROW, Martin *et al*. (Eds.), *Doppelte Zeitgeschichte. Deutsch-deutsche Beziehungen 1945-1990*, Bonn, Dietz Verlag, 1998.

BENDER, Peter, *Deutsche Parallelen. Anmerkungen zu einer gemeinsamen Geschichte zweier getrennter Staaten,* Berlin (Ouest), Siedler, 1989.

BENDER, Peter, *Episode oder Epoche? Zur Geschichte des geteilten Deutschland,* Munich, DTV, 1996.

BENDER, Peter, *Deutschlands Wiederkehr. Eine ungeteilte Nachkriegsgeschichte 1945-1990*, Stuttgart, Klett-Cotta, 2007.

BURRICHTER, Clemens, NAKATH, Detlef et STEPHAN, Gerd-Rüdiger (Eds.), *Deutsche Zeitgeschichte von 1945 bis 2000. Gesellschaft – Staat – Politik. Ein Handbuch,* Berlin, Dietz, 2006.

CAHN, Jean-Paul et PFEIL, Ulrich, *Allemagne 1945-1961. De la « catastrophe » à la construction du Mur*, vol. 1, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2008.

CAHN, Jean-Paul et PFEIL, Ulrich, *Allemagne 1961-1974. De la construction du Mur à l'Ostpolitik,* vol. 2, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2009.

COMMUN, Patricia, *L'Église évangélique en Allemagne et la question allemande (1945-1955),* Thèse, Université de Paris X, 1989.

DÄHN, Horst (Ed.), *Die Rolle der Kirchen in der DDR. Eine erste Bilanz,* Munich, Olzog Verlag, 1993.

DANYEL, Jürgen (Ed.), *Die geteilte Vergangenheit : Zum Umgang mit Nationalsozialismus und Widerstand in beiden deutschen Staaten*, Berlin, Akademie Verlag, 1995.

ESPAGNE, Michel, *Les transferts culturels franco-allemands*, Paris, P.U.F., 1999.

GOOD, Colin, *Zeitungssprache im geteilten Deutschland. Exemplarische Textanalysen,* Munich, Oldenbourg Verlag, 1989.

HENKYS, Reinhard, „Nur Opfer erinnern sich“, *in* : *Kirche im Sozialismus*, 12. Jg (1986), Nr 4, pp. 147-148.

JARAUSCH, Konrad H. et SABROW, Martin (Eds.), *Die historische Meistererzählung. Deutungslinien der deutschen Nationalgeschichte nach 1945*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2002.

JARAUSCH, Konrad H., „’Die Teile als Ganzes erkennen’. Zur Integration der beiden deutschen Nachkriegsgeschichten“, *in* : *Zeithistorische Forschungen/Studies in Contemporary History*, Online-Ausgabe, 1 (2004), H. 1, URL : <http://zeithistorische-forschungen.de/16126041-Jarausch-1-2004>.

HAUPT, Heinz-Gerhard et KOCKA, Jürgen (Eds), *Geschichte und Vergleich: Ansätze und Ergebnisse international vergleichender Geschichtsschreibung*, Francfort/Main, New York, Campus, 1996.

HERF, Jeffrey, *Zweierlei Erinnerung. Die NS-Vergangenheit im geteilten Deutschland*, Berlin, Propyläen-Verlag, 1998.

KAELBLE, Hartmut, *Der historische Vergleich. Eine Einführung zum 19. und 20. Jahrhundert*, Francfort/Main, New York, Campus, 1999.

KAELBLE, Helmut, „Die Debatte über Vergleich und Transfer und was jetzt?“, 2005, URL : <http://hsozkult.geschichte.hu-berlin.de/forum/type=artikel&id=574>.

KÄPPNER, Joachim, *Erstarrte Geschichte. Faschismus und Holocaust im Spiegel der Geschichtswissenschaft und Geschichtspropaganda der DDR*, Hambourg, Ergebnisse-Verlag, 1999.

KIELMANSEGG, Peter Graf, *Das geteilte Land. Deutsche Geschichte 1945-1990*, Munich, Pantheon, 2007.

KLEßMANN, Christoph, MISSELWITZ, Hans et WICHERT, Günter (Eds.), *Deutsche Vergangenheiten – eine gemeinsame Herausforderung. Der schwierige Umgang mit der doppelten Nachkriegsgeschichte*, Berlin, Links, 1999.

KLEßMANN, Christoph et LAUTZAS, Peter (Eds.), *Teilung und Integration. Die doppelte deutsche Nachkriegsgeschichte als wissenschaftliches und didaktisches Problem*, Bonn, Bundeszentrale für politische Bildung, 2006.

KOCKA, Jürgen (Ed.), *Historische DDR-Forschung*, Berlin, Akademie-Verlag, 1993.

LOESER, Frank, *Die unglaubwürdige Gesellschaft. Quo vadis, DDR?* Cologne, Bund-Verlag, 1984.

MÄHLERT, Ulrich et MÖLLER, Frank (Eds.), *Abgrenzung und Verflechtung. Das geteilte Deutschland in der zeithistorischen Debatte*, Berlin, Metropol, 2008.

MÖLLER, Horst, „Demokratie und Diktatur“, *in* : *Aus Politik und Zeitgeschichte (*supplément *Das Parlament)*, 15.01.2007, pp. 3-7.

MÜLLER, Rainer A. (Ed.), *Deutsche Geschichte in Quellen und Darstellung,* Vol. 11 : „Bundesrepublik und DDR 1969-1990“, Stuttgart, Reclam, 1996.

MÜLLER-ENBERGS, Helmut, WIELGOHS, Jan, HOFFMANN, Dieter (Eds.), *Wer war wer in der DDR? Ein biographisches Lexikon,* Berlin, Links, 2000.

NIEHUSS, Merith et LINDNER, Ulrike, *Deutsche Geschichte in Quellen und Darstellung*, Vol. 10 : „Besatzungszeit, Bundesrepublik und DDR 1945-1969“, Stuttgart, Reclam, 1998.

PFEIL, Ulrich (Ed.), *La RDA et l'Occident, 1949-1990*, Asnières, Presses de l'Institut d'Allemand, 2000.

SAINT SAUVEUR-HENN, Anne et SCHNEILIN, Gérard (Eds.), *La mise en œuvre de l'unification allemande (1989-1990),* Asnières, Presses de l'Institut d'Allemand, 1998.

SCHMALZ-JACOBSEN, Cornelia et HANSEN, Georg (Eds.), *Ethnische Minderheiten in der Bundesrepublik Deutschland. Ein Lexikon,* Munich, Beck, 1995.

TALANDIER, Catherine, *Au-delà des murs. Les Églises évangéliques d'Allemagne de l'Est, 1980-1993,* Genève, Labor et fides, 1994.

WENGST, Udo et WENTKER, Hermann (Eds.), *Das doppelte Deutschland. 40 Jahre Systemkonkurrenz,* Berlin, Links, 2008.

WERNER, Michael et ZIMMERMANN, Bénédicte (Eds.), *De la comparaison à l'histoire croisée,* Paris, Seuil (« Le genre humain »), 2004.

2.1.2. Sur Berlin

ATGER, Alain et LACHAISE, Francis (Eds.), *Berlin, miroir de l'histoire allemande. 1945 à nos jours,* Paris, Ellipses, 1999.

BUFFET, Cyril, *Berlin*, Poitiers, Fayard, 1993.

DELOFFRE, Jacqueline et MEYER, Hans Joachim (Eds.), *Berlin capitale. Un choc d'identités et de cultures*, Paris, Editions Autrement, Janvier 1992.

FLEMMING, Thomas et STEINHAGE, Axel (Eds.), *Berlin vom Kriegsende bis zur Wende 1945-1990. Jahr für Jahr: Die Ereignisse in der geteilten Stadt*, Berlin, Aron Verlag, 1995.

GRESILLON, Boris, *Berlin, métropole culturelle,* Paris, Belin, 2002.

KRUSE, Christiane, *Wer lebte wo in Berlin,* Munich, Berlin, Londres, New York, Prestel, 2008 (1ère édition 2001).

LE GLOANNEC, Anne-Marie, *Un mur à Berlin,* Bruxelles, Editions Complexe, 1985.

LE GLOANNEC, Anne-Marie, « Berlin, microcosme et enjeu », *in* : FRANÇOIS, Etienne (Ed.), *Berlin : Capitale, mythe, enjeu*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 1988, pp. 135-139.

MERRITT, Richard L., "Postwar Berlin: Divided City", *in* : KIRCHHOFF, Gerhard (Ed.), *Views of Berlin*, Boston, Bâle, Berlin (Ouest), Birkhäuser, 1989.

OUDIN, Bernard et GEORGES, Michèle, *Histoires de Berlin*, St Amand-Montrond, Perrin, 2000.

OZ-SALZBERGER, Fania, *Israelis in Berlin*, Francfort/Main, Jüdischer Verlag im Suhrkamp Verlag, 2001.

PALMIER, Jean-Michel, *Retour à Berlin*, Paris, Payot, 1989.

RIBBE, Wolfgang, *Geschichte Berlins. Von der Frühgeschichte bis zur Gegenwart*, Munich, Beck, 1987.

RIBBE, Wolfgang et SCHMÄDEKE Jürgen, *Kleine Berlin-Geschichte*. Berlin, Stapp, 1994.

ROBIN, Régine, *Berlin chantiers. Essai sur les passés fragiles*, Paris, Stock, 2001.

SCHNEIDER, Rolf et SCHULZE, Walter, *Heimkehr ins Leben: Berlin 1945-1960*, Berlin, Aufbau, 2005.

VERNET, Daniel, *Le Roman de Berlin*, La Flèche, Editions du Rocher, 2005.

VON KOERBER, Hans Joachim, *Die Heimatvertriebenen und die Flüchtlinge aus der Sowjetzone in Westberlin*, Reihe „Untersuchungen zum deutschen Vertriebenen- und Flüchtlingsproblem, Berlin (Ouest), Duncker & Humblot, 1954.

2.1.3. Sur les Juifs

ABECASSIS, Armand et Eliette, *Le livre des passeurs. De la Bible à Philip Roth, trois mille ans de littérature juive*, Paris, Robert Laffont, 2007.

AZRIA, Régine, *Le judaïsme*, Paris, La Découverte, 1996.

BECHTEL, Delphine, *La Renaissance culturelle juive. Europe centrale et orientale 1897-1930 : langue, littérature et construction nationale*, Paris, Belin, 2002.

BRENNER Michael et MYERS, David N. (Eds.), *Jüdische Geschichtsschreibung heute*, Munich, Beck, 2002.

CHOURAQUI, André, *L'État d'Israël*, Paris, PUF, 1998.

DE FONTETTE, François, *L'antisémitisme*, Paris, P.U.F., 1982 (4ème édition 1993).

Dictionnaire encyclopédique du judaïsme, Paris, Editions du Cerf, 1993.

DRAÏ, Raphaël, *Identité juive, identité humaine,* Paris, Armand Colin, 1995.

FINKIELKRAUT, Alain, *Le Juif imaginaire*, Paris, Seuil, 1980.

GARY, Romain, *Le judaïsme n'est pas une question de sang*, Paris, L'Herne, 2007.

HAYOUN, Maurice-Ruben, *Le judaïsme moderne,* Paris, P.U.F., 1989.

HENRIX, Hans-Hermann (Ed.), *Jüdische Liturgie. Geschichte – Struktur – Wesen,* Fribourg, Bâle, Vienne, Herder, 1979.

KASPI, André, *Les Juifs américains,* Paris, Plon, 2008.

LENDVAI, Paul, *Antisemitismus ohne Juden. Entwicklungen und Tendenzen in Osteuropa,* Vienne, Europa-Verlag, 1972.

MARIENSTRAS, Richard, *Etre un peuple en diaspora,* Paris, Edition François Maspero, 1975.

MORIN, Edgar, « Le Juif : adjectif ou substantif », *in : Le Monde,* 11.10.1989, pp. 1-2.

NEHER, André, *L'identité juive,* Paris, Payot & Rivages, 1994.

PERCHERET, Annie, *Histoire des Juifs de France*, Paris, Editions du Cerf, 1988.

SARTRE, Jean-Paul, *Réflexions sur la question juive*, Saint-Amand, Gallimard, 1985.

SILBERMANN, Alphons, *Was ist jüdischer Geist? Zur Identität der Juden*, Zurich, Interform, 1984.

WASSERSTEIN, Bernard, *Les Juifs d'Europe depuis 1945. Une diaspora en voie de disparition*, Paris, Calmann-Lévy, 2000? Traduction de Jacqueline Carnaud (1ère édition 1996).

WIESEL, Elie, *Les Juifs du silence,* Paris, Seuil, 1966.

WINOCK, Michel, *La France et les Juifs de 1789 à nos jours*, Paris, Seuil, 2004.

ZAJDE, Nathalie, *Souffle sur tous ces morts et qu'ils vivent ! La transmission du traumatisme chez les enfants des survivants de l'extermination nazie*, Aubenas, La Pensée sauvage, 1993.

2.2. Études spécifiques sur les Juifs en Allemagne et à Berlin

2.2.1 En Allemagne, RFA et/ou en RDA

AHREN, Yizhak, „Vom Aussterben bedroht. Die Lage der jüdischen Gemeinden in der DDR“, *in* : *Tribüne,* 23. Jg (1984), Heft 92, pp. 78-85.

AHREN, Yizhak, „Die DDR und die Juden. Mehr jüdische Friedhöfe als Gemeindemitglieder“, *in* : *Tribüne,* 28. Jg (1989), Heft 110, pp. 199-203.

ALMQUIST, Paula, „Jüdische Frauen und Mädchen in der BRD. ‚Alles – nur kein deutscher Mann’“, *in* : *Stern*, n° 28, 30.06.1977, pp. 30-40.

ANTHONY, Tamara, *Ins Land der Väter oder der Täter? Israel und die Juden in Deutschland nach der Schoah,* Berlin, Metropol, 2004.

ARNDT, Siegfried Theodor, ESCHWEGE, Helmut *et al*. (Eds.), *Juden in der DDR. Geschichte – Probleme – Perspektiven*, Arbeitsmaterialien zur Geistesgeschichte (4). Ed. Hans Julius SCHOEPS, Sachsenheim, Burg Verlag, 1988.

BAERNS, Barbara, *Ost und West – Eine Zeitschrift zwischen den Fronten. Zur politischen Funktion einer literarischen Zeitschrift in der Besatzungszeit (1945-1949),* Münster, Fahle, 1968.

BAUER-HACK, Susanne, *Die jüdische Wochenzeitung Aufbau und die Wiedergutmachung*, Düsseldorf, Droste, 1994.

BECK-GERNSHEIM, Elisabeth, *Juden, Deutsche und andere Erinnerungslandschaften. Im Dschungel der ethnischen Kategorien,* Francfort/Main, Suhrkamp, 1999.

BENSIMON, Doris, *Juifs en Allemagne aujourd’hui*, Paris, Budapest, Turin, l’Harmattan, 2004.

BENZ, Wolfgang (Ed.), *Zwischen Antisemitismus und Philosemitismus*, Berlin, Metropol-Verlag, 1991.

BERGMANN, Werner et ERB, Rainer, *Antisemitismus in der BRD. Ergebnisse der empirischen Forschung 1946-1989.* Opladen, Leske + Budrich, 1991.

BODEMANN, Michal Y., „Opfer zu Komplizen gemacht? Der jüdisch-deutsche Bruch und die verlorene Identität. Anmerkungen zu einer Rückkehr in die BRD“, *in* : *Die Zeit*, 30.12.1983, p. 28.

BODEMANN, Michal Y., *Gedächtnistheater: Die jüdische Gemeinschaft und ihre deutsche Erfindung*, Hambourg, Rotbuch Verlag, 1996.

BODEMANN, Michal Y. (Ed.), *Jews, Germans, Memory. Reconstructions of Jewish life in Germany*, Michigan, University of Michigan Press, 1996.

BODEMANN Michal Y., *In den Wogen der Erinnerung*, Munich, DTV, 2002.

BRENNER, Michael, *Nach dem Holocaust. Juden in Deutschland 1945-1950*, Munich, Beck'sche Reihe, 1995.

BRODER, Henryk M., *Erbarmen mit den Deutschen*, Hambourg, Hoffmann & Campe, 1993.

BRUMLIK, Micha *et al.* (Ed.), *Jüdisches Leben in Deutschland seit 1945*, Francfort/Main, Jüdischer Verlag Athenäum, 1986.

BUBIS, Ignatz, *Juden in Deutschland*, Berlin, Aufbau, 1996.

BURGAUER, Erica, *Zwischen Erinnerung und Verdrängung – Juden in Deutschland nach 1945*, Reinbek bei Hamburg, Rowohlt Taschenbuch Verlag, 1993.

DAMBITSCH, David, *Stimmen der Geretteten. Berichte von Überlebenden der Shoah*, Audio-Verlag, 2002.

DEUTSCHKRON, Inge, *Israel und die Deutschen. Das besondere Verhältnis*, Cologne, Verlag Wissenschaft und Politik, 1983.

DUCHAINE, Laurence, *Der Holocaust und seine Folgen in den Romanen Jurek Beckers*, Mémoire de Maîtrise, Université Paris 3, 2002.

DUCHAINE, Laurence, *Les Juifs de RDA entre instrumentalisation et prise de conscience identitaire : l'exemple du « Nachrichtenblatt des Verbandes der Jüdischen Gemeinden in der DDR »*, Mémoire de Master 2, Lyon, ENS-LSH, 2005.

EHRLICH, Ernst Ludwig, *Der Umgang mit der Schoah. Wie leben Juden der zweiten Generation mit dem Schicksal der Eltern?* Gerlingen, Schneider, 1993.

ENGELMANN, Bernt, *Deutschland ohne Juden. Eine Bilanz*, Berlin (Est), Akademie-Verlag, 1988.

ERLER, Hans et EHRLICH, Ernst Ludwig (Eds.), *Jüdisches Leben und jüdische Kultur in Deutschland. Geschichte, Zerstörung und schwieriger Neubeginn*, Francfort/Main, New York, Campus, 2000.

ESCHWEGE, Helmut, *Geschichte der Juden im Territorium der ehemaligen DDR*, Dresde, Selbstverlag, 1991.

FASSLER, Manfred, „Versöhnung heißt Erinnerung. Juden in der DDR und Kirchlich-Jüdischer Dialog", *in* : *Kirche im Sozialismus.* 11. Jg (1985), Heft 3. Berlin (Ouest), pp. 103-111.

FLIERL, Thomas (Ed.), *Mythos Antifaschismus. Ein Traditionskabinett wird kommentiert*, Berlin, Kulturamt Prenzlauer Berg und Museum Faschismus und Widerstand, 1992.

FORTHMANN, Jens, *„Opfer zweiter Klasse“. Zum Shoah-Gedenken in der DDR*, Dissertation, Hambourg, 2002.

FRITZ BAUER INSTITUT (Ed.), *Überlebt und unterwegs. Jüdische Displaced Persons im Nachkriegsdeutschland*, Campus (Jahrbuch 1997 zur Geschichte und Wirkung des Holocaust), Francfort/Main, New York, 1997.

GANTHER, Heinz (Ed.), *Die Juden in Deutschland. 1951/52. 1958/59. Ein Almanach*, Hambourg, Gala, 1959.

GAY, Ruth, *Safe among the Germans: liberated Jews after World War II*, New Haven, Yale University Press, 2002.

GEIS, Jael, *Übrig sein – Leben „danach“. Juden deutscher Herkunft in der britischen und amerikanischen Zone Deutschlands 1945-1949*, Berlin, Vienne, Philo, 2000.

GINZEL, Günther B. (Ed.), *Der Anfang nach dem Ende. Jüdisches Leben in Deutschland 1945 bis heute.* Düsseldorf, Droste, 1996.

GIORDANO, Ralph, *Die Zweite Schuld oder Von der Last, Deutscher zu sein*, Hambourg, Zurich, Rasch und Röhring, 1987.

GOLDMANN, Nahum (Ed.), *Deutsche und Juden*, Francfort/Main, Suhrkamp, 1967.

GORAL, Arie, *„An der Grenzscheide: Kein Weg als Jude und Deutscher?“* Münster, Hambourg, LIT, 1994.

GUEZ, Olivier, *L'impossible retour. Une histoire des juifs en Allemagne depuis 1945*, Paris, Flammarion, 2007.

HARTEWIG, Karin, *Zurückgekehrt. Die Geschichte der jüdischen Kommunisten in der DDR*, Cologne, Weimar, Vienne, Böhlau Verlag, 2000.

HAURY, Thomas, *Antisemitismus von links. Kommunistische Ideologie, Nationalismus und Antizionismus in der frühen DDR*, Hambourg, Hamburger Edition, 2002.

HEID, Ludger et SCHOEPS, Julius H. (Eds.), *Juden in Deutschland. Von der Aufklärung bis zur Gegenwart*, Munich, Piper, 1994.

HELD, Steffen, *Zwischen Tradition und Vermächtnis. Die israelitische Religionsgemeinde zu Leipzig nach 1945*, Hambourg, Dölling & Galitz, 1995.

HENRIX, Hans Hermann et LICHARZ, Werner (Eds.), *Welches Judentum steht welchem Christentum gegenüber?* Francfort/Main, Haag + Herchen Verlag, 1985.

HENRIX, Hans Hermann et RENDTORFF, Rolf Eds.), *Die Kirchen und das Judentum. Dokumente 1945-1985*, Paderborn, Munich, Bonifatius-Druckerei, Kaiser Verlag (2ème édition 1989).

HERRMANN, Klaus J., "Political and Social Dimensions of the Jewish Communities in the German Democratic Republic", *in : Nationalities Papers,* Charleston (Illinois), 10. Jg, 1982.

HERZBERG, Wolfgang, „Nachwort eines Sohnes von Überlebenden des Holocaust aus der ehemaligen DDR", *in* : ESRA (Ed.), *Spätfolgen bei NS-Verfolgten und deren Kindern,* Berlin, Samson, 1991.

HOCHSCHULE FÜR JÜDISCHE STUDIEN (Ed.), *Trumah: Juden in der Bundesrepublik Deutschland – Dokumentationen und Analysen,* Heidelberg, Winter, 2004 (Vol. 14).

HOFFMANN, Daniel (Ed.), *Handbuch zur deutsch-jüdischen Literatur des 20. Jahrhunderts*, Paderborn, Munich, Vienne, Zurich, Schöningh, 2002.

„Holocaust. Der Judenmord bewegt die Deutschen", *in* : *Spiegel*, 29.01.1979.

ILLICHMANN, Jutta, *Die DDR und die Juden. Die deutschlandpolitische Instrumentalisierung von Juden und Judentum durch die Partei- und Staatsführung der SBZ/DDR von 1945 bis 1990*, Francfort/Main, Peter Lang, 1997.

JASPER Willi, „Schrumpfende Gemeinde unter Zionismus-Verdacht. Jüdisches Leben in der ehemaligen DDR", *in* : *Deutsche Juden – Juden in Deutschland,* Bonn, Bundeszentrale für politische Bildung, 1991, pp. 32-34.

KAUDERS, Anthony D., *Unmögliche Heimat. Eine deutsch-jüdische Geschichte der Bundesrepublik*, Munich, Deutsche Verlags-Anstalt, 2007.

KESSLER, Mario, *Die SED und die Juden – zwischen Repression und Toleranz. Politische Entwicklungen bis 1967*, Berlin, Akademie Verlag, 1995.

KESSLER, Mario, „Sozialisten jüdischer Herkunft zwischen Ost und West: Ernst Bloch, Hans Mayer, Alfred Kantorowicz, Leo Kofler, Josef Winternitz", *in* : *Argonautenschiff, Jahrbuch der Anna-Seghers-Gesellschaft,* Berlin, Mainz, Juni 1997, pp. 159-178.

KLINER-FRUCK, Martina, *„Es ging ja ums Überleben". Jüdische Frauen zwischen Nazi-Deutschland, Émigration nach Palästina und Rückkehr*, Francfort/Main, New York, Campus, 1995.

KÖNIGSEDER, Angelika et WETZEL, Juliane, *Lebensmut im Wartesaal. Die jüdischen Displaced Persons im Nachkriegsdeutschland*, Francfort/Main, Fischer, 1994.

KORN, Salomon, *Geteilte Erinnerung. Beiträge zur „deutsch-jüdischen" Gegenwart*, Berlin, Philo Verlagsgesellschaft, 1999.

KORN, Salomon, *Die fragile Grundlage. Auf der Suche nach der deutsch-jüdischen „Normalität"*, Berlin, Vienne, Philo, 2004.

KRAUSS, Marita, *Heimkehr in ein fremdes Land: Geschichte der Remigration nach 1945*, Munich, Beck, 2001.

KUSCHNER, Doris, *Die jüdische Minderheit in der Bundesrepublik Deutschland. Eine Analyse,* Cologne, Dissertation, 1977.

LANGE, Thomas (Ed.), *Judentum und jüdische Geschichte im Schulunterricht nach 1945*, Vienne, Cologne, Weimar, Böhlau Verlag, 1994.

LEVINSON, Pnina Navè, *Was wurde aus Saras Töchtern? Frauen im Judentum,* Gütersloh, GTB Siebenstern, 1989.

MAOR, Harry, *Über den Wiederaufbau der jüdischen Gemeinden in Deutschland seit 1945,* Mayence, Dissertation, 1961.

MASER, Peter, „Die Jüdischen Gemeinden in der DDR", *in : Glauben im Sozialismus*: *Kirchen und Religionsgemeinschaften in der DDR*, Berlin (Ouest), Gebr. Holzapfel Verlag, 1989, pp. 155-169.

MASER, Peter, „Juden und Jüdische Gemeinden in der DDR bis in das Jahr 1988", *in* : *Tel Aviver Jahrbuch für deutsche Geschichte,* Band 20, Gerlingen, Bleicher Verlag, 1991, pp. 393-426.

MATTENKLOTT, Gerd, *Jüdische Intelligenz in Deutschland,* Berlin (Ouest), Argumente-Verlag, 1988.

MATTENKLOTT, Gerd, *Über Juden in Deutschland,* Francfort/Main, Jüdischer Verlag, 1992.

MAYER, Hans, *Der Widerruf. Über Deustche und Juden*, Francfort/Main, Suhrkamp, 1994.

MEINING, Stefan, *Kommunistische Judenpolitik. Die DDR, die Juden und Israel*, Münster, Hambourg, Londres, LIT Verlag, 2002.

MERRITT, Richard L., "Politics of Judaism in the GDR", *in* : *Studies in GDR Culture and Society* 9, Washington, University Press of America, 1989.

MERTENS, Lothar, „Jüdische Gemeinden in der DDR. Zwischen Anpassung und politischer Instrumentalisierung", *in* : *Tribüne,* 28. Jg (1989), Heft 111, Francfort/Main, pp. 171-180.

MERTENS, Lothar, „Der politische Umbruch in der DDR. Bemerkenswerte Stellungnahmen der jüdischen Gemeinden", *in* : *Tribüne,* 29. Jg (1990), Francfort/Main, pp. 124-132.

MERTENS, Lothar, „Die jüdischen Gemeinden in der DDR bei deren Beitritt zur Bundesrepublik", *in* : *Deutsche Studien,* 28. Jg (1990), Heft 112, pp. 395-405.

MERTENS, Lothar, „Jüdische Gemeinden im letzten Jahr der DDR", *in* : *Politische Studien*, 42. Jg (1991), Heft 315, pp. 47-55.

MERTENS, Lothar, *Davidstern unter Hammer und Zirkel. Die Jüdischen Gemeinden in der SBZ/DDR und ihre Behandlung durch Partei und Staat 1945-1990*, Hildesheim, Zurich, New York, Olms, 1997.

MORRIS, Leslie et ZIPES, Jack (Eds.), *Unlikely History. The Changing German-Jewish Symbiosis, 1945-2000*, New York, Palgrave, 2002.

MÜNCH, Peter L., „Zwischen „Liquidation" und Wiederaufbau: die deutschen Juden, der Staat Israel und die internationalen jüdischen Organisationen in der Phase der Wiedergutmachungsverhandlungen", *in* : *Historische Mitteilungen*, 22, 1997, pp. 81-111.

NACHAMA, Andreas et SCHOEPS, Julius Hans (Eds.), *Aufbau nach dem Untergang. Deutsch-jüdische Geschichte nach 1945*, Berlin, Argon Verlag, 1992.

NATTERMANN, Ruth, *Deutsch-jüdische Geschichtsschreibung nach der Schoah. Die Gründungs- und Frühgeschichte des Leo Baeck Institute*, Essen, Klartext, 2004.

NOLL Hans : „Früchte des Schweigens. Jüdische Selbstverleugnung und Antisemitismus in der DDR" In : *Deutschland-Archiv*, 22. Jg (1989), Heft 7, pp. 769-778.

OFFENBERG, Ulrike, *„Seid vorsichtig gegen die Machthaber". Die jüdischen Gemeinden in der SBZ und der DDR 1945 bis 1990*, Berlin, Aufbau-Verlag, 1998.

OPPENHEIMER, Walter W. Jacob, *Jüdische Jugend in Deutschland*, Munich, Juventa, 1967.

PECK, Jeffrey M., *Being Jewish in the New Germany*, New Brunswick, New Jersey, London, Rutgers University Press, 2006.

RAPAPORT, Lynn, "The Cultural and Material Reconstruction of the Jewish Communities of the Federal Republic of Germany", *in* : *Jewish Social Studies*, Vol XLIX, n°2, New York, 1987, pp. 137-154.

REICH-RANICKI, Marcel, *Über Ruhestörer. Juden in der deutschen Literatur*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1989.

RENSMANN, Lars, *Demokratie und Judenbild. Antisemitismus in der politischen Kultur der Bundesrepublik Deutschland*, Wiesbaden, Verlag für Sozialwissenschaften, 2004.

ROGGENKAMP Viola : „Als holländische Jüdin in der DDR. Jalda Rebling erinnert sich an ihre Mutter" *in* : *Jüdische Allgemeine Wochenzeitung.* n° 15, 19. Juli 2001, p. 15.

ROMBERG, Otto et URBAN-FAHR, Susanne (Eds.), *Juden in Deutschland nach 1945*: *Bürger oder „Mit"-Bürger ?* Francfort/Main, Tribüne-Verlag, 2000.

SALLEN, Herbert et SILBERMANN, Alphons, *Juden in Westdeutschland. Selbstbild und Fremdbild einer Minorität,* Cologne, Verlag Wissenschaft und Politik (Claus-Peter von Nottbeck), 1992.

SCHATZKER, Chaim, *Juden, Judentum und Staat Israel in den Geschichtsbüchern der DDR*, Bonn, Bundeszentrale für politische Bildung, 1994.

SCHENK, Heinz, « Les citoyens juifs et leurs communautés en RDA », *in* : *R.D.A. Revue*, Cahier 9, Berlin (Est), 1965, pp. 7-9.

SCHMID, Harald, *Antifaschismus und Judenverfolgung. Die „Reichskristallnacht" als politischer Gedenktag in der DDR*, Göttingen, V&R Unipress, 2004.

SCHMITZ, Michael, „Jetzt weht ein freier Geist. Die Juden in der DDR: Neubeginn auf den Trümmern einer zerstörten Tradition", *in* : *Die Zeit,* n° 17, 22.04.1988, pp. 13-16.

SCHNEIDER, Richard Chaim, *„Wir sind da!" Juden in Deutschland nach 1945*, Cologne, Hörverlag, 2000.

SCHOEPS, Hans Julius (Ed.), *Leben im Land der Täter. Juden im Nachkriegsdeutschland (1945-1952),* Berlin, Jüdische Verlagsanstalt, 2001.

SCHOLEM, Gershom, *Fidélité et utopie. Essai sur le judaïsme contemporain*, Poitiers/Ligugé, Calmann-Lévy, Collection « Diaspora », 1978.

SCHÖNBORN, Susanne (Ed.), *Zwischen Erinnerung und Neubeginn. Zur deutsch-jüdischen Geschichte nach 1945,* Munich, Martin Meidenbauer, 2006.

SCHREINER, Stefan, „Zwischen Hoffnung und Furcht. Die jüdischen Gemeinden in der DDR nach der Wende", *in* : VOIGT Dieter, MERTENS Lothar (Eds.), *Minderheiten in und Übersiedler aus der DDR*, Berlin, Duncker & Humblot, 1992, pp. 189-202.

SCHÜLER-SPRINGORUM, Stefanie, *Die jüdische Minderheit in Königsberg, Preußen: 1871-1945*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1996.

SCHULTE, Christoph (Ed.), *Deutschtum und Judentum. Ein Disput unter Juden aus Deutschland*, Stuttgart, Reclam, 1993.

SCHULZ, Marlies (Ed.), *Juden in Berlin in Vergangenheit und Gegenwart*, Berlin, Arbeitsberichte des Geographischen Instituts (HU), Heft 54, 2001.

SCHUPPENER, Georg (Ed.), *Jüdische Intellektuelle in der DDR. Politische Strukturen und Biographien*, Leipzig, Hochschule Ost - Beiträge zu Hochschule und Wissenschaft, 1999.

SPIEGEL-SPEZIAL, Juden und Deutsche, Hambourg, Août 1992.

STERN, Frank et GIERLINGER, Maria (Eds.), *Die deutsch-jüdische Erfahrung. Beiträge zum kulturellen Dialog,* Berlin, Aufbau-Verlag, 2003.

TAUCHERT, Stephanie, *Jüdische Identitäten in Deutschland. Das Selbstverständnis von Juden in der Bundesrepublik und der DDR 1950 bis 2000*, Berlin, Metropol, 2007.

TIMM, Angelika, *Hammer, Zirkel, Davidstern. Das gestörte Verhältnis der DDR zu Zionismus und Staat Israel*, Bonn, Bouvier Verlag, 1997.

TRAVERSO Enzo, *Les Juifs et l'Allemagne de la « symbiose judéo-allemande » à la mémoire d'Auschwitz*, Paris, La Découverte, 1992.

TREIBER, Diana, *„Lech Lecha": jüdische Identität der zweiten und dritten Generation im heutigen Deutschland*, Pfaffenweiler, Centaurus-Verlag, 1998.

VAN RAHDEN, Till, *Juden und andere Breslauer. Die Beziehungen zwischen Juden, Protestanten und Katholiken in einer deutschen Großstadt von 1860 bis 1925*, (Kritische Studien zur Geschichtswissenschaft, 139), Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2000.

VON DER LÜHE, Irmela, SCHILDT, Axel, et SCHÜLER-SPRINGORUM, Stefanie (Eds.), *„Auch in Deutschland waren wir nicht wirklich zu Hause". Jüdische Remigration nach 1945*, Göttingen, Wallstein, 2008.

WAIBEL, Harry, *Rechtsextremismus in der DDR bis 1989*, Cologne, Papy Rossa Hochschulschriften 11, 1996.

WEIGELT, Andreas et SIMON, Hermann (Eds.), *Zwischen Bleiben und Gehen. Juden in Ostdeutschland 1945 bis 1956. Zehn Biographien*, Berlin, Text Verlag, 2008.

WOLFFSOHN, Michael, *Die Deutschland-Akte. Juden und Deutsche in Ost und West. Tatsachen und Legenden*, Munich, Ferenczy bei Bruckmann, 1995.

WOLFFSOHN, Michael, *Meine Juden, eure Juden*, Munich, Zurich, Piper, 1997.

Zentralrat der Juden in Deutschland (Ed.), *50 Jahre Leo-Baeck-Preis 1957-2007*, Berlin, Hentrich & Hentrich, 2007.

ZIELINSKI, Andrea, *Die anderen Juden. Identitätenbildung von Menschen jüdischer Herkunft im Nachkriegsdeutschland*, Münster, Hambourg, Londres, Lit-Verlag, 2002.

ZUCKERMANN, Moshe (Ed.), *Zwischen Politik und Kultur. Juden in der DDR*, Göttingen, Wallstein Verlag, 2002.

2.2.2. À Berlin

ABERDAM, Daniel (Ed.), *Berlin entre les deux guerres : une symbiose judéo-allemande*, Paris, l'Harmattan, 2000.

Akademie der Künste (Ed.), *Drei Leben für das Theater. Fritz Wisten. Stuttgart 1919-1933. Jüdischer Kulturbund. Berlin 1945-1962*, Hentrich, Berlin, 1990.

ASMUSS, Burkhard et NACHAMA, Andreas, „Zur Geschichte der Juden in Berlin und das jüdische Gemeindezentrum in Charlottenburg“, *in* : RIBBE, Wolfgang (Ed.), *Von der Residenz zur City, 250 Jahre Charlottenburg*, Berlin (Ouest), Colloquium Verlag, 1980.

BARKOL, Micha, *The social aspect of the process of establishing a Jewish day school in West Berlin (1985-1987) in light of the crisis of contemporary Jewish life in the diaspora*, Berlin, Freie Universität, Dissertation, 1989.

BECKER, Monika, FRIEDMANN, Ronald et SCHINDLER, Anja (Eds.), *Juden in Treptow. Sie haben geheißen wie ihr heißt*, Berlin, Hentrich, 1993.

BENDT, Vera, GALLINER, Nicola, JERSCH-WENZEL, Stefi *et al*., *Wegweiser durch das jüdische Berlin. Geschichte und Gegenwart*, Berlin (Ouest), Nicolai, 1987.

BERLIN GESCHICHTSWERKSTATT (Ed.), *Am Wedding haben sie gelebt. Lebenswege jüdischer Bürgerinnen und Bürger*, Berlin, Metropol, 1998.

BOUREL, Dominique, « Berlin et les Juifs : Une histoire d’amour et une tragédie », *in* : FRANÇOIS, Etienne (Ed.), *Berlin : Capitale, mythe, enjeu*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 1988, pp. 87-95.

BRANDT, Leon, „Für sie ist die Geschichte schon am Ende“, *in : Tagesspiegel*, 17.06.1971, p. 3.

Die Ausländerbefragte des Senats (Ed.), *Von Aizenberg bis Zaidelmann. Jüdische Zuwanderer aus Osteuropa in Berlin und die jüdische Gemeinde heute*, Berlin, Verwaltungsdruckerei, 1995.

DREßEN, Wolfgang (Ed.), *Jüdisches Leben*, Berliner Topografien, n°4, Museumspädagogischer Dienst Berlin, Verlag Ästhetik und Kommunikation, Octobre 1985.

ECKHARDT, Ulrich et NACHAMA, Andreas (Eds.), *Jüdische Orte in Berlin*, Nicolai, Berlin, 2005.

EHMANN, Annegret *et al*., *Juden in Berlin 1671-1945. Ein Lesebuch*, Berlin (Ouest), Nicolai, 1988.

EHRENFREUND, Jacques, *Mémoire juive et nationalité allemande. Les juifs berlinois à la Belle Epoque*, Paris, Presses Universitaires de France, 2000.

ETZOLD, Alfred, FAIT, Joachim, KIRCHNER, Peter *et al*., *Jüdische Friedhöfe in Berlin*, Berlin (Est), Henschel, 1987.

Förderverein der Freunde der jüdischen Kindertagesstätte e. V., *Der jüdische Kindergarten in Berlin 1946-1996*, Berlin, Arno Brynda, 1996.

GELLERMANN, Hermann, *Stefan Heym. Judentum und Sozialismus. Zusammenhänge und Probleme in Literatur und Gesellschaft*, Berlin, Wissenschaftlicher Verlag, 2002.

GESSLER, Philip, „Helga Simon. L'œil de Berlin", *in : Courrier international*, n°870, 5-11.07.2007, pp. 38-39 (Traduction de l'article paru dans le *TAZ* du 15.05.2007).

GROSS, Leonard, *Versteckt. Wie Juden in Berlin die Nazi-Zeit überlebten*, Reinbek bei Hambourg, Rowohlt, 1983, traduction de Cornelia Holfelder-v.d. Tann (1ère édition 1982).

GRUNER, Wolfgang, „Alfred Kantorowicz – Wanderer zwischen Ost und West", *in* : KROHN, Claus-Dieter et SCHILDT, Axel (Eds.), *Zwischen den Stühlen. Remigranten und Remigration in der deutschen Medienöffentlichkeit der Nachkriegszeit*, Hambourg, Hans Christians Verlag, 2002, pp. 294-315.

GUTTMANN, Gerhard, *Jüdische Lehrer in Berlin nach 1945*, Berlin, Technische Universität, Dissertation, 1993.

HALLER-NEVERMANN, Marie, *Jude und Judentum im Werk Anna Seghers'. Untersuchungen zur Bedeutung jüdischer Tradition und zur Thematisierung des Antisemitismus in den Romanen und Erzählungen von Anna Seghers*, Francfort/Main, Peter Lang, 1997.

HARTUNG VON DOETINCHEM, Dagmar et WINAU, Rolf (Eds.), *Zerstörte Fortschritte. Das jüdische Krankenhaus in Berlin. 1756. 1861. 1914. 1989*, Berlin (Ouest), Hentrich, 1989.

HELAS, Horst, *Juden in Berlin-Mitte. Biografien. Orte. Begegnungen*, Berlin, Trafo-Verlag Weist, 2000.

JACOBSEN, Wolfgang et AURICH, Rolf, *Der Sonnensucher*, Berlin, Aufbau-Verlag, 2005.

Juden in Kreuzberg, Berlin, Hentrich, 1991.

JUNG, Thomas, *Widerstandskämpfer oder Schriftsteller sein... Jurek Becker – Schreiben zwischen Sozialismus und Judentum; eine Interpretation der Holocaust-Texte und deren Verfilmungen im Kontext*, Osloer Beiträge zur Germanistik, vol. 20, Francfort/Main, Berlin, Peter Lang, 1998.

KIRCHNER, Peter, „Die Jüdische Gemeinde in der Hauptstadt der Deutschen Demokratischen Republik", *in* : *Emuna*. Francfort/Main, Emuna-Verlags-Verein, 1974, pp. 111-114.

KOBERSTEIN, Thea et STEIN, Norbert, *Juden in Lichtenberg mit den früheren Ortsteilen in Friedrichshain, Hellersdorf und Marzahn*, Berlin, Hentrich, 1995.

KÖNIGSEDER, Angelika, *Flucht nach Berlin. Jüdische Displaced Persons 1945-1948*, Berlin, Metropol, 1998.

KOTOWSKI, Elke-Vera (Ed.), *Juden in Berlin. Biografien*, Berlin, Henschel, 2005.

KRAUSHAAR, Wolfgang, *Die Bombe im jüdischen Gemeindehaus*, Hambourg, Hamburger Edition, 2005.

Kulturamt Prenzlauer Berg, Prenzlauer Berg Museum für Heimatgeschichte und Stadtkultur (Eds.), *Leben mit der Erinnerung. Jüdische Geschichte in Prenzlauer Berg*, Berlin, Hentrich, 1997.

LACKMANN, Thomas, *„Jewrassic Park" Wie baut man (k)ein jüdisches Museum in Berlin*, Berlin, Vienne, Philo, 2000.

LAMM, Hans, *Jeanette Wolff. Mit Bibel und Bebel*, Bonn, Verlag Neue Gesellschaft, 1980.

LAMMEL, Inge, *Jüdisches Leben in Pankow*, Berlin, Hentrich, 1993.

LAURENCE, Jonathan, "(Re)constructing Community in Berlin; Of Jews, Turks and German Responsability", Discussion Paper FS III 99-102, Berlin, Wissenschaftszentrum für Sozialforschung, 1999.

Leben im Wartesaal. Exil in Shanghai 1938-1947, Berlin, Schriften des Jüdischen Museums im Stadtmuseum Berlin, 1997.

Leistung und Schicksal. 300 Jahre Jüdische Gemeinde zu Berlin. Ausstellung Berlin Museum 10. September – 10. November 1971, Berlin, Berlin-Museum, 1971.

LEO, Annette, *Leben als Balance-Akt. Wolfgang Steinitz. Kommunist, Jude, Wissenschaftler*, Berlin, Metropol, 2005.

LEO, Annette, *Umgestoßen. Provokation auf dem Jüdischen Friedhof in Berlin Prenzlauer Berg 1988*, Berlin, Metropol, 2005.

LIRON FREI, Hannah, *Das Selbstbild des Juden, entwickelt am Beispiel von Stefan Heym und Jurek Becker*, Dissertation. Zurich, 1992.

MARIOTTE, Christian, *La quête de l'identité dans l'œuvre de Barbara Honigmann*, Mémoire de DEA, Université Paris 3, 2002.

MELCHER, Peter, *Weißensee. Ein Friedhof als Spiegelbild jüdischer Geschichte in Berlin*, Berlin (Est), Haude und Spener, 1986.

MENGE, Marlies, „Von New York nach Ost-Berlin. Wie Juden in der DDR leben", *in* : *Die Zeit*, 22.04.1988, p. 14.

MERRITT, Anna J. et MERRITT Richard L., "Berlin's Jews after Unification. Challenges to Community", *in :* KUTHEN Hermann, BERGMANN, Werner et ERB, Rainer (Eds.), *Anstisemitism and Xenophobia in Germany after Unification*, New York, Oxford University Press, 1997, pp. 224-241.

NACHAMA, Andreas, *„Erneuere unsere Tage". Jüdisches aus Berlin*, Berlin, Vienne, Philo, 2001.

NACHAMA, Andreas, SCHOEPS, Julius H. et SIMON, Hermann (Eds.), *Juden in Berlin*, Berlin, Henschel, 2001.

NACHAMA, Andreas et SIEVERNICH, Gereon (Eds.), *Jüdische Lebenswelten. Dokumentation einer Ausstellung*, Berlin, Jüdischer Verlag, Suhrkamp, 1992.

NACHAMA, Andreas et SIMON, Hermann (Eds.), *Jüdische Grabstätten und Friedhöfe in Berlin. Eine Dokumentation*, Berlin, Hentrich, 1992.

OFFENBERG, Mario, *Adass Jisroel. Die jüdische Gemeinde in Berlin (1869-1942). Vernichtet und vergessen)*, Berlin (Ouest), Museumspedagogischer Dienst, 1986.

PODEWIN, Norbert, *Der Rabbinersohn im Politbüro. Albert Norden – Stationen eines ungewöhnlichen Lebens*, Berlin, Edition Ost, 2001.

REBIGER, Bill, *Das jüdische Berlin. Kultur, Religion und Alltag gestern und heute.* Berlin, Jaron Verlag, 2002.

REBIGER, Bill, *Jüdische Stätten in Berlin*, Berlin, Jaron Verlag, 2003.

REICH, Anja, „Die Geschichten der anderen. Juden erzählen aus ihrem Leben in der DDR“, *in* : *Berliner Zeitung*, 16./17.06.2007.

ROTH, Andrew et FRAJMAN, Michael, *Das jüdische Berlin heute. Ein Wegweiser*, Berlin, Quadriga, 1999.

RÜRUP, Reinhard (Ed.), *Jüdische Geschichte in Berlin. Essays und Studien*, Berlin, Hentrich, 1995.

RÜRUP, Reinhard, „Jewish History in Berlin – Berlin in Jewish History“, *in* : *Leo Back Institute Year Book*, 2000, pp. 37-50.

SCHÄBITZ, Michael, *Hans Rosenthal. Deutschlands unvergessener Quizmaster. Bewusster, stolzer Jude*, Stiftung Neue Synagoge – Centrum Judaicum, collection „Jüdische Miniaturen“, Berlin, Hentrich & Hentrich, 2004.

SCHMITZ, Michael, „Steinerne Zeugen“, *in : Zeit*, n°17, 22.04.1988, p. 14.

SCHOENBERNER, Gerhard, *Joseph Wulf. Aufklärer über den NS-Staat, Initiator der Gedenkstätte Haus der Wannsee-Konferenz*, Berlin, Hentrich & Hentrich, Stiftung Neue Synagoge – Centrum Judaicum, collection „Jüdische Miniaturen“, 2006.

SCHUBERT, Katja, „’Jude sein ist Mensch sein’? Neue Forschungstendenzen in der deutsch-jüdischen Kulturwissenschaft und die frühen Romane von Jeannette Lander“, *in* : *Zeitschrift für Germanistik*, 2, 2004, pp. 359-372.

SCHÜTZ, Klaus, *Heinz Galinski. Ein Berliner unter dem Davidsschild*, Berlin, Hentrich & Hentrich, Stiftung Neue Synagoge – Centrum Judaicum, collection „Jüdische Miniaturen“, 2004.

SELLENTHIN, Hans-Gerd, *Geschichte der Juden in Berlin und des Gebäudes Fasanenstraße 79/80. Festschrift anlässlich der Einweihung des jüdischen Gemeindehauses*, Berlin, Vorstand der Jüdischen Gemeinde zu Berlin, 1959.

SIMON, Hermann, *Die Synagoge Rykestraße 1904-2004,* collection Jüdische Miniaturen, Berlin, Hentrich, 2004.

STIASNY, Philipp, „Unterhalten und Erinnern. Artur Brauner zum 90. Geburtstag“, *in* : *Jüdische Zeitung,* Août 2008, p. 17.

Verein Aktives Museum (Ed.), *1945: Jetzt wohin? Exil und Rückkehr… nach Berlin?* Catalogue de l’exposition à l’ancienne gare d’Anhalt du 1er mai au 15 juillet 1995, Berlin, 1995.

Table des matières

Remerciements **3**

Sommaire **5**

Liste des abréviations utilisées **7**

Introduction **11**

Définition et délimitation du sujet 11

Problématique 22

État de la recherche 23

Corpus et sources 30

Méthode 41

Plan du travail 45

Première partie : Renaissance et division (1945-1953) **47**

I – Renaissance d'une communauté décimée 48

a) L'ampleur de la perte 48

b) Des survivants miraculés 52

c) Composition du « *She'erit hapletah* » 55

d) Les étapes d'une renaissance 60

e) L'épisode des « DP's » 65

II – Situation d'urgence et travail social 70

a) Le rôle des organisations d'aide 71

b) Un manque chronique de moyens 75

c) L'exaltation de la solidarité 78

d) La place du spirituel et du culturel 81

III – Entre liquidation et (re)construction 85

a) La tentation de la « liquidation » 86

b) Le choix de la construction 91

c) Reconstruction ou création « *ex nihilo* » ? 94

IV – Neutralité et unité ? 99

a) Egalité entre les nationalités 99

b) Egalité religieuse 102

c) Pour une neutralité politique 105

d) Une lutte commune contre l'antisémitisme 110
V – L'inexorable division 113
a) L'engagement pour l'Est ou l'Ouest 113
b) Premiers signes d'éloignement 118
c) « L'année noire » 1953 122
Deuxième partie : Aspects démographiques et sociaux 129
I – Des chiffres sous-tendus par des « identités difficiles » 130
a) Qui compter et avec quels outils ? Controverses autour d'une définition 130
b) Les « laissés-pour-compte » ou l'impossible calcul des Juifs hors de la Communauté 134
c) Un déficit d'information pour Berlin-Est 137
d) Le problème des admissions 139
II – Évolution comparative 142
a) Situation en 1953 143
b) Stabilisation et déclin : facteurs explicatifs 146
c) Une population très hétérogène 153
d) Cas de migrations inter-berlinoises 158
e) Bilan en 1990 161
III – Structure par âge 164
a) Le problème du vieillissement 164
b) L'obsession de la survie 170
c) Le manque de jeunes et ses conséquences 173
d) Le conflit de générations 175
IV – Structure par sexe 179
a) Évolution de la structure hommes-femmes 179
b) Le problème des mariages mixtes 182
c) Rôle des femmes dans la communauté juive 187
V – Situation sociale 189
a) Persistance du rôle social des Communautés 189
b) Vie professionnelle 192
c) Traumatismes et séquelles 195
d) Problèmes spécifiques d'intégration des « DP's », des immigrés et de réintégration des « rémigrés » 197

Troisième partie : Aspects institutionnels et pratiques religieuses 201

I – Statuts et organisation générale 202

a) Statuts et structure administrative 202

b) Elections 205

c) Aspects financiers et employés 207

d) Relations avec le *Zentralrat* et le *Verband* 210

II – Lieux juifs dans le Berlin divisé 213

a) Cimetières 213

b) Lieux de culte 217

c) Lieux d'enseignement et d'étude 223

d) Lieux de sociabilité 228

e) Un cas particulier : l'Hôpital juif 231

III – Relations religieuses entre les deux Communautés Juives 233

a) De l'indifférence… 233

b) … au mépris 235

c) Une réunification souhaitée, mais sans compromis 238

d) Les « passeurs » 240

e) Le tournant des dernières années 244

IV – Orientations religieuses 246

a) Une sécularisation grandissante 247

b) Orthodoxes, conservateurs ou libéraux ? 252

c) Une difficile coexistence 256

d) L'épisode *Adass Jisroel*, curieuse « intrigue de cour avec Honecker dans le rôle principal » 259

V – La rupture entre les Communautés et leur base 264

a) « Crépuscule des rabbins » et âge d'or des « fonctionnaires juifs » 264

b) Déceptions de part et d'autre du « rideau de fer » : autoritarisme et archaïsmes 269

c) Une atmosphère familiale ? 275

d) Alternatives à la Communauté 277

Quatrième partie : Aspects politiques et idéologiques 283

I – Vision du passé et considération des Juifs dans les sociétés de RFA et de RDA 284

a) Traitement du passé national-socialiste et rapport à la Shoah 284

b) Des grands principes, en apparence communs, ancrés dans les Constitutions. 289

c) « *Judentum im Sozialismus* » ? 292
d) Les Juifs dans « l'État-Globke » 299
e) Réparations et compensations : entre privilèges et marginalisation 304
II – Entre loyauté et instrumentalisation 308
a) Profession de foi antifasciste et adhésion distancée à la démocratie occidentale 309
b) Des Juifs patriotes ? L'utilisation du concept de « *Heimat* » 313
c) Traditions d'« amitié » entre les Communautés Juives et les autorités 318
d) Des Juifs courtisés et instrumentalisés pour les besoins de la Guerre froide ... 324
e) L'« épidémie commémorative » de 1988 330
III – Entre intégration… 336
a) Gardiens du souvenir, avertisseurs et experts en « relations publiques » 337
b) Reprise du dialogue judéo-allemand 341
c) Présence des Juifs dans la sphère politique 346
d) Présence des Juifs dans la sphère médiatique 349
IV – … et marginalisation 353
a) Persistance de l'antisémitisme 353
b) Philosémitisme 356
c) Sentiment d'étrangeté 360
d) Dissidence 363
V – La question d'Israël 365
a) Aperçu des relations entre Israël et les deux Allemagnes 365
b) Rejaillissement du conflit israélo-palestinien sur la vie des Juifs à Berlin 369
c) Un élément identitaire de premier plan 371
d) Echanges et solidarité 373
e) Entre rejet et identification forcenée : deux facettes d'une schizophrénie 377
Cinquième partie : Aspects culturels et identitaires 383
I – Le grand vide culturel juif dans les deux Berlin 386
a) Une « culture née des ruines » 387
b) Des traces effacées 392
c) La « muséalisation » d'une culture 396
d) Une « culture juive sans Juifs » ? 400
II – Programme culturel des deux Communautés 404
a) Revivification du Panthéon judéo-allemand 404

b) Des choix conditionnés 408
c) Une pauvreté difficilement masquée 410
d) Contacts avec la culture juive en Israël 413
III – Figures d'artistes et d'intellectuels juifs dans les deux Berlin 416
a) « Inventaire » 416
b) Les « Cassandre » 419
c) Les « exilés » 421
d) Les « engagés » 425
e) Les « dissidents » 429
IV – Traces de l'héritage judéo-allemand entre Est et Ouest 433
a) Une réincarnation de la culture « juive-allemande » à l'Est ? 433
b) Désarrois des derniers représentants de la « culture juive-allemande » à l'Est 440
c) Des traces également présentes à l'Ouest 444
d) Tentatives pour faire revivre la culture judéo-allemande au-delà du clivage Est-Ouest 450
e) Les jalons d'une culture judéo-allemande « réunifiée » 454
Conclusion 459
ANNEXES 469
Annexe 1 - Glossaire franco-allemand des principaux termes du judaïsme 471
Annexe 2 - Chronologie Est-Ouest des événements marquants pour les Juifs à Berlin 474
Annexe 3 - Un exemple de couverture de l'*Allgemeine* 481
Annexe 4 - Un exemple de couverture du *Berliner Allgemeine* 482
Annexe 5 - Un exemple de couverture du *Nachrichtenblatt* 483
Annexe 6 - Un exemple de couverture du *Kulturspiegel* 484
Annexe 7 - Questionnaire de la Communauté Juive de Berlin en 1946 485
Annexe 8 - Lieux juifs dans le Berlin divisé 486
Annexe 9 - Liste des rabbins ayant officié à Berlin 487
Annexe 10 - - Exhortation à fréquenter la synagogue 488
Annexe 11 - Heinz Galinski 489
Annexe 12 - Réparations : le parcours du combattant 490
Annexe 13 - « Eloge » de la RDA 491
Annexe 14 - 9 novembre 1938 et 9 novembre 1989 493
Annexe 15 - Galinski, champion de la réunification 494

Annexe 16 - Prière en l'honneur du président de la RFA 495
Annexe 17 - Chronologie des événements à caractère antisémite à Berlin (1945-1990) 496
Annexe 18 - Relevé des artistes et intellectuels d'origine juive dans les deux Berlin (*Allgemeine* et *Nachrichtenblatt*)..... 498
Annexe 19 - Notices biographiques..... 500
Sources et bibliographie 557
Tables des illustrations 589
Graphiques..... 589
Tableaux..... 589

Tables des illustrations

Graphiques

Graphique 1 : Destin en 1945 des membres de la Communauté Juive de Berlin en 1933. (Sources : S. Jersch-Wenzel, R. Rürup)..... 49
Graphique 2 : Composition du groupe des survivants en 1945. (Sources : M. Brenner, E. Burgauer, H. Maor, U. Offenberg) 56
Graphique 3 : Évolution des membres des Communautés Juives de Berlin-Ouest et de Berlin-Est. (Source principale : *Allgemeine*) 146
Graphique 4 : Structure par âge de la Communauté Juive de Berlin-Ouest en 1958. (Source : *Allgemeine*)..... 167
Graphique 5 : Structure par âge de la Communauté Juive de Berlin-Ouest en 1964. (Source : *Allgemeine*)..... 168
Graphique 6 : Structure par âge de la Communauté Juive de Berlin-Est à l'été 1976. (Source : L. Mertens) 169
Graphique 7 : Structure par âge des hommes et des femmes de la Communauté Juive de Berlin-Ouest en 1958. (Source : *Allgemeine*) 180
Graphique 8 : Structure par âge des hommes et des femmes de la Communauté Juive de Berlin-Ouest en 1964. (Source : *Allgemeine*) 181

Tableaux

Tableau 1 : Effets de la « rémigration » sur les effectifs de la Communauté Juive de Berlin-Ouest (1957-1959). (Source : *Allgemeine*)..... 150
Tableau 2 : « Statistiques de la population : peu de naissances – beaucoup de décès ». (Source : E. Landau) 166
Tableau 3 : Proportion des mariages mixtes chez les Juifs de RFA entre 1951 et 1958. (Source : H. Maor) 186
Tableau 4 : Évolution des mariages juifs en RFA. (Source : P. N. Levinson) 187
Tableau 5 : Répartition des Juifs berlinois de l'Ouest actifs par profession. Statistique de la Communauté Juive de Berlin en 1954. (Source : H. Maor)..... 194

Résumé :

Pour les Juifs rescapés de la Shoah, établir une vie nouvelle sur le territoire allemand après 1945 était quasiment impensable. En particulier à Berlin, l'ancienne capitale du III^{e} Reich, devenue le point de cristallisation des relations Est-Ouest, l'entreprise paraissait improbable, à tel point que la conception de la communauté de « liquidation » a dominé jusque dans les années 1950. Et pourtant, la (re)construction s'est opérée malgré tout, sous les auspices de la division allemande, qui n'a pas épargné la Communauté Juive de Berlin. L'analyse comparative des Juifs à Berlin-Est et à Berlin-Ouest, sur les plans démographique, religieux, politique et culturel, révèle certes de fortes disparités, liées plus ou moins directement aux caractéristiques des régimes de la RFA et de la RDA ; mais au-delà de ces clivages indéniables, il est possible de mettre en lumière un certain nombre de valeurs et de préoccupations communes aux Juifs dans les deux Berlin, ainsi que des phénomènes de passage jusqu'alors peu étudiés.

(Re)construction in Division – The Jews in Berlin between East and West (1945-1990)

Abstract:

For the Jews who had survived the Shoah, to establish of a new life on the German territory after 1945 was almost unthinkable. Particularly in Berlin, the former capital of the third Reich, which became the nodal point of the East-West relations, the attempt seemed most unlikely. As a result, the conception of a community of "liquidation" dominated until the 1950's. Yet, (re)construction took place, in spite of everything, in the context of the partition of Germany, which didn't spare the Jewish Community of Berlin. The comparative analysis of the Jews in East- and West-Berlin at the demographic, religious, political and cultural levels does reveal strong disparities, which are more or less linked with the features of the East-German and West-German systems; but beyond these undeniable divides, it is possible to bring to light common values and concerns, as well as forms of crossing which have attracted little scholarly attention so far.

Mots-clés :

Juifs – Allemagne – 1945-1990 – RFA – RDA – Berlin

Keywords:

Jews – Germany – 1945-1990 – FRG – GDR – Berlin

Intitulé et adresse de l'Ecole doctorale :

Université Sorbonne Nouvelle – Paris III
École doctorale ÉDÉAGE : Études anglophones, germanophones et européennes
5 rue de l'École de Médecine
F-75006 Paris